CODUL CIVIL
ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ŞI BELGIAN

CU DOCTRINA FRANCEZĂ ŞI ROMÂNĂ

ŞI

JURISPRUDENŢA DE LA 1868–1927

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAŢIE ŞI JUSTIŢIE
MEMBRU ONORAR AL ACADEMIEI ROMÂNE

ŞI

N. GEORGEAN

PREŞEDINTE LA CURTEA DE APEL DIN BUCUREŞTI

VOLUMUL IX

DOCTRINA

— FRANCEZĂ ŞI ROMÂNĂ —

(Art. 1391—1914)

Operă premiată de Academia Română cu marele premiu al Statului: „Gh. Asachi“.

BUCUREŞTI
EDITURA LIBRĂRIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.
Calea Victoriei, 37
1934

INDEX BIBLIOGRAFIC
AL OPERELOR CONSULTATE ŞI LA CARI S'AU FĂCUT TRIMITERI.

ALAUZET. Traité général des assurances, 2 volume.
ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicaţiunea teoretică şi practică a dreptului civil român, 14 volume.
ARION (C. C.). Elemente de drept comercial, 1 volum.
ASSER. Eléments de droit international privé, traduit par A. Rivier, 1 volum.
AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Rau et Falcimaigne, 8 volume.
— Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par Et. Bartin, 12 volume.
BARD. Précis de droit international pénal et privé, 1 volum.
BATTUR (G. B.). Traité de la communauté des biens entre époux, 2 volume.
BAUDRY-LACANTINERIE (G.). Traité théorique et pratique de droit civil, avec la collaboration de Houques-Fourcade, Ph. Bonnecarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Albert Tissier, 28 volume.
BÉDARRIDE. Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale, 4 vol.
— Des sociétés, 3 volume.
BELLOT (F. P.). Loi sur la procédure civile du Canton de Genève, 1 volum.
BERTAULT (A). Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon, 2 vol.
BEUDANT. Cours de droit civil français.
BILHARD. Traité des référés en France, 1 volum.
BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 6 volume.
BLANCHE (A). Études sur le Code pénal, 2-e édition annotée et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Dutruc, 7 volume.
BOISTEL (A.). Précis de droit commercial, 1 volum.
BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile, 2 volume.
BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel, 1 volum.
BRAVARD-VEYRIÈRES et DEMANGEAT. Traité de droit commercial, 6 volume.
BRÉDIER. Commentaire de la loi du 9 Mars 1891, modifiant les droits de l'époux survivant, 1 volum.
BUFNOIR. Propriété et contrat, Théorie des modes d'acquisition des droits réels et des sources des obligations, 1 volum.
CANTACUZINO (MATEI). Elementele dreptului civil, 1 volum.
CARNOT. Commentaire sur le code pénal, 2 volume.
CARPENTIER. Traité théorique et pratique du divorce et de la séparation de corps 1 volum.
— Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence, 2 volume.
CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale, 5-e édition, augmentée d'un Supplément alphabétique et analitique par Dutruc, 11 volume.
CHABOT. Questions transitoires sur le Code civil, 3 volume.
— Commentaire sur la loi des successions.
CHAUVEAU (Ad.) ET FAUSTIN-HÉLIÉ. Théorie du code pénal, 7 volume.
CHEBAPCI (D.). Tratat teoretic şi practic de procedură civilă, 5 volume.
COIN-DELISLE. Principes de l'interprétation des lois, des actes et des conventions entre les parties, 2 volume.
— Jouissance et privation des droits civils, 1 volum.
— Actes de l'état civil, 1 volum.

COIN-DELISLE. Commentaire du livre III, titre 2, 1 volum.
— Limite du droit de rétention par l'enfant donataire, renonçant, etc., 1 volum.
COLIN (AMBROISE) ET CAPITANT (H). Cours élémentaire de droit civil français, 3 volume.
CONSTATINESCU (N. Jac.). Despre ipoteci, 1 volum.
— Despre succesiuni, 1 volum.
— Despre testamente, 1 volum.
DALLOZ. Juisprudence générale ou Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
— Supplément.
DEGRÉ (Alexandru). Scrieri Juridice, 4 volume.
DELVINCOURT. Cours de code civil, 3 volume.
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analytique du code civil, 9 volume.
DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon, 32 volume.
DESPAGNET. Précis de droit international privé, 1 volum.
— Essai sur les protectorats. Etude de droit international, 1 volum.
DOCAN (George P.). Studii de drept civil comparat, 1 volum.
DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerciu comentat.
DURANTON. Cours de droit civil français suivant le Code civil, 22 volume.
DUTRUC. Supplément aux lois de la procédure civile et commerciale.
DUVERGIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, par Toullier, accompagné de notes par Duvergier, 14 caete.
— Suite par Duvergier, 6 volume.
ERBICEANU (Vespasian). Tendințele noui în drept, 1 volum.
FAUSTIN HÉLIE ET CHAUVEAU (A.). Théorie du code pénal, 7 volume.
— Traité de l'instruction criminelle, 8 volume.
FERAUD-GIRAUD. Traite des voies rurales publiques et privées et servitudes rurales de passage, enclaves, 2 volume.
GARRAUD. Traité théorique et pratique du droit pénal français, 6 volume.
— Précis de droit criminel, 1 volum.
GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure, 8 volume.
GEORGEAN (N.). Studii Juridice, 3 volume.
GIRAULT (Arthur). Traité des contrats par correspondance, 1 volum.
GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile 2-e édition par A. Tissier, 2 volume.
GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc. 4 volume.
— Traité des hypotèques, 2 volume.
GUILLOUARD. Traité du contrat de mariage, 4 volume.
— Traité de la vente et de l'échange, 2 volume.
— Traité du contrat de louage, 2 volume.
— Traité des contrats aléatoires et du mandat, 1 volum.
— Traité du prêt, du dépôt et du séquestre, 1 volum.
— Traité du cautionnement et des transactions, 1 volum.
— Traité du nantissement et du droit de rétention, 1 volum.
— Traité des privilèges et hypothèques, 4 volume.
— Traité de la prescription, 2 volume.
HAMANGIU (C.), ROSETTI-BĂLĂNESCU (I.) și BĂICOIANU (Al.). Tratat de drept civil român 3 volume.
HEROVANU (Eugen). Tratat teoretic și practic de procedură civilă, 1 volum.
HETTIER. Des assurances terrestres, 1 volum.
HOUPIN. Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales, 2 vol.
HOZOC (Dimitrie). Pactul comisor expres, ed. 2-a, 1 volum.
HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil, 15 volume.
— Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances, 2 volume.
IONAȘCU (Traian). Curs de drept civil. Succesiuni și liberalitați, 1 volum.
IONESCU (Ioan I.). Dota sub raportul înstrăinării, 1 volum.
JOSSERAND. Cours de droit civil positif français, 3 volume.
JOUITOU. Étude sur le système du régime dotal, 2 volume.
LABORDE. Cours de droit criminel, 1 volum,
LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations, 7 volume.
LAURENT. Principes de droit civil français, 33 volume.
— Le droit civil international, 8 volume.
LĂZĂRESCU (Alex. Em.). Des droits du conjoint survivant, 1 volum.
LEGRAVEREND. Traité de la législation criminelle en France, 2 volume.
LE SELLIER. Études historiques, théoriques et pratiques sur le droit criminel, 6 volume.
LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer, 1 volum.
LOCRÉ. Législation civile, commerciale et criminelle de la France, ou Commentaire et complément des cinq codes, 16 volume (de materie civilă).

LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial, 10 volume.
— Manuel de droit commercial, 1 volum.
MAILHER DE CHASSAT. Traité de la rétroactivité des lois ou Commentaire approfondi du code civil, 2 volume.
MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.
— Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.
MARTOU. Privilèges et hypothèques.
MASSABIAU (M.). Manuel du ministère public, 3 volume.
MASSÉ ET VERGÉ SUR ZACHARIAE. Cours de droit civil français.
MASSÉ. Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, 4 volume.
MERLIN. Répertoire universel et raissoné de jurisprudence.
— Recueil alphabétique des questions de droit.
MERSIER. Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, 1 volum.
MEYER. Principes sur les questions transitoires.
MICHAUX. Traité pratique des liquidations et partages, 1 volum.
— Traité pratique des donations, 1 volum.
— Traité pratique des testaments, 1 volum.
— Traité pratique des contrats de mariage, 1 volum.
MOLINIER. Traité théorique et pratique de droit penal, annoté par Vidal.
MOURLON. Répétitions écrites sur le Code Napoléon, 3 volume.
MUTEAU. De la responsabilité civile, 1 volum.
NACU. Dreptul civil român 3 volume.
ODIER. Traité du contrat de mariage, 3 volume.
PARDESSUS. Traité des servitudes ou services fonciers, 2 volume.
— Cours de droit commercial, 4 volume.
PERSIL. Regime hypothecaire, 2 volume.
PILLET. Droit international privé.
PILLET ET NIBOYET. Manuel de droit international privé, 1 volum.
PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil, 3 volume.
— et Ripert. Traité pratique de droit civil français, avec le concours de René Savatier.
PLASTARA (George). Curs de drept civil român.
PONT (P) et Marcadé. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.
— Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.
POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil, 11 volume
POUILLET (E.). Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation, 1 volum.
— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres, 1 volum.
— Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon, 1 vol.
POUJOL. Traité des successions, 2 volume.
— Traite de donations entre-vifs et testaments, 2 volume.
— Traité des obligations, 3 volume.
PROUDHON. Traité de l'état des personnes, 2 volume.
— Traité du domaine de propriété, 3 volume.
— Traité du domaine public, 5 volume.
— Traité des droit d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie, 5 volume.
— Traité des droits d'usage, d'habitation et de superficie, 2 volume.
RĂDULESCU. (Andrei). Studii de drept civil, 2 volume.
ROLLAND DE VILLARGUES. Répertoire de la jurisprudence du notariat, 9 volume.
SAVIGNY. Traité du droit romain.
SOURDAT. Traité général de la responsabilité, 2 volume.
STĂNESCU (N.). Despre partaj și rezervă.
STĂNESCU (N.). Despre subrogațiunea reala, 1 volum.
SURVILLE ET ARTHUIS. Cours élémentaire de droit international privé, 1 volum.
TATARU (V. Gh.) *Prezidentul tribunalului, 1 volum.*
TAULIER. Théorie raisonnée du Code civil, 7 volume.
TERNĂVEANU (ORESTE P.). Răspunderea civ. și ideea bunelor morav. în drept. modern, 1 vol.
TESSIER (Honoré). Questions sur la dot, 1 volum.
THALLER. Traité géneral de droit commercial.
THALLER ET PERCEROU. Traité élémentaire de droit comercial, 1 volum.
TITULESCU (N.). Impărțeala moștenirilor, 1 volum.
TOCILESCU (George G). Curs de procedura civila, 3 volume.
TOULLIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, 14 caete.
— et Duvergier. Suite par Duvergier, 2 volume.
TRÉBUTIEN. Cours élémentaire de droit criminel, 2 volume.
TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code, 27 volume.
VALETTE ET PROUDHON. Cours de code civil.

VAREILLES-SOMMIÈRES. Une theorie nouvelle sur la rétroactivité des lois, Revue critique de législation et de jurisprudence 1893, p. 444-468, 492-519.
— Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
VEZEILLE. Traité du mariage.
— Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les succesions, donations et testaments, 3 volume.
— Traité des prescriptions, 2 volume.
VILLEY. Précis d'un cours de droit criminel, 1 volum.
VIVANTE (C.). Traité de droit commercial, traduit par J. Escarra, 4 volume.
VRAYE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps, 2 volume.
WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé, 7 volume.
— Manuel de droit international privé.
ZACHARIAE ET MASSÉ ET VERGÉ. Cours de droit civil français.

PRESCURTĂRI

al.	Alineat.
Apel	Curtea de Apel.
Art.	Articolul.
Botoșanii Juridic	Revista de drept „Botoșanii Juridic".
B., Bul., Bul. Cas.	Buletinul Curții de Casație.
Bul. C. Apel	Revista de drept „Buletinul Curților de Apel".
Bul. Trib. Muscel	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel".
C. Apel	Curtea de Apel.
C. civ.	Codul civil.
C. com.	Codul comercial Român.
C. J., C. Jud., Curier Jud.	Revista de drept „Curierul Judiciar".
C. p., C. pen.	Codul penal Român.
Cas.	Inalta Curte de Casație Română.
Cas. Fr.	Inalta Curte de Casație franceza.
Cas. S. U.	Inalta Curte de Casație Română, Secții Unite.
Civ.	Codul civil Român.
Civ. Belg.	Codul civil belgian.
Civ. Elv.	Codul civil elvețian.
Civ. Fr.	Codul civil francez.
Civ. Germ.	Codul civil german.
Civ. Ital.	Codul civil italian.
Civ. Rom.	Codul civil Român.
Com.	Codul comercial Român.
Const.	Constituția României.
Contr. de mar.	Contrat de mariage.
Conv. Jur., Convorbiri Juridice	Revista de drept „Convorbiri Juridice".
D., Dr., Drept.	Revista de drept „Dreptul".
Dr. civ. int.	Dreptul civil internațional.
Ed.	Ediția.
Fr.	Francez.
Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului	Revista de drept „Gazeta Tribunalului".
Instr. crim.	Instruction criminelle.
J., Jud., Judec.	Judecatoria.
Jurisprudența	Revista de drept „Jurisprudența".
Jur. Gen., Jurispr. Gen.	Revista de drept „Jurisprudența Generală".
Jur. Rom., Jurispr. Rom.	Revista de drept „Jurisprudența Română".
Justiția Dobrogei	Revista de drept „Justiția Dobrogei".
Justiția (Craiova)	Revista de drept „Justiția Olteniei".
Justiția (Iași)	Revista de drept „Justiția" din Iași.
L. Leg.	Legea.
L. Ard.	Legea Ardeleană.
L. aut. act.	Legea autentificarii actelor.
L. jud. oc.	Legea judecătoriilor de ocoale.
L. p. accel. jud.	Legea pentru accelerarea judecaților.
L. timbr.	Legea timbrului.
Minor.-tutelle.	Minorité-tutelle.
Mon. of.	Monitorul oficial.
n.	Nota.
No.	Numărul.
Ord.	Ordonanța.
p.	Pagina.
Pag. Jur., Pagini Juridice	Revista de drept „Pagini Juridice".
Pand. Rom.	Revista de drept „Pandectele Române".

Pand. Săpt. . . . . Revista de drept „Pandectele Săptămânale".
part. . . . . Partea.
Pen. . . . . Codul penal.
Prescr. . . . . Prescription.
Pr. civ. . . . . Codul de procedura civilă Româna.
Pr. pen. . . . . Codul de procedură penală Română.
Reg., Regul. . . . . Regulamentul.
Reg. act st. civ. . . . . Regulamentul actelor de stare civilă.
Rép. . . . . Répertoire.
Req. . . . . Casaţia Franceza, Chambre des requêtes.
Rev. crit., Revista critică . . . . Revista de drept „Revista critica".
Rev. de drept., Revista de drept . . Revista de drept „Revista de drept".
Rev. Jud., Revista Judiciară . . . Revista de drept „Revista Judiciara".
S. . . . . Secţia.
S. U. . . . . Secţii unite.
Săptămâna Juridică . . . . Revista de drept „Săptămâna Juridica".
Success. . . . . Successions.
Suppl. . . . . Supplément.
t. . . . . Text.
T., Trib. . . . . Tribunalul.
Teleormanul Judiciar . . . . Revista de drept „Teleormanul Judiciar".
Text. belg. . . . . Textul codului civil belgian.
Text. fr. . . . . Textul codului civil francez.
Text. ital. . . . . Textul codului civil italian.
Tr. . . . . Traité.
Trib. Jur. . . . . Revista de drept „Tribuna Juridică".
urm., ur. . . . . următoarele.

CODUL CIVIL

VOLUMUL IX

CARTEA III

Despre diferitele moduri prin care se dobândeşte proprietatea
(URMARE)

TITLUL V

Despre vinderi
(URMARE)

CAPITOLUL VIII.

Despre strămutarea creanţelor şi altor lucruri necorporale [1]).

Art. 1391. — La strămutarea unei creanțe, a unui drept sau a unei acțiuni, predarea între cedente și cesionar se face prin remiterea titlului. (Civ. 953, 960, 1015, 1106 urm., 1132, 1294 urm., 1310, 1314, 1317, 1393 urm., 1686; C. com. 281, 370, 447; Pr. Civ. 409, 410; L. jud. oc. 73; L. Timbr. 20 § 28, 35 21 § 26, 31; 29 § 2; 30 § 2; 33 § 1; 43 § 1—3; 44 § 4, 6; Civ. Fr. 1689).

Text. fr. Art. 1689. — Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Observaţie* sub Trib. civil Avignon, 19 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 108.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) A se vedea în legătură cu această chestiune art. 409 şi 410 din *„Noua procedură civilă"*.

Doctrină.

1. Strămutarea creanţelor, trebueşte să întrunească elementele esenţiale ale oricărei vânzări, adică: consimţimântul mutual, lucrul şi preţul, deoarece ea formează o specie particulară a vânzării. (Duranton. XVI, No. 492; Duvergier, Vente, II, No. 160; Troplong. Vente, II, No. 880; Dalloz, Rép., Vente. No. 1678; Huc, Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances, II, No. 576: Baudry et Saignat. Vente, No. 758; Guillouard, Vente, II, No. 739; Alexandresco, VIII, partea II, p. 493, text şi nota 3, 494, nota 4, 500).

2. Strămutarea creanţelor poate fi supusă, ca şi vânzarea, unui termen, unei condiţiuni suspensive sau rezolutorii, unei clauze de răscumparare. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1684, 1697; Suppl., Vente, No. 689; Huc, Cession, I, No. 272; Alexandresco, VIII, partea II, p. 493 nota 2).

3. Strămutarea creanţelor se deosebeşte de novaţiune, deoarece aceasta cere consimţimântul debitorului, apoi capacitatea părţilor diferă la ambele operaţiuni şi în fine dispoziţiile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea la novaţiune. (Demolombe, XXVIII, No. 272; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 27, p. 432; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 682; Laurent. XXIV, No. 501; Guillouard, Vente. II, No. 800; Alexandresco, VIII, partea II. p. 514).

4. Strămutarea unei creanţe în schimbul unui preţ se deosebeşte de darea unei creanţe în plata unei datorii, cu toate că aceste două operaţiuni au o mare analogie şi produc de obiceiu aceleaşi efecte. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1679).

5. Pentru a determina adevăratul caracter al convenţiunilor, se vor lua în consideraţie mai mult clauzele actului decât denumirea întrebuinţată de părţile contractante. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1680; Suppl., Vente, No. 683).

6. Tribunalele vor constata în mod suveran existenţa convenţiunilor şi termenii în care au fost făcute sau trebuesc să fie presupuse că au fost făcute, după intenţiunea comună a părţilor contractante. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 686).

7. Curtea de casaţie va avea dreptul să cenzureze dacă o convenţiune astfel constatată de tribunal, constitue, prin caracterele sale juridice, o cesiune sau un alt contract. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 686).

8. Cesiunea de creanţă se poate face cu titlu oneros sau cu titlu gratuit. (Alexandresco, VIII, partea II, p. 493).

9. Strămutarea de creanţă este perfectă în raporturile dintre cedent şi cesionar, prin simplul efect al consimţimântului lor reciproc asupra lucrului şi asupra preţului, fără să fie nevoie de notificare către cedent, nici de acceptarea sa. (Duvergier, Vente, II, No. 175; Beudant, Vente. No. 352; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 359, text şi nota 23, p. 424; Dalloz, Rép., Vente. No. 1723; Suppl., Vente. No. 716; Laurent, XXIV, No. 472; Guillouard, II, No. 759; Planiol, II, No. 1621; Colin et Capitant, II, p. 166; Alexandresco, VIII, partea II, p. 500).

10. Pentru perfectarea cesiunii, nu este necesar ca cedentul să remită cesionarului titlurile de creanţă. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 717; Laurent. XXIV, No. 474; Guillouard, Vente, II, 769; Alexandresco, VIII, partea II, p. 500).

11. Strămutarea de creanţă nu este un contract solemn, ci poate fi făcută în orice formă şi poate fi dovedită prin toate mijloacele de drept comun potrivit regulelor ordinare de probă. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1683: Suppl., Vente, No. 688).

12. Astfel, strămutarea de creanţă poate fi făcută prin act autentic sau prin act sub semnătură privată. (Troplong, Vente, II, No. 912: Dalloz. Rép., Vente, No. 1683; Suppl., Vente, No. 688; Alexandresco. VIII, partea II, p. 493).

13. De asemenea, ea poate fi făcută şi verbal, însă dovada ei se va face potrivit regulelor privitoare la proba contractelor. (Troplong, Vente, II, No. 912; Dalloz, Rép., Vente, No. 1683; Suppl., Vente, No. 688).

14. Orice persoană, care după lege nu este declarată incapabilă, poate face sau accepta o strămutare de creanţă. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1685; Suppl., Vente, No. 690; Alexandresco, VIII, partea II, p. 503).

15. Strămutarea de creanţă poate fi consimţită sau acceptată de un mandatar, având puteri pentru aceasta. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1688).

16. De asemenea, un gestionar de afaceri poate consimţi sau accepta o strămutare de creanţă. (Dalloz. Rép., Vente, No. 1688).

17. Pot face obiectul unei cesiuni, toate creanţele şi acţiunile şi toate drepturile rezultând dintr'un contract anterior, cu condiţiunea ca aceste drepturi să nu fie afară din comerţ sau ca înstrăinarea lor să nu fie oprită de vreo lege. (Duranton, XVI, No. 494; Troplong, Vente, II, No. 879; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, p. 419; Dalloz, Rép., Vente, No. 1689; Suppl., Vente, No. 693; Laurent, XXIV, No. 462; Huc, Cession, I, No. 230; Baudry et Saignat, Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 741).

18. Se poate vinde şi o masă de drepturi şi acţiuni în bloc. (Troplong, Vente, II, No. 879; Dalloz, Rép., Vente, No. 1696).

19. Contractul de cesiune este aleatoriu, când are de obiect un drept incert, pe care cesionarul va trebui să şi-l valorifice pe riscul şi pericolul său. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1701).

20. Pot face obiectul unei cesiuni creanţele pure şi simple, cele cu termen sau cele sub condiţiune. (Troplong, Vente, II, No. 879; Dalloz, Rép., Vente. No. 1697;

Suppl., Vente, No. 696; Baudry et Saignat, Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 743; Alexandresco, VIII, partea II, p. 496).

21. Un coproprietar poate cesiona drepturile sale din prețul bunurilor indivize înainte de licitație. In aces caz cesiunea are de obiect o creanță condițională. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 698; Guillouard, Vente, II, No. 741).

22. Pot face obiectul unei cesiuni, creanțele ajunse la scadență și cele nescăzute, creanțele de capitaluri și cele de dobânzi. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 697).

23. Poate face obiectul unei cesiuni, promisiunea de a cumpăra pentru cazul când cesionarul, devenind el însuși proprietarul obiectului de cumpărat, ar avea astfel mijlocul de a-l preda promițând. (Huc. Cession, I. No. 176; X, No. 32).

24. De asemenea, pot face obiectul unei cesiuni, promisiunile de închiriere, de împrumut cu dobândă, de deschidere de credit. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 708; Huc. Cession. I, No. 77 urm.).

25. O creanță viitoare poate face obiectul unei cesiuni, după cum un lucru viitor poate fi vândut. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1698; Suppl., Vente, No. 698; Laurent, XXIV, No. 463; Baudry et Saignat. Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 742; Alexandresco, VIII, partea II, p. 497).

26. Se consideră ca creanțe viitoare care pot fi cedate, dobânzile, chiriile și arenzile neajunse la scadență. (Duvergier, Vente, III. No. 464; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, text și nota 2, p. 419: Dalloz. Rép., Vente, No. 1700; Laurent, XXIV, No. 463: Huc, Cession, I. No. 172).

27. Contractul de editură poate face obiectul unei cesiuni. Astfel când un autor s'a obligat prin contract să compue o lucrare literară în schimbul unei retribuții determinate, deși lucrarea este numai proectată, autorul poate cesiona unui terț beneficiul contractului făcut cu editorul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 5, p. 420; Laurent. XXIV, No. 465; Baudry et Saignat, Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 750).

28. Un antreprenor care a încheiat un contract de facere de lucrări, poate cesiona unui terț creanța ce va rezulta din lucrările ce va trebui să le facă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 7, p. 420; Dalloz, Rép., Vente, No. 1699: Suppl., Vente, No. 701; Laurent, XXIV, No. 466; Baudry et Saignat, Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 749).

29. Salariile pe care legea le declară urmăribile pentru o parte, pot fi cedate pentru această porțiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, notele 12, 13, 14 și 20, p. 421 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 705; Laurent, XXIV, No. 468; Huc. Cession, I. No. 230; Guillouard, Vente, II, No. 752, 753).

30. Nu pot face obiectul unei cesiuni, drepturile exclusiv alipite la persoana celui care se bucură de ele. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1702).

31. Astfel, nu pot face obiectul unei cesiuni drepturile de uz și de abitație. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1702; Alexandresco, VIII, part. II. p. 498).

32. De asemenea, nici pensiunile alimentare acordate de justiție, afară de cazul când sunt cesionate unui furnisor de alimente. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 18 p. 423;; Dalloz. Rép., Suppl., Vente, No. 705; Laurent, XXIV, No. 469; Guillouard, Vente, II, No. 754, 755).

33. De asemenea, pensiunile alimentare acordate prin donațiune între vii sau testamente, dacă au fost declarate necesibile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, text și nota 18, p. 422, 423: Dalloz. Rép., Suppl., Vente, No. 705; Guillouard. Vente, II, No. 756).

34. De asemenea, chiar pensiunile alimentare acordate prin donațiuni între vii sau testamente, pe care actul constitutiv nu le-a declarat expres neurmăribile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, p. 422, 423; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 705; Guillouard, Vente, II, No. 756; Contra: Troplong Vente, I, No. 227; Transactions, No. 96, 97, 98; Laurent, XXIV, No. 469).

35. Pensiunile și rentele constituite prin act cu titlu oneros pot face obiectul unei cesiuni, deoarece prin actul lor constitutiv nu se poate prevedea că sunt neurmăribile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 9, p. 421; Laurent, XXIV, No. 467; Guillouard, Vente. II, No. 757).

36. Nu pot face obiectul unei cesiuni succesiunile nedeschise încă. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 693).

37. De asemenea, acțiunile privitoare la starea și capacitatea persoanelor. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 693).

38. De asemenea, pensiunile militare și civile. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 693).

39. Cedentul este obligat să facă predarea față de cesionar. Predarea, între cedent și cesionar se face prin remiterea titlurilor, iar dacă nu sunt titluri, predarea rezultă din însuși actul de cesiune. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1726, 1837; Huc, X, No. 212; Alexandresco, VIII, partea II, p. 500, text și nota 5).

40. In cazul când s'a cesionat numai o parte din creanță, cedentul va face predarea prin punerea titlurilor la dispoziția cesionarului, oricând acesta va avea nevoie să se folosească de ele. (Baudry et Saignat, Vente, No. 807).

41. Efectele cesiunii sunt aceleași ca ale unei vânzări, deoarece cesiunea de creanță este o vânzarea. Prin urmare, din momentul vânzării i se transmit cesionarului toate drepturile de care se poate prevala orice cumpărător. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1813; Suppl., Vente, No. 798).

42. Proprietatea creanței cedate trece la cesionar, din momentul cesiunii prin simplul efect al consimțimântului independent de orice notificare sau acceptare a cedatului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1813).

43. Din moemntul cesiunii, cesionarul

devenind proprietarul creanței cedate, are dreptul la toate fructele și dobânzile scăzute după această dată. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1714, 1827; Suppl., Vente, No. 714; Baudry et Saignat, Vente, No. 810; Guillouard, Vente, II, No. 814).

44. In afară de rezerva expresă din partea cedentului, dobânzile deja scăzute în momentul cesiunii, dar care erau încă datorite, aparțin cesionarului. (Duranton, XVI, No. 507; Duvergier, Vente, II, No. 221; Troplong, Vente, II, No. 915; Dalloz, Rép., Vente, No. 1715, 1828; Huc, II, No. 448; Baudry et Saignat, Vente, No. 810; Guillouard, Vente, II, No. 814).

45. Cesionarul nu poate avea mai multe drepturi decât cedentul și deci condițiunile de plată, de timp, de loc ale creanței rămân aceleași, situațiunea debitorului cedat neputându-se agrava. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 439, 440; Dalloz, Rép., Vente, No. 1815, 1816; Suppl., Vente, No. 798; Laurent, XXIV, No. 536; Baudry et Saignat. Vente, No. 846, 847; Guillouard, Vente, II, No. 822; Alexandresco, VIII, partea II, p. 544).

46. După notificarea cesiunii către debitorul cedat. cesionarul ia locul cedentului, așa încât dacă în acel moment există un proces cu privire la creanța cedată, cesionarul va continua procesul în locul cedentului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1820).

47. Cesiunea nu-și produce efectele dacă creanța fusese stinsă prin compensație, fie înainte de cesiune, fie înainte de notificarea cesiunii către debitorul cedat. (Dalloz. Rép., Vente, No. 1825).

48. Obligația principală a cesionarului este de a plăti prețul care este un element esențial al cesiunii de creanță. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1706; Suppl., Vente, No. 813).

49. Prețul cesiunii va trebui plătit în ziua și la locul convenit de părțile contractante. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1838).

50. In caz de neplata prețului cesiunei, cedentul se bucură de privilegiul vânzătorului asupra dreptului creanței cedate și are dreptul și la acțiunea în rezoluțiune a cesiunii și la daune-interese dacă se cuvin. (Troplong, Vente, I. No. 187; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 31 bis II; Dalloz, Rép., Vente, No. 1838; Suppl., Vente, No. 813; Laurent, XXIV, No. 530; Huc, X, No. 212; XIII, No. 90; Cession, I, No. 291; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 489; Guillouard, Privilèges et hypothèques, I, No. 386; Planiol, II, No. 2610; Alexandresco, VIII, partea II, p. 501, nota).

51. Prețul cesiunii trebuește să îndeplinească caracterele prețului vânzării, adică trebue să consiste în bani, să fie serios și să fie cert și determinat. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1707; Suppl., Vente, No. 711).

52. Cheltuelile contractului de cesiune de creanță, sunt în sarcina cesionarului, în afară de convenție contrară. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1712; Suppl., Vente, No. 713; Huc, Cession, I, No. 273; Guillouard, Vente, II, No. 827).

53. In caz de cesiune parțială a creanței, debitorul cedat nu poate fi obligat să plătească parțial creanța, ci poate cere ca cedentul și cesionarul să se înțeleagă pentru a primi întreaga sumă datorată. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1830).

54. Cesiunea parțială a creanței nu dă preferință, afară de convențiune contrară, nici cedentului nici cesionarului, unul față de altul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, notele 78, 79 80, p. 445; Pont, Privilèges et hypothèques. I, No. 239; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 743; Guillouard, Vente II, No. 853; Comp. contra: Grenier, Privilèges et hypothèques, I, No. 93; Troplong, Privilèges et hypotèques, I, No. 367).

Art. 1392. — Cel ce vinde o creanță, sau verice alt lucru necorporal, este dator să răspundă de existența sa valabilă în folosul său, în momentul vânzării, deși vânzarea n'ar cuprinde această îndatorire de răspundere. (Civ. 789, 1337 urm., 1393 urm., 1397 urm.; C. com. 45, 80, 139, 171, 447; Civ. Fr. 1693).

Text. fr. Art. 1693. — Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

Bibliografie (continuare)

PETIT EUGEN, *Observație* sub Trib. civil Avignon, 19 Martie 1924, Pand, Rom. 1925, III. 108.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1693 c. civ. fr. (1392 c. civ. rom.) la cesiunea unei creanțe, cedentul este obligat de plin drept să garanteze existența dreptului care a făcut obiectul cesiunii. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1842; Alexandresco, VIII, partea II, p. 523, 524, 525).

2. La cesiunea de creanță, cedentul trebuește să garanteze că creanța cedată îi aparține. (Laurent, XXIV, No. 543; Baudry et Saignat, Vente, No. 818; Guillouard, Vente, II, No. 832; Alexandresco, VIII, partea II, p. 525).

3. Cedentul este obligat să probeze că creanța exista în momentul cesiunii, deoarece el era obligat să garanteze existența creanței la acea epocă: (Dalloz, Rép., Vente, No. 1861; Huc, Cession, II, No. 488; Planiol, II, No. 1629; Alexandresco, VIII, partea II, p. 525).

4. In cazul când creanța a fost cedată cu titlul gratuit, obligația de garanție nu mai există, afară de cazul când cesiunea gratuită a fost constituită cu titlul de dotă. (Alexandresco, VIII, partea II, p. 524, 525).

5. Potrivit dispozițiunilor art. 1693 c. civ. fr. (1392 c. civ. rom.) creditorul care cesionează creanța sa este obligat să garanteze existența creanței în momentul cesiunii, chiar dacă vânzarea nu ar cuprinde această îndatorire de răspundere. Această regulă își găsește aplicațiunea nu numai în cazul când nu există această creanță, ci și în cazul când dreptul cedat este afectat de un viciu esențial și inerent convențiunii însăși care i-a dat naștere. (Duvergier, Vente, II, No. 250; Troplong, Vente, II, No. 932; Marcadé, Art. 1693, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 442; Dalloz, Rép., Vente, No. 1845; Suppl., Vente, No. 815; Laurent, XXIV, No. 541; Huc, Cession, II, No. 483; Baudry et Saignat, Vente, No. 818; Guillouard, Vente, II, No. 829).

6. Cedentul este obligat la garanție dacă titlul de creanță deși există în mod material și regulat în momentul cesiunii, însă creanța era prescrisă sau compensată la acea epocă. (Duvergier, Vente, II, No. 250; Troplong, Vente, II, No. 932; Marcadé, Art. 1693, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 442; Dalloz, Rép., Vente, No. 1845; Suppl., Vente, No. 815; Laurent, XXIV, No. 541; Huc, Cession, II, No. 483; Baudry et Saignat, Vente, No. 818; Guillouard, Vente, II, No. 829; Planiol, II. No. 1629; Alexandresco, VIII, partea II, p. 525, text și nota 7).

7. Cedentul este răspunzător de faptele sale personale, fie ca ele sunt anterioare sau posterioare cesiunii. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1872, 1873; Guillouard, Vente, II, No. 834).

8. Cedentul răspunde de drept numai pentru cauzele care existau în momentul cesiunii iar nu și pentru cele posterioare cesiunei care nimicesc sau modifică drepturile cedate. (Duvergier, Vente, II, No. 258; Dalloz, Rép., Vente, No. 1853; Laurent, XXIV, No. 544; Baudry et Saignat, Vente, No. 821; Guillouard, Vente, II, No. 831).

9. Dacă însă nimicirea dreptului cedat deși a avut loc după facerea cesiunii, însă a avut o cauză anterioară, cum ar fi o hotărîre care pronunță anularea dreptului cedat, cedentul va fi obligat la garanție. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1853).

10. Cedentul nu este obligat la garanție când dreptul cedat s'a stins prin prescripție începută înainte de cesiune și îndeplinită după cesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 815; Huc, Cession, II, No. 483; Baudry et Saignat, Vente, No. 821).

11. Cesionarul nu are dreptul la garanție când dreptul cedat s'a pierdut prin faptul sau neglijența sa. (Duvergier, Vente, II, No. 275 urm.; Troplong, Vente, II, No. 941; Dalloz, Rép., Vente, No. 1857; Guillouard, Vente, II, No. 831, 851; Alexandresco, VIII, partea II, p. 526 nota).

12. Cedentul nu răspunde pentru existența dreptului cedat când acest drept este aleatoriu. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1863; Suppl., Vente, No. 817).

13. Astfel, cedentul nu răspunde, în regulă generală, de existența unui drept litigios. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1978).

14. Dispozițiunile art. 1693 c. civ. fr. (1392 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la biletele la ordin sau efecte de comerț a căror garanție este prevăzută de principiile legii comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 821).

15. Garanția de drept prevăzută de art. 1693 c. civ. fr. (1392 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea și garanțiilor accesorii ale creanței cedate, cum sunt privilegiile și ipotecile. (Duvergier, Vente, II, No. 252; Troplong, Vente, II, No. 933; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 139 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 63, p. 442; Dalloz, Rép., Vente, No. 1867; Suppl., Vente, No. 818; Laurent, XXIV, No. 546; Huc, Cession, II, No. 485; Baudry et Saignat, Vente, No. 820; Guillouard, Vente, II, No. 830; Colin et Capitant, II, p. 172; Alexandresco, VIII, partea II, p. 526).

16. Cu toate acestea, garanția nu va fi datorită și pentru asigurările accesorii dacă se va stabili prin interpretarea clauzelor contractului că astfel a fost intențiunea comună a părților contractante. (Duvergier, Vente, II, No. 255; Dalloz, Rép., Vente, No. 1868; Suppl., Vente, No. 819; Baudry et Saignat, Vente, No. 820; Guillouard, Vente, II, No. 830).

17. Efectele garanției sunt că dacă dreptul nu există în momentul cesiunii, contractul este nul și deci cedentul trebuește

să restitue prețul cesionarului. (Duranton, XVI, No. 512; Duvergier, Vente, II, No. 263; Troplong, Vente, II, No. 945; Marcadé, Art 1693, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 359 bis, text și nota 64, p. 442; Dalloz, Rép., Vente, No. 1874; Laurent, XXIV, No. 548; Huc, Cession, II, No. 491; Baudry et Saignat Vente, No. 822; Guillouard, Vente, II, No. 835; Alexandresco, VIII, partea II, p. 527).

18. In acest caz, după o părere, cedentul va trebui să ramburseze cesionarului cuantumul creanței iar nu prețul ce el l-a plătit, deoarece diferența constitue un câștig pe care cesionarul conta să-l realizeze. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 139 bis, V; Laurent, XXIV, No. 549; Huc, Cession, II, No. 492; Baudry et Saignat, Vente, No. 822; Alexandresco, VIII, partea II, p. 528).

19. După altă părere, în acest caz, cedentul va trebui să ramburseze cesionarului, numai prețul cesiunii, însă tribunalele vor putea acorda și daune-interese, dacă vor aprecia că se cuvin. (Duranton, XVI, No. 512; Duvergier, Vente, II, No. 263; Troplong, Vente, II, No. 943; Mourlon, III, No. 688; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, bis, text și nota 65, p. 442; Dalloz, Rép., Vente, No. 1874; Suppl., Vente, No. 821; Guillouard, Vente, II, No. 836).

20. In acest caz, de asemenea, cedentul va trebui să restituie cesionarului, dobânzile prețului cu începere dela data plății. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, VI, p. 184; Troplong,Vente , II, No. 945; Marcadé, Art. 1693-1695, No. 1; Mourlon, III, No. 688; Dalloz, Rép., Vente, No. 1874; Suppl., Vente, No. 822; Laurent, XXIV, No. 548; Huc, Cession, II, No. 489 urm.; Baudry et Saignat, Vente, No. 832; Alexandresco, VIII, partea II, p. 527).

21. De asemenea, și cheltuelile contractului de cesiune. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1874; Suppl., Vente, No. 823; Alexandresco, VIII, partea II, p. 527).

22. De asemenea, și cheltuelile procesului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1874; Alexandresco, VIII, partea II, p. 527).

23. In cazul când dreptul cedat există numai în parte, cesionarul nu poate cere rezoluțiunea contractului de cesiune decât numai dacă partea care lipsește este atât de importantă încât fără această parte cesionarul nu ar fi contractat. (Duvergier, Vente, II, No. 263; Dalloz, Rép., Vente, No. 1875).

24. Dacă se constată că partea care lipsește nu este de importanță ca să fi determinat pe cesionar să nu cumpere și deci să se rezolve cesiunea, cesionarul va avea dreptul să i se restitue o parte proporțională din preț. (Duvergier, Vente, II, No. 263; Dalloz, Rép., Vente No. 1875).

25. Părțile contractante pot să micșoreze sau chiar să excludă în convențiunea lor garanția de drept. In acest caz, garanția astfel modificată se numește garanție de fapt. (Duvergier, Vente, II, No. 264; Troplong, Vente, II, No. 933; Dalloz, Rép., Vente, No. 1877; Baudry et Saignat, Vente, No. 824; Guillouard, Vente, II, No. 838; Planiol, II, No. 1518, 1631; Alexandresco, VIII, partea II, p. 528).

26. In cazul când părțile prin convențiunea lor au prevăzut clauza de negaranție, nu este exclusă garanția de drept și restituirea prețului, deoarece cedentul nu poate să rețină prețul când nu a predat creanța. (Duranton, XVI, No. 511; Duvergier, Vente, II, No. 267; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 443; Dalloz, Rép., Vente, No. 1881; Suppl., Vente, No. 825; Laurent, XXIV. No. 550; Guillouard, Vente, II, No. 848; Planiol, II, No. 1632; Alexandresco, VIII, partea II, p. 529).

27. Efectele garanției de fapt sunt de a scuti de plată de daune-interese pe cedent, în caz de inexistența sau de evicțiunea dreptului cedat. (Duranton, XVI, No. 511; Duvergier, Vente, II, No. 268; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 159 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 443; Dalloz, Rép., Vente, No. 1881; Suppl., Vente, No. 825; Baudry et Saignat, Vente, No. 826; Guillouard, Vente, II, No. 848).

28. Nu se poate spune că părțile contractante au exlus garanția, dacă au prevăzut în convențiunea lor pur și simplu o clauză de negaranție sau au prevăzut expresiunea: „fără restituirea sumei de bani primită" sau dacă cesionarul a declarat că ia asupra sa riscurile când nu se constată că cesionarul a avut cunoștință de caracterul aleatoriu al creanței, ci că această creanță a fost cesionată ca fiind certă. (Duranton, XVI, No. 511; Duvergier, Vente, II, No. 266; Troplong, Vente, II, No. 937; Dalloz, Rép., Vente, No. 1880; Marcadé, Art. 1693, No. 2).

29. Părțile contractante pot stipula în convențiunea lor că restituirea prețului nu se va face, chiar dacă creanța cedată nu ar avea existență. Astfel, se va întâmpla când creanța a fost vândută cesionarului ca litigioasă sau când cesionarul va declara că a cumpărat pe riscul său. (Duranton, XVI, No. 511; Duvergier, Vente, II, No. 265; Troplong, Vente, II, No. 935; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 66, p. 443; Dalloz, Rép., Vente, No. 1877; Suppl., Vente, No. 825; Guillouard, Vente, II, No. 848; Planiol, II, No. 1632; Alexandresco, VIII, partea II, p. 529).

30. De asemenea, cedentul va fi exonerat de garanție în cazul când cesionarul a semnat convenția cuprinzând clauza de negaranție și dacă, chiar în afară de orice specificare în act, a cunoscut pericolul de evicțiune, în momentul cesiunii. (Troplong, Vente, II, No. 936; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 67, p. 443; Dalloz Rép., Vente, No. 1877; Suppl., Vente, No. 825; Guillouard, Vente, II, No. 848; Contra: Huc, Cession, II, No. 511; Alexandresco, VIII, partea II, p. 529).

31. Cedentul este totdeauna răspunzător față de cesionar de prejudiciul ce i-ar cauza prin faptele sale personale sau prin

greşeala sa anterioară sau posterioară cesiunii orcare ar fi clauzele care ar modifica obligaţia de garanţie. (Troplong, Vente, II. No. 951; Aubry et Rau, ed. 4-a. IV, § 359 bis, text şi nota 68, p. 443; Dalloz. Rép., Vente, No. 1884: Suppl., Vente, No. 827; Laurent, XXIV. No. 553; Baudry et Saignat, Vente, No. 826: Guillouard, Vente, II, No. 849; Alexandresco, VIII, partea II, p. 530).

Art. 1393. — Cesionarul nu poate opune dreptul său la o a treia persoană, decât după ce a notificat debitorului cesiunea.

Acelaş efect va avea acceptaţiunea cesiunii făcută de debitor într'un act autentic. (Civ. 1149, 1171, 1394, 1395, 1687, 1744, 1833; C. com. 171, 277, 281, 447, 479; L. p. aut. act. 8 urm.; Civ. Fr. 1690).

Text. fr. Art. 1690. — Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le debiteur dans un acte authentique.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. civil Montauban, 9 Mai 1922, Pand. Rom. 1926, III, 46;
CERBAN AL., *Notă* sub Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925, Curier Jud. 34/1925;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30;
RAPAPORT M., *Notă* Sub Cas. fr. 4 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 986.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Dispoziţiunile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea la cesiunea de drepturi actuale şi condiţionale sau viitoare. (Dalloz, Rép, Suppl., Vente, No. 764).

2. Cesiunea unui drept de locaţiune, trebueşte de asemenea să fie notificată. (Dalloz, Rép.; Suppl.. Vente, No. 783; Huc, Cession, I, No. 312: Baudry et Saignat, Vente, No. 787; Guillouard, Vente, II, No. 762; Alexandresco, VIII. partea II, p. 514. nota 1; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, p. 425).

3. Dispoziţiunile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea şi la aportul în societate a uneia sau mai multor creanţe, care pentru a fi opozabil terţilor, trebueşte notificat debitorilor cedaţi sau să existe din partea lor o acceptare prin act autentic. (Dalloz. Rép., Suppl., Vente, No. 784; Contra: Guillouard, Vente, II, No. 795).

4. Unele creanţe, unele lucruri incorporale, cum sunt scrisorile de schimb şi biletele la ordin. pot fi cesionate, fără să fie nevoie de notificare. Aceste efecte de comerţ sunt la purtător sau transmisibile pe cale de ordin sau prin ajutorul unei simple andosări. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1801; Suppl., Vente, No. 786; Alexandresco, VIII, partea II, p. 512, 513).

5. De asemenea, warantele, scrisorile de trăsură şi facturile acceptate, cecurile, conosamentele, când titlul este creat la ordin iar nu când aceste drepturi sunt constatate în profitul unei anumite persoane, fără clauză la ordin. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 786; Huc, Cession, I, No. 316 urm.; Alexandresco, VIII, partea II, p. 512 513).

6. Dispoziţiunile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea şi creanţelor comerciale care nu îmbracă forma scrisorilor de schimb sau a biletelor la ordin. (Duranton, XVI, No. 505; Duvergier, Vente. II, No. 213; Troplong, Vente, II, No. 908: Pardessus, Cours de droit commercial, I, No. 313; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, §

359 bis, nota 22, p. 431; Dalloz, Rép., Vente, No. 1807; Suppl., Vente, No. 794; Laurent, XXIV, No. 497; Huc, Cession, I, No. 310; Baudry et Saignat, Vente, No. 799; Guillouard, Vente, II, No. 790; Alexandresco, VIII, partea II, p. 511).

7. Obligaţiunile la purtător se transmit fără nicio notificare, prin simplă liberare a titlului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 25, p. 431, 432; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 791; Laurent, XXIV, No. 497; Guillouard, Vente, II, No. 793; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II, p. 511, text şi nota 3).

8. Notificarea cesiunii poate fi făcută atât de cesionar cât şi de cedent şi produce aceleaşi efecte ori de care din ei ar fi fost făcută. Cedentul nu este obligat să facă notificări, ci are numai facultatea s'o facă şi dacă nu o face, nu există vreun recurs contra sa. (Beudant, Vente, No. 354; Dalloz, Rép., Vente, No. 1765; Suppl., Vente, No. 756; Huc, Cession, II, No. 330; Baudry et Saignat, Vente, No. 771; Alexandresco, VIII, partea II, p. 506).

9. In principiu, notificarea cesiunii trebueşte făcută debitorului cedat sau dacă el este incapabil, trebueşte făcută reprezentantului său legal. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1768; Suppl., Vente, No. 759; Baudry et Saignat, Vente, No. 773; Alexandresco, VIII, partea II, p. 509).

10. După o părere, notificarea cesiunii nu trebueşte făcută totdeauna debitorului creanţei, ci ea trebueşte făcută acelui care trebueşte să plătească. Astfel, dacă suma afectată la plata unei creanţe cedate se află în mâinile unui terţ, ca depozitar sau în altă calitate, notificarea se va face acelui terţ iar nu debitorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 760; Guillouard, Vente, II, No. 776).

11. După altă părere, notificarea cesiunii trebueşte făcută totdeauna debitorului cedat, iar dacă suma afectată la plata creanţei cedate se află în mâinile unui terţ cu afectaţia specială pentru această plată, terţul devine personal debitor al acestei sume. (Baudry et Saignat, Vente, No. 774; Alexandresco, VIII, partea II, p. 510).

12. In cazul când creanţa este datorită de mai mulţi debitori solidari, este suficient dacă notificarea cesiunii se face unuia dintre debitori sau e acceptată de unul dintre ei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 6 p. 427, 428; Dalloz, Rép., Vente, No. 1769; Suppl., Vente, No. 759; Baudry et Saignat, Vente, No. 772; Guillouard, Vente, II, No. 772; Contra: Laurent, XXIV, No. 503; Huc, Cession, II, No. 334; Alexandresco, VIII, partea II, p. 509).

13. Cu toate acestea, în acest caz, plata făcută de unul dintre debitori solidari, cu bună credinţă, în mâinile cedentului sau ale unui al doilea cesionar, este valabilă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 427; Dalloz, Rép., Vente, No. 1769).

14. Dacă sunt mai mulţi debitori conjuncţi, notificarea se face fiecăruia dintre ei. (Huc, Cession, II, No. 334; Baudry et Saignat, Vente, No. 772; Alexandresco, VIII, partea II, p. 509).

15. Cesiunea unui drept la un contract de închiriere, trebueşte notificată proprietarului imobilului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 761; Guillouard, Vente, II, No. 776).

16. Cesiunea chiriilor viitoare trebueşte notificată locatarilor cedaţi. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 783; Huc, Cession, I, No. 314; Baudry et Saignat, Vente, No. 787).

17. Notificarea cesiunii va trebui să fie făcută, sub pedeapsă de nulitate, prin portărei, persoanei sau la domiciliul cedatului. (Duvergier, Vente, II, No. 182; Troplong, Vente, II, No. 902; Dalloz, Rép., Vente, No. 1753; Suppl., Vente, No. 748; Huc, Cession, II, No. 325; Baudry et Saignat, Vente, No. 768; Guillouard, Vente, II, No. 777; Alexandresco, VIII, partea II, p. 509).

18. Cesiunea va trebui să fie notificată la domiciliul real al cedatului, chiar dacă în actul constitutiv al creanţei cedatul a ales un domiciliu pentru executarea acestui act. (Duranton, I, No. 380; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 92, nota 9, p. 128; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 7, p. 428; Dalloz, Rép., Vente, No 1753; Suppl., Vente, No. 748; Laurent, XXIV, No. 484; Huc, Cession, II, No. 325, 326; Baudry et Saignat, Vente, No. 769; Guillouard, Vente, No. 774; Alexandresco, VIII, partea II, p. 509; Contra: Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 8; Demolombe, I, No. 321).

19. Nu este nevoie să se notifice copie de pe actul de cesiune, deoarece art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) nu o cere, ci este de ajuns dacă se notifică menţiunile esenţiale ale contractului de cesiune. (Duvergier, Vente, II, No. 183; Troplong, Vente, II, No. 902; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 8, p. 428; Dalloz, Rép., Vente, No. 1756, 1757; Suppl., Vente, No. 750; Laurent, XXIV, No. 485; Huc, Cession, II, No. 429; Baudry et Saignat, Vente, No. 769; Guillouard, Vente, II, No. 775; Alexandresco, VIII, partea II, p. 515).

20. In cazul când cesiunea se face de un mandatar, va trebui să se notifice şi procura. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1759; Suppl., Vente, No. 753; Contra: Laurent, XXIV, No. 485; Guillouard, Vente, II, No. 775; Huc, Cession, II, No. 329; Alexandresco, VIII, partea II, p. 515).

21. Dacă notificarea este nulă, cesiunea se consideră că nu a avut loc. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1764).

22. Deoarece legea nu prevede un termen când trebueşte să aibă loc notificarea, ea poate fi făcută oricând până când debitorul nu s'a liberat prin plată sau în alt mod şi până când terţii nu au dobândit drepturi asupra obiectului cesiunii, prin popriri, gaj sau cesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 757; Baudry et Saignat,

Vente, No. 781; Guillouard, Vente, II, No. 783; Alexandresco, VIII, parea II, p. 515).

23. Cesiunea poate fi notificată şi după decesul cedentului, chiar dacă succesiunea acestuia este acceptată sub beneficiu de inventar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 14, p. 429, 430; Dalloz, Rép., Vente, No. 1766; Suppl., Vente, No. 757; Laurent, XXIV, No. 494; Baudry et Saignat, Vente, No. 782; Guillouard, Vente, II, No. 784; Alexandresco, VIII, partea II, p. 515).

24. De asemenea, cesiunea poate fi notificată şi după decesul cesionarului sau a debitorului cedat, de către moştenitorii cesionarului, către moştenitorii debitorului cedat. (Baudry et Saignat, Vente, No. 782; Alexandresco, VIII, partea II, p. 515).

25. Cesiunea nu mai poate fi notificată după pronunţarea hotărîrii de declarare în faliment a cedentului, însă până la această dată ea poate fi notificată, chiar şi în perioada suspectă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, notele 15, 16, p. 430; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 757; Huc, Cession, II, No. 337; Baudry et Saignat, Vente, No. 783; Guillouard, Vente, II, No. 785; Alexandresco, VIII, partea II, p. 516).

26. Deconfitura cedentului întâmplată posterior cesiunii, nu împiedecă valabilitatea notificării făcută posterior deconfiturii. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 758; Laurent, XXIV, No. 493; Huc, Cession, II, No. 337; Baudry et Saignat, Vente, No. 784; Guillouard, Vente, II, No. 786; Alexandresco, VIII, partea II, p. 516).

27. Potrivit dispoziţiunilor art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) notificarea cesiunii poate fi înlocuită prin acceptarea debitorului cedat într'un act autentic distinct de actul de cesiune şi acceptarea debitorului cedat poate fi cuprinsă şi în actul autentic care constată cesiunea creanţei. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1773; Suppl., Vente, No. 767; Alexandresco, VIII, partea II, p. 516, 517).

28. Acceptarea autentică poate rezulta fie dintr'un act autentic, fie din o notificare de acceptare adresată de debitorul cedat, prin portărei, cesionarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 769; Huc, Cession, II, No. 344).

29. In acceptarea sa, debitorul cedat nu poate prevedea un termen sau o condiţiune, însă are dreptul să facă rezerve asupra consecinţelor juridice ale cesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 769).

30. Acceptarea nu este valabilă faţă de terţi dacă este făcută într'un act sub semnătură privată, chiar cu dată certă, deoarece legea cere în mod formal un act autentic. (Duvergier, Vente, II, No. 216; Troplong, Vente, II, No. 901; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 136 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis. text şi nota 10, p. 428; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 767, 772; Laurent, XXIV, No. 486; Baudry et Saignat, Vente, No. 775: Guillouard, Vente, II, No. 780; Planiol, II, No. 1627; Alexandresco, VIII, partea II, p. 517).

31. Acceptarea făcută prin act sub semnătură privată nu e opozabilă terţilor, însă e opozabilă debitorului cedat. (Duvergier, Vente, II, No. 216; Troplong, Vente, II, No. 901; Mourlon, III, No. 684; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 136 bis, IV; Laurent, XXIV, No. 487; Huc, Cession, II, No. 346; Baudry et Saignat, Vente, No. 776; Guillouard, Vente, II, No. 779, 780; Planiol, II, No. 1627; Alexandresco, VIII, partea II, p. 517).

32. Acceptarea autentică este cerută nu numai faţă de terţ iar nu şi în raporturile debitorului cedat cu cedentul şi cesionarul. (Duranton, XVI, No. 496; Duvergier, Vente, II, No. 216; Troplong, Vente, II, No. 901; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 9, p. 428; Dalloz, Rép., Vente, No. 1776; Suppl., Vente, No. 773; Laurent, XXIV, No. 487; Huc, Cession, II, No. 346; Baudry et Saignat, Vente, No. 776; Guillouard, Vente, II, No. 779).

33. Acceptarea autentică a debitorului cedat este valabilă chiar dacă nu este cunoscută de cedent şi de cesionar, deoarece nu este necesar ca ea să le fie notificată şi cunoştinţa cesiunii de către debitor o face opozabilă terţilor. (Huc, Cession, II, No. 344; Baudry et Saignat, Vente, No. 780).

34. Acceptarea autentică poate fi făcută de un mandatar al debitorului cedat, chiar cu procură neautentică. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 770).

35. Cele două moduri prevăzute de art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) care fac opozabilă cesiunea faţă de terţele persoane, adică notificarea şi acceptarea, sunt limitative. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1774; Suppl., Vente, No. 771; Baudry et Saignat Vente, No. 791; Guillouard, Vente, II, No. 778; Alexandresco, VIII, partea II, p. 510).

36. In regulă generală, cunoştinţa indirectă a debitorului cedat despre cesiune, nu ajunge, pentru a i-o face opozabilă, deoarece aceasstă cunoştinţă nu poate ţine locul unei notificări. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 136 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV § 359 bis, p. 428, 429; Dalloz, Rép., Vente, No. 1781; Suppl., Vente, No. 776; Laurent, XXIV, No. 488; Huc, Cession, II, No. 348 urm.; Baudry et Saignat, Vente, No. 792; Guillouard, Vente, II, No. 781).

37. De asemenea, cunoştinţa indirectă a debitorului cedat despre cesiune, nu o poate face opozabilă terţilor. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1785).

38. Cunoştinţa de către terţi a cesiunii, care nu a fost nici notificată, nici acceptată, după o părere, nu face ca cesiunea să le fie opozabilă. (Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 691, nota 10, p. 326; Troplong, Vente, II, No. 901).

39. După a doua părere, dacă după o primă cesiune care nu a fost notificată nici acceptată, se face o nouă cesiune şi cel de al doilea cesionar cunoştea existenţa primei cesiuni, această a doua cesiune va fi anulată din cauza relei credinţe a cesionarului. (Duvergier, Vente, II, No.

209; Marcadé, Art. 1689—1691, No. 1; Dalloz, Rép., Vente, No. 1786).

40. După a treia părere, cel de al doilea cesionar nu va putea invoca lipsa de notificare sau acceptare a primei cesiuni, decât atunci când va fi un concert fraudulos între el şi cedent pentru a paraliza efectele primei cesiuni. (Baudry et Saignat, Vente, No. 793).

41. Până la notificarea sau acceptarea cesiunii, creditorii cedentului chiar cei posteriori cesiunii, pot popri în mâinile debitorului sumele datorate de acesta. (Duvergier, Vente, II, No. 199; Troplong, Vente, II, No. 889; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 33, 34, p. 433; Dalloz, Rép., Vente, No. 1738; Suppl., Vente, No. 773; Laurent, XXIV, No. 517; Baudry et Saignat, Vente, No. 790, 796; Guillouard, Vente, II, No. 803, 852; Alexandresco, VIII, partea II, p. 520).

42. Cesiunea, pentru a fi opozabilă terţelor persoane, trebueşte să fie notificată debitorului sau să fie acceptată de el printr'un act autentic. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1727; Suppl., Vente, No. 719; Laurent, XXIV, No. 482; Huc, Cession, I, No. 303 urm.; Baudry et Saignat, Vente, No. 767; Guillouard, Vente, II, No. 770; Alexandresco, VIII, partea, II, p. 505, 506).

43. Dacă după cesiune şi înainte de notificare sau acceptarea ei, creditorii cedentului fac popriri asupra sumei datorite de debitor şi posterior acestor popriri şi înainte de validarea lor, cesionarul notifică cesiunea, el dobândeşte drepturi egale cu creditorii popritori şi suma se va împărţi între cesionar şi creditorii popritori proporţional cu creanţele lor. (Duvergier, Vente, II, No. 200; Troplong, Vente, II, No. 926; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 139 bis, IX; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 18, p. 430, nota 41, p. 435; Dalloz, Rép., Vente, No. 1739; Suppl., Vente, No. 733; Laurent, XXIV, No. 495, 525; Huc, Cession, II, No. 386 urm.; Baudry, et Saignat, Vente, No. 790; Guillouard, Vente, II, No. 787, 854; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II, p. 520).

44. Cesiunea, chiar notificată, poate fi anulată când a fost făcută în frauda drepturilor creditorilor cedentului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1810).

45. In art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) prin terţi se înţeleg toţi acei interesaţi în afară de cedent şi cesionar sau reprezentanţii lor cu titlu universal. (Duvergier, Vente, II, No. 190; Dalloz, Rép., Vente, No. 1734. 1735; Suppl. Vente, No. 726; Laurent, XXIV, No. 502; Guillouard, Vente, II, No. 771 urm.; Alexandresco, VIII, partea II, p. 505, nota 3; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 3, p. 427).

46. Astfel prin terţi se înţelege în primul rând, debitorul cedat. (Duvergier, Vente, II, No. 190; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 427; Dalloz, Rép., Vente, No. 1734; Laurent, XXIV, No. 503; Baudry et Saignat, Vente, No. 788, 789; Guillouard, Vente, II, No. 772; Alexadresco, VIII, partea II, p. 505, nota 3).

47. De asemenea, sunt terţi succesorii cu titlu particular. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1735).

48. Creditorii de orice fel ai cedentului, anteriori sau posteriori cesiunii, sunt de asemenea, terţi. (Duvergier, Vente, II, No. 190; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 4, p. 427; Dalloz. Rép., Suppl., Vente, No. 726; Laurent, XXIV, No. 506; Baudry et Saignat, Vente, No. 790; Guillouard, Vente, II, No. 772; Alexandresco, VIII, partea II, p. 505, nota 3).

49. Fiecare cesionar în raport cu alţi cesionari ai aceleiaşi creanţe, este de asemenea, un terţ. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 427; Baudry et Saignat, Vente, No. 790; Alexandresco, VIII, partea II, p. 505, nota 3).

50. Astfel, dacă aceeaşi creanţă a fost cesionată de acelaşi cedent, la doi cesionari succesivi, va fi preferat acela care va fi notificat cel mai întâi cesiunea, debitorului cedat. (Duvergier, Vente, II. No. 197; Troplong, Vente, II, No. 888; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 31, p. 433; Dalloz, Rép., Vente, No. 1746; Suppl., Vente. No. 742; Laurent, XXIV, No. 504, 514, 515; Huc, Cession, II, No. 381: Baudry et Saignat, Vente, No. 853; Guillouard, Vente, II, No. 804; Alexandresco, VIII, partea II, p. 505, nota 3).

51. Această soluţiune are loc, chiar dacă cesionarul care a notificat debitorului posterior cesiunea ar fi fost pus în posesia titlului de creanţă, deoarece în această materie nu-şi găsesc aplicaţiunea dispoziţiile art. 1141 c. civ. fr. (972 c. civ. rom.) dela predarea lucrurilor mobile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 359 bis, nota 21, p. 431; Dalloz. Rép., Vente, No. 1747; Suppl., Vente, No. 746; Laurent, XXIV, No. 504; Huc, Cession, II, No. 383; Guillouard, Vente, II, No. 789).

52. In cazul când au fost făcute în aceeaşi zi două notificări şi s'a arătat ora la care a fost făcută fiecare, va fi preferată acea care a fost făcută întâi. (Duranton, XVI, No. 503; Duvergier, Vente, II, No. 187; Troplong, Vente, II, No. 903; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 19 p. 431; Dalloz, Rép., Vente, No. 1760; Suppl., Vente, No. 755; Laurent, XXIV, No. 504: Huc, Cession, II, No. 382, 403; Baudry et Saignat, Vente, No. 853; Guillouard, Vente, II, No. 788; Alexandresco, VIII, partea II, p. 518).

53. Dacă nu s'a arătat ora fiecărei notificări, după o părere, părţile vor putea dovedi cu martori care dintre notificări a fost făcută mai înainte. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1761, 1763; Suppl., Vente, No. 755; Laurent, XXIV, No. 504; Guillouard, Vente, II, No. 788).

54. In această părere însă, dacă valoarea e mai mare de 150 fr. nu se admite proba cu martori. (Laurent, XXIV, No. 504; Guillouard, Vente, II. No. 788).

55. După altă părere, în cazul când nu

se arată ora fiecărei notificări, nu se poate dovedi aceasta cu martori. (Duvergier, Vente, II, No. 188; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text şi nota 20, p. 431; Alexandresco, VIII, partea II, p. 519).

56. Cesionarul nu poate avea drepturi mai mari decât cedentul creanţei. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1815).

57. In baza principiului că cesionarul nu poate avea drepturi mai întinse decât cedentul, rezultă că pot fi opuse cesionarului, toate excepţiunile care puteau fi opuse cedentului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 799).

58. Astfel, pot fi opuse cesionarului, nulităţile contractului care a fost cedat, cauzele de rezoluţiune ale acestui contract, cauzele de stingere ale acestui contract, excepţiunile care tind să micşoreze creanţa cedată, autoritatea de lucru judecat dobândită înainte de notificarea cesiunii de debitorul cedat contra cedentului, transacţia operată asupra creanţei, compensaţia legală operată asupra creanţei, înainte de notificarea cesiunii. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1825, 1826; Suppl., Vente, No. 741, 800, 801, 802; Huc, Cession, II, No. 276).

59. Confuziunea nu este opozabilă cesionarului deşi acesta a notificat cesiunea după ce debitorul cedat a moştenit pe cedent. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 741: Huc, Cession, II, No. 378).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Cesionarul unei creanţe nu poate, conform art. 1393 cod. civ., să opue dreptul său unei a treia persoane, decât după ce a notificat cesiunea debitorului. (Cas. I, 1562 12 Iunie 1925. Curier Judiciar 34/1925, Pand. Rom. 1925, III, 145, Pand. Rom. 1926, I, 226).

Art. 1394. — Cu toate acestea, verice act sau hotărîre care constată o cesiune sau o chitanţă de chirie sau arendă pe doi ani viitori, va trebui să fie transcris pe registrele oficiului ipotecar [1]). (Civ. 1393, 1801 urm.; Pr. civ. 424, 516, 566, 722, 724; C. com. 193, 447)

Doctrină.

1. Art. 1394 c. civ. rom. este luat din Art. 2 § 5 din legea franceză asupra transcripţiei în materie ipotecară din 23 Martie 1855. (Alexandresco, VIII, partea II, p. 505, text şi nota 1).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1394 c. civ. rom. dacă cesiunea este privitoare la o chirie sau o arendă pe un termen mai mare de doi ani, ea va trebui, pe lângă îndeplinirea formalităţilor prevăzute de art. 1393 c. civ. rom., să fie transcrisă, în privinţa terţilor, în registrele tribunalului situaţiei imobilelor. (Alexandresco, VIII, partea II, p. 508).

3. Cu toate că art. 1394 c. civ. rom. nu vorbeşte decât de cesiunea de chirie sau arendă, această soluţie îşi găseşte aplicaţiunea şi la cesiunile creanţelor privilegiate sau ipotecare. (Alexandresco, VIII, partea II, p. 508; Nacu. III, p. 292).

Art. 1395. — Dacă mai înainte de notificarea cesiunii făcută de cedent sau de cesionar debitorului, acesta plătise cedentului, liberarea sa va fi valabilă. (Civ. 1097, 1149, 1393; Civ. Fr. 1691).

Text. fr. Art. 1691. — Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1691 c. civ. fr. (1395 c. c. rom.), până la notificarea cesiunii plăţile făcute de debitorul cedat în mânele cedentului sunt valabile şi opozabile cesionarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 720; Alexandresco, VIII, partea II, p. 521).

2. Până la notificarea cesiunii, debitorul

1) A se vedeà notele de sub textul art. 1295 şi 1369. Acest articol, ca şi acele precedente, sunt luate din legea franceză asupra transcripţiunilor din 23 Martie 1855.

poate forța pe creditor să primească plata datoriei. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1730; Suppl., Vente, No. 736).

3. Inainte de notificare, orice act care are de efect stingerea datoriei se poate îndeplini. Astfel, se poate face valabil o dare în plată, o novațiune, o compensație, etc. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1743, 1744; Suppl., Vente, No. 736, 741).

4. Pentru ca debitorul să poată dovedi că plata datoriei a avut loc înainte de notificarea cesiunii, va trebui să producă cesionarului o chitanță liberatorie cu data anterioară notificării, fără să fie nevoie ca ea să fi dobândit data certă, dacă bine înțeles nu există bănuială că chitanța a fost dată posterior notificării. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 780; Alexandresco, VIII, partea II, p. 521).

5. Până la notificarea cesiunii, cedentul poate constrânge pe debitor să-i plătească datoria. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1729; Alexandresco, VIII, partea II, p. 521).

6. Până la notificarea sau acceptarea cesiunii, cedentul poate face toate actele de conservare asupra creanței cedate. (Duvergier, Vente, II, No. 204; Troplong, Vente, II, No. 887; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 40, p. 434; Marcadé, Art. 1690, No. 2; Dalloz, Rép., Vente, No. 1732; Suppl., Vente, No. 721; Laurent, XXIV, No. 523; Huc, Cession, II, No. 425; Baudry et Saignat, Vente, No. 852; Guillouard, Vente, II, No. 810; Alexandresco, VIII, partea II, p. 521).

7. Astfel, cedentul poate să întrerupă prescripția, să ia sau să reînoiască inscripția ipotecară care garantează plata creanței cedate. (Troplong, Vente, II, No. 887; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, bis, text și nota 40, p. 434; Dalloz, Rép., Vente, No. 1732; Suppl., Vente, No. 721; Huc, Cession, II, No. 425; Baudry et Saignat, Vente, No. 852; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II, p. 521).

8. Actele făcute astfel de cedent vor profita cesionarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 721).

9. Până la notificarea sau acceptarea cesiunii, după o părere, cesionarul nu are dreptul să facă acte conservatoare, ci acest drept aparține numai cedentului. (Laurent, XXIV, No. 518, 519, 520; Huc, Cession, II, No. 421).

10. După altă părere, cesionarul are dreptul să facă acte conservatoare, ca și creditorul sub condițiune suspensivă, deoarece față de cedent, cesionarul beneficiază de obiectul cesiunii. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 137 bis, IV; Aubry et Rau, ed 4-a, IV, § 359 bis, nota 35, p. 433; Baudry et Saignat, Vente, No. 851; Guillouard, Vente, II, No. 806; Alexandresco, VIII, partea II, p. 522).

11. După a treia părere, cesionarul are dreptul să facă acte de conservare, deoarece echitatea o cere. (Duvergier, Vente, II, No. 204; Troplong, Vente, II, No. 894; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 691, p. 327; Marcadé, Art. 1689-1691, No. 2; Dalloz, Rép., Vente, No. 1733; Suppl., Vente, No. 722).

12. Cesionarul, după o părere, poate chiar înainte de notificarea sau acceptarea cesiunii, să facă acte de urmărire. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 38, p. 434; Guillouard, Vente, II, No. 808; Alexandresco, VIII, partea II, p. 522).

13. După altă părere, cesionarul neputând să facă nici acte de conservare, cu atât mai mult nu poate face nici acte de urmărire, înainte de notificarea sau acceptarea cesiunii. (Laurent, XXIV, No. 521).

Art. 1396. — Vinderea sau cesiunea unei creanțe cuprinde accesoriile creanței, precum cauțiunea, privilegiul și ipoteca. (Civ. 903, 1106 urm., 1318, 1325, 1652 urm., 1718 urm., 1744; Civ. Fr. 1692).

Text. fr. Art. 1692. — La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN, *Notă* Sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1692 c. civ. fr. (1396 c. c. rom.) cesiunea creanței, cuprinde în ea toate accesoriile și garanțiile sale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, nota 45, p. 438; Dalloz, Rép., Vente, No. 1834; Suppl., Vente, No. 808; Laurent, XXIV, No. 532; Huc, Cession, II, No. 437 urm.; Guillouard, Vente, II, No. 813; Alexandresco, VIII, partea II, p. 540).

2. Astfel, cesiunea unei creanțe ipotecare, face ca cesionarul să profite de inscripția ipotecară luată de cedent, fără să fie nevoie ca el să se înscrie personal pentru ca actul de cesiune să fie opozabil terților. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 1497; Vente, No. 1834).

3. Ca accesorii ale creanței cuprinse în cesiune, trebuesc considerate toate mijloacele de executare care aparțineau cedentului în virtutea legii sau a convențiunii. (Du-

ranton, XVI, No. 509; Duvergier, Vente, II, No. 218; Troplong, Vente, II, No. 924; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, bis text și nota 45 p. 438: Dalloz, Rép., Vente, No. 1713, 1835; Laurent, XXIV, No. 532; Guillouard, Vente, II, No. 813; Alexandresco, VIII, partea II, p. 542).

4. Cesiunea, după o părere, nu cuprinde acțiunile în nulitate, în rezoluțiune sau în resciziune, dacă nu au fost cedate în mod expres. (Laurent, XXIV, No. 535).

5. După a doua părere, trebuește de făcut o distincțiune: dacă vânzătorul unui imobil a cedat pur și simplu creanța sa contra cumpărătorului, cesionarul poate exercita numai acțiunile care au de scop plata iar nu și cele care au de obiect anularea vânzării; dacă însă vânzătorul a cedat în termeni generali toate drepturile și acțiunile contra cumpărătorului fără nicio specificație și fără nicio restricție, cesiunea va cuprinde și acțiunile în nulitate, în resciziune și rezoluțiune, afară dacă rezultă din împrejurări intenția contrară a părților contractante. (Duvergier, Vente, II, No. 222; Troplong, Vente, II, No. 916; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 691, nota 20, p. 530; Marcadé. Art. 1692, No. 2; Dalloz, Rép., Vente, No. 1717, 1718).

6. După a treia părere, cesionarul nu are dreptul la acțiunile în nulitate și resciziune, însă are dreptul la acțiunea în rezoluțiune, deoarece această ultimă acțiune formează un mijloc de realizare a drepturilor sale. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 138 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 49, p. 439; Huc, Cession, II, No. 449; Baudry et Saignat, Vente, No. 812; Guillouard, Vente, II, No. 819; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II, p. 542, 543).

7. Facultatea de răscumpărare nu trece de drept la cesionar, afară de clauză specială. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 49, p. 439; Baudry et Saignat, Vente, No. 812; Guillouard, Vente, II, No. 820; Alexandresco, VIII, partea II, p. 543; Nacu, III, p. 286).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Când un act de vânzare este cesionat iar obiectul cesiunei îl formează drepturile și garanțiile pe care le avea cedentul, este lămurit că și cesionarul are acele drepturi și garanții. (C. Apel București s. III, 139 din 19 Mai 1926, Curier Jud. 42/1926).

Art. 1397. — Vânzătorul sau cedentul unei creanțe nu răspunde de solvabilitatea debitorului, decât dacă s'a îndatorat anume la aceasta și numai până la suma prețului de dânsul primit. (Civ. 789, 1398; Civ. Fr. 1694).

Text. fr. Art. 1694. — Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN, *Notă* Sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1694 c. civ. fr. (1397 c. civ. rom.) garanția cedentului de solvabilitatea debitorului cedat trebuește să rezulte din o convențiune formală. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 828; Guillouard, Vente, II, No. 842; Alexandresco, VIII, partea II, p. 530).

2. Dacă însă la facerea contractului de cesiune cedentul cunoaștea insolvabilitatea debitorului, reaua sa credință îl obligă după o părere, să garanteze pe cesionar, cu toate că nu s'a stipulat o clauză formală de garanție a solvabilității debitorului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1905; Suppl., Vente, No. 837).

3. După altă părere, pentru ca cedentul să fie obligat la garanție în acest caz, trebuește să existe din partea sa dol și să fi întrebuințat manopere frauduloase pentru a ascunde insolvabilitatea debitorului. (Laurent, XXIV, No. 554; Baudry et Saignat, Vente, No. 829; Guillouard, Vente, II, No. 837; Alexandresco, VIII, partea II, p. 531, nota 2).

4. Potrivit dispozițiunilor art. 1694 c. civ. fr. (1397 c. civ. rom.) când cedentul s'a obligat la garanție pentru solvabilitatea debitorului, el nu răspunde decât până la concurența prețului ce l-a primit. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1906; Suppl., Vente, No. 838; Alexandresco, VIII, partea II, p. 531).

5. Cu toate că potrivit art. 1694 c. civ. fr. (1397 c. civ. rom.), cedentul răspunde numai până la concurența prețului ce a primit, totuși el se poate obliga formal ca în caz de insolvabilitate a debitorului, să răspundă și să întoarcă cesionarului valoarea nominală a creanței. (Duranton, XVI, No. 513; Laurent, XXIV, No. 559; Baudry et Saignat, Vente, No. 836; Guillouard, Vente, II, No. 839; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 140

bis, I, II; Planiol. II, No. 1635; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II. p. 532).

6. Dispozițiunile art. 1694 c. civ. fr. (1397 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la cesiunea creanțelor comerciale făcută în forma ordinară. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente No. 828; Laurent, XXIV, No. 557; Huc, X, No. 234; Cession, II, No. 538; Baudry et Saignat, Vente, No. 842; Guillouard, Vente. II, No. 840: Alexandresco, VIII, partea II. p. 531).

Art. 1398. — Când a primit asupră-și răspunderea pentru solvabilitatea debitorului, această îndatorire se înțelege contractată numai în ceea ce privește solvabilitatea actuală a debitorului, nu și cea viitoare, afară de cazul când se stipulează anume contrariul. (Civ. 1133, 1397; Civ. Fr. 1695).

Text. fr. Art. 1695. — Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1695 c. civ. fr. (1398 c. civ. rom.) când cedentul a garantat expres în mod formal solvabilitatea debitorului, această garanție se înțelege contractată numai pentru solvabilitatea actuală a debitorului iar pentru solvabilitatea viitoare nu va fi garant decât dacă s'a prevăzut o stipulație expresă. (Dalloz. Rép., Vente, No. 1888; Suppl., Vente. No. 828; Alexandrescu, VIII, partea II, p. 532).

2. Când s'a prevăzut clauza de cesiune cu garanție după o părere, această clauză este de pur stil și nu adaugă nimic la obligația legală a cedentului, dacă nu se stabilește în această privință o intenție precisă a părților contractante. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 359. bis, text și nota 70, p. 443: Laurent XXIV, No. 555; Huc, Cession, II, No. 520. 521: Baudry et Saignat, Vente. No. 830: Guillouard. Vente, II. No. 842).

3. După altă părere, clauza de cesiune cu garanție, va fi înțeleasă că o garanție a solvabilității actuale a debitorului, iar nu numai ca o promisiune de garanție a dreptului cedentului în momentul cesiunii. (Duvergier, Vente, II, No. 272; Troplong, Vente, II, No. 938; Dalloz, Rép., Vente, No. 1889; Suppl., Vente, No. 829; Alexandresco, VIII. partea II, p. 533, nota 1).

4. Dacă s'a prevăzut garanția de fapt sau garanția de toate turburările sau înpiedecările de orice fel, această clauză va fi înțeleazǎ că cedentul garantează solvabilitatea actuală a debitorului. (Duvergier, Vente, II, No. 272; Troplong, Vente, II, No. 938: Demante et Colmet de Santerre. VII, No. 141 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 359 bis, text și nota 71, p. 444; Dalloz, Rép.. Vente. No. 1889; Suppl., Vente, No. 830: Laurent. XXIV. No. 556; Huc, Cession, II, No. 522, 523. 524; Guillouard. Vente, II, No. 843; Alexandresco. VIII, partea II, p. 533; Comp. Contra.: Baudry et Saignat, Vente, No. 831).

5. Dacă cedentul prevede clauza că va plăti el dacă nu plătește debitorul, această clauză trebuește înțeleasă că el garantează solvabilitatea actuală și cea viitoare a debitorului. însă cedatul va plăti numai după discuțiunea bunurilor acestuia. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1892; Huc. Cession, II. No. 536; Baudry et Saignat, Vente, II, No. 833; Comp: Alexandresco, VIII. partea II, p. 534).

6. Dacă se prevede clauza că cedentul se obligă a plăti pentru debitor după o simplă somație ce i s'ar adresa acestuia, cedentul se constitue debitorul personal al cesionarului. Această clauză este mai întinsă decât garanția solvabilității prezente și viitoare a debitului și cesionarul nu este obligat să discute bunurile debitorului, nici să ia măsuri conservatoare în scopul de a împiedeca insolvabilitatea acestuia. (Duvergier. Vente, II, No. 280, 283: Troplong, Vente, II. No. 944; Aubry et Rau ed. 4-a, IV, § 359 bis. text și nota 74, p. 444: Dalloz, Rép., Vente, No. 1903; Suppl.. Vente. No. 835; Laurent. XXIV, No. 562; Huc, Cession. II. No. 535 urm., 549: Baudry et Saignat, Vente, No. 833; Guillouard. Vente. II, No. 850: Planiol, II, No. 1634; Alexandresco, VIII, partea II, p. 534).

7. Dacă cedentul garantează solvabilitatea debitorului unei creanțe cu termen sau sub condițiune. se va înțelege că se garantează solvabilitatea actuală a debitorului. iar nu solvabilitatea sa în momentul

scadenței datoriei sau îndeplinirii condițiunei. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1900; Suppl., Vente, No. 832; Huc, Cession, II, No. 531; Contra: Duranton, XVI, No. 516; Comp.: Alexandresco, VIII, partea II, p. 534).

8. In cazul când cedentul a garantat solvabilitatea viitoare a debitorului cedat, el va fi obligat să restitue numai prețul cesiunii. (Duvergier, Vente, II, No. 282; Troplong, Vente, II, No. 948; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, p. 444; Dalloz, Rép., Vente, No. 1909; Baudry et Saignat, Vente, No. 834; Guillouard, Vente, II, No. 846).

9. In cazul când cedentul a promis să plătească el însuși dacă nu plătește debitorul după o simplă somație, el va fi obligat să plătească totalul valorii nominale a creanței, deoarece s'a obligat personal. (Duvergier, Vente, II, No. 283; Troplong, Vente, II, No. 949; Dalloz, Rép., Vente, No. 1911; Suppl., Vente, No. 838; Huc, Cession, II, No. 542; Baudry et Saignat, Vente, No. 835).

10. In cazul când o creanță a fost cedată succesiv cu garanție de solvabilitate, cu prețuri diferite, cel din urmă cesionar, după o părere, va avea dreptul să ceară restituirea prețului cel mai mare al diferitelor cesiuni. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 839; Huc, Cession, II, No. 550 urm.).

11. După altă părere, în acest caz, ultimul cesionar va avea dreptul să ceară prețul pe care l-a plătit, deoarece el nu a fost evins decât de prețul său de cumpărare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 355, nota 28, p. 377; Laurent, XXIV, No. 237).

12. In cazul când cedentul a garantat solvabilitatea viitoare a debitorului cedat, această garanție, după o părere, nu încetează la epoca exigibilității creanței, ci durează și după această dată, deoarece ea constitue o adevărată fidejusiune. (Troplong, Vente, II, No. 948; Daloz, Rép., Vente, No. 1909).

13. După altă părere, în cazul când cedentul garantează solvabilitatea actuală și viitoare a debitorului cedat, această garanție, care se deosebește de fidejusiune, nu există decât până la exigibilitatea creanței și cedentul va răspunde de insolvabilitatea debitorului numai dacă ea e existat în ziua scadenței. (Duvergier, Vente, II, No. 279; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 76, p. 445; Laurent, XXIV, No. 563; Guillouard, Vente, II, No. 845).

14. In aceşt caz, dacă cesionarul a prelungit termenul scadenței, cedentul nu mai poate fi obligat la garantarea solvabilității debitorului la scadența nouă acordată. (Duvergier, Vente, II, No. 279; Troplong, Vente, II, No. 942; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis text și nota 76, p. 445; Dalloz, Rép., Vente, No. 1901; Laurent, XXIV, No. 563; Baudry et Saignat, Vente, No. 837).

15. Obligația de garanție a cedentului încetează când insolvabilitatea debitorului provine din faptul cesionarului, chiar dacă cedentul a garantat solvabilitatea viitoare a debitorului cedat. (Duvergier, Vente, II, No. 275; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 75, p. 444; Dalloz, Rép., Vente, No. 1898, 1902; Suppl., Vente, No. 831; Huc, Cession, II, No. 546; Baudry et Saignat, Vente, No. 838; Guillouard, Vente, II, No. 851).

16. Dreptul de garanție al cesionarului este pierdut prin prescripția de treizeci ani cu începere dela data exigibilității creanței. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 bis, text și nota 77, p. 445; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 845; Huc, Cession, II, No. 561).

17. In cazul când cedentul a plătit în locul debitorului cedat insolvabil, are loc o adevărată retrocedare a creanței care pentru a putea fi valorificată contra debitorului și a fi opozabilă terților, trebuește notificată potrivit dispozițiilor art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) sau acceptată de debitor printr'un act autentic. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 847; Huc, Cession, II, No. 543).

Art. 1399. — Cel ce vinde o moștenire, fără a specifica cu deamănuntul obiectele întrânsa cuprinse, nu răspunde decât de calitatea sa de moștenitor. (Civ. 691, 1392, 1400 urm.; Civ. Fr. 1696).

Text. fr. Art. 1696. — Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

Bibliografie (continuare).

COSTANTINESCU JAC. N., *De spre succesiuni*, p. 8 urn.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. O vânzare de drepturi succesorale poate fi făcută sau de un comoștenitor către comoștenitorul său, sau de un moștenitor către un terț. In art. 1696 c. civ. fr. (1399 c. civ. rom.) legiuitorul se ocupă mai ales de cazul din urmă. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1918; Alexandresco, VIII, partea II, p. 559 urm.).

2. O persoană care se crede că are dreptul la o succesiune poate vinde sau bunurile mobile și imobile cuprinse în succesiune, specificându-le cu deamănuntul sau pretențiile sale la succesiune pe care urmează să și le valorifice cumpărătorul pe riscul său. (Duranton, XVI, No. 520; Troplong, Vente, II, No. 957; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, text și nota 1, p. 447; Dalloz, Rép., Vente, No. 1920; Laurent, XXIV, No. 565; Baudry et Saignat, Vente, No. 864; Guillouard, Vente, II, No. 860, 861, 862; Comp: Alexandresco, VIII, partea II, p. 559 urm.).

3. Art. 1696 c. civ. fr. (1399 c. civ. rom.) nu prevede această convențiune care are un caracter aleatoriu, ce este valabilă și nu dă loc la garanție, afară de cazul când vânzătorul a fost de rea credință, știind că nu are drept la succesiune, când va trebui să restitue prețul și chiar să plătească despăgubiri. (Duvergier, Vente, II, No. 312; Troplong, Vente, II, No. 958; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, text și notele 2, 3, p. 447; Dalloz, Rép., Vente, No. 1920; Baudry et Saignat, Vente, No. 864; Guillouard, Vente, II, No. 860, 862; Comp: Alexandresco, VIII, partea II, p. 560, 561).

4. Art. 1696—1698 c. civ. fr. (1399—1401 c. civ. rom.) prevăd cazul când moștenitorul vinde succesiunea la care este chemat. (Baudry et Saignat, Vente, No. 862, 864; Guillouard, Vente, II, No. 860; Alexandresco, VIII, partea II, p. 556).

5. Pentru valabilitatea cesiunii unui drept succesoral, trebuește ca succesiunea să fie deschisă. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1919; Baudry et Saignat, Vente, No. 868; Guillouard, Vente, II, No. 860; Alexandresco, VIII, partea II, p. 558).

6. Chestiunea de a se ști dacă vânzarea este de drepturi succesorale, de pretențiuni succesorale sau de bunuri succesorale, este de fapt și se va rezolva după termenii convenției și împrejurările cauzei, iar dacă nu se poate constata intenția părților, se va prezuma că a avut loc o cesiune de succesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, nota 1, p. 447; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 860; Laurent, XXIV, No. 565, 566; Baudry et Saignat, Vente, No. 864; Guillouard, Vente, II, No. 863).

7. Cesiunea drepturilor succesorale poate fi făcută de moștenitorul abintestat sau cel testamentar cu titlu universal sau cu titlu particular. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1921).

8. Minorul emancipat nu poate face cesiunea drepturilor sale succesorale, chiar mobiliare, cu toate că poate dispune de bunurile sale mobile. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1923).

9. Cumpărarea drepturilor succesorale poate fi făcută de orice persoană capabilă să cumpere. (Dalloz, Rép. Vente, No. 1924).

10. Pentru valabilitatea cesiunii de drepturi succesorale, nu se cere o formă specială. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1925; Suppl., Vente, No. 849).

11. Cesiunea drepturilor succesorale se poate face între comoștenitori pe cale indirectă prin renunțarea unuia dintre ei în folosul unuia sau mai multor dintre comoștenitori. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1925).

12. Efectul cesiunii de drepturi succesorale este de a face ca proprietatea bunurilor mobile sau imobile care compun partea cedată din moștenire să fie transmisă cesionarului în virtutea însăși a cesiunii. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 142 bis, III, IV; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 856; Guillouard, Vente, II, No. 865; Alexandresco, VIII, partea II, p. 564).

13. Când drepturile cedate sunt imobiliare, cesiunea pentru a fi opozabilă terților, trebuește transcrisă. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 856; Guillouard, Vente, II, No. 866; Alexandresco, VIII, partea II, p. 570).

14. In ceea ce privește lucrurile mobile, corporale, după o părere, cesionarul devine imediat proprietarul lor, cu rezerva drepturilor dobândite de terți posesori de bună credință. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 856; Guillouard, Vente, II, No. 866; Alexandresco, VIII, partea II, p. 569).

15. După altă părere, proprietatea lucrurilor mobile succesorale se transmite numai la data predării. (Laurent, XXIV, No. 568).

16. Drepturile incorporale și acțiunile moștenitorului, trec de plin drept la cesionar, în raporturile acestora cu cedentul. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1958; Suppl., Vente, No. 857).

17. Față de terți cesiunea drepturilor succesorale incorporale cum ar fi creanțele, pentru a le fi opozabilă, după o părere, va trebui să fie notificattă. (Duvergier, Vente, II, No. 351; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 142 bis, III; Dalloz, Rép., Vente, No. 1959).

18. După altă părere, cesiunea drepturilor incorporale care depind de o succesiune, va fi opozabilă terților, fără să fie nevoie să fie notificată. (Troplong, Vente, II, No. 907; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 24, p. 424; Laurent, XXIV, No.

478; Huc, Cession, I, No. 306; Guillouard, Vente, II, No. 761, 866; Planiol, II. No. 1642; Alexandresco, VIII, partea II, p. 513, 570).

19. In ceea ce priveşte cesiunea bunurilor imobile şi mobile din succesiune, în afară de drepturile incorporale, va fi opozabilă terţilor fără să fie nevoie de notificare. (Duvergier. Vente, II, No. 351; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, text şi nota 24, p. 424; Dalloz, Rép., Vente, No. 1959; Suppl., Vente, No. 857; Laurent, XXIV, No. 478; Baudry et Saignat, Vente, No. 903 urm.; Guillouard, Vente, II, No. 761).

20. Moştenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar poate cesiona drepturile sale succesorale, fără a fi decăzut din beneficiu de inventar. (Duranton, XVI, No. 528; Duvergier, Vente, II, No. 341; Demolombe, XV, No. 390; Troplong, Vente, II, No. 974; Marcadé, Art. 1696 urm. No. 5; Dalloz, Rép., Vente, No. 1954; Suppl., Vente, No. 850; Laurent, XXIV, No. 568; Baudry et Saignat, Vente, No. 902; Guillouard, Vente, II, No. 866; Alexandresco, VIII, partea II, p. 568; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 142 bis, V).

21. Moştenitorul care a vândut drepturile sale succesorale înainte de a fi făcut vreo declaraţie de acceptare, a devenit moştenitor pur şi simplu şi cesionarul nu poate accepta succesiunea sub beneficiul de inventar. (Duvergier, Vente, II, No. 341; Dalloz. Rép., Vente, No. 1954).

22. Dacă după cesiunea drepturilor succesorale, un al comoştenitor renunţă la succesiune, pentru a se şti dacă această renunţare profită cedentului sau cesionarului se vor lua în consideraţie termenii actului de cesiune şi împrejurările pe care le apreciază tribunalele în mod suveran. (Troplong, Vente, II, No. 972; Dalloz, Rép., Vente, No. 1953; Baudry et Saignat, Vente, No. 885; Guillouard, Vente, II, No. 872; Alexandresco, VIII, part. II, p. 573).

23. In cazul când nu se poate deduce din termenii actului de cesiune nici din împrejurări care a fost intenţiunea părţilor, după o părere, va profita de renunţare comoştenitorul cedent iar nu cesionarul. (Duranton, XVI No. 524; Duvergier, Vente, II, No. 339; Troplong, Vente, II, No. 972, Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 144 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, text şi nota 10, p. 449; Dalloz, Rép., Vente, No. 1953; Suppl., Vente, No. 885; Guillouard, Vente, II, No. 872).

24. După a doua părere, în acest caz va profita de renunţare cesionarul, deoarece vânzarea drepturilor succesorale are un caracter aleatoriu. (Massé et Verge sur Zachariae, IV, § 692, nota 12, p. 333; Marcadé, Art. 1696, No. 3).

25. După a treia părere, se va putea totdeauna decide, în acest caz, după termenii actului de cesiune şi după împrejurările în care a fost încheiat. (Laurent, XXIV, No. 575).

26. Cesionarul este obligat să plătească preţul cesiunii. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1966; Suppl., Vente, No. 858; Alexandresco, VIII, partea II p. 575).

27. De asemenea, cesionarul trebueşte să plătească toate sarcinile de care este grevată succesiunea, cum ar fi plata datoriilor şi legatelor. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1967; Suppl., Vente, No. 858; Alexandresco, VIII, partea II, p. 567, 575).

28. Cedentul neputând transmite calitatea sa de moştenitor, ci numai drepturile şi sarcinile alipite de această calitate, poate fi urmărit de creditori şi legatari, cu rezerva recursului său în contra cesionarului. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1928; Baudry et Saignat, Vente, No. 899; Alexandresco, VIII, partea II, p. 567).

29. Creditorii pot acţiona şi pe cesionar, însă în acest caz nu lucrează în numele lor, ci în numele cedentului debitorul lor, în virtutea acţiunii indirecte. (Duranton, XVI, No. 525; Duvergier, Vente, II, No. 348; Troplong, Vente, II, No. 980; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, nota 11, p. 450; Dalloz, Rép., Vente, No. 1930; Baudry et Saignat, Vente, No. 899; Laurent, XXIV, No. 579; Huc, X, No. 236; Planiol, III. No. 1644; Alexandresco, VIII, partea II, p. 567).

30. Potrivit dispoziţiunilor art. 1696 c. civ. fr. (1399 c. civ. rom.), acel care vinde o succesiune este obligat să garanteze calitatea sa de moştenitor. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1969; Suppl., Vente, No. 860; Baudry, et Saignat, Vente, No. 886; Alexandresco, VIII, partea II, p. 574).

31. De asemenea, moştenitorul este obligat la garanţie, când a prevăzut în contract calitatea drepturilor succesorale ce le-a cesionat. (Duvergier, Vente, II, No. 309; Troplong, Vente, II, No. 955; Dalloz, Rép., Vente, No. 1969; Suppl., Vente, No. 860; Baudry et Saignat, Vente, No. 890).

32. Cesiunea va fi anulată pentru lipsă de preţ, când este făcută în schimbul unei sume aşa de mici, încât se poate spune că preţul nu este serios. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 862; Guillouard, Vente, II, No. 874).

33. Moştenitorul cedent nu este obligat la garanţie dacă din cauza legatelor particulare se micşorează numai cuantumul cuprinsului cesiunii, fără a se micşora însăşi dreptul său. (Massé et Verge sur Zacharie, IV, § 692, nota 16 p. 333; Marcadé. Art. 1696; Dalloz, Rép., Vente, No. 1969; Suppl., Vente, No. 861).

34. Dacă cedentul declară că vinde nu drepturile sale, ci pretenţiunile sale la moştenire, el nu răspunde nici pentru calitatea sa de moştenitor. (Duvergier, Vente, II, No. 311; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 143 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, nota 2, p. 447; Dalloz, Rép., Vente, No. 1974; Suppl., Vente, No. 860; Laurent, XXIV, No. 578).

35. Dacă însă vânzătorul a inserat pur şi simplu clauza de negaranţie, el va fi

garant pentru calitatea sa de moştenitor, deoarece acest caz nu trebueşte confundat cu vânzarea pretenţiunilor de moştenitor. (Duranton, XVI, No. 520: Duvergier, Vente, II, No. 315: Troplong, Vente, II, No. 958, 959; Dalloz, Rép., Vente, No. 1976; Baudry et Saignat, Vente, No. 891; Guillouard, Vente, II, No. 873).

36. In acest caz, subsistă obligaţia cedentului de a restitui preţul însă nu e obligat la plata de daune-interese. (Duranton) XVI, No. 520; Troplong, Vente, II, No. 958, 959; Dalloz. Rép., Vente, No. 1976; Baudry et Saignat, Vente, No. 891.

37. In cazul când vânzătorul a arătat anumite obiecte pe care le cesionează, el este obligat la garanţie, fie că ele nu se găsesc în succesiune, fie că a fost evins de ele. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1970: Suppl., Vente. No. 862; Baudry et Saignat, Vente, No. 890).

38. Vânzătorul unei moşteniri este garant pentru faptele sale personale. (Duvergier, Vente, II, No. 306; Troplong, Vente, II, No. 956; Dalloz, Rép., Vente, No. 1972; Suppl., Vente No. 863; Baudry et Saignat, Vente. No. 887; Alexandresco, VIII, partea II, p. 574).

39. In cazul când moştenirea nu există, dacă succesiunea nu este deschisă, vânzătorul va fi obligat a restitui cesionarului preţul cesiunii, iar dacă succesiunea este deschisă însă cedentul nu avea drept la dânsa, el va fi obligat să plătească cesionarului valoarea moştenirei. (Duranton, XVI, N. 512; Troplong, Vente, II, No. 956.

40. După altă părere, în aceste două cazuri, cesiunea este nulă şi cedentul va trebui să restitue cesionarului, preţul cesiunii, cheltuelile contractului, cheltuelile de proces şi daune, dacă se cuvin. (Duvergier, Vente, II, No. 313, 314; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 692, nota 14, p. 334; Dalloz, Rép., Vente, No. 1975).

Art. 1400. — Dacă s'a folosit de fructele vreunui fond, sau a primit plata vreunei creanţe ereditare, sau a vândut lucruri de ale succesiunii, este dator să întoarcă toate acestea cumpărătorului, dacă nu şi le-a rezervat anume la vânzare. (Civ. 1399, 1401; Civ. Fr. 1697).

Text. fr. Art. 1697. — S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'aquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Vânzarea drepturilor succesorale cuprinde tot ce se găsea în succesiune în momentul deschiderii, precum şi tot ce a dobândit această succesiune după data deschiderii. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1934; Suppl., Vente, No. 852; Baudry et Saignat, Vente, No. 875).

2. Vânzarea drepturilor succesorale nu cuprinde hârtiile şi portretele de familie titlurile de nobleţă, decoraţiile şi armele de onoare. (Duvergier, Vente, II, No. 338; Troplong, Vente, II, No. 974; Marcadé, Art. 1696, No. 2; Dalloz, Rép., Vente, No. 1952; Suppl., Vente, No. 854; Baudry et Saignat, Vente, No. 884; Guillouard, Vente, II, No. 871).

3. Dacă însă aceste obiecte au o mare valoare reală artistică şi venală, cesionarul va avea dreptul cel puţin la valoarea lor, în cazul când cedentul nu şi le-a rezervat. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 854; Guillouard, Vente, II, No. 871).

4. Potrivit dispoziţiunilor art. 1697 c. civ. fr. (1400 c. civ. rom.) dacă vânzătorul unor drepturi succesorale s'a folosit de fructe, a încasat creanţe succesorale sau a vândut obiecte din succesiune, el va trebui să restitue valoarea lor cesionarului, în cazul când nu şi le-a rezervat în mod expres. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 852; Baudry et Saignat, Vente. No. 875; Guillouard, Vente, II, No. 867; Alexandresco, VIII, partea II, p. 571).

5. Vânzătorul unei succesiuni va trebui să predea lucrurile din succesiune în starea în care se găsesc, aşa încât dacă unele din ele au pierit sau s-au deteriorat, înainte de cesiune, chiar prin culpa sa, nu va avea nicio responsabilitate. (Duranton, XVI, No. 522; Duvergier, Vente, II, No. 325: Troplong, Vente, II, No. 964, 965; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, text şi nota 9, p. 449; Dalloz, Rép., Vente, No. 1936, 1937: Suppl., Vente, No. 852; Laurent, XXIV, No. 574; Baudry et Saignat, Vente, No. 877. 878; Guillouard, Vente, II, No. 870; Alexandresco, VIII, partea II, p. 571, 572).

6. Dacă pierderea a avut loc după cesiunea moştenirii din culpa cedentului, el va fi răspunzător. (Duranton. XVI, No. 522; Dalloz, Rép., Vente, No. 1938; Suppl., Vente, No. 852).

7. Cesionarul va profita de îmbunătăţirea dobândită de lucrurile succesorale după deschiderea succesiunii. (Duvergier, Vente, II. No. 335; Dalloz, Rép., Vente, No. 1950; Guillouard, Vente, II, No. 870: Alexandresco, VIII. partea II, p. 571, 572, 573).

8. Dacă cedentul a vândut înainte de cesiune. unele obiecte din succesiune, el va trebui să plătească preţul acestor obiecte cesionarului, chiar dacă aceste obiecte ar fi pierit ulterior prin caz fortuit. (Duranton, XVI, No. 522; Duvergier. Vente, II, No. 319: Dalloz, Rép., Vente, No. 1935; Suppl. Vente. No. 853; Alexandresco, VIII, partea II. p. 571).

9. In cazul când înainte de cesiune. cedentul a dăruit unele obiecte din succesiune, după o părere, el va trebui să plătească cesionarului valoarea lor. (Troplong, Vente, II, No. 967; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter nota 5, p. 448; Dalloz, Rép., Vente, No. 1943; Suppl.. Vente, No. 853; Baudry et Saignat. Vente, No. 876; Alexandresco, VIII, partea II, p. 571).

10. După altă părere. în acest caz cedentul nu va trebui să plătească nimic cesionarului, deoarece el nu a profitat nimic prin liberalitatea făcută şi apoi, art. 1697 c. civ. fr. (1400 c. civ. rom.) obligă pe cedent să plătească cesionarului valoarea lucrurilor numai dacă le-a vândut iar nu şi dacă le-a dăruit. (Duvergier, Vente, II, No. 324; Guillouard, Vente, II, No. 867).

11. In cazul când înainte de cesiune, cedentul a consumat din lucrurile care compun succesiunea, el va trebui să plătească cesionarului valoarea lucrurilor consumate. (Duranton, XVI, No. 522; Duvergier, Vente, II, No. 323; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, nota 5, p. 448; Dalloz, Rép., Vente, No. 1942).

12. Cesionarul este obligat să recunoască transacţiile încheiate de cedent înainte de cesiune, cu privire la succesiune, însă în cazul când în virtutea acestor transacţii, cedentul a primit ceva dela partea cu care a contractat, el va fi obligat să dea cesionarului ceea ce a primit. (Troplong, Vente. II, No. 968; Dalloz, Rép., Vente, No. 1944: Guillouard, Vente, II, No. 870).

13. Dacă aceste transacţii au cauzat vreun prejudiciu cesionarului, acesta va avea dreptul să ceară dela cedent despăgubiri. (Duvergier. Vente, II, No. 329; Dalloz, Rép., Vente, No. 1944).

14. In ceea ce priveşte vânzările făcute de cedent după cesiune, cesionarul va avea dreptul să ceară dela cedent preţul lor, sau să revendice dela terţi lucrurile vândute. (Duvergier, Vente, II, No. 320; Troplong, Vente, II, No. 962; Dalloz, Rép., Vente, No. 1940; Guillouard, Vente, II, No. 866).

15. Dacă însă lucrurile înstrăinate sunt de natură mobiliară se vor aplica dispoziţiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom,). (Duvergier. Vente, II, No. 320; Troplong, Vente, II, No. 962; Dalloz, Rép., Vente. No. 1940; Suppl., Vente, No. 853; Guillouard, Vente, II, No. 866).

16. In cazul când moştenitorul fiind debitor al defunctului şi deci prin acceptarea succesiunii datoria s'a stins prin confuziune, dacă el vinde succesiunea, va trebui să plătească datoria cesionarului. (Duvergier, Vente, II, No. 331, 332, 334; Troplong, Vente, II, No. 970, Demante et Colmet de Santerre, VII. No. 144 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 ter, nota 7, p. 448; Dalloz. Rép., Vente, No. 1946; Suppl., Vente, No. 854; Baudry et Saignat, Vente, No. 881; Guillouard, Vente, II, No. 869; Planiol, II, No. 1645; Alexandresco, VIII. partea II, p. 572).

17. De asemenea, servituţile datorite de moştenitor şi stinse prin confuziune. vor reînvia după cesiune. (Troplong, Vente, II. No. 971; Dalloz, Rép., Vente, No. 1947; Baudry et Saignat, Vente, No. 881. Planiol, II, No. 1645; Alexandresco, VIII, partea II, p. 572).

Art. 1401. — Cumpărătorul este dator şi el să întoarcă vânzătorului sumele plătite de acesta pentru datoriile şi sarcinile succesiunii, şi să-i ţină seama de sumele de care era el însuşi creditor al succesiunii, dacă nu e stipulaţiune contrarie. (Civ. 1400; Civ. Fr. 1698).

Text. fr. Art. 1698. — L'acquereur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină.

1. Cesionarul trebue să ramburseze cedentului sumele plătite de acesta pentru datoriile şi sarcinile succesiunii, deoarece el trebueşte să suporte toate sarcinile care incumbă moştenitorului (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 858; Alexandresco, VIII, partea II, p. 575).

2. Astfel, cesionarul va trebui să ramburseze cedentului, cheltuelile făcute cu înmormântarea, cu reparaţiile imobilelor

succesorale, datoriile plătite creditorilor succesiunii etc. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1966; Alexandresco, VIII, partea II, p. 575).

3. In cazul când cedentul era creditor al succesiunii şi această creanţă s'a stins prin confuziune, cesionarul va trebui să plătească această creanţă. (Duvergier, Vente, II, No. 344; Troplong, Vente, II, No. 977; Dalloz, Rép., Vente, No. 1966; Suppl., Vente, No. 858; Baudry et Saignat, Vente, No. 896; Guillouard, Vente, II, No. 869; Alexandresco, VIII, partea II, p. 575).

4. De asemenea, dacă există o servitute în profitul moştenitorului care s'a stins prin confuziune după cesiune, servitutea va renaşte în profitul moştenitorului. (Duvergier, Vente, II, No. 345; Troplong, Vente, II, No. 977; Dalloz Rép., Vente, No. 1966; Baudry et Saignat, Vente, No. 896; Alexandresco, VIII, partea II, p. 575).

5. Taxele succesorale plătite de moştenitorul cedent, nu vor fi rambursate de cesionar. (Baudry et Saignat, Vente, No. 894; Alexandresco, VIII, partea II, p. 576).

6. Taxele de înregistrare şi timbru la însuşi contractul de cesiune, vor trebui plătite de cumpărător, dacă nu există stipulaţie contrară. (Baudry et Saignat, Vente, No. 894; Alexandresco, VIII, partea II, p. 576, nota 1).

Art. 1402. — Cel în contra cărui există un drept litigios vândut, se va putea libera de cesionar numărându-i preţul real al cesiunii, spesele contractului şi dobânda din ziua când cesionarul a plătit preţul cesiunii. (Civ. 1309, 1401, 1403, 1404; C. com. 45; Civ. Fr. 1699).

Text. fr. Art. 1699. — Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* Sub Cas. I, 1205 din 13 Mai 1925, Pand. Rom. 1926, I, 111;
CONSTANTINESCU JAC N., *Despre succesiuni* p. 10;
GEORGEAN N., *Studii Juridice vol.* I, *„Retractul litigios"*, p. 167 urm.;
GHELMEGEANU M., *Notă* sub C. Apel Bucureşti S. IV, 388 din 15 Dec. 1924, Pand. Rom. 1926, II, 237;
HAGI GHEORGHE AL., *„Retractul succesoral"*, Dreptul 18/1926;
HEROVANU EUGEN, *Notă* sub C. Apel Iaşi S. I, 1872 din 29 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1926, II, 145;
PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Iaşi. S. III, Jurnal 9095/1925, Jur. Gen. 1926, No. 517;
STRELICESCU AL., *Notă* sub. Trib. Ilfov S. I C. C., 854 din 8 Octomvrie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Retractul litigios este dreptul aceluia în contra căruia s'a vândut un drept litigios, de a se libera de cesionar numărându-i preţul cesiunii cu dobândă şi cheltueli. (Dalloz, Rép., Vente, No. 1984).

2. Exercitarea retractului litigios îşi are aplicaţiunea nu numai la cesiunea unei creanţe, a unui drept personal, ci şi la înstrăinarea unui drept real mobiliar sau imobiliar, cum ar fi înstrăinarea unui drept de uzufruct sau un imobil litigios. (Duvergier, Vente, II, No. 379; Troplong, Vente, II, No. 1001; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, nota 15 p. 455; Dalloz, Rép., Vente, No. 2015; Suppl., Vente, No. 876; Laurent, XXIV, No. 584 urm.; Huc, Cession, II, No. 615; Baudry et Saignat. Vente. No. 937; Guillouard, Vente. II. No. 893).

3. Retractul litigios, după o părere, nu poate fi exercitat când vânzarea drepturilor litigioase s'a făcut la licitaţie publică. (Bioche, Dictonnaire de procédure, Droits litigieux, No. 45; Dalloz, Rép., Vente, No. 2024).

4. După altă părere dominantă, se poate exercita retractul litigios în cazul când vânzarea drepturilor litigioase s'a făcut prin licitaţiune. (Huc, Cession, II No. 607; Baudry et Saignat, Vente, No. 936; Guillouard, Vente, II, No. 891).

5. In caz de exercitarea retractului litigios, nu trebue să se plătească taxa de înregistrare ca pentru actele de mutaţiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 913; Baudry et Saignat, Vente, No. 956).

6. Retractul litigios poate fi exercitat de orice persoană capabilă să înstrăineze, deoarece el constitue o înstrăinare până la concurenţa sumei necesare exercitării lui. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 885).

7. Creditorii cedatului pot exercita retractul litigios în locul debitorului lor. (Guillouard, Vente, II, No. 907; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 885; Huc, Cession, II, No. 648).

8. Pentru exercitarea retractului litigios, tutorul va trebui să fie autorizat de consiliul de familie. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 885; Huc, Cession, II, No. 694 urm).

9. Din însăşi termenii întrebuinţaţi de legiuitor în art. 1402 c. civ. (1699 c. fr.) şi anume: „cel în contra căruia există un drept litigios vândut" rezultă că retractul litigios nu poate fi exercitat decât de către pârît iar nu şi de către reclamant, deoarece după textul legii şi după raţiunea ei, retractul litigios e un mijloc pus la îndemâna titularului dreptului, de a se libera fără judecată de ameninţarea rezultând din pretenţia formulată contra sa. (Baudry et Saignat, De la vente et de l'échange, ed. 2-a, No. 914; D. Alexandresco VIII, p. II. ed. 2-a, p. 592; Matei Cantacuzino, p. 500).

10. S'a decis însă şi contrariul, anume că: retractul litigios poate fi exercitat într'un proces de revendicare chiar de reclamant, de oarece art. 1402 c. civ. nu face nicio distincţie între reclamant şi pîrît numindu-i pe amândoi cu acelaşi termen: „cel în contra căruia există un drept litigios" şi unde legea nu distinge nici interpretul nu trebue să distingă. (Dalloz Rép., alph., Vente No. 2039).

11. S'a mai decis, ca o condiţiune esenţială în exercitarea retractului litigios, că el nu poate să fie admis decât atunci când procesul asupra fondului dreptului, exista înainte de cesiunea acestui drept, iar nu după cesiunea lui; de asemenea că simpla intenţie procesuală nu poate autoriza exercitarea retractului litigios. (Duvergier, Vente, II, No. 359; Troplong, Vente, II, No. 986; Dalloz, Rép., Vente, No. 2015, 2049, 2050, 2054; Suppl., Vente, No. 897; Marcadé, Art. 1699—1701, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 16, p. 455; Laurent, XXIV, No. 586—588; Mourlon, ed. 7-a, III, No. 705, 710; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 147 bis I; Huc, Cession, II, No. 620, 645, 646; Baudry et Saignat, Vente, No. 915; Planiol, ed. 6, II, No. 1653; D. Alexandresco, VIII, p. II-a ed. 2-a, p. 581 urm.; Matei Cantacuzino, Elemente de drept civil, pg. 499).

12. După altă părere, pentru exercitarea retractului litigios, ajunge o simplă posibilitate de proces sau un proces intentat după cesiune. (Pothier, Vente, No. 584; Dalloz, Rép., Vente, No. 2053, 2057).

13. Pentru a se putea exercita retractul litigios, trebueşte ca dreptul litigios să fie vândut; în cazul când dreptul litigios nu a fost vândut ci a fost dăruit prin act între vii sau prin testament, retractul litigios nu mai poate fi exercitat, deoarece în acest caz nu există speculaţie din partea cedentului şi nici nu există preţ pe care urmează să-l depue pârîtul pentru exercitarea retractului. (Duranton, XVI, No. 537; Duvergier, Vente, II, No. 388; Beudant, Vente, No. 421; Troplong, Vente, II, No. 1009; Demanté et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, text şi nota 14, p. 455; Dalloz, Rép., Vente, No. 2018; Suppl., Vente, No. 878; Laurent, XXIV, No. 583; Huc, Cession, II, No. 608; Guillouard, Vente, II, No. 887; Baudry et Saignat, Vente, No. 931; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 594).

14. De asemenea, exercitarea retractului litigios nu poate avea loc în caz de schimb a dreptului litigios. (Beudant, Vente, No. 421; Guillouard, Vente, II, No. 888; Laurent, XXIV, No. 582; Baudry et Saignat, Vente, No. 933; Colin et Capitant, II, p. 499: Contra: Duvergier, Vente, II, No. 387; Marçadé, Art. 1699, No. 2; Troplong, Vente, II, No. 1002; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, VII; Dalloz, Rép., Vente, No. 2017; Suppl., Vente, No. 877; Huc, Traité de la cession, II, No. 603; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 595).

15. Pactul de quota-litis nu poate da loc la exercitarea retractului litigios de oarece acest pact nu constitue o cesiune de drepturi litigioase, nu există preţ şi advocatul intervine în proces în numele mandantului său, iar nu în numele său personal. (Baudry et Saignat, Vente, No. 935; Colin et Capitant, II, p. 499; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 599 urm.).

16. Pentru ca debitorul cedat să poată exercita retractul litigios, nu este necesar să facă cesionarului ofertă reală de plată şi consemnaţia sumei, ci este de ajuns ca să restitue cesionarului preţul real al cesiunei, spesele contractului în cari intră taxele de timbru şi celelalte cheltuieli ale contractului, precum şi dobânda din ziua când a plătit preţul cesiunii. (Duvergier, Vente, II, No. 385; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, nota 31, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 893, 896; Guillouard, Vente, II No. 901; Laurent, XXIV, No. 601; Huc, X, No. 240; Cession, II, No. 659; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II-a, p. 601 urm.; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, IX; Baudry et Saignat, Vente, No. 950).

17. Deşi art. 1402 din codul civil nu cere, ca pentru exercitarea retractului litigios, debitorul cedat să depue şi cheltuielile instanţei, totuşi părerea generală este că odată cu depunerea preţului cesiunii, speselor şi dobânzilor, debitorul cedat trebueşte să depue şi cheltuelile instanţei în care se exercită retractul litigios. (Dalloz, Rép., Vente, No. 2047; Laurent, XXIV, No. 603; Baudry et Saignat. Vente, No. 949; Guillouard, Vente. II, No. 906; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II-a, p. 603).

18. In cazul când s'au vândut mai multe drepturi dintre care unele sunt litigioase iar altele nelitigioase, cu un preţ total, fără a se specifica preţul drepturilor litigioase şi al celor nelitigioase, justiţia va determina care este preţul drepturilor litigioase. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 894; Guillouard, Vente. II, No. 891; Baudry et Saignat, Vente, No. 936; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 594. nota 2).

19. Retractul litigios nu poate fi anihilat printr'o retrocedare posterioară propunerii făcută de cesionar; de asemenea, nici prin o hotărîre obţinută între cedent şi cesionar într'un proces intentat posterior exercitării retractului litigios. (Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 597, 598).

20. Dacă este constant în drept că atunci când cel în contra căruia s'a cedat un drept litigios, a declarat că înţelege să exercite retractul litigios, partea adversă nu mai poate retroceda cedentului acest drept pentru a împiedeca efectele retractului, atunci însă când retrocesiunea are loc anterior exercitării retractului sau cesiunea a fost rezolvită prin o hotărîre judecătorească pronunţată înainte de exercitarea retractului. acest retract nu mai poate opera, deoarece în acest caz nu se mai poate spune că ar fi existat conivenţă între cedent, şi cesionar pentru a înlătura efectele retractului căci părţile nu au putut şti dacă pârîtul îl va exercita sau nu. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 139).

21. Retractul litigios poate fi exercitat în tot cursul procesului şi în orice stare s'ar găsi el înaintea instanţelor judecătoreşti: retractul litigios nu trebueşte să fie invocat în limine litis, deoarece legea nu fixează niciun termen pentru exercitarea lui; prin urmare, până în momentul când nu a intervenit o hotărîre definitivă cu putere de lucru judecat, asupra dreptului litigios, retractul litigios poate fi exercitat. Deci retractul litigios poate fi exercitat pentru prima oară în apel şi chiar înaintea instanţei de recurs până când aceasta nu s'a pronunţat încă deoarece până în acest moment dreptul continuă a fi litigios. (Aubry et Rau, IV, § 359 quater, nota 27, 457; Dalloz, Rép., Vente, No. 2041; Suppl., Vente. No. 887; Laurent, XXIV, No. 597; Huc, X, No. 240; Traité de la cession, II. No. 641; Guillouard. Vente, II, No. 898; Alexandresco, VIII, partea II, ed. 2-a, p. 584, 585, nota, 604 urm.).

22. Retractul litigios nu poate fi exercitat decât în instanţa în care se judecă fondul procesului iar nu şi în alte instanţe de altă natură în cari nu se discută însăşi fondul litigiului; prin urmare, retractul litigios nu poate fi exercitat în instanţa de contestaţiune care nu este chemată să se pronunţe asupra fondului dreptului; numai după ce contestaţiunea a fost judecată şi a fost admisă, se poate propune retractul litigios deoarece în acest caz se redeschide procesul. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 142).

23. Exercitarea retractului litigios trebueşte să aibă loc în principal, ea nu poate să aibă loc prin concluziuni subsidiare, deoarece retractul litigios poate fi exercitat cât timp pârîtul se găseşte în incertitudine asupra soartei finale a afacerii, el ne mai putând fi exercitat de îndată ce procesul este irevocabil terminat. (Aubry et Rau, IV, § 359 quater, text şi nota 32, p. 458; Troplong, Vente, II, No. 987; Dalloz. Rép., Vente, No. 2043; Suppl., Vente, No. 888; Laurent, XXIV, No. 602; Huc, X, No. 240; Traité de la cession, II, No. 659; Guillouard, Vente, II, No. 898; Baudry et Saignat, Vente, No. 940; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 606).

24. Chiar dacă pământul care face obiectul litigiului şi care a fost vândut, ar fi rural, dobândit prin împroprietărire la 1864, retractul litigios poate fi exercitat, deoarece chestiunea dobândirii pământului rural nu se poate discuta din moment ce se propune retractul litigios în condiţiunile prevăzute de lege, care are de scop tocmai de a evita orice discuţiune asupra fondului procesului. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 143).

25. După exercitarea retractului litigios şi primirea lui de către instanţa de judecată, legătura juridică între cedent şi cesionar subsistă şi dacă cesionarul nu primise întregul preţ al cesiunii dela cedent, acesta rămâne mai departe debitorul cesionarului. (Beudant, Vente, II, No. 419; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, XV; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 911; Laurent, XXIV, No. 605; Huc, Traité de la cession, II, No. 665, 666; Guillouard, Vente, II, No. 910; Baudry et Saignat, Vente, No. 954; Colin et Capitant, II, p. 500; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 611, 612).

26. Prin exercitarea retractului litigios toate drepturile reale constituite de către cesionar asupra imobilului vândut dispar, deoarece contractul este rezolvit şi cesionarul se consideră ca şi cum nu ar fi fost proprietarul imobilului. (Beudant, Vente, No. 418; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, XIV; Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 913; Laurent, XXIV No. 606; Huc, Traité de la cession, II, No. 668; Guillouard, Vente, II, No. 909; Colin et Capitant, II, p. 500; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II-a. p. 610, 611).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Sistemul cuprins în art. 1402 c. civ., după care retractul litigios nu se poate exercita decât de pârît, are numai valoarea unui caz pe care legea îl menţionează în special, ca fiind cel mai obişnuit. Această împrejurare însă nu poate, întru nimic restrânge câmpul de aplicare al retractului litigios astfel cum este determinat de art. 1403 c. civ., căci nici scopul instituţiunii, nici ideia de echitate nu pot admite ca un terţiu să devie cumpărătorul dreptului contestat şi să facă, prin însuşi acest fapt, situaţia reclamantului mai grea, necontestat fiind, că cumpărătorul dreptului litigios speculează asupra lui, ceea ce contrazice principiile moralei sociale. (C. Apel Iaşi, s. I, 1872 din 29 Octomvrie 1924, Pnad. Rom. 1926, II, 145).

2. In fapt: Cerându-se de moştenitorii def. S. Guriţă partajul suplimentar al averii necuprinse în prima împărţeală, recurentul a intervenit în acest proces cerând să se scoată din împărţeală averea respectivă, deoarece ea i-ar aparţine lui ca exlusiv proprietar.

In cursul instanţei moştenitorii cerânduşi drepturile lor succesorale la alte persoane. recurentul a declarat că exercită faţă de cesionari retractul litigios prevăzut de art. 1402 c. c.; cererea sa a fost respinsă de Curtea de fond, deoarece dânsul intervenind în instanţa de partaj în calitate de reclamant, nu mai are calitatea de a exercita retractul litigios. Soluţia a fost confirmată de Inalta Curte.

In drept: Prin intervenţia sa, recurentul tinde să stabilească cu ocazia procesului de partaj dintre moştenitori, că imobilul adus la masa de împărţeală îi aparţine lui în mod exclusiv şi că nu trebue pus la masa de împărţit.

El nefiind chemat de nimeni în instanţa de partaj ca deţinător al acestei averi, şi dacă totuşi în loc de a-şi păstra situaţiunea sa de terţă persoană, a intervenit în interesul său personal pentru ca averea să i se recunoască numai lui în mod exclusiv, cu execluderea tuturor moştenitorilor, urmează că exercită ca rol în instanţă pe acel de reclamant. căci calitatea de reclamant reieşea din dreptul ce voia să şi-l valorifice în instanţă.

Este adevărat că în calitate de succesor cu titlu particular, dânsul nu putea pretinde mai mult decât autorul său, dar din acest principiu privitor la fondul procesului nu se poate trage concluziunea că şi sub raportul procedurii de judecată în cererea sa de intervenţie, recurentul ar fi luat rolul de pârît, pe care îl avea autorul său chemat numai ca moştenitor şi despre care nu s'a făcut dovada că ar fi formulat în acest proces vreo pretenţiune în afară de dreptul de moştenire a tatălui lui, drept care de altfel, nu i se contestase; aceasta cu atât mai mult că în instanţă. recurentul a declarat că nu înţelege a sta în calitatea autorului său de moştenitor, ci în calitate de exclusiv proprietar, ba chiar pretinsese şi drepturi proprii, în afară de acele ale autorului sau tatăl acestuia.

Prin urmare, recurentul având în acest litigiu calitatea de reclamant, bine instanţa de fond i-a respins excepţia retractului litigios ridicată contra celorlaţi cumpărători. (Cas. I, dec. 1205 din 13 Mai 1925, Pand. Săpt. 29/1925, Pand. Rom. 1926, I, 111).

3. Dacă legiuitorul a admis retractul litigios. prin aceasta a voit să împiedece cumpărările de drepturi litigioase, cari puteau duce la specula din cauza acestui caracter al lor.' Prin urmare, ori de câte ori dreptul litigios nu formează decât un accesoriu al dreptului principal, retractul litigios nu se poate exercita. (Cas. I. 1767 din 30 Iunie 1925, Pand. Săpt. 26/1925, Pand. Rom. 1926, III, 33).

4. *a)* Dacă legiuitorul francez a conferit moştenitorilor un mijloc de a depărta dela împărţeala unei succesiuni pe orice persoană nesuccesibilă, care s'a făcut cesionară a drepturilor unora dintre ei. legiuitorul român a desfiinţat acest retract succesoral, ce nu mai corespunde cu cerinţele economice ale timpurilor moderne, prin suprimarea dispoziţiilor art. 841 din codul civil francez;

b) Atâta timp cât în privinţa unei succesiuni calitatea de erede a moştenitorilor nu este judecătoreşte statornicită şi există între ei contestaţiuni asupra vocaţiunei la succesiune, dreptul celui contestat este un drept litigios iar nu succesoral, putându-se deci, în caz de cesiune, exercita în contra unui asemenea drept, retractul litigios. (Trib. Dolj s. II, 37 din 16 Ianuarie 1926, Dreptul 17/1926, Justiţia Olteniei 8—10 din 1926).

5. Intr'un proces de partaj dacă nu este contestaţiune asupra fondului dreptului, nu este aplicabil retractul religios.

In speţă, este inaplicabil şi pentru motivul că se caută a se exercita de un pârît contra altui pârît, conform art. 1402 cod. civ., retractul litigios neputând fi exercitat decât de pârît contra reclamantului şi consistând în dreptul celui în contra căruia se exercită dreptul litigios vândut de a se substitui cumpărătorului şi de a închide astfel litigiul — această substituire făcându-se prin numărarea preţului real al cesiunii, a speselor contractului şi a dobânzilor din ziua când cesionarul a plătit preţul cesiunii. (Trib. Botoşani, Jurnalul No. 1314 din 9 Fevruarie 1926. Jurispr. Gen. 1926, No. 1329).

6. *a)* Un proces pendent înaintea unei instanţe incompetente, a cărei incompetenţă a constatat-o mai târziu instanţa superioară care a reţinut afacerea. nu are caracterul unui litigiu şi al unei contestaţii, în sensul art. 1402 cod. civil, pentru a putea crea pentru o parte dreptul de a opune retractul litigios, bazat pe împrejurarea

că în momentul încheierii actului, căruia i se opune retractul, exista litigiu.

Numai apelul introdus la tribunal contra hotărîrei date cu incompetență, ridică contestația asupra drepturilor și actelor încheiate după acea dată, și deci li se poate opune retractul litigios;

b) In materie de partaj, acțiunea de ieșire din indiviziune nu constitue un litigiu, decât atunci când părțile din proces își contestă calitatea de moștenitor;

c) Când într'un act de cesiune de drepturi, se determină prețul ei la o anumită sumă, acesta este prețul pe care cel ce opune retractul litigios, are a-l plăti concesionarului, fără a se ține în seamă orice altă convențiune ulterioară, prin care cesionarul s'ar mai fi obligat să mai plătească și o cota-parte din redevența ce va încasa;

d) Când printr'un act de cesiune, se trec unei alte persoane, de un moștenitor, partea cea mai principală a averii de succesiune, chiar dacă ar mai fi existat și altă avere necesionată, totuși exercitarea retractului litigios are loc, restul fiind un accesoriu;

e) Când într'o hotărîre s'a trecut din eroare, contrar susținerilor părților, că retractul litigios este numai pentru unul din drepturile în succesiune cesionată și nu pentru amândouă, se înțelege că tribunalul a primit retractul pentru toate drepturile din act și deci obiecțiunea că procesul nu ar lua sfârșit, este neîntemeiată. (C. Apel București, s. III, 48 din 22 Feb. 1926, Bul. C. Apel 13/1926).

7. Nu comite omisiune esențială instanța de fond dacă nu se pronunță asupra unui retract litigios propus, în cazul când se constată că, el a fost propus fără depunerea prețului, a spezelor și a dobânzilor, astfel cum cere art. 1402 c. civ. (Cas. I, dec. 3186 din 30 Iunie, 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1571).

8. A se vedea: art. 1403 cu notele respective.

Art. 1403. — Lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului[1]). (Civ. 1402, 1404; C. com. 45; Civ. Fr. 1700).

Text. fr. Art. 1700. — La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1205 din 13 Mai 1925, Pand. Rom. 1926, I, 111;
DIMIU RADU, *„Cesiunea drepturilor litigioase"*, Pand. Rom. 1926, IV, 33;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Retractul litigios"*, p. 167 urm.;
GHELMEGEANU M., *Notă* sub C. Apel Buc. S. IV, 388 din 15 Dec. 1924, Pand. Rom. 1926, II, 237;
HAGI-GHEORGHE AL., *„Retractul Succesoral"*, Dreptul 18/1926;
PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Iași S. III, Jurnal 9095/1925, Jur. Gen. 1926, No. 517;
STRELICESCU AL., *Notă* sub. Trib. Ilfov S. I C. C., 854 din 8 Oct. 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru ca dreptul cedat să fie litigios în sensul prevăzut de art. 1700 c. civ. fr. (1403 c. civ. rom.) trebuește ca în momentul cesiunii să existe angajată instanță înaintea unei jurisdicțiuni civile, comerciale sau administrative cu putere de a o judeca. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 899).

2. Cu toate că art. 1403 c. civ. rom. diferă în privința redacțiunii lui de textul art. 1700 c. civ. fr. corespunzător, deoarece cere pentru posibilitatea exercitării retractului litigios ca să existe proces „sau" contestație asupra fondului dreptului, în loc de proces „și" contestație, cum este în textul francez, totuși și în dreptul român, pentru exercitarea retractului litigios, se cere condițiunea ca să existe proces și dreptul să fie contestat, ca și în dreptul francez, textul român fiind greșit redactat. (Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 581, nota 2, 587, 588).

3. Potrivit dispozițiunilor art. 1403 c. civ. rom. (1700 c. civ. fr.) pentru ca să se

1) Art. 1403 cod. civil Român se deosebește de articolul 1700 cod. civil Francez corespunzător de unde a fost împrumutat, prin faptul că particula „et" din codul Francez este înlocuită în codul civil Român prin particula „sau".

poată exercita retractul litigios, trebueşte ca să existe proces şi contestaţiune asupra însăşi fondului dreptului; astfel, dacă există un litigiu între părţi nu asupra validităţii, întinderei sau stingerei creanţelor, ci numai asupra modului lor de compensare, retractul litigios nu poate fi exercitat. (Duvergier, Vente, II, No. 364, 367, 370; Troplong, Vente, II, No. 993; Marcadé, Art. 1699 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, text şi nota 18, p. 456; Dalloz, Rép., Vente, No. 2055; Suppl., Vente, No. 903; Laurent, XXIV, No. 589 urm.; Huc, Cession, II, No. 637; Baudry et Saignat, Vente, No. 916, 922; Guillouard, Vente, II, No. 885; Alexandresco, VIII, partea II, p. 586, nota 1, 587, 588).

4. In cazul când procesul poartă asupra unei chestiuni de formă ori atinge fondul, cum ar fi de exemplu asupra valabilităţi unui testament, dreptul va fi socotit ca litigios. Astfel, în acest caz, dacă un legatar care este parte în proces, cedează drepturile sale, moştenitorii legitimi vor putea exercita retractul litigios. (Duvergier, Vente. II, No. 371; Troplong, Vente, II, No. 995; Dalloz, Rép., Vente, No. 2059).

5. O simplă cerere de plată a unei creanţe, când dreptul nu este contestat, nu poate da caracterul de litigios a dreptului cedat. (Troplong, Vente, II, No. 992; Dalloz, Rép., Vente, No. 2055).

6. De asemenea, nu constitue un litigiu asupra fondului, existenţa unei cereri de partaj, când de altfel nu se contestă dreptul cedentului. (Duvergier, Vente, II, No. 372; Troplong, Vente, II, No. 991; Dalloz, Rép., Vente, No. 2055; Guillouard, Vente, II, No. 885).

7. De asemenea, nu se poate exercita retractul litigios, când procesul poartă numai asupra unui accesoriu al lucrului vândut. (Baudry et Saignat, Vente, No. 928).

8. Pentru exercitarea retractului litigios este necesar ca în momentul exercitării, procesul să nu se fi terminat definitiv, nefiind de ajuns ca în momentul cesiunii să fi existat un proces asupra fondului dreptului. (Duvergier, Vente, II, No. 374; Troplong, Vente, II, No. 897; Marcadé, Art. 1700, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 146 bis, IX; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, text şi nota 26, p. 457; Dalloz, Rép., Vente, No. 2062; Suppl., Vente, No. 907; Laurent, XXIV, No. 599; Huc, Cession, II, No. 638; Baudry et Saignat, Vente, No. 919; Guillouard, Vente, II, No. 886, 898).

9. Astfel, în timpul judecării cererii de perimare a unei acţiuni nu se poate propune retractul litigios; numai după ce se va judeca cererea de perimare şi se va respinge, poate fi propus retractul litigios, deoarece el constituind un mijloc de apărare, nu mai poate fi exercitat după ce s'a împlinit termenul de perimare şi acţiunea s'a stins. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 908; Huc, Cession, II, No. 639; Baudry et Saignat, Vente, No. 920: Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 584, nota 2).

10. Retractul litigios va putea fi exercitat şi după terminarea definitivă a procesului, în cazul când cesionarul a ascuns în timpul procesului cesiunea şi deci cealaltă parte nu a cunoscut-o decât după terminarea procesului. (Duvergier, Vente, II. No. 378; Troplong, Vente, II, 988; Dalloz. Rép., Vente, No. 2044; Suppl., Vente, No. 891; Laurent, XXIV, No. 600; Baudry et Saignat, Vente, No. 930; Guillouard, Vente, II, No. 899).

11. Chestiunea de a se şti dacă un drept este sau nu litigios şi dacă este o chestiune de fapt sau de drept este controversată; părerea dominantă este că această chestiune este de drept şi poate fi cenzurată de instanţa de recurs. (Bioche. Dictionnaire de procédure, Droits litigieux, No. 28; Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 592; Contra: Beudant, Vente, p. 293, nota 1).

12. In afară de art. 1699 urm. c. civ. fr. (1402 urm. c. civ. rom.), codul civil se mai ocupă de vânzarea drepturilor litigioase şi în art. 1597 c. civ. fr. (1309 c. civ. rom.); se decide însă în mod constant că înţelesul cuvintelor drepturi litigioase din art. 1699 urm. c. civ. fr. (1402 urm. c. civ. rom.) se deosebeşte de înţelesul pe care îl dă acestor cuvinte art. 1597 c. civ. fr. (1309 c. civ. rom.). (Beudant, Vente, No. 411; Troplong, Vente, II, No. 986; Mourlon, III, No. 705; Marcadé, Art. 1700, No. 1; Laurent, XXIV, No. 587 urm.; Huc, X, No. 239; Cession, II, No. 620; Baudry et Saignat, Vente, No. 915; Guillouard, Vente, II, No. 881 urm.; Colin et Capitant, II, p. 497; Alexandresco, VIII, partea II, p. 590, 591, 617; Nacu, III, p. 310; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 143).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. *a)* Din momentul ce litigiul a fost tranşat între părţi printr'o hotărîre definitivă de fond, lucrul încetează a mai fi litigios şi potrivit art. 1402 şi 1403 c. civ., retractul litigios nu mai poate fi exercitat, deoarece dacă motive de moralitate au impus legiuitorului acceptarea retractului litigios, pentru a îndepărta pe speculanţi dela câştiguri ilicite în dauna părţilor litigante, aceste motive nu mai există atunci când asupra litigiului a intervenit o hotărîre definitivă şi când partea câştigătoare poate şi trebue să fie autorizată a face acte de dispoziţie valide relative la bunul dobândit pe cale de judecată, în virtutea principiului economic, după care bunurile trebuesc să circule;

b) Dacă contestaţia la executarea unei hotărîri nu mai poate avea nicio influenţă asupra litigiului de fond, decât numai dacă, fiind examinată s'ar găsi că trebue admisă şi s'ar redeschide astfel din nou procesul, urmează că din moment ce contesta-

ţia a fost respinsă, aceeaşi soartă are şi retractul litigios propus de contestator. (C. Apel Iaşi s. I, 54 din 21 Martie 1925, Dreptul 27/1925).

2. Dacă legiuitorul a admis retractul litigios, prin aceasta a voit să împiedece cumpărările de drepturi litigioase, cari puteau duce la speculă din cauza acestui caracter al lor. Prin urmare, ori de câte ori dreptul litigios nu formează decât un accesoriu al dreptului principal, retractul litigios nu se poate exercita. (Cas. I, 1767 din 30 Iunie 1925. Pand. Săpt. 26/1295, Pand. Rom. 1926, III, 33).

3. Perimarea e o instituţiune menită a nu lăsa pricinile nedeslegate la infinit, bazată pe prezumpţiunea ca partea căreia i se opune a renunţat la proces, şi are de scop a conduce la stingerea instanţei.

Deşi în procedura română perimarea nu operează de drept prin expirarea termenului defipt de lege, ci numai după o cerere confirmată prin hotărîre judecătorească, totuşi eventuala hotărîre de admitere a perimării are efect retroactiv dela data cererii.

Legiuitorul în art. 257 pr. c. stabileşte ca singure condiţiuni pentru obţinerea perimării:

1. O cerere a celui care o solicită, însoţită de dovada plăţii taxelor de citaţii şi;
2. Un anumit timp de inacţiune a celui ce poartă procesul, până la introducerea unei asemenea cereri.

Legea dispune imperativ, că, odată cererea introdusă, judecătorul să ordone verificarea în faptul a celei de a doua condiţiuni şi apoi să soluţioneze urgent cererea de perimare, ascultând părţile.

Din aceste consideraţiuni rezultă că: odată o asemenea cerere introdusă, pe vechiul proces se grefează un nou litigiu, care paralizează până la deslegarea sa, soluţionarea fondului; şi deci nu se poate primi opunerea retractului litigios, până ce nu s'ar fi respins ca nefondată cererea de perimare.

A hotărî altfel, ar fi să distingem unde legea nu distinge, să admitem că se pot propune în instanţa de perimare apărări de fond şi să nesocotim principiul că dacă chemările în judecată nu se pot materialmente soluţiona în acelaşi moment în care au fost introduse, ele îşi produc însă efect încă de atunci.

Argumentul că: soluţionarea retractului litigios propus nu poate fi paralizat de faptul că cererea de perimare nu a fost încă tranşată, deoarece cât timp perimarea nu este admisă, instanţa este încă deschisă, nu este decât în aparenţă exact. Deoarece, dacă este adevărat că judecăţile se sting numai prin hotărîre definitivă asupra fondului, desistare, aquiesarea pârîtului sau hotărîrea definitivă asupra perimării, este tot atât de adevărat că dela introducerea cererii de perimare procesul de fond este închis sub condiţia suspensivă a cererii de perimare. Şi nu se poate obiecta cu succes la aceasta că, a considera procesul de fond închis sub condiţia suspensivă a admiterii cererii de perimare este tot una cu a-l socoti deschis sub condiţia rezolutorie a respingerii acesteia; fiindcă nu se pot concepe la eventuala îndeplinire a unei condiţiuni.

Astfel fiind, judecat de prima instanţă numai prin violare de lege, a admis retractul litigios propus de R., înainte de a i se fi respins cererea de perimare şi deci motivul 2 de recurs fiind întemeiat, recursul cată a fi admis. (Trib. Iaşi s. III, jurn. No. 9095/925, Jur. Gen. 1926, No. 517).

4. *a)* Prin faptul că în codul nostru civil care a reprodus aproape integral dispoziţiunile codului civil francez, se găseşte suprimat art. 841 din acel cod, rezultă neîndoios că legiuitorul român nu a voit să admită instituţiunea retractului succesoral menţinând numai pe aceea a retractului litigios, care se află legiferată în cuprinsul dispoziţiunilor art. 1402—1404 c. civ;

b) Există cesiune de drept succesoral ori de câte ori un comoştenitor vinde în folosul unui străin dreptul său pe care-l are în sucesiune; dacă însă dreptul succesoral este contestat şi una din părţile care susţine că are vocaţiune la acea succesiune, vinde dreptul pe care-l pretinde, atunci e vorba de o cesiune de drept litigios, deoarece în acest caz, dreptul cedat înainte de a fi un drept succesoral este un un drept litigios, şi numai în urmă capătă caracterul de drept succesoral, dacă s'a resolvat litigiul recunoscându-se titularului acelui drept vocaţiunea la acea succesiune;

c) Atunci când între părţi litigiul este legat prin faptul existenţei mai multor cereri de trimitere în posesie făcute asupra aceleiaşi averi, fiecare din ele având în acelaşi timp calitatea de reclamantă în cererea sa şi de pârîtă în cererile celorlalte părţi, oricare din ele poate propune celeilalte părţi, retractul litigios;

d) Pentru ca dreptul să fie litigios nu este o condiţie neapărată ca să existe proces între părţi, ci este suficient ca dreptul să fie astfel contestat, încât procesul să fie iminent. (Trib. Ilfov s. I, c. c., 1411 din 11 Dec. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 38, Dreptul 2/1926).

5. Acţiunea intentată de cumpărătorul unui imobil pentru validarea unui act de vânzare, nu constitue o contestaţie, în sensul art. 1403 din codul civil, pentru ca să fie admisibil retractul litigios. (C. Apel Bucureşti s. I, 17 din 27 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel 8/1926).

6. Menţiunea dintr'un act de vânzare, că vânzătorul nu recunoaşte actul de vânzare anterior şi că transmite cumpărătorului cesiunea acţiunilor sale de anularea vânzării, nu poate constitui o contestaţiune asupra fondului, în sensul art. 1403 cod. civil, pentru ca să aibă loc retractul litigios. (C. Apel Bucureşti s. I, 17 din 27 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel 8/1926).

7. Un drept este litigios în sensul art. 1403 cod. civ. dacă mai înainte de a fi fost

cesionat ar fi format obiectul unei instanțe judecătorești fiind vorba de o contestațiune asupra însăși fondului și deci, pentru admiterea retractului trebue, ca condițiune esențială să existe asupra fondului dreptului un proces în curs în momentul cesiunii.

Numai simpla posibilitate sau intențiune procesuală nu poate autoriza exercitarea retractului litigios chiar dacă s'a manifestat prin diferite reclamațiuni grațioase la autoritatea administrativă sau chiar dacă formând obiectul unei instanțe judecătorești în care s'a contestat fondul dreptului totuși s'a hotărît de instanța superioară incompetența primei. (Trib. Covurlui s. I din 9 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1271).

8. Potrivit art. 1402 și 1403 din codul civil, retractul litigios se poate exercita numai atunci când există proces asupra fondului dreptului, atât în momentul cesiunii cât și în momentul exercitării lui: astfel că nu poate fi propus decât numai până ce nu a intervenit o hotărîre definitivă cu autoritate de lucru judecat. (Trib. Ilfov s. I. c. c., 851 din 8 Octomvrie 1926, Dreptul 35/1926, Pand. Rom. 1926. II, 273).

9. A se vedea: art. 1309, nota 2; art. 1402, cu notele respective.

Art. 1404. — Dispozițiunile articolului 1402 încetează:

1. Când cesiunea s'a făcut la un comoștenitor sau coproprietar al dreptului cedat;

2. Când s'a făcut la un creditor, spre plata creanței sale;

3. Când s'a făcut către posesorul fondului asupra căruia există dreptul litigios. (Civ. 1402, 1403; C. com. 45; Civ. Fr. 1701).

Text. fr. Art. 1701. — La disposition portée en l'article 1699 cesse:

1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé;

2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû;

3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I. 1205 din 13 Mai 1925, Pand. Rom. 1926, I, 111;
DIMIU RADU, *„Cesiunea drepturilor litigioase"*, Pand. Rom. 1926, IV, 33;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I. *„Retractul litigios"*, p. 169;
HAGI-GHEORGHE AL., *„Retractul succesoral"*, Dreptul 18/1926.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Motivul pentru care legiuitorul a prevăzut în art. 1701 c. civ. fr. (1404 c. civ. rom.) cele trei cazuri când cesiunea are o cauză legitimă și nu se poate exercita retractul litigios, este că în aceste cazuri este exclusă orice idee de speculațiune din partea cesionarului. (Baudry et Saignat, Vente, No. 959).

2. Când dreptul litigios se află cuprins în mod accesoriu într'o vânzare care are un alt obiect principal, nu se poate exercita retractul litigios. Astfel când un proprietar vinde un imobil și odată cu acest imobil vinde și un drept litigios pe care pretinde că-l are contra locatarului, acesta din urmă nu poate exercita retractul litigios contra cumpărătorului. (Duvergier, Vente, II, No. 397; Troplong, Vente, II, No. 1011; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, text și nota 35, p. 458; Dalloz, Rép., Vente, No. 2036; Suppl., Vente, No. 884; Laurent, XXIV, No. 610; Baudry et Saignat, Vente, No. 928; Guillouard, Vente, II, No. 897).

3. Potrivit dispozițiilor art. 1701 punctul 1 c. civ. fr. (1404 punctul 1 c. civ. rom.) retractul litigios nu poate fi exercitat când cesiunea a fost făcută unui comoștenitor sau coproprietar al dreptului cedat. Pentru ca această excepțiune să-și găsească aplicațiunea, trebuește ca cesiunea să emane dela coproprietarul cssionarului iar nu dela un terț, cum ar fi dela autorul procesului angajat contra celor doi coproprietari cu privire la dreptul cedat. (Duvergier, Vente, II, No. 392; Troplong, Vente, II, No. 1005; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 148 bis. II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359 quater, text și nota 33, p. 458; Dalloz, Rép., Vente, No. 2028; Suppl., Vente, No.

882; Laurent, XXIV, No. 607; Baudry et Saignat, Vente, No. 962; Guillouard, Vente, II, No. 894; Contra.: Duranton, XVI, No. 539; Huc, X, No. 242; Cession, II, No. 680 urm.).

4. Potrivit dispozițiunilor art. 1701 punctul 2 c. civ. fr. (1404 punctul 2 c. civ. rom.), o a doua excepțiunea la exercitarea retractului litigios este aceea când cesiunea s'a făcut la un creditor spre plata creanței sale. (Dalloz, Rép., Suppl., Vente, No. 883).

5. In cazul când datoria în vederea plății căreia se face cesiunea a fost creată numai în scopul de a eluda exercitarea retractului litigios, acesta va fi admis a se exercita. (Duranton, XVI, No. 540; Duvergier, Vente, II, No. 394; Dalloz, Rép., Vente, No. 2030; Huc, Cession, II, No. 675; Baudry et Saignat, Vente, No. 964).

6. In cazul când datoria intră numai pentru o porțiune în prețul cesiunii, și deci pentru surplus există vânzare, se va cerceta care a fost în intenția părților partea principală și partea accesorie dintre plata datoriei și înstrăinarea dreptului litigios. (Duvergier, Vente, II, No. 395; Dalloz, Rép., Vente, No. 2031; Suppl., Vente, No. 883; Huc, Cession, II, No. 676; Baudry et Saignat, Vente, No. 965).

7. Potrivit dispozițiunilor art. 1701 punctul 3 c. civ. fr. (1404 punctul 3 c. civ. rom.) a treia excepție la exercitarea retractului litigios este aceea când cesiunea s'a făcut către posesorul fondului asupra căruia există dreptul litigios. Astfel, această excepțiune se aplică deținătorului care ar cumpăra o creanță ipotecară asupra imobilului pe care îl deține. (Duranton, XVI, No. 541; Duvergier, Vente, II, No. 396; Troplong, Vente, II, No. 1008; Marcadé, Art. 1699—1701. No. 3; Dalloz, Rép., Vente, No. 2033; Baudry et Saignat, Vente, No. 966; Guillouard, Vente, II, No. 896).

8. De asemenea această excepție se aplică posesorului care pentru a se apăra mai bine într'o acțiune de revendicare, cumpără dreptul unui terț care se pretinde de asemenea proprietar. (Troplong, Vente, II, No. 1008: Dalloz. Rép., Vente. No. 2033; Contra: Baudry et Saignat, Vente, No. 966).

9. Pentru motivul că, legiuitorul nostru a suprimat art. 841 c. civ. fr. care prevede dispoziții ce autoriză retractul succesoral, s'a decis de o parte din doctrină și jurisprudența română că în dreptul român, dispozițiile retractului litigios nu se aplică în materie de drepturi succesorale (bine înțeles afară de cazul din art. 1404 al. 1). (Alexadresco, Vol. VIII, p. II, ed. 2-a p. 563, 613 urm.; Droit ancien et moderne de la Roumanie, pg. 180).

10. In părerea contrară, se spune că legiuitorul, după ce prin art. 1402 și 1403 c. civ. a organizat dreptul de retract litigios, a prevăzut prin art. 1404 trei cazuri în care un asemenea drept nu este admisibil, cazuri cari fiind limitative, nu pot fi întinse prin analogie; prin urmare, dacă cesionarul nu este comoștenitor sau coproprietar al dreptului cedat, ci un terț față de succesiunea sau cu bunul care urmează a se împărți, aceste cazuri rămân supuse regulelor generale din art. 1402 și 1403 c. civ. (Comp. N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169).

11. Excepțiunile prevăzute de art. 1404 c. civ. rom. (1701 c. civ. fr.) când retractul litigios nu se poate exercita, sunt prevăzute de lege în mod limitativ iar nu enunciativ. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 148 bis, VI; Laurent, XXIV, No. 610; Huc, X, No. 343; Baudry et Saignat, Vente, No. 960; Guillouard, Vente, II, No. 897; Alexandresco, VIII, partea II, p. 613, 617; Comp: Beudant, Vente. II, No. 421).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Excepțiunile prevăzute în art. 1404 din codul civil, referitoare la inadmisibilitatea retractului litigios, sunt restrictive iar nu enunciative. (Trib. Dolj, s. II, 37 din 16 Ianuarie 1926, Justiția Olteniei 8-10 1926).

TITLUL VI

Despre schimb.

Art. 1405. — Schimbul este un contract prin care părțile își dau respectiv un lucru pentru altul. (Civ. 942, 948, 949, 1406 urm.; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 5, 61—g; Civ. Fr. 1702).

Text. fr. Art. 1702. — L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Montauban, 9 Mai 1922, Pand. Rom. 1926. III, 46.

INDEX ALFABATIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1707 c. civ. fr. (1409 c. civ. rom.) regulele dela vânzare se aplică și la schimb, deoarece schimbul are cu vânzarea cea mai mare afinitate. (Dalloz, Rép., Echange, No. 7; Alexandresco, IX, p. 9).

2. Schimbul se deosebește cu toate acestea de vânzare întru cât: la vânzare este un singur lucru vândut și un singur preț, iar la schimb sunt două lucruri dintre cari fiecare poate fi considerat ca prețul celuilalt; la vânzare prețul consistă în bani, pe când la schimb consistă într'un lucru dat în contra-schimb; la vânzare există un vânzător și un cumpărător, pe când la schimb fiecare parte este totodată vânzător și cumpărător. (Dalloz, Rép., Echange, No. 6, 7; Guillouard, Traité de la Vente et de l'échange, II, No. 912).

3. Nu trebuește să se confunde schimbul cu vânzarea urmată de o dare în plată. (Duvergier, Vente, II, No. 404; Dalloz, Rép., Echange, No. 11; Suppl., Vente, No. 7).

4. Schimbul este un contract comutativ și sinalagmatic. (Dalloz Rép., Echange, No. 6).

5. La schimb se transferă imediat proprietatea numai când este vorba de lucruri certe și determinate. Dacă însă este vorba de lucruri nedeterminate, transmiterea proprietății se va face atunci când lucrurile vor fi individualizate. (Laurent, XXIV, No. 611; Huc, X No. 244; Baudry et Saignat, No. 970; Guillouard, Vente, II, No. 914; Alexandresco, IX, p. 5 nota 2).

6. Darea unui lucru contra unui fapt nu este un schimb, ci un contract nenumit. (Baudry et Saignat, Vente, No. 973; Guillouard, Vente, II, No. 917; Alexandresco, IX, p. 9).

7. In cazul când ambele lucruri schimbate nu au aceeaşi valoare și pentru surplus se plătește o sultă în bani, după o părere, dacă sulta este de o valoare foarte mică, acest lucru nu face să se piardă caracterul de schimb al convențiunii. Dacă valoarea lucrului cel mai puțin important este egală cu sulta, se va lua în considerație calificația convenției dată de părți iar dacă sulta este egală cu a treia parte, cu jumătate sau mai mult de jumătate a valorii lucrului cel mai important, se va lua în considerare care este elementul predominant: vânzarea sau schimbul și se va da deci contractului caracterul convenției care predomină. (Laurent, XXIV, No. 617; Guillouard, Vente, II, No. 918).

8. După a doua părere, schimbul cu sulta este totdeauna un schimb, afară de cazul când sulta pe care trebuește s'o plătească partea este așa de mare încât formează în realitate obiectul principal al obligației. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, p. 459; Baudry et Saignat, Vente, No. 975; Comp.: Alexandresco, IX, p. 8).

9. După a treia părere pentru a se determina natura contractului se va lua în considerație intenția părților contractante, apreciată după împrejurările cauzei. (Marcadé, Art. 1702, 1703, No. 2).

10. După a patra părere, va exista vânzare până la concurența sumei plătite ca sultă. (Troplong, Commentaire des titres de l'échange et du louage, I, No. 5; Dalloz, Rép., Echange, No. 8; Vente, No. 44; Suppl., Echange, No. 6).

11. Instanța de recurs va decide, după constatările de faptt ale tribunalului, dacă actul prezintă caracterele juridice ale vânzării sau ale schimbului. (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 6).

12. Pot fi schimbate toate lucrurile care pot fi vândute. Astfel pot fi schimbate: un lucru mobil contra unui alt lucru mobil; un imobil contra altui imobil; o servitute contra unui imobil; un uzufruct contra altui uzufruct, etc. (Dalloz, Rép., Echange, No. 17; Alexandresco, IX, p. 6, 7, 9).

13. Banii nu pot face obiectul unui schimb. (Alexandresco, IX, p. 3).

14. Schimbul contra aurului sau argintului poate constitui un adevărat schimb iar nu o vânzare, dacă aurul sau argintul nu sunt considerate ca monezi, ci ca valoare metalică, după greutate. (Huc, X, No. 244; Alexandresco, IX, p. 4, nota 1).

15. Se poate schimba un lucru de o natură contra unui alt lucru de altă natură. Astfel de exemplu, se poate schimba un imobil contra unuia sau mai multe bunuri mobile de o valoare egală. (Troplong, Echange, I, No. 4; Baudry et Saignat, Vente, No. 973; Guillouard, Vente, II, No. 917).

16. Se pot schimba imobilele care aparțin minorilor. (Demolombe, VII, No. 737; Dalloz, Rép., Minorité, No. 545; Suppl., Vente, No. 16; Guillouard, Vente, II, No. 920; Comp: Alexandresco, IX, p. 10; Contra: Laurent, V, No. 90).

17. Imobile dotale pot fi schimbate în condițiunile prevăzute de art. 1559 c. civ. fr. (1254 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Echange, No. 22; Alexandresco, IX, p. 7).

18. Chestiunea, dacă este permis, cu autorizația tribunalului, schimbul unui imobil dotal al soției, contra unui imobil al soțului, este controversată în doctrină și în jurisprudență.

In părerea care admite schimbul între soți, se spune că imobilul dotal poate fi

schimbat nu numai cu un alt imobil al unui terț, ci chiar cu un imobil al bărbatului, dacă sunt îndeplinite condițiunile cerute de lege, deoarece dispozițiile articolului 1307 din codul civil dela vânzare, nu pot fi aplicabile în această materie căci articolul 1409 din codul civil, după care regulele dela contractul de vânzare se aplică și la contractul de schimb, se referă numai la condițiunile generale în privința consimțimântului, transcrierii, răspunderii de evicțiune etc. (Guillouard, Contrat de mariage, IV, No. 2056; D. Alexandresco, IV, partea I, pag. 784, 785; VIII partea I, pg. 203, 204, 414, 415; VIII, partea II, pg. 133; IX, pag. 7; Droit aucien et moderne de la Roumanie, pag. 104, 105; Ioan I. Ionescu, Dota sub raportul înstrăinării, pag. 196: Al. Degrea, Scrieri Juridice, vol. IV, „Chestiuni diverse", pag. 261, 262).

19. In părerea contrară se spune că, în materie de schimb, trebuesc aplicate toate regulele dela vânzare, după cum prevăd dispozițiile art. 1409 din codul civil și deoarece art. 1307 din codul civil, prevede că vânzarea între soți nu se poate face decât pentru cauză de lichidație în cele trei cazuri limitativ arătate, nici schimbul între soți nu se poate face, tribunalul neavând căderea să dea autorizație de schimb decât între soția dotală și un străin în îndeplinirea cerințelor art. 1254 din codul civil. (Laurent, XXIV, No. 42; Huc, IX, No. 483; Jouitou, Régime dotal, No. 80; Demolombe, IV, No. 238; Aubry et Rau, ed. 5-a. V, § 360 nota 16 bis, pag. 261; Gouillouard, Vente, II, No. 921; Baudry et Surville. Contrat de mariage, III, ed. 2-a, No. 1733; Baudry et Saignat, Vente, No. 229, 997; Huc, IX, 483; Nacu, Dreptul civil român, III pag. 314 No. 5).

20. In părerea care admite schimbul unui imobil dotal al femeii contra unui imobil al soțului, se arată că acest schimb nu e nevoie să se facă neapărat prin act autentic. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 415).

21. Femeia poate schimba un imobil dotal cu un alt imobil al ei care nu este dotal și care astfel va deveni dotal, deoarece în această privință se are în vedere imobilul iar nu persoana. (Alexandresco, IX, p. 7).

22. In cazul când a fost schimbat un imobil, contractul de schimb pentru a fi opozabil terților va trebui să fie transcris. (Troplong, Transcription, No. 134; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 8, 19; Laurent XXIV, No. 612; Baudry et Saignat, Vente, No. 971; Guillouard, Vente, II, No. 915; Alexandresco, IX, p. 5, 11).

23. Schimbul imobilului dotal după o părere trebuește transcris căci numai astfel terții vor cunoaște dotalitatea lui. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 416 urm.; IX, p. 7).

24. După altă părere, acest schimb nu trebuește transcris deoarece art. 1254 c. civ. rom., nu cere această formalitate și nu poate exista nulitate unde nu prevede legea. (Al. Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 427 urm.).

25. In părerea care admite necesitatea transcrierii lipsa de transcriere va putea fi iinvocată de terți. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 419).

26. De asemenea, lipsa transcrierii va putea fi invocată și de femeie, bine înțeles numai când imobilul dat în schimb a fost grevat înainte de transcriere cu o sarcină reală, căci dacă asemenea sarcină nu există femeia poate cere oricând transcrierea. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 419).

27. Efectul principal al contractului de schimb este de a face să treacă proprietatea lucrului schimbat la acel care îl primește în schimb. (Dalloz, Rép., Echange, No. 24; Suppl., Echange, No. 18; Baudry et Saignat, Vente, No. 970).

28. Prin schimb se naște obligația reciprocă a părților contractante de a preda lucrurile schimbate. (Dalloz, Rép., Echange, No. 33; Baudry et Saignat, Vente, No. 977; Alexandresco, IX, p. 14, 15).

29. Fiecare contractant este obligat să garanteze de evicțiune pe cocontractantul său. (Baudry et Saignat, Vente, No. 981; Guillouard, Vente, II, No. 927; Alexandresco, IX, p. 12 urm.).

30. Lucrul primit în schimb subrogă lucrul pe care îl schimbă. Subrogația, după o părere, are loc de plin drept. (Duranton, VI, No. 233; Troplong, Echange, I, No. 11; Dalloz, Rép., Echange, No. 25).

31. După altă părere, subrogația nu are loc de plin drept, deoarece legea nu prevede aceasta. (Guillouard, Vente, II, No. 934).

Art. 1406. — Schimbul se face prin singurul consimțimânt, întocmai ca și vânzarea. (Civ. 644, 971, 1295, 1801 urm.; Civ. Fr. 1703).

Text. fr. Art. 1703. — L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Montauban, 9 Mai 1922, Pand. Rom. 1926, III, 46.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art 1703 c. civ. fr. (1406 c. civ. rom.) schimbul se face prin simplul consimțimânt. (Dalloz, Rép., Echange, No. 3, 14; Suppl., Echange, No. 8; Alexandresco, IX, p. 4, 5).

2. Consimțimântul la schimb trebuește să emane numai dela persoane capabile de a contracta. (Dalloz, Rép., Echange, No. 15; Alexandresco, IX, p. 10).

3. In principiu, schimbul nu e supus nici-unei forme speciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 11).

4. La schimbul creanțelor își găsesc aplicațiunea dispozițiile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) în privința notificării sau acceptării. (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 11; Guillouard, Vente, II, No. 915, 923; Alexandresco, IX, p. 5).

5. Dovada contractului de schimb se va face potrivit regulelor de drept comun. (Marcadé, Art. 1702, 1703, No. 3; Baudry et Saignat, Vente, No. 972; Guillouard, Vente, II, No. 916; Alexandresco, IX, p. 6).

Art. 1407. — Dacă unul din copermutanți [1]) a primit lucrul lui dat în schimb, și în urmă probează că celalt contractant nu este proprietar al acelui lucru, nu poate fi constrâns a preda pe cel de dânsul promis, ci numai a întoarce pe cel primit. (Civ. 1322, 1364; Civ. Fr. 1704).

Text. fr. Art. 1704. — Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1407 c. civ. rom. dacă unul dintre coschimbători, după ce a primit lucrul dat lui în schimb, dovedește că celalt nu este proprietarul lucrului ce i s'a promis, el nu poate fi obligat a preda lucrul ce l-a promis, ci numai să întoarcă lucrul primit. (Alexandresco, IX, p. 15).

2. Din art. 1407 c. civ. rom. rezultă că schimbul lucrului altuia este nul. (Alexandresco, IX, p. 15).

Art. 1408. — Copermutantul evins de lucrul primit în schimb, poate cere daune-interese sau întoarcerea lucrului său. (Civ. 998, 1020, 1021, 1084 urm., 1341, 1843; Civ. Fr. 1705).

Text. fr. Art. 1705. — Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In art. 1705 c. civ. fr. (1408 c. civ. rom.) se prevede cazul unei evicțiuni întâmplată după ce schimbul a fost executat de ambele părți, însă care rezultă din cauze anterioare contractului. (Dalloz, Rép., Echange, No. 40; Suppl., Echange, No. 22).

2. In caz de evicțiune fiecare dintre coschimbători garantează lucrul dat în schimb, deoarece fiecare dintre ei este obligat să transfere proprietatea lucrului pe care îl dă în schimb. (Baudry et Saignat, Vente No. 981).

3. In caz de evicțiune coschimbătorul are alegerea între a cere daune inerese care reprezintă valoarea lucrului de care a fost evins sau de a cere reîntoarcerea lucrului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 39; Alexandresco, IX, p. 11, 12, 14).

4. Cu toate că art. 1705 c. civ. fr. (1408 c. civ. rom.) prevede care este alegerea pe care trebuește să o facă coschimbătorul evicționat, nu se poate deduce că el nu are dreptul să ceară pe lângă restituirea lucrului său și daune interese încercate prin

1) Adică acei cari fac schimbul.

evicțiune. (Duranton, XVI No. 545; Duvergier, Vente, II, No. 416; Troplong, Echange, I, No. 24; Dalloz, Rép., Echange, No. 39; Laurent, XXIV, No. 622; Baudry et Saignat, Vente, No. 983, 984; Guillouard, Vente, II, No. 927; Alexandresco, IX, p. 14).

5. In caz de evicțiune parțială, coschimbătorul evins nu poate cere reîntoarcerea lucrului său, decât dacă evicțiunea este atât de importantă încât dacă ar fi prevăzut-o nu ar fi contractat schimbul. In cazul când evicțiunea e de mai mică importanță, el va avea dreptul la valoarea părții evinse. (Dalloz, Rép., Echange, No. 41; Laurent, XXIV, No. 623; Baudry et Saignat, Vente, No. 985; Guillouard, Vente, II, No. 927; Alexandresco, IX, p. 14).

6. In caz de evicțiune, când coschimbătorul evins optează pentru restituirea lucrului ce l-a dat, această rezoluțiune are, în principiu, de efect a face să cadă toate drepturile ce a constituit asupra lui coschimbătorul ce-l restitue. (Dalloz, Rép.. Suppl., Echange, No. 23; Alexandresco, IX, p. 12).

7. Potrivit acestui principiu, coschimbătorul evins are dreptul în acest caz, să revendice lucrul ce l-a dat în schimb, în orice mână ar fi fost înstrăinat. (Duranton, XVI, No. 546; Duvergier. Vente, II, No. 417; Troplong, Echange, I, No. 25; Marcadé, Art. 1704, 1705, No. 2; Dalloz, Rép., Echange, No. 46; Suppl., Echange, No. 23; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, text și nota 13, p. 461, 462; Laurent, XXIV, No. 627; Huc, X, No. 245; Baudry et Saignat, Vente, No. 986; Guillouard, Vente, II, No. 930; Alexandresco, IX, p. 12, 13).

8. Dacă însă lucrul ce-l revendică ar fi un lucru mobil, se vor aplica dispozițiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom). (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 23; Laurent, XXIV, No. 627; Guillouard, Vente, II, No. 930; Alexandresco, IX, p. 5, 13, nota 4).

9. Dacă lucrul ce-l revendică ar fi un imobil care ar fi fost prescris de un terț, revendicarea nu mai este posibilă. (Dalloz, Rép., Echange, No. 47; Suppl., Echange, No. 23; Laurent, XXIV, No. 627; Baudry et Saignat, Vente, No. 986; Guillouard, Vente, II, No. 930; Alexandresco, IX, p. 13).

10. Prescripția, în acest caz, nu va putea curge în folosul terților decât din ziua evicțiunii coschimbătorului revendicant. (Baudry et Saignat, Vente, No. 986, Alexandresco, IX, p. 14).

11. Coschimbătorul amenințat de evicțiune nu este obligat să aștepte ca evicțiunea să se producă, ci poate să-și exercite dreptul său de alegere de îndată ce află că lucrul ce i s'a dat în schimb nu aparținea coschimbătorului ce i l-a dat. (Duranton, XVI, No. 544; Duvergier, Vente, II, No. 413; Troplong, Echange, I, No. 23; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, text și nota 5, p. 460; Laurent, XXIV, No. 620; Baudry et Saignat, Vente, No. 987; Guillouard, Vente, II, No. 928).

12. Sulta în bani considerată ca un preț al vânzării este garantată prin privilegiul vânzătorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, text și nota 9, p. 461; Dalloz, Rép.. Suppl., Echange, No. 24; Alexandresco, IX, p. 18).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Copermutantul, pentru a face valabil actul de schimb, are datoria să dovedească proprietatea și transmiterea terenului schimbat. (Cas. I, 2598 din 16 Octomvrie 1925, Pand. Săpt. 8/1926).

Art. 1409. — Toate celelalte regule prescrise pentru vânzare, se aplică și la contractul de schimb. (Civ. 1294 urm.; Civ. Fr. 1707).

Text. fr. Art. 1707. — Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D. *Observație* sub C. Apel Paris, 8 August 1922, Pand. Rom. 1926, III, 99;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1205 din 13 Mai 1925, Pand. Rom. 1926, I, 111;
BOTEZ A. AL., *Notă* sub Trib. Dorohoi, Ordonanța 2950 din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 176;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată. Diverse chestiuni"*, p. 53; *Observație* sub Trib. Prahova S. II, 3019 din 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1926, III, 20.

Doctrină.

1. La schimb sunt aplicabile, în principiu, toate regulele vânzării, la care regulele prevăzute de art. 1702—1705 c. civ. fr. (1405—1408 c. civ. rom.) nu au derogat expres sau la aplicarea cărora natura însăși a schimbului nu face vre un abstacol. (Baudry et Saignat, Vente, No. 996; Aleandresco, IX, p. 90).

2. Dispozițiunile dela arvună își găsesc aplicațiune și la o promisiune de schimb. (Dalloz, Rép., Suppl., Echange, No. 20).

3. Dispozițiunile art. 1592 c. civ.

fr. (1304 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la schimb, așa încât dacă părțile contractante nu sunt de acord asupra valorii bunurilor lor respective, determinarea acestei valori poate fi lăsată la aprecierea unei terțe persoane. (Duvergier, Vente, II, No. 420; Troplong, Echange, I, No. 48; Dalloz, Rép., Echange, No. 13; Baudry et Saignat, Vente, No. 997; Guillouard, Vente, II, No. 919; Alexandresco, IX, p. 16, nota 2).

4. Dispozițiunile art. 1641 urm. c. civ. fr. (1352 urm. c. civ. rom.) privitoare la garanția pentru vicii redhibitorii, își găsesc aplicațiunea și la schimb. (Dalloz, Rép., Vices rédhibitoires, No. 41; Baudry et Saignat, Vente, No. 993: Guillouard, Vente, II, No. 932; Alexandresco, IX, p. 11).

5. Se poate stipula la schimb pactul de răscumpărare. (Duranton, XVI, No. 544; Dalloz, Rép., Echange, No. 12; Guillouard, Vente, II, No. 933; Alexandresco, IX, p. 11).

6. Dispozițiunile art. 1593 c. civ. fr. (1305 c. civ. rom.) care prevăd că spesele vânzării sunt în sarcina cumpărătorului, nu-și găsesc aplicațiunea la schimb; la schimb, afară de clauza contrară, ambele părți plătesc spesele fiecare pe jumătate. (Duvergier, Vente, II, No. 425; Troplong, Echange, I, No. 43; Dalloz, Rép., Echange, No. 16; Laurent. XXIV, No. 614; Baudry et Saignat, Vente, No. 998; Guillouard, Vente, II, No. 924; Alexandresco, IX, p, 16).

7. Chiar dacă schimbul este cu sultă, fiecare parte plătește jumătate din spesele contractului. (Dalloz, Rép., Echange, 16; Baudry et Saignat, Vente, No. 998; Guillouard, Vente, II, No. 924; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 360, text și nota 16. p. 462; Alexandresco. IX, p. 16).

8. Dispozițiunile art. 1617—1621 c. civ. fr. (1327-1332 c. c., rom.) nu-și găsesc aplicațiunea, după părerea dominantă, la schimb, afară de cazul când rezultă că intenția părților a fost să ceară riguros conținutul lucrurilor schimbate. (Duvergier, Vente, II, No. 426; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 360, text și nota 17, p. 462; Laurent, XXIV, No. 616; Guillouard, Vente, II, No. 926; Alexandresco, IX, p. 16. 17; Contra: Troplong, Echange, I, No. 34; Baudry et Saignat, Vente, No. 980).

9. De asemenea. dispozițiile art. 1602 al. 2 c. civ. fr. (1312 al. 2, c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicația la schimb. (Baudry et Saignat, Vente, No. 998; Guillouard, Vente, II, No. 925; Planiol, II, No. 1661; Alexandresco, IX, p. 16).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Pământul dobândit de săteni pe baza legilor pentru reforma agrară și cel dobândit prin diferite legi de împroprietărire, prin legea de înstrăinare a bunurilor Statului, ori prin cumpărare dela Casa Rurală, nu poate fi vândut sau cumpărat decât sub rezerva îndeplinirii condițiunilor cuprinse în noua lege din 13 Martie 1925 privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire.

Scopul acestei legi a fost:

a) De a împiedeca despoierea sătenilor de pământul dobândit prin împroprietărire, operație atrăgătoare, având în vedere prețul urcat al pământului;

b) De a opri fărâmițirea excesivă a pământului dat prin legile de împroprietărire;

c) De a evita acumularea acestor pământuri, în mâna câtorva cumpărători cari ar forma din nou marea proprietate;

d) Ca să oprească ajungerea pământului în mâna celor care nu-l muncesc .

In consecință, în prevederile legii, și pentru a ajunge toate țelurile urmărite de legiuitor, trebue să înglobăm toate contractele cari implică o transmisiune de proprietate a unor asemenea pământuri și deci implicit și contractele de schimb.

Aceasta mai reiese și din expunerea de motive care prevăzând că contractele ce operează o transmisiune de proprietate se vor face în formă autentică, în scopul ca organele însărcinate cu autentificarea să poată controla îndeplinirea condițiilor legii, printre celelalte contracte: vânzare, donațiune, etc., înscrie și contractul de schimb, fapt care vădește ca legiuitorul l-a cuprins de asemenea în sfera de aplicare a acestei legi. Așa fiind contractele de schimb nu se vor putea face decât cu îndeplinirea condițiunilor prevăzute de art. 2 din citata lege singur compatibil cu natura acestui contract. (Trib. Dorohoi, Ordonanța No. 2950 din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 176).

2. Potrivit art. 1409 c. c., copermutantul este ținut să îndeplinească obligațiunile pe care le are un vânzător, deci între altele și pe aceea de a preda la locul și timpul convenit, bunul dat în schimb.

Neîndeplinirea acestei obligațiuni poate duce la rezilierea contractului de schimb.

In speță, Tribunalul intemeindu-se pe probele administrate bine a declarat reziliat contractul de schimb, odată ce constată că, recurentul nu și-a îndeplinit obligațiunea sa de a preda intimatei, terenul litigios, ce făcea obiectul contractului de schimb, intervenit între ei la 1893. (Cas. I, dec. 2598 din 16 Octomvrie 1925, Pand. Săpt. 8/1926).

3. Atât în codul civil, cât și în doctrină, contractele de vânzare și de schimb sunt considerate deosebite prin natura lor, astfel că clauza dintr'un contract de arendare, că el devine reziliabil în caz de vânzare a moșiei, nu își are aplicațiunea și în cazul când proprietarul moșiei a trecut-o printr'un act de schimb altei persoane. (C. Apel București s. IV, 87 din 17 Martie 1926, Bul. C. Apel, 9/1926, Dreptul 22 1926).

TITLUL VII.

Despre contractul de locaţiune.

CAPITOLUL I.

Dispoziţiuni generale.

Art. 1410. — Obiectul contractului de locaţiune este un lucru sau o lucrare. (Civ. 1411, 1413 urm., 1470 urm.; Civ. Fr. 1708).

Text. fr. Art. 1708. — Il y a deux sortes de contrats de louage:
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

Doctrină.

1. Legiuitorul distinge două feluri de locaţiune şi anume: locaţiunea lucrurilor şi locaţiunea lucrărilor. (Alexandresco, IX, p. 20).

2. Locaţiunea este o convenţiune prin care o parte se obligă în schimbul unui preţ, fie să procure celeilalte părţi folosinţa temporară a unui lucru, fie să-i facă o lucrare oarecare, fie să-i presteze serviciile sau industria sa pe un oarecare timp. (Dalloz, Rép., Louage, No. 1; Comp: Alexandresco, IX, p. 23).

3. Locaţiunea este un contract consensual, sinalagmatic, comutativ şi nesolemn. (Alexandresco, IX, p. 24, 25).

4. La promisiunea de locaţiune se vor aplica principiile expuse la promisiunea de vânzare. (Duvergier, Louage, I, No. 43; Troplong, Louage, I, No. 121; Laurent, XXV, No. 40; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 42 urm.; Alexandresco, IX, p. 25).

Art. 1411. — Locaţiunea lucrurilor este un contract prin care una din părţile contractante se îndatoreşte a asigura celeilalte folosinţa unui lucru pentru un timp determinat, drept un preţ determinat. (Civ. 942 urm., 945, 947, 1413 urm., 1420, 1750; C. com. 3, 13, 413 urm., 557, 716; L. Timbr. 33 § 3; L. agrară 27; Civ. Fr. 1709).

Text. fr. Art. 1709. — Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. Bar-Sur-Aube (Aube), 9 Mai 1920, Pand. Rom. 1926, III, 102;
BERNSTEIN BENEDICT, *Notă* sub Jud ocol IV Bucureşti, 1604/1925, Jur. Gen. 1926, No. 893.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1709 c. civ. fr. (1411 c. civ. rom.) locaţiunea lucrurilor este un contract prin care una dintre părţi se îndatoreşte a asigura celeilalte folosinţa temporară a unui lucru, în schimbul unui preţ, determinat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 1; Suppl., Louage, No. 14; Alexandresco, IX, p. 21).

2. Elementele constitutive ale locaţiunii lucrurilor sunt în număr de cinci: 1) un lucru, care formează obiectul contractului şi a cărui folosinţă este dată locatarului; 2) două sau mai multe persoane având capacitatea să încheie contractul; 3) consimţimântul păr-

ților contractante; 4) o durată determinată a folosinței; 5) un preț determinat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 34; Alexandresco, IX, p. 26, 34 urm.).

3. Folosința dată locatarului, cuprinde, în principiu, toată utilitatea pe care poate să o procure lucrul dat în locațiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 14).

4. Pot face obiectul unui contract de locațiune toate lucrurile mobile sau imobile, corporale sau incorporale, prezente sau viitoare, care sunt în comerț, fie că aceste lucruri sunt determinate, sau nedeterminate. (Pothier, Louage, IV, No. 8; Duranton, XVII, No. 28; Troplong, Louage, I, No. 96; Alexandresco, IX, p. 34, urm.).

5. Consimțimântul părților trebuește să aibă loc asupra naturii contractului și asupra elementelor sale cari sunt obiectul, durata și prețul. (Pothier, Louage, IV, No. 52; Duvergier, Louage, I, No. 16; Dalloz., Rép., Suppl., Louage, No. 57; Alexandresco, IX, p. 45, 46).

6. Pentru încheierea contractului de locațiune, trebuește ca părțile să fi convenit asupra duratei contractului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 363, p. 464; Dalloz, Rép., Louage, No. 88; Suppl., Louage, No. 62; Laurent, XXV, No. 37; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1224; Guillouard, Louage. I, No. 407; Alexandresco, IX, p. 45).

7. Tribunalele nu pot, pentru a interpreta convențiunea, să determine durata contractului de locațiune, după intențiunea prezumată și obiceiul locului. (Duranton, XVII, No. 117; Duvergier, Vente, III, No. 484; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 183 bis, VII; Huc, X, No. 331; Guillouard, Louage, I, No. 407; II, No. 501; Contra: Dalloz, Rép., Louage, No. 91; Suppl., Louage, No. 62; Laurent, XXV, No. 322; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1225).

8. Sunt valabile locațiunile cu perioade succesive și care pot fi reînnoite lupă facultatea uneia sau celeilalte părți sau a amândorura împreună. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 23, p. 499; Dalloz, Rép., Louage, No. 90; Laurent, XXV, No. 347; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1216; Guillouard, Louage, I, No. 423).

9. Este valabilă și nu cuprinde o condițiune potestativă, în sensul legal al acestui cuvânt, clauza dintr'un contract de locațiune, prin care se prevede că locatarul va sta în imobil cât va voi, dacă în contract sunt cuprinse elementele locațiunii. (Duvergier, Vente, III, No. 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 16, p. 498; Laurent, XXV, No. 39; Huc, X, No. 270; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1211; Alexandresco, IX, p. 46, nota).

10. De asemenea, este valabilă clauza dintr'un contract de locațiune încheiat pe durată nedeterminată, prin care locatorul își rezervă dreptul a pune sfârșit contractului când va crede. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1211).

11. Cu toate că durata contractului de locațiune depinde în general de voința părților contractante, voința lor este asupra acestui punct limitată. Astfel, legea fixează durata contractelor de locațiune ale bunurilor femeilor măritate, minorilor, interzișilor, absenților și uzufructuarilor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 88; Alexandresco, IX, p. 48 urm.).

12. De asemenea, locațiunea nu poate fi făcută pe timp perpetuu. (Duranton, IV, No. 87; Troplong, Echange, I, No. 55; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 364, p. 469; Dalloz, Rép., Louage, No. 88; Suppl., Louage, No. 63; Huc, X, No. 270; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1201; Guillouard, Louage, I, No. 36; Alexandresco, IX, p. 45, nota 2).

13. In principiu, nu poate exista locațiune fără un preț determinat, convenit pentru folosință lucrul dat în locațiune. (Dalloz, Ràp., Louage, No. 94; Suppl., Louage, No. 64; Alexandresco, IX, p. 42).

14. In cazul când nu există preț cert sau dacă prin același act s'a făcut locatarului remiterea prețului, nu există locațiune, ci împrumut spre folosință sau comodat sau un mandat deghizat. (Pothier, Louage, IV, No. 32; Dalloz, Rép., Louage, No. 93, 94; Suppl., Louage, No. 64; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 41, 832; Guillouard, Louage, I, No. 9, 63; Alexandresco, IX, p. 42).

15. Cu toate că în general, prețul locațiunii trebuește să fie cert și determinat, el însă poate fi lăsat la arbitrajul unui terț. (Duranton, XVII, No. 11; Troplong, Louage, I, No. 3; Dalloz, Rép., Louage, No. 101; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 832; Guillouard, Louage, I, No. 65; Alexandresco, IX, p. 43).

16. Pentru ca să existe contract de locațiune, după o părere, prețul trebuește să consiste în bani, căci dacă prețul este în natură, nu există propriu zis un contract de locațiune, ci un contract echivalent, care produce aceleași obligațiuni. (Duranton, XVII, No. 9; Troplong, Echange, I, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 156 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 363, nota 4, p. 465; Laurent, XXV, No. 58; Guillouard, Louage, I, No. 64).

17. După altă părere, prețul contractului de locațiune nu trebuește să consiste în mod necesar în bani. (Pothier, Louage, IV, No. 39; Marcadé, Art. 1713; Dalloz, Rép., Louage, No. 106; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 656; Alexandresco, IX, p. 42).

18. Astfel, prețul poate fi stipulat plătibil în producte. (Dalloz, Rép., Louage, No. 106; Alexandresco, IX, p. 42).

19. Ca și la vânzare, prețul locațiunii trebuește să fie serios. (Duranton, XVII, No. 13; Duvergier, Vente, III, No. 102; Troplong, Echange, I, No. 3; Dalloz, Rép., Louage, No. 93; Laurent, XXV, No. 59; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 840; Guillouard, Louage, I, No. 63; Alexandresco, IX, p. 43).

20. In cazul când prețul nu este serios, contractul nu este o locațiune, ci un co-

modat, dacă este vorba de un lucru mobil, sau o donațiune de fructe, dacă este vorba de un imobil, totuși acest contract își va produce efectul dacă părțile sunt capabile să dăruiască și să primească. (Duvergier, Vente. III, No. 101; Troplong, Echange, I. No. 3; Dalloz, Rép., Louage, No. 95; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 840; Guillouard, Louage, I, No. 63).

21. Se poate stipula o arvună cu ocazia unei locațiuni sau a unei promisiuni de locațiune. (Duranton, XIV, No. 312; Duvergier, Vente, III, No. 49; Troplong, Echange. I, No. 124; Marcadé, Art. 1714, No. 4; Dalloz, Rép., Louage, No. 14; Suppl., Louage. No. 60; Laurent, XXV, No. 41; Huc, X, No. 277; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 194 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 42; Alexandresco, IX, p. 26).

22. Contractul de locațiune se formează ca și vânzarea cu care are oarecare asemănare, prin simplul consimțimânt și cere de asemenea reînnoirea a trei elemente esențiale: un lucru, un preț și consimțimântul părților asupra lucrului și prețului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 20; (Alexandresco. IX, p. 26).

23. Contractul de locațiune se deosebește de contractul de vânzare deoarece locațiunea conferă locatarului un drept succesiv de folosință asupra lucrului dat în locațiune, pe când vânzarea transferă imediat cumpărătorului proprietatea definitivă asupra lucrului vândut. (Pothier. Louage, No. 3. 4; Duranton, XVII, No. 8; Troplong, Echange, I. No. 21; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 363. p. 464; Dalloz, Rép., Louage, No. 20; Suppl., Louage, No. 15; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 6; Guillouard, Louage, I, No. 6, 7; Planiol. II. No. 1664; Alexandresco, IX. p. 21, 26, 27).

24. Locațiunea se deosebește de împrumutul spre folosință sau comodatul, deoarece acesta este gratuit, pe când locațiunea se face în schimbul unui preț. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 39; Alexandresco. IX, p. 32).

25. Locațiunea are o mare analogie cu constituirea de uzufruct, însă se deosebește de ea sub un mare număr de raporturi. (Dalloz, Rép., Louage. No. 26; Suppl., Louage, No. 20; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 20; Guillouard, Louage, I, No. 9; Alexandresco, IX, p. 28 urm.).

26. Locațiunea se deosebește de embatic, deoarece acesta conferă un drept real, pe când locațiunea conferă un drept personal. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 21).

27. Contractul de locațiune poate fi pur și simplu, sau supus unei condițiuni suspensive sau rezolutorii. (Dalloz, Rép., Louage. No. 79; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 49; Alexandresco, IX, p. 56).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. In principiu unul din elementele esențiale ale oricărui contract este consimțimântul, adică acordul perfect dintre voințele ce concură la încheierea raportului pe care părțile au înțeles a-l lega, și numai din momentul când acest acord s'a legat, contractul a luat ființă cu toate consecințele sale pentru părțile interesate.

Că precizarea acestui moment apare ca ceva foarte important mai ales atunci când acordul se încheie prin corespondență și când deci operațiunea se descompune în ofertă și acceptare.

Că oferta sau policitațiunea nu poate ea singură evident conform celor expuse să dea naștere niciunui raport față de persoana căreia se adresează, decât numai dacă la dânsa se răspunde prin o acceptare absolut conform ei.

Orice modalitate sau condițiune inserată în acceptare, echivalează cu o nouă ofertă și implicit cu refuzul celei dintâi, după cum așa de categoric prevede art. 39 c. com. care în lipsă de dispoziție contrarie, trebue să-și găsească aplicațiune și în materie civilă.

Ori în specie, reclamantului prin oferta sa, a solicitat închirierea imobilului, declarând că în caz de se va câștiga recursul declarat de chiriașă a imobilului, dânsul nu va mai avea nicio pretenție. Această ofertă a fost acceptată de pârîtă cu condițiunea expresă însă a eventualității câștigării procesului, indiferent de titulatura de recurs sau apel, ce i s'ar da. ceea ce față cu principiile expuse mai sus, echivala cu o contra ofertă care a și fost acceptată în mod implicit de reclamant, ca cel ce a semnat ca membru în consiliul de administrație procesul verbal în care se făcea mențiune de ea.

Că deci dela această dată acordul de voințe s'a perfectat între părți și numai prin analiza acestui acord trebue să se interpreteze natura contractului încheiat.

Evident că contractul intervenit, este un contract de locațiune a cărui valabilitate este supus unei condițiuni suspensive a câștigării procesului de către cooperativă.

Or, cum procesul a fost pierdut, necontestat că și cooperativa apare exonerată de orice obligațiune față de reclamant, indiferent de împrejurarea că între timp, imobilul a rămas liber, prin evacuarea lui benevolă, deoarece dela început perfectarea contractului era condiționată de câștigarea procesului și nu de rămânerea lui liber. Deci acțiunea e nefondată. (Trib. Dorohoi sent. civ. No. 36 din 12 Martie 1925, Jur. Gen. 1926. No. 548).

2. *In fapt:* Soc. Tehnica cumpără dela soc. Industria Oxigenului o cantitate de oxigen, care este livrată în 8 tuburi. Drept garanție pentru tuburi se lasă o sumă de Lei 15.000. In factură se prevede că pentru tuburi se va plăti o „locație stabilită".

Tehnica pierzând două tuburi, pretinde restituirea garanției, minus cota-parte pentru tuburile pierdute. I se oprește lei 5000 drept preț al celor două tuburi pierdute, și

le 3020 locaţia lor, până în momentul declarării pierderii.

In drept: Clauza tipărită cu privire la locaţie, nefiind nici conformă cu nota de comandă, nici discutată, ci mai mult o surprindere, fără elementul esenţial „preţ", nu poate, conform art. 1303 şi 1411 c. civ., forma o convenţie de locaţie.

In materie comercială, dovada cu martori nu poate fi admisa spre a stabili modul obişnuit de a se lucra în această industrie. uzurile (art. 1 c. com.) fiind înlăturate de legea noastra comercială.

Menţiunea din factură: „preţul ce trebue a se plati când tuburile nu sunt înapoiate la timp sau pierdute", arătându-se şi suma de plată pentru fiecare tub, denotă un contreat de vânzare perfect. sub condiţiune suspensiva (pierderea tuburilor).

Prin pierderea celor două tuburi. condiţia a lucrat în mod retroactiv, din momentul predării lor. astfel că partea devenind proprietara din chiar acest moment. nu datoreaza nici măcar vreo desdăunare până în momentul anunţării pierderii. Urmează deci că pârîta să restituie suma oprită drept locaţie. iar cererea reconvenţională admisă în parte, sub formă de desdăunare, pentru timpul cât reclamanta s'a servit de celelalte 6 tuburi, reţinute pe o perioadă de timp mai mare decât timpul în care tuburile au fost date liber. (Jud. Ocol, IV, Bucureşti, Cartea de jud. No. 1604 925. Jur. Gen. 1926 No. 893).

3. *In fapt.* La acţiunea în evacuare îndreptată contra sa, chiriaşul a opus finele de neprimire că, nu reclamantul, ci soţia sa, este proprietarul imobilului închiriat. Instanţa de fond a respins acest fine de neprimire pe consideraţia că, chiriaşul a contractat cu reclamantul ca proprietar şi s'a comportat faţă de dânsul socotindu-l tot ca atare. Soluţia a fost confirmată de Inalta Curte.

In drept: Este necontestat ca, la interogatoriul luat recurentului la prima instanţă dânsul recunoaşte ca, ocupă imobilul pe baza vechiului contract dintre intimatul şi fostul chiriaş; în acest contract este constatat că intimatul figurează ca proprietar de unde urmează ca, chiar prin răspunsul său recurentul a recunoscut ca, raporturile dintre dânsul şi intimat au fost legate dela chiriaş la proprietar şi că, în acest mod s'au executat obligaţiunile lor reciproce în tot cursul locaţiunii, de aceia, independent de drepturile soţilor intimaţi asupra clădirii închiriate şi care privesc numai raporturile lor de restituire faţă de condiţiunile sub cari aceasta cladire s'a refăcut pe un imobil dotal, recurentul nu poate fi îndreptăţit a susţine că nu are niciun raport juridic cu intimatul. când dânsul a legat acest raport personal cu intimatul şi tot astfel l-a executat toata durata locaţiunii. (Cas. I, dec. 1739 din 1 Martie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 876).

4. A se vedea: art. 1294, nota 1; art. 1295, nota 12; art. 1418. nota 4).

Art. 1412. — Locaţiunea lucrărilor este un contract prin care una din părţi se îndatoreşte drept un preţ determinat, a face ceva pentru cealaltă parte. (Civ. 942, 943, 945, 947, 1075 urm., 1470 urm.; Constit. 21; Lege pentru servitori din 16 Iunie 1892; Civ. Fr. 1710).

Text. fr. Art. 1710. — Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Amiens, Somme, 9 Iunie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 1735;
DEMETRESCU I. PAUL, *„Reprezentanţa în comerţ, diferenţa de mandat şi locaţiune de operă"*, Curier Jud. 29/1926, Justiţia Olteniei 1-2/1926;
PORESCU FLORIAN, *Notă* sub Cas I, 641 din 11 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 52;
RAICEA I. DEM.. *Notă* sub Judec. Bârca-Dolj, 146/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1786;
TONEANU N. C., *„Contractul de construcţiune navală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50;
VRĂBIESCU G. N., *„Răspunderea civilă a advocatului"*, Pand. Rom. 1926, IV, 17.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1710 c. civ. fr. (1412 c. civ. rom.) locaţiunea lucrărilor este un contract prin care una dintre părţi se îndatoreşte, drept un preţ determinat, a face ceva pentru cealaltă parte. Locaţiunea lucrărilor cuprinde două speci de contracte şi anume: locaţiunea de servicii, prin care o persoană pune munca sa în serviciul altei persoane pentru o durată determinată şi locaţiunea de lucrări propriu zisă, prin care o parte se obligă faţă de cealaltă parte să execute o anumită întreprindere. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 229; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371 bis, p. 512; Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage No. 10; Guillouard, Louage, II, No. 686; Planiol, II, No. 1826).

2. In contractul de locaţiune a lucrărilor, se numeşte locator acel care îşi închiriază munca sa şi locatar sau conductor acel care se obligă să plătească această muncă. (Pothier, Louage, IV, No. 393; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 2; Laurent, XXV, No. 485; Baudry et Wahl, Lonage, II, No. 1632; Guillouard, Louage, II, No. 687; Alexandresco, IX, p. 21).

3. Contractul de locaţiune a lucrărilor este un contract consensual, sinalagmatic şi comutativ. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 3).

4. Elementele esenţiale ale contractului de locaţiune a lucrărilor sunt: consimţimântul, obiectul şi preţul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371 bis, p. 512; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 3; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 11; Guillouard, Louage, II, No. 686 urm.).

5. Locaţiunea lucrărilor are de obiect o obligaţiune de a face şi în caz de refuz, nu poate fi executată cu forţa. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 3).

6. Pentru valabilitatea contractului de locaţiune a lucrărilor, trebueşte ca sarcinile la care s'a obligat o parte să fie posibile şi să nu fie contrare legii sau bunelor moravuri. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 9, 11).

7. In orice contract de lucrări, trebueşte să fie stipulat un preţ, care ia denumirea de salar în contractul de locaţiune de servinii şi care în principiu trebueşte plătit în bani, însă poate fi întovărăşit, ca accesorii, de oarecare prestaţii în natură. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 11).

8. Preţul trebueşte să fie serios. (Dalloz, Rép., Suppl. Louage d'ouvrage, No. 12).

9. In cazul când părţile contractante nu au fixat preţul de mai înainte, fixarea lui se va face de tribunale, luând în consideraţie natura şi importanţa lucrărilor şi obiceiurile. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 7, 87; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 12).

10. In cazul când nu s'a prevăzut un preţ, contractul va fi un mandat iar nu o locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 6).

11. De asemenea, contractul va fi un mandat iar nu o locaţiune dacă preţul fixat va fi cu totul mic şi în disproporţie cu valoarea serviciilor făcute. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 6; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 14).

12. Intre mandatul salariat şi locaţiunea de servicii sau lucrari este asemănare însă şi deosebire. După o părere mandatul salariat se deosebeşte de locaţiunea de servicii, deoarece persoana însărcinată ca mandatar lucrează în numele mandantului pe care îl reprezintă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, nota 1, p. 512; Pont, Petits contrats, I, No. 821 urm.; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 5; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 14; Laurent, XXVII, No. 338; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1639 urm.; Guillouard, Louage, II, No. 696; Comp: Alexandresco, IX, p. 32).

13. După altă părere, va fi mandat salariat când serviciile făcute vor fi mai mult intelectuale decât materiale şi din contră va fi o locaţiune a lucrărilor când serviciile făcute vor fi pur materiale şi mecanice. (Marcadé, Art. 1710; Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 5).

14. Locaţiunea lucrărilor are uneori mare asemănare cu contractul de societate. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 9; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 15).

15. Nu constitue un contract de societate ci un contract de locaţiune de lucrări, contractul prin care lucrătorii participă la beneficii. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage. No. 15).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Advocatul angajând serviciile sale faţă de un comerciant, sub forma unui contract de locaţiune de servicii, acţiunea sa în daune pentru desfiinţarea contractului din culpa celeilalte părţi, are un caracter pur civil ca şi contractul de locaţiune, care a servit de substrat juridic al acestei acţiuni. Prin urmare, instanţa competinte a judeca acţiunea este tribunalul civil iar nu cel comercial. Judecata are a se urma conform regulelor de procedură comună, în şedinţă publică, iar nu în camera de consiliu, art. 41 din legea corpului de advocaţi nefiind aplicabil în asemenea caz. (Cas. I, 641 din 11 Martie 1925. Pand. Săpt. 17/1925, Pand. Rom. 1926, I, 52, Jur. Rom. 17/1925).

2. A se vedea: art. 1191, nota 3; art. 1470 cu notele respective.

Art. 1413. — Locaţiunile sunt de mai multe feluri şi au regulele lor proprii.

Se chiamă închiriere, locațiunea edificiilor și aceea a mișcătoarelor;

Arendare, locațiunea fondurilor rurale;

Prestațiunea lucrărilor, locațiunea muncii și a serviciului;

Antrepriză, luarea săvârșirii unei lucrări drept un preț determinat, când materialul se dă de acela pentru care se execută o lucrare. (Civ. 1416 urm., 1446 urm., 1454 urm., 1470 urm., 1478 urm., 1498; C. com. 557 urm.; Civ. Fr. 1711).

Text. fr. Art. 1711. — Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:

On appele, *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;

Bail à ferme, celui des héritages ruraux;

Loyer, le louage du travail ou du service;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie:

Les *devis*, *marché* ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., *„Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

Doctrină.

1. Impărțirea prevăzută în art. 1711 c. civ. fr. (1413 c. civ. rom.) în edificii și fonduri rurale nu cuprinde toate bunurile de natură imobiliară deoarece există imobile cari nu pot fi puse nici în una din aceste două categorii. Astfel sunt terenurile care pot servi pentru facerea unui bâlciu, minele și carierele, chantierele etc. (Dalloz. Rép., Louage, No. 597).

2. La locațiunea acestor terenuri, chantiere etc.. se vor aplica regulele dela închiriere. (Dalloz. Rép., Louage. No. 597).

3. In cazul când lucrătorul procură, pe lângă munca sau industria sa și materialul, contractul va fi o vânzare iar nu o locațiune. (Alexandresco. IX, p. 22).

Art. 1414. — Se consideră ca o locațiune orice concesiune timporară a unui imobil drept o prestațiune anuală, ori sub ce titlu ar fi făcută.

O asemenea concesiune nu trece către cesionar nici o proprietate, chiar când s'ar fi stipulat contrariul, ceea ce va fi fără nici un efect [1]). (Civ. 1411).

Doctrină.

1. Locațiunea se deosebește de mandatul salariat, deoarece mandatul poate fi revocat totdeauna și mandatarul administrează pentru mandant iar nu pentru el însuși. Astfel concesiunea dreptului de a încasa veniturile unui imobil pentru o sumă de bani, este un mandat. iar nu o locațiune. (Alexandresco, IX, p. 32).

2. Contractul de locațiune poate avea oarecare asemănare cu contractul de societate, însă se deosebește de el. Astfel dacă proprietarul a încredințat imobilul său unui terț, pentru a-l administra și acesta să rețіe o parte din veniturile lui. contractul va fi o societate iar nu o locațiune, deoarece terțul nu se obligă personal la plata vreunei chirii și nu se folosește de lucrul încredințat. (Alexandresco. IX, p. 32).

3. In cazul când s'a dat unui terț, folosința unui imobil cu obligația de a plăti

1) Acest articol nu are echivalentul său în Codul civil Francez. El este inspirat din § 1506 și urm. din Codul Calimach (Cap. 28, partea 2) și din partea 3, Cap. 5 a Codului Caragea.

o arendă în producte şi dacă proprietarul nu participă nici la câştig nici la pierdere, contractul va fi o arendare pe fructe. (Alexandresco, IX, p. 33).

4. Concesiunea perpetuă a unui teren într'un cimitir pentru înmormântare, are multă asemănare cu dreptul de proprietate. (Alexandresco, IX, p. 33).

5. Se consideră ca locaţiune abonamentul la telefon. (Huc, X, No. 334; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 28; Alexandresco, IX, p. 33).

6. De asemenea, dreptul de a depune materiale într'un loc determinat. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 33).

7. De asemenea, concesiunea dreptului de a vâna sau a pescui pe o proprietate. (Duvergier, Louage, I, No. 71; Huc, X, No. 275; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 36; Planiol, II, No. 1666 bis; Alexandresco, IX, p. 33).

8. De asemenea, concesiunea dreptului de a lipi afişe pe un zid sau în o gară, precum şi concesiunea dreptului de a ţine un bufet sau restaurant într'o gară. (Alexandresco, IX, p. 33).

Art. 1415. — Locaţiunile ereditare astăzi în fiinţă, cunoscute sub nume de emfiteuse ori embatic (besman), se păstrează. Ele se vor regula după legile sub care s'au născut.

Pe viitor ele nu se mai pot înfiinţă[1]). (C. Calimach, 1506 urm.; C. Caragea, Art. 1—5, partea III, Cap. 5; Leg. 7 Apr. 1889, 58 urm.; Legea agrară, Art. 7 litera *d)*.

Legea pentru reforma agrară (vechiul Regat) din 17 Iulie 1921. Art 7. — Se declară expropriate în întregime:

. . . .

d) Pământul folosit cu titlu de embatic, besman, locaţiune ereditară, otaşniţă, fie că este acoperit cu plantaţiuni, sădiri, clădiri sau nu, fie că este situat în comunele rurale sau în comunele urbane.

Sunt şi rămân desfiinţate, în virtutea acestei legi, toate depturile sau privilegiile, de orice natură şi de oriunde ar deriva (hrisoave domneşti, hotărîri, etc.) pe cari le au proprietarii sau alte persoane asupra acestor pământuri.

Exproprierea se face în folosul embaticarilor.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU PAUL, *Memoriu* sub Comisiunea judeţeană de expropiere Prahova, 328 din 7 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 205;

MARINESCU G. N., *Notă* sub Comisiunea de consolidări petrolifere Dâmboviţa, 40/1925, Curier Jud. 39/1925;

SION FLORIN, *Notă* sub Trib. Iaşi S. II, 20 Octomvrie 1924. Pand. Rom. 1925, II. 274.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. „Emfiteoza, bezmanul sau embaticul este un contract prin care un proprietar concedează unei persoane pentru totdeauna sau pentru un termen lung, un pământ gol şi sterp cu scopul ca concesionarul (bezmanarul) să se folosească de acest pământ, îmbunătăţindu-l prin construcţii sau plantaţii şi plătind o mică redevenţă anuală, numită canon, cu condiţia de a-l putea înstrăina, ipoteca şi transmite moştenitorilor săi, fără însă a putea fi lipsit de acest pământ de către concedent, decât în caz

[1]) Acest articol nu are echivalentul său în Codul civil francez. El este inspirat din § 1506 şi urm. din Codul Calimach (Cap. 28, partea 2) şi din partea 3, Cap. 5 a Codului Caragea, Art. 1—5.

de neplata redevenţei sale". (Alexandresco, IX, p. 369, 370; Comp: Duvergier, Louage, I, No. 144; Demolombe, IX, No. 485; Troplong, Louage, I, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 189; Planiol, I, No. 2990).

2. Contractul de embatic se apropie în unele privinţe de vânzare, iar în altă privinţă de locaţiune, însă se deosebeşte de ele, formând un contract special consensual. (Alexandresco, IX, p. 374).

3. Embaticarul are un drept real asupra imobilului dat în embatic. (Alexandresco, IX, p. 378, 417).

4. Embaticul se deosebeşte de contractul de locaţiune, deoarece locatarul nu are obligaţia de a îmbunătăţi fondul arendat, pe când embaticarul are această obligaţie. (Alexandresco, IX, p. 411. 412).

5. Embaticul poate fi stabilit prin convenţiune, prin testament, prin hrisov domnesc şi prin uzucapiune. (Alexandresco. IX, p. 418, 419, 439, 440).

6. Embaticarul poate să facă schimbările pe care le crede utile fondului, putând deci transforma un câmp în pământ de arătură şi invers. (Alexandresco, IX, p. 420).

7. Embaticarul are dreptul la minele şi comorile aflate în pământul supus ambaticului. (Alexandresco, IX, p. 420).

8. Proprietarul trebueşte să garanteze pe embaticar contra turburărilor şi evicţiunii. (Alexandresco, IX, p. 421).

9. Fiecare dintre ambii proprietari poate revendica partea sa, s'o ipoteceze şi s'o înstrăineze prin acte între vii sau prin testament. (Alexandresco, IX, p. 421, 439).

10. Embaticarul poate exercita toate acţiunile privitoare la folosinţa sa, cum sunt acţiunile posesorii acţiunea în grăniţuire, acţiunea în revendicare, acţiunea de trecere când locul este înfundat, acţiunile privitoare la servituţi, etc. (Alexandresco, IX, p. 422, 439).

11. Embaticarul poate greva de uzufruct şi servituţi partea sa de proprietate, însă aceste drepturi vor cădea în caz când dreptul său s'ar stinge. (Alexandresco, IX, p. 422).

12. Pentru constituirea embaticului se cere existenţa unui act scris. (Alexandresco, IX. p. 417, 424, 440).

13. Redevenţa sau canonul ce trebueşte să plătească embaticarul, poate consista în bani, în natură sau în prestaţii personale, care nu pot fi nici mărite, nici micşorate. (Alexandresco, IX, p. 425).

14. In cazul când embaticarul nu plăteşte canonul doi ani la biserici şi mănăstiri şi trei ani la particulari, embaticul este reziliat prin judecată şi embaticarul pierde fondul cu toate îmbunătăţirile făcute de dânsul. Acest termen nu poate fi prelungit de judecători. (Alexandresco, IX. p. 426, 430, 442).

15. De asemenea, embaticul se stinge prin înstrăinarea dreptului embaticarului, fără consimţimântul proprietarului. (Alexandrescu, IX, p. 430).

16. De asemenea, embaticul se stinge, prin abuzul folosinţei; prin neîndeplinirea condiţiunilor contractului; prin pierderea totală a fondului; prin anularea contractului pentru cauzele prevazute de lege cum sunt dolul, frauda, violenţa, absenţa, leziunea; consimţimântul ambelor părţi; renunţarea uneia din părţi; expirarea termenului, când embaticul a fost contractat pe durată determinată; moartea embaticarului fără moştenitori legitimi: prin expropriere pentru cauză de utilitate publică: prin uzucapiune sau prescripţie achizitiva dobândită de proprietar sau moştenitorul lui contra embaticarului. (Alexandresco, IX, p. 430 urm., 442 urm.).

17. Embaticarul va putea prescrie contra proprietarului numai dacă va avea loc o intervertire ostensibilă a titlului său. (Alexandresco, IX, p. 434).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Prin efectul dispoziţiunilor art. 7 şi 82 din legea pentru reforma agrară, pământul folosit cu titlu de embatic, besman etc., fiind expropriat în folosul embaticarilor, aceştia au devenit deplini proprietari asupra pământului, astfel că în contra lor nu mai poate fi exercitată acţiunea întemeiata pe dispoziţiunea art. 1517 din codul Calimcah, care decade din dreptul de besman pe besmanarul care nu a platit canonul de mai mult de trei ani, rămânând proprietarilor în acest caz numai dreptul de a cere sa fie despăgubiţi în conformitate cu dispoziţiile legii agrare. (C. Apel Iaşi s. I, 28 din 16 Martie 1923, Dreptul 23 1926).

2. *a)* Dispoziţiunea art. 7 din legea agrară operează pe deplin drept desfiinţarea drepturilor de besman, sau orice alte constituiri vechi de locaţie cu lungă durata, în favoarea embaticarului şi această operaţie se poate opune pe cale de excepţie şi independent de împlinirea formelor de expropriere, care se fac numai pentru controlul condiţiunilor şi modalităţii de expropriere;

b) Potrivit art. 1516 C. Calimach besmanul se desfiinţează şi pentru neplata canonului, dar această desfiinţare urmând a se face prin mijlocirea judecaţii, ea nu operează de drept;

c) Potrivit art. 1527 Cod. Calimach dreptul besmanului se pierde şi în cazul când a fost mutat asupra altuia fără ştirea şi primirea proprietarului, iar pentru primirea unei atari mutaţiuni este suficient un mandat general de administraţie, întru cât mutaţiunea besmanului constitue un act de administraţie;

d) Dispoziţiunea art. 1415 c. civ. referindu-se numai la embaticurile existente la data întocmirii codului civil român, interzice pe viitor formarea altor embaticuri înfiinţate posterior aplicării codului civil, cât şi modificărilor embaticurilor existente,

cari au a fi considerate ca noui embaticuri. (Trib. Iaşi s. II, 20 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 274).

3. Contestarea unui drept de embatic între doi pretinşi embaticari, nu este o chestie de competinţa dreptului comun şi ea nu se mai poate pune pe nicio cale, dacă unul din embaticari a fost împroprietărit de comisia de împroprietărire şi pretinsul embaticar n'a făcut obiecţiunile sale la acea comisie. (Cas. I, 175 din 26 Ianuarie 1925, Pand. Săpt. 23/1925).

4. Dreptul de besman este un drept real, pe care embaticarul îl execută în mod direct, animo domini, independent de nudul proprietar. Acest drept poate fi vândut, închiriat, transmis prin succesiune şi deci şi revendicat dela cel care l-a cotropit, în cazul când a trecut termenul pentru exercitarea acţiunii posesorii.

Indiferent de denumirea în drept a acţiunii care protejează dreptul în contra terţilor deţinători fără calitate, această acţiune a titularului embaticului nu poate avea decât caracterul real al unei acţiuni petitorii.

Caracterul unei acţiuni nu poate reieşi decât din desbaterile părţilor şi concluziunile lor. Instanţele de judecată pot invoca din oficiu chestii noi, însă sunt datoare să le pună în discuţia părţilor. (Cas. I, 430 din 20 Februarie 1925, Pand. Săpt. 22/1925, Pand. Rom. 1926, III, 17).

5. Prin art. 27 din legea actuală a chiriilor, legiuitorul, majorând competinţa judecătoriilor de ocol, arată că aceste instanţe vor judeca în ultimă instanţă când valoarea contractului va fi până la 4000 lei, şi cu drept de apel când valoarea contractului va fi între 4000 şi 15.000 lei.

Prin art. 2 al acestui articol se prevede că atunci când prin acţiune se cere şi o sumă de bani ca chirie sau daune, competinţa stabilită prin al. I se va regula după valoarea cererii, iar nu după valoarea contractului, astfel că judecătoriile vor judeca în ultimă instanţă, când valoarea cererii va fi până la 4000 lei, şi în primă instanţă când valoarea va fi între 4000 şi 15.000 lei.

Prin urmare, în speţă, fiind necontestat că obiectul cererii îl formează suma de 2340 lei ce reprezintă o parte din chiria datorită şi daune pentru stricăciuni, reclamată de intimat urmează că, instanţa de apel a interpretat bine textul arătat, când a respins ca inadmisibil apelul recurentului, pe considerentul că valoarea cererii fiind sub 4000 lei, judecătoria de ocol a judecat în ultima instanţă. (Cas. I, Complet chirii dec. 1522 din 10 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 2128).

6. Potrivit dispoziţiunilor legii agrare, terenurile embaticare se expropriază în folosul embaticarilor, dacă ei sunt posesori actuali cu acest titlu. (Comisiunea judeţeană de expropriere Prahova, 328 din 7 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 205).

7. *a)* După legea agrară din 1921, sătenii embaticari, conform art. 7 şi urm., din lege, pentru a putea fi recunoscuţi proprietari pe terenurile ce le avusese în folosinţă cu titlul de embaticari, trebue neapărat să obţie prin exproprierc, hotărîri definitive, dela organele prevăzute în lege cu aplicarea ei, hotărîri cari le va servi în viitor ca titluri de proprietate.

b) După constituţia nouă şi legea agrară din 1921, întreg subsolul din România Mare, aparţine Statului şi ca atare foştii embaticari, azi expropriaţi cu formele legale, nu au niciun drept la subsol şi deci nici dreptul de a concesiona. (Comisiunea de consolidare petroliferă a judeţului Dâmboviţa, 49 din 9 Iulie 1925, Curier Jud. 39/1925).

8. Clauzele prin cari părţile lasă fixarea duratei termenului de locaţiune la arbitrul uneia din părţi, sunt valabile în drept, căci în cazul unei atari clauze nu poate fi vorba de o condiţiune potestativă pură de care să depindă perfectarea convenţiunii şi a cărei îndeplinire să depindă de voinţa exclusivă a uneia din părţi, nici de o locaţiune perpetuă de care se ocupă art. 1415 c. c., lipsind caracterul ereditar, ci este vorba numai de un simplu termen privitor la durata contractului, care poate să depindă de voinţa uneia din părţi.

In consecinţă, Curtea de fond privind ca valabilă o atare clauză, ceea ce în condiţiunile în cari se punea discuţiunea în speţă, neapărat şi firesc implica interpretarea şi considerarea de către ea a contractului de locaţiune ca o convenţiune cu termen, prin aceasta nu a comis exces de putere, violarea textelor menţionate sau o greşită interpretare a lor şi nicio nemotivare sau omisiune esenţială. (Cas. I 2010 din 16 Sept 1925, Pand. Rom. 1926, III, 33, Pand. Săpt. 3/1926).

9. A se vedea: art. 517, nota 2; art. 1436, nota 4).

CAPITOLUL II.

Regule comune la locaţiunea edificiilor şi a fondurilor rurale.

Art. 1416. — Dacă contractul făcut verbal n'a primit nicio punere în lucrare, şi una din părţi îl neagă, nu se poate primi proba prin martori, ori cât de mic fie preţul şi chiar când s'ar zice că s'a fost dat arvună.

Numai celui ce neagă contractul se poate deferi jurământ.

(Civ. 1191, 1203, 1207 urm., 1219, 1220, 1417; Pr. civ. 185, 242, 243; Civ. Fr. 1715).

Text. fr. Art. 1715. — Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

Bibliografie (continuare).

NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Cas. I, 2030 din 23 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 275;
PĂȘALEGA DEM., *Notă* sub Cas. I, 1553 din 15 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 69.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Contractul de locațiune nu este supus la vreo formă particulară, fiind un contract pur consensual. (Dalloz, Rép.. Lonage, No. 113; Suppl., Louage, No. 68; Planiol, II, No. 1671; Alexandresco, IX, p. 58).

2. Contractul de locațiune poate fi făcut prin act autentic sau prin act sub semnătură privată. (Dalloz, Rép, Louage, No. 113; Suppl., Louage, No. 68; Alexandresco. IX, p. 58).

3. Contractul de locațiune se poate încheia prin corespondența părților sau a mandatarilor lor, (Dalloz. Rép., Louage, No. 113, 116; Suppl., Louage, No. 68, 71; Laurent, XXV, No. 66; Baudry et Wahl. Louage, No. 188; Alexandresco, IX, p. 58).

4. Contractul de locațiune se poate face în mod verbal. (Troplong, Louage, I, No. 110; Marcade, Art. 1714 urm., No. 1; Dalloz, Rép., Louage, No. 113, Suppl., Louage, No. 68; Alexandresco, IX, p. 58, 59).

5. Contractul de locațiune se poate forma în mod tacit. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 68: Laurent XV, No. 482; XXV, No. 334; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 190).

6. In materie de locațiune verbală, în principiu și afară de excepțiunile prevăzute în mod expres de lege, proba se va face conform regulelor dreptului comun. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 70; Laurent, XXV, No. 66).

7. In cazul când contractul de locațiune a fost făcut prin act scris autentic sau sub semnătură privată, dovada este supusă cu totul regulelor dreptului comun. (Dalloz, Rép.. Suppl., Louage, No. 80; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 205).

8. Astfel, dacă partea care invoacă locațiunea a pierdut contractul scris, fără culpa sa, va fi primită a dovedi existența contractului și elementele lui prin martori oricare ar fi prețul. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 162 bis, III, IX; Laurent, XXV, No. 73; Huc, X, No. 279: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 205; Planiol, II, No. 1672; Alexandresco, IX, p. 59, nota 5).

9. Dispozițiunile art. 1715 și 1716 c. civ. fr. (1416 și 1417 c. civ. rom.) au un caracter excepțional și-și găsesc aplicațiunea numai la locațiunea edificiilor și fondurilor rurale iar nu și la locațiunea lucrurilor mobile. (Duranton, XVII, No. 52; Troplong. Louage. I, No. 110; Marcadé, Art. 1714-1716, No. 6; Massé et Verge sur Zachariae, IV, § 699, nota 5, p. 356; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 206 bis, III; Dalloz, Rép., Louage, No. 123, 869; Suppl., Louage. No. 424; Laurent, XXV, No. 90; Huc. X, No. 274; Guillouard, Louage, II, No. 677; Alexandresco, IX, p. 59, 67; Contra: Baudry et Wahl, Louage. I, No. 265).

10. Dispozițiunile art. 1715 c. civ. fr. (1416 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la stabilirea existenței modificărilor aduse unui contract de locațiune pus în executare care pot fi dovedite potrivit dreptului comun, prin martori sau prezumpțiuni, dacă există un început de probă scrisă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 144; Suppl., Louage, No. 76; Baudry et Wahl. Lonage, I. No. 254; Guillouard, Louage, I. No. 79).

11. Dispozițiunile excepționale prevăzute de art. 1715 și 1716 c. civ. fr. (1416 și 1417 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în raporturile dintre locator și locatar, iar nu și în raporturile acestora cu terțele persoane. (Dalloz, Rép., Louage, No. 145; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 221).

12. Dispoziţiunile art. 1715 c. civ. fr. (1416 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea nu numai la contractul principal de locaţiune, ci şi la contractul de sublocaţie. (Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1061).

13. Contractul de locaţiune este considerat verbal, când părţile nu au făcut un act scris pentru a constata convenţia lor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 116).

14. Contractul de locaţiune făcut în scris însă într'un singur exemplar original, este considerat, după o părere. un contract verbal. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 162 bis, II; Dalloz, Rép.. Suppl., Louage, No. 72).

15. După altă părere, acest act va avea valoarea unui început de probă scrisă. (Laurent, XXV, No. 70).

16. In cazul când contractul verbal nu a primit nicio punere în executare, dovada se va face conform dreptului comun, prin probe scrise, mărturisire şi jurământ. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 73; Alexandresco, IX, p. 62).

17. Potrivit dispoziţiilor art. 1715, c. civ. fr. (1416 c. civ., rom.), acelui care neagă contractul de locaţiune i se poate deferi jurământ. Această dispoziţiune constitue o aplicaţiune a dreptului comun şi priveşte jurământul decizoriu, singura dovadă care poate fi admisă, dacă nu există un început de dovadă scrisă. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 162 bis, VII; Dalloz, Rép., Suppl.. Louage, No. 70; Laurent, XXV, No. 72; Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 219; Planiol, II, No. 1672; Alexandresco, IX, p. 62).

18. In acest caz însă tribunalul va putea deferi jurământul supletoriu, pentru completarea probelor făcute. (Huc. X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 220; Planiol, II, p. 523, nota 1; Alexandresco, IX, p. 63).

19. Dovada contractului de locaţiune verbală poate fi făcută totdeauna prin mărturisiri judiciare. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 70; Laurent XXV, No. 72; Alexandresco, IX, p. 62; Contra: Taulier, Théorie raisonnée du code civile, VI, p. 221; Nacu, III. p. 324).

20. Pentru dovedirea contractului de locaţiune, partea care invoacă existenţa acestui contract, va putea să propue celeilalte părţi care îi neagă existenţa, un interogator formal. (Duranton, XVIII, No. 53; Marcadé, Art. 1715, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 162 bis, VII; Mourlon, III, No. 735; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 364, nota 12, p. 467; Dalloz, Rép., Louage, No. 125; Suppl., Louage, No. 70; Laurent, XXV, No. 72; Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 214; Guillouard, Louage, I, No. 76; Planiol II, No. 1672).

21. Din cuprinsul art. 1715 c. civ. fr. (1416 c. civ. rom.) rezultă că, prin derogare dela dispoziţiile art. 1341 c. civ. fr. (1191 c. civ. rom.). dovada contractului de locaţiune verbală, care nu a primit nicio punere în executare, nu poate fi făcută prin martori, chiar dacă preţul ar fi mai mic de 150 lei. (Dalloz, Rép., Louage, No. 121; Suppl., Louage, No. 74; Laurent, XXV, No. 691; Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 208; Planiol, II, No. 1672; Alexandresco, IX, p. 61).

22. In cazul unui contract verbal de locaţiune care nu a primit nicio punere în executare, după o părere, dovada nu va putea fi făcută prin martori, chiar dacă ar exista un început de probă scrisă. (Duranton, XVII, No. 54; Demolombe, XXX, No. 108; Troplong, Louage, I, No. 112; Larombière, Obligations, Art. 1347, No. 38; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 699, nota 6, p. 357; Marcadé. Art. 1715, No. 2; Dalloz, Rép., Louage, No. 126; Suppl., Louage, No. 74; Huc, X, No. 279; Guillouard, Louage, I, No. 78: Planiol, II, No. 1672; Alexandresco. IX, p. 61).

23. După altă părere, dacă există un început de probă scrisă, dovada existenţei contractului verbal de locaţiune, care nu a primit nicio punere în executare, va putea fi făcută prin martori. (Delvincourt, III, p. 95, nota 1; Duvergier. Louage, I, No. 267; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 162 bis, IV, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 364, nota 18; VIII, § 763 ter, nota 5, p. 328; Laurent, XXV, No. 74; 75, 88; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 211).

24. Potrivit dispoziţiunilor art. 1715 c. cif. fr. (1416 c. civ. rom.) în cazul unui contract verbal de locaţiune care nu a primit nicio punere în executare, nu se poate dovedi cu martori că s'a dat arvună oricât de mică ar fi ea. (Dalloz, Rép., Louage, No. 122; Laurent, XXV, No. 71; Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 209; Alexandresco, IX, p. 63).

25. In cazul când clauzele contractului de locaţiune sunt obscure, după o părere, se vor aplica, prin analogie, dispoziţiunile art. 1602 c. civ. fr. (1312 c. civ. rom.) dela vânzare şi aceste clauze se vor interpreta contra locatorului, în favoarea locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 87, 147; Suppl., Louage, No. 82; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 47, 231).

26. După altă părere, în acest caz, se vor aplica dizpoziţiile dreptului comun, după cum prevede art. 1162 c. civ. fr. (983 c. civ. rom.), aceste clauze interpretându-se în favoarea celui ce s'a obligat. (Laurent, XXV, No. 99; Guillouard, Louage, I, No. 85).

27. Prin urmare, în acest caz, clauzele se vor interpreta în favoarea locatorului sau a locatarului, după cum clauza constitue o obligaţie în sarcina unuia sau a celuilalt. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 82; Laurent, XXV, No. 99; Guillouard, Louage, I, No. 85).

28. Tribunalele vor interpreta în mod suveran, fără posibilitate de control din partea curţii de casaţie, clauzele contractelor de închiriere. (Dalloz, Rép., Cassa-

tion, No. 1615, 1656; Suppl., Cassation, No. 367; Louage, No. 82; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 47, 231).

29. Dacă însă tribunalele sub pretextul de a interpreta clauzele contractului de închiriere, ar denatura textul şi sensul lor evident, interpretarea lor va cădea sub cenzura curţi de casaţie. (Dalloz, Rép., Suppl. Louage, No. 82).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. *In fapt:* Acţiunea în evacuare, bazată pe deţinerea imobilului fără titlu. Instanţa de fond o respinge, pe consideraţiunea că între părţi există un contract verbal de închiriere prelungit.

Acest contract. instanţa de fond îl deduce din interogatorul chiriaşului, prin care el pretinde că are un contract prelungit, interogator care ar fi opozabil proprietarului, deoarece acesta s'a referit la dovada interogatorului, — cum şi din faptul deţinerii materiale a imobilului.

Recursul bazat pe violarea art. 1191, 1197, 1169, 1204 şi 1411 c. c., a fost admis.

In drept: Instanţa de fond, deducând în speţă existenţa juridică a pretinsului contract verbal de închiriere de o valoare mai mare de 150 lei, nu dintr'un act scris sau din vreun început de dovadă scrisă complectată cu dovada cu martori ci din simple prezumpţiuni, — cari sunt acelea ale deţinerii de fapt de către intimat a imobilului recurentului şi a plăţii unor sume la percepţie, — şi din simpla afirmaţiune făcută la interogator de către intimat în favoarea sa, afirmaţiune pe care instanţa de fond o întoarce în contra proprietarului reclamant, prin aceasta a violat textele citate. (Cas. I, Complet chirii, dec. 1568 din 13 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1888).

2. Cu toată eliminarea articolului 1714 c. c. francez, este necontestat că în dreptul nostru, contractul de locaţie poate fi şi verbal.

Acest lucru reiese din faptul că contractul de locaţie este consensual, cerinţele art. 1416 c. c., fiind impuse numai ca un mijloc de probă.

Potrivit art. 1416 c. c., contractul făcut verbal, care n'a primit nicio punere în lucrare, nu poate fi dovedit cu martori, oricât ar fi de mic preţul. Inceputul de executare mărturisit, echivalează cu recunoaşterea existenţei contractului însuşi, în acest caz probele purtând numai asupra condiţiilor contractului.

Dacă însă se tăgădueşte existenţa executării — cum este în speţă — se tăgădueşte implicit însăşi fiinţa contractului şi ca atare proba cu martori devine inadmisibilă pentru dovedirea acestei puneri în lucrare, fiindcă dacă s'ar primi această dovadă în scopul cerut, va trebui apoi admisă aceeaşi probă pentru probarea contractului însuşi, eludându-se astfel indirect dispoziţiile legii.

Ocupaţia unei case nu atrage prezumţia că deţinerea ei se face pe baza unui titlu, pentru a se admite proba testimonială în dovedirea faptului că folosinţa nu este decât rezultatul executării unui contract.

Dispoziţiile art. 1416 c. c., se aplică şi la reînnoirile de contracte de locaţie, cari necontestat sunt contracte noui.

Când există un început de dovadă scrisă proba cu martori este admisibilă.

Nu poate constitui început de dovadă un buget semnat de către reclamant în calitate de preşedinte al băncii pârîte în care se prevede o anumită chirie pentru localul băncii, fiindcă nefiind contestat că pîrîta bancă n'are local propriu, era necesar, oricine ar fi fost preşedinte, să prevadă în buget o sumă pentru chirie. Faptul că banca se găsea în locuinţa reclamantului în momentul redactării bugetului, nu conclude la nimic altceva decât că în acel moment se execută un contract necontestat de părţi. (Jud. Ocol. Bârca-Dolj, 476 din 1925, Jur. Gen. 1926 No. 176).

3. Dispoziţiunea severă a art. 1416 din codul civil, find o derogare dela art. 1191 c. civ., strict limitată la contractul sub 150 lei, urmează că dacă preţul este mai mare, dreptul comun devine aplicabil şi prin urmare, dovada contractului conform art. 1191 c. civ., nu se mai poate face decât numai cu act scris, cu excepţiunea prevăzută la art 1197 c. civ., care prevede că în cazul când există început de probă scrisă, dovada locaţiunii se poate face şi cu martori. (Cas. I, 2030 din 23 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 275).

Art. 1417. — **Urmând contestaţiuni asupra preţului contractului verbal, a cărui punere în lucrare a început, şi nefiind nicio chitanţă, proprietarul jurând va fi crezut, dacă locatarul nu prefereşte a cere o estimaţiune prin experţi. In cazul din urmă, spesele expertizei cad în sarcina lui, dacă estimaţiunea întrece preţul ce-l reclamă. (Civ. 1207 urm., 1219 urm., 1416; Pr. civ. 211, 244; Civ. Fr. 1716).**

Text. fr. Art. 1716. — Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le

propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

Bibliografie (continuare).

GHIMPEȚEANU C., *Notă* sub Jud. ocol II Urban Iași, 964 din 5 Iulie 1924, Pand. Rom. 1926, II, 60;
PAȘALEGA DEM., *Notă* sub Cas. I, 1558 din 15 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 69.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In cazul când a început executarea contractului verbal de locațiune și această executare nu este contestată sau fiind contestată este stabilită în mod regulat ea dovedește prin ea însăși existența contractului și în acest caz va trebui să se facă dovada prețului, duratei și celorlalte clauze ale contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 128; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 225; Planiol, II, No. 1673; Alexandresco, IX, p. 63).

2. Potrivit dispozițiunilor art. 1716 c. civ. fr. (1417 c. civ. rom.) în cazul când a început executarea contractului verbal de locațiune, prețul se va dovedi prin chitanța descărcătoare dată de proprietar, iar dacă nu există o asemenea chitanță prețul va fi stabilit prin jurământul proprietarului, afară dacă locatarul nu va prefera a stabili prețul prin o expertiză. (Dalloz, Rép., Louage, No. 136; Suppl., Louage, No. 78; Alexandresco, IX, p. 64).

3. Dacă locatarul refuză a prezenta chitanța, prețul se va stabili prin jurământul proprietarului, fără ca locatarul să poată cere expertiza, deoarece există dol din partea sa. (Laurent, XXV, No. 78).

4. In cazul când nu există chitanță, locatarul are facultatea sau să ceară ca proprietarul să presteze jurământul asupra prețului sau să ceară expertiza. (Dalloz, Rép., Louage, No. 136; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 242).

5. In cazul când proprietarul a încetat din vieață, moștenitorii săi nu pot fi obligați la jurământ pentru a se fixa prețul locațiunii. (Laurent, XXV, No. 80; Huc, X, No. 280; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 243; Guillouard, Louage, I, No. 80; Alexandresco, IX, p. 64, nota 4).

6. Când contractul verbal de locațiune a fost pus în executare și este contestat prețul, după o părere, acest preț nu va putea fi dovedit prin martori, chiar dacă ar exista un început de probă scrisă. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 78; Huc, X, No. 280; Guillouard, Louage, I, No. 79; Planiol, II, No. 1673; Alexandresco, IX, p. 64; Contra: Aubry et Rau, ed 4-a, IV, § 364, p. 468; Laurent, XXV, No. 79; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 241).

7. Potrivit dispozițiunilor art. 1716 c. civ. fr. (1417 c. civ. rom.) dacă estimațiunea făcută de experți este mai mare decât prețul declarat de locatar, el va suporta *cheltuelile estimațiunii*. Această dispozițiune, după o părere, își va găsi totdeauna aplicațiunea dacă estimațiunea întrece prețul declarat de locatar. (Duranton, XVII, No. 58; Dalloz, Rép., Louage, No. 137; Suppl., Louage, No. 78; Laurent, XXV, No 82; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 238; Comp: Alexandresco, IX, p. 64, nota 3).

8. După a doua părere, locatarul nu va plăti cheltuelile expertizei, dacă va cere pur și simplu facerea ei fără a declara vreun preț. (Duvergier, Louage, III, No. 262; Marcadé, Art. 1714-1716, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 78).

9. După a treia părere, dacă estimațiunea nu va fi exactă nici cu prețul declarat de proprietar nici cu cel declarat de locatar, cheltuelile ei vor fi suportate proporțional de amândoi. (Demante et Colmet de Santerre, VII. No. 162 bis, X).

10. Deoarece art. 1716 c. civ. fr. (1417 c. civ. rom.) se ocupă numai de preț, durata și celelalte condițiuni ale contractului verbal de locațiune, a cărui executare a început, se vor dovedi conform dreptului comun. (Duvergier, Louage, III, No. 15; Troplong, Louage, II, No. 116; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 364, p. 467; Dalloz, Rép., Louage, No. 140; Suppl., Louage, No. 79; Laurent, XXV, No. 83 urm.; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 245; Planiol, II, No. 1674; Alexandresco, IX, p. 65, 66; Comp. Contra: Duranton, XVII, No. 55 urm.; Marcadé, Art. 1714-1716, No. 3).

11. Dovada începutului de executare a contractului verbal de locațiune poate fi făcută prin mărturisire. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 80).

12. Nu se poate face prin martori dovada faptelor de natură a constitui executarea unui contract verbal de locațiune, oricât de mic ar fi prețul contractului. (Rolland de Villargues, Répertoire du notariat, Bail, No. 195; Marcadé, Art. 1714-1716, No. 3; Demante et Colmet de San-

ierre, VII, No. 162 bis, IV, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV § 364, p. 468; Dalloz, Rép., Louage, No. 130; Laurent, XXV, No. 71, 86, 87; Huc, X, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 225; Guillouard, Louage, I, No. 84; Planiol, II, No. 1673; Alexandresco, IX, p. 63; Contra: Duranton, XVII, No. 56; Troplong, Louage, I, No. 113).

13. A se vedea: art. 1416 din codul civil cu notele respective.

Art. 1418. — Locatarul are dreptul de a subînchiria ori a subarendà și de a ceda contractul său către altul, dacă o asemenea facultate nu i-a fost interzisă.

Ea poate fi interzisă în tot ori în parte; această interzicere nu se presumă [1]), ci trebue să rezulte din o stipulațiune specială. (Civ. 969, 1020, 1021, 1075, 1128, 1191, 1203, 1429, 1434, 1439, 1455, 1467, 1468; L. Timbr. 33 § 3; Legea asupra drepturilor proprietarilor, (Mon. of. 324/903) Art. 15, 16, 17; Civ. Fr. 1717; Civ. Ital. 1573).

Text. fr. Art. 1717. — Le preneur a le droit de sous-loueur, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

Text. ital. Art. 1573. — Il conduttore ha diritto di sublocare e di cedere il suo affitto ad un altro, se tale facolta non gli è stata vietata.

Gli può essere vietata in tutto o in parte; ma il divieto non ha luogo senza un patto speciale.

Bibliografie (continuare).

HOZOC D., *Notă* sub Cas. I, 961 din 6 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 34;
POLIZU-MICȘUNEȘTI N., *Notă* sub C. Apel Iași S. II, 13 din 28 Febr. 1922, Pand. Rom. 1925, II, 196;
RAPAPORT M., *Notă* sub Cas. fr. 4 Mai 1925, Jud. Gen. 1926, No. 986.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1717 c. civ. fr. (1418 c. civ. rom.) locatarul are dreptul de a subînchiria sau subarenda și de a ceda contractul său către altul, dacă o asemenea facultate nu i-a fost interzisă. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 248; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1051; Planiol, II, No. 1752; Alexandresco, IX, p. 68, 69).

2. Există deosebire, după o părere între subînchiriere și cesiunea contractului, efectele acestor două contracte fiind diferite, deoarece sublocația este supusă reguleior contractului de închiriere iar cesiunea este supusă regulelor contractului de vânzare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 492 urm.; Dalloz, Rép., Louage, No. 422; Suppl., Louage, No. 249; Baudy et Wahl, Louage, I, No. 1051 urm.; Guillouard, 311 urm.; Alexandresco IX, p. 69, 70).

3. După altă părere, expresiunile de sublocație și cesiune, întrebuințate în art.

1) In art francez corespunzător 1717, în locul cuvintelor: *„această interzicere nu se presumă"*, se zice: *„Cette clause est toujours de rigueur"*. A se vedea și textul art. 1573 Cod civil Italian.

1717 c. civ. fr. (1418 c. civ. rom.) desemnează contracte de aceeași natură, deoarece prin cesiune se înțelege sublocația totală iar prin sublocație, se înțelege sublocația parțiala a acestui imobil. (Mourlon, III, No. 740; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 165 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 249; Laurent, XXV, No. 187 urm.; Huc. X, No. 281; Cession. I, No. 205 urm.; Planiol II, No. 1749, 1750, 1751).

4. Pentru a se putea ști dacă părțile au înțeles să faca o sublocație sau o cesiune a contractului de locațiune, se va lua în considerație intențiunea părților contractante, iar nu expresiile ce le-au întrebuințat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, nota 18; Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 249; Laurent, XXV, No. 189; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1052; Guillouard, Louage, I, No. 319).

5. Pot face obiectul unei sublocațiuni sau al unei cesiuni a contractului de locațiune, toate bunurile care pot face obiectul unei locațiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 490; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 248; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1064; Guillouard, Louage, I, No. 321).

6. Prin sublocațiunea sau cesiunea contractului de locațiune, nu se poate face mai rea situațiunea proprietarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 433; Suppl., Louage. No. 257; Guillouard, Louage, I, No. 321).

7. Astfel, sublocatarul sau cesionarul contractului de locațiune nu pate exercita în imobilul închiriat o profesiune mai incomodă decât a locatarului principal. (Duvergier, Louage, III, No. 391; Troplong, Louage, I, No. 126; Dalloz, Rép., Louage, No. 433; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1073).

8. Prin sublocațiunea sau cesiunea contractului de locațiune, subsistă obligațiunile locatarului principal față de proprietar. (Pothier, Louage, IV, No. 282; Duvergier, Louage, III, No. 380; Troplong, Louage, I, No. 128; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 494; Dalloz, Rép., Louage, No. 427; Suppl., Louage, No. 251; Laurent, XXV, No. 198, 208; Huc, X, No. 284, 349; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1131; Guillouard, Louage, I, No. 335; Planiol, II. No. 1753; Alexandresco, IX, p. 72).

9. Chiar în cazurile când sublocațiunea s'a făcut cu consimțimântul formal al proprietarului, acesta poate acționa pe locatarul principal, pentru neexecutarea obligațiunilor rezultând din contractul de locațiune. (Duvergier, Louage, III, No. 391; Troplong, Louage, I, No. 126; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 1131; Guillouard, Louage. I, No. 335).

10. Prin sublocațiune, subsistă drepturile locatarului principal față de proprietar. Astfel, locatarul principal are dreptul să ceară proprietarului să facă reparațiunile imobilului închiriat. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 252; Baurry et Wahl, Louage, I, No. 1134; Guillouard, Louage. I, No. 335; Alexandresco, IX, p. 71).

11. In ceea ce privește cesiunea contractului de locațiune, după părerea dominantă, locatarul principal este ținut la obligațiunile sale față de proprietar, însă nu mai păstrează drepturile sale față de acesta, așa încât nu ar putea cere să facă reparațiunile lucrului închiriat. (Laurent. XXV, No. 208; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1136; Alexandresco, IX, p. 71; Contra: Guillouard, Louage, I, No. 335).

12. Intre locatarul principal și sublocatarul său există aceleași raporturi ca între proprietar și un locatar. (Aubry et Rau, ed. 4-a IV, § 368, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 422; Laurent, XXV, No. 194 urm.; Huc, Cession, I, No. 221; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1121 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 337; Alexandresco, IX, p. 71).

13. Intre locatarul principal și cesionarul său, există aceleași raporturi ca între vânzător și cumpărătorul său. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 422; Laurent, XXV, No. 136, 194 urm.; Huc, Cession, I No. 211; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1130 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 314 urm.; 334; Alexandresco, IX, p. 71).

14. Intre cesionar și proprietar există aceleași drepturi și obligațiuni care erau între locatarul principal și proprietar. (Dalloz, Rép., Louage, No. 429; Suppl., Louage, No. 250. 253; Laurent, XXV, No. 210; Huc, X, No. 282; Boudry et Wahl, Louage, I, No. 1138 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 337; Alexandresco, IX. p. 71, 74).

15. Sublocatarul, după părerea dominantă, nu are acțiune directă contra proprietarului ci numai contra locatarului principal. (Dalloz, Rép., Louage, No. 429; Suppl., Louage, No. 256; Laurent, XXV, No. 211; Huc, X, No. 209; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1145; Alexandresco, IX, p. 71, 74; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 493; Guillouard, Louage, I, No. 337 urm.).

16. Sublocatarul va putea însă exercita contra proprietarului în baza acțiunii indirecte, toate drepturile pe care le are contra acestuia locatarul principal, în afară de acțiunile care derivă din un fapt personal al acestuia. (Dalloz, Rép., Louage, No. 429; Suppl., Louage, No. 256; Laurent, XXV, No. 200; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1143).

17. Proprietarul are o acțiune directă contra sublocatarului cu privire la creanța rezultată din prețul chiriei. (Demolombe, XXV, No. 135; Larombière, Obligations, Art. 1148, No. 12; Dalloz, Rép., Louage, No. 429, 436 urm.; Suppl., Louage, No. 254; Comp. Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 493; Guillouard, Louage, I, No. 339; Comp. Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 201; Laurent, XXV, No.

200 urm.; Huc, X, No. 283, 321, 349; Alexandresco, IX, p. 73, nota 1, 74).

18. Cesionarul şi sublocatarul au dreptul să cedeze şi să subînchirieze dreptul lor, dacă nu le-a fost interzis prin contractul principal sau de către locatarul principal. (Dalloz, Rép., Louage, No. 453).

19. In cazul când contractul de locaţiune a făcut obiectul mai multor cesiuni sau sublocaţiuni succesive, după o părere, proprietarul va avea o acţiune directă contra locatarului principal şi contra cesionarului care se află în folosinţă în momentul când îşi exercită acţiunea, iar contra cesionarilor intermediari numai o acţiune indirectă în numele locatarului principal. (Guillouard, Louage, I, No. 348; Comp.: Alexandresco, IX, p. 74, 75).

20. După altă părere, în acest caz, proprietarul nu are acţiune directă decât în contra locatarului principal, iar contra sublocatarilor sau cesionarilor are numai acţiune indirectă, în numele locatarului principal, însă are dreptul de privilegiu asupra mobilelor sublocatorului actuali. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 264; Huc, X, No. 283; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1160).

21. După a treia părere, în acest caz, proprietarul are acţiune directă contra tuturor cesionarilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 368, nota 18, p. 492).

22. Potrivit dispoziţiunilor art. 1717 c. civ. fr. (1418 c. civ. rom.) prin contractul de locaţiune se poate restrânge sau chiar suprima facultatea pentru locatarul principal de a ceda sau subînchiria dreptul sau. (Dalloz, Rép., Louage, No. 451; Suppl. Louage, No. 267; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1082; Alexandresco, IX, p. 72, 75).

23. Pentru a se stabili intenţiunea părţilor contractante de a restrânge sau suprima dreptul de cesiune sau sublocaţiune, se vor lua în consideraţie nu numai expresiunile întrebuinţate de părţi ci şi împrejurările cauzei. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 269; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1102).

24. Clauzele care restrâng sau interzic facultatea de a ceda contractul sau de a subînchiria, trebuesc interpretate în mod strict, deoarece derogă dela efectele naturale ale contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 469; Suppl., Louage, No. 272).

25. Astfel, cu toate că în contractul de locaţiune este prevăzută interzicerea de a ceda contractul sau de a subînchiria, locatarul poate lăsa în casa închiriată un om al său de încredere care îl reprezintă. (Troplong, Louage, II, No. 668; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 491; Dalloz, Rép., Louage, No. 469; Suppl., Louage, No. 272; Laurent, XXV, No. 221; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1099; Guillouard, Louage, I, No. 328; Alexandresco, IX, p. 76).

26. In cazul când în contractul de locaţiune se prevede interdicţiunea de a ceda sau subloca, locatarul nu poate contracta cu un terţ o asociaţie pentru exploatarea imobilului închiriat (Huc, X, No. 275; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1094).

27. De asemenea dacă în contractul de locaţiune încheiat cu o societate, este oprită sublocaţia, această societate nu poate să-şi substitue în imobilul închiriat o nouă societate. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 492; Laurent, XXV, No. 223; Guillouard, Louage, I, No. 330).

28. Dacă s'a prevăzut în contractul de locaţiune prohibiţiunea de sublocaţie, locatarul poate totuşi să dea gratuit folosinţa imobilului închiriat unui terţ. (Troplong, Louage, I, No. 136; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 491; Dalloz, Rép, Louage, No. 470; Suppl. Louage, No. 273; Guillouard, Louage, I, No. 328; Alexandresco, IX, p. 76; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 367).

29. Dacă în contractul de locaţiune s'a prevăzut interdicţiunea de sublocaţie, locatarul nu poate da camere mobilate cu chirie. (Laurent, XXV, No. 222; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1085, 1086; Guillouard, Louage, I, No. No. 328; Alexandresco, IX, p. 75, nota 3).

30. Interdicţiunea de a subînchiria cuprinde şi interdicţiunea de a ceda contractul în totul sau în parte. (Duranton, XVII, No. 92; Duvergier, Louage, I. No. 375; Troplong. Louage, I, No. 133; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 377, nota 2; Marcadé, Art. 1717, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 163 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 490; Dalloz, Rép., Louage, No. 478; Suppl., Louage, No. 281; Laurent, XXV, No. 215; Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1092; Guillouard, Louage, I, No. 324; Planiol, II, No. 1752; Alexandresco, IX, p. 75).

31. Interdicţiunea de a ceda contractul cuprinde şi interdicţiunea de a subînchiria total. (Duranton, XVII, No. 92; Troplong, Louage, I, No. 133. 134; Marcadé, Art. 1717, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 163 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 490; Dalloz, Rép., Louage, No. 479; Suppl., Louage, No. 281; Laurent, XXV, No. 216; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1092; Guillouard, Louage, I, No. 324; Alexandresco, IX, p. 75; Contra: Planiol, II, No. 1752).

32. Interdicţiunea de a ceda contractul de locaţiune, nu cuprinde interdicţiunea sublocaţiei parţiale. (Duvergier, Louage, III, No. 376, 377; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 490; Dalloz, Rép., Louage, No. 479; Suppl., Louage, No. 281; Laurent, XXV, No. 216; Huc, X, No. 285; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1092; Guillouard, Louage, I, No. 324).

33. Dacă într'un contract de locaţiune se prevede în termeni generali interdicţiunea de a subînchiria, această interdicţiune cuprinde şi pe aceea de a subînchiria în mod parţial. (Duranton, XVII, No. 92; Troplong, Louage, I, No. 135; Marcadé, Art. 1717, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a,

IV, § 368, p. 490; Dalloz, Rép., Louage, No. 472; Suppl., Louage, No. 277; Laurent, XXV, No. 217; Guillouard. Louage, I, No. 323, 324; Alexandresco, IX, p. 76, nota; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 372, 374).

34. Interpretarea clauzelor cu privire la întinderea restricțiunii sau prohibițiunii de a ceda contractul de închiriere sau de a subînchiria, constitue o chestie de fapt, care se va face după intențiunea părților contractante și împrejurările cauzei. (Troplong, Louage, I, No. 134: Dalloz, Rép., Louage, No. 472, 479; Suppl., Louage, No. 277, 281; Laurent, XXV, No. 217; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1090, 1091, 1092; Guillouard, Louage, I, No. 323, 324; Alexandresco, IX, p. 76, nota).

35. Interdicțiunea de sublocațiune trece la moștenitorii locatarului. (Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1096).

36. Echivalează cu o interdicțiune de subînchiriere, clauza dintr'un contract de închiriere, prin care se arată că locatarul va putea subînchiria numai cu autorizația expresă și scrisă a proprietarului. (Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 368, p. 491, Dalloz, Rép., Louage. No. 454, 475; Suppl., Louage, No. 267; Laurent, XXV, No. 218; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 1104; Guillouard, Louage, I, No. 325 urm.).

37. In cazul când în contractul de locațiune s'a prevăzut clauza că locatarul nu va putea subînchiria decât persoanelor agreate de către proprietar, după o părere, această clauză va fi interpretată în sensul că proprietarul va putea să refuze orice sublocatar fără să fie obligat să-și motiveze refuzul său. (Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1105; Alexandresco, IX, p. 76, 77).

38. După altă părere, această clauză va fi interpretată în sensul că justiția va putea obliga pe proprietar să suporte un sublocatar, pe care îl refuză, dacă acesta prezintă toate garanțiile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 491; Dalloz, Rép., Louage, No. 454; Suppl. Louage, No. 268).

39. Proprietarul poate renunța expres sau tacit la beneficiul care restrânge sau suprimă facultatea cesiunii unui contract de locațiune sau a sublocației. (Troplong, Louage, I, No. 141; Aubry et Rau, ed. 4-a. IV, § 368, p. 491; Dalloz, Rép., Louage, No. 476; Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 1106. 1117; Guillouard, Louage, I, No. 327, 331; Alexandresco, IX, p. 77).

40. In cazul când s'a prevăzut în contractul de locațiune clauza că locatarul nu va putea subînchiria fără autorizația scrisă a proprietarului, condițiunea înscrisului este considerată că este privitoare numai la proba consimțimântului și deci sublocația va fi valabilă dacă se dovedește că a existat aprobarea proprietarului chiar tacită. (Troplong, Louage, I, No. 141; Dalloz, Rép., Louage. No. 475, 476; Suppl., Louage. No. 278; Laurent, XXV, No. 232; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1117; Guillouard, Louage, I, No. 327).

41. Dacă s'a prevăzut o clauză de interdicție a sublocației și proprietarul autoriză apoi sublocația, această autorizație privește numai această sublocație, iar nu și o nouă sublocație. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 279; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1120; Guillouard. Louage, I, No. 331; Alexandresco, IX, p. 79).

42. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă proprietarul a renunțat la clauza proibitivă de subînchiriere, subarendare sau cesiune. (Alexandresco, IX, p. 77).

43. Dacă locatarul a cesionat contractul său sau a subînchiriat cu toate că se prevăzuse clauza prohibitivă, contractul de locațiune se va rezilia prin aplicațiunea dispozițiunilor art. 1741 c. civ. fr. (1439 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Louage, No. 457; Suppl., Louage, No. 270; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 1108; Guillouard, Louage, I, No. 332; Alexandresco, IX, p. 79).

44. Rezilierea contractului de locațiune în acest caz nu va avea loc de drept, ci se va pronunța de justiție, care prin aplicația art. 1184 c. civ. fr. (1020 și 1021 c. civ. rom.), va putea acorda locatarului un termen pentru a executa condițiile contractului, reluând posesiunea lucrului închiriat. (Duranton, XVII, No. 86; Duvergier, Louage, I, No. 370; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 703, nota 3, p. 378; Troplong,. Louage. I, No. 139, 140; Marcadé, Art. 1717, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 492; Dalloz, Rép., Louage, No. 465; Suppl. Louage, No. 270; Laurent, XXV, No. 229; Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1108; Guillouard, Louage, I. No. 332; Alexandresco, IX, p. 79).

45. In cazul când s'a prevăzut în contractul de locațiune că rezilierea va avea loc de plin drept dacă locatarul va cesiona sau subînchiria, rezilierea se va pronunța tot de justiție însă ea va avea numai rolul să constate că s'a contravenit la dispozițiile contractuale, neputând să acorde un termen locatarului pentru a executa condițiile contractului. (Duvergier, Louage, III, No. 370; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, p. 492; Dalloz, Rép., Louage, No. 467; Suppl., Louage, No. 271; Laurent, XXV, No. 230; Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1108; Guillouard, Louage, I, No. 332; Alexandresco. IX, p. 80).

46. In principiu nu se poate considera ca o contravenire la prohibiția de a cesiona sau subînchiria, faptul locatarului de a ceda sau subînchiria dacă acestea nu s'au executat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 461; Baudry et Wahl, I, No. 1108).

47. Cesiunea contractului de locațiune și subînchirierea iau sfârșit prin cauzele ordinare care sunt prevăzute pentru orice

contract de locaţiune. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1191).

48. Rezilierea contractului principal de locaţiune aduce rezilierea contractului de sublocaţiune. (Troplong, Louage, II, de 544 urm.; Larombière, Obligations, Art. 1183, No. 17; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 498; Dalloz, Rép., Louage, No. 443; Suppl., Louage, No. 259; Laurent, XXV, No. 386; Huc, X, No. 285; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1386; Guillouard, Louage, I, No. 345, 448; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 539).

49. Dacă însă proprietarul reziliază de comun acord cu locatarul contractul de locaţiune şi el cunoaşte existenţa sublocaţiei, va fi obligat să menţină contractul de sublocaţie. (Dalloz, Rép., Louage, No. 445).

50. In caz de cesiune a contractului de locaţiune, rezilierea contractului principal de locaţiune, nu aduce rezolvirea contractului de cesiune, ci în acest caz trebueşte ca proprietarul să dea concediul cesionarului. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1388).

51. Hotărîrea de reziliere obţinută numai contra locatarului principal este opozabilă sublocatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 447).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Faptul că legiuitorul a declarat prelungite şi contractele de subînchiriere de camere mobilate, nu însemnează că contractele acestea vor avea în viitor o vieaţă independentă de a contractului principal, soarta lor ne mai depinzând de soarta contractului principal şi fiind deci opozabile proprietarului chiar atunci când contractul principal ar înceta de a mai exista, ci că durata contractului de subînchiriere s'a prelungit şi ea, după cum s'a prelungit durata contractului principal, pentru a pune pe subchiriaşi la adăpost de interesul chiriaşului principal de a-i evacua, după cum şi pe chiriaşul principal l-a pus la adăpost de interesul proprietarului, fără însă ca prin aceasta să se aducă vreo atingere principiilor dreptului comun, potrivit cărora raportul dintre chiriaşul principal şi sub chiriaşi este subordonat existenţei raportului dintre proprietar şi chiriaşul principal, din care îşi va fiinţa şi mai mult decât care nu poate să dureze. (Trib. Ilfov s. I, c. c., 249 din 23 Februarie 1925, Curier Jud. 12/1926).

2. Dacă cu ocazia unei cereri de reziliere de contract de închiriere, introdusă de proprietar contra locatarului prin apel, acesta din urmă cere introducerea în cauză a sublocatarului, iar proprietarul se opune, cererea aceasta este neadmisibilă şi fără interes pentru chiriaşul principal, deoarece singurul în drept a cere izgonirea sublocatarului din imobil este proprietarul, care liber este să ceară, pe cale de consecinţă şi izgonirea subchiriaşului din imobilul închiriat, după ce se va fi declarat reziliat contractul principal sau liber este să permită rămânerea mai departe a subchiriaşului în imobilul închiriat, după întâmplarea acestui eveniment, întru cât proprietarul poate renunţa explicit sau implicit la acţiunea de reziliere contra sublocatarului, chiriaşul principal neavând interesul să introducă în cauză pe subchiriaş pentru a fi şi el izgonit din imobil, odată cu el, când proprietarul nu cere aceasta. (Trib. Ilfov, s. III, c. c. 1466 din 31 Octomvrie 1925. Jur. Gen. 1926 No. 547).

3. Deşi potrivit dispoziţiilor art. 1418 din codul civil, sublocaţiunea este permisă atunci când ea nu este interzisă prin contract şi deşi sublocaţiunea formează un nou contract ale cărui condiţiuni sunt regulate prin voinţa părţilor contractante, adică a locatarului principal şi al sublocatarului totuşi proprietarul-locatar, neluând parte la încheierea contractului de sublocaţiune, nu există nicio legătură între el şi sublocatar, care să-l oblige a respecta acest contract, după rezilierea sau expirarea contractului încheiat cu locatarul principal, afară de cazul când el şi-a luat în mod expres această obligaţiune, fie prin contractul ce a încheiat cu locatarul principal, fie la încheierea contractului de sublocaţie, fie posterior acestui contract, aşa încât rezilierea contractului principal de locaţiune, aduce, pe cale de consecinţă, rezilierea contractului de sublocaţie, deoarece nimeni nu poate transmite altuia mai multe drepturi decât are el însuşi, singura obligaţie pentru proprietarul reclamant, fiind de a chema în instanţă şi pe sublocatar pentru ca judecata făcută contra locatarului principal să-i poată fi şi lui opozabilă şi să se poată dispune şi evacuarea sa, pentru ca hotărîrea obţinută să poată fie totodată executată în contra sa. (Trib. Ilfov s. III, 1466 din 31 Octomvrie 1925. Jur. Gen. 1926 No. 690).

4. Nu poate fi vorba de subînchiriere atunci când se constată precis că parte din imobilul ce se arată că a fost subînchiriat este locuit de un terţiu ca tolerat, neplătind chirie, ci numai îngrijind de averea rămasă pe urma defunctului soţ al pârîtei, care era şi frate cu acest pretins sublocatar, astăzi membru în consiliul de familie la tutela minorilor copii ai pârîtei şi contra căruia se cere evacuarea, căci nu trebue confundată calitatea de chiriaş cu aceea de tolerat, simplă îngăduinţă, recunoscută de art. 1853 codul civil şi art. 19, al. 2 legea chiriilor din 1924.

Alegaţiunea făcută de reclamant că dacă sublocatarul nu plăteşte chirie pentru camera ce ocupă, în schimbul acestor chirii prestează servicii pârîtei, dela care deţine camera, aşa încât serviciile aduse sunt echivalentul chiriei, — nu poate fi luată în consideraţiune, întru cât art. 1411 cod. civ. este categoric în materie de locaţiune, cerând pentru orice contrat de închiriere, deci şi subînchiriere cu care este asimilată

și care trebue să satisfacă aceleași condițiuni ca la contractele de închiriere (v. Cas. I. dec. 1921 din 1924 și 1127 din 1924), să constate că pentru lucrul închiriat se plătește o sumă de bani anumită, cum și a se fixa termenul de închiriere, fapt ce nu se probează în cazul nostru. (Judec. Ocol mixt Bazargic, 373 din 21 Dec. 1925, Jur. Gen. 1926 No. 346).

5. Atunci când reclamantul vrea să dovedească faptul subînchirierii, nu e nevoie să depună ca acte contractul de închiriere, ci e suficient să ceară proba cu martori pentru a dovedi faptul. (Cas. I, 3255 din 6 Iulie 1926, Pand Săpt. 33/1926).

6. Rechizițoinarea de camere unui chiriaș și primirea prețului de către acesta nu constitue o subînchiriere după legea de prelungire a contractelor de închiriere, căci lipsesc cele două elemente: concertul fraudulos și ascunderea prețului. (Cas. I, complect chirii, 56 din 9 Ianuarie 1926, Pand Săpt. 15/1926).

7. A se vedea: art. 494, nota 3; art. 1441, notele 4, 6 și 7).

Art. 1419. — Dispozițiunile articolelor relative la contractele de arendare a averilor dotale ale femeilor măritate, se vor aplica și la contractele de arendă ale averilor minorilor. (Civ. 390, 427, 454, 534, 1268, 1269; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; Civ. Fr. 1718).

Text. fr. Art. 1718. — Les articles du titre *du Contrat de mariage et des droits respectifs des époux*, relatifs aux baux des biens des femmes mariées sont applicables aux baux des biens des mineurs.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Contractul de locațiune nu poate fi încheiat decât între persoanele capabile să contracteze. (Dalloz, Rép., Louage, No. 56; Suppl., Louage, No. 41).

2. La încheierea contractului de locațiune, părțile vor trebui să fie capabile în momentul contractării. (Baudry et Wahl. Louage, I, No. 58).

3. In privința capacității părților la închierea unui contract de locațiune, va trebui să se țină seamă că acest contract constitue un act de administrație atât pentru locatar cât și pentru locator. (Duranton, XVII, No. 32 urm.; Aubry et Rau, ed 4-a, IV, § 364, p. 465; Dalloz, Rép., Louage, No. 56: Suppl., Louage, No. 41; Laurent, XXV, No. 43: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 60, 113; Guillouard, Louage, I, No. 44; Planiol, II, No. 1670).

4. Persoanele capabile să încheie un contract de locațiune. au capacitatea să ceară rezilierea acestui contract. (Troplong, Louage, I, No. 158; Dalloz, Rép., Louage, No. 69).

5. Minorii neemancipați și interzișii nu pot da în locațiune bunurilor lor, ci acest drept aparține numai tutorului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 56, 58; Suppl., Louage, No. 41, 44; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 61).

6. Tutorul va încheia contractul de locațiune fără să fie obligat la nicio formalitate sau garanție specială, cum ar fi licitație sau cauțiune. (Duranton, III, No. 546; Demolombe, VII, No. 638; Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 113, p. 458; Dalloz, Rép., Louage, No. 58; Laurent, V, No. 46; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 61).

7. Dispozițiunile art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) cu privire la durata și reînnoirea contractelor de locațiune a bunurilor femeilor măritate, se aplică și la locațiunea bunurilor minorilor și interzișilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 113, p. 458; Dalloz, Rép., Louage, No. 58; Suppl., Louage, No. 44; Laurent, V, No. 47; Alexandresco, IX, p. 48, 49).

8. Contractele de locațiune făcute de tutor în dispreţul acestor dispozițiuni, nu sunt nule de drept ci reductibile și pot fi ratificate de minor la majoritatea sa. (Dalloz, Rép., Minorité, No. 475; Alexandresco, IX, p. 50).

9. Reînnoirea contractelor de locațiune în limitele fixate de art. 1430 c. civ. fr. (1269 c. civ. rom.) este obligatorie pentru minor, chiar dacă executarea ar trebui să înceapă după ajungerea sa la majoritate. (Demolombe, VII, No. 641; Aubry et Rau, ed. 4-a. I, § 113, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl.,

Minorité, No. 371; Laurent, V, No. 48; Alexandresco, IX, p. 50; Contra: Duranton, III, No. 545).

10. La încheierea contractelor de locațiune a bunurilor minorilor, tutorul nu poate stipula, după o părere, că prețul locațiunii se va plăti cu anticipație. (Demolombe, VII, No. 642; Troplong, Louage, I, No. 145: Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 113, nota 29, p. 453; Dalloz, Rép., Minorité, No. 480: Suppl., Minorité, No. 373).

11. După altă părere, tutorul va putea stipula că prețul locațiunii se va plăti prin anticipație, rămânînd numai a se anula această stipulație dacă s'ar stabili frauda între tutor și locatar. (Dalloz, Rép., Minorité, No. 480; Suppl., Minorité, No. 373; Laurent, V. No. 49).

12. Interzisul legal nu poate da în locațiune bunurile sale, ci acest drept aparține numai curatorului. (Toullier, VI, No. 111; Rolland de Villargues, Répertoire du notariat, Bail, No. 78; Dalloz, Rép., Louage, No. 59).

13. Cei trimiși în posesiune definitivă asupra bunurilor unui absent, pot încheia contracte de locațiune a acestor bunuri, opozabile absentului care s'ar reîntoarce. (Dalloz, Rép., Suppl.. Louage, No. 45; Laurent, XXV, No. 45; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 99).

14. Proprietarul sub condițiune rezolutorie, poate, în principiu, înainte de îndeplinirea condițiunii, să încheie contracte de locațiune, dacă aceste contracte au fost făcute fără fraudă și cu bună credință. (Toullier, VI, No. 376; Duranton, XVII, No. 134; Duvergier, Louage, III, No. 83; Troplong, Louage, I. No. 100, 545, 546; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 497; Dalloz, Rép., Louage, No. 66; Suppl., Louage, No. 51; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 83. 89; Guillouard, Louage, I, No. 49, 50; Contra: Laurent, XXV, No. 46, 383).

15. Persoanele care nu au capacitatea de a face acte de administrație, nu pot lua în locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 77; Suppl., Louage, No. 45; Alexandresco, IX, p. 53).

16. Astfel, minorii neemancipați și interzișii nu pot lua în locațiune, ci în numele lor va lucra tutorul. (Dalloz, Rép., Louage, No. 77; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 113; Guillouard, Louage, I, No. 59; Alexandresco, IX, p. 53).

17. Dispozițiunile art. 1596 c. civ. fr. (1308 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiune la locațiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 56; Laurent, XXV, No. 42: Contra: Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 364, p. 467).

18. Pentru a putea da în locațiune lucruri mobile, locatorul trebuește să aibă capacitatea de a administra aceste lucruri. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 60; Guillouard, Louage, I, No. 674).

19. Dispozițiunile art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la locațiunea lucrurilor mobile ci numai la locațiunea imobilelor. (Duvergier, Louage, IV, No. 241; Troplong, Louage, I, No. 153; Dalloz, Rép., Louage, No. 868; Suppl., Louage, No. 423; Guillouard, Louage, II, No. 676).

20. Dacă însă este vorba de lucruri mobile care sunt accesoriile unui imobil, dispozițiunile acestor două articole își vor găsi aplicațiunea. (Dalloz, Rép., Louage, No. 868).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Dispozițiunile art. 1269 și 1419 din codul civil, se aplică, pe cale de analogie și contractelor de închiriere sau arendare, încheiate de sechestru judiciar. De aceste dispozițiuni însă, nu se pot prevala decât proprietarii imobilelor. (Trib. Dolj, s, III, 224 din 9 Iulie 1925, Justiția Olteniei 17—18 1925).

2. A se vedea: art. 1633, nota 2.

Art. 1420. — Locatorul este dator, prin însuși natura contractului, fără să fie trebuință de nicio stipulațiune specială:

1. De a trăda locatarului lucrul închiriat sau arendat;

2. De a-l menține în stare de a putea servi la întrebuințarea pentru care a fost închiriat sau arendat;

3. De a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedecat în tot timpul locațiunii. (Civ. 1314 urm., 1421, 1422, 1439; Civ. Fr. 1719).

Text. fr. Art. 1719. — Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière:

1° De délivrer au preneur la chose louée;

2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle à été louée;

3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 82 din 10 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 261;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Trib. Ilfov S. I c. c., 761 din 24 Iunie 1925, Pand Rom. 1925, II, 279;
RAPAPORT M., *Notă* sub C. Apel Rouen, 4 Febr 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1987;
SCRIBAN R. TRAIAN, *Observație* sub C. Apel Craiova S. I, 25 Sept. 1925 Pand. Rom. 1926, III, 52.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru existența contractului de locațiune trebuește ca să se predea locatarului un lucru pentru a se folosi de el; această obligație a locatorului este de esența contractului de locațiune: (Dalloz, Rép., Louage, No. 149: Suppl., Louage, No. 84; Alexandresco, IX, p. 81).

2. Locatorul va fi obligat să predea locatarului lucrul dat în locațiune împreună cu accesoriile sale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 473; Dalloz, Rép., Louage, No. 149; Suppl., Louage, No. 86; Laurent, XXV. No. 104; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 286; Guillouard, Louage, I, No. 88; Alexandresco, IX, p. 81, 82, 83).

3. Astfel, dacă s'a închiriat o moară sau o uzină, se va preda ca accesoriu cursul de apă ce mișcă motorul, mașinile, etc. (Troplong, Louage, I, No. 160; Dalloz, Rép., Louage, No. 149; Laurent, XXV, No. 104; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 289; Guillouard, Louage, I, No. 88).

4. De asemenea, dacă s'a închiriat o casă, locatorul va trebui să predea locatarului cheile casei, precum și dependințele, cum sunt curtea, magazia de lemne, etc. (Dalloz, Rép., Louage. No. 149; Guillouard, Louage, I, No. 88).

5. După o părere. locatarul nu are nici un drept la folosința aluviunii formată în cursul locațiunii. (Laurent, XXV, No. 171; Huc, X, No. 307; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 294).

6. După altă părere, în acest caz, locatarul are drept la folosința aluviunii. (Duranton, XVII, No. 81; Troplong, Louage, I, No. 190; II, No. 240; Dalloz, Rép., Louage, No. 149; Guillouard, Louage, I, No. 282).

7. După această a doua părere, în acest caz locatarul va trebui să plătească un supliment de preț. (Duvergier, Louage, I, No. 356; Guillouard, Louage, I, No. 284; Contra: Dalloz, Rép., Louage, No. 149).

8. După altă părere, locatarul va datora un supliment de preț numai dacă aluviunea va avea oarecare importanță. (Demolombe, X, No. 95; Aubry et Rau, ed. IV, § 365, p. 470).

9. Locatarul nu are dreptul la folosința insulelor formate în cursul locațiunii, în fața terenului arendat. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 257).

10. Predarea lucrului închiriat se face cu cheltuiala locatorului. (Pothier, Louage, IV, No. 55, 56; Duvergier, Louage, III, No. 245; Troplong, Louage, I, No. 167; Dalloz, Rép., Louage, No. 150; Laurent, XXV, No. 103; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 307; Guillouard. Louage, I, No. 90; Alexandresco, IX. p. 83. 84).

11. Predarea lucrului închiriat se va face în locul convenit de părțile contractante. (Duvergier, Louage, III, No. 245; Troplong, Louage, I, No. 167; Dalloz, Rép., Louage, No. 151; Laurent, XXV. No. 103; Huc, X, No. 290; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 304; Guillouard, Louage. I. No. 91; Alexandresco, IX, p. 84).

12. Dacă nu s'a prevăzut de către părți locul unde trebuește să se facă predarea, ea se va face potrivit obiceiului locului. (Duvergier, Louage, III, No. 245; Troplong, Louage, I, No. 167; Dalloz. Rép., Louage, No. 151; Laurent, XXV, No. 103; Huc, X, No. 290; Baudry et Wahl, Louage. I, No.

304; Guillouard, Louage, I, No. 91; Alexandresco, IX, p. 84).

13. Lucrurile mobile închiriate se vor preda în locul unde ele se găseau în momentul *închirierii*. (Dalloz, Rép., Louage, No. 870; Alexandresco, IX, p. 84).

14. Predarea lucrului închiriat se va face în termenul prevăzut în convenţie, iar dacă nu s'a prevăzut de părţi un termen de predare, ea se va face potrivit obiceiului locului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 152; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 299; Guillouard, Louage, I, No. 92; Planiol, II. No. 1677; Alexandresco, IX, p. 84).

15. Dacă în localitate nu există un obiceiu în această privinţă, predarea se va face. numai când locatarul o va cere formal. (Dalloz, Rép., Louage, No. 152).

16. Cheltuelile ridicării lucrului închiriat sunt în sarcina locatarului. (Pothier, Louage, IV, No. 56; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 307; Guillouard, Louage, I, No. 91; Alexandresco, IX, p. 84).

17. In cazul când locatorul nu-şi execută obligaţia sa de a preda lucrul închiriat, locatarul poate, prin aplicaţia dispoziţiunilor art. 1184 c. civ. fr. (1020 şi 1021 c. civ. rom.) să ceară rezoluţiunea contractului, cu daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 154, 166; Suppl., Louage, No. 89; Laurent, XXV, No. 106; Huc, X. No. 291; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 309; Guillouard, Louage, I, No. 95; Alexandresco, IX, p. 84, 85).

18. In cazul când locatorul nu face predarea lucrului închiriat şi această predare este posibilă, locatarul are dreptul să ceară constrângerea locatorului să-i facă predarea. (Duvergier, Louage, III, No. 286; Troplong, Louage, I, No. 169; Dalloz, Rép., Louage, No. 154; Suppl., Louage, No. 89, 92; Laurent, XXV, No. 106; Huc, X, No. 291; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 308; Guillouard, Louage, I, No. 95; Alexandresco, IX, p. 84, 85).

19. Acţiunea de predare a lucrului închiriat, acţiunea locatarului pentru condamnarea locatorului la despăgubiri, precum şi acţiunea în garanţie pentru turburările aduse de locator în folosinţa locatarului, au caracterele unei acţiuni personale şi mobiliare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 155; Suppl., Louage, No. 90; Alexandresco, IX, p. 86).

20. Prin urmare, aceaste acţiuni trebuesc introduse la domicilul pârîtului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 90; Huc, X. No. 343; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1609; Guillouard, Louage, I, No. 21, 29).

21. Acţiunea în predarea lucrului închiriat este indivizibilă, deoarece aproape totdeauna obligaţia locatorului este indivizibilă, cu toate că obiectul dat în locaţie este divizibil. (Duvergier, Louage, III, No. 293; Dalloz, Rép., Louage, No. 157; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 319; Guillouard, Louage, I, No. 102).

22. Prin urmare, dacă locatorul încetează din vieaţă, lăsând mai mulţi moştenitori, unul dintre ei nu poate fi admis a preda numai partea sa. (Duvergier, Louage III, No. 293; Dalloz, Rép., Louage, No. 158; Suppl., Louage, No. 91; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 319; Guillouard, Louage, I, No. 102).

23. In ceea ce priveşte daunele interese, ele se împart între moştenitori. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 91).

24. In cazul când, locatorul, cu toate că are la dispoziţia sa lucrul închiriat, refuză cu rea credinţă să predea lucrul locatarului, el poate fi condamnat să predea bunul închiriat, şi chiar daune-interese, iar dacă el refuză, executarea hotărîrii se poate face manu militari. (Duvergier, Louage, III, No. 286; Troplong, Louage, I. No. 169; Dalloz. Rép., Louage. No. 159; Laurent, XXV, No. 106; Huc, X, No. 291; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 308; Guillouard, Louage, I, No. 95).

25. In cazul când locatorul este de bună credinţă, el nu poate fi obligat decât la plata daunelor, care au putut fi cunoscute la facerea contractului iar nu şi a pierderilor care nu puteau fi prevăzute sau a câştigurilor care nu puteau fi sperate de locatar la facerea contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 164; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 315; Guillouard, Louage, I, No. 98).

26. Dacă însă locatorul este de rea credinţă, el va fi obligat la plata tuturor daunelor, fără distincţie, cu condiţiunea ca paguba să fie o urmare imediată şi directă a neexecutării obligaţiei locatorului de a preda lucrul închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 161; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 315).

27. In cazul când locatorul întârzie să predea locatarului lucrul închiriat, el va fi obligat să plătească daunele cauzate prin această întârziere. (Duvergier, Louage, III, No. 290; Dalloz, Rép., Louage, No. 163; Suppl., Louage, No. 96; Laurent, XXV, No. 106; Huc, X, No. 291; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 312, 316; Guillouard, Louage, I, No. 100).

28. In acest caz, daunele vor fi datorite, după o părere, numai dela data când locatorul a fost pus în întârziere de a face predarea lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 163; Suppl., Louage, No. 96; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 312).

29. După altă părere, pentru ca daunele să fie datorite, nu este necesar ca locatorul să fie pus în întârziere de a preda lucrul închiriat. (Duvergier, Louage, III, No. 290; Laurent, XXV, No. 106; Baudry et Barde, Obligations I, No. 470; Guillouard, Louage, I, No. 100).

30. Oricare din păreri s'ar adopta, locatarul va avea dreptul la o scădere din preţ, proporţională cu lipsa de folosinţă. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 303, 316).

31. In cazul când locatorul întârzie să predea locatarului lucrul închiriat, acesta poate cere uneori chiar rezoluţia contractului, cum ar fi în cazul când lucrul nu-i

mai poate servi la întrebuinţarea la care îl destina. (Dalloz, Rép., Louage, No. 163; Suppl., Louage, No. 96; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 309, 316; Contra: Guillouard Louage, I, No. 100).

32. In cazul când neexecutarea contractului de locaţiune sau întârzierea executării provine dintr'un caz fortuit întâmplat după încheierea contractului, locatarul are dreptul să ceară numai rezilierea contractului, fără daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 164; Suppl., Louage, No. 96; Laurent, XXV, No. 109: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 309, 312; Guillouard, Louage, I, No. 96).

33. In cazul când punerea în stăpânire a locatarului asupra lucrului închiriat este împiedecată de terţi, chiar prin simple căi de fapt, însă fără a pretinde niciun drept asupra acestui lucru, locatorul este obligat să facă să înceteze împiedecările. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366; Dalloz, Rép., Louage, No. 165; Suppl., Louage, No. 88; Laurent, XXV, No. 105; Guillouard, Louage, I, No. 89).

34. In cazul când locatorul a închiriat acelaşi lucru la două persoane, după părerea dominantă care admite că dreptul locatarului este un drept personal, va fi preferit acel locatar de bună credinţă, care a fost pus în posesiunea lucrului, chiar dacă contractul său ar avea o dată posterioară. (Duranton, XVII, No. 143; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 198 bis, XIX; Aubry et Rau, ed. 4-a, II, § 174, p. 86; Dalloz, Rép., Louage, No. 167, 168; Suppl., Louage, No. 97; Laurent, XXV, No. 18; Baudry et Wahl, Louage. I. No. 137 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 23, 29).

35. Dacă se admite părerea opusă că dreptul locatarului este un drept real, se va decide că în cazul când locatorul închiriază aceleaşi lucru la două persoane, va fi preferat acel locatar al cărui contract are o dată anterioară. (Troplong, Transcription, No. 207; Aubry et Rau, ed. 4-a, II, § 174, nota 20, p. 86; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 97; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 138 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 23, 29).

36. După o altă părere, când locatorul închiriază acelaşi lucru la două persoane va fi preferit totdeauna locatarul al cărui contract are o dată certă anterioară, cu toate că dreptul locatarului este un drept personal şi mobiliar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 365, p. 472; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 138).

37. In cazul când niciunul dintre locatari nu a fost pus în posesie, se va preferi locatarul al cărui contract are dată certă, faţă de celălalt locatar cu contract fără dată certă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 167; Suppl., Louage, No. 97; Laurent, XXV, No. 129; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 142).

38. După altă părere, în acest caz, ambii locatari au un drept egal şi dreptul la contract va fi licitat iar preţul se va împărţi în părţi egale între dânşii. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 198 bis; Guillouard, Louage, I, No. 23, 29).

39. Dacă niciunul dintre contracte nu are dată certă, va fi preferit locatarul a căruia contract are o dată anterioară, în cazul când se va stabili că data este exactă iar nu falsă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, II, § 176, nota 10, p. 100; Dalloz, Rép., Louage, No. 167).

40. A doua obligaţiune a locatorului este de a menţine lucrul închiriat în stare de a putea servi la întrebuinţarea pentru care a fost închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 169; Planiol, II, No. 1679; Alexandresco, IX, p. 81).

41. A treia obligaţiune a locatorului este de a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedecat în tot timpul locaţiunii. (Dalloz, Rép., Louage, No. 223, 224; Suppl., Louage, No. 104: Alexandresco, IX. p. 81, 88).

42. Orice locator are obligaţia de a nu turbura folosinţa locatarului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 144: Baudry et Wahl, Louage. I, No. 611; Alexandresco, IX, p. 106).

43. Dispoziţiunile art. 1719 No. 3 c. civ. fr. (1420, No. 3, c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea când turburarea folosinţei locatarului se face de o persoană care deţine dela locator un drept al cărui exerciţiu poate explica sau justifica turburarea. (Dalloz, Rép., Louage, No. 226; Huc, X, No. 304: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 456, 576 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 127; Planiol, II, No. 1684).

44. Astfel ar fi un locatar care turbură folosinţa unui alt locatar al aceluiaşi locator. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 576: Guillouard. Louage. I, No. 165; Planiol, II, No. 1684).

45. Nu intră în acest articol actele comise de un colocatar în afară de folosinţa sa, cum ar fi injuriile adresate de un locatar, colocatarului său. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 581).

46. Locatorul nu are dreptul să facă nimic care ar fi de natură să micşoreze întrebuinţarea lucrului închiriat după cum a fost fixată prin contract. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 124; Alexandresco, IX, p. 106).

47. Locatorul este obligat a face ca locatarul să se folosească nu numai de lucrul închiriat, ci şi de accesoriile acestui lucru care au fost date în posesiunea locatarului la închiriere. (Troplong, Louage, I, No. 243; Dalloz, Rép., Louage, No. 149; Suppl., Louage, No. 86; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Laurent, XXV, No. 146; Huc, X, No. 297: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 507; Guillouard, Louage, I, No. 132: Alexandresco, IV, p. 106).

48. Constitue o turburare a locatarului în folosinţa lucrului închiriat, faptul locatorului de a dărâma şi de a reclădi etajele superioare casei a cărei parter şi prim etaj au fost închiriate, când aceste lucrări

aduc o turburare gravă folosinței locatarului prin căderea materialelor. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 480; Planiol, II, No. 1681; Alexandresco, IX, p. 106).

49. De asemenea, locatorul nu poate opri ca trăsurile aducând pe locatar sau pe vizitatorii săi să intre, chiar după miezul nopții, în curtea casei închiriate, când nu există o asemenea interdicțiune în contractul de închiriere. (Laurent, XXV, No. 104; Huc, X, No. 288, 297; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 508; Guillouard, Louage, I, No. 88).

50. De asemenea, constitue o turburare, faptul portarului de a nu avea o atitudine convenabilă față de locatari. (Muteau. De la responsabilité civile, p. 204; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 588; Guillouard, Louage, I. No. 165).

51. Locatarul poate opri pe locator să pue afișe pe partea care corespunde apartamentului luat cu chirie dela nivelul solului până la plafon, deoarece el este locatarul acestei părți. (Huc, X, No. 289; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 508; Alexandresco, IX, p. 108 nota).

52. In anumite cazuri locatorul are dreptul să viziteze imobilul închiriat sau să trimită alte persoane să-l viziteze, cum ar fi de exemplu pentru a examina starea imobilului, pentru a vedea reparațiunile care sunt de făcut sau pentru a închiria imobilul la expirarea contractului de locațiune. (Troplong, Louage, I, No. 187; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 169 bis, I; Dalloz, Rép., Louage, No. 236; Suppl., Louage, No. 145; Huc, X, No. 301; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 456, 463, 827; Guillouard, Louage, I, No. 143; Alexandresco, IX, p. 108 nota).

53. Locatorul nu este obligat a garanta locatarului o folosință nelimitată. Astfel faptele imputabile locatorului sau colocatarilor chiriașului nu dau dreptul acestuia din urmă să acționeze pe locator decât atunci când aduc o atingere serioasă folosinței sale. (Troplong, Louage, I. No. 283; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Louage, No. 255; Suppl., Louage, No. 104; Laurent, XXV, No. 143, 144; Guillouard, Louage, I, No. 130).

54. Constitue o turburare a folosinței locatarului, introducerea în imobilul închiriat a industriilor incomode, insalubre, periculoase sau imorale. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 128; Huc, X, No. 297; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 480; Guillouard, Louage, I, No. 134. 135; Planiol, II, No. 1680; Alexandresco, IX, p. 107).

55. Constitue o turburare de natură a aduce rezilierea contractului de locațiune cu daune-interese faptul locatorului de a închiria o parte din imobil unei case de prostituții. (Dalloz, Rép., Louage, No. 225; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 481; Guillouard, Louage, I, No. 135; Alexandresco, IX, p. 108).

56. De asemenea, închirierea unei părți din imobil unei case de joc. (Duvergier, Louage, III, No. 310, nota 2; Troplong, Louage, I, No. 185; Laurent, XXV, No. 130; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 481; Guillouard, Louage, I, No. 135; Alexandresco, IX, p. 108).

57. Locatorul poate în principiu, după părerea dominantă, după ce a închiriat o parte din imobil unui comerciant sau industriaș, să închirieze restul imobilului unei alte persoane care exercită un comerț sau industrie similară sau identică cu a celuilalt chiriaș. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 169 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 129; Laurent, XXV, No. 132 urm.; Huc, X, No. 299; Pouillet, Traité des marques de fabrique, No. 755; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 484; Alexandresco, IX, p. 108 ur.; Contra: Guillouard, Louage, I, No. 136 urm.).

58. De asemenea, locatorul poate exercita în imobilul închiriat un comerț sau industrie similară cu cea exercitată de locatarul său în acelaşi imobil. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 129; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 500; Alexandresco, IX, p. 108 urm.; Contra: Guillouard, Louage, I, No. 134).

59. Dacă însă s'a prevăzut în contractul de închiriere o clauză expresă de interdicțiune, sau rezultă din împrejurările și faptele contemporane încheierii contractului, intențiunea comună a părților de interdicțiune, locatorul nu poate după ce a închiriat o parte din imobil unui comerciant sau industriaș, să închirieze restul imobilului unei alte persoane exercitând aceeaşi profesiune sau să exercite el însăși aceași profesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 475, 476; Dalloz, Rép., Louage, No. 226; Suppl., Louage, No. 129, 136; Laurent, XXV, No. 132; Huc, X, No. 300; Pouillet, No. 758; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 487; Guillouard, Louage, I, No. 140; Alexandresco, IX, p. 112).

60. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă din interpretarea clauzelor contractului rezultă această interdicțiune, cu condițiunea de a nu denatura sensul clauzelor clare și precise. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 137; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 487).

61. In caz de îndoială, clauzele vor fi interpretate în favoarea locatorului, în sensul permisiunii locațiunii. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 487).

62. Dacă s'a prevăzut în contractul de închiriere o clauză expresă de interdicțiune, locatorul este răspunzător față de locatar de turburarea ce i se aduce prin concurența ce i se face de un alt locatar în aceeaşi casă, chiar dacă în contractul acestuia din urmă i s'ar fi interzis formal să exercite un comerț sau industrie similară cu celălalt locatar. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 141; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 492, 493, 580).

63. Locatorul nu poate uza de un imobil al său vecin cu imobilul închiriat, ast-

fel încât să micşoreze folosinţa locatarilor, chiar dacă uzul celui de al doilea imobil s'ar face potrivit raporturilor care trebuesc să existe între vecini. (Dalloz, Rép., Louage. No. 233; Laurent, XXV, No. 146; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 509; Guillouard, Louage, I, No. 132).

64. Locatorul poate stabili într'un imobil vecin un comerţ sau industrie similară cu acea exercitată de locatarul său, dacă în contractul de închiriere nu s'a prevăzut o clauză de interdicţiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 134; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 512; Alexandresco, IX, p. 108 urm.; Contra: Guillouard. Louage. I. No. 440).

65. In cazul când locatorul turbură pe locatar în folosinţa sa, acesta poate cere în prim rând încetarea turburării. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 128; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 504, 591; Guillouard, Louage, I, No. 165; Alexandresco, IX, p. 113).

66. In al doilea rând locatarul turburat poate cere şi obţine rezilierea contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 139; Huc, X, No. 300; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 460, 504; Guillouard, Louage, I, No. 142, 145; Alexandresco, IX. p. 113).

67. De asemenea, locatarul turburat poate cere şi obţine o micşorare a preţului locaţiunii. (Dalloz. Rép.. Suppl., Louage. No. 139; Huc. X. No. 300; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 459. 504; Guillouard, Louage. I. 142, 145; Alexandresco, IX, p. 112. 113).

68. Locatarul în caz de turburare, poate cere totdeauna, fie în principal, fie ca accesoriu daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 139; Laurent. XXV, No. 127; Huc. X. No. 300; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 460. 540; Guillouard. Louage, I. No. 142, 145; Alexandresco, IX, p. 88. nota 4. 113).

69. In părerea care admite că dreptul locatarului este un drept real asupra lucrului închiriat, el poate acţiona direct pe autorii turburării folosinţei sale. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 139).

70. In părerea însă care admite că dreptul locatarului este un drept personal, el poate acţiona numai pe locator când este turburat în folosinţa sa, fie de acesta, fie de o persoană care deţine dreptul său dela locator. (Dalloz. Rép., Suppl.. Louage, No. 139; Huc. X. No. 300; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 506. 587; Guillouard. Louage. I. No. 142; Alexandresco, IX, p. 113).

71. In cazul când turburarea este făcută de un colocatar, locatorul acţionat, are în urmă o acţiune în garanţie contra colocatarului turburător. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 141; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 505; Guillouard, Louage, I, No. 142).

72. Dacă însă locatorul nu a făcut cunoscut celui de al doilea locatar, condiţiunile primului contract de locaţiune, el nu are contra acestuia acţiune în garanţie. (Huc, X, No. 300; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 505; Guillouard, Louage, I, No. 142).

73. Locatorul nu se poate exonera prin contractul de închiriere, nici direct, nici indirect, de obligaţiunile esenţiale care cad în sarcina sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 147; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 270).

74. Obligaţia de predare a lucrului închiriat nu poate fi suprimată prin contract, însă poate fi restrânsă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 149; Suppl., Louage, No. 88).

75. Astfel. se poate prevedea în contract, că locatarul va lua singur în posesiune lucrul închiriat, procedând, fără concursul locatorului, la expulzarea aceluia care ocupa imobilul fără contract şi fără titlu. (Huc, X, No. 273, 290; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 274: Guillouard, Louage, I, No. 426).

76. Locatorul nu se poate exonera prin contractul de închiriere, într'un chip general. deorice garanţie către locatar de faptele sale personale. (Dalloz. Rép., Louage, No. 235; Suppl., Louage, No. 147; Guillouard, Louage, I, No. 144; Contra: Baudry et Wahl. Louage, I, No. 455).

77. Se poate însă stipula în contractul de închiriere o limitare a întinderii garanţiei locatorului. faţă de anumite acte determinate. rezervându-i-se acestuia anumite facultăţi care dacă nu ar fi prevăzute, i-ar fi interzise. (Dalloz, Rép., Louage, No. 235; Baudry et Wahl. Louage. I, No. 455; Comp: Dalloz. Rép., Suppl., Louage, No. 147; Guillouard. Louage, I, No. 144; Alexandresco. IX, p. 81).

78. Dispoziţiunile art. 1719 c. civ. fr. (1420 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea atât la locaţiunea lucrurilor mobile, cât şi la locaţiunea imobilelor. (Duvergier, Louage, IV, No. 242; Troplong, Louage, I, No. 175, 196; Dalloz. Rép., Louage, No. 870; Baudry et Wahl. Louage. I, No. 304. 320, 323. 611; Guillouard, Louage. I, No. 103; II, No. 678: Alexandresco. IX, p. 83).

79. A se vedea: art. 1421 din codul civil cu notele respective.

INDEX ALFABETIC

(la jurisprudenţă).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Faptul posesiunii bunului închiriat nu este de natură a atribui locatarului posterior, dreptul de a fi menţinut în pose-

siune, față de contractul anterior cu dată certă pe care legea, prin art. 1441 c. civ., 516 și 518 pr. civ. îl declară formal opozabil terțelor persoane. (C. Apel Galați s. I, 82 din 10 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 261).

2. Locatorul fiind în imposibilitate de a executa obligația luată către chiriaș de a-i pune la dispoziție imobilul închiriat, obligația sa se transformă în daune-interese și chiriașul nu poate, în baza contractului său, să forțeze pe locator ca să-i pue imobilul închiriat la dispoziție, atunci când acesta îl închiriase altuia care și intrase în folosința imobilului și pe cale de contestație, făcută de chiriașul aflat în imobil, nu se poate judeca prioritatea contractelor de închiriere. (Trib. Bacău, s. II, 164 din 31 Iulie 1924, Justiția Olteniei 17—18 din 1925).

3. *a)* Un contract de locațiune — în dreptul român ca și în dreptul rus — conferă locatarului un drept personal, un drept de creanță, iar nu un drept real, care să-l îndreptățească să urmărească imobilul în mâinile oricărui deținător. Ca urmare a acestui principiu, chiriașul nu poate cere folosința imobilului închiriat decât dela proprietarul cu care a contractat.

b) Un proprietar care a vândut imobilul din care fusese evacuat chiriașul mai înainte de judecarea definitivă a procesului, are obligația, în caz când judecata ordonă reintegrarea, să plătească daune acestui chiriaș. (C. Apel Chișinău s. I, 91 din 6 Mai 1925, Pand Săpt. 13/1925, Pand. Rom. 1925, III, 147).

4. Neplata chiriei poate constitui o culpă din partea chiriașului, numai atunci când proprietarul și-a îndeplinit el însuși obligațiunea prescrisă de lege, adică să predea folosința chiriașului său, căci nu se poate concepe plata unei chirii fără folosința a cărei echivalent este.

Iar dacă proprietarul refuză fără temeiu legal serios să predea această folosință, el poate fi obligat judecătorește la aceasta sub sancțiunea daunelor cominatorii. (Trib. Ilfov, s. I, c. c., 761 din 24 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 279).

5. In fapt: Un proprietar a închiriat un apartament pe termen de un an, — 23 Aprilie 1924 la 23 Aprilie 1925, — cu chiria de 28000 lei, plătită de chiriaș pe tot anul.

In August 1924, locatara fiind transferată cu serviciul din localitate s'a mutat din imobil, pe care proprietarul l-a închiriat altuia.

La 13 Mai 1925, primul chiriaș a intentat acțiune proprietarului cerând restituirea a 14000 lei, chiria pe o jumătate de an, Judecătoria i-a respins acțiunea.

In drept: Acțiunea în restituire, bazată pe afirmațiunea că proprietarul deține fără cauză suma încasată ca chirie dela primul chiriaș, poate fi admisă pe baza principiului că nimeni nu trebue să se îmbogățească în dauna altuia?

Potrivit art. 1420 codul civ. locatorul este obligat a pune la dispoziția chiriașului imobilul și a nu-i turbura în timpul locațiunii liniștita folosință.

In speță, din actele și împrejurările cauzei se constată că chiriașa a avut liniștita folosință a imobilului și că a plecat de bună voie din apartament, iar locatorul n.a consimțit la plecare și nici n'a promis restituirea chiriei, ceea ce denotă că nu și-a călcat nicio obligațiune și ca atare lipsește din sarcina lui elementul culpă pentru ca să se poată invoca în contră-i art. 1420 cod. civ. sau principiul îmbogățirii fără cauză.

In afară de aceasta, plata chiriei făcându-se de bună voie pe întregul an convenit, fără călcarea vreunei restricțiuni sau condițiuni impuse prin contract, iar, potrivit principiilor, părțile majore și capabile putând încheia convențiuni cari fac lege între ele, atât cât nu ating ordinea publică și bunele moravuri și contractul de închiriere încheiat în speță fiind o convențiune bilaterală, perfectă din momentul încheierii ei, plata odată făcută pe baza lui nu mai poate fi restituită decât în caz de eroare sau în cazul când vreun principiu legal de ordine publică împiedecă ființarea lui, sau când vreo condiție din contract nu s'a îndeplinit.

In aceste condițiuni și întru cât chiriașa nu a cerut să i se ție la dispoziție imobilul spre a uza de dreptul său legal de a-l subînchiria, — căci prin contract nu i s'a interzis acest drept, — iar locatorul l-a închiriat altuia după plecarea ei dintr'însul, acțiunea este nefondată. (Jud. oc. I urb. Ploiești. Cartea de judecată No. 343 din 24 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 2175).

6. Când doi arendași, cu contracte succesive, își dispută drepturile, este preferat cel care are dată certă anterioară; aceasta pe principiul din art. 1441 din codul civil. (Trib. Dolj, s. III, 224 din 9 Iulie 1925, Justiția Olteniei 17-18/1925).

7. Din caracterul de personalitate al dreptului de închiriere, rezultă că locatarii succesivi ai aceluiași locator, își pot discuta dreptul lor de creanță, rămânând celui al cărui titlu va fi fără valoare să ceară daune dela locator.

In conflictul dintre locatarii succesivi, preferință se dă celui care a avut întâiu folosința imobilului, întru cât locatarii succesivi, în calitate de creditori ai aceluiași locator, având drepturi egale, primul posesor urmează a fi preferat, chiar dacă contractul său e posterior. (Cas. I, complet chirii, 1938 din 14 Iulie 1925, Pand. Săpt. 25/1925).

8. In conflictul dintre doi arendași, se preferă cel cu data certă anterioară. (C. Apel Craiova s. II, 271 din 25 Septemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 52, Justiția Olteniei 1-2/1926).

9. Când un proprietar închiriază un imobil la două persoane diferite prin contracte succesive, cel preferat, va fi nu cel cu data anterioară, ci acel care se găsește

în posesia de fapt a imobilului. (Judecătoria ocol Băileşti, Dolj, 497 din 27 Noemvrie 1925, Justiţia Olteniei 17-18 din 1925).

10. Intr'o acţiune intentată conform legii proprietarilor, prin care se cere rezilierea contractului pentru neplată de chirie, este admisibilă cererea chiriaşului, spre a opune compensaţiunea, de a dovedi prin martori, în apărare, că nu i s'a predat în întregime folosinţa apartamentului închiriat (terasă, baie, lumină electrică), deoarece numai după ce locatarul şi-a satisfăcut obligaţiunea a trăda în întregime lucrul închiriat (art. 1420 al. I, c. civil), acesta poate exige chiriaşului său integral equivalentul folosinţei, adică plata de chirie. (Trib. Ilfov, s. IV, c. c., Jurnalul No. 10251 din 11 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1455).

11. *a)* Contractele de arendare succesive nu sunt nule, când unul din ele nu se poate executa din cauza unei împiedecări legale. Din moment ce piedeca încetează, contractul se execută.

b) Un motiv de ordine publică nu poate fi ridicat direct în Casaţie, dacă cere verificări de fapt.

c) Anularea unor procese verbale de punere în posesie pe motiv că imobilul era arendat, constitue o violare a legii. (Cas. II. 162 din 16 Iunie 1926, Pand. Săpt. 28 din 1926).

Art. 1421. — Locatorul trebue să trădea lucrul în aşa stare încât să poată fi întrebuinţat.

In cursul locaţiunii, trebue să facă toate acele reparaţiuni ce pot fi necesare, afară de micile reparaţiuni (reparaţiuni locative) cari prin uz sunt în sarcina locatarului. (Civ. 1420, 1423 urm., 1426, 1432, 1439, 1447 urm.; Civ. Fr. 1720).

Text. fr. Art. 1720. — Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1720 § 1 c. civ. fr. (1421 § 1 c. civ. rom.) locatorul este obligat, în lipsă de convenţie contrara, sa predea lucrul în aşa stare încât să poată fi întrebuinţat. El trebueşte să facă toate reparaţiile chiar şi acele locative necesare în momentul predării, deoarece locatarul nu este obligat să facă reparaţiile locative decât acele necesare în cursul contractului. (Alexandresco, IX. p. 82).

2. Potrivit dispoziţiunilor art. 1420 § 2 c. civ., locatorul este obligat în cursul contractului, sa facă toate reparaţiile necesare, afară de acele locative care sunt în sarcina locatarului. (Alexandresco, IX. p. 86).

3. Părţile pot să modifice, prin contractul de locaţiune, dispoziţiile legii privitoare la reparaţiunile lucrului închiriat sau arendat. (Alexandresco, IX, p. 86, nota 4).

4. Tribunalele vor aprecia în mod suveran care reparaţii cad în sarcina locatorului şi care cad în sarcina locatarului. (Alexandresco, IX, p. 87).

5. Reparaţiile care au devenit necesare din culpa locatarului cad în sarcina lui, iar cele devenite necesare printr'un caz fortuit, cad în sarcina locatorului. (Alexandresco, IX, p. 87).

6. In cazul când locatorul nu face reparaţiile ce sunt în sarcina sa, locatarul poate cere rezilierea contractului sau să fie autorizat de justiţie să le facă el însuşi în comptul locatorului. (Laurent, XXV, No. 112; Huc, X, No. 292; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 324, 325; Guillouard, Louage, I, No. 108; Alexandresco, IX, p. 87).

7. Dacă exista urgenţă, locatarul poate face reparaţiile chiar fără autorizaţia justiţiei, mai cu seamă daca locatorul nu se află la faţa locului. (Laurent, XXV, No. 112; Huc, X, No. 292; Alexandresco, IX, p. 87).

8. Chiar dacă nu există urgenţa şi locatarul face reparaţiile fără autorizaţia justiţiei, el va trebui să fie despăgubit, deoarece proprietarul nu se poate îmbogăţi în detrimentul locatarului. (Pothier, Louage, IV, No. 129 urm.; Marcadé, Art. 1730 urm., No. 1; Troplong, Louage, I, No. 352; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 325; Guillouard, Louage, I, No. 108; Alexandresco, IX, p. 88).

9. A se vedea: art. 1420 din codul civil cu notele respective.

Art. 1422. — Locatarul trebue să fie garantat pentru toate stricăciunile şi viţiile lucrului închiriat ori arendat ce-i împiedecă

întrebuințarea, chiar deși nu au fost cunoscute locatarului [1]) la timpul locațiunii.

Dacă din aceste vicii și defecte derivă pentru locatar o daună oarecare, locatorul este dator a-l desdăuna. (Civ. 1021, 1352—1360, 1420 urm., 1422 urm., 1575 urm.; C. com. 579, 581; Civ. Fr. 1721).

Text. fr. Art. 1721. — Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

Bibliografie (continuare).

TONCESCU V., *Notă* sub Trib. Ilfov S. III, 615 din 6 Iulie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 157.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1721 c. civ. fr. (1422 c. civ. rom.) locatorul este garant față de locatar de viciile cari împiedecă întrebuințarea lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 187; Suppl., Louage, No. 105; Alexandresco, IX, p. 97).

2. Pentru ca dispozițiile art. 1721 c. civ. fr. (1422 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiune, nu este nevoie ca imposibilitatea de întrebuințare să fie absolută; locatorul este garant chiar în cazul când viciile deși nu aduc o împiedecare absolută a întrebuințării lucrului, însă îi micșorează astfel întrebuințarea încât este de presupus că locatarul nu l-ar fi închiriat. (Troplong, Louage, I, No. 196; Marcadé, Art. 1721, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Louage, No. 188; Suppl., Louage, No. 105; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 430; Guillouard, Louage, I, No. 117; Planiol, II, No. 1686; Alexandresco, IX, p. 97).

3. Astfel, locatarul poate cere aplicația dispozițiilor acestui articol, când în casa închiriată există ploșnițe, care constitue un viciu ascuns. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 105; Laurent, XXV, No. 118; Huc, X, No. 293; Cession, I, No. 293; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 431; Guillouard, Louage, I, No. 118; Planiol, II, No. 1686; Alexandresco, IX, p. 97, 98).

4. De asemenea, când soba din bucătărie scoate fum, încât folosința acestei bucătării devine aproape imposibila și când întrebuințarea mijloacelor pentru evitarea fumului nu se poate face fără un pericol de incendiu. (Troplong, Louage, I, No. 196; Laurent, XXV, No. 118; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 431; Guillouard, Louage, I, No. 118; Planiol, II, No. 1686; Alexandresco, IX, p. 99).

5. De asemenea, când casa închiriată este umeda, încât este incomod și poate chiar foarte periculos de a locui în ea. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 431; Alexandresco, IX, p. 99).

6. Locatorul nu garantează viciile care fac mai puțin comodă întrebuințarea lucrului închiriat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Louage, No. 187; Suppl., Louage, No. 105; Huc, X, No. 293; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 430; Guillouard, Louage, I, No. 117; Planiol, II, No. 1686; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 339; Laurent, XXV, No. 115).

7. Potrivit dispozițiilor art. 1721 c. civ. fr. (1422 c. civ. rom.) locatorul datorește garanție, chiar în cazul când nu a cunoscut viciile în momentul încheierei locațiunii. (Dalloz, Rép., Louage, No. 191; Suppl., Louage, No. 107; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 429; Planiol, II, No. 1687; Alexandresco, IX, p. 98).

8. Locatorul nu datorește garanție pentru viciile aparente ale lucrului existente în momentul încheierii contractului, pe care locatarul le-a cunoscut sau a avut posibilitatea să le cunoască dacă ar fi cercetat lucrul închiriat. (Pothier, Louage, IV, No. 113; Duvergier, Louage, III, No. 343; Troplong, Louage, I, No. 198, 235; Marcadé, Art. 1721, No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 701, nota 4, p. 361; Mourlon, III, No. 744; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Louage, No. 197; Suppl., Lou-

1) Din eroare se zice aci „*locatarului*" în loc de „*locatorului*" cum este de altfel și în textul francez.

age, No. 108; Huc, X, No. 293; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 440; Guillouard, Louage, I, No. 121; Planiol, II, No. 1688; Alexandresco, IX, p. 101, 102; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 167 bis, II; Laurent, XXV, No. 116).

9. De asemenea, locatorul nu datorește garanție pentru defectele naturale ale lucrului închiriat, dacă ele sunt notorii, chiar dacă nu ar fi aparente. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 108; Laurent, XXV, No. 117; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 440; Guillouard, Louage, I, No. 122).

10. Locatorul este garant de viciile sau defectele lucrului închiriat, chiar dacă ele ar surveni după facerea contractului de închiriere. (Duvergier, Louage, III, No. 343; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Dalloz, Rép., Louage, No. 193; Suppl., Louage, No. 106; Laurent, XXV, No. 119; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 429; Guillouard, Louage, I, No. 120; Planiol, II, No. 1687; Alexandresco, IX, p. 100).

11. Potrivit dispozițiunilor art. 1721 c. civ. fr. (1422 c. civ. rom.) dacă din viciile și defectele lucrului închiriat derivă pentru locatar o daună oarecare, locatorul este dator a-l desdauna. (Dalloz, Rép., Louage, No. 191; Alexandresco, IX, p. 102).

12. Locatorul datorește despăgubiri locatarului, după părerea dominantă, chiar în cazul când nu a cunoscut la facerea contractului, viciile sau defectele lucrului închiriat. (Delvincourt, III. p. 191: Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 701, text și nota 6, p. 362; Mourlon, III, No. 744; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 167 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 366, nota 16, p. 477; Laurent, XXV, No. 122; Huc, X, No. 293; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 445; Guillouard, Louage, I, No. 125; Planiol, II, No. 1689; Alexandresco, IX, p. 102).

13. După altă părere, în cazul când locatorul nu a cunoscut viciile sau defectele lucrului închiriat, el va datori numai o reducere a prețului locațiunii, iar în cazul când le-ar fi cunoscut. va mai datori și daune-interese. (Duvergier, Louage, III, No. 341; Troplong, Louage, II, No. 194; Marcadé, Art. 1721, No. 3; Dalloz, Rép. Louage, No. 191).

14. In cazul când viciile sau defectele au survenit după facerea contractului de locațiune, după o părere, se va putea admite numai rezilierea contractului sau o diminuare a prețului locațiunii, iar nu și condamnarea locatorului la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 193; Huc, X, No. 293).

15. Dacă însă viciile sau defectele provin din o cauză care exista la facerea contractului de locațiune și pe care locatorul o cunoștea sau trebuia s'o prevadă, el va datora daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 193, 194).

16. După altă părere. locatorul va datori daune-interese, chiar dacă viciile sau defectele au survenit după facerea contractului de locațiune. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 448).

17. Locatarul poate cere în caz de vicii sau defecte ale lucrului închiriat, independent de daune-interese, și o reducere a prețului locațiunii proporțională cu timpul cât a fost lipsit de folosința lucrului. (Duvergier, Louage, III, No. 339; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Laurent, XXV, No. 120; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 446; Guillouard, Louage, I, No. 123; Planiol, II, No. 1689).

18. In caz de vicii sau defecte ale lucrului închiriat, locatarul poate cere și obține rezilierea contractului de locațiune. (Pothier, Louage, IV, No. 116; Duvergier, Louage, III, No. 339; Troplong, Louage, I, No. 193; Mourlon, III, No. 744, Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Laurent, XXV, No. 120; Huc, X, No. 293; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 446; Guillouard, Louage, I, No. 123; Planiol, II, No. 1689; Alexandresco, IX, p. 103).

19. Locatorul nu datorește garanție când locatarul a renunțat la ea prin o clauză expresă a contractului de locațiune. (Duvergier, Louage, III, No. 345; Troplong, Louage, I, No. 198; Dalloz, Rép., Louage. No. 196; Suppl., Louage, No. 108; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 440; Guillouard, Louage, I, No 121; Alexandresco, IX, p. 101).

20. Renunțarea locatarului la garanție poate fi nu numai expresă, ci și tacită. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 108; Laurent, XXV, No. 116; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 440; Guillouard, Louage, I, No. 122).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In principiu proprietarul este răspunzător de daunele ce le-ar suferi chiriașul din cauza viciilor și defectelor bunului închiriat, în special din cauza incendiului provocat de un viciu de construcțiune a imobilului închiriat și această răspundere este consecința obligației ce are locatorul de a garanta chiriașului liniștita folosință a lucrului dat în locațiune.

Această răspundere a locatorului față de locatar, urmează a fi guvernată de principiile culpei contractuale iar nu de acele ale culpei aquiliane și deci ea nu poate fi nelimitată, ci se mărginește numai la despăgubirile ce s'au putut prevede de părți, (Trib. Ilfov s. III, 615 din 6 Iulie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 157).

2. Răspunderea proprietarului pentru daunele ce le-ar suferi chiriașul din cauza viciilor lucrului închiriat în speță incendiul provocat de un viciu de construcție al imobilului închiriat, este o răspundere care derivă din contractul de locațiune, deci regulele după care urmează a fi stabilită vor fi guvernate după principiile dela materia culpei contractuale.

Conform acestor regule, debitorul nu răspunde decât de daunele ce au fost sau au putut fi prevăzute la facerea contractului.

De asemeni, potrivit art. 1086 c. c., ele nu trebue să cuprindă decât ceea ce este consecința directă și necesară a neexecutării obligațiunii.

Stabilirea împrejurărilor în care asemenea daune ar fi putut fi prevăzute și în cadrul cărora ele ar putea constitui o consecință directă și necesară a neexecutării obligațiunii, deci și a momentului când ele urmează să fie evaluate este o chestiune de fapt de suverană apreciere a instanțelor de fond și care scapă controlului acestei Inalte curți.

Intrucât în speță e constant că incendiul menționat a provenit din cauza viciului de construcție, defectul dela coșul caloriferului al imobilului în chestiune deci dintr'o culpă contractuală a proprietarului, urmează, că instanța de apel a putut adoptând motivele din sentința Tribunalului, să aprecieze valoarea daunelor aduse mobilierului recurentei după valoarea sa din momentul sinistrului și în limitele în care a putut fi prevăzute. (Cas. I, dec. 2514 din 13 Octomvrie 1925, Curier Jud. 29/1926).

Art. 1423. — Dacă în timpul locațiunii, lucrul închiriat ori arendat se strică în totalitate prin caz fortuit, contractul este de drept desfăcut. Dacă însă se distrueşte în parte, locatarul poate, după împrejurări, să ceară o scădere din preț, ori desființarea contractului.

In amândouă cazurile nu i se dă nicio desdăunare. (Civ. 969, 1083, 1156, 1425, 1429, 1439, 1457; C. com. 584, 588; L. agrară 30; Civ. Fr. 1722).

Text. fr. Art. 1722. — Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail.

Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1927, Curier Jud. 3/1927.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Există pierdere totală sau parțială a lucrului. când lucrul este distrus material în toaul sau în parte. (Dalloz, Rép., Louage. No. 198; Alexandresco, IX, p. 89, nota 5).

2. In ceea ce privește drepturile incorporale, exista pierderea lor, când ele încetează să existe. (Dalloz, Rép., Louage, No. 219).

3. Există pierdere totală a lucrului închiriat. când lucrul a fost distrus în întregime. (Dalloz, Rép., Louage, No. 198; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 335; Alexandresco, IX, p. 89, nota 5).

4. Trebueşte asimilat cu cazul pierderii totale, cazul când lucrul deși subsistă parțial, însă nu mai poate servi la destinația sa. (Duvergier, Louage. III. No. 524; Troplong, Louage. I. No. 234; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 201; Suppl.. Louage, No. 110; Laurent. XXV, No. 410; Guillouard, Louage, I, No. 392; Alexandresco. IX, p. 89. nota 5; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 527; Planiol. II, No. 1734).

5. Astfel, distrugerea viei de filoxeră constitue o pierdere totală a lucrului închiriat. (Huc, X, No. 294; Guillouard, Louage, I. No. 396; Planiol, II, No. 1735).

6. De asemenea, trebueşte asimilat cu cazul pierderii totale, cazul când lucrul închiriat deși subsistă în întregime însă nu mai poate fi obiectul unei folosințe potrivit

destinației sale. (Troplong, Louage, I, No. 324; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 210, 216; Laurent, XXV, No. 410; Huc, X, No. 294; Guillouard, Louage, I, No. 392; Alexandresco, IX, p. 89, nota 5; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 525; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 527).

7. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă pierderea parțială este atât de grava, încât face lucrul închiriat impropriu să îndeplinească destinația sa și deci să echivaleze pierderei totale. (Dalloz, Rép., Louage, No. 201).

8. De asemenea, tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă deteriorările lucrului închiriat, constituesc o distrugere totală sau o distrugere parțială. (Huc, X, No. 294; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 359; Guillouard, Louage, I, No. 397).

9. Există pierdere parțială în cazul când o porțiune importantă a lucrului închiriat este distrusa. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 114; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 335, 342; Alexandresco, IX, p. 89, nota 5).

10. Se asimilează cu cazul de pierdere parțială, cazul când deși lucrul subsistă în întregime, însă locatarul este lipsit de folosința totală sau a unei părți importante din lucrul închiriat. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 115; Huc, X, No. 304; Guillouard, Louage, I, No. 391; II, No. 574; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 526; Alexandresco, IX, p. 89, nota 5).

11. Pentru ca să existe pierdere parțială în sensul prevăzut de art. 1722 c. civ. fr. (1423 c. civ. rom.) trebuește ca pierderea să poarte asupra însăși lucrului, nefiind de ajuns dacă există o micșorare a productelor sau agrementului lucrului închiriat. (Duvergier, Louage, III, No. 529; Dalloz, Rép., Louage, No. 200; Suppl., Louage, No. 115; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 337, 567; Guillouard, Louage, I, No. 390, 396; Alexandresco, IX, p. 90, nota. 92, nota 3).

12. Prin cuvintele caz fortuit întrebuințate în art. 1722 c. civ. fr. (1423 c. civ. rom.) se înțeleg cazurile când distingerea totală sau parțială a lucrului închiriat s'a făcut din cauza unui eveniment independent de voința părților și care deci nu lepoate fi imputat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 198; Guillouard, Louage, I, No. 387; Planiol, II, No. 1734; Alexandresco, IX, p. 90, text și nota 1).

13. Astfel constitue un caz fortuit sau de forța majoră, incendiul. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 116; Alexandresco, IX, p. 90, nota 1).

14. De asemenea, retragerea autorizației administrative, fără care nu se poate face exploatarea imobilului închiriat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 120; Laurent, XXV, No. 152; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 568; Guillouard, Louage, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 90, nota 1).

15. De asemenea, exproprierea pentru cauză de utilitate publică. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 160; Huc, X, No. 295; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 338, 344; Guillouard, Louage, I, No. 388; Planiol, II, No. 1735; Alexandresco, IX, p. 90, nota 1).

16. De asemenea, faptele de războiu. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 117; Huc, X, No. 304; Guillouard, Louage, I, No. 391; II, No. 574; Alexandresco, IX, p. 90, nota 1; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 526).

17. Nu există caz fortuit sau forță majoră când nu a avut loc o împiedecare absolută a folosinței, ci locatarul a părăsit lucrul închiriat sau nu l-a luat în posesiune din cauza unei temeri exagerate, fără să fie amenințat de niciun pericol. (Dalloz, Rép., Louage, No. 211; Suppl., Louage, No. 118; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 526; Guillouard, Louage, I, No. 391).

18. Constitue un caz de forță majoră, temerea inspirată de un pericol iminent, dacă pericolul pornește dela însuși lucrul, cum ar fi de exemplu dacă o casă închiriată ar amenința cu ruina. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 5, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 211; Suppl., Louage No. 118).

19. Nu constitue un caz de forță majoră mutarea funcționarului locatar de către guvern, în altă localitate. (Dalloz, Rép., Louage, No. 212; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 557).

20. Contractul de locațiune este reziliat de plin drept, când lucrul a pierit în total prin caz fortuit sau forță majoră, deoarece în acest caz dacă de exemplu este vorba de o casă, locatarul nu poate obliga pe locator să o reconstruiască, iar locatorul dacă o reconstruește nu poate obliga pe locatar la menținerea contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 199; Suppl., Louage, No. 109; Huc, X, No. 294; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 352; Guillouard, Louage, I, No. 393, 394; Alexandresco, IX, p. 89, nota 2, 90).

21. In cazul când contractul de locațiune se reziliază de drept prin pierdere totală a lucrului închiriat, locatarul va plăti chiria numai proporțional cu timpul cât s'a folosit de lucru. (Huc, X, No. 294; Guillouard, Louage, I, No. 395; Alexandresco, IX, p. 92).

22. In cazul când pierderea fortuită a lucrului constă din aceea că locatarul nu se mai poate folosi de el potrivit destinației sale, el are dreptul, după împrejurări, să ceară sau rezilierea contractului, sau să fie scutit de plata prețului pe timpul cât nu se folosește de lucrul închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 210; Alexandresco, IX, p. 92).

23. Potrivit dispozițiilor art. 1722 c. civ. fr. (1423 c. civ. rom.) dacă lucrul se distruge în parte prin caz fortuit sau forță majoră, locatarul poate, după împrejurări, sa ceară sau rezilierea contractului, sau o scădere din preț. (Dalloz, Rép., Louage,

No. 202; Suppl., Louage, No. 109, 113; Alexandresco, IX, p. 89, 92).

24. In acest caz, locatarul nu poate cere daune-interese dela locator. (Dalloz, Rép., Louage, No. 210; Suppl., Louage, No. 109; Alexandresco, IX, p. 90, 91, 92, 94).

25. Dacă pierderea parţială este atât de importantă încât locatarul nu se mai poate folosi de lucrul închiriat potrivit destinaţiei sale, el poate cere rezilierea contractului, deoarece în acest caz pierderea echivalează cu o pierdere totală. (Dalloz, Rép., Louage, No. 201; Suppl., Louage, No. 114; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 358; Planiol, II, No. 1734).

26. Dacă pierderea nu este destul de importantă pentru a aduce rezoluţia contractului, locatarul va obţine o scădere din preţ. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 114; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 358; Guillouard, Louage, I, No. 397; Alexandresco, IX, p. 92, 93).

27. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă convenţiunea mai poate să-şi producă efect, cu toată pierderea parţială a lucrului închiriat, şi este deci numai cazul a se scade din preţ o parte proporţională. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 114; Guillouard, Louage, I, No. 397; Alexandresco, IX, p. 93).

28. Cu toate că în unele cazuri locatarul are dreptul să ceară rezilierea contractului, el poate cere însă numai o scădere din preţul locaţiunii. (Dalloz, Rép., Louage, No. 202; Huc, Cession, I, No. 94; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 361; Alexandresco, IX, p. 93, text şi nota 3).

29. Această facultate aparţine numai locatarului, aşa încât dacă el cere numai o scădere din preţ locatorul nu poate cere rezilierea contractului de locaţiune. (Duvergier, Louage, III, No. 522; Troplong, Louage, I. No. 213; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 2, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 202; Laurent, XXV, No. 404; Huc, X, No. 294; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 359; Guillouard, Louage, I, No. 397; Alexandresco, IX, p. 93).

30. In caz de expropriere parţială pentru cauză de utilitate publică locatarul poate cere menţinerea contractului pentru porţiunea rămasă. Dacă însă această porţiune nu poate fi conservată fără grave inconveniente, locatorul poate cere rezilierea contractului, deşi locatarul optase pentru continuarea lui. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 359).

31. In caz de expropriere parţială pentru cauză de utilitate publică, dacă locatarul a optat pentru continuarea contractului de locaţiune, cu o scădere din preţ, el nu poate cere locatorului să facă reparaţiile necesare şi reconstruirea părţi distruse. (Duvergier, Louage, III, No. 522; Marcadé Art. 1722, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, nota 5, p. 474, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 204; Suppl., Louage, No. 123; Laurent, XXV, No. 404; Huc, X, No. 294, 296; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 363; Guillouard, Louage, I, No. 394; Contra: Troplong, Louage, I, No. 220).

32. In cazul când prin caz fortuit s'a stricat numai o parte din imobilul închiriat, fără să existe distrugerea, locatarul poate constrânge pe locator să facă reparaţiunile necesare ca imobilul să poată fi locuit. (Troplong, Louage, I, No. 220; Marcadé, Art. 1722, No. 1; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 116; Laurent, XXV, No. 111, Huc, X, No. 295; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 366; Guillouard, Louage, I, No. 394; Alexandresco, IX, p. 93).

33. Dărâmarea unei case din ordinul autorităţii publice, pentru cauză de vechime, nu are, în regulă generală, caracterul unui caz fortuit şi este imputabilă locatorului. (Troplong, Louage, I, No. 216; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 109; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 344; Guillouard, Louage, I, No. 390).

34. Pierderea totală sau parţială a lucrului închiriat, imputabilă locatorului, aduce, după împrejurări, rezilierea contractului sau o scădere din preţ, ca şi la pierderea prin caz fortuit. (Duvergier, Louage, III, No. 521; Troplong, Louage, II, No. 313; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 494; Dalloz, Rép., Louage, No. 205; Suppl., Louage, No. 109; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 344, 354; Planiol, II, No. 1734; Alexandresco, IX, p. 91, 92, 94).

35. In acest caz, locatarul poate cere ca locatorul să fie condamnat şi la plata de daune-interese. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Louage, No. 205; Suppl., Louage, No. 109; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 354, 369; Guillouard, Louage, I, No. 386; Planiol, II, No. 1734; Alexandresco, IX, p. 91, 92, 94).

36. Când pierderea lucrului închiriat este imputabilă locatorului, locatarul nu poate cere ca acesta să reconstruiască partea distrusă. (Guillouard, Louage, I, No. 394; Alexandresco, IX, p. 92; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 369).

37. Pierderea totală a lucrului închiriat imputabilă locatarului, aduce rezilierea contractului de locaţiune. (Duvergier, Louage, III, No. 521; Troplong, Louage, II, No. 213; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 494; Dalloz, Rép., Louage, No. 199, 205; Suppl., Louage, No. 111; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 351; Guillouard, Louage, I, No. 393; Planiol, II, No. 1734; Alexandresco, IX, p. 94).

38. In acest caz, locatorul nu poate cere locatarului preţul ratelor scăzute după pierderea totală a lucrului, deoarece pe această dată contractul a fost reziliat de plin drept. (Dalloz, Rép., Suppl. Louage, No. 111; Laurent, XXV, No. 241; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 351; Guillouard, Louage, I, No. 222).

39. In acest caz însă, locatarul poate fi condamnat la plata de daune-interese către locator. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 495; Dalloz, Rép., Suppl., Louage,

No. 111; Guillouard, Louage, I, No. 385; Planiol, II, No. 1734).

40. Când pierderea parțială a lucrului închiriat este imputabilă locatarului, acesta nu are dreptul să ceară nici rezilierea contractului, nicio micșorare din preț. (Baudry et Wahl, Louage, I. No. 356; Comp. Contra: Alexandresco, IX, p. 91).

41. In acest caz tocmai din contra, locatorul are dreptul să pretindă dela locatar plata de daune-interese. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 356).

42. Cu toate că în alineatul al 2-lea al art. 1722 c. civ. fr. (1423 c. civ. rom.) se prevede că locatarul nu are dreptul la nicio desdăunare, părțile pot stipula în contract plata unei despăgubiri în caz de pierdere din cauză de forță majoră. (Dalloz, Rép., Louage, No. 220).

43. Părțile nu pot stipula în contract că rezilierea contractului nu va avea loc în caz de pierdere totală a lucrului închiriat. O asemenea stipulație este lovită de o nulitate radicală. (Duranton, XVII, No. 213; Dalloz, Rép., Louage, No. 221; Alexandresco, IX, p. 91, nota 3).

44. Părțile însă pot stipula în contract că în caz de pierdere totală sau parțială a lucrului închiriat, locatarul va continua a plăti prețul locațiunii până la expirarea termenului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 221; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 351; Comp: Alexandresco, IX, p. 89, 91).

45. Dispozițiile art. 1722 c. civ. fr. (1423 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la locațiunea mobilelor corporale, sau incorporale și a imobilelor. (Troplong, Louage, I, No. 236; Dalloz, Rép., Louage, No. 871; Suppl., Louage, No. 426; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 372; Alexandresco, IX, p. 95).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Conform art. 1423 și 1439 c. c., contractul de locațiune se desființează dacă lucrul închiriat a pierit, iar dacă a pierit numai în parte, chiriașul poate cere sau desființarea contractului sau scădere de chirie în proporțiune cu lipsa de folosință.

In speță, rechiziționarea de către inamic a întregului imobil constitue de sigur un caz de forță majoră, care lipsind pe chiriaș de folosință, pe timpul ocupațiunii, echivalează cu distrugerea parțială a imobilului, distrugere care nu poate fi suferită decât de proprietar și deci acesta nu poate pretinde chirie dela locatar pentru un lucru a cărui folosință nu i-a procurat-o pe timpul dela Aprilie 1917 și până la Noemvrie 1918, când a reintrat în posesiunea imobilului, așa că numai prin exces de putere și cu violarea art. 1423 și 1439 c. civ. Curtea de Apel a putut obliga pe Minister la plata acelei chirii. (Cas. I, dec. 367 din 13 Fevruarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2199).

2. A se vedea: art. 1457, nota 1).

Art. 1424. — Locatarul[1]) nu poate în cursul locațiunii să schimbe forma lucrului închiriat sau arendat. (Civ. 1420, 1429, 1430; Civ. Fr. 1723).

Text. fr. Art. 1723. — Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Locatorul este obligat să lase, în cursul locațiunii, lucrul închiriat în starea în care se găsea la încheierea contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 227; Suppl., Louage, No. 125; Alexandresco, IX, p. 106)

2. Locatorul, în cursul locațiunii, nu poate face atât schimbări totale cât și parțiale. (Dalloz, Rép., Louage, No. 228; Alexandresco, IX, p. 106).

3. Astfel, locatorul nu poate, în cursul locațiunii, să mai adauge un etaj la casa închiriată, fără voia locatarului. (Troplong, Louage, I, No. 243; Baudry et Wahl, Louage, No. 458; Guillouard, Louage, I, No. 128, 145; Alexandresco, IX, p. 106).

4. De asemenea, locatorul nu poate, în cursul locațiunii, să facă lucrului închiriat schimbări, care îi micșorează prețul și agrementul. (Huc, X, No. 297; Planiol, II, No. 1680).

5. Când există urgența recunoscută, locatorul poate face reparațiuni la lucrul închiriat, care nu pot fi considerate în acest caz ca o turburare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 231; Huc, X, No. 302; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 465; Guillouard, Lou-

1) Din eroare credem, se zice aci *„locatarul"* în loc de *„locatorul"* cum e și în textul francez.

age, I, No. 128, 145; Planiol, II, No. 1681; Alexandresco, IX, p. 107).

6. Locatorul este obligat să asigure locatarului liniștita și completa folosință, neschimbând forma, nu numai a obiectelor prevăzute în contract, ci a tuturor accesoriilor sau avantajelor acestor obiecte și pe care locatarul a trebuit să compteze ca utilitate sau ca agrement al locațiunii. (Troplon, Louage, I, No. 243; Laurent, XXV, No. 145;; Huc, X, No. 297; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 458; Guillouard, Louage, I, No. 132; Alexandresco, IX, p. 106).

7. Dispozițiile art. 1723 c. civ. fr. (1424 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar dacă schimbarea formei ar fi privitoare la o parte mică a lucrului închiriat și chiar dacă proprietarul ar avea un interes real a o face și s'ar oferi să despăgubească pe locatar. (Troplong, Louage, II, No. 244; Dalloz, Rép., Louage, No. 229; Suppl., Louage, No. 125; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Laurent, XXV, No. 144; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 459; Guillouard, Louage, I, No. 130; Alexandresco, IX, p. 106).

8. Locatorul poate face schimbările care nu aduc nicio turburare sau prejudiciu locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 229; Suppl., Louage, No. 125; Laurent, XXV, No. 144; Huc, X, No. 297; Guillouard, Louage, I, No. 130; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 477; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 459; Alexandresco, IX, p. 106, nota 2).

9. Locatarul poate cere justiției ca să oprească pe locator să facă schimbările ce le proectează, iar dacă le-a făcut poate cere ca locatorul să fie obligat a le distruge sau să fie el autorizat să le distrugă pe cheltuiala acestuia. (Dalloz, Rép., Louage, No. 231).

10. In cazul când schimbările au fost începute și ele aduc un grav prejudiciu locatarului, acesta poate cere rezoluțiunea contractului de locațiune, cu daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 231; Laurent, XXV, No. 127; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 460; Guillouard, Louage, I, No. 142, 145).

11. Locatarul poate consimți ca locatorul să facă schimbări lucrului închiriat, în cursul locațiunii, și în acest caz, el nu are dreptul să se plângă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 230; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 461; Alexandresco, IX, p. 105).

12. Dovada consințimântului locatarului la facerea schimbărilor, va trebui să se facă, în principiu, prin înscris. (Dalloz, Rép., Louage, No. 230).

13. A se vedea: art. 1420 din codul civil cu notele respective.

Art. 1425. — Dacă în cursul locațiunii lucrul închiriat sau arendat are nevoe de reparațiuni urgente, ce nu se pot amâna până la finele contractului, locatarul trebue să sufere strâmtoarea ce i se cășunează, orice fel fie ea, și fiind lipsit, chiar pe timpul facerii lor, de întrebuințarea a o parte din lucrul închiriat sau arendat.

Dacă însă aceste reparațiuni continuesc mai mult decât 40 zile, prețul locațiunii se va scădea în proporțiunea timpului în care, și a părții lucrului închiriat de a cărei întrebuințare a rămas lipsit.

Dacă reparațiunile sunt de așa fel în cât locatarul și familia sa se află în neputință de a locuì, el va putea cere anularea contractului. (Civ. 998 urm., 1020, 1021, 1083, 1421, 1423; Civ. Fr. 1724).

Text. fr. Art. 1724. — Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă există urgenţa reparaţiilor, (Dalloz, Rép., Louage, No. 177; Huc, X, No. 302; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 465).

2. Art. 1724 c. civ. fr. (1425 c. civ. rom.) prevede ca un semn de urgenţa cazul când reparaţiile nu pot fi amânate până la finele contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 177).

3. In cazul când locatorul face reparaţiuni care nu sunt urgente şi fără voia locatarului, el va fi condamnat la daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 177).

4. Locatorul este obligat să suporte fără despăgubiri reparaţiunile urgente care nu durează mai mult de patruzeci zile. (Dalloz, Rép., Louage. No. 178; Suppl., Louage, No. 102; Huc, X, No. 302; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 464, 466; Guillouard, Louage, I, No. 111; Planiol, II. No. 1681; Alexandresco, IX, p. 114).

5. Potrivit dispoziţiunilor art. 1724 al. 2 c. civ. fr. (1425 al. 2 c. civ. rom.) când reparaţiile urgente durează mai mul de patruzeci zile, locatarul are drept la o scădere din preţ proporţională cu timpul în care şi a părţii lucrului închiriat, de a cărei întrebuinţare a fost lipsit. (Dalloz, Rép., Louage, No. 176; Suppl., Louage, No. 102; Huc. X, No. 303, 304; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 475; Guillouard. Louage, I, No. 180 urm.; Planiol, II, No. 1681; Alexandresco, IX, p. 114, 115).

6. Calcularea micşorării preţului se va face. după o părere, dela expirarea celor patruzeci zile. (Troplong, Louage, I, No. 253; Dalloz, Rép., Louage. No. 179).

7. După altă părere, calcularea micşorării preţului se va face din ziua începerii reparaţiilor. (Duvergier, Louage, III, No. 303; Marcadé. Art. 1724, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 170 bis, II. III; Dalloz. Rép., Louage, No. 179; Suppl., Louage, No. 102; Laurent, XXV, No. 140; Huc, X, No. 302; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 472; Guillouard, Louage, I, No. 112; Alexandresco, IX, p. 115, nota 1).

8. Potrivit dispoziţilor art. 1724 al. ultim c. civ. fr. (1425 al. ultim c. civ. rom.) dacă reparaţiunile sunt de aşa fel încât locatarul şi familia sa se află în neputinţă de a locui, el va putea cere rezilierea contractului. (Duvergier, Louage, I, No. 300; Dalloz, Rép., Louage, No. 176; Suppl., Louage, No. 102; Laurent, XXV, No. 142; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 468; Guillouard, Louage, I, No. 112, 113; Planiol. II, No. 1681; Alexandresco, IX, p. 115).

9. Dispoziţiile alineatului ultim al art. 1724 c. civ. fr. (1425 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea fie că reparaţiunile durează mai mult de patruzeci zile, fie că durează mai puţin. (Duvergier, Louage, I, No. 303; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 170 bis, IV; Dalloz, Rép., Louage, No. 180; Suppl.. Louage, No. 102; Laurent. XXV. No. 142; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 468; Guillouard. Louage, I, No. 112, 113: Planiol. II, No. 1681; Alexandresco, IX. p. 115).

10. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, luând avizul experţilor, dacă reparaţiunile sunt de natură a pune în imposibilitate pe locatar şi familia sa, să locuiască în imobil. (Dalloz, Rép., Louage, No. 181).

11. Cererea de reziliere va putea fi respinsă, dacă se va stabili că reparaţiunile vor trebui să dureze foarte puţin timp şi locatorul va oferi locatarului şi familiei sale camere vecine pentru a locui şi depozita lucrurile sale în acest timp. (Dalloz, Rép., Louage, No. 181).

12. Dispoziiţile art. 1724 al ultim. c. civ. fr. (1425 al. ultim c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea nu numai la casele de locuit, ci şi unei uzine, unei manufacturi, etc. (Duvergier. Louage, I, No. 301: Demante et Colmet de Santerre VII, No. 170 bis V; Dalloz, Rép., Louage, No. 183; Suppl., Louage, No. 102: Laurent, XXV. No. 142; Guillouard, Louage, I, No. 114; Alexandresco, IX, p. 115; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 471).

13. In cazul prevăzut de art. 1724 c. civ. fr. (1425 c. civ. rom.) locatarul nu are dreptul la daune-interese, decât numai când se va dovedi că degradările provin din greşala sau neglijenţa locatorului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 178, 182; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 477; Guillouard, Louage. I. No. 183: Alexandresco, IX, p. 115).

Art. 1426. — Locatorul nu este răspunzător către locatar de turburarea căşunată lui prin faptul unei a treia persoane, care persoană nu-şi sprijină acel fapt pe un drept asupra lucrului închiriat sau arendat; locatarul are însă facultatea de a reclama în contră-le în numele său personal. (Civ. 1427 urm.; Civ. Fr. 1725).

Text. fr. Art. 1725. — Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galaţi S. I, 82 din 10 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 261;
SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Herţa-Dorohoi, 487/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1834.

Doctrină.

1. Prin turburarea de fapt se înţelege piedecele puse folosinţei paşnice a locatarului prin acte materiale nejustificate, delicte sau cuasi-delicte. (Dalloz, Rép., Louage. No. 238; Suppl., Louage, No. 149; Baudry et Wahl. Louage. I. No. 519: Guillouard, Louage. I, No. 157; Planiol, II. No. 1682: Alexandresco, IX. p. 116).

2. Astfel, locatorul nu este răspunzător de degradările unui magazin închiriat, făcute de un grup de indivizi necunoscuţi, înfuriaţi din cauza numelui scris pe firmă. deoarece constitue o turburare pe căi de fapt la folosinţa locatarului. (Laurent, XXV. No. 163; Baudry et Wahl. Louage, I. No. 526; Guillouard, Louage, I, No. 160; Planiol, II, No. 1682).

3. Constituesc turburări de fapt comise de terţi, turburările prin acte abuzive comise de proprietarul vecin. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 155: Baudry et Wahl. I. No. 530: Planiol. II, No. 1685).

4. Potrivit dispoziţiilor art. 1725 c. civ. fr. (1426 c. civ. rom.) locatorul nu este răspunzător către locatar de turburarea căşunată lui prin faptul unei terţe persoane, care nu-şi sprijină acel fapt pe un drept asupra lucrului închiriati sau arendat. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 174 bis, I; Dalloz. Rép., Suppl., Louage. No. 149: Huc. X. 304: Baudry et Wahl. Louage, I, No. 520: Guillouard, Louage, I, No. 158; Planiol, II, No. 1685; Alexandresco, IX. p. 117).

5. In acest caz chiar dacă autorul turburării ar fi insolvabil sau ar rămâne necunoscut, locatarul nu are dreptul la garanţie din partea locatorului, chiar pentru a obţine o scădere din preţ, afară de cazuri de forţă majoră. (Duvergier, Louage, III. No. 315; Dalloz, Rép., Louage. No. 239; Laurent, XXV. No. 161; Huc, X, No. 304; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 524; Guillouard, Louage, I. No. 159; Alexandresco, IX, p. 117).

6. In cazul unei turburări pe cale de fapt, terţul turburător va fi urmărit de locatar în numele său personal. (Dalloz, Rép., Louage, No. 238; Suppl., Louage, No. 149; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 532; Guillouard, Louage, I. No. 164; Alexandresco, IX, p. 117, 119).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Doctrina şi jurisprudenţa nu admit, în general, pentru locatar, acţiunea în reintegranda în cazul când ar fi fost scos cu violenţă din folosinţa bunului închiriat, el având dreptul la o acţiune în despăgubiri. (C. Apel Galaţi s. I, 82 din 10 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 261).

2. Instituirea unui sechestru asigurător de un creditor al unei persoane asupra unor bunuri reţinute de un chiriaş dela proprietar, debitor al creditorului, sechestru aplicat prin ridicarea lucrurilor. constitue pentru deţinătorul lor o turburare de fapt, în folosinţa ce o are asupra lucrurilor.

Ori, potrivit art. 1426, 1428 şi 1433 cod. civ. orice turburare de fapt ce s'ar cauza unui deţinător de un bun oricare, pe baza unui contract de închiriere, turburare venită dela un terţ, o suportă deţinătorul chiriaş, căci atare conflicte cu privire la posesiunea materială a bunului, se soluţionează de locatar, iar nu de locator. Aceasta rezultă din înseşi obligaţiunile locatarului de a păstra bunul în toată materialitatea lui. iar orice atingerea adusă acestei materialităţi, constitue o turburare de fapt, care poate fi înlăturată de locatar printr'o acţiune posesorie.

Prin urmare. în speţă. locatarul nefăcând aceasta, el nu poate uza contra proprietarului de nicio acţiune, ca atare acţiunea reclamantului urmează a fi respinsă ca neîntemeiată. (Trib. Buzău s. II, sent. civ. 181 din 6 Mai 1925. Jur. Gen. 1925 No. 1734).

3. Locatarul are exerciţiul acţiunilor posesorii numai în caz când e deposedat prin violenţă sau când e vorba de turburări de fapt, care nu privesc proprietatea. (Jud. Oc. Herţa, Cartea de jud. No. 487-925, Jur. Gen. 1925 No. 1834).

4. Atunci. când faptul unei terţiu se exercită în virtutea unui pretins drept, spre deosebire de cazul în care nu se invoacă niciun titlu. locatarul nu are nicio acţiune în contra terţului, pentru turburarea folosinţei imobilului închiriat, în specie o cameră de servitori, ci numai contra locatorului. (Trib. Ilfov, s. III, 22 din 15

Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 135, Curier, Jud. 24/1926).

5. Este adevărat că potrivit art. 1420 codul civil, proprietarul este dator să garanteze liniştita folosinţă a imobilului închiriat, însă acest text trebuia pus în legătură cu art. 1426 codul civil, care face răspunzător pe proprietar numai de turburările de drept, iar nu şi de turburările de fapt ale terţilor. Pentru acestea din urmă chiriaşul are acţiune directă contra terţilor turburători, cum este în speţă, restauratorul, care turbură liniştita folosinţă a prăvăliei ocupate de reclamant.

Faptul că peste drum de imobilul închiriat se află cupola clădirii Camerii de comerţ, care prin aşezarea sa reflectează cu putere lumina solară în magazinul reclamantului turburându-i folosinţa după cum pretinde, nu poate constitui un viciu, care să ducă la rezilierea contractului de închiriere, deoarece nu este vorba de un viciu permanent, ci temporar prin natura mişcării luminii solare. (Trib. Ilfov, s. III, civ. cor., sent. civ. 1574 din 1 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1697).

Art. 1427. — Dacă din contra, locatarul a fost turburat în folosinţa sa, în urmarea unei acţiuni relative la proprietatea lucrului, are drept la o scădere în proporţiune cu dreptul închirierii sau arendării, întru cât însă a înştiinţat pe locator de această molestare şi împiedecare. (Civ. 1021, 1082 urm., 1341, 1351, 1428, 1433, 1457; Pr. civ. 112 urm.; Civ. Fr. 1726).

Text. fr. Art. 1726. — Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prin turburare de drept se înţelege turburarea care provine dela un terţ, care pretinde să exercite un drept asupra lucrului închiriat sau arendat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 244; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 519, 534; Guillouard, Louage, I, No. 156, 166; Planiol, II, No. 1683; Alexandresco, IX, p. 116).

2. Astfel există turburare de drept, când un terţ care se pretinde proprietar, chiamă în judecată pe locatar pentru a fi condamnat la delăsarea lucrului închiriat sau a unei părţi din el. (Dalloz, Rép., Louage, No. 244; Suppl., Louage, No. 151; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 534; Alexandresco, IX, p. 116).

3. Dispoziţiile art. 1726 şi 1727 c. civ. fr. (1427 şi 1428 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea nu numai în cazul când se contestă proprietatea lucrului închiriat, ci şi în cazul când turburarea provine din revendicare de către un terţ a unui drept de uzufruct, uz sau abitaţie. (Dalloz, Rép., Louage, No. 249; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 534; Planiol, II, No. 1683; Alexandresco, IX, p. 116).

4. Locatarul are dreptul să ceară dela locator despăgubiri, în cazul când un vecin exercită o servitute asupra lucrulu închiriat, dacă această servitute nu e aparentă şi nu i-a fost declarată la încheierea contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 249; Suppl., Louage, No. 152; Alexandresco, IX, p. 116).

5. Turburările cauzate folosinţei locatarului prin acte ilegale ale administraţiei, constituesc simple turburări de fapt, de asemenea, chiar dacă actul ar fi legal însă administraţia a comis un abuz în executarea lui. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, nota 22, p. 479; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 156; Laurent, XXV, No. 148; Huc, X, No. 305; Guillouard, Louage, I, No. 147; Alexandresco, IX, p. 122, 123, 124; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 564).

6. Turburările cauzate folosinţei locatarului prin acte legale ale administraţiei, constituesc turburări de drept, pe care trebueşte să le garanteze locatorul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 478; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 156; Laurent, XXV,

No. 149 urm.; Huc, X, No. 305; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 554; Guillouard, Louage, I, No. 149; Alexandresco, IX, p. 122).

7. Când un imobil a fost închiriat pentru stabilirea unui stabiliment periculos, insalubru sau incomod, refuzul sau retragerea autorizației administrative, va constitui o turburare dând loc la garanție din partea locatorului, numai în cazul când obținerea sau menținerea autorizației a fost una din condițiunile contractului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 157; Guillouard, Louage, I, No. 152; Comp: Duvergier, Louage, III, No. 404; Troplong, Louage, I, No. 234; Huc, X, No. 305; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1375, 1376; Alexandresco, IX, p. 123).

8. Dacă în contract nu e prevăzut nimic în această privință, se va admite, în general, că locatorul este garant. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 157).

9. Constituesc turburări de drept care dau loc la garanție din partea locatorului, atingerile aduse folosinței locatarului prin exercițiul legitim al drepturilor vecinului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 155; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 476, 594; Guillouard, Louage, I, No. 176; Planiol, II, No. 1687; Alexandresco, IX, p. 117).

10. In principiu, locatorul este obligat la garanție față de locatar, pentru tulburările de drept. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 151).

11. Turburarea de drept se poate produce fie sub forma unei acțiuni introdusă de un terț contra locatarului, pretinzând că are un drept asupra lucrului închiriat, fie sub forma de excepțiune invocată de acest terț acționat de locatar pentru turburarea ce i-a adus în folosința sa. In ambele aceste cazuri locatorul trebuește să apere în justiție pe locatar, în urma introducerii sale în cauză după cererea locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 244; Alexandresco, IX, p. 117, text și nota 1, 120).

12. Dacă însă turburarea de drept a avut loc prin deposedarea locatarului de lucrul închiriat, obligația locatorului de garanție constă din despăgubirea locatarului de prejudiciul suferit. (Dalloz, Rép., Louage, No. 244).

13. Pentru exercitarea acțiunii în garanție, trebuește ca evicțiunea să proceadă din o cauză anterioară contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 257; Alexandresco, IX, p. 121).

14. Dacă evicțiunea provine din o cauză posterioară încheierei contractului de locațiune, nu există garanție, însă când locatarul este lipsit de folosința lucrului închiriat în totul sau în parte, el va avea dreptul la restituirea prețului sau la o scădere proporțională din preț. (Dalloz, Rép., Louage, No. 257; Alexandresco, IX, p. 121).

15. Locatorul datorește garanție, cu toate că evicțiunea nu procede din o cauză anterioară contractului, când ea rezultă dintr'un fapt personal al său. (Dalloz, Rép., Louage, No. 258; Alexandresco, IX, p. 121).

16. Potrivit dispozițiilor art. 1726 c. civ. fr. (1427 c. civ. rom.) pentru ca locatarul să fie garantat de locator, trebuește ca el dintâi să aducă la cunoștința celui din urmă turburarea sau împiedecarea. (Dalloz, Rép., Louage, No. 253; Alexandresco, IX, p. 120, 121).

17. In cazul când locatarul nu denunță locatorului turburarea, el nu are drept la nicio despăgubire, ci din contră este răspunzător către dânsul de prejudiciul cauzat prin lipsa denunțării. (Duvergier, Louage, III, No. 323; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, nota 32, p. 480; Laurent, XXV, No. 165; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 544; Guillouard, Louage, I, No. 167; II, No. 534; Planiol, II, No. 1683; Alexandresco, IX, p. 120, 121).

18. Locatarul are dreptul la garanție, cu toate că nu a denunțat locatorului turburarea, dacă va dovedi că locatorul nu avea niciun mijloc să împiedece turburarea sau că el a cunoscut-o și a primit reparația daunei. (Dalloz, Rép., Louage, No. 253; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 544; Guillouard, Louage, I, No. 167).

19. In cazul când locatarul suferă o evicțiune totală, contractul de locațiune se reziliază de plin drept și el nu mai poate fi obligat la plata prețului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 250; Suppl., Louage, No. 158; Huc, X, No. 306; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 547; Guillouard, Louage, I, No. 168; Alexandresco, IX, p. 120).

20. In cazul când evicțiunea este parțială, locatarul poate cere, după împrejurări, sau o scădere din preț sau rezilierea contractului de locațiune. (Dalloz. Rép. Louage, No. 250; Huc, X, No. 306; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 547; Guillouard, Louage, I, No. 168; Alexandresco, IX, p. 120).

21. După o părere, oricât de mică ar fi lipsa de folosință, locatarul are drept la o reducere proporțională din preț. (Delvincourt, III, p. 189, nota 4; Duvergier, Louage, III, No. 323; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 548; Guillouard, Louage, I, No. 168; Planiol, II, No. 1683).

22. După altă părere, dacă paguba ar fi fără nici cea mai mică importanță, locatarul nu are drept la nicio scădere din prețul locațiunii. (Troplong, Louage, II, No. 283; Dalloz, Rép., Louage, No. 255).

23. Locatarul în caz de evicțiune totală sau parțială, poate cere, pe lângă rezilierea contractului de locațiune sau o scădere din preț, și daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 250; Suppl., Louage, No. 153; Laurent, XXV, No. 168; Huc, X, No. 306; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 550; Guillouard, Louage, I, No. 168; Planiol, II, No. 1683; Alexandresco, IX, p. 121).

24. In cazul când locatarul este tulburat în lolosința sa prin actele administrației poate cere, fie rezilierea contractului, fie o scădere din preț, în baza acțiunii de garanție contra locatorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 158; Baudry et Wahl,

Louage, I, No. 574; Guillouard, Louage, 1, No. 149, 154; Alexandresco, IX, p. 122).

25. In acest caz însă, locatarul nu va putea cere, în principiu, dela locator, daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 158; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 574; Guillouard, Louage, I, No. 149, 154, 389; Alexandresco, IX, p. 122).

26. Dacă însă, actul de administraţie a fost provocat prin faptul sau neglijenţa locatorului, el va datori locatarului, daune-interese. (Troplong, Louage, I, No. 216; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 158; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 574; Guillouard, Louage, I, No. 390; Alexandresco, IX, p. 122).

27. In cazul când locatarul este turburat in folosinţa sa prin actele unui vecin, el poate cere, fie rezilierea contractului, fie o scădere din preţ. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 155; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 600; Guillouard, Louage, I, No. 176).

28. In acest caz însă, locatarul nu poate cere dela locator daune-interese. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 477, 600; Guillouard, Louage, I, No. 176; Contra: Dalloz, Rép., Louage, No. 249; Suppl., Louage, No. 155).

29. In cazul când părţile au convenit în mod expres scutirea de garanţie, locatorul nu va fi obligat la garanţie, chiar dacă evicţiunea ar proveni din o cauză anterioară contractului, însă în acest caz locatarul nu va fi obligat să plătească preţul. (Dalloz, Rép., Louage, No. 258; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 552; Guillouard, Louage, I, No. 170: Alexandresco, IX, p. 122).

30. In caz de evicţiune parţială, dacă s'a prevăzut clauza de negaranţie, locatarul va avea dreptul la o scădere proporţională din preţ. (Duvergier, Louage, III, No. 330; Dalloz, Rép., Louage, No. 258; Guillouard, Louage, I, No. 170; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 552; Comp.: Alexandresco, IX, p. 122).

31. Locatarul este presupus că a renunţat la garanţie, când el a cunoscut la facerea contractului, cauza de evicţiune, afară de cazul când a prevăzut în mod formal garanţia. In acest caz el nu are drept la daune-interese. (Duvergier, Louage, III, No. 328; Dalloz, Rép., Louage, No. 258; Guillouard, Louage, I, No. 171; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 550).

32. In acest caz însă, va avea dreptul, fie la scăderea totală a preţului, fie la o scădere proporţională. (Dalloz, Rép., Louage, No. 259).

Art. 1428. — Dacă acei ce au căşunat turburarea cu dela sine putere, pretind a avea vreun drept asupra lucrului, ori dacă locatarul este chemat în judecată pentru a fi condamnat a pierde lucrul în totalitate sau în parte, sau pentru a suferi exerciţiul unei servituţi, el trebue să înştiinţeze pe locator spre a fi garantat contra unei asemenea turburări şi, dacă vrea, poate să fie scutit de orice chemare în judecată arătând însă pe locatorul în a cărui nume posedă. (Civ. 554, 576 urm., 1426 urm., 1853; Pr. civ. 112 urm.; Civ. Fr. 1727).

Text. fr. Art. 1727. — Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

Bibliografie (continuare).

Scriban R. Traian, *Observaţie* sub C. Apel Craiova S. I, 25 Sept. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 52.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1727 c. civ. fr. (1428 c. civ. rom.), în caz de turburare de drept, prin acţiune în justiţie, locatarul poate sau să înştinţeze pe locator şi să ceară scoaterea sa din cauză, arătând reclamantului în numele cui posedă, sau să rămâe în proces. chemând în garanţie pe locator. (Dalloz, Rép., Louage. No. 245, 246; Alexandresco, IX, p. 120).

2. Locatarul nu are dreptul nici să intente. nici să se apere singur într'o acţiune petitorie privitoare la lucrul închiriat şi orice hotărâre intervenită între el şi un terţ în această privinţă, nu este opozabilă locatorului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 247).

3. In cazul când locatarul este turburat

în folosința sa printr'un fapt al administrației, el are dreptul a cere daune-interese dela administrație pe lângă acțiunea sa în garanție contra locatorului. (Dalloz, Rép. Suppl., Louage, No. 159; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 561).

Art. 1429. — Locatarul are două îndatoriri principale:

1. Trebue să întrebuințeze lucrul închiriat sau arendat ca un bun proprietar și numai la destinațiunea determinată prin contract; iar în lipsă de stipulațiune specială, la destinațiunea presumptă după circumstanțe;

2. Trebue să plătească prețul locațiunii la termenele statornicite [1]. (Civ. 969, 980, 1020, 1021, 1080, 1104, 1114 urm., 1361 urm., 1411, 1423, 1430, urm., 1439, 1455, 1551, 1730, 1907; Pr. civ. 610; C. com.715; Legea asupra drepturilor proprietarilor (Mon. of. 324/903), Art. 25; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Martie 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1728).

Text. fr. Art. 1728. — Le preneur est tenu de deux obligations principales:

1° D'user de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention;

2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Pactul comisoriu și oferta reală de plată"*, p. 91, 93;
GRUIA V. ION, *Notă* sub Judec. ocol. VI București, 5 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1719;
IULIU GEORGE, *Notă* sub Trib. Ilfov s. II c. c., 1265 din 2 Nov. 1925, Pand. Rom, 1926, II, 93;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Trib. Ilfov s. I c. c. 761 din 24 Iunie 1925, Pand Rom. 1925, II, 279.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1728 c. civ. fr. (1429 c. civ. rom.) locatarul este obligat a se folosi de lucrul închiriat ca un bun proprietar. Această obligație își găsește aplicația atât la lucruri mobile cât și la imobile. (Troplong, Louage, I, No. 297; Dalloz, Rép., Louage, No. 268, 872; Suppl., Obligations, No. 175; Baudry et

1) A se vedeà nota de sub textul art. 1114 cod. civil, privitoare la simplificarea formalităților de împlinit de către chiriași la plata chiriei.

Wahl, Louage, I, No. 735; Guillouard, Louage, II, No. 679; Alexandresco, IX, p. 134, 135, text şi nota 1).

2. Obligaţia locatarului de a se folosi de lucrul închiriat ca un bun proprietar, constă în aceea că el trebueşte să se folosească de acest lucru ca şi cum ar fi al său. (Pothicr, Louage, No. 190; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 175; Planiol, II, No. 1692; Alexandresco, IX, p. 134).

3. Astfel, locatarul trebueşte să vegheze la conservarea lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 872).

4. Locatarul trebueşte să perceapă ca produse ale lucrului închiriat, numai fructele. (Dalloz, Rép., Louage, No. 284; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 779).

5. La arendarea unei ferme, el trebueşte să exploateze astfel pământul, încât să nu aducă prejudicii fondului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 284, Huc, X, No. 362; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 758; Guillouard, Louage, II, No. 522; Alexandresco, IX, p. 135).

6. In ceea ce priveşte lucrurile care nu dau fructe şi care se epuizează prin exploatarea lor, cum sunt minele şi carierele, desvoltarea extraordinară dată exploatării, din cauza împrejurărilor neprevăzute, nu constitue o folosinţă abuzivă. (Duvergier, Louage, III, No. 404; Dalloz, Rép., Louage, No. 285; Guillouard. Louage, I, No. 199: Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 758).

7. Locatarul nu se foloseşte ca un bun proprietar, dacă face zgomote mari şi puternice, încât aduce atingere liniştei celorlalţi locuitori ai imobilului închiriat şi poate fi deci izgonit din imobil. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 731; Guillouard, Louage, I, No. 191; Comp.: Alexadresco, IX, p. 137).

8. Această obligaţie a locatarului de a nu face sgomot de natură a turbura liniştea celorlalţi locatari este relativă, după cum este vorba de o casă pentru locuit sau de o închiriere industrială. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 482; Laurent, XXV. No. 254; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 731; Guillouard, Louage, I, No. 202).

9. Locatarul comerciant, are dreptul, în lipsa de stipulaţie contrară, să pue firma sa pe peretele casei închiriate, în dreptul apartamentului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 176; Huc, X, No. 289; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 508, 722).

10. In cazul când locatarul a închiriat, pentru exercitarea industriei sale, un imobil, el are dreptul să instaleze în acel imobil o maşină cu vapor, cu condiţiunea ca prin aceasta să nu se turbure în mod grav folosinţa persoanelor ce locuesc în acest imobil sau în imobilele vecine şi să nu se compromită soliditatea imobilului în care a fost instalată. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 168; Laurent, XXV, No. 254; Huc, X. No. 307; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 720; Guillouard, Louage, I, No. 292; Alexandresco, IX, p. 136; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367. p. 482).

11. Locatarul poate să instaleze in imobilul închiriat, luminatul prin gaz aerian, fără învoirea proprietarului, dacă în contract nu s'a prevăzut o interdicţiune în această privinţă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 600; Suppl., Louage, No. 166; Laurent, XXV, No. 255, Huc, X, No. 307; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 741; Guillouard, Louage, I, No. 290: Alexandresco, IX, p. 141; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 295, 339; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 166 bis, II; Troplong, Louage, I, No. 177; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 482).

12. De asemenea, locatarul, dacă nu există prohibiţiune în contract, va putea instala în imobilul închiriat, fără învoirea proprietarului. luminatul prin electricitate şi telefonul. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 167; Huc, X, No. 307; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 741; Guillouard, Louage, I. No. 293; Alexandresco, IX, p. 141).

13. In cazul când locatarul nu se foloseşte de lucrul închiriat ca un bun proprietar, locatorul poate, după împrejurări sau gravitatea cazurilor, să ceară, fie încetarea abuzului de folosinţă, fie daunc-interese, fie rezilierea contractului. fie încetarea abuzului cu daune-interese, fie rezilierea contractului cu daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 178; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 774; Guillouard, Louage, I, No. 203; Planiol, II, No. 1706; Alexandresco, IX, p. 137).

14. In cazul când prin abuzul de folosinţă, paguba cauzată este definitivă. locatorul poate cere repararea de îndată a pagubei şi tribunalul este obligat să pronunţe, după gravitatea cazului fie condamnarea la daune-interese, fie rezilierea contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 178; Laurent, XXV, No. 264, 266; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 775: Guillouard, Louage, I. No. 205; II, No. 527).

15. Dacă însă abuzul de folosinţă poate fi reparat în mod material în cursul contractului, tribunalele vor ordona încetarea abuzului, iar dacă este locul la daune-interese, condamnarea la daune se va face numai la sfârşitul contractului, afară de cazul când prejudiciul este actual şi când pot pronunţa imediat, fie rezilierea contractului. fie condamnarea la daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage, No. 303; Suppl., Louage, No. 178; Laurent, XXV, No. 265: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 733; Guillouard, Louage, I, No. 203).

16. In caz de urgenţă, locatorul va putea cere pe cale de référé, încetarea abuzului de folosinţă din partea locatarului. (Dalloz, Rép., Référé, No. 97 urm.; Suppl., Louage, No. 179).

17. Locatorul este răspunzător către ceilalţi locatari ai imobilului sau către terţi de paguba ce li s'a cauzat prin abuzul de folosinţă al locatarului său. (Dalloz, Rép.,

Suppl., Louage, No. 181; Baudry et Wahl, Louage, No. 1038).

18. Locatorul nu este responsabil faţă de terţi de consecinţele imprudenţei comise de locatar în executarea clauzelor contractuale. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 181; Laurent, XXV, No. 174; Sourdat, Traité général de la responsibilité, II, No. 895; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1041; Guillouard, Louage, I, No. 287).

19. In cazul însă când prejudiciul cauzat terţilor rezultă din însuşi uzul lucrului, conform destinaţiei sale iar nu dintr'un abuz de folosinţă, locatarul dacă ar fi condamnat faţă de terţi, va avea dreptul la acţiunea în garanţie contra locatorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 182; Huc, X, No. 310; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 596; Guillouard, Louage, I, No. 193, 297).

20. Potrivit dispoziţiunilor art. 1728 c. civ. fr. (1429 c. civ. rom.) locatarul trebueşte să întrebuinţeze lucrul închiriat sau arendat numai la destinaţiunea determinată prin contract. Această dispoziţiune îşi găseşte aplicaţiunea atât la lucruri mobile, cât şi la imobile. (Dalloz, Rép., Louage, No. 268. 872; Suppl., Louage, No. 161).

21. De asemenea, această dispoziţiune îşi găseşte aplicaţiunea atât la moşii cât şi la case. (Duvergier, Louage, III, No. 405; Dalloz, Rép., Louage, No. 282; Suppl., Louage, No. 172; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 743; Guillouard, Louage, I, No. 291; II, No. 522).

22. In cazul când în contractul de închiriere s'a prevăzut destinaţia lucrului închiriat, părţile vor trebui să execute convenţia încheiată, iar dacă este între ele discuţiune asupra acestei chestiuni, tribunalele vor interpreta convenţia lor potrivit dispoziţiunilor dreptului comun. (Dalloz, Rép., Louage, No. 268, 272; Suppl., Louage, No. 161, 162; Huc, X, No. 308; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 761; Guillouard, Louage, I, No. 195, 196; Alexandresco, IX, p. 138).

23. In cazul când în contract nu se prevede destinaţia lucrului închiriat, se va lua în consideraţie destinaţia care după împrejurări, au avut-o părţile în vedere la închierea contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 268; Suppl., Louage, No. 161; Alexandresco, IX, p. 138).

24. Pentru aprecierea acestor împrejurări, tribunalele vor lua în consideraţie, în prim loc, natura şi destinaţia anterioară a lucrului închiriat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 481; Dalloz, Rép., Louage, No. 271; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 761; Guillouard, Louage, I, No. 196; Planiol, II, No. 1691).

25. In al doilea loc, tribunalele vor lua în consideraţie profesiunea locatarului. (Dalloz, Rép., Louage. No. 271; Huc, X, No. 309; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 761; Guillouard. Louage, I, No. 296; Alexandresco, IX, p. 138).

26. In al treilea rând, tribunalele vor lua în consideraţie obiceiurile locului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 286).

27. Locatarul poate face mici schimbări în distribuţia interioară a unei case, dacă aceasta nu a fost interzisă în contract cu condiţiune a nu se aduce o pagubă casei şi a se repune în situaţiunea de mai înainte la expirarea contractului. (Duvergier, Louage, III, No. 398; Troplong, Louage, II, No. 310; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 365. p. 471; Dalloz, Rép., Louage, No. 279; Suppl., Louage, No. 169; Laurent, XXV, No. 175; Huc, X, No. 307; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 738; Guillouard, Louage, I, No. 289; Alexandresco, IX, p. 140, 141).

28. Locatarul nu poate găuri pereţii groşi, pentru a face deschideri sau alte lucrări sau inovaţii care pot păgubi soliditatea clădirii sau aduce alte inconveniente. (Duvergier, Louage, III, No. 399; Dalloz, Rép., Louage, No. 280; Suppl., Louage, No. 169; Huc, X, No. 307; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 737; Guillouard, Louage, I, No. 289; Alexandresco, IX, p. 140).

29. Astfel, locatarul nu poate găuri pereţii şi podeala pentru a trece conductele de gaz aerian. (Dalloz, Rép., Louage, No. 280; Alexandresco, IX, p. 140).

30. In cazul când s'a închiriat un imobil afectat comerţului sau industriei, locatarul trebueşte să-l exploateze bine pentru a se conserva destinaţia ce i-au dat-o părţile contractante. (Troplong, Louage, I, No. 309; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 175 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 481; Dalloz, Rép., Louage, No. 272, 278; Laurent, XXV, No. 252, 261; Huc, X, No. 308; Baudry et Wahl, Louage, I, No 754, 767; Guillouard, Louage, I, No. 194)

31. Locatarul nu poate părăsi imobilul închiriat înainte de expirarea contractului, când în acel imobil exista un fond de comerţ sau de industrie cu clientelă, înainte de încheierea contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 278; Suppl.., Louage, No. 164; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 757, 767; Alexandresco, IX, p. 142).

32. Dacă însă fondul de comerţ sau de industrie împreună cu clientela au fost aduse de locatar în imobilul închiriat, el poate părăsi imobilul înainte de expirarea contractului stabilindu-şi fondul de comerţ sau de industrie în altă parte. (Troplong, Louage, II, No. 309 urm.; Dalloz, Rép., Louage. No. 278; Suppl., Louage, No. 164; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 757, 767; Guillouard, Louage, I, No. 194; Alexandresco, IX, p. 142, nota 2).

33. Locatarul unei case sau unui apartament, este obligat să locuiască acolo sau cel puţin să ia măsuri de conservare. (Duvergier, Louage, III, No. 437; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 175; Huc, X, No. 308; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 753; Guillouard, Louage, I, No. 194, 271; Alexandresco, IX, p. 142).

34. Locatarul poate face schimbări de destinaţie ale lucrului închiriat cu consimţimântul locatorului iar dovada consimţi-

mântului se va face potrivit dreptului comun. (Dalloz, Rép., Louage, No. 283).

35. Consimțimântul locatorului poate fi tacit și să rezulte din împrejurarea că el știa întrebuințarea pe care voia s'o facă locatarul, a lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 273).

36. Art. 1429, 1430, 1431, 1432, 1434 și 1439 din codul civ. român (1728, 1729, 1730, 1731, 1735 și 1741 c. civ. fr.), combinate cu art. 1020 și 1021 c. civ. rom. (1184 c. civ. fr.), stabilesc mai multe regule de drept privitoare la obligațiunile locatarului de a întreține imobilul închiriat în bună stare, a nu-l degrada și a nu-i schimba destinațiunea la care a fost închiriat, sub sancțiunea rezilierii contractului, după împrejurările de fapt cari urmează să fie apreciate de instanțele de fond înaintea cărora s'ar adresa proprietarul nemulțumit de modul cum locatarul își îndeplinește obligațiunile sale principale prevăzute de codul civil.

După dispozițiunile art. 1429 al. 1 din codul civil român (1728 c. civ. fr.), locatarul este dator să întrebuințeze lucrul închiriat în scopul determinat prin contract, iar în lipsă de stipulațiune specială, la destinația prezumată după împrejurări.

In doctrină și jurisprudență găsim numeroase aplicațiuni ale acestui principiu de drept. Astfel:

Dacă un local de prăvălie a fost închiriat cu o anume destinație, cu un vad sau clientelă, locatarul este obligat să exercite același comerț în tot timpul cât durează contractul; dacă pe lângă comerțul destinat prin contract, chiriașul mai vinde în prăvălie și alte obiecte de altă categorie de comerț, el nu poate fi considerat că a călcat dispozițiunile din contract privitoare la destinația imobilului închiriat.

In cazul când în contractul de închiriere se menționează numai profesiunea locatarului, fără a se prevedea și destinația imobilului închiriat, se presupune că intenția părților contractante a fost că imobilul închiriat a fost destinat la exercițiul acestei profesiuni.

Transformarea de către locatar a imobilului închiriat din institut de fete, cum era prevăzut în contract, în internat de băieți, chiar dacă ar putea constitui o schimbare de destinație, nu poate duce la rezilierea contractului de locațiune dacă nu se face dovada prejudiciului grav și serios adus imobilului prin această transformare.

Exercitarea comerțului de restaurant într'un local închiriat pentru berărie, fără consimțimântul proprietarului, constitue o schimbare de destinație de natură a atrage rezilierea contractului de locațiune.

Pentru ca schimbarea de destinație să atragă rezilierea contractului de închiriere, nu este necesar ca locatarul să aducă o schimbare de destinație totală a imobilului închiriat ci este de ajuns dacă schimbă numai o parte din destinația imobilului, însă schimbarea de destinație trebueşte să fie importantă și să aducă o vătămare intereselor proprietarului; astfel faptul locatarului de a transforma o parte din local, destinată pentru un comerț bine determinat în contract, în săli de cinematograf, aducând intereselor proprietarului o vătămare prin deprecierea localului, poate atrage rezilierea contractului de locațiune pentru schimbarea destinației imobilului închiriat.

Transformarea de către Stat a destinației imobilului închiriat, din casă de locuit, în biurou în care lucrează un număr însemnat de funcționari, constitue o schimbare de destinație, care are caracterul unei folosințe abuzive, de natură a atrage rezilierea contractului de locațiune.

Nu poate fi considerat ca o schimbare de destinație, faptul locatarului de a schimba modul de distribuire al încăperilor imobilului închiriat, astfel ca ele să poată corespunde trebuințelor locatarului, deoarece acest mod de distribuire nu poate fi considerat ca un fapt menit să stabilească destinația propriu zisă a imobilului închiriat, in cazul când prin această schimbare nu se aduce nicio degradare imobilului.

Când locatarul schimbă destinația imobilului închiriat, astfel cum era determinată în contractul de locațiune, proprietarul are dreptul să ceară rezilierea contractului, indiferent dacă această schimbare de destinație a adus sau nu vreun prejudiciu proprietarului.

Transformarea unei case de locuit, în casă de prostituție, constitue o schimbare de destinație a imobilului închiriat de natură să atragă rezilierea contractului de închiriere.

Transformarea unei case de locuit pentru familii în cămin studențesc, constitue o schimbare de destinație a imobilului închiriat, care poate atrage rezilierea contractului de închiriere.

Transformarea unui local destinat prin contractul de închiriere pentru restaurant, in club politic, constitue o schimbare de destinație a imobilului închiriat, de natură a aduce rezilierea contractului de locațiune.

Dacă imobilul închiriat a fost destinat prin contract ca să servească pentru mai multe feluri de comerț, încetarea unora din aceste feluri de comerț, poate atrage rezilierea contractului de locațiune pentru schimbare de destinație, deoarece locatarul prin această încetare de comerț a dăunat proprietarului prin schimbarea vadului comercial.

Instanța de fond este suverană să aprecieze și să interpreteze contractele încheiate între părți și să determine voința lor comună cu privire la destinațiunea pentru care a fost închiriat imobilul și hotărîrea sa în această privință nu poate fi censurată de instanța de recurs. (Duranton, XVII, No. 99 urm.; Duvergier, I, No. 398, 399, 400; Marcadé, Art. 1729; Aubry et Rau, V, § 367 p. 310, § 369 p. 348; Tro-

plong, Louage, I, No. 294 urm.; Mourlon, III, No. 750; Laurent, XXV, No. 208, 255 urm., 263 urm.; Huc, X, No. 307 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 194 urm.; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 398. 399, 715 urm., 722; Alexandresco, IX, p. 137 urm., 195 urm.; N. Georgean. Studii Juridice, II. p. 101 urm.).

37. Potrivit dispoziţiunilor art. 1728 c, civ. fr. (1429 c. civ. rom.) locatarul trebueşte să plătească preţul la termenele statornicite prin contract. (Dalloz. Rép., Louage, No. 304; Suppl., Louage. No. 184: Alexandresco, IX, p. 148, 149).

38. Plata trebueşte făcută de locatar locatorului sau mandatarului său. (Dalloz. Rép., Louage. No. 307. 308: Alexandresco, IX. p. 150, 151).

39. Plata preţului se va face de locatar sau de moştenitorii săi, deoarece contractul de locaţiune nu se desfiinţează prin moartea locatarului. (Alexandresco. IX, p. 150).

40. Dacă imobilul a fost închiriat sau arendat în mod indiviz la mai multe persoane, plata chiriei sau arenzii se va face în mod solidar, deoarece fiecare din ei este locatarul sau arendaşul întregului imobil. (Baudry et Wahl, Louage. I, No. 874; Alexandresco, IX. p. 150).

41. Intre locatari când preţul constă în o sumă de bani, se divide între dânşii. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 876).

42. In cazul când imobilul închiriat a fost vândut şi noul proprietar nu încunoştiinţează pe locatar, plata făcută de el vechiului proprietar este valabilă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 311).

43. In caz de faliment al locatorului, plata se va face în mâinile sindicului falimentului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 310; Alexandresco, IX. No. 151).

44. Plata preţului se va face după cum s'a prevăzut în contract, adică fie în bani. fie în producte, fie în orice alt lucru după cum s'a convenit între părţi, neputându-se face altfel. (Dalloz, Rép., Louage, No. 312: Suppl.. Louage, No. 189).

45. Plata preţului va trebui să se facă la termenele statornicite prin contractul de locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 317, 614: Alexandresco, IX, p. 149).

46. In cazul când nu s'a prevăzut în contractul de locaţiune termenul de plată, plata se va face la epocile determinate de natura lucrului închiriat sau de obiceiul locului. (Pothier, Louage, IV, No. 135; Duvergier, Louage. III, No. 463; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, nota 12, p. 483; Dalloz, Rép., Louage, No. 317, 614; Laurent, XXV, No. 236: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 850, 853; Guillouard, Louage, I, No. 215; Planiol, II, No. 1693; Alexandresco. IX, p, 149).

47. Oricare ar fi ziua când trebueşte să se facă plata, ea se va putea face toată ziua şi deci în lipsa unui obiceiu contrar, ea se va putea face până la orele 24 noaptea. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 855; Alexandresco, IX, p. 149).

48. Dacă termenul de plată se împlineşte în o zi de sărbătoare legală, plata nu se poate face a doua zi după termen. (Alexandresco, IX, p. 149).

49. Plata preţului locaţiunii va trebui să se facă, potrivit principiilor generale prevăzute de art. 1247 c. civ. fr. (1104 c. civ. rom.), în lipsă de stipulaţiune specială, la domiciliul locatarului. (Duvergier, Louage. III, No. 467; Dalloz, Rép., Louage. No. 319; Suppl., Louage, No. 186; Laurent, XXV, No. 237; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 861; Guillouard. Louage. I, No. 218, 219; Planiol. II, No. 1693; Alexandresco, IX. p. 152).

50. In cazul când după încheicrea contractului locatarul şi-a schimbat domiciliul, plata preţului se va face la domiciliul său actual. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 186; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 861; Guillouard, Louage, I, No. 219).

51. Se va putea stipula în contractul de locaţiune, potrivit dispoziţiilor art. 1247 c. civ. fr. (1104 c. civ. rom.) că plata preţului locaţiunii se va face la domiciliul locatorului sau în orice alt loc. (Dalloz, Rép., Louage, No. 319; Suppl., Louage, No. 186; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 862; Planiol, II, No. 1693; Alexandresco, IX, p. 152).

52. In cazul când după încheierea contractului locatorul îşi schimbă domiciliul, el va trebui să indice o persoană la vechiul sau domiciliu care să primească plata, deoarece locatarul nu poate fi obligat să plătească la noul domiciliu al locatorului, afară de convenţie contrară. (Dalloz, Rép., Louage, No. 320; Suppl., Louage, No. 186; Laurent XXV, No. 238; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 862; Guillouard, Louage, I, No. 220: Alexandresco, IX, p. 153).

53. De asemenea aceeaşi soluţiune îşi va găsi aplicaţiunea când locatorul înstrăinează lucrul închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 320).

54. Dovada plăţii preţului locaţiunii se va face conform regulelor generale de drept. (Dalloz. Rép., Suppl., Louage, No. 190; Alexandresco, IX, p. 153, 154, 155).

55. Prezentarea unor chitanţe de plată a unor termene, nu constitue o prezumpţiune juris et de jure a plăţii termenelor anterioare. (Dalloz. Rép., Louage, No. 326; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 869; Guillouard, Louage, I, No. 225).

56. In regulă generală însă, chitanţele date fără rezervă fac să se presupue plata termenelor anterioare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 326; Laurent, XXV, No. 299; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 868).

57. Chitanţa de plata chiriei unui an, constitue de altfel, un început de dovadă scrisă de plata anilor anteriori. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 868; Guillouard, Louage, I. No. 226; Alexandresco, IX, p. 155; Contra: Laurent, XXV, No. 239).

58. Plăţile de chirii făcute fără antici-

paţie, sunt opozabile creditorilor chirografari şi ipotecari ai locatorului, precum şi terţilor, chiar dacă nu au dobândit data certă, deoarece dispoziţiile art. 1322 urm., c. civ. fr. (1176 urm. c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea în acest caz. (Dalloz, Rép., Louage, No. 325)

59. Plăţile de chirii făcute cu anticipaţie sunt opozabile creditorilor chirografari ai locatorului, afară de cazurile de fraudă. chiar dacă chitanţele nu au dobândit dată certă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 321; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 866; Guillouard, Louage, I, No. 216; Alexandresco, IX, p. 154).

60. Această soluţiune îşi găseşte aplicaţiunea indiferent dacă plăţile au fost făcute în executarea unei clauze din contract sau în afară de o asemenea clauză. (Dalloz, Rép., Louage, No. 321).

61. Orice act sau hotărîre care constată o cesiune sau o chitanţă de chirie sau arendă pe doi ani viitori sau mai mult, va trebui să fie transcrisă, pentru a fi opozabilă terţilor. (Alexandresco, IX, p. 153).

62. Prin terţi aci, nu se înţeleg decât acei care au drepturi asupra imobilului închiriat sau arendat, adică acei care au dobândit acest imobil sau creditorii ipotecari care au transcris sau înscris drepturile lor înainte de transcrierea chitanţei sau hotărîrii. (Huc, Cession, I, No. 314; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 866; Alexandresco, IX, p. 153, 154).

63. Chitanţele anticipate pe mai puţin de doi ani, de plata chiriei sau arenzii, sunt opozabile creditorilor ipotecari sau celor ce au dobândit imobilul închiriat sau arendat, cari au înscris sau transcris titlul lor mai în urmă. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 864; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, III, No. 2030, 2031; Guillouard, Louage, III, No. 1609; Alexandresco, IX, p. 154, nota 1).

64. Locatarul poate refuza plata chiriei dacă locatorul nu face ca locatarul să se folosească de lucrul închiriat, deoarece obligaţiunea locatarului de a plăti preţul chiriei este corelativă obligaţiei locatorului de a face ca locatarul să se folosească de lucrul închiriat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 366, p. 474; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 184; Guillouard, Louage, I, No. 101, 145, 222).

65. In cazul când locatarul are drept la o scădere din preţ în baza art. 1722, 1724 şi 1726 c. civ. fr. (1423, 1425 şi 1427 c. civ. rom.) el va putea cere să se suspende plata preţului chiriei până ce se va fi determinat indemnitatea sau scăderea preţului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 330).

66. Obligaţia locatarului de a plăti preţul chiriei este corelativă obligaţiei locatorului de a preda lucrul închiriat la termenul şi în starea convenită între părţile contractante. (Huc, X, No. 290; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 303, 309, 310).

67. De asemenea, obligaţia locatarului de a plăti preţul chiriei este corelativă obligaţiei locatorului de a face ca locatarul să se bucure de o folosinţă liniştită a lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 188; Guillouard, Louage, I, No. 222).

68. Locatarul, după o părere, va putea refuza plata chiriei dacă locatorul nu va face reparaţiile necesare ale lucrului închiriat. (Duvergier, Louage, III, No. 480; Troplong, Louage, I, No. 331; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 366, p. 474; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 188; Huc, X, No. 292; Guillouard, Louage, I, No. 101, 222; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 328).

69. După altă părere, tribunalele vor aprecia în acest caz, după împrejurările cauzei. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 188).

70. Locatarul trebueşte să plătească preţul chiriei pentru toată durata contractului sau până la pierderea lucrului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 206).

71. Locatarul nu poate, înainte de expirarea contractului, să opue locatorului compensaţia ratelor de chirie scăzute, cu cheltuelile făcute de el cu lucrul închiriat, deoarece datoria aceasta a locatorului către locatar devine lichidă şi exigibilă numai la expirarea contractului. (Laurent, XXV, No. 242; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 664; Guillouard, Louage, I, No. 222).

72. Plata chiriilor sau arenzilor se prescrie prin trecere de cinci ani, dela data exigibilităţii fiecărei rate. (Dalloz, Rép., Prescription, No. 1064 urm.; Suppl., Prescription, No. 614 urm.; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 882; Alexandresco, IX, p. 155).

73. In cazul când locatarul nu plăteşte preţul chiriei, locatorul are dreptul să ceară rezilierea contractului şi isgonirea locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 332; Suppl., Louage, No. 194; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 880; Guillouard, Louage, I, No. 223; Planiol, II, No. 1706; Alexandresco, IX, p. 156).

74. Chiar dacă s'ar fi prevăzut în contractul de locaţiune că neplata preţului locaţiunii nu ar atrage rezilierea contractului, locatorul va putea cere rezilierea în caz de neplată, deoarece această clauză este contrară esenţei contractului de locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 332).

75. Creditorii locatorului nu pot cere rezilierea contractului în numele lor, deoarece ei nu pot, în această privinţă să aibă decât drepturile debitorului lor. (Duvergier, Louage, III, No. 538; Troplong, Louage, I, No. 468; Dalloz, Rép., Louage, No. 551).

76. In lipsa de clauză contrară, rezilierea contractului de locaţiune pentru neplata preţului nu are loc de drept ci trebueşte cerută în justiţie. (Dalloz, Rép., Louage, No. 334; Alexandresco, IX, p. 156).

77. In acest caz, tribunalele pot, după împrejurări, să acorde locatarului un termen pentru executarea contractului. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 880; Guillouard. Louage, I, No. 223; Alexandresco, IX, p. 156).

78. Cheltuelile contractului de locaţiune, prin analogie cu dispoziţiunile art. 1593 c. civ. fr. (1305 c. civ. rom.) dela materia vânzării, sunt în sarcina locatarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 196; Laurent, XXV, No. 244; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 692; Guillouard, Louage, I, No. 229; Alexandresco, IX, p. 128).

79. In lipsă de clauză contrară în contractul de locaţiune, impozitul funciar va fi în sarcina locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 348; Suppl., Louage, No. 207; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 886; Planiol, II, No. 1693).

80. In cazul când locatarul a construit pe terenul închiriat o clădire, care la expirarea contractului trebueşte să rămână locatorului fără nicio despăgubire, după o părere, în afară de clauza contrară, impozitul funciar aferent acestei clădiri va fi în sarcina locatarului. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 887).

81. După altă părere, în acest caz, afară de clauză contrară, impozitul este în sarcina locatorului. (Guillouard, Louage, I, 234, 297, 298).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Faptul că într'un contract de locaţiune, se arată în mod vag că chiriile se vor plăti cu o lună înainte de împlinirea semestrului, nu înseamnă că prin această simplă indicaţiune, părţile au precizat termenele de plată, cari în consecinţă au a fi calculate după epocile stabilite de obiceiul locului şi anume: Sf. Gheorghe şi Sf. Dumitru. (C. Apel Bucureşti s. IV, 291 din 21 Iulie 1924, Dreptul 28/1925).

2. Coindivizarul, care ocupă singur imobilul comun, în virtutea unui contract de închiriere, încheiat cu proprietarul imobilului înainte de a deveni şi el coproprietar, nu poate să fie evacuat din imobil pentru neplata de chirie de către ceilalţi coproprietari, deoarece calitatea sa de coproprietar îi atribue un drept egal cu al acestora de a se servi de lucrul comun. (C. Apel Bucureşti s. IV, 30 din 28 Ianuarie 1925, Dreptul 37/1925).

3. Chestiunea de a se şti dacă un imobil a fost destinat pentru locuinţă, iar apoi a fos transformat prin faptul proprietarului său, în scopul de a fi afectat altei destinaţiuni, poate fi rezolvată de instanţa de fond pe temeiul probelor de fapt pe cari le interpretă fără a le denatura, şi fără ca sub acest raport decizia atacată să fie susceptibilă de control în Casaţie. (Cas. I, complet chirii, 23 Februarie 1925, Pand. Săpt. 14/1925).

4. Deşi este adevărat că chiria este un fruct civil, care devine exigibil zi cu zi, cu toate acestea, dacă dânsa a fost plătită pe un an întreg vechiului proprietar, care era în drept s'o primească la epoca plăţii, plata este opozabilă noului achizitor şi nu se poate ordona evacuarea pentru acest fapt. (Cas. I, compl. chirii, 886 din 2 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 25/1925).

5. Conform principiului „actori incumbit probatio" principiul consacrat în art. 1169, cod. civ., cel ce face o propunere înaintea judecăţii trebue să o dovedească, deci, câtă vreme reclamantul nu dovedeşte că chiriaşul său nu şi-a îndeplinit obligaţiunea prevăzută în art. 1429 cod. civ., de a se folosi de imobilul închiriat ca un bun proprietar, nefăcând nicio reparaţiune imobilului, nu poate cere evacuarea locatarului său, cu atât mai mult cu cât din procesul verbal al cercetării locale efectuată, rezultă că imobilul este în asemenea situaţiune că n'are nevoie de reparaţiuni. (Jud. Ocol mixt Bazargic, 373 din 21 Dec. 1925, Jur. Gen. 1926 No. 346).

6. In fapt: Contract de închiriere începând dela 8 Noemvrie 1920 şi în care se arată că chiria se va plăti la începutul fiecărei luni.

Instanţa de fond a considerat ca fiind plătită în termen chiria achitată pe ziua de 9 ale lunii în discuţiune. Soluţia a fost confirmată de Inalta Curte.

In drept: Intru cât prin contract nu se precizează ziua când trebuia plătită chiria şi se indică numai că plata se va face la începutul lunii, Tribunalul a fost în drept să interpreteze contractul şi să decidă că plăţile făcute în primele 4 zile ale lunii sunt făcute la începutul lunii fără ca prin aceasta să se denatureze contractul de închiriere, şi în consecinţă fără a viola legea, bine a respins acţiunea recurentului. (Cas. I, complet chirii, dec. 1045 din 9 Februarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1263).

7. Odată ce se constată că suma de 46225 lei a fost depusă cu titlu de chirie, ea nu putea fi liberată şi ridicată decât tot în acest mod, neputându-se schimba caracterul, şi destinaţiunea sumei depuse, numai prin voinţa unilaterală a proprietarului şi fără consimţimântul părţii care a depuss-o.

Această sumă depusă cu scopul şi în condiţiunile de a servi numai la acoperirea chiriei nu putea fi întrebuinţată pentru îndestularea altor pretenţiuni ce ar fi avut proprietarul cu titlu de daune.

Prin urmare în speţă, de îndată ce proprietarul a ridicat recepisa şi a încasat chiria, prin acest fapt dânsul a primit oferta chiriaşului, iar rezerva ce şi-a făcut-o trebue privită ca inoperantă şi neopozabilă chiriaşului nefiind făcută în prezenţa ori măcar cu ştirea acestuia, spre a se putea presupune o acceptare ori o achiesare din partea lui, de a atribui un caracter de desdăunare sumei depuse. Aşa dar excepţiunea invocată de pârâtă este întemeiată.

Dar acţiunea este nîntemeiată şi în fond fiindcă reclamantul—apelantul de azi—n'a

dovedit daunele pretinse, întru cât capacitatea magaziei nu a fost stabilită — că el nu a administrat nicio probă în valorificarea acestor daune. (C. A. Constanţa, deciz. civ. 451 din 8 Martie 1926, Curier Jud. 34 din 1926, Bul. C. Apel 19/1926).

8. A se vedea: art. 1420, nota 4; art. 1439, nota 5).

Art. 1430. — Dacă locatarul uză de lucrul închiriat sau arendat în altfel de cum se arată în contract, sau în un mod din care ar putea să rezulte o vătămare pentru locator, acesta, după împrejurări, poate cere desfiinţarea contractului. (Civ. 1020, 1021, 1429, 1439, 1453, 1455; L. Timbr. 21, § 1-b; Legea asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 1; Civ. Fr. 1729).

Text. fr. Art. 1729. — Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1927. Curier Jud. 3/1927;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Pactul comisoriu şi oferta reală de plată"*. p. 91;
OPRESCU VICTOR, *Notă* sub Cas. II, 320 din 10 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 87.

Doctrină.

1. Locatorul, după o părere, poate cere rezilierea contractului de locaţiune nu numai în cazul când locatarul a schimbat destinaţia lucrului, ci şi în cazul când deşi nu a schimbat destinaţia lucrului, însă uzează de el într'un chip păgubitor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 270; Suppl., Louage, No. 161; Laurent XXV, No. 263; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 772; Guillouard, Louage, I, No. 200, 201; Alexandresco, IX, p. 138, 139, 141).

2. După a doua părere, locatorul nu poate cere rezilierea contractului decât dacă locatarul schimbă destinaţia lucrului închiriat şi această schimbare aduce un prejudiciu. (Duranton, XVII, No. 74; Duvergier, Louage, III, No. 402; Dalloz, Rép., Louage, No. 269).

3. După a treia părere, locatorul va putea cere rezilierea contractului atât în cazul când locatarul schimbă destinaţia lucrului închiriat, cât şi în cazul de abuz de folosinţă, însă în ambele cazuri trebueşte să existe un prejudiciu. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 482).

4. In caz de schimbare de destinaţie, tribunalele nu sunt obligate să admită cererea de rezilierea contractului de locaţiune, ci pot ordona numai să se restabilească lucrul închiriat în starea de mai înainte. (Dalloz, Rép., Louage, No. 281; Suppl., Louage, No. 170; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 744, 775; Guillouard, Louage, I, No. 203, 205; II, No. 526 urm.).

5. Faptul chiriaşului de a degrada imobilul închiriat poate constitui pentru proprietar un motiv de reziliere a contractului de locaţiune şi de evacuare a chiriaşului. Când însă din probele administrate cum ar fi o cercetare locală şi audiere de martori, nu se stabileşte că degradările provin din faptul şi culpa chiriaşului, ci sunt atribuite uzajului şi vechimei, de care chiriaşul nu este vinovat şi nici răspunzător, degradările constatate nu pot conduce la rezilierea contractului de locaţiune şi la evacuarea imobilului de către locatar. Potrivit dispoziţiunilor art. 1431 c. civil, chiriaşul nu este răspunzător de deteriorarea lucrului închiriat, provenită din cauza vechimii sau uzajului. Potrivit dispoziţiunilor art. 1429 c. civil, arendaşul are între îndatoririle sale principale, pe lângă aceea de a nu schimba destinaţia lucrului arendat şi pe aceea de a se folosi de lucrul arendat ca un bun proprietar, iar după dispoziţiile art. 1430 şi 1439 c. civ., rezultă că sancţiunea neîndeplinirii acestor îndatoriri, pot aduce în unele împrejurări chiar desfiinţarea contractului. Din expresiunea întrebuinţată de legiuitor „că proprietarul poate cere după împrejurări, desfiinţarea contractului", rezultă că în această materie judecătorul fondului are o foarte mare putere de apreciere, legea lăsând la înţelepciunea lui de a admite sau a respinge cererea de reziliere a contractului de arendare după împrejurările cauzei şi gravitatea faptului imputabil arendaşului, aşa încât dacă lucrul arendat ar fi de o valoare mare şi dacă degradarea ar cauza proprietarului un prejudiciu neînsemnat, care nu ar fi de natură să compromită siguranţa lucrului arendat sau ar putea foarte uşor să fie reparată în timpul sau la sfârşitul contractului de arendare, cererea de reziliere nu ar putea fi admisă, căci s'ar impune arendaşului o pedeapsă prea mare şi în disproporţie cu gravitatea faptului comis. Dreptul de a aprecia în mod suveran, dacă chiriaşul prin o folo-

sintă abuzivă şi prin cauze imputabile lui, a adus în aşa stare de degradare imobilul încât să nu mai poată servi la destinaţia determinată prin contract. aparţine instanţei de fond. (Aubry et Rau, ed. 5-a, V, § 367, text şi notele 4, 8, 9; Laurent, ed. 4-a. XXV, No. 253, 259, 264. 265, 268; Baudry et Wahl, ed. 3-a, Contract de Louage, I, No. 738 şi urm., 774 şi urm.; Dalloz, Rép., Louage, No. 277, 279, 281, 289, 290, 300. 301: Dalloz, Rép., Supplém., Louage, No. 169, 170, 178; Alexandresco. IX, pag. 136 text şi nota 3, pag. 137, 138 şi urm., 140, 141; N. Jac. Constantinescu. Asupra contractului de locaţiune, ed. 2-a, p. 125. 132, No. 10; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 105, 106).

6. In cazul când locatarul aduce degradări lucrului închiriat, proprietarul are dreptul să ceară rezilierea contractului chiar în cursul executării lui, fără a i se putea opune că cererea sa este prematură şi trebueşte făcută la expirarea contractului când locatarul este obligat a preda lucrul închiriat în starea în care l-a primit, deoarece la expirarea contractului nu se mai poate concepe o cerere de reziliere sau de executare de obligaţiuni contractuale şi cererea de reziliere a proprietarului în cursul executării contractului de locaţiune are de scop conservarea lucrului închiriat şi constitue exerciţiul unui drept născut şi actual şi care decurge din dispoziţiunile art. 1020, 1021, 1429 şi 1430 din codul civil. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 108).

7. A se vedea: art. 1429 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Dacă părţile au convenit printr'unul şi acelaşi act, atât arendarea moşiei cât şi vânzarea spre tăiere a pădurii, de pe aceiaşi moşie, operaţiuni juridice distincte una de alta, împrejurarea că sunt constatate printr'un singur număr de autentificare, nu este suficientă şi de natură a aduce concluzia că părţile au înţeles să încheie un singur contract, astfel că rezilierea contractului de arendare a moşiei, nu poate atrage şi rezilierea contractului de vânzare de pădure. (C. Apel Bucureşti s. IV, 224 din 11 Iulie 1924, Dreptul 40/1925).

2. Pactul comisoriu nu operează decât când instanţa de judecată constată că cel obligat a fost în culpă. iar schimbarea de destinaţie a imobilului închiriat constitue o cauză de reziliere ce nu poate fi judecată decât pe cale de acţiune principală, iar nu pe calea sumară a contestaţiei făcută de locatar spre a se apăra contra evacuării sale, ordonată pe baza învestirii cu formula executorie a contractului. (Cas. II, 328, din 10 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 87, Jur. Rom. 16/1925).

3. *a)* In privinţa incidentului de inadmisibilitatea acţiunii ca prematură.

Deşi prin contractul dintre părţi se prevede că imobilul se va preda în bună stare la expirarea locaţiunii, proprietarul necedând decât dreptul său de a se uza de imobil ca un bun proprietar, el este în drept a veghia în timpul contractului ca locatarul să nu abuzeze de imobilul său, sau să nu-i dee o altă destinaţie decât cea prevăzută în contract, în care caz potrivit art. 1430 codul civ. dânsul are la îndemână acţiunea în reziliere, fără a aştepta ca răspunderea locatarului să se stabilească conform art. 1434 codul civil la expirarea contractului;

b) Cerându-se de proprietar rezilierea contractului de locaţiune pe motiv că imobilul a fost adus în stare de degradare completă prin modul de folosinţă al chiriaşului, trebueşte stabilit pentru succesul acţiunii că degradările sunt în sarcina chiriaşului şi că sunt de o gravitate deosebită.

Pentru ca degradările şi deci reparaţiile să fie în sarcina chiriaşului ele trebuesc să fie sau din cele locative prev. de art. 1447 codul civil pentru cari există o prezumţie legală în defavoarea chiriaşului sau să fie imputabile chiriaşului în orice mod.

Intru cât degradările ce cad în sarcina locatarului sunt de minimă importanţă (zugrăveala, soba stricată, geam spart) iar de celelalte chiriaşul nu poate fi făcut responsabil (tabla de pe acoperiş stricată, burlanele defectate, cărămida din pod pe un metru patrat deplasată) condiţiile necesare să conducă la rezilierea contractului nu sunt îndeplinite. (Trib. Buzău s. II, 355 din 28 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 2030).

Art. 1431. — Locatarul trebue să restitue lucrul în starea în care l-a primit conform inventarului, dacă s'a fost făcut un asemenea între dânsul şi locator; nu este răspunzător de pierderea sau deteriorarea provenită din cauza vechimii sau a unei forţe majore. (Civ. 494, 1083, 1429, 1432 urm., 1434, 1448; Civ. Fr. 1730).

Text. fr. Art. 1730. — S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé, par vétusté ou force majeure.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Dispozițiunile art. 1730, 1731 și 1732 c. civ. fr. (1431, 1432 și 1434 c. civ. fr.) își găsesc aplicațiunea atât la locațiunea lucrurilor mobile cât și la locațiunea imobilelor. (Duvergier, Louage, IV, No. 244; Troplong, Louage, I, No. 297; Dalloz, Rép., Louage, No. 873; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 971; Guillouard, Louage, II, No. 679).

2. Potrivit dispozițunilor art. 1730 codul civil francez (1431 codul. civ. rom.) locatarul trebuește să restitue lucrul închiriat în bună stare sau cel puțin în aceeași stare în care l-a primit la intrarea sa în folosința lui, așa încât dacă lucrul a fost degradat, el va trebui să repare degradările, afară de cazul când ele s'ar datori vechimii sau unei forțe majore, (Dalloz, Rép,. Louage, No. 340; Suppl., Louage, No. 199; Alexandresco, IX, p. 161).

3. Vechimea se va constata din examinarea lucrului însăși la expirarea contractului. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 930; Guillouard, Louage, I, No. 242; Alexandresco, IX, p. 161, nota 3).

4. Vechimea este rezultatul unui uz prelungit și locatarul nu poate fi răspunzător de faptul că a întrebuințat lucrul potrivit destinației sale. (Laurent, XXV, No. 270; Alexandresco, IX, p. 161, nota 3).

5. Ca forță majoră se pot cita cazurile când acoperișul unei case închiriate s'a stricat din cauza unei furtuni sau o zăpadă neobișnuită sau s'au spart geamurile din cauza grindinei sau de către un răufăcător etc. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 930; Guillouard, Louage, I, No. 107; II, No. 468; Alexandresco, IX, p. 161, nota 4).

6. Inventarul lucrului închiriat este făcut în interesul locatarului și trebuește dresat în dublu exemplar. (Dalloz, Rép., Louage, No. 341).

7. Locatarul poate constrânge pe locator să-i facă inventar, dacă el refuză. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 200; Huc, X, No. 312; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 259; Guillouard, Louage, I, No. 239).

8. Locatarul va putea cere oricând să se facă inventar, deoarece legea nu fixează un termen. (Huc, X, No. 312; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 261).

9. In cazul când inventarul este făcut de comun acord, cheltuielele facerii lui sunt, după o părere, în sarcina acelei părți care cere facerea lui. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 262).

10. După a doua părere, aceste cheltuieli sunt în sarcina locatarilor ca și cele ale contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 341).

11. După a treia părere, aceste cheltuieli vor fi în sarcina ambilor părți pe jumătate. (Guillouard, Louage, I, No. 241).

12. Potrivit dispozițiunilor art. 1730 c. civ. fr. (1431 c. civ. rom.) dacă s'a făcut un inventar, locatarul va trebui să restitue lucrul la expirarea contractului, conform inventarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 340; Suppl., No. 199; Laurent, XXV, No. 269; Huc, X, No. 312; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 920; Guillouard, Louage, I, No. 243; Alexandresco, IX, p. 161).

13. Dacă în cursul locațiunii, locatarul a făcut cheltuieli cu lucrări necesare la lucrul închiriat, locatorul este obligat să-i restitue aceste cheltueli la expirarea contractului. (Duranton, XVII, No. 215; Troplong, Louage, I, No. 352; Dalloz, Rép., Louage, No. 557; Suppl., Louage, No. 318; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 613; Guillouard, Louage, I, No. 296).

14. Această soluție are loc atât la locațiunea lucrurilor mobile cât și a imobilelor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 880).

15. In ceea ce privește cheltuielile făcute cu lucrări utile sau voluptoare. locatarul nu e obligat a le restitui, dacă nu a dat el dispoziție să fie făcute. Insă, dacă locatorul nu voiește a le plăti, locatarul are dreptul a le ridica, dacă aceasta se poate, cu obligația a stabili lucrul în starea de mai înainte. (Dalloz, Rép., Louage, No. 558, 559; Suppl., Louage, No. 321; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 613, 746; Alexandresco, IX, p. 167).

16. Dacă aceste lucrări nu pot fi ridicate, cum ar fi tapetele, pictura plafoanelor, etc., după o părere, locatarul are drept a le distruge cu condițiunea de a restabili lucrul în starea de mai înainte. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 324; Laurent, XXV, No. 185; Baudry ea Wahl, Louage, I, No. 746).

17. După altă părere, în acest caz, locatarul nu are dreptul a le distruge. (Duvergier, Louage, III, No. 458; Troplong, Louage, I, No. 355; Demolombe, I, No. 689, 693; Dalloz, Rép., Louage, No. 561; Suppl., Louage, No. 324; Guillouard, Louage, I, No. 296; Alexandresco, IX, p. 167).

18. In ceea ce privește plantațiile și construcțiile făcute de locatar, după o părere, el are dreptul a le ridica în timpul duratei contractului, însă dacă ele se găsesc în ființă la finele contractului, locatorul are dreptul său să ceară ridicarea lor sau le conserve, plătind prețul materialelor și munca. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 392 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 365, p. 371; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 319; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 640, 655; Comp., Alexandresco, IX, p. 166, 167).

19. După altă părere, locatarul nu le mai poate ridica, chiar în cursul contractului, deoarece aceste lucrări au devenit

proprietatea locatorului în virtutea dreptului de accesiune, putând numai să le facă modificările pe care are dreptul să le facă asupra însăşi lucrului închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 560; Suppl., Louage, No. 319; Guillouard, Louage, I, No. 296).

20. După a treia părere, locatarul poate dispune de construcțiunile şi plantațiile făcute de el, atât în timpul cât şi la expirarea contractului. (Duvergier, Louage, III, No. 461; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 319; Laurent, XXV, No. 177 urm.; Huc, X, No. 307).

Art. 1432. — In lipsă de inventar se presumă că locatarul a primit lucrul închiriat ori arendat, în starea în care locatorul era dator a-l trăda şi trebue să-l restitue în aceeaşi condițiune, afară numai când ar putea proba contrariul. (Civ. 1421, 1431, 1434, 1447 urm.; Civ. Fr. 1731).

Text. fr. Art. 1731. — S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

Doctrină

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1731 c. civ. fr. (1432 c. civ. rom.), în lipsa de inventar se prezumă că locatarul a primit lucrul închiriat sau arendat în starea în care locatorul era dator a-l preda, afară numai când ar putea proba contrariul. (Dalloz, Rép., Louage, No. 341; Alexandresco, IX, p. 162).

2. Prezumpțiunea din art. 1731 c. civ. fr. (1432 c. civ. rom.) are loc nu numai în privința reparațiilor locative, ci în privința tuturor reparațiilor în general. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 178 bis, III: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 924; Guillouard, Louage, I, No. 244; Alexandresco. IX, p. 162, nota 1; Contra: Laurent, XXV, No. 272; Huc, X, No. 313).

3. Potrivit dispozițiunilor art. 1731 c. civ. fr. (1432 c. civ. rom.) prezumpțiunea predării imobilului în bună stare poate fi combătută prin proba contrară. (Dalloz. Rép., Louage, No. 342; Suppl., Louage, No. 201; Alexandresco, IX, p. 162).

4. Proba contrară poate fi făcută prin orice mijloc de dovadă, chiar prin martori, până la orice valoare, deoarece este privitoare la un fapt material iar nu juridic. (Duranton, XVII, No. 101; Troplong, Louage, II, No. 340; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, nota 37, p. 489; Dalloz, Rép., Louage, No. 342; Suppl., Louage, No. 201; Laurent, XXV, No. 273; Huc, X. No. 314; Guillouard, Louage, I, No. 245; Alexandresco, IX, p. 162; Contra: Delvincourt, III, p. 99, nota 6; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 927).

5. De asemenea, locatorul va putea dovedi prin martori, când nu s'a făcut inventar, că locatarul a primit oarecari obiecte pe care nu le-a predat la expirarea contractului, precum şi că a predat lucrul în bună stare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 342; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 929 bis; Alexandresco, IX, p. 162).

6. La expirarea contractului locatarul este obligat să predea lucrul închiriat sau arendat în starea în care l-a primit, făcându-i el însuşi reparațiunile şi neputând fi obligat locatorul să le facă el în comptul locatarului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 178 bis, II; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 367, p. 489).

Art. 1433. — Locatarul e dator a apăra lucrul închiriat contra usurpațiunilor.

Urmând usurpațiune, este dator a înştiința pe locator în termenul ce s'ar fi pus spre cercetare. Călcând această datorie rămâne răspunzător de daune şi spese. (Civ. 554, 1427, 1428, 1429, 1434; Civ. Fr. 1768).

Text. fr. Art. 1768. — Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Cet avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation suivant la distance des lieux.

Doctrină

1. Locatarul este obligat a înștiința pe locator de uzurpările comise asupra lucrului închiriat sau arendat și tot odată a apăra lucrul contra uzurpărilor, deoarece în calitatea sa de detentor el este obligat a veghea la conservarea lucrului închiriat sau arendat. (Alexandresco, IX, p. 159).

2. Inștiințarea este necesară deoarece locatorul nu are de unde să cunoască uzurpările, mai ales dacă domiciliază departe de imobilul închiriat sau arendat. (Alexandresco, IX, p. 159).

3. Art. 1768 c. civ. fr. (1433 al. 2 c. civ. rom.) trebuește pus în legătură cu art. 1726 și 1727 c. civ. fr. (1427 și 1428 c. civ. rom.) cu care are o mare analogie. (Dalloz. Rép., Louage, No. 265).

4. Prin cuvântul: „uzurpațiuni" întrebuințat în art. 1768 c. civ. fr. (1433 al. 2 c. civ. rom.) se înțeleg nu numai uzurpațiunile propriu zise, ci orice cazuri asemănătoare, orice atingere la proprietatea și posesiunea lucrului închiriat sau arendat. (Troplong, Louage, II, No. 689. 690; Marcadé Art. 1766 urm. No. 1; Mourlon, III. No. 787; Dalloz, Rép.. Louage, No. 263; Laurent, XXV, No. 444; Huc, X, No. 366; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 544; Guilouard, Louage, II, No. 532; Alexandresco, IX, p. 159).

5. Dispozițiunile art. 1768 c. civ. fr. (1433 al. 2 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la uzurpațiuni, ci și la orice turburare de drept, cum ar fi o notificare făcută locatarului de către un terț, prin care și-ar manifesta pretențiuni de natură a aduce atingerea drepturilor proprietarului. (Laurent, XXV, No. 444: Huc, X, No. 306, 365; Baudry et Wahl, Louage. I, No. 544; Guillouard, Louage. II. No. 522).

6. Locatarul poate înștiința pe locator în orice mod, verbal, prin scris sau prin notificare prin corpul de portărei, deoarece art. 1768 c. civ. fr. (1432 al 2 c. civ. rom.) nu prevede o formă anumită. (Troplong, Louage, II, No. 693; Dalloz, Rép., Louage, No. 265; Huc. X, No. 365; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 544; Guillouard, Louage, II, No. 563; Alexandresco, IX, p. 159, 160).

7. Art. 1433 c. civ. rom. prevede că înștiințarea trebuește să se facă în termenul ce s'ar fi pus spre cercetarea acțiunii terțului. dacă bine înțeles. turburarea lui s'a manifestat printr'o acțiune în justiție. Dacă turburarea constă în o luare în stăpânire a lucrului, înștiințarea va trebui să se facă de urgență pentru ca locatorul să nu piardă acțiunea posesorie contra uzurpatorului. (Alexandresco, IX, p. 159).

8. In cazul când locatarul nu înștiințează pe locator, în termenul prevăzut de lege, el va trebui să-l despăgubească de prejudiciul cauzat prin lipsa de înștiințare. (Dalloz, Rép.. Suppl.. Louage, No. 392; Guillouard, Louage. II, No. 534; Planiol, II, No. 1702; Alexandresco, IX, p. 160).

9. Dacă locatorul cunoștea turburarea și deci era în măsură s'o combată, locatarul nu trebuește să-l mai înștiințeze. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 544; Guillouard. Louage, I, No. 167).

Art. 1434. — Locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile întâmplate în cursul folosinței sale, întru cât nu probă că au urmat fără culpa sa.

Asemenea este răspunzător și de stricăciunile și pierderile căşunate de persoanele familiei sale sau de sub-locatar. (Civ. 1000, 1080, 1156, 1429, 1431, 1432, 1434, 1447, 1448, 1624; Civ. Fr. 1732, 1735).

Text. fr. Art. 1732. — Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Text fr. Art. 1735. — Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

Bibliografie (continuare).

CERBAN AL., *Notă* sub C. Apel București S. I, 290 din 6 Nov. 1925, Curier Jud 8/1926.
Notă sub C: Apel București S. I, 290 din 6 Noemvrie 1925, Pand Rom. 1926, II, 163;

INDEX ALFABETIC
(a doctrină).

Doctrină

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1732 c. civ. fr. (1434 al. 1 c. civ. rom.) locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile întâmplate în timpul folosinții sale, dacă nu dovedește că ele s'au produs fără culpa sa. El este presupus în culpă și deci el trebuește să dovedească contrariul. (Dalloz, Rép., Louage, No. 289; Alexandresco, IX, p. 162, 163).

2. Proba este în sarcina locatarului numai atunci când degradările au avut loc în timpul folosinții sale. (Dalloz, Rép., Louage, No. 291).

3. Răspunderea pentru degradările sau pierderile suferite în timpul folosinței locatarului încetează, dacă el dovedește că au urmat fără culpa sa. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 178 bis, III; Dalloz, Rép., Louage, No. 289; Laurent, XXV, No. 274; Huc, X, No. 314; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 916; Guillouard, Louage, I, No. 237; Planiol, II, No. 1695).

4. In ceea ce privește reparațiunile locative, locatarul nu poate fi apărat de răspundere, dovedind că au provenit dintr'un uz normal al lucrului, deoarece potrivit legii, aceste reparațiuni cad în sarcina sa. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 178 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, text și nota 35, p. 488).

5. Cu toate acestea, locatarul nu poate fi obligat să refacă din nou, când cu toate că a întrebuințat în mod convenabil lucrul, fără a abuza de folosință, degradările au provenit dintr'un uz normal și legitim al lucrului sau din vechime. (Dalloz, Rép., Louage, No. 289; Suppl., Louage, No. 199; Laurent, XXV, No. 270; Huc, X, No. 312; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 930; Guillouard, Louage, I, No. 242).

6. Din art. 1732 c. civ. fr. (1434 al. 1 c. civ. rom.) rezultă că locatarul nu este răspunzător de degradările provenite dintr'un caz fortuit sau forță majoră. (Dalloz, Rép., Louage, No. 289, 290; Supp., Louage, No. 199; Alexandresco, IX, p. 164).

7. Intră în cazurile de forță majoră degradările comise de terți, din răzbunarea contra locatarului. (Duvergier, Louage, III, No. 438; Dalloz Rép., Louage, No. 290; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 930; Guillouard, Louage, I, No. 242).

8. Dacă însă cazul fortuit a fost precedat de culpa locatarului, fără care acest caz nu s'ar fi produs, acesta va fi răspunzător de paguba cauzată. (Duvergier, Louage, III, No. 437; Dalloz, Rép., Louage, No. 290; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 931; Guillouard, Louage, I, No. 271).

9. In cazul când din greșală sau neglijența locatarului se produc degradări lucrului închiriat, locatorul poate, după împrejurări și gravitatea cazului, să ceară sau repararea degradărilor, sau rezilierea contractului, sau daune, sau repararea degradărilor cu daune sau rezilierea contractului cu daune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 300; Suppl., Louage, No. 178).

10. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă greșeala sau neglijența locatarului este de natură a aduce pronunțarea rezilierii contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 301; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I, 775; Guillouard, Louage, I, No. 205; II, No. 526, 527).

11. In cazul când lucrul a pierit din culpa locatarului, el va fi obligat la expirarea contractului de locațiune să plătească, pe lângă valoarea lucrului și prețul locațiunii. (Dalloz, Rép., Louage, No. 346; Suppl., Louage, No. 206).

12. Locatorul, în principiu, va putea cere repararea degradărilor numai la expirarea contractului de locațiune. Dacă însă ele ar putea compromite siguranța lucrului sau să aducă grave deteriorări, el va putea cere repararea lor în timpul contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 303).

13. De asemenea, locatorul va putea cere daune-interese numai la expirarea contractului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 303, 669; Suppl., Louage, No. 178; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, p. 482; Laurent, XXV, No. 265; Guillouard, Louage, I, No. 203; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 775).

14. Dacă însă degradările nu sunt reparabile și cauzează locatorului o pagubă actuală, el va putea cere daune-interese în timpul contractului. (Laurent, XXV, No. 266; Huc, X, No. 311; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 775; Guillouard, Louage, I, No. 205; II, No. 527).

15. Locatorul poate în timpul locațiunii să ceară constatarea degradărilor prin experți, pentru a avea un act, în baza căruia să poată cere la expirarea contractului daune dela locatar. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 178; Laurent, XXV, No. 267, Guillouard, Louage, I, No. 204).

16. Locatorul poate renunța la dreptul de a urmări pe locatar pentru degradări și de a restitui lucrul în bună stare. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 203).

17. De asemenea, prin contract, se poate extinde obligația locatarului de a răspunde și de cazuri fortuite. (Duvergier, Louage, IV, No. 246; Dalloz, Rép., Louage, No. 873; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 937; Guillouard, Louage, II, No. 680).

18. Potrivit dispozițiunilor art. 1735 c. civ. fr. (1434 al. 2 c. civ. rom.) locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile cauzate lucrului închiriat sau arendat, de persoanele familiei sale sau de sub-

locatarii săi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 293; Suppl., Louage, No. 204; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 932; Guillouard, Louage, I, No. 247; Planiol, II, No. 1692; Alexandresco, IX, p. 163).

19. Prin persoane din familia locatarului se înțeleg: copiii săi, femeia sa, servitorii săi, oaspeții și pensionarii săi, lucrătorii și ucenicii săi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 294; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 932; Guillouard, Louage, I, No. 247; Alexandresco, IX, p. 163).

20. Prin persoane din familia locatarilor se înțeleg chiar lucrătorii cari lucrează pe comptul locatarului și sunt sub dependența unui patron. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 932; Alexandresco, IX, p. 163).

21. De asemenea, voiajorul care este găzduit într'un han. (Dalloz, Rép., Louage, No. 294; Huc, X, No. 329; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 932; Guillouard, Louage, I, No. 248; Alexandresco, IX, p. 163, nota 3).

22. Potrivit dispozițiunilor art. 1735 c. civ. fr. (1434 al 2 c. civ. rom.) locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile cauzate lucrului închiriat sau arendat, prin faptul sublocatarilor săi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 366, 427; Suppl., Louage, No. 219).

23. Astfel, locatarul principal este răspunzător de incendiul lucrului închiriat cauzat prin greșeala sublocatarului. (Dalloz Rép., Louage, No. 366; Suppl., Louage, No. 219; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1132; Planiol, II, No. 1753).

24. Această responsabilitate are loc chiar dacă focul a fost pus de sublocatar, comițând deci o crimă. (Huc, X, No. 329; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1131; Planiol, II, No. 1753).

25. Responsabilitatea locatarului principal are loc, chiar dacă el a subînchiriat întregul imobil. (Dalloz, Rép., Louage, No. 1755).

26. De asemenea, dacă a cesionat contractul de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 295, 427; Suppl., Louage, No. 250; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1131, 1132).

27. Locatorul, poate în cazul prevăzut de art. 1735 c. civ. fr. (1434 al. 2 c. civ. rom.) să acționeze, în virtutea dispozițiilor art. 1382 c. civ. fr. (998 c. civ. rom.) direct pe autorul pagubei, în loc de locatar. (Toullier, XI, No. 168; Duvergier, Louage, III, No. 432; Troplong, Louage, I, No. 398; Dalloz, Rép., Louage, No. 296; Planiol, II, No. 1755).

28. In acest caz, însă el va trebui să dovedească culpa pârîtului, deoarece prezumțiunea prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea numai în raporturile locatorului cu locatarul său, afară de cazul sublocatarului pentru partea de imobil ce o locuește. (Dalloz, Rép., Louage, No. 296).

Jurisprudență.
(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1430, nota 3.

Art. 1435. — Este răspunzător de incendiu, dacă nu probează că incendiul s'a întâmplat prin caz fortuit sau forță majoră, sau prin defect de construcțiune, sau că focul a venit dela o casă vecină. (Civ. 998, 999, 1083, 1102, 1156, 1423, 1429, 1431, 1434, 1448, 1483, 1719; C. com. 465; Civ. Fr. 1733).

Text. fr. Art. 1733. — Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve,
Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction,
Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. Noutron (Dordogne), 8 Aprilie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 70;
CERBAN AL., *Notă* sub C. Apel București S. I, 290 din 6 Nov. 1925, Curier Jud. 8/1926; *Notă* sub C. Apel București S. I, 290 din 6 Noemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 163;
POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 196.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) locatarul este răspunzător de plano de incendiul cauzat la imobilul închiriat. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 212; Alexandresco, IX, p. 168, 169).

2. Responsabilitatea de plano a locatarului prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) pentru cazul de incediu, constitue consacrarea principiilor de drept comun prevăzute de art. 1302 şi 1732 c. civ., fr. (1156 şi 1434 al. 1 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, nota 21, p. 484; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 916, 972; Guillouard, Louage, I, No. 278; Planiol, II, No. 1714; Alexandresco. IX, p. 168, 169).

3. Această responsabilitate pe care locatarul nu o poate înlătura decât în cele trei cazuri enumerate limitativ prin art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) se reazemă pe o prezumpţiune de greşeală bazată pe obligaţia ce o are locatarul de a supraveghea lucrul închiriat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 379; Suppl., Louage, No. 215; Planiol, II, No. 1713; Alexandresco, IX, p. 169).

4. Dispoziţiunile art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) după o părere, îşi găsesc aplicaţiunea nu numai la locaţiunea imobilelor, ci şi la locaţiunea lucrurilor mobile, (Marcadé, Art. 1733, 1734, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 425; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1004; Guillouard, Louage, I, No. 273; II, No. 680; Alexandresco, IX, p. 172).

5. După a doua părere, dispoziţiile acestui articol îşi găsesc aplicaţiunea numai la locaţiunea imobilelor iar nu şi la locaţiunea lucrurilor mobile. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 425).

6. După a treia părere, dispoziţiunile acestui articol îşi găsesc aplicaţiunea lucrurilor mobile numai atunci când ele sunt închiriate odată cu imobilul în care sunt aşezate. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 425; Comp: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, text şi nota 28, p. 487).

7. Dispoziţiunile art. 1733 c. civ. fr. (1435 cod. civ. român) privitoare la prezumţiunea de culpă îşi găsesc aplicaţiunea şi sublocatarului în profitul locatarului principal. (Duvergier, Louage, III, No. 434; Troplong. Louage, I. No. 372; Larombière, Obligations, Art. 1148, No. 12; Dalloz, Rép., Louage, No. 366; Suppl., No. 220; Huc, X, No. 319; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1006; Guillouard, Louage, I, No. 276).

8. Proprietarul poate acţiona pe sublocatar în numele locatarului principal în virtutea dispoziţiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 221).

9. Proprietarul, după o părere, nu poate acţiona direct pe sublocatar pentru repararea prejudiciului cauzat prin incendiu, ci are contra lui numai acţiunea indirectă în locul locatarului principal. (Larombière, Obligations, Art. 1148, No. 12; Troplong, Louage, I, No. 372; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 221; Laurent, XXV, No. 203; Guillouard, Louage, I, No. 276).

10. După altă părere dominantă în acest caz proprietarul are acţiune directă contra sublocatarului. (Massé et Vergé sur Zachariae, IV, p. 374, nota 20; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 368, text şi nota 31, p. 494; Dalloz, Rép., Louage, No. 366; Planiol, II, No. 1755).

11. Dispoziţiunile art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) sunt bazate pe relaţiunea contractuală între proprietar şi locatar, aşa încât, în principiu nu-şi găseşte aplicaţiunea la alte persoane. (Troplong, Louage, II, No. 369; Marcadé, Art. 1733, No. 3; Dalloz, Rép., Louage, No. 387; Suppl., Louage, No. 232; Alexandresco, IX, p. 169, nota 2).

12. Astfel, proprietarul nu poate să-şi exercite recursul său contra oaspetelui locatarului, care în momentul isbucnirii incendiului, locuia la acesta. (Troplong, Louage, II, No. 369; Dalloz, Rép., Louage, No. 405; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1009; Alexandrsco, IX, p. 169, nota 2, 170 nota).

13. De asemenea, nici contra unui membru din familia locatarului, care locuia cu acesta. (Huc, X, No. 319; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1009; Alexandresco, IX, p. 169, nota 2, 170, nota).

14. De asemenea nu va putea fi invocată prezumpţiunea legală prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.), de către locatar în contra locatorului care ar locui o parte din imobilul închiriat, ci locatorul nu va putea fi răspunzător faţă de locatar decât potrivit dreptului comun, adică dovedindu-se că incendiul a provenit din greşeala sa. (Dalloz, Rép., Louage, No. 412; Suppl., Louage, I, No. 232; Guillouard, Louage, I, No. 278; Planiol, II, No. 1726; Comp: Alexandresco, IX, p. 175 urm.).

15. Această soluţiune are loc chiar dacă s'ar dovedi că incendiul a izbucnit în porţiunea ocupată de locator. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 232; Guillouard, Louage, I, No. 278; Planiol, II, No. 1726; Comp: Alexandresco, IX, p. 175).

16. Dispoziţiunile art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea după o părere, prin analogie şi uzufructuarului în raporturile sale cu nudul proprietar. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 179 bis, VII; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 496; Laurent, XXV, No. 339; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1009; Guillouard, Louage, I. No. 278; Comp.: Alexandresco, IX, p. 170. nota).

17. După altă părere, dispoziţiunile acestui articol nu-şi găsesc aplicaţiunea uzufructuarului. (Proudhon. Usufruit, III, No. 1551 urm.; Demolombe, X, No. 628;

Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 702, note 19, 20, p. 374).

18. Potrivit dispoziţiunilor art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) locatarul este răspunzător de incendiu, dacă nu probează că incendiul s'a întâmplat prin caz fortuit sau forţă majoră, sau prin defect de construcţiune, sau că focul a venit dela o casă vecină. (Dalloz, Rép., Louage, No. 364; Suppl., Louage, No. 213; Alexandresco, IX, p. 169).

19. Pentru ca locatarul să fie exonerat de responsabilitatea prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.), după o părere, este de ajuns dacă va dovedi că nu există greşeală din partea sa, că a fost prudent, atent, diligent şi a luat toate măsurile de conservare ca un bun proprietar. (Duvergier, Louage, III, No. 435; Troplong, Louage, I, No. 382 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 213; Guillouard, Louage, I, No. 269; Alexandresco, IX, p. 170).

20. După a doua părere, pentru ca locatarul să fie exonerat de răspundere, trebueşte să dovedească imposibilitatea de a atribui incendiului o cauză în afară de cele prevăzute de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) astfel încât din dovada făcută să rezulte în mod necesar existenţa uneia din aceste cauze, cu toate că natura exactă a cauzei rămâne complet necunoscută, (Larombière, Obligations, Art. 1148, No. 14; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 179 bis, VI; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 213; Laurent, XXV, No. 279 urm.; Planiol. II, No. 1718).

21. După a treia părere, pentru ca locatarul să fie exonerat de responsabilitate, trebueşte să dovedeasă faptul precis constitutiv al uneia din cauzele prevăzute în art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.), prin o probă directă şi pozitivă. (Toullier, XI, No. 161; Marcadé, Art. 1733, 1734, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, text şi notele 20, 21, 22, p. 484, 485; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 213; Baudy et Wahl, Louage, I. No. 978).

22. Potrivit dispoziţiunilor art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) locatarul este exonerat de răspundere pentru incendiul lucrului închiriat, dacă dovedeşte că incendiul provine din un caz fortuit sau forţă majoră. (Dalloz, Rép., Louage, No. 364; Suppl., Louage, No. 213; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 977; Alexandresco, IX, p. 171).

23. Locatarul este exonerat de răspundere dacă dovedeşte că incendiul trebueşte să fie atribuit faptei comise de un rău voitor, cu toate că acesta a rămas necunoscut. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 977; Alexandresco, IX, p. 171).

24. Tribunalele vor aprecia în mod suveran caracterele cazului fortuit, deoarece legea nu le determină. (Dalloz, Rép., Louage, No. 369).

25. Părţile pot conveni ca locatarul să fie răspunzător de cazurile fortuite sau de forţă majoră. (Dalloz, Rép., Louage, No 372).

26. Potrivit dispoziţiunilor art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) locatarul este exonerat de răspunderea pentru incendiul lucrului închiriat, dacă dovedeşte că incendiul provine dintr'un viciu de construcţie. (Dalloz, Rép., Louage, No. 364; Suppl., Louage, No. 213; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 977; Alexandresco, IX, p. 172).

27. Dacă însă viciul de construcţie îi este imputabil locatarului, el va fi răspunzător de incendiu. (Dalloz, Rép., Louage, No. 375; Suppl., Louage, No. 223; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 977; Alexandresco, IX, p. 172).

28. Potrivit dispoziţiunilor art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) locatarul este exonerat de răspundere pentru incendiul lucrului închiriat, dacă dovedeşte că focul a venit dela o casă vecină. (Dalloz, Rép., Louage, No. 376; Suppl., Louage, No. 222; Baudry et Wahl, Louage I, No. 977).

29. Dacă însă comunicarea focului dela casa vecină s'a făcut din greşeala locatarului, el va fi răspunzător. (Dalloz, Rép., Louage. No. 376; Suppl., Louage, No. 222; Alexandresco, IX, p. 172).

30. Locatarul, după părerea dominantă, nu se poate exonera de răspunderea prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.), dovedind că în momentul incendiului era absent din imobilul închiriat. (Huc, X, No. 316; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 980; Planiol, II, No. 1718).

31. După a doua părere, locatarul se poate exonera de responsabilitate dacă dovedeşte că în momentul când a început incendiul era absent din imobilul închiriat şi dacă absenta nu e rezultatul unei greşeli. (Dalloz. Rép., Louage, No. 379; Suppl., Louage, No. 215).

32. După a treia părere, absenţa locatarului din imobilul închiriat în momentul incendiului, numai atunci ar aduce exonerarea lui de răspundere, când ar fi vorba de o casă de ţară, care după contract sau după obiceі este locuită numai o parte a anului. (Duvergier, Louage, III, No. 437; Guillouard, Louage, I, No. 271).

33. Locatorul poate valabil renunţa la prezumpţia prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 237; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1026; Alexandresco, IX, p. 178).

34. Această renuntare poate fi expresă sau tacită. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 237; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 271; Alexandresco, IX, p. 178).

35. Prezumpţiunea de greşeală prevăzută de art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) îşi găseşte aplicaţia numai între locator şi locatar. Ea nu poate fi invocată de proprietarii vecini ale căror imobile au fost incendiate, nici contra locatarului nici contra proprietarului imobilului unde s'a declarat incendiul. (Duranton, XVII, No. 105; Troplong, Louage, I, No. 365; Aubry et

Rau, ed. 4-a, IV, § 367, text și nota 32, p. 488; Dalloz, Rép., Louage, No. 387, 388; Suppl., Louage, No. 232; Huc, X, 320; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1011; Guillouard, Louage, I, No. 278; Alexandresco, IX, p. 169, nota 2).

36. Dacă imobilul incendiat era închiriat la mai mulți locatari, toți vor fi responsabili, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 1435 c. civ. rom., însă nu solidar, deoarece culpa este contractuală iar nu delictuală, ci fiecare va răspunde proporțional cu valoarea locativă a părții imobilului ocupat de dânsul. (Alexandresco, IX, p. 173, 174).

37. In acest caz, fiecare locatar va putea să ceară exonerarea sa de răspundere, dovedind că incendiul a izbucnit în partea locuită de alt locatar. (Alexandresco, IX, p. 174).

38. In caz de incendiu a imobilului închiriat, indemnitatea pe care va trebui s'o plătească locatarul proprietarului, în virtutea art. 1733 c. civ. fr. (1435 c. civ. rom.) va cuprinde întreaga pagubă suferită. (Duvergier, Louage, III, No. 419; Troplong, Louage, I, No. 390; Dalloz, Rép., Louage, No. 418; Suppl., Louage, No. 243; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 759; Guillouard, Louage, I, No. 279; Planiol, II, No. 1715).

39. Astfel, locatarul va trebui să plătească proprietarului o îndemnizație suferită pentru a reface imobilul în starea în care se găsea înainte de incendiu. (Duvergier, Louage, III, No. 419; Troplong, Louage, I, No. 390; Dalloz, Rép., Louage, No. 418; Guillouard, Louage, I, No. 279).

40. Proprietarul nu poate constrânge pe locatar să refacă el imobilul incendiat, ci numai să-i plătească indemnizația echivalentă cu paguba cauzată. (Dalloz, Rép., Louage, No. 418; Suppl., Louage, No. 243; Planiol, II, No. 1716).

41. Indemnitatea pentru refacerea imobilului închiriat se va calcula după starea în care se găsea acest imobil în momentul incendiului, iar nu după valoarea sa în stare de refacere completă. (Marcade, Art. 1733, 1734, 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 367, nota 29; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 244; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 984; Guillouard, Louage, I, No. 280; Contra: Duvergier, Louage, III, No. 419; Troplong, Louage, I, No. 330).

42. După refacerea imobilului, locatarul nu poate pretinde să continue contractul de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 419).

43. De asemenea, în caz de incendiu a imobilului închiriat, locatarul va trebui să plătească proprietarului o indemnizație echivalentă cu paguba rezultată din pierderea chiriilor pe timpul necesar refacerii și reînchirierii imobilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 267, text și nota 30; Dalloz, Rép., Louage, No. 418; Suppl., Louage, No. 245; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 984; Guillouard, Louage, I, No. 279; Planiol, II, No. 1715).

44. In caz de incendiu, proprietarul nu poate să-și exercite recursul său decât pentru daunele cauzate imobilului, iar nu și pentru pierderea sau deteriorarea lucrurilor puse de el în o parte din imobilul închiriat, ce și-a rezervat-o. (Guillouard, Louage, I, No. 273).

45. In cazul când imobilul incendiat era asigurat, asiguratorul după ce va plăti proprietarului indemnitatea, este subrogat în drepturile acestuia. (Alexandresco, IX, p. 177).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 1429 c. civ. locatarul are obligațiunea de a îngriji ca un bun proprietar de *imobilul închiriat* și la expirarea contractului să restitue imobilul în bună stare; iar conf. art. 1434 c. civ., locatarul răspunde de toate stricăciunile și degradările ocazionate imobilului închiriat și potrivit art. 1156 și 1435 el nu poate fi exonerat de răspundere decât dovedind că pierderea sau stricăciunea este datorită unui caz fortuit sau forței majore.

Debitorul deci trebue să dovedească că faptul provine dintr'o cauză străină ce nu-i poate fi imputabilă, iar culpa să nu fie preexistentă forței majore sau forța majoră să fie absolută — care nu poate fi luată în seamă „si culpa casum praecessit".

Prin urmare, *în speță*, constatându-se că presupusul pârît a părăsit imobilul nu silit de vreun ordin sau altă împrejurare subiective: teama de a nu fi internat; abandonul constitue prin excelență o culpă din partea sa, fiindcă fără această părăsire intempestivă a imobilului, el nu ar fi fost ocupat de trupele inamice și incendiat printr'o folosință abuzivă.

Așa dar, incendiul imobilului în litigiu, este o consecință a culpei prepusului chiriașei și deci a pârîtei, care este răspunzătore de faptele prepușilor ei, iar nu datorit unui caz de forță majoră. (C. Apel Buc. s. I. 290 din 6 Noemvrie 1925 Pand. Rom. 1926, III, 35, Pand. Rom. 1926, II, 163. Bul. C. Apel 5 1926, Curier Jud. 8 din 1926).

2. Potrivit art. 1084 c. civ. daunele interese datorite creditorului cuprind în general pierderea ce acesta a suferit și beneficiul de care a fost lipsit; în speță, proprietarul are dreptul la pierderea încercată, „damnum emergens" și la beneficiul de care a fost lipsit, „lucrum cessans".

Este necontestat însă, că obligațiunea chiriașului nu este aceea de a face, adică a reconstitui imobilul distrus de incendiu, ci aceea de a da o despăgubire potrivit regulelor prevăzute de art. 1084 c. civ. și care să pună pe proprietar în măsură să reconstruiască imobilul distrus în starea în care se afla în momentul incendiului.

Prin urmare, locatarul nu poate fi responsabil decât de valoarea imobilului din

momentul în care a avut loc incendiul, iar nu din momentul reconstruirii lui, întru cât locatorul nu poate constrânge pe locatar a-i reconstrui imobilul incendiat, ci numai cere o indemnizare echivalentă cu prejudiciul ce a încercat în momentul sinistrului. Deci în speță, nici Societatea pârîtă nu poate fi obligată a plăti daune după deprecierea valutei, fiindcă locatarul nu este debitorul unei obligațiuni de a face, ci de a da, care se rezolvă prin daune-interese. (C. Apel Buc, s. I, 290 din 6 Noemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 35, Pand. Rom. 1926, II, 163, Bul. C. Apel 5/1926, Curier Jud. 8/1926).

Art. 1436. — Locațiunea făcută pentru un timp determinat încetează dela sine cu trecerea termenului [1]), fără să fie trebuință de o prealabilă înștiințare [2]).

Dacă contractul a fost fără termen [3]), concediul trebue să se dea dela o parte la alta, observându-se termenele defipte de obiceiul locului. (Civ. 969, 1411, 1416, 1433, 1437 urm., 1450, 1452, 1462, 1463, 1471; C. com. 716; Pr. civ. 129; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale, (Mon. of. 217/914 și 5 bis/916), Art. 35 urm.; Decret-lege No. 1058 (Mon. of. 275/919) pentru prelungirea contractelor de închiriere; Decret-lege 4881 din 19 Nov. 1919 (Mon. of. 173/919); Decret-lege No. 1420 pentru regularea raporturilor dintre proprietari și chiriași (Mon. of. 2/1920); Lege pentru înființarea oficiilor de închiriere (Mon. of. 111/1921); Lege pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. of. 87/1921); Lege privitoare la prelungirea contractelor de închiriere (Mon. of. 19/1922); Lege privitoare la prelungirea contractelor de închiriere, (Mon. of. 5/1923); Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași, din 27 Martie 1924; Civ. Fr. 1736, 1737; Civ. Ital. 1591).

Text. fr. Art. 1736. — Si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.

Text. fr. Art. 1737. — Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

Text. Ital. Art. 1591. — La locazione fatta per un tempo determinato cessa di diritto collo spirare del termine stabilito, senza che sia necessario di dare la licenza.

Bibliografie (continuare).

VELESCU AL., *Notă* sub Trib. Suceava VII, 4 August 1925, Curier Judicar 37/1925.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Contractul de închiriere încheiat pe un timp determinat, încetează de drept la expirarea termenului, fără să fie nevoie de o prealabilă înștiințare, atât în cazul când contractul este verbal, cât și în cazul când el este scris. (Alexandresco, IX, p. 180).

2. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă un imobil a fost închiriat pe un timp determinat și dacă contractul a

1) In art. francez corespunzător, după cuvântul *„termenului"* urmează cuvintele: *„lorsqu'il a été par écrit"*, care au fost înlăturate de legiuitorul român.
2) Art. 1336 § 1 este reproducerea art. 1591 din Codul civil Italian.
3) In art. francez corespunzător, se zice *„sans écrit"* în loc de: *„fără termen"*.

încetat prin expirarea acestui termen. (Alexandresco, IX, p. 178, nota 3, 180).

3. Se poate prevedea în contractul de locaţiune, în virtutea principiului libertăţii convenţiunilor, că locatarul va fi obligat să părăsească imobilul închiriat înainte de expirarea termenului, fără nicio despăgubire, dacă proprietarul va avea nevoie neapărat, însă în acest caz proprietarul va trebui să dea concediu locatarului, observând termenele defipte de obiceiul locului. (Troplong, Louage, II, No. 626; Mourlon, III, No. 783; Marcadé, Art. 1761, 1762, No. 1; Alexandresco, IX, p. 181).

4. Dacă însă în acest caz, se va stabili că proprietarul e expulzat pe locatar, pentru a închiria altuia imobilul, locatarul va putea cere daune şi chiar reîntoarcerea în imobil. (Troplong, Louage, II, No. 629; Marcadé, Art. 1761, 1762, No. 1; Alexandresco, IX, p. 181, nota 3).

5. In cazul când în contractul de locaţiune nu s'a prevăzut un termen şi nici legea nu fixează un termen, contractul încetează numai printr'un concediu, dat de o parte celeilalte, fie că contractul este scris, fie că este verbal. (Alexandresco, IX, p. 181, 182).

6. Concediul poate fi dat prin notificare, făcută prin portărei, prin scrisoare, prin telegramă şi chiar verbal. (Mourlon, III, No. 756; Huc, X, No. 332; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1252; Guillouard, Louage, I, No. 430; Alexandresco, IX, p. 182).

7. Dovada concediului, după o părere, nu poate fi făcută prin martori şi prezumpţii chiar dacă ar fi vorba de o sumă mai mică de 150 lei, prin aplicaţia art. 1715 c. civ. fr. (1416 c. civ. rom.). (Duranton, XVII, No. 122; Mourlon, III, No. 756; Troplong, Louage, I, No. 422; Marcadé, Art. 1736, 1737, No. 3; Guillouard, Louage, I, No. 431; Alexandresco, IX, p. 182).

8. După altă părere, dovada concediului se va putea face prin martori şi prezumpţiuni potrivit dreptului comun. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 183 bis VII; Laurent, XXV, No. 327; Huc, X, No. 332; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1255).

9. Concediul nu trebueşte acceptat de partea căreia i se dă, deoarece este un act unilateral. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1253; Planiol, II, No. 1731; Alexandresco, IX, p. 183).

10. Concediul se dă observându-se termenele defipte de obiceiul locului. Tribunalele vor aprecia în mod suveran obiceiul locului. (Guillouard, Louage, II, No. 504; Alexandresco, IX, p. 183, text şi nota 2).

11. In România concediul se va da numai câtva timp înainte de Sf. Gheorghe sau Sf. Dumitru. (Alexandresco, IX, p. 183).

12. Părţile contractante pot deroga dela obiceiul locului, acceptând un concediu dat contrar acestui obiceiu. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1247; Alexandresco, IX, p. 183).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 1436 şi 1437 c. civ., locaţiunea făcută pentru timp determinat încetează dela sine prin trecerea termenului şi ea poate fi reînoită în mod tacit numai dacă locatarul este lăsat de către proprietar în posesiunea imobilului.

Nu poate fi vorba însă de reconducţiune tacită atunci când dreptul la folosinţa imobilului de către chiriaş are loc, contrar dreptului comun, fără voinţa proprietarului, ci prin voinţa legii în virtutea prelungirii legale a contractului de închiriere.

Prin urmare, în speţă fiind constant că în timpul când chiriaşul a rămas în imobil, în urma expirării contractului său, acest contract era prelungit prin legile excepţionale, această deţinere de imobil nu poate fi considerată ca o tacită relocaţiune. (Cas. I, Complet chirii, dec. 780 din 24 Martie, 1925, Pand. Săpt. 27/1925).

2. Un contract de închiriere fără termen, expiră prin manifestarea unilaterală de voinţă a părţilor.

Această manifestare trebuie să rezulte în mod expres şi să se notifice în termenele prevăzute, de obiceiul locului. (Cas. I, complect chirii, 1931 din 13 Iulie 1925, Pand. Săpt. 25/1925).

3. Art. 1 din legea chiriilor din 1924 prevede prelungirea numai a contractelor încheiate sub imperiul decretelor-legi anterioare de prelungire, aşa cum se prevede în mod expres de legiuitor în art. 42 al aceleiaşi legi; de asemenea nu se aplică imobilelor noui construite în condiţiunile legii din 1921 sau imobilelor vechi cărora li s'a făcut reparaţiuni radicale, precum şi acelea cari prin legile anterioare au fost redate regimului dreptului comun.

Prin urmare, în speţă fiind vorba de un contract de locaţiune consimţit de locatar prin bună învoială cu proprietarul renunţând la beneficiul prelung. anterior legii chiriilor din 1924, al cărui termen nu s'a fixat, locaţiunea nu încetează decât prin darea unui concediu conf. art. 1436 c. civ., potrivit uzanţelor locului; ori, acest concediu a avut loc prin introducerea acţiunii în ziua de 25 Februarie 1925, iar dela această dată până azi a trecut mai mult de şase luni, termen defipt de obiceiul locului în asemenea închirieri. (C. A. Bucureşti, s. III, dec. civ. 273 din 10 Sept., 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1917).

4. Un contract de închiriere fără termen nu poate fi considerat ca o locaţie perpetuă sau ca un contract cu clauză potestativă şi deci nu poate lua sfârşit numai prin voinţa uneia din părţi. (Cas. I, 2010 din 16 Septemvrie 1925, Pand. Săpt. 3/1926, Pand. Rom. 1926, III, 33).

5. A se vedea: art. 1437, nota 3.

Art. 1437. — După expirarea termenului stipulat prin contractul de locațiune, dacă locatarul rămâne și e lăsat în posesiune, atunci se consideră locațiunea ca reînnoită, efectele ei însă se regulează după dispozițiunile articolului relativ la locațiune fără termen [1]). (Civ. 1429, 1436, 1452, 1464; L. Timbr. 33 § 3; Civ. Fr. 1738).

Text. fr. Art. 1738. — Si, à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit.

Bibliografie (continuare).

RAPAPORT M., *„Tăcerea ca element de voință"*, Curier Jud. 24/1926;
VELESCU AL. *Notă* sub Trib Suceava VII, 4 August 1925, Curier Judicar 37/1925.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Pentru existența tacitei reconducțiuni trebuește ca locatarul să aibă intenția a se folosi din nou de lucru cu titlu de locatar, iar locatorul să consimtă a-l lăsa să se folosească de lucru cu titlu de locatar. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage. No. 330; Laurent, XXV. No. 337: Huc, X, No. 334; Baudry et Wahl. Louage, II. No. 1410; Guillouard. Louage. I, No. 410; Planiol, II. No. 1732; Alexandresco, IX. p. 188).

2. Tacita reconducțiune nu-și găsește aplicațiunea decât la contractele de locațiune făcute pe un termen determinat iar nu și la cele făcute fără termen care continuă până la darea concediului. (Dalloz, Rép.. Louage, No. 594: Suppl., Louage. No. 339; Laurent. XXV, No. 331. 332: Huc, X, No. 334: Guillouard, Louage. I, No. 406, 407; Contra: Baudry et Wahl, Louage. II. No. 1406; Planiol. II, No. 1732).

3. Părțile pot prevede în contractul de locațiune. că la expirarea contractului, deși vor păstra tăcerea, tacita reconducțiune nu se va produce. (Pothier, Louage. IV, No. 354; Duvergier, Louage. III, No. 23; Dalloz Rép., Louage, No. 579. 580; Suppl., Louage, No. 333; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 369. nota 22, p. 499; Laurent. XXV, No. 343: Baudry et Wahl. Louage, II, No. 1412: Guillouard. Louage. I. No. 415: Alexandresco. IX, p. 189. 190).

4. Cu toate acestea, părțile pot renunța la această clauză și tacita reconducțiune să se producă. dacă prelungirea posesiunii locatarului are loc în astfel de condițiuni care presupun intențiunea de a reînoi contractul de locațiune. (Pothier, Louage. IV. No. 355: Duvergier, Louage, III, No. 23; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 369, nota 22. p. 499; Laurent, XXV. No. 343; Huc, X, No. 335; Dalloz. Rép., Suppl.. Louage, No. 333; Baudry et Wahl, Louage. II, No. 1412; Guillouard, Louage. I, No. 415; Alexandresco, IX. p. 190, nota 3).

5. Pentru ca să aibă loc tacita reconducțiune, trebuește ca să existe o posesiune destul de prelungită a locatarului. după expirarea contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 718; Suppl.. Louage, No. 329, 330; Alexandresco, IX, p. 189, 190).

6. Tribunalele vor aprecia dacă durata posesiunii după expirarea contractului de locațiune este suficientă, pentru a se prezuma tacita reconducțiune. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 184 bis: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 499; Dalloz, Rép., Louage. No. 571. 719, 835: Suppl., Louage, No. 329: Laurent. XXV. No. 338; Guillouard. Louage. I. No. 411; Alexandresco, IX, p. 189, 190).

7. Tacita reconducțiune constitue un nou contract. iar nu continuarea vechiului contract de locațiune. (Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 369. p. 499: Dalloz. Rép.. Louage, No. 566: Suppl.. Louage, No. 328: Laurent, XXV. No. 366: Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1400. 1401: Guillouard, Louage. I, No. 413: Planiol. II, No. 1732: Alexandresco, IX. p. 188. text și nota 2. 189).

8. Prin urmare, pentru ca să se producă tacita reconducțiune, trebuește ca la expirarea contractului cu termen determinat, părțile să fie capabile de a contracta. (Pothier, Louage, IV, No. 345: Duvergier, Louage. III, No. 24: Dalloz. Rép., Louage, No. 567, Suppl., Louage, No. 328; Laurent, XXV, No. 336: Huc. X. No. 334: Baudry et Wahl,

[1]) In art. francez corespunzător se zice *„sans écrit"* în loc de *„fără termen"*, iar după cuvântul *„locațiune"* din rândul al 2-lea al art. 1437 cum este în codul civil Român, se adaugă cuvântul *„écrit"*.

Louage, II, No. 1423; Guillouard, Louage, I, No. 412; Alexandresco, IX, p. 188, nota 2, 189).

9. Contractul de locațiune rezultat din tacita reconducțiune este considerat că a fost încheiat în aceleași condițiuni ca și primul contract. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 499; Dalloz. Rép., Louage, No. 584; Suppl., Louage, No. 335; Laurent, XXV, No. 345; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1429; Guillouard, Louage, I, No. 419; Planiol, No. 1732; Alexandresco, IX, p. 190, 191).

10. Astfel, rămâne același preț și aceleași obligațiuni ale proprietarului și locatarului ca în primul contract. (Dalloz, Rép., Louage. No. 584, 881: Alexandresco, IX, p. 190, 191).

11. In ceea ce privește termenul însă, se vor aplica dispozițiunile privitoare la locațiunea fără termen. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 499; Dalloz, Rép., Louage, No. 586; Suppl.. Louage, No. 336; Laurent. XXV, No. 348, 349; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1425; Guillouard. Louage, I, No. 419; Planiol, II. No. 1732; Alexandresco, IX. p. 191).

12. Tacita reconducțiune își găsește aplicațiunea nu numai la imobile, ci și la locațiunea lucrurilor mobile. (Dalloz, Rép., Louage, No. 881; Baudry et Wahl, Louage. II. No. 1404; Contra: Pothier, Louage. IV, No. 371: Duvergier, Louage, IV, No. 234; Troplong, Louage. II, No. 461; Marcadé, Art. 1738 urm. No. 2; Huc. X. No. 274; Guillouard, Louage, II, No. 685; Alexandresco, IX, p. 188, nota 1).

13. Tacita relocație are loc la contractele de abonament la telefon. deoarece aceste contracte au caracterele contractelor de locațiune. (Alexandresco, IX, p. 188, nota 1).

14. Tacita relocație va putea fi dovedită prin martori și prezumpțiuni potrivit dreptului comun. dacă nu există contestațiune nici asupra contractului anterior, nici asupra cuantumului chiriei sau arendei. (Alexandresco, IX, p. 190).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Un contract. făcut pe un termen mai lung, vizat însă de oficiul de închiriere numai pe un an. nu poate fi considerat contract în curs ci un contract expirat și prelungit prin efectul legilor de închiriere.

Nu poate fi vorba de relocație tacită atunci când lipsește consimțimântul ambelor părți și când chiriașul stă în imobil prin efectul legii. (Cas. I. complet chirii, 780 din 24 Martie 1925. Pand. Săpt. 27 din 1925).

2. Proprietarul imobilului ocupat de un comerciant, și neevacuat benevol de acesta, era dator a cere expulzarea lui pe cale de ordonanță prezidențială în chiar ziua de 6 Mai 1925. Simpla întârziere a cererii de evacuare denotă consimțimântul tacit la relocațiunea imobilului. (Trib. Suceava VII, 4 Aug. 1925. Curier Judiciar 37/1925).

3. Relocația tacită se stabilește nedeterminată în termen și ia sfârșit prin concediul dat potrivit art. 1436 al. II, (v. art. 1437. 1452 c. c.).

Caracteristica aceasta a duratei nelimitate și modul consimțimântului în prelungirea contractului, denotă că dacă părțile convin altfel de termen, ia naștere o convenție expresă — scrisă sau verbală — și deci modul de probare nu mai poate fi acela al tacitei relocații.

In plus, tacita reconducție nu se poate prezuma când nu a existat acord de voințe. sau când locatarul se menține în imobil contra voinței locatorului.

In speță. s'au dat: a) un concediu-avertisment conform art. 1438 c. c., care potrivit doctrinei împiedecă nașterea relocației, chiar dacă se dă ulterior expirării contractului expres, fiind însă nevoie a se emite într'un timp potrivit. care să nu prezume începerea tacitei reconduții, fără a se ține seamă însă de termenele defipte de obiceiul locului conform art. 1436 al. II, c. c.; b) Deși potrivit art. 1438 c. c., concediul odată notificat. relocația tacită nu mai poate fi opusă chiar daca locatarul s'a mai servit încă de imobil. totuși existând discuție asupra faptului dacă art. 1438 c. c., constitue o piedecă absolută nașterii relocației tacite. iar concediul-avertisment fiind notificat cam târziu, ne mai putând opera ca atare. se poate face uz în speță și de cel de al II-lea concediu dat de reclamant. conf. al. II. art. 1436 și după previziunile art. 1437, 1452 c. c. In adevăr concediul fiind dat la 26 Mai 1925, iar hotărîrea obținându-se după 26 Oct. st. v., cerințele legii sunt satisfăcute. Astfel acțiunea în evacuare a devenit admisibilă. chiar dacă prin imposibil — s'ar fi admis că tacita relocație ar fi putut opera în împrejurările din acțiune.

Faptul că președintele băncii a pus rezoluția pe concediu, că refuză a se supune somației, nu conchide la nimic. deoarece concediul este un act unilateral, care operează independent de orice acceptare. (J. oc. rural Bârca-Dolj. carte de jud. civilă No. 476/925, Jur. Gen. 1926 No. 176).

4. Din redacțiunea clară a articolelor 1, 2 și 3 Legea proprietarilor din 1903 se deduce fără umbră de îndoială că evacuarea se poate obține fără citarea părților pe baza contractului autentic învestit cu formula executorie numai în cazurile expres prevăzute de art. 2. — care fiind derogatoriu dela dreptul comun. este de strictă interpretare. — și anume numai atunci când cererea are de obiect plata chiriei sau arenzii. sau evacuarea imobilului pentru neplata acestora; în toate celelalte cazuri cererea va lua calea contencioasă, care este cea de drept comun, prevăzută de art. 3 și următorii din legea menționată.

Ori de câte ori ne găsim în fața unui con-

tract de închiriere făcut pe termen determinat, dacă după expirarea acestui termen locatarul rămâne și este lăsat în posesiunea imobilului, se operează, în conformitate cu dispozițiunile art. 1437, 1464, și 1452 cod. civil, o relocațiune tacită, ia naștere un nou contract, pe temeiul unui consimțimânt tacit al părților, tras din folosința mai departe a lucrului închiriat, contract care diferă de cel vechiu prin aceea că este tacit și că efectele sale se regulează după dispozițiunile articolului relativ la locațiunea fără termen.

Neplata chiriei nu poate fi invocată ca un fapt care să desmintă relocația tacită, fiindcă acest singur fapt, care poate avea diferite explicațiuni și poate fi datorit mai multor împrejurări, nu constitue o prezumțiune puternică precisă, care să înlăture în mod neîndoielnic ideea consimțimântului tacit al părților prezumat în condițiunile cerute de lege. (Trib. Argeș secția I, sent. civilă No. 32 din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 641).

5. Când chiriașul este lăsat în casă după expirarea termenului, locația se consideră reînoită până la termenul imediat de mutare conform, obiceiului locului, adică, dacă contractul ia finit la Sf. Gheorghe și locatarul continuă a rămânea în casă, se prezumă că proprietarul a înțeles să creeze o nouă convențiune până la Sf. Dumitru. (Jud. Herța, Cartea de jud. No. 1045 din 1926. Jurispr. Gen. 1926 No. 1698).

6. A se vedea: art. 1416, nota 2; art. 1436, nota 2; art. 1452 cu notele respective.

Art. 1438. — Când s'a notificat concediul, locatarul, chiar dacă ar fi continuat a se servi de obiectul închiriat sau arendat, nu poate opune relocațiunea tăcută. (Civ. 1437; Civ. Fr. 1739).

Text. fr. Art. 1739. — Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite réconduction.

Doctrină

1. Pentru ca să nu se poată invoca de proprietar tacita reconducțiune, este bine că locatarul să părăsească imobilul închiriat la expirarea termenului contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 573).

2. De asemenea, pentru a se pune la adăpost de prezumpțiunea tacitei reconducțiuni, este prudent ca proprietarul să adreze locatarului o somațiune ca să părăsească imobilul închiriat la expirarea termenului contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 573; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1413; Guillouard, Louage, I, No. 417; Planiol, II, No. 1732).

3. Această somație poate fi făcută chiar și după expirarea termenului contractului de locațiune, însă să nu fi curs un timp suficient pentru operarea tacitei reconducțiuni. (Duvergier, Louage, III, No. 505; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 20, p. 499; Dalloz, Rép., Louage, No. 573; Laurent, XXV, No. 338; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1416; Guillouard, Louage, I, No. 411; II, No. 600).

4. Legea nu prevede o formă sacramentală pentru facere concediului. Cu toate că art. 1739 c. civ. fr. (1438 c. civ. rom.) prevede un concediu notificat, este de ajuns un concediu verbal, dacă este mărturisit, sau o invitație de a părăsi imobilul la expirarea contractului, cuprinsă în chitanța de primirea ultimei rate de chirie. (Duvergier, Louage, III, No. 503; Dalloz, Rép., Louage, No. 575; Laurent, XXV, No. 339; Huc, X, No. 335; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1417; Guillouard, Louage, I, No. 416).

5. Nu este nevoie de concediu și nici nu se poate invoca tacita reconducțiune, dacă s'a prevăzut într'un contract de locațiune cu durată determinată că nu se va putea invoca tacita reconducțiune chiar dacă nu s'a dat concediu. (Dalloz, Rép., Louage, No. 579).

6. Nu se poate invoca tacita reconducțiune dacă s'a dat un concediu sau o înștiințare, fie de către proprietar, fie de către locatar. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 185 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 499; Dalloz, Rép., Louage, No. 573; Suppl., Louage. No. 331; Laurent XXV, No. 339; Guillouard, Louage, I, No. 416, 417; Alexandresco, IX, p. 189, 191).

7. In cazul când după concediu, locatarul continuă a rămâne în imobil, fără să existe o tacită reconducțiune, el va trebui să plătească despăgubiri proprietarului proporționale cu paguba ce a suferit. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 332, 376; Laurent, XXV, No. 341; Huc, X, No. 332, 376; Laurent, XXV, No. 341; Huc, X, No. 335: Baudry et Wahl, Louage, II, 1418; Guillouard, Louage, I, No. 425).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 1437, nota 3.

Art. 1439. —Contractul de locațiune se desființează când lucrul a pierit în total sau s'a făcut netrebnic spre obicinuita întrebuințare [1]).

1) In textul francez lipsesc cuvintele: *„sau s'a făcut netrebnic spre obicinuită întrebuințare"*.

In caz când una din părți nu împlinește îndatoririle sale principale, cealaltă parte poate cere desființarea contractului. (Civ. 1020, 1021 urm.. 1025, 1083, 1156 urm., 1365, 1366, 1423, 1429 urm., 1466, 1453, 1455; C. com., 716; L. Timbr. 21 § 1-b; L. agrară 30; L. asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 1, 2; Civ. Fr. 1741).

Text. fr. Art. 1741. — Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, et par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagements.

Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1927, Curier Jud. 3/1927;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Pactul comisoriu și oferta reală de plată*“, p. 91;
GRUIA V. ION, *Notă* sub Judec. ocol VI, București, 5 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1719;
IULIU GEORGE, *Notă* sub Trib Ilfov s. II, c. c., 1265 din 2 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 93;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Trib Ilfov s. I, c. c., 761 din 24 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, II. 279.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Cuvintele: „sau s'a făcut netrebnic spre obișnuita întrebuințare“ din art. 1439 al. 1 c. civ. rom. sunt adause de legiuitorul român, ele lipsind în art. 1741 c. civ. fr. corespunzător. (Alexandresco, IX, p. 89, nota 3).

2. In textul art. 1439 § 1 c. civ. rom. trebuește să se adauge că contractul de locațiune se reziliază „de drept“. (Alexandresco, IX, p. 89, nota 2).

3. Textul art. 1439 § 2 c. civ. rom. este inutil, deoarece constitue aplicarea art. 1021 c. civ. rom. De asemenea, art. 1430, 1446, 1455 c. civ. rom., cuprind aplicarea aceluiași principiu. (Alexandresco, IX, p. 195).

4. Doctrina și jurisprudența interpretând textele codului civil au fixat trei grade de pact comisoriu în materie de executarea convențiunilor între părțile contractante și anume: Pactul comisor de primul grad, prevăzut de art. 1020 și 1021 cod. civil precum și de alte articole din codul civil cum sunt: 1320, 1365, 1429, 1430, 1439 etc.: Când una dintre părțile contractante nu-și îndeplinește obligația, cealaltă parte are dreptul să ceară rezoluțiunea contractului. Această rezoluțiune trebue cerută în justiție care are o putere suverană de apreciere și poate chiar să acorde un termen de grație părții care nu și-a executat obligația; de asemenea partea are dreptul ca în tot cursul judecării afacerii înaintea instanțelor de fond să-și execute angajamentul. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 91).

5. Se decide în genere că nu se poate pronunța rezilierea unui contract în baza art. 1020 și 1021 c. civil. dacă mai înainte sau în cursul judecății acțiunii în reziliere și cel mai târziu până la darea hotărîrii definitive, debitorul își execută obligația sa. In adevăr dacă instanțele de fond sunt autorizate de lege ca în cazul când nu este stipulat pactul comisor expres să acorde debitorului un termen de grație pentru a putea să-și execute obligația, chiar după pronunțarea hotărîrii, cu atât mai mult debitorul este în drept în acest caz să înlăture rezilierea contractului prin executarea obligației sale în cursul procesului. (Laurent, XVII, No. 130 urm.; XXV, No. 208; Aubry et Rau. IV, par. 302, pag. 127 urm.; Demolombe, XXV, 515; Planiol, ed. 6-a, II, 1316; Huc, VII, 271; X, 539; Baudry et Barde, ed. 2-a, Obligations, II, 924 urm.; Baudry et Wahl, ed. 2-a, Louage, I, 880, 1380; Dalloz, Rép., alph. Jugement, No. 464: D. Alexandresco, VI, pag. 90, 91, 102; IX, pag. 195, 196, 197; D. Hozoc, Pactul comisor expres, ed. 2-a, pag. 9; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 92).

6. Tot pe aceleași considerațiuni s'a decis că atunci când se stabilește că locatarul a schimbat destinația imobilului, contravenind astfel obligației prescrisă de art. 1429 c. civ., în această situație și în lipsa unei clauze rezolutorie expresă, instanțele de fond au dreptul să aprecieze dacă acțiunea în reziliere trebue admisă sau dacă urmează a se acorda un termen pentru a-și îndeplini obligația. Bine înțeles acordarea termenului de grație este absolut facultativă iar nu obligatorie pentru instanțele de

judecata. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 93).

7. Pactul comisor expres de al doilea grad, despre care se vorbeşte şi în art. 1656 c civ. fr. (1367 cod. civ. rom.). Dacă una dintre părţile contractante nu-şi execută obligaţia, contractul va fi rezolvit de plin drept Această situaţie se deosebeşte de pactul comisor de primul grad prin faptul că pentru ca acest pact să opereze este necesară o notificare sau o altă punere în întârziere cum ar fi o acţiune în justiţie şi până la această punere în întârziere debitorul poate să-şi execute obligaţia însă după acest act, partea în culpă nu-şi mai poate executa obligaţia fără voia celeilalte părţi, iar justiţia trebue să constate numai că pactul comisor a operat, deci că s'a produs rezilierea sau rezoluţia contractului, neputând să mai acorde un termen de graţie. (Dalloz, Rép., alph. Vente, No. 1270-2°, 1272, 1234-4°, 1274; Demolombe, XXV, No. 554; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 105 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 302, text şi nota 85, p. 84; Dalloz, Rép., Suppl., Obligations, No. 472; Laurent, XVII, No. 163; Huc, VII, No. 281; Baudry et Barde, Obligations II, No. 957; Planiol, II, No. 1324; Alexandresco, VI, p. 100, 101; D. Hozoc, Pactul comisoriu expres, ed. 2-a, p. 9, urm.; N. Georgean, Studii Juridice, I. p. 93, 94; Comp., Contra: Toullier, VI, No. 555; Duranton, XVI, No. 375, 377; Larombière, Obligations, Art. 1184, No. 55 urm.; Troplong. Vente, II, No. 666 urm.).

8. Pactul comisor expres de al treilea grad: Dacă una din părţile contractante nu-şi execută obligaţia, contractul va fi rezolvit de plin drept, fără somaţie şi fără judecată. In acest caz nu mai este necesară o punere în întârziere ca la pactul comisor de gradul al doilea, ci prin faptul că la termenul stipulat una dintre părţi nu-şi execută angajamentul, contractul se consideră de drept reziliat şi justiţia trebue să constate rezilierea sau rezoluţia contractului fără să poată acorda termen de graţie. Debitorul îşi poate executa obligaţia numai până la termenul fixat: după acest termen nu mai poate să o facă fără voia creditorului. (Demolombe. XXV, No. 558; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 105 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 302. text şi nota 86. p. 85; Dalloz, Rép., alph., Louage, No. 335; Vente, No. 1271; Laurent. XVII, No. 168 urm.; Huc, VII. No. 281; Baudry et Barde, Obligations, II, No. 960; Planiol, II, No. 1324; Alexandresco, VI, p. 102. 103; D. Hozoc. Pactul comisoriu expres. ed. 2-a, p. 15 urm.; N. Georgean, Studii Juridice. I, p. 94).

9. Partea în favoarea căreia este stipulat pactul comisor expres, are dreptul de a renunţa la beneficiul lui în mod expres sau tacit, chiar fără consimţimântul părţii adverse, fie în mod temporar, fie în mod definitiv pentru toată durata contractului; aprecierea împrejurărilor din care rezultă o renunţare la beneficiul pactului comisor expres, aparţine instanţelor de fond. Aşa prin faptul că proprietarul într'un contract de locaţiune, a acceptat plata chiriei după termenul prevăzut în contract, sub sancţiunea pactului comisor expres, sau ar fi acordat locatarului un nou termen pentru plată, fără să facă vreo rezervă în privinţa pactului comisor expres pentru termenele următoare, poate fi interpretat ca o renunţare temporară la beneficiul acestui pact şi dacă proprietarul înţelege să beneficieze în viitor de avantajele pactului comisor expres, trebueşte să încunoştiinţeze pe locatar despre intenţia sa de a reclama pe viitor o executare integrală a contractului pentru ca acesta să nu mai poate compta pe vreo îngăduinţă şi să nu fie surprins în buna sa credinţă. (Dalloz, Rép., Supplément, Louage, No. 308, 314; D. Alexandresco, IX, p. 157; D. Hozoc, Pactul comisor, ed. II-a).

10. Simpla îngăduinţă din partea proprietarului de a i se plăti câştiul de chirie şi după termenul stipulat în contract, nu poate fi considerată în general ca o renunţare la beneficiul pactului comisor expres decât pentru acel termen. (Laurent, XXV, No. 374).

11. Pactul comisor expres prevăzut într'un contract de locaţiune, operând de plin drept rezilierea contractului prin nerespectarea la termen a obligaţiunii, urmează că dacă proprietarul îngădueşte pe chiriaşul său a continua să rămână în imobil, prin aceasta părţile, în mod tacit, au convenit ca vechiul contract să înceteze şi un nou contract de închiriere să înceapă, cu totul diferit de cel vechiu, întru cât părţile păstrând tăcerea asupra pactului comisor expres, raporturile dintre ele urmează a fi regulate după dispoziţiile codului civil în materii de locaţiune; D. Hozoc, Pactul comisor, ed. 2-a).

12. A se vedea: art. 1021 şi 1423 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit principiilor de drept în materie de indiviziune, atât timp cât durează starea de indiviziune, fiecare coproprietar posedând un drept indiviz asupra fiecărei molecule a lucrului, această situaţiune duce în mod necesar la rezultatul că orice prerogativă cuprinsă în dreptul de proprietate, nu se poate exercita de unul din coproprietari, fără concursul şi asentimentul tuturora.

Drept consecinţă a acestui principiu, actele de administraţie asupra unui lucru în indiviziune trebuind a fi făcute cu consemţimântul fiecăruia din coproprietari, este evident că contractul de locaţiune odată consimţit de toţi coproprietarii, rezilierea întocmai ca şi încheierea lui, nu poate fi cerută decât tot prin voinţa tuturor coproprietarilor.

Prin urmare, în speță, intimatul neavând consimțimântul coproprietarilor săi, ci din contră opunerea lor formală, nu putea cere și obține rezilierea contractului de arendare în discuțiune în baza art. 30 legea agrară, care dacă prevede în anumite cazuri facultatea pentru proprietari de a rezilia un contract de arendă, prin aceasta însă nu urmează că a înlăturat aplicarea principiilor de drept în materie de indiviziune, ci cată deci, în lipsa unei derogațiuni exprese a-și avea întreaga aplicațiune în cauză. (Cas. I, 635 bis din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 259).

2. Dacă nu există o acțiune principală pentru plata chiriei, ci se cere evacuarea numai pentru neplata regulată a chiriei, acțiunea în evacuare este inadmisibilă. (C. Apel Chișinău, s. I, 183 din 19 Sept. 1925, Pand. Săpt. 22 din 1925).

3. Moșiile rămase dela expropriere nu pot fi arendate decât pe termen de cel puțin 7 ani și cu drept de preferință, la preț și condiții egale, a obștiilor locale sau agronomilor de profesie.

In fața mai multor oferte, proprietarul este liber de a alege ca arendaș fie obștea, fie unul din agronomii titrați. Preferința fiind lăsată la dispoziția proprietarului, neindicarea ca în speță, prin comunicarea făcută primarului și Consilierului Agricol. a tuturor condițiilor arendării, nu poate atrage nulitatea contractului. (Cas. I, 2647 din 19 Octomvrie 1925, Pand. Săpt. 1/1926).

4. Dacă un contract de închiriere a fost încheiat cu o societate în nume colectiv și dacă în contract se stipulează că orice modificare a contractului de societate va fi adusă, în prealabil, la cunoștința proprietarului pentru a o aproba, retragerea unuia dintre asociați, fără încunoștiințarea proprietarului, aduce rezilierea contractului de locațiune, deoarece contractul fiind încheiat cu societatea în nume colectiv, prin retragerea unuia dintre asociați, se scade garanția proprietarului pentru plata chiriei la termenele stipulate în contract, cât și pentru plata daunelor rezultate din degradările sau incendiul ce s'ar produce la imobilul închiriat, când aceste daune sunt imputabile locatarilor. (Trib. Ilfov s. III, 28 Octomvrie, 1925, Jur. Gen. 1926, No. 746).

5. Acțiunea în reziliere a unui contract de locațiune este fondată când se constată că chiriașul n'a achitat chiria la epocile din contract și nici după ce a fost pus în întârziere prin acțiune, ci cu mult mai târziu. (Trib. Ilfov. s. II, c. c., 1265 din 2 Noemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 93).

6. Evacuarea imobilului de către chiriaș este o consecință a rezilierii contractului de locațiune intervenit între dânsul și proprietar.

Această reziliere, deci și evacuarea, poate fi cerută nu numai ca o consecință a neachitării chiriei de către chiriaș, deci nu numai în cazul când chiriașul mai datorește chirie, ci și ca o consecință a modului neregulat al achitării chiriei, când prin urmare numai din acest punct de vedere chiriașul se află în culpă pentru neexecutarea întocmai a obligațiunilor sale contractuale.

Proprietarul poate cere fie împreună prin aceeași acțiune, plata de chirie și rezilierea fie separat numai una din ele.

In speță, prin acțiunea sa recurentul a cerut atât plata de chirie pentru ratele în restanță, cât și rezilierea ca o consecință a neîndeplinirii acestei obligațiuni contractuale. In asemenea condițiuni acest al doilea punct al acțiunii sale, rezilierea, forma un capăt de cerere deosebit, iar nu un accesoriu al cererii de plata chiriei și deci instanța de fond era obligată ca cercetându-l separat, chiar dacă se renunță la cel dintâi să vadă dacă prin modul în care a făcut plata chiriei, chiriașul este sau nu în culpă și aceasta cu atât mai mult cu cât ea însăși constată că renunțarea proprietarului la plata chiriei nu s'a făcut pur și simplu, ci sub rezerva introducerii unei acțiuni principale cu privire la acest cap de cerere. (Cas. I, complet chirii dec. 4537 din 7 Decemvrie 1925, Curier Jud. 18 din 1926).

7. Din moment ce un chiriaș a obținut poprirea chiriei datorate în propriile sale mâini și s'a judecat cu proprietarul asupra efectuării acestei popriri, acesta nu mai poate obține evacuarea chiriașului pentrucă n'a depus chiria. (Cas. I, 4890 din 16 Decemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 81).

8. Contractul de arendă nu se poate desființa prin voința numai a uneia din părți. (Cas. I, 2917 din 2 Iunie 1926, Pand. Săpt. 38 din 1926).

9. A se vedea: art. 494, nota 3; art. 517, nota 2; art. 786, nota 19; art. 1021, notele 24 și 28; art. 1420, nota 4; art. 1423, nota 1; 1429 cu notele respective, art. 1457, nota 1).

Art. 1440.— Contractul de locațiune nu se desființează prin moartea locatarului, nici prin acea a locatorului. (Civ. 1485; Civ. Fr. 1742).

Text. fr. Art. 1742. — Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1742 c. civ. fr. (1440 c. civ. rom.), în principiu, moartea locatorului nu constitue o cauză de desființarea contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 525; Suppl., Louage, No. 299; Baudry et Wahl, Louage, I, No.

1259; Guillouard, Louage, I, No. 350; Alexandresco, IX, p. 220).

2. De asemenea, potrivit dispozițiunilor aceluiași articol, în principiu, moartea locatarului, nu constitue o cauză de desființarea contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 525; Suppl., Louage, No. 299; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1259; Guillouard, Louage, I, No. 350; Alexandresco, IX, p. 220).

3. In cazul când locațiunea a fost determinată de considerațiunea persoanei locatarului, după o părere, moartea locatarului nu aduce desființarea contractului de locațiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 299; Huc, X, No. 340; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1263; Guillouard, Louage, I, No. 351; Alexandresco, IX, p. 220).

4. După altă părere, în acest caz, se vor lua în considerație împrejurările cauzei și voința presupusă a părților. (Laurent, XXV. No. 318).

5. Contractul de locațiune nu se desființează prin moartea locatarului, chiar dacă succesiunea acestuia a fost acceptată sub beneficiu de inventar. (Huc, X, No. 340; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1261; Guillouard, Louage, I, No. 358).

6. In cazul când s'a prevăzut o clauză expresă în contractul de locațiune, acest contract va fi desființat prin decesul proprietarului sau al locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 525; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1267; Alexandresco, IX, p. 221).

Art. 1441. — Dacă locatorul vinde lucrul închiriat sau arendat, cumpărătorul este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, întru cât a fost făcută prin un act autentic sau prin un act privat, dar cu dată certă, afară numai când desființarea ei din cauza vânzării s'ar fi prevăzut în însuși contractul de locațiune. (Civ. 969, 972, 1171, 1182, 1420, 1442 urm., 1803, 1806; Pr. civ. 516, 566, 722, 723; Civ. Fr. 1743).

Text. fr. Art. 1743. — Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, a moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galați s. I, 82 din 10 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 261;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol I, „*Dată certă*", p. 32 urm.; *Notă* sub Judec. ocol. Moinești, Bacău, 174 din 11 Martie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 595;
IULIU GEORGE, *Notă* sub Trib. Ilfov s. II c. c., 1265 din 2 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 93;
PANTAZI EM., BĂDULESCU AL. și BENTOIU AURELIAN. *Rezumat de concluzii* sub Cas. I, 2514. din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 267;
ROSENTAL S., *Rezumat de concluzii* sub Cas. I, 2514 din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 267;
SCRIBAN R. TRAIAN, *Observație* sub C. Apel Craiova s. I, 25 Sept. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 52; *Notă* sub Trib. Teleorman s. II, Ordonanța 2065/1925, Jur. Gen. 1925, No. 2055.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.), după o părere, a avut de efect să schimbe natura dreptului locatarului din personal, într'un adevărat drept real sau cel puțin într'un drept mixt, personal și real. (Dalloz, Rép., Louage, No. 155, 486; Suppl., Louage, No. 282; Troplong, Louage, I, No. 6 urm.; II, 473 urm.).

2. După altă părere dominantă, chiar prin acest articol, nu s'a schimbat natura dreptului locatarului, care a rămas mai departe un drept personal și mobiliar. (Toullier, III, No. 388; VI, No. 435; XII, No. 105; Duranton, XVII, No. 139; Demolombe, IX. No. 492, 493; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 198 bis, XIII urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, nota 32, p. 571; Dalloz, Rép., Louage, No. 155, 486; Suppl., Louage, No. 20, 283; Laurent, XXV, No. 9 urm.; Huc, X, No. 273, 343; Baudry et Wahl. Louage, I. No. 685; Guillouard, Lou-

age, 1, No. 17 urm.; Planiol, II, No. 1707 urm.; Alexandresco, IX, p. 202, nota 1).

3. Dispozițiunile art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât caselor cât și moșiilor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 485).

4. Dispozițiunile art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai imobilelor iar nu și lucrurilor mobile, afară de cazul când ele constituesc un accesoriu al unui imobil. (Dalloz, Rép., Louage, No. 874; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1274; Alexandresco, IX, p. 205, nota 3).

5. Dispozițiunile art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la locațiunea drepturilor de vânătoare sau de pescuit. (Huc, X, No. 345; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1273).

6. Locatarul, potrivit dispozițiunilor art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) nu poate opune contractul său unui nou proprietar, cumpărător al imobilului închiriat sau arendat, decât dacă e constatat prin act autentic sau prin act sub semnătură privată însă cu dată certă. (Troplong, Louage, II, No. 503; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 189 bis, IV; Laurent, XIX, No. 314; XXV, No. 388; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1282; Guillouard, Louage, I, No. 362; Planiol, II, 1742; Dalloz, Rép., Obligations, No. 3950; Suppl., Louage, No. 291; Alexandresco. VII, p. 184; IX, p. 204; N. Georgean, Studii Juridice. I, p. 32, 33).

7. Din acest principiu rezultă că noul achizitor nu poate fi ținut la alte obligațiuni decât acele cari rezultă din contractul de locație cu dată certă pe care fostul proprietar îl avea încheiat cu locatarul, fără să i se poată opune alte modificări aduse contractului decât acele constatate prin acte cu dată certă anterioară vânzării imobilului; astfel s'a decis că dacă în contractul de închiriere se prevede clauza de reziliere a contractului în caz de subînchiriere. chiar dacă s'ar fi considerat ca dovedit faptul că fostul proprietar ar fi cunoscut și tolerat subînchirierea, totuși această toleranță nefiind dovedită printr'un act cu data certă, nu poate fi opusă noului proprietar. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 33, 34).

8. In baza aceluiași principiu s'a decis — deși chestiunea este controversată — că nu se pot opune noilor cumpărători contracte de locațiune prelungite în virtutea legilor măsurilor excepționale, dacă ele nu sunt constatate prin acte cari să fi dobândit dată certă înaintea înstrăinării imobilului închiriat. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 34).

9. Trebue asimilat cu un nou cumpărător și adjudecatarul prin licitație, căruia deci nu-i pot fi opuse contractele de închiriere încheiate cu fostul proprietar sau modificările aduse acestor contracte decât dacă au obținut dată certă anterior adjudecării. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1292, 1325; Guillouard, Louage, I, No. 360; Colin et Capitant, II, p. 522; Dalloz, Rép., Louage, No. 504; Vente publique d'immeubles, No. 1780; Suppl., Louage, No. 288; N. Georgean, Studii juridice, I, p. 34, 35).

10. De asemenea și uzufructuarul și în sfârșit orice terț câștigător al imobilului, cum ar fi un coschimbător, un cesionar de uzufruct un donatar, etc. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 189 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 365, nota 7, p. 471; Dalloz, Rép., Louage, No. 489; Suppl., Louage, No. 289; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1331 urm.; Planiol, I, No. 2800; Colin, et Capitant, II, p. 522; N. Georgean, Studii juridice, I, p. 35; Contra: Laurent, XXV, No. 24).

11. Când asupra aceluiași lucru s'au cedat la două persoane diferite drepturi, cari ar putea coexista și cari au dobândit dată certă în aceeași zi, cum ar fi dreptul unui locatar și al unui cumpărător, cumpărătorul are dreptul să ceară isgonirea locatarului din imobil, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 1441 c. civ. rom. (1743 c. civ. fr.), deoarece locatarul nu poate face dovada că contractul său de locațiune a dobândit dată certă înainte de vânzare. (Dalloz, Rép., Suppl.. Louage, No. 291; Troplong, Louage, II, No. 503; Guillouard, Contrat de louage, I, No. 362; Baudry et Barde, Obligations, No. 2384; Baudry et Wahl, Contrat de louage, I, No. 1282; Alexandresco, IX, p. 204, nota 3).

12. Locatarul având un contract de locațiune autentic sau sub semnătură privată, însă cu dată certă, are dreptul să ceară noului proprietar să-l mențină în folosință, iar dacă în momentul vânzării, nu fusese încă pus în posesie, are dreptul să ceară acest lucru dela noul cumpărător. (Marcadé, Art. 1743 urm.; No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, text și nota 33, p. 501; Dalloz, Rép., Louage, No. 487; Suppl., Louage, No. 287; Laurent, XXV, No. 393; Huc, X, No. 291. 344; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1312; Guillouard, Louage, I, No. 367; Alexandresco, IX, p. 205; Contra: Duranton, XVII, No. 139; Duvergier, Louage, III, No. 281, 541).

13. Cumpătorul este obligat să execute obligațiunile locatorului, fostul proprietar. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 189 bis, II, 198 bis, XVIII, XIX; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 285; Laurent, XXV, No. 392; Huc, X, No. 344; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1313; Guillouard, Louage. I, No. 369; Comp.: Troplong, Louage, II, No. 507; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, text și nota 31, p. 501).

14. Potrivit dispozițiunilor art. 1743 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) cumpărătorul nu este obligat să respecte contractul de locațiune, autentic sau sub semnătură privată însă cu data certă, în cazul când desființarea lui din cauza vânzării, a fost prevăzută în însuși contractul de locațiune. (Dalloz, Rép., Louage, No. 507; Suppl., Louage, No. 294: Baudry et Wahl, Louage,

I, No. 1296; Guillouard, Louage, I, No. 370; Alexandresco, IX, p. 205).

15. Cumpărătorul nu este obligat să respecte contractele de locațiune verbale sau fără data certă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370, p. 502; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 291; Laurent, XXV, No. 390; Huc, X, No. 344; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1282; Guillouard, Louage, I, No. 363; Planiol, II, No. 1742; Alexandresco, IX, p. 206, 207).

16. Această soluțiune are loc chiar dacă cumpărătorul cunoaștea existența contractului de locațiune și durata lui. (Laurent, XXV, No. 390; Huc, X, No. 344; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1282; Guillouard, Louage, I, No. 363; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370, p. 502).

17. Cumpărătorul este obligat să respecte contractul de locațiune fără dată certă, dacă s'a obligat prin contractul de vânzare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 491, 511; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1283; Guillouard, Louage, I, No. 366; Alexandresco, IX, p. 206, 207).

18. In caz de înstrăinare a imobilului închiriat, locatarul este obligat să respecte contractul, dacă cumpărătorul o cere, chiar dacă contractul său nu are dată certă, sau s'a prevăzut în contractul de locațiune facultatea de reziliere în caz de înstrăinare a imobilului închiriat, deoarece această facultate aparține numai cumpărătorului iar nu și locatarului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 196 bis, I; Dalloz, Rép., Louage, No. 502, 512; Suppl., Louage, No. 294; Laurent, XXV, No. 394; Huc, X, No. 344, 346; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1291, 1296; Guillouard, Louage, I, No. 370).

19. In acest caz, singurul drept al locatarului este de a cere cumpărătorului să se pronunțe dacă înțelege a respecta sau a cere desființarea contractului de locațiune. (Troplong, Louage, II, No. 550; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 196 bis, II; Dalloz, Rép., Louage, No. 502, 513; Suppl., Louage, No. 297; Huc, X, No. 346; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1299; Guillouard, Louage, I, No. 375).

20. Dacă însă cumpărătorul nu răspunde, ci primește chiar chiriile fără rezervă, după o părere, va fi presupus că a renunțat să ceară desființarea contractului de locațiune. (Duvergier, Louage, III, No. 550; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 196 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 297).

21. După altă părere, în acest caz, nu va fi considerat numai după aceste împrejurări, că a renunțat la dreptul de a cere desfințarea contractului de locațiune. (Pothier, Louage, No. 300; Duranton, XVII, No. 145; Troplong, Louage, II, No. 550; Dalloz, Rép., Louage, No. 498, 502, 513; Suppl., Louage, No. 297).

22. Dacă s'a prevăzut în contractul de locațiune că în caz de înstrăinare a imobilului închiriat, contractul de locațiune se va desființa de plin drept, locatarul nu este obligat să continue contractul. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 196 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 294; Laurent, XXV, No. 394; Huc, X, No. 346; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1296; Guillouard, Louage, I, No. 370).

23. Cumpărătorul are dreptul să ceară dela locatar executarea tuturor obligațiilor prevăzute în contractul de locațiune. (Duranton, XVII, No. 147; Laurent, XXV, No. 392; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1314; Guillouard, Louage, I, No. 369).

24. Când facultatea de reziliere a fost prevăzută în contractul de închiriere, cumpărătorul poate cere desființarea contractului de locațiune, chiar dacă nu s'a prevăzut această facultate în contractul de vânzare. (Duvergier, Louage, III, No. 543; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 502; Dalloz, Rép., Louage, No. 510; Suppl., Louage, No. 295; Laurent, XXV, No. 395; Huc, X, No. 344; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1297; Guillouard, Louage, I, No. 371; Contra: Duranton, XVII, No. 148; Troplong, Louage, II, No. 511).

INDEX ALFABETIC
(la jurisprudență).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Conform art. 1182 codul civil, atestarea făcută de fosta proprietară pe contractul de închiriere aflat în posesia chiriașului, intimatul de azi, că a primit chiria și pe semestrul Octombrie 1924—Aprilie 1925, deși proprietara vânduse acest imobil cu mult înainte de a deveni exigibilă chiria pe acest semestru, nu poate fi opozabilă noului proprietar.

Art. 1182 codul civil nu face nicio distincțiune în ce privește chitanțele de descărcare, ci în mod generic dispune că nicio scriptură nu face credința față de cei de al treilea interesați, decât din ziua când a căpătat dată certă.

Chiar dacă o parte din doctrină este de părere că chitanțele de descărcare sunt opozabile celor de al treilea, însă chiar în această teorie se cere ca condiție ca unor asemenea chitanțe de descărcare să nu li se conteste sinceritatea și seriozitatea lor.

In speță însă, chitanța de descărcare ce opune chiriașul ca rezultând din atestarea făcută de vechiul proprietar pe contractul de închiriere, nu poate fi considerată ca sinceră și serioasă: 1) prin faptul că plata s'a făcut înainte de termenele stipulate prin contract; 2) această atestare este contrazisă prin act autentic — contractul de vânzare încheiat între fosta proprietară și noul dobânditor, fiindcă nu se menționează nimica.

Prin urmare, această atestare neputând fi opozabilă noului dobânditor — acțiunea de reziliere este fondată. (C. A. București s. I, dec. civ. 35 din 13 Febr. 1924, Jur. Gen., 1925 No. 2073).

2. Dispozițiunile excepționale ale art. 7, al. 2, al legii privitoare la raporturile dintre proprietari și chiriași din 1924, — potrivit cărora renunțarea anticipată la beneficiul prelungirii legale a contractelor de închiriere este nulă numai pentru chiriașii dela art. 10 al aceleași legi, — fiind limitative și de strictă interpretare, urmează că de ea beneficiază numai chiriașii de locuințe arătați în acest din urmă text de lege și care se bucură de prelungirea contractului, nu și ceilalți chiriași ale căror contracte n'au fost prelungite; în ceea ce privește pe chiriașul de pivnițe, legea din 1924 neprevăzând nicio dispozițiune de prelungire a contractelor lor, urmează că ei rămân supuși dispozițiunilor de drept comun ale art. 1441 cod. civ. potrivit cărora contractele conținând clauze de natura celei de mai sus se desființează în caz de vânzarea imobilului închiriat.

Prin urmare, numai prin exces de putere și violarea textelor de lege Tribunalul a putut decide în speță că intimatul chiriaș nu poate fi evacuat, deși prin contractul său el convine ca în caz de vânzarea imobilului, să-l părăsească. (Cas. I, Complet chirii dec. 1850 din 29 Octombrie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1089).

3. Inaintea instanței de fond ca și prin motivele de recurs, nu s'a constatat de recurentă, faptul că chiriașii au plătit chiria proprietarului imobilului în drept a primi plata în momentul efectuării ei, deci cu drept cuvânt afirmă Tribunalul că recurenta a dobândit imobilul, în condițiunile în care i-a fost transmis de vechiul proprietar, adică, închiriat și cu chiria plătită anticipat pe un an, și ca atare pretențiunile noului dobânditor asupra venitului imobilului urmează a se lichida între vânzător și cumpărător, chiriașul neputând fi obligat a executa din nou o obligațiune stinsă deja prin plata efectuată în mâinile creditorului în drept a primi plata. (Cas. I, complet chirii dec. 886 din 2 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 25 din 1925).

4. In fapt: Ordonanță prezidențială obținută de intimata proprietară contra recurentului, care i-ar deține fără drept o moșie. Tribunalul se întemeiază pe titlul de proprietate al intimatei care este un testament, necontestat, iar contractul de subarendare al recurentului nu poate fi opus proprietarei, întru cât el este vizat de Administrația financiară, la o dată când proprietara obținuse deja anterior rezilierea contractului arendașului principal. Soluția instanței de fond a fost menținută de Inalta Curte.

In drept: Este constant în cauza că intimata are un titlu necontestat pe care își întemeiază cererea: Testamentul.

Apoi recurentul opune, în apărare un contract de subarendare cu dată certă din Noembrie 1924, emanat dela fostul arendaș al intimatei, căruia, printr'o deciziune a C. A. București i se desființase contractul de arendare încă din Octombrie 1924.

Prin urmare, în speță, bine a considerat tribunalul valid și nedărîmat titlul pe care își întemeia cererea de ordonanță prezidențială, intimata și bine a declarat neopozabil acesteia titlul de subarendare a recurentului, întru cât fostului arendaș desființându-i-se contractul de arendare și deci orice drept asupra pământului arendat, nu mai avea nicio calitate, — ca ulterior, să subarendeze recurentului, și să-i transfere, contra principiilor de drept, ceea ce nu mai avea în patrimoniu său; iar împrejurarea că subarendarea ar fi anterioară executării hotărîrii ce desființase contractul fostului arendaș, — chestiune pe care tribunalul nediscutând-o se pretinde, de recurent, că s'a comis omisiune esențială — nu putea să aibă nicio înrâurire asupra soluțiunii dată de tribunal și deci a putut să n'o țină în seamă tribunalul, căci un contract de subarendare nu se poate deduce și rezima pe detențiunea imobilului până la executarea hotărîrii ce desființează contractul principal, ci pe drepturile personale ale aceluia dela care emană, desființate. (Cas. I, dec. 1738 din 26 Iunie, 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1989).

5. Când doi arendași, cu contracte succesive își dispută drepturile, este preferat cel care are data certă anterioară, și aceasta pe baza principiului din art. 1441 din codul civil. (Trib. Dolj, s. III, 224 din 9 Iulie 1925, Justiția Olteniei 17-18 1925).

6. După dispozițiunile art. 1441 cod. civ. dacă locatorul vinde imobilul închiriat, cumpărătorul este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, întru cât a fost făcută printr'un act autentic sau prin act privat dar cu dată certă anterioară vânzării. Această regulă de drept comun nu a fost abrogată nici expres, nici în mod implicit de Decretul lege 1420 din 1920. Dacă această legiuire a prelungit și contractele verbale de închiriere nu a înțeles să dea unor asemenea contracte putere de a fi opozabile noului achizitor al imobilului. Deci art. 1441 codul civil, urmează să-și aibă întreaga aplicațiune și sub imperiul acestei legiuiri — cum îl are art. 1416 cod. civ.; că este așa, legiuitorul când a fost să facă derogări a spus-o expres, de pildă art. 30 din Decretul lege 1420 din 1920 cu privire la art. 1418 cod. civil.

Prin urmare, în speţă, contestatorul neavând decât un contract verbal, nu are legalmente niciun drept opozabil noului achizitor al imobilului, aşa că el nu are calitatea, nici interesul de a se opune la această executare. (C. A. Constanţa, dec. civ. 616 din 3 Oct. 1925, Curier Jud. 28 din 1926).

7. Subînchirierea verbală putând fi dovedită şi căpătând dată certă, prin recunoaşterea existenţei ei făcută de chiriaşa principală înaintea instanţei judecătoreşti, Curtea de fond a făcut în speţă o justă aplicaţiune a legii şi în special a art. 1441 codul civil când a decis că subînchirierea recunoscută de chiriaşa principală, — anterior datei când recurentul terţ achizitor a devenit proprietarul imobilului prin acţiunea ce a intentat la oficiul de închiriere contra subchiriaşului, este opozabilă din acest punct de vedere şi recurentului actual proprietar. (Cas. I, dec. 3629 din 16 Noembrie 1925, Jur. Rom. 9/1926).

8. Legiuitorul punând prin art. 1441 c. c., cumpărătorului unui imobil închiriat obligaţiunea de a respecta locaţiunea făcută mai înainte de fostul proprietar, cât timp ea este constatată prin acte autentice sau sub semnătură privată, dar cu dată certă, de aici nu rezultă că, locaţiunea se poate constata numai printr'un contract formal de închiriere care să îndeplinească condiţiunile arătate ei şi prin alt act din care însă să se poată deduce acordul de voinţe al părţilor asupra acelei locaţiuni, act care pentru a fi opozabil terţilor achizitori, trebue să fie transcris, sau să aibă dată certă anterior achiziţiunii sale.

Prin urmare, o astfel de locaţiune bine a putut fi stabilită în speţă de instanţa de fond dintr'o scrisoare adresată de proprietar chiriaşului, şi care constată tot instanţa de fond, confirmă din partea celui dintâi un acord anterior al părţilor asupra locaţiunii în discuţie şi cum această scrisoare este transcrisă anterior vânzării imobilului, locaţiunea astfel stabilită este opozabilă terţului achizitor. (Cas. I, dec. 1308 din 15 Febr. 1926, Jur. Gen. 1926 No. 841).

9. Articolul 1441 din codul civil nu face nicio distincţiune între contractele scrise şi cele verbale, destul numai că şi unele şi altele să aibă date certe sau să fie constatate prin act autentic, scopul dispoziţiunilor acestui articol riguros fiind, de a înlătura frauda, între locatorul care vinde imobilul închiriat şi un terţ în prejudiciul noului achizitor.

Un act dobândeşte dată certă numai prin unul din modurile prevăzute de art. 1182 din codul civil; astfel trebuesc considerate că au dobândit data certă nişte chitanţe sub semnătură privată prin cari fostul proprietar recunoaşte că a primit regulat câştiurile de chirie dela 1918 până în momentul vânzării imobilului, chitanţe coroborate cu recepisele respective ale oficiului postal de expedierea acestor sume prin mandat postal, precum şi prin o petiţiune anterioară prin care vânzătoarea cheamă în judecată pe locatar pentru plata unei sume de bani, preţ de chirie şi prin care cel dintâiu recunoaşte celui de al doilea calitatea de chiriaş.

Un astfel de contract cu dată certă, se bucură de prelungire. (Jud. oc. Moineşti-Bacău, Carte de jud. No. 174 din 11 Martie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 595).

10. Din dispoziţiunile cu caracter general ale art. 1441 c. civ. rezultă că orice achizitor al unui imobil închiriat, este obligat să respecte locaţiunea în toate condiţiunile stipulate înainte de transmisiunea bunului, dacă a fost făcută printr'un act autentic sau, ca în specie, printr'un act cu dată certă.

Aceleaşi principii se aplică şi în ceea ce priveşte pe uzufructuarul dotal al unui imobil constituit dotă după ce a fost închiriat printr'un contract cu dată certă.

In specie, e constant că contractul de închiriere intervenit între intimat şi reclamantă, este anterior datei când imobilul a fost constituit dotă recurentului; deci acesta este obligat conform art. 1441 c. c., să respecte contractul.

Tribunalul a constatat că prin acest contract intimatul a închiriat reclamantei un apartament şi folosinţa comună a curţii cu ceilalţi chiriaşi, prin ridicarea unui gard s'au călcat condiţiunile contractului şi s'a împiedecat zisa intimată în folosinţa drepturilor ei rezultând din contract, pentru conservarea acestui drept Tribunalul a putut, ca pe calea art. 66 bis pr. civ., să ordone ca măsură de conservare a dreptului reclamantei dovedit existent, — să ordone dărîmarea zidului în chestiune de către ambii pârîţi printre care se află şi recurentul obligat faţă de chiriaşe, conform legii, a respecta starea de fapt şi contractul în chestiune. (Cas. I, dec. 1952 din 16 Martie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1546).

11. Dacă în conformitate cu dispoziţiunile art. 1176 codul civil actele sub semnătură privată fac credinţă până la proba contrară despre data lor, între părţile contractante, şi succesorii sau reprezentanţii lor universali sau cu titlu universal; pentru ca un contract de locaţiune însă să poată fi opus cu succes, cumpărătorului imobilului închiriat, conform dispoziţiilor art. 1441 codul civil se cere neapărat ca un asemenea contract de locaţiune să fie autentic, sau şi sub semnătură privată, dar cu dată certă, dobândită anterior vânzării şi bineînţeles prin unul din mijloacele limitativ arătate de art. 1182 codul civil, iar dacă contractul de locaţiune este pe un termen mai mare de trei ani, faţă cu dispoziţiile art. 722 al. 10 pr. civilă care modifică şi completează art. 1441 codul civil el trebue să fie şi transcris.

Toate aceste dispoziţiuni având de scop numai protejarea terţilor contra posibilităţii antidatării actelor sub semnătură privată, au sub acest raport un caracter de ordine publică privată, astfel că terţul în

favoarea căruia sunt edictate, poate foarte bine renunța la ele, dacă interesul său îi va dicta aceasta, fiind de asemenea în general admis că cunoștința ce cumpărătorul imobilului a avut despre existența contractului de locațiune, nu poate înlocui data certă cerută de lege, după cum nici formalitatea transcrierii, relativ la drepturi reale imobiliare, nu poate fi înlocuită prin cunoștința ce terțiul ar avea despre actul supus transcrierii. (Trib. Iași, s. I, 505 din 17 Martie 1926, Justiția (Iași) 34 din 1926, Pand. Rom. 1926, III, 151).

12. Din comb. art. 1441 cod. civ., cu art. 722 punctul 10 și 723 pr. civ., rezultă, în mod evident că un contract de arendare închiriat de vechiul proprietar este opozabil, timp de 3 ani, cumpărătorul imobilului, chiar dacă contractul de arendare are numai dată certă fără să fie transcris.

In ce privește acești trei ani, pentru care trebue respectat un contract de locațiune imobiliară netranscris, trebue a fi socotit dela data transcrierii actului de cumpărare iar nu dela data începerii contractului de arendare sau închiriere întru cât noul achizitor al imobilului chiar dacă nu găsește transcris în registrele tribunalului vreun contract de locațiune asupra imobilului, trebuește să se aștepte că i se pot opune, pe timp de trei ani, conf. art. 1441 c. c. comb. cu art. 722 și 723 pr. civ., contracte de locațiune netranscrise dar având dată certă; deci achizitorul imobilului, trebuind să respecte o asemenea locațiune timp de trei ani, este invederat că acest termen nu poate să curgă decât dela data transcrierii actului de cumpărare.

Pe lângă aceasta, dispozițiunile art. citate sunt făcute pentru a rezolva conflictul de drepturi dintre locatari și noul achizitor al imobilului; dacă termenul de trei ani ar începe să curgă dela data actului de locațiune, conflict de drepturi n'ar putea să existe în caz când contractul de locațiune, deși făcut pe termen mai lung de trei ani în momentul cumpărării ar fi fost trecuți mai mulți de trei ani dela data începerii locațiunii; de aci rezultă că legiuitorul a înțeles ca cei trei ani de locațiune pe care cumpărătorul trebue să-i respecte sunt acei cari urmează după transcrierea actului său de cumpărare.

Față de aceasta, rezultă că este juridică soluțiunea dată în speță de Curtea de apel în sensul că contractul de arendare al intimatului având dată certă și fiind pe o durată mai lungă de trei ani, este opozabil cumpărătorilor moșiei arendate, timp de trei ani dela data transcrierii actului de cumpărare al acestora. (Cas. I, dec. 2514 din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 263).

13. Pâritul a declarat la interogator că deține imobilul ca chiriaș, iar, în susținerile sale, constată că acest fapt reiese din dispozițiunea din actul de vânzare reprodusă mai sus, dar fără să producă vreun alt contract intervenit între dânsul ca chiriaș și foștii proprietari M. J. și C. C. P.

Legiuitorul însă, spre a veni în sprijinul nouilor dobânditori de imobile și spre a împiedeca frauda, iar pe de altă parte, spre a asigura situațiunea chiriașilor diligenți, care au contracte autentice sau chiar private dar cu dată certă, a înscris în dispozițiunile art. 1441 cod. civ., obligațiunea pentru noul achizitor de imobil de a respecta numai asemenea categorii de chiriași, adică pe acei cari au numai contracte cu dată certă.

Această dispozițiune a legii fiind cu totul excepțională și neputându-i fi opusă nicio altă dispozițiune, nu-i poate fi opus noului cumpărător niciun fel de contract scris sau verbal, dacă nu are dată certă în condițiunile art. 1182 c. civ.

Dacă oricare contract, chiar fără dată certă, își avea valabilitatea sa față de fostul proprietar care a închiriat, aceasta nu va avea loc însă față de noul cumpărător, care, dacă nu are acțiune în evacuare ca succesor al vânzătorului către el, totuși el personal poate scoate un motiv special de reziliere și evacuare dintr'o altă sursă de drept și anume din dispozițiunile art. 1441 c. civ., cari sunt create numai pentru el și de care altcineva nu poate să uzeze.

Astfel fiind noului cumpărător nu-i poate fi opozabil un contract în curs sau în prelungire care ar decurge din oricare lege specială, dacă acea lege specială nu a modificat expres dispozițiunile art. 1441 cod. civ., sau dacă acest contract nu are dată certă care să-i dea autoritatea necesară față de noul proprietar protejat de art. sus menționat, unit cu dispozițiunile art. 1182 c. civ.

Simpla înserare din partea vânzătorului, fără a adera cumpărătorul, ca în speță, în actul de vânzare că imobilul cumpărat se află închiriat, nu echivalează decât cu o simplă cunoștință întru cât nu conține elementele unui contract de închiriere intervenit între fostul proprietar și chiriașul său și că, astfel fiind, simpla cunoștință a cumpărătorului, că imobilul ar fi închiriat, nu înlocuește data certă și nu-l obligă la respectarea contractului, tot astfel cum formalitatea transcrierii, cerută de art. 722 și 723 pr. civ., nu poate fi înlocuită prin cunoștința actelor supuse transcrierii de către terți.

In afară de aceasta, data certă a contractului de închiriere trebue să constatăm în drept că ea trebue să fie anterioară actului de vânzare dintre părți și în condițiunile strict prevăzute de art. 1182 c. civ., ceea ce în speță nu există. (Jud. ocol urban Craiova, 2177 din 15 Septembrie 1926. Jurispr. Gen. 1926 No. 1548).

14. Dacă legiuitorul îngădue în cazul unui contract de închiriere neautentic și fără dată certă, ca cumpărătorul să expulzeze imediat pe chiriaș din imobil, acesta este însă în drept a intenta acțiune în da-

une pentru acest fapt în contra vânzătorului, deoarece potrivit art. 1420 din codul civil, locatorul este obligat de a face ca locatarul să se poată folosi de lucrul închiriat în tot timpul locațiunii. (Jud. Ocol Ocnele-Mari, Vâlcea, 476 din 30 Octombrie 1926, Dreptul 40/1926).

15. Dispozițiunile art. 516 din procedura civilă, nu numai că nu au abrogat întru nimic dispozițiile prevăzute de art. 1441 din codul civil, potrivit cărora cumpărătorul este dator să respecte locațiunea făcută anterior vânzării printr'un act cu dată certă, dar încă acest text trebue să-și primească aplicațiunea și față de dispozițiile art. 566 pr. civ., care arată că în privința contractelor de închiriere sau arendare ale bunului adjudecat, se va urma potrivit rânduelilor din codul civil. (Judecătoria ocol mixt, Râmnicul-Sărat, 604 din 22 Noemvrie 1926, Dreptul 41/1926).

16. A se vedea: art. 1182 cu notele respective; art. 1420, nota 1).

Art. 1442. — Dacă în contractul de locațiune s'a prevăzut desființarea lui din cauza vânzării, atunci locatarul are drept a cere desdăunarea dela locator, afară numai când s'ar fi stipulat contrariul. (Civ. 969, 1420, 1441, 1443, 1444; Civ. Fr. 1744).

Text. fr. Art. 1744. — S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1744 c. civ. fr. (1442 c. civ. rom.) dacă în contractul de locațiune s'a prevăzut desființarea lui din cauza vânzării, atunci locatarul are dreptul, în caz de expulzare să ceară daune-interese dela locator. (Dalloz, Rép., Louage, No. 515; Alexandresco, IX, p. 206).

2. Aceste daune se vor aprecia de tribunale potrivit dreptului comun, neputându-se aplica în specie dispozițiunile art. 1745-1747 din codul civil francez, care au fost eliminate de legiuitorul român. (Axandresco, IX, p. 206).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 1409, nota 3).

Art. 1443. — Cumpărătorul ce voește să facă întrebuințare de facultatea rezervată prin contractul de locațiune de a da concediu, trebue să vestească mai întâi pe locatar. Chiriașul va fi vestit mai înainte cu timpul cerut de obiceiul locului; arendașul cel puțin cu un an. (Civ. 1436, 1462; Civ. Fr. 1748).

Text. fr. Art. 1748. — L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas de vente, est, en outre, tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés.

Il doit aussi avertir le fermier des biens ruraux, au moins un an à l'avance.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1748 c. civ. fr. (1443 c. civ. rom.) cumpărătorul ce voiește să facă întrebuințare de facultatea rezervată prin contractul de locațiune de a da concediu, trebuește să vestească mai întâi pe locatar mai înainte cu timpul cerut de obiceiul locului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 514, 672; Alexandresco, IX, p. 205, 206).

2. Această vestire trebuește făcută, chiar dacă închirierea ar fi pentru o durată determinată. (Dalloz, Rép., Louage, No. 672).

3. Cumpărătorul care uzează de facultatea de a da concediul locatarului, nu este obligat să-i notifice acestuia în prealabil contractul său de vânzare. (Laurent, XXV, No. 397; Huc, X, No. 346; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1298).

4. In cazul când concediul a fost dat de vânzătorul imobilului închiriat, el va fi valabil și va profita cumpărătorului, cu toate că art. 1748 c. civ. fr. (1443 c. civ. rom.) îl însărcinează pe acesta să dea concediul. (Troplong, Louage, II, No. 519; Dalloz, Rép., Louage, No. 497, 519).

Art. 1444. — Arendaşii ori locatarii nu pot fi daţi afară mai înainte de a fi desdăunaţi de către locator, iar când acesta nu o face, de către cumpărător. (Civ. 771, 998, 999, 1322, 1323, 1377, 1442, 1619, 1694, 1700; Civ. Fr. 1749).

Text. fr. Art. 1749. — Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1749 c. civ. fr. (1444 c. civ. rom.) înainte de expulzarea locatarului, trebueşte a i se plăti daunele fixate conform art. 1744 urm., c. civ. fr. (1442 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Louage, No. 520; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1324; Guillouard, Louage, I, No. 374; Alexandresco, IX, p. 206, 207).

2. Până la plata dispoziţiunilor, locatarul are dreptul de retenţie. (Planiol, II, No. 1743; Alexandresco, IX, p. 206).

3. Dispoziţiunile art. 1749 c. civ. fr. (1444 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea numai în cazul când contractul de locaţiune are dată certă şi locatarul este izgonit în virtutea unei clauze exprese prevăzută în contractul de locaţiune. (Duvergier, Louage, III, No. 549; Troplong, Louage, II, No. 521; Dalloz, Rép., Louage, No. 520; Guillouard, Louage, I, No. 374).

Art. 1445. — Cumpărătorul cu pact de răscumpărare nu poate să dea afară pe locatar mai înainte de a fi devenit proprietar nerevocabil prin trecerea termenului răscumpărării. (Civ. 1375, 1378, 1436, 1441; Civ. Fr. 1751).

Text. fr. Art. 1751. — L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1751 c. civ. fr. (1445 c. civ. rom.), cumpărătorul cu pact de răscumpărare nu poate să dea afară pe locatar, mai înainte de a fi devenit proprietar nerevocabil prin trecerea termenului răscumpărării. (Dalloz, Rép., Louage, No. 522; Suppl., Louage, No. 298; Planiol, II, No. 1743; Alexadresco, IX, p. 208).

2. Dispoziţiunile art. 1751 c. civ. fr. (1445 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea după părerea dominantă, numai în cazul unui contract de locaţiune cu dată certă, şi când în acest contract este prevăzută clauza de expulzare pentru caz de vânzare, iar nu şi în cazul unui contract de locaţiune fără dată certă. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 198 bis, I: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 357, nota 28, p. 412; Dalloz, Rép., Louage, No. 523; Suppl., Louage, No. 298; Guillouard, Louage, I, No. 372; Contra: Duranton, XVII, No. 154; Troplong, Louage, II, No. 525; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1330; Comp: Alexandresco, IX, p. 208, 209).

CAPITOLUL III.

Despre regulele particulare la închiriere.

Art. 1446. — Contractul de închiriere se poate desfiinţa când locatarul nu mobilează în deajuns casa, afară numai dacă dă garanţie suficientă pentru plata chiriei. (Civ. 1020, 1021, 1439, 1453, 1455, 1466, 1652, 1685, 1730, 1746, 1909; Civ. Fr. 1752).

Text. fr. Art. 1752. — Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

Bibliografie (continuare).

POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 196.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1752 c. civ. fr. (1446 c. civ. rom.) locatarul trebuește să mobileze în deajuns casa închiriată pentru ca plata chiriei să fie garantată și să fie asigurat privilegiul proprietarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 601; Suppl., Louage, No. 341; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 695; Guillouard, Louage, I, No. 457; Planiol, II, No. 1699; Alexandresco, IX, p. 130).

2. Locatarul este obligat să mobileze îndeajuns casa închiriată, chiar dacă a plătit în mod regulat chiriile ajunse la scadență. (Dalloz, Rép., Louage, No. 602; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 699, 702).

3. Dispozițiunile art. 1752 c. civ. fr. (1446 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la închirierea apartamentelor mobilate. (Troplong, Louage, II, No. 535; Dalloz, Rép., Louage, No. 608; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 698; Guillouard, Louage, I, No. 464; Alexandresco, IX, p. 133).

4. Pentru a se considera că imobilul închiriat este în deajuns mobilat și deci obligația locatarului a fost îndeplinită, trebuește că asupra mobilelor aduse locatorul să-și poată exercita privilegiul său. (Duvergier, Louage, IV, No. 14; Troplong, Louage, II, No. 530; Dalloz, Rép., Louage, No. 603; Suppl., Louage, No. 341; Laurent, XXV, No. 423; Huc, X, No. 348; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 705; Guillouard, Louage I, No. 465; Alexandresco, IX, p. 131, 132, text și nota 1).

5. In regulă generală mobilele aduse de locatar în casa închiriată sunt considerate că aparțin locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 611).

6. După o părere, tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă locatarul a mobilat în deajuns casa închiriată. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 200 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370, p. 504; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 342; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 699 urm.; Guillouard, Louage, II, No. 462; Alexandresco, IX, p. 132).

7. După a doua părere, locatarul va trebui să aducă mobile care să garanteze toate chiriile viitoare, iar în cazul când nu aduce mobile suficiente, va aduce alte garanții pentru plata acestor chirii. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 342; Laurent, XXV, No. 424).

8. După a treia părere, mobilele aduse de locatar în casa închiriată, vor trebui să fie de o valoare, care să garanteze plata ratei curente, a ratei următoare și a cheltuelilor de urmărire. (Duranton, XVII, No. 157; Delvincourt, III, p. 103, nota 3; Troplong, Louage, II, No. 531; Dalloz, Rép., Louage, No. 605; Planiol, II, No. 1699).

9. Locatarul nu poate ridica mobilele ce le-a adus în casa închiriată deoarece garantează plata chiriei și locatorul se poate opune la ridicarea lor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 609; Suppl., Louage, No. 345; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 711; Planiol, II, No. 1699; Alexandresco, IX, p. 133, 134).

10. Cu toate acestea locatarul va putea ridica o parte din aceste mobile, dacă cele care rămân au valoare suficientă pentru a garanta plata chiriei. (Pothier, Louage, IV, No. 268; Duvergier, Louage, IV, No. 18; Troplong, Louage, II, No. 532; Dalloz, Rép., Louage, No. 609; Suppl., Louage, No. 343; Laurent, XXV, No. 425; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 707; Guillouard, Louage, II, No. 465; Alexandresco, IX, p. 134).

11. De asemenea, locatarul va putea ridica toate mobilele aduse, dacă aduce alte mobile care să garanteze plata chiriei. (Pothier, Louage, IV, No. 269; Duvergier, Louage, IV, No. 18; Troplong, Louage, II, No. 532; Dalloz, Rép., Louage, No. 609; Huc, X, No. 348; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 709; Alexandresco, IX, p. 134).

12. In cazul când locatarul nu mobilează în deajuns casa închiriată, locatorul poate cere desființarea contractului și isgonirea chiriașului. (Duvergier, Louage, IV, No. 19; Troplong, Louage, II, No. 534; Dalloz, Rép., Louage, No. 612; Suppl., Louage, No. 344; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 710; Guillouard, Louage, I, No. 467; Planiol, II, No. 1699; Alexandresco, IX, p. 133).

13. Pentru ca în acest caz locatarul să înlăture desființarea contractului, el poate da locatorului garanții suficiente pentru plata chrei, cum ar fi o cauțiune, un amanet o ipotecă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 612; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 708; Guillouard, Louage, II, No. 466; Alexandresco, IX, p. 133).

14. In cazul când locatarul nu îndeplinește condițiunile prevăzute de art. 1752 c.

civ. fr. (1446 c. civ. rom.), izgonirea lui nu se face de plin drept, ci va fi ordonată de tribunal după cererea locatorului. (Troplong, Louage, II, No. 534; Dalloz, Rép., Louage, No. 612; Guillouard, Louage, I, No. 467; Alexandresco, IX, p. 133).

15. In acest caz, izgonirea locatarului se va putea face pe cale de ordonanţă prezidenţială (référé). (Troplong, Louage, II, No. 534; Dalloz, Rép., Louage, No. 612; Suppl., Louage, No. 344; Guillouard, Louage, I, No. 467).

Art. 1447. — Reparaţiunile mici, numite locative, ce rămân în sarcina locatarului, dacă nu s'a stipulat din contra, sunt acele pe care obiceiul locului le consideră de astfel, şi între altele sunt următoarele:

Reparaţiunea vetrei sobelor, a gurii lor, a capacelor, şi c. l., a stricării tencuelii din partea de jos a pereţilor camerelor şi a altor locuri de locuinţă până la înălţimea de un metru;

La parchet şi duşumele, întru cât numai unele bucăţi sunt stricate;

A geamurilor, întru cât sfărâmarea lor nu ar fi urmat din cauza unei întâmplări extraordinare ori forţe majore, de care nu poate fi responsabil locatarul;

A uşilor, ferestrelor, broaştelor, verigelor, şi altfel de încuietori. (Civ. 1421, 1432, 1434, 1448, 1461, 1730; Civ. Fr. 1754).

Text. fr. Art. 1754. — Les réparation locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et entre autres les réparation à faires,

Aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes des cheminées;

Au recrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre;

Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1754 c. civ. fr. (1447 c. civ. rom.) numai reparaţiunile mici de întreţinere, denumite reparaţiuni locative, sunt în sarcina locatarului. (Duranton, XVII, No. 164; Duvergier, Louage, III, No. 447; Troplong, Louage, II, No. 585 urm.; Dalloz, Rép., Louage, No. 617; Suppl., Louage, No. 347; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 797; Guillouard, Louage, II, No. 468; Planiol, II, No. 1692; Alexandresco, IX, p. 144).

2. Locatarul principal este răspunzător faţă de proprietar pentru toate reparaţiunile locative, în cazul când el a subînchiriat în total sau în parte casa sau apartamentul. (Duvergier, Louage, IV, No. 25; Dalloz, Rép., Louage, No. 654; Planiol, II, No. 1692).

3. In acest caz însă, sublocatarii sunt răn-

punzători faţă de locatarul principal pentru aceste reparaţii. (Duvergier, Louage, IV, No. 25; Dalloz, Rép., Louage, No. 654).

4. In ceea ce priveşte locaţiunea lucrurilor mobile, reparaţiunile locative, care rezultă din folosinţa lucrului, sunt în sarcina locatarului. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 824; Alexandresco, IX, p. 147).

5. Legiuitorul neputând determina care reparaţiuni nu sunt locative, a prevăzut în art. 1754 c. civ. fr. (1447 c. civ. rom.) că sunt reparaţiuni locative acele pe care le consideră astfel obiceiul locului dând totodată ca exemplu cele mai importante reparaţiuni locative. (Dalloz, Rép., Louage, No. 618; Baudry Wahll, Louage, I, No. 803, 806; Guillouard, Louage, II, No. 470; Planiol, II, No. 1692; Alexandresco, IX, p. 144, 145).

6. In cazul când o reparaţie nu este clasificată nici de lege, nici de obiceiul locului, pentru a fi considerată ca locativă, se va vedea dacă este atribuită greşelei locatarului, neputând fi considerată ca atare dacă nu este decât efectul natural al folosinţei lucrului. (Merlin, Répertoire, Bail, § 8; Dalloz, Rép., Louage, No. 619; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 803; Alexandresco, IX, p. 144).

7. Cu toate acestea, tribunalele vor putea, prin analogie, să declare locative reparaţiuni de întreţinere, care au devenit necesare numai din cauza folosinţei lucrului. (Duvergier, Louage, III, No. 447; Dalloz, Rép., Louage, No. 619).

8. Art. 1754 c. civ., fr. (1447 c. civ. rom.) consideră ca reparaţiuni locative, reparaţiunile vetrei, sobelor, a gurei lor, a capacelor etc., deoarece sunt presupuse ca rezultate din greşeala locatarilor sau oamenilor lor. (Merlin, Répertoire, Bail, § 8; Duvergier, Louage, IV, No. 24; Troplong, Louage, II, No. 551; Dalloz, Rép., Louage, No. 621; Huc, X, No. 350; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 471; Alexandresco, IX, p. 145).

9. Măturatul coşurilor este în sarcina locatarului, cu toate că nu constitue o reparaţie locativă, ci constitue mai degrabă o consecinţă a obligaţiei de a se folosi ca un bun proprietar. (Duvergier, Louage, IV, No. 38; Dalloz, Rép., Louage, No. 644; Huc, X, No. 350; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 472; Alexandresco, IX, p. 146).

10. Potrivit dispoziţiunilor art. 1754 c. civ. fr. (1447 c. civ. rom.) reparaţiunile stricării tencuelii pereţilor camerelor şi a altor locuri de locuinţă, sunt în sarcina locatarului numai până la înălţimea de un metru. Reparaţiile stricăciunilor mai sus de un metru sunt în sarcina proprietarului. (Duvergier, Louage, IV, No. 24; Troplong, Louage, II, No. 553; Dalloz, Rép., Louage, No. 625; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 472; Alexandresco, IX, p. 145).

11. Potrivit dispoziţiunilor art. 1754 c. civ. fr (1447 c. civ. rom.) reparaţiile parchetului şi duşumelelor sunt în sarcina locatarului, când numai unele bucăţi sunt stricate, deoarece există prezumpţiunea că el le-a stricat. (Troplong, Louage, II, No. 555, 556; Dalloz, Rép., Louage, No. 626, 627; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 472; Alexandresco, IX, p. 145).

12. Locatarul nu este responsabil când parchetul şi duşumelele sunt stricate în întregime sau aproape în întregime, deoarece există prezumpţiunea că stricarea lor se datoreşte unei cauze, care nu poate fi imputată culpei lui. (Troplong, Louage, II, No. 555; Dalloz, Rép., Louage, No. 626; Baudry et Wahl Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 472; Alexandresco, IX, p. 145).

13. Proprietarul şi locatarul au fiecare în ce-l priveşte, facultatea să combată prin dovada contrară, prezumpţiunea pusă de lege în sarcina lor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 626, 627; Guillouard, Louage, II, No. 472).

14. Potrivit dispoziţiunilor art. 1754 c. civ., fr. (1447 c. civ. rom.) repararea geamurilor sfărâmate este în sarcina locatarului, afară de cazul când sfărâmarea lor nu ar fi urmat din cauza unei întâmplări extraordinare ori forţă majoră, de care el nu poate fi responsabil. (Duranton, XVIII, No. 164; Troplong, Louage, II, No. 560; Dalloz, Rép., Louage, No. 631; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 474; Alexandresco, IX, p. 145).

15. Spălatul geamurilor este în sarcina locatarului. Această obligaţie nu constitue o reparaţie locativă, ci mai degrabă o consecinţă a obligaţiei locatarului de a se folosi de bunul închiriat ca un bun proprietar. (Troplong, Louage, II, No. 560; Dalloz, Rép., Louage, No. 632; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 474).

16. Potrivit dispoziţiunilor art. 1754 c. civ. fr. (1447 c. civ. rom.) sunt considerate ca reparaţiuni locative şi deci cad în sarcina locatarului, reparaţiunile uşilor, ferestrelor, broaştelor, verigelor şi altfel de încuietori. (Troplong, Louage, II, No. 561; Dalloz, Rép., Louage, No. 633; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 475; Alexandresco, IX, p. 145).

17. După cum s'a arătat mai sus, enumerarea reparaţiilor locative prevăzută de art. 1754 c. civ. fr. (1447 c. civ. rom.) nu este limitativă. Astfel, se consideră ca o reparaţie locativă întreţinerea şi repararea pistonului unei pompe care serveşte la scoaterea apei. (Duvergier, Louage, IV, p. 41; Troplong, Louage, II, No. 581; Dalloz, Rép., Louage, No. 640).

18. Tuburile destinate scurgerii apelor de ploaie şi de menaj, trebuesc întreţinute de proprietar iar nu de locatar. (Duvergier, Louage, IV, p. 41; Troplong, Louage, II, 582; Dalloz, Rép., Louage, No. 641; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 477).

19. Locatarul este răspunzător de stricarea oglinzilor încorporate la apartamentul închiriat, afară dacă dovedeşte că ea provine din o cauză ce nu-i este imputabilă. (Troplong, Louage, II, No. 568; Dalloz, Rép., Louage, No. 636; Huc, X, No. 350: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 476).

20. Potrivit obiceiului, reparaţiile părţilor sobei care sunt supuse acţiunii imediate a focului, cad în sarcina locatarului, iar celelalte reparaţii cad în sarcina proprietarului. (Duvergier, Louage, IV, p. 39; Troplong, Louage, II, No. 576; Dalloz, Rép., Louage, No. 642; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 478).

21. Reparaţiile ieslelor şi a zidăriei lor din grajdurile închiriate, cad în sarcina locatarului. (Troplong, Louage, II, No 571 572; Dalloz, Rép., Louage, No. 646; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 479).

22. Intreţinerea grădinei alipite la casa închiriată cade, în principiu, în sarcina locatarului. (Troplong, Louage, II. No. 583; Dalloz, Rép., Louage, No. 649; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Guillouard, Louage, II, No. 481; Alexandresco, IX, p. 145).

23. De asemenea, cad în sarcina locatarului reparaţiunile mici la bagdadii, scări, balcoane, hornuri, coşuri, cuptoruri, garduri etc. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 806; Alexandresco, IX, p. 145).

24. Reparaţiile locative ale părţilor unei case folosite în comun de mai mulţi locatari cad în sarcina proprietarului. (Merlin, Répertoire, Bail, § 8; Duvergier, Louage, IV, No. 25; Troplong, Louage, II, No. 590; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370; p. 504: Dalloz, Rép., Louage, No. 653; Suppl., Louage, No. 353; Guillouard, Louage, II, No. 484: Alexandresco, IX, p. 146, 147; Contra: Pothier, Louage, IV, No. 223; Baudry et Wahl. Louage, I, No. 813, 814).

25. Dacă însă proprietarul dovedeşte că stricăciunile sunt cauzate de unul dintre locatari, de oamenii săi sau de vizitatorii săi, reparaţia acestor stricăciuni cade în sarcina acestuia. (Merln, Répertoire, Bail, § 8: Duvergier, Louage, IV, No. 25; Troplong, Louage. II. No. 590; Dalloz, Rép., Louage, No. 653; Suppl., Louage, No. 353; Guillouard, Louage, II, No. 484; Alexandresco, IX, p. 146).

26. Locatarul principal este obligat să facă reparaţiile locative ale părţilor comune folosite de mai mulţi sublocatari. (Duvergier, Louage, IV, No. 25; Dalloz, Rép., Louage, No. 654).

27. După părerea dominantă, proprietarul nu are dreptul, în principiu, să oblige pe locatar să facă reparaţiile locative decât la expirarea contractului de locaţiune. (Duvergier, Louage, I, No. 448; Huc, X, No. 351; Guillouard, Louage, I, No. 209; Alexandresco, IX, p. 147; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 815).

28. Dacă însă reparaţiunile sunt urgente şi dacă neexecutarea lor imedată compromite lucrul închiriat, proprietarul poate obliga pe locatar să le facă în cursul contractului. (Duvergier, Louage, I, No. 448; Huc, X, No. 451; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 815; Guillouard, Louage, I, No. 209; Alexandresco, IX, p. 147).

29. Proprietarul care nu poate dobândi facerea reparaţiilor locative, poate cere daune şi, după împrejurări, chiar rezilierea contractului, după aprecierea tribunalelor, deoarece locatarul nu-şi îndeplineşte obligaţiile sale. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 817, 818, 819; Alexandresco, IX, p. 147).

30. Părţile contractante pot modifica regulele privitoare la reparaţiile locative prevăzute de lege sau de obiceiuri. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 802; Guillouard, Louage, II, No. 469; Alexandresco, IX, p. 144, text şi nota 5).

31. Tribunalele vor interpreta în mod suveran dacă părţile contractante au înţeles să modifice aceste reguli. (Dalloz, Rép., Louage, No. 667).

32. In caz de îndoială, dacă clauzele contractului agravează obligaţiile locatarului, aceste clauze se vor interpreta restrictiv în favoarea acestuia. (Duvergier, Louage, III, No. 449: Laurent, XXV, No. 429; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 801; Guillouard, Louage, I, No. 210; II, No. 469).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Deoarece în speţă prin contractul de închiriere dintre părţi se arată că proprietarul nu este obligat să facă nicio reparaţiune, iar chiriaşul va face numai reparaţiunile pe care le va găsi el că sunt necesare, instanţa de apel a fost în drept, ca fără să denatureze contractul, să constate că din el nu rezultă că chiriaşul era obligat să facă orice fel de reparaţii de care ar avea nevoie imobilul, întru cât facerea reparaţiunilor erau lăsate la facultatea chiriaşului. (Cas. I, Complet chirii, 3854 din 21 Octomvrie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1864).

2. A se vedea: art. 1430, nota 3).

Art. 1448. — Niciuna din reparaţiunile reputate locative nu cad în sarcina locatarului când stricăciunile au fost cauzate prin vechime sau forţă majoră. (Civ. 1431, 1432, 1447; Civ. Fr. 1755).

Text. fr. Art. 1755. — Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1755 c. civ. fr. (1448 c. civ. rom.) reparațiunile locative, în regulă generală, nu sunt în sarcina locatarului, când au fost cauzate de vechime. (Dalloz, Rép., Louage, No. 620; Suppl., Louage, No. 348; Laurent, XXV, No. 427; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 805; Guillouard, Louage, II, No. 468; Alexandresco, IX, p. 145, 146).

2. De asemenea, potrivit dispozițiilor aceluiași articol, în regulă generală, reparațiile locative nu sunt în sarcina locatarului când au fost cauzate prin forță majoră. (Dalloz, Rép., Louage, No. 620; Suppl., Louage, No. 348; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 805; Alexandresco, IX, p. 145, 146).

3. De asemenea, reparațiile nu cad în sarcina locatarului, când stricăciunile provin din un viciu al materiei de construcție (Duvergier, Louage, IV, No. 24; Troplong, Louage, II, No. 552, 587; Dalloz, Rép., Louage, No. 620, 623, 638; Suppl. Louage, No. 348; Guillouard, Louage, II, No. 468; Alexandresco, IX, p. 146).

4. De asemenea, reparațiile locative nu cad în sarcina locatarului, când au fost cauzate de un defect de construcție. (Troplong, Louage, II, No. 587; Dalloz, Rép., Louage, No. 620; Suppl., Louage, No. 384; Laurent, XXV, No. 429; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 805; Guillouard, Louage, II, No. 470; Alexandresco, IX, p. 146).

5. Dovada că reparațiunile locative au fost cauzate de vechime, forță majoră etc., va trebui să fie făcută de locatarul care cere a fi exonerat de facerea lor. (Duranton, XVII, No. 165; Dalloz, Rép., Louage, No. 620; Suppl., Louage, No. 348; Laurent, XXV, No. 429; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 805; Alexandresco, IX, p. 146).

Art. 1449. — Curățirea puțurilor și a plimbătorilor este în sarcina locatorului [1]. (Civ. 610; Civ. Fr. 1756).

Text. fr. Art. 1756. — Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1756 c. civ. fr. (1449 c. civ. rom.) curățirea puțurilor și a latrinelor este în sarcina locatorului, de oarece de cele mai adeseori aceste lucruri sunt în folosința comună a tuturor locatarilor casei închiriate. (Troplong, Louage, II, No. 574; Dalloz, Rép., Louage, No. 645; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 807; Guillouard, Louage, II, No. 480; Alexandresco, IX, p. 146).

2. Intreținerea frânghiilor și vasului cu care se scoate apa din puț, precum și a celorlalte accesorii, cade în sarcina locatarului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 645; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 807; Guillouard, Louage, II, No. 480; Alexandresco, IX, p. 146).

3. Curățirea puțurilor și latrinelor poate fi pusă prin contract în sarcina locatarului. (Alexandresco. IX, pagina 144, nota 4).

Art. 1450. — Inchirierea mobilelor destinate pentru mobilarea unei case întregi, a unui apartament ori magazin, se consideră făcută pentru durata ordinară a închirierii caselor, apartamentelor, magazinelor, după obiceiul locului. (Civ. 980, 1200, 1202, 1436; Civ. Fr. 1757).

Text. fr. Art. 1757. — Le bail des meubles fournis pour garnir une maison entière, un corps de logis entier, une boutique, ou tous autres appartements, est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maisons, corps de logis, boutiques ou autres appartements, selon l'usage des lieux.

Doctrină.

1. Singurul text din codul civil care cuprinde o dispoziție specială în privința locațiunii mobilelor este art. 1757 c. civ. fr. (1450 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Louage, No. 878; Alexandresco, IX, p. 192, nota 2).

2. Legea nu fixează durata locațiunii lucrurilor mobile, decât în cazul prevăzut de art. 1757 c. civ. fr. (1450 c. civ. rom.) (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 430; Alexandresco, IX, p. 192, nota 2).

3. In lipsă de convențiune specială, durata locațiunii lucrurilor mobile este determinată de scopul locațiunii. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1232; Guillouard,

---

1) Art. francez corespunzător 1756 adaugă: „*s'il n'y a clause contraire*"

Louage. II, No. 681; Alexandresco, IX, p. 193).

4. Astfel, locațiunea cailor și trăsurilor pentru un voiaj este pe timpul cât ține voiajul. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1232; Guillouard, Louage, II, No. 681; Alexandresco, IX, p. 193).

5. Potrivit dispozițiunilor art. 1757 c. civ. fr. (1450 c. civ. rom.) închirierea mobilelor destinate pentru mobilarea unei case întregi, a unui apartament ori magazii, se consideră făcută pentru durata ordinară a închirierii caselor, apartamentelor, magazinelor, după obiceiul locului. (Dalloz, Rép.. Louage, No. 878; Suppl., Louage, No. 430; Alexandresco, IX, p. 192, 193).

6. In cazul când casa, apartamentul sau magazinul pe care mobilele erau destinate a le mobila, au fost închiriate pentru o durată determinată diferită de acea a obiceiului locului. își vor găsi aplicațiunea dispozițiunile art. 1757 c. civ. fr. (1450 c. civ. rom.), închirierea mobilelor considerându-se făcută pentru durata ordinară a închirierilor imobiliare, după obiceiul locului, dacă locatarul nu a făcut cunoscut locatorului mobilelor durata contractului său de închiriere a casei. (Delvincourt, III, p. 202, nota 3; Duvergier, Louage, IV, No. 233; Troplong, Louage, II, No. 599; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 206 bis, IV; Dalloz, Rép., Louage, No. 878; Suppl., Louage, No. 430; Huc, X, No. 352; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1232; Guillouard, Louage, II, No. 683; Comp.: Alexandresco, IX, p. 193).

7. Această soluțiune, după o părere, va avea loc, chiar dacă locatarul ar fi făcut cunoscut locatorului mobilelor durata contractului său de închiriere a casei. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 206 bis, IV; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 430; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1232).

8. După altă părere, dacă locatarul a făcut cunoscut locatorului mobilelor durata contractului său de închiriere a casei, închirierea mobilelor va avea aceași durată ca și închirierea casei. (Duvergier, Louage, IV, No. 233; Troplong, Louage, II, No. 599; Dalloz, Rép., Louage, No. 878; Guillouard, Louage, II, No. 683; Comp.: Alexandresco, IX. p. 193).

9. Dispozițiile art. 1757 c. civ. fr. (1450 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, după părerea dominantă, și aceluia care ia în locație mobile pentru a mobila casa pe care o ocupă în calitate de proprietar iar nu de locatar. (Troplong, Louage, II, No. 600; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 206 bis, IV; Dalloz, Rép., Louage, No. 879; Suppl., Louage, No. 431; Huc, X, No. 352; Guillouard, Louage, II. No. 684; Comp.: Alexandresco, IX, p. 193; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1233).

Art. 1451. — Inchirierea unui apartament mobilat se va considera făcută pe un an, când s'a stipulat atâta chirie pe an; de [1]) o lună când s'a stipulat atâta chirie pe lună;

De [2]) o zi, când s'a stipulat atâta chirie pe zi.

Dacă nu există nicio împrejurare din care să se probe [3]) că închirierea s'a făcut pe un an, pe o lună sau pe o zi, se va considera făcută conform obiceiului locului. (Civ. 980, 1436, 1451, 1452, 1463; Civ. Fr. 1758).

Text fr. Art. 1758. — Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1758 c. civ. fr. (1451 c. civ. rom.) închirierea unui apartament mobilat se considera făcută pe un an, când s'a stipulat atâta chirie pe un an, pe o lună, când când s'a stipulat atâta chirie pe lună; pe o zi când s'a stipulat atâta chirie pe zi. (Duvergier, Louage, IV, No. 3; Troplong, Louage, I, No. 603; Dalloz, Rép., Louage, No 715; Suppl.. Louage, No. 373; Laurent, XXV, No. 431; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 1235; Guillouard, Louage, II. No. 505; Alexandresco, IX, p. 194).

2. Prezumpțiunea de durată stabilită de art. 1758 c. civ. fr. (1451 c. civ. rom), după părerea dominantă, trebuește să prevaleze contra oricărui obiceiu al locului contrar. (Duvergier, Louage, IV, No. 3; Troplong,

1, 2) In textul oficial din eroare se zice: „*de*" în loc de: „*pe*", cum este și în textul francez.
3) In loc de „*probeze*".

Louage, I, No. 603; Dalloz, Rép., Louage, No. 715; Suppl., Louage, No. 373; Laurent XXV, No. 431; Guillouard, Louage, II, No. 505; Comp: Alexandresco, IX, p. 194).

3. După altă părere, prezumpţiunea stabilită de art. 1758 c. civ. fr. (1451 c. civ. rom.) poate fi combătută prin probe contrare, scoase din intenţia părţilor contractante, din obiceiul locului sau din împrejurări. (Delvincourt, III, p. 202; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1235).

4. Cu toate că în contract s'a stipulat pentru închirierea unui apartament mobilat, atâta chirie pe an, pe lună sau pe zi, părţile pot pretinde că închirierea nu s'a făcut pe un an, pe o lună sau pe o zi, dacă au făcut în această privinţă o convenţiune expresă. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 206 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 374).

5. Contractul de închiriere al cărui preţ a fost fixat la atâta pe an, pe o lună sau pe o zi, ia sfârşit de plin drept, fără să fie nevoie de concediu, deoarece are o durată determinată. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 207 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 373; Laurent, XXV, No. 431; Guillouard, Louage, II, No. 505; Alexandresco, IX, p. 194).

6. Potrivit dispoziţiunilor alineatului final al art. 1758 c. civ. fr. (1451 c. civ. rom.) dacă nu există nicio împrejurare din care să se probeze că închirierea s'a făcut pe un an, pe o lună sau pe o zi, se va considera făcută conform obiceiului locului (Dalloz, Rép., Louage, No. 715; Suppl., Louage, No. 373; Alexandresco, IX, p. 194).

7. Dispoziţiunile art. 1758 c. civ. fr. (1451 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea la închirierea unui otel mobiliat, deoarece ele privesc numai închirierea apartamentelor mobiliate. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 375; Laurent, XXV, No. 432; Huc, X, No. 353; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1236; Guillouard, Louage, II, No. 506; Alexandresco, IX, p. 194).

8. De asemenea, dispoziţiile acestui articol nu-şi găsesc aplicaţiunea la închirierea unui apartament nemobilat. (Delvincourt, III, p. 202; Duranton, XVII, No. 168; Dalloz, Rép., Louage, No. 716; Alexandresco, IX, p. 194).

9. Afară de convenţie contrară, în oteluri călătorii sunt găzduiţi de obiceiu cu ziua, aşa încât ei pot fi concediaţi după voinţa otelierului, după cum şi călătorii pot pleca din otel când vor. Dacă însă s'a fixat termenul pe o lună sau altfel, otelierul nu poate concedia pe călător decât la expirarea termenului convenit. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1222, 1237; Alexandresco, IX, p. 194, nota 1).

Art. 1452. — Dacă locatarul, şi după expirarea termenului locaţiunii, continuă a rămânea în casa sau apartamentul închiriat, fără nicio împiedecare din partea locatorului, el se consideră că voieşte a le ocupa sub aceleaşi condiţiuni şi pentru un timp determinat de obiceiul locului, şi nu poate nici să iasă nici să fie concediat înainte de a se fi făcut vestirea în [1]) termenul obişnuit în localitate. (Civ. 980, 1436, 1437, 1450, 1451, 1464; Civ Fr. 1759).

Text fr. Art. 1759. — Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occuper aux mêmes conditions, pour le terme fixé par l'usage des lieux, et ne pourra plus en sortir ni en être expulsé qu'après un congé donné suivant le délai fixé par l'usage des lieux.

Doctrină.

1. Tacita reconducţiune cu privire la închirierea caselor este supusă regulelor generale prevăzute de art. 1738 c. civ. fr. (1437 c. civ. rom.; (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 376).

2. Termenul contractului nou care rezultă din tacita reconducţiune va fi determinat de obiceiu locului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 586, 721; Alexandresco, IX, p. 191).

3. Pentru ca să poată înceta contractul de locaţiune rezultat din tacita reconducţiune, este necesar să se dea un concediu în termenul obicinuit în localitate. (Dalloz, Rép., Louage, No. 722; Suppl., Louage, No. 377; Alexandresco, IX, p. 191 nota 2).

4. A se vedea: art. 1437 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Chiriaşii prevăzuţi de art. 3 din legea dela 27 Martie 1924, cari nu au introdus acţiunea în stabilirea pentru obţine-

[1]) In ediţiunea oficială din eroare lipseşte cuvântul *„în"* care există în art. francez corespunzător.

rea localului peste termenul de un an, trebueşte să părăsească imobilul la data expirării termenului de un an, adică 6 Mai 1925.

Nefăcând chiriaşul aceasta, proprietarul este în drept de a cere instanţei competinte de a da ordonanţa de expulzare.

Dacă proprietarul omite să facă aceasta în termen, înseamnă că a consimţit tacit la prelungirea contractului, deci s'a operat o tacită relocaţie şi ca atare nu mai poate cere expulzarea chiriaşului pe calea unei ordonanţe prezidenţiale.

Prin urmare, în speţă, deşi imobilul a fost ocupat de un chiriaş comerciant, însă intentând cererea de expulzare tocmai la 12 Iunie 1925, el consimţind tacit la prelungirea contractului, care s'a reînnoit sub condiţiunile în care a fost încheiat anterior, proprietarul nu mai poate cere rezilierea contractului şi deci evacuarea chiriaşului pe calea unei ordonanţe preşedenţiale. (Trib. Suceava secţ. VII, sent. din 4 August 1925, Curierul Judiciar 37/1925).

2. A se vedea: art. 1021, nota 30; art. 1437 cu notele respective, art. 1464 cu notele respective.

Art. 1453. — Dacă contractul de închiriere se desfiinţează pentru culpa chiriaşului, acesta e dator de a plăti chiria pe tot timpul necesar pentru o nouă închiriere, şi daunele ce ar fi provenit din reaua întrebuinţare a lucrului închiriat. (Civ. 998, 999, 1021, 1054, 1081 urm., 1084, 1085, 1430, 1439, 1446, 1730; Civ. Fr. 1760).

Text fr. Art. 1760.—En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1760 c. civ. fr. (1453 c. civ. rom.) când contractul de închiriere se desfiinţează pentru culpa chiriaşului, acesta e dator de a plăti chiria pe tot timpul necesar pentru o nouă închiriere. (Dalloz, Rép., Louage, No. 726; Suppl. Louage, No. 378; Alexandresco, IX, p. 96).

2. Această dispoziţiune trebueşte înţeleasă în sensul că chiriaşul este obligat să plătească chiria pe timpul lăsat în mod ordinar proprietarului ca să găsească un nou chiriaş, iar nu pe tot timpul cât ar trece până ce proprietarul a reînchiriat casa. (Duranton, XVII, No. 172; Duvergier, Louage, IV, No. 79; Troplong, Louage, II, No. 621; Marcadé, Art. 1760; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 209 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370, text şi nota 5, p. 504; Dalloz, Rép., Louage, No. 726; Suppl., Louage, No. 378; Laurent, XXV, No. 379; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 347; Guillouard, Louage, II, No. 508; Planiol, II, No. 1739; Alexandresco, IX, p. 96).

3. Timpul necesar pentru o nouă închiriere, este în mod normal, acel care după obiceiul locului, este fixat pentru concediu. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 209 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 370, p. 504; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 378; Laurent, XXV, No. 379; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 347; Guillouard, Louage, II, No. 508; Planiol II, No. 1739; Comp: Alexandresco, IX, p. 96).

4. Proprietarul nu are dreptul la nicio despgubire dacă a reînchiriat imediat. (Duvergier, Louage, IV, No. 80; Troplong, Louage, II, No. 622; Dalloz, Rép., Louage, No. 726; Suppl., Louage, No. 378; Guillouard, Louage, II, No. 509; Alexandresco, IX, p. 96, nota 3; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 348).

5. In cazul când după ce s'a fixat indemnizaţia, proprietarul reînchiriază imobilul într'un termen mai scurt decât acel fixat de justiţie pentru reînchiriere, chiriaşul nu poate refuza plata desbăgubirii. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 378; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 348; Guillouard, Louage, II, No. 509; Planiol, II, No. 1739).

6. Potrivit dispoziţiilor art. 1760 c. civ. fr. (1453 c. civ. rom.) chiriaşul poate fi condamnat şi la daunele ce ar fi provenit din reaua întrebuinţare a lucrului închiriat şi care a fost cauza rezilierii contractului de închiriere. (Dalloz, Rép., Louage, No. 726; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 345; Guillouard, Louage, I, No. 447; Alexandresco, IX, p. 96).

7. Aceste daune vor fi fixate în mod suveran de tribunal. (Dalloz, Rép., Louage, No. 726; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 345; Guillouard, Louage, I, No. 447; Alexandresco, IX, p. 96, nota 2).

8. Dispoziţiile art. 1760 c. civ. fr. (1453 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea şi la arendările de moşii, de uzine. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 345; Guillouard, Louage, I, No. 497, 507; Alexandresco, IX, p. 95, text şi nota 4).

CAPITOLUL IV.

Despre regulele particulare la arendare.

Secţiunea I. — *Arendare pe bani.*

Art. 1454. — Dacă prin contractul de arendare, se arată o întindere mai mică sau mai mare decât are fondul în realitate, arenda nu se va scădea şi nu se va spori decât în cazurile şi după regulele cuprinse la titlul vinderii, articolul 1327 [1]). (Civ. 1327 urm., 1413; Civ. Fr. 1765).

Text fr. Art. 1765. — Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réelement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier, que dans les cas et suivant les règles exprimés au titre *de la Vente.*

Doctrină.

1. Regulele dela vânzare prevăzute de art. 1617 urm. c. civ. fr. (1327 urm. c. civ. rom.), asupra drepturilor şi obligaţiilor părţilor, cu privire la lipsa sau excedentul cuprinsului fondului, îşi găsesc aplicaţiunea în totul şi la arendare. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 215; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 505; Dalloz, Rép., Louage. No. 737; Suppl., Louage, No. 381; Huc, X, No. 361; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 372; Guillouard, Louage, II, No. 536; Alexandresco, IX, p. 226).

2. Astfel, în cazul când în realitate întinderea terenului arendat este mai mare decât cea prevăzută în contract, arendaşul are dreptul să ceară sau desfiinţarea contractului sau să sufere o mărire a preţului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 505; Dalloz, Rép., Louage, No. 738; Suppl., Louage, No. 381; Laurent, XXV, No. 445; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 372; Guillouard, Louage, II, No. 536).

3. Pentru măsurarea întinderii terenului arendat, se vor lua în consideraţie nu numai terenurile productive, ci şi cele neproductive ca: drumuri de exploatare, şanţuri, ziduri etc. (Duvergier, Louage, II, No. 144; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 372; Guillouard, Louage, II, No. 539).

4. Acţiunile proprietarului şi arendaşilor prevăzute de art. 1765 c. civ. fr. (1454 c. civ. rom.), după părerea dominantă, se vor intenta, sub pedeapsa de decădere în termen de un an dela ziua contractului, prin aplicaţia dispoziţiilor art. 1622 c. civ. fr. (1334 c. civ. rom.). (Troplong, Louage, II, No. 658; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 505; Dalloz, Rép., Louage, No. 739; Suppl., Louage, No. 382; Laurent, XXV, No. 445; Huc, X, No. 361; Guillouard, Louage, II, No. 537).

5. După altă părere, aceste acţiuni vor putea fi intentate în termen de treizeci ani. (Duranton, XVII, No. 180; Dalloz, Rép., Louage, No. 739).

6. După a treia părere, termenul va fi de un an dar începe a curge dela data intrării arendaşului în folosinţă. (Alexandresco, IX, p. 227).

7. Părţile pot deroga dela obligaţia prevăzută de art. 1765 c. civ. fr. (1454 c. civ. rom). atât expres cât şi tacit, prin o clauză a contractului de arendare. (Alexandresco, IX, p. 226, 227).

8. A ne vedea: art. 1327 din codul civil, cu notele respective.

Art. 1455. — Dacă arendaşul nu înzestrează moşia cu vitele şi instrumentele necesare pentru exploataţiune; dacă nu o cultivă de fel, dacă nu o cultivă ca un bun proprietar, dacă face din moşia arendată o întrebuinţare diferită de aceea ce a fost destinată, sau în genere, dacă nu îndeplineşte clauzele arendării, aşa încât din aceasta să derive o daună pentru locator, acesta poate, după împrejurări, să ceară desfiinţarea contractului.

In toate cazurile sus zise, arendaşul este răspunzător de daunele provenite din neîndeplinirea contractului. (Civ. 1020, 1021, 1075, 1084, 1429, 1430, 1439, 1446, 1730; Civ. Fr. 1766).

---

[1]) In textul francez lipseşte menţiunea: „*art. 1327*".

Text fr. Art. 1766. — Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts, ainsi qu'il est dit en l'article 1764.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. La obligaţiile generale enumerate în art. 1766 c. civ. fr. (1455 c. civ. rom.) trebueşte să se adauge: obligaţia de a plăti preţul arendării, obligaţia de a face reparaţiile locative şi obligaţia de a restitui lucrul în starea în care a fost predat. (Dalloz, Rép., Louage, No. 741, 773).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1766 c. civ. fr. (1455 c. civ. rom.) arendaşul este obligat să înzestreze moşia cu vitele şi instrumentele necesare pentru exploatare. După o părere, această obligaţie, care are de obiect să asigure cultura raţională a pământului, se consideră îndeplinită, dacă vitele şi instrumentele sunt îndestulătoare pentru trebuinţele exploatării, fără să fie necesar ca valoarea lor să garanteze plata arenzii. (Duvergier, Louage, IV, No. 100; Troplong, Louage, II, No. 660; Aubry et Rau, ed. 4 a, IV, § 371, nota 2. p. 505; Dalloz, Rép., Louage, No. 742; Suppl., Louage, No. 383; Planol, II, No. 1701).

3. După altă părere, vitele şi instrumentele trebuesc să aibă o valoare suficientă nu numai pentru a asigura cultura raţională a pământului, ci şi de a putea garanta, împreună cu recolta, plata arenzii. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 383; Laurent, XXV, No. 435; Huc, X, No. 362; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 697; Guillouard, Louage, II, No. 516; Alexandresco, IX, p. 228).

4. Pentru aplicaţiunea dispoziţiilor acestei obligaţiuni se vor lua în consideraţie împrejurările, obiceiurile locului şi intenţia presupusă a părţilor contractante. (Dalloz, Rép., Louage, No. 743).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă arendaşul a înzestrat moşia cu cele trebuitoare exploatării ei. (Alexandresco, IX, p. 228, nota 1).

6. Cu toate că necultivarea de fel a moşiei arendate poate aduce desfiinţarea contractului de arendare, această desfiinţare nu poate avea loc, dacă necultivarea este provenită dintr'un caz de forţă majoră (Dalloz, Rép., Louage, No. 744; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 756).

7. Pentru a decide dacă moşia arendată a fost cultivată ca un bun proprietar, se va lua în consideraţie obiceiul locului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 745; Huc, X, No. 362; Guillouard, Louage, II, No. 519).

8. Arendaşul nu poate face din moşia arendată o întrebuinţare diferită de aceea ce a fost destinată. (Dalloz, Rép., Louage, No. 757; Suppl., Louage, No. 390; Laurent, XXV, No. 437; Guillouard, Louage, II, No. 522).

9. Arendaşul poate face modificări de exploatare. Astfel el poate planta vie, să sece bălţi pentru a le face cultivabile, şi în genere să facă orice schimbări, care ar constitui îmbunătăţiri. (Dalloz, Rép., Louage, No. 758; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 745; Guillouard, Louage, II, No. 522).

10. Potrivit dispoziţiilor art. 1766 c. civ. fr. (1455 c. civ. rom.) în cazul când arendaşul nu-şi îndeplineşte obligaţiile sale, proprietarul poate cere rezilierea contractului. cu daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 386; Alexandresco, IX, p. 228, 229).

11. Pentru ca neexecutarea clauzelor arendării să poată aduce rezilierea contractului şi condamnarea la daune-interese, trebueşte ca această neexecutare să cauzeze o pagubă proprietarului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 216; Dalloz, Rép., Louage, No. 761; Suppl., Louage, No. 386; Laurent, XXV, No. 440; Huc, X, No. 364; Guillouard, Louage, II, No. 525).

12. Tribunalele vor aprecia în mod suveran după împrejurări, dacă acţiunea de reziliere a contractului introdusă de proprietar, trebueşte să fie admisă sau nu, chiar dacă nexecutarea clauzelor contractului de către arendaş a cauzat o pagubă proprietarului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 216; Dalloz, Rép., Louage, No. 761; Suppl., Louage, No. 386; Huc, X, No. 364; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 774; Guillouard, Louage, II, No. 527).

13. In cazul când contractul de arendare se reziliază pentru abuz de folosinţă din partea arendaşului, acesta poate fi condamnat la daune-interese atât pentru abuzul de folosinţă cât şi pentru rezilierea

contractului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 216; Huc, X, No. 364; Guillouard, Louage, II, No. 526).

14. Tribunalele pot admite numai condamnarea arendaşului la plata de daune-interese, fără rezilierea contractului, dacă neexecutarea obligaţiilor nu constitue un motiv suficient de reziliere. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 387; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 776; Guillouard, Louage, II, No. 527).

15. In acest caz, dacă paguba cauzată poate fi reparată până la expirarea contractului şi nu compromite lucrul arendat, proprietarul nu are dreptul la daune-interese. (Dalloz. Rép., Suppl., Louage, No. 387; Laurent, XXV, No. 267; Huc, X, No. 311, 364; Guillouard, Louage, II, No. 527; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 775).

16. A se vedea: art. 1429, 1431, 1432 şi 1447 din codul civil cu notele respective.

Art. 1456. — Fiece arendaş este dator să-şi strângă recolta numai în locurile obicinuite spre acest finit, întru cât nu a urmat o stipulaţiune diferită [1]). (Civ. 1465, 1730; Civ. Fr. 1767).

Text fr. Art. 1767. — Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1767 c. civ. fr (1456 c. civ. rom.) arendaşul este obligat să-şi strângă recolta numai în locurile obişnuite spre acest sfârşit. Astfel, el este obligat să strângă recolta în hambarele şi coşerile aflate pe moşie, etc. (Alexandresco, IX, p. 229).

2. Dispoţiile art. 1767 c. civ. fr. (1456 c. civ. rom.) au de scop să asigure efectul privilegiului proprietarului prevăzut de art. 2102 c. civ. fr. (1730 c. civ. rom.) asupra recoltelor arendaşului. (Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 371, p. 506: Dalloz, Rép., Louage, No. 759; Laurent, XXV, No. 443; Huc, X, No 363; Guillouard, Louage, II, No. 523; Planiol, II, No. 1700; Alexandresco, IX, p. 229).

3. Chiar dacă pe moşie nu se află hambare, coşare, etc.., arendaşul nu poate scoate recolta de pe moşie, ci este obligat s'o lase pe câmp. (Alexandresco, IX, p. 229).

Art. 1457. — Dacă arendarea s'a făcut pe mai mulţi ani şi dacă, în cursul ei, s'a pierdut prin caz fortuit toată recolta unui an, sau cel puţin jumătate din ea, arendaşul poate să ceară un scăzământ din arendă, afară numai când s'a compensat prin precedentele recolte.

Acest scăzământ nu se va putea determina decât la finele contractului de arendare; atunci însă se va face compensaţiunea prin recoltele tuturor anilor de arendare.

Până atunci însă, judecătorul poate după arbitrul său, să facă un scăzământ provizoriu în proporţiunea daunei suferite. (Civ. 1143 urm., 1423, 1427, 1458 urm.; Civ. Fr. 1769).

Text fr. Art. 1769. — Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) In textul francez lipsesc cuvintele: *„întru cât nu a urmat o stipulaţiune diferită"*, adause de legiuitorul român.

Doctrină.

1. Fundamentul dispoziţiilor art. 1769 c. civil francez (1457 codul civil român) după o părere, stă în o urmare naturală a contractului de locaţiune şi în imposibilitatea în care se află arendaşul de a culege fructele în vederea cărora el a încheiat contractul de arendare. (Duranton, XVII, No. 190; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 219 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, nota 4, p. 506; Marcadé, art. 1769 urm., No. 1; Dalloz, Rép.., Louage, No. 775; Suppl., Louage, No. 394; Huc, X, No. 367; Planiol, II, No. 1694; Alexandresco, IX, p. 233).

2. După altă părere, dispoziţiile acestui articol au fost prevăzute numai din consideraţiuni de echitate şi de interes agricol. (Duvergier, Louage, IV, No. 149; Dalloz, Rép., Louage, No. 775; Suppl., Louage, No. 394; Laurent, XXV, No. 455; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 373; Guillouard, Louage, II, No. 559).

3. Dispoziţiile art. 1769 c. civ. fr. (1457 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea atât în cazul când preţul consta în bani, cât şi în cazul când el constă în fructe. (Dalloz, Rép., Louage, No. 785).

4. Pentru ca arendaşul să aibă dreptul la despăgubiri, trebueşte ca pierderea recoltei înainte de culegere, să fie cel puţin pe o jumătate de an. (Dalloz, Rép., Louage, No. 778; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 388, 389; Planiol, II, No. 1694; Alexandresco, IX, p. 232, 236).

5. Pentru a se decide dacă s'a pierdut jumătate din recoltă, după părerea dominantă, trebueşte să se ia în consideraţie cantitatea recoltei iar nu preţul productelor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 507; Dalloz, Rép., Louage, No. 779; Suppl., Louage, No. 395; Laurent, XXV, No. 457; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 391; Guillouard, Louage, II, No. 569).

6. După a doua părere, se va lua în consideraţie valoarea recoltelor iar nu cantitatea lor. (Troplong, Louage, II, No. 717; Dalloz, Rép., Louage, No. 779, 781; Alexandresco, IX, p. 237, 238, nota 1).

7. După a treia părere, se va lua în consideraţie atât cantitatea recoltelor cât şi valoarea lor. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 219 bis, III, IV, V; Dalloz, Rép., Louage, No. 780; Suppl.., Louage, No. 395).

8. Arendaşul va avea dreptul la o scădere din arendă cu toate că a contractat o asigurare contra cazurilor fortuite. (Troplong, Louage, II, No. 741; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 509; Dalloz, Rép., Louage, No. 804; Suppl., Louage, No. 401; Laurent, XXV, No. 469; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 410; Guillouard, Louage, II, No. 590; Alexandresco, IX, p. 233, nota 1).

9. In cazul când au fost arendate mai multe fonduri cu un singur preţ şi dacă se pierde recolta unui an numai pe unul din aceste fonduri, calcularea pierderii va trebui să se facă asupra tuturor productelor fondurilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 783; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 392; Guillouard, Louage, II, No. 570; Alexandresco, IX, p. 236).

10. Dacă însă preţurile arendării fondurilor au fost distincte şi separate, calcularea pierderii se va face la fiecare fond. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 783; Alexandresco, IX, p. 236; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 393).

11. Această soluţiune are loc chiar dacă fondurile ar fi fost arendate prin acelaşi act. (Dalloz, Rép., Louage, No. 784).

12. Arendaşul are dreptul la scăderea din preţ când recolta este distrusă prin cazuri fortuite ordinare sau extraordinare. (Dalloz, Rép., Louage, No. 789. 791; Suppl., Louage, No. 396; Laurent, XXV, No. 458; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 379; Guillouard. Louage, II, No. 563; Alexandresco, IX, p. 234. nota 4).

13. Astfel, el are dreptul la scădere din preţ când pierderea este datorată inundaţiei, îngheţului, grindinei, secetei. (Dalloz, Rép., Louage, No. 789, 790; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 376; Alexandresco, IX, p. 234, nota 4).

14. De asemenea, evenimentele de războiu. (Dalloz, Rép., Louage, No. 397; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 376; Comp. contra: Duvergier. Louage, IV, No. 187; Troplong, Louage, II, No. 752; Guillouard, Louage, II, No. 564)

15. Viciul lucrului arendat nu poate fi considerat ca un caz fortuit. (Troplong, Louage, II, No. 713; Dalloz, Rép., Louage, No. 791; Baudry et Wahl, Louage, I. No. 381; Guillouard, Louage, II, No. 565; Alexandresco, IX, p. 235).

16. Dovada cazului fortuit se va face de arendaş prin orice mijloc de probă. (Baudry et Wahl, Louage, I, No. 385, 417 urm.; Alexandresco, IX, p. 232, nota 4).

17. Dacă cauza pierderii există şi era cunoscută în realitate în momentul încheierei contractului, arendaşul nu are dreptul la scăderea din preţ, deoarece se presupune că el a trebuit să dea un preţ in consecinţă. (Alexandresco, IX, p. 235).

18. Constatarea pierderii recoltei trebueşte să se facă pe cât este posibil imediat ce ea s'a produs. (Dalloz, Rép., Louage, No. 808).

19. Dacă părţile sunt de acord, constatarea cauzei pierderii, precum şi pierderea cauzată se fac printr'un act încheiat de ele. Dacă nu sunt de acord, arendaşul va

trebui să se adreseze tribunalului, care va face constatarea prin experţi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 808; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 417; Guillouard, Louage, II, No. 571).

20. Cu toate acestea, constatarea pierderii va putea fi făcută oricând, prin orice mijloace, deoarece legea nu prevede vre-un termen şi este vorba de o chestie de fapt. (Troplong, Louage, II, No. 740; Dalloz, Rép., Louage, No. 809; Suppl., Louage, No. 403; Laurent, XXV, No. 463; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 416; Guillouard, Louage, II, No. 571).

21. In cazul când arendarea s'a făcut pe mai mulţi ani, pentru ca arendaşul să aibă dreptul la o scădere din preţ, trebueşte ca pierderea a cel puţin unei jumătăţi sau a recoltei întregi să fi avut loc în acelaşi an. (Dalloz, Rép., Louage, No. 794; Suppl., Louage, No. 398; Guillouard, Louage, II, No. 572).

22. Dacă pierderile încercate pe mai mulţi ani sunt fiecare mai mici de jumătatea recoltei, arendaşul nu are dreptul la o scădere din preţ, chiar dacă ele adunate ar întrece jumătatea recoltei pe un an. (Dalloz, Rép., Louage, No. 794; Suppl., Louage, No. 398).

23. Potrivit dispoziţiilor art. 1769 c. civ. fr. (1457 c. civ. rom.) dacă pierderea pe un an s'a compensat cu câştigurile pe anii precedenţi, arendaşul nu are dreptul la scădere din preţul arenzi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 794; Suppl., Louage, No. 398; Planiol, II, No. 1694; Alexandresco, IX, p. 237, 238).

24. Potrivit dispoziţiilor art. 1769 al. 2 c. civ. fr. (1457 al 2 c. civ. rom.) scăderea arenzii se va face la finele contractului de arendare, când va avea loc compensarea tuturor anilor de folosinţă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 793; Suppl., Louage, No. 398; Planiol, II, No. 1694; Alexandresco, IX, p. 238).

25. Compensaţia se va face ţinându-se socoteală de recoltele tuturor anilor contractului de arendare, anteriori sau posteriori pierderii, buni sau răi, luându-se de normă o recoltă ordinară, adică mijlocie. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 219 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, nota 6, p. 507; Dalloz, Rép., Louage, No. 795; Suppl., Louage, No. 398; Laurent, XXV, No. 461; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 402; Guillouard, Louage, II, No. 576; Alexandresco, IX, p. 238).

26. In cazul când făcându-se compensaţia între recoltele anilor contractului de arendare, nu rezultă o pierdere cel puţin egală cu jumătatea unei recolte ordinare, arendaşul are dreptul la o scădere proporţională din preţ, deoarece el a avut într'un an o pierdere de cel puţin jumătate din recoltă. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 219 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, nota 7, p. 507; Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 399; Laurent, XXV, No. 462; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 404; Guillouard, Louage, II, No. 577; Contra: Duvergier, Louage, IV, No. 174; Troplong, Louage, II, No. 731; Dalloz, Rép., Louage, No. 796).

27. Pentru calcularea compensaţiei, după o părere, se va lua în consideraţie numai cantitatea materială a recoltelor, iar nu valoarea lor venală. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 798; Suppl., Louage, No. 400; Laurent, XXV, No. 461; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 399; Guillouard, Louage, II, No. 574).

28. După altă părere, calcularea compensaţiei se va face după valoarea recoltelor. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 219 bis, VI; Alexandresco, IX, p. 238, nota 1).

29. Cantitatea recoltelor se va putea stabili de părţi prin orice mijloc de probă. (Dalloz, Rép., Louage, No. 797).

30. In cazul când contractul de arendare încetează înainte de expirarea lui, prin efectul voinţii părţilor, compensaţia se va face imediat ţinându-se seamă de anii cât a durat contractul. (Dalloz, Rép., Louage, No. 806; Suppl., Louage, No. 402; Huc, X, No. 368; Guillouard, Louage, II, No. 579).

31. In cazul când contractul este reziliat din cauza culpei arendaşului, el nu mai are dreptul la scăderea preţului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage, No. 402; Huc, X, No. 368; Guillouard, Louage, II, No. 579; Contra: Baudry et Wahl, Louage. I, No. 401).

32. Potrivit dispoziţiilor alineatului final al art. 1769 c. civ. fr. (1457 c. civ. rom.) tribunalul poate înainte de sfârşitul contractului de arendă, să dispenseze pe arendaş, în mod provizor, de plata unei părţi din arendă, în proporţiune cu dauna suferită. (Dalloz, Rép., Louage, No. 799; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 416; Guillouard, Louage, II, No. 589; Alexandresco, IX, p. 238).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Pentru ca arendaşul să aibă dreptul la scăzământul de arendă prevăzut de art. 1457 c. civ., art. 1459 impune condiţiunea ca pierderea fructelor să fi intervenit înainte de culegerea lor, căci din moment ce fructele au fost culese de arendaş, proprietarul şi-a îndeplinit întreaga-i obligaţiune de a procura folosinţa moşiei arendaşului său, acesta suportând de aci înainte ori ce risc.

Impiedecarea vremelnică a arendaşului prin o cauză de forţă majoră sau caz fortuit cum e războiul, de a se folosi de moşia arendată, echivalează cu o distrugere parţială a moşiei şi deci contractul poate subsista, după alegerea arendaşului. Subsistând contractul, în tot timpul cât arendaşul a fost împiedecat de a se folosi, proprietarul nu are alt drept decât de a percepe arenda. Tot ceea ce realizează în plus prin arenda-

rea către alte persoane, aparţine de drept arendaşului iniţial, ca titular al acestor beneficii, adică al produsului folosinţei care îi aparţinea conform contractului. (Cas. I, 77 din 16 Ianuarie 1925, Pand. Săpt., 16 din 1925).

Art. 1458. — Dacă arendarea nu s'a făcut decât pe un an şi toată recolta sau cel puţin jumătate din ea s'a pierdut, arendaşul va căpăta un scăzământ proporţional cu arenda [1]). (Civ. 1457, 1459 urm.; Civ. Fr. 1770).

Text. fr. Art. 1770. — Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnele du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1770 c. civ. fr. (1458 c. civ. rom.) dacă arendarea nu s'a făcut decât pentru un an, reducerea preţului se va face proporţional cu pierderea încercată. (Dalloz, Rép., Louage, No. 778; Suppl., Louage, No. 395; Alexandresco. IX, p. 238).

2. Astfel, dacă pierderea este de trei sferturi, arendaşul va avea dreptul la o scădere de trei sferturi din preţul arenzi. (Dalloz, Rép., Louage, No. 786).

3. A se vedea: art. 1457 din codul civil cu notele respective.

Art. 1459. — Nu se va face scăzământ când pierderea fructelor se va fi întâmplat după culegerea lor [2]). (Civ. 465, 971, 1156, 1457, 1469; Civ. Fr. 1771).

Text fr. Art. 1771. — Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

Doctrină.

1. Dacă pierderea are loc după ce fructele au fost culese, arendaşul nu are dreptul la nicio scădere din preţul arenzii, deoarece de îndată ce fructele au fost culese ele devin mobile şi aparţin arendaşului şi deci fiind proprietar, el trebueşte să sufere pierderea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 813; Suppl., Louage, No. 404; Laurent, XXV, No. 465; Huc, X, No. 368; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 384; Guillouard, Louage, II, No. 566, 582; Alexandresco, IX, p. 235).

2. Aceasta soluţiune are loc, indiferent dacă pierderea a avut loc printr'un caz fortuit ordinar sau extraordinar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 813; Suppl., Louage, No. 404; Laurent, XXV, No. 465).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1457, nota 1.

Art. 1460. — Arendaşul poate prin o clauză expresă, să ia asupră-şi cazurile fortuite. (Civ. 969, 1156, 1461, 1567; Civ. Fr. 1772).

Text fr. Art. 1772. — Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

---

1) Art. francez corespunzător 1770, adaugă: *„Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié“.*

2) Art. francez corespunzător 1771, are un cuprins mult mai complet.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1772 c. civ. fr. (1460 c. civ. rom.) arendaşul poate, prin o clauză expresă din contractul de arendare să ia asupra sa cazurile fortuite, renunţând la dreptul de a cere o reducere din preţul arendării. (Dalloz, Rép., Louage, No. 822; Suppl., Louage, No. 407; et Wahl, Louage, No. 822; Suppl., Louage, No. 407; Alexandresco, IX, p. 235, 238).

2. Această clauză este de strictă interpretare. (Duranton, XVII, No. 213; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 406; Alexandresco, IX, p. 238, nota 2).

Art. 1461. — Sub stipulaţiunea articolului precedent nu se cuprind decât cazurile fortuite ordinare, cum: grindină, brumă, ş. c. l.

Nu se cuprind sub dânsa cazurile fortuite extraordinare, cum: devastaţiunile din războiu, inundaţiune neobişnuită în ţară, afară numai când s'ar fi lepădat de dreptul de scăzământ din motivul cazurilor fortuite, prevăzute şi neprevăzute. (Civ. 1460; Civ. Fr. 1773).

Text fr. Art. 1773. — Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

Doctrină.

1. Legea face distincţiune între cazurile fortuite ordinare şi cazuri fortuite extraordinare. (Alexandresco, IX, p. 235, nota).

2. Legea nu cunoaşte distincţiune între cazuri fortuite extraordinare şi cazuri fortuite foarte extraordinare. (Alexandresco, IX, p. 235, nota).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 1773 c. civ. fr. (1461 c. civ. rom.), clauza prin care arendaşul îşi ia asupra sa cazurile fortuite nu cuprinde toate felurile de cazuri fortuite, oricare ar fi natura lor. (Dalloz, Rép., Louage, No. 823; Alexandresco, IX, p. 238).

4. Potrivit dispoziţiilor aceluiaşi articol, pentru ca arendaşul să nu aibă dreptul la o scădere din preţul arenzii pentru cazuri fortuite extraordinare, trebueşte să fi declarat prin o clauză expresă că ia asupra sa toate cazurile fortuite prevăzute şi neprevăzute. (Dalloz, Rép., Louage, No. 823; Suppl., Louage, No. 407; Laurent, XXV, No. 468; Huc, X, No. 371; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 584 urm.; Alexandresco, IX, p. 238, 239).

5. Pentru ca arendaşul să suporte cazurile fortuite extraordinare, nu este necesar să se întrebuinţeze în contractul de arendare termeni sacramentali, fiind de ajuns dacă aceasta rezultă în mod neîndoielnic. (Dalloz, Rép., Louage, No. 823; Suppl., Louage, No. 407; Laurent, XXV, No. 468; Huc, X, No. 371; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 408; Guillouard, Louage, II, No. 584 urm.).

6. Clauza prin care arendaşul ia asupra sa toate cazurile fortuite, prevăzute sau neprevăzute, în principiu, nu priveşte decât cazurile fortuite care ar distruge recoltele iar nu şi cele care ar degrada însuşi lucrul arendat. (Duvergier, Louage, IV, No. 201; Dalloz, Rép., Louage, No. 824; Suppl., Louage, No. 407; Guillouard, Louage, II, No. 562. 587; Contra: Baudry et Wahl, Louage, I, No. 377).

Art. 1462. — Arendarea fără termen [1]) a unei moşii se consideră făcută pentru tot timpul necesar ca arendaşul să culeagă toate fructele ei [2]). (Civ. 1416, 1436, 1437, 1463 urm.; Civ. Fr. 1774).

Text fr. Art. 1774. — Le bail, sans écrit, d'un fonds rural, est censé, fait pour le temps qui est nécessaire afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

---

1) In art. francez corespunzător 1774 în loc de cuvintele: *„fără termen"* se zice: *„sans écrit"*.

2) Art. francez corespunzător 1774, are un cuprins mai complet, diferind în partea finală de art. român. A se compara textele ambelor articole român şi francez spre a se vedea mai bine diferenţa.

Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans les cours de l'année, est censé fait pour un an.

Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţilor art. 1774 c. civ. fr. (1462 c. civ. rom.) arendarea fără termen a unei moşii se consideră făcută pentru tot timpul necesar ca arendaşul să culeagă toate fructele. (Dalloz, Rép., Louage, No. 825; Suppl., Louage, No. 408; Alexandresco, IX. p. 240).

2. Din art. 1774 c. civ. fr. (1462 c. civ. rom.) rezultă că contractul de arendare are întotdeauna un termen fix şi determinat. (Alexandresco, IX, p. 241).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Este constant în fapt după însăşi constatările Curţii, că proprietarii au notificat arendaşului încă din August 1921 intenţiunea lor de a se folosi de art. 30 din legea agrară pentru a rezilia contractul. La acel moment nu se făcuse nicio semănătură de către arendaş pentru anul agricol următor.

Chiar aplicându-se cazului de faţă, prin analogie disp., art. 1462 cod. civ., privitor la arendările fără termen, totuşi numai prin exces de putere şi greşita aplicare a acelui text cum şi a art. 30 din legea agrară, Curtea a putut dispune ca arendaşul să culeagă în 1922 recolta semănăturilor făcute de el în toamna anului 1921, cu toate că a fost prevenit din timp de rezilierea contractului când dar era în culpă de a mai fi făcut semănături ştiind, că, contractul său fiind reziliat prin voinţa legii, urma să înceteze la finele acelui an agricol.

Prin urmare, arendaşul nu poate invoca principiul de echitate înscris în art. 1462 şi Curtea nu i-ar fi putut acorda beneficiul acelui text decât dacă ar fi constatat că notificarea de reziliere s'a făcut prin surprindere şi „după" ce toate însămânţările de toamnă erau efectuate. In lipsa unei asemenea constatări de fapt care singură ar fi putut justifica hotărîrea Curţii, arendaşul avea doar obligaţiunea conform art. 1465 cod. civ. de a pune la dispoziţiunea proprietarilor terenurile necesare semănăturilor de toamnă, iar nu de a le reţine pentru el. (Cas. I, dec. 809 din 1 Februarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 635).

Art. 1463. — Contractul de arendare fără termen [1]) încetează dela sine cu expirarea timpului pentru care se consideră făcut, după dispoziţiunea articolului precedent. (Civ. 1436, 1462, 1464; Civ. Fr. 1775).

Text fr. Art. 1775. — Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent.

Text fr. Art. 1775 (Modificat prin L. din 24 Octomvrie 1919). — Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, ne cesse à l'expiration du terme fixé par l'article précédent que par l'effet d'un congé donné par écrit par l'une des parties à l'autre, six mois au moins avant ce terme.

A défaut d'un congé donné dans le délai ci-dessus spécifié, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article 1774.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1463 c. civ. proprietarul nu are nevoie de a da concediu arendaşului, chiar dacă contractul de arendare este fără termen, deoarece rezultă din art. 1462 c. civ. că chiar acest contract are un termen fix şi determinat, aşa încât el încetează de drept la expirarea acestui termen. (Alexandresco, IX, p. 241).

Art. 1464. — Dacă după expirarea arendărei făcute cu termen [2]), arendaşul continuă şi se lasă în posesiune, atunci se

1) In art. francez corespunzător 1775 în loc de cuvintele: *„fără termen"* se zice: *„sans écrit"*.
2) In art. francez corespunzător 1776, în loc de cuvintele: *„cu termen"* se zice: *„écrits"*.

formează o nouă arendare cu efectul arătat la articolul 1462. (Civ. 1437 urm., 1452, 1462, 1463; L. Timbr. 33 § 3; Civ. Fr. 1776).

Text fr. Art. 1776. — Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article 1774.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1464 c. civ. dacă după expirarea contractului de arendare făcut cu termen, arendaşul continuă şi se lasă în posesiune, atunci se formează un nou contract de arendare cu efectul arătat la art. 1462 c. civ., adică pe termenul necesar la perceperea completă a fructelor. (Alexandresco, IX, p. 241).

2. A se vedea: art. 1437 şi 1452 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1437 şi 1452 cu notele respective.

Art. 1465. — Arendaşul ce ese, trebue să dea, celui ce vine după dânsul, încăperile cuviincioase şi alte înlesniri pentru muncile anului următor, şi viceversa, arendaşul ce vine trebue să lase celui ce ese încăperile cuviincioase şi alte înlesniri pentru consumarea furajelor, şi pentru strângerea recoltelor ce ar fi mai rămas a se face [1]). (Civ. 1456; Civ. Fr. 1777).

Text fr. Art. 1777. — Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et pour les récoltes restant à faire.

Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

Doctrină.

1. Dispoziţiunile art. 1777 c. civ. fr. (1465 c. civ. rom.) au de scop să împace interesele arendaşului care iese de pe moşie şi ale arendaşului care intră pe moşie. (Dalloz, Rép., Louage, No. 851; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 1045; Planiol, II, No. 1703; Alexandresco, IX, p. 241).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1462, nota 1.

Secţiunea II. — *Arendarea pe fructe* [2]).

Art. 1466. — Dispoziţiunile în genere pentru locaţiunea lucrurilor şi în particular, pentru arendarea pe bani, se aplică şi la arendarea pe fructe, cu modificaţiunile următoare [3]). (Civ. 1454 urm., 1467 urm.; Civ. Ital. 1647).

Text ital. Art. 1647. — Colui che coltiva un fondo col patto di dividere i frutti col locatore, si chiama mezzaiuolo, mezzadro, massaro o colono, e il contratto che ne risulta si chiama mezzadria, masseria, o colonia.

Sono comuni a tale contratto le regole stabilite in generale per le locazioni di cose, e in particolare per le locazioni di fondi rustici colle modificazioni seguenti.

---

1) Art. francez corespunzător 1777, adaugă: *„dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux"*.

2) In ediţiunea oficială din eroare se zice aci *„adunare de"* în loc de *„arendare pe"*, ceeace schimbă sensul textului.

3) Textul acestui art. 1466 nu-şi are echivalentul său în Codul Civil Francez.

Doctrină.

1. Contractul de arendare în care preţul arenzii constă în o parte din fructe, are multă asemănare cu societatea. (Alexandresco, IX, p. 242).

2. Dispoziţiunile art. 1466 c. civil sunt adăugate de legiuitorul român şi ele nu există în codul civil francez. După acest text dispoziţiunile în general pentru arendarea pe bani se aplică şi la arendarea pe fructe. (Alexandresco, IX, p. 243, nota 1).

3. Contractul de arendare pe fructe nu se stinge nici prin moartea proprietarului nici prin moartea arendaşului. (Alexandresco, IX, p. 244, 245).

4. Contractul de arendare pe fructe poate fi consimţit nu numai de proprietarul fondului, ci şi de uzufructuar, (Alexandresco, IX, p. 245).

Art. 1467. — Dacă arendându-se moşia, s'a stipulat ca arenda să se plătească în o parte din fructe, orice subarenduire este oprită, dacă nu s'a permis anume. (Civ. 1021, 1418, 1446, 1466, 1468; Civ. Fr. 1763).

Text fr. Art. 1763. — Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur, ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1763 c. civ. fr. (1467 c. civ. rom.), spre deosebire de contractul ordinar de locaţiune, în arendarea pe fructe, arendaşul nu poate subarenda, şi nici a cesiona contractul, dacă acest drept nu i-a fost acordat în mod expres prin contract. (Dalloz, Rép., Louage, No. 435; Alexandresco, IX, p. 243, 244).

2. Arendaşul însă, în arendarea pe fructe, are dreptul să-şi ia un asociat în exploatarea terenului luat în arendă. (Huc, X, No. 356; Guillouard, Louage, II, No. 633).

3. Motivul pentru care legiuitorul nu a permis subarendarea sau cesiunea contractului de arendare pe fructe, este că acest contract a fost încheiat de proprietar în vederea persoanei arendaşului. (Alexandresco, IX, p. 244).

Art. 1468. — Urmând subarendare nepermisă, proprietarul are drept de a-şi lua îndărăt folosinţa moşiei sale, şi de a fi satisfăcut de daune-interese ce ar proveni dela neîndeplinirea contractului. (Civ. 1021, 1418, 1467, 1469; Civ. Fr. 1764).

Text fr. Art. 1764. — En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages et intérêts resultant de l'inexécution du bail.

Doctrină.

1. In cazul când arendaşul contravine la dispoziţiile art. 1467 c. civ. proprietarul poate cere rezilierea contractului şi daune-interese. (Alexandresco, IX, p. 244).

2. Chiar în cazul când arendaşul a călcat obligaţia legală de a nu subarenda, tribunalele pot să nu pronunţe rezilierea contractului, luând în consideraţie împrejurările. (Huc, X, No. 356; Guillouard, Louage, II, No. 626 urm.; Comp: Alexandresco, IX, p. 244, text şi nota 4; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371 text şi nota 21, p. 511).

Art. 1469. — Pierderea recoltei, prin cazuri fortuite, în tot ori în parte, cade în sarcina ambelor părţi, fără a da drept nici uneia din ele a trage la răspundere pe cealaltă.

Nu va privi însă pe proprietar pierderea recoltei după strângerea ei, dacă arendaşul s'a fost pus în întârziere cu trădarea părţei cuvenite aceluia. (Civ. 1074 § 2, 1459; Civ. Fr. 1771).

Text fr. Art. 1771. — Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, a moins que le

bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque ou le bail a été passé.

Doctrină.

1. In caz de arendare pe fructe, pierderea recoltei după culegerea ei privește atât pe proprietar cât și pe arendaș, deoarece ea aparține amândorura. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371, p. 508; Dalloz, Rép., Louage, No. 814; Suppl., Louage, No. 405; Guillouard, Louage, II, No. 566, 582; Alexandresco, IX, p. 236).

2. Dacă însă arendașul a fost pus în întârziere de a preda partea din recolta proprietarului, el va suporta singur pierderea recoltei. (Dalloz, Rép., Louage, No. 814; Alexandresco, IX, p. 236).

3. Cu toate acestea, chiar în acest caz pierderea va fi suportată atât de arendaș cât și de proprietar, dacă se va stabili că aceste fructe ar fi pierit și în mâinele proprietarului dacă i-ar fi fost predate. (Dalloz, Rép., Louage, No. 814; Suppl., Louage, No. 405).

CAPITOLUL V.

Despre locațiunea lucrărilor

Art. 1470. — Există trei feluri de locațiuni a lucrărilor:

1. Aceea prin care persoanele se obligă a pune lucrările în serviciul altor;

2. Aceea a cărăușilor și a căpitanilor de corăbii, cari se însărcinează cu transportul persoanelor sau a lucrurilor[1]);

3. Aceea a întreprinzătorilor de lucrări. (Civ. 1412, 1413, 1471 urm., 1474 urm., 1478 urm.; C. com. 413 urm., 531 urm., 557 urm., 571 urm.; L. Timbr. 17 § 3, 19 § 7, 21 § 4, 33 § 3, 42 § 2, 4: Constituția, 21; L. p. servitori din 16 Iunie 1892; Civ. Fr. 1779; Civ. Ital. 1627):

Text fr. Art. 1779. — Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie:

1° Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un;

2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises;

3° Celui des entrepreneurs d'ouvrage par suite de devis ou marchés.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Amiens, Somme, 9 Iunie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 1735;
BARASCH I. M., *Observație* sub Cas. fr. 19 Febr. 1923, Pand. Rom. 1925, III, 144;
DEMETRESCU I. PAUL, *„Reprezentanța în comerț. Diferența de mandat și de locațiune de operă"*, Justiția Olteniei 1-2/1926, Curier Jud. 29/1926;
PORESCU FLORIAN, *Notă* sub Cas. I, 641 din 11 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 52;
RAICEA I. DEM., *Notă* sub Judec. Bârca.-Dolj, 146/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1786;
TONEANU N. C., *„Contractul de construcțiune novală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

Doctrină.

1. In locațiunea lucrărilor locatorul este acela care procură munca sa iar locatarul se folosește de această prestație plătind prețul. Stăpânul sau proprietarul este în acest contract locatar, iar servitorul, muncitorul, impegatul, arhitectul, întreprinzătorul de lucrări, etc., este locator. (Troplong, Louage, I, No. 64; II, No. 787; Laurent, XXV,

1) In edițiunea oficială din eroare se zice, *„lucru rilor"*, în loc de *„lucrărilor"* cum este și în textul art. 1627 cod civil Italian, și art. 1779 cod civil Francez de unde este împrumutat.

No. 483; Huc, X, No. 378; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1632; Guillouard, Louage, II, No. 687; Alexandresco, IX, p. 248).

2. Contractul de locațiune a lucrărilor este un contract consensual, sinalagmatic și comutativ. (Alexandresco, IX, p. 248).

3. Contractul de locațiune a lucrărilor poate fi scris sau verbal. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1651; Guillouard, Louage, II, No. 700; Alexandresco, IX, p. 248, nota 4).

4. Contractul de locațiune a lucrărilor trebuește să îndeplinească următoarele condițiuni: un obiect licit, consimțimântul, capacitatea părților și un preț. (Troplong, Louage, II, No. 816, 818; Guillouard, Louage, III, No. 691; Alexandresco, IX, p. 248, text și nota 5, 249).

5. Prețul poate consista în bani sau în producte. (Troplong, Louage, II, No. 814; Alexandresco, IX, p. 250).

6. Neexecutarea unui contract de lucrări nu poate aduce constrângerea lucrătorului, ci se rezolvă numai la plata de daune interese. (Troplong, Louage, II, No. 787, 822; Marcadé, Art. 1779, No. 2: Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2207; Guillouard, Louage, II, No. 727; Alexandresco, IX, p. 250).

7. In afară de cele trei specii principale de contracte de lucrări prevăzute de art. 1779 c. civ. fr. (1470 c. civ. rom.) mai sunt și alte contracte de lucrări. (Alexandresco, IX, p. 251, nota 1).

8. Nu numai lucrările manuale pot face obiectul unei locațiuni, ci și lucrările profesiunilor liberale sau intelectuale. (Laurent, XXVII, No. 335 urm.; Huc, X, No. 379 urm.; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 1640, 1641; Mandat, No. 378 urm.; Planiol, II, No. 2232; Alexandresco, IX, p. 251 urm.; Contra: Duranton, XVIII, No. 196; Troplong, Louage, II, No. 791 urm.; Marcadé, Art. 1779, No. 2; Comp.: Guillouard, Louage, II, No. 696; Mandat, No. 30).

9. A se vedea: art. 1412 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1191, nota 5; art. 1412 cu notele respective.

Art. 1471. — Nimeni nu poate pune în serviciul altui lucrările sale decât pentru o întreprindere determinată sau pe un timp mărginit. (Civ. 5, 94, 620, 970, 980 urm., 1411, 1472 urm., 1540; Pr. civ. 309 § 3; Lege p. servitori; Civ. Fr. 1780).

Text fr. Art. 1780. — On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

Text fr. Art. 1780 (completat prin legea din 27 Decemvrie 1890). — On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

Le louage de service, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu a des dommages-intérêts.

Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence.

Bibliografie (continuare).

BARASCH I. M., *Observație* sub Cas. fr. 19 Febr. 1923, Pand. Rom. 1925, III, 144;
BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;
PETIT EUGEN, *Notă* sub C. Apel Paris s. VIII, 15 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 842.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1780 c. civ. fr. (1471 c. civ. rom.) la locațiunea lucrărilor, întreprinderea trebuește să fie determinată atât în privința obiectului ei, cât și în privința timpului cât trebuește să dureze. (Alexandresco, IX, p. 257).

2. Dispozițiile art. 1780 c. civ. fr. (1471 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice locațiune de servicii în genere. (Alexandresco, IX, p. 257).

3. Un contract de locațiune de servicii încheiat în dispretul dispozițiilor formale ale art. 1780 c. civ. fr. (1471 c. civ. rom.) este radical nul sau mai bine zis inexistent și această inexistență poate fi opusă de toate părțile contractante, deci și de stăpân, fiind în cauză o chestiune de ordine publică. (Duranton, XVII, No. 226; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372, text și nota 1, p. 513; Marcadé, Art. 1781, 1782, No. 2; Laurent, XXV, No. 493; Huc, X, No. 385; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2203; Guillouard, Louage, II, No. 712; Alexandresco, IX, p. 258, 259; Nacu, III, p. 363; Contra: Troplong, Louage, II, No. 856 urm.; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 230 bis, VIII).

4. Un stăpân se poate obliga, mai ales dacă e în vârstă, să păstreze pe un servitor în tot timpul vieții sale. (Huc, X, No. 385; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2201; Alexandresco, IX, p. 259)

5. In cazul când termenul contractului este determinat prin convenție, sau prin obiceiul locului sau prin natura lucrărilor de executat, el va înceta de drept la expirarea termenului, fără a se putea desființa înainte de termen, sub sancțiune de daune-interese, afară dacă există motive serioase ce vor fi apreciate în mod suveran de tribunal. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372 p. 514; Alexandresco, IX, p. 260).

6. Contractul de locațiune de lucrări făcut pe anumit termen poate continua prin tacită relocație. (Troplong, Louage, II, No. 881; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2341 urm.; Guillouard, Louage, II, No. 731; Alexandresco, IX, p. 260, nota 3).

7. In cazul când termenul contractului nu este determinat prin convenție, prin obiceiul locului sau prin natura lucrărilor de executat, fiecare parte poate rezilia contractul când voiește, observând însă termenele prevăzute de obiceiul locului sau prevăzute în convenție. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2265; Alexandresco, IX, p. 261).

8. Când o parte nu-și execută obligațiile sale, cealaltă parte poate cere desființarea contractului, atât în cazul când termenul este determinat, cât și în cazul când termenul este nedeterminat. (Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372, p. 514, 515; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2219 urm.; Guillouard, Louage, II, No. 728, 729; Alexandresco, IX, p. 262, 263).

9. Contractul de locațiune de lucrări încetează, potrivit dispozițiilor art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) prin moartea servitorului sau lucrătorului. (Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372, p. 515; Huc, X, No. 396; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2218; Guillouard, II, No. 731).

10. Moartea stăpânului aduce desființarea contractului chiar dacă are de obiect o întreprindere determinată. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372, p. 514; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2218; Guillouard, Louage, II, No. 731; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 231 bis, III, urm.; Alexandresco, IX, p. 264; Comp: Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 3).

11. Contractul de locațiune de lucrări încetează prin imposibilitatea în care se află lucrătorul sau servitorul de a executa serviciile sale, cum ar fi prin o boală gravă iar nu numai o indispoziție trecătoare. (Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 372, text și nota 9, p. 515; Alexandresco, IX, p. 265).

Art. 1472. — Patronul se crede pe cuvântul său:
Pentru câtimea salariului;
Pentru plata salariului anului expirat și pentru aconturile date pe anul curgător. (Civ. 1208 urm., 1219 urm., 1729, 1903, 1904, 1906; Civ. Fr. 1781).

Text. fr. Art. 1781 [1]. — Le maître est cru sur son affirmation:
Pour la quotité des gages;
Pour le payement du salaire de l'année échue;
Et pour les à-comptes donnés pour l'année courante.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) Acest articol a fost abrogat în codul civil francez prin legea din 2 August 1868.

Doctrină.

1. Dispozițiile art. 1472 c. civ., nu se aplică decât servitorilor propriu ziși, deoarece derogă dela dreptul comun. (Troplong, Louage, II, No. 848, 887; Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 1; Laurent, XXV, No. 500: Alexandresco, IX, p. 266).

2. Art. 1 din legea din 16 Iunie 1892 asupra servitorilor, arată ce se înțelege prin cuvântul servitor, iar art. 2 din aceeași lege, enumeră în mod limitativ cine are calitatea de servitor. (Alexandresco, IX, p. 266).

3. Potrivit dispozițiilor art. 1472 c. civ. stăpânul se crede pe cuvântul său: pentru câtimea salariului ce se pretinde a fi stipulat, pentru plata salariului anului expirat și pentru aconturile sale pe anul curent. (Alexandresco, IX, p. 267).

4. In cazul când salariul servitorului a fost stipulat printr'un contract scris, nu se va mai lua în considerație declarația stăpânului. (Duranton, XVII, No. 236; Alexandresco, IX, p. 268, nota 3; Nacu, III, p. 364).

5. Dispozițiile art. 1472 c. civ. nu se aplică atunci când stăpânul fiind chemat la interogator, nu se prezintă pentru a declara dacă datorește sau nu salariul pretins. (Alexandresco, IX, p. 268, nota 3).

6. De asemenea, nu se aplică dispozițiile acestui articol atunci când există un început de probă scrisă care poate fi completat prin marturi și prezumpțiuni. (Alexandresco, IX, p. 268, nota 3).

7. Servitorul poate să defere jurământ decizoriu stăpânului asupra punctelor în privința cărora el este crezut pe cuvânt. (Duranton, XVII, No. 236; Mourlon, III, No. 809; Troplong, Louage, II, No. 883; Marcadé, Art, 1780, 1781, No. 4; Alexandresco, IX, p. 269, 270; Nacu, III, p. 364; Contra: Laurent, XXV, No. 505).

8. Tribunalul nu poate deferi jurământ supletoriu servitorului. (Duranton, XVII, No. 236; Alexandresco, IX, p. 271).

9. Dispozițiile art. 1472 c. civ. sunt de strictă interpretare și nu pot fi aplicate la alte cazuri decât cele prevăzute de lege, deoarece constituesc o excepție dela dreptul comun. (Duranton, XVII, No. 236; Marcadé, Art. 1780, 1781, No. 4; Laurent XXV, No. 501; Alexandresco, IX, p. 271; Comp. Contra: Troplong, Louage, II, No. 888).

10. Dacă stăpânul încetează din viață, probele se vor face potrivit dreptului comun. (Mourlon, III, No. 809; Alexandresco, IX, p. 271).

Art. 1473. — Dispozițiunile din capul despre depozit și sechestru, relative la stăpânii de hoteluri, se vor aplica și la cărăușii și căpitanii de corăbii, întru cât privește paza și conservațiunea lucrurilor încredințate lor. (Civ. 1191, 1198, 1474 urm., 1623 urm., 1730 § 6; C. com. 406, 412 urm., 423, 425 urm., 429, 431, 436, 506, 508, 571 urm., 592 urm.; C. P. 309 § 4, 389 § 2; Civ. Fr. 1782).

Text. fr. Art. 1782. — Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes dont il est parlé au titre *du Dépôt et du Séquestre.*

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. I, 2356 din 19 Dec. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 183.

Doctrină.

1. In înțeles larg, prin cărăuș se înțelege orice persoană sau companie care se însărcinează, în schimbul unui preț anumit, să transporte pe uscat sau pe apă mărfuri, animale sau oameni, fie că este vorba de un transport accidental, fie că este vorba de exercițiul unei profesiuni. (Guillouard, Louage, II, No. 737; Alexandresco, IX, p. 277, 278).

2. Sunt cărăuși: companiile de căi ferate, chiar Statul dacă exploatează însuși, companiile de vapoare, companiile de vagoane cu paturi, întreprinzătorii de transporturi, întreprinzătorii de mesagerii, întreprinzătorii de trăsuri publice, de diligențe, de tramvaie, de omnibusuri, etc. (Alexandresco, IX, p. 278).

3. Comisionarii, cari exercită profesiunea de a face să se transporte mărfurile dintr'un loc în altul sunt cărăuși deoarece este căruș nu numai acela care își ia însărcinarea să transporte mărfurile singur, ci și și acela care își ia însărcinarea să facă să se transporte mărfurile. (Alexandresco, IX, p. 278, 279).

4. Regulele prevăzute de codul comercial se vor aplica numai cărăușilor comercianți, deoarece se poate ca ei să nu fie comercianți nefăcând din cărăușie o profesiune obișnuită. (Troplong, Louage, II. No. 908; Mourlon, III, No. 813; Demante et Colmet de Santerre, VII. No. 237 bis. I, II; Lau-

rent, XXV, No. 520; Huc, X, No. 400; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2471 bis, 2472; Guillouard, Louage, II, No. 739; Alexandresco, IX, p. 279, 280).

5. Pentru transportul mărfurilor expeditorul dă în genere, cărăuşilor o scrisoare de cărat sau de trăsură cu care se dovedeşte contractul. In lipsa acestei scrisori, în materie comercială, proba contractului poate fi făcută prin orice mijloace de dovadă. (Alexandresco, IX, p. 280, 281).

6. Pentru transportul persoanelor pe calea ferată, dovada contractului se face printr'un bilet remis călătorului. (Alexandresco, IX, p. 282).

7. Toate dispoziţiile dela depozit şi sechestru relative la stăpânii de oteluri (art. 1623-1625 c. civ. rom.) încât priveşte paza şi conservarea lucrurilor încredinţate se aplică şi cărăuşilor. (Alexandresco, IX, p. 284 urm.).

8. A se vedea: art. 1623, 1624 şi 1625 din codul civil cu notele respective.

Art. 1474. — Cărăuşii şi căpitanii de corăbii sunt răspunzători nu numai pentru lucrurile ce au încărcat în bastimentul sau carul lor, dar şi pentru acelea ce li s'au remis în port sau în magazinele de depozit, spre a fi încărcate în bastimentul sau carul lor. (Civ. 1000, 1473, 1475, 1476; C. com. 413, 423, 425 urm., 429, 431, 436, 506, 508; Civ. Fr. 1783).

Text. fr. Art. 1783. — Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà leçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur re port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

Bibliografie (continuare).

WEISENGRUEN NICOLAE, *„Culpa delictuală şi accidentele pe C. F. R."*, Curier Jud. 18/1926.

Doctrină.

1. Contractul de transport este un contract consensual şi nesupus niciunei forme speciale. (Alexandresco, IX, p. 280).

2. Contractul de transport poate fi expres sau tacit. (Alexandresco, IX, p. 280).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 1783 c. civ. fr. (1474 c. civ. rom.) contractul de transport este tacit când lucrurile care urmează a fi transportate au fost predate cărăuşului sau prepuşilor săi, fie în bastiment, sau trăsură, fie în port, fie în magaziile de depozit. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2459; Guillouard, Louage, II, No. 740; Alexadresco, IX, p. 280).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Dacă pentru prescripţiunile cu termen lung ordinea publică este în joc în interesul siguranţei proprietăţii şi, prin urmare părţile prin convenţiunile lor n'ar putea să prelungească termenul hotărît de lege, în prescripţiunile de scurtă durată însă care nu sunt propriu zis prescripţiuni ci mai mult forcluziuni sau decăderi, părţile ar putea prin convenţiunea, care are putere de lege între ele, să mărească sau să micşoreze termenul prescripţiunii.

Chiar în ipoteza când prescripţiunile mici ar fi şi ele de ordine publică în sensul că nu s'ar putea mări sau micşora timpul hotărît de lege, totuşi, întru cât în speţă, Direcţia căilor ferate în baza art. 1474 cod. civ., a făcut un regulament prin care ridică la un an timpul prescripţiunii prevăzut în art. 956 cod. com. numai la şase luni, şi deoarece acest regulament este făcut pentru executarea legii C. F. R. pe baza art. 1477 cod. civ., care dă putere de lege regulamentelor faţă cu toţi cetăţenii, urmează că mărirea timpului cerut pentru prescripţiune se poate considera legală.

Această dispoziţiune din regulamentul C. F. R. privitor la prescripţiuni este luată în executarea convenţiei internaţionale dela Berna, la care a aderat şi Statul român şi prin care s'a fixat timpul prescripţiunii la un an, în materie de transport pe toate căile ferate ale Statelor care au aderat la această convenţiune.

Prin ridicarea la un an a prescripţiunii de 6 luni din art. 956 cod com. nici ordinea publică nici interesul general nu sunt întru nimic atinse, deoarece interesul particularilor este mai bine asigurat, timpul prescripţiunii de 6 luni fiind prea scurt.

Afară de acestea, aplicarea prescripţiunei de 6 luni din art. 956 cod. com. ar servi ca o cursă întinsă particularilor cari au avut în vedere regulamentul C. F. R. unde prescripţiunea este de un an.

In speţă, potrivit art. 80 din regulamentul de transport prescripţiunea cererilor de despăgubire derivate din contractele de transport fiind de un an, iar acţiunea recurentului fiind intentată înainte de expirarea

acestui termen, Curtea de fond cu violarea legii şi exces de putere a respins ca prescrisă acţiunea intimatului, pe motiv că s'ar aplica prescripţiunea de 6 luni prevăzută de art. 956 cod. com. (Cas. III, dec. 249 din 2 Martie 1926, Pand. Săptă. 18/1926).

Art. 1475. — Ei sunt răspunzători de pierderea şi stricăciunea lucrurilor încredinţate lor, când ei nu probă că s'au pierdut ori s'au stricat din cauză de forţă majoră sau cazuri fortuite. (Civ. 1080, 1083, 1156, 1222; C. com. 425 urm., 506, 508; Civ. Fr. 1784).

Text. fr. Art. 1784. — Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. Saint-Girons (Ariège), 11 Ianuarie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 109;
CHRISTOFOREANU E. *„Despre acţiunile ce derivă din exercitarea contractului de transport de persoane. Exerciţiul şi prescripţia lor"*, Dreptul 21/1926;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Transport. Accident"*, p. 190, 191; *Observaţie* sub Trib. Dorohoi, 29 Sept. 1925, Pand. Rom. 1925, III, 150;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. I, 2356 din 19 Dec. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 183;
PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas fr. 6 Iulie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 608;
POPOVICI VICTOR, *Notă* sub Trib. Ilfov S. II c. c., 64 din 20 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 177;
RAPAPORT M., *Notă* sub C. Apel Iaşi S. I, 83 din 30 Oct. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 952;
WEISENGRUEN NICOLAE, *„Culpa delictuală şi accidentele pe C. F. R"*, Curier Jud. 18/1926.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1784 c. civ. fr. (1475 c. civ. rom.) responsabilitatea cărăuşului începe din momentul ce i se predă lucrurile ce urmează să fie transportate. (Huc, X, No. 400; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2449, 2506; Alexandresco, IX, p. 282).

2. Cărăuşul răspunde şi de bagajele călătorului când i-au fost încredinţate. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2518; Alexandresco, IX, p. 282, nota 6).

3. Cărăuşul nu poate să stipuleze că nu va răspunde de pierderea bagajelor şi mărfurilor încredinţate, deoarece un debitor nu poate fi scutit ca să-şi îndeplinească obligaţiile sale. (Laurent, XXV, No. 531; Alexandresco, IX, p. 282, nota 6).

4. Cărăuşul va fi exonerat să răspundă când va dovedi că pierderea sau stricăciunea se datoreşte unui caz fortuit sau unui viciu al lucrului sau că şi-a îndeplinit obligaţiunile sale, nefiind în culpă. (Alexandresco, IX, p. 282, 283).

5. Astfel există viciu al lucrului când lucrurile au fost rău împachetate, când animalele erau bolnave, etc. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2540; 2546; Alexandresco, IX, p. 283).

6. Dovada împrejurărilor care exonerează pe cărăuşi de responsabilitate va trebui să fie făcută de ei. (Huc, X, No. 403; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2521; Guillouard, Louage, II, No. 743; Alexandresco, IX, p. 283, 284).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Prejudiciul cauzat călătorului prin un accident de cale ferată, dă naştere în favoarea acestuia la daune rezultând din contractul de transport intervenit conform art. 1475 c. civ., între direcţiunea C. F. R., şi călător, din chiar momentul suirii acestuia în vagon.

Chiar dacă dispoziţiunea art. 1475 c. civ., nu s'ar aplica şi la siguranţa transportului călătorilor, însă conform art. 998 c. civ., Direcţiunea C. F. R., este responsabilă de orice daune aduse călătorilor printr'un accident de cale ferată.

Deşi accidentul s'a produs în stare de războiu, totuşi starea de războiu nu poate fi invocată ca un fapt de forţă majoră, care să exonereze pe transportor de responsabilitate, deoarece în specie, accidentul se datoreşte nu unui fapt de războiu, ci neglijenţei şi neprevederii organelor Direcţiei C. F. R. (Cas. I, 2356 din 19 Decemvrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 183).

2. Contractul de transport fiind de natură comercială, acţiunea în daune pentru accidente este de aceeaşi natură şi apelul trebue introdus în termen de 30 de zile (C. Apel Bucureşti s. III, 76 din 10 Martie 1925, Pand. Săpt. 18 din 1925).

3. Potrivit dispoziţiunilor art. 1475 din codul civil, cărăuşii sunt răspunzători de pierderea şi stricăciunea lucrurilor încredinţate lor, când ei nu probează că s'au

pierdut ori s'au stricat din cauză de forță majoră sau cazuri fortuite.

Principiul cuprins în acest text, nefiind decât aplicarea regulelor de drept comun, după care un debitor, obligat în virtutea unui contract. datorește daune-interese din cauza neexecutării sau executării defectuoase a obligațiunii sale. dacă el nu justifică că neexecutarea este consecința unui caz fortuit sau de forță majoră, el se aplică deopotrivă și la transportul persoanelor, cu toate că în text se vorbește numai de transportul lucrurilor.

Așa fiind, întrucât caracterul contractual al responsabilității cărăușului relativ la accidentele de persoane este admis, acțiunea în daune-interese poate fi exercitată atât de către călătorul însuși, cât și de către moștenitorii săi lezați prin moartea sa. rezultând dintr'un accident, întru cât cărăușul se angajează eventual când se însărcinează cu transportul unei persoane, a repara daunele putând rezulta pentru această persoană sau pentru moștenitorii săi, din accidentul ce s'ar întâmpla. (Trib. Dorohoi, ședința din 29 Septemvrie 1923, Pand. Rom. 1925, III, 150).

4. Responsabilitatea cărăușului pentru transportul de persoane este contractuală. Cu toate acestea acțiunile derivând din asemenea transporturi nu sunt supuse prescripțiunii de 6 luni prevăzută de art. 956 cod. com. ci prescripției de 10 ani prevăzută de art. 947 cod. com., deoarece art. 956 cod. com. se ocupă numai de transporturi de lucruri sau mărfuri iar nu și de persoane.

In transporturile de persoane se încheie între călători și cărăuși un contract de transport în virtutea căruia cărăușul este obligat a transporta pe călător teafăr la destinație și într'un timp determinat.

In caz de accident. cărăușul este responsabil în baza dispozițiunilor art. 1475 cod. civ. și 425 cod. com.. afară de cazul dacă accidentul a provenit din caz fortuit sau forță majoră. când este exonerat.

Nu poate constitui forță majoră și deci nu poate scuza pe căruș faptul aglomerării pasagerilor și supraîncărcării trenului, deoarece acesta constitue un obstacol, care poate fi înlăturat și ale cărui consecinte se pot prevedea și deci evita. (C. Ap. Iași, I, dec. 83 bis din 30 Octomvrie 1925, Dreptul 18/1926).

5. In materie de transport de persoane, cărăușului îi incumbă o răspundere contractuală, întru cât între acesta și călător există o atare legătură juridică prin care cărăușul își ia obligațiunea, ca într'un anumit timp, să ducă pe călător la destinație sănătos și nevătămat „sain et sauf".

Fiind stabilit acest fundament juridic al cărăușului înseamnă că-i incumbă răspunderea numai prin simplul fapt că nu și-a îndeplinit obligațiunea sa, fără a mai fi nevoie de a se face dovada culpei sale, întru cât el a călcat o obligațiune contractuală pe care și-a luat-o atunci când a eliberat călătorului biletul de călătorie; aceasta fiind obligațiunea pur și simplu a dreptului comun în materie de obligațiune contractuală. rezultă de aci că incumbă cărăușului sarcina de a dovedi liberațiunea sa, iar aceste cauze de liberațiune, sunt strict limitate de art. 1475 c. c., adică forța majoră și cazurile fortuite. Prin urmare, atunci când călătorul este victima unui accident, el nu are de a probă decât numai că accidentul s'a întâmplat în cursul transportului

Cât privește prescripția de 6 luni a acțiunilor contra cărăușilor derivând din contractul de transport. prevăzută în dispozițiunile art. 956 c. com. ea nu se referă decât la transportul de lucruri, și nu poate fi întinsă prin analogie la transportul de persoane. Urmarea va fi că se va aplica prescripția dreptului comun. Rezultă de altfel și din interpretarea alineatului final al art. 956 că legiuitorul n'a avut în vedere decât transportul de lucruri.

Accidentele de tren petrecute în cursul războiului pot să dea loc la o acțiune în daune independent de dreptul la pensie, prevăzut de legea publicată în Monitorul Oficial No. 119 din 2 Septemvrie 1920. (Trib. Ilfov s. II c. civ. 64 din 20 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II. 177).

6. *a)* Capturarea unui transport de mărfuri de către inamic. e un fapt ce nu se poate imputa Dir. C. F. R. Proba acestui fapt se poate face prin prezumpții și martori.

b) Atunci când un caz de forță majoră împiedecă efectuarea unui transport. Dir. C. F. R.. trebue scoasă din culpă. (Cas. III, 269 din 8 Martie 1926. Pand. Săpt. 29/1926).

7. Și bagajele de mână și bagajele predate presupun încheierea prealabilă a unui contract de transport a persoanei proprietarului lor. Condițiunea lor juridică însă nu e în toate identică. Intr'adevăr. faptul că bagajele de mână sunt luate de călător cu el în vagon și trebuesc priveghiate de dânsul, și împrejurarea că bagajele predate sunt încredințate. sub luare de recepisă, organelor administrațiunii Căilor ferate, spre a fi transportate. sub privegherea lor, în vagon deosebit, arată că acestea din urmă fac obiectul unui contract de transport de lucruri distinct, grefat însă pe contractul de transport al persoanei proprietarului. pe când bagajele de mână, neluate în primire de organele Căilor ferate. și necunoscute dar acestora în existența și importanța lor, rămân în afara legăturii contractuale de transport de persoane. dintre proprietarul căruia aparțin și Calea ferată.

Din această deosebire, rezultă că în caz de pierdere, responsabilitatea Direcțiunii Căilor Ferate pentru bagajele predate este contractuală. așa cum de altfel art. 1475 c. civ. și art. 425 c. com. prescriu, pe când răspunderea numită pentru bagajele de mână, nu poate fi decât delictuală, în cazurile de culpă sau neglijență stipulate de art. 998 și 999 c. civ. Și atunci, dovada ca-

zului fortuit sau a forței majore care suprimă responsabilitatea contractuală a cărăușului incumbă acestuia (art. 425 c. com.), pe când neglijența sau culpa care naște responsabilitatea delictuală a cărăușului, călătorul păgubit trebue să o dovedească. (Trib. Ilfov secția I com. Sentința No. 524 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 862).

Art. 1476. — Intreprinzătorii de transporturi publice pe uscat și pe apă trebue să țină un registru de bani, de efectele și pachetele cu cari se însărcinează. (Civ. 1191, 1198, 1474, 1621; C. com. 22, 425 urm., 431, 510; L. Timbr. 17 § 6; Civ. Fr. 1785).

Text. fr. Art. 1785. — Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1785 c. civ. fr. (1476 c. civ. rom.) dovada predării obiectelor cărăușului, se mai poate face prin registrele acestuia, afară dacă el nu dovedește că nu i s'au încredințat lucrurile înscrise în registre. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2470; Guillouard, Louage, II, No. 741; Alexandresco, IX, p. 281).

2. Contra registrelor nu se admite dovada cu martori decât atunci când împrejurări grave ar face alegațiunea cărăușului admisibilă. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2470; Guillouard, Louage, II, No. 741; Alexandresco, IX, p. 281, nota 3; Contra: Troplong, Louage, II, No. 956).

Art. 1477. — Intreprinzătorii de transporturi și de trăsuri publice, cum și patronii bastimentelor mai sunt supuși și la regulamentele particulare cari au putere de lege între dânșii și ceilalți cetățeni. (Civ. 1476; C. com. 413, 441, 514, 515, 530; C. p. 300 § 4, 389 § 2, 3; Civ. Fr. 1786).

Text. fr. Art. 1786. — Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques et navires, sont en outre assujettis à des réglements particuliers, qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

Doctrină.

1. Regulamentele de care vorbește art. 1786 c. civ. fr. (1477 c. civ. rom.) sunt întocmite în mod principal în scopul siguranței publice și a conservării drumurilor mari, așa încât ele nu aparțin dreptului civil. (Dalloz. Rép., Louage d'ouvrage et d'industrie, No. 84; Comp: Alexandresco, IX, p. 286, 287).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In materie de transporturi pe C. F. R. prescripția a fost ridicată dela 6 luni la un an. (Cas. III, 249 din 2 Martie 1926, Pand. Săpt. 18 din 1926).

Art. 1478. — Când se comite[1]) cuiva facerea unui lucru, se poate stipula ca el să pună numai lucrul său sau meseria sa, sau să procure și materia. (Civ. 509, 1191, 1198, 1413, 1470, 1479 urm.; C. com. 491; Civ. Fr. 1787).

Text. fr. Art. 1787. — Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C. *„Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil“*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

1) Aci *„comite“*, are înțelesul de *„a dà“*.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Contractul de întreprindere este o locaţiune a lucrărilor în care locatorul se obligă să facă o operă determinată prin mijlocul unei munci mecanice, artistice. ştiinţifice sau literare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 371 bis, p. 512; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage et d'industrie, No. 85; Suppl., Louage, d'ouvrage et d'industrie, No. 56; Planiol, II, 1897).

2. Acest contract se deosebeşte de locaţiunea de servicii deoarece în acestea din urmă, lucrătorul, amploiatul sau servitorul îşi închiriază munca sa, care i se va plăti după durata ei, pe când în cel dintâi întreprinzatorul de lucrări se obligă să facă o lucrare care i se va plăti după valoarea ei. (Duranton, XVII, No. 248; Duvergier, Louage, IV, No. 333; Troplong Louage, II, No. 960; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 85; Supp., Louage d'ouvrage, No. 57; Planiol, II, No. 1898; Alexandresco, IX, p. 293).

3. Contractul de întreprindere are un caracter diferit după cum lucrătorul se obligă să procure numai munca sau industria sa sau să procure şi materia. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 59; Alexandresco, IX, p. 293, 294).

4. In cazul când locatorul se obligă să procure numai munca sau industria sa, contractul va fi o locaţiune pură şi simplă. (Dalloz Rép., Louage d'ouvrage, No. 88; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 59).

5. In cazul când locatorul se obligă să procure şi materia, după o părere, contractul va fi o locaţiune. (Duranton, XVII, No. 250; Duvergier. Louage, IV, No. 335; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage. No. 88).

6. După a doua părere, până la predarea lucrării raporturile între părţi vor fi guvernate de regulele dela locaţiune iar după predare, aceste raporturi vor fi guvernate de regulele dela vânzare. (Mourlon, III, No. 818; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, text şi nota 2. p. 525).

7. După a treia părere, acest contract constitue o vânzare. (Troplong, Louage, II, No. 962 urm.; Marcadé. Art. 1787-1791, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 241 bis. I; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage No. 88; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 59; Laurent, XXVI, No. 5; Huc, X, No. 6, 413; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2872; Guillouard, Louage, II, No. 772 urm.; Planiol, II, No. 1902; Alexandresco, IX, p. 294).

8. In această părere contractul va fi o vânzare numai dacă materia procurată de lucrător constitue partea principală iar nu este numai un accesoriu al muncii; în cazul contrar contractul va fi o locaţiune. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 86; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 61; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2870).

9. Astfel, constitue o locaţiune de industrie iar nu o vânzare, contractul prin care un antreprenor se obligă să construiască o casă, cu materialele sale, pe un loc pe proprietatea acelui pentru care face construcţia. (Marcadé, Art. 1787 urm., No. 1; Baudry et Wahl. Louage, II, No. 2874; Guillouard, Louage, II, No. 775).

10. Pentru formarea contractului de întreprindere se cere aceleaşi condiţiuni esenţiale ca şi la formarea convenţiunilor în general. (Dalloz. Rép., Louage d'ouvrage, No. 9; Comp.: Alexandresco, IX. p. 297).

11. Pentru valabilitatea contractului de întreprindere nu se cere o formă specială, el putând fi făcut chiar verbal. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 9; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 65; Baudry et Wahl, Louage. II. No. 2886: Guillouard, Louage. II. No. 779, 815; Alexandresco, IX, p. 296).

12. Dovada contractului de întreprindere se va face potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 9; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 65; Baudry et Wahl. Louage. II, No. 2886, 2888; Alexandresco, IX, p. 296).

13. Prima obligaţie a locatorului este de a face lucrarea cu care a fost însărcinat fie personal, când lucrarea i-a fost încredinţată din cauza talentului său personal, fie prin alţii când nu s'a avut în vedere talentul său personal. (Larombière, Obligations, Art. 1122, No. 17, 18: Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 12, 93, 94; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3059; Guillouard, Louage, II, No. 818; Comp., Contra: Huc, X, No. 417).

14. A doua obligaţie a locatorului este de a executa lucrarea la termenul convenit, căci în caz de întârziere va datori daune-interese, dacă a rezultat un prejudiciu. (Dalloz. Rép., Louage d'ouvrage, No. 13; Suppl.. Louage d'ouvrage. No. 82; Baudry et Wahl, Louage, II. No. 2897: Guillouard, Louage. II. No. 816; Alexandresco, IX, p. 297).

15. Dacă însă întârzierea nu-i este imputabilă, locatorul nu va fi condamnat la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 82; Baudry, et Wahl, Louage. II, No. 2899; Guillouard, Louage, II, No. 816; Alexandresco, IX, p. 298).

16. A treia obligaţie a locatorului este să facă lucrarea după regulele de artă, căci în caz contrar este obligat a repara greşelile şi dacă s'a cauzat un prejudiciu

să plătească daune-interese. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage. No. 96; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 83).

17. A patra obligație a locatorului este ca atunci când materia este dată de locatar sau stăpân, să o întrebuințeze și să o conserve în bune condițiuni, așa încât dacă el o deteriorează sau execută prost lucrarea, să fie obligat să plătească valoarea sau să procure o altă materie de aceeași calitate. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 14, 97).

18. Locatorul nu este răspunzător de deteriorarea materiei provenite dintr'un viciu al ei. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 14).

19. Prima obligație a locatarului sau stăpânului este de a pune pe locator în situațiunea de a putea să execute lucrarea cu care a fost însărcinat. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 99; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 84; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2970 urm.; Guillouard, Louage, II, No. 820).

20. A doua obligație a locatarului sau stăpânului este de a plăti prețul lucrării. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage. No. 99).

21. Plata prețului se va face la terminarea lucrării, afară de cazul când s'a convenit altfel. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 99; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 62; Huc, X, No. 418; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3018; Guillouard, Louage, II. No. 821).

22. Până la plata prețului, locatorul are dreptul de retenție asupra lucrului făcut. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 256 bis, p. 116; Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 62; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3022; Guillouard, Louage, II, No. 776).

Art. 1479. — Când lucrătorul dă materia, dacă lucrul piere fie în orice chip, înainte însă de a se fi trădat, dauna rămâne în sarcina sa, afară numai dacă comitentele a întârziat de a-l primi. (Civ. 1014, 1018, 1044, 1079, 1081, 1102, 1156, 1300, 1316, 1319, 1480, 1481; Civ. Fr. 1788).

Text. fr. Art. 1788. — Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C. *„Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Lucrătorul care a procurat materia rămâne proprietarul lucrului ce i s'a comandat până ce l-a terminat și l-a predat. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 67; Alexandresco, IX, p. 300).

2. Dacă înainte de predare, lucrul piere, piederea va fi suportată de lucrător, fără a se cerceta dacă a fost sau nu în culpă, deoarece până la această dată el este proprietarul lucrului. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 241 bis, II, III; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 124; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 66; Laurent, XXVI, No. 6; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2873; Guillouard, Louage. II, No. 781; Planiol, II, No. 1294; Alexandresco, IX, p. 300).

3. Regulele prevăzute de art. 1788-1790 c. civ. fr. (1478-1480 c. civ. rom.) guvernează întreprinderile de construcții precum și orice alte lucrări. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, p. 527; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 127; Suppl.. Louage d'ouvrage, No. 81; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2910; Guillouard, Louage, II, No. 833; Alexandresco, IX, p. 302).

4. Dispozițiile art. 1788—1790 codul cicivil francez (1478—1480 codul civil rom.) după o părere își găsesc aplicațiunea fie că edificiul a fost construit pe terenul procurat de întreprinzător, fie de terț, fie că pierderea a fost cauzată printr'un caz fortuit ordinar, sau prin un caz fortuit extraordinar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, nota 4. p. 527; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 127; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 81; Laurent, XXVI, No. 7; Huc, X, No. 414; Baudry et Wahl. Louage. II, No. 2911; Guillouard, Louage. II, No. 782).

5. După altă părere, dispozițiile acestor articole nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când antreprenorul construește o clădire cu materialele sale pe un teren al terțului, în acest caz pierderea privind pe proprietarul

pământului la care s'au încorporat materialele (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 127; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 81; Guillouard, Louage, II, No. 814).

6. Dispozițiile art. 1788 c. civ. fr. (1479 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicația la întreprinzătorii de lucrări publice (Dalloz, Rép., Travaux publics, No. 504 urm.; Suppl., Travaux publics, No. 649 urm.).

7. In cazul când lucrătorul procură în același timp munca sa și materia, evenimentul care trece riscurile din sarcina sa în sarcina stăpânului sau locatarului, nu este predarea propriu zisă a lucrării, deși aceasta pare să reiasă din art. 1788 c. civ. fr. (1479 c. civ. rom.), ci verificarea sau recepția lucrării de către el, cu toate că nu i-a fost încă predată. (Mourlon, III, No. 818; Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 74; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2904; Guillouard, Louage, II, No. 791; Alexandresco, IX, p. 300; Contra: Laurent, XXVI, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 241 bis, III).

8. Cu toate acestea deși proprietarul a recepționat sau verificat lucrarea, după o părere, lucrătorul rămâne obligat să garanteze pe proprietar de viciile ascunse ale lucrului, ca orice vânzător, deoarece a procurat materia. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, p. 528; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 137; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 77).

9. După altă părere, după recepțiunea lucrării, lucrătorul este descărcat de responsabilitatea viciului ascuns în ceea ce privește lucrurile mobile. (Laurent, XXVI, No. 16; Guillouard, Louage, II, No. 793).

10. Potrivit dispozițiilor art. 1788 c. civ. fr. (1479 c. civ. rom.) din momentul ce proprietarul a fost pus în întârziere să primească lucrul, lucrătorul este descărcat de orice risc. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 124; Alexandresco, IX, p. 300).

Art. 1480. — Când meseriașul pune numai lucrul său, sau industria sa, dacă lucrul piere, dauna nu cade în sarcina lui decât numai dacă va fi urmat din culpa sa. (Civ. 998, 999, 1156, 1481; Civ. Fr. 1789).

Text. fr. Art. 1789. — Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périer, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C. „*Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil*", Pand. Rom. 1925, IV, 50.

Doctrină

1. Potrivit dispozițiilor art. 1789 c. civ. fr. (1480 c. civ. rom.) în cazul când meseriașul pune numai lucrul său sau industria sa, dacă lucrul piere prin caz fortuit, pierderea, în principiu, este în sarcina proprietarului care a procurat materia. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 68; Alexandresco, IX, p. 300).

2. Dacă însă pierderea a avut loc din culpa lucrătorului, ea va fi în sarcina sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 68; Alexandresco, IX, p. 300).

3. Dovada că lucrul a pierit fără greșeala sa se va face de lucrătorul care se pretinde liberat. (Duvergier, Louage, IV, No. 341; Troplong, Louage, II, No. 987; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 243 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 308-3°, p. 104; Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 133; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 69; Laurent, XXVI, No. 9; Huc, X, No. 415; Baudry et Wahl, II, No. 2909; Guillouard, Louage, II, No. 787; Planiol, II, No. 1924).

4. Lucrătorul va dovedi numai că pierderea a fost cauzată printr'un caz fortuit sau de forță majoră. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 243 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 308-3°, p. 104; Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 71).

5. Proprietarul va trebui să dovedească culpa lucrătorului, după ce acesta va fi probat cazul fortuit sau de forță majoră. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 71).

6. In cazul când lucrătorul pretinde că pierderea a fost cauzată de un caz fortuit sau de forță majoră care prin el însuși nu exclude greșeala, cum ar fi furtul, incendiul, el va trebui să stabilească și lipsa de culpă din partea sa. (Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 133; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 71; Huc, X, No. 415; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2909; Guillouard, Louage, II, No. 787; Planiol, II, No. 1924).

7. Lucrătorul este responsabil chiar dacă lucrul a pierit prin caz fortuit sau de forță majoră, dacă a fost pus în întârziere să predea lucrul. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 130).

Art. 1481 — In cazul art. precedent, dacă lucrul piere, deşi fără culpa lucrătorului, înainte însă de a fi fost trădat şi fără ca comitentul să fi întârziat de a-l verifica, meseriaşul nu are nici un drept de a pretinde salariul său, afară numai când lucrul a pierit din cauza unui viţiu al materiei. (Civ. 1079, 1156, 1483; Civ. Fr. 1790).

Text. fr. Art. 1790. — Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, a moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

Doctrină

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1790 c. civ. fr. (1481 c. civ. rom.) lucrătorul suportă, în principiu, pierderea muncii sale, deoarece el nu poate pretinde salariul muncii ce a procurat-o asupra lucrului care a pierit. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 1790; Alexandresco, IX, p. 301).

2. Dacă însă proprietarul era pus în întârziere de a verifica lucrarea, el va suporta pierderea muncii pricinuită de lucrător, care va avea deci dreptul să pretindă plata salariului. (Duranton, XVII, No. 250; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 134; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 68; Laurent, XXVI, No. 7; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2907; Guillouard, Louage, II, No. 788).

3. Când pierderea prin caz fortuit are loc după ce proprietarul a primit lucrarea, lucrătorul are dreptul să pretinde salariul său. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 138; Suppl., Louage, d'ouvrage, No. 68).

4. Potrivit dispoziţiilor art. 1790 c. civ. fr. (1481 c. civ. rom.) proprietarul va trebui să plătească salariul lucrătorului în cazul când lucrul a pierit din cauza unui viciu al materiei. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 68, 73; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2906: Alexandresco, IX, p. 301).

5. Dacă însă lucrătorul a cunoscut viciul materiei în momentul când a primit-o sau a trebuit să-l cunoască din cauza experienţei sale profesionale, proprietarul nu va fi obligat să plătească salariul lucrătorului, dacă lucrul piere. (Duranton, XVII, No. 251; Duvergier. Louage, IV, No. 342; Mourlon. III, No. 820: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, text şi nota 8, p. 527; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 131; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 73; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2906: Guillouard, Louage, II, No. 790; Alexandresco, IX, p. 301).

Art. 1482. — Când e vorba de un lucru ce se măsoară, sau care are mai multe bucăţi, verificaţiunea se poate face în părţi, şi se presumă făcută pentru toate părţile plătite, dacă comitentul plăteşte lucrătorului în proporţiunea lucrului făcut. (Civ. 1200, 1202; Civ. Fr. 1791).

Text. fr. Art. 1791. — S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties : elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

Doctrină

1. Dispoziţiunile art. 1791 c. civ. fr. (1482 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea atât în cazul când lucrătorul procură materia, cât şi în cazul când el nu procură decât munca sa. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 134).

2. Dispoziţiunile art. 1791 c. civ. fr. (1482 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea când este vorba de o întreprindere făcută în bloc pentru construirea sau facerea totală a lucrării. (Duvergier. Louage, IV, No. 346; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 134; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2973; Guillouard, Louage, II, No. 795).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 1791 c. civ. fr. (1482 c. civ. rom.) când verificarea lucrării se face în părţi, pe măsură ce fiecare parte este verificată, riscurile trec asupra proprietarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 76; Alexandresco, IX. p. 299, nota 4).

4. In cazul când este vorba de un lucru ce se măsoară sau care are mai multe bucăţi, lucrătorul poate pune în întârziere pe

proprietar să verifice măsurile sau bucăţile terminate pentru a se descărca astfel în parte de responsabilitate. (Duvergier, Louage, IV, No. 346; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 135; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2973; Guillouard, Louage, II, No. 795).

5. Potrivit dispoziţiilor art. 1791 c. civ. fr. (1482 c. civ. rom.) verificarea se prezumă făcută pentru toate părţile plătite dacă proprietarul plăteşte lucrătorului în proporţiunea lucrului făcut. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 76; Alexandresco, IX, p. 299, nota 4).

6. In cazul când proprietarul plăteşte în cursul facerii lucrului aconturi, fără nicio legătură cu părţile terminate, aceste plăţi nu pot fi considerate ca părţi plătite. (Duranton, XVII, No. 254; Duvergier, Louage, IV, No. 345; Troplong, Louage, II, No. 990; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, text şi nota 8, p. 527; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 134; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 76; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2972; Guillouard, Louage, II, No. 792; Alexandresco, IX, p. 299, nota 4).

Art. 1483. — Dacă, în curs de zece ani, număraţi din ziua în care s'a isprăvit clădirea unui edificiu sau facerea unui alt lucru însemnător, unul ori altul se dărâmă în tot ori în parte, sau ameninţă învederat dărâmare, din cauza unui viţiu de construcţiune sau a pământului, întreprinzătorul şi arhitectul rămâne răspunzător de daune [1]. (Civ. 998, 999, 1002, 1479, 1481, 1484, 1737 § 4 şi 5, 1742, 1885, 1890, 1902; Civ. Fr. 1792; Civ. Ital. 1639 § 1).

Text fr. Art. 1792. — Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les arhitecte et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans.

Text. Ital. Art. 1639 § 1. — Se nel corso di dieci anni dal giorno in cui fu compiuta la fabricazionne di un edifizio *o di altra opera notabile*, l'uno o l'altra rovina in tutto od in parte, o presenta evidente pericolo di rovinare per difetto di costruzione o per vizio del suolo, l'architetto e l'imprenditore ne sono responsabili.

Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub Trib. Versailles S. I, 17 Dec. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 851;
TONEANU N. C. *„Contractul de construcţiune navală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Cuvintele: „sau facerea unui alt lucru însemnător" din art. 1483 c. civ., nu există în textul art. 1792 c. civ. fr. corespunzător, ci sunt adăugate de legiuitorul român după art. 1639 din codul civil italian. (Alexandresco, IX, p. 302, nota 5, 303, nota 1).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1792 c. civ. fr. (1483 c. civ. rom.) şi ale art. 2270 c. civ. fr. (1902 c. civ. rom.) arhitecţii şi antreprenorii de clădiri sau de alte lucrări însemnate sunt răspunzători timp de zece ani din ziua în care s'a isprăvit clădirea sau lucrarea, fie că preţul este fixat sau altfel. (Alexandresco, IX, p. 304, 305).

3. Antreprenorii de lucrări publice sunt răspunzători ca orice antreprenori, însă nu răspund în general, de viciile pământului, deoarece lucrările publice sunt conduse de oameni speciali, cari mai niciodată nu s'ar conforma obiecţiunilor antreprenorului. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2930; Guillouard, Louage, II, No. 858; Alexandresco, IX, p. 304, nota 1).

4. Prin lucrări însemnătoare se înţeleg

1) Art. francez corespunzător 1792 are o redacţiune diferită. Legiuitorul român a adăugat unele expresiuni după art. 1639 din Codul Civil Italian.

lucrări mai mari cum sunt: un pod, o șosea, un zăgaz sau o iezetură pentru a opri năvălirea apei, o cale ferată, etc. (Alexandresco, IX, p. 304 text și nota 3; Comp: Huc, X, No. 423; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2945).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran care lucrări sunt însemnate. (Alexandresco, IX, p. 304, nota 2).

6. Responsabilitatea prevăzută de art. 1792 c. civ. fr. (1483 c. civ. rom.) se aplică și la reparațiile de oarecare însemnătate. (Planiol, II, No. 1910; Alexandresco, IX, p. 304, nota 2).

7. Pentru existența responsabilității arhitectului sau antreprenorului, trebuește ca dărâmarea totală sau parțială a lucrului să se datorească unui viciu de construcție, viciului pământului sau viciului materialului întrebuințat. (Alexandresco, IX, p. 305, 306).

8. Arhitectul este răspunzător chiar dacă a arătat proprietarului viciile pământului și totuși acesta a cerut să se facă construcția, deoarece arhitectul este în culpă căci nu trebuia să asculte pe proprietar care este profan în chestiunii de construcție. (Marcadé, Art. 1792, No. 1; Laurent, XXVI, No. 33; Troplong, Louage, II, No. 996; Planiol, II, No. 1916; Alexandresco, IX, p. 305, nota 3; Contra: Duranton, XVII, No. 255; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, VI, p. 316, 317).

9. In cazul când o clădire s'a distrus în termenul de zece ani, după o părere, arhitectul sau antreprenorul este presupus în culpă, el trebuind să dovedească că distrugerea se datorește unei alte cauze, cum ar fi un cutremur. (Marcadé, Art. 1792, No. 1).

10. După altă părere dominantă, nu există prezumpțiune de culpă, ci proprietarul va trebui să dovedească cauza distrugerii. (Laurent, XXVI, No. 31; Huc, X, No. 425; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2941; Planiol II, No. 1915; Alexandresco, IX, p. 306).

11. Dacă antreprenorul face o lucrare fără arhitect, el răspunde în aceleași condiții ca și arhitectul, ale cărui funcțiuni le exercită. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2934; Alexandresco, IX, p. 306; Comp. contra: Guillouard, Louage, II, No. 853).

12. Dacă antreprenorul lucrează sub ordinele unui arhitect, el nu răspunde în general, decât pentru neexecutarea planului și de executarea rea a lucrărilor, însă arhitectul răspunde de vițiile planului. (Alexandresco, IX, p. 307).

13. In cazul când clădirea se dărâmă înainte de zece ani dela terminarea ei, după o părere, proprietarul va putea să exercite acțiunea sa contra antreprenorului și arhitectului, timp de treizeci ani din ziua dărâmării. (Duranton, XVII, No. 455, Marcadé, Art. 1792, No. 1; Troplong, Louage II, No. 1006 urm.; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 245 bis, V, urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, text și nota 30, p. 533; Laurent, XXVI, No. 57 urm.).

14. După altă părere. acțiunea chiar va trebui să fie introdusă în cursul celor zece ani dela terminarea clădirii. (Mourlon, III, No. 825; Guillouard, Louage, II, No. 868; Planiol II, No. 1914; Alexandresco, IX, p. 308).

15. Dispozițiile art. 1792 c. civ. fr. (1483 c. civ. rom.) și ale art. 2270 c. civ. fr. (1902 c. civ. rom.) se aplică numai la imobile iar nu și la lucruri mobile. (Troplong, Louage, II, No. 991; Laurent. XXVI, No. 16; Huc, X, No. 416; Baudry et Wahl, Louage. II, No. 2946; Guillouard Louage, II, No. 793 866; Alexandresco, IX, p. 308).

16. După o părere, dispozițiile art. 1792 c. civ. fr. (1483 c. civ. rom.) interesează ordinea publică și părțile nu pot deroga dela responsabilitate. (Troplong, Louage, II, No. 995; Marcadé Art. 1792, No. 1; Laurent. XXVI, No. 51).

17. După altă părere, arhitecții și antreprenorii nu se pot sustrage decât dela responsabilitatea ce rezultă din culpa lor ușoară. (Baudry et Wahl, Louage. II. No. 2942; Alexandresco, IX, p. 309.

Art. 1484. — Intreprinzătorul sau arhitectul care s'a însărcinat a da gata un edificiu, după un plan statornicit și desbătut cu comitentul, nu poate cere nicio sporire de plată, nici sub pretext de scumpire a muncii manuale ori a materialelor, nici sub pretext că s'a făcut la planul zis schimbări și adăugiri, dacă aceste adăugiri și schimbări n'au fost în scris aprobate și prețul lor defipt cu comitentul. (Civ. 1206, 1208, 1737 § 4, 1742; C. com. 491; Civ. Fr. 1793).

Text fr. Art. 1793. — Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces chan-

gements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le propriétaire.

Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C. *„Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil"*, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Potrivit dispozițiilor art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) dacă un arhitect sau un antreprenor s'a însărcinat a face un edificiu după un plan statornicit și desbătut cu proprietarul și pentru o sumă fixă și determinată, el nu mai poate cere niciun spor de plată, nici sub cuvânt de sporire a prețului muncii și a materialului, nici sub cuvânt că s'a făcut schimbări și adause la plan, dacă aceste schimbări și adause nu au fost aprobate printr'un act scris și prețul lor hotărît între arhitect sau antreprenor și proprietar. (Alexandresco, IX, p. 311, 312).

2. De asemenea, nici proprietarul nu are dreptul să ceară o scădere din preț sub cuvânt că munca sau materialele s'au ieftinit. (Huc, X, No. 429; Alexandresco, IX, p. 311, nota 2).

3. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, la executarea oricărei lucrări dată în anteprizā, deși textul vorbește numai de clădirea unui edificiu. (Marcadé, Art. 1792, 1793, No. 2; Guillouard, Louage, II, No. 887; Alexandresco, IX, p. 311, text și nota 1; Contra: Laurent, XXVI, No. 70; Baudry, et Wahl, Louage, II, No. 3011).

4. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) au de scop să împiedece dolul și manoperile antreprenorului, pentru a nu pretexta o schimbare a planului, spre a susține că contractul nu mai poate fi executat cu privire la preț. (Alexandresco, IX, p. 311, 312).

5. Antreprenorul sau arhitectul nu poate dovedi noua convenție decât prin act scris, iar nu prin mărturisirea și nici chiar prin jurământul proprietarului. (Duranton, XVII, No. 256; Duvergier, Louage, IV, No. 366; Mourlon, III, No. 827; Marcadé, Art. 1792, 1793, No. 2; Troplong, Louage, II, No. 1018; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 246 bis, IV; Laurent, XXVI, No. 67; Huc, X, No. 429; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3007; Guillouard, Louage, II, No. 890; Alexandresco, IX, p. 312).

6. După ce convenția privitoare la schimbări și adause va fi fost dovedită prin act scris, prețul acelor schimbări și adause va putea fi dovedit prin orice probă potrivit dreptului comun. (Duranton, XVII, No. 256; Duvergier, Louage, IV, No. 366; Mourlon, III, No. 827; Troplong, Louage, II, No. 1019; Marcadé, Art. 1792, 1793, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 246 bis, IV; Laurent, XXVI, No. 68; Huc, X, No. 429; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3007; Guillouard, Louage, II, No. 890; Alexandresco, IX, p. 312).

7. Cu toate că în lipsa unei convenții scrise modificatoare arhitectul sau antreprenorul nu poate cere o sporire de preț, totuși, ei au în contra proprietarului acțiunea de in rem verso, după dreptul comun. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3009; Alexandresco, IX, p. 313; Contra: Huc, X, No. 429; Guillouard, Louage, II, No. 891).

8. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) se aplică și în materie de lucrări publice. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3014; Guillouard, Louage, II, No. 893; Alexandresco, IX, p. 313).

9. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când antreprenorul sau arhitectul a lucrat cu materialele proprietarului, când și în cazul când a lucrat cu materialele sale proprii. (Duvergier, Louage, IV, No. 369; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3013; Alexandresco, IX, p. 313, nota 2; Contra: Troplong, Louage, II, No. 1022; Guillouard, Louage, II, No. 889).

10. Dispoziția excepțională a art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea numai când a existat un plan aprobat de el, așa încât dacă nu a existat un asemenea plan, chiar dacă a fost hotărît prețul lucrului de mai înainte, consimțimântul proprietarului va putea fi dovedit conform dreptului comun. (Laurent, XXVI, No. 71; Huc, X, No. 427; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3010; Guillouard, Louage, II, No. 887; Alexandresco, IX, p. 313).

11. Planul putând fi și verbal, el poate fi stabilit de părți potrivit dreptului comun. (Baudry et Wahl, Louage, II. No. 3010; Guillouard, Louage, II, No. 887; Alexandresco, IX, p. 313).

12. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484

c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea când prețul lucrurilor nu a fost hotărît de mai înainte, ci urmează să fie fixat după natura și însemnătatea lor. (Troplong, Louage, II, No. 1021; Marcadé, Art. 1793, No. 2; Alexandresco, IX, p. 313).

13. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea între antreprenorul principal și subantreprenorii sau lucrătorii săi. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3071; Guillouard, Louage, II, No. 888; Alexandresco, IX, p. 313, 314).

14. Dispozițiile art. 1793 c. civ. fr. (1484 c. civ. rom.) își găsesc aplicație, în virtutea art. 1799 c. civ. fr. (1489 c. civ. rom.) și lemnarilor, zidarilor și altor lucrători care au făcut un contract de antrepriză cu un preț determinat. (Alexandresco, IX, p. 314).

Art. 1485. — Contractul de locațiune a lucrărilor se desființează cu moartea meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului. (Civ. 1094, 1440, 1486; C. com. 492; Civ. Fr. 1795).

Text. fr. Art. 1795. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'arhitecte ou entrepreneur.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Potrivit dispozițiilor art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) contractul da locațiune a lucrărilor se desființează cu moartea lucrătorului, arhitectului sau întreprinzătorului. (Marcadé, Art. 1794 urm. No. 1; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 170; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 78; Huc, X, No. 431; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3075; Planiol, II, No. 1908; Alexandresco, IX, p. 318).

2. Dispozițiile art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la toate genurile de locațiune a lucrărilor. (Troplong, Louage, II, No. 1034; Larombière, Obligations, Art. 1122, No. 13; Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 170; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3075; Guillouard, Louage, II, No. 792; Alexandresco, IX, p. 318, 319).

3. Dispozițiile art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea, în general, la locațiunea serviciilor pentru transportul persoanelor sau mărfurilor. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 173).

4. Dispozițiile art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, după o părere, atât în cazul când lucrătorul a procurat numai munca sa, cât și în cazul când a procurat pe lângă munca sa și materia. (Duvergier, Louage, IV, No. 335; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, p. 528; Dalloz, Rép., Suppl, Louage, d'ouvrage, No. 79: Laurent, XXVI, No. 21; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3077; Guillouard, Louage, II, No. 800; Alexandresco, IX, p. 319).

5. După altă părere, dispozițiile art. 1795 codul civil francez (1485 codul civ român), nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când lucrătorul procură și materia odată cu munca sa, deoarece în acest caz nu este locațiune, ci vânzarea unui lucru viitor așa încât moștenitorii lucrătorului vor fi ținuți a executa obligația autorului lor. (Troplong, Louage, II, No. 1044; Larombière. Obligations, Art. 1122, No. 20; Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 178).

6. După această a doua părere, dacă confecționarea lucrului viitor cere lucrul personal al lucrătorului, dispozițiile acestui articol își găsesc aplicațiunea. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 178).

7. Dispozițiile art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) își găsesc aplicația la întreprinderea de lucrări publice. (Dalloz. Rép., Travaux publics No. 725 urm.).

8. In cazul când o construcție este dirijată de un arhitect și executată de un antreprenor, moartea arhitectului nu aduce desființarea contractului făcut cu antreprenorul. De asemenea, și moartea antreprenorului nu aduce desfintarea contractului făcut cu arhitectul. (Dalloz. Rép., Louage, d'ouvrage, No. 175).

9. Desființarea contractului, în caz de moarte a lucrătorului, a arhitectului sau antreprenorului, poate fi cerută atât de moștenitorii acestora cât și de proprietar; ea însă nu are loc de drept, trebuește cerută. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 171; Huc, X, No. 431; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3078; Alexandresco, IX, p. 319).

10. Se poate deroga prin convențiune dela dispozițiile art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) și părțile pot stipula că contractul de locațiune a lucrărilor nu se va desființa prin decesul întreprinzătorului. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage. No. 174;

Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3075; Alexandresco, IX, p. 319).

11. In afară de cauza excepțională de desfințarea contractului de locațiune de lucrări prevăzută de art. 1795 c. civ. fr. (1485 c. civ. rom.) acest contract se desființează potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 182; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 80; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3087; Comp.: Alexandresco, IX, p. 320 urm.).

12. Contractul de locațiune a lucrărilor nu se desființează prin moartea comitentului. (Troplong, Louage, II, No. 1045; Huc, X, No. 431; Alexandresco, IX, p. 318, nota 3).

Art. 1486. — Comitentul însă [1]) este dator să plătească erezilor lor, în proporțiunea prețului defipt prin convențiune, valoarea lucrărilor făcute și aceea a materialelor pregătite, întru cât însă acele lucrări și materiale pot fi folositoare pentru dânsul. (Civ. 1485; Civ. Fr. 1796).

Text. fr. Art. 1796. — Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

Doctrină

1. Potrivit dispozițiilor art. 1796 c. civ. fr. (1486 c. civ. rom.) în cazul când contractul de locațiune de lucrări se desființează prin moartea lucrătorului, arhitectului sau întreprinzătorului, proprietarul va fi dator să plătească moștenitorilor lor valoarea lucrărilor făcute și aceea a materialelor pregătite întru cât însă acele lucrări și materiale pot fi folositoare pentru dânsul. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 176; Suppl., Louage d'ouvrage, No. 79; Alexandresco, IX, p. 319).

2. Folosul lucrărilor se va aprecia, prin raport cu construcția proectată, în mod suveran de tribunal. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 249 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 79; Laurent, XXVI, No. 24; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3080; Guillouard, Louage, II, No. 801; Alexandresco, IX, p. 319).

3. In cazul când părțile nu sunt de acord asupra valorii lucrărilor făcute și a materialelor pregătite, evaluarea se va face de către experți după bazele prevăzute de art. 1796 c. civ. fr. (1486 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 176; Alexandresco, IX, p. 319).

Art. 1487. — Intreprinzătorul răspunde de lucrările persoanelor ce a întrebuințat. (Civ. 1000; Civ. Fr. 1797).

Text. fr. Art. 1797. — L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1797 c. civ. fr. (1487 c. civ. rom.) întreprinzătorul răspunde de faptul subîntreprinzătorilor cu care a contractat pentru diferitele părți ale lucrării. (Dalloz, Rép., Louage d'ouvrage, No. 98; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2968; Alexandresco, IX, p. 310).

2. Intreprinzătorii și arhitecții sunt răspunzători de faptul persoanelor ce au întrebuințat, cu toate că ele nu trebuesc considerate ca prepușii lor, în sensul prevăzut de art. 1384 c. civ. fr. (1000 c. civ. rom.), din cauza profesiunii ce ele o exercită. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, p. 534; Alexandresco, IX, p. 309, 310.)

3. In principiu, proprietarul nu are acțiune directă contra subantreprenorilor, afară de cazul când i-a considerat ca antreprenori direcți. (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2963, 3066; Alexandresco, IX, p. 310, nota 2).

4. Subantreprenorii sunt răspunzători față de antreprenorul principal în baza dreptului comun, iar nu în baza dispozițiilor art. 1792 c. civ. fr. (1483 c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2964; Guillouard, Louage, II, No. 862; Alexandresco, IX, p. 310).

---

1) Din eroare, în edițiunea oficială, se zice „încă", în loc de „însă", cum este și în textul francez corespunzător.

Art. 1488. — Zidarii, lemnarii, şi ceilalţi lucrători întrebuinţaţi la clădirea unui edificiu sau la facerea unei alte lucrări date în apalt [1]), pot reclama plata lor dela comitent, pe atât pe cât acesta ar datori întreprinzătorului în momentul reclamaţiunii. (Civ. 974, 1542, 1737 § 4, 5, 1742, 1829; Civ. Fr. 1798).

Text. fr. Art. 1798. — Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1488 c. civ. zidarii, lemnarii şi ceilalţi lucrători întrebuinţaţi la clădirea unui edificiu sau la facerea altei lucrări date în antrepriză, au acţiune contra proprietarului, deşi nu au contractat cu el, pentru atât pe cât acesta ar datori antreprenorului în momentul acţiunii lor. (Alexandresco, IX, p. 314).

2. După o părere, lucrătorii au o acţiune directă contra proprietarului, pentru lucrarea ce a fost făcută, în măsura în care acesta ar fi debitorul antreprenorului. (Mourlon, III, No. 829; Huc, X, No. 433; Guillouard, Louage, II, No. 897; Alexandresco, IX, p. 314, 315).

3. După altă părere, lucrătorii au contra proprietarului o acţiune indirectă. (Planiol, II, No. 1991).

4. Acţiunea prevăzută de art. 1798 c. civ. fr. (1488 c. civ. rom.) aparţine tuturor lucrătorilor întrebuinţaţi de antreprenor, fie că sunt plătiţi cu ziua, cu măsura sau cu bucata. (Alexandresco, IX, p. 315).

5. De asemenea, această acţiune aparţine şi lucrătorilor care lucrează cu materialul lor. (Mourlon, III, No. 829 quinquies; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3045; Guillouard, Louage, II, No. 901; Alexandresco; IX, p. 315).

6. Această acţiune nu aparţine acelora care nu depun o muncă manuală la antrepenor, cum ar fi: impiegaţii, grămăticii lui, etc. (Troplong, Louage, II, No. 1052; Laurent, XXVI, No. 77; Huc, X, No. 434; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3045, 3046; Guillouard, Louage, II, No. 902; Alexandresco, IX, p. 315; Comp. contra: Mourlon, III, No. 829 quinques).

7. De asemenea, acţiunea nu aparţine subantreprenorilor care nu depun o muncă manuală. (Huc, X, No. 434; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 3047: Guillouard, Louage, II, No. 902; Alexandresco, IX, p. 316; Comp. contra: Mourlon, III, No. 829 quinquies).

8. De asemenea, nici furnisorilor care au procurat numai materialele antreprenorului. (Mourlon, III, No. 829 quinques; Laurent, XXVI, No. 77; Guillouard, Louage, II. No. 901; Alexandresco, IX, p. 316).

9. Această acţiune aparţine şefilor lucrători sau de echipă. (Baudry et Wahl, Louage. II, No. 3047; Alexandresco, IX, p. 316).

Art. 1489. — Zidarii, lemnarii şi cu ceilalţi lucrători cari contractează direct cu un preţ hotărît, sunt priviţi ca întreprinzători pentru partea de lucru ce iau asupră-le. (Civ. 1478 urm., 1490; Civ. Fr. 1799).

Text. fr. Art. 1799. — Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1799 c. civ. fr. (1489 c. civ. rom.) întreprinzătorii particulari, adică zidarii, lemnarii şi ceilalţi lucrători, care contractează direct cu proprietarul au aceeaşi răspundere ca şi întreprinzătorii generali, pentru partea de lucru ce iau asupră-le. (Dalloz, Rép., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 121; Alexandresco, IX, p. 296, 310).

---

1) *„In apalt"*, adică: „în întreprindere".

Art. 1490. — Dispozițiunile articolelor precedente din acest capitol, se aplică și la dânșii. (Civ. 1478 urm.; Civ. Fr. 1799).

Text. fr. Art. 1799. — Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Doctrină.

1. Pentru ca dispozițiile privitoare la întreprinzători să fie aplicabile lucrătorilor, este necesar ca ei să aibă calitatea de întreprinzători, adică să se fi angajat să facă o muncă anumită, îndepedent de direcțiunea întreprinzătorului lucrării. (Dalloz, Rép., Louage, d'ouvrage, No. 159; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2865; Planiol, II, No. 1906).

2. Nu este supus acestor dispozițiuni lucrătorul care execută munci cu bucata sau cu ziua sub direcțiunea întreprinzătorului lucrării sau a oamenilor săi. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 374, text și nota 33; Dalloz, Rep., Suppl., Louage d'ouvrage, No. 122: Laurent, XXVI, No. 36, 37; Baudry et Wahl, Louage, II, No. 2126, 2865; Guillouard, Louage, II, No. 771, 863; Alexandresco, IX, p. 310).

TITLUL VIII.

Despre contractul de societate.

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale

Art. 1491. — Societatea este un contract prin care două sau mai multe persoane se învoiesc să pună ceva în comun, cu scop de a împărți foloasele ce ar putea deriva. (Civ. 474, 942, 943, 945, 947, 1492 urm., 1511; C. com. 77 urm.; L. Timbr. 21 § 3, 42 § 7, 44 § 7; Lege p. persoanele juridice (Mon. of. 27/1924); Civ. Fr. 1832).

Text. fr. Art. 1832. — La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Societatea este un contract sinalagmatic, comutativ și cu titlu oneros, căci obligă pe fiecare asociat să dea și să

facă un lucru. (Dalloz, Rép., Société, No. 181; Baudry et Wahl, De la Société, No. 5, 8; Guillouard, Société, No. 8, 9, 10; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, I, p. 172, 178; Houpin, Traité des Sociétés civiles et commerciales, I, No. 5; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 82; Alexandresco, IX, p. 455, 456).

2. In afară de aceste caracterizări, societatea civilă este un contract cosensual, deoarece actul scris este necesar numai pentru dovada contractului. (Dalloz, Rép., Société, No. 181, 249; Suppl., Société, No. 147, 168; Huc, XI, No. 32; Baudry et Wahl, Société, No. 4; Guillouard Société, No. 7, 79; Aexandresco, IX, p. 455, 462).

3. Pentru formarea contractului de societate este necesar ca la orice contract, de consimţimântul părţilor contractante. (Dalloz, Rép., Société, No. 76; Suppl., Société, No. 88; Baudry et Wahl, Louage, No. 45; Guillouard, Société, No. 30; Houpin, Sociétés, I, No. 27; Alexandresco, IX, p. 464).

4. In cazul când părţile contractante sunt capabile ele pot fi reprezentate la facerea contractului de societate prin mandatari, însă mandatul trebueşte să fie expres sau cel puţin să nu existe îndoială în privinţa puterilor conferite de a încheia un asemenea contract. (Dalloz, Rép., Société, No. 79; Suppl., Société, No. 87; Pont, Commentaire des sociétés civiles et commerciales, I, No. 16; Baudry et Wahl, Société, No. 63; Guillouard, Société, No. 32; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 381 bis; Houpin, Sociétés, I, No. 28).

5. *Pentru valabilitatea contractului* de societate, părţile trebuesc să fie capabile de a contracta. (Dalloz, Rép., Société, No. 69; Suppl., Société, No. 75; Baudry et Wahl, Société, No. 48; Guillouard, Société, No. 34; Houpin, Sociétés, I, No. 18; Alexandresco, IX, p. 464).

6. Nulitatea unei societăţi contractată de un incapabil, fără forme cerute de lege este relativă, putând fi invocată numai de incapabili. (Dalloz, Rép., Société, No. 69; Suppl., Société, No. 85; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, I, p. 150; Houpin, Sociétés, I, No. 26).

7. Societatea contractată între soţii, după părerea dominantă, este nulă, oricare ar fi regimul matrimonial adoptat de ei. (Troplong, Contrat de mariage, I, No. 210; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 503 bis, nota 14, p. 255; Massé, Droit commercial, II, No. 1267; Dalloz, Rép., Société, No. 71, 72, 73; Suppl., Société, No. 78, 410; Baudry et Wahl, Société, No. 52; Guillouard, Société, No. 35; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit comercial, I., p. 153).

8. După a doua părere, societatea contractată între soţi este valabilă, oricare ar fi regimul lor matrimonial, afară de cazul când se constată din împrejurările cauzei că soţii au voit să modifice convenţia matrimonială sau să deghizeze liberalităţile excesive făcute de un soţ văduv cu copii în profitul celuilalt soţ. (Laurent, XXVI, No. 140; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 78).

9. După a treia părere, societatea contractată fără fraudă între soţi separaţi de bunuri, este valabilă. (Duranton, XVII, No. 347).

10. Prima condiţiune esenţială pentru valabilitatea contractului de societate este punerea în comun de către fiecare asociat a unui lucru. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, p. 543; Dalloz Rép., Société, No. 82; Suppl., Société, No. 104, 105; Guillouard, Société, No. 62; Houpin, Sociétés, I, No. 55; Planiol, II, No. 1951; Alexandresco, IX, p. 456).

11. A doua condiţiune esenţială a contractului de societate este intenţiunea de a realiza beneficii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, p. 543: Dalloz, Rép., Société, No. 93; Suppl., Société, No. 104, 129; Pont, Sociétés, I, No. 68 urm.; Laurent, XXVI, No. 142, 149, 151; Guillouard, Société, No. 66; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 34; Houpin, Sociétés, I, No. 58; Alexandresco, IX, p. 456).

12. Pentru valabilitatea societăţii trebueşte ca beneficiurile rezultate să fie adunate în comun şi să fie destinate a fi împărţite între toţi asociaţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 104, 146; Suppl., Société, No. 374; Baudry et Wahl, Société, No. 10; Guillouard, Société, No. 73: Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 36).

13. Există unele asociaţiuni care neavând de obiect realizarea de beneficii, nu sunt societăţi adevărate. Astfel, asociaţiile caritabile nu sunt societăţi. (Dalloz, Rép., Société, No. 96; Suppl., Société, No. 129; Baudry et Wahl, Société, No. 563; Guillouard, Société, No. 68; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 34; Houpin, Sociétés, I, No. 59; Alexandresco, IX, p. 461).

14. De asemenea, nu *sunt societăţi*, asociaţiile care au de scop numai de a procura asociaţilor avantaje morale sau distracţiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, p. 543; Dalloz, Rép., Société, No. 97; Suppl., Société, No. 129; Laurent, XXVI, No. 146 urm.; Houpin, Sociétés, I, No. 59; Alexandresco, IX. p. 468, 469).

15. Astfel sunt cercurile. (Dalloz, Rép., Société, No. 96; Suppl., Société, No. 129; Laurent, XXVI, No. 145 urm.; Alexandresco, IX, p. 468, 469).

16. De asemenea, asociaţiile mai multor persoane cari pun dreptul lor de vânătoare în comun, în scopul de a-şi satisface plăcerile lor iar nu de a realiza beneficiu. (Laurent, XXVI, No. 150; Baudry et Wahl, Société, No. 563; Guillouard, Société, No. 68; Houpin, Sociétés, I, No. 59).

17. De asemenea, comunităţile reli-

gioase. (Dalloz, Rép., Société, No. 98: Guillouard, Société, No. 68; Houpin, Sociétés, I, No. 59; Alexandresco, IX, p. 469).

18. Nu sunt societăţi convenţiunile care au de scop să protejeze proprietatea contractanţilor contra unor pagube eventuale. Astfel, nu sunt societăţi, asigurările mutuale contra incendiului, epizotiilor, grindinei etc. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, text şi nota 5, p. 543; Dalloz, Rép., Société, No. 90; Suppl., Société, No. 129, 1916 urm.: Pont, Sociétés, I, No. 71; Laurent, XXVI, No. 147 urm.; Guillouard, Société, No. 74; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, II, No. 34; Comp: Alexandresco, IX, p. 468).

19. Societăţile de asigurare cu prime au caracterul de socităţi propriu zise, deoarece sunt contractate în scopul de a realiza beneficii. (Dalloz Rép., Société, No. 101; Suppl., Société, No. 362).

20. Asociaţiile de ajutor mutual, nu sunt societăţi. (Dalloz, Rép., Suppl, Société, No. 129; Baudry et Wahl, Société, No. 562; Alexandresco, IX, p. 468).

21. A treia condiţiune esenţială pentru valabilitatea contractului de societate este participarea asociaţilor la beneficii şi la pierderi. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 104; Baudry et Wahl, Société, No. 10; Guillouard, Société, No. 73; Alexandresco, IX, p. 456).

22. A patra condiţiune esenţială pentru valabilitatea contractului de societate este intenţia de forma o societate iar nu un alt contract, este ceea ce se numeşte în doctrină affectio societatis. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 104, 134; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 291 bis).

23. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă părţile contractante au avut intenţia să formeze o societate. (Dalloz, Rép., Suppl., Cassation, No. 380).

24. In dreptul român, personalitatea morală a societăţilor civile şi efectele ei sunt guvernate de legea pentru persoanele juridice, publicată în Monitorul Oficial No. 27 din 1924. (A se vedea această lege publicată în întregime în vol. III Cod civil adnotat, pag. 698 urm.).

25. Societatea are oarecare asemănare cu comunitatea sau indiviziunea, însă se deosebeşte de ea deoarece societatea nu poate fi stabilită decât prin contract, pe când comunitatea poate rezulta şi din cauze pur accidentale cum ar fi prin succesiune, legat etc. (Troplong, Société, I, No. 20; Dalloz, Rép., Société, No. 110; Bédarride, Des sociétés, I, No. 7; Baudry et Wahl, Société, No. 510: Guillouard, Société, No. 20, 30; Alexandresco, IX, p. 462).

26. In cazul când mai multe persoane s'au întrunit în scopul de a cumpăra două sau mai multe imobile, se va cerceta, pentru a vedea dacă există comunitate sau societate, intenţia lor. Astfel dacă scopul lor a fost să facă o speculaţie, va fi societate, iar dacă scopul lor a fost să devie proprietarii imobilelor cumpărate, va fi comunitate. (Duvergier, V, No. 40; Troplong, Société, I, No. 28; Dalloz, Rép., Société, No. 118; Pont, Sociétés, I, No. 75; Baudry et Wahl, Société, No. 514; Guillouard, Société, No. 17, 376, 377; Houpin, Sociétés, I, No. 10).

27. O altă deosebire între societate şi comunitate sau indiviziune, este că nimeni nu poate fi constrâns a sta în indiviziune, putându-se numai suspenda partajul pe cel mult 5 ani, pe când la societate părţile pot conveni un termen cât de lung. (Dalloz, Rép. Société, No. 114; Pont, Sociétés, I, No. 75; Baudry et Wahl, Société, No. 509; Guillouard, Société, No. 17).

28. O altă deosebire este că societatea, afară de convenţie contrară, se disolvă prin decesul unuia din asociaţi, pe când comunitatea continuă cu moştenitorii comunistului decedat. (Dalloz, Rép., Société, No. 115; Suppl., Société, No. 135; Baudry et Wahl, Société, No. 511).

29. Contractul de societate diferă de asociaţiunea conjugală, deoarece primul este o asociaţiune de capitaluri pe când a doua este o uniune de persoane. (Troplong, Société, I, No. 31; Dalloz, Rép., Société, No. 127).

30. Contractul de societate se deosebeşte de contractul de vânzare. (Dalloz, Rép., Société, No. 128).

31. Simplul fapt al unui comerciant patron de a interesa pe un amploiat în comerţul său, nu transformă contractul de locaţiune de servicii într'un contract de societate, dacă nu rezultă contrariul. (Dalloz, Rép., Société,No. 132; Suppl., Société No. 386; Pont, Sociétés, I, No. 25; Baudry et Wa 386; Pont, Sociétés, I, No. 25; Baudry et Wahl, Société, No. 29; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 291 bis; II, No. 58 urm.; Boistel, Précis de droit commercial, I, No. 156).

32. In acest caz, patronul va putea să concedieze pe amploiatul său potrivit dispoziţiilor legii privitoare la locaţiunea de serviciu. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 388; Baudry et Wahl, Société, No. 29; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 59).

33. Dacă, în acest caz, amploiatul are un interes calculat asupra tuturor beneficiilor comerţului, el are dreptul să ceară să i se arate registrele pentru a verifica exactitatea beneficiilor. (Dalloz, Rép., Société, No. 134; Suppl., Société, No. 390; Pont, Société, I, No. 27: Boistel, Precis de droit commercial, No. 156; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 291 bis; II, No. 59).

34. Dacă însă amploiatul a renunţat la consultarea registrelor, el nu mai are dreptul la acest control. (Dalloz, Rép., Suppl, Société, No. 390; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 291 bis).

35. Convenţiunea prin care o persoană

dă un lucru altei persoane spre a-l vinde pentru un anumit preț, iar dacă obține un preț, mai mare să-și însușească diferența este un mandat salariat iar nu un contract de societate, afară dacă se constată că intenția părților a fost să formeze o societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 139; Baudry et Wahl, Mandat, No. 401; Guillouard, Société, No. 16).

36. Câte odată este foarte dificil să se deosebească un contract de societate de un contract de împrumut cu dobândă și în acest caz tribunalele vor interpreta în mod suveran contractul, dându-i adevărata calificare, după intențiunea părților contractante. (Dalloz, Rép., Société, No. 142; Suppl., Société, No. 392; Laurent, XXVI, No. 152; Baudry et Wahl, Société, No. 693; Guillouard, Société, No. 18; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 63).

37. Legătura de drept între coproprietarii unui vas, este un contract de societate. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 396; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, V. No. 298 urm.; Contra: Bédarride, Sociétés. I, No. 318; Boistel, Précis de droit commercial, No. 1172).

38. Societățile sunt comerciale sau civile (Alexandresco, IX, p. 469).

39. Caracterul civil sau comercial al unei societăți nu depinde de calificarea ce i-au dat-o părțile, nici de forma sub care a fost constituită, ci numai de obiectul operațiunilor sale. (Dalloz, Rép., Société, No. 197; Suppl., Société, No. 334; Pont, Sociétés, I, No. 104 urm., 121; II, No. 818; Boistel, Précis de droit commercial, No. 165 bis; Baudry et Wahl, Société, No. 105; Huc, XI, No. 46; Guillouard, Société, No. 91; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, I, p. 141; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 93; Alexandresco, IX. p. 470).

40. O societate este comercială prin obiectul ei, când se ocupă exclusiv cu operațiuni pe care legea le consideră ca acte de comerț. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 334).

41. Tribunalele vor aprecia în mod suveran care este obiectul societății. (Guillouard, Société, No. 9; Planiol, II, No. 1939; Alexandresco, IX, p. 472).

42. Curtea de casație are dreptul să cerceteze dacă obiectul astfel cum este determinat de instanțele de fond, are caracterul civil sau comercial. (Pont, Sociétés, I, No. 109; Baudry et Wahl, Société, No. 124; Guillouard. Société, No. 91; Alexandresco, IX, p. 472).

43. O societate al cărei obiect este în acelaș timp operațiune civilă și comercială, va fi considerată, după o părere, comercială, afară dacă operațiunile comerciale au de scop să facă posibile operațiunile. (Baudry et Wahl, Société, No. 106).

44. După altă părere, pentru a se determina caracterul societății, se va lua în considerație obiectul ei principal. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 348; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, II. No. 93; Houpin, Sociétés, I, No. 72; Alexandresco, IX, p. 470, nota 1).

45. Dacă o societate civilă face, ca profesiune operațiuni comerciale, va deveni comercială. (Baudry et Wahl, Société, No. 106; Houpin, Sociétés, I, No. 75).

46. Sunt considerate ca societăți civile iar nu comerciale, societățile care au de obiect exclusiv sau principal de a cumpăra imobile pentru a le vinde cu beneficiu, în parte sau în total. (Dalloz, Rép., Société, No. 198; Suppl., Société, No. 338; Pont, Sociétés. I, No. 104 urm.; Laurent, XXVI, No. 228; Boistel. Précis de droit commercial, No. 36, 165 bis; Baudry et Wahl, Société, No. 108; Guillouard, Société, No. 108; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 109; Houpin, Sociétés, I, No. 73; Alexandresco, IX, p. 470; Contra: Bravard Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, VI, p. 324 urm.).

47. Dacă însă obiectul societății este de a cumpăra case pentru a le dărâma și a vinde materialele ce rezultă, ea va fi comercială. (Dalloz, Rép., Société, No. 200 urm.; Suppl., Société. No. 340; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 111).

48. Sunt considerate ca societăți civile iar nu comerciale, societățile care au de obiect de a cumpăra imobile pentru a le închiria sau pentru a închiria imobile pentru a le subînchiria nemobilate. (Dalloz, Rép., Société, No. 198; Suppl., Société, No. 341; Baudry et Wahl, Société, No. 110; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 110 bis; Alexandresco, IX, p. 470).

49. Sunt considerate civile societățile formate între mai mulți proprietari cultivatori sau vieri, în scopul de a exploata și a vinde în comun produsele proprietăților lor. (Dalloz, Rép., Société, No. 206; Suppl., Société. No. 343; Baudry et Wahl, Société, No. 112, 113; Houpin, Sociétés, I, No. 73).

50. Societatea care are de scop exploatarea unei pepiniere este civilă dacă se mărginește să vândă arbori proveniți din terenul ei, dacă însă cumpără în mod obicinuit și arbori din alte părți, pe care îi revinde, ea este comercială. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 352).

51. Societatea devine comercială când ea transformă produsele sale în uzinele sale, vânzându-le astfel transformate. (Dalloz, Rép., Acte de commerce, No. 161, 162; Commerçant, No. 43; Suppl., Acte de commerce, No. 153; Société. No. 351; Pardessus, Cours de droit commercial, I. No. 35; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I. No. 126; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Société. No. 351; Baudry et

Wahl, Société, No. 93; Guillouard, Société, No. 93).

52. Sunt considerate ca civile, societățile pentru arendarea și exploatarea moșiilor. (Alexandresco, IX, 470).

53. Este civilă societatea care are de obiect exploatarea unei mine concesionate, fie că exploatarea se face de concesionari, fie de alte persoane. (Dalloz, Rép., Acte de commerce, No. 278, 279, 285; Mines, No. 195, 547; Société, No. 232; Suppl., Société, No. 347; Laurent, XXVI, No. 226; Baudry et Wahl, Société, No. 114; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit comercial, I, No. 124; Houpin, Sociétés, I, No. 73; Comp: Alexandresco, IX, p. 470, 471).

54. Această soluțiune are loc chiar dacă societatea ar face operațiuni comerciale în mod accesoriu la obiectul principal. (Dalloz, Rép., Suppl., Société. No. 349; Laurent, XXVI, No. 226; Baudry et Wahl, Société, No. 114; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 126).

55. Insă această societate devine comercială, dacă operațiunile comerciale trec pe primul plan. Astfel ar fi în cazul când ar cumpăra în cantități mari produse pentru a le revinde cu ale sale, sau când ar transforma aceste produse prin întrebuințarea unui numeros personal și multe mașini încât ar constitui o adevărată întreprindere de manufactură. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 348; Laurent, XXVI, No. 226; Baudry et Wahl, Société, No. 114; Lyon-Caen et Renault, Société, I, No. 126).

56. Pentru ca o societate de mine să fie comercială este de ajuns dacă în statutele sale se prevede că are de obiect a face operațiuni comerciale. chiar dacă nu le face în mod efectiv. (Baudry et Wahl, Société. No. 114).

57. Este civilă societatea formată nu pentru exploatare, ci pentru căutarea unei mine, în cazul când asociații prevăd în actul de constituire că scopul lor este de a cere concesiunea și de a exploata ei înșăși mina descoperită, chiar dacă explorarea s'ar face pe terenul altuia. (Dalloz, Rép., Société. No. 234; Laurent, XXVI, No. 227; Guillouard, Société, No. 95; Houpin, Sociétés. I, No. 73).

58. Societatea va fi însă comercială dacă și-a propus să facă explorări pentru alte persoane străine cari apoi urmează să ceară concesiunea pentru dânsele. (Troplong, Société. I. No. 334; Dalloz, Rép., Société, No. 234; Laurent, XXVI, No. 227; Guillouard, Société, No. 95; Houpin, Sociétés, I, No. 73).

59. Regulele arătate mai sus cu privire la mine își găsesc aplicația și la cariere. (Dalloz, Rép., Acte de commerce, No. 289, 290, 291; Société, No. 236; Alexandresco, IX, p. 470, 471).

60. Sunt civile, în principiu, societățile concesionare a dreptului de a exploata ape minerale sau termale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 344; Baudry et Wahl, Société, No. 111; Guillouard, Société, No. 93; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit comercial, I, No. 124; Houpin, Sociétés, I, No. 73; Alexandresco, IX, p. 470).

61. Sunt civile societățile concesionare a distribuirii apei într'un oraș sau a apelor destinate a alimenta un canal de irigație. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 345).

62. Sunt civile societățile constituite pentru a construi și exploata un canal de navigație. (Baudry et Wahl, Société, No. 116; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 124; Houpin, Sociétés, I, No. 73; Alexandresco, IX, p. 471).

63. Societățile pentru întreprindere de construcțiune, după o părere, sunt comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 356; Boistel, Précis de droit comercial, No. 40).

64. După a doua părere aceste societăți sunt civile, chiar dacă materialele de construcție sunt procurate de ele. (Dalloz, Rép., Acte de commerce. No. 205, 206; Société, No. 227; Comp: Alexandresco, IX, p. 470).

65. După a treia părere, aceste societăți vor fi civile când materialele de construcție sunt procurate de proprietarul terenului pe care se clădește. iar dacă materialele sunt procurate de societăți, ele sunt comerciale. (Dalloz, Rép., Société, No. 204; Suppl., Société, No. 357; Bravard-Veyrières et Demangeat, VI, p. 346; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 137).

66. Societățile de asigurare terestră cu prime fixe sunt comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 362; Alexandresco, IX, p. 472).

67. Societățile de asigurare terestre mutuale, nu sunt societăți adevărate, ci simple asociațiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, text și nota 3, p. 543; Dalloz, Rép., Société, No. 99; Suppl., Société, No. 129; Laurent. XXVI, No. 147; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial. II, No. 34; Comp.: Alexandresco, IX, p. 468).

68. Societățile de asigurare maritimă sunt comerciale, fie că sunt cu prime, fie că sunt mutuale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 362; Lyon-Caen de Renault, Traité de droit commercial, I, No. 162; Houpin, Sociétés, I, No. 74).

69. Sunt civile societățile constituite pentru redactarea și publicarea unei opere literare sau științifice, unei reviste periodice, etc. (Baudry et Wahl, Société, No. 110; Alexandresco, IX, p. 470).

70. Tontinele nu sunt adevărate societăți. (Dalloz, Rép., Société, No. 224; Suppl., Société, No. 374; Lyon-Caen et Renault, II, No. 34, 35; Alexandresco, IX, p. 468).

71. Societățile de credit sunt comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 365; Baudry et Wahl, Société, No. 120; Houpin, Société, I, No. 74; Alexandresco, IX, p. 472).

72. Sunt societăți civile asociațiunile

constituite între meseriaşi pentru a lucra împreună şi a împărţi produsele muncei lor. (Dalloz, Rép., Société, No. 212: Suppl., Acte de commerce, No. 64 urm.).

73. Ele vor deveni însă comerciale dacă vor cumpăra de mai înainte şi în mari cantităţi materiale destinate a fi confecţionate şi nevândute în scop de speculaţie. (Dalloz, Rép., Acte de commerce, No. 112; Société, No. 212).

74. De asemenea, vor fi comerciale dacă vor întrebuinţa un oarecare număr de lucrători şi de a specula asupra muncii lor. (Dalloz, Rép., Société, No. 212; Suppl., Acte de commerce, No. 68, 150).

75. Societăţile constituite în scopul de a cumpăra valori, cum ar fi efecte publice sau acţiuni, cotate la Bursă, sau creanţe, pentru a le revinde, sunt comerciale. (Houpin, Sociétés, I, No. 74).

76. Sunt comerciale societăţile constituite pentru exploatarea brevetelor de invenţiuni. (Houpin, Société, I, No. 74; Pouillet, Traité théorique et pratique des brevets d'invention, No. 321).

77. Sunt civile societăţile pentru direcţiunea unor case de educaţie. (Dalloz, Rép., Société, No. 209; Laurent, XXVI, No. 229; Baudry et Wahl, Société, No. 122; Guillouard, Société, No. 99; Thaller, Traité de droit commercial, No. 786; Houpin, Société, II, No. 73).

78. Sunt civile societăţile constituite pentru a împrumuta bani pe ipotecă. (Alexandresco, IX. p. 470).

79. De asemenea, societăţile constituite pentru exploatarea unui cabinet de medicină sau de dentistică, chiar dacă ar vinde, în mod accesor, prafuri de dinţi etc. (Baudry et Wahl, Société. No. 109; Alexandresco, IX, p. 470).

80. Sunt convenabile societăţile de transport pe cale ferată, vapoare etc. (Baudry et Wahl. Société, No. 107).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Simpla exploatare a moşiei de către proprietar, în tovărăşie cu alte persoane, fără nicio preluare de către proprietar a unei părţi fixe din venit, constitue o asociaţiune, în care asociaţii participă în mod egal la riscuri şi beneficii. In acest caz cota impozitului e de 12%.

De aceea instanţa de fond pentru a impune o atare exploatare la 15% conf. art. 3 din legea contrib. directe, trebue să constate neapărat că proprietarul, osebit de cota parte cuvenită fiecărui asociat, preia în plus o parte fixă din venit, în acest caz legea considerând operaţiunea ca contract de arendare. (Cas. III, 17 din 2 Ianuarie 1925, Pand. Săpt. 21 din 1925).

Art. 1492. — Orice societate trebue să aibă de obiect un ce licit şi să fie contractată spre folosul comun al părţilor.

Fiecare membru al unei societăţi trebue să pună în comun sau bani, sau alte lucruri, sau industria sa. (Civ. 5, 948, 962 urm., 966, 968, 1008, 1491, 1503 urm., 1513; C. com. 81, 84, 87, 89, 90 § 3; Civ. Fr. 1833).

Text. fr. Art. 1833. — Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Ca toate celelalte contracte, contractul de societate trebueşte să aibă un obiect licit. (Dalloz, Rép., Société, No. 150; Suppl., Société, No. 89, 398; Alexandresco, IX, p. 464).

2. Obiectul unei societăţi este scopul în care se asociază părţile. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 89).

3. Este ilicită şi deci nulă societatea constituită între un furnisor şi un funcţionar public, în scopul de a-şi împărţi foloasele rezultate din acte cari constituesc pentru funcţionar exerciţiul funcţiunii sale. (Baudry et Wahl. Société, No. 74: Guillouard, Société, No. 53).

4. De asemeni, este nulă ca fiind ilicită, societatea constituită pentru exploatarea unui oficiu public sau ministerial. (Demolombe, XXIV. No. 338: Aubry et Rau. ed. 4-a. IV, § 378. nota 4, p. 550: Dalloz, Rép., Office, No. 357; Société, No. 167; Suppl., Office. No. 72; Société, No. 93;

Laurent, XXVI, No. 157 urm.; Baudry et Wahl, Société, No. 68; Guillouard, Société, No. 45; Lyon-Caen et Renault, II, No. 72; Houpin, Sociétés, I, No. 32).

5. Societatea care are de obiect exploatarea unei case de toleranţă este ilicită. (Baudry et Wahl, Société, No. 66; Alexandresco, IX, p. 465).

6. Este asemenea ilicită o societate menită a înlesni contrabanda fie în ţară, fie în străinătate. (Laurent, XVI, No. 133; Huc, XI, No. 12; Alexandresco, IX, p. 464, 465).

7. De asemenea, societatea constituită pentru a exploata o casă de jocuri de noroc. (Baudry et Wahl, Société, No. 66; Guillouard, Société, No. 53; Alexandresco, IX, p. 465).

8. Societatea leonină, care este aceea în care unul singur dintre asociaţi culege toate beneficiile, este viciată în esenţa ei. (Dalloz, Rép., Société, No. 180; Suppl., Société, No. 193; Alexandresco, IX, p. 468).

9. In cazul când obiectul unei societăţi este ilicit, asociaţii nu pot să se constrângă între ei fie pentru a vărsa miza lor, fie pentru a-şi executa obligaţiunile contractuale. (Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 2 bis, VI; Dalloz, Rép., Société, No. 170; Suppl., Société, No. 101, 401; Baudry et Wahl, Société, No. 100; Guillouard, Société, No. 56; Lyon-Caen et Renault, II, No. 73; Houpin, Sociétés, I, No. 34; Planiol, II, No. 1949; Alexandresco, IX, p. 465).

10. In acest caz, după o părere, dacă mizele au fost vărsate, ele nu mai pot fi repetate. (Troplong, Société, I, No. 105; Comp.: Dalloz, Rép., Société, No. 170; Suppl., Société, No. 98).

11. După altă părere, repetiţiunea va putea să aibă loc. (Pont, Sociétés, I, No. 53; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 378; nota 9, p. 551; Laurent, XXVI, No. 165, 166; Baudry et Wahl, Société, No. 87; Guillouard, Société, No. 58, 86; Lyon-Caen et Renault, II, No. 73; Houpin, Sociétés, I, No. 34; Planiol, II, No. 1949; Alexandresco, IX, p. 465, 466).

12. In această părere, dacă există datorii rezultate din operaţiunile deja făcute, se vor putea scade din sumele ce trebuesc repetite, datoriile. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 378, p. 551; Houpin, Sociétés, I, No. 34; Alexandresco, IX, p. 465, 466).

13. Terţii pot opune asociaţilor nulitatea societăţii ilicite. (Dalloz, Rép., Société, No. 176; Suppl., Société, No. 102, 405; Baudry et Wahl, Société, No. 103; Guillouard, Société, No. 60; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 74; Houpin, Sociétés, I, No. 34; Alexandresco, IX, p. 465).

14. Asociaţii pot opune terţilor nulitatea societăţii ilicite. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 405; Laurent, XXVI, No. 169; Baudry et Wahl, Société, No. 102; Guillouard, Société, No. 60; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 74; Alexandresco, IX, p. 465; Comp: Pont, Sociétés, I, No. 50).

15. Pot forma miza socială toate lucrurile, corporale sau incorporale, cari sunt succeptibile de proprietate privată şi orice muncă a omului, corporală sau intelectuală. (Dalloz, Rép., Société, No. 84; Suppl., Société, No. 109; Alexandresco, IX, p. 466).

16. Prin cuvântul „industrie" întrebuinţat în art. 1833 c. civ. fr. (1492 c. civ. rom.) se înţeleg toate calităţile fizice, intelectuale sau morale cari pot avea o explicaţiune folositoare. (Dalloz, Rép., Société, No. 88; Alexandresco, IX, p. 466, nota 4).

17. Pot face obiectul unui aport în societate, un brevet de invenţiune. (Dalloz, Rép., Société, No. 84; Guillouard, Société No. 63; Houpin, Société, I, No. 36; Alexandresco, IX, p. 467, nota).

18. De asemenea, un fond de comerţ. (Houpin, Sociétés, I, No. 36).

19. De asemenea, un procedeu industrial, dreptul de a publica exclusiv o lucrare, o clientelă. (Dalloz, Rép., Société, No. 84).

20. De asemenea, un nume poate fi adus ca aport într'o societate. (Baudry et Wahl, Société, No. 159 bis; Contra: Dalloz, Rép., Société, No. 89).

21. De asemenea, lucrurile viitoare. (Pont, Sociétés, I, No. 61; Dalloz, Rép., Société, No. 85; Baudry et Wahl, Société, No. 161; Houpin, Sociétés, I, No. 36).

22. De asemenea, folosinţa sau uzul unui lucru. (Dalloz, Rép., Société, No. 86; Suppl., Société, No. 110).

23. Creditul comercial al unei persoane poate forma obiectul unui aport într'o societate. (Pont, Sociétés, I, No. 65; Dalloz, Rép., Société, No. 89; Baudry et Wahl, Société, No. 159; Guillouard, Société, No. 64; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 32; Houpin, Sociétés, I, No. 36; Alexandresco, IX, p. 467; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, nota 2, p. 543; Laurent, XXVI, No. 143).

24. Creditul politic însă, nu poate face obiectul unui aport în societate. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, nota 2, p. 543; Dalloz, Rép., Société, No. 89; Laurent, XXVI, No. 143; Lyon-Caen et Renault, II, No. 32; Guillouard, Société, No. 64; Houpin, Sociétés, I, No. 36; Alexandresco, IX, p. 467).

25. Contractul este nul ca societate dacă unul din asociaţi nu a făcut niciun aport. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, text şi nota 3, p. 543; Dalloz, Rép., Société, No. 82; Suppl., Société, No. 108; Laurent, XXVI, No. 141; Baudry et Wahl, Société, No. 6; Guillouard, Société, No. 65; Lyon-Caen et Renault, II, No. 14; Houpin, Sociétés, I, No. 36; Alexandresco, IX, p. 466).

CAPITOLUL II.

Despre diversele feluri de societăţi.

Art. 1493. — Societăţile sunt universale sau particulare. (Civ. 1494 urm., 1499 urm.; Civ. Fr. 1835).

Text. fr. Art. 1835. — Les sociétés sont universelles ou particulières.

Doctrină.

1. Societăţile sunt universale sau particulare. (Alexandresco, IX, p. 472).

Secţiunea I. — *Despre societăţile universale.*

Art. 1494. — Societăţile universale pot fi de două feluri:

Societatea tuturor bunurilor a membrilor ei; şi societatea universală a câştigurilor. (Civ. 1495 urm.; Civ. Fr. 1836).

Text. fr. Art. 1836. — On distingue deux sortes de sociétés universelles, la société de tous biens présents, et la société universelle de gains.

Doctrină.

1. In dreptul actual există două specii de societăţi universale: societatea tuturor bunurilor prezente şi societatea tuturor câştigurilor. (Alexandresco, IX, pag. 474).

2. In vieaţa practică aceste două specii de societăţi nu se întâlnesc mai niciodată. (Alexandresco, IX, p. 474).

Art. 1495. — Societatea tuturor bunurilor prezente este aceea prin care membrii ei pun la mijloc toate averile mobile şi imobile ce posed, şi toate câştigurile ce ar putea rezulta din ele.

In contractul societăţii, ei pot cuprinde orice altfel de câştiguri, bunurile însă ce vor putea dobândi prin succesiune sau donaţiune nu vor intra. (Civ. 821, 965, 968, 1008, 1287 urm.; Civ. Fr. 1837).

Text. fr. Art. 1837. — La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance: toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée, sauf entre époux, et conformément à ce qui est réglé à leur égard.

Doctrină.

1. Societatea tuturor bunurilor prezente este aceea prin care părţile pun în comun toate bunurile, mobile sau imobile ce le posedă ca proprietate în momentul contractării, precum şi toate foloasele sau câştigurile ce ar putea rezulta din ele. (Alexandresco, IX, p. 474).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1837 § 2 c. civ. fr. (1495 § 2 c. civ. rom.) părţile sunt libere a prevede prin o clauză specială, că vor intra în societate orice alte câştiguri. (Alexandresco, IX. p. 474).

3. Bunurile ce părţile ar dobândi prin succesiune, legate sau donaţiuni nu pot face parte din această societate. (Alexandresco. IX, p. 474).

4. Orice stipulaţie contrară după o părere anulează însăşi societatea. (Troplong, Société, I, No. 276; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 379, p. 552; Pont, Sociétés, No. 188; Laurent, XXVI, No. 234; Baudry et Wahl, Société, No. 144; Guillouard, Société, No. 104; Alexandresco, IX, p. 475).

5. După altă părere, în acest caz, numai stipulaţia este nulă iar nu şi societatea. (Duranton, XVII, No. 350).

6. Deoarece numai bunurile prezente intră în activul societăţii universale pasivul acestei societăţi va cuprinde datoriile ce aveau asociaţii în momentul contractării. (Troplong, Société, I, No. 277 urm.; Mourlon, IV. No. 869; Pont, Sociétés, No. 179 urm.; Baudry et Wahl, Société, No. 143; Guillouard, Société, No. 108; Alexandresco, IX, p. 475).

Art. 1496. — Societatea universală a câştigurilor este aceea prin care membrii ei pun la mijloc câştigurile din industria lor, ce cu orice titlu ar dobândi în cursul societăţii.

Averea mobilă, ce posedă fiecare din asociaţi în momentul contractului, intră în societate; mobilele lor însă personale nu intră decât pentru folosinţă numai. (Civ. 472 urm., 517 urm., 1495, 1497, 1505, 1511; Civ. Fr. 1838).

Text fr. Art. 1838. — La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société : les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat, y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Societatea universală a câştigurilor cuprinde tot ce asociaţii dobândesc în timpul societăţii, prin cumpărare, locaţiune etc., prin exercitarea profesiunii lor, salariile lor sau în general, prin orice muncă aplicată la un lucru, chiar dacă el nu ar face parte din aportul lor social. (Dalloz, Rép., Société, No. 308; Suppl., Société, No. 171; Alexandresco, IX, p. 475).

2. In societatea universală a câştigurilor intră numai câştigurile provenind din industria asociaţilor, iar nu şi acele dobândite prin hazard, comori, din loterie, joc sau rămăşag. (Pont, Sociétés, I, No. 195; Baudry et Wahl, Sociét., No. 145; Guillouard, Société, No. 110; Houpin, Sociétés, I, No. 79; Alexandresco, IX, p. 475, nota 4).

3. Câştigurile ilicite, cum ar fi, de exemplu, cele rezultate din o contrabandă, nu intră în societatea generală a câştigurilor. (Pont, Sociétés, I, No. 198; Dalloz, Rép., Société, No. 309; Guillouard, Société, No. 110; Houpin, Sociétés, I, No. 79; Contra: Baudry et Wahl, Société, No. 145).

4. Dacă însă asociatul le-a adus în societate el nu le mai poate retrage. (Pont, Sociétés, I, No. 198; Dalloz, Rép., Société, No. 309).

5. Potrivit dispoziţiilor art. 1838 c. civ. fr. (1496 c. civ. rom.) intră în societatea generală a câştigurilor, toată averea mobilă a asociaţilor ce ei o posedă în momentul contractării. (Baudry et Wahl. Société, No. 145; Alexandresco, IX, p. 475).

6. Intră în societatea generală a câştigurilor, folosinţa tuturor imobilelor personale ale asociaţilor. (Dalloz, Rép., Société, No. 313; Suppl., Société, No. 171; Alexandresco, IX, p. 475).

7. După o părere, numai folosinţa imobilelor personale pe care le posedă asociaţii în momentul contractării, intră în societatea universală a câştigurilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 379, p. 553; Baudry et Wahl, Société, No. 145).

8. După altă părere, în societatea universală a câştigurilor va intra şi folosinţa imobilelor dobândite de asociaţi în cursul societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 201; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 171; Laurent, XXVI, No. 238; Guillouard, Société, No. 110).

9. Asociaţii, după o părere, nu pot, fără consimţimântul coasociaţilor, să dispue de bunurile ce le posedă în momentul contractării, însă pot dispune, chiar cu titlu gratuit, fără a rezerva societăţii folosinţa, de bunurile dobândite după contractarea societăţii universale a câştigurilor. (Duranton, XVII, No. 367).

10. După a doua părere, asociaţii nu pot dispune, cel puţin în privinţa folosinţei, nu numai de bunurile posedate în momentul contractării, ci şi de cele dobândite în timpul societăţii. (Duvergier, V, No. 110; Pont, Sociétés, I, No. 205).

11. După a treia părere, asociaţii pot dispune de toate bunurile lor, cu condiţi-

unea că înstrăinarea să fie făcută în mod util şi fără a prejudicia pe coasociaţii săi. (Troplong, Société, I, No. 289; Dalloz, Rép., Société, No. 313).

12. Nu intră în societatea universală a câştigurilor toate bunurile mobile sau imobile pe care le dobândesc cu titlu gratuit asociaţii în cursul societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 196).

13. Părţile contractante pot cuprinde în societatea universală a câştigurilor şi alte bunuri afară de cele enumerate în art. 1838 c. civ. fr. (1496 c. civ. rom.) sau pot să nu cuprindă toate aceste bunuri. (Baudry et Wahl, Société, No. 146).

14. *Societatea* universală de câştiguri este obligată la toate datoriile mobiliare ale asociaţilor în momentul contractării, deoarece ea cuprinde toate bunurile mobile ce le posedă asociaţii în acest moment. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 379, p. 553; Dalloz, Rép., Société, No. 314; Suppl., Société, No. 172; Laurent, XXVI, No. 239; Baudry et Wahl, Société, No. 147; Comp.: Alexandresco, IX, p. 476).

15. După altă părere, aceste datorii vor fi plătite de societate şi de asociat proporţional cu valoarea comparată a mobilelor şi imobilelor pe care le posedă asociatul în momentul contractării societăţii universale a câştigurilor. (Pont, Sociétés, I, No. 206; Guillouard, Société, No. 111; Comp.: Alexandresco, IX, p. 476).

16. Societatea va fi obligată să plătească datoriile contractate, în cursul ei, în interesul afacerilor sociale. (Pont, Sociétés, I, No. 208; Dalloz, Rép., Société, No. 315; Laurent, XXVI, No. 239; Baudry et Wahl, Société, No. 147; Guillouard, Société, No. 112; Alexandresco, IX, p. 476).

17. Societatea va plăti, ca uzufructuară a părţii de bunuri a căror proprietate e rezervată asociaţilor, dobânzile porţiunii datoriilor şi dobânzile considerate ca sarcina fructelor. (Pont, Sociétés, I, No. 207; Dalloz, Rép., Société, No. 315; Laurent, XXVI, No. 239; Guillouard, Société, No. 112; Alexandresco, IX, p. 476; Contra: Baudry et Wahl, Société, No. 147).

18. Societatea universală a câştigurilor va fi obligată să plătească cheltuelele de întreţinere şi educaţie ale asociaţilor şi familiei lor, însă ei vor trebui să uzeze de această cu moderaţiune. (Dalloz, Rép., Société. No. 316; Contra: Pont. Sociétés, I, No. 209; Baudry et Wahl, Société, No. 147; Houpin, Sociétés, I, No. 79).

19. Societatea nu este obligată să plătească dota copiilor asociaţilor. (Pont, Sociétés, I, No. 209; Dalloz, Rép., Société, No. 317; Baudry et Wahl, Société, No. 147; Houpin, Sociétés, I, No. 79).

Art. 1497. — Făcându-se un simplu contract de societate universală, fără nicio altă declaraţiune, atunci se înţelege că s'a format numai o societate universală de câştiguri. (Civ. 1496; Civ. Fr. 1839).

Text. fr. Art. 1839. — La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

Doctrină.

1. Interpretarea voinţei părţilor cuprinsă în art. 1839 c. civ. fr. (1497 c. civ. rom.) este bazată pe principiul ca orice convenţiune de înstrăinare trebueşte interpretată în mod restrictiv. (Pont, Sociétés, I, No. 211; Dalloz, Rép., Société, No. 278; Laurent, XXVI, No. 240; Baudry et Wahl, Société, No. 148; Guillouard, Société, No. 113; Alexandresco, IX, p. 476).

Art. 1498. — Contractul de societate universală se poate face numai între persoanele capabile de a da sau a primi una dela alta, şi care au facultatea de a se avantaja reciproc în prejudiciul altor persoane [1]). (Civ. 808 urm., 812, 841 urm., 939 urm.; Civ. Fr. 1840).

Text. fr. Art. 1840. — Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

---

1) In textul francez se zice: *„şi cari nu sunt oprite de a se avantaja în paguba altor persoane"* în loc de: *„şi cari au facultatea de a se avantaja..."* cum este în textul român.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1840 c. civ. fr. (1498 c. civ. rom.) o societate universală nu poate fi contractată între persoanele care nu-și pot dărui și primi una alteia. (Dalloz, Rép., Société, No. 280; Suppl., Société, No. 86; Alexandresco, IX, p. 476).

2. Pentru ca dispozițiile art. 1840 c. civ. fr. (1498 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, nu este necesar ca să existe incapacitate reciprocă de a dărui, ci este deajuns dacă numai una dintre persoane să nu poate dărui celeilalte. (Pont, Sociétés, I, No. 218; Baudry et Wahl, Société, No. 127; Guillouard, Société, No. 37; Houpin, Sociétés, I, No. 77; Alexandresco, IX, p. 476, nota 2).

3. Astfel, un minor devenit major nu poate constitui o societate universală cu fostul său tutor, până când nu au fost date și aprobate socotelele tutelei. (Dalloz, Rép., Société, No. 280: Baudry et Wahl, Société, No. 127; Guillouard, Société, No. 37).

4. Nulitatea unei societăți universale se întinde la toți acei cari sunt considerați persoane interpuse. (Dalloz, Rép., Société, No. 281; Suppl., Société, No. 86; Baudry et Wahl, Société, No. 127; Guillouard, Société, No. 127; Houpin, Sociétés, I, No. 77).

5. Nulitatea unei societăți universale constituite în disprețul dispozițiilor art. 1840 c. civ. fr. (1498 c. civ. rom.) nu poate fi cerută decât de acei în profitul cărora a fost prevăzută prohibiția. (Dalloz, Rép., Société, No. 285).

6. Societatea universală între persoane a căror facultate de a dispune cu titlu gratuit este limitată prin existență de moștenitori rezervatari, este după o părere, susceptibilă numai de reducțiune. (Troplong, Société, I, No. 305: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 397, nota 7, p. 553; Pont, Sociétés, I, No. 224; Dalloz, Rép., Scociété, No. 282; Suppl., Société, No. 86; Baudry et Wahl, Société, No. 129; Guillouard, Société. No. 39, 114; Houpin, Sociétés, I, No. 77; Alexandresco, IX, p. 477).

7. După altă părere, societatea universală în acest caz este nulă. (Duvergier, V, No. 119; Laurent, XXVI, No. 242).

8. Societatea universală este revocată de plin drept prin nașterea unui copil legitim a unuia din asociați. (Pont, Sociétés, I, No. 221; Dalloz, Rép., Société, No. 284; Suppl., Société, No. 86; Guillouard, Société, No. 38; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 78 bis; Houpin, Sociétés, I, No. 77; Contra: Baudry et Wahl, Société, No. 135).

Secțiunea II. — *Despre societatea particulară.*

Art. 1499. — Societatea particulară este aceea ce are de obiect oarecari lucruri determinate, sau uzul lor, ori fructele lor. (Civ. 962 urm., 1493, 1500; C. com. 77 urm.; Civ. Fr. 1841).

Text. fr. Art. 1841. — La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

Doctrină.

1. Este o societate particulară, societatea în care aportul fiecărui asociat a fost determinat, chiar dacă în act s'ar fi prevăzut că ea are de scop, comerțul, fără a i se fi arătat, în mod particular, obiectul. (Pont, Sociétés, I, No. 229).

2. Dacă doi frați convin de a păstra indivize succesiunile părinților lor, împărțindu-și beneficiile și pierderile, această convențiune constitue o societate particulară, care poate fi contractată pe un termen chiar mai mare de cinci ani. (Dalloz, Rép., Société, No. 319).

Art. 1500. — Asemenea, societate particulară este și aceea formată prin un contract, prin care mai multe persoane se alcătuesc, sau pentru o întreprindere determinată, sau pentru exercițiul unei meserii sau a unor profesiuni. (Civ. 1499; C. com. 77 urm.; Civ. Fr. 1842).

Text. fr. Art. 1842. — Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

Doctrină.

1. Societățile comerciale aparțin speciei de societăți particulare prevăzute de art. 1842 c. civ. fr. (1500 c. civ. rom.). (Guillouard, Société, No. 115, 116; Houpin, Sociétés, I, No. 80).

2. O societate se poate constitui pentru a exercita nu numai un anumit comerț, ci comerțul în general. (Baudry et Wahl, Société, No. 149).

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunile asociaților între ei înșiși și în privința altora.

Secțiunea I. — *Despre îndatoririle asociaților între ei înșiși.*

Art. 1501. — Societatea începe în momentul facerii contractului, dacă nu se stipulează un alt timp. (Civ. 969; Pr. Civ. 58, 62, 63, 65; C. com. 89 § 6, 90 § 11, 191—194; Civ. Fr. 1843).

Text. fr. Art. 1843. — La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

Doctrină.

1. Părțile contractante pot stipula ca existența viitoare a contractului de societate să depindă de o condițiune suspensivă sau rezolutorie. (Pont, Sociétés, I, No. 244; Dalloz, Rép., Société, No. 322; Houpin, Sociétés, I, No. 81; Alexandresco, IX, p. 480).

2. Societatea în nume colectiv, civilă sau comercială, este constituită din momentul semnării contractului, indiferent de data când urmează să înceapă operațiunile sale. (Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 192).

Art. 1502. — Dacă nu s'a stipulat nimic în privința duratei societății, atunci ea se prezumă contractată pentru toată viața asociaților, cu singura mărginire cuprinsă în articolul 1527.

Dacă însă ea are de obiect o afacere ce nu dură decât un timp determinat, atunci se prezumă contractată pentru tot timpul cât va ținea acea afacere. (Civ. 728, 1523 urm., 1527; Civ. Fr. 1844).

Text. fr. Art. 1844. — S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contratée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869; ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limité, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

Doctrină.

1. Regula prevăzută de art. 1844 c. civ. fr. (1502 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea chiar societăților comerciale. (Troplong, Société, II, No. 852; Dalloz, Rép., Société, No. 641; Suppl., Société, No. 418; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, I, p. 404).

Art. 1503. — Fiecare asociat, în privința societății, se consideră ca un debitor de tot ceea ce a promis de a pune în comun.

Dacă s'a promis un obiect determinat de care societatea s'a evins, asociatul, ce l-a pus în comun e răspunzător către societate în felul precum vânzătorul este către cumpărător. (Civ. 971, 972, 1074-1078, 1316 urm., 1329, 1336 urm., 1426 urm., 1492, 1504, 1509, 1525; C. Com. 81 urm., 89, 90, 191-194; Civ. Fr. 1845).

Text. fr. Art. 1845. — Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Aportul asociaţilor poate consta, fie din proprietatea sau folosinţa unui lucru, fie din industria asociaţilor. (Dalloz, Rép., Société, No. 328; Alexandresco, IX, p. 481).

2. In cazul când aportul constă din proprietatea sau folosinţa unui lucru, obligaţia asociatului este de a da iar în cazul când aportul constă din industria sa, obligaţia este de a face. (Dalloz, Rép., Société, No. 328: Alexandresco, IX, p. 481).

3. In cazul când aportul în societate constă dintr'un imobil fără nicio explicaţie formală· după o părere, tribunalul va aprecia în mod suveran, după împrejurări. daca aportul este în plină proprietate sau numai în folosinţă. (Pont, Sociétés, I, No· 63; Guilouard, Société, No. 187; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 28; Houpin, Sociétés, I, No. 36).

4. După altă părere, în acest caz, va exista prezumpţiunea că aportul a fost făcut în plină proprietate. (Duranton, XVII, No. 408; Pardesus, Cours de droit commercial, IV, No. 990; Dalloz, Rép., Société, No. 370; Suppl., Société. No. 117; Baudry et Wahl, Société, No. 163).

5. In cazul când un asociat a adus ca aport în societate numele său comercial, se presupune că a fost adusă numai folosinţa numelui. (Baudry et Wahl, Société, No. 163).

6. In cazul când aportul a fost făcut al folosinţei unui lucru fără nicio explicaţie, după o părere, acest aport va fi de uzufruct, deci se va conferi societăţii un drept real. (Duvergier, V, No. 168; Troplong, Société, II, No. 538).

7. După altă părere, dreptul societăţii va fi un drept personal analog cu cel al locatarului. (Duranton, XVII, No. 393).

8. După a treia părere, în acest caz, tribunalele vor aprecia în mod suveran, care este natura aportului. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 117; Laurent, XXVI, No. 248; Guillouard, Société, No. 188; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 28).

9. Obligaţia asociatului care aduce ca aport în societate un lucru, are mare analogie cu acea a vânzătorului şi regulile ce urmează să se aplice sunt aproape aceleaşi. (Dalloz, Rép., Société, No. 330).

10. In cazul când aportul constă dintr'un obiect cert şi determinat care este proprietatea asociaţilor, promisiunea acestui obiect are efectul de a transfera imediat proprietatea contra societăţii, în raporturile asociaţilor între ei, fără să fie necesară tradiţia lui. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 5, p. 568; Pont, Sociétés, I, No. 256, 377; Dalloz, Rép., Société, No. 331; Suppl., Société, No. 114; Guillouard, Société, No. 153, 176, 184; Houpin, Sociétés, I, No. 44; Alexandresco, IX, p. 481; Comp: Baudry et Wahl, Société. No. 164).

11. In cazul când aportul constă în lucruri nedeterminate, cum ar fi de exemplu, o sumă de bani sau o anumită cantitate de grâne, produse sau animale, fără a spune care anume, proprietatea lor se va transmite numai prin tradiţie sau determinare. după care numai pierderea priveşte pe societate. (Pont, Sociétés, I, No. 403 urm.; Dalloz, Rép., Société, No. 336, 337; Laurent. XXVI, No. 469: Guillouard, Société, No. 154, 186; Houpin. Sociétés, I, No. 51; Alexandresco, IX, p. 481).

12. In cazul când aportul constă dintr'un obiect cert, ca şi vânzătorul, asociatul este obligat să predea lucrul societăţii, conservându-l până la predare· (Dalloz, Rép., Société. No· 333; Pont, Sociétés, I, I, No. 261; Laurent, XXVI, No. 246).

13. Pierderea lucrului până la predare dintr'un caz fortuit sau de forţă majoră, va fi suportată de societate sau asociat după distincţiunile dela materia vânzării. (Dalloz, Rép., Société, No. 333; Alexandresco, IX, p. 482).

14. Potrivit dispoziţiilor art· 1845 § 2 c. civ. fr. (1503 § 2 c. civ. rom.) asociatul al cărui aport constă într'un corp cert este obligat la garanţie către societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 341; Suppl., Société, No. 112; Alexandresco, IX, p. 482).

15. Când societatea este universală, asociatul nu este obligat la garanţie deoarece el se obligă să aducă ca aport nu un corp cert, ci tot patrimoniul său sau o universalitate de bunuri. (Aubry et Rau, ed 4-a, IV, § 380, p. 555; Pont, Sociétés, I, No. 266; Dalloz, Rép., Société, No. 342; Suppl., Société, No. 112; Laurent, XXVI, No. 247; Baudry et Wahl, Société, No. 182; Guillouard, Société, No. 179).

16. Chiar dacă aportul constă într'un lucru nedeterminat, asociatul va fi obligat

la garanție, dacă evicțiunea ar fi avut loc după realizarea aportului, cu toate că art. 1845 c. civ. fr. (1503 c. civ. rom.) vorbește numai de evicțiunea aportului care constă într'un lucru determinat. (Dalloz, Rép., Société, No. 343).

17. Evicțiunea totală a lucrului adus ca aport de unul dintre asociați, după o părere, va aduce de plin drept disolvarea societății, cu daune-interese dacă este cazul. (Baudry et Wahl, Société, No. 183, 435).

18. După a doua părere, în acest caz ceilalți asociați vor avea facultatea să ceară sau rezoluția contractului de societate cu daune-interese sau menținerea societății cu daune-interese. (Pont, Sociétés, I, No. 269, 270).

19. După a treia părere, în caz de evicțiune totală sau parțială a aportului adus în societate, dacă prin această evicțiune devine imposibilă funcționarea societății, ea va fi disolvată, cu daune-interese dacă însă funcționarea ei mai departe este posibilă, asociații vor putea cere condamnarea asociatului, care a adus aportul evins, la plată de daune-interese pentru paguba cauzată prin evicțiune. (Dalloz, Rép., Société, No. 344; Suppl., Société, No. 112; Huc, X, No. 64; Guillouard, Société, No. 180; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 17; Houpin, Sociétés, I, No. 39).

20. Pentru ca asociatul să fie descărcat de obligația de garanție, poate oferi societății obiecte identice cu cele evinse. (Pont, Sociétés, I, No. 271; Dalloz, Rép., Société, No. 347; Huc, X, No. 64; Baudry et Wahl, Société, No. 183; Guillouard, Société, No. 180).

21. Daunele-interese în caz de evicțiune vor fi calculate după aceleași regule ca la vânzare. (Pont, Sociétés, I, No. 270; Dalloz, Rép., Société, No. 346; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 18; Houpin, Sociétés, I, No. 39).

22. Garanția asociatului care a adus ca aport o creanță este fixată în limitele prevăzute de art. 1693 urm. c. civ. fr. (1397 urm. c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Société, No. 186; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 20; Houpin, Sociétés, I, No. 46).

23. Asociatul care aduce ca aport un brevet de invenţiune este obligat la garanţie pentru realitatea şi validitatea brevetului însă nu garantează bunătatea procedeului. (Baudry et Wahl, Société, No. 189 bis; Comp.: Alexandresco, IX, p. 482, nota).

24. Ca şi vânzătorul, asociatul este obligat la garanţie pentru vicii redhibitorii. (Pont, Sociétés, I, No. 273; Dalloz, Rép., Société, No. 348; Baudry et Wahl, Société, No. 184; Guillouard, Société, No. 182; Houpin, Sociétés, I, No. 40).

25. După o părere, dispozițiile art. 1619 c. civ. fr. (1329 c. civ. rom.) dela vânzare, se vor aplica şi la societate. (Duranton, XVII, No. 393; Troplong, Société, II, No. 534; Pont, Sociétés, I, No. 265; Dalloz, Rép., Société, No. 340; Baudry et Wahl, Société, No. 186).

26. După altă părere, dispozițiile acestui articol nu-şi găsesc aplicaţiunea la societate, ci tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă este cazul să se resolve societatea sau să se plătească diferenţa fie societății, fie asociatului. (Laurent, XXVI, No. 246; Guillouard, Société, No. 181; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 17; Houpin, Sociétés, I, No. 41).

27. Societatea va avea dreptul la fructele lucrului adus ca aport, cu începere din ziua contractului. (Pont, Sociétés, I, No. 263; Dalloz, Rép., Société, No. 332; Suppl., Société, No. 115; Baudry et Wahl, Société, No. 177; Guillouard, Société, No. 183).

28. In cazul când aportul constă în bani, asociatul este obligat a plăti suma la data fixată. (Guillouard, Société, No. 191).

29. In cazul când aportul unui asociat constă într'un imobil, pentru ca transmiterea către o societate să fie opozabilă terţilor, trebueşte transcrisă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, II, § 209, text şi nota 20, p. 291; IV, § 378, nota 10, p. 551; Pont, Sociétés, I, No. 258; Dalloz, Rép., Société, No. 110, 331; Suppl., Société, No. 114; Baudry et Wahl, Société, No. 173; Guillouard, Vente, II, No. 795; Société, No. 177; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 21; Houpin, Sociétés, I, No. 41; Alexandresco, IX, p. 481).

30. De asemenea va trebui transcris aportul unui uzufruct imobilar. (Baudry et Wahl, Société, No. 174; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 26; Houpin, Sociétés, I, No. 52; Alexandresco, IX, p. 481).

31. In cazul când aportul unui asociat constă din lucruri mobile, față de terți, aportul nu este perfect decât prin tradiția lucrului către societate. (Pont, Sociétés, I, No. 257; Laurent, XXVI, No. 245; Baudry et Wahl, Société, No. 172).

32. In cazul când aportul constă din o creanță, după o părere, vor trebui să se îndeplinească formalitățile prevăzute de art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) pentru ca transmiterea să fie opozabilă terților. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 378, nota 11, p. 551; Pont, Sociétés, I, No. 259; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 114; Huc, Cession, I, No. 282; Baudry et Wahl, Société, No. 175; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 21; Houpin, Sociétés, I, No. 46; Alexandresco, IX, p. 481).

33. După altă părere, în acest caz, transmiterea creanței chiar față de terți este independentă de îndeplinirea formalităților prevăzute de art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.). (Laurent, XXVI, No. 245; Guillouard, Société, No. 178).

34. In cazul când aportul constă din titluri la ordine, transmiterea aportului față de terți se face numai din momentul andosării. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No.

114; Lyon-Caen et Renault, Traité. II, No. 21).

35. La disolvarea societății, asociatul nu poate lua în natură aportul adus deoarece el a devenit proprietate indiviză. (Dalloz, Rép., Société, No. 351; Suppl., Société, No. 116; Baudry et Wahl, Société, No. 166).

36. Dacă însă asociatul a adus în societate numai folosința lucrului, el îl va relua la disolvarea societății. (Dalloz, Rép., Société, No. 352).

37. Dispozițiile art. 1845 urm. c. civ. fr. (1503 urm. c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și societăților comerciale. (Dalloz, Rép.. Suppl., Société, No. 369; Houpin, Sociétés, I, No. 179).

Art. 1504. — Asociatul care era dator a pune în comun o sumă de bani, și care n'a făcut-o, de drept și fără nicio cerere, rămâne debitor de dobânda acestei sume, din ziua în care trebuia să o plătească, fără a fi scutit și de plata de daune-interese, dacă s'ar cuveni.

Asemenea se va urma și în privința acelor sume ce ar fi luat din casa societății, a căror dobândă va începe a se socoti din ziua luării lor, pentru un folos al său particular. (Civ. 1079, 1081, 1084, 1088, 1492; C. com. 43, 81, 84, 110; Civ. Fr. 1846; Civ. Ital. 1710).

Text. fr. Art. 1846. — L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, debiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Text. Ital. Art. 1710. — Il socio che doveva conferire alla società una somma e non l'ha conferita, è di diritto debitore degli interessi di tale somma dal giorno in cui doveva eseguirsi il pagamento, salvo il risarcimento dei danni.

Lo stesso ha luogo riguardo alle somme che avesse presse dalla cassa sociale, gli interessi delle quali decorrono dal giorno che le ha ritirate per suo particolare vantaggio.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Textul art. 1504 c. civ. rom. s'a îndepărtat întrucâtva de textul art. 1846 c. civ. fr. corespunzător, reproducând redacția art. 1710 c. civ. italian. (Alexandresco, IX, p. 481, nota 1).

2. In cazul când aportul unui asociat constă în o sumă de bani, art. 1846 c. civ. fr. (1504 c. civ. rom.) aduce două excepțiuni la dreptul comun, prevăzând că dobânzile de întârziere vor curge de plin drept din ziua fixată pentru plată și că se vor putea acorda de tribunale daune-interese. (Dalloz, Rép., Société, No. 338; Suppl.. Société, No. 121; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 30; Alexandresco. IX. p. 482).

3. Potrivit dispozițiilor art. 1846 c. civ. fr. (1504 c. civ. rom.) asociatul care era dator a aduce în societate o sumă de bani și care nu a făcut-o, este dator de drept și fără nicio cerere să plătească societății do bânzi din ziua când trebuia s-o plătească, fără să fie nevoie ca societatea să dovedească vreun prejudiciu (Dalloz, Rép., Société, No. 339; Suppl., Société, No. 121; Laurent, XXVI. No. 249; Guillouard, Société, No. 192; Houpin, Sociétés, I, No. 55).

4. Dobânzile datorite societății de asociat se prescriu prin trecere de cinci ani. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 380, text și nota 1, p. 554; Dalloz, Rép.. Suppl., Société, No. 124; Guillouard, Société, No. 193).

5. Pe lângă dobânzile moratorii, asociatul care nu a vărsat suma datorită societății. mai poate fi condamnat și la dau-

ne-interese dacă societatea a încercat o pagubă din întârziere. (Dalloz, Rép., Société, No. 338; Suppl., Société, No. 123; Baudry et Wahl, Société, No. 190; Guillouard, Société, No. 201).

6. Daunele vor fi fixate de tribunal, de cele mai multe ori, luându-se în consideraţie întrebuinţarea probabilă pe care ar fi făcut-o societatea a capitalurilor sale. (Dalloz, Rép., Société, No. 338, 339; Laurent, XXVI, No. 249; Guillouard, Société, No. 191; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 30).

7. Asociatul va datori dobânzile de plin drept, chiar dacă nu a profitat de sumele ce le-a luat asupra lui din casa societăţii. (Baudry et Wahl, Société, No. 192; Houpin, Société, I, No. 87).

8. De asemenea, el va datori dobânzi la sumele luate din casa societăţii chiar dacă societatea nu a încercat niciun prejudiciu. (Laurent, XXVI, No. 256; Baudry et Wahl, Société, No. 192; Guillouard, Société, No. 199; Houpin, Sociétés, I, No. 87; Alexandresco, IX, p. 483).

9. Se va considera că asociaţii au retras din casa socială orice sume de bani ce le-au primit pentru societate şi nu le-au vărsat, deşi trebuiau să o facă. (Pont, Sociétés. I. No. 320; Dalloz. Rép., Société, No. 531; Laurent. XXVI, No. 256; Baudry et Wahl, Société, No. 191; Guillouard, Société, No. 199; Houpin, Sociétés, I, No. 87).

10. De asemenea şi pentru sumele de bani ce le datoresc societăţii şi pe care nu le plătesc la scadenţă. (Dalloz, Rép. Société, No. 531; Baudry et Wahl, Société, No. 191; Guillouard, Société, No. 199; Houpin, Sociétés, I, No. 87).

11. Gerantul unei societăţi este obligat să plătească fără întârziere sumele de bani care exced fondul de rulement şi deci datoreşte dobânzi la sumele ce nu le-a întrebuinţat, cu începere dela data când ele au intrat în casă. (Baudry et Wahl, Société, No. 190; Houpin, Sociétés, I, No. 87; Comp: Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 381 bis, p. 591).

12. Asociatul care a retras din casă fără drept sume de bani, datoreşte dobânzi până la lichidarea societăţii iar nu numai până la disolvarea ei. (Pont, Sociétés. I, No. 323. 326; Dalloz. Rép., Société, No. 534; Laurent. XXVI, No. 257; Baudry et Wahl, Société, No. 190; Guillouard, Société, No. 199; Houpin, Sociétés. I, No. 87).

13. Pentru sumele de bani luate de un asociat din casa societăţii, el va datora, în afară de dobânzi şi daune-interese, fără nicio punere în întârziere, dacă societatea a încercat o pagubă. (Houpin, Sociétés, I. No. 87; Alexandresco, IX, p. 483).

14. Pentru calcularea daunelor-interese nu se va lua în consideraţie, dacă asociatul a profitat de banii luaţi din casa socială ci numai dacă societatea a încercat o pagubă. (Baudry et Wahl. Société, No. 192).

15. Asociatul care a dat bani societăţii, are dreptul, după o părere, la dobânzi de plin drept din ziua când a dat bani, chiar dacă el nu este administratorul societăţii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 381, text şi nota 5, p. 558; Pont, Sociétés. I, No. 415; Dalloz, Rép., Société, No. 573; Suppl., Société, No. 240; Baudry et Wahl, Société, No. 215).

16. După altă părere, în acest caz asociatul va avea drept la dobânzi pentru sumele avansate, cu începere din ziua când au avut loc avansurile, numai dacă era administratorul societăţii. (Guillouard, Société, No. 166; Comp: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 32 bis, III).

17. Dispoziţiile art. 1846 c. civ. fr. (1504 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiune la societăţile particulare. (Baudry et Wahl. Société, No. 193; Guillouard, Société, No. 202).

18. Dispoziţiile acestui articol îşi găsesc aplicaţiunea şi societăţilor universale. (Pont, Sociétés, I, No. 319; Baudry et Wahl, Société. No. 193; Comp. Contra: Guillouard, Société, No. 202; Houpin, Sociétés, I, No. 87).

19. De asemenea, dispoziţiile acestui articol se aplică şi societăţilor comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société. No. 1008; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 734; Houpin, Sociétés, I, No. 55).

20. In ceea ce priveşte asociaţiile în participaţie, pentru sumele ce asociatul întârzie a le plăti ca aport. dobânzile vor curge dela data somaţiei de plată, făcându-se în cauză aplicaţia dispoziţiilor art. 1153 c. civ. fr. (1088 c. civ. rom.), însă se pot acorda şi daune-interese pentru paguba cauzată prin întârziere. (Pont, Sociétés, II. No. 1836; Dalloz, Rép. Société, No. 1645; Suppl., Société, No. 2019; Houpin, Sociétés, I, No. 255).

21. De asemenea. pentru sumele luate de un asociat participant pentru folosul său personal. dobânzile vor curge tot dela data somaţiei de plată. (Dalloz, Rép., Société, No. 1647; Suppl., Société, No. 2021; Houpin. Sociétés. I, No. 255).

22. Aceeaşi soluţiune se va da şi pentru sumele avansate de un participant în folosul societăţii, el neavând dreptul la dobânzi decât dela data somaţiei de a i se plăti. (Dalloz, Rép.. Société, No. 1646; Suppl., Société, No. 2020; Houpin, Sociétés. I, No. 255).

Art. 1505. — Asociaţii cari s'au îndatorat a pune în comun industria lor, vor trebui să dea seamă de toate câştigurile făcute prin acel fel de industrie, ce este obiectul societăţii. (Civ. 1496, 1503, 1511; Civ. Fr. 1847).

Text. fr. Art 1847. — Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont fait par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

Doctrină.

1. In cazul când un asociat s'a îndatorat a pune în comun o industrie specială și determinată, el nu poate fi obligat a da socoteală societății decât de câștigurile rezultate din această industrie iar nu și câștigurile rezultate din alte munci ale sale. (Pont, Sociétés, I, No. 305; Dalloz, Rép. Société, No. 379; Suppl., Société, No. 125: Laurent, XXVI. No. 251: Baudry et Wahl, Société, No. 189; Guillouard, Société, No. 194; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 31; Houpin, Sociétés, I, No. 56; Alexandresco, IX. p. 483).

2. Prin contractul de societate se poate interzice unui asociat să exercite altă industrie afară de aceea care face obiectul aportului său în societate. (Baudry et Wahl, Société, No. 189).

3. Asociatul are dreptul să exercite o altă industrie, afară de acea adusă de el ca aport în societate, dacă nu i-a fost interzisă. dar dacă prin această industrie el neglijează industria promisă societății, el comite o greșeală și societatea are acțiune contra lui. (Dalloz, Rép., Société, No. 539: Baudry et Wahl, Société, No. 189; Comp: Alexandresco, IX, p. 483).

4. Aportul industriei se realizează succesiv, zi cu zi. (Pont Sociétés, I, No. 304).

5. Dispozițiile art. 1847 c. civ. fr. (1505 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când un asociat a adus ca aport, pe lângă o sumă de bani sau un lucru mobiliar ori imobiliar, și industria sa. (Dalloz. Rép.. Société, No. 378).

6. In cazul când asociatul nu-și execută obligația sa de a aduce ca aport într'o societate industrială industria sa și dacă prin neexecutarea acestei obligațiuni, societatea a încercat, pe lângă pierderea câștigurilor industriei și o pagubă mai mare, asociatul va putea fi condamnat și la plata de daune-interese. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 380, text și nota 2, p. 555; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 536; Baudry et Wahl, Société, No. 189; Guillouard, Société, No. 195; Houpin, Sociétés, I, No. 56; Comp.: Alexandresco, IX, p. 483).

7. Dispozițiile art. 1847 c. civ. fr. (1505 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la societățile universale de câștiguri, deoarece în aceste societăți, tot felul de câștiguri intră în societate. (Pont, Sociétés, I, No. 302; Dalloz, Rép., Société, No. 382; Baudry et Wahl. Société, No. 189; Guillouard, Société, No. 195).

Art. 1506. — Când un asociat este pe seama sa creditor de o sumă exigibilă al unei persoane, debitor asemenea și către societate cu o sumă exigibilă, atunci aceea ce primește dela un așa debitor va trebui să se socotească atât în creditul societății cât și în al său propriu, în proporțiunea ambelor credite, chiar când prin chitanța dată s'ar specifica că primirea s'a făcut numai pe seama creditului său particular.

Dacă însă prin chitanța dată s'ar specifica că primirea s'a făcut numai în contul creditului societății, atunci se va urma după această declarațiune. (Civ. 1110 urm., 1507; Civ. Fr. 1848).

Text. fr. Art. 1848. — Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur, doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur la créance particulière: mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Imputațiunea prevăzută de art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) va avea loc numai în cazul când creanța societății și cea a asociatului, vor fi ambele exigibile. (Dalloz, Rép., Société, No. 544; Baudry et Wahl, Société, No. 200; Guillouard, Société, No. 210).

2. In cazul când niciuna din aceste două creanțe nu este exigibilă și debitorul nu are niciun interes de a achita una dintre ele cu preferință, dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea. (Dalloz, Rép., Société, No. 548).

3. In cazul când numai una din aceste două creanțe este exigibilă, imputarea se va face în întregime numai asupra acestei creanțe, deoarece se face o imputație legală în ordinea admisă de lege. (Pont, Sociétés, I, No. 334; Dalloz, Rép., Société, No. 544; Baudry et Wahl, Société, No. 200; Guillouard, Société, No. 210; Contra: Houpin, Sociétés, I, No. 90).

4. In cazul când imputațiunea se face nu de către creditor, ci de către debitor conform art. 1253 c. civ. fr. (1110 c. civ. rom.), după o părere, dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) își vor găsi aplicația însă numai în raporturile asociatului cu societatea, creanța asociatului fiind stinsă față de debitor. (Duranton, XVII, No. 401; Dalloz, Rép., Société, No. 545; Comp.: Aleandresco, IX, p. 486).

5. După altă părere, în acest caz dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea, cel puțin atunci când imputarea făcută de debitor este justificată de un interes evident și legitim al său cum ar fi în cazul când creanța asociatului este garantată de o ipotecă iar aceea a societății ar fi simplu chirografară. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 380, text și nota 6, p. 556; Pont. Sociétés, I, No. 333; Dalloz, Rép., Société, No. 545, 546; Baudry et Wahl, Société, No. 200; Guillouard, Société, No. 211; Houpin, Sociétés, I, No. 90; Comp: Alexandresco, IX, p. 486).

6. Dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea când asociatul care a primit plata nu este administratorul societății, administrația ei fiind încredințată la unul sau mai mulți geranți. (Troplong, Société, II, No. 558; Pont, Sociétés, I, No. 338; Dalloz, Rép., Société, No. 551; Laurent, XXVI, No. 261; Guillouard, Société, No. 211 bis; Alexandresc IX, p. 486; Contra: Duranton, XVII, No. 401; Baudry et Wahl, Société, No. 201).

7. Dispozițiile acestui articol nu se aplică în materie de comunitate sau indiviziune. (Alexandresco, IX, p. 486, 487).

8. In cazul când plata a primit-o societatea prin gerantul ei sau prin alt asociat, ea nu este obligată să împartă suma primită cu asociatul care este de asemenea creditorul aceluiași debitor. (Dalloz, Rép., Société, No. 550).

9. Dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea debitorului asociat care plătește. (Dalloz, Rép., Obligations. No. 2025).

10. Dispozițiile art. 1848 c. civ. fr. (1506 c. civ. rom.), după părerea dominantă, nu-și găsesc aplicațiunea în caz de compensație legală. (Pont, Sociétés, I, No. 340; Dalloz, Rép., Société, No. 549; Laurent, XXVI, No. 262; Guillouard, Société, No. 212; Houpin, Sociétés, I, No. 90; Alexandresco, IX, p. 486; Comp. Contra: Baudry et Wahl, Société, No. 200).

Art. 1507. — Când unul din asociați și-a primit partea sa întreagă din creditul comun, și debitorul a devenit apoi nesolvabil, acest asociat va trebui să pună în comun ceea ce a primit, chiar când ar fi dat o chitanță, anume pentru partea sa. (Civ. 1506; Civ. Fr. 1849).

Text. fr. Art. 1849. — Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

Doctrină.

1. Rațiunea dispozițiilor art. 1849 c. civ. fr. (1507 c. civ. rom.) este că asociații sunt obligați să prefere interesul societății față de interesul lor propriu. (Pont, Sociétés, I, No. 341; Laurent, XXVI, No. 263; Baudry et Wahl, Société, No. 202; Guillouard, Société, No. 213; Comp: Duvergier, V, No. 342; Troplong, Société, II, No. 560;; Alexandresco, IX, p. 487).

2. Dispozițiile art. 1849 c. civ. fr. (1507 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea și în cazul când se întâmplă debitorului societății un caz analog cu insolvibilitatea, cum ar fi de exemplu, falimentul. (Pont, Sociétés, I, No. 346; Dalloz, Rép., Société, No. 553).

3. După părerea dominantă, cu toate că art. 1849 c. civ. fr. (1507 c. civ. rom.) prevede numai cazul când debitorul societății a devenit insolvabil, totuși înțelesul acestui

articol este mai general şi asociatul va trebui să raporteze la masa comună, totdeauna când el a primit o parte din creanţa socială. (Troplong, Société, II, No. 561; Dalloz, Rép., Société, No. 554; Suppl., Société, No. 1588; Laurent, XXVI, No. 264; Contra: Pont, Sociétés, I, No. 344).

4. Dispoziţiile art. 1849 c. civ. fr. (1507 c. civ. rom.) îşi vor găsi aplicaţiunea în toate cazurile când un asociat face pentru el o operaţie ce trebuia s'o facă pentru societate şi în general totdeauna când se iveşte un conflict între interesul asociatului şi interesul societăţii şi asociatul preferă interesul său personal. (Pont, Sociétés, I, No. 347; Dalloz, Rép., Société, No. 556; Laurent, XXVI, No. 265; Baudry et Wahl, Société, No. 202 bis; Guillouard, Société, No. 214; Houpin, Sociétés, I, No. 89).

Art. 1508. — Fiecare asociat rămâne răspunzător către societate de daunele căşunate prin culpa sa. Aceste daune nu pot să se compense cu foloasele aduse societăţii prin industria sa în alte afaceri. (Civ. 998, 999, 1080, 1081 urm., 1145; C. com. 85; Civ. Fr. 1850).

Text. fr. Art. 1850. — Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină

1. Asociatul răspunde nu numai de greşeala sa, ci şi de dolul său. (Pont, Sociétés, I, No. 352; Dalloz, Rép., Société, No. 565).

2. Asociatul este răspunzător de greşeala sa fără nicio restricţiune. (Pont, Sociétés, I, No. 353, 354; Dalloz, Rép. Société, No. 565; Suppl., Société, No. 238; Laurent, XXVI, No. 253; Baudry et Wahl, Société, No. 195; Guillouard, Société, No. 205; Houpin, Sociétés, I. No. 88).

3. Asociatul însărcinat cu administraţia nu răspunde pentru simplele cazuri fortuite, neimputabile lui. (Baudry et Wahl, Société, No. 197; Guillouard, Société, No. 207; Houpin, Sociétés, I, No. 88; Alexandresco, IX, p. 485).

4. Asociatul răspunde atât de greşelile în committendo cât şi de greşelile în omittendo. (Pont, Sociétés, I, No. 356; II, No. 536; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 238; Baudry et Wahl, Société, No. 197; Guillouard, Société, No. 206; Hopin, Sociétés, I, No. 88; Alexandresco, IX, p. 485, nota 1).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă a existat sau nu greşeală din partea asociatului. (Dalloz, Rép., Société, No. 567).

6. Curtea de casaţie va avea dreptul să verifice dacă faptul invocat ca bază a unei acţiuni în responsabilitate prezintă sau nu caracterele juridice ale greşelei. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 705).

7. Opoziţia făcută de un asociat la un act de administraţie nu poate da loc la o cerere contra sa de daune-interese, din partea societăţii, deoarece prin opoziţie a uzat de dreptul său conferit de art. 1859-1° c. civ. fr. (1517-1° c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Société, No. 323; Guillouard, Société, No. 147; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 383, text şi nota 10, p. 563, 564; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 232).

8. Asociatul care a comis o greşeală faţă de asociaţii săi, este răspunzător către dânşii atât de pierderile ce le-a cauzat cât şi de câştigurile de care a fost lipsită societatea. (Pont, Sociétés, I, No. 359; Dalloz, Rép., Société, No. 564).

9. Potrivit dispoziţiilor art. 1850 c. civ. fr. (1508 c. civ. rom.) daunele cauzate de asociat într'o afacere nu se pot compensa cu câştigurile aduse de el societăţii prin industria sa în alte afaceri. (Dalloz, Rép., Société, No. 562; Suppl., Société, No. 237; Alexandresco, IX, p. 485).

10. Asociatul poate compensa pierderile aduse societăţii într'o afacere cu câştigul adus în aceeaşi afacere. (Pont, Sociétés, I, No. 361; Dalloz, Rép., Société, No. 563; Suppl., Société, No. 237; Baudry et Wahl, Société, No. 199; Guillouard, Société, No. 204; Houpin, Sociétés. I, No. 88; Contra: Laurent, XXVI, No. 255).

Art. 1509. — Lucrările [1]), a căror folosinţă numai a fost pusă în comun, dacă sunt corpuri certe şi determinate ce nu se consumă prin întrebuinţare, rămân în pericolul asociatului proprietar.

1) Din eroare se zice aci *„lucrările"* în loc de *„lucrurile"* cum este şi în textul francez.

Dacă aceste lucruri se consumă, sau conservându-le se deteriorează, dacă au fost destinate spre vânzare, sau s'au pus în comun în urma unei estimaţiuni înscrise în un inventar, atunc ele rămân în pericolul societăţii.

Dacă lucrul a fost preţuit, asociatul nu poate pretinde alt decât preţul lui. (Civ. 526, 540, 1102, 1156, 1245, 1246, 1503, 1525; C. com. 83; Civ. Fr. 1851).

Text. fr. Art. 1851. — Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces chosses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été éstimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) în cazul când unul din asociaţi a adus în societate ca aport numai uzufructul unui corp cert şi dacă acest lucru piere în cursul societăţii prin caz fortuit sau de forţă majoră. pierderea priveşte pe proprietarul lucrului. (Pont, Sociétés, I, No. 384; Dalloz, Rép., Société, No. 352; Laurent, XXVI, No. 272; Baudry et Wahl, Société, No. 167; Guillouard, Société, No. 156; Alexandresco, IX, p. 489).

2. In ceea ce priveşte lucrurile nedeterminate, pierderea lor priveşte de asemenea pe asociatul proprietarul lor iar după tradiţia sau mai bine zis determinarea lor, către societate, ele devin lucruri certe şi determinate şi deci se aplică dispoziţiile art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Société, No. 361).

3. Prin pierderea lucrului cert adus în uzufruct ca aport în societate, asociatul este liberat şi deci în ceea ce priveşte uzufructul, pierderea este în sarcina societăţii, numai pierderea nudei proprietăţii fiind în sarcina proprietarului. (Pont, Sociétés, I, No. 383; Laurent, XXVI, No. 272; Baudry et Wahl, Société, No. 167, 433; Guillouard, Société, No. 156; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 26).

4. Dacă pierderea lucrului cert promis prin caz fortuit sau de forţă majoră, are loc înainte de constituirea uzufructului, pierderea priveşte pe asociat şi societatea se dizolvă. (Pont, Sociétés, I, No. 382, 383; Baudry et Wahl, Société, No. 433).

5. Pierderea lucrurilor fungibile aduse ca aport în societate este în sarcina acesteia care a devenit proprietara lor, deoarece nu se poate folosi cineva de aceste lucruri fără a le consuma. (Pont, Sociétés, I, No. 390; Dalloz, Rép., Société, No. 355; Laurent, XXVI, No. 273; Baudry et Wahl, Société, No. 167; Guillouard, Société, No. 158; Alexandresco, IX, p. 489).

6. In acest caz la disolvarea societăţii, ea trebue să restitue asociatului lucruri fungibile de aceeaşi calitate, cantitate şi valoare sau o sumă de bani conform estimaţiei lor. (Pont, Sociétés, I, No. 390; Dalloz, Rép., Société, No. 362; Laurent XXVI, No. 273; Baudry et Wahl, Société, No. 167; Guillouard, Société, No. 158; Alexandresco, IX, p. 489, 490).

7. Potrivit dispoziţiilor art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) pierderea lucrurilor destinate a fi vândute, cade în sarcina societăţii, deoarece ea a devenit proprietatea lor. (Pont, Sociétés, I, No. 396; Dalloz, Rép., Société, No. 365; Laurent, XXVI, No. 275; Baudry et Wahl, Société, No. 168; Guillouard, Société, No. 162; Alexandresco, IX, p. 490).

8. Potrivit dispoziţiilor art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) pierderea lucrurilor care au fost preţuite cade în sarcina societăţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 359; Alexandresco, IX, p. 490).

9. Această soluţiune are loc, atât pentru lucruri mobile cât şi pentru imobile, deoarece textul nu distinge. (Pont, Sociétés, I, No. 399; Dalloz, Rép., Société, No. 359; Laurent, XXVI, No. 276; Baudry et Wahl, Société, No. 168; Guillouard, Société, No. 162).

10. Cu toate că art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) vorbeşte că preţuirea trebue să se facă printr'un inventar, totuşi preţuirea poate fi convenită oricum de către

părţi şi poate fi cuprinsă chiar în contractul de societate. (Pont, Sociétés, I, No. 400; Dalloz, Rép., Société, No. 360; Laurent, XXVI, No. 276; Baudry et Wahl, Société, No. 168; Guillouard, Société, No. 163; Alexandresco, IX, p. 490, nota 4).

11. In afară de cele patru excepţiuni prevăzute de art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) în toate celelalte cazuri se aplică regulele dreptului comun şi deci riscurile lucrului, a cărui folosinţa a fost pusă în comun, rămân în sarcina asociatului. (Dalloz, Rép., Société, No. 361).

12. Părţile pot deroga dela regulele prevăzute de art. 1851 c. civ. fr. (1509 c. civ. rom.) (Dalloz, Rép., Société, No. 368; Baudry et Wahl, Société, No. 500).

Art. 1510. — Un asociat are acţiune contra societăţii nu numai pentru restituţiunea capitalelor cheltuite în contul ei, dar încă pentru obligaţiunile contractate de bună credinţă pentru afacerile sociale şi pentru pericolele nedespărţite de administraţiunea lor. (Civ. 779, 991, 1041, 1053, 1054, 1088 urm., 1504, 1530, 1546, 1550; C. com. 109; Civ. Fr. 1852).

Text. fr. Art. 1852. — Un associé a action contre la société, nonseulement à raison des sommes qu'il a déboursés pour elle, mains encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1852 c. civ. fr. (1510 c. civ. rom.) un asociat are dreptul să i se plătească cheltuielile făcute de el în interesul societăţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 571; Suppl., Société, No. 239; Alexandresco, IX, p. 491).

2. Ca cheltuieli pe care le poate face un asociat în interesul societăţii, sunt acele de voiaj, de trimitere de mărfuri sau bani etc. (Baudry et Wahl, Société, No. 214; Guillouard, Société, No. 165: Houpin, Sociétés, I, No. 93; Alexandresco, IX, p. 491).

3. Asociatul are dreptul la o indemnitate în măsura în care gestiunea sa a fost folositoare societăţi, chiar dacă făcând cheltuielile a trecut peste puterile sale. (Pont, Sociétés, I, No. 412; Dalloz, Rép., Société, No. 571; Suppl., Société, No. 222; Laurent, XXVI, No. 309; Guillouard, Société, No. 165).

4. Dacă prin contract sau prin statute, asociatul care a făcut cheltuielile nu ar avea dreptul să facă acte de administraţie, el va avea numai acţiunea de in rem verso, în contra societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 415; Huc, X, No. 74).

5. Asociatul care a făcut cheltuielile are dreptul la dobânzi din ziua când a făcut aceste cheltuieli. (Dalloz, Rép., Société, No. 573).

6. Asociatul are acţiune contra societăţii pentru toate obligaţiunile contractate în interesul societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 415; Dalloz, Rép., Société, No. 575; Baudry et Wahl, Société, No. 217; Huc, X, No. 74; Guillouard, Société, No. 169; Alexandresco, IX, p. 491).

7. Potrivit dispoziţiilor art. 1852 codul civil francez (1510 codul civil rom.) asociatul are acţiune contra societăţii pentru riscurile nedespărţite ale administraţiei. Astfel el are acţiune pentru pierderea rezultată dintr'un furt ce l-a încercat într'un voiaj făcut pentru societate, pentru un accident suferit în timpul când lucra pentru societate, etc. (Dalloz, Rép., Société, No. 576, 577, 579; Baudry et Wahl, Société, No. 218; Guillouard, Société, No. 169; Houpin, Sociétés, I, No. 93; Alexandresco, IX, p. 491, 492).

8. Pentru ca asociatul să aibă drept la această acţiune, trebueşte ca dauna ce a suferit să nu fie imputabilă culpei sau imprudenţei sale. (Pont, Sociétés, I, No. 419; Laurent, XXVI, No. 279; Baudry et Wahl, Société, No. 219; Guillouard, Société, No. 169).

Art. 1511. — Când prin contractul de societate nu se determină partea de câştig sau pierdere a fiecărui asociat, atunci acea parte va fi proporţionată cu suma pusă în comun de fiecare.

In privinţa acelui ce n'a pus în comun decât industria sa, partea de câştig sau pierdere se va regula ca partea acelui ce ar fi pus în comun valoarea cea mai mică. (Civ. 1491, 1496, 1505, 1521; C. com. 87, 89; Civ. Fr. 1853).

Text. fr. Art. 1853. — Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru a se putea stabili dacă societatea a câştigat sau a pierdut se va face comparaţie între valoarea obiectelor ce compuneau fondul social la contractarea societăţii şi valoarea obiectelor ce se găsesc în societate la data când se face calcularea. (Pont, Sociétés, I, No. 428; Dalloz, Rép., Société, No. 384; Suppl., Société, No. 180; Guillouard, Société, No. 220; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 55; Houpin, Sociétés, I, No. 118; Alexandresco, IX, p. 492).

2. In regulă generală repartiţia beneficiilor sau pierderilor trebue să se facă la finele societăţii, după rezultatul definitiv al operaţiilor. (Pont, Sociétés, I, No. 430; Dallos, Rép., Société, No. 385, 386; Suppl., Société, No. 180; Huc, X, No. 77; Guillouard, Société, No. 219; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 56; Alexandresco, IX, p. 493).

3. Părţile contractante pot conveni însă, ca repartiţia beneficiilor să se facă în fiecare an. (Pont, Sociétés, I, No. 430; Dalloz, Rép., Société, No. 387; Suppl., Société, No. 180; Huc, XI, No. 77; Guillouard, Société, No. 219; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 56; Alexandresco, IX, p. 493).

4. La socităţile comerciale dacă nu s'a prevăzut în contract nicio clauză privitoare la repartiţia beneficiilor, se va prezuma că intenţia părţilor a fost cu repartiţia beneficiilor să se facă în fiecare an. (Pont, Sociétés, I, No. 431; Dalloz, Rép., Société, No. 387; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 56).

5. La societăţile civile, care au de obiect lucruri cari produc fructe în fiecare an, se presupune de asemenea, că intenţia părţilor a fost ca să împartă fructele în momentul culegerii lor. (Pont, Sociétés, I, No. 431; Dalloz, Rép., Société, No. 387).

6. Părţile asociaţilor în beneficii şi pierderi se vor fixa potrivit convenţiunii lor. (Dalloz, Rép., Société, No. 383; Suppl., Société, No. 181, 843, 876, 2113; Baudry et Wahl, Société, No. 252; Houpin, Sociétés, I, No. 109; Alexandresco, IX, p. 494).

7. In cazul când în contract nu se determină decât partea de beneficii, contribuţia la pierdere va fi proporţională cu partea din beneficii. (Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 380, text şi nota 9, p. 556; Pont, Sociétés, I, No. 434; Dalloz, Rép., Société, No. 402; Suppl. Société, No. 379; Baudry et Wahl, Société, No. 252; Guillouard, Société, No. 219; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 47).

8. Dacă însă nu există paritate între aporturi şi repartiţia beneficiilor, contribuţia la datorii va fi proporţională cu partea din beneficii, iar nu cu aporturile aduse în societate. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 380, p. 557; Pont Sociétés, I, No. 460; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 181; Laurent, XXVI, No. 283; Houpin, Sociétés, I, No. 165).

9. In cazul când convenţiunea părţilor nu fixează repartiţia nici a pierderilor nici a beneficiilor, partea fiecărui asocat în pierderi şi beneficii va fi proporţională cu aportul chiar dacă aporturile nu au fost evaluate în convenţie. (Pont, Sociétés, I, No. 483; Dalloz, Rép., Société, No. 391; Suppl., Société, No. 383; Laurent, XXVI, No. 297; Huc, XI, No. 77; Baudry et Wahl, Société, No. 258; Guillouard, Société, No. 223; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 50; Houpin, Sociétés, I, No. 120; Alexandresco, IX, p. 494).

10. In cazul când convenţiunea părţilor nu fixează repartiţia nici a pierderilor nici a beneficiilor şi aportul constă dintr'o industrie, fără să fie evaluată, art. 1853 c. civ. fr. (1511 c. civ. rom.) prezumă ca părţile au înţeles să asimileze acest aport cu aportul cel mai mic adus de asociaţi. (Dalloz, Rép., Société, No. 396; Suppl., Société, No. 383; Pont, Sociétés, I, No. 488; Houpin, Sociétés, I, No. 122; Alexandresco, IX, p. 494).

11. Dacă unul dintre asociaţi a adus pe lângă industria sa, un aport în natură sau în bani, după o părere, în acest caz, acest asociat va lua mai întâi o parte egală cu aceea a asociatului care a adus cel mai mici aport şi apoi o altă parte proporţională cu aportul său în natură sau în bani (Duranton, XVII, No. 433; Troplong, Société, II, No. 619; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 381, p. 557; Dalloz, Rép., Société, No. 398;

Suppl., Société, No. 186; Alexandresco. IX, p. 495).

12. După altă părere, în acest caz tribunalele vor putea fie să scadă sub partea egală cu a asociaților care a adus cel mai mic aport, dacă vor constata că industria și aportul sunt mai mici decât partea acestui asociat, sau să o mărească dacă vor constata că industria și aportul sunt mai mari ca partea asociatului cu aportul cel mai mic. (Pont, Sociétés, I, No. 491; Laurent, XXVI, No. 299; Huc, XI, No. 78; Baudry et Wahl, Société, No. 259, 260; Guillouard, Société, No. 225 bis; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 52; Houpin, Sociétés. I, No. 122).

13. In cazul când fiecare asociat aduce numai industria sa, după o părere, repartiția se va face egal între toți, deoarece fiecare aport este considerat egal. (Dalloz, Rép., Société, No. 401; Suppl., Société, No. 187).

14. După altă părere, în aces caz, partea fiecărui asociat va fi proporțională cu miza sa, adică cu munca depusă. (Pont, Sociétés I, No. 492; Huc, XI, No. 78; Baudry et Wahl, Société, No. 261; Guillouard, Société, No. 226; Lyon Caen et Renault, Traité, II, No. 52; Houpin, Sociétés, I, No. 122; Alexandresco, IX, p. 495).

15. Când unul din asociați aduce în societate creditul său industrial, valoarea acestui credit va fi fixată de tribunal, neputându-se asimila cu aportul de industrie. (Baudry et Wahl, Société, No. 262).

16. Lichidarea pe baza convențiunii părților sau ale art. 1853 codul civil francez (1511 codul civil român) se va face chiar dacă societatea ar fi nultă pentru incapacitatea sau lipsa de consimțimânt a uneia dintre părți sau pentru că obiectul societății ar fi ilicit, deoarece în acest caz a existat între asociați un raport de fapt. (Dalloz, Rép., Société, No. 302, 320, 465; Baudry et Wahl, Société, No. 96; Houpin, Sociétés, I, No. 26).

17. Aceeași soluțiune va avea loc când o societate comercială a fost anulată pentru neîndeplinirea formalităților legale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société No. 1364; 1365).

18. Dispozițiile art. 1853 c. civ. fr. (1511 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la societățile comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 418).

19. De asemenea, își găsesc aplicațiune și asociațiilor în participație. (Pont, Sociétés, II, No. 1834; Dalloz, Rép., Société, No. 1648; Suppl., Société, No. 2004, 2022; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 1064).

20. De asemenea, și societățile civile cu formă comercială. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 2113, 2145).

Art. 1512. — Dacă asociații, pentru determinarea părților, s'au învoit a se raporta la judecata unuia din ei sau a unui al treilea, atunci nu se va admite nicio reclamațiune contra unei asemenea determinări, afară numai când va fi învederat contrarie echității.

In această privință nu se va admite nicio reclamațiune, după trecerea de nouăzeci zile pline numărate din ziua în care asociatul, ce se pretinde daunat, a aflat despre o asemenea determinare, ori când din partea sa a început a o executa. (Civ. 969, 1167, 1304; Civ. Fr. 1854).

Text. fr. Art. 1854. — Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un deux ou à un tiers pour le réglement des parts, ce réglement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire a l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du réglement ou si ce réglement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1854 c. civ. fr. (1512 c. civ. rom.) asociații pot încredința fixarea părților la beneficii și pierderi, unuia dintre ei sau unui terț. (Pont, Sociétés, I, No. 468. 474; Dalloz, Rép., Société, No. 404; Suppl., Société, No. 190; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit com-

mercial, II, No. 49; Alexandresco, IX, p. 495).

2. Desemnarea acestui arbitru poate fi făcută prin însăşi contractul de societate. (Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 49).

3. Părţile pot face desemnarea arbitrului chiar după încheierea contractului de societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 407).

4. In cazul când desemnarea arbitrului a fost făcută prin actul constitutiv al societăţii şi arbitrul desemnat refuză sau este împiedecat să-şi execute însărcinarea, după o părere, societatea rămâne valabilă însă repartizarea beneficiilor şi pierderilor se va face potrivit dispoziţiilor art. 1853 c. civ. fr. (1511 c. civ. rom.) (Pont, Sociétés, I, No. 471; Baudry et Wahl, Société, No. 255).

5. După altă părere, în acest caz ca şi la vânzare (art. 1592 c. civ. fr. 1304 c. civ. rom.) societatea este nulă. (Duranton, XVII, No. 425; Duvergier, V, No. 245; Troplong, Société, II, No. 625; Dalloz, Rép., Société, No. 405; Guillouard, Société, No. 230; Houpin, Sociétés, I, No. 123; Alexandresco, IX, p. 496).

6. Aceleaşi păreri împărţite există şi în cazul când desemnarea arbitrului s'a făcut printr'un act posterior actului constitutiv de societate şi arbitrul refuză sau este împiedecat să-şi execute însărcinarea. (Duranton, XVII, No. 425; Duvergier V, No. 249; Dalloz, Rép., Société, No. 407).

7. Potrivit dispoziţiilor art. 1854 c. civ. fr. (1512 c. civ. rom.) determinarea arbitrului va putea fi atacată numai dacă va fi invederat contra echităţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 404; Suppl., Société, No. 191; Alexandresco, IX, p. 495).

8. Potrivit dispoziţiilor art. 1854 c. civ. fr. (1512 c. civ. rom.) reclamaţiunea în contra determinării arbitrului va putea fi făcută numai în termen de 90 zile libere din ziua în care asociatul ce se pretinde daunat a aflat despre determinare, ne mai putând să reclame dacă a trecut acest termen sau dacă a început a executa determinarea făcută. (Dalloz, Rép., Société, No. 404; Alexandresco, IX, p. 495, 496).

9. In caz de anulare a determinării tribunalul va face repartiţia beneficiilor şi pierderilor potrivit art. 1853 c. civ. fr. (1511 c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Société, No. 257).

10. Dispoziţiile art. 1854 c. civ. fr. (1512 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţia societăţilor comerciale şi asociaţiilor în participaţie. (Pont, Sociétés, II, No. 1834).

Art. 1513. — Este nul contractul prin care un asociat îşi stipulează totalitatea câştigurilor.

Asemenea, nulă este convenţiunea prin care s'a stipulat ca unul sau mai [1]) mulţi asociaţi să fie scutiţi de a participa la pierdere. (Civ. 5, 968, 1008, 1492, 1511; C. com. 87, 89; Civ. Fr. 1855).

Text. fr. Art. 1855. — La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

Bibliografie (continuare).

PANAITESCU I. CONST., *Notă* sub C. Apel Bucureşti S. I, 171 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 257.

Doctrină.

1. Nu se poate conveni că numai unul dintre asociaţi să aibă toate beneficiile, deoarece o asemenea clauză este contrară esenţei şi scopului societăţii care este împărţirea beneficiilor între toţi asociaţii. (Planiol, II, No. 1969; Alexandresco, IX, p. 496).

2. O asemenea convenţie nu este valabilă chiar dacă s'ar prevedea clauza că asociatul care ia toate beneficiile este obligat să suporte toate pagubele, deoarece în acest caz ceilalţi asociaţi nu ar avea nici un interes. (Alexandresco, IX, p. 496, 497).

3. Se poate conveni ca toate beneficiile societăţii se vor cuveni asociatului care va rămâne în vieaţă. (Troplong, Société, II No. 646; Baudry et Wahl, Société, No. 271; Guillouard, Société, No. 236; Comp.: Alexandresco, IX, p. 497; Contra: Duvergier, Société, No. 268; Laurent, XXVI, No. 288; Huc, XI, No. 81).

4. Nu se poate conveni ca unul sau mai mulţi asociaţi să fie scutiţi de a participa la pierderi. (Alexandresco, IX, p. 497).

5. Se poate conveni ca părţile asociaţilor în beneficii sau pierderi să nu fie fixate

1) Cuvântul *„mai"* din eroare lipseşte în ediţiunea oficială, întunecând astfel sensul frazei.

proporţional cu aportul lor în societate, însă contribuţia la pierderi sau la beneficii să nu fie minimă, căci astfel s'ar eluda prohibiţiunea prevăzută de art. 1855 c. civ. fr. (1513 c. civ. rom.). (Alexandresco, IX, p. 497).

6. Dacă s'a stipulat clauza prohibită de art. 1855 c. civ. fr. (1513 c. civ. rom.) după o părere, societatea este valabilă, însă clauza e nulă şi în acest caz beneficiile şi pierderile se vor repartiza potrivit dispoziţiilor art. 1853 c. civ. fr. (1511 c. civ. rom.) (Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 713, p. 425).

7. După altă părere dominantă, însăşi societatea va fi nulă în acest caz. (Duranton, XVII, No. 422; Troplong, Société, II, No. 662; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 39 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 377, text şi nota 9, p. 544, 545; Laurent, XXVI, No. 295; Huc, XI, No. 86; Baudry et Wahl, Société, No. 288; Guillouard, Société, No. 206; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 48; Planiol, II, No. 1971; Alexandresco, IX, p. 497, 498).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Deşi este exact în drept că, potrivit art. 1513 din codul civil, contractul de asociaţie este nul când unul dintre asociaţi şi-a stipulat toate beneficiile rezultate din asociaţie sau când unul dintre asociaţi s'a exonerat de paguba eventuală, totuşi, când se constată că părţile, cunoscând rendementul obiectului pus în asociaţie, calculează un minimum de foloase pentru una dintr'însele, care nu are nici administraţia societăţii, această stipulaţie urmează a-şi produce toate efectele sale. (C. Apel Bucureşti S. I, 171 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 257).

Art. 1514. — Asociatul însărcinat cu administraţiunea în puterea unei clauze speciale a contractului de societate, poate să facă, şi fără învoirea celorlalţi asociaţi, toate actele ce depind dela administraţiunea sa, întru cât le face fără dol.

Această facultate nu i se poate revoca în cursul societăţii fără o cauză legitimă; dacă însă i s'a acordat aceasta prin un act posterior contractului de societate, atunci se poate revoca ca un simplu mandat. (Civ. 969, 1515, 1516, 1517, 1520 urm., 1529, 1536 urm., 1550 urm.; Pr. civ. 75; C. com. 107, 119; Civ. Fr. 1856).

Text. fr. Art. 1856. — L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société, peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

Bibliografie (continuare)

DEMETRESCU I. PAUL, *„Admistraţiunea Societăţilor în nume colectiv"*, Justiţia Olteniei 15-18/1926.

Doctrină.

1. Părţile asociate pot încredinţa orcui puterea de a administra societatea. (Alexandresco, IX, p. 499).

2. Creditorii unui asociat nu se pot amesteca în administraţia societăţii, nici s'o controleze, deoarece această administraţie este un act pur personal al asociaţilor. (Baudry et Wahl, Société, No. 351).

3. Dacă părţile asociate nu prevăd nicio dispoziţiune cu privire la modul de administraţie a societăţii, legea supleează voinţa lor. (Alexandresco, IX, p. 499).

4. Dacă s'a numit unul sau mai mulţi asociaţi ca administratori ai societăţii, numai ei administrează bunurile asociaţiei în limitele conferite sau în lipsă după principiile dela mandatul general. (Alexandresco, IX, p. 500).

5. In cazul când asociatul a fost însărcinat cu administraţia prin însăşi actul constitutiv al societăţii, el nu poate fi revocat decât pentru o cauză legitimă, cum ar fi pentru rea credinţă, infirmităţi grave, incapacitatea etc. (Alexandresco, IX, p. 500, 501).

6. In acest caz, asociatul administrator poate face, fără fraudă, toate actele necesare, fără nicio opunere din partea coaso-

ciaţilor săi. (Alexandresco, IX, p. 500, 501).

7. Dacă dreptul de administraţie a fost acordat unui asociat printr'un act posterior contractului de societate, mandatul poate fi revocat, ca orice mandat în general. (Alexandresco, IX, p. 501).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. *a)* Administratorii unei societăţi, având cel mai larg mandat pentru administrarea societăţii în tot ceea ce priveşte ajungerea scopului social, urmează ca atunci când contractul de societate nu conţine o enumerare limitativă, pentru a se putea şti dacă într'un anumit act, administratorii au lucrat în limitele puterilor ce le sunt conferite sau au depăşit acele limite, trebue examinat dacă în fapt acel act intră în natura operaţiunilor ce societatea şi-a propus să realizeze.

b) Dacă într'o societate al cărei obiect este cumpărarea de imobile cu scop de revindere, înstrăinarea lor făcând parte din însăşi natura operaţiunilor ce şi-a propus societatea, poate fi consimţită de administratorii ei, acest drept însă nu poate fi recunoscut şi administratorilor unei societăţii al cărei scop ar fi numai exploatarea şi vinderea produselor imobilelor cari constituesc patrimoniul societăţii.

Astfel într'o societate al cărei obiect este exploatarea unei mine de lignit, directorii şi administratorii ei nu-şi pot exercita puterile lor decât cu privire la direcţia şi administraţia technică şi comercială a exploatării lignitului, deci numai la vânzarea lignitului extras şi nu se pot întinde şi asupra dreptului de a înstrăina şi implicit nici de a ipoteca mina de lignit care formează însăşi patrimoniul Societăţii. (Trib. Ilfov, S. I, 248 din 24 Februarie 1926, Dreptul 15 din 1926).

Art. 1515. — Când mai mulţi asociaţi sunt însărcinaţi cu administraţiunea, fără ca să fie determinate funcţiunile lor, ori fără ca să fie stipulat că unul nu poate să facă niciun act fără celălalt, atunci fiecare din ei pot face în deosebi toate actele dependinte de această administraţiune. (Civ. 1517, 1543; C. com. 107; Civ. Fr. 1857).

Text. fr. Art. 1857. — Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1857 c. civ. fr. (1515 c. civ. rom.) când în contractul de societate nu se prevede nicio clauză cu privire la repartiţia funcţiunilor între geranţi, ei vor putea face, fiecare în parte, toate actele de administraţie. (Pont, Sociétés, I, No. 536; Dalloz, Rép., Société, No. 458; Suppl., Société, No. 511; Baudry et Wahl, Société, No. 310; Houpin, Sociétés, I, No. 101, 187; Alexandresco, IX, p. 501).

2. Aceste dispoziţiuni îşi găsesc aplicaţia la orice societate civilă, chiar societăţilor miniere. (Baudry et Wahl, Société, No. 311; Contra: Guillouard, Société, No. 365).

3. De asemenea şi societăţilor în nume colectiv. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 511; Houpin, Sociétés, I, No. 187).

4. Dispoziţiile acestea nu-şi găsesc aplicaţia societăţilor anonime, în care în acest caz toţi administratorii trebuesc să lucreze împreună, dacă în statute nu se prevede repartiţia funcţiunilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 1488; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 818).

5. De asemenea, nu se aplică societăţilor în comandită. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 677).

6. In cazul când s'a făcut repartiţia funcţiunilor între administratori, ceea ce ar face un administrator peste puterile sale nu obligă societatea. (Pont, Sociétés, I, No. 537; Houpin, Sociétés, I, No. 101, 187).

Art. 1516. — Dacă s'a stipulat că unul din administratori să nu poată face nimic fără celălalt, atunci unul singur nu va putea, fără o nouă convenţiune, face nimic în absenţa celuilalt, chiar când acesta ar fi în neposibilitate de a lua parte la administraţiune. (Civ. 1510, 1520, 1537; C. com. 107; Civ. Fr. 1858).

Text. fr. Art. 1858. — S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

Doctrină.

1. Dispozițiile art. 1858 c. civ. fr. (1516 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazurile ordinare iar nu și în cazurile când trebuesc să se ia măsuri necesitate de urgență. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 382, nota 3, p. 562; Dalloz, Rép., Société, No. 456; Guillouard, Société, No. 131; Contra: Pont, Sociétés, I, No. 539; Laurent, XXVI, No. 312; Baudry et Wahl, Société, No. 310).

2. In cazul când au fost numiți mai mulți geranți cari trebuesc să lucreze împreună și există desbinare între ei, după o părere, dacă unul din ei se opune, actul nu se poate face. (Dalloz, Rép., Société, No. 457).

3. In această părere, dacă opunerea unuia din geranți este făcută din simplu capriciu sau din rea credință, asociații au dreptul să ceară disolvarea societății și condamnarea asociatului la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Société, No. 457).

4. După altă părere, în cazul când există desbinare între geranți, majoritatea geranților va decide asupra facerii actelor de administrație sau dacă există între ei paritate, va decide majoritatea asociaților. (Dalloz, Rép., Société, No. 508; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 265; Houpin, Sociétés, I, No. 187).

5. Dacă însă există numai doi asociați și există desbinare între ei, actul de administrație nu se poate face. (Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 267; Houpin, Sociétés, I, No. 187).

Art. 1517. — In lipsă de stipulațiuni speciale în privința modului de administrațiune, se vor observa următoarele regule:

1. Se prezumă că asociații și-au dat reciproc facultatea de a administra unul pentru altul. Fapta unuia obligă și pe ceilalți asociați, fără ca ei să fi fost întrebați; aceștia însă sau unul din ei pot întotdeauna a se opune la o așa operațiune înainte de a fi fost făcută.

2. Fiecare asociat poate să se serve de lucrurile societății, întru cât le întrebuințează la destinațiunea lor statornicită prin uz, întru cât nu face daună societății și întru cât nu împiedecă și pe ceilalți asociați în exercițiul dreptului lor.

3. Fiecare asociat are dreptul de a obliga pe coasociați să contribue la cheltuielile necesare pentru păstrarea lucrurilor societății.

4. Unul din asociați nu poate face nicio inovațiune asupra imobilelor societății, chiar când o ar crede avantajoasă ei, dacă ceilalți asociați nu se învoiesc la aceasta. (Civ. 991, 997, 1510, 1515, 1519, 1520 urm., 1533, 1536, 1551; C. com. 107; Civ. Fr. 1859).

Text. fr. Art. 1859. — A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes:

1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait, est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

4⁰ L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In cazul când nu există geranți, dreptul de administrație aparține tuturor asociaților, ei fiind socotiți că și-au dat mandat tacit mutual de administrație. (Dalloz, Rép., Société, No. 504; Suppl., Société, No. 228; Alexandresco, IX, p. 501).

2. Aceste dispozițiuni își găsesc aplicația la orice societate civilă și deci și societăților miniere. (Baudry et Wahl, Société, No. 315; Contra: Laurent, XXVI, No. 423; Guillouard, Société, No. 364).

3. De asemenea, aceste dispozițiuni își găsesc aplicațiunea societăților în nume colectiv. (Dalloz, Rép., Société, No. 901; Suppl., Société, No. 501; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 252, 285; Houpin, Sociétés, I, No. 196).

4. Dreptul de administrație care aparține fiecărui asociat poate fi împiedecat prin opoziția unui asociat. (Dalloz, Rép., Société, No. 504; Suppl., Société, No. 229; Alexandresco, IX, p. 501).

5. Opoziția poate fi făcută în orice formă: printr'un act extrajudiciar, o scrisoare sau un fapt. (Dalloz, Rép., Société, No. 511).

6. Dacă asociatul face actul în contra căruia s'a făcut opoziția, pierderea rezultată îl va privi numai pe el, fiind pasibil și de plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Société, No. 510; Baudry et Wahl, Société, No. 322; Houpin, Sociétés, I, No. 103).

7. Dacă terțul cu care s'a contractat cunoaște existența opoziției, actul este nul și nu poate obliga societatea. (Dalloz, Rép., Société, No. 510; Laurent, XXVI, No. 318; Baudry et Wahl, Société, No. 322; Guillouard, Société, No. 143; Houpin, Sociétés, I, No. 103).

8. Dacă terțul a fost de bună credință, actul este valabil față de el și obligă societatea. (Pont, Sociétés, II, No. 1385, 1386; Dalloz, Rép., Société, No. 510; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 285; Houpin, Sociétés, I, No. 196: Contra: Baudry et Wahl, Société, No. 322).

9. In cazul când sunt mai mulți asociați și unul dintre ei face opoziție la un act, dacă majoritatea asociaților aprobă actul, el se va putea face. (Pont, Sociétés, I, No. 565; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 382, nota 8, p. 563; Dalloz, Rép., Société, No. 506; Suppl., Société, No. 229; Guillouard, Société, No. 144; Houpin, Sociétés, I, No. 103; Alexandresco, IX, p. 501, 502; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 45 bis; Laurent, XXVI, No. 319; Huc, XI, No. 93; Baudry et Wahl, Société, No. 318).

10. Această soluțiune are loc însă numai pentru actele de administrație, căci pentru actele de dispoziție și în general pentru derogările dela convențiunile sociale, este nevoie de aprobarea tuturor asociaților. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 382, nota 9, p. 563; Pont, Sociétés, I, No. 562; Dalloz, Rép., Société, No. 512; Suppl., Société, No. 230; Laurent, XXVI, No. 370; Huc, XI, No. 94; Guillouard, Société, No. 145; Alexandresco, IX, p. 502).

11. Asociatul, care în virtutea mandatului tacit a făcut acte de administrație, trebuește să dea socoteală coasociaților săi de gestiunea făcută. (Dalloz, Rép., Société, No. 529; Suppl., Société, No. 514).

12. Asociatul nu se poate servi de lucrurile aparținând societății dacă folosința lui strică intereselor societății. (Laurent, XXVI, No. 323; Guillouard, Société, No. 249; Houpin, Sociétés, I, No. 105; Alexandresco, IX, p. 503).

13. In cazul când asociatul se servește de lucrurile societății contrar destinației lor sau drepturilor coasociaților, el poate fi condamnat, după împrejurări, la plata de daune-interese. (Houpin, Sociétés, I, No 105).

14. Potrivit dispozițiilor art. 1859 § 3 c. civ. fr. (1517 § 3 c. civ. rom.) fiecare asociat are dreptul de a obliga pe coasociați să contribue la cheltuelile necesare pentru conservarea lucrurilor societății (Dalloz, Rép., Société, No. 522; Troplong, Société, II, No. 735; Baudry et Wahl, Société. No. 324; Alexandresco, IX, p. 503).

15. In ceea ce privește cheltuelile utile, cum ar fi lucrări de mărire, de decorații, ele trebue autorizate de toți asociații. (Pont, Sociétés, I, No. 736; Dalloz, Rép., Société, No. 524; Guillouard, Société, No. 216; Houpin, Sociétés, I, No. 91).

16. De asemenea, reconstituirea unei clădiri distruse trebuește autorizată de toți coasociații. (Dalloz, Rép., Société, No. 524; Baudry et Wahl, Société, No. 324; Houpin, Sociétés, I, No. 91).

17. Inovațiunile la imobilele societății nu pot fi făcute decât cu autorizația tuturor asociaților. (Dalloz, Rép., Société. No. 526, 527; Alexandresco, IX, p. 503).

Art. 1518. — Asociatul ce nu este şi administrator, nu poate nici vinde, nici obliga lucrurile, chiar mobile, ale societăţii (Civ. 1514, 1517; Civ. Fr. 1860).

Text. fr. Art. 1860. — L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1860 c. civ. fr. (1518 c. civ. rom.) asociatul care nu este şi administrator nu poate nici angaja, nici înstrăina lucrurile, chiar mobile ale societăţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 560; Alexandresco, IX, p. 503).

2. Dacă nu s'a numit un gerant şi deci este cazul a se aplica dispoziţiile art. 1859 § 1 c. civ. fr. (1517 § 1 c. civ. rom.), după o părere, asociatul poate să procedă la instrăinarea lucrurilor societăţii, când înstrăinarea este scopul însăşi al societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 582 urm.; Dalloz, Rép., Société, No. 560; Guillouard, Société, No. 141 urm. 251; Houpin, Sociétés, I, No. 103).

3. După altă părere, în acest caz asociatul nu poate vinde lucrurile societăţii, chiar dacă această înstrăinare este conformă cu scopul societăţii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 382, nota 5 p. 563; Laurent, XXVI, No. 317; Baudry et Wahl, Société, No. 237).

4. Asociatul care este administrator are dreptul să vândă lucrurile numai dacă ele sunt destinate a fi vândute. In privinţa celorlalte lucruri nu are dreptul să le vândă nici să le oblige. (Dalloz, Rép., Société, No. 559; Alexandresco, IX, p. 504).

Art. 1519. — Fiecare asociat poate, fără învoirea asociaţilor, să-şi asocieze o a treia persoană în privinţa părţii ce are în societate; nu poate însă, fără învoirea aceasta, a-l asocia şi la societate, chiar când ar avea administraţiunea ei. (Civ. 1517; C. com. 80; Civ. Fr. 1861).

Text. fr. Art. 1861. — Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société, il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru ca să se poată asocia un nou asociat la societate, este necesar consimţimântul tuturor asociaţilor. (Dalloz, Rép., Société, No. 583; Suppl., Société, No. 242; Alexandresco, IX, p. 505).

2. Unul din asociaţi nu poate ceda în totul sau în parte drepturile sale în societate unei terţe, persoane, care să ia locul său în societate, fără consimţimântul tuturor asociaţilor. (Pont, Sociétés, I, No. 609; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 381, text şi nota 11, p. 559; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 242; Laurent, XXVI, No. 332; Guillouard, Société, No. 154; Houpin, Sociétés, I, No. 106).

3. Această regulă îşi găseşte aplicaţiunea la societăţile în nume colectiv. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 540; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 270; Houpin, Sociétés, I, No. 194; Alexandresco, IX, p. 505, nota 2).

4. De asemenea societăţilor în comandită simplă. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 791; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 536 bis; Houpin, Sociétés, I, No. 227; Alexandresco, IX, p. 505).

5. De asemenea, asociaţiilor în participaţie. (Houpin, Sociétés, I, No. 263; Alexandresco, IX, p. 505).

6. Această regulă nu-şi găseşte aplicaţiunea la societăţile pe acţiuni care sunt mai mult societăţi de capitaluri decât de persoane. (Baudry et Wahl, Société, No. 224; Guillouard, Société, No. 254; Alexandresco, IX, p. 505).

7. Consimţimântul asociaţilor la cesiunea unei părţi sociale nu e supusă la nicio formă, el putând fi şi tacit. (Dalloz, Rép., Société, No. 583).

8. Asociaţii pot conveni prin contractul

constitutiv ca cesiunea drepturilor să se poată face. (Pont, Sociétés, I, No. 609; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 381, p. 559; Dalloz, Rép., Société, No. 584; Baudry et Wahl, Société, No. 224; Guillouard, Société, No. 255; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 270).

9. Dovada consimţimântului asociaţilor se va face potrivit regulelor de drept comun. (Pont, Sociétés, I, No. 606; Laurent. XXVI, No. 333; Baudry et Wahl, Société, No. 224; Guillouard, Société, No. 254; Houpin, Sociétés, I, No. 106).

10. Cesionarul devine un nou asociat având aceleaşi drepturi şi obligaţiuni ca şi ceilalţi asociaţi. (Dalloz, Rép., Société, No. 583).

11. In urma cesiunii, cedentul fostul asociat este ţinut la toate obligaţiile contractate de societate până în momentul cesiunii. (Baudry et Wahl, Société, No. 241; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 270; Houpin, Sociétés, I, No. 194).

12. Se poate valabil stipula în contractul de societate că dacă unul din asociaţi cedează partea sa, ceilalţi coasociaţi vor avea dreptul de retract. (Dalloz, Rép., Société, No. 584; Suppl., Société, No. 541; Baudry et Wahl, Société, No. 244).

13. Potrivit dispoziţiilor art. 1861 c. civ. fr. (1519 c. civ. rom.) fiecare asociat poate fără învoirea coasociaţilor să-şi asocieze o terţă persoană în privinţa părţii ce o are în societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 583; Suppl., Société, No. 242, 542, 792; Alexandresco, IX, p. 505).

14. Această regulă îşi găseşte aplicaţiunea nu numai la societăţile civile, ci şi la cele comerciale, cum ar fi societăţile în nume colectiv. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 542; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 271; Houpin, Sociétés, I, No. 106).

15. In cazul când cesiunea către asociatul în participaţie este totală, cesionarul are faţă de cedent toate drepturile unui cumpărător. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 543).

16. In cazul când cesiunea este parţială, ea echivalează cu o adevărată subasociaţie. (Pont Sociétés, I, No. 618, 619; Dalloz, Rép., Société, No. 585, 586; Suppl., Société, No. 543; Laurent, XXVI, No. 337; Baudry et Wahl, Société, No. 225; Guillouard, Société, No. 260; Houpin, Sociétés, I, No. 107).

17. In asociaţia în participaţie, asociatul în participaţie are acţiune directă numai contra asociatului din societate iar nu şi contra societăţii. (Pont, Sociétés, No. 623; Dalloz, Rép., Société, No. 587; Suppl., Société, No. 543; Laurent, XXVI, No. 337; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 271; Houpin, Sociétés, I, No. 107; Alexandresco, IX, p. 506 nota).

18. De asemenea asociatul din societate are acţiune directă contra asociatului în participaţie, pentru a contribui la pierderile ce a suferit în societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 587; Baudry et Wahl, Société, No. 226; Guillouard, Société, No. 263).

19. Creditorii societăţii nu au acţiune directă contra asociatului în participaţie. (Dalloz, Rép., Société, No. 595; Pont, Sociétés, I, No. 634).

20. Asociatul în participaţie nu are acţiune directă contra debitorilor societăţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 600).

21. Asociatul în participaţie are preferinţă faţă de creditorii asociatului în societate numai dacă asociaţia în participaţie a dobândi dată certă înainte de urmărirea şi opoziţia ce le vor fi făcut creditorii asupra drepturilor debitorului lor în societate. (Dalloz, Rép., Société, No. 596; Suppl., Société, No. 543; Houpin, Sociétés, I, No. 107).

22. Asociaţia în participaţie se sfârşeşte în mod necesar odată cu încetarea societăţii. (Dalloz, Rép., Société, No. 800).

23. Asociatul în societate poate face mai multe asociaţii în participaţie succesive. (Pont, Sociétés, I, No. 621; Dalloz, Rép., Société, No. 601).

Secţiunea II. — *Despre obligaţiunile asociaţilor către a treia persoană.*

Art. 1520. — In orice societăţi, afară de cele comerciale, asociaţii nu sunt solidari răspunzători pentru debitele sociale, şi nici poate unul să oblige pe ceilalţi, dacă aceştia nu i-ar fi dat împuternicire. (Civ. 1041, 1517, 1531, 1537; C. com. 42, 106 urm., 114; Civ. Fr. 1862).

Text. fr. Art. 1862. — Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In societăţile civile, în principiu, nu există solidaritate între asociaţi. (Pont, Sociétés, I, No. 653; Dalloz, Rép., Société, No. 625; Suppl., Société, No. 249; Baudry et Wahl, Société, No. 349; Houpin, Sociétés, I, No. 111; Alexandresco, IX, p. 508).

2. Asociaţii pot stipula solidaritatea în contractele ce le încheie cu terţele persoane (Pont, Sociétés, I, No. 654; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 249; Baudry et Wahl, Société, No. 349; Houpin, Sociétés, I, No. 111; Alexandresco, IX, p. 508, nota 1).

3. Solidaritatea între asociaţi poate rezulta şi din natura convenţiunii încheiate (Dalloz, Rép., Société, No. 625).

4. Asociaţii pot stipula în contractul social solidaritatea de care se pot prevala terţele persoane. (Baudry et Wahl, Société, No. 350; Alexandresco, IX, p. 508, nota 1).

5. Solidaritatea poate rezulta din forma contractului de societate. Astfel, asociaţii vor fi solidar răspunzători, dacă societatea lor civilă a fost făcută în forma comercială a unei societăţi în nume colectiv. (Pont, Sociétés, I, No. 655; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 249, 2125; Baudry et Wahl, Société, No. 349; Laurent, XXVI, No. 350; Guillouard, Société, No. 270; Houpin, Sociétés, I, No. 111; Alexandresco, IX, p. 508, nota 1).

6. Dispoziţiile art. 1862 c. civ. fr. (1520 c. civ. rom.) se aplică şi asociaţiilor în participaţie. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 2062; Houpin, Sociétés, I, No. 269).

7. Pentru ca societatea să fie obligată prin actele făcute de unul din asociaţi, se cer două condiţiuni: ca asociatul să fi întrebuinţat numele social, adică să fi lucrat în numele societăţii şi ca asociatul să fi avut împuternicirea de a obliga societatea. (Dalloz, Rép., Société, No. 605; Suppl., Société, No. 245; Alexandresco, IX, p. 506, 507).

8. Gerantul care a lucrat în limita puterilor conferite, în numele societăţii, obligă numai societatea, iar pe el se obligă numai pentru partea sa. (Dalloz, Rép., Société, No. 604; Suppl., Société, No. 245; Laurent, XXVI, No. 345; Houpin, Sociétés, I, No. 110).

9. In cazul când gerantul a lucrat în numele societăţii, în sfera atribuţiilor sale, societatea este direct răspunzătoare de actele dolozive, frauduloase sau numai dăunătoare comise de gerant în exerciţiul funcţiunilor sale. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 522, 700; Houpin, Sociétés, I, No. 110).

10. Pentru actele de administraţie, puterea de a angaja societatea nu trebueşte să fie expresă. (Pont, Sociétés, I, No. 647; Dalloz, Rép., Société, No. 607; Alexandresco, IX, p. 507).

11. Pentru actele care întrec limita administraţiei, trebueşte în general, o împuternicire specială. (Pont. Sociétés, I, No. 647; Dalloz, Rép., Société, No. 607).

12. In cazul când asociatul a lucrat în afară de puterile sale, actul său nu obligă societatea însă rămâne el obligat, cel puţin în cazul când nu a făcut cunoscut terţului cu care a contractat împuternicirea sa. (Pont, Sociétés, I, No. 646; Dalloz, Rép., Société, No. 605; Baudry et Wahl, Société No. 335; Houpin, Sociétés, I, No. 110).

Art. 1521 — Când mai mulţi asociaţi s'au îndatorat către un creditor, fiecare rămâne răspunzător către acesta cu o sumă şi parte egală, oricare ar fi capitalul, afară numai când anume s'a stipulat că fiecare rămâne răspunzător în proporţiunea capitalului pus în societate. (Civ. Fr. 1863).

Text. fr. Art. 1863. — Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

Doctrină.

1. Potrivit principiilor generale în societăţile civile, fiecare asociat este obligat numai pentru partea sa. (Dalloz, Rép., Société, No. 620; Suppl., Société, No. 249).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1863 c. civ. fr. (1521 c. civ. rom.) pentru obligaţiile contractate de un asociat, învestit cu puteri legale şi în numele societăţii, asociaţii sunt obligaţi pentru părţi egale. (Alexandresco, IX, p. 508).

3. Motivul acestor dispoziţii este că creditorii nu sunt obligaţi să cunoască partea fiecărui asociat. (Alexandresco, IX, p. 508).

Art. 1522. — Stipulaţiunea anume rostită că s'a contractat o obligaţiune pe seama societăţii, îndatoreşte numai pe asociatul contractant şi nu pe ceilalţi, afară numai când aceştia l-ar fi împu-

ternicit la aceasta, sau când ar fi rezultat un profit pentru societate. (Civ. 974, 991, 1517, 1520, 1521; Civ. Fr. 1864).

Text. fr. Art. 1864. — La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1861 c. civ. francez (1522 codul civil român) în cazul când un asociat care nu este administrator, contractează stipulând că contractul este făcut în numele societății, societatea nu va fi obligată decât dacă asociatul a primit împuternicirea de a lucra în numele celorlați asociați sau dacă din contract a rezultat un profit pentru societate. (Baudry et Wahl, Société, No. 341; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 294; Alexandresco, IX, p. 507).

2. In cazul când asociatul a încheiat un contract în numele societății fără mandat și din acest contrat nu a rezultat un profit pentru societate, va rămâne singur obligat. (Dalloz, Rép.. Suppl.. Société, No. 247; Baudry et Wahl, Société. No. 341; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commecial, II, No. 294).

3. In cazul când asociatul a lucrat în numele societății, fără mandat sau a trecut peste marginile mandatului dat și afacerea a profitat societății, aceasta va fi obligată însă numai în măsura în care a profitat. (Dalloz, Rép., Société, No. 622; Suppl., Société, No. 247; Baudry et Wahl, Société, No. 341; Houpin, Sociétés, I, No. 110).

4. In acest caz, terțul cu care a contractat asociatul va avea contra societății acțiune din gestiunea de afaceri sau de in rem verso. (Pont, Sociétés. I, No. 650; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 247; Laurent, XXVI, No. 346; Houpin, Sociétés, I, No. 110; Alexandresco, IX, p. 507).

5. Când creditorul urmărește pe asociați în baza acțiunii de in rem verso, aceștia nu vor fi obligați decât în proporție cu folosul tras de fiecare din ei. (Alexandresco, IX. p. 508).

6. Terțul creditor este obligat să probeze că afacerea a profitat societății. (Pont, Sociétés, I, No. 650; Dalloz, Rép., Société, No. 610).

7. In cazul când asociatul a lucrat în numele său propriu, terțul creditor nu va avea acțiune de in rem verso contra societății. Folosul pe care în acest caz, îl trage societatea nu-l datorește terțului ci asociatului, însă asociatul având în specie o acțiune contra societății până la concurența profitului ce a tras, creditorul va putea exercita în baza art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.) acțiunea în numele debitorului său. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 383, p. 564; Troplong, Société, II, No. 772; Pont. Sociétés, I, No. 651; Laurent, XXVI, No. 347; Baudry et Wahl, Société, No. 334; Guillouard, Société, No. 263; Contra: Duranton, XVII, No. 449).

CAPITOLUL IV.

Despre diversele moduri după cari încetează societatea.

Art. 1523. — Societatea încetează:

1. Prin trecerea timpului pentru care a fost contractată;

2. Prin desființarea obiectului sau desăvârșirea afacerii;

3. Prin moartea unuia din asociați;

4. Prin interdicțiunea, sau nesolvabilitatea unuia din ei;

5. Prin voința expresă de unul sau mai mulți asociați de a nu voi a continua societatea. (Civ. 185, 435 urm., 1019 urm. 1502, 1524—1526, 1527 urm.; C. com. 19, 103, 191, 193, 234, 695 urm.; L. Timbr. 21 § 3; Civ. Fr. 1865).

Text. fr. Art. 1865. — La société finit:

1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée;

2° Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation;

3° Par la mort naturelle de quelqu'un des associés;

4° Par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux;

5° Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Art. 1865 c. civ. fr. (1523 c. civ. rom.) nu enumără toate modurile de stingere ale societăților civile. (Alexandresco, IX, p. 511).

2. Oricare ar fi durata, societatea continuă până la expirarea termenului fixat, afară de cazurile excepționale când poate fi disolvată înainte de termen. (Pont, Sociétés, I, No. 249, 778; Dalloz, Rép., Société, No. 674; Suppl., Société, No. 261; Laurent, X, No. 233; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 300, 301; Alexandresco, IX, p. 511).

3. Termenul unei societății poate fi determinat în mod implicit. (Dalloz, Rép., Société, No. 641).

4. Dizolvarea societății este condițională când evenimentul care trebue să facă să înceteze societatea este viitor și necert. (Dalloz, Rép., Société, No. 639).

5. La ajungerea termenului, societatea se disolvă de plin drept și fără judecată, afară dacă s'a prevăzut în contractul societății o clauză contrară. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, p. 567; Dalloz, Rép., Société, No. 638; Houpin, Sociétés, I, No. 131; Alexandresco, IX, p. 511).

6. In cazul când o societate a fost constituită în scopul unei afaceri anumite, ea încetează în momentul când această afacere a fost desăvârșită. (Dalloz, Rép., Société, No. 690; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 306; Houpin, Sociétés, I, No. 136; Alexandresco, IX, p. 512).

7. Cu toate că prin contract s'a fixat un termen, societatea poate fi disolvată înainte de ajungerea termenului dacă toți asociații o cer. (Dalloz, Rép., Société, No. 652; Suppl., Société, No. 261; Laurent XXVI, No. 367; Guillouard, Société, No. 281; Houpin, Société, I, No. 134).

8. O societate se desființează în cazul când unul dintre asociați reunește în mâinile sale toate acțiunile sau toate drepturile care reprezintă capitalul social. (Houpin, Sociétés, I, No. 134).

9. Cu toate că termenul a expirat, este posibil ca societatea să nu înceteze. Astfel ar fi în cazul când s'a constituit o societate în scopul unei afaceri determinate și s'a fixat un termen, însă la termen afacerea nu a fost desăvârșită, așa încât ea va continua până la desăvârșirea afacerii. (Pont, Société, I, No. 684; Dalloz, Rép., Société, No. 643; Laurent, XXVI, No. 366; Guillouard, Société, No. 280; Houpin, Sociétés, I, No. 132).

10. Societatea se desființează prin desființarea obiectului societății nu numai materială ci și prin orice eveniment care face obiectul impropriu la folosul pentru care a fost pus în societate. (Houpin, Sociétés, I, No. 135; Alexandresco, IX, p. 512).

11. Astfel, dacă s'a format o societate pentru exploatarea unei mine, ea se desființează prin revocarea concesiunii data societății sau prin epuizarea minei. (Pont, Sociétés, I, No. 682; Huc, XI, No. 111; Baudry et Wahl, Société, No. 378; Guillouard, Société, No. 293; Houpin, Sociétés, I, No. 135; Alexandresco, IX, p. 512).

12. Pierderea capitalului social, după o părere, nu aduce desființarea societății însă asociații pot, în cazul când capitalul social nu este suficient pentru funcționarea societății, să ceară desființarea judecătorească a societății potrivit dispozițiilor art. 1871 c. civ. fr. (1529 c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Société, No. 380; Alexandresco, IX, p. 513).

13. In acest caz, asociații pot, dacă vor, să completeze capitalul social. (Dalloz, Rép., Société, No. 676).

14. După altă părere, pierderea capitalului social aduce încetarea societății. (Dalloz, Rép., Société, No. 677; Suppl., Société, No. 272; Guillouard, Société, No. 289; Houpin, Société, I, No. 135).

15. Dacă însă pierderea capitalului este parțială, societatea nu va înceta când ea poate funcționa în scopul pentru care a fost constituită. (Pont, Sociétés, I, No. 694; Dalloz, Rép., Société, No. 677; Suppl., Société, No. 272; Laurent, XXVI, No. 372; Guillouard, Société, No. 289).

16. Societatea încetează prin decesul unuia dintre asociați. Această regulă își găsește aplicațiunea atât la societățile universale cât și particulare, la societățile cu termen fix sau nelimitat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, p. 569; Dalloz, Rép., Société, No. 692; Suppl., Société, No. 274; Houpin, Société, I, No. 137; Alexandresco, IX, p. 514, 515).

17. Această regulă își găsește aplicațiunea atât la societăți civile cât și la societățile comerciale în nume colectiv. (Dalloz, Rép., Société, No. 983; Suppl., Société, No. 552; Guillouard, Société, No. 255; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 311; Houpin, Sociétés. I, No. 201).

18. De asemenea. la societățile în co-

mandită simplă. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 795).

19. Societăţile anonime nu încetează prin moartea unuia din asociaţi, nici societăţile în comandită pe acţiuni prin moartea comanditarilor. (Troplong, Société, II, No. 886; Dalloz, Rép., Société, No. 724; Suppl., Société, No. 1808; Baudry et Wahl, Société, No. 385; Alexandresco, IX, p. 515).

20. Societatea încetează de plin drept prin decesul unui asociat, fără să fie nevoie de vreo notificare sau publicaţie. (Pont, Sociétés, I, No. 702; Dalloz, Rép., Société, No. 693; Baudry et Wahl, Société, No. 369; Guillouard, Société, No. 295; Houpin, Sociétés, I, No. 137; Alexandresco, IX, p. 515).

21. Această soluţiune are loc nu numai între asociaţi, ci şi faţă de terţi. (Pont, Société, I, No. 704; Baudry et Wahl, Société, No. 386; Houpin, Sociétés, I, No. 137; Alexandresco, IX, p. 515).

22. De disolvarea societăţii prin moartea unui asociat se pot prevala asociaţii şi chiar moştenitorii şi avânzii-cauză ai asociatului decedat. (Laurent, XXVI, No. 390; Houpin, Sociétés, I, No. 131).

23. Se poate stipula că societatea nu va înceta prin decesul unuia dintre asociaţi. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 275; Guillouard, Société, No. 297; Alexandresco IX, p. 515; Comp: Laurent, XXVI, No. 430).

24. Dacă după decesul unui asociat, asociaţii rămaşi convin, fără să fi existat o clauză anterioară, să rămână în societate, fără să admită pe moştenitorii asociatului decedat, se formează o nouă societate, deoarece vechea societate a încetat de drept. (Pont, Sociétés, I, No. 710; Dalloz, Rép., Société, No. 715).

25. Absenţa, chiar declarată, a unui asociat nu aduce încetarea de plin drept a societăţii. (Demolombe, II, No. 144; Pont, Sociétés, I, No. 707: Guillouard, Sociétés, No. 309; Huc, XI, No. 120; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 311 ter; Houpin, Sociétés, I, No. 142; Alexandresco, IX, p. 518).

26. Interdicţiunea legală sau judiciară a unui asociat aduce încetarea societăţii de plin drept. (Pont, Sociétés, I, No. 722; Dalloz, Rép., Société, No. 726; Suppl., Société, No. 285; Huc, XI, No. 121; Guillouard, Société, No. 312; Baudry et Wahl, Société, No. 414; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 320; Houpin, Sociétés, I, No. 143; Alexandresco, IX, p. 517).

27. Se poate conveni ca în caz de interdicţiune a unui asociat societatea să continue. (Baudry et Wahl, Société, No. 418; Huc, XI, No. 121; Guillouard, Société, No. 318; Planiol, II, No. 1981; Alexandresco, IX, p. 517, nota 2).

28. Punerea sub consiliu judiciar a unui asociat, după o părere, aduce încetarea societăţii. (Duranton, XVII, No. 474; Dalloz, Rép., Société, No. 727; Suppl., Société, No. 286: Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 321).

29. După altă părere, punerea sub consiliu judiciar, a unui asociat nu aduce de plin drept încetarea societăţii, deoarece nu poate fi asimilată cu interdicţia (Pont, Sociétés, I, No. 723; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, text şi nota 9, p. 570; Laurent XXVI, No. 385; Baudry et Wahl, Société, No. 415; Guillouard Société, No. 313; Houpin, Sociétés, I, No. 144; Alexandresco, IX, p. 518).

30. In această părere, punerea sub consiliu judiciar a unui asociat poate constitui o cauză de disolvare judiciară a societăţii. (Baudry et Wahl, Société, No. 415; Houpin, Sociétés, I, No. 144).

31. Punerea unui asociat într'un ospiciu de alienaţi, nu aduce încetarea de plin drept a societăţii, ci poate constitui o cauză de dizolvare judiciară a societăţii. (Huc, XI, No. 122; Baudry et Wahl, Société, No. 416; Guillouard, Société, No. 313; Houpin. Sociétés, I, No. 145; Alexandresco, IX, p. 518).

32. Insolvabilitatea unui asociat aduce de plin drept încetarea societăţii, afară de clauză contrară. (Baudry et Wahl, Société, No. 420; Guillouard, Société, No. 318; Houpin, Sociétés, I, No. 146; Alexandresco, IX, p. 517).

33. Pentru ca insolvabilitatea unui asociat să aducă încetarea de plin drept a societăţii, trebueşte să fi fost recunoscută prin hotărîre. (Laurent, XXVI, No. 387; Baudry et Wahl, Société, No. 421; Guillouard, Société, No. 315; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 322; Houpin, Sociétés, I, No. 146).

34. Falimentul unui asociat aduce de plin drept încetarea societăţii. (Pont, Sociétés, I, No. 726; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV. § 384, nota 10, p. 570; Dalloz, Rép., Société, No. 728; Suppl., Société, No. 287; Laurent, XXVI, No. 386; Baudry et Wahl, Société, No. 423; Guillouard, Société, No. 316; Houpin, Sociétés, I, No. 147: Planiol, II, No. 1982: Alexandresco, IX, p. 517).

35. Concordatul obţinut de falit nu face să reînvie societatea. (Aubry et Rau, IV, § 384. p. 570; Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 288; Laurent, XXVI, No. 708; Guillouard, Société, No. 317; Houpin, Sociétés, I, No. 147; Alexandresco, IX, p. 517, nota 4).

36. Incetarea societăţii prin insolvabilitate sau falimentul unui asociat, îşi găseşte aplicaţia la orice fel de societate civilă. (Baudry et Wahl, Société, No. 425; Guillouard. Société, No. 318).

37. De asemenea, la societăţile comerciale în nume colectiv sau comandită simplă. (Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 322, 323, 324, 542).

38. Ea nu se aplică însă societăţilor comerciale anonime. (Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 1026).

39. Asociaţii pot stipula că societatea

va continua deşi unul din asociaţi ar fi falit sau insolvabil. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, p. 570; Laurent, XXVI, No. 391: Huc, XI, No. 123; Boistel, Précis de droit commercial, No. 374; Baudry et Wahl. Société. No. 429; Guillouard, Société, No. 318; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, II, No. 334; Alexandresco, IX, p. 518).

40. In acest caz însă nu se va putea stipula că societatea va continua cu asociatul falit sau insolvabil. (Baudry et Wahl, Société, No. 429; Alexandresco, IX, p. 518).

41. Societăţile de orice fel pot înceta prin voinţa tuturor asociaţilor, fiind de ajuns acordul majorităţii, afară de cazul când ar exista o stipulaţie contrară. (Troplong, Société, II, No. 910 urm.: Baudry et Wahl, Société, No. 437; Planiol, II, No. 1984; Alexandresco, IX, p. 518, 519).

42. Această regulă îşi găseşte aplicaţia la orice fel de societate, chiar pe timp limitat. (Alexandresco, XI. p. 518).

43. Incetarea societăţii de plin drept prin insolvabilitatea sau falimentul unui asociat poate fi invocată de orice coasociat, chiar de asociatul insolvabil sau falit, sau de creditorii acestuia. (Pont, Sociétés, I, No. 728, 729. 730; Laurent, XXVI, No. 390; Baudry et Wahl, Société, No. 427; Guillouard, Société, No. 319; Contra: Pardessus. Cours de droit commercial, IV, No. 1065, 1066).

44. Disolvarea de plin drept a societăţii are loc din momentul ce se produce evenimentul care este cauza ei, iar nu din ziua hotărîrii care o constată. (Pont, Sociétés, I, No. 676; Laurent, XXVI, No. 362, 363; Baudry et Wahl, Société, No. 368; Guillouard, Société, No. 277).

45. Efectul încetării societăţii între asociaţi este că pune sfârşit relaţiilor şi obligaţiilor reciproce. (Dalloz, Rép., Société, No. 755).

46. De asemenea, faţă de terţi, societatea nu mai există, în principiu, din momentul încetării ei. (Dalloz, Rép., Société, No. 761).

47. A se vedea art. 1527 din codul civil cu notele respective.

Art. 1524. — Prorogaţiunea unei societăţi contractate pentru un timp determinat, nu poate fi probată decât prin aceleaşi mezii, prin care poate fi probat însuşi contractul societăţii. (Civ. 1179, 1191, 1197, 1203; C. com. 89, 96; Civ. Fr. 1866).

Text fr. Art. 1866. — La prorogation d'une société à temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

Doctrină.

1. Cu toate că societatea încetează prin expirarea termenului fixat prin contract, totuşi asociaţii pot să proroge durata ei înainte de expirarea termenului. (Alexandresco, IX, p. 511, 512).

2. Prorogarea duratei unei societăţi trebueşte constatată în formele cerute pentru orice societate în genere, deoarece constitue un nou contract. (Alexandresco, IX, p. 512).

3. Astfel. prorogarea va putea fi dovedită printr'un act sub semnătură privată, prin jurământul sau mărturisirea părţilor şi prin martori dacă obiectul societăţii e mai mic de 150 lei sau există un început de dovadă scrisă. (Mourlon, III, No. 910: Baudry et Wahl, Société, No. 372; Alexandresco, IX, p. 512).

4. Terţele persoane vor putea dovedi prorogarea societăţii ca şi însuşi contractul prin orice mijloace, deoarece nu au putut să-şi procure o dovadă scrisă. (Baudry et Wahl, Société, No. 372; Lyon-Caen et Renault, Traité. II, No. 302; Alexandresco, IX. p. 512).

Art. 1525. — Când unul din asociaţi a promis de a pune în comun proprietatea unui lucru, dacă acesta a pierit înainte de a fi fost în faptă conferit, societatea încetează în privinţa tuturor asociaţilor.

Asemenea încetează societatea în orice caz prin pierderea lucrului, când numai folosinţa a fost pusă în comun.

Nu se desface însă societatea prin pierderea lucrului a cărui proprietate s'a fost pus deja în comun. (Civ. 644, 971, 1018, 1156, 1295, 1311, 1423, 1503, 1509, 1529; Civ. Fr. 1867).

Text. fr. Art. 1867. — Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

Bibliografie (continuare)

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1927, Curier Jud. 3/1927.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1867 c. civ. fr. (1525 c. civ. rom.) când un asociat a promis să aducă în societate proprietatea unui lucru, dacă acesta a pierit înainte de a fi fost adus ca aport în societate, societatea este disolvată, însă ea va continua dacă lucrul a pierit după ce a fost adus ca aport. (Dalloz, Rép., Société, No. 680; Alexandresco, IX, p. 513, 514).

2. Dacă însă lucrul adus ca aport în societate formează întregul activ social, celălalt asociat aducând numai industria sa, dacă lucrul piere, societatea încetează. (Dalloz, Rép., Société, No. 682; Houpin, Sociétés, I, No. 135).

3. Societatea încetează prin pierderea totală a lucrului când numai folosința lui a fost pusă în comun. (Alexandresco, IX, p. 513).

Art. 1526. — Dacă s'a stipulat că, în caz de moarte a unuia din asociați, societatea trebue să continuească cu eredele său, sau că trebue să continuească numai între asociații rămași în viață, se va urma întocmai. In cazul al doilea, eredele defunctului nu are drept decât la împărțirea societății, după starea în care a fost în momentul morții asociatului, participând și la toate drepturile ulterioare, însă numai întru cât sunt o consecință necesară a operațiunilor făcute înaintea morții asociatului care[1]) succede. (Civ. 1523, 1559; C. com. 191-234; Civ. Fr. 1868).

Text. fr. Art. 1868. — S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront suivies: au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société, lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In art. 1868 c. civ. fr. (1526 c. civ. rom.) se prevede o derogare dela art. 1865 c. civ. fr. (1523 c. civ. rom.) permițându-se a se stipula că societatea nu va fi disolvată prin decesul unuia dintre asociați. (Houpin, Sociétés, I, No. 138; Alexandresco, IX, p. 515).

2. Stipulația pentru ca societatea să poată continua cu moștenitorii asociatului decedat nu este nevoe să fie expresă, ci este de ajuns dacă voința părților în această privință este certă. (Dalloz, Rép., Société, No. 275; Guillouard, Société, No. 297; Houpin, Sociétés, I, No. 138; Alexandresco, IX, p. 515, nota 5; Contra: Laurent, XXVI, No. 381).

3. Moștenitorul cu care poate continua societatea, poate avea orice titlu: de mo-

[1]) Din eroare se zice aci *„care"* în loc de *„căruia"* acesta fiind sensul frazei și astfel fiind și în textul francez.

ştenitor legitim, legatar universal sau legatar cu titlu universal. (Pont, Sociétés, I, No. 715; Baudry et Wahl, Société, No. 392; Guillouard, Société, No. 299; Dalloz, Rép., Sociétés, No. 708; Houpin, Sociétés, I, No. 138; Alexandresco, IX, p. 516).

4. Societatea va continua cu moştenitorul asociatului decedat, chiar dacă el acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar. (Pont, Sociétés, I, No. 715; Dalloz, Rép., Suppl.. Société, No. 277; Baudry et Wahl, Société, No. 393; Guillouard, Société, No. 299; Houpin, Sociétés, I, No. 138; Contra: Pardessus, Cours de droit commercial, IV, No. 1059).

5. Dacă moştenitorul cu care continuă societatea încetează din viaţă, ea se disolvă. (Dalloz, Rép.. Société. No. 713).

6. Stipulaţia că societatea va continua cu moştenitorii asociatului decedat, după o părere, nu este obligatorie pentru moştenitori. (Pont, Sociétés, I, No. 594, 714; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 8, p. 569; Dalloz, Rép., Société, No. 707; Suppl., Société, No. 278).

7. După altă părere, dacă stipulaţia este făcută pentru un singur moştenitor, acesta nu poate fi obligat să continue societatea, deoarece stipulaţia constitue o stipulaţie pentru altul; dacă însă stipulaţia e făcută pentru toţi moştenitorii ei sunt obligaţi să continue societatea, deoarece stipulaţia constitue o sarcină a succesiunii obligatorie pentru moştenitorii care au acceptat-o. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 278; Baudry et Wahl, Société, No. 389, 390; Guillouard, Société, No. 301; Houpin, Sociétés, I, No. 138).

8. Este permisă stipulaţia ca în caz de deces al unui asociat societatea va continua cu un anumit moştenitor. In acest caz acest moştenitor va lua locul autorului său în societate şi va fi obligat a plăti celorlalţi moştenitori părţile lor. (Baudry et Wahl, Société, No. 390; Houpin, Sociétés, I, No. 138).

9. In cazul când s'a stipulat că societatea va continua cu moştenitorul asociatului decedat, ea va continua chiar dacă moştenitorul ar fi minor. (Troplong, Société, II, No. 954; Massé, Droit commercial, II, No. 1071; Pont, Sociétés, I, No. 716; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 8, p. 570; Dalloz, Rép., Société, No. 711; Suppl., Société, No. 276; Laurent, XXVI, No. 380; Huc, XI, No. 10, 118; Baudry et Wahl, Société, No. 394; Guillouard, Société, No. 298; Houpin, Sociétés, I, No. 138, Planiol, II, No. 1980; Alexandresco, IX, p. 516).

10. Aceeaşi soluţie are loc dacă moştenitorul este interzis. (Baudry et Wahl, Société, No. 396).

11. Se poate stipula în mod valabil că societatea va continua numai între asociaţii rămaşi fără moştenitorii asociatului decedat. (Dalloz, Rép., Société, No. 706; Baudry et Wahl, Société, No. 404; Alexandresco, IX, p. 516, 517).

12. In acest caz, moştenitorii defunctului asociat au dreptul la împărţirea averii societăţii după starea în care se afla în momentul morţii asociatului, participând însă şi la toate operaţiunile ulterioare care sunt o urmare necesară a operaţiunilor făcute înainte morţii asociatului. (Dalloz, Rép., Société, No. 693, 697; Baudry et Wahl, Société, No. 405; Guillouard, Société, No. 305; Houpin, Sociétés, I, No. 139; Alexandresco, IX, p. 517).

13. Se poate stipula în mod valabil că asociaţii rămaşi vor putea opta sau a disolva şi lichida societatea, sau a o continua între ei sau a o continua cu moştenitorii asociatului decedat. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 279).

14. In cazul când nu a existat stipulaţie de continuare a societăţii după decesul unui asociat şi asociaţii rămaşi convin a continua societatea cu moştenitorii asociatului decedat sau numai între ei. se formează o nouă societate. (Pont, Sociétés, I, No. 710; Dalloz, Rép., Société, No. 715).

15. Dovada prorogării societăţii se va face ca şi la prorogarea unei societăţii cu termenul expirat. (Dalloz, Rép., Société, No. 721).

Art. 1527. — Desfacerea societăţii prin voinţa unei părţi urmează numai atunci când durata ei este nemărginită; ea se efectuează prin renunţare notificată a[1]) tuturor părţilor, întru cât se face cu bună credinţă şi la timp. (Civ. 1502, 1523, 1528; Civ. Fr. 1869).

Text. fr. Art. 1869. — La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi, et non faite à contre-temps.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) Particula „a" din eroare figurează aci, întunecând sensul frazei. Ea trebue înlăturată.

Doctrină.

1. O societate este cu durata nelimitată, după o părere, când în contractul de societate nu se prevede niciun termen sau se prevede un termen mai lung decât vieața omenească și când natura afacerii pentru care s'a constituit societatea nu limitează durata sa la un timp inferior vieții asociaților. (Guillouard, Société, No. 324; Houpin, Sociétés, I, No. 149; Alexandresco, IX, p. 520).

2. Astfel este o societate cu durată nelimitată, acea care trebue să înceteze la moartea unuia din asociați. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 13, p. 570; Dalloz, Rép., Société, No. 675; Alexandresco, IX, p. 520).

3. De asemenea, este o societate cu durată nelimitată acea care trebue să dureze 99 ani. (Guillouard, Société, No. 324; Houpin, Sociétés, I, No. 149; Alexandresco, IX, p. 520).

4. După altă părere, nu poate fi considerată ca o societate cu durată nelimitată, acea contractată pentru o durată fixă mai mare decât acea a vieții omenești, nici acea contractantă pentru o durată de 99 ani, nici acea contractată pentru durata existenței asociaților. (Baudry et Wahl, Société, No. 440).

5. Potrivit dispozițiilor art. 1869 c. civ. fr. (1527 c. civ. rom.) pentru ca societatea să poată fi disolvată după voința unuia din asociați, trebuește ca renunțarea lui să fie făcută cu bună credință. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, text și nota 13, p. 570; Dalloz, Rép., Société, No. 739; Suppl., Société, No. 296; Laurent, XXVI, No. 395; Baudry et Wahl, Société, No. 449; Guillouard, Société, No. 327; Alexandresco, IX, p. 521).

6. Potrivit dispozițiilor art. 1869 c. civ. fr. (1527 c. civ. rom.) pentru ca societatea să poată fi dizolvată după voința unuia dintre asociați, trebuește ca renunțarea să nu fie intempestivă, ci făcută la timp, adică oportună. (Dalloz, Rép., Société, No. 739; Alexandresco, IX, p. 521).

7. Pentru ca renunțarea la societate să fie valabilă, trebuește să fie notificată tuturor asociaților. (Dalloz, Rép., Société, No. 747; Alexandresco, IX, p. 521, 522).

8. Renunțarea nenotificată la toți asociații este atinsă de o nulitate relativă, de care nu se poate prevala asociatul care a renunțat. (Pont, Sociétés, I, No. 749; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 17, p. 571; Dalloz, Rép., Société, No. 750; Baudry et Wahl, Société, No. 454; Alexandresco, IX, p. 522, 523).

9. De această nulitate se pot prevala însă ceilalți asociați, chiar cari au primit notificarea. (Pont, Société, I, No. 750; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 17, p. 571; Dalloz. Rép. Société, No. 750; Alexandresco, IX, p. 522).

10. Notificarea renunțării poate fi făcută în orice mod, prin portărei, prin scrisoare recomandată și chiar verbal. (Pont, Sociétés, I, No. 746; Dalloz, Rép., Société, No. 747; Baudry et Wahl, Société, No. 452; Guillouard, Société, No. 331; Alexandresco, IX, p. 522).

11. Dovada notificării renunțării va trebui făcută potrivit regulelor de drept comun. (Guillouard, Société, No. 331; Houpin, Sociétés, II, No. 149; Alexandresco, IX, p, 522).

12. După o părere, se poate stipula în contractul de societate cu durata nelimitată, că părțile nu se vor putea retrage după voința lor. (Baudry et Wahl, Société, No. 445; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 328).

13. După altă părere, nu se poate conveni prin contractul de societate cu durata nelimitată ca asociații să nu se poată retrage după voința lor. (Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 720, nota 21, p. 450; Troplong, Société, II, No. 973; Pont, Sociétés, I, No. 742; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, text și nota 15, p. 571; Dalloz, Rép., Société, No. 735; Suppl., Société, No. 294; Laurent, XXVI, No. 396; Huc, XI, No. 126; Guillouard, Société, No. 332; Houpin, Sociétés, I, No. 149; Planiol, II, No. 1984; Comp: Alexandresco, IX, p. 521, 522).

Art. 1528. — Renunțarea nu este de bună credință când asociatul o face în scop de a-și însuși singur profitul ce asociații speră a-l dobândi în comun.

Este făcută fără timp, când lucrurile nu se mai află în toată întregimea lor și interesul societății cere amânarea desfacerii. (Civ. 1527, 1898; Civ. Fr. 1870).

Text. fr. Art. 1870. — La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1870 c. civ. fr. (1528 c. civ. rom.) renunțarea este de rea credință când asociatul o face în scopul de a-și însuși singur profitul ce asociații speră a-l dobândi în comun. Astfel, ar fi de exemplu, în o societate a tuturor bunurilor, când unul din asociați ar renunța la societate în momentul când ar fi pe punctul de a dobândi o succesiune, caz în care renunțarea ar putea fi anulată după cererea celorlalți asociați. (Dalloz, Rép., Société, No. 740; Baudry et Wahl, Société, No. 449; Guillouard, Société, No. 328; Alexandresco, IX, p. 521).

2. Asociatul care a renunțat la societate nu se poate prevala de reaua sa credință pentru a cere anularea renunțării. (Pont, Sociétés, I, No. 751; Dalloz, Rép., Société, No. 740; Laurent, XXVI, No. 398; Guillouard, Société, No. 330; Houpin, Sociétés, I, No. 149).

3. Asociatul care a renunțat cu rea credință, va fi supus, după o părere la raportul tuturor câștigurilor rezultate după renunțarea care a fost anulată. (Duvergier, V, No. 460; Troplong, Société, II, No. 976; Pont, Sociétés, I, No. 751; Dalloz, Rép., Société, No. 741).

4. După altă părere, în acest caz. el nu va fi supus decât la raportul câștigului prevăzut, în vederea căruia a avut loc renunțarea, iar nu și la raportul câștigurilor neprevăzute ce le-a avut după renunțare. (Duranton, XVII, No. 477).

5. Potrivit dispozițiilor art. 1870 c. civ. fr. (1528 c. civ. rom.) renunțarea este făcută în mod intempestiv, adică fără timp, când lucrurile nu se mai află în întregimea lor și interesul societății cere amânarea desfacerii. Astfel de exemplu, renunțarea este intempestivă când este făcută într'un timp când societatea are multe mărfuri și este în interesul ei a se aștepta un timp favorabil pentru a le vinde. (Laurent, XXVI, No. 398; Baudry et Wahl, Société, No. 450; Guillouard, Société, No. 329; Alexandresco, IX, p. 521, 522).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă renunțarea este făcută în mod intempesitiv. (Dalloz, Rép., Société, No. 744; Alexandresco, IX, p. 522).

Art. 1529. — Desfacerea societății făcută pentru un timp determinat nu se poate cere de unul din asociați, înainte de expirarea termenului pus, afară numai când există juste motive, cum: în cazul când unul din asociați nu-și îndeplinește îndatoririle sale, sau când o infirmitate de toate zilele îl împiedecă dela îngrijirea afacerilor sociale, sau în alte cazuri analoage.

Apreciațiunea unor așa motive e lăsată la prudența judecătorilor. (Civ. 728, 1020 urm., 1523, 1527; C. com. 191, 192; Civ. Fr. 1871).

Text. fr. Art. 1871. — La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 1871 c. civ. fr. (1529 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la societatea cu termen, de orice natură. (Houpin, Sociétés, I, No. 150; Baudry et Wahl, Société, No. 458; Alexandresco, IX, p. 524).

2. Astfel se aplică la toate societățile civile. (Baudry et Wahl, Société, No. 458; Alexandresco, IX, p. 524).

3. Dispozițiile acestui articol se aplică la societățile de mine. (Pont, Sociétés, I, No. 739; Dalloz, Rép., Société, No. 673; Baudry et Wahl, Société, No. 459; Guillouard, Société, No. 375; Houpin, Sociétés, I, No. 150).

4. De asemenea, se aplică și societăților comerciale în nume colectiv și în comandită simplă. (Dalloz. Rép., Société, No. 1422; Suppl., Société, No. 577, 801; Houpin, Sociétés, I, No. 229; Alexandresco, IX, p. 524).

5. De asemenea se aplică și asociaților

în participaţie. (Dalloz, Rép., Société, No. 1686; Suppl., Société, No .2076; Houpin, Sociétés, I, No. 272; Alexandresco, IX, p. 524).

6. Disolvarea societăţii poate fi cerută de asociaţi când unul dintre ei nu aduce aportul promis sau nu-şi execută obligaţia de a se ocupa de afacerile societăţii. In caz de disolvare, asociatul în culpă poate fi condamnat şi la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Société, No. 654; Suppl., Société, No. 263; Baudry et Wahl, Société, No. 465; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 523, 524).

7. Pentru ca infirmitatea obişnuită a unui asociat să aducă disolvarea societăţii înainte de expirarea termenului, trebueşte ca acest asociat să fie obligat a da societăţii o cooperaţie activă şi personală, neputând să fie înlocuit printr'un terţ. (Dalloz, Rép., Société, No. 662; Suppl., Société, No. 263; Houpin, Sociétés, I, No. 150).

8. Cele două cazuri prevăzute de art. 1871 c. civ. fr. (1529) c. civ. rom.) când poate fi cerută disolvarea societăţii cu termen nu sunt limitative şi tribunalele pot admite şi alte motive, după aprecierea lor. (Dalloz, Rép., Société, No. 663: Alexandresco, IX, p. 523 524).

9. Tribunalele pot pronunţa disolvarea societăţii pentru motivul pierderii parţiale a fondului social. (Pont, Sociétés, I, No. 694; Houpin, Sociétés, I, No. 135; Alexandresco, IX, p. 524).

10. De asemenea pentru lipsă de beneficiu. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 263; Baudry et Wahl, Société, No. 462; Guillouard, Société, No. 334; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 525).

11. De asemenea pentru neînţelegerea între asociaţi, chiar dacă ar fi imputabilă tuturor asociaţilor. (Dalloz, Rép., Société, No. 666; Suppl., Société, No. 263; Baudry et Wahl, Société, No. 464; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 525).

12. După altă părere, neînţelegerea între asociaţi nu aduce disolvarea societăţii dacă nu o păgubeşte. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 263).

13. Dacă se dovedeşte că neînţelegerea între asociaţi este provocată de unul dintre ei în scopul de a se face o cauză de disolvare, neînţelegerea nu va aduce disolvarea. (Houpin, Sociétés, I, No. 150).

14. Se poate cere disolvarea societăţii pentru incapacitatea manifestă a unui asociat, necunoscută la încheierea contractului de societate. De asemenea, pentru malversaţiuni în gestiune, pentru rea credinţă notorie, chiar anterioară contractului de societate, dar descoperită mai târziu, pentru acţiuni necinstite. (Troplong, Société, II, No. 994; Pont, Sociétés, I, 771; Dalloz, Rép., Société, No. 670; Baudry et Wahl, Société, No. 446; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 525).

15. Se poate cere dizolarea societăţii din cauza absenţei prelungită a unui asociat, care era obligat să-şi dea concursul activ la societate, afară dacă asociatul absent, având dreptul de a fi înlocuit, a dat împuternicirea unui alt asociat sau unui terţ să lucreze în locul său. (Dalloz, Rép., Société, No. 665; Suppl., Société, No. 263; Houpin, Société, I, No. 142; Alexandresco, IX, p. 525).

16. Dizolvarea societăţii poate fi cerută de ceilalţi asociaţi iar nu şi de asociatul în culpă. (Pont, Sociétés, I, No. 763: Dalloz, Rép., Société, No. 664; Laurent, XXVI, No. 404; Baudry et Wahl, Société, No. 468; Guillouard, Société, No. 337; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 526).

17. Odată cu disolvarea asociatul în culpă, va putea fi condamnat şi la plata de daune-interese. (Pont. Sociétés, I, No. 761; Baudry et Wahll, Société, No. 469; Guillouard, Société, No. 339; Alexandresco, IX, p. 524, 525, 526).

18. In cazul când motivul de disolvare a societăţii se produce la un asociat fără culpa sa, cum ar fi o infirmitate accidentală, disolvarea va putea fi cerută chiar de acest asociat. In acest caz nu este locul la condamnarea la plata de daune-interese. (Pont, Sociétés, I, No. 762; Baudry et Wahl, Société, No. 469; Guillouard, Société, No. 338; Dalloz, Rép., Société, No. 659, 661; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 524).

19. Creditorii asociaţilor nu pot cere în locul debitorilor lor disolvarea, deoarece acest drept este personal. (Baudry et Wahl, Société, No. 470; Alexandresco, IX, p. 526; Contra: Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 336).

20. Nu se poate prevedea în contractul de societate că asociaţii nu vor putea cere disolvarea societăţii pentru juste motive, deoarece acest drept este de ordine publică şi nu se poate renunţa la el de mai înainte. (Pont, Sociétés, I, No. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, nota 20, p. 571: Dalloz, Rép., Suppl.. Société, No. 264; Huc, XI, No. 129; Baudry et Wahl, Société, No. 467; Guillouard, Société, No. 336; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 332, 906 bis; Houpin, Sociétés, I, No. 150, 946; Alexandresco, IX, p. 526).

21. După producerea motivului de disolvare, să poată renunţa valabil la invocarea acestui motiv. (Baudry et Wahl, Société, No. 467; Lyon-Caen et Renault, Traité, II, No. 332).

22. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, fără ca hotărîrea lor să poată fi censurată în instanţa de recurs, dacă motivele invocate sunt de natură a aduce disolvarea societăţii. (Dalloz, Rép., Suppl., Société, No. 263; Pont, Sociétés. I, No. 272; Laurent, XXVI, No. 406; Baudry et Wahl, Société, No. 461; Houpin, Sociétés, I, No. 150; Alexandresco, IX, p. 523, 525).

Art. 1530. — La împărţirea averii societăţii între asociaţi, se aplică regulele relative la împărţirea eredităţii, la forma acestei împărţiri şi la obligaţiunile ce rezultă între erezi. (Civ. 703, 728 urm., 736, 774 urm., 785, 786, 790 urm., 1737, 1741, 1825; Pr. civ. 62, 494, 691 urm.; C. com. 31, 199 urm., 210, 212-220; L. Timbr. 44 § 2; Civ. Fr. 1872).

Text. fr. Art. 1872. — Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Bibliografie (continuare)

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Partaj. Diverse chestiuni"*, p. 137.

Doctrină.

1. Cel mai important efect al desfiinţării societăţii este lichidarea şi împărţirea fondului social. (Alexandresco, IX, p. 527).

2. Se vor împărţi şi bunurile aduse în plină proprietate în societate, asociaţii neputându-le lua înapoi afară de clauză contrară. (Pont, Sociétés, I, No. 365; Laurent, XXVI, No. 267; Baudry et Wahl, Société, No. 499; Guillouard, Société, No. 153; Alexandresco, IX, p. 527, nota 3).

3. De asemenea nu va putea lua înapoi lucrurile care se consumă prin întrebuinţare. (Baudry et Wahl, Société, No. 500; Guillouard, Société, No. 346; Alexandresco, IX, p. 527, nota 3).

4. Asociatul va putea lua înapoi lucrurile a căror folosinţă numai a adus-o în societate. (Baudry et Wahl, Société, No. 500; Guillouard, Société, No. 346; Alexandresco, IX, p. 527, nota 3).

5. Pentru lichidare tribunalul numeşte la nevoie un lichidator care poate fi unul din asociaţi, afară dacă s'a arătat prin însuşi contractul de societate persoana însărcinată cu lichidarea. (Baudry et Wahl, Société, No. 489; Alexandresco, IX, p. 528, nota 1).

6. Lichidarea constă din încasarea creanţelor terminarea operaţiilor începute, plata datoriilor, adică formarea masei de împărţit. (Alexandresco, IX, p. 528).

7. După formarea masei se procede la împărţeală, aplicându-se regulele generală dela împărţeala succesiunilor. (Alexandresco, IX, p. 528 urm.).

8. A se vedea notele de sub articolele din materia împărţelii).

Art. 1531. — Dispoziţiunile titlului prezent se aplică la societăţile comerciale, întru cât nu sunt contrarii legilor şi uzurilor comerciale. (C. com. 1, 77 urm.; Civ. Fr. 1873).

Text. fr. Art. 1873. — Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce.

Bibliografie (continuare)

VIDRAŞCU I. AUREL, *Notă* sub Trib. Râmnicul-Sărat 801 din 30 Ian. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1743.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1873 c. civ. fr. (1531 c. civ. rom.) dispoziţiile titlului din codul civil privitoare la societăţi se aplică şi societăţilor comerciale, întru cât nu sunt contrare legilor comerciale. (Alexandresco, IX, p. 452).

2. Cu toate că textul art. 1531 c. civ. rom. vorbeşte de uzuri comerciale, ele nu sunt aplicabile, deoarece au fost abrogate prin art. 1 din codul comercial român. (Alexandresco, IX, p. 453).

TITLUL IX

Despre mandat

CAPITOLUL I

Despre natura mandatului

Art. 1532. — Mandatul este un contract în puterea căruia o persoană se obligă, fără plată, de a face ceva pe seama unei alte persoane dela care a primit însărcinarea. (Civ. 942, 944, 948 urm., 987 urm., 991, 1038, 1056, 1517, 1533 urm., 1539, 1540; Pr. civ. 74; C. com. 122, 162, 374—404; L. jud. oc. 73 urm.; L. Timbr. 18 § 34, 19 § 24, 20 § 27, 42 § 3; Civ. Fr. 1984; Civ. Ital. 1737).

Text. fr. Art. 1984. — Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Text. Ital. Art. 1737. — Il mandato è un contratto, in forza del quale una persona si obbliga gratuitamente o mediante un compenso a compiere un affare per conto di un'altra persona, da cui ne ha avuto l'incarico.

Bibliografie (continuare)

CONSTANTINESCU JAC. N. *Notă* sub Cas. III, 379 din 23 Februarie 1923, Pand. Rom 1925, I, 159;
COTRUTZ I. DIM., *„Mandalul de prête-nom"*, Pand. Rom. 1925, IV, 82 ;
DEMETRESCU I. PAUL, *„Reprezentanța în comerț. Diferența de mandat și de locațiunea de operă*, Justiția Olteniei, 1-2, 1926, Curier Jud. 29, 1926;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Mandat"*, p. 57;
VRĂBIESCU G. N., *„Răspundirea civilă a advocatului"*, Pand. Rom. 1926, IV, 17.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Art. 1532 c. civ. rom. reproduce textul art. 1737 c. civ. italian. (Alexandresco, IX, p. 557).

2. Mandatul este un contract consensual prin care o persoană, numită mandatar sau procurator, se obligă în mod gratuit sau în schimbul unei plăți să facă ceva pentru altul, numit mandant, dând socoteală. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 1; Alexandresco, IX, p. 557).

3. Mandatul este un contract consensual. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 1; Baudry et Wahl, Du mandat, No. 364; Alexandresco, IX, p. 557).

4. Mandatul. după o părere, este un contract sinalagmatic perfect. (Larombière, Obligations, Art. 1102-1106, No. 2).

5. După a doua părere, mandatul este un contract sinalagmatic imperfect. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 144; Baudry et Wahl, Mandat, No. 364).

6. După a treia părere, mandatul este un contract unilateral. (Guillouard, Traité du mandat, No. 10; Alexandresco, IX, p. 557).

7. Mandatul este, în principiu, un contract cu titlu gratuit. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 364; Alexandresco, IX, p. 549, 558).

8. Mandatul salariat, după o părere, devine un contract sinalagmatic perfect. (Laurent, XXVII, No. 446; Baudry et Wahl, Mandat, No. 365).

9. După altă părere, mandatul salariat nu devine un contract sinalagmatic perfect. (Pont. Commentaire-traité des petits

contrats, I, No. 882; Guillouard, Mandat, No. 14; Comp: Alexandresco, IX, p. 558).

10. Caracterul esenţial al contractului de mandat, după o părere, constă în puterea dată mandatarului de a reprezenta pe mandant. (Pont, I, No. 798, 826 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 634; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 7, 8; Laurent. XXVII, No. 334; Huc, XII, No. 2; Baudry et Wahl, Mandat, No. 363; Guillouard, Mandat, No. 16; Planiol, II, No. 2232).

11. După altă părere, mandatul e un contract prin care o persoană dă puteri unei alte persoane să administreze una sau mai multe afaceri, în locul ei fără însă ca mandatarul să reprezinte pe mandant. (Troplong, Mandat, No. 8 urm.; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 201 bis V, VI).

12. Mandatul presupune un ordin de a lucra însă nu orice ordin de a lucra constitue un mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 7; Suppl., Mandat, No. 8).

13. Recomandarea se deosebeşte de mandat. (Pont, I, No. 834; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, text şi nota 9. p. 635; Dalloz, Rép., Mandat, No. 8; Laurent, XXVII, No. 358; Guillouard, Mandat, No. 23; Alexandresco, IX, p. 553).

14. In cazul însă când recomandându-se o persoană se invită pe acel căruia i se recomandă să plătească o sumă de bani, există mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 8; Laurent, XXVII, No. 358; Alexandresco, IX. p. 553, nota 5).

15. Tribunalele vor interpreta actul şi vor decide dacă voinţa părţilor a fost să dea mandat. (Dalloz. Rép., Mandat. No. 9, 10).

16. In caz de îndoială se va decide că nu există mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 11).

17. Mandatul se deosebeşte de sfatul dat unei persoane, deoarece mandatarul este obligat să execute sarcina pe care a primit-o, pe când cel care primeşte sfatul nu este obligat să-l urmeze. (Pont, I, No. 834; Dalloz, Rép., Mandat, No. 12; Alexandresco, IX, p. 553).

18. Mandatul se deosebeşte de vânzare, deoarece cumpărătorul devine imediat proprietarul lucrului vândut, pe când mandatarul reprezintă pe mandant şi este obligat să dea socoteală de operaţiile făcute, (Baudry et Wahl, Mandat, No. 367; Guillouard, Mandat, No. 26).

19. Mandatul se deosebeşte de locaţiune deoarece locatarul nu reprezintă pe proprietar ci se foloseşte de lucrul închiriat pentru el şi pe riscul său. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 376).

20. Mandatul se deosebeşte de gestiunea de afaceri care este un cuasi-contract şi care nu poate fi confundată nici cu mandatul tacit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 25; Suppl., Mandat, No. 14: Alexandresco, IX, p. 554).

21. Mandatul poate avea oarecare analogie şi deosebiri de contractul de societate. (Pont, Sociétés, I, No. 88; Dalloz, Rép., Mandat, No. 18; Suppl., Mandat, No. 11; Baudry et Wahl, Mandat, No. 401; Alexandresco. IX, p. 552, 553).

22. Mandatul se deosebeşte de fidejusiune. (Troplong, Mandat, No. 51; Pont, I, No. 831; Dalloz, Rép., Mandat, No. 16; Suppl., Mandat, No. 10: Guillouard, Mandat. No. 32; Alexandresco, IX, p. 553).

23. Mandatul se deosebeşte de amanet. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 409).

24. Mandatul nu produce nici un efect dacă este dat pentru a face un lucru care în acel moment era deja făcut. (Pont, I, No. 809, 810; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, p. 640; Dalloz, Rép., Mandat, No. 32; Suppl., Mandat, No. 24; Laurent, XXVII, No. 401; Huc, XII, No. 26; Baudry et Wahl, Mandat, No. 444; Guillouard, Mandat, No. 60; Alexandresco, IX, p. 567).

25. Obiectul unui mandat trebueşte să fie licit şi posibil. (Pont, I, No. 816; Dalloz, Rép., Mandat, No. 33; Suppl., Mandat, No. 25; Huc, XII, No. 26; Guillouard, Mandat, No. 58; Laurent, XXVII, No. 402; Baudry et Wahl. Mandat, No. 444 urm.; Alexandresco. IX, p. 566, 567).

26. In cazul când mandatul a fost ilicit, mandatarul nu are acţiune contra mandantului, dacă a fost de rea credinţă când a acceptat mandatul. (Pont, I. No. 816; Dalloz. Rép., Mandat, No. 36; Suppl., Mandat, No. 26: Huc, XII. No. 26).

27. Lucrul pe care trebueşte să-l facă mandatarul trebueşte să fie determinat sau determinabil. (Pont, I, No. 815; Dalloz, Rép., Mandat. No. 37; Suppl., Mandat, No. 27).

28. Nu se poate da mandat unei persoane de a face un lucru pe care este incapabil să-l facă civil. (Dalloz, Rép., Mandat. No. 38; Alexandresco, IX, p. 567).

29. Pentru valabilitatea mandatului trebueşte ca mandatarul să poată el însuşi face lucrul. (Pont, I, No. 812; Huc, XII, No. 26; Comp. Contra: Troplong, Mandat, No. 33; Dalloz, Rép., Mandat, No. 56; Alexandresco, IX, p. 568).

30. Nu se poate da mandat în interesul exclusiv al mandatarului, căci o asemenea invitaţie constitue un sfat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 203; Pont, I, No. 819, 820; Dalloz, Rép., Mandat, No. 52: Suppl.. Mandat, No. 32; Baudry et Wahl, Mandat, No. 462; Guillouard, Mandat, No. 17; Alexandresco, IX, p. 551, 568).

31. Se poate da mandat în interesul mandantului şi al unui terţ. (Alexandresco, IX, p. 550).

32. Se poate da mandat în interesul mandatarului şi al unui terţ. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 635; Dalloz, Rép., Mandat. No. 52: Alexandresco, IX, p. 550).

33. Se poate da mandat în interesul mandantului şi mandatarului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 635; Dalloz, Rép., Mandat, No. 52; Suppl., Mandat, No. 31: Alexandresco, IX, p. 550).

34. Sunt valabile actele îndeplinite de

un procurator in rem suam. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 54).

35. Se poate da mandat în interesul mandantului, al mandatarului și al unui terț. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 635; Dalloz, Rép., Mandat, No. 52).

36. Se poate da mandat în interesul exclusiv al unui terț și mandantul în acest caz devine un gestionar de afaceri al terțului interesat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 53; Suppl., Mandat, No. 31; Mourlon, III, No. 1088; Alexandresco, IX, p. 550, 551; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 203 bis; Pont, I, No. 819; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, nota 5, p. 635; Laurent, XXVII, No. 405; Guillouard, Mandat, No. 17).

37. Mandatul poate fi dat cu termen sau condițiune. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 30; Alexandresco, IX, p. 550).

38. Mandatul dat fără niciun termen sau condițiune durează cât timp nu este revocat de mandant și cât timp mandatarul nu a renunțat la el. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 30).

39. Se pot însărcina mai mulți mandatari cari să lucreze împreună sau separat. (Dalloz,, Rép., Mandat, No. 30; Alexandresco, IX, p. 550).

40. Procura devine un contract numai după ce este acceptată de mandatar. (Dalloz. Rép., Mandat, No. 1).

41. Mandatul se poate confunda uneori cu contractul de prête-nom sau mandatul simulat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 25; Alexandresco, IX, p. 555).

42. Contractul de prête-nom este acela pe care îl întrebuințează o parte care lucrează prin intermediar și care față de terți pare adevăratul interesat. (Laurent, XXVIII, No. 76; Baudry et Wahl, Mandat, No. 881; Planiol, II, No. 2226; Alexandresco, IX, p. 555).

43. Prête-nomul este un mandatar sui generis care lucrează în numele său personal. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 636; Alexandresco, IX, p. 555).

44. Constituirea unui mandatar prête-nom este, în principiu, valabilă și nu viciază actul în care a figurat acesta. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 25; Suppl., Mandat, No. 16; Huc, XII, No. 4; Baudry et Wahl, Mandat No. 882; Planiol II, No. 2268; Alexandresco, IX, p. 555).

45. In cazul însă când constituirea de mandatar prête-nom are de scop să ascundă o fraudă la o lege de ordine publică, ea nu este valabilă. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 27: Suppl., Mandat, No. 17; Huc, XII, No. 4; Baudry et Wahl, Mandat, No. 883; Alexandresco, IX, p. 555).

46. Mandatarul prête-nom în raporturile sale cu mandantul nu se distinge de mandatarul ordinar. (Duranton, XVIII, No. 198; Troplong, Mandat, No. 43; Dalloz, Rép., Mandat, No. 25; Laurent, XXVIII, No. 76; Baudry et Wahl, Mandat, No. 890; Guillouard, Mandat, No. 21; Planiol, II, No. 2270; Alexandresco, IX, p. 555).

47. In raporturile cu terții, mandatarul prête-nom este personal obligat. (Pont, I, No. 1079; Aubry et Rau, 4-a, IV, § 410, p. 636; Dalloz, Rép., Mandat, No. 25; Suppl., Mandat, No. 15; Laurent, XXVIII, No. 76; Baudry et Wahl, Mandat, No. 900; Guillouard, Mandat, No. 18; Planiol, II, No. 2271; Alexandresco, IX, p. 555).

48. Această soluțiune are loc indiferent dacă terțul a cunoscut sau nu calitatea adevărată a prête-nomului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, text și nota 10, p. 636; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 15; Laurent, XXVIII, No. 77; Baudry et Wahl, Mandat, No. 902, 905; Guillouard, Mandat, No. 18, 19; Contra: Pont, I, No. 1080; Planiol, II, No. 2272).

49. Mandantul nu poate ataca actele făcute de prête-nom, afară de cazul când terții au fost de rea credință. (Pont, I, No. 1080; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, p. 636; Dalloz, Rép., Mandat, No. 26; Suppl., Mandat, No. 19; Laurent, XXVIII, No. 77; Guillouard, Mandat, No. 18).

50. Terții nu pot lucra contra mandantului, afară de cazul când există o fraudă la lege sau la drepturile lor. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 897, 898; Planiol II, No. 2271).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din moment ce se constată că actul generator de obligații a fost încheiat ca mandatar al unei societăți, este indiferent calitatea în care a stat partea în instanță și în care a făcut o cerere în justiție. (Cas. I, 16 Iunie 1925, Pand. Săpt, 7 din 1926).

2. Din dispozițiunile art. 11, 35, 40, 45, 123 din legea corpului de advocați, rezultând din combinațiunea acestor texte că nu conțin o dispozițiune prohibitivă, că nimeni decât avocatul n'ar putea reprezenta pe cineva în justiție; art. 45 prevede numai sancțiunile în cazurile anume arătate și în urma probelor făcute atât în contra avocaților cât și în contra intermediarilor de procese a căror definiție se dă în cuprinsul textului.

Astfel nu se poate deduce din acest articol că sunt abrogate dispozițiunile codului civil relativ la mandate sau dispozițiunile leg. jud. de ocol și a proced. civile în privința prezentării părților înaintea instanțelor judecătorești prin anume persoane, iar abrogarea prevăzută de art. 123 privește numai dispozițiunile contrarii legii relative la advocați.

Prin urmare din dispozițiunile art. 11, 35 din lege rezultă că nu numai advocații au dreptul de a reprezenta pe cineva în instanță, ci orice altă persoană în baza unui mandat, întru cât art. 35 nu prohibă dreptul altor persoane de a reprezenta pe cineva la autorități, ci arată drepturile ce au advocații, iar al. ultim art. 11 între

cci ce au dreptul a studia dosarele instanțelor judecătorești cuprinde pe lângă părțile interesate, pe lângă advocații stagiari și pe mandatarii părților, ori acești mandatari sunt alte persoane decât advocații, căci ar fi fost inutil ca legiuitorul să spună „mandatarilor" dacă acești mandatari n'ar fi decât advocații și stagiarii cari sunt trecuți în enumerare la rândul lor.

Așa dar, în speță, un mandatar, fără a fi advocat poate reprezenta pe altă persoană în instanță, urmând a se conforma dispozițiunilor legii pentru valabilitatea cererilor, adică a fi asistați de advocați. (Trib. R.-Sărat, 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1743).

3. A se vedea: art. 1295, nota 9).

Art. 1533. — Mandatul poate fi expres sau tacit.

Și primirea mandatului poate să fie tacită și să rezulte din executarea lui din partea mandatarului. (Civ. 944, 987 urm., 991, 1190 urm., 1197, 1203, 1206, 1437, 1452, 1517, 1532, 1539, 1596; C. com. 374, 384, 394, 395, 402; Civ. Fr. 1985; Civ. Ital. 1738).

Text. fr. Art. 1985. — Le mandat peut être donné ou par acte public ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

Text. Ital. Art. 1738. — Il mandato può essere espresso o tacito.

Anche l'accettazione può essere tacita, e risultare dall'esecuzione che vi ha dato il mandatario.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Le Puy, Haute Loire, 9 Mai 1921, Jur. Gen. 1925, No. 1793;
COTRUTZ I. DIM., *„Mandatul de prête-nom"*, Pand. Rom. 1925, IV, 82;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Mandat"*, p. 57, 58;
SEGALL FR., *Notă* sub Judec. ocol II București, 1510 din. 1925, Jur. Gen. 192', No. 444.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatul poate fi expres sau tacit. (Alexandresco, IX, p. 550).

2. Art. 1533 c. civ. rom. a reprodus textul art. 1738 c. civ. italian. (Alexandresco, IX, p. 559, 560).

3. Existența mandatului tacit este necontestată în dreptul civil român. (Alexandresco, IX, p. 560).

4. Existența mandatului tacit poate rezulta din fapte sau acte care îl dovedesc în mod neîndoielnic. (Alexandresco, IX, p. 560).

5. Aprecierea întinderii mandatului tacit ca și acea a mandatului expres, este o chestiune de fapt, lăsată cu totul la aprecierea instanțelor de fond. (Alexandresco, IX, p. 560, 561).

6. Dovada mandatului tacit după o părere se poate face prin martori și prin diferite fapte sau prezumții care să-l stabilească în fod neîndoielnic și neechivoc, oricare ar fi valoarea litigiului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 504; Comp: Duranton, XVIII, No. 234; Troplong, Mandat, No. 145).

7. După altă părere, dovada mandatului tacit nu se poate face decât potrivit regulelor de drept comun, deoarece este vorba de un contract format din concursul voinței părților, chiar dacă ar fi vorba de terți. (Pont, I, No. 873; Laurent, XXVII, No. 454 urm.; Guillouard, Mandat, No. 63; Planiol, II, No. 2242; Alexandresco, IX, p. 561, 562).

8. După dovedirea mandatului tacit, stabilirea întinderii lui se poate face prin martori și prezumpțiuni. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 560, 561; Guillouard, Mandat, No. 65; Alexandresco, IX, p. 562, nota 1).

9. Acel care invoacă mandatul tacit va trebui să dovedească existența lui. (Baudry ed Wahl, Mandat, No. 297; Alexandresco, IX, p. 562).

10. In materie comercială dovada existenţei mandatului tacit se poate face prin martori şi prezumpţiuni. (Troplong, Mandat, No. 142; Baudry et Wahl, Mandat, No. 501; Guillouard, Mandat, No. 61; Alexandresco, IX, p. 562).

11. Femeia este presupusă că are mandat tacit dela bărbatul său în privinţa cheltuielilor casnice şi ale gospodăriei, precum şi pentru îmbrăcămintea şi întreţinerea copiilor, cu condiţia ca cheltuelile să nu fie exagerată. (Pont, I, No. 849; Huc, IX, No. 159; XII, No. 13; Baudry et Wahl, Mandat, No. 444; Guillouard, Mandat, No. 49; Planiol, II, No. 2241; Alexandresco, IX, p. 562).

12. Servitorii sunt presupuşi a avea mandat tacit dela stăpânii lor când cumpără cu bani, iar nu pe credit, proviziile necesare gospodăriei zilnice. (Troplong, Mandat, No. 134, 603; Pont, I, No. 850; Laurent, XXVII, No. 390; Huc, XII, No. 13; Baudry et Wahl, Mandat, No. 487; Guillouard, Mandat, No. 50; Planiol, II, No. 2241; Alexandresco, IX, p. 563).

13. In cazul când legea cere un mandat scris sau autentic, mandatul tacit nu este posibil. (Alexandresco, IX, p. 564).

14. Mandatul nu e supus niciunei forme speciale şi poate fi constituit, ca orice contract în genere, printr'un act autentic sau sub semnătură privată, prin scrisoare, prin telegramă şi chiar verbal. (Pont, I, No. 872; Laurent, XXVII, No. 454; Baudry et Wahl, Mandat, No. 501, Guillouard, Mandat, No. 61; Alexandresco, IX, p. 564, 565).

15. Mandatul neautentic poate fi dat cu numele mandatarului în alb, rămânând a fi completat în urmă. (Troplong, Mandat, No. 103; Pont, I, No. 860; Laurent, XXVII, No. 391; Baudry et Wahl, Mandat, No. 421, 478; Guillouard, Mandat, No. 39; Alexandresco, IX, p. 565).

16. Mandatul fiind un act unilateral nu este supus formalităţii, dublului exemplar. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 477; Guillouard, Mandat, No. 10, 37; Alexandresco, IX, p. 565; Contra: Laurent XXVII, No. 446).

17. Mandatul nu este supus formulei „bun şi aprobat". (Pont, I, No. 863; Laurent, XXVII, No. 447; Baudry et Wahl, Mandat, No. 476; Guillouard, Mandat, No. 38; Alexandresco, IX, p. 565).

18. In unele cazuri cum sunt cele prevăzute de art. 23, 52, 1781, 1788 c. civ. rom. legea cere un mandat autentic. (Alexandresco, IX, p. 565).

19. De asemenea, de câte ori este vorba de un act solemn cum este: ipoteca, donaţiunea etc., trebueşte un mandat autentic. (Pont, I, No. 865; Baudry et Wahl, Mandat, No. 464 urm.; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 1413; Planiol, II, No. 2243; Alexandresco, IX, p. 566).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Dacă nu se poate tăgădui în dreptul nostru existenţa mandatului tacit, nu se poate însă deduce din disp. art. 1533, c. civ., care recunoaşte posibilitatea unui asemenea mandat, că legiuitorul să fi înţeles în ce priveşte dovada lui să deroge la regulele generale de probaţiune.

Mandatul fiind un act juridic el este supus regulelor generale de probaţiune şi deci, în lipsa unui început de dovadă scrisă el nu poate fi stabilit cu martori şi prezumpţiuni când valoarea actului pentru care s'a dat întrece 150 lei.

A admite dovedirea cu martori a mandatului tacit dat pentru vânzarea unui imobil, ar însemna dovedirea cu martori în mod indirect a însuşi convenţiunii de vânzare.

Prin urmare, în speţă Curtea de fond a făcut o bună aplicarea a disp. art. 1533 c. c., când a respins ca inadmisibilă proba cu martori cerută de recurent pentru a dovedi existenţa unui mandat tacit pentru vânzarea unui imobil. (Cas. I, dec. 527 din 27 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1787).

2. Când un moştenitor comportându-se totdeauna ca un adevărat proprietar administrează un imobil timp îndelungat sub acest titlu, închiriindu-l, cum se constată din interogatoriul ce s'a luat părţilor, precum şi din diferite acte şi fapte deduse din împrejurările cauzei şi prin prezumpţiuni, înseamnează că a avut mandat tacit din partea celorlalţi comoştenitori să administreze acel imobil.

Deci, sora comoştenitorului reclamant a făcut un act de administraţie care îi este opozabil atunci când tratând cu pârîtul, care, de bună credinţă că tratează cu adevăratul proprietar, a încheiat un contract de închiriere.

In asemena condiţiuni, chiriaşul nu poate fi silit să părăsească imobilul închiriat mai înainte de termen sub cuvânt că contractul său, fiind făcut fără participarea şi a celorlaţi comoştenitori este nul, fiindcă dreptul său se bazează pentru validitatea contractului încheiat şi pe teoria eredului aparent. (Trib. R.-Sărat, 487 din 5 August 1925, Jurispr. Gen. 1925, No. 2130).

3. Dacă este adevărat că mandatul tacit trebue să existe în momentul încheierei convenţiunei, nu este mai puţin adevărat că dovada existenţei lui, poate rezulta atât din împrejurări anterioare sau concomitente cu confecţionarea convenţiunii, cât şi din împrejurări posterioare acestei date.

Astfel fiind, instanţa de fond este ţinută să le discute şi să precizeze dacă din lumina acestor împrejurări anterioare, concomitente sau posterioare, rezultă sau nu existenţa mandatului tacit în chiar momentul încheierii convenţiunii, ea neputându-le înlătura pentru simpla consideraţiune că sunt

posterioare încheierii convenţiunii. (Cas. I, dec. 3758 din 15 Octomvrie 1926. Jurisp. Gen. 1926 No. 1794).

4. Mandatul tacit este acela ce rezultă în mod neîndoios pe cale de inducţiune din împrejurările în care lucrează mandatarul, când deci voinţele nu au fost exprimate nici prin înscrisuri, nici prin vorbe, şi nici prin alt mijloc de manifestare a gândirii omeneşti.

Că pornindu-se dela această definiţiune şi caracter al mandatului tacit şi anume că el rezultă prin deducţiune din fapte materiale care să-l stabilească în mod clar, consecinţa fiind că asemenea fapte materiale putându-se dovedi prin orice mijloc de probaţiune, se decide de o mare parte a jurisprudenţei că dovada mandatului tacit, chiar atunci când suma e mai mare de 150 lei. se poate face cu martori şi prezumpţiuni, şi în cazul când nu există un început de probă scrisă.

Că pe lângă aceasta, soluţiunea se mai menţine şi pe dispoziţiile art. 1198 cod. civ. care primeşte ca prin derogare dela art. 1191 cod. civ., creditorul să facă dovada cu martori chiar peste suma de 150 lei, atunci când nu i-a fost putinţă să obţie act scris, terţii fiind în adevăr în imposibilitate materială de a-şi procura o probă scrisă, căci nu depinde de ei acest lucru.

Ca asemenea soluţiunea se mai impune şi din cauza împrejurărilor că art. 1985 cod. civil francez, după ce spune că mandatul poate fi dat printr'un act sub semnătură privată şi chiar verbal, adaugă că proba testimonială nu e admisibilă decât conform dreptului comun relativ la dovedirea convenţiunilor în general, din care cauză jurisprudenţa franceză a cerut şi cu drept cuvânt dovedirea mandatului tacit cu act scris sau un început de probă când valoarea depăşeşte suma de 150 lei, — legiuitorul român însă prin art. 1533 cod. civil reprodus după codul italian prevăzând pe lângă mandatul expres şi pe cel tacit nu mai trimite la mijloacele de probă aplicabile convenţiunilor în general.

Că aşa dar întemeindu-ne pe toate aceste consideraţiuni, proba testimonială cerută de apelant pentru dovedirea mandatului tacit, deşi valoarea este superioară sumei de 150 lei, este admisibilă. (Trib. Iaşi s. I, Jurnal 9284 din 18 Decemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 151).

5. Faptul de a însărcina o obşte să angajeze un advocat să cerceteze lucrările şi să reguleze transportul unui judecător la localitate pentru fixarea petrelor de hotar, într'o cerere, de hotărnicie, nu cuprinde un mandat de a reprezenta partea la executarea actului de hotărnicie şi nici nu rezultă un asemenea mandat sau o achiesare a lucrărilor făcute. (C. Apel Bucureşte S. IV, 248 din 6 Octomvrie 1926, Bul. C. Apel 19 din 1926).

6. A se vedea: art. 117, nota 7; art. 1412, nota 1).

Art. 1534. — Mandatul este fără plată, când nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 1412, 1512, 1540, 1547; C. com. 374, 386; L. Timbr. 42 § 3; Civ. Fr. 1986).

Text. fr. Art. 1986. — Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatul este prin natură sa un contract cu titlu gratuit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 66; Baudry et Wahl, Mandat, No. 364: Alexandresco, IX, p. 549, 558).

2. Când mandatul este gratuit, mandatarul are dreptul să ceară dela mandant rambursarea cheltuelilor şi avansurilor făcute în interesul acestuia. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 74).

3. In codul civil actual gratuitatea mandatului este de natura iar nu de esenţa lui. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 66: Suppl., Mandat, No. 38; Baudry et Wahl, Mandat, No. 364; Alexandresco, IX, p. 549, 558).

4. Mandatul se deosebeşte de locaţiunea de lucrări, deoarece mandatul poate fi oricând revocat pe când ruperea contractului de locaţiune de lucrări fără just motiv dă loc la plata de daune-interese; mandatarul nu are dreptul la salar decât când a fost anume stipulat, pe când locatorul de lucrări are drept totdeauna la salar; când sunt mai mulţi mandanţi ei sunt obligaţi solidar, ceea ce nu are loc la locaţiune de lucrări. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 66; Baudry et Wahl, Mandat, No. 400; Planiol, II, No. 2234; Alexandresco, IX, p. 552, 558, 559).

5. Advocatul, după o părere, când primeşte să pledeze pentru un client, este un mandatar. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 204 bis, X).

6. După a doua părere, advocatul este un locator de lucrări, (Laurent, XXVII,

No. 333, 335; Huc, XII, No. 18; Baudry et Wahl, Mandat, No. 378, 379; Planiol, II, No. 2232).

7. După a treia părere, contractul încheiat între client şi advocat este un contract sui generis. (Guillouard, Louage, II, No. 696).

8. Medicul este un locator de lucrări iar nu un mandatar. (Demante et Colmet de Santerre, VIII. No. 204 bis, VIII, X; Baudry et Wahl, Mandat, No. 379; Planiol, II, No. 2232).

9. Convenţiunea care fixează un salar mandatarului poate fi expresă sau tacită. (Pont, I, No. 888; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, text şi nota 8, p. 635; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 38; Laurent, XXVII, No. 341: Baudry et Wahl, Mandat, No. 727: Guillouard, Mandat, No. 11, 13, 163; Alexandresco, IX, p. 558).

10. Cu toate că în principiu mandatul este gratuit şi deci gratuitatea se presupune, totuşi el este presupus salariat când este dat persoanelor care se ocupă prin starea sau profesiunea lor cu afacerile altora. (Pont, I, No. 884; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 410, nota 8, p. 635; Dalloz, Rép., Mandat, No. 68, 218; Suppl., Mandat, No. 40; Laurent, XXVII, No. 342; Huc, XII, No. 19; Baudry et Wahl, Mandat, No. 729; Guillouard, Mandat, No. 11; Planiol, II, No. 2235; Alexandresco, IX, p. 559).

11. Astfel sunt, advocaţii, medicii, arhitecţii, inginerii, etc. (Alexandresco, IX, p. 559).

12. Dacă nu s'a fixat în mod expres cuantumul onorariului, tribunalul îl va aprecia şi fixa. (Alexandresco, IX, p. 559).

13. Dacă mandatarul a dovedit că şi-a îndeplinit mandatul, dovada că onorariul a fost plătit va trebui să fie făcută de mandant. (Alexandresco, IX, p. 559).

Art. 1535. — Mandatul este special pentru o afacere, sau pentru oarecari anume afaceri, ori este general pentru toate afacerile mandantului. (Civ. 1536 urm.; Pr. civ. 70, 94, 316; C. com. 118, 162, 375, 395, 404, 523, 692; Lege pentru organizarea şi unificarea corpului de advocaţi (Mon. ofic. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1987).

Text. fr. Art. 1987. — Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

Doctrină.

1. Mandatul poate fi convenţional, legal sau judiciar. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 511; Alexandresco, IX, p. 549, 572).

2. Mandatul convenţional se numeşte ad litem, când este dat pentru introducerea sau susţinerea unui proces. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 76: Baudry et Wahl, Mandat, No. 519: Alexandresco, IX, p. 564, 573).

3. Mandatul poate fi general sau special. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 76; Alexandresco, IX, p. 550).

4. Mandatul este special când are de obiect numai una sau mai multe afaceri determinate ale mandantului. (Alexandresco, IX, p. 573).

5. Mandatul este general, după o părere, când priveşte toate afacerile mandantului şi când conferă mandatarului împuternicirea de a face toate actele juridice care se pot face prin mandatar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 412; Laurent, XXVII, No. 406; Comp: Alexandresco, IX, p. 537).

6. După a doua părere, mandatul este general când priveşte toate afacerile mandantului chiar fără să privească toate actelor de care sunt susceptibile aceste afaceri. (Guillouard, Mandat, No. 71).

7. După a treia părere, mandatul este general când priveşte toate afacerile prevăzute şi neprevăzute care se leagă de funcţiunea ce i-a fost conferită cu toate că această funcţiune nu ar avea decât un singur obiect, cum ar fi de exemplu exercitarea unui comerţ. (Pont, I, No. 894; Dalloz, Rép., Mandat, No. 76).

8. Când legea cere un mandat special, acest mandat trebueşte dat pentru fiecare act în parte, neputând fi dat pentru toate actele din categoria pentru care legea cere un mandat special. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 516; Guillouard, Mandat, No. 77).

9. Trebue să se facă distincţiune între mandat expres şi mandat special. Astfel când legea cere un mandat expres, o procură generală în care intră şi actul cerut este suficientă. (Pont, I, No. 901; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 47; Guillouard, Mandat, No. 76).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 4 din decretul lege 1480 din 10 Decemvrie 1917 hotărîrile pronunţate contra mobilizaţilor sunt nule, chiar atunci când persoanele în contra cărora s'au dat au avut un procurator în teritoriul ocupat.

In speţă, se constată că mandatarul intimatului nu-l putea reprezinta pe acesta în mod valabil, fiindcă intimatul era mo-

bilizat în Moldova, şi chiar dacă ar fi voit acesta să-i retragă mandatul nu avea posibilitatea să-i transmită această voinţă.
In afară de această consideraţiune, procuratorul intimatului nu avea un mandat special, dela acesta, prin care să se dovedească că mandantele ar fi renunţat expres la beneficiul legii din 1916, ca mandatul său să fie valabil. (C. A. Bucureşti, s. II, decisia civ. Nr. 54 din 7 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2039).

Art. 1536. — Mandatul conceput în termeni generali cuprinde numai actele de administraţiune.

Când e vorba de înstrăinare ipotecară[1]), sau de facerea unor acte ce trec peste administraţiunea ordinară, mandatul trebue să fie special. (Civ. 362, 427, 1268 urm., 1533, 1535, 1537, 1546; C. com. 375; Lege pentru organizarea şi unificarea corpului de advocaţi, (Mon. of. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1988; Civ. Ital. 1741).

Text. fr. Art. 1988. — Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

Text. Ital. Art. 1741. — Il mandato concepito in termini generali non comprende che gli atti di amministrazione.

Quando si tratti di alienare, ipotecare o fare altri atti che eccedono la ordinaria amministrazione, il mandato debb'essere espresso.

Doctrină.

1. Art. 1536 § 2 c. civ. român, se depărtează întru câtva dela art. 1988 § 2 c. civ. fr. corespunzător şi reproduce în parte art. 1741 § 2 c. civ. italian. (Alexandresco, IX, p. 572, nota 1).

2. Inţelesul cuvântului special din art. 1535 c. civ. rom. nu trebueşte să se confunde cu înţelesul pe care îl are acelaşi cuvânt în art. 1536 § 2 c. civ. rom., unde prin acest cuvânt se înţelege un mandat dat anume pentru o afacere determinată. (Alexandresco, IX, p. 573).

3. Deoarece mandatul poate fi special din două puncte de vedere şi deci poate da loc la confuzie, legiuitorul român nu a fost fericit când a înlocuit cuvântul expres din art. 1988 c. civ. fr. prin cuvântul special în art. 1536 § 2. (Alexandresco, IX, p. 573).

4. Pentru a înstrăina, ipoteca etc., este necesar un mandat special dat în termeni expreşi. (Planiol, II, No. 2237).

5. Mandatul conceput în termeni generali este acela prin care se dă dreptul mandatarului de a face în afacerea sau afacerile ce îi sunt încredinţate tot ce poate fi folositor mandantului sau tot ce acesta ar putea face el însuşi. Prin urmare, nu trebueşte să se confunde mandatul conceput în termeni generali despre care vorbeşte art. 1536 c. civ. rom. cu mandatul general de care vorbeşte art. 1535 c. civ. rom. (Alexandresco, IX, p. 577).

6. Potrivit dispoziţiilor art. 1536 c. civ. român, mandatul conceput în termeni generali, adică vagi şi care nu precizează actele ce trebuesc făcute, nu cuprinde decât actele de administraţie iar pentru a vinde, ipoteca şi face alte acte de dispoziţie se cere un mandat special. (Alexandresco, IX, p. 578).

7. Mandatarul cu mandat conceput în termeni generali va putea face înstrăinările care se consideră ca acte de administraţie, cum ar fi de exemplu vânzarea unei recolte şi a unor lucruri supuse stricăciunii. (Mourlon, III, No. 1095; Pont, I, No. 927; Laurent, XXVII, No. 425; Baudry et Wahl, Mandat, No. 523; Guillouard, Mandat, No. 79, 83; Alexandresco, IX, p. 579).

8. Se poate da un mandat general pentru acte de dispoziţie, însă mandatul trebueşte să fie special, adică să arate anume actele de dispoziţie pe care poate să le facă mandatarul. (Alexandresco, IX, p. 579).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. O procură generală implică numai acte de administraţie, ori acţiunea de declarare falimentară e un act ale cărui consecinţe sunt mult mai grave decât chiar ale unui act de dispoziţiune şi cum în speţă firmele comerciale reclamante au împuter-

1) Din eroare se zice aci „*înstrăinare ipotecară*". în loc de „*înstrăinare, ipotecare*", adică despărţite prin virgulă amândouă cuvintele, după cum este şi sensul din textul francez, care zice: „*S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer...*".

nicit pe mandatar ca să ia toate măsurile judiciare pentru a li se realiza creanțele ce au în contra debitorului pârît, din acest fapt nu se poate deduce că mandanții au consimțit ca eventual mandatarul să ceară și declararea debitorului lor în stare de faliment, știut fiindcă de cele mai multe ori din lichidarea unui faliment rezultă cote inferioare creanțelor de acoperit.

In principiu creditorul, care cade în pretenția sa de declarare, poate fi condamnat și la daune interese către debitorul comerciant, în caz de procedare prin culpă sau rea credință, de unde de asemeni se poate deduce caracterul grav al unei cereri de declarare pentru creditor și ca atare se impune ca creditorul conștient de toate aceste consecințe să împuternicească anume pe mandatar în a cere să se constate judecătorește starea de încetare de plăți a debitorului.

Pentru aceste considerațiuni în speță, formula vagă și generală din procurile dela dosar de a fi reprezentați reclamanții „în procesul nostru contra d-lor M. Z. și L. D. din Soroca pentru suma de 34.000 lei" și de a-l împuternici pe mandatar „de a lua în primire pentru noi bani și valori de bani", nu poate fi interpretată în sensul susținut de mandatarul reclamanților că, conf. art. 36 din legea avocaților, formula de mai sus conține împuternicirea de a lua orice măsură cu caracter judiciar sau procedural, chiar dacă nu se indică în mod special dreptul de a cere declararea în stare de faliment. (Trib. Soroca, s. com. 22 din 26 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1408).

2. A se vedea: art. 2, nota 3).

Art. 1537. — Mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său; facultatea de a face o tranzacțiune [1]) cuprinde pe aceea de a face un compromis. (Civ. 987, 1533, 1545, 1546, 1704 urm.; Pr. civ. 339, 342 urm.; C. com. 123, 187, 207, 375 urm., 381, 405; Civ. Fr. 1989).

Text. fr. Art. 1989. — Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

Doctrină.

1. Art. 1989 c. civ. fr. cât și art. 1742 c. civ. italian, corespunzătoare art. 1537 c. civ. rom., prevăd că facultatea de a face o transacție nu cuprinde pe aceea de a face un compromis, iar în textul nostru se vede înlăturată particula nu, probabil din o eroare a copistului. (Alexandresco, IX, p. 572, nota 2, 574, 575, 576; Contra: Nacu, III, p. 414).

2. Potrivit dispozițiilor art. 1537 c. civ. rom. mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său. (Alexandresco, IX, p. 573, 574).

3. Mandatul de a vinde nu cuprinde pe acela de a primi prețul, nici de a face un schimb. (Alexandresco, IX, p. 576).

4. Mandatul de a încasa o creanță nu cuprinde pe acela de a urmări în justiție pe debitor, nici de a transige asupra ei, nici de a dispune de banii primiți. (Alexandresco, IX, p. 576).

5. Mandatul de a pleda nu cuprinde pe acela de a face transacție, opoziție, apel, recurs. (Alexandresco, IX, p. 576).

6. Mandatul de a închiria nu cuprinde pe acela de a încasa chiria. (Alexandresco, IX, p. 576).

7. Mandatarul poate face actele care sunt o consecință necesară a mandatului. Astfel mandatarul însărcinat cu cumpărarea unui lucru poate să-l primească. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 556; Alexandresco, IX, p. 577).

8. De asemenea mandatul dat pentru primirea unui capital garantat prin ipotecă cuprinde și dreptul de a cere radierea inscripției ipotecare. (Planiol, II, No. 2258; Alexandresco, IX, p. 577; Nacu, III. p. 414).

Art. 1538. — Femeile și minorii emancipați pot fi aleși mandatari; mandantul însă nu are o acțiune contra mandatarului minor decât după regulele generale relative la obligațiunile minorilor; iar în contra femeii măritate care a primit mandatul fără autorizațiunea bărbatului, decât după regulele stabilite la titlul despre con-

1) In textul art. francez corespunzător 1989, se găsește pus înaintea cuvântului „*cuprinde*", negațiunea: „*nu*", care nu există în niciunul din textele oficiale ale Codului Civil Român. Această omisiune, schimbă cu desăvârșire sensul art. 1537, Cod. Civ. Român, după care „*transacțiunea*" implică „*compromisul*", pe când la francezi este contrariul.

tractul de căsătorie şi drepturile respective ale soţilor. (Civ. 199, 201, 427 urm., 913—915, 950 urm., 959 urm., 1157 urm, 1164, 1223 urm.; Civ. Fr. 1990).

Text. fr. Art. 1990. — Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Epoux*.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatul poate fi dat de lege, de justiţie sau de un simplu particular. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 57; Suppl., Mandat, No. 34; Baudry et Wahl, Mandat, No. 511; Alexandresco, IX, p. 549, 572).

2. Sunt mandate legale: mandatul tutorului, mandatul tatălui administrator lelegal, etc. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 511; Alexandresco, IX, p. 573).

3. Sunt mandate date de justiţie: mandatul dat pentru administraţia bunurilor unui absent, mandatul dat pentru administraţia unei succesiuni vacante, etc. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 57; Guillouard, Mandat, No. 69; Alexandresco, IX, p. 573).

4. Mandatul convenţional este acel dat de un particular prin convenţie. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 511; Alexandresco, IX, p. 572).

5. Sunt aplicabile mandatului convenţional regulele generale asupra capacităţii de a contracta. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 57; Suppl., Mandat, No. 33; Baudry et Wahl, Mandat, No. 411).

6. Capacitatea pentru a da un mandat este determinată de natura afacerii care face obiectul mandatului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 207 bis, IV; Pont, I, No. 961; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, p. 639; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 33; Laurent, XXVII, No. 395, 396; Huc, XII, No. 30; Baudry et Wahl, Mandat, No. 411; Guillouard, Mandat, No. 55; Planiol, II, No. 2239; Alexandresco, IX, p. 569).

7. Cu toate acestea, când mandatul e salariat, mandantul trebue să aibă capacitatea a se obliga. (Planiol, II, No. 2239).

8. Valabilitatea actelor făcute de mandatar depinde de capacitatea mandantului în ziua când a dat procura iar nu de capacitatea sa din ziua actelor. (Pont, I, No. 962; Huc, XII, No. 30; Baudry et Wahl, Mandat, No. 415; Guillouard, Mandat, No. 55; Alexandresco, IX, p. 569).

9. Mandatul dat de un incapabil este atins de o nulitate relativă care poate fi opusă numai de incapabil. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 59; Baudry et Wahl, Mandat, No. 416).

10. Actele făcute de un mandatar în baza unui mandat dat de incapabil, sunt nule cu toate că mandatarul şi terţii cu care a tratat au fost de bună credinţă. (Pont. I, No. 962; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 35; Laurent, XXVII, No. 400; Baudry et Wahl, Mandat, No. 416; Guillouard, Mandat, No. 55).

11. Mandatarul nu trebue să aibă capacitate deoarece nu lucrează în numele său, ci în numele mandantului care i-a dat însărcinarea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, p. 639; Dalloz, Rép., Mandat, No. 63; Baudry et Wahl, Mandat, No. 417, Alexandresco, IX, p. 569, 570, Comp: Huc, XII, No. 30).

12. Mandatul poate fi dat nu numai unui minor emancipat, după cum prevede art. 1990 c. civ. fr. (1538 c. civ. rom.), ci şi unui minor neemancipat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 270 bis, I; Pont, I. No. 965; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, nota 10, p. 639: Dalloz, Rép., Mandat, No. 63; Suppl., Mandat, No. 36; Laurent, XXVII. No. 397; Baudry et Wahl, Mandat, No. 417; Guillouard, Mandat, No. 56; Alexandresco, IX, p. 570).

13. Bine înţeles în acest caz, minorul trebueşte să aibă o oarecare vârstă mai mare pentru a accepta mandatul. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 207 bis, II; Huc, XII, No. 30; Comp: Alexandresco, IX, p. 571).

14. Femeia măritată poate primi un mandat fără autorizaţia soţului său. (Dalloz Rép., Mandat, No. 64).

15. Bărbatul se poate opune ca soţia sa să primească sau să execute un mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 64; Suppl., Mandat, No. 37; Contra: Laurent, XXVII, No. 399).

16. Raporturile mandantului cu mandatarul vor fi guvernate de principiile generale asupra capacităţii minorilor şi femeilor măritate. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 207 bis, III; Pont, I, No-

966; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, p. 639; Dalloz, Rép., Mandat. No. 63; Laurent, XXVII, No. 398; Huc, XII, No. 30; Baudry et Wahl, Mandat, No. 418; Guillouard, Mandat, No. 56: Planiol, II, No. 2240; Alexandresco, IX, p. 571).

17. Mandatarul incapabil va putea invoca nulitatea angajamentului său, afară de cazul când primind vreo sumă de bani, aceasta i-a profitat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 207 bis, III; Pont, I, No. 960: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 411, p. 639; Dalloz, Rép., Mandat, No. 63; Huc, XII, No. 30; Baudry et Wahl, Mandat, No. 418; Guillouard, Mandat, No. 56; Planiol, II, No. 2240; Alexandresco, IX, p. 571).

18. Mandatarul incapabil este răspunzător de delictele sale conform dreptului comun. (Pont, I, No. 966; Baudry et Wahl, Mandat, No. 418; Guillouard, Mandat, No. 58; Planiol, II, No. 2240).

CAPITOLUL II.

Despre îndatoririle mandatarului.

Art. 1539. — Mandatarul este îndatorit a executa mandatul atât timp cât este însărcinat, şi este răspunzător de daunele-interese ce ar putea deriva din cauza neîndeplinirei lui.

Este asemenea îndatorit a termina afacerea începută la moartea mandantului, dacă din întârziere ar putea urma pericol. (Civ. 970, 987 urm., 1075, 1084, 1532 urm., 1552, 1556, 1559; C. com. 376, 379, 381, 405, 508; Civ. Fr. 1991).

Text. fr. Art. 1991. — Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul trebueşte să execute însărcinările ce i s'au dat ca un bun părinte de familie. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 189).

2. Pentru mandatarul salariat executarea va fi apreciată mai riguros ca pentru mandatarul gratuit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 189).

3. Mandatarul este obligat să ţie în curent pe mandant cu mersul afacerii. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 207; Baudry et Wahl, Mandat, No. 599).

4. Mndatarul trebueşte să îndeplinească toate actele care sunt o dependenţă necesară a afacerii care face obiectul mandatului. (Huc, XII, No. 35; Baudry et Wahl, Mandat, No. 545; Guillouard, Mandat, No. 96; Alexandresco, IX, p. 583).

5. In cazul când mandatul este salariat, dacă interesele mandatarului sunt în opoziţie cu ale mandantului, mandatarul va trebui să prefere interesele mandantului iar dacă mandatul este gratuit el nu poate fi răspunzător dacă preferă interesele sale. (Troplong, Mandat, No. 409; Dalloz, Rép., Mandat, No. 209).

6. După a doua părere, mandatarul va fi responsabil numai dacă preferind interesele sale, acestea erau mai mici decât cele ale mandantului. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 998).

7. După a treia părere, mandatarul nu va fi niciodată răspunzător dacă a preferit interesele sale. (Huc, XII, No. 40; Baudry et Wahl, Mandat, No. 606; Guillouard, Mandat, No. 107; Alexandresco, IX, p. 587).

8. Mandatarul este obligat să termine executarea mandatului a cărui executare a început-o. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 210).

9. Mandatarul este obligat să termine afacerea începută, dacă din întârziere ar rezulta un pericol, chiar după moartea mandantului pe care a cunoscut-o. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 469; Alexandresco, IX, p. 584).

10. Dacă este pericol de întârziere, mandatarul trebueşte să execute afacerea, chiar dacă la decesul mandantului nu începuse încă. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 855; Guillouard, Mandat, No. 234; Alexandresco, IX, p. 585; Contra: Huc, XII, No. 136).

11. In cazul când mandatarul nu-şi execută obligaţiile sale din culpa sa, el va fi obligat să plătească daune-interese care

vor cuprinde paguba suferită şi folosul de care a fost lipsit mandantul. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 192; Alexandresco, IX, p. 584).

12. In cazul când din neexecutarea mandatului mandantul nu încearcă niciun prejudiciu, mandatarul nu va fi condamnat la plata de daune-interese. (Pont, I, No. 986; Dalloz, Rép., Mandat, No. 193, 194; Suppl., Mandat, No. 75; Laurent, XXVII, No. 464, 465; Baudry et Wahl, Mandat No. 643; Guillouard, Mandat, No. 104; Alexandresco, IX, p. 584).

13. Mandatarul nu poate compensa câştigurile dintr'o afacere cu pierderile cauzate prin greşeala sa în alte afacri. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 210 bis: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi nota 3, p. 643; Dalloz, Rép., Mandat, No. 208; Suppl., Mandat, No. 84; Huc, XII, No. 49; Baudry et Wahl, Mandat, No. 646: Guillouard, Mandat, No. 108; Alexandresco, IX, p. 587; Contra: Pont, I, No. 999).

14. In cazul când mandatarul a fost însărcinat cu operaţii diverse, gestiunea sa va fi considerată în întregul ei. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 84).

15. Mandatarul nu poate fi ţinut să-şi execute mandatul, când lucrurile fiind în întregimea lor el refuză în timp util să-l execute. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 203).

16. Mandatarul nu este obligat să execute mandatul dacă mandantul nu face ceea ce trebue pentru a uşura îndeplinirea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 195; Baudry et Wahl, Mandat, No. 598; Alexandresco, IX, p. 586).

17. In caz de forţă majoră şi dacă afacerea poate fi amânată, mandatarul trebueşte să încunoştiinţeze despre aceasta pe mandant şi să execute mandatul după încetarea obstacolului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 196, 197, 220; Comp: Guillouard, Mandat, No. 111).

18. Mandatarul este răspunzător de neexecutare, dacă a luat asupra sa cazul de forţă majoră. (Huc, XII, No. 34; Guillouard, Mandat, No. 110; Alexandresco, IX, p. 587, nota).

19. Forţa majoră va fi dovedită de mandatarul care o alegă. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 201).

Art. 1540. — Mandatarul este răspunzător nu numai de dol, dar încă şi de culpa comisă în executarea mandatului.

Pentru culpă, când mandatul este fără plată, răspunderea se aplică cu mai puţină rigurozitate decât în caz contrariu. (Civ. 989, 990, 998, 1308, 1508, 1534, 1539; Pr. civ. 145; C. pen. 323; C. com. 381, 506; Civ. Fr. 1992).

Text. fr. Art. 1992. — Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul nesalariat, după o părere, ca şi mandatarul salariat, răspunde de greşeala pe care nu ar comite-o un bun părinte de familie. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 210; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 991; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No 78; Laurent, XXVII, No. 475; Huc, XII, No. 37; Baudry et Wahl, Mandat, No. 593; Alexanxandresco, IX, p. 586).

2. După altă părere, mandatarul gratuit nu răspunde decât de greşeala apreciată în in concreto. (Troplong, Mandat, No. 933; Mourlon, III, No. 1096; Guillouard, Mandat, No. 103: Alexandresco, IX, p. 586).

3. Intinderea responsabilităţii mandatarului este micşorată numai dacă mandatul este gratuit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 218; Suppl., Mandat, No. 78).

4. Cu toate că la mandatul salariat aprecierea responsabilităţii se face mai riguros, mandatarul nu este obligat să aducă în gestiunea sa decât îngrijirea unui bun părinte de familie. (Pont, I, No. 988; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 77; Laurent, XXVII, No. 475; Huc, XII, No. 36; Baudry et Wahl, Mandat, No. 593; Guillouard, Mandat, No. 103; Alexandresco, IX, p. 585, 586).

5. Mandatarul nu este răspunzător contractual pentru greşelile ce le comite în executarea mandatului său decât către mandant. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 83).

6. Mandatarul este răspunzător de greşelile sale atât pentru faptele sale cât şi

pentru omisiuni. (Pont, I, No. 994; Huc, XII, No. 36; Baudry et Wahl, Mandat, No. 595; Guillouard, Mandat, No. 104; Alexandresco, IX, p. 585).

7. Mandatarul răspunde pentru prejudiciile cauzate mandantului prin întârzierea pusă din culpa sa, în executarea mandatului. (Pont I, No. 995; Dalloz, Rép., Mandat, No. 219; Baudry etWahl, Mandat, No. 601; Guillouard, Mandat, No. 105; Alexandresco, IX, p. 585, nota 5).

8. Mandatarul răspunde pentru greşelile comise în executarea mandatului numai dacă a cauzat un prejudiciu mandantului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 82; Huc, XII, No. 36; Guillouard, Mandat, No. 104).

9. Se poate stipula că mandatarul nu va fi răspunzător de greşelile comise în executarea mandatului. (Pont, I, No. 996; Dalloz, Rép., Mandat, No. 215; Baudry et Wahl, Mandat, No. 636; Alexandresco, IX, p. 587).

10. Chiar în acest caz el răspunde de dolul său, deoarece trebue să execute mandatul cu bună credinţă. (Pont, I, No. 996; Dalloz, Rép., Mandat, No. 215; Baudry et Wahl, Mandat, No. 636; Alexandresco, IX, 587).

11. Dacă afacerea cu care a fost însărcinat mandatarul nu a reuşit din culpă mandantului, mandatarul nu are nicio răspundere. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 598)

12. Mandantul nu mai are dreptul să critice actele mandatarului dacă le-a ratificat. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 85; Baudry et Wahl, No. 638).

13. Tribunalele vor constata în mod suveran faptele materiale şi intenţionale din care poate rezultă o culpă sau o neglijenţă din partea mandatarului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 224; Suppl., Mandat, No. 79; Baudry et Wahl, Mandat, No. 669).

14. Instanţa de recurs va avea dreptul să decidă dacă faptele invocate prezintă caracterele juridice ale unei greşeli care dă loc la responsabilitate. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 224).

15. De îndată ce tribunalele au stabilit răspunderea mandatarului ele nu mai au dreptul să-i atenueze în mod arbitrar consecinţele, cum ar fi de exemplu, reducând cuantumul daunelor cuvenite mandantului. (Troplong, Mandat No. 393; Dalloz, Rép., Mandat, No. 230).

16. Acţiunea în responsabilitate contra mandatarului, se prescrie prin trecere de treizeci ani, potrivit dreptului comun. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 639).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Acţiunea intentată în contra unui mandatar pentru daune, nu este admisibilă, dacă nu se face dovada că s'au nesocotit regulele impuse de lege mandatarilor. (C. Apel Bucureşti s. IV, 40 din 8 Martie 1926. Bul. C. Apel 13 din 1926).

Art. 1541. — Mandatarul este dator, oricând i se va cere, a da seama mandantului de lucrările sale, şi de a-i remite tot aceea ce ar fi primit în puterea mandatului, chiar când ceea ce ar fi primit nu s'ar fi cuvenit mandantului. (Civ. 343, 415, 726, 916 § ultim, 992, 1540, 1544, 1619; Pr. civ. 520; C. com. 378, 380; C. pen. 13; Civ. Fr. 1993).

Text. fr. Art. 1993. — Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Sunt obligaţi să dea socoteală toţi mandatarii fie salariaţi, fie nesalariaţi. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 235; Suppl., Mandat, No. 235).

2. De asemenea, mandatarii legali şi judiciari şi convenţionali. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 235; Baudry et Wahl, Mandat, No. 670; Guillouard, Mandat, No. 132; Alexandresco, IX, p. 588).

3. Mandatarul poate fi valabil dispensat de a da socoteală şi această dispensă nu e nici ilicită, nici imorală. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 251 bis, 1; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1003; Dalloz, Rép., Mandat, No. 237; Suppl., Mandat, No. 88; Huc, XII,

No. 46; Baudry et Wahl, Mandat, No. 673; Guillouard, Mandat, No. 133; Alexandresco, IX, p. 588; Comp.: Contra: Laurent, XXVII, No. 496).

4. Această dispensă în unele cazuri va transforma mandatul în liberalitate, iar în alte cazuri va avea de efect să dispenseze pe mandatar de a da o socoteală amănunţită cu actele descărcătoare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 211 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 88; Huc, XII, No. 47; Baudry et Wahl, Mandat, No. 673; Guillouard, Mandat, No. 133; Alexandresco, IX, p. 588).

5. Mandatarul nu poate invoca dispensa de socoteli pentru a scăpa de consecinţele unui dol ce l-a comis. (Huc, XII, No. 46).

6. Când mandantul execută un control constant asupra mandatarului, o predare de socoteli este inutilă. (Laurent, XXVII, No. 497; Huc, XII, No. 48; Baudry et Wahl, Mandat, No. 672; Guillouard, Mandat, No. 132).

7. In principiu, mandatarul nu datoreşte socoteli decât mandantului sau celor cari, îl reprezintă, deoarece el este obligat numai faţă de mandant. (Pont, I, No. 1012; Dalloz, Rép., Mandat, No. 239; Suppl., Mandat, No. 89; Laurent, XXVII, No. 517).

8. Legea nu prevede un termen pentru darea socotelilor, însă mandatarul are interes să le dea în termen cât mai scurt, deoarece dacă e în întârziere nu va mai putea cere dobânzile avansurilor făcute de el. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 262).

9. Legea nu prevede o formă specială în care trebuesc făcute socotelile de gestiune ale mandatarului. (Dalloz, Rép., Mandat. No. 242; Suppl., Mandat, No. 90; Laurent, XXVII, No. 518).

10. Acţiunea pentru predarea conturilor se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Pont, I, No. 1014; Dalloz, Rép., Mandat, No. 263; Laurent, XXVII, No. 524; Huc, XII, No. 49; Alexandresco, IX, p. 591).

11. Prescripţia va începe a curge dela executarea completă a mandatului. (Pont, I, No. 1014; Laurent, XXVII, No. 524; Alexandresco, IX, p. 591).

12. Mandantul poate introduce în contra mandatarului o acţiune în revendicarea obiectelor pe care acesta le-a primit pentru mandant. Această acţiune nu se prescrie, deoarece deţinerea e cu titlu precar. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 677; Alexandresco, IX, p. 591).

13. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă au fost depuse socotelile şi dacă din ele rezultă liberarea mandatarului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 249).

14. Socotelile vor trebui să cuprindă tot ceea ce a primit mandatarul în calitatea sa, chiar dacă ceea ce a primit nu i se datora mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 250; Suppl., Mandat, No. 94; Alexandresco, IX, p. 588).

15. Mandatarul va trebui să predea mandantului toate beneficiile directe şi indirecte. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 680; Guillouard, Mandat, No. 136).

16. De asemenea, toate sumele de bani pe care ar fi trebuit să le încaseze, dar nu le-a încasat din culpa sa. (Pont, I, No. 1009; Dalloz, Rép., Mandat, No. 255; Laurent, XXVII, No. 503; Baudry et Wahl, Mandat, No. 681; Guillouard, Mandat. No. 137).

17. De asemenea, chiar beneficiile ilicite pe care le-a avut. (Pont, I, No. 1008; Dalloz, Rép., Mandat, No. 250; Baudry et Wahl, Mandat, No. 679).

18. Dacă însă mandatul însuşi a fost ilicit, mandatarul nu doreşte beneficiile ilicite pe care le-a avut. (Pont, I, No. 1008; Baudry et Wahl, Mandat, No. 679).

19. Dacă mandantul pretinde că mandatarul a primit sume de bani pe care nu le-a trecut în socoteli, el va fi obligat să facă dovada alegaţiunii sale. (Pont, I, No. 1043; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 91; Laurent, XXVII, No. 508, 509; Baudry et Wahl, Mandat, No. 693; Guillouard, Mandat, No. 138).

20. Faţă de mandatar dovada va fi făcută de mandant potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 91).

21. Dovada faptelor delictuoase sau cuasi-delictuoase ale mandatarului vor putea fi făcute de mandant prin martori şi prezumpţiuni, deoarece nu a avut posibilitatea să-şi procure o probă scrisă. (Guillouard, Mandat, No. 138).

22. Mandantul va putea dovedi prin martori şi prezumpţiuni că mandatarul s'a folosit de sumele încasate. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 693; Guillouard, Mandat, No. 141).

23. Tribunalele vor aprecia în mod suveran actele justificative depuse de mandatar odată cu socotelile. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 249; Suppl., Mandat, No. 90; Contra: Laurent, XXVII, No. 519).

24. Ca piese justificative mandatarul va putea produce scrisori, facturi, recipise, registre de comerţ ţinute regulat etc. (Pont, I, No. 1002; Dalloz, Rép., Mandat, No. 244; Guillouard, Mandat, No. 134; Alexandresco, IX, p. 588).

25. La predarea socotelilor mandatarul poate compensa şi să reţie sumele cheltuite de el cu executarea mandatului şi avansurile făcute. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 259; Suppl., Mandat, No. 95; Laurent, XXVII, No. 523; Huc, XII, No. 49; Baudry et Wahl, Mandat. No. 716; Alexandresco, IX, p. 589).

26. La predarea socotelilor mandatarul trebueşte să restitue mandantului titlurile şi piesele ce le-a primit dela dânsul. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 253).

27. Dacă el refuză a le restitui, va putea fi constrâns prin hotărîre judecătorească sub pedeapsa de daune-interese. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 254).

Art. 1542. — Mandatarul este răspunzător pentru acela pe care a substituit în gestiunea sa:

1. Când nu i s'a conces facultatea de a-şi substitui pe cineva;
2. Când i s'a conces o atare facultate fără arătarea persoanei, şi cea aleasă de dânsul era cunoscută de necapabilă şi nesolvabilă.

In toate cazurile mnadantul poate să intenteze direct acţiunea contra persoanei ce mandatarul şi-a substituit. (Civ. 1000, 1488; Pr. civ. 611; C. com. 381, 423; Civ. Fr. 1994).

Text. fr. Art. 1994. — Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion, 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul, după părerea dominantă, poate să-şi substitue pe un altul în gestiunea sa, cu toate că contractul de mandat nu vorbeşte nimic în această privinţă. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1016; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi nota 14, p. 645; Dalloz, Rép., Mandat, No. 280; Suppl. Mandat, No. 106; Baudry et Wahl, Mandat, No. 569, 570; Guillouard, Mandat, No. 120; Alexandresco, IX, p. 596, 597).

2. După a doua părere, mandatarul nu poate să-şi substitue un terţ, dacă în contractul de mandat nu se prevede în mod expres această facultate. (Troplong, Mandat, No. 446).

3. După a treia părere, dacă în contractul de mandat nu se prevede nimic în privinţa substituirii, mandatarul, va putea să-şi substitue un terţ numai în cazul când se va stabili că mandantul are interes ca mandatul să se execute, chiar dacă mandatarul ar fi impedecat iar nu şi în cazul când mandantul are interes ca mandatarul să lucreze el însuşi. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 212 bis, II, III; Laurent, XXVII, No. 483).

4. Un advocat nu-şi poate substitui un alt advocat fără consimţimântul clientului său. (Baudry et Wahl, Mandat, II, No. 571; Nacu, III, p. 419; Contra: Alexandresco, IX, p. 597, text şi nota 1).

5. Potrivit dispoziţiilor art. 1994 c. civ. fr. (1542 c. civ. rom.) în cazul când mandatarul şi-a substituit un terţ fără să fi fost autorizat, el este răspunzător pentru acela pe care l-a substituit în gestiunea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 107; Alexandresco, IX, p. 597).

6. Mandantul poate autoriza pe mandatar să-şi substitue un terţ, atât în mod expres cât şi tacit. (Pont, I, No. 1022; Dalloz, Rép., Mandat, No. 288; Huc, XII, No. 59; Baudry et Wahl, Mandat, No. 576; Guillouard, Mandat, No. 124; Alexandresco, IX, p. 598, nota 1).

7. Autorizaţia expresă poate fi dată prin însăşi contractul de mandat sau printr'un act posterior. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 288; Alexandresco, IX, p. 598, nota 1).

8. Autorizaţia tacită are loc atunci când mandantul dă ordine pe care ştie că mandatarul nu le va putea îndeplini el însăşi sau care cer în mod necesar ca mandatarul să-şi asocieze şi alte persoane. (Pont, I, No. 1022; Dalloz, Rép., Mandat, No. 288; Huc, XII, No. 59; Guillouard, Mandat, No. 124; Alexandresco, IX, p. 598, nota 1; Contra: Baudry et Wahl, Mandat, No. 576).

9. In cazul când mandatarul a fost autorizat să-şi substitue un terţ, fără să se fi desemnat persoana, el nu răspunde de cel ce şi-a substitiut decât dacă în acel moment el era cunoscut de necapabil şi nesolvabil. El nu răspunde de conduita substituitului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 212 bis, IV; Pont, I, No. 1021; Dalloz, Rép., Mandat, No. 285; Huc, XII, No. 53; Guillouard, Mandat, No. 122; Alexandresco, IX, p. 598).

10. Dacă mandatul este salariat pentru ca mandatarul să scape de responsabilitate, trebueşte ca persoana aleasă de el ca să-l substitue să fie cunoscută drept capabilă, solvabilă şi cinstită. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 286; Contra: Pont, I, No. 1021)

11. Mandatarul nu are nicio răspundere dacă în mandat se prevede facultatea de substituire desemnându-se şi persoana ce va substitui pe mandatar. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 283; Suppl., Mandat, No. 107; Baudry et Wahl, Mandat, No. 574; Guillouard, Mandat, No. 121; Alexandresco, IX, p. 598).

12. In acest caz însă, mandatarul va fi răspunzător dacă posterior substituirii survine în persoana substituitului oarecari împiedecări pe care nu le cunoaşte mandantul şi pe care mandatarul era obligat să le facă cunoscut mandantului. (Pont, I, No. 1020; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 107; Laurent, XXVII, No. 488, 489; Baudry et Wahl, Mandat. No. 574; Guillouard, Mandat, No. 121; Alexandresco, IX, p. 598, nota 2).

13. In cazul când mandantul a interzis substituirea sau de a-şi substitui o anumită persoană, iar mandatarul nu s'a conformat prohibiţiunii impuse, substituirea este nulă faţă de terţii cu cari a tratat substituitul şi mandatarul va fi răspunzător de toate greşelile comise, plătind şi daune-interese. (Dalloz, Rép. Mandat, No. 281; Alexandresco, IX, p. 598).

14. In acest caz, după o părere, mandatarul va fi răspuuzător chiar de toate cazurile fortuite. (Pont, I, No. 1023; Guillouard, Mandat, No. 123).

15. După altă părere, în acest caz mandatarul va răspunde numai de cazurile fortuite care nu s'ar fi întâmplat dacă ar fi executat el însuşi mandatul. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 577).

16. Mandantul are în toate cazurile o acţiune directă în numele său contra substituitului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, p. 647; Dalloz, Rép., Mandat, No. 290; Suppl., Mandat, No. 108; Baudry et Wahl, Mandat, No. 581; Alexandresco, IX, p. 598, 599).

17. Deoarece mandatarul substituit este obligat direct faţă de mandant, compensaţia care s'ar fi operat între mandatar şi substituit nu este opozabilă mandantului, (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 212 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi nota 15, p. 647; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 108; Huc, XII, No. 56; Baudry et Wahl, Mandat, No. 581; Guillouard, Mandat, No. 127).

18. Mandatarul substituit va fi obligat să dea direct socotelile mandantului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 109).

19. Mandantul nu are acţiune contra substituitului când acesta şi-a executat obligaţiunile sale şi a dat socotelile mandatarului care l-a ales. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 292; Laurent, XXVII, No. 491).

20. Terţul substituit poate acţiona direct pe mandant, deoarece trebue să existe reciprocitate. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi onta 17, p. 647; Baudry et Wahl, Mandat, No. 587; Guillouard, Mandat, No. 128; Contra: Alexandresco, IX, p. 599).

21. Mandantul însă nu poate fi obligat să plătească terţului substituit salariul ce i-a promis mandatarul, afară de cazul când substituţiunea a fost necesară. (Pont, I, No. 1110; Baudry et Wahl, Mandat, No. 587; Guillouard, Mandat, No. 170).

22. Intre substituit şi terţii cu cari a contractat există aceleaşi raporturi ca faţă de orice mandatar. (Pont, I, No. 1030; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 114).

23. Intre mandant şi terţi există aceleaşi raporturi ca şi cum s'ar fi contractat cu mandatarul ales de el. (Pont, I, No. 1027; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 111; Guillouard, Mandat, No. 130; Alexandresco, IX, p. 599).

24. Dacă însă mandantul a oprit substituirea, el nu e obligat faţă de terţii cu cari a contractat substituitul. (Pont, I, No. 1023; Baudry et Wahl, Mandat, No. 589; Guillouard, Mandat No. 125).

25. Intre mandatar şi substituit există aceleaşi raporturi ca între mandant şi mandatar. (Pont, I, No. 1028; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 112; Laurent, XXVII, No. 494).

Art. 1543. — Când prin un act s'au constituit mai mulţi mandatari sau procuratori, nu există solidaritate între dânşii, afară numai când anume s'a stipulat. (Civ. 918, 998, 1003, 1039, 1041, 1062, 1515, 1551, 1555, 1571; C. com. 42, 389; Civ. Fr. 1995).

Text. fr. Art. 1995. — Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In cazul când s'a dat mandat la mai multe persoane, fiecare mandatar poate lucra separat. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1035; Dalloz, Rép., Mandat, No. 299; Baudry et Wahl,

Mandat, No. 655; Guillouard, Mandat, No. 118).

2. Dacă însă modul lor de a lucra a fost prevăzut în contractul de mandat, se va urma astfel. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 299).

3. In principiu, fiecare mandatar este răspunzător numai de faptele sale personale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi nota 12, p. 645; Pont, I, No. 1036; Baudry et Wahl, Mandat, No. 651; Guillouard, Mandat, No. 118; Alexandresco, IX, p. 593).

4. Nu există solidaritate între mandatari atât la mandatul gratuit cât şi la mandatul cu plată. (Laurent, XXVII, No. 467; Huc, XII, No. 65; Baudry et Wahl, Mandat, No. 656; Guillouard, Mandat, No. 112; Alexandresco, IX, p. 592, 593).

5. Dacă unul dintre mandatari a cauzat o pagubă prin faptul său personal, el va fi obligat s'o repare în întregime singur. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 298; Huc, XII, No. 64; Baudry et Wahl, Mandat, No. 653; Guillouard, Mandat, No. 118; Alexandresco, IX, p. 593).

6. In cazul când între părţi a fost intenţia să se oblige solidar, va exista solidaritate între mandatari. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 115; Contra: Laurent, XXVII, No. 469; Huc, XII, No. 65).

7. Când obiectul mandatului este indivizibil, va exista solidaritate între mandatari. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 296).

8. Există solidaritate între mandatari când paguba cauzată rezultă din o culpă comună şi concertată. (Pont, I, No. 1036; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, nota 9, p. 644; Baudry et Wahl, Mandat, No. 651; Guillouard, Mandat, No. 114; Alexandresco, IX, p. 594; Contra: Laurent, XXVII, No. 470; Huc, XII, No. 65).

9. Mandatarii sunt răspunzători de gestiunea fiecăruia dintre ei, în cazul când s'a prevăzut în contractul de mandat solidaritatea lor. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 300; Alexandresco, IX, p. 594).

10. In acest caz însă, solidaritatea nu subsistă decât atunci când gestiunea are loc în limitele mandatului. (Pont, I, No. 1038; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, text şi nota 11, p. 645; Dalloz, Rép., Mandat, No. 300; Laurent, XXVII, No. 474; Huc, XII, No. 65; Baudry et Wahl, Mandat, No. 659; Guillouard, Mandat, No. 117).

11. De asemeni în acest caz, solidaritatea convenită nu-şi găseşte aplicaţiunea decât la urmările directe ale neexecutării, cum ar fi de exemplu la pierderea lucrului rezultată din culpa unuia din mandatari. (Pont, I, No. 1038; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, nota 10, p. 644; Laurent, XXVII, No. 473; Baudry et Wahl, Mandat, No. 659; Guillouard, Mandat, No. 117).

12. Solidaritatea însă nu se va aplica la daunele-interese rezultate din pierderea lucrului. (Pont, I, No. 1038; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 413, nota 10, p. 644; Laurent, XXVII, No. 473; Huc, XII, No. 65; Baudry et Wahl, Mandat, No. 659; Guillouard, Mandat, No. 117).

13. Solidaritatea există de drept între mandatarii comerciali. (Alexandresco, IX, p. 594).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Cu toate că în materie de mandat solidaritatea nu există între mandatari decât dacă aceasta este expres declarată, totuşi atunci când toţi mandatarii în executarea aceluiaşi mandat exced puterile date, recurgând la manopere viclene, străine de mandat, faptul lor constituind un delict civil, ei devin solidari răspunzători faţă de terţele persoane lezate în drepturile lor. (Judecătoria ocol rural Voineşti (Dâmboviţa), 443 din 21 Decemvrie 1925, Dreptul 25/1926).

Art. 1544. — Mandatarul e dator a plăti dobânzi pentru sumele întrebuinţate în folosul său, din ziua întrebuinţării lor; iar dobânzile sumelor rămase, din ziua când i s'au cerut acele sume. (Civ. 1079, 1088 urm., 1550, 1586 urm.; C. com. 380, 383; C. pen. 323; Civ. Fr. 1996).

Text. fr. Art. 1996. — Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul datoreşte dobânzi la capitalurile pe care le-a primit pentru mandant şi le-a întrebuinţat în folosul său. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 267; Alexandresco, IX, p. 590).

2. De asemenea, mandatarul datorește dobânzi la dobânzile primite dela debitorii mandantului și pe care le-a întrebuințat în folosul său. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1052; Dalloz, Rép., Mandat, No. 267; Baudry et Wahl, Mandat, No. 684; Guillouard, Mandat, No. 140).

3. Dacă mandatarul a încasat sumele fără să le fi întrebuințat în folosul său, dobânzile nu vor curge de plin drept. (Pont, I, No. 1042; Laurent, XXVII, No. 508; Baudry et Wahl, Mandat, No. 683; Alexandresco, IX, p. 590, 591).

4. In acest caz dobânzile vor curge numai din ziua cererii în judecată. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 268; Alexandresco, IX, p. 590, 591).

5. Dispozițiunile art. 1996 c. civ. fr. (1544 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea la orice mandatar. (Pont, I, No. 1041; Laurent, XXVII, No. 507; Baudry et Wahl, Mandat, No. 683; Guillouard, Mandat, No. 140).

6. Dobânzile pe care va trebui să le plătească mandatarul vor fi cele legale. (Pont, I, No. 1051; Huc, XII, No. 68; Baudry et Wah, Mandat, No. 690; Guillouard, Mandat, No. 144; Alexandresco, IX, p. 590).

7. In afară de dobânzi, mandatarul mai poate fi condamnat și la daune dacă a cauzat un prejudiciu mandantului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 214 bis, III; Pont, I, No. 1045; Dalloz, Rép., Mandat, No. 270; Laurent, XXVII, No. 510; Contra: Baudry et Wahl, Mandat, No. 690; Guillouard, Mandat, No. 144).

8. Mandantul va fi obligat să probeze că mandatarul a întrebuințat banii în folosul său personal și momentul de când i-a întrebuințat. (Pont, I, No. 1043; Dalloz, Rép., Mandat, No. 271; Suppl., Mandat, No. 97; Laurent, XXVII, No. 508, 509; Huc, XII, No. 67; Baudry et Wahl, Mandat, No. 693; Guillouard, Mandat, No. 141; Alexandresco, IX, p. 590).

9. Dacă mandantul nu poate dovedi momentul de când mandatarul a întrebuințat în folosul său sumele de bani, acesta va putea fi condamnat a plăti dobânzi dela data când a încetat gestiunea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 98; Laurent, XXVII, No. 509; Baudry et Wahl, Mandat, No. 693; Guillouard, Mandat, No. 141).

10. Mandantul nu trebuește să dovedească natura întrebuințării ce a făcut-o mandatarul. (Laurent, XXVII, No. 509; Baudry et Wahl, Mandat, No. 694; Guillouard, Mandat, No. 141).

11. Dobânzile datorite de mandatar conf. art. 1996 c. civ. fr. (1544 c. civ. rom.) se prescrie prin 30 ani iar nu prin cinci ani. (Pont, I, No. 1044; Baudry et Wahl, Mandat, No. 689; Guillouard, Mandat, No. 143; Alexandresco, IX, p. 590, 591; Contra: Laurent, XXXII, No. 455).

12. Aceste dobânzi nu se prescrie prin cinci ani decât din ziua încetării mandatului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 689; Guillouard, Mandat, No. 143; Alexndresco, IX, p. 591).

13. Pentru sumele pe care nu le-a întrebuințat în folosul său, mandatarul datorește dobânzi din ziua când i s'au cerut de mandant. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 273; Alexandresco, IX, p. 591).

14. Cererea sumelor nu se poate face decât prin judecată iar nu prin o somație. (Alexandresco, IX, p. 591).

Art. 1545. — Mandatarul care a dat părții cu care a contractat în asemenea calitate, o îndestulă notiță de puterile primite, nu e ținut a garanta aceea ce s'a făcut afară din marginile mandatului, afară numai când s'a obligat pe sine însuși în numele său. (Civ. 1537, 1538, 1546; C. com. 384; Civ. Fr. 1997).

Text. fr. Art. 1997. — Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul nu se obligă personal când lucrează în această calitate în limita împuternicirii sale. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 303; Suppl., Mandat, No. 116; Baudry et Wahl, Mandat, No. 800; Alexandresco, IX, p. 610, 611, 612).

2. Mandantul însă nu rămâne obligat decât în limita mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 303; Alexandresco, IX, p. 610).

3. Pentru ca mandatarul să nu se oblige față de terții trebuește ca el să fi arătat calitatea sa. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 806).

4. Terții vor lua cunoștință de puterile mandatarului din clauzele contractului de mandat, pe care au dreptul să ceară să-l

producă mandatarul. (Dalloz. Rép., Suppl., Mandat, No. 119; Baudry et Wahl, Mandat, No. 806; Alexandresco, IX, p. 612).

5. Mandatarul este răspunzător față de terți dacă și-a luat calitatea de mandatar pe care nu o avea în realitate. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1058; Laurent, XXVIII, No. 48; Guillouard, Mandat, No. 210).

6. Terții cari au tratat cu mandatarul vor fi obligați să probeze că mandatarul nu le-a indicat în deajuns împuternicirea sa. (Pont, I, No. 1057; Dalloz, Rép., Mandat, No. 308; Laurent, XXVIII, No. 47; Huc, XII, No. 77; Baudry et Wahl, Mandat, No. 805; Guillouard. Mandat, No. 209: Alexandresco, IX, p. 612).

7. Mandatarul trebuește să arate în act că a lucrat în calitate de mandatar, căci în caz contrar este presupus că a lucrat în numele său. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 117; Guillouard, Mandat, No. 207).

8. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă mandatarul a lucrat în numele său sau în calitatea sa de mandatar. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 120).

9. In cazul când mandatarul a făcut în deajuns cunoscut împuternicirea sa terților cu cari a contractat, el nu are nicio responsabilitate, chiar dacă a călcat mandatul. (Dalloz. Rép., Mandat. No. 305; Huc, XII, No. 77; Baudry et Wahl, Mandat, No. 804; Alexandresco IX, p. 612).

10. Dacă însă nu a făcut cunoscut împuternicirea sa, el rămâne obligat pentru tot ce a făcut peste mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 307; Alexandresco, IX, p. 612).

11. Mandatarul este obligat la garanție față de terții cu care a contractat când deși le-a arătat împuternicirea sa însă s'a obligat pe sine însuși în numele său. (Pont, I, No. 1079; Dalloz, Rép., Mandat, No. 309; Suppl., Mandat, No. 120; Laurent, XXVIII, No. 76; Baudry et Wahl, Mandat, No. 800; Guillouard, Mandat, No. 192 bis, 207; Alexandresco, IX, p. 612).

12. Mandatarul este obligat personal când a garantat pentru mandantul său. (Pont, I, No. 1058; Laurent, XXVIII. No. 48: Alexandresco, IX, p. 612).

13. Mandantul este obligat de delictele și quasi-delictele comise de mandatar în îndeplinirea mandatului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 121; Laurent, XX, No. 449; Sourdat, Traité de la responsabilité, II, No. 908; Baudry et Wahl, Mandat, No. 802: Guillouard, Mandat. No. 210; Alexandresco, IX, p. 611).

14. Mandatarul care a contractat cu terții în numele mandantului nu poate lucra contra acestor terți cu privire la obligațiile care rezultă din mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 312; Laurent, XXVIII, No. 43: Baudry et Wahl, Mandat. No. 800; Guillouard, Mandat. No. 192, 206; Alexandresco, IX, p. 610, 611).

CAPITOLUL III

Despre obligațiunile mandantului

Art. 1546. — Mandantul este îndatorat a îndeplini obligațiunile contractate de către mandatar în limitele puterilor date.

Nu este îndatorat pentru tot ceea ce mandatarul ar fi făcut afară din limitele puterilor sale, afară numai când a ratificat expres sau tacit. (Civ. 991, 1167, 1190, 1532, 1537, 1542 urm.; C. com. 381 urm., 393, 402, 405 urm.; Civ. Fr. 1998).

Text. fr. Art. 1998. — Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub Trib. Lyon, 16 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 714.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul care lucrează în limitele împuternicirii sale reprezintă pe mandant, aşa încât în acest caz numai mandantul este obligat faţă de terţii cu care a contractat mandatarul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, p. 650; Dalloz, Rép., Mandat, No. 383; Suppl., Mandat, No. 136, 137; Alexandresco, IX, p. 604, 605, 610).

2. Dacă o condamnare a fost pronunţată în contra mandatarului în această calitate, ea este executorie contra mandantului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No.. 140; Laurent, XXVIII, No. 55; Alexandresco, IX, p. 605).

3. Dispoziţiunile art. 1328 c. civ. fr. (1182 c. civ. rom.), cu privire la data certă nu se aplică mandatarului deoarece nu este un terţ, faţă cu mandantul. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 138; Laurent, XIX, No. 301; XXVIII, No. 52; Baudry et Wahl, Mandat, No. 773; Guillouard, Mandat, No. 185; Alexandresco, IX, p. 605).

4. Contra-înscrisul făcut de mandatar are efect faţă de mandant pe care îl reprezintă. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1063; Dalloz, Rép., Mandat, No. 402; Suppl., Mandat, No. 139; Laurent, XXVIII, No. 53; Baudry et Wahl. Mandat, No. 773; Guillouard, Mandat, No. 185; Alexandresco, IX, p. 605)

5. Această soluţiune are loc însă numai dacă facerea contra-înscrisului intră în împuternicirea dată mandatarului. (Pont I, No. 1063; Dalloz, Rép.. Suppl., Mandat, No. 139; Laurent, XXVIII, No. 53).

6. Mandatarul este răspunzător de delictele şi quasi-delictele ce le comite, însă responsabilitatea sa nu exclude şi pe aceea a mandantului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 802; Guillouard, Mandat, No. 210; Alexandresco, IX, p. 606, 607).

7. In acest caz mandantul nu se poate sustrage dela răspundere, opunând terţilor de bună credinţă culpa, dolul sau frauda mandatarului. (Pont, I, No. 1064; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, p. 850; Dalloz, Rép., Mandat, No. 387; Suppl., Mandat, No. 140; Laurent, XXVIII, No. 54; Guillouard, Mandat, No. 190).

8. In cazul când există mai mulţi mandanţi, ei nu sunt obligaţi solidar faţă de terţi decât dacă s'a prevăzut în mod expres solidaritatea. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 403).

9. In cazul când terţii cari au contractat cu mandatarul, au fost de rea credinţă, ei nu au dreptul să lucreze contra mandantului. (Pont, I, No. 1065; Dalloz, Rép., Mandat, No. 386; Laurent, XXVIII, No. 57; Guillouard, Mandat, No. 187).

10. In principiu, actele făcute de mandatar peste limitele mandatului său, nu sunt opozabile mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 392; Alexandresco, IX, p. 603, 607).

11. Această soluţiune are loc însă numai dacă mandantul nu a făcut niciun act care să înşele pe terţele persoane cu care a contractat mandatarul. (Dalloz. Rép., Suppl., Mandat, No. 142; Laurent, XXVIII, No. 56; Baudry et Wahl, Mandat, No. 780; Guillouard, Mandat, No. 186).

12. Astfel dacă puterile aparente pe care le-a dat mandatarului au contribuit să înşele pe terţii de bună credinţă, mandantul va fi obligat pentru contractările făcute de mandatar peste împuternicirea sa. (Pont, I, No. 1064; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415; p. 650; Dalloz. Rép., Mandat, No. 142; Laurent, XXVIII, No. 57; Baudry et Wahl, Mandat, No. 780; Guillouard, Mandat, No. 186; Comp.: Alexandresco, IX, p. 606, nota).

13. Mandantul va fi obligat pentru toate actele mandatarului dacă în procură a lăsat în alb împuternicirea dată mandatarului. (Demolombe, XXIX, No. 562; Baudry et Wahl, Mandat, No. 782; Guillouard, Mandat, No. 191; Alexandresco, IX, p. 606).

14. De asemenea mandantul este obligat pentru toate actele mandatarului dacă în procură îi dădea împuternicire nedefinitivă, chiar dacă printr'un act secret îi restrângea împuternicirea, pe care terţii nu-l cunoşteau. (Pont, I, No. 1067; Dalloz, Rép., Mandat, No. 398; Huc. XII, No. 86; Baudry et Wahl, Mandat, No. 781; Guillouard, Mandat, No. 186; Alexandresco, IX. p. 606, nota).

15. Actele făcute de mandatar în afară de limitele mandatului nu sunt opozabile mandatarului, fără să fie nevoie ca el să ceară nulitatea lor. (Pont, I, No. 1068; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, nota 5, p. 651; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 217 bis, V; Dalloz, Rép., Mandat, No. 395; Suppl., Mandat, No. 141; Laurent, XXVIII, No. 64; Huc, XII, No. 88; Guillouard, Mandat, No. 194).

16. Terţul care a contractat cu mandatarul peste limitele mandatului poate cere anularea acestor acte. cât timp mandantul nu le-a ratificat. Dalloz, Rép., Mandat, No. 113; Guillouard, Mandat, No. 195).

17. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă mandatarul a trecut peste limitele mandatului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 143).

18. In cazul când mandatarul a lucrat în numele său personal, fără ca terţii să cunoască existenţa mandatului, mandantul nu are acţiune contra terţilor, nici aceştia nu au acţiune directă contra mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 315, 389; Suppl., Mandat, No. 144; Laurent, XXVIII, No. 62; Guillouard, Mandat, No. 192 bis; Alexandresco, IX, p. 609, 610).

19. In acest caz însă mandantul poate constrânge pe mandatar să-i cedeze acţiunile contra terţilor cu care a contractat.

(Dalloz, Rép., Mandat, No. 316, 389; Suppl., Mandat, No. 146; Laurent, XXVIII, No. 62; Huc, XII, No. 81; Guillouard, Mandat, No. 192 bis).

20. De asemenea, terţii pot cere ca mandatarul să le cedeze acţiunea sa contra mandantului. (Pont, I, No. 1060; Dalloz, Rép., Mandat, No. 389; Suppl., Mandat, No. 146; Laurent, XXVIII, No. 62, 63).

21. De asemenea, atât mandantul, cât şi terţii vor putea exercita în numele mandatarului acţiunea indirectă. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 389; Laurent, XXVIII, No. 63; Huc, XII, No. 92).

22. In cazul când mandantul a profitat de un act făcut de mandatar în numele său propriu, terţii vor putea exercita în contra mandantului acţiunea de in rem verso. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 147; Contra: Laurent, XXVIII, No. 63).

23. Dacă mandatarul a lucrat peste limitele mandatului său, mandantul poate declara valabile aceste acte, ratificându-le. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 793; Alexandresco, IX, p. 607).

24. In cazul când mandatarul a lucrat în virtutea unui mandat nul, după o părere actele pot fi ratificate de mandant. (Pont, I, No. 1072; Baudry et Wahl, Mandat, No. 793; Guillouard, Mandat, No. 201; Alexandresco, IX, p. 608).

25. După altă părere, nu este posibilă ratificarea când nu există mandat. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 152; Laurent, XXVIII, No. 69).

26. Ratificarea poate emana dela însuşi mandantul, dela reprezentanţii săi, sau dela moştenitorii săi. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 417; Baudry et Wahl, Mandat, No. 793 bis; Alexandresco, IX, p. 609).

27. Pentru valabilitatea ratificării trebueşte să existe din partea mandantului voinţa certă de a ratifica. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 784; Guillouard, Mandat, No. 197; Alexandresco, IX, p. 607, 608).

28. O altă condiţiune a ratificării este ca mandantul s'o facă în cunoştinţă de cauză. (Pont, I, No. 1071; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat. No. 156; Huc, XII, No. 88; Baudry et Wahl, Mandat, No. 184; Guillouard, Mandat, No. 197; Alexndresco, IX, p. 607, 608).

29. Ratificarea nu este supusă formelor şi condiţiilor prevăzute de art. 1338 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.). (Duranton, XIII, No. 265; Larombière, Obligations. Art. 1338, No. 5; Pont, I, No. 1071; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, nota 4, p. 651; Dalloz, Rép., Mandat, No. 405; Suppl., Mandat, No. 149, 150; Laurent, XXVIII, No. 65; Huc, XII, No. 88, 90; Baudry et Wahl, Mandat, No. 784; Guillouard, Mandat, No. 196, 197; Alexandresco, IX, p. 607).

30. In materie de gestiune de afaceri ratificarea este supusă dispoziţiilor art. 1998 c. civ. fr. (1546 c. civ. rom.), iar nu dispoziţiilor art. 1338 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.). (Pont, I, No. 1071; Dalloz, Rép., Obligations, No. 4567; Suppl., Obligations, No. 1875, 2297).

31. Ratificarea unui mandat poate fi expresă sau tacită. (Pont, I, No. 1074, Dalloz, Rép., Mandat, No. 405; Supp., Mandat, No. 153; Alexandresco. IX, p. 607).

32. Ratificarea actelor făcute de mandatar peste limitele puterilor sale poate fi făcută prin executarea acestor acte de către mandant. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 785; Alexandresco, IX, p. 607).

33. Tăcerea mandantului când i se opune un act făcut de mandatar în afara limitelor mandatului poate fi considerată ca o ratificare tacită. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 408; Suppl., Mandat, No. 154; Baudry et Wahl, Mandat, No. 785; Alexandresco, IX, p. 607).

34. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, fără cenzura instanţei de recurs, dacă mandantul a ratificat actele făcute de mandatar în afară de limitele mandatului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, nota 7, p. 651; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat No. 157; Huc, XII, No. 88; Baudry et Wahl, Mandat, No. 785; Alexandresco, IX, p. 607).

35. Ratificarea actelor făcute de mandatar peste limitele mandatului face ca aceste acte să fie obligatorii între terţi şi mandant. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, text şi nota 9, p. 651; Dalloz, Rép., Mandat, No. 404).

36. Faţă de mandatar de asemenea, ratificarea cuprinde o aprobare a actelor făcute de el. (Laurent, XXVIII, No. 73; Huc, II, No. 87; Baudry et Wahl, Mandat, No. 791; Guillouard, Mandat, No. 200).

37. Mandantul deşi a ratificat, are dreptul să ceară despăgubiri dela mandatar, dacă rezultă intenţia sa de a-şi rezerva acest drept. (Pont, I, No. 1077; Laurent, XXVIII, No. 73; Baudry et Wahl, Mandat, No. 791; Guillouard, Mandat, No. 200).

38. Ratificarea are efect retroactiv în raporturile dintre mandant şi mandatar. (Pont, I, No. 1075; Demolombe, VIII, No. 217; Dalloz, Rép., Mandat, No. 415; Suppl., Mandat, No. 158; Baudry et Wahl, Mandat, No. 789; Guillouard, Mandat, No. 198; Alexandresco, IX, p. 608; Contra: Laurent, XXVIII, No. 74; Huc, XII, No. 91).

39. In raporturile dintre mandant şi terţi, după părerea dominantă, ratificarea nu are efect retroactiv. (Merlin, Répertoire, Ratification; Questions de droit. Propres, § 2; Demolombe, VIII, No. 229; Pont, I, No. 1075; Troplong, Mandat, No. 617 urm.; Larombière. Obligations, Art. 1375, No. 15; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 415, text şi nota 10, p. 651; Dalloz, Rép., Suppl., Obligations, No. 2305; Huc, XII, No. 71; Baudry et Wahl, Mandat, No. 790; Guillouard, Mandat, No. 199; Alexandresco, IX, p. 608).

Jurisprudenţă

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Când în executarea unui contract de mandat, mandatarii au trecut peste puterile ce le-au fost conferite de mandant, se fac direct răspunzători faţă de terţele persoane, cu care au contractat. (Judecătoria ocol rural Voineşti (Dâmboviţa) 443 din 21 Decemvrie 1925, Dreptul 25/1926).

2. Când un comisionar lucrează în numele persoanei care l-a însărcinat cu executarea unui comision, acţiunea lui împotriva terţilor, tinzând să execute comisionul, are a se respinge de plano când mandantul desfiinţează contractul de comision. (Cas. III, 204 din 17 Februarie 1926, Pand. Săpt. 17/1926).

Art. 1547. — Mandantul trebue să desdăuneze pe mandatar de anticipaţiunile şi spesele făcute pentru îndeplinirea mandatului şi să-i plătească onorariul, dacă i s'a promis. (Civ. 966, 968, 991, 1190, 1534, 1540, 1545, 1548, 1550 urm.; C. com. 385 urm.; Civ. Fr. 1999 § 1).

Text. fr. Art. 1999 § 1. — Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

Bibliografie (continuare).

ŞANDOR AL. *„Consecinţele de drept a mandatului oneros revocat"*, Pand. Rom. 1926, IV, 10.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1999 c. civ. fr. (1547 c. civ. rom.), mandantul este dator să desdăuneze pe mandatar de anticipaţiunile şi spesele făcute pentru îndeplinirea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat. No. 318, 319; Alexandresco, IX, p. 600),

2. Pentru ca mandatarul să aibă dreptul la rambursarea acestor sume de bani trebueşte ca anticipaţiile şi cheltuielile să fi fost făcute cu bună credinţă. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 321).

3. De asemenea, trebueşte ca anticipaţiile şi cheltuielile să fi fost făcute în executarea mandatului şi din cauza lui. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 323; Huc, XII, No. 95; Guillouard, Mandat, No. 155; Alexandresco, IX, p. 600).

4. De asemenea trebueşte ca anticipaţiile şi spesele să fi fost făcute cu necesitate sau cel puţin cu utilitate. (Dalloz, Rép.. Mandat, No. 321: Guillouard, Mandat, No. 155; Alexandresco, IX, p. 601).

5. Mandantul nu este dator să restitue cheltuielile inutile făcute de mndatar. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 707: Guillouard, Mandat, No. 155).

6. Mandantul poate refuza plata anticipaţiilor făcute de mandatar dacă se constată că din culpa sa a făcut cheltueli de care se putea dispensa să le facă. (Pont, I. No. 1087; Dalloz. Rép., Mandat, No. 330: Laurent, XXVIII, No. 8; Huc, XII. No. 96; Baudry et Wahl, Mandat, No. 705; Guillouard, Mandat. No. 154: Alexandresco, IX, p. 601, nota 3).

7. Părţile pot deroga prin convenţiunea lor dela dispoziţiile art. 1999 c. civ. fr. (1547 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Mandat, No. 326).

8. Mandatarul nu are dreptul decât la rambursarea cheltuelilor efectiv făcute, deoarece el nu poate trage vreun beneficiu din mandat. (Pont, I, No. 1086: Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 122; Laurent, XXVIII, No. 6).

9. Mandatarul trebueşte să dovedească anticipaţiunile pe care le cere dela mandant. (Pont, I, No. 1089; Dalloz, Rép., Mandat, No. 331; Suppl., Mandat. No. 125; Huc, XII, No. 95; Baudry et Wahl, Mandat, No. 718).

10. Dovada se va face prin mijloacele ordinare de probă. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 331).

11. Mandatarul are dreptul la salar dacă i s'a promis expres sau tacit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 332, 333; Suppl., Mandat, No. 126; Guillouard, Mandat, No. 163; Alexandresco, IX, p. 601).

12. Pentru ca mandatarul să aibă drept la salar, trebueşte ca el să fi executat

mandatul. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 333; Baudry et Wahl, Mandat, No. 743).

13. Dacă actul nu a fost făcut prin intermediul mandatarului, el nu are dreptul la salariul promis. (Pont, I, No. 1105; Baudry et Wahl, Mandat, No. 748(.

14. Dacă mandatul nu a fost executat din culpa mandantului, el datorește mandatarului salariul promis. (Baudry et Wahl. Mandat, No. 745).

15. Dacă executarea mandatului nu a putut începe din o cauză de forță majoră, mandatarul nu are dreptul la salar. (Pont, I. No. 1106; Dalloz, Rép., Mandat No. 345; Laurent, XXVIII, No. 27; Baudry et Wahl, Mandat, No. 743; Guillouard, Mandat, No. 168).

16. Dacă executarea mandatului începută nu poate continua din o cauză de forță majoră, mandatarul are dreptul la o parte din salar. (Pont, I. No. 1106; Laurent, XXVIII, No. 27; Baudry et Wahl, Mandat, No. 743; Guillouard, Mandat, No. 168).

17. Când un mandatar negociază un contract. el poate primi câte un salar dela fiecare din părți. (Pont, I, No. 1104; Laurent, XXVIII, No. 24; Guillouard, Mandat, No. 169).

18. Dacă nu s'a fixat un termen pentru plata salariului, el se va plăti după executarea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 335; Comp.: Baudry et Wahl, Mandat, No. 754; Guillouard, Mandat. No. 171).

19. Dacă mandatul urmează să dureze mai mult timp, mandatarul poate cere periodic salariul său. (Baudry et Wahl, Mandat. No. 754; Guillouard, Mandat, No. 171).

20. Dacă părțile au convenit să se plătească un salar, fără a-i arăta cuantumul, el va putea fi fixat după obiceiul locului unde mandatul trebuește executat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 334; Baudry et Wahl, Mandat, No. 749).

21. In cazul când cuantumul salariului nu poate fi fixat după obiceiul locului, el va fi apreciat de tribunal. (Dalloz, Rép., Mandat. No. 334; Baudry et Wahl, Mandat, No. 750; Guillouard. Mandat, No. 163; Planiol, II, No. 2236: Comp.: Alexandresco, IX, p. 601).

22. Mandatarul pentru plata salariului său, după o părere, nu are dreptul de retențiune. (Dalloz. Rép., Suppl., Rétention, No. 12: Baudry et Wahl, Mandat, No. 767).

23. După a doua părere, mandatarul pentru plata salariului său are dreptul de retențiune numai asupra lucrurilor mobile iar nu și asupra imobilelor. (Duranton, XVIII, No. 264).

24. După a treia părere, mandatarul nu are dreptul de retențiune pentru plata salariului și altor cheltuieli. (Pont, II, No. 1298).

25. După a patra părere, mandatarul are dreptul de retențiune asupra tuturor obiectelor încredințate în executarea mandatului, până la plata sumelor ce i se datoresc în virtutea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 259, 261; Rétention, No. 41; Suppl., Mandat, No. 127; Rétention, No. 10; Huc, XII, No. 105; Guillouard, Mandat, No. 180; Planiol II, No. 2521).

26. In părerea care admite dreptul de retenție, el nu va putea fi exercitat decât dacă mandatarul se află în posesia lucrului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 127; Baudry et Wahl, Mandat, No. 768).

27. Mandatarul nu poate exercita dreptul de retenție asupra lucrurilor ce i s'au predat afară de mandat. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 765; Guillouard, Rétention, No. 87).

28. Advocatul are dreptul de retențiune asupra dosarului clientului său, până la plata onorariului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 764).

29. Mandatarul nu are un privilegiu pentru plata salariului și a anticipațiunilor făcute de el. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 339: Baudry et Wahl, Mandat, No. 762).

30. Dacă însă a făcut cheltuieli pentru conservarea lucrului mandantului, are privilegiu pentru aceste cheltueli asupra acestui lucru. (Baudry et Wahl. Mandat, No. 762: Guillouard, Mandat, No. 180).

31. Acțiunea mandatarului pentru plata salariului se prescrie prin trecere de treizeci de ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 128; Laurent, XXVIII, No. 30; Baudry et Wahl, Mandat, No. 755; Guillouard, Mandat, No. 272).

32. A se vedea: art. 1548 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In fapt: Mandatarul, care a avut rolul de misit în vânzarea unei moșii, susține că, prin faptul că a pus în contact părțile și că ele au convenit asupra vânzării, și-a îndeplinit rolul și ca atare mandantele său îi datorește onorariul stipulat.

Intimatul susține că, prin convenția sa cu mandatarul său, fiind stipulat că perfectarea vânzării nu va putea avea loc, decât dacă cumpărătorul va depune o anume arvună — care este constant că nu s'a depus, — din acest motiv vânzarea nu s'a încheiat și recurentul nu are dreptul la misitie, nefiind îndeplinite condițiunile din convenția lor.

Apărarea pârîtului intimat a fost admisă de instanțele de fond și de Inalta Curte.

In drept: Din cuprinsul convențiunii în discuțiune, care prevede că, recurentul are dreptul la comisionul fixat în cazul când va realiza vânzarea moșiei, iar această realizare este condiționată de achitarea unei arvune de 200.000 lei din partea cumpărătorului, reiese în mod evident că, serviciile pe baza cărora recurentul urma a avea dreptul a primi comisionul convenit, nu erau numai acelea de simplă mi-

sitie, ca oricare alta, cum susține dânsul, ci era condiționată și de realizarea vânzării negociate de dânsul.

Dispozițiunile dela materia mandatului din condica civilă, nu opresc pe părți, ca în încheierea acestor convențiuni să prevadă asemenea stipulațiuni, cât timp ele nu sunt contrarii ordinei publice, sau bunelor moravuri, și numai executarea lor conformă pot da mandatarului dreptul de a cere la rândul său executarea de către mandante a contra prestațiunilor ce acesta și le-a luat prin contractul de mandat.

Prin urmare în speță nefiind îndeplinite aceste condițiuni, bine instanța de fond a decis că, recurentul nu are dreptul la misitie. (Cas. I, dec. 864 din 31 Martie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1738).

2. Când obligațiunea unui intermediar este fixată numai la faptul de a se încheia transacțiune între părți, împrejurarea că transacția s'a încheiat este suficientă pentru ca partea care s'a obligat să plătească intermediarului comisionul, să fie ținută a răspunde de obligația sa, fără a mai fi nevoie să dovedească nici valoarea, nici întinderea serviciilor prestate, deoarece titlul intermediarului nu rezultă dintr'un mandat cu onorar a priori, pentru a se examina efectele realizate în funcțiune de prestațiunile făcute, în conformitate cu principiile cauzalității. (C. Apel București, s. II, 207 din 28 Octomvrie 1925, Bul. C. Apel 10/1926).

Art. 1548. — Când nu se poate imputa mandatarului nicio culpă, mandantul nu poate să se scutească de asemenea desdăunare și plată, chiar când afacerea n'a reușit, nici să reducă suma cheltuielilor sau a anticipațiunilor pe cuvânt că ar fi putut fi mai mică. (Civ. 991, 1190, 1534, 1540, 1547, 1550 urm.; Civ. Fr. 1999 § 2).

Text. fr. Art. 1999 § 2. — S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Bibliografie (continuare).

ȘANDOR AL. *„Consecințele de drept a mandatului oneros revocat"*, Pand. Rom. 1926, IV, 10.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1999 c. civ. fr. (1548 c. civ. rom.), mandatarul care nu are nicio culpă, are dreptul să fie desdăunat de mandant pentru anticipațiunile și spesele făcute de el în executarea mandatului, chiar dacă afacerea nu a reușit. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 324; Suppl., Mandat, No. 124; Alexandresco, IX, p. 601).

2. Dacă însă afacerea nu a reușit din culpa mandatarului, el nu are drept la desdăunare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 220 bis, I, III; Huc, XII, No. 94).

3. Mandantul nu este dator să ramburseze mandatarului daunele-interese ce le-a plătit terților cu ocazia mandatului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 706).

4. Potrivit dispozițiunilor art. 1999 c. civ. fr. (1548 c. civ. rom.), mandantul nu poate să reducă suma cheltuielilor sau a anticipațiilor sub cuvânt că ar fi putut fi mai mică. Această dispoziție trebue înțeleasă că mandantul nu ar putea pretinde în mod vag și în total că mandatarul a cheltuit prea mult, însă el ar putea cere să fie reduse dacă va dovedi în mod precis că ele sunt excesive. (Pont, I, No. 1088; Dalloz, Rép., Mandat, No. 325; Laurent, XXVIII, No. 9; Huc, XII, No. 96; Guillouard, Mandat, No. 153; Alexandresco, IX. p. 601).

5. De asemenea, dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicația atunci când însăși legea fixează cuantumul cheltuielilor și pe care mandatarul le întrece fără niciun motiv scris. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 327).

6. Mandantul trebuește să restitue mandatarului cheltuielile făcute chiar dacă mandatul ar avea un obiect ilicit, dacă mandatarul nu a cunoscut ilegalitatea mandatului executat. (Pont, I, No. 816; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 123; Baudry et Wahl, Mandat, No. 458).

7. Mandantul datorește salariul mandatarului chiar dacă afacerea nu a reușit. (Dalloz. Rép.. Mandat, No. 332; Suppl., Mandat, No. 126).

8. Dacă mandatarul nu a executat mandatul prin culpa sau faptul său, el nu

poate cere salariul promis. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 341; Laurent, XXVIII, No. 25).

9. Când există fraudă sau dol din partea mandatarului, el nu are dreptul la salariu. (Pont, I, No. 1103; Dalloz, Rép., Mandat, No. 343; Laurent, XXVIII, No. 26; Baudry et Wahl, Mandat, No. 747; Guillouard, Mandat, No. 164).

10. Dacă mandatarul a comis o culpă, salariul poate fi redus cu titlu de daune-interese. (Pont. I, No. 1102; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 42; Baudry et Wahl, Mandat, No. 747; Guillouard, Mandat, No. 164).

11. A se vedea: art. 1547 din codul civil cu notele respective.

Art. 1549. — Mandantul trebue asemenea să desdăuneze pe mandatar de pierderile suferite cu ocaziunea îndeplinirii însărcinărilor sale, dacă nu i se poate imputa nicio culpă. (Civ. 991, 1510, 1540, 1618; C. com. 109; Civ. Fr. 2000).

Text. fr. Art. 2000. — Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

Bibliografie (continuare).

ŞANDOR AL. *„Consecinţele de drept a mandatului oneros revocat"*, Pand. Rom. 1926, IV, 10.

Doctrină.

1. Mandantul este răspunzător de toate pierderile încercate de mandatar, nu numai de cele încercate din cauza mandatului, ci şi de acele încercate cu ocazia mandatului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 221 bis, I; Pont, I, No. 1113; Dalloz, Rép., Mandat, No. 364; Suppl., Mandat, No. 131; Laurent, XXVIII, No. 31; Huc, XII, No. 98; Baudry et Wahl, Mandat, No. 720; Guillouard, Mandat, No. 174; Alexandresco, IX, p. 602, 603).

2. Astfel, mandatarul are dreptul la despăgubire dacă a suferit un accident cu ocazia exercitării mandatului. (Huc, XII, No. 98; Baudry et Wahl, Mandat, No. 720; Guillouard, Mandat, No. 174; Alexandresco, IX. p. 603).

3. Dacă însă pierederile provin din culpa sau imprudenţa mandatarului, el nu are dreptul la despăgubiri. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 221 bis, I; Pont, I, No. 1114; Dalloz, Rép., Mandat, No. 364, 368; Suppl., Mandat. No. 131; Huc, XII, No. 100; Baudry et Wahl, Mandat, No. 721; Guillouard, Mandat, No. 175; Alexandresco, IX, p. 602, 603, 604).

4. Dispoziţiunile art. 2000 c. civ. fr. (1549 c. civ. rom), se aplică atât la mandatul salariat cât şi la cel gratuit. (Pont, I, No. 1116; Dalloz, Rép., Mandat, No. 366; Baudry et Wahl, Mandat, No. 723; Guillouard, Mandat, No. 174).

Art. 1550. — Mandantul trebue să plătească mandatarului dobânda sumelor anticipate socotită din ziua plăţilor probate. (Civ. 1088, 1090, 1278, 1279, 1544, 1589, 1907; C. com. 386 urm.; Civ. Fr. 2001).

Text. fr. Art. 2001. — L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est du par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

Doctrină.

1. Tribunalele vor aprecia în mod suveran ce trebueşte să se înţeleagă prin anticipaţiuni în sensul art. 2001 c. civ. fr. (1550 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 129).

2. Trebuesc considerate ca anticipaţiuni dobânzile plătite de mandatar pentru mandant şi deci la dânsele mandantul este obligat a-i plăti dobânzi. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 350).

3. Salariul cuvenit mandatarului nu poate fi considerat ca o anticipaţie. (Huc, XII, No. 101).

4. Pentru ca mandatarul să aibă dreptul la dobânzi, trebueşte să dovedească anticipaţiile ce le-a făcut şi data când le-a făcut. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1092; Dalloz, Rép., Mandat, No. 361; Laurent, XXVIII, No. 12; Baudry et Wahl, Mandat, No. 709; Guillouard, Mandat, No. 156; Alexandresco, IX p. 601, 602).

5. Dobânda ce va trebui s'o plătească mandantul mandatarului este cea legală.

(Pont, I, No. 1095; Dalloz, Rép., Mandat, No. 363; Huc, XII, No. 104; Baudry et Wahl, Mandat, No. 712).

6. Dobânzile datorite mandatarului nu pot produce la rândul lor dobânzi, anatocismul fiind interzis. (Pont, I, No. 1100; Laurent, XXVIII, No. 21; Baudry et Wahl, Mandat, No. 713; Guillouard, Mandat, No. 159; Alexandresco, IX, p. 602).

7. Dobânzile se datoresc mandatarului de plin drept cu începere din ziua plăţilor probate. (Pont, I, No. 1092; Dalloz, Rép., Mandat, No. 360; Alexandresco, IX, p. 602).

8. Mandatarul poate reţine dobânda ce i se datoreşte din capitalurile ce le primeşte în socoteala mandantului. (Laurent, XXVIII, No. 21; Baudry et Wahl, Mandat, No. 717; Guillouard, Mandat, No. 159; Alexandresco, IX, p. 601, nota 4).

9. Cu privire la aceste dobânzi, ele se vor prescrie prin trecere de treizeci ani cât timp socotelile nu sunt date definitiv. (Guillouard, Mandat, No. 158: Alexandresco. IX, p. 602; Contra; Baudry et Wahl, Mandat, No. 715).

Art. 1551. — Când mai multe persoane, pentru o afacere comună, au numit un mandatar, fiecare din ele este răspunzătoare solidar pentru toate efectele mandatului. (Civ. 1003, 1039 urm., 1062, 1543, 1547, 1548, 1671; C. com. 389, 393; Civ. Fr. 2002).

Text. fr. Art. 2002. — Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Solidaritatea există între mandanţi numai atunci când mandatarul a fost numit de mai mulţi mandanţi, aşa încât dacă un mandatar a fost numit de un singur mandant pentru o afacere comună, mandatarul nu are acţiune contra celorlalţi cointeresaţi care nu i-au dat mandat. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 378; Baudry et Wahl, Mandat, No. 760; Alexandresco, IX, p. 594).

2. Pentru ca să existe solidaritate între mandanţi trebueşte ca afacerea să le fie comună. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 378, 379; Alexandresco, IX, p. 594).

3. Pentru ca să existe solidaritate trebueşte ca mandanţii să fi numit pe mandatar prin acelaşi act. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1125; Dalloz, Rép., Mandat, No. 379; Laurent, XXVIII, No. 34, 35; Huc, XII, No. 107; Baudry et Wahl, Mandat, No. 760; Guillouard, Mandat, No. 179; Alexandresco, IX, p. 594, text şi nota 4).

4. Mandatarul nu are acţiune solidară contra mandanţilor când a lucrat peste limitele mandatului. (Pont, I, No. 1130).

5. Dispoziţiunile art. 2002 c. civ. fr. (1551 c. civ. rom.), se aplică atât la mandatul salariat cât şi la cel gratuit. (Pont, I, No. 1124; Dalloz, Rép., Mandat, No. 374; Laurent, XXVIII, No. 33; Huc, XII, No. 106; Baudry et Wahl, Mandat, No. 757; Guillouard, Mandat, No. 177; Alexandresco, IX. p. 594).

6. Dispoziţiunile art. 2002 c. civ. fr. (1551 c. civ. rom.), nu se aplică mandatarilor legali. (Pont, I, No. 1129; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 135; Laurent, XXVIII, No. 41; Huc, XII, No. 106; Baudry et Wahl, Mandat, No. 759; Guillouard, Mandat, No. 178; Planiol, II, No. 2250; Alexandresco, IX, p. 595, 596).

7. De asemenea, nici la mandatarul judiciar. (Alexandresco, IX, p. 594, 595).

8. Solidaritatea cuprinde toate efectele mandatului şi deci se aplică în genere pentru tot ce i se datoreşte mandatarului, anticipaţiuni, cheltuieli, salar, etc. (Dalloz, Rép., Mandat No. 377; Huc, XII, No. 107; Alexandresco, IX, p. 595).

9. Solidaritatea prevăzută de art. 2002 c. civ. fr. (1551 c. civ. rom.), nu este o simplă obligaţiune in solidum, ci este solidaritatea propriu zisă. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1466 urm.).

10. Mandatarul poate renunţa la solidaritate dar voinţa sa trebueşte să fie stabilită în mod neîndoielnic. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 133).

11. Solidaritatea durează cât şi acţiunea mandatarului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 761; Alexandresco, IX, p. 595).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Conform art. 41 din legea de organizare a corpului de advocaţi, un advocat care a susţinut în aceeaşi cauză interesele comune ale mai multor clienţi legaţi prin aceeaşi convenţiune, obligaţiunea de a plăti onorariul este solidară.

Prin urmare, în speţă. constatându-se în fapt că apelanţii nu fac nicio dovadă prin care să probeze renunţarea lor la solidaritate, ei urmează a fi ţinuţi în mod solidar la plata onorariului cuvenit intimatului. (C. A. Bucureşti, s. III, dec. civ. 25 din 30 Ianuarie 1925. Jur. Gen. 1925. No. 2050).

CAPITOLUL IV

Despre diferitele moduri după cari mandatul încetează

Art. 1552. — Mandatul se stinge:

1. Prin revocaţia mandatarului;
2. Prin renunţarea mandatarului la mandat;
3. Prin moartea, interdicţiunea, nesolvabilitatea şi falimentul, ori a mandantului, ori a mandatarului. (Civ. 447, 448, 988, 1514, 1539, 1553 urm., 1556, 1557, 1559; Pr. civ. 94 § 2, 254; C. com. 390 urm.; Civ. Fr. 2003).

Text. fr. Art. 2003. — Le mandat finit:

Par la révocation du mandataire;

Par la renonciation de celui-ci au mandat:

Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatul se stinge prin moartea mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 451; Alexandresco, IX, p. 620).

2. Astfel, mandatul dat de tutor în această calitate, se stinge prin moartea sa. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 453).

3. Mandatul dat de o societate este stins prin disolvarea ei, care echivalează cu moartea. (Troplong, Mandat, No. 741, 745; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1137; Dalloz, Rép., Mandat, No. 465; Huc, XII, No. 132; Baudry et Wahl, Mandat, No. 834; Guillouard, Mandat, No. 231; Alexandresco, IX, p. 620, nota 5).

4. In cazul când mai multe persoane au dat un mandat divizibil, moartea uneia dintre ele aduce stingerea mandatului pentru partea sa. (Pont, I. No. 1138; Baudry et Wahl, Mandat, No. 835; Guillouard, Mandat, No. 231; Alexandresco, IX, p. 622).

5. Dacă însă mandatul este indivizibil, moartea uneia dintre ele aduce stingerea mandatului pentru toate. (Pont, I, No. 1138; Dalloz, Rép., Mandat, No. 461; Baudry et Wahl, Mandat, No. 835; Guillouard, Mandat, No. 231; Alexandresco, IX, p. 622).

6. Moartea mandatarului aduce stingerea mandatului de substituire. (Pont, I, No. 1154; Dalloz, Rép., Mandat, No. 454, 475; Huc, XII, No. 134).

7. Dacă însă în mandatul primitiv, mandantul a desemnat persoana ce trebueşte să substituiască pe un mandatar, moartea acestuia nu aduce stingerea mandatului de substituire. (Pont, I, No. 1154; Dalloz, Rép., Mandat, No. 454, 475; Huc, XII, No. 134).

8. Mandatul încetează de drept prin moartea mandantului. (Dalloz. Rép., Suppl., Mandat, No. 178; Laurent, XXVIII, No. 81; Baudry et Wahl, Mandat, No. 836; Comp.: Alexandresco, IX, p. 620, 623).

9. Moartea mandantului nu aduce stingerea mandatului dacă astfel a fost voinţa părţilor. (Pont, I, No. 1145; Dalloz. Rép., Mandat, No. 455; Suppl., Mandat, No. 181; Laurent, XXVIII, No. 88; Baudry et Wahl, Mandat, No. 837; Guillouard, Mandat, No. 232; Planiol, II, No. 2262; Alexandresco, IX, p. 621, 622).

10. Intenţiunea părţilor poate rezulta din o convenţie expresă şi formală. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 181; Baudry et Wahl, Mandat, No. 837; Alexandresco, IX, p. 622).

11. De asemenea intenţiunea părţilor poate rezulta din natura afacerii, cum ar fi de exemplu când afacerea trebueşte îndeplinită sau terminată după moartea

mandantului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 181; Laurent, XXVIII, No. 86; Baudry et Wahl, Mandat, No. 837; Alexandresco, IX, p. 621).

12. Părțile pot conveni că mandatul va fi obligator pentru moștenitorii mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 455; Laurent, XXVIII, No. 85).

13. Dacă însă moștenitorul mandantului e minor, mandatul nu poate continua, afară de clauză contrară. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 457).

14. Dacă mandatul a fost dat pentru a fi executat după deces, el nu se stinge prin moartea mandantului. (Troplong, Mandat, No. 728; Mourlon, III, No. 1109; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 227 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, text și nota 11, p. 654; Dalloz Rép., Suppl., Mandat, No. 181, 182; Huc, XII, No. 132; Baudry et Wahl, Mandat, No. 838: Alexandresco, IX, p. 621, 622; Guillouard, Mandat, No. 232; Contra: Laurent, XXVIII, No. 88).

15. Mandatul nu se stinge prin moartea mandantului când el este condițiunea, urmarea sau modul de executare al unui contract sinalmatic, caz în care el este irevocabil ca și convențiunea cu care formează un tot indivizibil. (Pont, I, No. 1140; Laurent, XXVIII, No. 86; Huc, XII, No. 133; Baudry et Wahl, Mandat, No. 837).

16. Mandatul de procurator în rem suam nu încetează la moartea mandantului. (Pont, I, No. 1140; Troplong, Mandat, No. 718; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, text și nota 13, p. 654: Dalloz. Rép., Mandat, No. 459; Suppl., Mandat, No. 183; Huc, XII, No. 133; Baudry et Wahl, Mandat, No. 837; Guillouard, Mandat, No. 233).

17. De asemenea, nu se stinge nici mandatul dat în interesul comun al mandantului și mandatarului sau al unui terț. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, text și nota 13, p. 654).

18. Mandatul dat unui terț desemnat să primească plata se stinge prin moartea creditorului. (Pont, I, No. 1142; Dalloz, Rép., Mandat, No. 458).

19. Mandatul de prête-nom nu se stinge prin moartea mandantului. (Troplong, Mandat, No. 43, 738; Dalloz, Rép., Mandat, No. 460; Laurent, XXVIII, No. 87: Huc, XII, No. 133: Contra: Baudry et Wahl, Mandat, No. 906: Guillouard, Mandat, No. 18, 235; Alexandresco, IX, p. 622).

20. Mandatul se stinge prin interdicțiunea declarată a mandantului sau prin interdicția sa legală. (Huc, XII, No. 129; Baudry et Wahl, Mandat, No. 840; Guillouard, Mandat, No. 242: Alexandresco, IX, p. 624).

21. Prin punerea sub consiliu judiciar a mandantului, se stinge mandatul dat pentru actele pe care el nu le mai poate face decât cu asistența consiliului. (Duranton, XVIII, No. 285 urm.; Troplong, Mandat, No. 744 urm.; Dalloz, Rép., Mandat, No. 476; Huc, XII, No. 131; Baudry et Wahl, Mandat, No. 839; Guillouard, Mandat, No. 241; Alexandresco. IX. p. 624; Contra: Laurent, XXVIII, No. 91).

22. Mandatul dat de o femeie înainte de a se căsători încetează prin căsătorie dacă privește acte pe care nu le poate face decât cu autorizația bărbatului său. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 477; Suppl., Mandat, No. 188; Huc, XII. No. 131; Baudry et Wahl, Mandat, No. 839; Alexandresco, IX, p. 624; Contra: Laurent, XXVIII, No. 91).

23. Falimentul mandantului aduce stingerea mandatului, falimentul fiind asimilat cu insolvabilitatea. (Pont, I, No. 1148, 1149; Dalloz, Rép., Mandat, No. 478; Suppl., Mandat, No. 189; Laurent, XXVIII, No. 92; Baudry et Wahl, Mandat, No. 841; Guillouard, Mandat, No. 243; Planiol, II, No. 2263; Alexandresco, IX, p. 624 text și nota 6).

24. Mandatul nu se stinge prin falimentul sau insolvabilitatea mandantului când mandatul este dat în interesul mandantului și mandatarului sau al mndantului și al unui terț. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 191; Laurent, XXVIII, No. 95; Huc, XII, No. 131; Guillouard, Mandat, No. 244: Alexandresco, IX, p. 625).

25. Aceeași soluțiune are loc în cazul când mandatul formează condițiunea unui contract sinalagmatic încheiat cu mandatarul sau cu un terț. (Pont, I, No. 1141; Laurent, XXVIII, No. 95; Baudry et Wahl, Mandat, No. 843; Guillouard, Mandat, No. 244: Alexandresco, IX, p. 625).

26. Mandatul se stinge prin moartea mandatarului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 488: Alexandresco, IX, p. 620).

27. Mandatul se stinge, de asemenea, când au fost numiți mai mulți mandatari pentru a face împreună gestiunea unei aceleiași afaceri și unul dintre ei încetează din vieață. (Pont, I, No. 1138; Dalloz, Rép., Mandat. No. 488; Huc, XII, No. 138; Baudry et Wahl, Mandat, No. 835; Guillouard, Mandat, No. 240; Alexandresco, IX, p. 622).

28. Dacă însă fiecare dintre ei a primit împuternicirea să facă singur afacerea, moartea unuia dintre mandatari nu aduce stingerea mandatului. (Pont, I, No. 1138; Dalloz, Rép., Mandat, No. 488; Huc, XII, No. 138; Baudry et Wahl, Mandat, No. 835; Guillouard, Mandat, No. 240: Alexandresco, IX, p. 622).

29. Mandatul se stinge prin falimentul sau insolvabilitatea mandatarului. (Alexandresco, IX, p. 624, 625).

30. Actele făcute de mandatar după declararea sa în faliment sau insolvabilitatea sa sunt atinse de o nulitate relativă care poate fi invocată numai de mandant sau de reprezentanții săi. (Pont, I, No. 1149; Dalloz, Rép., Mandat, No. 493; Suppl., Mandat, No. 198; Laurent, XXVIII, No. 94; Baudry et Wahl, Mandat, No. 844; Guillouard, Mandat, No. 244).

31. In cazul când s'a fixat un termen pentru executarea unui mandat, expirarea termenului aduce, în principiu, stingerea

mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 419; Suppl., Mandat, No. 161; Huc, XII, No. 139; Baudry et Wahl, Mandat, No. 848; Guillouard, Mandat, No. 247).

32. Aceeaşi soluţiune are loc dacă s'a fixat o condiţiune care s'a îndeplinit. (Dalloz, Rép., Mandat, No, 419; Huc, XII, No. 140; Baudry et Wahl, Mandat, No. 848).

33. Dacă nu s'a fixat un termen sau condiţiune, mandatul durează până la terminarea afacerii, dacă mandantul nu revocă puterile mandatarului. (Pont, I, No. 1150; Dalloz, Rép., Mandat, No. 419; XII, No. 112).

34. Mandatul se stinge prin terminarea afacerii care a format obiectul mandatului. (Pont, I, No. 1158; Dalloz, Rép., Mandat, No. 422; Suppl., Mandat, No. 162; Huc, XII, No. 141; Baudry et Wahl, Mandat, No. 848; Guillouard, Mandat, No. 246; Alexandresco, IX, p. 626).

35. Absenţa mandantului sau mandatarului nu aduce stingerea mandatului.. (Laurent, XXVIII, No. 82; Huc, XII, No. 135; Baudry et Wahl, Mandat, No. 847; Guillouard, Mandat, No. 237; Alexandresco, IX, p. 626).

36. Mandatul încetează prin interdicţia legală sau judiciară a mandantului. (Alexandresco, IX, p. 624).

37. De asemenea prin punerea mandatarului sub consiliu judiciar. (Alexandresco, IX, p. 624).

Art. 1553. — Mandantul poate când voeşte, revoca mandatul şi constrânge, la caz, pe mandatar de a-i remite înscrisul de împuternicire. (Civ. 1514, 1555; Pr. civ. 74, 94 § 2; C. com. 339; Civ. Fr. 2004).

Text. fr. Art. 2004. — Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

Bibliografie (continuare).

ŞANDOR AL. *„Consecinţele de drept a mandatului oneros revocat"*, Pand. Rom. 1926, IV, 10.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In principiu, orice mandat poate fi revocat. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 809; Alexandresco, IX, p. 613).

2. Mandantul poate când va voi să revoace fără a fi obligat să plătească vreo despăgubire atât mandatul salariat cât şi mandatul gratuit. (Pont, Commentaire-traité des petits conrats, I, No. 1160; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, text şi nota 1, p. 652; Dalloz, Rép., Mandat, No. 424; Suppl., Mandat, No. 164; Laurent, XXVIII, No. 97; Baudry et Wahl, Mandat, No. 812; Guillouard, Mandat, No. 215; Planiol, II, No. 2257; Alexandresco. IX, p. 613, 614).

3. Părţile pot deroga prin convenţiunea lor dela regula revocabilităţii mandatului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 165; Baudry et Wahl, Mandat, No. 818; Guillouard, Mandat, No. 217; Alexandresco, IX, p. 613, 614, 615; Contra: Huc, XII, No. 117; Laurent, XXVIII, No. 105).

4. Mandatul prin care mandatarul este constituit procurator în rem suam este irevocabil. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 425; Huc, XII, No. 118).

5. Mandatul dat în interesul mandantului şi mandatarului este irevocabil. (Pont, I, No. 1159; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 169; Baudry et Wahl, Mandat, No. 810; Guillouard, Mandat, No. 216: Alexandresco, IX, p. 614).

6. Mandatul dat în folosul mandantului şi al unui terţ nu poate fi revocat fără consimţimântul terţului. (Pont, I, No. 1159; Laurent, XXVIII, No. 104; Baudry et Wahl, Mandat, No. 810; Guillouard, Mandat, No. 216; Alexandresco, IX, p. 614, 615).

7. Mandatul dat în interesul mandatarului şi al unui terţ nu poate fi revocat de mandant. (Laurent, XXVIII, No. 104; Baudry et Wahl, Mandat, No. 810; Alexandresco, IX, p. 614).

8. Când mandatul este condiţia, urmarea sau modul de executare al unui contract sinalagmatic, cu care formează un tot invizibil, nu poate fi revocat. (Pont, I. No. 1159; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV,

§ 416. p. 652; Dallloz, Rép., Mandat, No. 428; Suppl., Mandat, No. 171; Laurent, XXVIII, No. 104; Baudry et Wahl, Mandat, No. 810; Guillouard, Mandat, No. 227: Alexandresco, IX, p. 619, nota 4).

9. Mandatul dat de ambele părţi unui expert de a fixa preţul, nu poate fi revocat decât de ambele părţi. (Baudry et Saignat, Vente, No. 136).

10. Potrivit dispoziţiunilor art. 2004 c. civ. fr. (1553 c. civ. rom.), când mandatul este revocabil, mandantul poate să-l revoace oricând voieşte. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 423; Suppl., Mandat, No. 163).

11. In cazul când mai multe persoane au dat un mandat pentru o afacere comună, fiecare dintre ele poate revoca mandatul pentru partea sa oricând voieşte. (Pont, I, No. 1158; Dalloz, Rép., Mandat, No. 429; Baudry et Wahl, Mandat, No. 820; Guillouard, Mandat, No. 221; Comp., Contra: Alexandresco, IX, p. 615).

12. Dacă însă afacerea este indivizibilă revocarea mandatului nu se va putea face decât de toţi mandanţii de acord. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 429: Guillouard, Mandat, No. 221).

13. Pentru revocarea mandatului se cere aceeaşi capacitate ca pentru conferirea lui. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 822; Alexandresco, IX, p. 615).

14. Pentru revocarea mandatului **nu** este necesar a se întrebuinţa forme sacramentale. (Pont, I, No. 1161; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 173; Guillouard, Mandat, No. 218; Planiol, II, No. 2258; Alexandresco, IX, p. 616).

15. Revocarea mandatului se poate face în mod expres sau tacit. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 230; Pont, I, No. 1161; Dalloz, Rép., Mandat, No. 430; Suppl., Mandat, No. 173; Laurent, XXVIII, No. 101; Baudry et Wahl, Mandat, No. 823; Guillouard, Mandat, No. 218; Planiol, II, No. 2258; Alexandresco, IX, p. 615).

16. Pentru ca să existe revocarea expresă sau tacită, trebueşte ca voinţa de a revoca să rezulte în mod neîndoielnic. (Pont, I, No. 1161; Dalloz, Rép., Mandat, No. 430).

17. Pentru ca revocarea să-şi producă efectul, trebueşte ca 'ea să ajungă la cunoştinţa mandatarului. (Pont, I, No. 1162; Dalloz, Rép., Mandat, No. 430; Suppl., Mandat, No. 174; Laurent, XXVIII, No. 102; Guillouard, Mandat, No. 220; Alexandresco, IX, p. 616).

18. Revocarea mandatului nu e nevoie să se facă neapărat prin corpul de portărei. Ea poate fi adusă la cunoştinţa mandatarului prin oric mijloc, cum ar fi prin o scrisoare recomandată, etc. (Troplong, Mandat, No. 787; Pont, I, No. 1162; Baudry et Wahl, Mandat, No. 825; Guillouard, No. 220; Alexandresco, IX, p. 616).

19. Mandantul trebueşte să facă dovada că revocarea a făcut-o cunoscut mandatarului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 825; Guillouard, Mandat, No. 220: Alexandresco, IX, p. 616).

20. In cazul când revocarea mandatului a avut loc înainte de începerea executării, el se consideră că nu a existat şi mandatarul nu are dreptul la nicio acţiune contra mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 423; Guillouard, Mandat, No. 223).

21. Dacă însă, revocarea a avut loc după ce mandatarul a început executarea mandatului, mandatarul va avea contra mandantului acţiune pentru actele îndeplinite, deoarece, revocarea îşi produce efectele numai pentru viitor. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 423: Baudry et Wahl, Mandat, No. 864; Guillouard, Mandat, No. 223).

22. Mandatarul pierde dreptul la salar pe viitor după revocarea mandatului. (Laurent, XXVIII, No. 28; Baudry et Wahl, Mandat, No. 863; Guillouard, Mandat, No. 167; Alexandresco, IX, p. 614).

23. Această soluţie are loc chiar dacă după revocare el ar executa mandatul, contra voinţei mandantului. (Laurent, XXVIII, No. 28; Baudry et Wahl, Mandat, No. 863; Guillouard, Mandat, No. 167; Contra: Pont, I, No. 1107).

24. Părţile pot conveni ca în caz de revocarea mandatului să aibă dreptul la despăgubire. (Pont, I, No. 1160; Laurent, XXVIII, No. 98; Guillouard, Mandat, No. 225; Baudry et Wahl, Mandat, No. 814; Alexandresco, IX, p. 614, 615).

25. In acest caz însă, dacă revocarea este motivată de un abuz al mandatarului în executarea mandatului, el nu va avea dreptul la despăgubire. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 167; Baudry et Wahl, Mandat, No. 813, 815; Alexandresco, IX, p. 614).

26. In caz de revocare a mandatului, mandatarul nu are dreptul, în principiu, la nicio despăgubire, dacă nu s'a prevăzut în contractul de mandat nicio clauză în această privinţă. (Laurent, XXVIII, No. 99; Budry et Wahl, Mandat, No. 812; Alexandresco, IX, p. 614).

27. Mandatarul salariat are dreptul la o despăgubire dacă revocarea s'a făcut intempestiv sau în mod abuziv, cauzându-i prejudicii. (Pont, I, No. 1160; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 168; Laurent, XXVIII, No. 100; Baudry et Wahl, Mandat, No. 814; Guillouard, Mandat, No. 225: Alexandresco, IX, p. 614).

28. In cazul când exercitarea dreptului de revocare a mandatului este supusă unor condiţiuni, care nu au fost respectate, mandatarul va avea dreptul la despăgubiri. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 818).

29. Prin contractul de mandat, mandatarul poate să-şi rezerve în mod valabil dreptul de a revoca mandatul în orice timp şi pentru orice motiv, fără ca mandatarul să poată cere vreo despăgubire. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 814; Guillouard, Mandat, No. 225; Alexandresco, IX, p. 614, 615).

30. Mandatarul revocat nu poate, pen-

tru plata despăgubirilor, să exercite vreun drept de retenţie asupra procurii care constată împuternicirea sa, ci trebueşte s'o remită mandantului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 228 bis).

31. După revocarea mandatului, mandatarul trebueşte să remită procura mandantului şi să înceteze a mai executa mandatul, sub pedeapsa de daune-interese. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 443, 445; Suppl., Mandat. No. 175; Guillouard, Mandat, No. 223).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Mandatul lichidatorului unei societăţi în nume colectiv, el însuşi fiind asociat, nu poate fi revocat pe baza şi în conformitate cu dispoziţiile art. 1553 c. civil, deoarece acest mandat este dat şi în folosul lichidatorului, în calitatea sa de asociat; o astfel de revocare necesită deci şi consimţimântul acestuia ca mandatar, care refuzat fiind, revocarea nu mai poate avea loc decât prin intervenţia justiţiei. (Trib. Ilfov, s. I, com., 855 din 20 Octomvrie 1924, Dreptul 34/1925).

2. Revocabilitatea mandatului dat de mandante în interesul său, nu face discuţiune în drept.

Prin urmare, în speţa, instanţa de fond, care din interpretarea cuprinsului scrisorilor dintre părţi. deduce existenţa unui asemenea mandat, iar nu a altui legământ juridic, a fost în drept să hotărască că, mandantul retrăgând mandatul înainte ca el să fi fost pus în executare, mandatarul nu mai are niciun drept pe baza lui. (Cas. I, dec. 937 din 7 Aprilie 1925, Jur. Gen., 1925, No. 1788).

3. Mandatarul ce deţine, pentru îndeplinirea obligaţiunii sale, bunuri de ale mandantului, exercită această detenţiune şi în numele şi spre folosul mandantului său, aşa că dacă mandatul i-a fost retras ca în speţă, atunci dispare şi cauza deţinerii şi prin urmare chiar dacă însărcinarea i-a fost retrasă pe nedrept, mandatarul are de sigur o acţiune în daune, dar în niciun caz o acţiune în reîntegrare în administrare, deoarece încrederea ce stă la baza oricărui mandat nu se poate impune, şi prin urmare fără temei recurentul invoacă art. 1847 din codul civil şi 31 din legea jud. de oc., aceste toate neputând avea nicio aplicaţiune în speţă, posesiunea bunurilor încredinţată mandatarului fiind esenţialmente revocabilă. (Cas. I, dec. 1493 din 5 Iunie 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 1795).

4. A se vedea: art. 1546, nota 2.

Art. 1554. — Revocaţiunea mandatului, notificată numai mandatarului, nu se poate opune unei alte persoane care în neştiinţă de aceasta, a contractat cu dânsul cu bună credinţă; în acest caz, mandantul are recurs contra mandatarului său. (Civ. 973, 1539, 1546, 1553; Pr. civ. 70, 94; L. jud. oc. 74; Civ. Fr. 2005).

Text. fr. Art. 2005. — La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub Trib Lyon, 16 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 714.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In cazul când mandatarul este înştiinţat prin orice fapte că mandatul a fost revocat, mandantul este dispensat a-i face o notificare directă. (Laurent, XXVIII, No. 102; Huc, XII, No. 125; Baudry et Wahl, Mandat, No. 825; Guillouard, Mandat, No. 220: Comp.: Alexandresco, IX, p. 616).

2. Mandantul este obligat să facă dovada că mandatarul a avut cunoştinţă de revocarea mandatului. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1180; Baudry et Wahl, Mandat, No. 825; Guillouard, Mandat, No. 220; Alexandresco, IX, p. 616).

3. Dacă mandantul nu încunoştiinţează pe mandatar că a revocat mandatul, va suferi consecinţele. (Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 174; Alexandresco, IX, p. 616, 617).

4. Terţii nu pot fi prejudiciaţi de revocarea mandatului pe care nu au cunoscut-o. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 446; Alexandresco, IX, p. 616).

5. Dacă terţii au avut cunoştinţă print'un mod oarecare despre revocarea man-

datului, ei nu vor putea obiecta că revocarea nu le-a fost notificată. (Pont, I, No. 1180; Dalloz, Rép., Mandat, No. 449; Laurent, XXVIII, No. 102; Huc, XII, No. 119; Baudry et Wahl, Mandat, No. 869; Guillouard, Mandat, No. 220).

6. De obiceiu retragerea procurii scrise constitue o măsură suficientă de natură să facă ca revocarea să poată fi opusă terţilor. (Pont, I, No. 1178; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 177; Huc, XII, No. 122).

7. Această soluţie nu-şi mai are locul în cazul când mandatarul primise misiune specială de a trata numai cu un anumit terţ, când mandantul trebueşte să încunoştiinţeze pe acest terţ că a revocat mandatul. (Pont, I, No. 1178; Dalloz, Rép., Mandat, No. 447; Suppl., Mandat, No. 177; Huc, XII, No. 119, 122).

8. Dacă mandantul nu a retras procura scrisă şi terţii au lucrat cu mandatarul pe baza acestei procuri, necunoscând revocarea mandatului, mandantul va fi obligat faţă de terţi. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 448; Baudry et Wahl, Mandat, No. 871).

9. După o părere, terţii vor fi obligaţi să facă dovadă că nu au avut cunoştinţă de revocarea mandatului, deoarece buna lor credinţă nu este prezumată. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 869; Comp.: Laurent, XXVIII, No. 113).

10. După altă părere, mandantul va fi obligat să facă dovada că terţii au avut cunoştinţă de revocarea mandatului. (Pont, I, No. 1180; Dalloz, Rép., Mandat, No. 450; Huc, XII, No. 124; Guillouard, Mandat, No. 220).

11. Această dovadă se va putea face prin orice mijloc de probă, chiar prin martori. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 450).

12. Chiar după această a doua părere, se admite că dacă mandantul a luat toate măsurile care erau în putinţa sa, cum ar fi retragerea procurii scrise, el nu poate să sufere consecinţele fraudei mandatarului său, care a lucrat după revocarea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 446).

13. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă mandatarul a avut cunoştinţă de revocarea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 433).

14. Dispoziţiunile art. 2005 c. civ. fr. (1554 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea atât mandatului expres cât şi mandatului tacit. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 870).

15. Mandantul nu poate cere executarea actelor pe care terţii, care nu cunoşteau revocarea, le-au încheiat cu mandatarul revocat, deoarece dispoziţiile art. 2005 c. civ. fr. (1554 c. civ. rom.), au fost introduse în lege numai în interesul terţilor. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 450: Baudry et Wahl, Mandat, No. 871 bis).

Art. 1555. — Numirea unui nou mandatar pentru aceeaş afacere, cuprinde în sine revocaţiunea mandatului dat celui întâi, din ziua în care i s'a notificat. (Civ. 922, 1202, 1554 urm.; Civ. Fr. 2006).

Text. fr. Art. 2006. — La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

Doctrină.

1. Chiar dacă cel de al doilea mandat ar fi nul pentru un viciu de formă, numirea unui nou mandatar pentru aceeaşi afacere constitue o revocare a primului mandat, deoarece astfel este voinţa mandantului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 230 bis ; Pont, Commentaire-traité des petits contrat, I, No. 1161; Dalloz, Rép., Mandat, No. 457; Laurent, XXVIII, No. 102; Baudry et Wahl, Mandat, No. 823; Guillouard, Mandat, No. 219; Contra: Huc, XII, No. 125).

2. Dacă cel de al doilea mandatar refuză să accepte mandatul, revocarea primului mandat îşi produce efectul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, nota 6, p. 653; Dalloz, Rép., Mandat, No. 437; Laurent, XXVIII, No. 102; Baudry et Wahl, Mandat, No. 823; Guillouard, Mandat, No. 219; Alexandresco, IX, p. 617; Contra: Huc, XII, No. 125).

3. Dacă cel de al doilea mandat este nul pentru un viciu substenţial, cum ar fi de exemplu, din cauza lipsei semnăturii mandantului, revocarea primului mandat nu se produce. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 230 bis; Dalloz, Rép., Mandat, No. 437). .

4. In cazul când mandantul dă o a doua procură aceluiaşi manatar, ea va confirma, va modifica sau va revoca prima procură, după cuprinsul ei şi intenţiunea mandantului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 442).

5. Potrivit dispoziţiunilor art. 2006 c. civ. fr. (1555 c. civ. rom.), numirea unui nou mandatar pentru aceeaşi afacere, aduce revocarea primului mandat numai din ziua când s'a notificat revocarea primului mandatar. (Pont, I, No. 1162; Dalloz, Rép., Mandat, No. 436).

6. Notificarea nu este supusă niciunei forme. (Pont, I, No. 1162).

7. Notificarea poate fi făcută fie de

mandant, fie de noul mandatar, chiar dacă în procură nu se prevede aceasta. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 436).

8. Cel de al doilea mandat pentru aceeași afacere nu revoacă primul mandat, când ambele mandate se pot concilia. (Pont, I, No. 1161; Huc, XII, No. 125; Guillouard, Mandat, No. 219; Alexandresco, IX, p. 617; Contra: Baudry et Wahl, Mandat, No. 824).

9. Dacă cel de al doilea mandat este general iar primul este special, acest de al doilea nu revoacă pe cel dintâiu, afară de cazul unei declarațiuni contrare a mandantului. (Pont. I, No. 1161; Dalloz, Rép., Mandat, No. 439; Huc, XII, No. 125; Guillouard, Mandat, No. 219; Comp.: Alexandresco, IX, p. 618).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In cazul când ca în specie, este vorba de două mandate generale, date la două persoane de o dată, nu poate fi loc la aplicarea prezumpției „juris et de jure" de revocarea automată a unui mandat prin actul ulterior prevăzută de art. 1555 cod civil, căci aceasta privește numai mandatele speciale și este logic să fie astfel, fiindcă pentru mandatele speciale sunt precis și limitativ specificate actele mandatarului.

Insă poate fi locul la o interpretare a ambelor mandate generale, pentru a se vedea dacă ele se pot concilia, adică dacă acel posterior, revoacă sau nu pe acel anterior.

Uzând de acest drept de interpretare Tribunalul în speță, după o analiză a mandatelor și a textelor actelor aflate la dosarul cauzei, a putut să ajungă la concluziunea că mandatele generale, coexistă și se împacă între el.

Tot prin interpretare și apreciere, Tribunalul a putut să decidă că vorba „opposer" cuprinsă în procura generală înseamnă în lumina cuprinsului procurii și a tuturor celorlalte acte anexate pricinii, că se dă drept mandatarului d e a uza de toate căile de atac în pricinile ce privesc societatea.

Deci, Tribunalul ajungând, la concluziunea că primul mandatar avea dreptul de a sta în proces în numele societății intimate și întru cât convingerea instanței de fond bazată pe interpretarea și dreptul de apreciere, nu mai poate fi supusă censurii Inaltei Curți. (Cas. I, dec. 1493 din 5 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1793).

Art. 1556. — Mandatarul poate renunța la mandat, notificând mandantului renunțarea sa.

In așa caz, mandatarul rămâne către mandante răspunzător de daune, dacă renunțarea sa le cășunează, afară numai când el se află în neputință de a-și continua mandatul fără o daună însemnătoare (Civ. 969, 978 urm., 987 urm., 998, 1081 urm., 1539, 1552; C. com. 391, 399; Civ. Fr. 2007).

Text. fr. Art. 2007. — Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Mandatarul poate, în principiu, să renunțe la mandat oricând. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 481; Suppl., Mandat, No. 192).

2. In caz de renunțare la mandat, mandatarul nu poate fi condamnat la plata de daune-interese, afară de restricțiunea prevăzută de paragraful al doilea al art. 2007 c. civ. fr. (1556 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Mandat, No. 482; Alexandresco, IX, p. 619, 620).

3. Mandatarul nu poate renunța la mandat fără să fie condamnat la plata de daune-interese în cazul când mandatul este condițiunea unui contract sinalagmatic. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, p. 653, 654; Dalloz, Rép., Mandat, No. 486; Baudry et Wahl, Mandat, No. 829; Guillouard, Mandat, No. 227; Alexandresco, IX, p. 619).

4. De asemenea, în cazul când mandatarul a prevăzut în contract că nu va

putea renunţa la mandat. (Huc, XII, No. 127; Baudry et Wahl, Mandat, No. 829; Alexandresco, IX, pag. 619).

5. Facultatea de a renunţa la mandat aparţine atât mandatarului salariat cât şi celui gratuit. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1164; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat No. 192; Baudry et Wahl, Mandat, No. 829; Guillouard, Mandat, No. 227; Alexandresco, IX, p. 618, 619; Contra: Laurent, XXVIII, No. 107).

6. Mandatarul poate renunţa la mandat, chiar dacă prin renunţare aduce un prejudiciu mandantului, fără să fie condamnat la daune interese, dacă dovedeşte că are o justă cauză. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 482; Alexandresco. IX, p. 620).

7. Mandatarul nu poate renunţa la mandat dacă această renunţare cauzează mandantului o pagubă mai mare decât paguba ce ar încerca-o el executând mandatul, ci în acest caz va avea numai dreptul a cere dela mandant despăgubiri. (Pont, I, No. 1166; Dalloz, Rép., Mandat, No. 482; Comp.: Alexandresco, IX, p. 620).

8. Mandatarul mai poate renunţa la mandat, fără să fie condamnat la daune-interese, când se găseşte în imposibilitate de a executa mandatul pentru o justă cauză, cum ar fi de exemplu în caz de boală gravă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 231; Dalloz, Rép., Mandat, No. 483; Huc, XII, No. 128; Baudry et Wahl, Mandat, No. 830; Guillouard, Mandat, No. 229; Alexandresco, IX, p. 620).

9. De asemenea, în cazul schimbării reşedinţei. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 231; Dalloz, Rép., Mandat, No. 483; Huc, XII, No. 128; Baudry et Wahl, Mandat, No. 830; Guillouard, Mandat, No. 229; Alexandresco, IX, p. 620).

10. De asemenea schimbarea profesiunii (Baudry et Wahl, Mandat, No. 830; Alexandresco, IX, p. 620).

11. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă motivele invocate constituesc o imposibilitate la execuţia mandatului. (Pont, I, No. 1167; Baudry et Wahl, Mandat, No. 830; Guillouard, Mandat, No. 229; Alexandresco, IX, p. 620).

12. După o altă părere, mandatarul salariat nu poate renunţa la mandat, fără plata de daune, decât dacă se găseşte în imposibilitate fizică de a executa mandatul. (Laurent, XXVIII, No. 108).

13. Renunţarea mandatarului la mandat poate fi făcută în orice formă, însă trebue să ajungă la cunoştinţa mandantului. (Laurent, XXVIII, No. 105; Huc, XII, No. 126; Baudry et Wahl, Mandat, No. 828; Guillouard, Mandat, No. 228; Alexandresco, IX, p. 619).

14. Renunţarea la mandat trebueşte să fie expresă. Ea nu poate fi tacită deoarece trebueşte motificată mandatarului. (Huc, XII, No. 126; Alexandresco, IX, p. 619, text şi nota 1).

15. Mandatarul trebueşte să notifice mandantului renunţarea sa la mandat. (Pont, I, No. 1168; Dalloz, Rép., Mandat, No. 487; Laurent, XXVIII, No. 105; Alexandresco, IX, p. 618).

16. Nu se cere pentru renunţare o notificare în formă. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 828; Guillouard, Mandat, No. 228; Alexandresco, IX, p. 619).

17. Dacă mandatarul se găseşte în împiedecare legitima de a face notificarea renunţării la mandat, ea nu este cerută. Astfel ar fi în caz de boală grea etc. (Pont, I, No. 1168; Dalloz, Rép., Mandat, No. 487; Baudry et Wahl, Mandat, No. 828; Guillouard, Mandat, No. 228; Alexandresco, IX, p. 619).

Art. 1557. — E valid aceea ce face mandatarul în numele mandantului, atât timp cât nu cunoaşte moartea lui, sau existenţa unei din cauzele ce desfiinţează mandatul. (Civ. 1539, 1552, 1558; Civ. Fr. 2008).

Text. fr. Art. 2008. — Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

Doctrină.

1. In cazul când mandatarul nu cunoaşte cauzele care aduc stingerea mandatului, mandatul continuă chiar în contra moştenitorilor minori lăsaţi de mandant. (Dalloz, Rép. Mandat, No. 466).

2. Mandatul continuă când mandatarul nu cunoaşte cauzele care aduc stingerea mandatului, chiar dacă terţii cu cari a lucrat ar fi de rea credinţă. (Huc, XII, No. 136).

3. Dispoziţiile art. 2008 c. civ. fr. (1557 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea dacă mandatarul nu acceptase mandatul în momentul decesului mandantului. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 496, 861; Alexandresco, IX, p. 627).

4. Dispoziţiile art. 2008 c. civ. fr. (1557 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea fără distincţie la toate actele făcute de mandatar, fie că a stipulat, fie că a promis pentru mandant. (Laurent, XXVIII, No. 114; Guillouard, Mandat, No. 211).

5. De asemenea, dispoziţiile acestui articol îşi găsesc aplicaţiunea nu numai convenţiunilor, ci şi actelor de procedură. (Laurent, XXVIII, No. 114; Guillouard, Mandat, No. 211).

6. Dispoziţiile art. 1557 c. civ. rom. se aplică la toate felurile de mandate, chiar mandatului ad litem. (Guillouard, Mandat, No. 211; Alexandresco, IX, p. 627).

7. După o părere, ignoranţa mandatarului trebueşte prezumată şi cel ce alega că el a cunoscut cauzele care au adus încetarea mandatului, va trebui să dovedească alegaţiunea sa. (Pont, I, No. 1173; Baudry et Wahl, Mandat, No. 861).

8. După altă părere, mandatarul va fi obligat să facă dovada că nu cunoştea cauzele care au adus stingerea mandatului. (Dalloz, Rép., Mandat, No. 468; Suppl., Mandat, No. 178; Laurent, XXVIII, No. 113; Guillouard, Mandat, No. 212 bis; Alexandresco, IX, p. 628).

9. Dovada se va face prin toate mijloacele de probă. (Pont, I, No. 1180; Alexandresco, IX, p. 628, nota 4).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Cu toate că potrivit art. 1557 codul civil, e valid ceea ce face mandatarul în numele mandantului, numai atâta timp cât nu cunoaşte existenţa unei cauze care desfiinţează mandatul, totuşi contractele încheiate cu terţii de bună credinţă sunt valabile şi deci opozabile mandantului, chiar dacă mandatarul ar fi cunoscut cauza încetării mandatului. (Cas. II, 544 din 9 Decemvrie 1924, Dreptul 32/1925).

Art. 1558. — In cazurile arătate în articolul precedent, sunt valide contractările mandatarului cu cei de al treilea persoane, cari sunt de bună credinţă. (Civ. 1544, 1554, 1557, 1898; Civ. Fr. 2009).

Text. fr. Art. 2009. — Dans le cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub Trib Lyon, 16 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 714.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 2009 c. civ. fr. (1558 c. civ. rom.) combinate cu ale art. 2005 c. civ. fr. (1554 c. civ. rom.) contractele încheiate de terţi de bună credinţă vor fi respectate, chiar dacă mandatarul ar fi cunoscut cauza stingerii mandatului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 416, p. 655; Laurent, XXVIII, No. 110; Pont, I, No. 1179; Baudry et Wahl, Mandat, No. 868; Guillouard, Mandat, No. 212; Alexandresco, IX, p. 628).

2. Dacă mandantul a fost de rea credinţă va putea fi acţionat de un advocat şi chiar de terţii pe cari i-a indus în eroare. (Guillouard, Mandat, No. 212; Alexandresco, IX, p. 628).

3. Terţii vor trebui să facă dovada că nu au cunoscut cauzele de încetarea mandatului. (Laurent, XXVIII, No. 113; Guillouard, Mandat, No. 212 bis; Alexandresco, IX, p. 628; Contra: Pont, I, No. 1180).

Art. 1559. — In caz de moarte a mandatarului, erezii lui trebue să înştiinţeze pe mandant, şi până atuncia să îngrijească de ceea ce împrejurările reclamă pentru interesele acestuia. (Civ. 369, 653, 987, 988; C. com. 391; Civ. Fr. 2010).

Text. fr. Art. 2010. — En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

Doctrină.

1. După o părere, moştenitorii cari îngrijesc de interesele mandantului după moartea mandatarului, autorul lor lucrează mai degrabă ca geranţi de afaceri, decât ca mandatari, deoarece mandatul a încetat prin decesul mandatarului şi moştenitorii acestuia sunt obligaţi să înceteze orice operaţie, afară de cazul când este pe-

ricol de întârziere. (Duranton, XVIII, No. 293; Dalloz, Rép., Suppl., Mandat, No. 195; Huc, XII, No. 138).

2. După altă părere, actele pe care le fac moştenitorii mandatarului în virtutea art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) sunt o consecinţă a mandatului şi dau moştenitorilor calitatea de mandatari. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 234; Laurent, XXVIII, No. 116; Baudry et Wahl, Mandat, No. 859; Guillouard, Mandat, No. 238).

3. După a treia părere, moştenitorii vor avea calitatea de mandatari numai dăcă la decesul mandatarului începuse executarea mandatului. (Troplong, Mandat, No. 830 urm.).

4. Obligaţia prevăzută de art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) există numai pentru moştenitorii majori iar nu şi pentru cei minori. (Duranton, XVIII, No. 293; Troplong, Mandat, No. 835; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 1185; Dalloz, Rép., Mandat, No. 489; Baudry et Wahl, Mandat, No. 836; Guillouard, Mandat, No. 239; Alexandresco, IX, p. 623).

5. In cazul când moştenitorii sunt minori, obligaţia prevăzută de art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) incumbă tutorului sub răspunderea sa personală. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 836; Comp.: Alexandresco, IX, p. 624).

6. Obligaţia prevăzută de art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) există numai dacă moştenitorii cunosc pe mandant şi existenţa mandatului. (Pont, I, No. 1185; Baudry et Wahl, Mandat, No. 836; Guillouard, Mandat, No. 239; Alexandresco, IX, p. 623).

7. De asemenea, trebueşte ca moştenitorii să cunoască domiciliul sau reşedinţa mandantului. (Alexandresco, IX, p. 623).

8. Potrivit dispoziţiilor art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) moştenitorii nu vor putea face decât actele urgente şi indispensabile. (Baudry et Wahl, Mandat, No. 856; Guillouard, Mandat, No. 238).

9. Dispoziţiile art. 2010 c. civ. fr. (1559 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea şi când mandatarul este pus sub interdicţiune sau declarat în stare de faliment. (Pont, I, No. 1183; Huc, XII, No. 138).

TITLUL X.

Despre comodat.

CAPITOLUL I.

Despre natura comodatului.

Art. 1560. — Comodatul este un contract prin care cineva împrumută altuia un lucru spre a se servi de dânsul, cu îndatorire de a-l înapoia. (Civ. 944, 1100 urm., 1561 urm., 1570; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1875).

Text. fr. Art. 1875. — Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Comodatul este un contract prin care o persoană numită comodant remite unei alte persoane numită comodatar, în mod gratuit, un lucru oarecare, mobil sau imobil, pentru a se servi de el şi apoi a-l restitui în individualitatea lui, la termenul stipulat. (Alexandresco, IX, p. 637, 638).

2. Comodatul este un contract real care se formează numai prin tradiţiunea lucrului, astfel încât obligaţia principală a împrumutatului de a restitui lucrul ia naştere numai după ce împrumutătorul a predat lucrul împrumutat. (Duranton, XVII, No. 485, 486; Troplong, Prêt, No. 6;

Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 73; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 17; Dalloz, Rép., Prêt, No. 11; Suppl., Prêt, No. 5; Huc, XI, No. 156; Baudry et Wahl, Prêt, No. 596; Guillouard, Prêt, No. 8, 9; Planiol, II, No. 337; Alexandresco, IX, p. 640, 641, 642).

3. Comodatul este un contract unilateral. (Huc, XI, No. 156; Baudry et Wahl, Prêt, No. 605; Guillouard, Prêt, No. 10; Planiol, II, No. 2057; Alexandresco, IX, p. 638).

4. Când lucrul care voieşte a se împrumuta se află deja în mâinile împrumutatului sub alt titlu, nu este nevoie de tradiţia reală, ci este de ajuns dacă împrumutătorul consimte să servească cu titlu de comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 14).

5. Prin tradiţiunea lucrului dat în comodat, împrumutătorul nu pierde nici proprietatea, nici posesiunea lucrului, deoarece împrumutatul are numai simpla detenţiune a lucrului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 17; Baudry et Tissier, Prescription, No. 265).

6. Promisiunea de comodat nu are valoarea contractului de comodat care se formează numai prin tradiţie. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 5; Laurent, XXVI, No. 453; Guillourand, Prêt, No. 9; Alexandresco, IX, p. 642).

7. Potrivit acestui principiu dacă a avut loc o promisiune de comodat fără să fi avut loc tradiţia lucrului, riscurile sunt în sarcina împrumutătorului. (Duranton, XVII, No. 556: Laurent, XXVI, No. 454: Alexandresco, IX, p. 642; Contra: Baudry et Wahl, Prêt, No. 613).

8. Promisiunea de comodat are oarecare efecte. Astfel, după o părere, dacă împrumutătorul refuză să execute promisiunea, împrumutatul nu va putea constrânge pe împrumutător să-i predea lucrul promis în comodat, însă va putea cere daune-interese. (Duranton, XVII, No. 556; Troplong, Prêt, No. 6).

9. După altă părere, tribunalele vor putea constrânge pe împrumutător manu militari să predea lucrul promis în comodat împrumutatului, dacă acest lucru este un corp cert şi determinat şi se află în mânile împrumutătorului. (Demolombe, XXIV, No. 400; Pont, I, No. 13; Dalloz, Rép., Prêt, No. 11: Laurent, XXVI, No. 454: Comp.: Alexandresco, IX, p. 642, 643).

10. Dacă părţile nu au fixat data când urmează să se execute promisiunea de comodat, tribunalele vor avea dreptul a o fixa. (Laurent, XXVI, No. 478; Baudry et Wahl, Prêt, No. 654; Guillouard, Prêt, No. 46).

11. Este de esenţa contractului de comodat ca lucrul să fie împrumutat pentru un uz determinat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 19; Baudry et Wahl, Prêt, No. 609; Guillouard. Prêt, No. 14).

12. Acest uz nu trebue să fie contrar legilor sau bunurilor moravuri. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 19).

13. Dreptul comodatarului se deosebeşte de servitutea de uz care conferă un drept real. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 18).

14. De asemenea, comodatul se deosebeşte de donaţiune, deoarece acest din urmă contrat transmite proprietatea unui lucru, pe când comodatul transmite comodatarului numai uzul lucrului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 23; Guillouard, Prêt, No. 26; Alexandresco, IX, p. 639).

15. Comodatul se deosebeşte de uzufruct, cu care are o oarecare asemănare deoarece primul conferă un drept real, pe când ultimul un drept real; în afară de aceasta, spre deosebire de uzufructuar, comodatarul nu poate închiria sau ceda dreptul său, ci trebueşte să se folosească personal de lucrul dat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 24; Baudry et Wahl, Prêt, No. 608; Guillouard, Prêt, No. 23; Huc, XI, No. 157; Alexandresco, IX, p. 639).

16. O altă deosebire este că uzufructul poate fi constituit şi cu titlu oneros, pe când comodatul este esenţialmente gratuit. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 608; Alexandresco, IX, p. 639).

17. Comodatul se deosebeşte de locaţiune cu care are oarecare analogie, deoarece locaţiunea este oneroasă pe când comodatul este esenţialmente gratuit. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 26; Baudry et Wahl, Prêt, No. 610; Guillouard, Prêt, No. 24; Alexandresco, IX, p. 640).

18. Comodatul se deosebeşte de depozit care are ca obiect principal paza lucrului dat în depozit. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 28; Guillouard, Prêt, No. 25; Alexandresco, IX, p. 640).

19. Pentru a putea lua în comodat se cere a avea capacitatea de a administra. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 391, text şi nota 6, p. 595; Baudry et Wahl, Prêt, No. 618; Guillouard, Prêt, No. 19; Alexandresco, IX, p. 643).

20. Astfel, persoanele puse sub consiliu judiciar pot lua în comodat fără nicio autorizaţie. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 49; Huc, XI, No. 154; Baudry et Wahl, Prêt, No. 618; Guillouard, Prêt, No. 19; Alexandresco, IX, p. 643, 644).

21. De asemenea, şi minorul emancipat fără nicio autorizaţie. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 48; Baudry et Wahl, Prêt, No. 618; Guillouard, Prêt, No. 19; Alexandresco, IX, p. 643, 644).

22. Persoanele care nu au capacitatea de a administra nu pot lua în comodat. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 618; Guillouard, Prêt, No. 618; Alexandresco, IX, p. 643, 644).

23. Nulitatea contractului de comodat pentru incapacitatea comodatarului este relativă şi nu poate fi invocată decât de acesta. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 8; Laurent, XXVI, No. 459; Baudry et Wahl,

Prêt, No. 618 bis; Guillouard, Prêt, No. 18; Alexandresco, IX, p. 644).

24. Pentru a se da în comodat, după o părere, se cere capacitatea de a înstraina. (Duvergier, VI, No. 46, 47, 48; Laurent, XXVI, No. 458; Huc, XI, No. 154; Guillouard, Prêt, No. 20).

25. După altă părere, comodantul trebueşte să aibă capacitatea de a administra. (Duranton, XVII, No. 510, 511, 512; Troplong, Prêt, No. 55; Pont, I, No. 55, 56; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 391, text şi nota 6, p. 595; Baudry et Wahl, Prêt, No. 615; Alexandresco, IX, p. 643).

26. Contractul de comodat se formează ca şi celelalte contracte prin act autentic, prin act sub semnătură privată şi chiar verbal. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 57; Suppl., Prêt, No. 10).

27. Inscrisul care constată un contract de comodat nu trebueşte făcută în dublu exemplar. (Pont, I, No. 27; Dalloz, Rép., Prêt, No. 58; Suppl., Prêt, No. 11; Baudry et Wahl, Prêt, No. 631; Guillouard, Prêt, No. 10, 22; Alexandresco, IX, p. 638, 646).

28. Contractul de comodat este supus formulei: „bun şi aprobat". (Dalloz, Rép., Prêt, No. 58).

29. Dovada contractului de comodat va fi supusă regulelor de drept comun. (Pont, I, No. 30; Dalloz, Rép., Prêt, No. 59; Laurent, XXVI, No. 462; Baudry et Wahl, Prêt, No. 630; Guillouard, Prêt, No. 22; Alexandresco, IX, p. 646).

Art. 1561. — Comodatul este esenţial gratuit. (Civ. 946, 1411, 1587; Civ. Fr. 1876).

Text. fr. Art. 1876. — Ce prêt est essentiellement gratuit.

Doctrină.

1. Contractul de comodat este un contract de pură binefacere şi gratuitatea este de esenţa lui. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 73; Laurent, XXVI, No. 457; Baudry et Wahl, Prêt, No. 606; Guillouard, Prêt, No. 11; Bufnoir, Propriété et contrat, pag. 458; Alexandresco, IX, pag. 639).

2. Dacă s'ar prevede un preţ în bani, convenţiunea s'ar transforma în o locaţiune. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 73 bis; Dalloz, Rép., Prêt, No. 22; Laurent, XXVI, No. 457; Baudry et Wahl, Prêt, No. 606; Planiol, II, No. 2054; Alexandresco, IX, p. 639).

3. Iar dacă preţul ar consta în alt lucru decât bani, convenţiunea ar fi un contract nenumit. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 73 bis; Dalloz, Rép., Prêt, No. 27; Laurent, XXVI, No. 457; Baudry et Wahl, Prêt, No. 606; Alexandresco, IX, p. 639).

4. Dacă după facerea contractului comodatarul dă comodantului o remuneraţie, contractul de comodat nu-şi schimbă caracterul. (Huc, XI, No. 154; Baudry et Wahl, Prêt, No. 606).

Art. 1562. — Imprumutătorul rămâne proprietar al lucrului dat împrumut. (Civ. 1564 urm., 1567, 1577; Civ. Fr. 1877).

Text. fr. Art. 1877. — Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1877 c. civ. fr. (1562 c. civ. rom.) în contractul de comodat, comodantul rămâne proprietarul lucrului împrumutat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 25; Baudry et Wahl, Prêt, No. 620).

2. Posesiunea lucrului dat în comodat este păstrată, de asemenea, de comodant, deoarece comodatarul nu este decât un simplu detentor. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 22; Baudry et Wahl, Prêt, No. 676; Guillouard, Prêt, No. 12).

3. Se poate da în comodat lucrul altuia. (Pont, I, No. 44; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 391, nota 3, p. 594; Dalloz, Rép., Prêt, No. 39; Alexandresco, IX, p. 644, 645).

4. Uzufructuarul poate da în comodat nudului proprietar lucrul supus uzufructului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 39; Baudry et Wahl, Prêt, No. 616, 617; Guillouard, Prêt, No. 12; Alexandresco, IX, p. 643).

5. Legatarul poate da în comodat lucrul închiriat, dacă în contract nu i se interzice acest drept. (Pont, I, No. 44; Baudry et Wahl, Prêt, No. 616; Huc, XI, No.

155; Guillouard, Prêt, No. 12, 17; Planiol, II, No. 2053; Alexandresco, IX, p. 643).

6. De asemenea, şi creditorul amanetar. (Pont, I, No. 44; Huc, XI, No. 155; Baudry et Wahl, Prêt, No. 616; Guillouard, Prêt, No. 12, 17; Planiol, II, No. 2053; Alexandresco, IX, p. 643).

7. Tutorul poate da în comodat lucrurile minorului. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 615; Alexandresco, IX, p. 643; Contra: Laurent, XXVI, No. 458; Guillouard, Prêt, No. 20).

8. Hoţul poate da în comodat lucrul furat. (Pont, I, No. 44; Laurent, XXVI, No. 461; Huc, XI, No. 155; Baudry et Wahl, Prêt, No. 621; Guillouard, Prêt, No. 17; Alexandresco, IX, p. 645).

9. Beneficiarul unui drept de abitaţiune poate da în comodat o cameră, cu toate că nu poate nici închiria nici ceda dreptul său. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 42).

10. Posesorul de rea credinţă care a dat lucrul în comodat poate cere dela comodatar restituirea lucrului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 40).

11. In acest caz, comodatarul nu poate refuza restituirea lucrului, ci are dreptul numai a uza de dreptul acordat de art. 1938 § 2 c. cif. fr. (1610 § 2 c. civ. rom.), depozitarului, dacă descoperă că lucrul a fost furat. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 19; Baudry et Wahl, Prêt, No. 621; Guillouard, Prêt, No. 50; Alexandresco, IX, p. 645).

12. Pot face obiectul comodatului toate lucrurile nefungibile aflate în comerţ. (Alexandresco, IX, p. 644).

13. Legiuitorul român a eliminat art. 1878 din codul civil francez ca inutil faţă de art. 963 c. civ. rom. (Alexandresco, IX, p. 644).

14. Prin excepţie, lucrurile consumptibile şi cele fungibile pot forma, după voinţa părţilor, obiectul unui comodat. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 601; Guillouard, Prêt, No. 80; Alexandresco, IX, p. 644, nota 3).

15. Astfel ar fi de exemplu, împrumutul făcut ad pompam et ostentationem. (Huc, XI, No. 155; Baudry et Wahl, Prêt, No. 601; Guillouard, Prêt, No. 3; Alexandresco, IX, p. 644, nota 3).

16. Pot face obiectul unui comodat atât lucrurile mobile, cât şi imobilele. (Alexandresco, IX, p. 644).

17. Astfel, se poate împrumuta o pivniţă pentru a se pune vinuri, o cameră, un apartament etc. (Pont, I, No. 38; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 391, p. 594; Huc, XI, No. 155; Bufnoir, Propriété et Contrat, p. 228; Baudry et Wahl, Prêt, No. 619; Guillouard, Prêt, No. 15; Alexandresco, IX, p. 644).

Art. 1563. — Obligaţiunile ce se formează în puterea comodatului trec la erezii comodantului şi ai comodatarului.

Dacă însă împrumutarea s'a făcut în privinţa numai a comodatarului şi numai persoanei lui, erezii lui nu pot să continue a se folosi de lucrul împrumutat. (Civ. 1560; Civ. Fr. 1879).

Text. fr. Art. 1879. — Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Doctrină.

1. Art. 1879 c. civ. fr. (1563 c. civ. rom.) este în contrazicere cu regula că comodatarul nu poate ceda uzul lucrului unui terţ, deoarece comodatul este făcut intuitu personae, până la proba contrară. (Laurent, XXVI, No. 455; Huc, XI, No. 156; Baudry et Wahl, Prêt, No. 678, 680; Guillouard, Prêt, No. 13; Alexandresco, IX, p. 646, nota 3).

2. In cazul când contractul de comodat a fost făcut în privinţa numai a comodatarului şi numai persoanei lui, moştenitorii lui nu pot continua să se folosească de lucrul dat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 31; Alexandresco, IX, p. 646).

3. Obligaţiile care se formează prin comodat trec la moştenitorii comodantului şi comodatarului. (Alexandresco, IX, p. 646).

4. Comodatul nu este opozabil dobânditorului imobilului împrumutat, deoarece în această materie nu-şi găsesc aplicaţia dispoziţiile art. 1743 c. civ. fr. (1411 c. civ. rom.). (Alexandresco, IX, p. 646; Contra: Baudry et Wahl, Prêt, No. 679).

CAPITOLUL II

Despre obligaţiunile comodatarului.

Art. 1564. — Comodatarul este dator să îngrijească ca un bun proprietar de conservarea lucrului împrumutat, şi nu poate să se servească decât la trebuinţa determinată prin natura lui, sau

prin convenţiune, sub pedeapsă de a plăti daune interese, de se cuvine. (Civ. 970, 1080, 1084, 1429, 1565 urm.; Civ. Fr. 1880).

Text. fr. Art. 1880. — L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Doctrină.

1. Comodatarul este obligat să îngrijească ca un bun proprietar de conservarea lucrului dat în comodat. Comodatarul trebueşte să îngrijească de conservarea lucrului împrumutat cu mai multă grijă decât de lucrurile sale, deoarece comodatul are loc în general în interesul său. (Dalloz Rép., Prêt, No. 69; Alexandresco, IX, p. 647).

2. Tribunalele, pentru a stabili întinderea răspunderii comodatarului, vor lua în consideraţie condiţiunea sa. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 79; Dalloz, Rép., Prêt, No. 70; Laurent, XXVI, No. 471).

3. Comodatarul nu răspunde pentru cazurile de forţă majoră şi de vechime. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 73; Alexandresco, IX, p. 647).

4. Intinderea dreptului comodatarului depinde de convenţiunea părţilor, de destinaţia naturală a lucrului dat în comodat, de scopul pe care şi l-au propus părţile contractante. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 21; Huc, XI, No. 157; Baudry et Wahl, Prêt, No. 648; Alexandresco, IX, p. 653).

5. Comodatarul va plăti daune-interese de se cuvin, în cazul când nu se foloseşte de lucrul dat în comodat pentru uzul cuvenit sau dacă îl vinde. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 72; Huc, XI, No. 158, 159; Baudry et Wahl, Prêt, No. 648; Guillouard, Prêt, No. 32; Alexandresco, IX, p. 654).

6. In cazul când comodatarul se serveşte de lucrul dat în comodat la altă trebuinţă decât cea determinată, comodantul va putea cere rezilierea contractului. (Huc, XI, No. 159; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 458; Baudry et Wahl, Prêt, No. 648, 680; Guillouard, Prêt, No. 32; Alexandresco, IX, p. 654; Contra: Laurent, XXVI, No. 467).

Art. 1565. — Dacă comodatarul se serveşte de lucru la o altă trebuinţă, ori pentru un timp mai îndelungat decât se cuvine, atunci rămâne răspunzător de pierderea căşunată chiar prin caz fortuit. (Civ. 971, 1082, 1083, 1102, 1156, 1430, 1564; Civ. Fr. 1881).

Text. fr. Art. 1881. — Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

INDEX ALFAAETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Comodantul rămânând proprietarul lucrului dat în comodat, pierderea lucrului dat în comodat prin accident sau prin forţă majoră este, în principiu, suportată de el. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 68; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 392, p. 595, 596; Dalloz, Rép., Prêt, No. 74; Laurent, XXVI, No. 472; Baudry et Wahl, Prêt, No. 638; Guillouard, Prêt, No. 35; Alexandresco, IX, p. 647).

2. Pierderea lucrului dat în comodat prin singurul efect al uzului normal al lucrului, fără greşeală din partea comodatarului, este considerată ca un caz fortuit. (Pont, I, No. 68; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 392, p. 595, 596; Laurent, XXVI, No. 472; Baudry et Wahl, Prêt, No. 638; Guillouard, Prêt, No. 35; Alexandresco, IX, p. 648).

3. Astfel ar fi de exemplu, furtul lucrului dat în comodat în timpul când comodatarul se foloseşte în mod normal de lucru. (Pont, I, No. 68; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 392, p. 595, 596; Laurent, XXVI, No. 472; Baudry et Wahl, Prêt, No. 638; Guillouard, Prêt, No. 35).

4. Comodatarul va trebui să dovedească existenţa cazului fortuit. (Dalloz, Rép., Prêt. No. 78, 79; Suppl., Prêt, No. 13; Huc, XI, No. 159; Baudry et Wahl, Prêt, No. 635; Guillouard, Prêt, No. 34; Alexandresco, IX, p. 648).

5. Incendiul nu constitue prin el însuşi un caz fortuit a cărui dovadă să libereze pe comodatar, ci el trebueşte să probeze cauza fortuită a incendiului. (Laurent, XXVI, No. 472; Huc, XI, No. 159; Baudry et Wahl, Prêt, No. 636; Guillouard, Prêt, No. 34; Alexandresco, IX, p. 648).

6. La expirarea termenului pentru care a fost împrumutat lucrul, comodatarul este de drept în întârziere de a restitui lucrul. (Laurent, XXVI, No. 469; Baudry et Wahl, Prêt, No. 645; Guillouard, Prêt, No. 31; Alexandresco, IX, p. 652).

7. Dacă comodatarul se serveşte de lucru la altă trebuinţă sau peste termenul fixat, el rămâne răspunzător de cazurile fortuite şi va plăti şi daune-interese de se cuvin. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 82, 83; Suppl., Prêt, No. 14; Alexandresco, IX, p. 652).

8. In acest caz însă, după părerea dominantă, dacă lucrul ar fi pierit şi la comodant, pierderea îl priveşte pe acesta. (Duranton, XVII, No. 520; Duvergier, VI, No. 62 urm.; Troplong, Prêt, No. 101; Demante et Colmet, de Santerre, VIII, No. 81 bis, II, III; Dalloz, Rép., Prêt, No. 83; Suppl., Prêt, No. 14; Laurent, XXVI, No. 470; Huc, XI, No. 158; Baudry et Wahl, Prêt, No. 644; Guillouard, Prêt, No. 30; Alexandresco, IX, p. 652, 653; Contra: Pont, I, No. 73; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 392, nota 2, p. 596).

9. Comodatarul este răspunzător când forţa majoră a avut loc din lipsa sa de îngrijire. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 75, 76).

10. Comodantul răspunde de accidentele de forţă majoră care au cauzat pierderea lucrului dat în comodat, când el şi-a luat această obligaţiune. (Pont, I, No. 96; Baudry et Wahl, Prêt, No. 639).

Art. 1566. — Dacă lucrul împrumutat piere prin un caz fortuit dela care comodatarul l-ar fi putut sustrage, subrogându-i un lucru al său [1]) dacă el neputând scăpa [2]), unul din două lucruri, a preferit [3]) pe al său, atunci este răspunzător de pierderea celuilalt. (Civ. 1082, 1083, 1156; Civ. Fr. 1882; Civ. Ital. 1810).

Text. fr. Art. 1882. — Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

Doctrină.

1. Obligaţiunile prevăzute de art. 1882 c. civ. fr. (1566 c. civ. rom.) decurg din principiul că comodatarul trebueşte să îngrijească la conservarea lucrului dat în comodat mai mult ca la lucrul său. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 85; Alexandresco, IX, p. 650).

2. Comodatarul nu răspunde de cazul fortuit dacă la încheierea contractului a prevenit pe comodant că ia lucrul cu împrumut pentru a nu întrebuinţa lucrul său sau dacă a întrebuinţat lucrul său şi lucrul împrumutat în mod alternativ. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 82 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 15; Baudry et Wahl, Prêt, No. 690; Guillouard, Prêt, No. 371; Alexandresco, IX, p. 650).

3. Pentru ca comodatarul să fie răspunzător, trebueşte ca el să fi prevăzut pericolul şi să fi sustras dela acest pericol lucrul său, punând în loc lucrul luat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 85; Baudry et Wahl, Prêt, No. 642; Guillouard, Prêt, No. 39).

4. Dispoziţiile art. 1882 c. civ. fr. (1566 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea indiferent de valoarea ce o are lucrul luat în comodat şi cel al comodatarului. (Pont, I, No. 95; Dalloz, Rép., Prêt, No. 86; Suppl., Prêt, No. 15; Huc, XI, No. 160; Baudry et Wahl, Prêt, No. 643; Guillouard, Prêt, No. 39; Alexandresco, IX, p. 650; Comp. Contra: Duvergier, VI, No. 68; Laurent, XXVI, No. 474).

5. Dacă comodatarul este în imposibilitate de a salva lucrul luat în comodat, în graba accidentului salvând la întâmplare lucrurile sale, el nu poate fi răspunzător. (Pont, I, No. 94; Dalloz, Rép., Prêt, No. 87; Baudry et Wahl, Prêt, No. 642; Guillouard, Prêt, No. 39; Alexandresco, IX, p. 651).

6. Dispoziţiile art. 1882 c. civ. fr. (1566 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţiunea în cazul când contractul de comodat a fost încheiat în interesul ambelor părţi. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 88).

Art. 1567. — Dacă lucrul s'a preţuit când s'a împrumutat, atunci, pentru pierderea lui, căşunată chiar prin caz fortuit, rămâne

1, 2, 3) Credem că din eroare de copist fraza s'a alcătuit astfel cum figurează în acest articol; ea ar fi trebuit să fie astfel: „*sau* dacă el neputând scăpa *decât* unul din două lucruri, *a preferit* pe al său", cum e în textul francez şi în acel italian corespunzător.

răspunzător comodatarul, întru cât nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 969, 1083, 1245, 1509, 1562; Civ. Fr. 1883).

Text. fr. Art. 1883. — Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

Doctrină.

1. Prețuirea lucrului dat în comodat nu transmite proprietatea lucrului către comodatar, ci rămâne tot comodantului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 83 bis; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 97; Dalloz, Rép., Prêt, No. 92; Laurent, XXVI No. 475; Huc, XI, No. 161; Guillouard, Prêt, No. 43).

2. In caz de prețuire, comodatarul nu ar putea ca la finele contractului să reție lucrul plătind costul prețuirii, deoarece obligația de restituire nu a devenit alternativă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 83 bis; Pont, I, No. 97; Dalloz, Rép., Prêt, No. 93; Huc, XI, No. 163; Guillouard, Prêt, No. 43).

3. Rațiunea dispozițiilor art. 1883 c. civ. fr. (1567 c. civ. rom.) este că comodantul este prezumat că a luat precauțiunea prețuirii pentru a fi garantat de restituirea lucrului și a prețului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 90; Suppl., Prêt, No. 16; Laurent, XXVI, No. 475; Baudry et Wahl, Prêt, No. 639; Guillouard, Prêt, No. 42; Planiol, II, No. 2056; Alexandresco, IX, p. 648, 649).

4. Comodatarul nu va răspunde de cazurile fortuite când va prevede în contract că nu-și ia această răspundere cu toate că s'a făcut prețuirea lucrului dat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 90; Huc, XI, No. 161).

5. In acest caz, prețuirea va avea de scop a servi ca bază la calcularea daunelor-interese dacă lucrul ar pieri din culpa comodatarului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 91; Alexandresco, IX, p. 648, 649).

Art. 1568. — Dacă lucrul se deteriorează cu ocaziunea întrebuințării pentru care s'a dat cu împrumutare, și fără culpă din partea comodatarului, acesta nu e răspunzător. (Civ. 998 urm., 1102; Civ. Fr. 1884).

Text. fr. Art. 1884. — Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été emprunté, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

Doctrină.

1. Pentru ca dispozițiile art. 1884 c. civ. fr. (1568 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuește ca întrebuințarea făcută de comodatar să fie pentru uzul determinat prin convenție sau prin natura lucrului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 95).

2. De asemenea, trebuește ca întrebuințarea să fie normală, cum ar face-o un bun proprietar cu lucrul său propriu. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 95; Guillouard, Prêt, No. 35).

Art. 1569. — Comodatarul făcând spese necesare la uzul lucrului împrumutat, nu poate să le repete [1]). (Civ. 1561, 1574; Civ. Fr. 1886).

Text. fr. Art. 1886. — Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

Doctrină.

1. Comodatarul este obligat să facă cheltuielile necesare cu lucrul luat în comodat. Astfel, de exemplu dacă a luat în comodat un cal, este obligat să-l hrănească și să-l pue la adăpost. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 87 bis; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 69; Dalloz, Rép., Prêt, No. 133; Baudry et Wahl, Prêt, No. 667; Guillouard, Prêt, No. 45; Alexandresco, IX, p. 659, 660).

2. De asemenea, comodatarul unei case este obligat să facă reparațiile locative. (Pont, I, No. 69).

1) Cuvântul „*repete*" însemnează „*a cere înapoi*", „*a cere îndărăt*".

Art. 1570. — Comodatarul nu [1]) poate să reţină lucrul sub cuvânt de compensaţiune pentru creanţa ce are asupra comodantului. (Civ. 1145, 1147, 1574, 1619, 1730; Civ. Fr. 1885).

Text. fr. Art. 1885. — L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

Bibliografie (continuare).

RAICEA I. DEM., *Notă* sub Judec. ocol rural Bârca-Dolj, 254/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1721.

Doctrină.

1. Cuvântul: „nu" lipseşte din unele ediţii ale codului, însă el figurează în manuscrisul original al codului civil. (Alexandresco„ IX p. 661, text şi nota 4, 662).

2. In cazul când lucrul dat în comodat a pierit sau s'a deteriorat din culpa comodatarului, care este la rândul său creditor al unei sume exigibile contra comodantului, compensaţia se va putea produce între aceste două creanţe. (Pont, I, No. 99; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 85 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 392, text şi nota 6, p. 597; Dalloz, Rép., Prêt, No. 121; Suppl., Prêt, No. 22; Baudry et Wahl, Prêt, No. 670; Guillouard, Prêt, No. 53; Alexandresco, IX, p. 662).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Conform art. 1570 codul civil, comodatarul nu poate reţine lucrul dat în comodat sub cuvânt de compensaţie, pentru vreo creanţă ce ar avea contra comodantului.

In adevăr, comodatul având de obiect un „corp cert", un lucru nefungibil, compensaţia devine imposibilă, deoarece art. 1145 codul civ. statuiază că compensaţia nu operează decât între două datorii care deopotrivă au de obiect o sumă de bani sau o cantitate de lucruri fungibile de aceeaşi speţă. Esenţa comodatului fiind restituţia aceluiaşi lucru care a fost dat ca atare, restituirea unui lucru de aceeaşi natură, ar exclude existenţa contractului de comodat însuşi şi ar da naştere unui „mutuum". Nefiind deci lucru fungibil, compensaţia nu poate avea loc. (Judec. ocol Bârca-Dolj 254 din 24 Iulie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1721).

Art. 1571. — Dacă mai multe persoane au luat împreună cu împrumut tot acelaş lucru, ele sunt solidar obligate către comodant. (Civ. 1003, 1039, 1041, 1044, 1061, 1062, 1065, 1543; Civ. Fr. 1887).

Text. fr. Art. 1887. — Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

Doctrină.

1. Obligaţia prevăzută de art. 1887 c. civ. fr. (1571 c. civ. rom.), este considerată ca o obligaţie solidară propriu zisă, o obligaţie solidară legală, iar nu ca o obligaţie in solidum. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1468).

2. In cazul când lucrul a fost dat în comodat unei singure persoane care a încetat din vieaţă lăsând mai mulţi moştenitori, nu există solidaritate între aceşti moştenitori. (Pont. Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 106; Dalloz, Rép., Prêt, No. 98; Baudry et Wahl, Prêt, No. 662; Guillouard, Prêt, No. 44; Alexandresco, IX, p. 658).

CAPITOLUL III.

Despre obligaţiunile comodantului.

Art. 1572. — Comodantul nu poate să ia îndărăt lucrul împrumutat, înainte de trecerea termenului cuvenit [2]), sau, în lipsă

---

1) In colecţiile de legi: Boerescu şi Gheţu, acest „*nu*" lipseşte schimbând sensul art. 1570. El există însă atât în textul publicat în „Monitorul Oficial", cât şi în ediţia oficială, precum şi în colecţia Şerbescul; de altfel textul art. 1885 francez după care e luat, cuprinde această particulă: „*L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit*".

2) Din eroare se zice „*cuvenit*" în loc de „*convenit*" după cum este şi în textul francez.

de convențiune, înainte de a fi servit la trebuința pentru care s'a dat cu împrumut. (Civ. 969, 1022 urm., 1573, 1581, 1584; C. com. 713, 714; Civ. Fr. 1888).

Text. fr. Art. 1888. — Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Comodantul are obligația negativă de a nu turbura nici împiedeca pe comodatar în folosința lucrului împrumutat, pe tot timpul convenit. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 90; Dalloz, Prêt, No. 131; Suppl., Prêt, No. 23; Baudry et Wahl, Prêt, No. 663; Guillouard, Prêt, No. 55; Alexandresco, IX, p. 654, 658).

2. Spre deosebire de locațiune, comodantul și moștenitorii săi nu sunt răspunzători de turburarea comodatarului în folosința sa, adusă de terți. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 104, 132; Baudry et Wahl, Prêt, No. 663).

3. Dacă însă comodantul a fost de rea credință, cum ar fi de exemplu când el putea prevedea evicțiunea la încheierea contractului, el va fi răspunzător de turburarea adusă de terți. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 132).

4. Comodatarul este obligat, în principiu, să restitue lucrul împrumutat la termenul convenit. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 111; Suppl., Prêt, No. 17; Alexandresco, IX, p. 654).

5. La ziua convenită comodatarul este de drept în întârziere să predea lucrul așa încât din această zi el este răspunzător de cazurile fortuite. (Dalloz, Rép., Prêt, 110, 111).

6. In cazul când la termenul convenit comodatarul nu s'a folosit încă de lucru, el nu poate cere prelungirea termenului nici chiar pentru puțin timp. (Troplong, Prêt, No. 148, 149; Dalloz, Rép., Prêt, No. 101, 102; Laurent, XXVI, No. 477; Alexandresco, IX, p. 656; Comp., Contra: Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 111).

7. In cazul când comodatarul a terminat să se folosească de lucru înainte de expirarea termenului convenit, el trebue să restitue lucrul împrumutat, deoarece obligația comodantului este fără cauză. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 103; Baudry et Wahl, Prêt, No. 652; Guillouard, Prêt, No. 46; Alexandresco, IX, p. 655).

8. In cazul când lucrul împrumutat este de o folosință permanentă și nu s'a fixat niciun termen pentru restituire, tribunalele vor aprecia termenul contractului. (Pont, I, No. 114; Laurent, XXVI, No. 478; Baudry et Wahl, Prêt, No. 654; Alexandresco, IX, p. 655).

9. Lucrul dat în comodat va trebui restituit comodantului sau acelui ce-l reprezintă. (Pont, I, No. 83; Dalloz, Rép., Prêt, No. 112; Baudry et Wahl, Prêt, No. 659; Guillouard, Prêt, No. 50; Alexandresco, IX, p. 657).

10. Comodatarul va trebui să restitue lucrul împrumutat în locul convenit, dacă s'a fixat astfel prin convenție. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 114; Alexandresco, IX, p. 657).

11. In cazul când nu s'a fixat un loc pentru restituire, predarea lucrului împrumutat se va face la domiciliul comodantului sau dacă comodatul nu s'a făcut la acest domiciliu, atunci predarea se va face la locul unde se găsea lucrul în momentul comodatului. (Troplong, Prêt, No. 108; Pont, I, No. 84; Dalloz, Rép., Prêt, No. 114; Suppl., Prêt, No. 20; Baudry et Wahl, Prêt, No. 660; Guillouard, Prêt, No. 50; Alexandresco, IX, p. 657).

12. Comodatarul nu se poate dispensa de restituirea lucrului împrumutat sub cuvânt că comodantul nu este proprietarul lui, cât timp acest lucru nu este reclamat de un terț. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 123; Baudry et Wahl, Prêt No. 621, 659; Guillouard, Prêt, No. 17, 50).

13. In cazul când lucrul împrumutat a fost poprit în mâinile comodatarului, el nu poate restitui lucrul comodantului până ce nu se va ridica poprirea. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 123).

14. In cazul când comodatarul descoperă că lucrul este furat, el este obligat să înștiințeze pe adevăratul proprietar ca să reclame într'un anumit termen iar dacă acesta nu face reclamația, comodatarul nu poate fi făcut răspunzător dacă a restituit lucrul la termenul convenit. Dacă comodatarul nu face înștiințare, este răspunzător către adevăratul proprietar. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 41, 124; Baudry et Wahl, Prêt, No. 621, 659; Guillouard, Prêt, No. 17, 50; Alexandresco, IX, p. 645, 657).

15. Comodatarul sau moștenitorii săi

nu pot prescrie lucrul dat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 125; Baudry et Wahl, Prêt, No. 661; Alexandresco, IX, p. 657).

16. Dacă însă lucrul împrumutat nu se mai află în mâinile comodatarului sau a pierit prin culpa sa, acțiunea comodantului se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 125; Comp.: Alexandresco, IX, p. 657).

Art. 1573. — Dacă însă în curgerea termenului sau mai înainte de a se fi îndestulat trebuința comodatarului, comodantul însuși ar cădea în o trebuință mare și neprevăzută de acel lucru, judecătorul poate, după împrejurări, să oblige pe comodatar la restituțiune. (Civ. 969, 1023, 1572; Civ. Fr. 1889).

Text. fr. Art. 1889. — Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

Doctrină

1. Pentru ca dispozițiunile art. 1889 c. civ. fr. (1573 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuește ca comodantul să se afle într'o trebuință grabnică și neprevăzută de lucrul împrumutat. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 118; Dalloz, Rép., Prêt, No. 107; Laurent, XXVI, No. 479; Guillouard, Prêt, No. 48).

2. Trebuința comodantului nu ar fi grabnică dacă ar putea întrebuința un alt lucru de aceeași specie cu lucrul dat în comodat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 107).

3. In cazul când restituirea ar cauza o mare pagubă pentru comodatar, acesta poate fi autorizat să procure cu cheltuiala sa comodantului un lucru similar cu cel împrumutat până când va restitui lucrul. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 107).

4. In cazul prevăzut de art. 1889 c. civ. fr. (1573 c. civ. rom.), tribunalul nu este obligat să ordone restituirea lucrului împrumutat, ci legea îi dă o putere suverană de apreciere. (Pont, I, No. 118; Laurent, XXVI, No. 479; Baudry et Wahl, Prêt, No. 656; Alexandresco, IX, p. 656).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă nevoia comodantului este serioasă. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 656; Guillouard, Prêt, No. 48; Alexandresco, IX, p. 656).

Art. 1574. — Dacă în curgerea termenului, împrumutatul a fost silit, pentru păstrarea lucrului, să facă oarecari spese extraordinare, necesare și așa de urgente încât să nu fi putut preveni pe comodant, acesta va fi dator a i le înapoia. (Civ. 1569, 1618, 1730; Civ. Fr. 1890).

Text. fr. Art. 1890. — Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir la prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

Doctrină.

1. Cheltuelile de care se ocupă art. 1890 c. civ. fr. (1574 c. civ. rom.), sunt acele necesare pentru conservarea lucrului împrumutat și care cad în sarcina comodantului, care este proprietarul lucrului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 393, p. 597; Dalloz, Rép., Prêt, No. 134, 135; Alexandresco, IX, p. 658, 659).

2. Comodantul nu are dreptul să delase lucrul împrumutat pentru a se descărca de obligația de a plăti cheltuielile de conservare comodatarului. (Troplong, Prêt, No. 162; Pont, I, No. 123; Dalloz, Rép., Prêt, No. 119, 136; Suppl., Prêt, No. 25; Baudry et Wahl, Prêt, No. 668; Guillouard, Prêt, No. 57; Alexandresco, IX, p. 660).

3. Comodatarul nu are dreptul, după o părere, să ceară dela comodant să-i restitue cheltuielile utile ce le-ar fi făcut, deoarece nu este obligat a le face. (Guillouard, Prêt, No. 56).

4. După a doua părere, în acest caz, comodatarul va avea dreptul la plus-valută. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 666; Alexandresco, IX, p. 659).

5. După a treia părere, dacă voiește să facă o cheltuială utilă, comodatarul va trebui să înștiințeze despre aceasta pe

comodant, Dacă nu-l înştiinţează, el va putea acţiona pe comodant ca un gestionar de afaceri. (Pont, I, No. 122).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă cheltuielile făcute de comodatar sunt pentru întrebuinţarea lucrului sau extraordinare. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 134; Laurent, XXVI, No. 482).

7. Comodatarul are dreptul de retenţiune până la restituirea cheltuielilor de conservare. (Duvergier, VI, No. 91; Troplong, Prêt, No. 128; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 85 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 392, text şi nota 4, p. 596; Dalloz, Rép., Prêt, No. 118; Suppl., Prêt, No. 21; Huc, XI, No. 165; Baudry et Wahl, Prêt, No. 669; Guillouard, Prêt, No. 52; Planiol, II, No. 2059, 2521; Contra: Pont, I, No. 101 urm.; Laurent, XXVI, No. 480; Alexandresco, IX, p. 661).

8. Comodatarul are privilegiul cheltuelilor făcute pentru conservarea lucrului. (Pont, I, No. 104; Laurent, XXVI, No. 480; Huc, XI, No. 165; Baudry et Wahl, Prêt, No. 669; Guillouard, Prêt, No. 61; Alexandresco, IX, p. 660, 661).

Art. 1575. — Dacă lucrul împrumutat are aşa defect, încât să poată dauna pe acel ce se serveşte de dânsul, comodantul rămâne răspunzător de daune dacă, cunoscând acele defecte, nu a prevestit pe comodatar. (Civ. 998, 1352 urm., 1388 urm., 1580; Civ. Fr. 1891).

Text. fr. Art. 1891. — Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

Doctrină.

1. Comodantul, spre deosebire de vânzător şi de locator, nu răspunde pentru viciile ascunse ale lucrului, pe care nu le cunoştea. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 128; Vices rédhibitoires, No. 43; Comp.: Alexandresco, IX, p. 662).

2. Comodantul nu are nicio răspundere dacă a prevenit pe comodatar de viciile lucrului împrumutat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 130).

3. Comodantul nu este răspunzător când viciile lucrului împrumutat sunt cunoscute de comodatar sau ele sunt aparente şi puteau fi cunoscute de el dacă inspecta lucrul. (Troplong, Prêt, No. 168; Pont, I, No. 130; Dalloz, Rép., Prêt, No. 130; Suppl., Prêt, No. 24; Laurent, XXVI, No. 483; Huc, XI, No. 165; Baudry et Wahl, Prêt, No. 673; Guillouard, Prêt, No. 59; Alexandresco, IX, p. 663).

4. In cazul când comodantul, cunoscând viciile ascunse ale lucrului nu înştiinţează pe comodatar, comite un dol sau o greşeală gravă asimilată cu dolul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 393, p. 598; Dalloz, Rép., Prêt, No. 128; Alexandresco, IX, p. 662).

5. Dacă comodantul împrumută cu ştiinţă lucrul altuia, el poate fi condamnat la despăgubiri către comodatar, când i se reclamă lucrul de adevăratul proprietar şi trebue să-l restitue pe neaşteptate, încercând un prejudiciu. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV., § 393, text şi nota 4, p. 598; Huc, XI, No. 165; Guillouard, Prêt, No. 60; Baudry et Wahl, Prêt, No. 675; Alexandresco, IX, p. 663).

TITLUL XI.

Despre împrumut.

CAPITOLUL I.

Despre natura împrumutului.

Art. 1576. — Imprumutul este un contract prin care una din părţi dă celeilalte oarecare cătime de lucruri, cu îndatorire pentru dânsa de a restitui tot atâtea lucruri de aceeaş specie şi calitate. (Civ. 526, 1103 urm., 1145 § 1, 1509, 1584 urm.; C. com. 601 urm.; Legea Timbr. 33 § 2, 39 § 30; Civ. Fr. 1892; Civ. Ital. 1819).

Text. fr. Art. 1892. — Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se con-

somment par l'usage, à la charge, par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

Text Ital. Art. 1819. — Il mutuo o prestito di consumazione è un contratto, per cui una delle parti consegna all'altra una data quantita di cose, coll'obligo nell'ultima di restituire altrettanto dela medesima specie e qualità di cose.

Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Notă* sub Trib. Oradea-Mare, 3723 din 31 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 210.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Imprumutul, mutuum, — zis împrumutul de consumaţie în dreptul francez — este un contract unilateral deoarece numai împrumutatul contractează obligaţia de restituire, iar împrumutătorul nu contractează nicio obligaţie către împrumutat. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 144; Dalloz, Rép., Prêt, No. 171; Suppl., Prêts, No. 26, 35; Laurent, XXVI, No. 485; Baudry et Wahl, Prêt, No. 736, 738; Guillouard, Prêt, No. 72; Alexandresco, IX, p. 668, 669).

2. După altă părere, împrumutul este un contract sinalagmatic imperfect, deoarece împrumutătorul este obligat să lase împrumutatului lucrurile împrumutate până la expirarea termenului. (Duvergier, VI, No. 191; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 394, nota 1, p. 598).

3. După a treia părere, împrumutul este un contract sinalagmatic perfect. (Larombière, Obligations, Art. 1102—1106, No. 2).

4. Imprumutul nu devine un contract sinalagmatic chiar dacă pentru garantarea lui s'a dat un amanet pe care împrumutătorul este obligat să-l restitue la plata sumei împrumutate. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 737; Guillouard, Nantissement, No. 24).

5. Contractul de împrumut, ca şi comodatul, este un contract de binefacere, gratuit. (Pont, I, No. 146; Dalloz, Rép., Prêt, No. 172; Laurent, XXVI, No. 489; Baudry et Wahl, Prêt, No. 711; Guillouard, Prêt, No. 73; Alexandresco, IX, p. 669).

6. Gratuitatea împrumutului nu este de esenţa lui şi împrumutătorul poate avea avantaje la încheierea acestui contract, care se transformă în acest caz în împrumut cu dobândă. (Pont, I, No. 146; Laurent, XXVI, No. 489; Baudry et Wahl, Prêt, No. 711; Guillouard, Prêt, No. 73; Alexandresco, IX, p. 669).

7. Pentru ca să existe împrumut, trebueşte ca lucrurile să fie împrumutate pentru a fi consumate. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 140; Alexandresco, IX, p. 670).

8. In cazul contrar nu ar exista împrumut, ci comodat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 394, text şi nota 2, p. 599; Dalloz, Rép., Prêt, No. 140; Alexandresco, IX, p. 670).

9. Lucrurile se pot consuma natural, civil sau prin schimbare de formă. (Dalloz, Rép., Prêt, 173; Alexandresco, IX, p. 670).

10. Contractul de împrumut se formează numai prin tradiţiunea lucrului care îi face obiectul. (Pont, I, No. 136; Dalloz, Rép., Prêt, No. 141; Suppl., Prêt, No. 27; Laurent, XXVI, No. 486; Huc, XI, No. 168; Baudry et Wahl, Prêt, No. 700; Guillouard, Prêt, No. 67, 68, 69; Alexandresco, IX, p. 670, 671).

11. Promisiunea de împrumut nu constitue un împrumut propriu zis care se formează numai prin tradiţia lucrului. (Pont, I, No. 137; Dalloz, Rép., Prêt, No. 141).

12. Simpla promisiune de împrumut acceptată este obligatorie. (Huc, XI, No. 168; Baudry et Wahl, Prêt, No. 701; Guillouard, Prêt, No. 68).

13. In acest caz dacă împrumutătorul nu-şi execută obligaţia poate fi condamnat la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 142).

14. După altă părere, în acest caz împrumutătorul va fi condamnat numai la plata de dobânzi legale. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 703, 741; Comp.: Alexandresco, IX, p. 677).

15. Pentru existenţa contractului de împrumut trebueşte consimţimântul ambelor părţi. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 165; Alexandresco, IX, p. 674).

16. Pentru contractul de împrumut se cere capacitatea de a contracta şi a înstrăina. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 177; Alexandreso, IX, p. 674).

17. Imprumutătorul trebueşte să aibă capacitatea de a înstrăina. (Pont, I, No. 159; Dalloz, Rép., Prêt, No. 177; Laurent, XXVI, No. 492; Huc, XI, No. 170; Baudry et Wahl, Prêt, No. 715; Guillouard, Prêt, No. 77; Planiol, II, No. 2064; Alexandresco, IX, p. 673, 674).

18. Imprumutătorul trebueşte să fie proprietarul lucrului care face obiectul împrumutului. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 715; Guillouard, Prêt, No. 77; Planiol, II, No. 2064; Alexandresco, IX, p. 672).

19. Nulitatea unui împrumut este relativă şi nu poate fi cerută decât de incapabili sau de reprezenanţii săi legali. (Pont, I, No. 166; Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 34; Laurent, XXVI, No. 497; Baudry et Wahl, Prêt, No. 716 ter; Alexandresco, IX, p. 674, 675).

20. Imprumutatul trebueşte să fie capabil a se obliga. (Pont, I, No. 163; Dalloz, Rép., Prêt, No. 177; Laurent, XXVI, No. 500; Baudry et Wahl, Prêt, No. 718; Guillouard, Prêt, No. 78; Planiol, II, No. 2065; Alexandresco, IX, p. 675).

21. Nulitatea unui împrumut făcut de un incapabil sau pentru un incapabil fără îndeplinirea formalităţilor legale este relativă şi nu poate fi invocată decât de el sau de reprezentantul său. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 721; Alexandresco, IX, p. 676, 677).

22. Dacă se pronunţă nulitatea, incapabilul nu este obligat faţă de împrumutător decât în măsura în care s'a îmbogăţit, afară de cazul de dol. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 721; Guillouard, Prêt, No. 78).

23. Imprumutul nu poate fi făcut sub condiţiune ilicită sau imposibilă şi trebueşte să aibă o cauză şi un obiect licit. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 732; Alexandresco, IX, p. 673).

24. Contractul de împrumut fiind un contract unilateral nu e supus formalităţii dublului exemplar însă este supus formulei: „bun şi aprobat“ dacă e făcut prin înscris sub semnătură privată. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 713; Guillouard, Prêt, No. 72; Alexandresco, IX, p. 677).

25. Contractul de împrumut va fi dovedit potrivit regulelor de drept comun. (Alexandresco, IX, p. 677).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Contractul numit în limbajul comun „depozit“, încheiat între o bancă şi depunătorul unei sume de bani, prin care banca are dreptul a se folosi de suma depusă plătind depunătorului procente, cu obligaţia de a-i restitui monete de acelaşi gen, calitate şi cantitate, este în realitate un împrumut.

Atât proprietatea banilor cât şi riscurile trec asupra împrumutătorului, care este obligat a restitui la cerere întreaga sumă depusă.

In consecinţă, taxa de 5% reţinută de Comisiunile financiare cu prilejul schimbului coroanelor în scop de a acoperi cheltuielile făcute cu schimbul, trebue suportată de banca împrumutată, iar nu de împrumutător. (Trib. Oradea-Mare, 3723 din 31 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 210).

2. A se vedea: art. 1024, nota 2.

Art. 1577. — In puterea împrumutului, împrumutatul devine proprietarul lucrului primit care, pierind, fie în orice mod, piere în contul său. (Civ. 971, 1074, 1095, 1562, 1578, 1610, 1909; Civ. Fr. 1893).

Text. fr. Art. 1893. — Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE. *Notă* sub Trib Oradea-Mare, 3723 din 31 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 210.

Doctrină.

1. Pierderea îl priveşte pe împrumutat numai din momentul tradiţiei lucrului, deoarece numai prin această tradiţie se transferă proprietatea. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 143; Alexandresco, IX, p. 671, 673).

2. Chiar dacă tradiţiunea s'ar fi făcut unui terţ, din acest moment împrumutatul devine proprietarul lucrului împrumutat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 394, text şi nota 3, p. 599; Baudry et Wahl, Prêt, No. 708; Alexandresco, IX, p. 671).

3. Imprumutul lucrului altuia este atins de nulitate. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 726; Alexandresco, IX, p. 672).

4. Adevăratul proprietar al lucrului împrumutat poate să-l revendice dela împrumutat, fără să fie nevoie să ceară nulitatea împrumutului care este inexistent

pentru el. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 31; Laurent, XXVI, No. 493; Baudry et Wahl, Prêt, No. 726; Guillouard, Prêt, No. 75; Alexandresco, IX, p. 672).

5. Imprumutatul se poate însă apăra prin excepţiunea prevăzută de art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), dacă e de bună credinţă, afară de cazul când lucrurile au fost pierdute sau furate. (Pont, I, No. 155; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 96 bis, IV; Dalloz, Rép., Prêt, No. 155; Suppl., Prêt, No. 31; Laurent, XXVI, No. 495; Baudry et Wahl, Prêt, No. 730; Guillouard, Prêt, No. 75; Planiol, II, No. 2064; Alexandresco, IX, p. 672).

6. Faţă de împrumutat, împrumutul lucrului altuia este atins de nulitate, care poate fi cerută de el. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 32; Laurent, XXVI, No. 493; Huc, XI, No. 169; Baudry et Wahl, Prêt, No. 726; Guillouard, Prêt, No. 75; Alexandresco, IX, p. 672).

7. Imprumutătorul lucrului altuia nu poate cere nulitatea împrumutului. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 32; Laurent, XXVI, No. 493; Huc, XI, No. 169; Guillouard, Prêt, No. 75; Contra: Baudry et Wahl, Prêt, No. 729; Alexandresco, IX, p. 672).

8. Pierderea lucrului împrumutat, chiar prin forţa majoră, este în sarcina împrumutatului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 196).

9. In cazul când lucrul împrumutat este al altuia, pierderea priveşte pe împrumutător, deoarece împrumutatul putea cere anularea împrumutului. (Laurent, XXVI, No. 499; Alexandresco, IX, p. 673).

Art. 1578. — Obligaţiunea ce rezultă din un împrumut în bani este totdeauna pentru aceeaş sumă numerică arătată în contract.

Intâmplându-se o sporire sau o scădere a preţului monetelor, înainte de a sosi epoca plăţii, debitorul trebue să restituiască suma numerică împrumutată şi nu este obligat a restitui această sumă decât în speciile aflătoare în curs în momentul plăţii. (Civ. 1579; C. Com. 41; Civ. Fr. 1895).

Text. fr. Art. 1895. — L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le debiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

Bibliografie (continuare).

VERMEULEN H. JEAN, *Observaţie* sub Trib. Civil Verviers S. I, 20 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 112.

Doctrină.

1. Dacă împrumutul are de obiect o sumă de bani, restituirea va trebui să se facă în monete de aur sau argint, având curs legal în ţară în momentul facerii plăţii. (Alexandresco, IX, p. 690, 691).

2. Dispoziţia art. 1895 c. civ. fr. (1578 c. civ. rom.), este generală iar nu specială la împrumut. (Alexandresco, IX, p. 691).

3. Dacă se întâmplă o sporire sau o scădere a preţului monetelor înainte de plată, debitorul va trebui să restitue suma în monete aflate în curs în momentul facerii plăţii. (Alexandresco, IX, p. 691, 692).

4. Dispoziţia art. 1895 c. civ. fr. (1578 c. civ. rom.), este excepţională şi nu se aplică atunci când schimbarea cursului monetelor a avut loc după expirarea termenului împrumutului şi după ce debitorul a fost pus în întârziere să plătească, caz în care se restitue adevărata valoare a sumei împrumutate. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 211; Alexandresco, IX, p. 693).

5. Dispoziţia art. 1895 c. civ. fr. (1578 c. civ. rom.), nu-şi găseşte aplicaţiunea când părţile au hotărît prin convenţia lor modul cum trebueşte să se facă restituirea sumei împrumutate, ceea ce pot s'o facă în mod valabil, deoarece nu e o chestie de ordine publică. (Alexandresco, IX, p. 693).

Art. 1579. — Regula cuprinsă în art. precedent nu se va aplica la împrumuturi de vergi metalice sau producte [1]).

1) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „*sau producte*".

In acest caz, debitorul nu trebue să restituiască decât aceeaş calitate şi cantitate, oricare ar fi suirea sau scăderea preţului lor.

Asemenea, când s'a făcut împrumutul în monete de aur ori argint şi s'a stipulat o restituţiune în aceeaş specie şi calitate, sau se va altera valoarea intrinsecă a monetelor, sau nu se vor putea găsi, sau vor fi scoase din curs, se va restitui echivalentele preţului intrinsec ce acele monete avuseseră în timpul în care au fost împrumutate [1]). (Civ. 1082, 1100, 1106, 1578; C. com. 41, 315; Cod Calimach § 1328, 1329; Civ. Fr. 1896, 1897; Civ. Ital. 1822 § ultim).

Text. fr. Art. 1896. — La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt à été fait en lingots.

Text. fr. Art. 1897. — Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

Text. Ital. Art. 1822. — La regola contenuta nel precedente articolo non ha luogo, quando siansi somministrate monede d'oro o d'argento, e ne sia stata patuita la restituzione nella medesima specie e quantità.

Se viene alterato il valore intrinseco delle monete, o queste non si possono ritrovare, o sono messe fuori di corso, si rende l'equivalente al valore intrinseco che le monete avevano al tempo in cui furono mutuate.

Bibliografie (continuare).

MAVROJANNI AL., *Notă* sub Trib. Ilfov S. III, 1088 din 10 Iulie 1925, Curier Jud. 1/1926.

Doctrină.

1. Textul francez corespunzător, art. 1896 c. civ. fr., nu vorbeşte de producte, ci numai de vergi metalice, însă despre producte vorbeşte art. 1897 c. civ. fr. (1579 § 2 c. civ. rom.) aşa că aceeaşi soluţie se admite în Franţa în privinţa productelor. (Alexandresco, IX, p. 688, nota 1).

2. Potrivit dispoziţiunilor art 1579 § ultim, regula din art. 1578 c. civ. rom., nu este aplicabilă când s'a făcut împrumutul în monete de aur sau argint şi s'a stipulat ca restituirea să se facă în monete de aceeaşi specie şi calitate dacă se va altera valoarea lor intrinsecă, dacă nu se vor mai putea găsi sau dacă se vor scoate din curs, cazuri în care se va restitui echivalentul preţului intrinsec, adică valoarea metalică, iar nu aceea a cursului comercial, ce monetele împrumutate aveau în momentul facerii împrumutului. (Alexandresco, IX, p. 694).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Articolul 1579 din codul civil, nu se aplică decât la contractele de împrumut. (Trib. Ilfov, s. III. c. c. 1088 din 10 Iulie 1925, Curier Jud. 1/1926).

2. A se vedea: art. 977, nota 12.

CAPITOLUL II.

Despre obligaţiunea împrumutătorului.

Art. 1580. — Imprumutătorul este supus la răspunderea prevăzută la articolul 1575 pentru comodat. (Civ. 1575; Civ. Fr. 1898).

Text. fr. Art. 1898. — Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

---

1) In textul art. francez lipseşte acest ultim alineat. Cuprinsul acestui alineat este luat din § 1328 şi 1329 din Codul Calimach.

Doctrină.

1. Imprumutătorul este obligat să facă cunoscut împrumutatului, viciile lucrului împrumutat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 179; Alexandresco, IX, p. 678).

2. Imprmutătorul poate fi obligat să despăgubească pe împrumutat pentru prejudiciul cauzat de viciile ascunse ale lucrului împrumutat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 180; Suppl., Prêt, No. 36; Baudry et Wahl, Prêt, No. 744; Guillouard, Prêt, No. 100; Alexandresco, IX, p. 678).

3. Imprumutătorul nu este răspunzător de viciile ascunse pe care nu le-a cunoscut. (Dalloz, Rép., Prét, No. 181; Alexandresco, IX, p. 678).

4. In cazul când împrumutul procură un avantaj împrumutătorului, după o părere, el este răspunzător chiar pentru viciile pe care nu le cunoaşte. (Pont, I, No. 173; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 395, text şi nota 3, p. 600; Laurent, XXVI, No. 501; Huc, XI, No. 180).

5. După altă părere, chiar în acest caz, împrumutătorul nu poate fi obligat la despăgubiri. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 728, 746; Guillouard, Prêt, No. 101; Comp.: Alexandresco, IX, p. 678).

6. Imprumutătorul nu este răspunzător de viciile aparente ale lucrului împrumutat. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 745; Guillouard, Prêt, No. 101; Alexandresco, IX, p. 678).

Art. 1581. — Imprumutătorul nu poate, mai înainte de termen, să ceară lucrul împrumutat. (Civ. 1023, 1025, 1572, 1573, 1584; Civ. Fr. 1899).

Text. fr. Art. 1899. — Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

Doctrină.

1. Imprumutătorul nu poate cere restituirea lucrului împrumutat înainte de termenul convenit, chiar dacă ar avea o nevoie urgentă şi neprevăzută. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 106 bis; Pont, I, No. 175; Dalloz, Rép., Prêt, No. 185; Suppl., Prêt, No. 37; Laurent, XXVI, No. 502; Huc, XI, No. 172; Baudry et Wahl, Prêt, No. 775; Guillouard, Prêt, No. 104; Alexandresco, IX, p. 679).

2. Imprumutatul este decăzut din beneficiul termenului, ca orice debitor, în caz de faliment sau insolvabilitate. (Troplong, Prêt, No. 259; Pont, I, No. 176; Dalloz, Rép., Prêt, No. 186; Baudry et Wahl, Prêt, No. 771; Guillouard, Prêt, No. 103; Alexandresco, IX, p. 679).

3. De asemenea, dacă prin faptul său a micşorat siguranţele pe care le dăduse prin contract sau nu le dă pe cele pe care le-a promis. (Troplong, Prêt, No. 259; Pont, I, No. 176; Dalloz, Rép., Prêt, No. 187; Baudry et Wahl, Prêt, No. 771; Guillouard, Prêt, No. 103; Alexandresco, IX, p. 679).

4. Părţile pot conveni, că dacă împrumutatul nu va plăti dobânzile, va fi reziliat contractul sau va fi decăzut din beneficiul termenului. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 36; Suppl., Prrêt a intérêt, No. 32; Alexandresco, IX, p. 677, 679).

5. In cazul ajungerii termenului, tribunalele pot acorda termene mici pentru plată, luând în consideraţie poziţiunea debitorului şi uzând de această putere cu mare moderaţiune. (Pont, I, No. 177; Dalloz, Rép., Prêt, No. 190).

Art. 1582. — Nefiind defipt termenul restituţiunii, judecătorul poate să dea împrumutatului un termen potrivit cu împrejurările. (Civ. 1101, 1572, 1583; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1900).

Text. fr. Art. 1900. — S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

Doctrină.

1. In regulă generală când nu s'a prevăzut un termen, împrumutătorul nu poate cere restituirea imediată a lucrului împrumutat. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 188; Suppl., Prêt, No. 38; Baudry et Wahl, Prêt, No. 764; Guillouard, Prêt, No. 105; Alexandresco, IX, p. 679, 680).

2. Tribunalele pot, după împrejurări, să ordone restituirea imediată a lucrului împrumutat, deoarece dispoziţia art. 1900 c. civ. fr. (1582 c. civ. rom.), este facultativă, iar nu obligatorie pentru tribunale. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 188; Alexandresco, IX, p. 680).

3. Tribunalele când fixează termenul de plată pot obliga pe împrumutat să depue o cauţiune, dacă solvabilitatea s'a micşorat după încheierea contractului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 188; Alexandresco, IX, p. 680).

Art. 1583. — Dacă însă s'a stipulat numai ca împrumutatul să plătească când va putea sau când va avea mezii, judecătorul va prescrie un termen de plată, după împrejurări. (Civ. 1006, 1010, 1101; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1901).

Text. fr. Art. 1901. — S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Doctrină.

1. Tribunalul este obligat să fixeze un termen de plată când i se cere de debitor, însă durata termenului este lăsată la facultatea sa. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 191; Suppl., Prêt, No. 38; Alexandresco, IX, p. 681).

2. In cazul când s'a prevăzut în contract că debitorul va plăti când îi va permite poziția lui, tribunalele nu pot acorda niciun termen dacă creditorul dovedește că poziția debitorului îi permite a face plata. (Huc, XI, No. 172; Baudry et Wahl, Prêt, No. 767; Guillouard, Prêt, No. 107; Alexandresco, IX, p. 681).

3. In cazul când s'a stipulat în contract că debitorul va plăti când va putea, tribunalele vor examina dacă debitorul se află în situațiunea de a putea plăti datoria. (Troplong, Prêt, No. 261; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 303, text și nota 3 p. 87; Laurent, XXVI, No. 504; Huc, XI, No. 172; Baudry et Wahl, Prêt, No. 766; Guillouard, Prêt, No. 106; Alexandresco, IX, p. 681).

4. De asemenea, dacă s'a prevăzut în contract că debitorul va plăti când îi vor permite mijloacele, creditorul poate cere ca tribunalul să fixeze un termen pentru plată. (Guillouard, Prêt, No. 106; Alexandresco, IX, p. 681).

5. Dacă s'a prevăzut în contract că debitorul va plăti când va voi, tribunalul nu poate declara exigibilă creanța, deoarece plata este facultativă pentru debitor în tot timpul vieții sale. (Demolombe, XXV, No. 319; Pont, I, No. 181; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 303, nota 2, p. 86; Huc, XI, No. 173; Baudry et Wahl, Prêt, No. 768).

6. După altă părere, în acest caz, este un termen incert de plată iar nu o obligație sub condițiune potestativă, însă tribunalul va fixa un termen de plată, după împrejurări. (Alexandresco, IX, p. 681).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1362, nota 1.

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunea împrumutatului.

Art. 1584. — Imprumutatul este dator să restituiască lucrurile împrumutate în aceeaș cantitate și calitate, și la timpul stipulat. (Civ. 526, 1023, 1101, 1104, 1576, 1578, 1579, 1585 urm.; C. Com. 41, 315; Civ. Fr. 1902).

Text. fr. Art. 1902. — L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Imprumutatul trebuește să restitue lucruri de aceeași specie ca și cele împrumutate. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 748; Alexandresco, IX, p. 683).

2. In cazul când împrumutatul se obligă să restitue lucruri de altă specie decât cele pe care le-a primit, contractul încheiat nu este un împrumut, ci o vânzare sau un schimb. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 163; Alexandresco, IX, p. 683).

3. Imprumutatul trebue să se oblige să restitue lucruri în aceiași cotitate ce a primit-o. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 164; Alexandresco, IX, p. 683).

4. Imprumutatul trebuește să restitue lucruri de aceeași calitate și cantitate cum a primit. (Dalloz, Rép., Prét, No. 199,

200; Suppl., Prêt, No. 42; Alexandresco, IX, p. 683).

5. Restituirea va trebui să se facă la termenul convenit iar dacă nu s'a convenit niciun termen, el va fi fixat de tribunal. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 209; Suppl., Prêt, No. 41 44; Alexandresco, IX, p. 683).

6. In cazul când termenul a fost fixat în interesul împrumutatului, el poate plăti înainte de termen. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 210; Alexandresco, IX, p. 684).

7. Imprumutatul nu poate plăti înainte de termen dacă el a fost fixat în interesul împrumutătorului. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 210; Alexandresco, IX, p. 684).

8. In împrumutul cu dobândă prezumpţia este că el a fost fixat în interesul ambelor părţi. (Larombière, Obligations, Art. 1187, No. 4, 5; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 110 bis; Baudry et Wahl, Prêt, No. 776: Guillouard, Prêt, No. 93; Alexandresco, IX, p. 684).

9. Tribunalele vor aprecia în mod suveran în folosul cui a fost stipulat termenul şi dacă plata se poate face înainte de termen. (Huc, VII, No. 286; Baudry et Wahl, Prêt, No. 781; Alexandresco, IX, p. 684).

10. Părţile pot conveni că debitorul va putea plăti înainte de termen. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 787; Alexandresco, IX, p. 684).

11. Restituirea lucrului împrumutat va trebui să se facă la locul convenit de părţi. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 208; Alexandresco, IX, p. 684).

12. Când în convenţiune nu se prevede locul restituirii, după o părere, ea se va face la domiciliul creditorului. (Merlin, Répertoire, Prêt, § 2, No. 12).

13. După a doua părere, restituirea sumelor de bani se va face la domiciliul creditorului iar a lucrurilor fungibile celelalte se va face la locul unde s'a făcut împrumutul. (Pothier, Prêt, No. 43, 46).

14. După a treia părere, restituirea se face la locul unde s'a contractat împrumutul. (Baudry et Saignat, No. 789, 790).

15. După a patra părere, restituirea când împrumutul a fost cu titlu oneros se va face la domiciliul creditorului dar dacă împrumutul a fost cu titlu gratuit, restituirea se face la locul unde a fost contractat împrumutul. (Troplong, Prêt, No. 275 urm.; Pont, I, No. 215; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 109 bis; Dalloz, Rép., Prêt, No. 208; Suppl., Prêt, No. 43; Guillouard, Prêt, No. 94; Alexandresco, IX, p. 684, 685).

16. Imprumutatul, afară de clauza contrară, va trebui să suporte cheltuielile contractului de împrumut. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 800; Guillouard, Prêt, No. 87; Alexandresco, IX, p. 685).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. *a)* Când efectul cnvenţiunii de împrumut nu a fost subordonat de părţile contractante niciunui termen, clauza că plata se va face fie personal, fie din vânzarea imobilului, nu poate fi privită ca un termen;

b) In lipsa unui termen contractual nu se poate recunoaşte uneia din părţi, ca prin simpla sa voinţă să facă să înceteze efectul convenţiunii, ci în asemenea caz judecata poate să aprecieze şi să prescrie data când o convenţiune nu-şi mai poate produce efectul;

c) Creditorul, neadresându-se instanţelor judecătoreşti pentru fixarea unui termen de plată, voinţa sa unilaterală exprimată printr'o notificare, nu poate produce în drept efectul pretenţiunii exprimate. (C. Apel Bucureşti s. III, 341 din 11 Noemvrie 1925, Bul. C. Apel 2 din 1926).

2. A se vedea: art. 1024, nota 2.

Art. 1585. — Când este în neposibilitate de a îndeplini datoria prescrisă prin art. precedent, va plăti valoarea lor, calculată după timpul şi locul în care urma a se face restituţiunea.

Dacă nu s'a determinat nici timpul, nici locul plăţii împrumutului, plata urmează a se face de către împrumutat după valoarea curentă din timpul în care şi în locul unde s'a contractat. (Civ. 1104, 1584, 1586; Civ. Fr. 1903).

Text. Fr. Art. 1903. — S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

Bibliografie (continuare).

POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. I, 3224 din 4 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 65.

Doctrină.

1. Dispozițiile art. 1903 c. civ. fr. (1585 c. civ. rom.) se aplică numai când împrumutatul este în imposibilitate absolută de a restitui lucrul împrumutat, adică în cazul când toate lucrurile din genul celui împrumutat au dispărut. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 794; Guillouard, Prêt, No. 95; Alexandresco, IX, p. 685).

2. S'a admis însă că imposibilitatea de care vorbește art. 1903 c. civ. fr. (1585 c. civ. rom.) poate fi o simplă imposibilitate relativă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 110 bis; Pont, I, No. 199; Laurent, XXVI, No. 501; Baudry et Wahl, Prêt, No. 794).

3. După altă părere, imposibilitatea relativă nu poate fi admisă decât dacă împrumutatul, pentru a preda lucrurile în natură, ar încerca dificultăți grave care nu au putut intra în intențiunea părților contractate la data când a avut loc împrumutul. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 45; Guillouard, Prêt, No. 95; Alexandresco, IX, p. 685).

4. In cazul când împrumutatul deși se află în posibilitate a face restituirea refuză s'o facă, după o părere va fi obligat să plătească daune-interese. (Dalloz, Rép., Prêt, No. 212; Baudry et Wahl, Prêt, No. 796; Guillouard, Prêt, No. 95).

5. După altă părere, în acest caz se vor aplica dispozițiile art. 1903 c. civ. fr. (1585 c. civ. rom.). (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 110 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 395, nota 4, p. 600; Dalloz, Rép., Suppl., Prêt, No. 45; Huc, XI, No. 175).

6. In orice caz, împrumutătorul va putea să-și procure el însuși lucrurile ce trebuesc restituite pe contul debitorului. (Troplong, Prêt, No. 284; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 110 bis; Pont, I, No. 199; Laurent, XXVI, No. 506; Baudry et Wahl, Prêt, No. 797; Guillouard, Prêt, No. 95; Alexandresco, IX, p. 685, nota 3).

7. Când împrumutatul se află în imposibilitate să facă restituirea și în convenție nu se determina locul și timpul restituirii, el va trebui să plătească valoarea din timpul și locul unde s'a făcut împrumutul. (Laurent, XXVI, No. 507; Baudry et Wahl, Prêt, No. 793; Guillouard, Prêt, No. 97; Alexandresco, IX, p. 686).

8. Dacă însă împrumutatul era de rea credință, știind că la termen nu-și va putea executa obligația și creditorul nu cunoștea această împrejurare, regula prevăzută mai sus nu se aplică, deoarece frauda și dolul fac totdeauna excepție dela regula generală. (Alexandresco, IX, p. 686).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Lucrurile fungibile împrumutate și nerestituite în natură la scadență, vor fi restituite în bani, după valoarea lor din epoca scadenței, iar nu după cea din momenul executării. (Cas. I, 3224 din 4 Noemvrie 1925. Pand. Săpt. 13 din 1926, Pand. Rom. 1926, I, 65, Jurispr. Rom. 4 din 1926, Dreptul 13 din 1926).

2. Puterea liberatorie a rublelor Romanov și Lvov a expirat în Basarabia, pentru locuitorii săteni, la sfârșitul lunii Decembrie 1920. Orice obligații contractante în ruble, înainte de această dată, sunt valabile și deținătorul rublelor, fie cu titlu de împrumut, fie cu titlul de depozit, era obligat să le preschimbe și să restitue valoarea lor în lei. (Cas. I, 606 din 26 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 29 din 1926).

Art. 1586. — Dacă împrumutatul nu întoarce la timpul stipulat lucrurile împrumutate sau valoarea lor, trebue să plătească și dobânzi, dela ziua cererii prin judecată a împrumutului. (Civ. 1084, 1088, 1589; C. com. 43; Civ. Fr. 1904).

Text. fr. 1904. — Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

Text fr. Art. Art. 1904 (Modificat prin L. din 7 Aprilie 1900). — Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la sommation ou de la demande en justice.

Bibliografie (continuare).

Polichron Dem., *Notă* sub Cas. I, 3224 din 4 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 65.

Doctrină.

1. Dispozițiile art. 1904 c. civ. fr. (1586 c. civ. rom.) sunt o aplicație a regulei generale prevăzute în art. 1153 c. civ. fr. (1088 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Prêt, No. 214; Suppl., Prêt, No. 47; Alexandresco, IX, p. 683, 686).

2. Dispozițiile art. 1904 c. civ. fr. (1586 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu nu-

mai la împrumuturile de bani, ci şi la împrumuturile de alte lucruri fungibile. (Demolombe, XXIV, No. 624; Larombière, Obligations, Art. 1153, No. 11, 20; Pont, I, No. 219; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 111 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 395, text şi nota 6, p. 600, 601; Dalloz, Rép., Prêt, No. 47; Laurent, XXVI, No. 511; Huc, XI, No. 177; Baudry et Wahl, Prêt, No. 799; Guillouard, Prêt, No. 98; Alexandresco, IX, p. 686).

3. Dobânda va curge de drept fără cerere în judecată, numai în cazul când s'a convenit astfel. (Alexandresco, IX, p. 687).

4. Pentru a curge dobânda într'un împrumut cu termen dela o cerere în judecată, trebue ca în convenţie să nu se fi prevăzut nicio clauză cu privire la dobânzi, căci dacă s'a prevăzut într'un contract de împrumut plata unei dobânzi până la termen, această dobândă va curge şi după expirarea termenului până la plată, fără nicio cerere în justiţie, chiar dacă nu s'a prevăzut că această dobândă se va plăti şi după expirarea termenului. (Alexandresco, IX, p. 687).

CAPITOLUL IV.

Despre împrumutul cu dobândă.

Art. 1587. — Se poate stipula dobânzi pentru un împrumut de bani, de denariate (zaharele) sau de alte lucruri mobile. (Civ. 472 urm., 1088, 1090, 1363, 1588 urm., 1907; C. com. 370; Civ. Fr. 1905).

Text. fr. Art. 1905. — Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prin dobânzi se înţelege profitul tras în mod periodic dintr'un capital. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 1).

2. In cazul când la un împrumut simplu sau mutuum se adaugă un preţ, contractul încheiat este un împrumut cu dobândă. (Dalloz, Rép., Prêt, à intérêt, No. 1; Alexandresco, IX, p. 699).

3. Dobânda sumelor de bani, a productelor sau altor lucruri mobile, poate fi stipulată în bani, în producte sau în alte lucruri mobile. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 18; Baudry et Wahl, Prêt, No. 810; Alexandresco, IX, p. 699).

4. Dobânda poate consta în muncă sau servicii apreciabile în bani. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 214; Alexandresco, IX, p. 699).

5. Dobânzile fixate de părţi prin convenţiune se numesc dobânzi convenţionale. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 16, 17; Alexandresco, IX, p. 699).

6. Dobânzile care curg în virtutea unei puneri în întârziere se numesc judiciare sau moratorii. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 16; Alexandresco, IX, p. 699).

7. Dobânzile se numesc compensatorii când sunt acordate pentru o altă cauză decât întârzierea cauzată în executarea obligaţiei. (Alexandresco, IX, p. 699).

8. Pentru existenţa unui contract de împrumut cu dobândă, trebueşte ca stipulaţia de dobândă să fie expresă. (Pont, I, No. 246, 247; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, nota 1, p. 601; Dalloz, Suppl., Prêt à intérêt, No. 26; Huc, XI, No. 180; Baudry et Wahl, Prêt, No. 902; Guillouard, Prêt, No. 122, 124, 126; Planiol, II, No. 2073; Alexandresco, IX, p. 699; Contra: Laurent, XXVI, No. 514).

9. Pentru stipulaţia expresă de dobândă legea nu cere termeni sacramentali. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 31; Baudry et Wahl, Prêt, No. 901; Huc, XI, No. 180; Guillouard, Prêt, No. 126; Alexandresco, IX, p. 700).

10. In caz de îndoială convenţiunea va fi interpretată că nu s'a stipulat dobânzi. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 26: Alexandresco, IX, p. 700, nota 1).

11. Dacă s'a stipulat dobânda fără a se fixa cuantumul ei, se presupune că părţile s'au referit la dobânda legală. (Duvergier, VI, No. 256; Guillouard, Prêt, No. 192; Alexandresco, IX, p. 700).

11 bis. In materie comercială dobânda curge de drept dela scadenţă. (Alexandresco, IX, p. 700).

12. In cazul când o parte se obligă a plăti o sumă de bani într'un anumit termen, prevăzându-se clauza: „fără dobândă

până atunci", dacă plata nu se face la termen, vor curge dobânzi legale de drept dela scadenţă, deşi nu s'a făcut cerere în justiţie. (Laurent, XXVI, No. 515; Huc, XI, No. 180; Baudry et Wahl, Prêt, No. 903; Guillouard, Prêt, No. 126; Alexandresco, IX, p. 701; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, text şi nota 2, p. 601).

13. Dacă s'a prevăzut într'un contract de împrumut clauza: „cu dobândă până la termen", dobânda va curge de drept şi după expirarea termenului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, text şi nota 3, p. 601; Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 28, 193; Suppl., Prêt, à intérêt, No. 30; Laurent, XXVI, No. 516; Guillouard, Prêt, No. 127; Alexandresco, IX, p. 701; Contra: Baudry et Barde, Obligations, I, No. 924; Baudry et Wahl, Prêt, No. 904, 924).

14. Dacă nu s'a fixat termenul pentru curgerea dobânzilor, ele vor curge din ziua primirii banilor de către împrumutat. (Huc, XI, No. 180; Baudry et Wahl, Prêt, No. 922; Alexandresco, IX, p. 701).

15. Dobânda nu încetează a curge, în regulă generală, decât când nu mai există creanţa. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 190; Baudry et Wahl, Prêt, No. 924; Alexandresco, IX, p. 702).

16. Se pot stipula dobânzi nu numai la împrumuturile în bani, ci la orice specie de contracte. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 33; Suppl., Prêt à intérêt, No. 31; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, pag. 601; Alexandresco, IX, pag. 702).

17. Dacă nu se prevede nimic în convenţie cu privire la locul plăţii, dobânzile sunt cherabile, adică sunt plătibile la domiciliul debitorului. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1779; Baudry et Wahl, Prêt, No. 915; Guillouard, Prêt, No. 177 bis; Alexandresco, IX, p. 702, 703).

18. Dobânzile se vor plăti la epocile fixate de părţi prin convenţiune. (Baudry et Wahl, Prêt, No. 916; Guillouard, Prêt, No. 916).

19. Părţile pot conveni ca neplata dobânzilor la termen să constitue o cauză de rezilierea împrumutului. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 36; Suppl., Prêt à intérêt, No. 32; Baudry et Wahl, Prêt, No. 935; Alexandresco, IX, p. 703).

20. Dacă în contract nu se prevede nicio clauză, după o părere, în caz de neplată la termen a dobânzilor, creditorul poate cere restituirea capitalului, cu dreptul pentru tribunal de a acorda un termen de graţie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, text şi nota 9, p. 602; Dalloz, Rép., Suppl., Prêt à intérêt, No. 33; Huc, XI, No. 200; Guillouard, Prêt, No. 140).

21. După altă părere, la contractul de împrumut, care este un contract sinalagmatic, nu se poate aplica, fără clauză expresă, condiţiunea rezolutorie tacită, care se aplică numai la contractele sinalagmatice. (Laurent, XXVI, No. 521).

Art. 1588. — Imprumutatul care a apucat de a plăti dobânzi ce nu s'au stipulat, sau mai mari decât s'au stipulat, nu mai poate a le repeti, nici a le imputa [1]) asupra capitalului. (Civ. 992, 1092, 1111; Civ. Fr. 1906).

Text. fr. Art. 1906. — L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1906 c. civ. fr. (1588 c. civ. rom.) debitorul care a apucat a plăti dobânzi nestipulate sau mai mari decât acele stipulate, nu le mai poate cere înapoi, nici să le impute asupra capitalului, legea presupunând că plata lor a fost făcută în executarea unei convenţii tacite. (Laurent, XXVI, No. 522; Baudry et Wahl, Prêt, No. 912; Alexandresco, IX, p. 705; Comp.: Duranton, XVII, No. 599; Pont, I, No. 254; Guillouard, Prêt, No. 133; Planiol, II, No. 2073).

2. Dacă debitorul a plătit din eroare dobânzi nestipulate sau mai mari decât cele stipulate, el va avea acţiunea în repetiţiune. (Laurent, XXVI, No. 522; Baudry et Wahl, Prêt, No. 913; Alexandresco, IX, p. 706; Contra; Guillouard, Prêt, No. 133).

3. Dacă plata dobânzilor nestipulate sau mai mare decât cele stipulate, s'a făcut din eroare de către moştenitorii debitorului, ei vor avea acţiunea în repetiţiune. (Duranton, XVII, No. 600; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, p. 602; Laurent, XXVI, No. 523; Huc, XI, No. 181; Baudry et Wahl, Prêt, No. 913; Guillouard, Prêt, No. 135; Alexandresco, IX, p. 706).

4. Dacă există dol sau fraudă din partea creditorului, debitorul va avea acţiune în repetiţiune. (Alexandresco, IX, p. 706).

Art. 1589. — (Mod. L. 10 Decemvr. 1882 [2]). Se defige o dobândă de cinci la sută pe an pentru afacerile civile, şi de şase

---

1) *„A le imputa"*, adică: a le scădea.

2) Textul vechiului art. 1589, era: *„Se defige o dobândă de zece la sută, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părţi quantumul ei"*. A se vedea asupra dobânzii Codul Calimach § 1332 şi 1333, Codul Caragea, Partea III, Cap. 10, Art. 2. A se vedea şi Legea din 20 Februarie 1879, asupra *clauzei penale*, precum şi art. 1066 şi 1089 Cod. Civ.

la sută pe an pentru cele comerciale, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părţi cuantumul ei.

Dobânzile legale începute, cerute, precum şi cele consacrate prin hotărîri definitive, se vor calcula conform legii vechi, până în momentul promulgării legii de faţă. (Civ. 1, 1066, 1089, 1587; Com. 43; L. contra cametei 1, 2).

Lege contra cametei din 22 Aprilie, modificată la 27 Iulie 1931. Art. 1—Dobânda legală anuală se fixează la: 1% în afaceri civile şi 2% în afaceri comerciale, socotite peste scontul Băncii Naţionale a României.

Nici într'un caz dobânda legală nu va putea trece de 9% în materie civilă şi 10% în materie comercială.

Art. 2. al. 1. — Dobânda convenţională nu poate trece de 14% anual.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 58.

Doctrină.

1. Dobânda comercială legală este în toate ţările mai mare decât cea civilă legală. (Alexandresco, IX, p. 700, nota 4).

2. Părţile au voie să fixeze o dobândă convenţională mai mare decât cea legală numai să nu fie exagerată, căci în acest caz ar putea fi considerată ca o clauză penală şi anulată. (Alexandresco, IX, p. 707).

Art. 1590. — Adeverinţa dată pentru capital, fără rezervă a dobânzilor, este o presumpţiune de plata lor şi scuteşte de dânsa. (Civ. 1111, 1173, 1174, 1200, 1202; Civ. Fr. 1908).

Text. fr. Art. 1908. — La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 58.

Doctrină.

1. Dovada plăţii dobânzilor, se face, în principiu, potrivit regulelor de drept comun asupra probei plăţii. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt à intérêt, No. 134; Laurent, XXVI, No. 518; Baudry et Wahl, Prêt, No. 917; Guillouard, Prêt, No. 136; Alexandresco, IX, p. 703).

2. Art. 1908 c. civ. fr. (1590 c. civ. rom.) derogă dela regulele dreptului comun prevăzând că adeverinţa dată pentru capital fără rezervă în privinţa dobânzilor, este o prezumpţie de plata lor şi scuteşte de dânsa. (Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 134; Laurent, XXVI, No. 518; Baudry et Wahl, Prêt, No. 917; Guillouard, Prêt, No. 136; Alexandresco, IX, p. 703).

3. Explicarea acestei derogări se face prin interpretarea voinţei părţilor. (Laurent, XXVI, No. 518; Baudry et Wahl, Prêt, No. 918; Guillouard, Prêt, No. 136).

4. Prezumpţiunea din art. 1908 c. civ. fr. (1590 c. civ. rom.), după o părere este juris et de jure şi deci nu admite proba contrară. (Troplong, Prêt No. 414; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 396, text şi nota 8, p. 602; Laurent, XXVI, No. 518; Huc, XI, No. 199; Baudry et Wahl, Prêt, No. 919; Planiol, II, No. 2074; Comp.: Alexandresco, IX, p. 704).

5. După altă părere, această prezumpţiune admite proba contrară. (Duranton, XVII, No. 606; Duvergier, VI, No. 260; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 320; Dalloz, Rép., Prêt à intérêt, No. 189; Guillouard, Prêt, No. 137).

6. Oricare din aceste păreri s'ar adopta, se admite în mod constant că această prezumpţiune poate fi combătută prin mărturisire şi jurământ. (Dalloz, Rép., Suppl., Prêt à intérêt, No. 135; Laurent, XXVI, No. 518; Huc, XI, No. 199; Baudry et Wahl, Prêt, No. 920; Guillouard, Prêt, No. 138; Alexandresco, IX, p. 704).

7. De câte ori chitanţa în privinţa capitalului a fost dată din eroare, se admite

dovada contrară. (Troplong, Prêt, No. 414; Alexandresco, IX, p. 705).

7 bis. Chitanța dată pentru dobânzi posterioare, fără nicio rezervă în privința dobânzilor anterioare, poate, după împrejurări, să constitue o prezumpție de plata acestor din urmă dobânzi. (Alexandresco, IX. p. 705).

8. Dispozițiile art. 1908 c. civ. fr. (1590 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la dobânzile unui preț în bani, ci la orice datorie care produce dobânzi, precum și la dobânzile legale convenționale sau judiciare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 116; Dalloz, Rép., Prét, à intérêt, No. 189; Suppl., Prêt a intérêt, No. 136; Alexandresco, IX, p. 705).

9. Dacă s'a plătit numai o parte din capital, prezumpțiunea se va aplica la porțiunea de dobânzi corespunzătoare. (Laurent, XXVI, No. 519; Huc, XI, No. 199; Baudry et Wahl, Prêt, No. 921; Guillouard, Prêt, No. 139; Alexandresco, IX, p. 705; Contra: Pont, I, No. 319; Dalloz, Rép., Prêt à intérét, No. 189).

TITLUL XII.

Despre depozit și despre sequestru.

CAPITOLUL I.

Despre depozit în genere.

Art. 1591. — Depozitul în genere este un act prin care se primește lucrul altuia spre a-l păstra și a-l restitui în natură. (Civ. 1593, 1604; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1915).

Text. fr. Art. 1915. — Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et la restituer en nature.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. După o părere, depozitul este un contract sinalagmatic imperfect. (Larombière, Obligations, Art. 1102 urm., No. 2; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 27; Suppl., Depôt, No. 56; Baudry et Wahl, Depôt, No. 1018).

2. După a doua părere, depozitul este un contract unilateral. (Guillouard, Dépôt, No. 13; Planiol, II, No. 2205; Alexandresco, X, p. 6).

3. Depozitul devine un contract sinalagmatic când deponentul promite un salar, (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1018, 1168; Planiol, II, No. 2205; Alexandresco, X, No. 7).

4. Nu se cere la contractul de depozit formalitatea dublului exemplar. (Huc, XI, No. 233; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1041; Guillouard, Dépôt, No. 43; Alexandresco, X, p. 7, nota).

5. Depozitul constatat prin act scris care are de obiect sume de bani sau lucruri apreciabile în bani, este supus formulei bunului și aprobat. (Pont, I, No. 412; Laurent, XIX, No. 46; Huc, XI, No. 233; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1042; Guillouard, Dépôt, No. 44; Alexandresco, X, p. 7, nota).

6. Depozitul este un contract real deoarece pentru formarea lui este nevoie de tradiția lucrului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 27; Alexandresco, X, p. 5, 6).

7. In art. 1915 c. civ. fr. (1591 c. civ. rom.) s'a întrebuințat cuvântul act în loc de contract pentrucă definiția dată de acest articol se aplică atât la depozitele și sechestrele judiciare cât și la depozitele și sechestrele convenționale. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 126 bis; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 371; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 8; Suppl., Dépôt, No. 7; Laurent, XXVII, No. 68, Huc, XI, No. 226; Baudry et Wahl, Dépôt. No. 1009; Guillouard, Dépôt, No. 5; Alexandresco, X, p. 3).

8. Caracterul esențial constitutiv al depozitului este detențiunea materială a lucrului iar nu posesiunea sa civilă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 401, text și nota 3, p. 618; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 8; Laurent, XXVII, No. 71; Huc, XI, No. 228; Guillouard, Dépôt, No. 9, 27; Alexandresco, X, p. 2).

9. Pentru existența depozitului trebuește ca scopul tradiției lucrului să fie conservarea lui. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 8).

10. In cazul când obiectul principal al

contractului este paza lucrului, se poate adăuga o convenţie secundară şi contractul rămâne tot depozit. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 10, 16).

11. Astfel depozitul nu se transformă în comodat dacă depozitarul are voie să se servească de lucru. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 401, text şi nota 4, p. 618; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 10, 16).

12. Predarea unui lucru cu sarcina de a-l restitui sau de a plăti preţul, constitue o vânzare sub condiţiune iar nu un depozit. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1015; Guillouard, Dépôt, No. 27).

13. Depozitul se deosebeşte de comodat deoarece depozitarul nu are dreptul să se folosească de lucrul depus. (Laurent, XXVII, No. 73; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1012; Guillouard, Dépôt, No. 24; Alexandresco, X, p. 4, 22, nota 1).

14. Depozitul se deosebeşte de împrumut deoarece la acest din urmă contract tradiţia se face pentru ca împrumutatul să întrebuinţeze lucrul iar nu să-l restitue ca la depozit. (Alexandresco, X, p. 3, 4).

15. Depozitul se deosebeşte de mandat, deoarece depozitarul trebueşte să păzească lucrul pe când mandatarul trebueşte să facă ceva pentru mandant. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 9; Mandat, No. 17; Suppl., Dépôt, No. 11; Laurent, XXVII, No. 74; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1013; Guillouard, Dépôt, No. 25; Alexandresco, X, p. 4).

16. Dacă depozitarul primeşte însărcinarea să şi facă ceva, contractul rămâne un depozit. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 9; Mandat, No. 17).

17. Dacă se dă însărcinarea unei persoane a păstra un lucru şi apoi să-l vândă sau să-l transporte, contractul este un mandat iar nu un depozit. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 9).

18. Depozitul se deosebeşte de amanet deoarece la amanet lucrul este dat ca garanţie. (Laurent, XXVII, No. 75; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1014; Guillouard, Dépôt, No. 26).

19. Pentru a se putea deosebi depozitul de alte contracte cu care prezintă analogie, se va lua în consideraţie intenţiunea părţilor contractante. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 128 bis; Laurent, XXVII, No. 72; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1010; Alexandresco, X, p. 3).

Art. 1592. — Depozitul este de două feluri: depozitul propriu zis şi sequestru. (Civ. 1093 urm., 1626 urm., Civ. Fr. 1916).

Text. fr. Art. 1916. — Il y a deux espèces de dépôts: le dépôt proprement dit, et le séquestre.

Doctrină.

1. Depozitul este de două feluri: depozitul propriu zis şi sechestrul. (Alexandresco, X, p. 4).

CAPITOLUL II.

Despre depozitul propriu zis.

Secţiunea I. — *Despre natura depozitului.*

Art. 1593. — Depozitul este un contract esenţial gratuit, care nu poate avea de obiect decât lucruri mobile.

El nu este perfect decât când s'a făcut tradiţiunea lucrului [1]).

Tradiţiunea se înlocueşte prin singurul consimţimânt, dacă lucrul ce este a se lăsa în depozit se află deja în mâna depozitarului sub orice alt titlu. (Civ. 472 urm., 946, 1314, 1316, 1591 urm., 1600, 1608, 1623, 1628, 1630; Civ. Fr. 1917—1919).

Text. fr. Art. 1917. — Le dépôt proprement dit est un contrat esentiellement gratuit.

Text. fr. Art. 1918. — Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

Text. fr. Art. 1919. — Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de le chose déposée.

---

1) Art. francez corespunzător 1919 se exprimă astfel: „*La tradition réelle ou feinte de la chose déposée*".

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve dejà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de depôt.

Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Notă* sub Trib Oradea-Mare 3723 din 31 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925. II, 210.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Atât la depozitul voluntar cât şi la depozitul necesar, gratuitatea este de esenţa contractului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 15).

2. După altă părere, contractul de depozit este gratuit prin natura sa, iar nu prin esenţă. (Alexandresco, X, p. 7).

3. Depozitul rămâne gratuit chiar dacă deponentul ar oferi o gratificaţie depozitarului, fiind de ajuns numai dacă el nu şi-a luat nicio obligaţie. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 14, 53; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1168; Alexandresco, X, p. 7).

4. Depozitul nu poate să aibă un caracter comercial. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1018; Alexandresco, X, pag. 7; Contra: Huc, XI, No. 233).

5. Faptul că s'a fixat un salar pentru depozitar după o părere, oricât de mic ar fi acest salar, transformă contractul în locaţiune de lucrări. (Troplong, Dépôt, No. 11; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 128 bis; Laurent, XXVII, No. 77; Huc, XI, No. 231; Guillouard, Dépôt, No. 16, 17).

6. După altă părere, stipularea unui salar pentru depozitar, nu transformă în mod necesar depozitul într'un contract de locaţiune de servicii, afară de cazul când suma oferită dă beneficii depozitarului iar nu constitue o despăgubire dreaptă a cheltuelilor ce trebue să le facă. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 377; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 401, text şi nota 5, p. 618, 619; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 6, 13; Suppl., Dépôt, No. 13; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1168; Planiol, II, No. 2205; Alexandresco, X, p. 30, 40).

7. In această de a doua părere, după un sistem dacă depozitarul are meseria de a primi depozite, va fi un contract de locaţiune de lucrări. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 13, 19).

8. După al doilea sistem, chiar în acest caz, contractul va fi un depozit iar nu locaţiune. (Planiol, II, No. 2205).

9. Pot face obiectul unui depozit numai lucrurile corporale iar nu şi cele incorporale ca drepturi, servituţi. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 129 bis; Pont, I, No. 382; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 25; Laurent, XXVII, No. 79; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1023; Guillouard, Dépôt, No. 19; Planiol, II, No. 2206; Alexandresco, X, p. 7, 8).

10. Titlurile drepturilor incorporale pot face obiectul unui depozit. (Troplong, Dépôt, No. 18; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 129 bis; Pont, I, No. 382; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 25; Laurent, XXVII, No. 79; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1023; Guillouard, Dépôt, No. 19; Planiol, II, No. 2206; Alexandresco, X, p. 8).

11. Pot face obiectul unui depozit lucrurile care se consumă prin primul uz. (Demante et Colmet de Santerre VIII, No. 129 bis, III; Pont, I, No. 383; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 25; Huc, XI, No. 228; Baudry et Wahl Dépôt, No. 1024, 1039; Guillouard, Dépôt, No. 20; Alexandresco, IX, p. 7, 13).

12. Imobilele nu pot face obiectul unui depozit. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 129; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 25; Guillouard, Dépôt, No. 18; Planiol, II, No. 2206; Alexandresco, X, p. 8).

13. Dacă un proprietar dă în grije casa sa cuiva, va fi un contract de mandat sau de locaţiune de servicii. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 25; Planiol, II, No. 2206; Alexandresco, X, p. 8, nota 1).

14. Depozitul este un contract real. (Troplong, Dépôt, No. 5, 20; Mourlon, III, No. 1042; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 130 bis, I; Pont, I, No. 392; Larombière, Obligations, Art. 1107, No. 6; Laurent, XXVII, No. 69; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1016; Guillouard, Dépôt, No. 11; Planiol, II, No. 2205; Alexandresco, X, p. 5, 6).

15. Promisiunea de a primi un depozit este valabilă şi deponentul poate constrânge pe depozitar să primească depozitul. (Demolombe, XXIV, No. 31; Troplong, Dépôt, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 130; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1016; Guillouard, Dépôt, No. 11; Alexandresco, X, p. 6).

16. Tradiţiunea este înlocuită prin singurul consimţimânt dacă lucrul ce trebueste dat în depozit se află deja în mâinile depozitarului sub orice alt titlu. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 130

bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 10; Laurent, XXVII, No. 70; Baurdy et Wahl, Dépôt, No. 1017; Guillouard, Dépôt, No. 12; Alexandresco, X, p. 6).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1576 nota 1.

Art. 1594. — Depozitul este voluntar sau necesar. (Civ. 1593, 1595 urm., 1620 urm.; Civ. Fr. 1920).

Text. fr. Art. 1920. — Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Doctrină.

1. Depozitul propriu zis este voluntar şi necesar. (Alexandresco, X, p. 4).

2. Depozitul este voluntar în cazul când persoana depozitarului a fost aleasă de deponent. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1025; Alexandresco, X, p. 5).

3. Depozitul necesar sau mizerabil este acela când alegerea persoanei depozitarului este dictată de împrejurări. (Alexandresco, X, p. 5).

4. Depozitul mai poate fi şi judiciar. (Alexandresco, X, p. 4, nota 4).

5. Depozitul mai poate fi şi neregulat atunci când depozitarul nu este obligat să restitue însuşi lucrul depus, ci un lucru de aceeaşi specie şi de valoare egală. (Planiol, II, No. 2213 urm.; Alexandresco, X, p. 5).

Secţiunea II. — *Despre depozitul voluntar.*

Art. 1595. — Depozitul voluntar se formează prin consimţimântul celui ce dă şi celui ce primeşte lucrul în depozit. (Civ. 948, 953 urm., 1593, 1620; Civ. Fr. 1921).

Text. fr. Art. 1921. — Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

Doctrină.

1. Pentru existenţa consimţimântului în vederea formării contractului de depozit, trebueşte ca deponentul să aibă intenţia de a obliga pe deponent să restitue în natură exact acelaşi lucru. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 31; Alexandresco, X, p. 9).

2. Astfel, nu există depozit când o parte înţelege să primească un împrumut, iar cealaltă să facă un depozit. (Troplong, Dépôt, No. 36; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 396; Dalloz, Rép., Depôt, No. 31; Alexandresco, X, p. 9, 10).

3. Consimţimântul nu trebueşte să fie expres, ci poate fi şi tacit, cum ar fi primirea lucrului dat în depozit. (Pont, I, No. 399; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 31).

4. Depozitul voluntar se deosebeşte de depozitul necesar, deoarece la cel dintâi există consimţimântul reciproc al persoanei care face depozitul şi al acelei care primeşte depozitul. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 134 bis; Pont, I, No. 395; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 30; Laurent, XXVII, No. 81; Guillouard, Dépôt, No. 29).

5. Contractul de depozit nu este viciat prin eroarea părţilor asupra calităţii sau cantităţii lucrului. (Pont, I, No. 397; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 32; Troplong, Dépôt, No. 37; Alexandresco, X, p. 10).

6. Deponentul poate însă cere anularea contractului când a fost în eroare asupra calităţii lucrului, crezând că primeşte un lucru în depozit care nu-i produce niciun inconvenient şi când lucrul pe care il primeşte este periculos sau insalubru. (Pont, I, No. 397; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 32).

7. Când cauza principală a depozitului a fost consideraţiunea persoanei, eroarea asupra persoanei deponentului sau depozitarului poate fi invocată de depozitar sau de deponent. (Pont, I, No. 398; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 33; Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 343 bis, nota 4 bis, pag. 494; Comp.: Troplong, Dépôt, No. 38; Alexandresco, X, p. 10; Contra: Duranton, XVIII, No. 9, 10).

Art. 1596. — Depozitul voluntar se face întotdeauna numai de către proprietarul lucrului depozitat sau prin consimţimântul său expres ori tacit. (Civ. 1610; Civ. Fr. 1922).

Text. fr. Art. 1922. — Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

Doctrină.

1. Deponentul poate să nu aibă proprietatea lucrului depozitat, ci numai folosința lui. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 400; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 35; Huc, XI, No. 232; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1034; Guillouard, Dépôt, No. 31; Alexandresco, X, p. 12).

2. Astfel, uzufructuarul sau creditorul amanetar pot da în depozit lucrul ce-l au în stăpânire. (Pont, I, No. 400; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 35; Huc, XI, No. 232; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1034; Guillouard, Dépôt, No. 31; Alexandresco, X, p. 12).

3. In cazul când depozitul a fost făcut de un deținator care nu avea niciun drept asupra lucrului depozitat, proprietarul are dreptul să revendice lucrul dela depozitar. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 135 bis, II; Pont, I, No. 400; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 35; Laurent, XXVII, No. 82; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1034; Guillouard, Dépôt, No. 31; Alexandresco, X, p. 12).

4. Depozitul continuă și își produce efectele sale legale între deponent și depozitar, cât timp adevăratul proprietar nu revendică lucrul depozitat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 135 bis, III; Pont, I, No. 400; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 35; Laurent, XXVII, No. 82; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1034; Guillouard, Dépôt, No. 31; Planiol, II, No. 2208).

Art. 1597. — Depozitul voluntar nu se poate face decât prin înscris[1]). (Civ. 1180, 1191, 1197, 1198, 1204 urm., 1208, 1220 urm., 1598, 1606, 1621, 1705; Civ. Fr. 1923).

Text. fr. Art. 1923. — Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Depozit. Dovada contractului"*, p. 44; *„Mărturisire, Indivizibilitate"*, p. 77, 78.

Doctrină.

1. Dovada contractului de depozit voluntar se va face potrivit regulelor de drept comun. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1045; Alexandresco, X, No. 14).

2. Depozitul voluntar nu poate fi dovedit cu martori, când valoarea lui e mai mare de 150 lei, decât dacă există un început de probă scrisă sau partea a fost în imposibilitate să-și procure o probă scrisă sau proba scrisă dobândită a fost pierdută dintr'o cauză de forță majoră neprevăzută. (Troplong, Dépôt, No. 48; Pont, I, No. 402; Laurent, XXVII, No. 89; Huc, XI, No. 233; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1046; Guillouard, Dépôt, No. 40; Alexandresco, X, p. 14).

3. Depozitul poate fi dovedit prin mărturisirea și jurământul depozitarului. (Troplong, Dépôt, No. 46; Pont, I, No. 411; Huc, XI, No. 232, 234; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1047, 1051; Guillouard, Dépôt, No. 40 urm.; Alexandresco, X, p. 14).

4. Depozitul care va avea un caracter comercial față de depozitar, va putea fi dovedit cu martori, oricare ar fi valoarea lui. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1248 bis; Alexandresco, X, p. 55).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In fapt: Intimata a chemat în judecată pe recurentă, ca legatară universală, spre a fi obligată să-i plătească suma de 100.000 lei, valoarea unui înscris, găsit în succesiunea defunctului și prin care acesta se recunoaște dator cu această sumă către intimată.

Curtea de Apel a admis acțiunea, motivând că, înscrisul în discuțiune fie că ar constata un împrumut real, fie o donație deghizată, el cuprinde însă recunoașterea completă a obligațiunii defunctului de a plăti suma în discuțiune; el nu este o simplă notă domestică, fără valoare, ci un act regulat constatând valabil o obligațiune și a fost găsit în casa de bani a lui decujus, fiindu-i încredințat spre păstrare de către intimata cu care trăia și care se afla în imposibilitate morală a-și procura dela defunct o dovadă înscrisă a acestui depozit. Soluția instanței de fond a fost confirmată, pe baza acelor constatări de fapt, de Inalta Curte.

In drept: Depozitul ca și oricare alt contract pentru dovedirea căruia legea cere

1) Art. francez corespunzător 1923 adaugă: *„La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs"*.

un act scris, se poate dovedi potrivit art. 1198 c. civ., prin martori și deci prin prezumpțiuni, atunci când creditorul s'a aflat în imposibilitate materială ori morală de a-și procura dovada scrisă, sau de a conserva o atare dovadă.

Prin urmare, în speță, Curtea de Apel constatând că intimata nu avea putința de a-i cere lui decujus dovada că a primit spre păstrare înscrisul în discuțiune, a fost în drept să stabilească existența depozitului din actele cauzei și din prezumpțiuni, și procedând astfel nu săvârșește vreo violare de lege.

Din moment ce Curtea de Apel constată că, — înscrisul în discuțiune este un act complet, ce constată o obligațiune, iar nu o simplă notă domestică, și că înscrisul s'a găsit în casa de fier cu titlu de depozit. urmează că nu poate fi vorba de o violare, a art. 1185 c. civ. și nici de prezumpțiune de liberațiune prin remiterea voluntară; deci nici omisiunea ce se impută Curții de Apel în această privință nu are un caracter esențial și nu poate atrage anularea hotărîrii.

Nici susținerea recurentei că donațiunea deghizată cuprinsă în menționatul înscris ar fi nulă, deoarece n'a fost acceptată conf. art. 814 c. c., de către intimata donatară, nu este fondată, — căci în decizia sa, Curtea de Apel constată în mod expres că acceptarea a avut loc în mod tacit și că, însuși faptul că, intimata a predat defunctului înscrisul în depozit, implică acceptarea donațiunii. (Cas. I, dec. 700, din 16 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 82).

2. Pe lângă că existența depozitului în discuțiune nu se contestă de recurent, apoi dovada acestei convențiuni dintre dânsul și intimat mai rezultă în speță și din actele scrise arătate în sentința Tribunalului.

Odată ce părțile au constatat prin act scris această convențiune, desfacerea ei nu poate fi constatată decât tot prin act scris, astfel că, proba cu martori, cerută pentru dovedirea desfacerii convențiunii, nu putea fi admisă în speță decât în cazurile excepționale din art. 1197 și 1198 codul civ. și recurentul nu a pretins și nu a dovedit la instanța de fond că s'ar afla în aceste excepții. (Cas. I, dec. 4881 din 15 Decemvrie 1925, Jur. Rom. 9/1926, Curier Jud. 22/1926, Dreptul 32/1926).

3. Incredințarea unei scrisori care cuprinde o convențiune a advocatului în scop de a colabora cu beneficiarul ei la vânzarea unui imobil, constitue un depozit voluntar.

In caz de pierdere a acestei scrisori, dovada cu martori este inadmisibilă, deoarece, partea nu era constrânsă a face depozitul, așa că pierderea ei de către depozitar nu constitue o cauză de forță majoră. (Cas. I. 1757 din 3 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 130).

4. In specie recurentul recunoscând în instanță că a primit o vacă în depozit, această mărturisire constitue o dovadă completă a depozitului și de aceea pentru dovedirea lui nu este nevoie să se producă act scris, așa cum cere art. 1597 din codul civil.

Pe acest temei este a se decide că instanța de fond nu comite nicio omisiune esențială dacă nu discută obiecțiunea recurentului, privitoare la modul de probațiuune al depozitului voluntar. (Cas. I, 1856 din 9 Martie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1362).

Art. 1598. — Dacă depozitul s'a făcut de către o persoană capabilă către una necapabilă, aceea ce a făcut depozitul are numai acțiune de revendicațiunea lucrului depozit, pe cât timp se află în mâna depozitarului, sau acțiune de restituțiune, pe cât aceasta s'a folosit. (Civ. 949 urm., 1098, 1164, 1597; Civ. Fr. 1926).

Text. fr. Art. 1926. — Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

Doctrină.

1. Deponentul trebuește să aibă capacitatea de a administra. (Huc, XI, No. 236; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1028; Guillouard, Dépôt, No. 33; Alexandresco, X, p. 10).

2. Depozitarul trebuește să aibă capacitatea de a se obliga. (Huc, XI, No. 236; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1033; Guillouard, Dépôt, No. 34; Alexandresco, X, p. 12).

3. Sunt incapabili a primi un depozit: minorul chiar emancipat, interzisul. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No 411; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 16; Huc, XI, No. 236: Baudry et Wahl, Dépôt. No. 1033; Guillouard, Dépôt, No. 34; Alexandresco, X, No. 12).

4. Persoana pusă sub consiliu judiciar

poate primi un depozit, deoarece legea nu interzice aceasta. (Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 17; Contra: Pont, I, No. 415; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1035; Guillouard, Dépôt, No. 34; Alexandresco, X, p. 12).

5. Dispozițiunile art. 1926 c. civ. fr. (1598 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea minorului depozitar decât în cazul când el nu este capabil de discernământ și când a determinat lucrul dat în depozit fără intenție. In cazul contrar el va fi obligat să restitue lucrul depozitat sau echivalentul, el fiind răspunzător de paguba cauzată prin delictul său. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 137 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 402, text și nota 3, p. 620; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 42; Laurent, XXVII, No. 85; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1037; Guillouard, Dépôt, No. 1037; Alexandresco, X, p. 13).

6. Acțiunea calificată în revendicare de art. 1926 c. civ. fr. (1598 c. civ. rom.), a deponentului contra depozitarului incapabil pentru a-și relua lucrul, este o acțiune reală. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1036).

7. Dacă lucrul depozitat nu mai e în mâinile depozitarului incapabil, deponentul are acțiune contra depozitarului numai în măsura cât a profitat din prețul vânzării lucrului. (Pont, I, No. 419; Laurent, XXVII, No. 85; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1036; Guillouard, Dépôt, No. 36; Alexandresco, X, p. 12).

8. Pentru a se sustrage dela obligațiile ce-i sunt impuse de depozit, depozitarul incapabil poate cere anularea. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 137 bis, II; Pont, I, No. 419; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 402, text și nota 1, p. 619; Laurent, XXVII, No. 85).

9. Această soluție are loc chiar dacă deponentul ar fi și el incapabil. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 402, nota 1, p. 619).

Secțiunea III. — *Despre îndatoririle depozitarului.*

Art. 1599. — Depozitarul trebue să îngrijească de paza lucrului depozit, întocmai precum îngrijește de paza lucrului său. (Civ. 989, 1080, 1540, 1564, 1566, 1600 urm.; Civ. Fr. 1927).

Text fr. Art. 1927. — Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Seine, S. I, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 882.

Doctrină.

1. Greșeala depozitarului va fi apreciată in concreto, adică cu privire la persoana însăși a depozitarului, iar nu luând ca bază grija pe care un bun proprietar o aduce, în general, administrației averii sale, deoarce el nu trage din lucrul depozitat niciun folos. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 139 bis, I; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 402; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 46; Suppl., Dépôt, No. 19; Laurent, XXVII, No. 95; Huc, XI, No. 237; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1054; Guillouard, Dépôt, No. 47; Planiol, II, No. 2211; Alexandresco, X, p. 17, 18).

2. Depozitarul nu trebue să asigure lucrul contra incendiului dacă nu i-a impus aceasta deponentul. (Huc, XI, No. 237; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1075; Alexandresco, X, p. 17).

3. Depozitarul nu este răspunzător că a preferit să scape lucrul său față de lucrul depozitat afară de cazul când acesta din urmă este de o valoare cu mult mai mare. (Duranton, XVII, No. 38; Pont, I, No. 427; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 49; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1069; Alexandresco, X, p. 18).

4. După altă părere, el poate preferi în orice caz să scape lucrul său față de lucrul depozitat. (Duvergier, VI, No. 428; Laurent, XXVII, No. 97; Huc, XI No. 239; Guillouard, Dépôt, No. 63).

5. Dacă depozitarul a scăpat lucrul depozitat lăsând să piară lucrul său, deponentul va trebui să-l despăgubească. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 49; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1070; Guillouard, Dépôt, No. 113; Alexandresco, X, p. 18, 19).

6. Depozitarul este răspunzător de pierderea lucrului depozitat, pe care l-a încredințat unui terț, fără necesitate și fără consimțimântul deponentului. (Huc, XI, No. 237; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1057).

7. In cazul când au fost însărcinați mai mulți depozitari, nu există solidaritate între ei, dacă nu a fost stipulată și pierderea cauzată prin greșeala sau dolul unuia din depozitari,, liberează pe ceilalți, afară dacă ei au garantat pierderea. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 121; Huc, XI, 232; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1068).

8. Dacă însă lucrul depozitat a fost deturnat în mod fraudulos de toți depozi-

tarii în înțelegere între ei, răspunderea va fi solidară. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 121).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Depozitarul deși responsabil de culpa „levis in concreto" (art. 1599 c. c.), nu răspunde în genere de cazurile fortuite (art. 1601 c. c.), „nemo praestat casum fortuitum", nici chiar în împrejurările excepționale prevăzute de art. 1600 c. c., când responsabilitatea sa este mai mare, culpa „levis in abstracto". (Trib. Tecuci, 232 din 25 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 151).

Art. 1600. — Dispozițiunea articolului precedent trebue să se aplice cu mai mare rigoare:

1. Când depozitarul s'ar fi oferit a primi un depozit;
2. Când s'ar fi stipulat vreo plată pentru paza depozitului;
3. Când depozitul s'a făcut numai în folosul depozitarului;
4. Când s'ar fi alcătuit expres ca depozitarul să fie răspunzător de orișice culpă. (Civ. 1080, 1593; Civ. Fr. 1928).

Text. fr. Art. 1928. — La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipule un salaire pour le garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire repondrait de toute espèce de faute.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Seine S. I, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 882.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In cazurile prevăzute de art. 1928 c. civ. fr. (1600 c. civ. rom.), depozitarul răspunde de greșeala ușoară in abstracto, el trebuind să aibă pentru lucrul depozitat grija unui bun proprietar iar nu aceea pe care ar avea-o pentru propriile lui afaceri. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 435; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1059; Guillouard, Dépôt, No. 52; Alexandresco, X, p. 19).

2. Pentru fixarea răspunderii, tribunalele vor lua în considerație intenția și împrejurările. (Pont, I, No. 435; Guillouard, Dépôt, No. 52).

3. Pentru ca oferta depozitarului să îngreuneze responsabilitatea sa, trebuește ca ea să fi fost insistentă, nefiind de ajuns dacă a fost făcută numai din pură bunăvoință. (Pont, I, No. 430; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 52).

4. Astfel dispozițiunile art. 1928-1° c. civ. fr. (1600-1° c. civ. rom.), se aplică bancherilor. (Dalloz, Rép., Banquier, No. 52; Huc, XI, No. 238).

5. De asemenea hotelierilor, hangiilor, cărutașilor, căpitanilor de corăbii. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 52).

6. Depozitarul salariat are răspunderea unui bun proprietar. (Laurent, XXVII, No. 99; Huc, XI, No. 238; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1062; Guillouard, Dépôt, No. 53, 55; Alexandresco, X, p. 19).

7. Pentru ca această regulă să-și găsească aplicațiunea, trebuește ca să se fi stipulat un adevărat salar, nefiind de ajuns dacă deponentul dă depozitarului unele cadouri. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 401, text și nota 5. p. 618, 619; Pont, I, No. 377; Huc, XI, No. 238; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1168).

8. Depozitarul este răspunzător de culpa foarte ușoară dacă depozitul este făcut numai în interesul său. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 54, 55; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1063; Alexandresco, X, p. 19).

9. Această regulă își găsește aplicația chiar dacă interesul deponentului este amestecat cu cel al depozitarului. (Duvergier, VI, No. 436; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 56; Huc, XI, No. 238; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1063; Guillouard, Dépôt, No. 57; Alexandresco, X, p. 19; nota 5).

10. Pentru ca răspunderea depozitarului să fie agravată, nu este de ajuns dacă s'a stipulat că depozitarul va răspunde de greșelile sale, ci trebuește o convenție expresă că el va răspunde de orice specie de fraudă. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 57; Laurent, XXVII, No. 99; Alexandresco, X, p. 19, text și nota 7).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1599, nota 1.

Art. 1601. — Depozitarul nu răspunde niciodată de stricăciunile provenite din forţă majoră, afară de cazul când a fost pus în întârziere pentru restituţiunea lucrului depozit. (Civ. 1044, 1074, 1079, 1082, 1083, 1156, 1604 urm., 1608; Civ. Fr. 1929).

Text. fr. Art. 1929. — Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Nici chiar în cazul prevăzut de art. 1928 c. civ. fr. (1600 c. civ. rom.), depozitarul nu răspunde de pierderea sau deteriorarea lucrului dat în depozit, cauzată prin un caz de forţă majoră. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 437; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 54, 58; Laurent, XXVII, No. 100; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1071; Alexandresco, X, p. 20).

2. Depozitarul va răspunde de cazurile fortuite sau dt forţă majoră, dacă s'a obligat la aceasta prin convenţie. (Laurent, XXVII, No. 100; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1071; Guillouard, Dépôt, No. 60; Alexandresco, X, p./21).

3. După altă părere, depozitarul nu se poate obliga să răspundă de cazurile de forţă majoră, cel puţin în cazul când depozitul este făcut numai în interesul deponentului. (Pont, I, No. 440; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 59).

4. In cazul când depozitul are de obiect lucruri fungibile, cum ar fi de exemplu sume de bani depuse la un bancher de care el se poate servi în orice moment, depozitarul va răspunde de cazul de forţă majoră. (Pont, I, No. 441; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 54).

5. Depozitarul răspunde de cazul de forţă majoră când a existat din partea sa lipsă de precauţiune. (Laurent, XXVII, No. 100; Alexandresco, X, p. 20).

6. Depozitarul răspunde de cazurile de forţă majoră din momentul ce a fost pus în întârziere să restitue depozitul. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 58; Alexandresco, X, p. 20).

7. Depozitarul nu răspunde de cazurile de forţă majoră, chiar dacă a fost pus în întârziere, dacă el dovedeşte că pierderea lucrului ar fi avut loc chiar dacă el ar fi fost restituit deponentului. (Pont, I, No. 439; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 58; Laurent, XXVII, No. 100; Huc, XI, No. 239; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1071; Guillouard, Dépôt, No. 61; Alexandresco, X, p. 20).

8. Dovada cazului de forţă majoră va trebui să fie făcută de depozitar. (Troplong, Dépôt, No. 121; Pont, I, No. 438: Dalloz, Rép., Dépôt, No. 61; Suppl., Dépôt, No. 21; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1073; Guillouard, Dépôt, No. 62, 77; Alexandresco, X, p. 21).

9. Incendiul nu poate fi considerat ca un caz fortuit de natură a dispensa pe depozitar să stabilească împrejurările în care a avut loc şi din care să reiasă lipsa culpei sale. (Troplong, Dépôt, No. 95; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 141 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, nota 18, p. 625; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 22; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1074; Guillouard, Dépôt, No. 77; Alexandresco, X, p. 21).

10. Dacă depozitarul a asigurat lucrul depozitat şi nu este îndoială în numele cui a făcut asigurarea, se va prezuma că asigurarea s'a făcut în numele deponentului. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1077).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1599, nota 1.

Art. 1602. — El nu poate să se servească de lucrul depus fără permisiunea expresă saù tacită a deponentului. (Civ. 1081, 1088, 1156, 1504, 1565 urm., 1591; Civ. Fr. 1930).

Text. fr. Art. 1930. — Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Seine S. I, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 882.

Doctrină.

1. Pentru a stabili dacă există consimţimânt tacit al deponentului ca depozitarul să se servească de lucrul depozitat, se va lua în consideraţie natura lucrului şi gradul de deteriorare a lui prin întrebuinţare. Astfel va fi greu să se presupue consimţimântul tacit al deponentului, când obiectul depozitului îl formează lucruri fungibile şi mai ales bani. (Pont, I, No. 444; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 63; Laurent, XXVII, No. 102; Huc, XI, No. 240; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1079 urm.; Guillouard, Dépôt, No. 66).

2. In cazul când depozitarul se serveşte de lucrul depozitat fără consimţimântul expres sau tacit al deponentului, va trebui să plătească acestuia daunele rezultate. (Pont, I, No. 446; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 64, 72).

3. In acest caz, răspunde nu numai de greşelile sale, ci şi de cazurile de forţă majoră. (Duvergier, VI, No. 443; Pont, I, No. 446; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 64; Laurent, XXVII, No. 103; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1082; Guillouard, Dépôt, No. 68; Alexandresco, X, p. 22).

4. El va fi scutit de plata despăgubirilor numai dacă va dovedi că lucrul ar fi pierit chiar dacă nu se servea de el. (Duvergier, VI, No. 443; Pont, I, No. 446; Laurent, XXVII, No. 103; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1082; Guillouard, Dépôt, No. 68).

5. Dacă depozitarul s'a folosit fără autorizaţie de sumele de bani depuse, după o părere, el va trebui să dea toate beneficiile realizate deponentului. (Pont, I, No. 469; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 80).

6. După altă părere, în acest caz depozitarul va trebui să plătească deponentului numai dobânda legală a sumelor întrebuinţate fără consimţimântul acestuia. (Duvergier, VI, No. 471; Troplong, Dépôt, No. 105; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1112; Guillouard, Dépôt, No. 75; Alexandresco, X, p. 27).

Art. 1603. — Nu poate de fel să caute a vedea lucrurile ce i s'au depozitat, dacă i s'au încredinţat în o ladă închisă sau sub o copertă sigilată. (Civ. Fr. 1931).

Text. fr. Art. 1931. — Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées, daus un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

Doctrină.

1. Art. 1931 c. civ. fr. (1603 c. civ. rom.), este o interpretare a voinţei prezumate a părţilor. (Laurent, XXVII, No. 104; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1086; Guillouard, Dépôt, No. 67; Alexandresco, X, p. 22).

2. Astfel, când deponentul predă depozitarului o ladă închisă, precum şi cheile, el îl autoriză prin aceasta să deschidă lada. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 68).

3. In cazul când depozitarul violează secretul depozitului el va fi răspunzător de toate pagubele ce vor rezulta din aceasta pentru deponent. (Pont, I, No. 450; Aubry e Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 3, p. 622; Huc, XI No. 241; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1087; Guillouard, Dépôt, No. 68; Alexandresco, X, p. 22).

Art. 1604. — Depozitarul trebue să înapoeze tot acel lucru ce a primit.

Un depozit de bani, când depozitarul, conform art. 1602, făcuse întrebuinţare de dânsul [1]), trebue să se restituiască în acele monete în care s'a făcut, atât în cazul de sporire cât şi în acela de scădere a valorii lor. (Civ. 1147, 1578 urm., 1591, 1605 urm., 1611; Civ. Fr. 1932; Civ. Ital. 1848).

Text. fr. Art. 1932. — Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

---

1) In textul art. francez, lipsesc din art. 1604, cuvintele: „...*Când depozitarul conform art. 1602 făcuse întrebuinţare de dânsul*".

Text. Ital. Art. 1848. — Il depositario deve restituire l'identica cosa che ha ricevuto.

Un deposito di denaro, quando in conformità dell'articolo 1846 il depositario ne avesse fatto uso, deve restituirsi nelle medesime specie in cui fu fatto, nel caso tanto d'augmento quando di diminuzione del loro valore.

Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Notă* sub Trib Oradea-Mare 3722 din 31 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 210;
PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Seine S. I, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 882.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Depozitarul trebueşte să restituiască acelaşi lucru ce l-a primit, în întregimea lui, afară de cazul când a pierit în parte, fără greşeala lui. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 72; Alexandresco, X, p. 24, 26).

2. Depozitarul unei sume de bani trebueşte să restitue, nu piese asemenea, ci aceleaşi piese ce le-a primit, afară de cazul când a fost autorizat să procedă altfel, căci în caz contrar contractul ar deveni un împrumut. (Pont, I, No. 445; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 27; Laurent, XXVII, No. 106; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1089; Alexandresco, X, p. 24).

3. Aceasta este raţiunea pentru care s'a prevăzut în art. 1932 c. civ. fr. (1604 c. civ. rom.), că deponentul va profita de creşterea valorii banilor sau va suporta micşorarea valorii lor. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 148 bis, II; Pont, I, No. 455; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1089; Guillouard Dépôt, No. 69).

4. Depozitarul care nu poate restitui în natură lucrul depozitat, fie pentrucă l-a vândut, fie pentru alt motiv care îi este imputabil, va trebui să restitue deponentului valoarea lucrului, cu daune dacă se cuvin. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 72; Suppl., Dépôt, No. 29; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1110; Guillouard, Dépôt, No. 78).

5. In acest caz, se va lua în consideraţie, după o părere, valoarea lucrului din momentul cererii de restituire. (Huc, XI, No. 241; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1109; Alexandreso, X, p. 28).

6. După altă părere, în acest caz, se va lua în consideraţie valoarea cea mai mare a lucrului dintre cele două epoci: a facerii depozitului şi a cererii de restituire. (Guillouard, Dépôt, No. 78).

7. Dacă depozitul pe care nu-l poate restitui în natură a avut de obiect o sumă de bani, depozitarul va datori dobânzi până la plata lui. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 72).

8. Dovada restituirii se va face potrivit regulelor de drept comun. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1159 ter; Alexandresco, X, p. 24).

9. Prin depozit neregulat se înţelege depozitul făcut cu autorizaţia pentru deponent de a întrebuinţa lucrul depus la un uz care îl va consuma şi cu obligaţia pentru el de a restitui un lucru asemenea. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1092; Planiol, II, No. 2213; Alexandresco, X, p. 5, 25).

10. După o părere, nu există depozit neregulat, ci acesta nu e în realitate decât un împrumut. (Guillouard, Dépôt, No. 20).

11. După altă părere, depozitul neregulat există şi se deosebeşte de împrumut, deoarece depozitul neregulat poate fi cerut să fie restituit oricând. (Pont, I, No. 445; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 401, nota 4, p. 618; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1095; Planiol, II, No. 2215; Alexandresco, X, p. 25, 26).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In fapt: Pentru cerealele şi alte mărfuri lăsate de către recurenţi, cu ocazia războiului, în depozit la autorul intimaţilor, Curtea de fond, deşi constată că ele nu au fost nici rechiziţionate, nici luate de Statul român sau armatele de ocupaţie, ci parte din ele chiar vândute de depozitar, fixează însă valoarea lor după tabelele întocmite de comisia centrală a pagubelor de războiu. Recursul reclamanţilor a fost admis.

In drept: Preţurile fixate prin tabelele întocmite de comisiunea centrală a pagubelor de războiu, instituită prin decretul lege No. 1656 din 1919, se referă numai la bunurile rechiziţionate, furate, pierdute, distruse, etc., din cauza războiului iar nu şi la acele ce au făcut obiectul transacţiunilor libere dintre partiulari pentru care bunuri acele preţuri pot să constitue cel mult un simplu element de apreciere, iar nu o evaluare obligatorie.

Astfel fiind, în speţă, instanţa de fond, constatând că productele datorite recurenţilor de către intimaţi au fost vândute de

aceştia şi de autorul lor, iar nu că ar fi fost rechiziţionate, distruse, etc., din cauza războiului, comite exces de putere şi violare de lege când pentru determinarea valorii lor reale din 1916 — valoare necontestată că se datoreşte recurenţilor — se întemeiază exclusiv pe tabele întocmite de Comisiunea centrală a despăgubirilor de război considerând obligatorii preţurile din acele tabele şi nu ia în seamă, precum ar fi trebuit, dovezile produse de recurenţi în scopul evaluării produselor. (Cas. I, dec. 1852 din 9 Martie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1158).

Art. 1605. — Depozitarul nu este dator de a restitui lucrul depozitat decât în starea în care se află la timpul înapoerii. Stricăciunile survenite fără faptul său rămân în sarcina deponentului. (Civ. 1102, 1156, 1601; Civ. Fr. 1933).

Text. fr. Art. 1933. — Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

Bibliografie (continuare).

Petit Eugen, *Notă* sub Trib. Seine, S. I, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 882.

Doctrină.

1. Depozitarul nu este răspunzător de deteriorarea lucrului dat în depozit, chiar dacă ea ar echivala cu o pierdere totală, afară de cazul când această pierdere este rezultatul unei culpe grave din partea lui. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 73; Alexandresco, X, p. 24, 25).

2. De asemenea, el nu răspunde dacă nu a fost pus în întârziere înaintea deteriorărilor lucrului. (Alexandresco, X, p. 28).

3. Depozitarul va fi obligat să dovedească cazurile fortuite pe care le invoacă. (Alexandresco, X, p. 28).

Art. 1606. — Depozitarul căruia s'a luat prin forţă majoră lucrul depozitat, şi care a primit în locu-i o sumă de bani, sau orice alt lucru, trebue să restituiască aceea ce a primit. (Civ. 1156, 1601, 1607, 1721; Civ. Fr. 1934).

Text. fr. Art. 1934. — Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

Doctrină.

1. In cazul când i s'a luat depozitarului prin forţă majoră lucrul depozitat şi nu a primit nimic în schimb, va fi obligat să cedeze deponentului acţiunea sa. (Pont, I, No. 460; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 74; Laurent, XXVII, No. 108).

2. In cazul când pentru paguba cauzată lucrului depozitat, de către un terţ, depozitarul a primit o despăgubire, el trebueşte să predea această despăgubire deponentului. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1119; Guillouard, Dépôt, No. 79; Alexandresco, X, p. 29).

3. Dacă depozitarul a pierdut lucrul şi apoi l-a recâştigat, el va trebui să-l predea deponentului care va fi obligat să-i plătească ce a cheltuit pentru a reintra în posesiunea lucrului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 74).

Art. 1607. — Eredele depozitarului care a vândut în bună credinţă lucrul ce n'a ştiut că este depozitat, este dator numai să restituiască preţul primit, sau să cedeze acţiunea sa contra cumpărătorului, dacă preţul nu ar fi fost plătit. (Civ. 972, 996, 1604, 1606, 1898, 1909; Civ. Fr. 1935).

Text. fr. Art. 1935. — L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

Doctrină.

1. In cazul când după ce moştenitorul depozitarului a vândut de bună credinţă lucrul depozitat, îl recapătă însă pe un preţ mai mare decât cel pentru care l-a vândut, deponentul va fi obligat sa-i plătească aceasta diferenţă. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 75).

2. In cazul când moştenitorul depozitarului, a dăruit de bună credinţă lucrul depozitat, el nu va fi obligat să plătească nimic deponentului, afară de cazul când a tras un profit din donaţiune. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 147 bis, II; Pont, I, No. 464; Budry et Wahl, Dépôt, No. 1123, 1124; Alexandresco, X, p. 30; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 6, p. 622; Guillouard, Dépôt, No. 72).

3. După altă părere, în acest caz, moştenitorul depozitarului va avea o acţiune de anulare a donaţiunii pentru cauza de eroare, acţiune care va putea fi introdusă în numele acestuia şi de deponent. (Huc, XI, No. 242).

4. In cazul când moştenitorul a consumat cu bună credinţă lucrul depozitat, el va trebui să restitue valoarea lucrului din momentul consumării. (Duranton, XVIII, No. 48; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 147 bis, II; Pont, I, No. 464; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 5, p. 622; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1122; Guillouard, Dépôt, No. 72; Alexandresco, X, p. 30).

5. Deponentul nu are de plin drept acţiune pentru plata preţului contra cumpăratorului, ci trebueşte să-i fie cedată de moştenitorul depozitarului. (Laurent, XXVII, No. 109; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1121; Contra: Pont, I, No. 402; Guillouard, Dépôt, No. 71; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 503, nota 6, p. 622; Huc, XI, No. 242).

Art. 1608. — Depozitarul trebue să restituiască fructele produse de lucrul depozitat şi culese de dânsul.

El nu e dator de a plăti nicio dobândă pentru banii ce i s'au depozitat, afară numai din ziua de când a fost pus în întârziere de a-i restitui. (Civ. 484, 1079, 1088, 1593, 1602, 1604; Civ. Fr. 1936).

Text. fr. Art. 1936. — Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Chiar dacă depozitarul ar fi putut să culeagă mai multe fructe şi dobânzi, el nu este obligat să restitue decât pe cele ce le-a cules. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 76; Alexandresco, X, p. 26).

2. Daca fructele lucrului depozitat nu au fost utilizate, depozitarul nu trebue să restitue nimic. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 76).

3. Ca lucruri cari produc fructe ce trebuesc restituite se pot cita valorile de bursă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 148; Laurent, XXVII, No. 110; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1103; Guillouard, Dépôt, No. 80; Alexandresco, X, p. 26).

4. Dacă depozitarul a fost pus în întârziere, el este obligat dela această dată să restitue deponentului, nu numai fructele ce le-a perceput, ci şi pe acele ce le-ar fi putut percepe. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 77; Alexandresco, X, p. 26, 27).

5. Punerea în întârziere poate rezulta din o somaţie adresată depozitarului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 79; Alexandresco, X, p. 27).

6. De asemenea, din o cerere verbală, dacă este recunoscuta de depozitar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 8, p. 623; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 109).

7. Dacă depozitarul are motive temeinice să reţie lucrul depozitat, el nu datoreşte dobânzi, cu toate că a fost pus în întârziere. (Pont, I, No. 493; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 7, p. 623; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 33; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1107; Guillouard, Dépôt No. 81).

8. Când depozitarul se serveşte de lucrul depozitat fără autorizaţie, el datoreşte dobânzi de plin drept din ziua folosinţei sale, fără nicio punere în întârziere. (Duranton, XVIII, No. 53; Troplong, Dépôt, No. 104; Pont, I, No. 468; Aubry et Rau ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 9, p. 623; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 65, 80;

Supp., Dépôt, No. 34; Guillouard, Dépôt, No. 74, 83; Contra: Laurent, XXVII, No. 112; Huc, XI, No. 243; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1111; Alexandresco, X, p. 27).

9. Dacă depozitarul a fost autorizat să se servească de depozit, dobânzile vor curge dela data punerii sale în întârziere. (Pont, I, No. 467; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 32; Laurent, XXVII, No. 111; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1106).

10. După punerea în întârziere, depozitarul poate fi condamnat şi la plata de dune-interese, dacă nu restitue lucrul depozitat. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 112; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1104; Guillouard, Dépôt, No. 81).

11. Dacă lucrul depozitat e o sumă de bani, daunele-interese vor fi numai dobânzile legale. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1105; Guillouard, Dépôt, No. 81; Alexandresco, X, p. 27; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 148 bis, III).

Art. 1609. — Depozitarul nu trebue să restituiască lucrul depozitat decât acelui ce i l-a încredinţat, sau acelui în al cărui nume s'a făcut depozitul, sau persoanei arătate spre a-l primi. (Civ. 1096, 1604, 1607, 1610, 1611, 1612; Civ. Fr. 1937).

Text. fr. Art. 1937. — Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée, qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour la recevoir.

Doctrină.

1. Depozitarul trebueşte să restituiască lucrul deponentului dacă el este o persoană capabilă şi stăpână pe acţiunile sale. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 81; Alexandresco, X, p. 30).

2. In cazul când depozitul a fost făcut de mai multe persoane, el nu poate restitui depozitul decât la toate aceste persoane, sau aceluia care are împuternicire dela celelalte. (Pont, I, No. 474; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 121; Suppl., Dépôt, No. 37; Huc, XI, No. 244; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1149; Guillouard, Dépôt, No. 95).

3. Dacă lucrul depozitat este divizibil, depozitarul va restitui fiecărui deponent partea sa. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 121).

4. In cazul când depozitul a fost făcut de un mandatar, lucrul depozitat se va restitui mandantului, iar nu mandatarului. (Pont, I, No. 473; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 81; Alexandresco, X, p. 31).

5. In cazul când a fost desemnat un terţ pentru a primi restituirea depozitului, restituirea se va face în mod valabil acestui terţ, cel puţin până la decesul deponentului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text şi nota 11, p. 623; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 81; Suppl., Dépôt, No. 38; Alexandresco, X, p. 31).

Art. 1610. — Depozitarul nu poate pretinde ca deponentul să probe că lucrul depozitat este proprietatea sa.

Cu toate acestea, dacă descopere că lucrul este de furat şi cine este adevăratul proprietar, trebue să vestească acestuia depozitul ce i s'a făcut, interpelându-l a-l reclama în un termen determinat şi îndestulător, fără prejudiciul dispoziţiunilor codicelui penal [1]).

Dacă acela care a fost vestit de aceasta, neglige reclamarea depozitului, depozitarul este bine liberat prin trădarea depozitului în mâna acelui dela care s'a primit. (Civ. 1596, 1616, 1909, 1910; C. p. 53, 308 urm.; Civ. Fr. 1938).

Text. fr. Art. 1938. — Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele: *„fără prejudiciul dispoziţiunilor codicelui penal"*.

la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1938 c. civ. fr. (1610 c. civ. rom.), depozitarul nu poate cere dela acel care a făcut depozitul proba că el era proprietarul lucrului depozitat, deoarece depozitul poate fi făcut de altă persoană decât proprietarul. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 8; Suppl., Dépôt, No. 35; Alexandresco, X, p. 33, 34).

2. In cazul când deponentul cere restituirea depozitului înainte ca depozitarul să fi încunoștiințat pe proprietarul lucrului de furtul descoperit, poate să refuze restituirea imediată și să ceară un termen pentru a face încunoștiințarea, (Huc, XI, No. 246).

3. Depozitarul trebuește să predea proprietarului lucrul furat, în prezența deponentului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 84).

4. In cazul când depozitarul descoperă că lucrul depozitat este furat, trebuește să încunoștiințeze pe adevăratul proprietar ca să reclame lucrul într'un anumit termen. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 84; Suppl., Dépôt, No. 35; Alexandresco, X, p. 34).

5. Depozitarul poate afla că lucrul depozitat este furat în orice chip. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 84; Suppl., Dépôt, No. 35; Pont, I, No. 488).

6. In cazul când depozitarul neglijează a înștiința pe proprietar, el poate fi condamnat la plata de dune-interese. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 87; Huc, XI, No. 246; Alexandresco, X, p. 34).

7. Depozitarul pentru a se descărca de orice obligație poate depune banii la casa de consemnații iar dacă depozitul constă dintr'un alt lucru poate cere ca tribunalul să numească un paznic căruia i se va preda lucrul depozitat. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 87).

8. Dispozițiunile art. 1938 c. civ. fr. (1610 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai în caz de furt, ci și în cazul când lucrul a fost pierdut. (Duranton, XVIII, No. 58; Duvergier, VI, No. 476; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 150 bis, I; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 85; Suppl., Dépôt, No. 36; Guillouard, Dépôt No. 101; Contra: Troplong, Dépôt, No. 144; Pont, I, No. 490; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, nota 15, p. 625; Laurent, XXVII, No. 120; Huc, XI, No. 246; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1133; Alexandresco, X, p. 34).

Art. 1611. — In caz de moarte a deponentului, lucrul depus nu se poate restitui decât eredelui.

Dacă sunt mai mulți erezi, lucrul depozitat trebue să se restituiască, fiecărui din ei o parte pe cât i se cuvine.

Dacă lucrul nu se poate împărți, erezii trebue să se unească între dânșii asupra modului primirii lui. (Civ. 653, 1057 urm., 1060, 1063, 1064; Civ. Fr. 1939).

Text. fr. Art. 1939. — En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In caz de deces al deponentului, lucrul depozitat va trebui restituit moștenitorilor acestuia, chiar dacă în contractul de depozit se stipulase că restituirea se va face unui terț, deoarece prin decesul deponentului mandatul ce-l dăduse în acest scop încetează. (Troplong, Dépôt, No. 146; Pont, I, No. 480; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, p. 623, 624; Laurent, XXVII, No. 117; Huc, XI, No. 245; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1143; Guillouard, Dépôt, No. 87; Alexandresco, X, p. 31, text și nota 1).

2. Deponentul poate prevede în testamentul său că moștenitorii nu vor cere restituirea depozitului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 92; Alexandresco, X, p. 31, nota 1).

3. Dispozițiunile art. 1939 c. civ. fr. (1611 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicația

când deponentul era un simplu mandatar sau girant de afaceri al unui terț, care în acest caz este adevăratul deponent. (Pont, I, No. 473; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, text și nota 10, p. 623; Laurent, XXVII, No. 113, 117; Huc, XI, No. 245; Guillouard, Dépôt, No. 85).

4. In cazul când lucrul depus este divizibil, depozitarul poate restitui fiecărui moștenitor partea ce i se cuvine, neputând preda bunul întreg numai unuia dintre ei. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 94; Alexandresco, X, p. 32).

5. In cazul când a fost depozitată o sumă de bani pusă într'un plic sigilat și au rămas moștenitori minori sau absenți, ceilalți moștenitori pentru a-și lua partea lor, vor trebui să se adreseze tribunalului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 94; Guillouard, Dépôt, No. 94; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1148).

6. In cazul când lucrul este indivizibil, moștenitorii vor trebui să se înțeleagă între ei pentru a primi depozitul. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 95; Huc, XI, No. 247; Alexandresco, X, p. 32).

7. Dacă ei nu se înțeleg, depozitarul le va face ofertă reală sub condiția a se înțelege toți și dacă ei nu se înțeleg, depozitarul va consemna lucrul depozitat și după validarea ofertei el este liberat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 151 bis; Pont, I, No. 483).

8. Prin lucru indivizibil în sensul prevăzut de art. 1939 c. civ. fr. (1611 c. civ. rom.), se înțelege un lucru care nu poate fi împărțit în mod material, cu toate că ar putea fi împărțit în mod intelectual. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 151; Pont, I, No. 484; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, nota 14, p. 624; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 40; Laurent, XXVII, No. 119; Huc, XI, No. 247; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1142, 1148; Guillouard, Dépôt, No. 94; Alexandresco, X, p. 32).

9. Dispozițiunile art. 1939 al. 2 și 3 c. civ. fr. (1611 al. 2 și 3 c. civ. rom.), își vor găsi aplicațiunea, prin analogie, și în cazul când depozitul a fost făcut de mai multe persoane sau în numele mai multor persoane. (Duranton, XVIII, No. 61; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 403, nota 14, p. 624; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 41; Guillouard, Dépôt, No. 97; Alexandresco, X, p. 32).

10. In cazul când depozitarul a încetat din vieață, moștenitorii vor fi obligați la restituirea depozitului fiecare pentru partea ce se cuvine, iar dacă unul numai dintre ei deține depozitul, el va putea fi acționat pentru restituirea lui. (Pont, I, No. 285; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 98; Suppl., Dépôt, No. 43; Laurent, XXVII, No. 119; Huc, XI, No. 247; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1068; Guillouard, Dépôt, No. 97; Alexandresco, X, p. 30).

Art. 1612. — Dacă deponentul, prin schimbarea statului său, a pierdut administrațiunea bunurilor sale după facerea depozitului, acesta nu se poate restitui decât persoanei însărcinate cu administrațiunea averii deponentului. (Civ. 199, 390, 445, 454, 458, 1242, 1597; C. com. 761; Civ. Fr. 1940).

Text. fr. Art. 1940. — Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état: par exemple, si la femme, libre au moment, où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué, qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

Doctrină.

1. Dacă deponentul a pierdut administrația bunurilor sale prin schimbarea statului său, depozitul se va restitui acelui care îl reprezintă și are administrația averii sale. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 99; Guillouard, Dépôt, No. 98; Alexandresco, X, p. 33).

2. Dacă depozitarul a restituit de bună credință lucrul incapabilului necunoscând pierderea capacității sale, restituirea e valabilă și-l exonerează de orice răspundere. (Troplong, Dépôt, No. 162; Pont, Dépôt, No. 477; Alexandresco, X, p. 33).

3. Dacă deponentul indicase în actul de depozit un terț ca să primească lucrul depozitat, depozitarul nu va mai putea restitui lucrul acestui terț, după schimbarea statului deponentului prin declararea interdicției sale. (Pont, I, No. 477; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 477).

4. Dacă depozitul a fost făcut de un incapabil sau în numele lui, restituirea se va face reprezentantului său legal. (Troplong, Dépôt, No. 138; Pont, I, No. 476; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1128; Guillouard, Dépôt, No. 84: Alexandresco, X, p. 33).

Art. 1613. — Dacă depozitul a fost făcut de către un tutor sau administrator, în asemenea însuşire, şi administraţiunea sa a fost încetată în momentul restituţiunii, aceasta nu se poate face decât către persoana ce a fost reprezentată sau către noul ei reprezentator. (Civ. 1609, 1612; Civ. Fr. 1941).

Text. fr. Art. 1941. — Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

Doctrină.

1. Art. 1941 c. civ. fr. (1613 c. civ. rom.), prevede cazul când depozitul a fost făcut de un bărbat, de un tutor sau alt administrator, în calitatea sa de administrator, şi dacă funcţiunile acestora încetează înainte de a se fi restituit depozitul, restituirea se va face incapabilului dacă a devenit capabil, sau în cazul contrar noului administrator al averii deponentului. (Guillouard, Dépôt, No. 98; Alexandresco, X, p. 33).

Art. 1614. — Dacă prin contractul de depozit s'a stipulat locul unde trebue să se facă restituţiunea, depozitarul trebue să transporteze acolo lucrul depozitat; spesele însă ce s'ar face sunt în greutatea deponentului. (Civ. 969, 1103, 1104, 1615; Civ. Fr. 1942).

Text. fr. Art. 1942. — Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

Doctrină.

1. In cazul când s'au fixat alternativ mai multe locuri unde trebueşte să aibă loc restituirea lucrului depozitat, alegerea locului se va face de către depozitar. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 102).

2. Cheltuelile de transport ale lucrului depozitat pentru a fi restituit vor fi în sarcina deponentului, deoarece depozitarul face un serviciu gratuit deponentului. (Guillouard, Dépôt, No. 102; Alexandresco, X, p. 35).

Art. 1615. — Restituţiunea trebue să se facă, dacă prin contract nu s'arată locul, acolo unde se află lucrul depozitat. (Civ. 1103, 1104, 1614; Civ. Fr. 1943).

Text. fr. Art. 1943. — Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1943 c. civ. fr. (1615 c. civ. rom.) când în contract nu se prevede locul unde urmează a se face restituirea, ea se va face în locul unde se găseşte lucrul depozitat în ziua restituirii iar nu acel unde se află în ziua facerii contractului. (Duranton, XVIII, No. 67; Duvergier, VI, No. 488; Troplong, Dépôt, No. 168; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 154 bis, I; Pont, I, 492; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 103; Suppl., Dépôt, No. 44; Laurent, XXVII, No. 124; Huc, XI, No. 249; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1159; Guillouard, Dépôt, No. 102; Alexandresco, X, p. 35).

2. Dacă depozitarul schimbă acest loc pentru a face restituirea pentru deponent mai oneroasă, dipoziţiile art. 1943 c. civ. fr. (1615 c. civ. rom.) nu-şi vor mai găsi aplicaţiunea. (Laurent, XXVII, No. 124; Huc, XI, No. 249; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1159; Guillouard, Dépôt, No. 102; Alexandresco, X, p. 35).

3. In cazul când depozitarul a transportat lucrul în altă parte pentru a-i asigura mai bine conservarea, deponentul

va fi obligat să-i plătească cheltuielile făcute. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 103).

4. Depozitarul este obligat să transporte lucrul depozitat pentru a fi restituit în altă parte, unde i s'ar cere de deponent, dacă din aceasta el nu încearcă niciun prejudiciu. (Pont, I, No. 492; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 104; Alexandresco, X, p. 35, 36).

Art. 1616. — Depozitul trebue să se restituiască deponentului îndată ce s'a reclamat, chiar când s'ar fi stipulat prin contract un anume termen pentru restituțiunea lui; se exceptă însă cazul când, în formele legale s'a notificat depozitarului un act de sequestru sau de opozițiune la restituțiunea sau la strămutarea lucrului depozitat. (Civ. 1024, 1079, 1099, 1147, 1570, 1572 urm., 1610, 1617; Pr. Civ. 455 urm., 610 urm., Civ. Fr. 1944).

Text. fr. Art. 1944. — Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

Doctrină.

1. Depozitarul trebuește să fie gata oricând să restituiască lucrul depozitat, deoarece nu este decât un păzitor în interesul unic al deponentului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 106; Alexandresco, X, p. 36).

2. Potrivit dispozițiilor art. 1944 c. civ. francez (1616 codul civil român) chiar dacă s'ar fi fixat un termen pentru restituirea depozitului, deponentul poate cere oricând restituirea. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 106; Laurent, XXVII, No. 121; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1152; Guillouard, Dépôt, No. 103; Alexandresco, X, p. 36).

3. Dacă însă depozitarul are interes ca să se menție termenul fixat, el poate cere executarea contractului. (Dalloz, Rép., Depôt, No. 106; Contra: Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1152).

4. Chiar la depozitul neregulat, depozitarul este obligat să facă restituirea lucrului oricând i se cere. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 129 bis; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1153; Alexandresco, X, p. 36).

5. In cazul când există un proces între deponent și un terț cu privire la proprietatea lucrului depozitat, depozitarul ar putea să refuze restituirea. (Pont, I, No. 504; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1107, 1155; Contra: Laurent, XXVII, No. 126; Huc, XI, No. 250; Guillouard, Dépôt, No. 106).

6. Proprietarul pretins al lucrului depozitat nu are nevoie să facă o poprire în mâinile depozitarului, pentru ca acesta să nu poată face restituirea deponentului, ci este de ajuns dacă face o opoziție pe cale de act extrajudiciar. (Pont, I, No. 496; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 46; Laurent, XXVII, No. 122; Huc, XI, No. 250; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1155, 1156; Guillouard, Dépôt, No. 104; Alexandresco, X, p. 34, nota 3, 37).

7. Când opoziția emană dela un creditor al deponentului ea va fi făcută pe cale de poprire, după formele prevăzute de codul de procedură civilă. (Pont, I, No. 496; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 46; Laurent, XXVII, No. 122; Huc, XI, No. 250; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1155, 1156; Guillouard, Dépôt, No. 104).

8. In cazul când nu s'a fixat un termen de restituire, depozitarul, după o părere, are dreptul să restitue lucrul când va crede de cuviință, numai termenul de restituire să nu fie neoportum. (Pont, I, No. 494; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 110; Suppl., Dépôt, No. 45; Guillouard, Dépôt, No. 103).

9. După altă părere, în acest caz, tribunalele vor fixa durata depozitului. (Laurent, XXVII, No. 121; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1157; Alexandresco, X, p. 37).

Art. 1617. — Se stinge orice îndatorire a depozitarului, dacă se descoperă și se probează că el este însuși proprietarul lucrului depozitat. (Civ. 1154 urm., 1169, 1909, 1910; Civ. Fr. 1946).

Text. fr. Art. 1946. — Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

Doctrină.

1. Depozitarul se poate opune la restituirea depozitului dacă el este proprietarul lucrului. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1115; Guillouard, Dépôt, No. 105).

2. In acest caz, depozitarul va trebui să facă dovada dreptului său de proprietate. (Pont, I, No. 503; Dalloz, Rép, Dépôt, No. 119).

3. Obligațiunile depozitarului se sting când el dobândește proprietatea lucrului depozitat. (Alexandresco, X, p. 38).

Secțiunea IV. — *Despre îndatoririle deponentului.*

Art. 1618. — Deponentul este îndatorit în a întoarce depozitarului toate spesele făcute pentru păstrarea lucrului depozitat, și al desdauna de toate pierderile cășunate lui din cauza depozitului. (Civ. 991, 997, 1569, 1619, 1730 § 4; Civ. Fr. 1947).

Text. fr. Art. 1947. — La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Depozitarul are dreptul să ceară dela deponent să-i restitue toate cheltuelile necesare făcute pentru conservarea lucrului depozitat. (Pont, I, No. 508; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, p. 626; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 113; Suppl., Dépôt, No. 47; Laurent, XXVII, No. 128; Huc, XI, No. 251; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1161; Guillouard, Dépôt, No. 109; Alexandresco, X, p. 39).

2. Astfel ar fi cheltuielile făcute cu hrana și îngrijirea unui cal dat în depozit. (Pont, I, No. 508).

3. Depozitarul nu are dreptul la restituirea cheltuielilor voluptoare, cu rezerva însă de a uza de dispozițiile art. 599 § 3 c. civ. fr. (539 partea finală c. civ. rom.) care se aplică la uzufruct. (Pont, I, No. 508; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, nota 1, p. 626; Huc, XI, No. 251; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1162; Guillouard, Dépôt, No. 111; Alexandresco, X, p. 39).

4. Depozitarul, după o părere, va avea dreptul la restituirea cheltuielilor utile numai pentru plus-valută. (Duranton, XVIII, No. 73; Duvergier, VI, No. 502; Pont; I, No. 508; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, nota 1, p. 626; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1163: Guillouard, Dépôt, No. 112; Comp.: Alexandresco, X, p. 39).

5. După altă părere, depozitarul nu are nicio acțiune pentru cheltuielile utile ce le-a făcut. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 113; Suppl., Dépôt, No. 47; Laurent, XXVII, No. 128; Huc, XI, No. 251).

6. Cheltuielile necesare făcute de depozitar, vor purta, dobânzi de plin drept dela data când au fost făcute iar nu dela data cererei lor. (Huc, XI, No. 251; Guillouard, Dépôt, No. 110; Contra: Pont, I, No. 509; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 116; Laurent, XXVII. No. 129; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1164; Alexandresco, X, p. 39).

7. Depozitarul are dreptul la restituirea tuturor pierderilor directe sau indirecte încercate din cauza depozitului. Astfel ar fi de exemplu când pentru a scăpa lucrul depozitat, dela incendiu, a lăsat să se piardă lucrul său. (Pont, I, No. 510; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, text și nota 2, p. 626; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 113; Huc, XI, No. 251; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1167; Guillouard, Dépôt, No. 113; Alexandresco, X, p. 39).

8. Această soluțiune are loc numai dacă pierderea nu a rezultat din culpă sau neglijența depozitarului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 114).

9. Dacă din cauza viciilor lucrului depozitarul a încercat un prejudiciu sau a făcut cheltuieli mai mari cu conservarea lui, deponentul va trebui să-l despăgubească. (Dalloz, Rép., Vices rédhibitoires, No. 43; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1167; Guillouard, Dépôt, No. 113; Alexandresco, X, p. 39).

10. Dacă sunt mai mulți deponenți, ei nu vor fi obligați solidar la plata tuturor acestor cheltuieli, decât în cazul când s'a prevăzut o clauză specială de solidaritate. (Huc, XI, No. 232; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1174; Guillouard, Dépôt, No. 171; Alexandresco, X, p. 40).

Art. 1619. — Depozitarul poate să oprească depozitul până la plata integrală cuvenită lui din cauza depozitului. (Civ. 771, 1147, 1322, 1323, 1377, 1444, 1694, 1700, 1730; Com. 387, 388; Civ. Fr. 1948).

Text. fr. Art. 1948. — Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17.

Doctrină.

1. Depozitarul are dreptul de retenţiune numai pentru cheltuielile necesare iar nu şi pentru cele utile. (Dalloz, Rép., Rétention, No. 44; Comp: Alexandresco, X, p. 41).

2. In cazul când deponentul refuză să-i plătească depozitarului cheltuielile făcute, acesta are dreptul să ceară în justiţie vinderea la licitaţie a lucrului depozitat pentru a se despăgubi din preţul rezultat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, text şi nota 3, p. 626, 627; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 49; Contra: Duvergier, VI, No. 508; Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 257; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1179; Guillouard, Dépôt, No. 118; Alexandresco, X, p. 41).

3. Depozitarul poate opune dreptul său de retenţie terţului care a dobândit lucrul depozitat. (Pont, I, No. 511; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, text şi nota 4, p. 627; Huc, XI, No. 252; Baudy et Wahl, Dépôt, No. 1176; Guillouard, Dépôt, No. 115; Alexandresco, X, p. 41).

4. Depozitarul însă nu poate opune dreptul său de retenţie adevăratului proprietar al lucrului depozitat. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1177; Alexandresco, X, p. 42; Contra: Guillouard, Dépôt, No. 31).

5. In caz de faliment al deponentului, depozitarul poate opune dreptul său de retenţie creditorilor deponentului. (Pont, I, No. 511; Comp: Alexandresco, X, p. 41).

6. Chiar după restituirea depozitului, depozitarul are pentru cheltuielile făcute pentru consumarea lucrului, privilegiul prevăzut de art. 2102 § 3 c. civ. fr. (1730 § 4 c. civ. rom.). (Duvergier, VI, No. 506; Troplong, Privilèges et hypothèques, No. 257; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 159 bis, II. III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 404, text şi nota 6, p. 627; Pont, I, No. 512; Dalloz Rép., Suppl., Dépôt, No. 51; Huc, XI, No. 252; Baudry et Wahl Dépôt. No. 1180; Guillouard, Dépôt, No. 116; Alexandresco, X, p. 41).

7. Pentru creanţele depozitarului rezultate din pierderile ocazionate de depozit, el nu are privilegiu, ci numai dreptul de retenţie. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 159 bis, II; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1180; Guillouard, Dépôt, No. 117; Alexandresco, X, p. 41).

8. Regulele prevăzute de art. 1948 c. civ. fr. (1619 c. civ. rom.) nu trebuesc aplicate numai la depozit, ci şi la alte contracte. Huc, XI, No. 252).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit convenţiunii sinalagmatice dintre părţi, care constitue un singur raport de drept cu obligaţiuni corelative, recurentul era obligat faţă de intimatul care îşi îndeplinise obligaţiunea de a da păşunat vitelor, să execute la rândul său obligaţiunea sa, de a plăti preţul păşunatului.

Intrucât recurentul nu se conformase acestei obligaţiuni, intimatul a fost în drept să reţină vitele astfel că paguba, pieirea uneia din ele fără nicio culpă din partea intimatului nu putea să cadă decât în sarcina recurentului ce se găsea în culpă, în ce priveşte executarea obligaţiei sale. (Cas. I, 1647 din 24 Februarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 971).

Secţiunea V. — *Despre depozitul necesar.*

Art. 1620. — Depozitul necesar este acela ce se face sub sila unei întâmplări, cum: un foc, o ruină, o pradare, un naufragiu sau alt eveniment neprevăzut, de forţă majoră. (Civ. 1198, 1594, 1621 urm.; Civ. Fr. 1949).

Text. fr. Art. 1949. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, ou autre événement imprévu.

Doctrină.

1. Depozitul necesar este un contract şi deşi necesar, este totuşi voluntar şi convenţional. (Duranton, XVIII, No. 2; Duvergier, VI, No. 509; Troplong, Dépôt, No. 205; Pont, I, No. 515; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 405, text şi nota 1, p. 627; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 148; Suppl., Dépôt, No. 59; Laurent, XXVII, No. 132; Huc, XI, No. 253; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1182; Guillouard, Dépôt, No. 123).

2. Dispoziţiile art. 1949 c. civ. fr. (1620 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţia în toate cazurile când un eveniment de forţă majoră, împiedecă pe cineva să-şi procure o dovadă scrisă a depozitului, cazurile arătate de acest articol nefiind limitative, ci numai enunciative. (Troplong, Dépôt, No. 207; Pont, I, No. 514; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 149; Suppl., Dépôt, No. 62; Laurent, XXVII, No. 134; Huc, XI, No. 253; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1182; Guillouard, Dépôt, No. 122; Alexandresco, X, p. 43).

3. Depozitul nu poate fi calificat ca necesar decât atunci când rezultă dintr'un eveniment de forţă majoră, cum este un incendiu sau un naufragiu. (Pont, I, No. 514; Laurent, XXVII, No. 133; Alexandresco, X, p. 43, 44).

4. De asemenea, o altă condiţie pentru ca depozitul să fie calificat ca necesar, este ca obiectul să fie dat depozitarului pentru a fi scăpat dela un pericol real, (Pont, I, No. 514; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 150; Laurent, XXVII, No. 133; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1184; Alexandresco, X, p. 44).

Art. 1621. — Proba prin martori este admisă pentru depozitul necesar şi chiar în cazul când valoarea depozitului ar trece peste 150 lei[1]). (Civ. 1188, 1191, 1198, 1203, 1620; Civ. Fr. 1950).

Text. fr. Art. 1950. — La preuve par témoins peut être reçue pour le depôt nécessaire, même quant il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

Doctrină.

1. Depozitul necesar poate fi dovedit cu martori, chiar dacă valoarea lui e mai mare de 150 lei, deoarece el este făcut în grabă şi nu este timp a se constata prin act scris. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 152; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1185; Alexandresco, X, p. 44).

2. Dispoziţiile art. 1950 c. civ. fr. (1621 c. civ. rom.) sunt o aplicaţiune a dispoziţiilor art. 1348 c. civ. fr. (1198 c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1185; Guillouard, Dépôt, No. 125; Alexandresco, X, p. 44).

3. Cu martori se va dovedi necesitatea facerii depozitului, însăşi depozitul precum şi natura şi valoarea lucrului depozitat. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 153; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1185; Alexandresco, X, p. 44).

4. Tribunalele sunt suverane ca să aprecieze dacă dovada cu martori trebueşte sau nu admisă, luând în consideraţie calitatea persoanelor şi împrejurările de fapt. (Pont, I, No. 524; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 61; Laurent, XXVII, No. 139; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1229; Guillouard, Dépôt, No. 148).

5. Pentru dovedirea depozitului necesar sunt admisibile şi prezumpţiile grave, precise şi concordante. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 153).

6. De asemenea, tribunalele pot deferi jurământul depozitarului pentru stabilirea depozitului necesar. (Pont, I, No. 518; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 153).

7. După stabilirea depozitului dacă nu se înţeleg părţile asupra valorii depozitului, tribunalul va putea da jurământ deponentului, dacă la început depozitarul negase existenţa depozitului. Dacă depozitarul a recunoscut existenţa depozitului necesar i se va putea deferi jurământ pentru stabilirea valorii depozitului şi a numărului obiectelor depozitate. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 4910).

Art. 1622. — Depozitul necesar este supus la toate regulele depozitului voluntar şi fără prejudiciul dispoziţiunilor art. 1198[2]). (Civ. 1198, 1596; Civ. Fr. 1951; Civ. Ital. 1865).

Text. fr. Art. 1951. — Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

Text. Ital. Art. 1865. — Il deposito necessario è sottoposto a tutte le regole del deposito volontario, salvo quanto è disposto dell' art. 1348.

---

1) Aceşti lei sunt: „*lei vechi*", conform sistemului monetar in vigoare în timpul promulgării codului civil. Transformaţi în „*lei noi*", suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi şi 55 bani.

2) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „şi fără prejudiciul dispoziţiunilor art. 1198".

Doctrină.

1. Regulele dela depozitul voluntar se aplică depozitului necesar, singura deosebire fiind numai în privința dovedirii, depozitul necesar putând fi dovedit prin martori oricare ar fi valoarea lui. (Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 60; Guillouard, Dépôt, No. 124; Comp.: Alexandresco, X, p. 44).

2. Regulele privitoare la capacitatea părților contractante prevăzute pentru depozitul voluntar se vor aplica și depozitului necesar. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 155).

3. De asemenea se aplică și regulele că depozitarul necesar nu răspunde decât de dolul și culpa sa gravă. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 155).

Art. 1623. — Ospătătorii ori hangiii, răspund ca depozitari pentru toate lucrurile aduse în localul lor de un călător; depozitul unor așa lucruri trebue să se considere ca un depozit necesar. (Civ. 1198, 1473 urm., 1621, 1624 urm., 1730, 1903; Civ. Fr. 1952).

Text. fr. Art 1952. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D. *Observație* sub Trib. Beaune (Côte d'Or) 16 Martie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 69.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Depozitele făcute în ospătării și hanuri sunt depozite necesare, cu toate că necesitatea nu este așa de imperioasă ca în cazurile prevăzute de art. 1949 c. civ. fr. (1620 c. civ. rom.). (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 164; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 157; Suppl., Dépôt, No. 63; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1187; Guillouard, Dépôt, No. 129).

2. Art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.) tratează pe ospatator sau hangiu ca un depozitar necesar, numai din punctul de vedere al probei. (Pont, I, No. 522; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 63; Laurent, XXVII, No. 136).

3. Responsabilitatea hangiului și ospătatorului va fi mult mai riguroasă decât a depozitarului ordinar, deoarece el este un depozitar salariat. (Pont, I, No. 522; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 63; Laurent, XXVII, No. 136, 137; Alexandresco, X, p. 47).

4. Contractul de depozit ce se formează între hotelier și călător este de obiceiu tacit, rezultând, fie din introducerea în hotel a lucrurilor, fie din remiterea lucrurilor hotelierului. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 169).

5. Dispozițiile art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.), după o părere, trebuesc aplicate numai ospătătorilor și hangiilor, deoarece sunt foarte riguroase și trebuesc interpretate restrictiv. (Duvergier, VI, No. 522; Pont, I, No. 528; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 628; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 162; Suppl., Dépôt, No. 73; Huc, XI, No. 258; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1241; Comp.: Planiol, II, No. 2225).

6. După altă părere, dispozițiile art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.), se vor aplica în toate cazurile când depozitul a fost făcut persoanelor care exercită profesiuni analoage cu cele de hangiu sau ospătător și care dau loc la o încredere indispensabilă. (Troplong, Dépôt, No. 229; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 738, p. 13; Guillouard, Dépôt, No. 135; Sourdat, Traité général de la responsabilité, II, No. 139; Comp.: Laurent, XXVII, No. 147).

7. Dispozițiile art. 1952 c. civ. fr. (1623

c. civ. rom.), se aplică acelor cari închiriază odăi mobilate cu luna sau cu ziua. (Pont, I, No. 526; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, nota 1, p. 628; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 163; Suppl., Dépôt, No. 76; Laurent, XXVII, No. 148; Huc, XI, No. 256; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1238; Guillouard, Dépôt, No. 135, 136; Alexandresco, X, p. 53).

8. Pentru ca hangiii și ospătătorii să fie responsabili, în baza art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.), trebuește ca ei să-și închirieze camerele lor pe un termen scurt și trecător iar nu pentru un timp îndelungat. (Alexandresco, X, p. 53).

9. Dispozițiile art. 1952 c. civ. fr. (1623 rom.), nu se aplică cafengiilor și restauratorilor. (Pont, I, No. 528; Huc, XI, No. 258; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1241; Guillouard, Dépôt, No. 139; Planiol, II, No. 2225; Contra: Troplong, Dépôt, No. 229; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 738, nota 1, p. 13; Sourdat, Traité de la responsabilité, II, No. 939; Comp.: Alexandresco, X, p. 54).

10. De asemenea nici companiilor internaționale de wagons-lits. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1246; Huc, X, No. 405; Comp.: Alexandresco, X, p. 55).

11. De asemenea nici vestiarelor dela teatre. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1242; Contra: Huc, XI, No. 258; Guillouard, Dépôt, No. 138; Comp.: Alexandresco, X, p. 55).

12. De asemenea nici directorilor de teatru, pentru efectele depuse de artiști în lojile lor. (Planiol, II, No. 2225).

13. De asemenea nici stabilimentelor de băi ce se fac într'un râu. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 164; Suppl., Dépôt, No. 74; Laurent, XXVII, No. 151; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1244).

14. După altă părere, dispozițiile acestui articol se aplică proprietarilor de stabilimente de băi publice. (Pont, I, No. 527; Huc, XI, No. 257; Guillouard, Dépôt, No. 137; Comp.: Alexandresco, X, p. 54; Contra: Laurent, XXVII, No. 151; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 628; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1244).

15. Responsabilitatea ospătătorilor și hangiilor este stabilită numai în profitul voiajorilor cari vin pentru a locu. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 178; Suppl., Dépôt, No. 77; Huc, XI, No. 260; Comp., Contra: Alexandresco, X. p. 47).

16. Hotelierii sunt răspunzători pentru toate obiectele pe care voiajorii le poartă asupra lor sau le-au adus cu ei cum sunt: hainele, bijuteriile, mărfurile, etc., care servesc fie persoanei, fie comerțului său. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 170; Suppl., Dépôt, No. 78; Laurent, XXVII, No. 155; Huc, XI, No. 261; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1190, 1196; Guillouard, Dépôt, No. 142; Alexandresco, X, p. 46).

17. De asemenea și pentru banii pe cari voiajorul îi are în posesiunea sa. (Laurent, XXVII, No. 155).

18. Dispozițiile art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.), își găsesc aplicația și la animalele pe care le aduc voiajorii. (Pont, I, No. 531; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 78; Laurent, XXVII, No. 155; Huc, XI, No. 261; Guillouard, Dépôt, No. 142; Alexandresco, X, p. 46; Contra: Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1191).

19. Pentru existența responsabilității hotelierului nu este nevoie ca să-i fi fost predate lucrurile, ci este de ajuns dacă ele au fost aduse în hotel. (Pont, I, No. 530; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, text și notele 5, 6, p. 628, 629; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 171; Huc, XI, No. 260; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1198; Guillouard, Dépôt, No. 144).

20. Pentru existența acestei răspunderi nu este necesar ca voiajorul să înștiințeze în prealabil pe hotelier. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 628, 629; Huc, XI, No. 260).

21. Pentru existența responsabilității hotelierului conform art. 1952 c. civ. fr. (1623 c. civ. rom.), trebuește ca voiajorul să locuiască în hotel. Astfel dacă plecând un călător lasă în păstrarea hotelierului lucrurile sale, acesta va fi obligat ca un depozitar voluntar. (Pont, I, No. 534; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, nota 2, p. 628; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 181; Huc, XI, No. 258; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1202; Guillouard, Dépôt, No. 141; Alexandresco, X, p. 52).

22. De asemenea, tot depozit voluntar este remiterea unor obiecte hotelierului, pentru a le preda unui călător care va veni ulterior la hotel. (Laurent, XXVII, No. 154; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1203; Guillouard, Dépôt, No. 141).

23. Călătorul este obligat să facă dovada aducerii lucrurilor în hotel și valoarea lor. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 158; Alexandresco, X, p. 51).

24. De asemeni, călătorul va trebui să facă dovada că lucrurile au fost furate în hotelul în care a fost primit. (Laurent, XXVII, No. 143; Huc, XI, No. 266; Alexandresco, X, p. 51).

25. Călătorul nu este obligat să arate pe autorul furtului, ci numai să facă dovada că furtul a avut loc. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 158).

26. Călătorul poate dovedi prin orice mijloace că avea în posesie lucrurile care i-au fost furate. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1227, 1231; Alexandresco, X, p. 51).

27. Numărul, cantitatea, calitatea și valoarea lucrurilor pot fi dovedite și cu jurământul care poate fi deferit deponentului. (Laurent, XXVII, No. 140; Alexandresco, X, p. 51).

28. Tribunalele vor aprecia în mod suveran valoarea obiectelor furate. (Pont, I, No. 524; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 164 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, text și nota 10, p. 629, 630; Laurent, XXVII, No. 139; Planiol, II, No. 2219; Alexandresco, X, p. 51).

29. Hotelierul nu poate fi făcut răspunzător cu aceeaşi rigoare pentru lucrurile uitate de călători în hotel, deoarece aceştia au comis o greşeală. (Pont, I, No. 534).

30. Responsabilitatea ospătătorului sau hangiului încetează când se stabileşte că pierderea încercată de călător se datoreşte culpei sau imprudenţei acestuia. (Troplong, Dépôt, No. 237; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 739, nota 7, p. 14; Pont, I, No. 541; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 630; Laurent, XXVII, No. 144; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1214; Guillouard, Dépôt, No. 152; Alexandresco, X, p. 49).

31. Astfel, ar fi de exemplu, când călătorul ar fi lăsat deschisă uşa camerei sale sau ar fi pus obiecte de valoare într'un dulap sau saltar fără cheie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 630; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1214; Guillouard, Dépôt, No. 152; Alexandresco, X, p. 49).

32. Nu se poate spune că ar fi comis o imprudenţă călătorul care lasă lucrurile sale într'o ladă neîncuiată, sau într'un dulap deschis într'o odaie neîncuiată sau că nu a verificat soliditatea încuietorii odăii sale. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1214; Alexandresco, X, p. 49).

33. Hotelierul poate fi scutit de culpa sa printr'o anumită convenţie încheiată cu călătorul, bine înţeles afară de dolul şi culpa lata. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1236; Alexandresco, X, p. 52).

34. Dacă hotelierul placardează în camerele şi coridoarele hotelului un afipt prin care se descarcă de responsabilitatea sa, aceasta nu-l scuteşte de răspundere, dacă nu se stabileşte că de acest afipt a luat cunoştinţă călătorul şi l-a acceptat. (Troplong, Dépôt, No. 241; Pont, I, No. 543; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, p. 630; Laurent, XXVII, No. 146; Huc, XI, No. 265; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1234; Guillouard, Dépôt, No. 151; Alexandresco, X, p. 52, 53).

Art. 1624. — Ei răspund de furtul sau stricăciunea lucrurilor călătorului, în caz când furtul sau stricăciunea s'a comis de servitori, ori de cei însărcinaţi cu direcţiunea ospătăriilor, ori de străinii ce le frecuentează. (Civ. 1000, 1434, 1473, 1623, 1625; C. P. 309, 389; Civ. Fr. 1953).

Text. fr. Art. 1953. — Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

Text. fr. Art. 1953 (Modificat prin legea din 18 Februarie 1889) — Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

Cette responsabilité est limitée à mille francs, pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers.

Bibliografie (continuare).

Alexandresco D., *Observaţie* sub Trib. Beaune (Côte d'Or) 16 Martie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 69.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 1953 c. civ. fr. (1624 c. civ. rom.), ospătătorii şi hangii sunt răspunzători de furtul sau stricăciunile lucrului călătorului comise nu numai de oamenii lui, ci încă şi de acele comise de străinii cari frecventează hanul sau ospătăria, deoarece trebuesc să exercite în localul lor o supraveghere riguroasă. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1205; Guillouard, Dépôt, No. 130; Alexandresco, X, p. 48).

2. Hotelierul nu este răspunzător de furtul sau de dauna făcută de oamenii sau servitorii călătorului. (Troplong, Dépôt, No. 237; Huc, XI, No. 261; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1216; Guillouard, Dépôt, No. 145; Alexandresco, X, p. 50).

3. Chiar în cazul de culpă sau neglijenţă din partea călătorului, hotelierul este răspunzător pentru furtul comis de prepuşii hotelierului, culpa călătorului putând numai micşora responsabilitatea hotelierului. (Huc, XI, No. 266; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1217 urm.; Alexandresco, X, p. 50).

4. Hangiul răspunde de accidentele întâmplate cailor călătorilor puşi în grajdul hanului. (Huc, XI, No. 261; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1220; Guillouard, Dépôt, No. 143; Alexandresco, X, p. 50).

Art. 1625. — Ei nu sunt răspunzători de furturile comise cu mâna înarmată sau în altfel cu forță majoră. (Civ. 1083, 1624; C. p. 309, 310, 317 urm.; Civ. Fr. 1954).

Text. fr. Art. 1954. — Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

Doctrină.

1. Pentru ca hotelierul să fie descărcat de responsabilitate, nu este de ajuns să dovedească că nu există greşeală din partea sa, ci este răspunzător dacă nu stabileşte că furtul lucrurilor călătorului a avut loc prin o forță majoră pe care nu a putut-o împiedeca nici prevedea. (Pont, I, No. 539; Guillouard, Dépôt, No. 131).

2. Ca exemplu de forță majoră, art. 1954 c. civ. fr. (1625 c. civ. rom.), dă cazul când furtul s'a făcut cu mâna înarmată, când deci hotelierul nu a putut rezista violenței exercitate. (Pont, I, No. 540; Alexandresco, X, p. 47, 48).

3. Nu constitue un caz de forță majoră furtul comis prin escaladare sau cu efracție sau prin chei false. (Pont, I, No. 540; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, nota 9, p. 629; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 187, 189; Laurent, XXVII, No. 142; Huc, XI No. 266; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1211; Guillouard, Dépôt, No. 147; Alexandresco, X, p. 48).

4. Cazurile de forță majoră vor trebui să fie dovedite de hotelieri. (Pont, I, No. 538; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 186; Suppl., Dépôt, No. 65; Laurent, XXVII, No. 146; Alexandresco, X, p. 52).

5. Astfel hotelierul este răspunzător de pierderea lucrurilor călătorilor, întâmplată prin incendiu, dacă nu dovedeşte că incendiul nu-i este imputabil, ci e rezultatul unui caz de forță majoră. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 406, nota 8, p. 629; Laurent, XXVII, No. 146; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1212; Guillouard, Dépôt, No. 146; Alexandresco, X, p. 49).

6. Furtul cu mâna armată numai atunci exonerează pe hangiu sau ospătător când este comis de oamenii din afară, iar nu şi când e comis de oamenii săi sau de acei cari frecventează hanul sau ospătăria. (Troplong, Dépôt, No. 236; Pont, I, No. 536; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1213; Alexandresco, X, p. 48).

CAPITOLUL III

Despre sequestru.

Secțiunea I. — *Despre diversele feluri de sequestruri.*

Art. 1626. — Sequestrul este convențional sau judiciar. (Civ. 1627 urm., 1632 urm.; Civ. Fr. 1955).

Text. fr. Art. 1955. — Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

Doctrină.

1. Sechestrul este depozitul unui lucru litigios în mâinele unui terț, până la rezolvarea contestației între acei care pretind că au drepturi asupra acestui lucru. (Duvergier, VI, No. 523; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 407, p. 630; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 192, 195 urm., 212 urm.; Planiol, II, No. 2226; Colin et Capitant, ed. 5-a, II, p. 658; Josserand, II, No. 1376; Alexandresco, X, p. 61, 62; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681).

2. Prin cuvântul sechestru se înțelege şi persoana căreia i se încredințează lucrul. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 192).

3. Potrivit dispozițiilor art. 1955 c. civ. fr. (1626 c. civ. rom.), sechestrul poate fi convențional sau judiciar. Sechestrul judiciar se deosebeşte de sechestrul convențional, deoarece este ordonat de justiție cu sau fără asentimentul părților litigante. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 212; Planiol, II, No. 2227; Colin et Capitant, II, p. 658; Josserand, II, No. 1377; Nacu, III, p. 466, 468; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681).

4. Sechestrul mai poate fi legal şi administrativ. Sechestrul este legal când este impus de lege şi nu intervine justiția, iar administrativ este atunci când este aplicat de Stat într'un interes de ordine publică. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 192, 263; Suppl., Dépôt, No. 102; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1310).

Secțiunea II. — *Despre sequestru convențional.*

Art. 1627. — Sequestrul convențional este depozitul unui lucru în litigiu, făcut de una sau mai multe persoane, unui al

treilea care, ia asupra-şi îndatorirea de a-l restitui, după terminarea procesului, celui cărui va declara judecătorul că se cuvine. (Civ. 542, 1628 urm.; Pr. Civ. 129 § 4, 371, 373, 375, 376, 378; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1956).

Text. fr. Art. 1956. — Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Doctrină.

1. Sechestrul convenţional fiind un contract cere pentru perfectarea lui capacitatea părţilor contractante, un lucru, obiect al depozitului şi consimţimântul părţilor. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 196).

2. Sechestrul convenţional se deosebeşte de depozitul voluntar deoarece acesta din urmă cere concursul numai a două persoane, deponentul şi depozitarul şi dacă sunt mai mulţi deponenţi, ei pot fi consideraţi ca o singură persoană întrucât au acelaşi interes, pe când la sechestrul convenţional trebueşte să fie totdeauna cel puţin doi deponenţi având un interes opus. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 547; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 408, nota 1, p. 631; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 195, 196; Laurent, XXVII, No. 163; Huc, XI, No. 268; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1255; Guillouard, Dépôt, No. 164; Planiol, II, p. 775, nota 1).

3. Spre deosebire de depozit, sechestrul poate avea de obiect nu numai un lucru mobil, ci şi un imobil. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 198; Planiol, II, No. 2226; Colin et Capitant, II, p. 658; Josserand, II, No. 1376; Alexandresco, X, p. 58; Nacu, III, p. 466; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681).

Art. 1628. — Sequestrul poate să nu fie gratuit. (Civ. 1593, 1600; Civ. Fr. 1957).

Text. fr. Art. 1957. — Le séquestre peut n'être pas gratuit.

Doctrină.

1. Sechestrul este cel mai adeseori salariat, cu toate că din art. 1957 c. civ. fr. (1628 c. civ. rom.), reiese că regula este gratuitatea şi salariul excepţiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 14; Laurent, XXVII, No. 166).

2. După altă părere, gratuitatea sechestrului este regula şi salarizarea este excepţiunea. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1258).

3. Se admite că sechestrul este gratuit prin natura sa, iar nu prin esenţa sa. (Guillouard, Dépôt, No. 167; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1258; Alexandresco, X, p. 58).

4. In cazul când sechestrul este salariat el se aseamănă cu locaţia mai mult decât cu depozitul şi în acest caz responsabilitatea sechestrului, conform art. 1928 c. civ. fr. (1600 c. civ. rom.), este mai riguroasă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 169; Pont, I, No. 550; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 199; Laurent, XXVII, No. 166; Huc, XI, No. 268; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1257; Guillouard, Dépôt, No. 167; Alexandresco, X, p. 58).

5. Sechestrul convenţional poate cere salariul dela oricare din deponenţi, chiar şi dela cei cari nu au câştigat procesul deoarece a fost numit de toţi deponenţii cari i-au promis salariul. (Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt, No. 80; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1264; Guillouard, Dépôt, No. 171; Alexandresco, X, p. 59).

Art. 1629. — Când este gratuit, se aplică asupra-i regulele depozitului propriu zis, cu deosebirile ce se vor arăta mai jos. (Civ. 1595 urm.; Civ. Fr. 1958).

Text. fr. Art. 1958. — Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après enoncées.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Sechestrul, fie gratuit sau salariat, ca şi depozitarul, nu se poate servi de lucrurile supuse sechestrului. (Dalloz Rép., Dépôt, No. 204).

2. Sechestrul are sarcina de a păzi lucrul, a-l administra şi a-i culege fructele. (Pont, I, No. 553; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 207; Laurent, XXVII, No. 168; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1259; Guillouard, Dépôt, No. 168; Alexandresco, X, p. 59).

3. Puterile sechestrului convențional sunt aceleaşi ca şi ale sechestrului judiciar. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1266).

4. Sechestrul poate cere cheltuielile ce le-a făcut, dela acel care a câştigat procesul, deoarece acesta a profitat de cheltuielile făcute. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 408, p. 631; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 205; Laurent, XXVII, No. 167; Huc, XI, No. 269; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1263; Guillouard, Dépôt, No. 171; Alexandresco, X, p. 59).

5. Sechestrul are drept de retenție asupra lucrului până la plata cheltuelilor de conservare ce le-a făcut. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 169 bis).

6. Sechestrul, după o părere, nu are acțiune, chiar pentru cheltuielile necesare, contra deponenților cari nu au câştigat procesul. (Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1264).

7. După a doua părere, el va avea acțiune contra fiecăruia din deponenții necâştigători, pentru partea sa. (Laurent, XXVII, No. 167; Guillouard, Dépôt, No. 171; Alexandresco, X, p. 59, 60).

8. După a treia părere dominantă, sechestrul va avea o acțiune pentru toate cheltuielile contra fiecăruia dintre deponenți, chiar dacă nu au câştigat procesul. (Pont, I, No. 549; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 408, nota 3, p. 631; Dalloz, Rép., Dépôt No. 205; Suppl., Dépôt, No. 80; Huc, XI, No. 269).

9. Sechestrul are dreptul la dobânzi pentru sumele cheltuite de el. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 208).

10. Dovada sechestrului convențional se va face potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 203).

Art. 1630. — Obiectul sequestrului poate fi bunuri mobile sau imobile. (Civ. 461 urm., 472 urm., 1593;Civ. Fr. 1959).

Text. fr. Art. 1959. — Le séquestre peut avoir pour objet, non-seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

Doctrină.

1. Sechestrul poate avea de obiect nu numai lucruri *mobile* ci *şi imobile*. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 198; Planiol, II, No. 2226; Colin et Capitant, II, No. 658; Josserand, II, No. 1376; Alexandresco, X, p. 58; Nacu, III, p. 466; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. No. 1681).

Art. 1631. — Depozitarul, însărcinat cu un sequestru, nu poate fi liberat de dânsul înainte de terminarea procesului, decât atunci când toate părțile interesate vor consimți, sau când va urma o cauză ce se va judeca de legitimă. (Civ. 969, 1616; Civ. Fr. 1960).

Text. fr. Art. 1960. — Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

Doctrină.

1. Depozitarul însărcinat cu un sechestru nu poate fi liberat de dânsul înainte de terminarea procesului, decât prin consimțimântul tuturor părților între care există procesul, iar nu numai prin consimțimântul celor cari l-au numit. (Pont, I, No. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 408, text şi nota 2, p. 631; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 201; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1261; Guillouard, Dépôt, No. 170; Alexandresco, X, p. 59).

2. După altă părere, prin părți interesate care trebuesc să-şi dea consimțimântul la liberarea depozitarului, nu trebuesc să se înțeleagă terții cari au intervenit în cursul instanței. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 171 bis, II; Laurent, XXVII, No. 169).

3. Tribunalele vor aprecia în mod suveran cauzele legitime care, potrivit dis-

pozițiunilor art. 1960 c. civ. fr. (1631 c. civ. rom.), pot admite descărcarea depozitarului de sechestru înainte de terminarea procesului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 171 bis, I; Laurent, XXVII, No. 170; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1262; Guillouard, Dépôt, No. 169).

4. Astfel, s'ar putea admite că sunt cauze legitime, o infirmitate obişnuită sau o lungă călătorie ce voieşte s'o facă sechestrul. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 171 bis, I; Laurent, XXVII, No. 170; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1262; Guillouard, Dépôt, No. 169; Alexandresco, X, p. 59).

5. Sechestrul va da lucrul părţii care a câştigat în mod definitiv procesul, obligând pe această parte să facă dovada că hotărîrea nu mai este atacabilă pe nicio cale. (Pont, I, No. 557).

6. Dacă sechestrul refuză fără motiv să dea lucrul, el poate fi condamnat la daune-interese. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 202).

Secțiunea III. — *Despre sequestru judiciar* [1]).

Art. 1632. — Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă [2]), judecătorul poate ordona sequestrul:

1. A unui imobil sau a unui lucru mobil pentru a cărui proprietate ori posesiune se judecă două sau mai multe persoane;

2. A lucrurilor oferite de un debitor spre liberarea sa. (Civ. 535 urm., 542, 568, 732, 733, 739, 1114, 1116, 1121, 1693; Pr. Civ. 512—522, 610—618; C. com. 68, 71, 438, 567, 590; L. timbr. 19, § 12, 21, § 1; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 55; Civ. Fr. 1961; Civ. Ital. 1875).

Text. fr. Art. 1961. — La justice peut ordonner le séquestre:

1⁰ Des meubles saisis sur un débiteur;

2⁰ D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes;

3⁰ Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

Text. Italian Art. 1875. — Oltre i casi stabiliti dal codice di procedura civile, l'autorità giudiziaria può ordinare il sequestro:

1⁰ Di un imobile o di una cosa mobile, la cui proprietà o il cui possesso sia controverso fra due o più persone;

2⁰ Delle cose che un debitore offre per la sua liberazione.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N, *Despre testamente*, p. 114, 115; *Despre ipoteci*, p. 79 urm;
POSTELNICU D. S., *Notă* sub Trib. Buzeu S. II, 361 din 28 Oct. 1925, Curier Jud, 42/1925;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub Cas. I, 567 din 3 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 211.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) A se vedea și art. 610—618 din procedura civilă, relative la sequestrul asigurător și judiciar.

2) In textul francez lipsesc primele cuvinte: „*Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă*“, și articolul începe cu vorbele: „*Judecata poate ordona sequestrul*“. Acest articol este reproducerea art. 1875 cod. civil Italian, de unde legiuitorul Român l-a împrumutat.

Doctrină.

1. Articolul 1961 din codul civil francez dispune că: justiţia poate ordona sechestrul: 1) a mobilelor urmărite asupra unui debitor; 2) a unui imobil sau a unui lucru mobiliar, a cărui proprietate sau posesiune este litigioasă între două sau mai multe persoane; 3) a lucrurilor pe cari un debitor le oferă pentru liberarea sa. Articolul 1632 din codul civil român corespunzător, şi care este reproducerea art. 1875 din codul civil italian, cuprinde numai dispoziţiunile numerelorr 2 şi 3 din art. 1961 c. civ. fr., suprimând numărul întâiu; numai numărul al doilea din art. 1961 c. civ. fr. (numărul întâi din art. 1632 c. civ. rom.) se ocupă cu sechestrul judiciar asupra lucrurilor litigioase, iar celelalte numere se ocupă cu depozitul judiciar asupra lucrurilor nelitigioase. (Pont, I, No. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 409, nota 2, p. 632; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 210, 211; Suppl., Dépôt, No. 81; Laurent, XXVII, No. 171; Huc, XI, No. 270; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1267; Guillouard, Dépôt, No. 172; Alexandresco, X, p. 60, 61, nota 1, 62, text şi nota 3).

2. Articolele 1632 şi 1634 din codul civil român, cari se ocupă cu sechestrul judiciar, sunt completate prin dispoziţiunile art. 615 din codul de procedură civilă, astfel cum a fost modificat la 1900 şi care a mai adăugat, pe lângă cele două cazuri prevăzute de art. 1632 c. civ. în cari sechestrul judiciar poate fi cerut, şi cazurile când există un proces asupra administraţiei sau folosinţei unui lucru comun.

3. Potrivit dispoziţiunilor art. 1626 c. civ. rom. (1955 c. civ. fr.), sechestrul poate fi convenţional sau judiciar. Sechestrul judiciar se deosebeşte de sechestrul convenţional, deoarece este ordonat de justiţie, cu sau fără asentimentul părţilor litigante. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 212; Planiol, II, No. 2227; Colin et Capitant, II, p. 658; Joserand, II, No. 1377; Nacu, III, p. 466, 468; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681).

4. Spre deosebire de depozit, schestrul poate avea de obiect atât un imobil, cât şi un lucru mobil. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 198; Planiol, II, No. 2226; Colin et Capitant, II, p. 658; Josserand, II, No. 1376; Alexandresco, X, p. 58; Nacu, III, p. 466; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681).

5. Pentru încuviinţarea sechestrului judiciar, trebueşte, potrivit dispoziţiunilor art. 1632, c. civ. şi 615 pr. civ., ca să existe între părţi un proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător sau asupra administraţiei sau folosinţei unui lucru comun; în afară de aceasta, reclamantul trebueşte să stabilească şi interesul cererii, deoarece potrivit principiilor generale de drept, nu există acţiune în justiţie fără interes şi apoi însăşi textul vorbeşte de cererea celui interesat. In dovedirea interesului, doctrina şi jurisprudenţa cer să se stabilească că sechestrul judiciar este absolut necesar pentru conservarea dreptului, ceea ce se face prin dovedirea existenţei unui pericol de natură a periclita dreptul fără putinţă de refacere şi care nu s'ar putea înlătura pe altă cale; de asemenea, pentru stabilirea interesului, instanţa de judecată, deşi nu este datoare să cerceteze titlurile şi calitatea în virtutea cărora partea interesată este autorizată să facă o asemenea cerere de asigurare, întru cât acesta fiind tocmai obiectul principal al litigiului de care este întotdeauna precedată cererea de sechestru, prin asemenea procedare s'ar prejudicia însăşi fondul procesului, totuşi ca element de apreciere, va putea pipăi acţiunea de fond spre a se vedea din examenul motivelor de drept, din felul mijloacelor de probă enumerate sau chiar desvoltate, din felul conducerii acţiunii şi din stăruinţa depusă, criterii de seriozitate a acţiunii, pentru a nu fi surprinsă şi a lua o măsură aşa de gravă pe temeiul unei acţiuni temerare sau dubioase. In ceea ce priveşte pericolul, el trebueşte privit în raport cu conservarea lucrului în substanţa sa sau cu periclitarea viitoarelor pretenţiuni de restituirea fructelor percepute pe nedrept. Pentru stabilirea acestui pericol, se va putea face dovada că detentorul bunului este un rău administrator sau că este de rea credinţă, aşa încât prin faptele sale conservarea lucrului este ameninţată şi deci se vatămă în mod vădit interesele reclamantului. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 221; Guillouard, Dépôt, etc., No. 180; Alexandresco, X, p. 62, nota 2, 65, 66).

6. Numirea unui gerant pentru a administra şi supraveghea, în caz de urgenţă, o succesiune, nu trebueşte confundată cu numirea unui sechestru judiciar, care potrivit dispoziţiunilor art. 1632 c. civ. rom. şi 615 c. pr. civ. (1961 c. civ. fr.) nu poate

avea loc decât în caz de litigiu. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 215).

7. Partea în contra căreia se face o cerere de sechestru judiciar nu poate să se opue la admiterea lui prin oferirea unei cauțiuni; acest drept este acordat de lege numai în materie de sechestru asigurător. (Alexandresco, X, p. 67).

8. După părerea dominantă în doctrină și jurisprudență, dispozițiunile art. 1632 c. civ. rom. și 615 c. pr. civ. (1961 c. civ. fr.) care determină cazurile în cari se poate ordona sechestrul nu sunt limitative, ci pur demonstrative și judecătorii pot ordona sechestrul în toate cazurile când această măsură este necesară pentru conservarea drepturilor părților. (Delvincourt, III, p. 213, nota 4; Larombière, Obligations, Art. 1180, No. 6; Mourlon, III, No. 1074; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 172 bis, II; Debelleyme, Ordonances, II, p. 208 urm.; Pont, Petits contrats, No. 560; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 409, p. 632; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 220, 222, 223; Laurent, XXVII, No. 173; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1269; Guillouard, Dépôt, etc., No. 175; Planiol, II, No. 2230; Colin et Capitant, II, p. 658; Alexandresco, X, p. 62; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, II, No. 1681).

9. După altă părere, dispozițiunile art. 1632 c. civ. și 615 pr. civ. (1961 c. civ. fr.) au o aplicațiune restrictivă și un sechestru nu poate fi numit decât în cazurile speciale prevăzute de aceste articole. (Duvergier, VI, No. 536; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 742, nota 3, p. 16; Troplong, Dépôt et séquestre, No. 292, 294, 295; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 219, 220; Suppl., Dépôt, No. 82 urm.; Laurent, XXVII, No. 117; Huc, XI, No. 271).

10. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă măsura sechestrului judiciar trebuește sau nu ordonată și în cazul afirmativ, numirea persoanei însărcinată cu sechestrul, fără ca instanța de recurs să poată cenzura această apreciere, deoarece dispozițiunile art. 1632 c. civ. și 615 c. pr. civ. (1961 c. civ. fr.) sunt facultative. (Pont, Petits contrats, I, No. 559; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 409, text și nota 1, p. 532; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 222 cu jurisprudență; Laurent, XXVII, No. 173; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1286; Guillouard, Dépôt, etc., No. 180; Alexandresco, X, p. 61, 62).

11. Pentru ca acest drept suveran al instanțelor de fond să nu poată fi cenzurat de instanța de recurs, trebuește ca instanțele de fond să arate și să motiveze pentru ce admit sau resping cererile de sechestru judiciar. Astfel, de exemplu, este casabilă sentința instanței de fond prin care se admite o cerere de sechestru judiciar numai pe baza constatării că între părți există proces asupra posesiunei unui bun, fără a examina dacă împrejurările cauzei justifică necesitatea măsurii cerute și la care partea adversă s'a opus, tocmai pentru acest motiv, deoarece art. 615 din codul de pr. civ. cere pentru admiterea sechestrului judiciar, pe de o parte existența unui litigiu între părți, iar pe de altă parte justificarea oportunității unei asemenea măsuri.

12. Jurisprudența și doctrina au făcut numeroase aplicațiuni ale dispozițiunilor art. 1632 c. civ. și 615 c. pr. civ. (1961 c. civ. fr.) și cităm, ca exemple, următoarele cazuri când s'a hotărît că este cazul a se ordona un sechestru judiciar:

1. Până la partajul cerut de un comoștenitor, este locul a se ordona sechestrul judiciar, întru cât bunurile succesorale sunt considerate în litigiu, existând nesiguranță și judecată cu privire la porțiunea ce se cuvine fiecărui comoștenitor și în această stare de lucruri, un copărtaș poate poseda o porțiune care în urmă să se recunoască că nu a avut niciun drept asupra ei, posesiune care poate compromite drepturile copărtașului în lotul căruia va cădea această porțiune.
2. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în materie de succesiune când contestațiunile între moștenitori sunt de natura a întârzia lichidarea ei.
3. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul unei cereri de rezolutiune a unei vânzări pentru neplata prețului.
4. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul unei acțiuni în anulare, chiar a unui act autentic, a cărui executare nu poate, în regulă generală, să fie suspendată decât prin înscriere în fals, când anularea se cere pentru motivul de fraudă la lege, cum ar fi de exemplu, că actul cuprinde o donațiune deghizată și când posesorul comite o degradare asupra bunurilor.
5. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul unei acțiuni în nulitatea unei vânzări pentru dol și fraudă.
6. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul unei contestațiuni privitoare la validitatea unui testament.
7. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul când se cere anularea unui testament, denegându-se scrisul și când legatarul a vândut o parte din bunurile succesorale și nu prezintă solvabilitate, indiferent dacă obținuse deja trimiterea în posesiune.
8. Sechestrul judiciar poate fi ordonat în cazul când există o acțiune privitoare la proprietatea unui imobil, cu toate că detentorul justifică o posesiune pașnică în virtutea unui titlu translativ de proprietate.
9. Judecata poate ordona sechestrul fondului social aparținând unei societăți în cazul când din cauza neînțelegerilor, interesele părților cer imperios luarea acestei măsuri; astfel ar fi de exemplu, când se cere desființarea și lichidarea unei asociațiuni.

10. Faptul că bunul asupra caruia se cere sechestrul judiciar este stăpânit de pârît în indiviziune cu o terță persoană, nu poate constitui o piedecă la admiterea acestei măsuri, pe considerațiunea trasă din neputința de a determina porțiunea de proprietate a aceluia contra căruia se cere sechestrul, deoarece admiterea sechestrului nu are de efect de a modifica întru nimic, în prejudiciul terților coproprietari, dreptul lor de coproprietate indivizä, ci acela de a împiedeca pe posesorul în indiviziune contra căruia se cere sechestrul, de a înstrăina porțiunea sa indiviză până la terminarea procesului intentat de acela care a cerut sechestrul pe acea porțiune indiviză.

11. Moștenitorul beneficiar nefiind decât un administrator al succesiunii însărcinat de lege cu lichidarea ei, atât creditorii cât și legatarii succesiunii pot cere dela justiție îndepărtarea lui și încredințarea averii succesorale în mâna altei persoane, dacă se va constata rea credință sau chiar numai neglijență din partea sa; luarea administrației din mâna moștenitorului beneficiar și încredințarea ei unui al treilea nu este în definitiv decât tot un sechestru judiciar, eredele având și el un drept eventual în succesiune.

12. Este admisibil sechestrul judiciar într'o acțiune în petițiune de ereditate intentată de unii ce se pretind rude în grad mai apropiat cu defunctul decât cei cari au fost puși în posesiunea succesiunii; în acest caz, este just ca cei cari dețin succesiunea să nu fie lipsiți de avantagiile posesiunii până ce printr'o cauțiune suficientă nu vor fi garantați de daunele-interese ce li s'ar putea cauza prin sechestru și care să constitue totodată o dovadă că pretențiunea reclamanților nu e temerară și vexatorie.

13. Creditorul ipotecar poate cere sechestru judiciar asupra imobilului ipotecat până la judecarea acțiunii ce dânsul a intentat pentru anularea contractelor încheiate de debitorul său, contracte prin care se deteriorează sau se micșorează obiectul dat ca garanție, cum ar fi darea în exploatare a pădurilor aflate pe moșia ipotecată, contra regulelor admise de bunul simț, fără a se distinge contractele anterioare sau posterioare constituirii ipotecii, când anularea tuturor acestor contracte s'a cerut deodată și prin una și aceeași acțiune.

14. Sechestrul judiciar poate avea de obiect o universalitate juridică — deși chestiunea este controversată — în acest caz, persoana însărcinată cu sechestrul, va gera și va administra întregul patrimoniu.

15. Acțiunea în recunoașterea în principiu a dreptului de succesiune al văduvei sărace la o porține în plină proprietate din averea rămasă pe urma defunctul său soț, este o acțiune reală relativă la proprietatea bunurilor determinate aflate în succesiune și deci intră în cadrul prevăzut de art. 1632 cod. civ. spre a se putea admite sechestrul judiciar al lucrurilor ce fac obiectul litigiului.

16. Când părțile se găsesc în proces asupra folosinței unui imobil, se poate înființa sechestru judiciar, pentru ca drepturile reclamantului asupra veniturilor imobilului să nu fie periclitate.

17. Conform art. 1632 c. civ. și 615 c. pr. civ. se poate cere înființarea unui sechestru judiciar atunci când este în discuțiune proprietatea unui bun imobiliar care este în litigiu. Prin urmare, stabilindu-se în sarcina pârîtului fapte foarte grave, ca sustrageri de acte, desființare de scrisori etc., cari fac îndoielnică putința de a mai lăsa administrația bunului în litigiu în mâinile pârîtului, cererea de sechestru judiciar este întemeiată.

18. Creditorii unei moșteniri au dreptul ca, odată cu intentarea acțiunii în separație de patrimonii, să ceară înființarea unui sechestru judiciar asupra averii de moștenire, ori în ce mâini s'ar găsi această moștenire.

19. După art. 615 din codul de procedură civilă, pentru a se putea înființa un sechestru judiciar, trebuește să existe un proces asupra proprietății sau posesiunii unui lucru mișcător sau nemișcător sau asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun; trebuește deci ca acest proces să fie contencios iar nu grațios.

Cererea de trimitere în posesiune pe baza unui testament are, în principiu, un caracter grațios, așa încât pe baza ei nu s'ar putea cere înființarea unui sechestru judiciar.

Dacă însă în cererea de trimitere în posesie s'a contestat de către părți testamentul produs, plătindu-se taxele de timbru ca pentru cererile contencioase, judecându-se în ședință publică, caracterul acestei cereri devine contencios iar nu grațios, așa încât pe baza ei, se poate cere înființarea unui sechestru judiciar.

20. Cuvântul: „posesiune" întrebuințat în art. 1632 c. civ. și 615 c. pr. civ. este generic și cuprinde atât posesiunea, semn prin care se manifestă proprietatea, sau mijloc care duce la dobândirea proprietății, cât și detențiunea, faptul material al ținerii unui bun mișcător sau nemișcător. (Delvincourt, III, p. 213, nota 4; Troplong, Dépôt et séquestre, No. 290, 296; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 409, p. 632, text și nota 6, p. 633; Dalloz, Rép., Dépôt et séquestre, No. 220, 222, urm.; Laurent, XXVII, No. 175 urm.; Huc, XI, No. 276 urm.; Guillouard, Dépôt, etc., No. 176; Alexandresco, X, p. 62 urm.).

13. Am arătat mai sus o serie de cazuri când doctrina și jurisprudența au găsit că este locul a se ordona un seche-

stru judiciar. Acum vom menţiona o serie de alte cazuri când doctrina şi jurisprudenţa au găsit că nu este locul a se ordona sechestrul judiciar:

1. Tribunalele nu pot pune o succesiune întreagă sub sechestru judiciar, prin faptul că oarecare terţi ar avea în virtutea unui testament drepturi asupra unei părţi din bunurile succesorale, mai cu seamă dacă moştenitorul oferă să lase provizor în mâinile executorului testamentar porţiunea de bunuri atribuite terţilor prin testament şi dă ipotecă pentru garantarea acestei porţiuni.

2. Nu se poate înfiinţa sechestru judiciar — chestia de altfel este controversată — pe averea socială, după cererea unui asociat care urmăreşte rezilierea contractului de societate.

3. Dreptul la o cotă-parte din averea succesorală fiind recunoscut unui coerede şi chiar trimis în posesiune asupra acelei porţiuni, rămânând numai ca prin ieşirea din indiviziune să se determine porţiunea fiecărui dintre erezi, în asemenea caz nu este locul a se ordona un sechestru judiciar, deoarece nu intră în prevederile art. 1632 c. civ.

4. Instanţa de fond poate să respingă o cerere de înfiinţarea unui sechestru judiciar cerută de coproprietarul unui fond de comerţ, constatând şi motivând că coproprietarul fondului comercial asupra căruia se cere înfiinţarea sechestrului judiciar nu face o rea administraţie, că dânsul nu se opune ca celălalt coproprietar care cere înfiinţarea sechestrului judiciar să controleze prin el însuşi sau printr'un mandatar al său, întregul mers al fondului comercial, cercetând registrele şi comptabilitatea fondului şi că chiar dacă ar avea oarecri temeri, în ce priveşte drepturile sale în acest fond comercial, pe de o parte, aceste drepturi sunt pe deplin garantate prin dreptul său de coproprietar, iar pe de altă parte nu ar avea decât să grăbească judecata asupra fondului.

5. Pentru ca să fie loc la încuviinţarea unui sechestru judiciar, trebueşte să fie un lucru comun sau un lucru asupra căruia se ridică o pretenţiune de proprietate sau de posesiune, iar nu o simplă detenţiune; prin urmare, când reclamantul nu ridică nicio pretenţiune având de obiect proprietatea sau posesiunea unui lucru şi nici nu invoacă comunitatea lui, ci este vorba de o simplă acţiune personală având de obiect o locaţiune de fond de comerţ, un drept de folosinţă cu titlu de locaţiune asupra unui lucru ce nu este comun, o obligaţiune de a face în acest caz, se va putea cere, potrivit dispoziţiunilor art. 610 şi 613 c. p. civ. odată cu acţiunea principală, un sechestru asigurător iar nicidecum un sechestru judiciar.

6. Potrivit dispoziţiunilor art. 1632 c. civ. combinate cu ale art. 615 c. pr. civ. pentru ca să se poată înfiinţa un sechestru judiciar, se cere ca să existe un proces şi acel proces să poarte asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător sau asupra administraţiunii sau folosinţei uni lucru comun.

In specie, dreptul pe care îl pretinde reclamantul prin acţiunea de fond este plus-valuta imobilului datorită construcţiunii făcută de el, deci un drept de creanţă care poartă asupra unei sume de bani pe care pârîtul în cazul când acţiunea se va găsi fondată, va fi obligat să o plătească reclamantului în baza principiului că nimănui nu-i este permis să se îmbogăţească pe nedrept, în dauna altuia.

Prin urmare, întrucât litigiul care există între părţi şi pe baza căruia se cere încuviinţarea sechestrului judiciar asupra imobilului nu este privitor la proprietatea sau posesiunea acelui imobil şi nici nu este vorba în acea acţiune de administraţiunea sau folosinţa unui lucru comun, ci de un simplu drept de creanţă în contra pârîtului, cererea de sechestru judiciar nu este admisibilă în dept, deoarece raţiunea pentru care s'a admis de legiuitor, în cazurile prevăzute de dânsul, punerea unui bun sub sechestru judiciar, fiind ca nu cumva cealaltă parte să fie păgubită dacă bunul ar continua să rămână mai departe, până la judecarea procesului privitor pe acel bun, în posesiunea celeilalte părţi, raţiune care nu poate avea loc în cazul când cel ce reclamă această măsură nu are niciun drept asupra acelui bun cum este în specie.

7. Măsura sechestrului judiciar fiind gravă prin consecinţele ce decurg dintr'însa, întru cât se ia dela deţinător folosinţa bunului, ea trebueşte utilizată cu multă prudenţă pentru a nu deveni vexatorie faţă de acel în contra căruia se ia, ea constituind o atingere a dreptului său de proprietate sau de posesiune.

Prin urmare, deşi s'a intentat o acţiune pentru anularea unui act, prin care s'a cumpărat un teren dela un procurator, a cărui procură este contestată ca falsă, totuşi până la pronunţarea unei hotărîri definitive de anulare, cumpărătorul fiind proprietar în virtutea titlului, instanţa este suverană a aprecia oportunitatea şi utilitatea înfiinţării sechestrului judiciar şi a respinge cererea.

8. Cererea de înfiinţarea unui sechestru judiciar este inadmisibilă dacă reclamantul nu justifică un interes imediat, o pierdere ireparabilă rezultată din cauza neînfiinţării lui, iar faptul că pârîtul vinde părţi din imobil, nu poate constitui un prejudiciu pentru reclamant, deoarece toate transferările de proprietate efectuate de pârît. dacă reclamantul va câştiga acţiunea sa în revendicare, cad în virtu-

tea principiului: nemo ad alium transferre potest, quam ipse habet.

9. Sechestrul judiciar priveşte organizarea şi recunoaşterea drepturilor reale şi nu poate fi ordonat când contestaţia poartă asupra recunoaşterii unui drept de creanţe sau unui drept personal şi incorporal şi nu are de obiect decât o prestaţie de a face sau a lăsa să se facă deoarece sechestrul este depozitul unui lucru litigios făcut unei persoane însărcinate de a-l preda părţii care va câştiga litigul şi nu se poate depune în mâinile unui terţ un drept incorporal şi personal şi cu atât mai puţin o préstaţie de a face sau a lăsa să se facă. Astfel, de exemplu, dreptul de vânătoare, fiind un drept personal şi incorporal nu poate da loc la numirea unui sechestru judiciar.

10. Potrivit dispoziţiunilor art. 1632 c. civ. şi 615 c. pr. civ. pentru a se putea ordona sechestrul judiciar, trebueşte să existe un proces asupra lucrului care face obiectul cererii de sechestru. Prin proces în sensul prevăzut de aceste articole şi pe baza căruia o parte să fie îndrituită a face cerere de sechestru judiciar, legiuitorul a înţeles numai acele judecăţi care desleagă procesele relative la drepturile de proprietate, administraţie sau folosinţă a unui bun şi care au loc înaintea tribunalelor ordinare, iar nu şi contestaţiunile ce se ridică înaintea tribunalului de urmărire, deoarece acestea sunt judecăţi cari nu tranşează asupra drepturilor de proprietate, iar hotărîrea instanţei de urmărire prin care contestaţia este admisă, nu are alt efect decât că ridică titlului puterea lui executorie; de asemenea, o reclamaţie la parchet trimisă apoi cabinetului de instrucţiune pentru cercetări, conform art. 45 pr. pen., nu poate constitui un proces în sensul prevăzut de lege.

11. Intr'un proces de ieşire de indiviziune adevărata hotărîre este aceea de admitere în principiu, aşa că toate formalităţile ulterioare, de numirea expertului şi de tragerea loturilor la sorţi, sunt formalităţi de aplicare ale acestei hotărîri. Prin urmare, numirea unui sechestru judiciar nu se mai poate face după ce hotărîrea de admitere în principiu a rămas definitivă, întru cât nu mai există litigiul cerut de art. 1632 c. civ.

12. O acţiune de anulrea adopţiunii introdusă de rudele de sânge ale adoptatorului, la a cărui succesiune voiesc a veni, în contra celui adoptat, nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acţiuni de sechestru judiciar cerută de rudele de sânge contradictor cu adoptatul, întru cât o asemenea acţiune nu poartă asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător, nici asupra administraţiunii sau folosinţei unui lucru comun, ci tinde la anularea unei hotărîri de adopţiune, urmărindu-se schimbarea stării civile de fiu adoptiv a pârîtului.

13. Când moştenitorul rezervatar care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, refuză plata unui legat sub pretext că depăşeşte porţiunea disponibilă, introducând chiar o acţiune în reducţiune, legatarul nu poate cere dela tribunal numirea unui sechestru judiciar până la rezolvirea procesului în reducţiune, atunci mai cu seamă când nu dovedeşte vreo culpă în administrarea averii succesorale.

14. Când în procesul de fond se pretinde o sumă de bani şi nu se pune în discuţie posesiunea sau proprietatea unui lucru mobil sau unui imobil, sechestrul judiciar nu poate fi admis.

15. In conformitate cu dispoziţiunile art. 615 pr. civ. pentru a se înfiinţa un sechestru judiciar, trebueşte să existe un proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător sau în fine în altă ipoteză, asupra administraţiei sau folosinţei unui lucru comun; în afară de aceste cazuri, limitativ determinate, nu poate fi loc la un sechestru judiciar.

Prin urmare, dacă prin acţiunea principală, pe care se sprijină cererea de sechestru judiciar, se tinde la valorificarea unor pretenţiuni rezultând din malversaţiunile mandatarului angajat ca vânzător într'o prăvălie şi pe temeiul căror malversaţiuni s'a cerut evacuarea lui din prăvălie, nu este locul a se admite cererea de numirea unui sechestru judiciar care să administreze prăvălia, deoarece nu există proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui bun şi nici asupra administraţiei sau folosinţei unui bun comun.

16. Exploatarea de chihlimbar constituind, potrivit dispoziţiunilor art. 2 şi 168 din legea minelor din 4 Iulie 1924, o exploatare de mină iar nu de carieră, nu se poate înfiinţa asupra ei nicio măsură cu caracter asigurător sau executor şi deci nici institui un sechestru judiciar.

17. Din moment ce legea sanitară acordă văduvei unui farmacist un drept personal asupra farmaciei cu întreg fondul de comerţ, nepermiţându-se alt mod de exploatare decât sau direct când este farmacistă, sau printr'un diriginte calificat prin lege, urmează că moştenitorii de sânge ai farmacistului defunct având în această succesiune numai un drept de creanţă iar nu o atribuţiune de proprietate, nu pot cere înfiinţarea unui sechestru judiciar asupra farmaciei.

18. Participanţii nu pot cere un sechestru judiciar asupra capitalului sau fondului social al asociaţiunii în participaţie.

19. Creditorul ipotecar nu poate cere sechestrul judiciar asupra bunului ipotecat, nefiind niciun pericol pentru pierderea drepturilor sale.

20. Nu este locul de a se pune sub sechestru bunurile unei succesiuni a cărei administraţie a fost începută şi poate fi continuată de unul dintre moştenitori

fără cheltueli și spre cel mai mare interes al tuturor moștenitorilor.

21. In timpul procesului de divorț, nu se poate înființa un sechestru judiciar asupra bunurilor dotale ale femeii, luându-se această avere din mâna bărbatului și încredințându-se unui terț, deoarece, pe lângă că legea nu autoriză această măsură, dar este constant în drept că în timpul procesului de divorț administrația bunurilor dotale ale femeii este păstrată de bărbat.

22. Sechestrul judiciar nu poate avea de obiect o universalitate juridică, un patrimoniu întreg — deși chestiunea este controversată — ci numai un obiect determinat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 172 bis III; Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt-séquestre, No. 84; Huc, XI, No. 273 urm.; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1272, 1274, 1282; Alexandresco, X, p. 65, text și nota 70).

14. Sechestrul judiciar poate fi cerut nu numai de partea interesată ci și de creditorii săi în virtutea acțiunei oblice sau indirecte, deoarece această cerere prezintă un interes bănesc și nu intră în drepturile exclusiv personale pe cari creditorul nu le poate exercita în numele debitorului său potrivit dispozițiunilor art. 974 din codul civil. (Alexandresco, X, p. 65).

15. Creditorii însă, când lucrează în virtutea dreptului lor propriu, nu pot ca, odată cu intentarea acțiunii, să ceară înființarea unui sechestru judiciar, ci ei au numai dreptul să ceară înființarea unui sechestru asigurător. (Alexandresco, X, p. 65).

16. Dreptul de a ordona sechestrul obiectelor cari dau loc la contestație nu este rezervat, după o părere, în mod exclusiv tribunalului sesizat cu judecarea chestiunii principale, ci aparține de asemenea și judecătorului refereurilor, dacă există urgență, deoarece art. 1632 c. civ. rom. (1691 c. civ. fr.), nu conține nicio dispozițiune tinzând să restrângă aplicațiunea art. 66 bis pr. civ. (806 pr. civ. fr.), iar legiuitorul autorizând justiția să ordone sechestrul obiectelor cari dau loc la contestație, nu a înțeles ca judecătorii cărora le este supusă spre judecare chestiunea pricipală, să aibă numai ei dreptul să prescrie această măsură întru cât cuvântul: „judecătorul" întrebuințat în art. 1632 c. civ. rom. (cuvântul: „justice" întrebuințat în art. 1961 c. civ. fr.), se aplică atât jurisdicțiunii refereurilor cât și jurisdicțiunii tribunalului care statuează pe cale ordinară. In baza acestor principii s'a decis că președintele tribunalului este competent ca pe calea prevăzută de art. 66 bis pr. civ., să înlocuiască momentan pe gerantul unei societăți comerciale a cărui revocare s'a cerut, sau să poată numi un administrator provizoriu unei succesiuni. Iar în caz de deces al acestuia, să numească un altul în locul său; de asemenea, pe această cale, se poate numi un sechestru provizoriu unei întreprinderi, în privința căreia este un litigiu. Această soluțiune are loc însa, numai dacă se constată urgența și pericolul de întârziere. (Debelleyme, Ordonnances sur requête et sur référés, II, p. 209, 335; Bazot, Ordonnances sur requête, p. 290; Bioche, Dictionnaire, Référé, No. 31, 33; Carré, Lois dela procédure, IX, Supplément, vol. III, Référés §§ 1, 4, No. 68; Dalloz, Rép., Dépôt-séqueste, No. 246; Suppl., Dépôt, No. 91; Référé, No. 22; Huc, XI, No. 278; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1288; Guillouard, Dépôt, etc., No. 178).

17. După altă părere, custozi cu puteri de sechestru judiciar nu se pot înființa pe calea prevăzută de art. 66 bis, pr. civ. deoarece, pentru instituirea lor, legiuitorul a prevăzut prin art. 615 din codul de procedură civilă o anumită procedură de asemenea urgentă; aceasta rezultă atât din termenii art. 615 codul de procedură civilă, cât și din expunerea de motive cu care legiuitorul dela 1900 a însoțit dispozițiunile acestei legi, din care reiese că intențiunea sa a fost ca, adoptând pentru înființarea sechestrului judiciar și a custozilor cu puteri de sechestru judiciar o procedură la fel cu aceea a sechestrului asigurător, să înlăture astfel, arbitrarul și varietatea de jurisprudență ce exista sub regimul vechei legi. (Procedura civilă, ediția oficială, Desbaterile Senatului, p. 323, 324, E. Petit și M. Trandafirescu, art. 66 bis pr. civ., Ordonanțele prezidențiale de référé, p. 39, 40; Comp.: G. Popescu, Ordonanțele prezidențiale, p. 106, 130, nota 2).

18. S'a decis că cererea de sechestru judiciar poate fi judecată de alt tribunal decât acela sesizat cu judecarea acțiunii de fond pe care se sprijină cererea de sechestru judiciar.

19. Potrivit dispozițiunilor art. 615 din codul de procedură civilă, procedura numirii sechestrului judiciar se face contradictor, în urma citării părților; prin urmare, sechestrul judiciar nu poate fi înființat în camera de consiliu, pe cale grațioasă. (Alexandresco, VI, p. 314, nota; X, p. 66, 67).

20. O cerere de sechestru judiciar făcută și respinsă, poate fi reînnoită și admisă, fără să se poată opune excepțiunea autorității de lucru judecat, deoarece faptele cari fac necesară ordonarea acestei măsuri sunt susceptibile de a se modifica fără încetare; pentru ca să nu se poată opune autoritatea de lucru judecat, trebuește ca să se producă în noua cerere de sechestru judiciar fapte noui, cum ar fi de exemplu: degradarea obiectului litigios, insolvabilitatea detentorului sau a cauțiunii, etc. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 245; Alexandresco, X, p. 69).

21. Hotărîrea pronunțată asupra unei cereri de sechestru judiciar nu poate avea nicio înrâurire și nu va putea consti-

tui câtuşi de puţin autoritate de lucru judecat, în privinţa judecăţii ce are loc în urmă asupra fondului. (Alexandresco, X, p. 69).

INDEX ALFABETIC
(la jurisprudenţă).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Legea de procedură civilă prin art. 615, autorizând înfiinţarea sechestrului judiciar ori de câte ori există un proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru comun, lasă această măsură la latitudinea instanţelor de fond, întru cât chestiunea oportunităţii lui este în funcţiune de împrejurările de fapt ale cauzei.

In ce priveşte persoana sechestrului judiciar, acelaşi text prin al. 2, dă instanţei judecătoreşti dreptul, ca în cazul când părţile nu se înţeleg în această privinţă, numirea să se poată face din oficiu, de unde rezultă că, şi în acest caz sechestrul poate fi numit chiar în persoana unuia din împricinaţi, numai cu condiţiunea ca soluţiunea instanţei de fond în această privinţă să fie motivată.

In speţă, Curtea de apel arată consideraţiunile pe temeiul corora găseşte că este locul a fi numit ca sechestru judiciar însuşi intimatul; aceste consideraţiuni fiind deduse din aprecierea unor împrejurări de fapt, neexaminarea celorlalte împrejurări de fapt invocate de recurent prin motivele sale, nu poate constitui o omisiune esenţială, cât timp soluţiunea Curţii este motivată. (Cas. I, dec. 1378 din 26 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1996).

2. Nu se poate ridica un fine de neprimire a cererii de suspendarea executării unei sentinţe prin care s'a admis înfiinţarea unui sechestru judiciar, pe motiv că executarea ar fi fost consumată, deoarece din moment ce partea a apelat sentinţa de admitere a sechestrului, cerând suspendarea ei, are tot interesul să se revină asupra executării, iar instanţa de apel are dreptul să repună lucrurile în starea anterioară, chiar dacă în fapt executarea ar fi avut loc în întregime. (Cas. III, 1122 din 9 Iunie 1925, Jurispr. Rom. 17/1925).

3. Potrivit art. 615 pr. civ. şi 1632 c. civ. se poate încuviinţa un sechestru judiciar atunci când există proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător sau asupra administraţiei ori folosinţei unui lucru comun.

Legiuitorul lăsând la aprecierea justiţiei luarea acestei măsuri, cu caracter conservatoriu, însă de o natură gravă prin aceea că lipseşte pe actualul proprietar pentru un timp nedeterminat de folosinţa drepturilor sale, a înţeles ca pe lângă existenţa procesului de fond dintre părţi, judecătorii să aibă în vedere toate împrejurările de fapt, actele şi interesul părţilor, care ar fi astfel periclitat în cât dauna ce s'ar putea produce uneia din ele, ar fi ireparabilă prin neluarea măsurii cerute.

Intru cât reclamanţii n'au susţinut că defendorul face o rea administrare la moşia Boureni Dolj, ci au arătat că nu ar putea cunoaşte valoarea producţiunii, cererea de punere sub sechestru judiciar este nefondată, dacă se are în vedere şi solvabilitatea necontestată a defendorului care are trei proprietăţi. (Trib. Ilfov s. I, c. c. sent. 585 din 12 Iunie 1926, Pand. Săpt. 32/1926).

4. Sechestrul judiciar fiind o măsură gravă, care are ca consecinţă să lipsească pe proprietarul sau posesorul unui lucru, pentru un timp nedeterminat, de exerciţiul drepturilor sale, urmează că judecătorul nu trebue să-l admită cu multă uşurinţă, ci numai în cazuri grave când pentru reclamant se evidenţiază un pericol de aşa fel, încât daunele ce s'ar produce să fie ireparabile. (Trib. Buzău S. I, 273 din 18 Iunie 1925, Dreptul 36/1926).

5. Când în procesul de fond se pretinde o sumă de bani, şi nu se pune în discuţie posesia sau proprietatea unui mobil sau imobil, sechestrul judiciar nu poate fi admis. (Cas. I, 1325 din 19 Iunie 1925, Pand. Săpt. 5/1926, Pand. Rom. 1926, III, 49).

6. In conformitate cu art. 615 pr. civ., pentru a se înfiinţa un sechestru judiciar trebue să existe proces asupra proprietăţii sau posesiunii unui lucru mişcător sau nemişcător sau în fine în altă ipoteză asupra administraţiunii sau folosinţei unui lucru comun. In afară de aceste cazuri limitativ determinate, nu poate fi loc la un sechestru judiciar.

In speţă se constată în fapt că, recurentul, prin acţiunea principală, pe care se sprijină cererea de sechestru judiciar, tinde la valorificarea unor pretenţiuni rezultând din malversaţiunile mandatarului său, angajat ca vânzător în cârciuma sa şi pe temeiul acestor malversaţiunui a cerut şi evacuarea lui din prăvălie.

Deci în speţă neexistând procese asupra

proprietății sau posesiunii unui bun și nici asupra administrațiunii sau folosinței unui bun comun, bine instanța de fond a refuzat acordarea unui sechestru judiciar care să administreze prăvălia în care intimatul exercită comerțul. (Cas. I, dec. 1645 din 19 Iunie 1925, Jur. Gen, 1925, No. 1997).

7. Din moment ce proprietatea unui imobil are caracter litigios, existând discuție asupra dreptului de proprietate sau posesiune, măsura sechestrului judiciar se impune. (Cas. I, 1765 din 30 Iunie 1925, Pand. Săpt. 24/1925, Jur. Rom. 20 1925).

8. Reclamanta, în urma intentării acțiunii în partajarea averii succesorale imobiliare rămasă de pe urma autorului comun al acesteia și al pârîților, tatăl lor, cere înființarea unui sechestru judiciar asupra acestei averi.

Dat fiind gravitatea măsurii de înființare a sechestrului judiciar, urmează să se examineze în cauză seriozitatea procesului de fond și oportunitatea acestei măsuri, spre a se vedea dacă în specie cererea de sechestru este întemeiată.

Pârîții fac dovada prin prezentarea unui act de partaj voluntar că aceștia s'au împărțit cu reclamanta asupra averii rămase de pe urma tatălui lor.

Acest partaj, deși stabilește numai părțile care se cuvin fiecăruia ca partaj din averile imobiliare în discuțiune, atunci când împărțeala nu le atribue co-partajanților moșii sau clădiri în întregime, ci numai porțiuni din ele, dar nu se face dovada de către pârîți că aceste părți au fost defalcate prin măsurătoare sau individualizate în alt chip și predate în acest mod copărtașilor, este învederat însă că asupra ieșirii din indiviziune și asupra porțiunii ce se cuvine fiecăruia din averea în chestiune, părțile din proces au convenit prin menționatul act de partaj.

In această situațiune, potrivit art. 733 cod. civ., urmează ca, sau prin bună înțelegere sau după cererea în judecată a unuia din coerezi, să se desăvârșească voluntar sau pe cale judecătorească partajul în discuțiune în ce privește operațiunile care n'au fost tranșate prin actul de partaj.

Deci ne mai existând stare de indiviziune între părți, cererea de partaj care formează procesul de fond în baza căruia s'a cerut aplicarea sechestrului judiciar în chestiune, nu poate fi considerată ca serioasă, întru cât numai în cazul când punându-se în discuțiune de pârîți înaintea instanței de judecată validitatea actului de partaj voluntar și reclamanta pe cale de excepție cerând anularea lui, ar obține această anulare, această acțiune ar putea fi admisă.

Fără anularea menționatului act de partaj, care anulare nu se face de altfel dovada de reclamantă că s'ar fi cerut în procesul de fond, acțiunea de partaj nereprezentând nicio garanție de seriozitate, urmează a se menține o situațiune de fapt creată printr'un act de împărțeală autentic care până la eventuala sa anulare, prezință toate garanțiile că ar conține voința reală a părților contractante. (Trib. Vâlcea sec. II-a sent. nr. 220 din 3 Oct. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 130).

9. Admiterea unui sechestru judiciar și numirea persoanei, e o chestie de fapt, care dacă-i suficient motivată, scapă controlului Inaltei Curți. (Cas. I, 2338 din 6 Octomvrie 1925, Pand. Săpt. 8/1926).

10. Exploatarea de chilimbar constituind, potrivit art. 2 și 168 din legea minelor din 4 Iulie 1924, o exploatare de mină iar nu de carieră, nu se poate înființa nicio măsură cu caracter asigurător sau executor asupra ei, și deci nici institui un sechestru judiciar, fără ca această măsură să nu fie isbită de o nulitate deplin drept, deoarece legea voiește ca bogățiile naturale din interiorul solului țării să nu poată trece în mâini străine prin astfel de măsuri ce s'ar istitui și care la un moment dat ar putea fi transformate în niște mijloace indirecte de înstrăinare.

De altfel, potrivit art. 260 din aceeași lege a minelor, orice act sau formalitate privitoare la drepturi miniere dobândite prin violarea dispozițiunilor constituționale și ale legii minelor, sunt sancționate cu nulitatea, care poate fi invocată de oricine are vreun interes într'un teren minier, nu numai de parchet, întru cât prescripțiunile art. 168 și 260 mai sus citate, sunt de ordine publică. (Trib. Buzău, s. II, 361 din 28 Octomvrie 1925, Curier. Jud. 42/1925).

11. Comite omisiune esențială instanța de fond atunci când într'o acțiune de sechestru judiciar, intentată de soție în calitate de legatară particulară a soțului său, în contra fraților acestuia, coproprietari cu el asupra averii mamei lor, admite sechestrul judiciar asupra întregei acestei averi, fără a examina apărarea fraților că dânsa — soția reclamantă — ca legatară particulară, are un drept indiviz numai asupra bunului legat dânsei și deci litigios între dânșii nu este întreaga succesiune a mamei, ci numai bunul legat. (Cas. I, dec. 1741 din 1 Martie 1926, Curier Jud. 26 din 1926).

12. *a)* Sechestrul judiciar prevăzut de art. 1632 din codul civil și 615 din proced. civilă, fiind o măsură gravă, întru cât prin ea se atinge dreptul de proprietate, proprietarul aparent fiind privat pentru un timp nedeterminat de exercițiul dreptului său, nu poate fi încuviințat decât numai dacă instanțele judecătorești găsesc că este absolut necesar pentru conservarea dreptului reclamantului, care ar fi periclitat fără putință de refacere, când pârîtul posesor în caz de condamnațiune nu ar mai putea face față obligației la care ar fi condamnat;

b) Din moment ce legea sanitară acordă văduvei unui farmacist un drept perso-

nal asupra farmaciei, cu întreg fondul ei de comerț, nepermițându-i alt mod de exploatare decât sau direct când este farmacistă sau print'un diriginte calificat prin lege, urmează că moștenitorii de sânge ai farmacistului defunct, având în această succesiune numai un drept de creanță iar nu o atribuțiune de proprietate, nu pot cere inființarea unui sechestru judiciar în materie de farmacie. (Trib. Ilfov, s. I, c. civ., 604 din 16 Iunie 1926, Dreptul 27/1926).

13. Potrivit dispozițiunilor art. 1632 c. civ. și 615 pr. civ. sechestrul judiciar se poate înființa atunci când un proces este pendinte între părți asupra proprietății sau posesiunii unui lucru; că pe lângă aceasta, reclamantul trebue să mai dovedească și interesul cererii, deoarece pe lângă că textul vorbește de „cererea celui interesat" dar chiar principiile generale admit că nu există acțiune fără interes și că în dovedirea interesului se cere în afară de teama eventuală și de grija conservării, să se evidențieze și faptul că sechestru e și absolut necesar pentru conservarea dreptului ceea ce revine la arătarea existenței unui pericol de natură a periclita dreptul fără putință de refacere și care nu s'ar putea înlătura pe altă cale, acest pericol putând să se raporteze la conservarea lucrului în substanța lui, sau la periclitarea viitoarelor pretențiuni în legătură cu dreptul de restituire a fructelor percepute pe nedrept.

Că prin urmare, sechestrul judiciar fiind o măsură de o gravitate extremă, care lipsește pe una din părți de exercițiul drepturilor sale de folosință, nu se poate recurge la această cale decât în cazuri foarte rare și numai atunci când s'ar dovedi cum s'a spus mai sus, că posesiunea exercitată de pârît până la curmarea litigiului, ar prezenta un pericol așa de iminent încât prejudiciul suferit de reclamant ar fi ireparabil, așa că pentru a se feri instanțele de surprinderile ce pot să apară prin luarea unei măsuri așa de gravă, ele sunt autorizate și în drept, pentru a avea la îndemână toate elementele de apreciere, să examineze în mod sumar acțiunea de fond, pentru a stabili din examenul actelor depuse, al motivelor de fapt și de dept din felul mijloacelor de probă enunciate și din toate celelalte împrejurări specifice fiecărei acțiuni — criterii de seriozitate a acțiunii, fără ca prin aceasta să se prejudece fondul litigiului, căci afirmațiunea făcută în sensul că acțiunea de fond este sau nu fondată, se mărginește la examinarea ei numai sub aspectul cererii cu care se găsește învestită. (Trib. Iași, I, sent. din 12 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1757).

14. In fapt: I. S. în calitate de asociat al unei fabrici de panglici, în urma unor grave neînțelegeri survenite între el și asociații săi, face acțiune pentru rezilierea contractului de asociațiune și o cerere de sechestru judiciar. Pe baza acestor două cereri, face o a treia cerere de ordonanță prezidențială, solicitând numirea unui sechestru judiciar provizoriu până la judecarea cererii contencioase de sechestru judiciar, articulând și dovedind că este pericol de întârziere, o bună parte din fondul social fiind în pericol să dispară, iar soluționarea cererii sale de sechestru judiciar fiind de natură să dureze, cu tot caracterul său urgent, se impune luarea de măsuri provizorii pentru asigurarea drepturilor sale.

In drept: Este necontestat că Președintele Tribunalului este în drept a lua măsuri grabnice pentru păstrarea unui drept care ar fi periclitat sau chiar desființat prin vreo întârziere, măsuri cari au un caracter vremelnic. Numirea unui sechestru judiciar provizoriu este tocmai o astfel de măsură grabnică și eficace față de un proces pe cale principală, fie el chiar pentru numirea unui astfel de sechestru, proces care chiar dacă este cu termene urgente și execuțiune provizorie, prin natura actelor procedurale ar expune dreptul părții să fie ori păgubit ori desființat cu totul.

In consecință, fiind constant că Președintele Tribunalului poate, atunci când este solicitat să dea ordonanța conform art. 66 bis, proc. civ. să examineze convențiunile dintre părți, stabilind natura dreptului lor, întru cât bine înțeles aceste constatări sunt necesare pentru stabilirea elementelor cerute de zisul text de lege; că măsura ce se ia având un caracter provizoriu, neputând constitui autoritate de lucru judecat și constatând că petiționarul cere ca numirea sechestrului să fie provizorie, până la soluționarea cererii de sechestru făcută pe calea dreptului comun, se institue un sechestru judiciar provizoriu. (Trib. Ilfov, S. II, com. Ordonanța No. 8280 din 13 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1470).

15. A se vedea: art. 653, nota 2; art. 1201, notele 19 și 38.

Art. 1633. — Depozitul judiciar dă naștere la obligațiuni reciproce între sequestranți și depozitari.

Depozitarul trebue să îngrijească de păstrarea lucrului sequestrat ca un bun proprietar.

Trebue să-l dea de față pentru vânzare spre îndestularea

sequestrantului, ori spre a-l restitui părții dela care s'a sequestrat, în caz de revocațiune a sequestrului.

Sequestrantul este dator să plătească depozitarului salariul statornicit de lege sau în lipsă, pe cât îl va hotărî judecătorul[1]). (Civ. 1600, 1632; C. p. 323; Pr. civ. 421, 422, 487, 518 urm., 615, 621; Com. 71; Civ. Fr. 1962; Civ. Ital. 1876).

Text. fr. Art. 1962. — L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites, en cas de main-levée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi.

Text. Ital. Art. 1876. — La destinazione di un depositario giudiziale produce fra il sequestrante e il depositario vicendevoli obligazioni. Il depositario deve usare per la conservazione delle cose sequestrate la diligenza di un buon padre di famiglia.

Deve presentarle tanto per sonddisfare il sequestrante colla vendita, quanto par restituirle alla parte contro cui sono state fatte le esecuzioni, in coso di rivocazione del sequestro.

L'obligo del sequestrante consiste nel pagare al depositario la mercede stabilita dalla lege, o in mancanza dall'autorita giudiziaria.

Doctrină.

1. Custodele este răspunzător de orice pagubă ar aduce creditorului din cauza neglijenței sale. (Alexandresco, X, p. 73).

2. Custodele trebue să dea pe față obiectele ce i-au fost încredințate, pentru ca creditorul urmăritor să fie îndestulat sau pentru a fi restituite debitorului, în caz de revocarea urmăririi. (Alexandresco, X, p. 73).

3. Creditorul urmăritor este obligat să plătească custodelui salariul fixat de justiție și custodele pentru plata salariului are un privilegiu asupra prețului ieșit din vânzarea lucrurilor păzite de el. (Alexandresco, X, p. 73).

4. Sechestrul lucrurilor oferite de un debitor spre liberarea sa, este un depozit judiciar, deoarece lucrul nu este litigios. (Alexandresco, X, p. 73).

5. Persoana căreia i se încredințează acest depozit poate primi un salar și obligațiile sale sunt acele ale unui depozitar. (Alexandresco, X, p. 73).

Art. 1634. — Sequestrul judiciar se dă sau persoanei asupra cărei s'au învoit ambele părți interesate, sau unei persoane numite din oficiu de autoritatea judiciară.

Și într'un caz și într'altul, acel ce a luat în păstrare lucrul, este supus tuturor îndatoririlor ce nasc din sequestrul convențional. (Civ. 1116, 1627 urm.; Pr. civ. 518, 615; Com. 68, 71, 438, 567, 590; Civ. Fr. 1963).

Text. fr. Art. 1963. — Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

---

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele finale: *„sau în lipsă, pecât îl va hotărî judecătorul"*.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Persoana în mâinile căreia este depus lucrul litigios se numește sechestru. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 192; Josserand, II, No. 1376; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, II, No. 1681).

2. Din dispozițiile art. 1634 c. civ. și 615 c. pr. civ. (1963 c. civ. fr.), rezultă că judecătorul nu va putea numi din oficiu o persoană ca sechestru judiciar, decât numai atunci când părțile nu vor cădea de acord asupra acestei numiri. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 174 bis, II, Pont, I, No. 562; Dalloz, Rép., Dépôt, No. 233; Suppl., Dépôt, No. 91; Huc, XI, No. 278; Baudry et Wahl, Dépôt, No. 1289; Guillouard, Dépôt No. 181 bis; Alexandresco, X, p. 71; Nacu, III, p. 468).

3. După altă părere, prin art. 1634 din codul civil se lasă la facultatea tribunalului de a încredința sechestrul judiciar sau persoanei asupra căreia s'au învoit părțile interesate sau unei persoane numită din oficiu de autoritatea judecătorească. (Laurent, XXVII, No. 181).

4. In dreptul civil francez, se decide, după o părere, că una dintre părțile litigante poate fi numită sechestru judiciar, deoarece legea nu a limitat puterile judecătorilor, iar după dispozițiunea pur enunciativă prevăzută de art. 1956 c. civ. fr. (1627 c. civ. rom.), potrivit căreia sechestrul convențional este depozitul unui lucru în litigiu făcut în mâinile unui terț, de către una sau mai multe persoane, nu poate creiea contra părților litigante o împiedecare, care nu trebuește, în general, să rezulte decât dintr'un text precis, mai ales că partea litigantă numită ca sechestru, poate fi de o solvabilitate notorie, cu o mortalitate bine constatată și care prezintă o garanție îndestulătoare, împrejurări de natură să asigure complet judecata. (Pont, Petits contrats, I, No. 562; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 232).

5. După o altă părere, una dintre părțile litigante nu poate fi numită sechestru judiciar, deoarece art. 1956 c. civ. fr. (1627 c. civ. rom.), care se aplică în cazurile cele mai frecvente, presupune intervenția unui terț la sechestrul convențional; prin urmare, dacă acesta este spiritul legii, într'un caz în care voința părților este întru câtva suverană și când ea pare că a înțeles să nu admită ca sechestru decât terțe persoane, această dispozițiune trebuește aplicată cu mai multă rigoare în caz de sechestru judiciar, deoarece puterea judecătorească nu poate merge mai departe decât acordul și convențiunea părților. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 232).

6. In dreptul civil român, art. 615 din codul de procedură civilă, care cimpletează dispozițiunile art. 1632 și 1634 din codul civil, dispune că paza lucrului sechestrat poate fi încredințată sau deținătorului bunului, sau unei a treia persoane numită de judecător. în caz de neînțelegere între părți. Din acest text nu rezultă că paza lucrului sechestrat nu se poate încredința reclamantului în acțiunea principală, pe baza căreia se cere sechestrul judiciar și care nu posedă lucrul litigios. Față de această situațiune, credem că paza lucrului sechestrat se poate da și reclamantului, care nu posedă bunul litigios, deoarece textul legii nu este exclusiv și apoi se poate ca această parte să prezinte garanții suficiente de solvabilitate și moralitate, de natură să asigure conservarea și administrarea, în bune condițiuni. a lucrului litigios.

7. Potrivit dispozițiunilor art. 1634 c. civ. și 615 c. pr. civ. (1963 c. c. fr.), paza bunului sechestrat poate fi încredințată sau deținătorului bunului, sau persoanei asupra căreia s'au învoit părțile litigante. sau în caz de neînțelegere, unei terțe persoane numite din oficiu de justiție. Persoana însărcinată cu paza bunului sechestrat nu este obligată să îndeplinească această funcțiune fără voia sa, cu toate că aceste articole nu prevăd aceasta în mod expres. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 742, nota 8, p. 17; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 409, nota 8, p. 633; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 213, 214: Huc. XI, No. 278; Baudry et Wahl,

Dépôt, etc., No. 1292, 1306; Alexandresco, X, p. 69).

8. S'a decis că femeile nu pot fi numite sechestru judiciar, deoarece această funcțiune are un fel de caracter public. (Dalloz, Rép., Dépôt, No. 230). Credem că această părere nu este juridică, deoarece legea nu face nicio distincțiune în ceea ce privește sexul persoanei care poate fi însărcinată cu funcțiunea de sechestru judiciar.

9. Sechestrul judiciar care voiește să demisioneze, după intrarea sa în funcțiune și înainte de încetarea puterilor sale, trebuește să ceară autorizația tribunalului, invocând cauze legitime de scuze, care urmează să fie apreciate de instanța care l-a numit. (Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1306; Guillouard, Dépôt, etc., No. 188; Alexandresco, X, p. 71).

10. Sechestrul judiciar poate fi revocat sau îndepărtat din funcțiunea sa de autoritatea care l-a numit, în cazul când dă dovezi de rea credință sau neglijență în gestiunea sa. (Alexandresco, X, p. 71).

11. Dacă numirea unui sechestru judiciar s'a făcut de către Curtea de apel, după o părere, orice cerere de desemnarea altei persoane, pe motiv de demisie, deces, etc., cum și cererea de înlocuire sau revocare, se îndreaptă la această instanță care a încuviințat instituirea sechestrului și a desemnat persoana ce urmează să exercite această atribuțiune. Prin urmare, dacă Curtea de apel, în a doua instanță, judecând o cerere de înființarea sechestrului judiciar, a schimbat persoana sechestrului, numită de tribunal și a numit pe altcineva, cererea pe care în urmă o face o parte interesată pentru înlocuirea sechestrului numit de Curtea de apel, este rău îndreptată la tribunal, trebuind a fi făcută la Curtea de apel.

12. După altă părere, odată ce asupra apelului contra jurnalului de înlocuirea sechestrului judiciar, Curtea de apel a rezolvat diferendul dintre părți, prin deciziunea ce a pronunțat, ea se găsește desesizată de afacere și nu ar mai putea reveni asupra dispozitivului decât în caz de simple rectificări materiale. Numai tribunalul, care are administrația sechestrului judiciar, este competent de a lua în viitor vreo măsură privitoare la această administrație, implicit la eventuala înlocuire a persoanei sechestrului.

13. Inainte de intrarea în funcțiune, sechestrul judiciar este obligat să facă inventarul bunurilor mobile care formează obiectul sechestrului. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre. No. 244).

14. Punerea în posesiune a sechestrului judiciar asupra bunurilor sechestrate se face numai față de părțile în litigiu, iar nu și față de eventualii chiriași ai imobilelor; acestor chiriași, sechestrul judiciar le va face numai o notificare cuprinzând numirea sa.

15. Obligațiunile principale și puterile sechestrului judiciar sunt de a face toate actele de conservare și administrație cu privire la bunul pus sub sechestru; să încaseze orice venituri și sume datorite; să plătească datoriile cu caracter curent și cele constatate prin titlu executor; să declare apel, recurs, etc., și să facă toate actele în limitele art. 615 c. pr. civ. și a hotărîrii prin care a fost numit, fiind obligat să restitue bunul sechestrat după terminarea procesului, acelui în favoarea căruia s'a pronunțat judecata. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 234 urm.; Suppl., Dépôt, No. 87, 88; Laurent, XXVII, No. 183, Huc, XI, No. 279; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1298; Guillouard, Dépôt, etc., No. 177; Colin et Capitant, II, p. 658; Alexandresco, IX, p. 585, 586; X, p. 68, 69, 71; Nacu, III, p. 467, 468, 469; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, II, No. 1681).

16. In caz de numirea unui sechestru judiciar, puterile sechestrului se vor întinde nu numai asupra lucrului care face obiectul litigiului, ci și asupra accesoriilor lucrului, chiar dacă în hotărîre nu se vorbește nimic de ele, deoarece în cazul contrar, scopul legii, care este de a se proteja lucrul litigios, nu ar fi atins. Astfel de exemplu, dacă s'a pus sub sechestru judiciar un domeniu care face parte dintr'o succesiune, sechestrul va cuprinde și lucrurile mobile cari sunt așezate pentru exploatarea acestui domeniu. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 216).

17. In principiu, sechestrul judiciar are dreptul, ca orice administrator legal, de a închiria bunul pe care îl administrează, cu condițiunea ca această închiriere să nu se facă prin fraudă în folosul uneia dintre părțile litigante sau a unei terțe persoane. (Huc, XI, No. 279; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1928; Guillouard, Dépôt, etc., No. 182; Alexandresco, X, p. 68; Contra: Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 236; Suppl., Dépôt, No. 87; Laurent, XXVII, No. 183).

18. Dispozițiunile art. 1269 și 1419 din codul civil, privitoare la reînnoirea contractelor de închiriere și arendare, își găsesc aplicațiunea și contractele de închiriere sau arendare încheiate de sechestrul judiciar; în ceea ce privește persoanele cari se pot prevala de dispozițiunile acestor articole, chestiunea este controversată; după o părere, de aceste dispozițiuni se vor putea prevala numai proprietarii imobilelor închiriate sau arendate; iar după a doua părere de aceste dispozițiuni se vor putea prevala și chiriașii sau arendașii. (Alexandresco, X, p. 68).

19. Potrivit dispozițiunilor art. 615 din codul de procedură civilă, sechestrul ju-

diciar fiind orânduit de lege nu numai pentru conservarea, ci și pentru administrarea bunurilor sechestrate, după cum are dreptul să închirieze sau să arendeze în interesul comun bunul sechestrat, tot astfel are și dreptul să ceară anularea contractelor de închiriere pe care le-ar găsi existente, când ar constata că aceste contracte au fost făcute împotriva dispozițiilor legii și spre paguba părților litigante și aceasta indiferent dacă cel învestit cu calitatea de chiriaș este un terț, sau chiar unul dintre coproprietari; de asemenea sechestrul judiciar are dreptul să ceară evacuarea din imobil a unuia dintre coproprietari care se folosește de bunul comun în mod exclusiv.

20. Un sechestru judiciar nu poate avea dela lege căderea să facă acte de concesiune petroliferă, deoarece el poate face numai acte de conservare și de simplă administrație, iar potrivit legiuiritor miniere și principiilor de drept ordinare, concesiunile petrolifere nu pot constitui acte de simplă administrație și de conservare a bunului sechestrat· căci ele nu privesc fructele sale obișnuite și curente, ci o desmembrare a proprietății lui.

21. Sechestrul judiciar poate face cheltuielile necesare pentru întreținerea lucrului pus sub sechestru. (Pont, Petits contrats, I, No. 553; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 239; Laurent, XXVII, No. 168; Guillouard, Dépôt, etc., No. 168; Alexandresco, X, p. 59).

22. Sechestrul judiciar aplicat asupra unui lucru mobil sau asupra unui imobil nu constitue un obstacol la dreptul de urmărire al creditorului asupra lucrului care face obiectul sechestrului, deoarece sechestrul judiciar are ca unic scop conservarea și paza unui lucru litigios, iar persoana însărcinată cu funcțiunea de sechestru, are puterea de a face numai acte de conservare și de simplă administrație iar nu să împiedece pe creditori de a exercita dreptul de urmărire asupra lucrului pus sub sechestru judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Dépôt-séquestre, No. 88; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1297; Guillouard, Dépôt, etc., No. 176; Alexandresco, X, p. 69).

23. S'a decis că potrivit dispozițiilor art. 509 din codul de procedură civilă, pentru a se putea proceda la adjudecarea provizorie a imobilului urmărit, un exemplar, de afipte și publicațiuni se va încunoștiința în persoană sau la domiciliul datornicului urmărit și deținătorului, de va fi, precum și tuturor creditorilor cari au ipotecă sau privilegiu cunoscut până la emiterea publicațiunilor, dispozițiuni a căror neobservare atrage nulitatea urmăririi în conformitate cu principiile art. 512 c. pr. civ. Din aceste dispozițiuni rezultă în mod neîndoios că în cazul când imobilul urmărit este pus sub sechestru judiciar, încunoștiințarea prevăzută de art. 509 c. pr. civ. trebuește să se facă și în persoana sechestrului, el fiind deținătorul imobilului pentru toate părțile interesate.

24. Sechestrul judiciar fiind un mandatar al părților, rânduit de justiție, atribuțiunile sale constau în a face acte de conservare și de administrație. Prin rânduirea sechestrului nu se ridică părților drepturile ce decurg din calitatea lor de proprietar. Prin urmare, acțiunea în revendicare aparținând proprietarului deposedat contra unui posesor neproprietar, nu poate fi exercitată decât de către proprietarul deposedat iar nu de către sechestru judiciar care nu are nicio calitate în această privință. (Alexandresco, X, p. 67).

25. Sechestrul judiciar este supus responsabilității la care este supus și un depozitar salariat; el trebuește să aducă în administrarea și conservarea lucrului sechestrat, îngrijirea unui bun părinte de familie, fiind responsabil de culpa levis deoarece primește un salar pentru munca depusă (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 240; Huc, XI, No. 279; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1300; Guillouard, Dépôt, etc., No. 186; Planiol, II, No. 2229; Josserand, II, No. 1377; Alexandresco, IX, p. 585, 586; X, p. 68; Nacu, III, p. 469).

26. Sechestrul judiciar este obligat să depue sumele de bani la Casa de depuneri și consemnațiuni, ele neputând rămâne în mâinile sale; cu toate acestea, deoarece legea nu prevede nicio dispozițiune în privința depunerii sumelor și a termenului în care trebuesc depuse, totul se reduce la o simplă chestiune de a se ști dacă sechestrul judiciar a administrat bine sau rău bunurile sechestrate și în cazul când se va constata că întrebuințarea sumelor a fost mai puțin folositoare decât depunerea la Casa de depuneri și consemnațiuni, el va fi obligat să plătească diferența, deorece este în culpă că a făcut o rea administrație de care trebuește să răspundă. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 242, 249; Suppl., Dépôt, No. 90; Baudry et Wahl, Dépôt, etc. No. 1299 bis; Guillouard, Dépôt, etc., No. 187; Alexandresco, X, p. 69, 71; Nacu, III, p. 468).

27. Puterile sechestrului judiciar încetează la terminarea procesului pe baza căruia a fost instituit. Pentru ca un sechestru judiciar să fie în mod valabil desesizat. de funcțiunea sa, nu este necesar ca hotărîrea care ordonă restituirea lucrului sechestrat să fie dată contradictor cu el, deoarece el este desesisat prin simplul efect al hotărîrii, fără să fie nevoie să se recurgă la altă formalitate. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 248; Baudry et Wahl, Dépôt, etc,. No. 1303; Guillouard, Dépôt, etc., No. 188; Alexandresco, X, p. 71).

28. In cazul când litigiul, în vederea căruia a fost instituit sechestrul judiciar, s'a terminat în mod definitiv, sechestrul judiciar poate fi expulzat pe cale de ordonanţă prezidenţială, conform art. 66 bis pr. civ., dacă el continuă gestiunea sa.

29. La terminarea procesului, sechestrul judiciar este obligat ca să predea părţii litigante câştigătoare, odată cu lucrul sechestrat, şi socotelile de fructele ce le-a încasat în timpul funcţionării sale şi de întreaga gestiune, ca orice mandatar în genere. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 241; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1309; Guilouard, Dépôt, etc., No. 189; Alexandresco, X, p. 71; Nacu, III, p. 468).

30. Sechestrul judiciar se face culpabil de delictul prevăzut de art. 330 c. pen. pentru abuz de încredere, în cazul când în gestiunea sa lucrează cu rea credinţă în vătămarea intereselor părţilor litigante. (Alexandresco, X, p. 71).

31. Potrivit dispoziţiunilor art. 615 din codul de procedură civilă, sechestrul judiciar este salariat şi salariul său nu va putea depăşi pe fiecare an, 10% din venitul net anual al bunului, apreciat de instanţă. Dreptul la salar al sechestrului judiciar este admis şi în dreptul francez şi era admis şi în dreptul nostru anterior modificării art. 615 din codul de pr. civ., deoarece cu toate că nici codul civil francez, nici codul civil român nu prevede în mod expres că sechestru judiciar va fi salariat, totuşi această soluţiune rezultă din faptul că art. 1632 c. civ. rom. (1961 c. civ. fr.), nu reproduce dispoziţiunea art. 1628 c. civ. rom. (1957 c. civ. fr.) privitoare la sechestrul convenţional şi apoi este dela sine înţeles că justiţia nu poate greva pe un terţ cu o asemenea sarcină, care nu este de interes public, fără a-i acorda nicio retribuţiune. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 174 bis, II; Pont, Petits contrats, I, No. 563; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 250; Laurent, XXVII, No. 182; Huc, XI, No. 279; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1302; Guillouard, Dépôt, etc., No. 184; Planiol, II, No. 2229; Colin et Capitant, II, p. 658; Josserand, II, No. 1376, 1377; Alexandresco, X, p. 69; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu şi Al. Băicoianu, II, No. 1681; Nacu, III, p. 470).

32. Sechestrul judiciar are, după o părere, o acţiune solidară contra tuturor părţilor litigante pentru plata salariului său. (Huc, XI, No. 278: Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1303; Guillouard, Dépôt, etc., No. 185; Alexandresco, X, p. 59).

33. După a doua părere, sechestrul judiciar nu poate avea o acţiune solidară contra tuturor părţilor litigante, deoarece solidaritatea nu poate avea loc decât în cazul când este prevăzută în mod expres de lege şi nu există niciun text de lege în această privinţă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 174 bis, III).

34. După a treia părere, salariul sechestrului judiciar va fi întotdeauna în sarcina părţii litigante care a fost recunoscută proprietar a lucrurilor litigioase, chiar dacă numirea sechestrului s'a făcut fără voia sa.

35. Partea litigantă care va dobândi câştig de cauză este obligată să restitue sechestrului judiciar, toate cheltuielile ce le-a făcut şi să plătească toate datoriile făcute de acesta în limitele puterilor sale de administraţie. Pentru plata acestor cheltuieli şi datorii, sechestrul judiciar se va putea adresa, la oricare dintre părţile litigante, în cazul când partea câştigătoare nu le plăteşte. (Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 239; Huc, XI, No. 278; Baudry et Wahl, Dépôt, etc., No. 1303; Guillouard, Dépôt, etc., No. 185; Alexandresco, X, p. 59).

36. Sechestrul judiciar are un drept de retenţiune pentru plata salariului său, deoarece el este depozitar şi în această privinţă se vor aplica la sechestrul judiciar toate regulile dela materia depozitului. In afară de acest drept de retenţiune, sechestrul judiciar are un drept de privilegiu pentru plata cheltuielilor făcute de el cu conservarea lucrului sechestrat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 174 bis, III; Dalloz, Rép., Dépôt-séquestre, No. 251).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Dispoziţiile art. 1269 şi 1419 din codul civil, se aplică, pe cale de analogie şi contractelor de închiriere sau arendare, încheiate de sechestrii judiciari. De aceste dispoziţiuni însă, nu se pot prevala decât proprietarii imobilelor. (Trib. Dolj, S. III, 224 din 9 Iulie 1925, Justiţia Olteniei 17—18 din 1925).

2. Dispoziţiile art. 1269 din codul civil se aplică, pe cale de analogie şi contractelor de închiriere sau arendare, încheiate de sechestrii judiciari, şi de aceste dispoziţiuni se pot prevala nu numai proprietarii imobilului închiriat sau arendat, dar şi chiriaşul sau arendaşul al cărui contract rămâne valabil faţă de proprietari. (C. Apel Craiova S. II, 271 din 25 Septemvrie 1925, Justiţia Olteniei 1-2 din 1926.)

3. Potrivit art. 615 din procedura civilă, sechestrul judiciar fiind orânduit de lege nu numai pentru conservarea, ci şi pentru administrarea averii sechestrate, după cum este în drept a închiria sau arenda în interesul comun lucrul sechestrat, tot astfel are şi dreptul de a cere anularea unor contracte de închiriere pe care le-ar găsi existente cu privire la bunul pus sub administraţia sa, când ar constata că aceste contracte sunt făcute împotriva dispoziţiunilor legii şi spre paguba unora

dintre coindivizari și aceasta indiferent dacă cel învestit cu calitatea de chiriaș este un terț, sau chiar unul dintre coindivizari. (Trib. Ilfov s. I, c. c., 1108 din 14 Octomvrie 1925, Dreptul 37/1925).

4. Pe cale de ordonanță prezidențială conform art. 66 bis pr. civ. poate fi expluzat sechestrul judiciar în cazul când litigiul în vederea căruia a fost instituit, deși terminat și hotărîrea poate fi executată, totuși sechestrul continuă gestiunea sa.

Sechestrul judiciar este un mandatar impus de justiție pentru administrarea și conservarea unui bun în cazul unui proces asupra posesiunii sau proprietății unui bun asupra folosinței sau administrației unui bun comun și care administrează pentru părțile din proces atât timp cât durează procesul, limitarea în timp a mandatului sechestrului fixându-se prin data terminării procesului fără a fi necesar să se mai recurgă la altă formalitate. (Trib. Botoșani, ordonanța prezidențială No. 4857 din 12 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1892).

5. A se vedea: art. 786, nota 12; 1632, notele 1, 9.

TITLUL XIII.

Despre contractele aleatorii.

CAPITOLUL I.

Despre contractele aleatorii în genere.

Art. 1635. — Contractul aleatoriu este convențiunea reciprocă ale cărei efecte, în privința beneficiilor și a pierderilor, pentru toate părțile, sau pentru una sau mai multe din ele, depind de un eveniment necert.

Astfel sunt:

1. Contractul de asigurare;
2. Imprumutul nautic[1]);
3. Jocul și prinsoarea;
4. Și contractul de rendită pe viață.

Cele două dintâi se regulează după legile comerțului maritim. (Civ. 947, 1636 urm., 1651; C. com. 442—477, 601—614, 615—643; Civ. Fr. 1964).

Text. fr. Art. 1964. — Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quand aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont,

Le contrat d'assurance,

Le prêt à grosse aventure,

Le jeu et le pari,

Le contrat de rente viagère.

Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub C. Apel Poitiers, 11 Mai 1920, Pand. Rom. 1926, III, 29;
IONESCU CONSTANT., *„Convențiunile aleatorii în legislația civilă românească“*, Pand. Rom. 1926 IV, 25.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) In privința *„împrumutului nautic sau maritim“* a se vedea mai pe larg art. 601—615 Codul Comercial.

Doctrină.

1. Contractele aleatorii se apropie de contractele comutative însă se deosebesc de ele, deoarece în acestea din urmă ceea ce se dă este echivalentul a ceea ce se primeşte, pe când în cele dintâi ceea ce se primeşte este prețul unui risc avut de persoana care primeşte. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 4; Obligations, No. 69; Alexandresco, X, p. 74, 75).

2. Contractele aleatorii, se deosebesc de obligațiile condiționale, deoarece acestea din urmă sunt subordonate existenței unei condițiuni, pe când cele dintâi au o existență trainică, oricum ar fi evenimentul. (Pont, I, No. 580; Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 12; Baudry et Wahl, Des contrats aléatoires, No. 4; Guillouard, Traité du contrat aléatoire, No. 92; Alexandresco, X, p. 75).

3. Pentru existența contractului aleatoriu, trebueşte să fie în acelaşi timp pentru fiecare parte şansă de câştig şi şansă de pierdere, nefiind de ajuns ca să fie şansă de câştig pentru una dintre părți şi pe cale de corelație, şansă de pierdere pentru cealaltă parte. (Demolombe, XXIV, No. 27; Mourlon, III, No. 1075; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 341, nota 4, p. 286; Laurent, XXVII, No. 192; Huc, XI, No. 295 urm.; Baudry et Wahl, No. 1; Guillouard, No. 6; Contra: Troplong, Des contrats aléatoires, No. 8; Larombière, Obligations, Art. 1104, No. 4; Pont, I, No. 576; Alexandresco, X, p. 76).

4. Orice contract în care predomină întâmplarea este aleatoriu. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 9; Suppl., Contrat aléatoire, No. 2).

5. Contractul aleatoriu poate avea de obiect fie cumpărarea unei speranțe, fie schimbul unei speranțe contra altei speranțe. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 13).

6. Cu toate că în art. 1964 c. civ. fr. (1635 c. civ. rom.) se prevede că contractul de asigurare şi împrumutul nautic sunt guvernate de legile comerțului maritim, aceasta este adevărat numai pentru împrumutul nautic, iar nu şi pentru contractul de asigurare care este guvernat şi de legile civile în ceea ce priveşte asigurările terestre care s'au desvoltat în ultimul timp. (Planiol, II, No. 2106).

7. Enumerarea contractelor aleatorii făcută în art. 1964 c. civ. fr. (1635 c. civ. rom.) nu este limitativă, ci enunciativă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 176; Pont, I, No. 581; Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 6; Suppl., Contrat aléatoire, No. 2; Laurent, XXVII, No. 195; Huc, XI, No. 302; Baudry et Wahl, No. 11; Guillouard, No. 10; Alexandresco, X, p. 75).

8. Astfel, în afară de acele contractate se poate cita ca fiind aleatorii contractul de vânzare al unui uzufruct. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 8; Baudry et Wahl, No. 6; Guillouard, No. 10; Alexandresco, X, p. 75).

9. De asemenea, vânzarea unei nude proprietății. (Baudry et Wahl, No. 6: Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 75).

10. De asemenea cesiunea unui drept litigios. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 8; Baudry et Wahl, No. 6; Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 75),

11. De asemenea, vânzarea unei succesiuni încărcate de datorii. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 8; Baudry et Wahl, No. 6; Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 75).

12. Se pot face stipulațiuni aleatorii în contractele de locațiune de lucrări, de comodat, de depozit, de amanet, de fidejusiune etc. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 11; Suppl., Contrat aléatoire, No. 4).

13. De asemenea în contractul de societate. (Dalloz, Rép., Suppl., Contrat aléatoire, No. 4).

14. Contractele aleatorii trebuesc să întrunească toate condițiunile contractelor comutative în genere. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 15).

15. Pentru valabilitatea contractului aleatoriu trebueşte ca el să nu fie oprit de lege. (Dalloz, Rép., Contrat aléatoire, No. 17).

CAPITOLUL II.

Despre joc şi prinsoare.

Art. 1636.— Legea nu dă nici o acțiune spre plata unui debit din joc sau din prinsoare. (Civ. 1638; C. com. 876; C. P. 349, 350, 389; Civ. Fr. 1965).

Text. fr. Art. 1965. — La loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. com. Epinal (Vosges), 9 Octomvrie 1920, Pand. Rom 1926, III, 105;

IONESCU CONSTANT., *„Convențiunile aleatorii în legislația civilă românească“*, Pand. Rom. 1926, IV, 25;
MAVROJANNI ALEX., *„Excepția jocului de bursă“*, Curier Jud. 41/1925;
NEGREANU I., *Notă* sub Trib. Ilfov S. I com. 29 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 49;
ȘERBESCU G., *Notă* sub Trib. Ilfov S. I com. 29 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 49.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Jocul este o convențiune prin care părțile asigură uneia din ele un anumit câștig care depinde de îndemânarea sau de combinațiile jucătorilor și chiar de întâmplare. (Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 1; Alexandresco, X, p. 76).

2. Prinsoarea este o convențiune după care una dintre părți trebuește să obție un anumit câștig în cazul când un fapt pe care ea l-a declarat că există sau că trebuia să se îndeplinească contrar afirmării celeilalte părți, se dovedește că există sau se realizează. (Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 1; Alexandresco, X, p. 77'.

3. Jocul se deosebeste de prinsoare deoarece pentru câștigul din joc, condițiunea de îndeplinit este un fapt ce trebuește executat de părți, iar câștigul din prinsoare depinde numai de verificarea unui fapt care există sau care se va îndeplini fără faptul părților. (Baudry et Wahl, Des contrats aléatoires, No. 13; Planiol, II, No. 2107; Alexandresco, X, p. 77; Comp.: Pont, I, No. 622; Guillouard, Traité du contrat aléatoire, No. 92).

4. Datoriile din joc sau din prinsoare nu dau naștere, după o părere, nici unei obligațiuni civile, nici unei obligații naturale deoarece, legiuitorul le-a considerat ca având o cauză rușinoasă, necinstită. (Duranton, X, No. 370; Mourlon, III, No. 1077 ter; Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 33; Suppl., Jeu-pari, No. 28; Huc, XI, No. 333; Planiol, II, No. 2110).

5. După a doua părere, convențiunea de joc și prinsoare este licită și dă naștere unei obligații naturale. (Larombière, Obligations, Art. 1235, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 178 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text și nota 2, p. 574; Laurent, XXVII, No. 194; Baudry et Wahl, No. 85; Guillouard, No. 31 urm., 61 urm.; Alexandresco, X, p. 90).

6. După a treia părere, convențiunea de joc și prinsoare da naștere unei oblivărate obligații civile. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 603).

7. După a patra părere, convențiunea de joc și prinsoare dă naștere unei obligații naturale, dacă jocul și prinsoarea sunt limitate la juste proporții; dacă însă constituesc o speculație interesată, convențiunea nu dă naștere unei obligații naturale deoarece este contrară bunelor moravuri. (Troplong, Des contrats aléatoires, No. 189).

8. Sunt considerate ca jocuri de noroc: șahul, jocul de biliard, de dame, zarurile, lotul; jocurile de cărți ca: storsu, ghiordumul, macaua, pokerul, ramsul, mausul, lanskenetul, ruleta, l'écarté, bacaraua, călușeii și în genere toate jocurile în care pierderea sau câștigul atârnă numai de noroc sau întâmplare. (Alexandresco, X, p. 85 Comp.: Mourlon, III, No. 1077 ter; Pont, I, No. 610; Baudry et Wahl, No. 35; Guillouard, No. 49; Planiol, II, No. 2111; Laurent, XXVII, No. 198; Huc, XI, No. 316).

9. Loteriile neautorizate sunt asimilate jocurilor și prinsorilor, fără acțiune în justiție. (Alexandresco, X, p. 87).

10. Câștigătorul nu are contra celui care pierde nicio acțiune pentru plata unei datorii din joc sau din prinsoare, iar plata datoriei este pur voluntară. (Planiol, II, No. 2108).

11. Tribunalele trebuesc să invoace din oficiu excepțiunea de joc care este de ordine publică. (Dalloz, Rép., Suppl., Jeupari, No. 31; Laurent, XXVII, No. 201; Huc, XI, No. 306; Baudry et Wahl, No. 148; Guillouard, No. 67; Alexandresco, X, p. 91; Contra: Pont, I, No. 636; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text și nota 10, p. 575).

12. Această excepțiune poate fi invocată pentru prima oară în apel și chiar înaintea instanței de recurs. (Baudry et Wahl, No. 146; Alexandresco, X, p. 91).

13. Terțul care a împrumutat pe cel care a pierdut la joc sau la prinsoare, are acțiune de a i se restitui datoria, dacă nu a avut niciun amestec la joc sau la prinsoare. (Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 57, 60; Alexandresco, X, p. 86).

14. Dacă însă terțul a participat la operațiunile de joc sau prinsoare, el nu are acțiune pentru sumele creditate în urma acestei operații. (Troplong, Contrats aléatoires, No. 66; 73; Pont, I, No. 647; Dalloz, Rép., Jeupari, No. 57, 58, 59; Suppl.,

Jeu-pari, No. 51; Laurent, XXVII, No. 220; Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 127; Guillouard, No. 91; Alexandresco, X, p. 86; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 178 bis, II).

15. Avansurile făcute unui jucător de directorul sau girantul unei case de joc, constituesc o datorie de joc. (Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 129; Guillouard, No. 40).

16. De asemenea împrumuturile făcute unui jucător de crupier. (Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 129; Guillouard, No. 91).

17. De asemenea, împrumuturile făcute unui jucător de un servitor al cercului în numele său personal. (Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 129).

18. Terțul nu are acțiune de restituirea sumei ce o dă, când s'a asociat la șansele jocului. (Pont, I, No. 650; Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 53; Baudry et Wahl, No. 128).

19. Codebitorul care a plătit datoriile de joc nu are acțiune contra creditorilor săi. (Troplong, No. 67; Baudry et Wahl, No. 144).

20. Terțul care nu a participat, nici nu a fost interesat la joc, are acțiune contra jucătorului dacă îl împrumută pentru a plăti celui care a câștigat. (Pont, I, No. 647; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text și nota 6, p. 575; Laurent, XXVII, No. 220; Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 126; Guillouard, No. 91; Alexandresco, X, p. 86).

21. Imprumutul făcut unui jucător după ce s'a terminat partida de joc, pentru a-și plăti datoria, nu constitue o datorie de joc. (Troplong, No. 66 urm.; Pont, I, No. 648; Aubry et Rau ed. 4-a, IV, § 386, text și nota 7, p. 575; Laurent, XXVII, No. 221; Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 130; Guillouard, No. 43, 91; Alexandresco, X, p. 86).

22. Această soluție are loc chiar dacă cel care a împrumutat cunoștea destinația sumei împrumutate. (Pont, I, No. 648; Laurent, XI, No. 312; Huc, XI, No. 312; Baudry et Wahl, No. 130; Alexandresco, X, p. 86).

23. De asemenea, această soluție are loc chiar dacă împrumutătorul a luat parte la joc. (Pont, I, No. 648; Baudry et Wahl, No. 130; Guillouard, No. 43; Contra: Huc, XI, No. 312).

24. Pârîtul care invoacă excepția de joc, va fi obligat să-și dovedească alegația sa. (Huc, XI, No. 31; Budry et Wahl, No. 149; Guillouard, No. 102; Alexandresco, X, p. 92).

25. Dovada datoriilor de joc va putea fi făcută prin toate mijloacele de probă. (Troplong, No. 64; Pont, I, No. 639; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text și nota 15, p. 576; Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 53; Suppl., Jeu-pari, No. 44; Huc, XI, No. 311; Baudry et Wahl, No. 152; Guillouard, No. 45, 70, 102; Alexandresco, X, p. 92).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. In sistemul legiuirii noastre vânzările de valori cotate la bursă sunt valabile dacă au avut loc în și prin bursă; dacă operațiunea s'a făcut în afară de bursă, sunt valabile aceste vânzări ori de câte ori au fost concepute cu intențiunea de a se vinde și cumpăra în mod real valorile ce urmează a fi livrate la scadență, pe când din contră ele sunt ilicite și nule ori de câte ori au fost concepute cu intențiunea numai a unei plăți a diferenței de curs. (Trib. Ilfov, s. I com., 29 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 49, Dreptul 42/1925).

Art. 1637. — Sunt exceptate jocurile ce contribuesc la exercițiul corporal, cum: armele, cursele cu piciorul, călare sau cu carul și alte asemenea.

Cu toate acestea, judecătorul poate să respingă cererea când suma pusă în joc sau la prinsoare ar fi excesivă. (Civ. 1636; Civ. Fr. 1966).

Text. fr. Art. 1966. — Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, de jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui parait excessive.

Bibliografie (continuare).

IONESCU CONSTANT., *„Convențiunile aleatorii în legislația civilă românească“*, Pand. Rom. 1926, IV, 25.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1966 c. civ. fr. (1637 c. civ. rom.), se face excepție dela art. precedent pentru datoriile izvorîte din jocurile care contribuesc la exercițiul corpului, deoarece se consideră ca niște exerciții folositoare. (Alexandresco, X, p. 83, 87; Comp.: Baudry et Wahl, No. 40, 41; Guillouard, No. 54).

2. Acest articol nu face excepție decât în privința jocurilor care contribuesc la exercițiul corpului precum: armele sau scrima, cursele cu piciorul, cu caii, cu trăsura, cu automobilul, cu luntrea, cu bicicleta, etc., tragerea la țintă, înnotarea, gimnastica, luptele și altele asemenea. (Alexandresco, X, p. 84).

3. Tribunalele vor aprecia în mod suveran care jocuri contribuesc la exercițiul corporal și care datorie rezultă dintr'un joc sau o prinsoare nepermisă. (Alexandresco, X, p. 85).

4. Prinsorile făcute de înșiși jucătorii sunt valabile când se referă la jocurile permise. (Alexandresco, X, p. 87).

5. Prinsorile făcute de terții nejucători nu dau loc la acțiune în justiție, chiar dacă s'ar referi la jocurile cari contribuesc la exercițiul corpului, deoarece pentru ei sunt subordonate întâmplării. (Baudry et Wahl, No. 40, 41; Guillouard, No. 54).

6. Prinsorile făcute de terți pe câmpul de curse de cai sau în altă parte, nu dau loc la acțiune în justiție, deoarece pentru ei sunt subordonate întâmplării și sunt valide numai prinsorile proprietarului cailor și ale acelor cari îi călăresc. (Mourlon, III, No. 1077 quater; Pont, I, No. 613; Baudry et Wahl, No. 43: Guillouard, No. 55; Alexandresco, X, p. 87).

7. In cazurile când la jocurile care înlesnesc desvoltarea corpului suma pusă la joc sau la prinsoare este exagerată, tribunalele au facultate să respingă acțiunea câștigătorului, nu însă a reduce cererea sa. (Troplong, No. 51: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 179 bis; Pont, I, No. 619; Laurent, XXVII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 64, 67; Guillouard, No. 53; Alexandresco, X, p. 89).

8. Tribunalele pentru a aprecia dacă suma angajată este exagerată, vor lua în considerație averea și condiția socială a părților și natura jocului. (Baudry et Wahl, No. 64, 67; Guillouard, No. 53; Alexandresco, X, p. 89).

9. De asemenea, vor lua în considerație obiceiurile jucătorilor. (Pont, I, No. 619; Baudry et Wahl, No. 64, 67; Comp.: Alexandresco, X, p. 89; Contra: Guillouard, No. 53).

Art. 1638. — Pierzătorul nu poate în niciun caz repeti ceea ce a plătit de bună voie, afară numai în cazul când câștigătorul a întrebuințat dol, înșelăciune sau amăgire. (Civ. 953, 960 urm., 1092; C. P. 332, 333, 334: Civ. Fr. 1967).

Text. fr. Art. 1967. — Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

Bibliografie (continuare).

IONESCU CONSTANT., „*Convențiunile aleatorii în legislația civilă românească*", Pand. Rom. 1926, IV, 25;
NEGREANU I., *Notă* sub Trib. Ilfov S. I com. 29 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 49;
ȘERBESCU S., *Notă* sub Trib. Ilfov S. I com. 29 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 49.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1967 c. civ. fr. (1638 c. civ. rom.), pierzătorul nu are acțiune în repetițiune pentru aceea ce a plătit de bună voie. Pentru ca plata să fie considerată ca făcută de bună voie, trebuește să fi fost făcută în cunoștința nulității obligației. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 180 bis, I; Pont, I, No. 660; Baudry et Wahl, No. 94, 95; Guillouard, No. 81: Alexandresco, X, p. 89, text și nota 4; Contra: Huc, XI, No. 335).

2. Astel poate fi considerată ca făcută de bună voie plata făcută de un moștenitor a datoriei autorului său necunoscând

cauza de joc a datoriei. (Pont, I, No. 660; Alexandresco, X, p. 89).

3. Plata unei datorii de joc făcută în urma dolului câştigătorului este nulă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, p. 578; Baudry et Wahl, No. 94; Huc, XI, No. 334; Guillouard, No. 77, 81; Alexandresco, X, p. 89).

4. De asemenea, este nulă plata făcută sub imperiul violenţei. (Huc, XI, No. 334; Baudry et Wahl, No. 94; Guillouard, No. 77, 81).

5. Dacă pierderea la joc s'a făcut în urma înşelăciunii câştigătorului, pierzătorul are acţiune în repetiţiune, chiar dacă a făcut plata de bună voie. (Troplong, No. 197; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, p. 578; Laurent, XXVII, No. 209; Huc, XI, No. 334; Baudry et Wahl, No. 94; Guillouard, No. 78).

6. Dacă pierzătorul care a plătit nu avea capacitatea să facă plata, are dreptul de repetiţiune, deoarece nu putea să facă o plată de bună voie. (Troplong, No. 199; Demante et Colmet, de Santerre, VIII, No. 180 bis, III; Pont, I, No. 660; Aubay et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, p. 578; Laurent, XXVII, No. 210; Huc, XI, No. 335; Baudry et Wahl, No. 96; Guillouard, No. 78; Alexandresco, X, p. 89, nota 4).

7. Se consideră ca o plată efectivă, depunerea sumei pierdută la joc în mâinile unui terţ şi câştigătorul, în acest caz, are dreptul a acţiona pe terţ pentru a-i plăti suma depusă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 180 bis, IV; Pont, I, No. 657, 658; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 20, p. 578; Huc, XI, No. 307; Baudry et Wahl, No. 114; Guillouard, No. 89; Contra: Troplong, No. 200, 202; Laurent, XXVII, No. 213).

8. Darea unui lucru în plata unei datorii de joc constitue o plată efectivă care nu mai poate fi repetită. (Troplong, No. 193 urm.; Pont, I, No. 654; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 18, p. 577; Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 45 urm.; Suppl., Jeu-pari, No. 38; Laurent, XXVII, No. 214: Huc, XI, No. 335; Baudry et Wahl, No. 100; Guillouard, No. 83)

9. Dacă s'a dat în plată un imobil de care câştigătorul a fost evins, el nu are acţiune în garanţie contra pierzătorului. (Pont, I, No. 654; Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 48; Suppl., Jeu-pari, No. 38; Huc, XI, No. 335; Guillouard, No. 85).

10. Remiterea de efecte de comerţ sau de obligaţiuni civile subscrise de pierzător, nu se consideră ca o plată efectivă, care să nu-i dea dreptul la acţiunea în repetiţiune. (Duranton, XVIII, No. 107; Toullier, VI, No. 382; Troplong, No. 61, 196; Pont, I, No. 639; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 19, p. 577; Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 36; Suppl., Jeu-pari, No. 41 urm.; Laurent, XXVII, No. 204, 215; Huc, XI, No. 311; Baudry et Wahl, No. 118; Guillouard, No. 45, 69, 86; Comp.: Alexandresco, X, p. 78).

11. Dacă însă biletele subscrise au fost puse de câştigător în circulaţie, pierzătorul nu poate opune terţilor părtaşi de bună credinţă excepţiunea de joc. (Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 46; Huc, XI, No. 311; Baudry et Wahl, No. 122; Guillouard, No. 72).

12. In acest caz, dacă pierzătorul plăteşte biletul subscris, el va avea acţiune pentru a i se rambursa ceea ce a plătit, contra câştigătorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 46; Pont, I, No. 642; Huc, XI, No. 311; Baudry et Wahl, No. 123; Guillouard, No. 72).

13. In cazul când pierzătorul dă câştigătorului în plata unei datorii de joc bilete subsemnate de un terţ, va fi plată efectivă dacă biletele sunt la purtător, dacă ele sunt la ordin va fi plată efectivă numai când pierzătorul le-a andosat în profitul câştigătorului, dacă însă nu le-a andosat nu există plată voluntară şi efectivă. (Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 49; Laurent, XXVII, No. 214; Huc, XI, No. 310; Baudry et Wahl, No. 101; Guillouard, No. 84).

14. Dacă terţul subscritor al biletelor nu le plăteşte la scadenţă, câştigătorul nu are nicio acţiune contra pierzătorului andosor. (Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 42; Suppl., Jeu-pari, No. 49; Baudry et Wahl No. 109).

15. De asemenea, în acest caz câştigătorul nu va avea acţiune nici contra subscriitorilor sau andosorilor anteriori. (Baudry et Wahl, No. 109).

16. Cesiunea de creanţă făcută de pierzător constitue o plată efectivă dacă a fost notificată debitorului cedat şi este întovărăşită de titluri şi este urmată de plată către cesionar. (Pont, I, No. 655; Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 40; Laurent, XXVII. No. 214; Huc, XI, No. 310; Baudry et Wahl, No. 106, 107; Guillouard, No. 84; Comp.: Alexandresco, X, p. 91).

17. Dacă debitorul cedat este insolvabil, câştigătorul nu re niciun recurs contra pierzătorului cedent. (Pont, I, No. 655; Huc, XI, No. 310: Baudry et Wahl, No. 108; Guillouard, No. 85).

18. Novaţiunea prin schimbare de obiect dă loc la acţiunea în repetiţiune, deoarece datoria de joc nu poate fi novată, având o cauză oprită de lege. (Troplong, No. 61, 196; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 178 bis, I; Pont, I, No. 645; Aubry et Rau. ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 9, pag. 575; Laurent, XXVII, No. 217; Huc, XI, No. 309; Baudry et Wahl, No. 102; Guillouard, No. 67; Alexandresco, X, p. 91).

19. Novaţiunea prin schimbare de creditor dă dreptul pierzătorului să ceară anularea ei dacă noul creditor a avut cunoştinţă de cauza datoriei. (Baudry et Wahl, No. 105).

20. Novaţiunea prin schimbare de debitor prin ajutorul delegaţiei nu dă drep-

tul la repetiţie în aceleaşi condiţii ca şi cesiunea de creanţă. (Baudry et Wahl, No. 103).

21. Dacă un terţ se obligă fără delegaţie din partea pierzătorului, obligaţia sa este valabilă şi trebue s'o execute. (Baudry et Wahl, No. 104).

22. In acest caz dacă terţul plăteşte câştigătorului, el nu are acţiune contra pierzătorului. (Baudry et Wahl, No. 104; Guillouard, No. 40).

23. Datoriile de joc nu pot fi trecute într'un cont curent. (Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 39; Huc, XI, No. 309; Baudry et Wahl, No. 110; Contra: Guillouard, No. 67).

24. Amanetul dat de pierzător pentru garantarea unei datorii din joc nu e valabil şi el poate revendica lucrul dat în amanet. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 21, p. 578; Laurent, XXVII, No. 219; Huc, XI, No. 309; Baudry et Wahl, No. 142; Guillouard, No. 90; Alexandresco, X, p. 91).

25. Nu se poate opune în compensaţie o creanţă rezultată din joc. (Pont, I, No. 643; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, text şi nota 8, p. 575: Dalloz, Rép., Jeu-pari, No. 26; Suppl., Jeu-pari, No. 30; Huc, XI, No. 308; Baudry et Wahl, No. 124; Guillouard, No. 66; Alexandresco, X, p. 90, 91).

26. Nu se poate face trasacţie asupra unei datorii de joc. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 386, pag. 575; Dalloz, Rép., Suppl., Jeu-pari, No. 30; Huc, XI, No. 309; Baudry et Wahl, No. 133; Guillouard, No. 66; Alexandresco, X, p. 91).

27. Compromisul privitor la o datorie de joc este nul. (Baudry et Wahl, No. 134; Alexandresco, X, p. 91).

28. O creanţă rezultată din joc nu poate fi garantată. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 180; Pont, I, No. 645; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 297, text şi nota 20, pag. 9; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 61; Suppl., Jeu-pari, No. 30; Laurent, XXVII, No. 218; Huc, XI, No. 309; Baudry et Wahl, No. 139; Guillouard, No. 68; Alexandresco, X, pag. 91).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Sumele depuse anticipativ în mâinile unuia din jucători neputând fi considerate ca o plată, nu pot fi considerate decât ca o garanţie pentru acoperirea diferenţei de curs şi deci nu se pot opune cererii de restituţiune a acestor sume dispoziţiunile art. 1638 c. c. (Trib. Ilfov. s. I, com. 29 Octomvrie 1925.. Pand. Rom. 1926, II, 49, Dreptul 42/1925).

CAPITOLUL III.

Despre contractul de rendită pe viaţă.

Secţiunea I. — *Despre natura contractului de rendită pe viaţă.*

Art. 1639. — Rendita pe viaţă se poate înfiinţa cu titlul oneros[1]). (Civ. 474, 523, 527, 550, 844, 845, 945, 947, 1646 urm., 1785, 1907; L. Timbr. 20 § 35, 21 § 31, 42 § 6, 61—f; Civ. Fr. 1968).

Text. fr. Art. 1968. — Le rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Renta este dreptul la o prestaţie periodică consistând în bani sau în alte lucruri fungibile. (Alexandresco, X, p. 94, 96).

2. Contractul de rentă constă din înstrăinarea definitivă a unui capital sau chiar a unui imobil, spre a încasa venituri periodice. (Alexandresco, X, p. 96, 102).

3. Rentele sunt perpetue sau viagere. (Alexandresco, X, p. 94).

4. Cu toate că în codul civil român există mai multe texte care vorbesc despre renta perpetuă, aceasta s'a făcut din

1) Art. francez corespunzător 1968, continuă: *„moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble“.*

inadvertența legiuitorului român care a copiat textele din dreptul francez unde această rentă este reglementată, însă în dreptul român nu există rente perpetue în folosul particularilor. (Alexandresco, X, p. 94 urm.; Nacu, III, p. 480).

5. Dacă veniturile urmează a fi plătite în tot timpul vieții unei persoane, renta este viageră și constitue un contract aleator, dacă însă veniturile pot fi cerute în perpetuu, renta este perpetuă, iar dacă veniturile pot fi cerute numai pentru un timp determinat, renta este vremelnică. (Alexandresco, X, p. 96).

6. Renta este un lucru mobil. (Alexandresco, X, p. 94).

7. Renta este un drept, adică un lucru incorporal ale cărei venituri sunt considerate ca fructe. (Alexandresco, X,. p. 95).

8. Veniturile rentei se prescriu prin trecere de cinci ani iar dreptul însăși al rentei se prescrie prin trecere de trei zeci ani cu începere dela data constituirei ei. (Alexandresco, X, p. 94).

9. Renta viageră nu trebuește să se confunde cu înstrăinarea cu clauză de întreținere care e o obligație de a face. (Troplong, Contrats aléatoires, No. 230; Laurent, XXVII, No. 262 urm.; Baudry et Wahl, Contrats aléatoires, No. 352 urm.; Planiol, II, No. 2135 urm.; Alexandresco, X, p. 95).

10. Renta viageră nu trebuește confundată cu asigurarea pe vieață, care deși un contract aleator însă poate să se constitue totdeauna cu titlu oneros, pe când renta viageră poate fi constituită și cu titlu gratuit. (Baudry et Wahl, No. 175; Alexandresco, X, pag. 95).

11. Renta viageră constituită cu titlu oneros este un contract aléator deoarece dacă persoana pentru care a fost constituită renta trăiește mult, crediorul ei va va fi în câștig și debitorul ei în pagubă, dacă însă acea persoană trăiește puțin, se întâmplă tocmai contrariul. (Alexandresco, X, p. 100, 101, 103).

12. Contractul de rentă viageră este un contract consensual și proprietatea lucrului este transferată debitorului rentei prin simplul efect al consimțimântului, fără să fie nevoie de tradiție și din acest moment renta este datorită. (Alexandresco, X, p. 102).

Art. 1640. — Ea se poate constitui și cu titlu gratuit, prin donațiune între vii sau prin testament.

Trebue însă atunci să fie revestită de formele cerute de legi pentru asemenea acte. (Civ. 800 urm., 813 urm., 844, 845, 856 urm., 900, 1641 urm., 1650; L. Timbr. 61—m, n; Civ. Fr. 1969).

Text. fr. Art. 1969. — Elle peut être aussi constituée à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit être alors revêtue des formes requises par la loi.

Doctrină.

1. Când renta este constituită cu titlu gratuit ea nu mai este un contract aleatoriu, ci este o liberalitate, deoarece debitorul ei nu este expus a fi în pierdere și nici nu are șansă a fi în câștig. (Alexandresco, X, p. 101).

2. Renta constituită cu titlu gratuit fiind o liberalitate, trebuește făcută în formă și să îndeplinească condițiunile de fond ale liberalităților, donațiune sau testament. (Alexandresco, X, pag. 101).

Art. 1641. — Rendita pe viață, înființată prin donațiune sau testament, este supusă la reducțiune, dacă întrece porțiunea disponibilă; este nulă dacă se face în favoarea unei persoane necapabile de a primi. (Civ. 751 urm., 808 urm., 812, 841 urm., 844, 847 urm., 934, 939 urm., 1642; Civ. Fr. 1970).

Text. fr. Art. 1970. — Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer : elle est nulle si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

Doctrină.

1. Renta pe vieață înființată prin donațiune sau testament este supusă la reducțiune, când întrece porțiunea disponibilă și nu poate fi făcută în folosul persoanelor incapabile a primi prin donațiune sau testament. (Alexandresco, X, p. 101).

2. Renta viageră constituită prin donațiune este revocabilă pentru survenire de

copii. (Baudry et Wahl, Contrats aléatoires, No. 340; Alexandresco, X, p. 101, nota 2).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 917 c. civ. fr. (844 c. civ rom.) când moştenitorii rezervatari ar pretinde că renta viageră întrece cotitatea disponibilă, deoarece valoarea ei nu poate fi stabilită cu uşurinţă, ei au facultatea de a executa dispoziţia sau a abandona proprietatea părţii disponibile. (Alexandresco, X, p. 102).

Art. 1642. — Rendita pe viaţă se poate înfiinţa în favoarea persoanei ce a plătit preţul, sau a altei a treia ce n'are niciun drept la rendită[1]).

In cazul din urmă, deşi întruneşte însuşirile unei liberalităţi, totuşi nu este supusă formelor stabilite pentru donaţiune; însă este în totul supusă dispoziţiunilor articolului precedent. (Civ. 751 urm., 1640, 1641, 1650; Civ. Fr. 1971, 1973).

Text. fr. Art. 1971. — La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir.

Text. fr. Art. 1973. — Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les carcatères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations; sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1970.

Doctrină.

1. Renta viageră poate fi înfiinţată nu numai în favoarea persoanei ce a plătit preţul. ci şi în favoarea unui terţ. (Bufnoir, Propriété et Contract, p. 572; Alexandresco, X, p. 102, 103).

2. Din dispoziţiile art. 1642 c. civ. rom., rezultă că în dreptul nostru, stipulaţiile pentru alţii sunt valabile cu toate că legiuitorul român a eliminat art. 1119-1122 c. civ. fr. care prevăd această materie. (Alexandresco, X, p. 102, 103).

3. Renta poate fi stabilită asupra capului creditorului, asupra capului unui terţ şi chiar asupra capului însăşi debitorului. (Alexandresco, X, p. 103).

4. Renta viageră se va plăti cât timp trăieşte persoana asupra capului căreia a fost constituită. Astfel, dacă renta viageră a fost constituită asupra capului unui terţ, ea se va stinge numai prin moartea acestui terţ, aşa încât dacă creditorul ar muri înainte de terţ, moştenitorii săi vor continua a primi renta până la decesul terţului. (Pont, I, No. 688; Guillouard, No 143; Alexandresco, X, p. 103).

5. Dacă renta viageră a fost constituită asupra capetelor mai multor persoane, moartea uneia din ele nu aduce stingerea parţială a rentei, afară de clauză contrară. (Mourlon, III, No. 1034; Baudry et Wahl, No. 208; Alexandresco, X, p. 104).

Art. 1643. — Ea se poate înfiinţa în favoarea unei sau mai multor persoane. (Civ. Fr. 1972).

Text. fr. Art. 1972. — Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

Doctrină.

1. Dacă renta viageră a fost constituită asupra capetelor mai multor creditori, ea se va stinge numai la decesul ultimului creditor, ea nuputându-se stinge parţial la moartea unuia din ei. (Troplong, Contrats aléatoires, No. 245 urm.; Pont, I, No. 692; Aubry et Rau, IV, § 390, p. 589; Alexandresco, X, p. 104; Contra: Duranton, XVIII, No. 134; Laurent, XXVII, No. 275).

Art. 1644. — Este fără lucrare orice contract de rendită pe viaţă înfiinţat în favoarea unei persoane, care era deja moartă în momentul facerii contractului. (Civ. 962, 966; Civ. Fr. 1974).

---

1) Art. francez corespunzător 1971, se exprimă astfel în partea finală: *„qui n'a aucun droit d'en jouir*, în loc de: *„ce n'are niciun drept la rendită“*.

Text. fr. Art. 1974. — Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

Doctrină.

1. Art. 1974 c. civ. fr. (1644 c. civ. rom.) constitue aplicarea principiului care voeşte ca persoana asupra capului căreia se constitue renta să fie determinată. (Alexandresco, X, p. 105).

2. Dacă renta viageră a fost constituită asupra capului unei presoane care în momentul constituirii era moartă, contractul de rentă nu a putut avea existenţă, căci era fără cauză. (Alexandresco, X, p. 105)

3. Contractul de rentă este nul chiar dacă părţile contractante nu au avut cunoştinţă de decesul persoanei asupra capului căreia s'a constituit renta. (Baudry et Wahl, No. 212, 213; Alexandresco, X, p. 105).

4. Contractul de rentă este nul dacă renta a fost constituită asupra capului mai multor persoane din care una era moartă în momentul încheierii contractului. (Laurent, XXVII, No. 277; Huc, XI, No. 346, 347; Baudry et Wahl, No. 232 urm.; Guillouard, No. 159; Alexandresco, X, p. 106, 107; Contra: Duranton, XVIII, No. 150; Troplong, No. 275; Pont, I, No. 721; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 747, nota 10, pag. 27; Aubry et Rau, ed. 4, IV, § 384, text şi nota 12, p. 584; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 189 bis).

Art. 1645. — Contractul de rendită pe viaţă, în favoarea unei persoane afectate de o boală de care a murit în interval de 20 zile dela data contractului, este nul. (Civ. 1644; Civ. Fr. 1975).

Text. fr. Art. 1975. — Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Cauza nulităţii rentei, în cazul prevăzut de art. 1975 c. civ. fr. (1645 c. civ. rom.) este necunoştinţa stării de sănătate a persoanei asupra careia a fost constituită renta. (Alexandresco, X, p. 105).

2. Dacă nu e existat boală, vârsta oricât de înaintată a persoanei asupra căreia a fost constituită renta, urmată de moarte în termen de 20 zile dela data contractului, nu aduce nulitatea rentei. (Alexandresco, X, p. 106, nota 1).

3. Renta nu este anulată dacă a fost constituită asupra capului unei femei gravide în momentul constituirii, chiar dacă ar fi murit în 20 zile dela data contractului, afară dacă graviditatea femeii era complicată de o boală care a determinat decesul. (Troplong, Contrats aléatoires, No. 274; Pont, I, No. 714; Huc, XI, No. 348; Baudry et Wahl, No. 219; Guillouard, No. 151; Alexandresco. X, p. 106, nota 1).

4. Dispoziţiile art. 1975 c. civ. fr. (1645 c. civ. rom.) se aplică numai boalelor fizice iar nu şi celor mintale care conduc la sinucideri. (Laurent, XXVII, No. 281; Huc, XI, No. 348; Guillouard, No. 152; Contra: Baudry et Wahl, No. 220; Comp.: Alexandresco, X, p. 106, nota 1).

5. Dispoziţiile art. 1975 c. civ. fr. (1645 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţia când moartea a provenit dintr'o operaţie. (Baudry et Wahl, No. 221; Alexandresco, X, p. 106).

6. In termenul de 20 zile nu se va socoti ziua încheierii contractului. (Troplong, No. 276; Pont, I, No. 714; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 388, p. 586; Laurent, XXVII, No. 282; Baudry et Wahl, No. 223; Guillouard, No. 162; Alexandresco, X, p. 106).

7. Acel care invoacă nulitatea rentei va trebui să dovedească îndeplinirea condiţiilor de nulitate. (Laurent, XXVII, No. 383; Huc, XI, No. 349; Baudry et Wahl, No. 225; Guillouard, No. 153; Alexandresco, X, p. 106).

8. Dispoziţiile art. 1975 c. civ. fr. (1645 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţia fie că renta a fost constituită asupra capului creditorului, fie că a fost constituită asupra capului unui terţ. (Alexandresco, X, p. 106).

9. Contractul de rentă este nul dacă renta a fost constituită asupra capului mai multor persoane din care una a murit în termenul de 20 zile de boala de care era atinsă. (Laurent, XXVII, No. 277; Huc, XI, No. 346; Baudry et Wahl, No. 232 urm.; Guillouard, No. 159; Alexandresco, X, p. 106, 107; Contra: Duranton, XVIII, No.

150; Troplong, No. 275; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 747, nota 10, p. 27; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 189 bis; Pont, I, No. 721; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 384, text şi nota 12, p. 584).

10. Dispoziţiile art. 1975 c. civ. fr. (1645 c. civ. rom.) nu se aplică rentelor constituite cu titlu gratuit. (Alexandresco, X, p. 107).

11. Dacă renta a fost constituită printr'un act sub semnătură privată, fără dată certă, data lui va face credinţă faţă de moştenitorii creditorului numai până la dovada contrară, care va putea fi făcută chiar prin marturi sau prezumpţiuni. (Alexandresco, X, p. 107, 108).

Secţiunea II. — *Despre efectele contractului de rendită pe viaţă între părţile contractante.*

Art. 1646. — Acela în a cărui favoare s'a înfiinţat, cu titlu oneros, o rendită pe viaţă, poate să ceară sfărâmarea contractului, dacă înfiinţătorul ei nu dă asigurările stipulate pentru executare. (Civ. 1019 urm., 1025; Civ. Fr. 1977).

Text. fr. Art. 1977. — Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prima obligaţie a debitorului rentei este de a da siguranţele promise prin contract. (Alexandresco, X, p. 109).

2. Când debitorul rentei nu dă siguranţele ce a promis prin contract, cum ar fi o ipotecă, o fidejusiune sau siguranţele legale, creditorul poate cere rezilierea contractului. (Alexandresco, X, p. 109).

3. De asemenea, creditorul rentei poate cere rezilierea contractului când debitorul micşorează siguranţele date. (Troplong, Contrats aléatoires, No. 291; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, I, No. 737; Laurent, XXVII, No. 312; Baudry et Wahl, Contrats aléatoirs, No. 262; Guillouard, Du contrat aléatoire, No. 197: Alexandresco, X, p. 109).

4. Dacă renta provine din o vânzare, ea va fi garantată prin privilegiul vânzătorului. (Baudry et Wahl, No. 258, 282; Guillouard, No. 135, 181; Alexandresco, X, p. 109, nota 2).

5. Dispoziţiile art. 1977 c. civ. fr. (1646 c. civ. rom.) nu se aplică rentelor constituite cu titlu gratuit. (Pont, I, No. 748; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 390, p. 589; Baudry et Wahl, No. 275; Alexandresco, X, p. 109; Contra: Guillouard, No. 195).

6. Dacă micşorarea siguranţelor date nu este datorită faptului debitorului, nu are loc desfiinţarea. (Baudry et Wahl, No. 266; Alexandresco, X, p. 109, nota 5).

7. In cazul când debitorul rentei nu-şi îndeplineşte obligaţiunile prevăzute de art. 1977 c. civ. fr. (1646 c. civ. rom.) desfiinţarea contractului nu are loc de drept, ci prin justiţie, debitorul putând să-şi execute obligaţiile sale până la pronunţarea unei hotărîrii definitive. (Baudry et Wahl, No. 270; Alexandresco, X, p. 109).

8. In caz de desfiinţarea contractului, debitorul rentei trebue să restitue capitalul sau lucrurile primite de el. (Alexandresco, X, p. 110).

9. In acest caz, creditorul după o părere va trebui să restitue veniturile ce le-a primit până la desfiinţare. (Laurent, XXVII, No. 316; Baudry et Wahl, No. 371 urm.; Planiol, II, No. 2132).

10. După altă părere. creditorul nu trebue să restitue veniturile primite deoarece ele au fost plătite în schimbul folosinţei capitalului. (Duranton, XVII, No. 164; Troplong, No. 298 urm.; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 193 bis; Pont, I, No. 746; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 749, nota 6, p. 30; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 390, p. 590; Guillouard, No. 201; Alexandresco, X, pag. 110).

Art. 1647. — Singura neplată a termenelor expirate a renditei nu dă drept celui în a cărui favoare este înfiinţată, să ceară întoarcerea capitalului, sau reintrarea în posesiune a fondului înstrăinat. El are numai dreptul de a face să se sequestreze şi să

se vândă averea debitorului său, şi a cere ca, neconsimţind debitorul, să se reguleze din produsul vinderii, o sumă suficientă spre plata termenelor. (Civ. 829, 1020, 1021, 1365, 1367, 1646, 1648, 1651 urm., 1719, 1824 urm.; Civ. Fr. 1978).

Text. fr. Art. 1978. — Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Instrăinare cu sarcina de întreţinere"*. p. 55.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Contractul de rentă viageră este guvernat, în genere, de regulele dela vânzare, cu deosebirea că desfiinţarea lui nu poate fi cerută pentru neplata veniturilor rentei. (Alexandresco, X, p. 102).

2. O altă obligaţie a debitorului rentei este ca să plătească veniturile rentei, în modul cum s'a stipulat şi la termenele fixate. (Alexandresco, X, p. 110).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 1978 c. civ. fr. (1647 c. civ. rom.) în cazul când debitorul nu plăteşte veniturile rentei, fie că ea este constituită cu titlu oneros, fie că este constituită cu titlu gratuit, creditorul nu poate cere desfiinţarea contractului, ci are dreptul numai a urmări şi vinde o parte suficientă din bunurile debitorului, pentru a-şi asigura plata veniturilor sale. (Baudry et Wahl, No. 309; Alexandresco, X, p. 111).

4. In cazul când debitorul mai are şi alţi creditori şi nu are avere suficientă, creditorul rentei va veni în concurs cu aceşti creditori, afară dacă are un privilegiu sau ipotecă. (Baudry et Wahl, No. 304 urm.; Alexandresco, X, p. 111, 112, nota 1).

5. In caz de faliment al debitorului rentei, creditorul dacă nu are nicio garanţie reală, va suferi concursul celorlalţi creditori. (Alexandresco, X, p. 112, nota 1).

6. Dispoziţiile art. 1978 c. civ. fr. (1647 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţia când s'a stipulat un pact comisor expres. (Huc, XI, No. 355; Baudry et Wahl, No. 289 urm.; Planiol, II, No. 2131; Alexandresco, X, p. 111).

7. De asemenea, aceste dispoziţii nu-şi găsesc aplicaţia în cazul când contractul de rentă este comutativ, neavând un caracter aleator. (Troplong, No. 313. Pont, I, No. 752; Laurent, XXVII, No. 319; Guillouard, No. 206; Alexandresco, X, p. 111; Contra: Baudry et Wahl, No. 286).

8. De asemenea când renta a fost constituită cu titlu gratuit. (Baudry et Wahl, No. 287; Alexandresco, X, p. 111).

9. De asemenea, când renta este condiţiunea unei donaţiuni, deoarece donaţiunea este revocabilă pentru neexecutarea condiţiilor. (Baudry et Wahl, No. 288; Alexandresco, X, p. 111).

10. De asemenea, nu se aplică rentelor constituite printr'un contract unilateral. (Baudry et Wahl, No. 288 bis; Alexandresco, X, p. 111).

Art. 1648. — Infiinţătorul renditei nu poate să se libereze de plata ei, oferind înapoierea capitalului şi renunţând la repetiţiunea anuităţilor plătite, oricât de lungă fie viaţa acelor în a căror favoare s'a înfiinţat rendita, şi oricât de oneroasă fie prestaţiunea renditei. (Civ. 969, 1635, 1647, 1893; Civ. Fr. 1979).

Text. fr. Art. 1979. — Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne

ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1979 c. civ. fr. (1648 c. civ. rom.) debitorul rentei nu se poate libera de plata ei, restituind capitalul sau lucrurile primite și chiar renunțând la repetițiunea veniturilor ce le-a plătit, deoarece contractul de rentă are un caracter aleator. (Alexandresco, X, p. 111, 112).

2. In caz de faliment al debitorului rentei, creditorii săi nu pot cere stingerea rentei. (Troplong, No. 323; Pont, I, No. 768; Baudry et Wahl, No. 336; Guillouard, No. 215; Alexandresco, X, p. 112, nota 1).

Art. 1649. — Rendita pe viață se dobândește de proprietarul ei în proporțiunea zilelor ce a trăit.

Dacă însă s'a stipulat ca termenii ei să se plătească anticipat, atunci se consideră de câștigat fiecare termen din ziua în care a venit plata lui. (Civ. 523, 525, 527, 1280; Civ. Fr. 1980).

Text. fr. Art. 1980. — La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

Doctrină.

1. Veniturile rentei se dobândesc zi cu zi, deoarece sunt fructe civile. (Alexandresco, X, p. 112).

2. Veniturile rentei se dobândesc de creditor în proporție cu numărul zilelor ce a trăit în timpul anului acela pe capul căruia a fost constituită renta. (Alexandresco, X, p. 112).

3. Nu se socotesc în calculația veniturilor ziua închirierii contractului nici ziua morții creditorului. (Pont, I, No. 773; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 389, nota 1, p. 587; Laurent, XXVII, No. 294; Baudry et Wahl, No. 345; Guillouard, No. 182; Alexandresco, X, p. 112, nota 2).

4. Dacă însă renta era după contract plătibilă prin anticipație, plata făcută este definitiv dobândită de creditor, reprezentanții lui nefiind obligați la restituire. (Alexandresco, X, p. 112).

Art. 1650. — Numai în cazul în care rendita pe viață s'a înființat cu titlu gratuit, se poate stipula ca dânsa să nu fie supusă sequestrării. (Civ. 1640 urm., 1718; Pr. civ. 408, 613 urm.; Civ. Fr. 1981).

Text. fr. Art. 1981.—La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable, que lorsqu'elle à été constituée à titre gratuit.

Doctrină.

1. Când renta a fost constituită cu titlu gratuit, ea poate fi declarată neurmăribilă din partea creditorilor acelui care o primește. (Alexandresco, X, p. 112, 113).

2. In acest caz chiar, renta poate fi urmărită, pentru o parte apreciată de tribunale, însă numai pentru datorii de alimente, de chirii și alte creanțe privilegiate asupra lucrurilor mobile. (Alexandresco, X, p. 113).

3. Dacă renta este constituită cu titlu oneros, ea nu poate fi declarată neurmăribilă, deoarece cu acest mijloc un debitor de rea credință s'ar sustrage dela executarea obligațiilor sale. (Alexandresco, X, p. 113).

Art. 1651. — Proprietarul renditei pe viață nu poate să ceară termenele expirate, decât justificând existența sa ori existența persoanei în favoarea cărei s'a înființat. (Civ. 120, 1169, 1907 urm.; Civ. Fr. 1983).

Text. fr. Art. 1983. — Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1983 c. c. fr. (1651 c. civ. rom.) creditorul nu va putea cere plata veniturilor rentei decât dacă dovedește că persoana asupra capului căreia a fost constituită renta, este în vieață. (Alexandresco, X, p. 112).

2. Dovada se va face prin orice mijloace de probă. (Alexandresco, X, p. 112).

TITLUL XIV

Despre fidejusiune (cauțiune).

CAPITOLUL I.

Despre natura și întinderea fidejusiunii.

Art. 1652. — Cel ce garantează o obligațiune, se leagă către creditor de a îndeplini însuși obligațiunea, pe care debitorul nu o îndeplinește. (Civ. 943, 944, 946, 947, 1179, 1656, 1662 urm., 1666 urm.; C. com. 803, 855; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 2011).

Text. fr. Art. 2011. — Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusiunea este o obligație prin care una sau mai multe persoane garantează, în total sau în parte, executarea unei obligații luate sau ce trebue să se ia de una sau mai multe persoane și consimt a executa ele obligația, în cazul când acestea nu ar executa-o. (Dalloz. Rép., Enregistrement, No. 1372; Alexandresco, X, p. 116).

2. Fidejusiunea este convențională, legală și judiciară. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 1; Alexandresco, X, p. 116).

3. O persoană poate să se facă fidejusorul unui fidejusor. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 25).

4. Fidejusiunea este un contract unilateral. (Demante, et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, II; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 20; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 26; Suppl., Cautionnement, No. 5; Laurent, XXVIII, No. 126; Huc, XII, No. 163; Baudry et Wahl, Du cautionnement, No. 913; Guillouard, Traité du cautionnement, No. 7; Planiol II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 117).

5. Dacă însă în contractul de fidejusiune creditorul garantat își ia vreo obligație față de fidejusor, contractul devine sinalagmatic. (Dalloz, Rép., Contionnement, No. 5; Laurent, XXVIII, No. 127; Huc, XII, No. 163).

6. Fidejusiunea poate fi contractată sub condițiuni impuse creditorului care dacă nu le îndeplinește, va aduce rezoluțiunea contractului de fidejusiune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 27)

7. Obligațiile care există între debitorul principal și fidejusor, decurg din mandatul tacit sau expres intervenit între dânșii, iar nu din fidejusiune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 26; Alexandresco, X, p. 118).

8. Fidejusiunea naște o obligație de a face. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 15).

9. Fidejusiunea este o obligație accesorie la o obligație principală careia îi asigură executarea, ea neputând avea o existență independentă. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, V; Pont, II,

No. 8, 9; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 15; Suppl., Cautionnement, No. 3; Laurtnt XXVIII, No. 117, 118; Baudry et Wahl, No. 914; Planiol, II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 117).

10. Fidejusiunea se deosebeşte de conventiunea prin care o persoană îşi ia obligaţia de „porte fort" pentru altul, deoarece, pe lângă alte distincţiuni prima este o obligaţie accesorie iar cea de a doua este o obligaţie principală sui generis. (Pont, II, No. 12; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, text şi nota 6, p. 674; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 18. Suppl., Cautionnement, No. 3; Laurent, XXVIII, No. 118; Huc, XII, No. 174; Baudry et Wahl, No. 917; Guillouard, No. 30; Planiol, II, No. 2326).

11. Fidejusiunea poate fi dată pentru a garanta o obligaţie viitoare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, p. 674).

12. Fidejusiunea fiind un contract accesoriu. se deosebeşte de garanţia vânzătorului care există de drept. (Dalloz, Rép., Suppl., Contionnement, No. 11; Laurent, XXVIII, No. 156).

13. Dacă însă un terţ va garanta o vânzare, obligaţia sa este o fidejusiune a obligaţiei vânzătorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 11).

14. Fidejusiunea se deosebeşte de delegaţie, deoarece în aceasta din urmă, delegatul este un debitor principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 45).

15. Fidejusiunea se deosebeşte de obligaţia solidară prin care mai multe persoane se obligă în principal a plăti aceiaşi datorie. (Huc, XII, No. 173; Baudry et Wahl, No. 918; Guillouard, No. 31).

16. In cazul când fidejusorul se obligă solidar, acest fapt nu schimbă caracterul fidejusiunii, care rămâne o obligaţie accesorie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, p. 674).

17. Obligaţia fidejusorului, afară de clauză contrară, este pură şi simplă, actuală şi directă, aşa încât creditorul poate urmări pe fidejusor înainte ca debitorul principal să devie insolvabil, deoarece fidejusorul se supune a executa obligaţia debitorului principal când acesta nu o execută. (Pont, II, No. 11; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 46; Guillouard, No. 25; Planiol, II, No. 2338).

18. Creditorul poate urmări pe fidejusor fără să fie nevoie să pue în întârziere pe debitorul principal. (Planiol, II, No. 2338; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, VI).

19. Obligaţia fidejusorului este personală în sensul că ea subsistă chiar dacă un eveniment de forţă majoră ar fi făcut ca el sau debitorul principal se piardă averea lor. (Pont, II, No. 23; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 30; Laurent, XXVIII, No. 151; Huc, XII, No. 172: Baudry et Wahl, No. 909; Alexandresco, X, p. 116, 127).

20. Fidejusiunea care este o obligaţie personală se deosebeşte de obligaţia unui terţ care garantează datoria unui debitor printr'un amanet sau ipotecă care este un contract real. (Pont, II, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, nota 3, p. 673; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 31; Suppl., Cautionnement, No. 7; Laurent, XXVIII, No. 151; Huc, XII, No. 172; Baudry et Wahl, No. 909; Guillouard, No. 6, 34; Alexandresco, X, p. 118).

21. Convtnţiunea prin care unii agenţi sau funcţionari garantează gestiunea lor cu valori mobiliare sau imobiliare este un adevărat amanet iar nu o fidejusiune. (Pont, II, No. 3; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 34; Baudry et Wahl, No. 909; Guillouard, No. 36).

22. Fidejusiunea este un contract civil când este dată de un necomerciant pentru o datorie civilă. (Dalloz, Rép., Acte de Commerce, No. 421, 426 urm;. Cautionnement, No. 48).

23. Această soluţiune are loc chiar dacă obligaţia principală pe care o garantează este comercială. (Pont, II, No. 81; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de commerce, No. 462 urm.; Cautionnement, No. 13; Laurent, XXVIII, No. 165; Huc, XII, No. 171; Baudry et Wahl, No. 1197; Guillouard, No. 15; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 182).

24. Faţă de debitorul principal, fidejusiunea este de obiceiu un act dt binefacere gratuit. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, III; Pont, II, No. 15; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 28; Laurent, XXVIII, No. 122. Huc, XII, No. 164, 165; Baudry et Wahl, No. 915; Guillouard, No. 2, 19; Planiol, II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 117).

25. Gratuitatea fidejusiunii nu constitue însă o donaţiune. (Pont, II, No. 19; Huc, XII, No. 165; Guillouard, No. 20, 35; Alexandresco, X, p. 117, nota 4).

26. Dacă însă după ce fidejusorul plăteşte obligaţia principală, nu-şi exercită recursul contra debitorului, actul său constitue o liberalitate. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 28; Huc, XII, No. 165; Guillouard, No. 21, 35; Alexandresco, X, p. 118, nota).

27. Dacă această liberalitate ar întrece cotitatea disponibilă, fidejusiunea nu poate fi reductibilă în paguba creditorului, deoarece faţă de el ea nu are caracterul de binefacere. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 28; Huc, XII, No. 165; Guillouard, No. 21).

28. Se poate stipula un preţ pe care să-l plătească debitorul priincipal fidejusorului pentru garantarea ce i-o dă, deoarece gratuitatea este numai de natura fidejusiunii, iar nu de esenţa ei. (Pont, II, No. 16; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, nota 10, p. 675; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 6; Laurent, XXVIII, No. 123; Guillouard, No. 22; Alexandresco, X, p. 117).

29. Acest preţ poate fi plătit nu numai de debitorul principal, ci şi de creditor.

(Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 6; Guillouard, No. 22).

30. In cazul când creditorul plăteşte indemnitatea pentru a se asigura contra insolvabilităţii debitorului principal, aceastǎ platǎ este preţul unei adevărate asigurări. (Pont, II, No. 17; Dalloz, Rép., Cautionnment, No. 30; Suppl., Contionnement, No. 6; Laurent, XXVIII, No. 124; Guillouard, No. 22).

31. In raporturile cu creditorul, fidejusiunea are în general un caracter oneros. (Pont, II, No. 15; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, II; Laurent, XXVIII, No. 122; Huc, XII, No. 164; Guillouard, No. 19).

32. Fidejusiunea poate avea caracterul de gratuitate între creditor şi fidejusor în cazul când datoria există deja şi fidejusorul fără a se preocupa de debitor, se obligă faţă de creditor pentru a-l asigura contra insolvabilităţii debitorului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, II; Huc, XII, No. 165; Guillouard, No. 19, 35).

33. Fidejusiunea trebueşte să fie exprimată în mod expres şi cere pentru valabilitatea ei, ca şi pentru orice alt contract, consimţimântul părţilor. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 23; Suppl., Cautionnement, No. 4; Baudry et Wahl, No. 912; Guillouard, No. 43).

34. Promisiunea de fidejusiune făcută creditorului, după o părere, echivalează cu fidejusiunea şi creditorul poate urmări pe fidejusor dacă debitorul nu-şi execută obligaţia la termen. (Huc, XII, No. 181; Baudry et Wahl, No. 927; Guillouard, No. 28).

35. După altă părere, promisiunea de fidejusiune nu echivalează cu fidejusiunea, ci această promisiune dă dreptul creditorului să ceară realizarea ei. (Troplong, No. 42; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 36; Suppl., Cautionnement, No. 8; Alexandresco, X, p. 118, 119).

36. Tribunalele vor interpreta în mod suveran clauzele actului şi intenţiunea părţilor pentru a stabili dacă o parte a înţeles să consimtă o obligaţie directă sau o simplă fidejusiune. (Pont, II, No. 14; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 39; Suppl., Cautionnement, No. 10; Laurent, XXVIII, No. 120 urm.; Huc, XII, No. 175; Baudry et Wahl, No. 922; Guillouard, No. 37).

Art. 1653. — Fidejusiunea nu poate exista decât pentru o obligaţiune validă.

Cu toate acestea, se poate face cineva fidejusorele unei obligaţiuni ce poate fi anulată în virtutea unei excepţiuni personale debitorului, cum de pildă, în cazul de minoritate. (Civ. 207, 448, 950 urm., 955, 964, 966, 968 urm., 1047, 1681; C. com. 352, 353; Civ. Fr. 2012).

Text. fr. Art. 2012. — Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Orict obligaţiune valabilă poate face obiectul unei fidejusiuni. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 50; Planiol, II, No. 2327; Alexandresco, X, p. 121).

2. Poate face obiectul unei fidejusiuni o obligaţie, oricare ar fi faptul care i-ar fi dat naştere, un fapt licit sau ilicit, un contract sau un delict. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 50; Baudry et Wahl, Du cautionnement, No. 949; Guillouard, Traité du cautionnement, No. 54; Alexandresco, X, p. 121 nota 2, 122).

3. Poate face obiectul unei fidejusiuni o obligaţie, oricare ar fi personele între care ar fi intervenit, naţionale sau străine, oricare ar fi obiectul ei, oricare ar fi caracterul ei civil sau comercial şi oricare ar fi condiţiunile cărora a fost supusă. (Pont, Comentaire-traité des petits contrats, II, No. 26; Dalloz, Rép., Cautionnement. No. 51; Laurent, XXVIII, No. 128; Huc. XII, No. 170; Baudry et Wahl,, No.

949; Guillouard, No. 51, 54; Planiol, II, No. 2327).

4. Fidejusiunea poate face de asemenea obiectul unei alte fidejusiuni. (Laurent, XXVIII, No. 129; Planiol, II, No. 2333; Alexandresco, X, p. 123).

5. Poate face obiectul unei fidejusiuni o obligaţie care nu este determinată, însă poate fi determinată prin prezentarea titlurilor creditorului. (Pont, II, No. 29; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 67; Suppl., Cautionnement, No. 19; Laurent, XXVIII, No. 132).

6. Astfel, fidejusorul poate garanta tot ceeace o persoană datoreşte unei alteia. (Pont, II, No. 29; Laurent, XXVIII, No. 132).

7. De asemenea o persoană poate garanta unui bancher tot ce a împrumutat sau va împrumuta unei persoane, căreia i-a deschis credit, dacă din acest credit se pot scoate toate elementele necesare pentru fixarea datoriei. (Huc, XII, No. 170; Baudry et Wahl, No. 951).

8. Poate face obiectul unei fidejusiuni o gestiune, un total de operaţiuni care nu au fost încă îndeplinite. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 67).

9. O obligaţie viitoare poate face obiectul unei fidejusiuni. (Pont, II, No. 28; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, pag. 674; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 68; Suppl., Cautionnement, No. 19; Laurent, XXVIII, No. 130, 131; Huc, XII, No. 170; Baudry et Wahl, No. 950; Guillouard, No. 52; Planiol, II, No. 2328; Alexandresco, X, p. 121, nota 2).

10. Obligaţia viitoare deşi necertă în privinţa cotităţii sale, trebueşte însă să fie determinată în ceea ce privtşte specia sa. Astfel poate face obiectul unei fidejusiuni toate biletele la ordin pe care le-ar subscrie debitorul către un bancher. (Pont, II, No. 29; Laurent, XXVIII, No. 132; Baudry et Wahl, No. 950).

11. Obligaţiile naturale, după părerea dominantă, pot face obiectul unei fidejusiuni. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 240 bis, II; Pont, II, No. 36 urm.; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 53; Obligations, No. 1052; Suppl., Cautionnement, No. 15; Larombière, Obligations, Art. 1235, No. 10; Baudry et Wahl, No. 947; Guillouard, No. 54; Planiol, II, No. 2329; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 424, text şi nota 5, p. 676; Laurent, XXVIII, No. 141).

12. Obligaţiile morale şi de conştiinţă, care nu sunt obligaţiuni naturale, nu pot face obiectul unei fidejusiuni. (Pont, II, No. 49; Dalloz, Rép., Obligations, No. 1054, 1057; Baudry et Wahl, No. 947; Guillouard, No. 54; Contra: Larombière, Obligations, Art. 1235, No. 10).

13. Potrivit dispoziţiilor art. 2012 al. 2 c. civ. fr. (1653 al. 2, c. civ. rom.) pot face obiectul fidejusiunii obligaţiile atinse de o nulitate relativă, pentru incapacitatea debitorului principal. (Laurent, XXVIII, No. 140; Baudry et Wahl, No. 945; Alexandresco, X, p. 123).

14. Art. 2012 al 2 c. civ. fr. (1653 al. 2. c. civ. rom.) citează ca exemplu minoritatea, însă dispoziţiile sale se aplică la toate celelalte cauze de incapacitate. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 241 bis, II; Laurent XXVIII, No. 140; Huc, XII, No. 168; Planiol, II, No. 2331; Alexandresco, X, p. 122).

15. Raţiunea dispoziţiilor art. 2012 al. 2 c. civ. fr. (1653 al. 2 c. civ. rom.) este că după anularea obligaţiei principale, rămâne în sarcina incapabilului o obligaţie naturală care deci poate face obiectul unei fidejusiuni. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 241 bis, I; Pont, II, No. 42; Huc, XII, No. 168; Baudry et Wahl, No. 946; Planiol, II, No. 2332; Alexandresco, X, p. 123; Contra: Laurent, XXVIII, No. 144).

16. Obligaţia contractată de un minor neemancipat poate face obiectul unei fidejusiuni. deoarece nu este atinsă decât de o nulitate relativă. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 54).

17. Această soluţie are loc numai dacă minorul când a contractat obligaţia avea vârsta de discernământ. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 54; Guillouard, No. 57; Contra: Baudry et Wahl, No. 945).

18. Obligaţiile contractate de minorul emancipat fără autorizaţia consilului de familie sau fără formalităţile cerute de lege, pot face obiectul unei fidejusiuni. (Pont, II, No. 47; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 56; Baudry et Wahl, No. 945; Alexandresco, X, p. 124, 125).

19. Obligaţiile contractate de un interzis pot face obiectul unei fidejusiuni, deoarece sunt atinse de o nulitate relativă. (Pont, II, No. 42; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 58; Suppl., Cautionnement, No. 17; Alexandresco, X, p. 125; Contra: Laurent, XXVIII, No. 146).

20. Această soluţie are loc numai dacă obligaţiunile au fost contractate de interzis într'un interval lucid. (Pont, II, No. 42; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 424, text şi nota 7, p. 677; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 58; Suppl., Cautionnement, No. 17; Guillouard, No. 57; Alexandresco, X, p. 125; Contra: Baudry et Wahl, No. 945).

21. Obligaţiile contractate de o persoană pusă sub consiliu judiciar, pot face obiectul unei fidejusiuni. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 241 bis, II; Pont, II, No. 47; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 58; Laurent, XXVIII, No. 140; Baudry et Wahl, No. 945; Guillouard, No. 57; Alexandresco, X, pag. 125).

22. Obligaţiile contractate de o femeie măritată fără autorizaţie, pot face obiectul unei fidejusiuni. (Demolombe, IV, No. 342; Pont, II, No. 34, 46; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 59; Laurent, XXVIII, No. 140, 147; Baudry et Wahl, No. 945; Guillouard, No. 57, 161; Alexandresco, X, p. 124).

23. In afară de obligaţiile principale atinse de o nulitate personală obligatului, orice altă obligaţie atinsă de o altfel de nulitate nu poate face obiectul unei fidejusiuni valabile. (Planiol, II, No. 2330; Alexandresco, X, pag. 121, 122).

24. Astfel, nu poate face obiectul unei fidejusiuni o obligaţie atinsă de o nulitate substanţială, adică inerenta datoriei, cum ar fi pentru lipsa de cauză sau o cauză ilicită, etc. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 240 bis, I; Pont, II, No. 31; Dalloz, Rép., Contionnement, No. 50, 61; Laurent, XXVIII, No. 133; Huc, XII, No. 166; Alexandresco, X, p. 121, 122).

25. In cazul când debitorul principal ar ratifica obligaţia sa care era atinsă de nulitate, fidejusorul poate opune nulitatea garanţiei sale. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 61, 70; Suppl., Cautionnement, No. 21; Laurent, XXVIII, No. 300; Baudry et Wahl, No. 954; Guillouard, No. 58 bis).

26. In procesul dintre debitorul principal şi creditor pentru anularea obligaţiei principale, fidejusorul are dreptul să intervie. (Huc, XII, No. 167; Baudry et Wahl, No. 956; Guillouard, No. 162).

Art. 1654. — Fidejusiunea nu poate întrece datoria debitorului, nici poate fi făcută sub condiţiuni mai oneroase.

Poate fi însă numai pentru o parte a datoriei şi sub condiţiuni mai puţin grele.

Cauţiunea ce întrece datoria sau care este contractată sub condiţiuni mai oneroase, e validă numai până în măsura obligaţiunii principale. (Civ. 1066, 1087, 1656 urm.; Civ. Fr. 2013).

Text. fr. Art. 2013. — Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être cantracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusorul nu se poate obliga la alt lucru decât acela la care s'a obligat debitorul principal. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 242 bis, I; Pont, II, No. 59; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 87; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, Du cautionnement, No. 967; Guillouard, Traité du cautionnement, No. 65; Planiol, II, No. 2325. Alexandresco, X, p. 132).

2. Fidejusorul poate să se oblige să plătească o sumă de bani, deşi obligaţia principală este pentru produse ale căror preţ este fixat prin mercuriale. (Pont, II, No. 61; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 88; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, No. 967; Guillouard, No. 65).

3. Chiar dacă fidejusorul s'ar fi obligat să plătească o sumă mai mare decât aceea pe care o datoreşte debitorul principal, el nu este obligat decât până la concurenţa acestei din urmă sume. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 76; Baudry et Wahl, No. 964; Guillouard, No. 62; Alexandresco, X, pag. 132, 133).

4. Fidejusorul nu se poate obliga să plătească la un termen mai apropiat decât cel fixat pentru plata datoriei debitorului principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 79, 167; Laurent, XXVIII, No. 163; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, No. 964; Guillouard, No. 63; Alexandresco, X, p. 133).

5. Fidejusorul nu se poate obliga să plătească în alt loc decât acel fixat pentru plata obligaţiei principale, afară de cazul când schimbarea locului de plată s-a făcut în avantajul fidejusorului. (Pont, II, No. 74; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 80; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, No. 964; Guillouard, No. 63; Alexandresco, X, p. 133).

6. Când obligaţia principală este condiţională, fidejusorul nu se poate obliga pur şi simplu. (Pont, II, No. 70 73. 76; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 69, 81; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, No. 964; Guillouard, No. 64; Alexandresco, X, p. 133).

7. Fidejusorul nu se poate obliga la o clauză penală la care nu este obligat debitorul principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 81).

8. Fidejusorul poate da o ipotecă deşi debitorul principal nu a dat-o asupra bu-

nurilor sale sau nu posedă bunuri. (Pont, II, No. 78; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, nota 4, p. 673; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 83; Suppl., Cautionnement, No. 22; Laurent, XXVIII, No. 162; Huc, XII, No. 177; Baudry et Wahl, No. 964; Guillouard, No. 64; Planiol, II, No. 2325; Alexandresco, X, p. 133).

9. Potrivit dispozițiilor art. 2013 c. civ. fr. (1654 c. civ. rom.) fidejusiunea poate fi contractată numai pentru o parte a datoriei sau sub condițiuni mai puțin grele decât ale debitorului principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 85).

10. Fidejusorul se poate obliga sub condițiune, cu toate că obligația principală este pură și simplă. (Dalloz, Rép., Contionnement, No. 86; Baudry et Wahl, No. 965).

11. Fidejusiunea, după o părere, poate fi contractată în parte sub condițiuni mai oneroase și în parte sub condițiuni mai puțin oneroase decât ale obligației principale. (Troplong, Cautionnement, No. 101; Guillouard, No. 62).

12. După altă părere, această soluțiune nu poate fi admisă deoarece pe lângă că prezintă dificultăți, dar nici nu respectă textul formal al legii. (Baudry et Wahl, No. 966).

13. Potrivit dispozițiilor art. 2013 c. civ. francez (1654 codul civil român) fidejusiunea ce întrece datoria sau care este contractată sub condițiuni mai oneroase, este validă numai până în măsura obligației principale. (Baudry et Wahl, No. 969; Comp.: Pont, II, No. 84; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 242 bis, VII; Huc, XII, No. 179).

Art. 1655. — Oricine poate să se facă fidejusore, fără ordinea și chiar fără știința acelui pentru care se obligă.

Asemenea, se poate face nu numai pentru debitorul principal, dar și pentru fidejusorul acestuia. (Civ. 946, 1669 urm., 1678, 1680; Civ. Fr. 2014).

Text. fr. Art. 2014. — On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

Doctrină.

1. De obiceiu fidejusiunea are loc în urma unui mandat intervenit între debitorul principal și fidejusor. (Pont, II, No. 88; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 14; Huc, XII, No. 180; Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 118, 125).

2. In cazul când fidejusorul se obligă fără știința debitorului principal, el lucrează ca gestionar de afaceri. (Dalloz, Rép. Cautionnement, No. 14; Huc, XII, No. 180; Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 125).

3. Fidejusiunea poate avea loc pentru obligația unui terț, cu toate că acesta se opune. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 243; Pont, II, No. 89; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 24; Huc, XII, No. 180; Baudry et Wahl, No. 930; Guillouard, No. 11).

4. In acest caz, nu există între fidejusor și debitorul principal nici mandat, nici gestiune de afaceri. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 24).

5. Potrivit dispozițiilor art. 2014 c. civ. fr. (1655 c. civ. rom.) fidejusiunea poate garanta o altă fidejusiune. (Guillouard, No. 26, 165; Planiol, II, No. 2333; Alexandresco, X, p. 123).

Art. 1656. — Fidejusiunea trebue să fie expresă și nu se poate întinde peste marginile în care s'a contractat. (Civ. 1041, 1169, 1191 urm., 1203, 1654; L. Timbr. 20 § 6, 7: Civ. Fr. 2015).

Text. fr. Art. 2015. — Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusiunea trebueşte stipulată în mod expres, deoarece are consecinţe grave. (Pont, II, No. 91; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 37; Suppl., Cautionnement, No. 9; Laurent, XXVIII, No. 153; Alexandresco, X, p. 127, 129).

2. Astfel, nu poate fi considerat ca fidejusor, ci ca un simplu sfătuitor acel care s'a mărginit să invite o persoană să împrumute o sumă de bani sau să dea nişte mărfuri unui terţ pe care îl arată că e solvabil. (Pont, II, No. 93 urm.; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 22, 37; Suppl., Cautionnement, No. 9; Laurent, XXVIII, No. 154 urm.; Huc, XII, No. 175; Baudry et Wahl, No. 921, 929; Guillouard, No. 29).

3. In caz de îndoială, tribunalele vor decide că nu există fidejusiune, deoarece ea nu se prezumă. (Baudry et Wahl, No. 921; Guillouard, No. 29; Alexandresco, X, p. 127, 129).

4. Fidejusiunea poate fi scrisă sau verbală. (Pont, II, No. 91; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 156; Suppl., Cautionnement No. 35; Laurent, XXVIII, No. 157; Huc, XII, No. 181; Baudry et Wahl, No. 926; Guillouard, No. 40, 66; Alexandresco, X, p. 128).

5. Pentru stipularea fidejusiunii nu trebueşte să se întrebuinţeze termeni sacramentali. (Pont, II, No. 93; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 22; Laurent, XXVIII, No. 158; Huc, XII, No. 181; Baudry et Wahl, No. 926, 929; Guillouard, No. 66; Planiol, II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 127).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă intenţiunea părţilor a fost să stipuleze o fidejusiune. (Pont, II, No. 93; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 9; Huc, XII, No. 175; Baudry et Wahl, No. 921; Guillouard, No. 29).

7. Primirea unei oferte de fidejusiune poate fi tacită. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 23; Suppl., Cautionnement, No. 4).

8. Dovada fidejusiunii se va face potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 159; Suppl., Cautionnement, No. 40; Laurent, XXVIII, No. 158; Huc, XII, No. 181; Baudry et Wahl, No. 926; Guillouard, No. 41; Planiol, II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 128).

9. Când fidejusiunea este constatată prin act scris, nu e nevoie să fie făcută în dublu exemplar, deoarece este un act unilateral. (Troplong, No. 20; Pont, II, No. 20; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 156; Suppl., Cautionnement, No. 36; Baudry et Wahl, No. 934; Guillouard, No. 7; Planiol, II, No. 2324; Alexandresco, X, p. 128).

10. Acest act însă va trebui să poarte formula bun şi aprobat. (Pont, II, No. 22; Larombière, Obligations, Art. 1326, No. 10; Laurent, XIX, No. 243; Baudry et Wahl, No. 934; Guillouard, No. 9, 41; Alexandresco, X, p. 128).

11. Potrivit dispoziţiilor art. 2015 c. civ. fr. (1656 c. civ. rom.) fidejusiunea nu se poate întinde peste marginile în care s'a contractat. Astfel, fidejusiunea dată pentru executarea unui contract de locaţiune nu se întinde la obligaţiile rezultate din tacita reconducţiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, p. 680; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 94; Laurent, XXVIII, No. 171; Huc, XII, No. 182; Baudry et Wahl, No. 996; Guillouard, No. 69; Alexandresco, X, p. 130).

12. Fidejusiunea nu poate fi întinsă dela o persoană la altă persoană. (Pont, II, No. 101; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 120; Huc, XII, No. 182; Guillouard, No. 71; Alexandresco, X, p. 129, nota 3).

13. Astfel. dacă cineva a garantat pe un debitor, nu se consideră că a garantat şi pe coobligatul acestuia. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 120).

14. Fidejusiunea nu poate fi întinsă dela un timp la alt timp. (Guillouard, No. 73).

15. Astfel, dacă cineva a garantat sumele ce se vor împrumuta în viitor, fidejusiunea nu se poate întinde la sumele deja împrumutate sau la biletele semnate după fidejusiune, pentru sumele împrumutate în trecut. (Pont, II, No. 105; Laurent, XXVIII, No. 171; Guillouard, No. 69).

16. In caz de îndoială, întinderea fidejusiunii va fi interpretată restrictiv în înţelesul cel mai favorabil pentru fidejusor. (Pont, II, No. 97 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 23; Laurent, XXVIII, No. 167 urm.; Huc, XII, No. 182; Guillouard, No. 37; Alexandresco, X, p. 129).

Art. 1657. — Fidejusiunea nedeterminată a unei obligaţiuni principale, se întinde la toate accesoriile unei datorii, şi încă şi la spesele primei reclamaţiuni, şi la toate cele posterioare notificări[1]) făcute fidejusorului. (Civ. 1046, 1654, 1656, 1666, 1956; Civ. Fr. 2016).

Text. fr. Art. 2016. — Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

1) Din eroare se zice aci *„notificări"* în loc de *„notificării"*. Textul francez zice: *„postérieurs à la dénonciation..."*.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusiunea este nedeterminată când obligaţia fidejusorului este la fel cu a debitorului principal fără a se aduce nicio restricţiei obligaţiei acestuia. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 111; Guillouard, No. 67; Alexandresco, X, p. 131).

2. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă fidejusiunea este nedeterminată. (Laurent, XXVIII, No. 170; Huc, XII, No. 182, 183; Baudry et Wahl, No. 1004; Guillouard, No. 66; Alexandresco, X, p. 131, nota 2).

3. In caz de îndoială ea se va interpreta în favoarea limitării fidejusiunii. (Laurent, XXVIII, No. 170; Baudry et Wahl, No. 1004; Guillouard, No. 67; Alexandresco, X, p. 131).

4. In cazul când termenii fidejusiunii sunt generali şi nedeterminaţi, se va considera că fidejusorul a garantat toate obligaţiile debitorului principal rezultate din contractul garantat. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 111).

5. Astfel fidejusorul unui arendaş garantează nu numai plata arenzii, ci şi toate obligaţiile arendaşului rezultate din contractul de arendă. (Aubry et Rau, ed. 4 a, IV, § 426, text şi notele 4, 5, p. 681; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 117; Laurent, XXVIII, No. 175; Huc, XII, No. 183).

6. In cazul când fidejusiunea este nedeterminată, ea nu se aplică la obligaţiile rezultate din o cauză străină contractului garantat. (Pont, II, No. 109; Dalloz, Rép., Obligations, No. 108; Suppl., Obligations, No. 28; Baudry et Wahl, No. 1003; Guillouard, No. 80).

7. Astfel dacă debitorul principal a dat în amanet un lucru, fără a-i declara viciurile, firejusorul nu este răspunzător de pagubele ce aceste viciuri au cauzat creditorului. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 108; Baudry et Wahl, No. 1003; Guillouard, No. 80).

8. In cazul când fidejusiunea a fost limitată la o anumită sumă, fidejusorul nu poate fi obligat să plătească, în afară de suma garantată şi dobânzi. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 2, p. 680; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 99; Suppl., Cautionnement, No. 25; Laurent, XXVIII, No. 170; Baudry et Wahl, No. 1001; Alexandresco, X, p. 130).

9. Dacă însă fidejusiunea a fost nedeterminată, fidejusorul va garanta şi plata dobânzilor. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 99; Huc, XII, No. 183; Baudry et Wahl, No. 996 bis; Alexandresco, X, p. 131).

10. Dobânzile pe care le va garanta în acest caz fidejusorul, vor fi atât cele moratorii cât şi cele legale. (Laurent, XXVIII, No. 178; Huc, XII, No. 183; Baudry et Wahl, No. 996 bis; Guillouard, No. 69; Alexandresco, X, p. 131; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 246 bis).

11. Potrivit dispoziţiilor art. 2016 c. civ. fr. (1657 c. civ. rom.) în cazul unei fidejusiuni nedeterminate, ea se va întinde şi asupra cheltuielilor primei reclamaţii şi la toate cele posterioare notificării făcute fidejusorului. (Pont, II, No. 108; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, p. 681; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 102; Suppl., Cautionnement, No. 26; Laurent, XXVIII, No. 179; Huc, XII, No. 186; Baudry et Wahl, No. 998 urm.; Guillouard, No. 77 urm.; Alexandresco, X, p. 131, 132).

12. In cazul când fidejusiunea este nedeterminată, fidejusorul poate fi obligat a garanta şi daunele-interese. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 104; Huc, XII, No. 185; Baudry et Wahl, No. 996 bis; Alexandresco, X, p. 131).

Art. 1658 — **Indatoririle fidejusorului trec la erezi, afară de constrângerea corporală, chiar dacă îndatorirea era asigurată prin constrângere corporală[1]). (Civ. 653, 1060 urm., 1657; Civ. Fr. 2017).**

Text. fr. Art. 2017. — Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.

Doctrină.

1. Dispoziţiile art. 2017 c. civ. fr. (1658 c. civ. rom.) constituesc o aplicaţie a principiului din art. 1122 c. civ. fr. care nu are echivalent în codul civil român, potrivit căruia acel ce se obligă este considerat că obligă şi pe moştenitorii săi. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 247 bis; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 123;

1) Cu privire la legea constrângerii corporale din 12 Sept. 1864, care nu s'a pus niciodată în aplicare, se vedea mai pe larg nota de sub textul art. 1125, Cod. Civ.

Baudry et Wahl, No. 1171; Guillouard, No. 81).

2. Moştenitorii fidejusorului nu sunt obligaţi solidar, ci fiecare numai pentru partea sa, fără prejudiciul acţiunii ipotecare pentru totalitate. (Baudry et Wahl, No. 1171; Guillouard, No. 163).

Art. 1659. — Debitorul obligat a da siguranţă, trebue să prezinte o persoană capabilă de a contracta, care să posedă avere îndestulă spre a garanta o obligaţiune, şi care să aibă domiciliul în teritoriul juridicţional al curţii apelative la care trebue să se dea. (Civ. 87, 950, 1104, 1364, 1660 urm., 1664, 1675; Pr. Civ. 129, 392 urm.; Com. 339, 356; Civ. Fr. 2018).

Text. fr. Art. 2018. — Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour royale où elle doit être donnée.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru fidejusiunea convenţională, când fidejusorul a fost arătat în act şi creditorul l-a agreat, nu sunt cerute condiţiunile prevăzute de art. 2018 c. civ. fr. (1659 c. civ. rom.) afară de aceea privitoare la capacitatea de a contracta. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 248 bis, I, II; Pont, II, No. 112; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 125; Laurent, XXVIII, No. 185; Huc, XII, No. 188; Guillouard, No. 85).

2. Dispoziţiile acestui articol îşi găsesc aplicaţiunea când debitorul se obligă prin convenţie să dea mai târziu o fidejusiune sau când el este obligat la aceasta prin lege sau prin hotărîre. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 248 bis, I, II; Guillouard, No. 85).

3. Fidejusorul trebueşte să fie capabil a se obliga. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 126; Baudry et Wahl, No. 935; Alexandresco, X, p. 125, 126, 127, 134 nota 4, 135).

4. După altă părere, fidejusorul trebueşte să aibă capacitatea de a înstrăina. (Laurent, XXVIII, No. 160).

5. După a treia părere, fidejusorul trebueşte să aibă capacitatea de a face o donaţiune. (Pont, II, No. 57, 115; Guillouard No. 45).

6. Un străin poate fi fidejusor. (Baudry et Wahl, No. 989).

7. Minorul chiar emancipat nu poate fi fidejusor. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 128; Laurent, XXVIII, No. 160; Baudry et Wahl, No. 937; Guillouard, No. 47; Alexandresco, X, p. 127).

8. Potrivit dispoziţiilor art. 2018 c. civ. fr. (1659 c. civ. rom.) fidejusorul trebueşte să aibă domiciliul în circumscripţia curţii de apel unde trebue să-şi dea garanţia. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 145; Alexandresco, X, p. 135).

9. Domiciliul în circumscripţia curţii, nu trebueşte, în general, să fie real, ci poate fi un domiciliu ales. (Pont, II, No. 132; Dalloz, Rep., Contionnement, No. 152; Suppl., Cautionnement, No. 34; Huc, XII, No. 188; Guillouard, No. 105, 106).

10. Regula aceasta nu este absolută şi se admite în doctrină că dacă fidejusorul îşi schimbă domiciliul din circumscripţia curţii de apel, creditorul poate cere ca debitorul să-i dea un alt fidejusor. (Aubry et Rau, IV, § 425, p. 679; Laurent, XXVIII, No. 198; Huc, XII, No. 188; Baudry et Wahl, No. 974; Guillouard, No. 106; Alexandresco, X, p. 136; Contra: Troplong, No. 200; Planiol, II, No. 2337).

Art. 1660. — Solvabilitatea unui garant se măsoară numai după nemişcătoarele ce pot fi ipotecate, afară de cazul când datoria este mică sau afacerea este comercială. Spre acest finit nu se pot lua în consideraţiune nemişcătoarele în litigiu, nici acelea situate la o aşa depărtare, încât să devină foarte dificile lucrările executive asupră-le. (Civ. 1658, 1664, 1675, 1806; Pr. civ. 392—394; Civ. Fr. 2019).

Text. fr. Art. 2019. — La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 2019 c. civ. fr. (1660 c. civ. rom.) solvabilitatea garantului se măsoară numai după bunurile imobile, afară de cazul când datoria este mică sau afacerea este comercială. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 130; Suppl., Cautionnement, No. 31; Alexandresco, X, p. 136).

2. Aceste imobile trebuesc să fie libere sau cel puțin, după scăderea sarcinelor, să aibă o valoare care să garanteze în deajuns obiectul obligației. (Daloz, Rép., Cautionnement, No. 132; Suppl., Cautionnement, No. 32; Alexandresco, X, p. 136).

3. Prin imobile în litigiu nu trebueşte să se ia în considerație definiția prevăzută în art. 1700 c. civ. fr. (1403 c. civ. rom.) potrivit căruia lucrul este litigios când este proces început asupra lui. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 250 bis I; Pont, II, No. 125; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 425, nota 7, p. 678; Laurent, XXVIII, No. 190; Huc, XII, No. 190; Baudry et Wahl, No. 978; Guillouard, No. 91; Alexandresco, X, p. 136).

4. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, după împrejurări, dacă imobilele sunt în litigiu. (Pont, II, No. 125; Laurent, XXVIII, No. 190; Baudry et Wahl, No. 978; Guillouard, No. 91; Planiol, II, No. 2336; Alexandresco, X, p. 136).

5. Astfel, imobilele a căror proprietate este rezolubilă în mâinile garantului, nu vor fi admise. (Pont, II, No. 126; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 425, p. 678; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 131; Baudry et Wahl, No. 978; Guillouard, No. 91; Alexandresco, X, p. 136).

6. De asemenea, imobilele supuse embaticului. (Pont, II, No. 126).

7. De asemenea, imobilele pe care garantul le are numai în uzufruct. (Pont, II, No. 126; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 131).

8. Imobilele grevate de un drept de uzufruct, uz sau abitație vor fi socotite scăzându-se din valoarea lor, valoarea acestor drepturi reale. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 250 bis, II; Laurent, XXVIII, No. 191; Huc, XII, No. 190; Baudry et Wahl, No. 979; Guillouard, No. 92; Alexandresco, X, p. 136).

9. Imobilele indivize nu pot fi admise la garanție. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 31).

10. Imobilele ipotecate vor fi admise la garanție dacă valoarea lor, după ce se scade ipoteca, este suficientă. (Pont, II, No. 127; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 425, p. 679; Laurent, XXVIII, No. 191; Baudry et Wahl, No. 979; Guillouard, No. 92).

11. Debitorul care prezintă garanția trebueşte să probeze că imobilele nu sunt ipotecate iar nu pârîtul (Pont, II, No. 128; Laurent, XXVIII, No. 194; Alexandresco, X, p. 136, 137; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Surenchère, No. 127).

12. Pentru valabilitatea garanției nu este necesar ca imobilele să fie situate în circumscripția curții, unde se primeşte garanția. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 250 bis, III; Pont, II, No. 124; Laurent, XXVIII, No. 192; Huc, XII, No. 190; Baudry et Wahl, No. 978; Guillouard, No. 90).

13. Potrivit dispozițiilor art, 2019 c. civ. fr. (1660 c. civ. rom.) pentru ca imobilele date în garanție să poată fi luate în considerație, trebueşte ca ele să nu fie la o depărtare prea mare care să facă dificile lucrările de executare asupra lor, ceea ce se va aprecia în mod suveran de tribunale. (Demante et Colmet de Santerre, VIII. No. 250 bis, III; Laurent, XXVIII, No. 192; Baudry et Wahl, No. 978; Guillouard, No. 90; Planiol, II, No. 2336; Alexandresco, X, p. 136).

14. Legea nu prevede ca garantul să fie obligat a i se lua de către creditor o inscripție ipotecară asupra imobilelor, ci numai ca el să posedă imobile în valoare suficientă pentru garantarea datoriei. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 250 bis, IV; Laurent, XXVIII, No. 187; Huc, XII, No. 190; Baudry et Wahl, No. 979; Guillouard, No. 102; Alexandresco, X, p. 136).

15. Garantul dacă nu are imobile sau nu are imobile suficiente este admis a da în amanet bani sau rente asupra Statului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 294, text şi notele 84 ter, 85, p. 877; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 130; Contra: Alexandresco, X, p. 138).

16. In acest caz, însă, nu sunt admise

alte valori imobiliare decât bani sau rente de Stat. (Pont, II, No. 1375; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 294, nota 83, p. 877; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 31).

17. Excepțiunea relativă la afacerile comerciale, după o părere, privește cazul când datoria principală este comercială, fără să aibă vreo importanță calitatea garantului. (Pont, II, No. 120; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 130; Laurent, XXVIII, No. 189; Huc, XII, No. 189; Baudry et Wahl, No. 977; Guillouard, No. 88).

18. După altă părere, această excepție trebuește interpretată în mod larg și deci un bogat comerciant va putea fi admis a garanta datoria civilă a unui necomerciant. (Troplong, Du cautionnement, No. 206).

19. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă în conformitate cu dispozițiile art. 2019 c. civ. fr. (1660 c. civ. rom.) datoria este mică. (Pont, II, No. 118; Laurent, XXVIII, No. 189; Huc, XII, No. 189; Baudry et Wahl, No. 976; Guillouard, No. 88).

Art. 1661. — Dacă fidejusorul, căpătat de creditor de bună voe sau judecătorește, a devenit apoi nesolvabil, trebue să se dea un altul.

Această regulă nu se aplică în singurul caz în care fidejusorele s'a dat numai în puterea unei convențiuni, prin care creditorele a cerut de fidejusor o anume persoană. (Civ. 1133: Civ. Fr. 2020).

Text. fr. Art. 2020. — Lorsque la caution reçue par le créancier volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 2020 c. civ. fr. (1661 c. civ. rom.) dacă garantul devine insolvabil, debitorul trebuește să dea un altul, deoarece în general, el răspunde de solvabilitatea viitoare a garantului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 141; Alexandresco, X, p. 137).

2. Dispozițiile art. 2020 c. civ. fr. (1661 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la fidejusiunea convențională, legală sau judiciară. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 251 bis, II; Pont, II, No. 137, 138; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 141; Baudry et Wahl, No. 982; Guillouard, No. 95; Alexandresco, X, p. 137).

3. Pentru ca dispozițiile acestui articol să-și găsească aplicațiunea, chiar dacă fidejusiunea s'a făcut la obligația principală, fără ca debitorul s'o fi promis mai înainte se cere condițiunea ca debitorul să fi avut cunoștință de fidejusiune și de intenția creditorului de a face din fidejusiune o condiție a contractului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 143; Suppl., Cautionnement, No. 33; Baudry et Wahl, No. 983; Guillouard, No. 96).

4. Creditorul va putea cere alt fidejusor chiar dacă fidejusorul dat era insolvabil în momentul încheierii contractului, dacă el nu cunoștea insolvabilitatea acestuia. (Pont, II, No. 142; Baudry et Wahl, No. 984; Contra: Guillouard, No. 97; Alexandresco, X, p. 138).

5. Fidejusorul devine insolvabil când nu mai îndeplinește condițiile prevăzute de art. 2019 c. civ. fr. (1660 c. civ. rom.). (Pont, II, No. 144; Laurent, XXVIII, No. 196; Huc, XII, No. 191; Baudry et Wahl, No. 985; Guillouard, No. 98).

6. In cazul când solvabilitatea fidejusorului a fost numai micșorată, debitorul trebuește să dea o fidejusiune suplimentară. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 137; Laurent, XXVIII, No. 195, 197; Baudry et Wahl. No. 986; Guillouard, No. 99; Alexandresco, X, p. 137, 138).

7. Când fidejusorul a încetat din viață nu este locul a se da o altă cauțiune. (Pont, II, No. 147; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 140; Baudry et Wahl, No. 987; Guillouard, No. 100; Alexandresco, X, p. 137, nota 3).

8. In cazul când fidejusorul a devenit insolvabil, creditorul are dreptul nu numai să ceară o nouă fidejusiune, ci să ceară fie plata datoriei, fie rezilierea contractului cu daune interese. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 166).

CAPITOLUL II.

Despre efectele fidejusiunii.

Secțiunea I. — *Despre efectele fidejusiunii între creditor și cauționator (fidejusor).*

Art. 1662. — Fidejusorul nu este ținut a plăti creditorului, decât când nu se poate îndestula dela debitorul principal, asupra averii căruia trebue mai întâi să se facă discuțiune, afară numai când însuși a renunțat la acest beneficiu, sau s'a obligat solidar cu datornicul. In cazul din urmă, efectul obligațiunii sale se regulează după principiile statornicite în privința datoriilor solidare. (Civ. 1039 urm., 1042, 1148, 1663 urm., 1677; Pr. Civ. 112; C. com. 42, 464;Civ. Fr. 2021).

Text. fr. Art. 2021. — La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens; à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquell cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Creditorul nu poate urmări pe fidejusor, decât în cazul când poate fi urmărit însăși debitorul principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 167; Alexandresco, X, p. 141).

2. Potrivit acestui principiu, fidejusorul are dreptul să se folosească de termenele și suspendările acordate de lege sau de creditor debitorului principal. (Baudry et Wahl, No. 1013; Guillouard, No. 118; Planiol, II, No. 2339; Alexandresco, X, p. 141).

3. Decăderea debitorului principal din beneficiul termenului, după o părere, aduce și decăderea din termen a fidejusorului. afară de cazul când s'a prevăzut un termen special diferit pentru el. (Larombiere, Obligations, Art. 1188, No. 22; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 303, text și nota 18, p. 90; Dalloz, Rép., Obligations, No. 1306; Suppl., Cautionnement, No. 43; Laurent, XXVIII, No. 213; Huc, XII, No. 193, 259).

4. După altă părere, în acest caz fidejusorul se folosește de termenul stipulat în convenție. (Duranton, XI, No. 120; Demolombe, XXV, No. 707; Pardesus, Cours de droit commercial, IV, No. 1130; Dalloz, Rép., Obligations, No. 1306; Suppl., Cautionnement, No. 43: Baudry et Wahl, No. 1014; Guillouard, No. 118; Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité du droit commercial, V, p. 158, nota 1; Planiol, II, No. 2339; Alexandresco, X, p. 141).

5. Dacă debitorul principal renunță la beneficiul termenului, acest fapt nu poate fi opozabil fidejusorului. (Baudry et Wahl, No. 1015; Alexandresco, X, p. 141).

6. Fidejusorul poate plăti înainte de termen dacă debitorul principal are acest drept. (Baudry et Wahl, No. 1018).

7. In cazul când după natura obligației, debitorul nu poate fi obligat să plătească decât după ce va fi fost pus în întârziere, creditorul nu poate urmări pe fidejusor numai la simpla scadență a termenului și neplata debitorului. (Dalloz, Rép, Cautionnement, No. 179; Suppl., Cautionnement, No. 46).

8. In afară de acest caz, după o părere, dacă debitorul nu-și execută obligația la termen, creditorul poate acționa pe fidejusor. (Pont, II, No. 154, 155; Aubry et, Rau, ed. 4-a, IV, § 426, text și nota 6, p. 681; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 179; Suppl., Cautionnement, No. 46; Laurent, XXVIII, No. 203; Huc, XII, No. 192; Guillouard, No. 25, 217; Planiol, II, No. 2338).

9. După altă părere, în toate cazurile, creditorul înainte de a urmări pe fidejusor, va trebui să puie în întârziere pe debitor. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 239 bis, VI; Baudry et Wahl, No. 1023).

10. Titlurile executorii de plin drept contra debitorului principal, după o părere, sunt executorii și contra fidejusorului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 320).

11. După altă părere, hotărîrea obținută contra debitorului principal nu este executorie contra fidejusorului. (Baudry et Wahl, No. 1020; Alexandresco, X, p. 141, 142).

12. Prin beneficiul de discuțiune se înțelege obligația creditorului de a urmări și vinde mai întâi averea debitorului principal și numai apoi în caz de neîndestulare a urmări pe fidejusor. (Planiol, II, No. 2341; Alexandresco, X, p. 142).

13. Orice fidejusor poate opune creditorului beneficiul de discuțiune. (Baudry et Wahl, No. 1041; Planiol, II, No. 2342; Alexandresco, X, p. 142).

14. In cazul când sunt mai mulți debitori solidari și fidejusorul a garantat numai pe unul dintre ei, fidejusorul nu va putea invoca decât contra acestui debitor beneficiul de discuțiune. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 245 bis, V; Pont, II, No. 183; Laurent, XXVIII, No. 216; Alexandresco.. X, p. 146; Contra: Troplong, No. 270; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 760, nota 4, p. 68; Taulier, Théorie raisonnée du code civli, VII, p. 24).

15. Dacă însă a garantat pe toți debitorii solidari, va putea invoca contra tuturor beneficiul de discuțiune. (Huc, XII, No. 197).

16. Beneficiul de discuțiune este admis și în materie comercială. (Pont, II, No. 158; Dalloz, Rép, Cautionnement, No. 176; Suppl., Contionnement, No. 44; Laurent, XXVIII, No. 209; Huc, XII, No. 196; Baudry et Wahl, No. 1049; Guillouard, No. 126; Alexandresco, X, p. 143; Contra; Troplong, No. 233).

17. Fidejusorul nu are dreptul la beneficiul de discuțiune când, a renunțat la acest drept expres sau tacit. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 174; Pont, II, No. 161; Laurent, XXVIII, No. 206; Huc, XII, No. 194; Baudry et Wahl, No. 1042; Guillouard, No. 123; Alexandresco, X, p. 144, 145).

18. Fidejusorul care s'a obligat solidar este considerat că a renunțat la beneficiul de discuțiune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 210; Alexandresco, X, pag. 145).

19. Fidejusorul care a dat o ipotecă nu are dreptul să invoace beneficiul de discuțiune. (Alexandresco, X, p. 142, nota 5).

20. In afară de cazurile prevăzute de art. 2021 c. civ. fr. (1662 c. civ. rom.), mai sunt și alte cazuri când fidejusorul nu poate invoca beneficiul de discuțiune. Astfel, când fidejusorul moștenește pe debitorul principal. (Pont, II, No. 157; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 174; Laurent, XXVIII, No. 208; Huc, XII, No. 196; Baudry et Wahl, No. 1025; Guillouard, No. 127; Planiol, II, No. 2342).

21. De asemenea în cazul când insolvabilitatea debitorului principal este notorie. (Pont, II, No. 157; Dalloz. Rép., Cautionnement, No. 174; Laurent, XXVIII, No. 208; Huc, XII. No. 196; Baudry et Wahl, No. 1024. Guillouard, No. 127; Alexandresco, X, p. 143, nota 4).

22. Fidejusorul solidar, după o părere, este asimilat în totul cu un codebitor solidar. (Planiol, II, No. 2352).

23. După a doua părere nu există asimilare completă între fidejusorul solidar și codebitorul solidar. (Pont, II, No. 163; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 272 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement. No. 52; Laurent, XXVIII, No. 206; Huc, XII, No. 195, 261; Baudry et Wahl., No. 919; Guillouard, No. 125).

Art. 1663. — Creditorul nu este îndatorat să discute averea debitorului principal, dacă garantul nu o cere dela cele dintâi lucrări îndreptate contra sa. (Civ. 1662, 1664 urm.; Pr. civ. 106, 107, 111, 392—396; Civ. Fr. 2022).

Text. fr. Art. 2022. — Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.

Doctrină.

1. Tribunalele nu pot să ordone din oficiu discuțiunea averii debitorului principal, ci ea trebue cerută de fidejusor. (Pont, II, No. 167; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 178; Guillouard, No. 129; Alexandresco, X, p. 143).

2. Potrivit dispozițiilor art. 2022 c. civ. fr. (1663 c. civ. rom.) fidejusorul trebuește să ceară discutarea averii debitorului principal dela primele lucrări îndreptate în contra sa. Prin primele urmăriri se înțelege, după o părere, că excepțiunea discuțiunii trebuește să fie propusă în limine litis. (Troplong. Du Cautionnement, No. 250 urm.: Alexandresco. X, p. 145).

3. După a doua părere, prin cuvintele primele urmăriri, nu se înțelege primul act de urmărire îndreptat contra fidejusorului, ci toate urmăririle făcute până când din conduita fidejusorului se poate deduce intențiunea sa de a renunța la invocarea excepțiunii discuțiunii. (Pont, II, No. 167, 168; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 253 bis, I; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 182, 184; Huc, XII, No. 198; Laurent, XXVIII, No. 211).

4. Tribunalele vor aprecia dacă excepțiunea de discuțiune a fost propusă în termen sau tardiv. (Laurent, XXVIII, No. 211; Huc, XII, No. 198; Guillouard, No. 130).

5. In cazul când bunurile a căror discuțiune o cere fidejusorul au fost dobândite

de debitorul principal după primele urmăriri, fidejusorul poate invoca beneficiul discuţiunii şi mai târziu, deoarece în acest caz nu poate fi considerat că a renunţat la excepţiunile care s'au născut după discutarea în fond. (Troplong, No. 256; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 253 bis, III; Pont, II, No. 171; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, nota 9, pag. 682; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 189; Guillouard, No. 131; Alexandresco, X, p. 144; Contra: Duranton, XVIII, No. 337; Baudry et Wahl, No. 1045).

6. Fidejusorul poate invoca beneficiul de discuţiune după ce a contestat existenţa obligaţiei principale sau valabiiiitatea fidejusiunii. (Pont, II, No. 170; Demante et Colmet, de Santerre, VIII, No. 253 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, text şi nota 8, p. 682; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 187; Huc, XII, No. 198; Alexandresco, X, p. 144).

7. De asemenea, fidejusorul poate invoca beneficiul de discuţiune după ce a opus creditorilor lipsa de calitate. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 253 bis, II; Pont, II, No. 170; Huc, XII, No. 198).

8. In cazul când creditorul face urmărirea pe baza unui act autentic executor, fidejusorul va invoca discuţiunea după ce i-a fost notificat comandamentul, somaţia sau alte acte de executare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 253 bis, II; Pont, II, No. 170; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 181; Huc, XII, No. 198).

Art. 1664. — Fidejusorele care cere discuţiunea trebue să indice creditorului averea debitorului principal şi să anticipeze spesele cuviincioase pentru punerea în lucrare a executării.

Nu se va ţine seamă arătarea bunurilor debitorului principal situate afară din teritoriul juridicţional al curţii apelative, în care trebue să se efectueze plata, sau a bunurilor în litigiu, ori a bunurilor deja ipotecate pentru siguranţa datoriei, care nu mai sunt în posesiunea debitorului. (Civ. 1660, 1665, 1794; Civ. Fr. 2023).

Text. fr. Art. 2023. — La caution qui requiert la discussion, doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour royale du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux, ni ceux hypothéqués à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusorul poate să indice creditorului bunuri mobile sau imobile ale debitorului pe care să le urmărească. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 254 bis, III; Pont, II, No. 178; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, text şi nota 11, p. 683; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 191; Suppl., Cautionnement, No. 47; Laurent, XXVIII, No. 213; Huc, XII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 1037; Guillouard, No. 133; Planiol, II, No. 2343; Alexandresco, X, p. 144).

2. Fidejusorul nu poate să indice bunuri situate afară de circumscripţia curţii de apel unde trebueşte să se facă plata, deoarece creditorul nu poate fi expus la întârziere sau cheltuieli. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 194; Alexandresco, X, p. 144).

3. De asemenea, fidejusorul nu poate să indice bunuri litigioase. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 194; Alexandresco, X, p 144).

4. Accepţiunea termenelor bunuri litigioase din acest articol va fi mai strâmtă decât aceea din art. 2019 c. civ. fr. (1660 c. civ. rom.), cu privire la aprecierea solvabilităţii fidejusorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 10, p. 682; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 49; Guillouard, No. 136; Comp: Alexandresco, X, p. 144).

5. De asemenea, pentru ca bunurile să fie litigioase nu se cere ca să fie îndeplinite condiţiunile prevăzute de art. 1700 c. civ. fr. (1403 c. civ. rom). (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 10, p. 682; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 49).

6. Tribunalele vor aprecia în mod su-

veran dacă bunurile indicate sunt sau nu litigioase. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 49; Laurent, XXVIII, No. 215; Huc, XII, No. 200; Baudry et Wahl, No. 1033).

7. Astfel, se pot considera ca bunuri litigiose bunurile indivize. (Pont, II, No. 181; Laurent, XXVIII, No. 215; Huc, XII, No. 200; Baudry et Wahl, No. 1033; Guillouard, No. 136; Alexandresco, X, p. 144, nota 1).

8. De asemenea, bunurile care deşi în posesia debitorului dar sunt grevate de numeroase ipoteci. (Pont, II, No. 178; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 194; Baudry et Wahl, No. 1033; Guillouard, No. 136; Planiol, II, No. 2343).

9. Nu este necesar ca bunurile indicate să acopere întreaga datorie, însă în orice caz să acopere o parte însemnată. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 254 bis, VII; Pont, II, No. 178; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, text şi nota 12, p. 683; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 191; Huc, XII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 1037; Guillouard, No. 133).

10. Fidejusorul trebueşte să indice odată toate bunurile ce urmează să fie supuse discuţiunei. (Pont, II, No. 179; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 192; Suppl., Cautionnement, No. 48; Laurent, XXVIII, No. 214; Huc, XII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 1031; Guillouard, No. 134).

11. Dacă însă bunurile ce le indică în urmă nu făceau parte din patrimoniul debitorului, la data indicaţiunii anterioare, sunt permise şi mai multe indicaţiuni. (Pont, II, No. 179; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 192; Suppl., Cautionnement, No. 48; Laurent, XXVIII, No. 214; Huc, XII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 1031; Guillouard, No. 134).

12. De asemenea, fidejusorul poate face şi alte indicaţiuni posterioare, dacă descopere bunuri ale debitorului. (Laurent, XXVIII, No. 214; Huc, XII, No. 199; Baudry et Wahl, No. 1031; Guillouard, No. 134).

13. Dacă însă aceste indicaţiuni tardive ar aduce o pagubă creditorului, fidejusorul va fi obligat la plata de daune-interese. (Dalloz, Rép., Suppl., Contionnement, No. 48; Laurent, XXVIII, No. 214; Huc, XII, No. 199).

14. Fidejusorul este obligat să anticipeze cheltuielile necesare deoarece discuţiunea se face în interesul său. (Pont, II, No. 174; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 193; Baudry et Wahl, No. 1028; Guillouard, No. 139; Alexandresco, X, p. 144).

15. Anticiparea cheltuielilor se va face prin oferte reale urmate de consemnarea sumei. (Baudry et Wahl, No. 1027; Guillouard, No. 139).

16. Anticipaţia cheltuielilor nu este nevoie să fie făcută de fidejusor decât numai dacă va fi cerută de creditor. (Laurent, XXVIII, No. 212, 217; Baudry et Wahl, No. 1029; Guillouard, No. 140; Contra: Pont, II, No. 175).

17. Tribunalele, dacă există contestaţie vor fixa cuantumul sumei ce trebueşte depusă ca cheltueli şi vor hotărî dacă suma trebueşte dată creditorului sau consemnată. (Pont, II, No. 176; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 193; Baudry et Wahl, No. 1030; Guillouard, No. 140).

Art. 1665. — De câte ori cauţionatorul va arăta bunuri în cuprinderea articolului precedent şi va anticipa şi spesele cuviincioase pentru discuţiune, creditorul rămâne către garant răspunzător până la valoarea bunurilor arătate, în caz de nesolvabilitate a debitorului principal survenită prin amânarea urmăririi. (Civ. 1664; Civ. Fr. 2024).

Text. fr. Art. 2024. — Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'a concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.

Doctrină.

1. Creditorul este răspunzător de neglijenţa sa de îndată ce a primit dela fidejusor cheltuielile sau a cerut ca aceste cheltuieli să fie consemnate. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 197; Alexandresco, X, pag. 144, 145).

2. Creditorul este obligat să urmărească toate bunurile ce i-au fost indicate de fidejusor. (Baudry et Wahl, No. 1040; Guillouard, No. 144; Alexandresco, X, p. 144).

3. Dispoziţiile art. 2024 c. civ. fr. (1665 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţiunea când între bunurile indicate se află şi imobile care sunt ipotecate pentru asigurarea însăşi creanţei şi alte imobile neipotecate. (Pont, II, No. 185; Laurent, XXVIII, No. 218; Huc, XII, No. 202; Guillouard, No. 144).

4. Creditorul nu este răspunzător dacă debitorul devine insolvabil înainte ca el să fi avut timpul să facă urmărirea sau în timpul când face în mod diligent urmă-

rirea. (Pont, II, No. 185; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 197).

5. Fidejusorul va fi obligat să facă dovada că insolvabilitatea debitorului se datorește neglijenței creditorului. (Baudry et Wahl, No. 1039; Guillouard, No. 143; Alexandresco, X, p. 145).

6. Tribunalele vor aprecia dacă creditorul a fost sau nu neglijent. (Pont, II, No. 185; Guillouard, No. 142).

7. Creditorul neglijent este răspunzător până la concurența valorii bunurilor indicate de fidejusor, din care se vor scădea cheltuielile de urmărire. (Laurent, XXVIII, No. 217; Huc, XII, No. 202; Alexandresco, X, p. 144, 145).

8. Fidejusorul va fi obligat să stabilească valoarea pe care ar fi produs-o discuțiunea bunurilor debitorului. (Laurent, XXVIII, No. 217; Huc, XII, No. 202; Guillouard, No. 143).

Art. 1666. — Când mai multe persoane au garantat unul și același creditor, pentru una și aceeași datorie, fiecare din ele rămâne obligată pentru datoria întreagă. (Civ. 1039 urm., 1108, 1652, 1657, 1667 urm., 1674, 1710; Com. 42; Civ. Fr. 2025).

Text. fr. Art. 2025. — Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

Doctrină.

1. Când mai multe persoane garantează conjuct o datorie, chiar divizibilă, ele sunt obligate fiecare pentru întreaga datorie, contrar regulei art. 1220 c. civ. fr. (1060 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 203; Laurent, XXVIII, No. 219; Baudry et Whal, No. 1050; Planiol, II, No. 2345; Alexandresco, X, p. 147, 148).

2. Fidejusorii unui aceluiași debitor pentru aceeași datorie, după o părere, sunt debitori solidari. (Troplong, Du cautionnement, No. 291; Dalloz, Rép., Cautionnement No. 203, 209).

3. După altă părere dominantă, fidejusorii în acest caz, nu sunt presupuși că sunt legați prin solidaritate între ei. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 256; Pont, II, No. 192; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 50; Laurent, XXVIII, No. 220; Baudry et Wahl, No. 1051; Guillouard, No. 147; Planiol, II, No 2345; Comp.: Alexandresco, X, p. 147, nota 4).

4. După a treia părere, în acest caz, fidejusorii sunt legați printr'o obligațiune indivizibilă solutione. (Huc, XII, No. 205).

Art. 1667. — Cu toate acestea, fiecare din persoanele arătate în articolul precedent, întru cât n'a renunțat la benificiul diviziunii, poate cere ca creditorul să divide mai întâi acțiunea sa și să o reducă la proporțiunea fiecărui.

Dacă unii din garanți erau nesolvabili în timpul în care unul din ei obținuse diviziunea, acesta rămâne obligat în proporțiunea unei asemenea nesolvabilități; dacă însă nesolvabilitatea a supravenit după diviziune, atunci nu mai poate fi răspunzător pentru aceasta. (Civ. 1042, 1668 urm., Pr. civ. 106, 107, 111, 112, 392-396; Civ. Fr. 2026).

Text. fr. Art. 2026. — Néanmoins chacune d'elles peut à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorque, dans le temps où une des caution a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mai elle ne peut plus être recherchée a raison des insolvabilités survenues depuis la division.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Beneficiul de diviziune prevăzut de art. 2026 c. cif. fr. (1667 c. civ. rom.) îşi găseşte aplicaţiunea şi fidejusorilor judiciari. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 382; Baudry et Wahl, No. 1067; Guillouard, No. 160; Alexandresco, X, p. 149).

2. Beneficiul de diviziune există nu numai în materie civilă, ci şi în materie comercială. (Baudry et Wahl, No. 1065; Alexandresco, X, p. 149).

3. Diviziunea datoriei între cofidejusori nu are loc de drept, ci trebueşte să fie cerută de către ei. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 208; Laurent, XXVIII, No. 219; Planiol, II, No. 2347).

4. Diviziunea se face numai după ce are loc urmărirea, aşa încât unul dintre fidejusori nu poate obliga pe creditor să primească partea sa din datorie înainte de facerea urmăririi. (Pont, II, No. 195; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 214; Laurent, XXVIII, No. 222; Huc, XII, No. 206; Baudry et Wahl, No. 1063; Guillouard, No. 149; Planiol, II, No. 2347; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 257 bis X).

5. Fidejusorul poate lucra contra debitorului principal pentru a-l descărca, dacă voieşte să se libereze de partea sa din datorie devenită exigibilă. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 214).

6. Excepţiunea de diviziune poate fi invocată în orice stare a cauzei înainte de pronunţarea hotărîrii. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 257 bis, II; Pont, II, No. 198; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 22, p. 685; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 205, 222; Laurent, XXVIII, No. 223; Huc, XII, No. 206; Baudry et Wahl, No. 1063; Guillouard, No. 151; Planiol, II, No. 2347; Alexandresco, X, p. 148).

7. Unul din fidejusori poate invoca beneficiul de diviziune, chiar după ce bunurile sale au fost vândute însă nu s'a făcut încă distribuţia preţului. (Pont, II, No. 201; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 206; Suppl., Cautionnement, No. 51; Huc, XII, No. 206; Guillouard, No. 151; Contra: Duranton, XVIII, No. 348).

8. Fidejusorul care învoacă beneficiul de diviziune nu este obligat să anticipeze cheltuielile necesare pentru urmărirea celorlalţi fidejusori, deoarece acest beneficiu este o excepţiune peremptorie. (Pont, II, No. 197; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 218, 223; Laurent, XXVIII, No. 224; Baudry et Wahl, No. 1064; Guillouard, No. 150).

9. Pentru ca fidejusorii să poată invoca beneficiul diviziunii, trebueşte ca ei să fi garantat nu numai aceeaşi datorie, ci şi acelaşi debitor. (Pont, II, No. 209; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 213; Laurent, XXVIII, No. 229; Huc, XII, No. 207; Baudry et Wahl, No. 1060; Planiol, II, No. 2346; Alexandresco, X, p. 149).

10. Au dreptul la beneficiul de discuţiune fidejusorii cari s'au obligat fie concomitent, fie ulterior. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 257 bis, IV; Pont, II, No. 210; Huc, XII, No. 208; Baudry et Wahl, No. 1058; Guillouard, No. 155; Alexandresco, X, p. 149; Contra: Duranton, XVIII, No. 346).

11. Beneficiul de diviziune este admis numai între fidejusori solvabili în momentul când este pronunţată de justiţie iar nu în momentul când este cerută, aşa încât insolvabilitatea unora dintre fidejusori care a avut loc înainte de pronunţarea diviziunii este în sarcina fidejusorilor solvabili. (Pont, II, No. 211, 212, 213; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 215, 223; Baudry et Wahl, No. 1056; Guillouard, No. 156; Alexandresco, X, p. 150).

12. Dacă unul din fidejusori era insolvabil în timpul în care unul din ei obţinuse diviziunea, creditorul va avea recurs contra celorlalţi fidejusori solvabili, cu toate că ei achitaseră deja partea lor. (Pont, II, No. 213; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 226; Alexandresco, X, p. 150).

13. Creditorul va fi obligat să facă dovadă că unul sau mai mulţi din fidejusori sunt insolvabili. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 257 bis, XI, XII; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 223; Alexandresco, X, p. 150).

14. Dacă există contestaţie, cu privire la solvabilitatea celorlalţi fidejusori, fidejusorul care cere diviziunea poate cere a se discuta averea fidejusorilor pretinşi insolvabili, însă pe riscul său. (Pont, II, No. 216; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 224; Huc, XII, No. 211).

15. Pentru aprecierea solvabilităţi fidejusorului din punctul de vedere al beneficiului de diviziune, se va lua în considerare întregul patrimoniu, bunuri mobile şi imobile. (Planiol, II, No. 2349).

16. Fidejusorul care domiciliază în străinătate şi nu are bunuri în ţară, poate fi asimilat după o părere, cu un fidejusor insolvabil. (Duranton. XVIII, No. 342 bis; Troplong, No. 312; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 219, 223).

17. După altă părere, acest fidejusor nu poate fi asimilat cu un fidejusor insolvabil, deoarece poate fi solvabil. (Pont, II, No. 214; Baudry et Wahl, No. 1057; Guillouard, No. 157).

18. Insolvabilitatea fidejusorului care are loc după pronunţarea diviziunii este

în sarcina creditorului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 222).

19. Fidejusorii pot pronunța la beneficiul de diviziune. Renunțarea poate fi expresă sau tacită și nu e supusă vreunei forme sacramentale. (Pont, II, No. 204; Laurent, XXVIII, No. 225; Huc, XII, No. 212; Baudry et Wahl, No. 1066; Guillouard, No. 148; Alexandresco, X, p. 150).

20. Renunțarea fidejusorilor la beneficiul de discuțiune, nu aduce renunțarea la beneficiul de diviziune. (Pont, II, No. 206; Huc, XII, No. 194).

21. Există renunțare tacită la beneficiul de diviziune dacă fidejusorii au declarat că se obligă solidar și ca debitori principali. (Pont, II, No. 205; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 210; Suppl., Cautionnement, No. 52; Laurent, XXVIII, No. 225; Huc, XII, No. 212; Baudry et Wahl, No. 1066; Guillouard, No. 148; Alexandresco, X, pag. 150).

22. Există renunțarea tacită chiar dacă fidejusorii declară în act numai că se obligă în mod solidar. (Pont, II, No. 205; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 210; Suppl., Cautionnement, No. 52; Laurent, XXVIII, No. 225; Huc, XII, No. 212; Baudry et Wahl, No. 1066; Guillouard, No. 148; Alexandresco, X, p. 150).

Art. 1668. — Dacă creditorul însuși și de bună voe, a împărțit acțiunea sa, nu mai poate să se lepede de această diviziune, deși mai înainte de timpul în care a primit-o, unii din cauționatori au fost nesolvabili. (Civ. 1049, 1050; Civ. Fr. 2027).

Text. fr. Art. 2027. — Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

Doctrină.

1. Creditorul este considerat că a împărțit acțiunea sa când a primit dela fiecare fidejusor partea sa. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 228; Alexandresco, X, p. 150).

2. De asemenea, când a convenit mai dinainte că datoria va fi împărțită între fidejusori. (Baudry et Wahl, No. 1052; Alexandresco, X, p. 150).

3. De asemenea, când creditorul cere dela unul dintre fidejusori partea sa din datorie, dacă acest fidejusor nu a renunțat la beneficiul de diviziune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 228; Baudry et Wahl, No. 1052; Guillouard, No. 158; Alexandresco, X, p. 150).

4. Fidejusorii solidari nu pot invoca dispozițiile art. 2027 c. civ. fr. (1668 c. civ. rom.) deoarece ei nu au beneficiul de diviziune și dispozițiile acestui articol sunt aplicabile numai fidejusorilor cari au beneficiul de diviziune. (Pont, II, No. 220; Laurent, XXVIII, No. 226; Huc, XII, No. 213).

5. Potrivit dispozițiilor art. 2027 c. civ. fr. (1668 c. civ. rom.) împărțirea de bună voie a acțiunii de către creditor are efect a face ca fidejusorii să nu mai fie răspunzători de insolvabilitatea cofidejusorilor chiar întâmplată înainte de împărțire. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 229).

6. Impărțirea acțiunii între fidejusori și deci renunțarea creditorului la avantajul său nu trebuește să fie acceptată de către fidejusori, deoarece legea nu o prevede. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 23, p. 685; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 258 bis, II; Pont, II, No. 219; Baudry et Wahl, No. 1052; Guillouard, No. 159).

7. Chiar în caz de solidaritate între fidejusori, creditorul poate renunța la ea divizând acțiunea contra lor. (Baudry et Wahl, No. 1068).

8. In acest caz însă, dacă creditorul urmărește pe unul dintre fidejusori numai pentru parte din datorie, nu rezultă numai decât că el a înțeles să împartă în mod definitiv datoria între fidejusori. (Pont, II, No. 221; Laurent, XXVIII, No. 226; Baudry et Wahl, No. 1068; Alexandresco, X, p. 150).

Secțiunea II. — *Despre efectele fidejusiunii între debitor și cauționator (fidejusore).*

Art. 1669. — Cauționatorul ce a plătit are regres [1]) contra debitorului principal, atât când a garantat cu știința debitorului, cât și pe neștiința lui.

Regresul se întinde atât asupra capitalului, cât și asupra dobânzilor și a speselor; cu toate acestea, garantul nu are regres

1) „*Are regres*", adică: are dreptul de a urmări.

decât pentru spesele făcute de dânsul, după ce a notificat debitorului principal reclamațiunea pornită asupra-i.

Fidejusorul are regres și pentru dobânda sumei ce a plătit, chiar când datoria nu produce dobândă, și încă și pentru daune-interese[1]), dacă se cuvine.

Cu toate acestea, dobânzile ce ar fi fost datorite creditorului nu vor merge în favoarea garantului decât din ziua în care s'a notificat plata. (Civ. 987 urm., 1084, 1088 urm., 1093, 1108 urm., 1547, 1548, 1549. 1550, 1657, 1672; C. com. 298, 324, 803 urm.; Civ. Fr. 2028; Civ. Ital. 1915 § 3 și ultim).

Text. fr. Art. 2028. — La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Text. Ital. Art. 1915, § 3. — Egli ha regresso per gli interessi di tutto ciò che ha pagato pel debitore, ancorchè il debito non producesse interessi, ed anche pei danni, quando sia il caso.

§ ultim. — Gli interessi però che non sarebbero dovuti al creditore, non decorrono a favore del fideiussore che dal giorno in cui avrà notificato il pagamento.

Doctrină.

1. In art. 1669 c. civ. rom. cuvintele: „chiar când datoria nu producea dobândă", au fost adăugate de legiuitorul român după art. 1915 din codul civil italian. (Alexandresco, X, p. 153, nota 2, 156).

2. Alineatul ultim al art. 1669 c. civ. rom. nu există în art. 2028 c. civ. fr. corespunzător, ci el a fost adăugat de legiuitorul român după alineatul ultim al art. 1915 c. civ. italian. (Alexandresco, X, p. 153, nota 3, 156).

3. Fidejusorul care a plătit datoria sau care a liberat pe debitor printr'un alt mod cum ar fi prin compensație, novație etc., are regres contra debitorului principal, atât în cazul când fidejusiunea s'a dat cu știință, cât și în cazul când s'a dat fără știința debitorului. (Alexandresco, X, p. 154).

4. Dacă fidejusorul a plătit numai o parte din datorie el va avea recurs numai pentru ceea ce a plătit. (Baudry et Wahl, No. 1083; Guillouard, No. 164; Alexandresco, X, p. 155).

5. Dacă fidejusorul a plătit mai mult decât era datoria, el nu are recurs decât până la concurența sumei datorite. (Baudry et Wahl, No. 1083; Guillouard, No. 170; Alexandresco, X, p. 155).

6. Dacă fidejusorul a plătit o datorie stinsă, fie prin prescripție, fie în alt mod, nu are niciun recurs. (Baudry et Wahl, No. 1088; Alexandresco, X, p. 155).

7. Dacă fidejusorul plătește fără a invoca o excepție ce-i era proprie, precum ar fi minoritatea sa, el are recurs contra debitorului. (Baudry et Wahl, No. 1090; Guillouard, No. 180; Alexandresco, X, p. 155).

8. Fidejusorul care a plătit datoria, are recurs contra debitorului principal atât pentru capital cât și pentru procente. (Baudry et Wahl, No. 1079; Alexandresco, X, p. 155).

Art. 1670. — Cauționatorul ce a plătit datoria intră în dreptul ce avea creditorul contra datornicului. (Civ. 1108—3°, 1682; C. com. 298; Civ. Fr. 2029).

Text · fr. Art. 2029. — La caution qui a payé la dette, est subrogée tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

1) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „*și pentru dobânda sumei...*" până la cuvântul: „*pentru daune...*". De asemenea lipsește în textul francez și ult. alineat al acestui art. 1669.

Doctrină.

1. Subrogația în favoarea fidejusorului care a plătit datoria operează de plin drept. (Pont, II, No. 266; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 245; Obligations, No. 1961; Suppl., Cautionnement, No. 59; Alexandresco, X, p. 162).

2. Subrogația în favoarea fidejusorului care a plătit datoria operează indiferent dacă el a dat garanția după cererea debitorului principal, fără știrea sa sau contra voinței sale. (Pont, II, No. 267; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 245; Obligations, No. 1961; Suppl., Cautionnement, No. 59; Baudry et Wahl, No. 1111; Guillouard, No. 176, 188; Alexandresco, X, p. 162).

3. Subrogația are loc în favoarea fidejusorului nu numai în contra debitorului principal, ci și în contra cofidejusorilor săi. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1959; Suppl.; Cautionnement, No. 59).

4. Dacă fidejusorul plătește datoria înainte de termen, el este subrogat în dreptul creditorului, însă nu poate urmări pe debitor decât la scadență. (Baudry et Wahl, No. 1112; Guillouard, No. 252; Alexandresco, X, p. 163).

5. Pentru ca să aibă loc subrogația, trebuește să se fi făcut un contract între creditor și fidejusor. (Pont, II, No. 268).

6. Pentru valabilitatea subrogației, trebuește ca fidejusorul să îndeplinească formalitățile impuse creditorului pentru conservarea creanței, deoarece fidejusorul nu poate avea mai multe drepturi decât creditorul pe care îl subrogă. (Guillouard, No. 186).

7. Fidejusorul subrogat în drepturile creditorului se folosește de ipotecile ce le avea acesta pentru garantarea creanței sale. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1959; Huc, XII, No. 222; Baudry et Wahl, No. 1114; Alexandresco, X, p. 162).

8. Fidejusorul subrogat se folosește chiar de ipotecile date după contractul său de fidejusiune. (Pont, II, No. 272; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 254; Laurent, XXVIII, No. 244; Huc, XII, No. 221; Baudry et Wahl, No. 1113; Guillouard, No. 184).

9. Fidejusorul unui locatar sau al unui cumpărător, care plătește locatorului sau vânzătorului, are nu numai dreptul la privilegiile acestora, ci și dreptul ce-l aveau aceștia de a cere rezoluțiunea locației sau vânzării. (Pont, II, No. 273; Huc, XII, No. 221; Baudry et Wahl, No. 1114; Alexandresco, X, p. 162, nota 3).

Art. 1671. — Când sunt mai mulți debitori principali solidari pentru una și aceeaș datorie, fidejusorul ce a garantat pentru ei toți, are regres în contra fiecărui din ei pentru repetițiunea sumei totale ce a plătit. (Civ. 974, 1053, 1108, 1551, 1664, 1670, 1682; Civ. Fr. 2030).

Text. fr. Art. 2030. — Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés a contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

Doctrină.

1. Fidejusorul care a garantat mai mulți debitori solidari, are recurs pentru toată datoria, contra fiecăruia din ei, deoarece el a garantat pe fiecare pentru tot. (Baudry et Wahl, No. 1119; Guillouard, No. 193; Planiol, II, No. 2359; Alexandresco, X, p. 163, 164).

2. Fidejusorul care a garantat mai mulți debitori nesolidari, are recurs contra fiecăruia numai pentru partea lui, deoarece există atâtea datorii câți debitori sunt. (Troplong, No. 378; Huc, XII, No. 223; Planiol, II, No. 2359; Alexandresco, X, p. 164).

3. Fidejusorul care a plătit o datorie solidară și garantase numai pe unii dintre debitori, se subrogă în mod legal după o părere, în drepturile creditorului numai contra debitorilor pe care i-a garantat, iar contra celorlalți are numai recursul ce aparținea debitorilor pe care i-a garantat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 203 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 427, text și nota 4, p. 687; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 257; Suppl., Cautionnement, No. 63, 64; Alexandresco, X, p. 164, 165).

4. După altă părere, în acest caz, fidejusorul este subrogat în drepturile creditorului contra tuturor debitorilor, însă contra debitorilor pe care nu i-a garantat nu are acțiune decât pentru partea fiecăruia din datorie. (Duranton, XVIII, No. 355; Pont, II, No. 278; Laurent, XXVIII, No. 249; Baudry et Wahl, No. 1122; Guillouard, No. 193).

Art. 1672. — Fidejusorul ce a plătit prima dată, nu are regres

contra debitorului principal ce a plătit de-a doua oară[1]); are însă acțiunea de repetițiune contra creditorului.

Când fidejusorul a plătit, fără să fi fost urmărit și fără să fi înștiințat pe datornicul principal, nu va avea niciun regres contra acestuia, în cazul când în timpul plății, datornicul ar fi avut meziu de a declara stinsă datoria sa; îi rămâne însă dreptul de a cere înapoi dela creditor banii dați. (Civ. 974, 991, 992, 994, 998, 999, 1092, 1351, 1547, 1548, 1669; Civ. Fr. 2031).

Text. fr. Art. 2031. — La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

Doctrină.

1. Fidejusorul nu are recurs contra debitorului principal dacă după ce a plătit, nu a făcut cunoscut plata debitorului și acesta plătește a doua oară, însă are acțiune în repetițiune contra creditorului. (Alexandresco, X, p. 157).

2. Fidejusorul care a plătit, nu are recurs contra debitorului care plătise datoria mai înainte, afară de cazul dacă acesta nu-i făcuse cunoscut plata. (Troplong, No. 382; Aubry et Rau, IV, § 427, p. 690; Baudry et Wahl, No. 1089; Guillouard, No. 178; Alexandresco, X, p. 157, nota 2; Contra: Pont, II, No. 255; Laurent, XXVIII, No. 240).

3. Fidejusorul nu are recurs contra debitorului dacă a plătit fără să fi fost urmărit și fără să fi anunțat plata debitorului, atunci când acesta avea motive să declare obligația stinsă; în acest caz însă, fidejusorul va avea acțiune în repetițiune contra creditorului. (Alexandresco, X, p. 157).

4. Dacă creditorul a făcut fidejusorului o remitere de datorie, dect o donație acesta va avea recurs contra debitorului. (Pont, II, No. 232; Baudry et Wahl, No. 1091; Guillouard, No. 168; Alexandresco, X, p. 158).

5. Dacă însă creditorul a descărcat pe fidejusor numai de obligația de garanție, aceasta nu va avea nici un recurs contra debitorului. (Pont, II, No. 232; Baudry et Wahl, No. 1091: Guillouard, No. 168; Alexandresco, X, p. 158).

Art. 1673. — Fidejusorul, și fără a fi plătit, poate să reclame desdăunare dela debitor:

1. Când este urmărit în judecată pentru a plăti;
2. Când debitorul se află falit sau în stare de nesolvabilitate;
3. Când debitorul s'a îndatorat de a-l libera de garanție într'un termen determinat și acesta a expirat[2]);
4. Când datoria a devenit exigibilă prin sosirea scadenței stipulate;
5. După trecere de zece ani, când obligațiunea principală nu are un termen determinat de scadență, întru cât însă obligațiunea principală nu ar fi fost de așa fel, încât să nu poată a se stinge înaintea unui termen determinat, cum de exemplu, tutela, ori întrucât nu s'a stipulat contrariul[3]). (Civ. 969, 991, 1022, 1025, 1546, 1669, 1684; C. com. 695 urm.; Civ. Fr. 2032; Civ. Ital. 1919).

---

1) In art. francez corespunzător 2031, după cuvintele: *„de a doua oară"* urmează imediat: *„lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait"*.
2) In textul art. francez lipsesc cuvintele: *„... și acesta a expirat"*.
3) In textul art. francez lipsesc ultimele cuvinte: *„ori întrucât nu s'a stipulat contrariul"*.

Text. fr. Art. 2032. — La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui indemnisée:

1⁰ Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2⁰ Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;

3⁰ Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;

4⁰ Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;

5⁰ Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a pas de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

Text. Ital. Art. 1919. — Il fideiussore, anche prima di aver pagato, può agire contro il debitore per essere da lui rilevato:

1⁰ Quando sia convenuto giudizialmente pel pagamento;

2⁰ Quando il debitore sia fallito o si trovi in istato di non solvenza;

3⁰ Quando il debitore siasi obbligato di liberarlo de la sicurtà in un tempo determinato, e questo sia scaduto;

4⁰ Quando il debito sia divenuto exigibile per essere scaduto il termine convenuto pel pagamento;

5⁰ Al termine di anni dieci, quando l'obbligazione principale non abbia un termine fisso per la scadenza, purchè l'obbligazione principale non fosse di tal natura da non potersi estinguere prima di un tempo determinato, come accade riguardo alla tutela, o non vi fosse convenzione in contrario.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Cuvintele: „și acesta a expirat" din art. 1673-3⁰ c. civ. român sunt adăugate de legiuitorul român după art. 1919-3⁰ din codul civil italian. (Alexandresco, X, p. 158, nota 4).

2. De asemenea, cuvintele: „ori întru cât nu s'a stipulat contrariul" din art. 1673-5⁰ c. civ. rom., sunt adăugate de legiuitorul român după art 1919 alineatul ultim c. civ. italian. (Alexandresco, X, p. 158, nota 5).

3. In cazul prevăzut de art. 2032 c. civ. fr. (1673 c. civ. rom.), fidejusorul nu poate, în genere, să ceară plata banilor pentru care a garantat, deoarece nu a plătit nimic, însă poate cere ca banii să fie consemnați sau să se dea siguranțe. (Troplong, No. 391; Baudry et Wahl, No. 1101; Planiol, II, No. 2362; Alexandreso, X, p. 159, nota 1).

4. Cauzele prevăzute de art. 2032 c. civ. fr. (1673 c. civ. rom.), sunt limitative, deoarece sunt o derogare dela dreptul comun. (Troplong, No. 410: Pont, II, No. 297, 298; Laurent, XXVIII, No. 257; Baudry et Wahl, No. 1099; Guillouard, No. 204; Alexandresco, X, p. 160).

5. Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea atât la fidejusiunea solidară cât și la cea nesolidară. (Troplong, No. 413, 414; Laurent, XXVIII, No. 262; Baudry et Wahl, No. 1108; Guillouard, No. 208; Alexandresco, X, p. 160, 161).

6. Dispozițiunile acestui articol pot fi invocate de acel care a garantat plata altuia cu o ipotecă. (Troplong, No. 416; Baudry et Wahl, No. 1108; Alexandresco, X, p. 161; Contra: Pont, II, No. 298: Guillouard, No. 208).

7. De asemenea și de fidejusorul care s'a obligat fără știrea debitorului ca gerant de afaceri. (Laurent, XXVIII, No. 262; Baudry et Wahl, No. 1106; Guillouard, No. 209; Alexandresco, X, p. 161, nota 4; Contra: Pont, II, No. 303).

8. Dispozițiunile acestui articol nu se aplică codebitorilor solidari. (Demolombe, XXVI. No. 427: Laurent, XXVIII, No. 365; Baudry et Wahl, No. 1108; Alexandresco, X, p. 161; Contra: Larombière, Obligations, Art. 1216, No. 3).

9. De asemenea, nici fidejusorului care s'a obligat în contra voinței debitorului. (Baudry et Wahl, No. 1106; Guillouard, No. 209; Alexandresco, X, p. 161).

10. De asemenea, nici de acela care s'a obligat în interesul exclusiv al codebitorului. (Baudry et Wahl, No. 1106; Guillouard, No. 209; Alexandresco, X, p. 161).

Secțiunea III. — *Despre efectele fidejusiunii între mai mulți garanți.*

Art. 1674. — Când mai multe persoane au garantat pentru unul și acelaș debitor și pentru una și aceeaș datorie, garantul

ce a plătit datoria are regres contra celorlalţi garanţi, pentru porţiunea ce priveşte pe fiecare.

Cu toate acestea, nu are loc regresul decât când garantul a plătit în unul din cazurile arătate în articolul precedent. (Civ. 778, 991, 1053, 1108, 1109, 1666, 1673; Civ. Fr. 2033).

Text. fr. Art. 2033. — Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion.

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Fidejusorul nu are recurs contra cofidejusorilor săi, decât numai după ce a plătit datoria; înainte de a fi plătit datoria el nu-i poate forţa ca să contribue la plată. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 287; Baudry et Wahl, No. 1133; Alexandresco, X, p. 166).

2. Pentru ca fidejusorul să aibă recurs contra cofidejusorilor săi, trebueşte ca plata pe care o face să-i libereze de datorie. (Pont, II, No. 312, 313; Laurent, XXVIII, No. 266; Baudry et Wahl, No. 1134; Guillouard. No. 212).

3. Nu numai plata întregei datorii dă drept fidejusorului care a plătit să facă recurs contra cofidejusorilor, ci şi plata parţială. (Pont, II, No. 312, 313; Laurent, XXVIII, No. 266; Baudry et Wahl, No. 1135; Guillouard, No. 212).

4. Fidejusorul care pretinde că a plătit este obligat să facă dovada plăţii. (Baudry et Wahl, No. 1136; Alexandresco, X, p. 167).

5. Dovada plăţii se va face potrivit regulelor de drept comun. (Baudry et Wahl, No. 1136; Alexandresco, X, p. 167).

6. Potrivit dispoziţiunilor art. 2033 c. civ. fr. (1674 c. civ. rom.), pentru ca fidejusorul care a plătit să poată avea recurs contra cofidejusorilor săi, trebueşte ca plata să se fi făcut în unul din acele cinci cazuri prevăzute de art. 2032 c. civ. fr. (1673 c. civ. rom.). (Pont, II, No. 312, 313, 314; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 266 bis, III; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 288; Suppl., Cautionnement, No. 72; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 428, nota 1, p. 692; Laurent, XXVIII, No. 265; Baudry et Wahl, No. 1133; Guillouard, No. 211; Alexandresco, X, p. 166).

7. Fidejusorul care a plătit are recurs contra tuturor cofidejusorilor, chiar contra acelora care au garantat prin acte separate şi succesive. (Pont, II, No. 316; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 289; Suppl., Cautionnement, No. 73: Alexandresco, X, p. 166).

8. Fidejusorul care a plătit are recurs şi contra aceluia care deşi nu s'a constituit personal fidejusor, însă a constituit o ipotecă asupra bunurilor sale pentru a garanta plata datoriei. (Demolombe, XXVII, No. 654; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 321, nota 86, p. 310; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 1984, 1985; Plniol, II, No. 2368; Contra: Pont, II, No. 318; Laurent, XVIII, No. 126).

9. In acest caz, dacă datoria a fost plătită numai de acel ce a constituit ipoteca, el va avea recursul prevăzut de art. 2033 c. civ. fr. (1674 c. civ. rom), contra fidejusorilor. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 1986).

10. Fidejusorul care a plătit întreaga datorie nu poate avea recurs contra cofidejusorilor săi, decât în contra fiecăruia pentru porţiunea ce-l priveşte, chiar dacă s'ar fi subrogat în drepturile creditorilor, deoarece subrogaţia convenţională nu poate conferi un drept mai mare decât subrogaţia legală. (Pont, II, No. 323, 324; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 428, text şi nota 2, p. 692; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 291; Baudry et Wahl, No. 1132; Guillouard, No. 213; Alexandresco, X, p. 167; Contra: Laurent, XXVIII, No. 267; Huc, XII, No. 235).

11. Pierderea rezultată prin insolvabilitatea unuia din fidejusori, va fi suportata atât de fidejusorul ce a plătit, cât şi de toţi ceilalţi fidejusori solvabili. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 266 bis, I; Pont, II, No. 322; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 293; Suppl., Cautionnement, No. 73; Huc, XII, No. 234; Baudry et Wahl, No. 1131; Guillouard, No. 215; Alexandresco, X, p. 166).

CAPITOLUL III.

Despre fidejusiunea legală şi cea judecătorească.

Art. 1675. — De câte ori o persoană este obligată de lege sau de judecător a da o garanţie, garantul ce se oferește trebue să aibă condiţiunile prescrise de art. 1659 şi 1660. Fidejusiunea judecătorească trebue încă să poată fi supusă la constrângere corporală[1]). (Civ. 106, 109, 541, 566, 644, 682, 718, 1364, 1659, 1660, 1806; Pr. civ. 106, 112, 129, 155, 392 urm.; C. com. 339, 356, 374; Civ. Fr. 2040).

Text. fr. Art. 2040. — Toutes les fois qu'une personne est obligée par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit, en outre, être susceptible de contrainte par corps.

Doctrină.

1. Fidejusiunea legală este aceea care este prevăzută de lege. Codul civil prevede cazuri de fidejusiune legală în următoarele articole: 120, 123, 601, 626, 771, 807, 1653, c. civ. fr. (106, 109, 541, 566, 682, 718, 1364 c. civ. rom.). De asemenea se găsesc articole şi în codurile comercial, penal şi procedură penală care prevăd cazuri de fidejusiune legală. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 374; Laurent, XXVIII, No. 181; Baudry et Wahl, No. 924; Alexandresco, X, p. 168).

2. Fidejusiunea judiciară este aceea care este ordonată de tribunale şi este sancţionată prin o hotărîre. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 374; Laurent, XXVIII, No. 182; Baudry et Wahl, No. 924).

3. Astfel, tribunalele vor ordona fidejusiunea judiciară de exemplu, când admiţând execuţia provizorie a unei hotărîri, ordonă părţii care a câştigat să dea o cauţiune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 374; Laurent, XXVIII, No. 182; Baudry et Wahl, No. 924).

4. Dacă în caz de contestaţie între părţi, o fidejusiune convenţională sau legală este ordonată printr'o hotărîre, aceste fidejusiuni nu-şi schimbă caracterul şi nu devin judiciare. (Pont, II, No. 434; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 374; Laurent, XXVIII, No. 183; Baudry et Wahl, No. 924; Guillouard, No. 83, 84; Alexandresco, X, p. 168).

5. O societate anonimă poate servi ca fidejusor judiciar în materie de executare provizorie a hotărîrilor comerciale, ea fiind aptă să întrunească condiţiunile prevăzute de art. 2018 şi 2019 c. civ. fr. (1659 şi 1660 c. civ. rom.). (Baudry et Wahl, No. 990; Guillouard, No. 109).

6. Fidejusorii legali şi judiciari nu sunt niciodată solidari. (Alexandresco, X, p. 168).

7. Fidejusorii legali şi judiciari trebuesc să îndeplinească condiţiunile prevăzute de art. 1659 şi 1660 c. civ. rom. (Alexandresco, X, p. 168, 169).

Art. 1676. — Cel ce e dator să dea garanţie e liber să dea un amanet sau altă asigurare, care să se găsească suficientă pentru asigurarea creanţei. (Civ. 1675, 1685 urm.; Pr. civ. 107; Civ. Fr. 2041; Civ. Ital. 1922).

Text. fr. Art. 2041. — Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

Text. Ital. Art. 1922. — E in facoltà di colui che deve dare una sicurtà, il dare invece un pegno od altra cautela che sia riconosciuta sufficiente ad assicurare il credito.

Doctrină.

1. Dispoziţiunile art. 2041 c. civ. fr. (1676 c. civ. rom.), se aplică numai fidejusiunii legală şi judecătorească, iar nu şi celei convenţionale. (Alexandresco, X, p. 139).

2. Potrivit dispoziţiunilor art. 1676 c.

---

1) A se vedea notele de sub textul art. 1125 si 1658 Cod. Civil, cu privire la legea constrângerii corporale din 12 Sept. 1864.

civ. rom., acel ce e dator să dea garanţie legală sau judiciară, are facultatea de a da un amanet sau o altă asigurare suficientă cum ar fi o ipotecă, consemnarea unei sume în bani sau în efecte publice, etc. (Alexandresco, X, p. 139, 169).

3. Când debitorul substitue fidejusiunii o altă garanţie, această garanţie nu trebueşte să îndeplinească condiţiunile prevăzute de art. 1659 şi 1660 c. civ. rom. (Alexandresco, X, p. 139).

4. Redacţiunea art. 1676 c. civ. rom. a fost modificată după art. 1922 c. civ. italian. (Alexandresco, X, p. 139, nota 3, 169).

Art. 1677. — Garantul judecătoresc nu poate cere discuţiunea averii debitorelui principal. (Civ. 1662, 1678; Pr. civ. 396; Civ. Fr. 2042).

Text. fr. Art. 2042. — La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.

Doctrină.

1. Dispoziţiunile art. 2042 c. civ. fr. (1677 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea numai fidejusiunii judiciare iar nu şi fidejusiunii legale. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 382; Alexandresco, X, p. 169).

2. Fidejusiunea judiciară se bucură de beneficiul de diviziune. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 382; Alexandresco, X, p. 169).

Art. 1678. — Cel ce s'a făcut garant numai pentru fidejusorul judecătoresc, nu poate să ceară discuţiunea averii debitorului principal şi a fidejusorelui. (Civ. 1655; Civ. Fr. 2043).

Text. fr. Art. 2043. — Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.

Doctrină.

1. Fidejusorul unui fidejusor ordinar iar nu judiciar poate cere discuţiunea. (Baudry et Wahl, No. 1048; Guillouard, No. 165).

CAPITOLUL IV.

Despre stingerea fidejusiunii.

Art. 1679. — Obligaţiunea ce naşte din fidejusiune se stinge prin acele cauze prin care se sting şi celelalte obligaţiuni. (Civ. 1044, 1045, 1091 urm., 1137, 1142 urm., 1148, 1155, 1215, 1216, 1218, 1680, 1683, 1873; Civ. Fr. 2034).

Text. fr. Art. 2034. — L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 2034 c. civ. fr. (1679 c. civ. rom.), obligaţiunea ce naşte din fidejusiune se stinge prin aceleaşi cauze prin care se sting şi celelalte obligaţiuni. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 298).

2. Stingerea obligaţiei principale aduce stingerea fidejusiunii, însă stingerea fidejusiunii nu aduce stingerea obligaţiei principale. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 298; Alexandresco, X, p. 170).

3. Plata datoriei de către debitor cretorului constitue o cauză naturală de stingere a fidejusiunii. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 305; Suppl., Cautionnement, No. 76; Alexandresco, X, p. 170).

4. In cazul când fidejusiunea a avut loc numai pentru o parte din datorie, plata

parţială făcută de debitor, după o părere, se va imputa mai întâi numai pe porţiunea garantată. (Toullier, VII, No. 179; Duranton, XII, No. 199; Delvincourt, II, p. 770; Larombière, Obligations, Art. 1256, No. 7).

5. După altă părere, în acest caz, imputarea se va face mai întâi asupra porţiunii negarantate. (Troplong, No. 247; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 763, nota 1, p. 78; Pont, II, No. 394; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, text şi nota 1, p. 492; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 77; Laurent, XXVIII, No. 275; Huc, XII, No. 193, 237; Baudry et Wahl, No. 1012; Guilluoard, No. 119; Planiol, II, No. 2371; Alexandresco, X, p. 171, nota 1).

6. In cazul când există mai multe datorii din care numai unele garantate, primele plăţi făcute fără nicio menţiune, vor fi imputate prin aplicaţiunea dispoziţiunilor art. 1256 c. civ. fr. (1113 c. civ. rom.), mai întâi asupra datoriilor garantate, deoarece sunt cele mai oneroase pentru debitor. (Pont, II, No. 394; Marcadé, Art. 1256; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 77; Laurent, XXVIII, No. 275; Baudry et Wahl, No. 1011; Guillouard, No. 225; Comp.: Alexandresco, X, p. 171, nota 1).

7. Plata datoriei de către un terţ stinge datoria şi deci şi fidejusiunea, afară de cazul când acesta se subrogă în locul creditorului atât în contra debitorului cât şi în contra fidejusorului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 305; Laurent, XXVIII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1139; Alexandresco, X, p. 170).

8. Novaţiunea obligaţiunii debitorului stinge fidejusiunea. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 360; Pont, II, No. 401; Laurent, XXVIII, No. 280; Alexandresco, X, p. 171).

9. Remiterea datoriei debitorului principal stinge fidejusiunea, chiar dacă ar exista o declaraţie contrară din partea creditorului, deoarece în caz de remiterea datoriei, acesta nu-i poate ceda fidejusorului acţiunea sa contra debitorului. (Pont, II, No. 407; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 309; Suppl., Cautionnement, No. 81; Laurent, XXVIII, No. 288; Baudry et Wahl, No. 1153; Alexandresco, X, p. 172, 173).

10. Compensaţia operată între debitorul principal şi creditor, aduce stingerea fidejusiunii. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 309; Suppl., Cautionnement, No. 79; Alexandresco, X, p. 173).

11. In cazul când fidejusorul devine creditor al creditorului, numai fidejusorul poate opune compensaţia. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 267 bis, III; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 309; Suppl., Cautionnement, No. 79; Laurent, XXVIII, No. 269; Alexandresco, X, p. 173).

12. In cazul când fidejusiunea a fost acordată sub condiţie rezolutorie, ea este stinsă prin îndeplinirea condiţiei. (Baudry et Wahl, No. 1172).

13. Rezoluţiunea obligaţiei principale aduce stingerea fidejusiunii, chiar dacă debitorul s'ar obliga apoi din nou. (Baudry et Wahl, No. 1168; Alexandresco, X, p. 178).

14. Pierderea lucrului determinat care face obiectul obligaţiei principale aduce stingere obligaţiei principale şi deci şi a fidejusiunii, bine înţeles dacă pierderea a avut loc prin greşeala debitorului şi mai înainte de punerea sa în întârziere. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 269 bis, III; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 299; Huc, XII, No. 243; Baudry et Wahl, No. 1163; Alexandresco, X, p. 175, 176).

15. Pierderea lucrului din greşeala fidejusorului nu-l liberează pe acesta, ci numai pe debitorul principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 299; Huc, XII, No. 243; Baudry et Wahl, No. 1164; Alexandresco, X, p. 176; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 269 bis, IV).

16. Prescripţia obligaţiei principale, aduce în principiu stingerea fidejusiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 83; Alexandresco, X, p. 176, 177).

Art. 1680. — Confuziunea urmată între datornicul principal şi fidejusorul său, prin erezirea unuia de către altul, nu stinge acţiunea creditorului contra acelui ce a garantat pentru fidejusor. (Civ. 653, 1048, 1091, 1154 urm., 1655; Civ. Fr. 2035).

Text. fr. Art. 2035. — La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

Doctrină.

1. Confuziunea urmată între calităţile de debitor principal şi creditor, aduce stingerea obligaţiei principale şi deci şi a fidejusiunii, iar dacă încetează confuziunea, fidejusiunea rămâne stinsă afară de cazul când confuzinea era numai aparentă cum ar fi exemplu, când ea rezultă dintr'un act care a fost anulat apoi. (Pont, II, No. 336; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 322; Baudry et Wahl, No. 1160; Guillouard, No. 220; Alexandresco, X, p. 174).

2. Confuziunea urmată între calităţile de creditor şi fidejusor, aduc stingerea fidejusiunii lăsând să subsiste obligaţiunea

principală. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 322; Alexandreco, X, p. 175).

3. Confuziunea urmată între calitățile de debitor și fidejusor aduce stingerea fidejusiunii, lăsând să subsiste obligația principală. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 322; Alexandresco, X, p. 175).

4. Confuziunea operată în acest caz nu are de efect să stingă în realitate fidejusiunea căci dacă obligația principală este anulată pe baza unei excepțiuni pur personale debitorului, fidejusiunea reapare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 268 bis, IV, V; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 323; Huc, XII, No. 241; Guillouard, No. 220; Alexandresco, X, p. 175).

5. Confuziunea urmată între calitatea de debitor și fidejusor, nu stinge amanetul nici ipoteca pe care le-a dat fidejusorul pentru garantarea obligației sale. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 268 bis, IV, V; Pont, II, No. 339; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 324; Laurent, XXVIII, No. 270; Huc, XII, No. 241; Baudry et Wahl, No. 1161; Guillouard, No. 220; Alexandresco, X, p. 175).

6. Potrivit dispozițiunilor art. 2035 c. civ. fr. (1680 c. civ. rom.), confuziunea urmată între calitățile de debitor și fidejusor, nu stinge acțiunea creditorului în contra celui ce a garantat pentru fidejusor. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 324; Alexandresco, X, p. 175).

Art. 1681. — Garantul se poate servi, în contra creditorului, de toate excepțiunile datornicului principal inerente datoriei; însă nu-i poate opune acele ce sunt curat personale datornicului. (Civ. 974, 1047, 1091, 1093, 1118 urm., 1142, 1148, 1155, 1201, 1215, 1216, 1218, 1653, 1682 urm., 1837, 1890, 1906 urm.; Civ. Fr. 2036).

Text. fr. Art. 2036. — La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

Doctrină.

1. In art. 2036 c. civ. fr. (1681 c. civ. rom.), cuvintele excepțiuni pur personale nu au absolut același înțeles ca în art. 1208 c. civ. fr. (1047 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 15, p. 683, 684; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 328; Suppl., Cautionnement, No. 85; Laurent, XXVIII, No. 296; Huc, XII, No. 246; Baudry et Wahl, No. 948; Guillouard, No. 230; Contra: Pont, II, No. 389).

2. Pentru a se determina înțelesul acestor cuvinte va trebui să se ia în considerație principiile materiei la care se referă fiecare din aceste dispozițiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, nota 15, p. 683; Dalloz, Rép., Cautionnement No. 328; Suppl., Cautionnement, No. 85; Laurent, XXVIII, No. 296; Huc, XII, No. 246; Baudry et Wahl, No. 948; Guillouard. No. 58 bis; Planiol, II, No. 2376; Comp.: Alexandresco, X, p. 153; Contra: Pont, II, No. 389).

3. Fidejusorul poate invoca o excepțiune peremptorie, chiar dacă debitorul principal nu ar voi sau nu ar putea s'o invoace, cum ar fi de exemplu dacă a ratificat obligația nulă. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 70; Laurent, XXVIII, No. 300; Guillouard, No. 162; Comp.: Alexandresco, X, p. 151, 152).

4. Prescripțiunea datoriei este o excepțiune inerentă datoriei, așa încât poate fi invocată de fidejusor, chiar dacă debitorul a renunțat la prescripție. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 426, text și nota 18, p. 684; Baudry et Wahl, No. 1165; Guillouard, No. 161; Alexandresco, X, p. 152).

5. Fidejusorul pierde recursul său contra debitorului principal, dacă neglijează să opue creditorului excepțiunile care aparțin debitorului și sunt inerente datoriei. (Laurent, XXVIII, No. 238; Baudry et Wahl, No. 1090).

6. Fidejusorul poate renunța la excepțiunile care îi sunt propriu și personale, fără a pierde recursul contra debitorului. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 236, 329; Baudry et Wahl, No. 1090; Guillouard, No. 180).

7. Dispozițiunile art. 2036 c. civ. fr. 1681 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât fidejusiunii solidare cât și celei nesolidare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 272 bis, VII; Pont, II, No. 416; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 423, text și nota 8, p. 675; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 330; Suppl., Cautionnement, No. 85; Laurent, XXVIII, No. 297; Huc, XII, No. 262; Baudry et Wahl, No. 957; Guillouard, No. 231; Alexandresco, X, p. 152).

8. Acel care a garantat pe fidejusor poate invoca excepțiunile acestuia. (Baudry et Wahl, No. 958; Alexandresco, X, p. 152).

9. Dispozițiunile art. 2036 c. civ. fr. (1681 c. civ. rom.), nu se aplică fidejusorului care s'a obligat ca debitor principal. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 330; Alexandresco, X, p. 152).

Art. 1682. — Cauționatorul se liberează de garanția sa, când nu poate să intre în drepturile, privilegiile și ipotecile creditorului din cauza acestuia. (Civ. 998, 999, 1107, 1108, 1169, 1670; Cv. Fr. 2037).

Text. fr. Art. 2037. — La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faver de la caution.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât fidejusorului solidar, cât și celui nesolidar. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 272 bis, VIII; Pont, II, No. 368; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429 text și nota 19, p. 696; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 334; Suppl., Cautionnement, No. 87; Laurent, XXVIII, No. 304, 305; Huc, XII, No. 252, 262; Baudry et Wahl, No. 1188; Guillouard, No. 243; Planiol, II, No. 2384; Alexandresco, X, p. 181; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 763, nota 3, p. 79, 80; Massé, Droit commercial, IV, No. 2765; Troplong, Du Cautionnement, No. 558).

2. Dispozițiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), după o părere, își găsesc aplicațiunea și debitorilor solidari, deoarece ei trebuesc priviți sub anumite raporturi ca fidejusori unii altora. (Merlin, Questions de droit, Solidarité, § 5: Toullier, VII, No. 172; Duranton, XVIII, No. 382; Dalloz, Rép., Obligations, No. 1459, 1986; Suppl., Obligations, No. 586).

3. După altă părere dominantă, dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea decât fidejusorului și codebitorii nu pot fi considerați ca fidejusori, deoarece toți sunt obligați cu același titlu, așa încât excepțiunea prevăzută de acest articol nu poate fi invocată de un codebitor solidar, chiar pentru ceea ce întrece partea sa din datorie. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 272 bis, IX, X; Pont, II, No. 369; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, text și nota 21, p. 698; Massé, Droit commercial, VI, No. 398; Larombière, Obligations, Art. 1208, No. 4; Huc, XII, No. 252; Baudry et Wahl, No. 1189; Guillouard, No. 245; Planiol, II, No. 2384; Alexandresco, X, p. 181).

4. In cazul când pierderea garanției pe care o poseda creditorul rezultă dintr'un fapt pozitiv al său, fidejusorul căruia acest fapt îi cauzează o pagubă, poate cere liberarea sa. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 337; Suppl., Cautionnement, No. 91; Alexandresco, X, p. 179).

5. Astfel, ridicarea ipotecii, dă dreptul fidejusorului să ceară liberarea sa, deoarece subrogarea este imposibilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 91; Alexandresco, X, p. 179).

6. Dispozițiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și în cazul când subrogarea fidejusorului a devenit imposibilă din o simplă neglijență sau o simplă omisiune a creditorului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 270 bis, II; Pont, II, No. 380, 381; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, nota 12, p. 694; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 337; Suppl., Cautionnement, No. 90; Laurent, XXVIII, No. 310, 311; Huc, XII, No. 250; Baudry et Wahl, No. 1176; Guillouard, No. 234; Alexandresco, X, p. 179).

7. Astfel, este o lipsă de reînnoire a unei inscripțiuni ipotecare. (Laurent, XXVIII, No. 310; Huc, XII, No. 250; Alexandresco, X, p. 179).

8. De asemenea, când creditorul a luat inscripție ipotecară asupra bunurilor debitorului, când aceste bunuri erau grevate peste valoarea lor. (Laurent, XXVIII, No. 319).

9. Dispozițiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea când pierderea sau micșorarea garanției provine din faptul mandatarului creditorului. (Baudry et Wahl, No. 1177).

10. Fidejusorul nu se poate folosi de dispozițiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), când imposibilitatea subrogației îi poate fi imputată lui însuși. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, p. 694; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 353; Suppl., Cautionnement, No. 95; Baudry et Wahl, No. 1177; Guillouard, No. 237; Alexandresco, X, p. 180).

11. In cazul când imposibilitatea subrogației este imputabilă atât creditorului cât și fidejusorului, după o părere, acesta nu poate cere liberarea sa. (Pont, II, No. 381; Aubry et Ru, ed. 4-a, IV, § 429, text și nota 13, p. 694).

12. După altă părere, dacă fidejusorul s'a asociat în parte la fapta care aduce pierderea garanţiilor, va avea dreptul la o liberare parţială a cărei cotă va fi fixată de tribunale. (Laurent, XXVIII, No. 313; Huc, XII, No. 253; Baudry et Wahl, No. 1177; Guillouard, No. 237).

13. Când imposibilitatea subrogării provine din faptul unui terţ, dispoziţiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), nu-şi găsesc aplicaţiunea. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 349; Alexandresco, X, p. 180).

14. Dispoziţiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea numai când faptul creditorului a avut de efect a face să se piardă un drept cert, definitiv câştigat, iar nu o simplă speranţă a cărei realizare depinde de debitor. (Pont, II, No. 378; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 92; Laurent, XXVIII, No. 309; Alexandresco, X, p. 180).

15. Dispoziţiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), după o părere, îşi găsesc aplicaţiunea nu numai când garanţiile pierdute prin faptul creditorului existau în momentul când fidejusorul a contractat, ci şi în cazul când creditorul a lăsat să se piardă garanţii pe care le-a dobândit posterior fidejusiunii. (Duranton, XVIII, No. 382; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 270 bis, III; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 356; Suppl., Cautionnement, No. 98; Baudry et Wahl, No. 1179).

16. După altă părere, dispoziţiunile acestui articol nu-şi găsesc aplicaţiunea când creditorul a lăsat să se piardă garanţii dobândite posterior fidejusiunii. (Pont, II, No. 377; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, nota 14, p. 695; Laurent, XXVIII, No. 308; Huc, XII, No. 252; Guillouard, No. 239; Planiol, II, No. 2385; Alexandresco, X, p. 180).

17. Creditorul nu este responsabil, în principiu, decât de pierderea drepturilor, privilegiilor şi ipotecilor, la subrogaţia cărora fidejusorul trebuia să se aştepte. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 94).

18. Astfel, creditorul este răspunzător de pierderea unui drept de retenţie. (Guillouard, No. 238; Planiol, II, No. 2385).

19. De asemenea, a unui drept de amanet. (Pont, II, No. 373).

20. Creditorul nu este răspunzător dacă nu a urmărit pe debitorul chirografar la scadenţă, care a devenit insolvabil, deoarece în acest caz, fidejusorul putea potrivit art. 2039 c. civ. fr. (1684 c. civ. rom.), să urmărească el pe debitor. (Demolombe, XXV, No. 650; Pont, II, No. 382; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, nota 24, p. 698; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 348; Suppl., Cautionnement, No. 94; Baudry et Wahl, No. 1176; Guillouard, No. 235, 251; Planiol, II, No. 2386).

21. In cazul când există doi fidejusori şi creditorul îl liberează pe unul dintre ei, celalt fidejusor are dreptul să ceară să fie liberat de partea ce ar fi putut s'o ceară dela celălalt fidejusor, dacă nu ar fi fost descărcat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 270 bis, VI; Pont, II, No. 375; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 347; Baudry et Wahl, No. 1176; Planiol, II, No. 2387).

22. Pentru ca dispoziţiunile art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.), să-şi găsească aplicaţiunea, trebueşte ca faptul creditorului să fi adus în mod real un prejudiciu fidejusorului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 270 bis, IV; Pont, II, No. 376; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 354; Suppl., Cautionnement, No. 96; Laurent, XXVIII, No. 307; Huc, XII, No. 253; Baudry et Wahl, No. 1181; Guillouard, No. 240; Planiol, II, No. 2387; Alexandresco, X, p. 179, nota 3, 180).

23. Fidejusorul va fi obligat să facă dovada că prin faptul său creditorul a nimicit garanţiile creanţei sale şi că acest fapt i-a cauzat în mod real un prejudiciu. (Baudry et Wahl, No. 1184).

24. După altă părere, creditorul va trebui să facă dovada numai că creditorul prin faptul său a nimicit garanţiile creanţei iar acesta va trebui apoi să facă dovada că faptul său nu a prejudiciat fidejusorului. (Huc, XII, No. 253; Guillouard, No. 241).

25. In cazul când subrogaţia fidejusorului a devenit imposibilă numai în parte, el va fi liberat numai în parte. (Pont, II, No. 374; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, text şi nota 17, p. 696; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 99; Laurent, XXVIII, No. 306; Alexandresco, X, p. 180).

26. Fidejusorul va cere liberarea sa numai atunci când va fi acţionat de creditor, iar nu înainte. (Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 86; Laurent, XXVIII, No. 316; Baudry et Wahl, No. 1180; Contra: Huc, XII, No. 249; Guillouard, No. 242).

27. Fidejusorul poate invoca excepţiunea de liberare chiar pentru prima oară în apel, însă nu pentru prima oară înaintea curţii de casaţie, deoarece nu este de ordine publică. (Laurent, XXVIII, No. 316; Huc, XII, No. 253; Baudry et Wahl, No. 1180).

28. Fidejusorul poate renunţa la beneficiul dispoziţiunilor art. 2037 c. civ. fr. (1682 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 359).

Art. 1683. — Dacă creditorul primeşte, de bună voe, un imobil sau alt lucru în plata datoriei principale, cauţionatorul rămâne li-

berat, chiar când creditorul a fost evins din acel lucru. (Civ. 1095, 1100, 1128, 1137; Civ. Fr. 2038).

Text. fr. Art. 2038. — L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 2038 c. civ. fr. (1683 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea la fidejusiunea solidară ca și la cea nesolidară. (Pont, II, No. 401; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, text și nota 6, p. 693; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 101; Laurent, XXVIII, No. 280, 281; Huc, XII, No. 256; Baudry et Wahl, No. 1152; Guillouard, No. 257; Alexandresco, X, p. 172).

2. Fidejusorul este liberat, chiar dacă creditorul a acceptat darea în plată sub rezerva drepturilor sale contra fidejusorului. (Troplong, No. 583; Pont, II, No. 404; Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 365; Suppl., Cautionnement, No. 104; Huc, XII, No. 257; Guillouard, No. 255; Contra: Duranton, XVIII, No. 383; Laurent, XXVIII, No. 282; Baudry et Wahl, No. 1151).

3. In cazul când liberarea debitorului a fost condițională și fidejusorul va fi descărcat tot condițional. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 365; Suppl., Cautionnement, No. 104).

4. Dispozițiunile art. 2038 c. civ. fr. (1683 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea când darea în plată s'a făcut în virtutea a însăși actului de obligație. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 429, text și nota 5, p. 693; Dalloz, Rép., Suppl., Cautionnement, No. 102; Laurent, XXVIII, No. 283; Huc, XII, No. 257; Baudry et Wahl, No. 1149; Guillouard, No. 254).

5. Pentru ca darea în plată să aducă stingerea fidejusiunii, trebuește ca ea să fi fost acceptată de bună voie de creditor. (Baudry et Wahl, No. 1139; Alexandresco, X, p. 171, nota 4).

6. Dispozițiunile art. 2038 c. civ. fr. (1683 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea dacă darea în plată a fost anulată pentru incapacitate, dol, violență, eroare sau altă cauză, deoarece în acest caz, nu există acceptare de bună voie din partea creditorului. (Pont, II, No. 405; Huc, XII, No. 255).

7. Fidejusorul este liberat oricare ar fi fost cauza evicțiunii. (Baudry et Wahl, No. 1150; Guillouard, No. 256; Alexan- X, p. 172). .

8. Fidejusrul nu este liberat dacă evicțiunea provine din faptul său, căruia îi aparținea lucrul dat în plată. (Baudry et Wahl, No. 1150; Guillouard, No. 256; Alexandresco, X, p. 172).

Art. 1684. — Prelungirea termenului acordat de creditor în favoarea datornicului principal, nu liberează pe fidejusor de garanția sa, care poate, în acest caz, să urmărească pe debitor pentru plată. (Civ. 1673; Civ. Fr. 2039).

Text. fr. Art. 2039. — La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

Doctrină.

1. Nu trebuește să se confunde prelungirea termenului cu substituirea unei noui creanțe în locul celei garantate. (Pont, II, No. 204; Laurent, XXVIII, No. 277; Guillouard, No. 251).

2. Dispozițiunile art. 2039 c. civ. fr. (1684 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea fie că datoria are un termen de plată, fie că e plătibilă imediat. (Baudry et Wahl, No. 1192; Guillouard, No. 251; Alexandresco, X, p. 182).

3. De asemenea, dispozițiunile acestui articol se aplică fidejusiunii solidare ca și celei nesolidare. (Huc, XII, No. 258; Baudry et Wahl, No. 1194; Guillouard, No. 251; Alexandresco, X, p. 182).

4. Potrivit dispozițiunilor art. 2039 c. civ. fr. (1684 c. civ. rom.), prelungirea termenului de plată acordat de creditor în favoarea debitorului principal nu poate strica fidejusorului, care deși nu liberează pe fidejusor, însă el poate forța pe debitor ca să plătească sau să-l descarce de obligația sa. (Dalloz, Rép., Cautionnement, No. 369; Alexandresco, X, p. 182).

5. Fidejusorul poate plăti pe creditor la termenul fixat prin convenție, cu toate că acesta a acordat o prelungire debitorului și în acest caz fidejusorul este subrogat în drepturile creditorului, prelungire pe care debitorul nu o poate opune fidejusorului pentru a-l împiedeca să plătească. (Huc, XII, No. 258; Baudry et Wahl, No. 1112; Contra: Guillouard, No. 252).

TITLUL XV.

Despre amanet.

Art. 1685. — Amanetul este un contract prin care datornicul remite creditorului său un lucru mobil[1]) spre siguranța datoriei. (Civ. 942, 1139, 1316, 1591 urm., 1676, 1689, 1690, 1722, 1730 § 3; C. com. 433, 478 urm., 495, 496 urm.; Lege p. creditul agricol 2 Iunie 1892, Art. 26, 27; Lege p. înființarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.: Civ. Fr. 2071; Civ. Ital. 1878).

Text fr. Art 2071. — Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Text. Ital. Art. 1878. — Il pegno è un contratto, col quale il debitore dà al creditore una cosa mobile per sicurezza del credito, da restituirsi in natura dopo l'estinzione del medesimo.

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Art. 1685 c. civ. rom., reproduce partea întâia a art. 1878 din codul civil italian. (Alexandresco, X, p. 234, nota 2).

2. Amanetul sau gajul este acel contract real, unilateral, cu titlu oneros și indivizibil, prin care debitorul sau un terț remite un lucru mobil creditorului spre siguranța creanței sale. (Alexandresco, X, p. 234. 235).

3. Amanetul este un contract accesoriu ca și fidejusiunea și ipoteca. (Alexandresco, X, p. 235).

4. Anularea obligației principale aduce nulitatea amanetului care e un contract accesoriu, însă anularea amanetului nu aduce nulitatea obligației principale. (Laurent, XXVIII, No. 436; Baudry et Loynes, Du Nantissement, I, No. 9; Alexandresco, X, p. 235, text și nota 5).

5. Amanetul este un contract real deoarece el nu se perfectează decât prin predarea lucrului amanetat. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 295 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 431, p. 699; Laurent, XXVIII, No. 435, 437; Huc, XII, No. 345; Baudry et Loynes, I, No. 6; Guillouard, Nantissement, No. 20, 38; Planiol, II, No. 2401; Alexandresco, X, p. 235).

6. Amanetul, după o părere, este un contract unilateral. (Laurent, XXVIII, No. 437; Baudy et Loynes, I, No. 8; Guillouard, No. 21; Alexandresco, X, p. 236).

7. După altă părere, amanetul este un contract sinalagmatic imperfect. (Troplong, Nantissement, No. 31; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 1067; Huc, XII, No. 346).

8. Cu toate că amanetul fiind un contract unilateral, el când este contractat prin act sub semnătură privată nu trebue făcut în dublu exemplar, totuși necesitatea dublului exemplar este indispensabilă, deoarece actul scris care constată amanetul fiind în mâna debitorului pentru a putea cere restituirea lucrului, creditorul are și el nevoie de un exemplar pentru a dovedi existența contractului de amanet. (Duranton, XVIII, No. 517; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 299 bis, I;

1) In textul art. francez, lipsește denumirea de: „*mobil*".

Laurent, XXVIII, No. 437; Baudry et Loynes, I, No. 8; Guillouard, No. 22, 73; Alexandresco, X, p. 236, text şi nota 2, 246).

9. Creditorul nu poate prescrie lucrul amanetat deoarece îl posedă ca precarist. (Huc, XIV, No. 509; Planiol, II, No. 2430; Alexandresco, X, p. 236).

10. Dacă lucrul amanetat este pierdut sau furat, creditorul amanetar îl poate revendica. (Alexandresco, X, p. 236).

11. Amanetul poate fi civil sau comercial după natura obligaţiei principale pe care o garantează. (Laurent, XXVIII, No. 436; Pont, II, No. 1060; Baudry et Loynes, I, No. 9; Guillouard, No. 19; Alexandresco, X, p. 237).

12. Pentru valabilitatea contractului de amanet, trebueşte să existe consimţimântul părţilor ca la orice contract. (Alexandresco, X, p. 237).

13. Pentru valabilitatea contractului de amanet, creditorul trebueşte să aibă capacitatea de a se obliga, deoarece primind lucrul el se obligă a veghea la paza lui şi deci poate răspunde de daunele cauzate. (Troplong, No. 87; Baudry et Loynes, No. 23; Guillouard, No. 40; Alexandresco, X, p. 237, 238).

14. Debitorul trebueşte să aibă capacitatea de a înstrăina. (Troplong, No. 85; Laurent, XXVIII, No. 439; Baudry et Loynes, No. 24; Guillouard, No. 40; Alexandresco, X, p. 238).

15. Amanetul poate fi constituit prin mandatar, având însă o procură specială. (Troplong, No. 86; Baudry et Loynes, I, No. 28; Guillouard, No. 46; Alexandresco, X, p. 238).

16. Toate lucrurile mobile care sunt în comerţ pot face obiectul unui amanet. (Alexandresco, X, p. 241).

17. Pot fi constituite amanet numai lucrurile susceptibile de posesiune şi înstrăinare. (Alexandresco, X, p. 241).

18. Astfel, pot fi amanetate toate lucrurile corporale, chiar şi bani şi lucrurile necorporale, cum sunt creanţele. (Alexandreso, X, p. 242).

19. Brevetele de invenţiune pot fi amanetate. (Pont, II, No. 1107; Laurent, XXVIII, No. 462; Huc, XII, No. 351; Baudry et Loynes, I, No. 34, 66; Guillouard, No. 51; Alexandresco, X, p. 242).

20. De asemenea, fondurile de comerţ, compuse din numele, clientela, mărfurile, etc. (Baudry et Loynes, I, No. 34; Guillouard, No. 53; Alexandresco, X, p. 242).

21. De asemenea, proprietatea artistică şi literară. (Laurent, XXVIII, No. 444; Guillouard, No. 54; Alexandresco, X, p. 243).

22. De asemenea, partea indiviză a unui moştenitor dintr'o moştenire mobiliară nelichidată. (Guillouard, No. 54; Alexandresco, X, p. 243).

23. De asemenea, vasele plutitoare. (Alexandresco, X, p. 244).

24. De asemenea, recepisele la purtător liberate de casele de împrumut pe amanet. (Alexandresco, X, p. 244).

25. Nu pot fi amanetate lucrurile viitoare, (Alexandresco, X, p. 244).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. După termenii art. 1685 c. civ., contractul de gaj sau amanet trebue să constitue în mod neapărat remiterea lucrului gajat în posesinea creditorului, această remitere fiind considerată de legiuitor ca un element esenţial pentru existenţa contractului, iar nu numai ca o simplă condiţiune pentru dovedirea privilegiului.

Această regulă se aplică neîndois şi în materie comercială, unde legea nedeterminând elementele esenţiale ale contractului de gaj, trebue a ne raporta conf. art. 1 c. com., la definiţiunea dată gajului de codul civil.

Din contextul art. 478 şi 480 din codul de comerţ, rezultă că legiuitorul comercial nu numai că nu s'a depărtat dela principiul codului civil după care remiterea lucrului gajat este de esenţa gajului, dar prin excepţiunile pe care le-a prevăzut cu ocaziunea modificării dela 1906 a art. 480, el a confirmat odată mai mult, principiul şi în materie comercială.

Prin urmare, Curtea de fond constatând că remiterea lucrului nu avusese loc în speţă, cu drept cuvânt a considerat contractul de gaj ca fără fiinţă şi a anulat ordonanţa de scoatere în vânzare. (Cas. III, dec. 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Săpt. 3/1926, Pand. Rom. 1926, III, 35).

Art. 1686. — Amanetul dă creditorului dreptul de a fi plătit din lucrul amanetului cu preferinţă înaintea altor creditori.

Ca să rezulte preferinţă, se cere un act înregistrat în regulă, ce să enunţe suma datorită, specia şi natura lucrurilor amanetate sau o descripţiune de calitatea, greutatea şi măsura lor.

Facerea unui act înscris şi înregistrat nu este neapărat decât când datoria trece peste 150 lei[1]). (Civ. 1171, 1179, 1182, 1191 urm., 1197, 1198, 1203, 1687, 1688, 1722, 1730; Pr. civ. 728 bis; C.

1) E vorba de *„lei vechi"*, 55 lei noi, 55 bani. A se vedea şi nota sub textul art. 1621, Cod. Civil.

com. 387, 405, 433, 478, 479, 480, 495; L. Timbr. 20 § 5, 35, 21 § 5, 31; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 63 urm.; Civ. Fr. 2073, 2074).

Text. fr. Art. 2073. — Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

Text. fr. Art. 2074. — Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 35;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

Doctrină.

1. Contractul de amanet devine perfect între creditor și debitor prin singurul efect al consimțimântului urmat de tradiția lucrului amanetat în mâinile creditorului sau ale unui terț ales de părți. (Alexandresco, X, p. 244).

2. Dovada contractului de amanet între părți se va face potrivit regulelor de drept comun. (Huc, XII, No. 357; Baudry et Loynes, I, No. 38, 42; Guillouard, No. 59; Alexandresco, X, p. 244).

3. Față de terțele persoane, pentru ca contractul de amanet să-și producă efectele, se cere ca el să fie constatat printr'un act scris autentic sau sub semnătură privată. (Alexandresco, X, p. 246).

4. In acest act trebue să se arate suma datorită, specia lucrurilor amanetate, iar dacă s'au amanetat lucruri fungibile, trebue să se arate calitatea, greutatea și măsura lor. (Alexandresco, X, p. 246).

5. Dacă amanetul cuprinde mai multe lucruri din care numai unele sunt arătate contractul va fi valabil față de terți numai pentru lucrurile arătate. (Laurent, XXVIII, No. 465; Huc, XII, No. 360; Baudry et Loynes, I, No. 55; Guillouard, No. 79; Alexandresco, X, p. 246, nota 3).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă determinarea lucrurilor amanetate este suficientă. (Alexandresco, X, p. 246).

7. Când arătarea lucrurilor amanetate se face prin act separat, el trebue anexat la contractul de amanet și să aibă dată certă pentru a nu putea fi substituit. (Alexandresco, X, p. 246).

8. Actul de amanet când nu este autentic pentru a fi opozabil terților, trebuește să aibă dată certă și trebue potrivit dispozițiilor art. 728 c. pr. civ. să fie transcris. (Alexandresco, X, p. 247, 248).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Lichidațiunea unei operațiuni de vânzare de gaj are loc în momentul realizării prețului rezultat din vânzarea obiectului gajat, deoarece acest preț nu constitue un disponibil pentru debitorul gagist. (Trib. Ilfov S. I. com. 29 Oct. 1925, Pand. Rom., 1926, II, 49).

Art. 1687. — Preferința arătată în art. precedent nu se poate înființa în privința mobilelor necorporali, cum creanțele mobiliare, decât prin un act în regulă înregistrat și notificat debitorului creanței date în amanet. (Civ. 1107, 1171, 1174, 1182, 1393, 1686, 1688, 1692; C. com. 479; L. Timbr. 20 § 35, 21 § 31, 42 § 5; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2075).

Text. fr. Art. 2075. — Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

Text. fr. Art. 2075. (Completat prin legea din 1 Martie 1898). — Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

Tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fond est exploité.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"* p. 35;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216;
SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub Jud. ocol Herța-Dorohoi, 5 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 254.

Doctrină.

1. Mobilele incorporale, cum sunt creanțele, pot face obiectul unui amanet. (Alexandresco, X, p. 253).

2. Potrivit dispozițiilor art. 2075 c. civ. fr. (1687 c. civ. rom.) pentru amanetul mobilelor incorporale, cum sunt creanțele, pe lângă remiterea titlului în mâna creditorului actul de amanet trebue să aibă dată certă, să fie transcris și să fie notificat prin corpul de portărei debitorului creanței date în amanet. (Alexandresco, X, p. 253).

3. Notificarea poate fi înlocuită prin acceptarea debitorului creanței amanetate, printr'un act autentic. (Duranton, XVIII, No. 524; Mourlon, III, No. 1219; Troplong, No. 268; Pont, II, No. 1106; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 301 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, p. 704; Huc, XII, No. 364; Guillouard, No. 116; Planiol, II, No. 2409; Alexandresco, X, p. 253, 254, text și nota 1; Contra: Laurent, XXVIII, No. 464; Baudry et Loynes, I, No. 60).

4. Dispozițiile art. 2075 c. civ. fr. (1687 c. civ. rom.) își găsesc aplicația chiar dacă suma garantată sau valoarea amanetului nu trece de 150 lei. (Pont, II, No. 1099; Baudry et Loynes, I, No. 57; Planiol, II, No. 2417; Alexandresco, X, p. 255).

5. Formalitățile prevăzute de art. 2075 c. civ. fr. (1687 c. civ. rom.) sunt cerute numai față de terți, iar nu între părțile contractante, între care amanetul va fi dovedit conform regulelor de drept comun. (Baudry et Loynes, I, No. 38, 42 urm.; Alexandresco, X, p. 255).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Salariul fiind în principiu, insezisabil și nesusceptibil de tradițiune, el nu poate fi constituit amanet pentru garantarea unei creanțe.

Creditorul nu poate obține validarea unei popriri asupra salariului, chiar dacă în creanța sa s'a prevăzut amanetul asupra retribuțiunilor lunare cuvenite unui funcționar. (Judec. Ocol Herța-Dorohoi, 5 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 254).

Art. 1688. — In toate cazurile însă, acest privilegiu nu subzistă asupra amanetului decât când s'a dat și a rămas în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de părți. (Civ. 1139, 1316 urm., 1391, 1393, 1730, 1751, 1909; C. com. 480, 496, 497; C. Pen. 322, 323, 330; Lege p. creditul agricol 23 Iunie 1892, Art. 26, 27; L. pentru înființarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2076).

Text. fr. Art. 2076. — Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN *Notă,* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Punerea în posesie a lucrului amanetat prevăzută de art. 2076 c. civ. fr. (1688 c. civ. rom.) trebuește să aibă loc pentru lucrurile mobile corporale și necorporale de care se ocupă art. 2074 și 2075 c. civ. fr. (1686 și 1687 c. civ. rom.). (Troplong, Du nantissement, du gage et de l'antichrèse, No. 277; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 1131; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, text și nota, 20, p. 705; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 135; Suppl., Nantissement, No. 88; Laurent, XXVIII, No. 476; Baudry et Loynes, Du nantissement, I, No. 74; Guillouard, Traité du nantissement et du droit de rétention, No. 90; Planiol, II, No. 2402; Alexandresco, X, p. 249).

2. După altă părere, când lucrul constă dintr'un lucru incorporal, cum ar fi o creanță, nu este nevoie de tradiție, ci este de ajuns dacă amanetul este constatat prin act înregistrat, care a fost notificat debitorului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 302 bis, V).

3. Pentru valabilitatea amanetului trebuește ca debitorul să se fi deposedat de lucru și el să fi intrat în posesiunea efectivă a creditorului amanetar sau a unui terț care să posede pentru creditor, deci trebuește o tradițiune reală. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, p. 705, 706; Baudry et Loynes, I, No. 68 urm.; Guillouard, No. 94; Alexandresco, X, p. 240, 249, 250 251).

4. Posesiunea creditorului amanetar trebuește să fie actuală și reală iar nu civilă, simulată, precară. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 301; Baudry et Loynes, I, No. 69; Planiol, II, No. 2404; Alexandresco, X, p. 250).

5. Posesiunea creditorului amanetar sau a terțului trebuește să fie continuă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, p. 705; Baudry et Loynes, I, No. 83; Guillouard, No. 108; Alexandresco, X, p. 249).

6. Intre creditor și debitor, punerea în posesie asupra lucrului amanetat nu este necesară pentru valabilitatea amanetului. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 121; Suppl., Nantissement, No. 73).

7. Față de terți însă pentru ca creditorul amanetar să le poată opune privilegiul său, trebuește să fie pus în posesie. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 121; Baudry et Loynes, I, No. 68; Guillouard, No. 58; Alexandresco, X, p. 249).

8. Creditorul pierde privilegiul său dacă nu are sau a pierdut prosesiunea lucrului amanetat, din voința sa. (Guillouard, No. 109; Alexandresco, X, p. 249).

9. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă punerea în posesie sau menținerea în posesie a creditorului amanetar au fost în deajuns de caracterizate, pentru a satisface cerințele legii. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 77, 97; Alexandresco, X, p. 249, nota 3).

10. Punerea în posesie a creditorului asupra lucrurilor mobile corporale amanetate, trebuește să fie un fapt aparent, îndeajuns de notoriu pentru ca terții să fie înștiințați. (Guillouard, No. 97; Alexandresco, X, p. 250; Comp.: Pont, II, No. 1130).

11. Legea nu a definit elementele notorietății, așa încât aprecierea lor aparține tribunalelor. (Baudry et Loynes, I, No. 69).

12. Nu este totdeauna necesar ca să fie luare în primire reală a lucrului. Astfel, punerea în posesie este valabil făcută, când lucrurile amanetate sunt la dispoziția exclusivă a creditorului prin remiterea cheilor clădirii în care se află aceste lucruri. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432. nota 21, p. 706; Baudry et Loynes, I, No. 69; Guillouard, No. 95; Contra: Laurent, XXVIII, No. 473).

13. De asemenea, constitue o punere în posesie îndestulătoare, remiterea titlurilor creditorului, când lucrul amanetat nu este în posesiunea actuală a debitorului, ci se află de exemplu în depozit într'un alt loc sau pe drum în curs de transport, deoarece cu titlurile date, creditorul poate reclama lucrurile amanetate. (Troplong, No. 299 urm.; Pont, II, No. 1129; Guillouard, No. 96).

14. Creanțele sunt considerate ca date în posesiune prin remiterea titlurilor creanțelor în mâinile creditorului amanetar. (Troplong, No. 277; Pont. II, No. 1181; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, nota 20, p. 705; Laurent, XXVIII, No. 476; Baudry et Loynes, I, No. 74: Guillouard, No. 90; Alexandresco, X, p. 251; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 302 bis, V, urm.).

15. Remiterea titlului este necesară chiar dacă ar fi amanetată numai o parte din creanță. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 137).

16. Creanțele care nu sunt constatate prin act scris, nu pot fi amanetate, deși pot fi cedate. (Troplong, No. 278; Pont, II, No 1132; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, nota 20, p. 705; Laurent, XXVIII, No. 477;

Baudry et Loynes, I, No. 75; Guillouard, No. 91; Planiol, II, No. 2409; Alexandresco, X, p. 251).

17. Amanetul unui contract de locaţiune se face în mod valabil prin remiterea contractului de locaţiune în mâinile creditorului amanetar şi prin notificarea amanetului către proprietarul imobilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, p. 706; Baudry et Loynes, I, No. 80; Guillouard, No. 92; Alexandresco, X, p. 252).

18. Amanetul unui drept real sau de proprietate se pune în posesie prin remiterea titlului. (Baudry et Loynes, I, No. 77 urm.; Planiol, II, No. 2413).

19. Astfel, punerea în posesie a creditorului asupra amanetului unui brevet de invenţiune se face prin remiterea brevetului în mâinile creditorului amanetar. (Baudry et Loynes I, No. 78; Alexandresco, X, p. 252).

20. Legea nu prevede pentru valabilitatea amanetului un termen de punere în posesie. (Baudry et Loynes, I, No. 82; Alexandresco, X, p. 253).

21. In această situaţie se admite că creditorul amanetar se poate oricând pune în posesia lucrului amanetat, când timp terţii nu au dobândit drepturi asupra acestui lucru. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 134; Alexandresco, X, p. 253).

22. Debitorul comerciant în perioada suspectă nu poate constitui un amanet, însă dacă contractul este făcut înainte, el poate în mod valabil să dea în posesie creditorului lucrul amanetat în cursul acestei perioade până la pronunţarea sentinţei de faliment. (Baudry et Loynes, I, No. 25; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 2763).

23. Părţile pot conveni ca să fie însărcinat un terţ cu dobândirea şi conservarea posesiunii lucrului amanetat pentru creditorul amanetar. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 147; Alexandresco, X, p. 249, 251).

24. Pentru însărcinarea unui terţ cu paza lucrului amanetat trebue ca părţile să încheie o convenţie. (Baudry et Loynes, I, No. 85; Guillouard, No. 102).

25. Această convenţie poate fi făcută fără participarea terţului însă acesta trebueşte să accepte însărcinarea. (Baudry et Loynes, I, No. 85; Guillouard, No. 102; Pont, II, No. 1138; Laurent, XXVIII, No. 484; Huc, XII, No. 378; Alexandresco, X, p. 25).

26. Această convenţie, care poate fi făcută printr'un act distinct şi chiar posterior actului constitutiv al amanetului, nu este supusă niciunei forme particulare şi poate fi dovedită conform regulelor de drept comun. (Pont, II, No. 1138; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 432, p. 706; Laurent, XXVIII, No. 484; Baudry et Loynes, I, 86; Guillouard, No. 104; Alexandresco, X, p. 251).

27. Posesiunea terţului prezintă avantajul că debitorul poate constitui asupra acestui lucru mai multe amanete la diferiţi creditori, fără să fie nevoie de consimţimântul diverşilor creditori amanetari. (Troplong, No. 315 urm.; Pont, II, No. 1140; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 431, p. 699; Laurent, XXVIII, No. 487; Huc, XII, No. 378; Baudry et Loynes, I, No. 87; Guillouard, No. 106; Alexandresco, X, p. 240, 241).

28. Pentru valabilitatea amanetului trebueşte ca creditorul să nu piardă posesiunea amanetului. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 146; Alexandresco, X, p. 249).

29. Creditorul amanetar pierde privilegiul său faţă de terţi dacă se desesizează în mod voluntar de amanet. (Baudry et Loynes, I, No. 85; Guillouard, No. 109; Alexandresco, X, p. 249).

30. Dacă însă el a pierdut posesiunea amanetului în mod involuntar, prin fraudă sau prin surprindere, el nu este decăzut din privilegiul său faţă de terţi. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 305; Baudry et Loynes, I, No. 84; Guillouard, No. 109; Alexandresco, X, p. 249).

31. In acest caz, creditorul are dreptul să ceară restituirea amanetului, dacă terţii nu ar fi dobândit drepturi asupra lui. (Baudry et Loynes, I, No. 84; Alexandresco, X. p. 249, 250).

32. In caz de pierdere sau de furt, creditorul amanetar are dreptul să revendice lucrul amanetat, în timp de trei ani dela data pierderii sau furtului. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 146; Privilèges et hypothèques. No. 305; Baudry et Loynes, I, No. 84; Guillouard, No. 109).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Contractul de gaj nu-i valabil constituit dacă lucrul gajat nu-i trecut în posesia creditorului sau a unui terţ. (Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Săpt. 3 din 1926, Pand. Rom. 1926, III, 35, Pand. Rom., 1926, I, 216).

2. *a)* Contractul de gaj e un contract real, care, ca şi la romani, şi prin excepţiune dela principiul modern al constituirii drepturilor reale numai prin efectul conven-venţiunii, nu devine perfect între părţile contractante şi nu e opozabil terţilor, decât din momentul remiterii lucrului gajat în posesiunea creditorului sau a unui terţ, deposedarea aceasta fiind socotită de legiuitor ca un mijloc de publicitate — rudimentar e drept — a constituirii gajului, ceea ce înseamnă că până în momentul remiterii, contractul de gaj poate să constate o obligaţiune numai de a da un gaj, nu constată însă un gaj;

b) Debitorul nu poate fi terţ în sensul art. 1688 cod. civ., şi nu poate poseda lucrurile pentru creditor fiindcă posedarea gajului de către creditor este cerută de lege în scopul publicităţii gajului şi în atare situaţiune, trebue să fie un fapt aparent şi

de o notorietate care să arate în mod neîndoelnic că lucrurile gajate nu mai fac parte din activul liber al debitorului, ceea ce nu e în cazul când lucrul gajat ar fi posedat de debitor în numele creditorului;

c) Dela regula deposedării debitorului de lucrul gajat, Codul comercial, în interesul desvoltărei agriculturii și industriei, face prin art. 480 din codul de comerț o singură excepție pentru produsele solului prinse de rădăcini sau culese și pentru materiile industriale prime, în stare de fabricațiune sau deja fabricate, aflate în fabrici sau depozite, prevăzând că gajul acestor lucruri se consideră instituit prin singurul efect al convențiunii, fără să mai fie luate din posesiunea debitorului, trebuind numai ca actul de gaj să fie transcris conform art. 728 bis pr. civ. și să fie intabulat la primăria respectivă, dacă lucrurile gajate sunt într'altă comună decât aceea unde e reședința județului;

d) Un motor de benzină, niște pietre de moară nu sunt materii prime în stare de fabricațiune sau deja fabricate, spre a putea fi valabil constituite gaj fără a fi luate din posesia debitorului, căci prin materie primă se înțelege aceea care fiind supusă transformării în fabrici sau uzine, dă naștere produsului fabricat, singurul care, dimpreună cu materia primă inițială, poate fi gajat valabil, fără a fi luat din posesiunea debitorului;

e) Și debitorul se poate prevala de lipsa de deposedare, deoarece trecerea gajului din posesia debitorului în posesia creditorului e o condițiune prescrisă de lege pentru însăși existența gajului între părți. (Trib. Ilfov S. I, Com., 1202 din 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1788).

Art. 1689. — Creditorul, la caz de neplată, nu poate să dispună de amanet; are dreptul însă să ceară dela judecător ca amanetul să-i rămână lui drept plată, și până la suma datoriei, cu ale ei dobânzi, de se cuvine, după o estimațiune făcută de experți, ori să se vânză la licitațiune.

E nulă orice stipulațiune prin care creditorul s'ar autoriza, sau a-și apropria amanetul, sau a dispune de dânsul fără formalitățile sus arătate. (Civ. 5, 968, 1008, 1690, 1700, 1701; Pr. Civ. 211 urm., 437 urm.; C. com. 482—488; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 65, 66; Civ. Fr. 2078).

Text. fr. Art. 2078. — Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 62;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 2078 c. civ. fr. (1689 c. civ. rom.) la termenul fixat pentru plată, creditorul nu poate dispune de amanet, ci poate numai să se adreseze

justiţiei şi a cere sau ca amanetul să-i rămâe în plată până la suma datoriei, după o evaluare făcută de experţi sau să se vândă la licitaţie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 712; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 165; Baudry et Loynes, Du nantissement, No. 114; Guillouard, Traité du nantissement, No. 171; Alexandresco, X, p. 266).

2. Numai în cazul când creditorul a cerut justiţiei ca sau să-i rămâe lui amanetul sau să se vândă la licitaţie, justiţia are facultatea să aleagă care din aceste două situaţiuni este mai favorabilă pentru interesul debitorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, nota 71, p. 712; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 165; Baudry et Loynes, No. 114; Guillouard, No. 172).

3. Dacă însă creditorul alege una din aceste două situaţiuni, justiţia este obligată să sancţioneze acest drept al creditorului amanetar. admiţându-i cererea. (Baudry et Loynes, No. 114; Guillouard, No. 171; Planiol, II, No. 2453; Contra: Duranton, XVII, No. 536; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 304 bis, III, IV).

4. Rolul justiţiei este de a controla dacă nu s'a stins datoria şi pentru a veghea ca creditorul să nu-şi apropriez lucrul amanetat fără garanţiile prevăzute de lege. (Troplong, Du nantissement, No. 400, 401; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 1146; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, nota 7, p. 712; Laurent, XXVIII, No. 510; Baudry et Loynes, I, No. 114).

5. Astfel, în cazul când creditorul a cerut vânzarea gajului, justiţia nu poate hotărî că creditorul va rămâne proprietarul lucrului amanetat. (Troplong, No. 400, 401; Pont, II, No. 1146; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, nota 7, p. 712; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 165; Laurent, XXVIII, No. 510; Baudry et Loynes, I, No. 114).

6. Debitorul nu are dreptul de opţiune între cele două situaţiuni ale alternativei, ci numai creditorul. (Guillouard, No. 172; Planiol, II, No. 2453).

7. Când creditorul se adresează justiţiei, va trebui să fie chemat şi debitorul pentru a fi ascultat căci este posibil ca el să opună că creanţa este stinsă în tot sau în parte sau că a obţinut o prelungire a termenului de plată dela creditor. (Pont, II, No. 1147; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 172; Baudry et Loynes, I, No. 115; Guillouard, No. 173; Contra: Alexandresco, X, p. 267).

8. Când este vorba de valori negociabile la bursă, nu mai este nevoe de experţi deoarece cota publică şi oficială dă justiţiei toate elementele de evaluare. (Baudry et Loynes, I, No. 116: Guillouard, No. 174; Comp.: Troplong, No. 403; Laurent XXVIII, No. 511; Alexandresco, X, p. 267).

9. După o părere, părţile ar putea să convie că în caz de neplată la termen a datoriei, lucrul amanetat va rămâne creditorului după o evaluare prin experţi afară de justiţie. (Troplong, No. 388; Pont, II, No. 1159; Guillouard, No. 170; Comp.: Alexandresco, X, p. 267).

10. După altă părere, această convenţiune nu este valabilă, fiind oprită de lege întru cât suprimă intervenţia justiţiei care este necesară pentru a apăra interesele debitorului. (Laurent, XXVIII, No. 528; Baudry et Loynes, I, No. 131).

11. Părţile nu pot conveni că în caz de neplată a datoriei, lucrul amanetat va rămâne creditorului pentru un preţ fixat prin contractul de amanet. (Troplong, No. 389; Guillouard, No. 170).

12. In cazul când justiţia atribue amanetul creditorului, hotărîrea produce efectele unei dări în plată. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 304 bis, VII; Baudry et Loynes, I, No. 117).

13. Dacă valoarea amanetului e mai mare decât suma datorită, pentru diferenţă debitorul va deveni creditor şi creanţa acestei sulte este garantată prin privilegiul vânzătorului şi prin dreptul de rezoluţiune. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 167; Baudry et Loynes, I, No. 117; Planiol, II, No. 2454).

14. Creditorul care nu voieşte să-şi apropieze lucrul amanetat trebueşte să ceară dela justiţie vânzarea lui prin licitaţie. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 169; Alexandresco, X, p. 267).

15. In acest caz justiţia va chema înaintea ei şi pe debitor pentru a-l asculta. (Baudry et Loynes, I, No. 115; Guillouard, No. 173).

16. Cererea de vânzare trebue făcută chiar în cazul când creditorul amanetar are un titlu executor, deoarece legea a organizat o procedură specială pe care trebue s'o observe creditorul. (Baudry et Loynes, I, No. 132; Planiol, II, No. 2448; Alexandresco, X, p. 268; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 304 bis IV; Guillouard, No. 169).

17. Creditorul amanetar poate cumpăra lucrul amanetat la licitaţie. (Pont, II, No. 1149; Laurent, XXVIII, No. 513; Baudry et Loynes, I, No. 119; Guillouard, No. 177; Planiol, II, No. 2451; Alexandresco, X, p. 267, nota 3).

18. Cheltuelile în justiţie pentru vânzarea amanetului vor fi în sarcina debitorului. (Pont, II, No. 1149; Laurent, XXVIII, No. 515; Baudry et Loynes, I, No. 124; Guillouard, No. 178; Alexandresco, X, p. 268).

19. Creditorul amanetar nu poate împiedeca vânzarea lucrului amanetat cerută de alţi creditori; el fiind numai în drept de a-şi exercita privilegiul său asupra preţului eşit din vânzare. (Alexandresco, X, p. 267, 268, 285, nota).

20. Prin pact comisoriu sau contract pignorativ se înţelege în materie de amanet, de antichreză şi ipotecă clauza prin care se împuterniceşte pe creditorul amanetar, antichrezist sau ipotecar de a-şi însuşi lucrul dat în garanţie sau a dispune

de el fără formalitățile legale. (Alexandresco, X, p. 268, 269).

21. Contractul pignorativ este o convențiune care ascunde un împrumut sub forma unui contract de vindere-cumpărare cu pact de rescumpărare în scopul de a ascunde pactul comisor interzis de art. 1689 şi 1701 din codul civil, sau un împrumut cu dobândă uzurară sau cu clauză penală. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 2937; Aubry et Rau, IV, p., 612; Laurent, XXVIII, No. 544; Huc, XII, No. 418; Guilluoard, Nantissement, No. 218; Baudry et de Loynes, Nantissement, No. 135, 195; Planiol, II, No. 2071, 2460; Colin et Capitant, II, p. 496; Alexandresco, X, p. 268; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 48).

22. Doctrina și Jurisprudența admit ca elemente pentru recunoaşterea unui contract pignorativ sau a unui împrumut cu clauză penală, relocația simultană a imobilului către vânzător a cărei preț reprezintă dobânzile sumei împrumutate, vilitatea prețului vânzării, caracterul de cămătar al celui care cumpără imobilul, rămânerea vânzătorului în folosința imobilului vândut, etc. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 136, 309, 311; Aubry et Rau, IV, p. 612 urm.; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 305 bis II; Baudry et de Loynes, Nantissement, No. 196, 197; Planiol, II, No. 2460; Colin et Capitant, II, p. 497; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 48).

23. In cazul când tribunalul constată că o vânzare cu pact de răscumpărare sau alt contract ascunde un contract pignorativ prohibit de art. 1689 şi 1701 din codul civil, convențiunea urmează a fi anulată, deoarece părțile contractante nu pot să violeze prohibițiunea legii de ordine publică prin ascunderea adevăratei lor convențiuni, căci în caz contrar dispozițiunile legii cari au de scop să protejeze pe debitor în contra lăcomiei creditorului, ar fi cu totul iluzorii. (Huc, X, No. 175; XII, No. 388; Guillouard, Nantissement, No. 167; Baudry et de Loynes, Nantissement, No. 124; D. Alexandresco, VIII, partea 2-a, p. 448; X, p. 272; N. Georgean, Studii Juridice. II. p. 49).

24. Cu toate acestea, o vânzare cu pact de rescumpărarea nu poate fi considerată ca ascunzând un împrumut pe gaj, în scop de a se înlătura dispozițiile art. 1689 din codul civil, decât atunci când există dovezi sau prezumpțiuni puternice. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 49).

25. S'a decis că creditorul care împrumută pe debitor fără să ia o garanție reală, poate conveni cu debitorul ca în caz când nu i se va plăti la termen suma de bani împrumutată, el va deveni proprietarul unui obiect determinat al debitorului, deoarece acest contract este cu totul aleatoriu, întru cât la termen obiectul se poate sa nu mai existe prin faptul că debitorul l-a înstrăinat şi apoi în acest caz nu există nici motivul care a determinat pe legiuitor să prevadă în codul civil dispozițiile art. 1689 şi 1701 cari arată că creditorul în caz de neplată, nu poate dispune de amanet sau nu devine proprietar al imobilului dat în antichreză sau cu ipotecă, adică acel de a înlătura spiritul de aviditate şi de speculație al celui care are deja stipulată o asigurare reală şi care profită de situațiunea grea a debitorului pentru a-i impune orice condițiune. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 49, 50).

26. S'a decis însă că obligațiunea prin care debitorul se obligă a da creditorului un lucru, în caz de neplata datoriei la termen, nu poate fi valabilă, deoarece cuprinde o clauză penală prohibită de lege. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 50).

27. Curtea de Apel din Craiova a decis că e valabilă convențiunea prin care se stabileşte de părți ca creditorul să devie proprietar asupra unei părți din imobilele ipotecate în cazul când la termen debitorul nu va plăti suma împrumutată, deoarece dispozițiile art. 1689 şi 1701 din codul civil se aplică numai la contractele de amanet şi de antichreză iar nu, prin analogie, la alte convențiuni unde nu mai există aceeaşi situațiune grea a debitorului nenorocit, care a determinat pe legiuitor să înscrie în lege prohibițiunea pactului pignorativ. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 50).

28. După o altă părere însă, pactul comisor este prohibit chiar în materie de împrumuturi ipotecare, deoarece şi în această materie există aceleaşi pericole ca şi în materie de amanet şi antichreză, mai cu seamă că clauza de însuşire nu există în articolele 1778 şi 1790, ceea ce înseamnă că ea este oprită. (Degrea, Scrieri Juridice, vol. I, p. 588, 589; D. Alexandresco, X, p. 273; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 274; Laurent, XXVIII, No. 509; No. Georgean, Studii Juridice, II, p. 50).

29. S'a decis însă dacă a fost stipulat un pact comisor pe o parte din imobilul ipotecat, este permisă la scadența împrumutului, lăsarea unei părți din imobil creditorului ipotecar în schimbul desființării ipotecii asupra restului imobilului, deoarece aceasta constitue o datio in solutum şi o executare voluntară a pactului comisor. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 51).

30. Clauza posterioară prin care creditorul, posterior încheierii contractului, este autorizat de către debitor a-şi însuşi amanetul sau imobilul ipotecat, precum şi datio in solutum după constituirea gajului sunt valabile, legiuitorul nepermițând aceasta decât atunci când ele sunt contimporane constituirii gajulu. (Aubry et Rau, IV, § 434, pag. 712; Laurent, XXVIII, No. 519 urm.; Huc, XII, No. 384; Baudry et de Loynes, Nantissement, No. 133; urm., 202; Planiol, II, No. 2459; Colin et Capitant, II, p. 750; D. Alexandresco, X, p. 274).

31. După o altă părere însă, chiar stipulațiunile posterioare convențiunii nu sunt valabile. (Troplong, Nantissement, No.

586; Guillouard, Nantissement, No. 168; Degrea, Scrieri Juridice, vol. I, p. 585; M. Cantacuzino, p. 557).

32. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă un act cuprinde un contract de vindere-cumpărare cu pact de rescumpărare sau dacă ascunde o convenţiune de împrumut cu pact comisor, cu condiţiune însă de a nu denatura clauzele cuprinse în act. (Laurent, XXVIII, No. 544; Guillouard, Nantissement, No. 218; Baudry et de Loynes, Nantissement, I, No. 197; Colin et Capitant, II, p. 486, 487; D. Alexandresco, ed. 2-a, VIII, partea II, p. 448; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 51, 52).

33. Actul de vindere-cumpărare cu pact de rescumpărare, sau contractul de amanet care ascunde un contract pignorativ, nu este nul în întregimea lui, ci este nul numai ca vânzare cu pact de răscumpărare, sau ca amanet rămânând valabil ca împrumut simplu sau ca împrumut cu antichreză, după natura contractului deghizat, dacă el este permis de lege. (Aubry et Rau, IV, p. 613; Troplong, Nantissement, No. 529; Baudry et de Loynes, Nantissement, No. 196; Alexandresco, X, p. 272; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 52).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Vinderea-cumpărare cu pact de răscumpărarea fiind o instituţie licită şi admisă de legiuitor, instanţele judecătoreşti nu sunt în drept a considera o vânzare-cumpărare cu pact de răscumpărare ca ascunzând un împrumut cu gaj, în scop de a eluda dispoziţiile art. 1689 din codul civil, decât atunci când există dovezi sau prezumpţiuni puternice în acest sens, fără de cari, ele sunt datoare a menţine actul dintre părţi, cu efectele lui de vânzare-cumpărare cu pact de răscumpărare. (C. Apel Iaşi s. I. 25 din 24 Martie 1926, Dreptul 32 din 1926).

Art. 1690. — Până la expropriaţiunea debitorului, de este să se facă, el rămâne proprietarul amanetului. (Civ. 1599 urm., 1685, 1686, 1701, 1730; Civ. Fr. 2079).

Text. fr. Art. 2079. — Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège, de celui-ci.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiilor art. 2079 c. civ. fr. (1690 c. civ. rom.) creditorul amanetar nu dobândeşte proprietatea lucrului amanetat, care rămâne a debitorului până la exproprierea lui. (Alexandresco, X, p. 257).

2. Din acest principiu rezultă că dacă un bancher a primit în amanet titluri la purtător, el nu poate, în lipsa unei convenţii contrare, să dispue de aceste titluri, restituind actele, ci trebue să restitue însăşi titlurile ce i s'au dat în amanet. (Laurent, XXVIII, No. 494; Guillouard, No. 143, Alexandresco, X, p. 258).

3. Debitorul rămânând proprietarul lucrului amanetat poate să-l vândă fie creditorului amanetar, fie altei persoane, cu consimţimântul lui. (Alexandresco, X, p. 259).

4. Debitorul poate să înstrăineze cu titlu gratuit lucrul amanetat, cu consimţimântul creditorului. (Alexandresco, X, p. 259).

5. Creditorul amanetar poate amaneta la rândul său lucrul unei alte persoane. (Troplong, No. 423; Baudry et Loynes, I, No. 95; Alexandresco, X, p. 260; Contra: Guillouard, No. 143).

Art. 1691. — Creditorul răspunde după regulile stabilite la titlul: *Despre contracte şi obligaţiuni în genere*, de pierderea sau stricaciunea amanetului provenită din culpa sa.

Asemenea şi debitorul trebue să întoarcă creditorului toate spesele utile şi cele necesare făcute pentru conservarea amanetului. (Civ. 971, 991, 999, 1074, 1080 urm., 1102, 1156 urm., 1574, 1605, 1618, 1690, 1699, 1730; C. com. 481; Civ. Fr. 2080).

Text. fr. Art. 2080. — Le créancier répond, selon les règles établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Creditorul trebueşte să îngrijească la conservarea lucrului amanetat, ca un bun proprietar, potrivit dispoziţiilor art. 1137 c. civ. fr. (1080 c. civ. rom.), cu diligenţa obicinuită. (Troplong, No. 426 urm.; Pont, II, No. 1172; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 188; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 435, p. 714; Laurent, XXVIII, No. 524; Baudry et Loynes, I, No. 137, Guillouard, No. 188; Alexandresco, X, p. 278).

2. Creditorul amanetar este răspunzător de culpa uşoară şi de simpla imprudenţă. (Baudry et Loynes, I, No. 137; Guillouard, No. 187; Alexandresco, X, p. 278).

3. Potrivit dispoziţiilor art. 2080 c. civ. fr. (1691 c. civ. rom.) creditorul amanetar este răspunzător de pierderea sau deteriorarea lucrului amanetat, întâmplate din culpa sau neglijenţa sa. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 185, 189; Alexandresco, X, p. 278).

4. Creditorul amanetar nu este răspunzător de pierderea sau deteriorarea lucrului amanetat, întâmplată fără culpa sa, cum ar fi printr'un caz de forţă majoră. (Pont, II, No. 1169; Dalloz, Rép. Force majeure, No. 27, 30; Nantissement, No. 184; Guillouard, No. 141; Alexandresco, X, p. 279).

5. Aceasta are loc numai dacă creditorul dovedeşte accidentul care l-a pus în imposibilitate de a restitui lucrul şi imposibilitatea în care s'a aflat de a preveni accidentul. (Troplong, No. 431; Pont, II, No. 1174; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 184; Baudry et Loynes, I, No. 138; Guillouard, No. 189; Alexandresco, X, p. 279).

6. Debitorul trebueşte să restitue creditorului amanetar cheltuelile utile şi necesare făcute pentru conservarea lucrului amanetat. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 192; Alexandresco, X, p. 280).

7. Debitorul trebueşte să restitue creditorului toate cheltuelile necesare şi pentru care acesta are privilegiul cheltuelilor de conservare prevăzut de art. 2102 § 3 c. civ. fr. (1730 § 4 c. civ. rom.) (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 195; Baudry et Loynes, I, No. 145; Guillouard, No. 160).

8. Restituirea acestor cheltueli trebue să se facă chiar dacă lucrul amanetat a pierit. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 193; Alexandresco, X, p. 280).

9. Cheltuelile utile sau de ameliorare după o părere, vor fi restituite numai până la concurenţa plus valutei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 713; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 194, 195; Baudry et Loynes, I, No. 143; Guillouard, No. 160. Alexandresco, X, p. 280).

10. După a doua părere, din art. 2080 c. civ. fr. (1691 c. civ. rom.) rezultă că numai cheltuelile necesare pentru conservarea lucrului trebuesc restituite, iar nu şi cele de ameliorare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 309 bis, II).

11. După a treia părere, cheltuelile utile sau de ameliorare, nu vor fi restituite de cât numai în măsura în care averea debitorului permitea să fie făcută. (Troplong, No. 435, 436; Pont, II, No. 1176).

12. Creditorul amanetar nu are privilegiu pentru restituirea cheltuielilor utile, ci numai dreptul de retenţie. (Baudry et Loynes, I, No. 145; Guillouard, No. 160).

13. Creditorul are dreptul să fie despăgubit de debitor de pagubele ce i-a cauzat viciile lucrului amanetat, dacă creditorul nu avea cunoştinţă de ele. (Pont, II, No. 1177; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 713; Baudry et Loynes, I, No. 144; Guillouard, No. 162; Alexandresco, X, p. 280).

14. Debitorul nu este obligat să restitue creditorului amanetar cheltuelile voluptuoare ce a făcut. (Alexandresco, X, p. 280).

Art. 1692. — Dacă s'a dat drept amanet o creanţă ce produce dobânzi, creditorul trebue să ţină în seamă aceste dobânzi asupra dobânzilor ce ar fi datorite.

Dacă datoria, pentru a cărei siguranţă s'a dat amanet o creanţă, nu produce ea însăş dobânzi, atunci dobânzile creanţei amanetate se ţin în seamă asupra capitalului datoriei. (Civ. 1060, 1101, 1111, 1589, 1687, 1697 urm.; Civ. Fr. 2081).

Text. fr. Art. 2081. — S'il s'agit d'une créance donnée en gage et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

Doctrină.

1. Creditorul amanetar când primeşte plata împrumutului trebue să restitue lucrul împreună cu fructele şi accesorile sau cel puţin să impute fructele asupra a ceea ce i se datoreşte. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 190; Alexandresco, X, p. 258).

2. Creditorul are dreptul şi este obligat să încaseze dobânzile creanţelor date în amanet, urmărind pe debitorii creanţelor. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 190, 191; Guillouard, No. 142; Alexandresco, X, p. 259).

3. Capitalul creanţelor nu poate fi încasat decât de debitorul amanetar, orice clauză contrară fiind nulă. (Laurent, XXVIII, No. 499, Huc, XII, No. 393; Baudry et Loynes, I, No. 98; Guillouard, No. 142; Alexandresco, X, p. 259).

4. Potrivit dispoziţiilor art. 2081 c. civ. fr. (1692 c. civ. rom.) când s'au dat în amanet creanţe care produc dobânzi, creditorul va imputa aceste dobânzi asupra dobânzilor ce i se datoresc, iar dacă este un surplus, el va fi imputat asupra capitalului: dacă însă datoria amanetară nu produce dobânzi, dobânzile percepute se vor imputa asupra capitalului datorit. (Baudry et Loynes, I, No. 140; Guillouard, 142; Alexandresco, X, p. 258).

5. Dispoziţiile art. 2081 c. civ. fr. (1692 c. civ. rom.), îşi găses aplicaţiune şi la lucruri mobile care produce fructe. (Pont, II, No. 1181, 1182; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 190; Guillouard, No. 142 bis).

Art. 1693. — Dacă creditorul abuză de amanet, debitorul poate să ceară ca acel amanet să se pună sub sequestru[1]). (Civ. 1632, 1685; Civ. Ital. 1887).

Text. Ital. Art. 1887. — Se il creditore abusa del pegno, il debitore può domandare che il medesimo sia posto sotto sequestro.

Doctrină.

1. Art. 1693 din codul civil român este împrumutat din art. 1887 c. civ. italian. (Alexandresco, X, p. 260 261, nota 1).

2. De oarece creditorul nu devine proprietarul lucrului amanetat el nu poate abuza de el, nici să se servească de el fără voia debitorului, nici să-l întrebuinţeze la alte uzuri decât cele normale. (Alexandresco, X, p. 260).

3. Dacă creditorul abuzează de lucrul amanetat, debitorul poate cere dela justiţie ca lucrul să fie încredinţat unei alte persoane, punându-l sub sechestru, neputând cere restituirea lucrului cât timp nu şi-a plătit datoria. (Alexandresco, X, p. 260, 261).

Art. 1694. — Debitorul nu poate pretinde restituţiunea amanetului, decât după ce a plătit în întreg capitalul, dobânzile şi spesele datoriei, pentru a cărei siguranţă s'a fost dat amanetul.

Dacă acelaş debitor ar fi făcut o altă datorie către acelaşi creditor, după tradiţiunea amanetului, şi o asemenea datorie ar fi devenit exigibilă înainte de plata primei datorii, creditorul nu va putea fi constrâns să libereze amanetul mai înainte de a se fi plătit ambele creanţe, chiar când nu s'ar fi stipulat de a subordona amanetul la plata datoriei a doua. (Civ. 558, 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1686, 1700, 1730; Civ. Fr. 2082).

Text. fr. Art. 2082. — Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait de la part du même débiteur, envers le même créancier, une

1) Textul acestui articol nu are echivalentul său în Codul Civil francez, el este luat din Codul Civil italian, art. 1887.

autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de a seconde.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decemvrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

Doctrină.

1. Debitorul nu poate cere restituirea lucrului amanetat până ce nu a plătit datoria, capital, dobânzi şi cheltueli, iar până atunci creditorul are dreptul de retenţie asupra lucrului amanetat. (Alexandresco, X, p. 262).

2. Dacă există din partea aceluiaşi debitor către acelaşi creditor o altă datorie constatată în urma constituirii amanetului şi devenită exigibilă înaintea plăţii primei datorii, creditorul va putea să-şi exercite dreptul de retenţie până la plata ambelor datorii chiar dacă lucrul amanetat nu a fost afectat la plata celei din urmă datorii, în specie fiind un amanet tacit. (Alexandresco, X, p. 262, 263).

3. Cea de a doua datorie nu este garantată decât prin dreptul de retenţie iar nu şi de privilegiu, deoarece textul nu conferă acest drept şi privilegiile sunt de drept strict. (Duranton, XVIII, No. 567; Troplong, No. 465; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 313 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 711; Laurent, XXVIII, No. 508; Huc, XII, No. 397; Baudry et Loynes, I, No. 110; Guillouard, No. 157; Planiol, II; No. 2442; Alexandresco, X, p. 263, 264; Contra: Mourlon, III, No. 1224; Pont, II, No. 1199).

4. Dreptul de retenţie e opozabil numai debitorului, iar nu şi terţilor care în urma amanetului au dobândit un drept asupra lucrului amanetat. (Troplong, No. 460; Pont, II, No. 1185, 1186; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 711; Guillouard, No. 139; Comp.: Alexandresco, X, p. 264).

5. Creditorul amanetar nu are dreptul de retenţie dacă nu are posesiunea lucrului amanetat. (Alexandresco, X, p. 264).

6. Când lucrul este dat în păstrarea unui terţ, acesta exercită dreptul de retenţie în folosul creditorului amanetar. (Alexandresco, X, p. 265).

7. Ceilalţi creditori ai debitorului pot urmări şi vinde lucrul amanetat însă din preţ va fi plătit cu privilegiu, creditorului amanetar. (Troplong, No. 460; Pont, II, No. 1185; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 711; Laurent, XXVIII, No. 502; Guillouard, No. 139; Alexandresco, X, p. 265).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Conform art. 1694 din codul civil, creditorul gagist are un drept de retenţiune asupra lucrului dat în gaj, în baza căruia poate refuza debitorului său liberarea lucrului dat în gaj până când nu este despăgubit de capital, procente şi speze datorite.

In lipsa unui text de lege special, acest drept de retenţiune nu poate fi recunoscut decât faţă de debitorul contractant, iar nu şi faţă de terţii creditori chirografari, cari au drept gaj comun întreaga avere a debitorului lor, conform art. 1718 c. civil. (Trib. Prahova s. II, 376 din 23 Sept. 1925, Sentinţa (Ploeşti) 6 din 1295).

2. Gajul este un contract accesoriu căci intervine pentru garantarea unei obligaţiuni principale, prexistentă sau coexistentă, la care se raportă in mod necesar; că fiind un contract accesoriu el nu mai poate să subziste îndată ce obligaţia principală s'a stins; de unde consecinţa că, creditorul este obligat să restitue gajul când debitorul a plătit integral capitalul, dobânzile şi spesele datoriei, pentru a cărei garanţie fusese constituit gajul, ceea ce prescrie în mod formal art. 1694 din codul civil. (Cas. II, 157 din 14 Iunie 1926, Jurispr. Rom. 18 din 1926).

Art. 1695. — Amanetul este nedivizibil, deşi datoria este divizibilă între erezii debitorelui, ori între aceia ai creditorului.

Eredele debitorului ce nu[1]) şi-a plătit partea sa de datorie, nu poate cere restituţiunea părţii sale de amanet atât timp cât datoria nu este plătită în întregul ei.

---

1) Particula *„nu"*, care face acest articol neînţeles, credem că din eroare figurează în textul oficial. In textul francez ea nu există, după cum nu trebue să existe nici în textul român, ca una ce schimbă înţelesul logic al frazei.

Şi vice-versa, eredele creditorului care şi-a primit partea sa de datorie, nu poate să restituiască amanetul cu dăunarea coerezilor săi încă neplătiţi. (Civ. 1057 urm., 1062, 1702, 1746; Civ. Fr. 2083).

Text. fr. Art. 2083. — Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

Bibliografie (continuare).

IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 216.

Doctrină.

1. Intre creditorul amanetar şi debitor, obligaţia trebueşte să se execute ca şi cum ar fi indivizibilă, indiferent dacă datoria este divizibilă sau indivizibilă sau amanetul poate fi fracţionat. (Baudry et Loynes, I, No. 103; Alexandresco, X, p. 276, 277).

2. Indivizibilitatea aceasta este numai de natura amanetului iar nu de esenţa lui şi părţile ar putea conveni contrariul. (Pont, II, No. 1202; Dalloz, Rép., Nantissement, No. 40; Huc, XII, No. 399; Baudry et Loynes, I, No. 103; Guillouard, No. 27, 147; Alexandresco, X, p. 277).

3. In cazul când debitorul încetează din vieaţă, creditorul nu poate cere dela fiecare moştenitor decât partea sa, însă poate să nu restitue amanetul până ce nu i se plăteşte toată datoria. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 41; Baudry et Loynes, I, No. 103; Guillouard, No. 27; Alexandresco, X, p. 277).

4. Când datoria a fost plătită în întregime, creditorul va trebui să restitue fiecărui moştenitor partea sa, iar dacă lucrul nu se poate împărţi moştenitorii vor trebui să se înţeleagă între ei pentru a primi lucrul amanetat. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 44).

5. In cazul când creditorul amanetar încetează din vieaţă, moştenitorul care a primit partea sa din creanţă, nu poate restitui amanetul până ce nu sunt plătite părţile tuturor moştenitorilor. (Dalloz, Rép., Nantissement, No. 42; Alexandresco, X, p. 277).

6. In cazul când contractul de amanet este nul, fiecare din moştenitorii debitorului va putea cere anularea deoarece acţiunea în anulare este divizibilă. (Guillouard, No. 27).

Art. 1696. — Dispoziţiunile precedente nu se aplică în materie de comerţ, nici la casele de împrumut pe amanet, în privinţa cărora se va urma după legile şi regulamentele relative la dânsele. (Pr. civ. 722; C. com. 387, 405, 433, 478—489; Lege p. înfiinţarea caselor de împrumut pe amanet din 23 Febr.1906; Civ. Fr. 2084).

Text. fr. Art. 2084. — Les dispozitions ci-dessus ne sont applicables in aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gage autorisées, et à l'égard desquelles on suit les lois et réglements qui les concernent.

Doctrină.

1. Textul art. 1696 c. civ. rom. nu este exact când prevede că dispoziţiile articolelor precedente nu se aplică în materie comercială, deoarece unele din ele se aplică şi amanetului comercial. Sunt însă în materie comercială derogări dela dispoziţiile acestor articole. (Alexandresco, X, p. 281, 282).

2. De asemenea, sunt derogări dela dispoziţiile articolelor din codul civil privitoare la amanet şi la amanetele la casele de împrumut pe amanet. (Alexandresco, X, p. 284 urm.).

TITLUL XVI.

Despre antichreză.

Art. 1697. *(Abrogat[1]).* — Antichreza este un contract, prin care creditorul dobândeşte dreptul de a-şi apropria fructele unui imobil, remis lui de datornic, cu îndatorirea de a le imputa[2]) pe fiecare an asupra dobânzilor, de sunt datorite, şi apoi asupra capitalului creanţei sale. (Civ. 1698 urm.; L. Timbr. 21 § 5: Civ. Fr. 2085 § 2; Civ. Ital. 1891).

Text. fr. Art. 2085 § 2. — Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Text. Ital. Art. 1891. — L'anticrezi è un contratto, mediante il quale i, creditore acquista il diritto di fare suoi i frutti dell'immobile del suo debitore, coll'obligo di imputarli annualmente a sconto degli interessi, se gli sono dovutil e quindi del capitale del suo credito.

Art. 1698. *(Abrogat[3]).* — Acest contract trebue să fie făcut în scris şi transcris, întru cât este o datorie mai mare de 150 lei[4]). (Civ. 1179, 1191, 1197, 1198, 1686; L. Timbr. 20 § 5, 42 § 1; Civ. Fr. 2085 § 1).

Text. fr. Art. 2085 § 1. — L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Art. 1699. *(Abrogat[5]).* — Creditorul, dacă nu s'a stipulat contrariul, este dator să plătească dările şi sarcinile anuale ale imobilului ce posedă în antichreză. Asemenea trebue să îngrijească de întreţinere şi să facă reparaţiunile necesare şi utile ale imobilului; la din contra, rămâne răspunzător de daune-interese.

Toate spesele relative la obiectele sus arătate se vor preleva asupra fructelor. (Civ. 991, 997, 1080, 1084, 1691, 1700; Civ. Fr. 2086).

Text. fr. Art. 2086. — Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

Art. 1700. *(Abrogat[6]).* — Debitorul nu poate reclama folosinţa imobilului dat în antichreză, mai înainte de a fi plătit toată datoria. Creditorul însă ce voieşte a se libera de îndatoririle enu-

---

1) *Legea contra cametei (Mon. Of. 77 din 2 Aprilie 1931) Art. 4, al. 4.* — Contractele de vânzare cu pact de răscumpărare şi antichreză, ce se vor încheia între părti, după data promulgării legei de faţă, sunt nule de drept, iar dispoziţiunile art. 1371—1387, incluiiv Cod. civ., art. 1697—1703 inclusiv cod. civ. şi articolele corespunzătoare din Codurile civile în vigoare în teritoriile unite se abrogă.

2) A „*imputa*" adică: a scădea.

3) A se vedea nota de sub art. 1697.

4) E vorba de „*lei vechi*", adică 55 lei noi şi 55 bani. E de notat că ***în textul francez nu se spune că acest contract trebue să fie transcris,*** cum cere textul român al art. 1698 Cod. Civ.

5, 6) A se vedea nota de sub art. 1697.

mărate în articolul precedent, poate totdeauna, întru cât n'a renunţat expres la acest drept, sili pe debitor să-şi primească îndărăt folosinţa imobilului. (Civ. 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1694; Civ. Fr. 2087).

Text. fr. Art. 2087. — Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

Art. 1701. *(Abrogat[1]).* — Creditorul nu devine proprietar al imobilului prin singura neplată a datoriei la termenul stipulat; orice clauză contrarie este nulă.

La neplată, poate să ceară expropriaţiunea debitorului după formele legale. (Civ. 5, 1008, 1689, 1719, 1824 urm.; Pr. civ. 496 urm.; Civ. Fr. 2088).

Text. fr. Art. 2088. — Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

Art. 1702. *(Abrogat[2]).* — Dispoziţiunile art. 1695 se aplică la antichreze, întocmai ca la amanet. (Civ. 1695; Civ. Fr. 2090).

Text. fr. Art. 2090. — Les dispositions des articles 2077 et 2082 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Art. 1703. *(Abrogat[3]).*—Creditorul antichrezist conservă asupra fondului şi celelalte privilegii şi ipoteci legal formate şi conservate. (Civ. 973, 1697, 1698, 1700, 1720 urm., 1790 urm.; Civ. Fr. 2091[4]).

Text. fr. Art. 2091. — Tout ce qui est statué au présent chapitre, ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds, des privilèges ou hypothèques légalement établis conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

TITLUL XVII.

Despre transacţiune.

Art. 1704. — Transacţiunea este un contract prin care părţile termină un proces început sau preîntâmpină un proces ce poate să nască. (Civ. 791, 943, 945, 947, 969, 1179, 1191, 1197, 1198, 1709 urm.; Pr. Civ. 260, 339 urm.; L. jud. oc. 81; Civ. Fr. 2044 § 1).

1, 2, 3) A se vedea nota de sub art. 1697.

4) Art. francez corespunzător 2091 are un cuprins mult mai complet şi întrucât-va diferit; tot astfel şi art. 2045 (1706 român).

Text. fr. Art. 2044 § 1 — La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dezistarea“*, p. 259.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Definiţia dată tranzacţiei prin art. 2044 codul civil francez (1704 codul civil român) nu este completă, deoarece omite să arate că tranzacţia nu se poate face decât în schimbul unui preţ sau al unor concesiuni care ţin loc de preţ şi că implică în mod necesar reciprocitatea în acest preţ sau în aceste concesiuni. (Troplong, Commentaire du titre des transactions, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, nota 2 p. 656; Dalloz, Rép., Transaction, No. 14, 15; Suppl., Transaction, No. 4; Laurent, XXVIII, No. 323; Huc, XII, No. 273; Guillouard, Traité des transactions, No. 6; Alexandresco, X, p. 188).

2. Definiţia dată de art. 2044 c. civ. fr. (1704 c. civ. rom.) se poate aplica la acte care nu sunt tranzacţii cum ar fi achiesarea şi dezistarea. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 277 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Transaction, No. 4; Baudry et Wahl. No. 1205; Guillouard, No. 27; Alexandresco, X, p. 188, 189).

3. Definiţia tranzacţiei este: un contract sinalagmatic prin care părţile contractante termină un proces început sau preîntâmpină un proces ce poate să nască, prin concesiunea reciprocă a unei părţi din pretenţiunile lor sau prin promisiunea pe care o face o parte celeilalte de a-i da un lucru pentru a obţine un drept întreg. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 15; Suppl,. Transaction, No. 4; Alexandresco, X, p. 187).

4. Tranzacţia este un contract consensual, fiind deajuns pentru încheierea ei singurul consimţământ al părţilor. (Baudry et Wahl, De la transaction. No. 1206; Alexandresco, X, p. 190).

5. Tranzacţia este un contract sinalagmatic, deoarece părţile se obligă reciproc. (Pont, II, No. 461; Laurent, XXVIII, No. 328; Huc, XII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1206; Guillouard, No. 7; Alexandresco, X, p. 190, 204).

6. Dacă una dintre părţi refuză să-şi execute obligaţiile, tranzacţia poate fi rezolvată prin aplicarea dispoziţiilor art. 1184 c. civ. fr. (1020 şi 1021 c. civ. rom.) deoarece este un contract sinalagmatic. (Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 461; Dalloz, Rép., Transaction, No. 173; Laurent, XXVIII, No. 328; Huc, XII, No. 275; Baudry et Wahl, No. 1206; Guillouard, No. 8, 130; Alexandresco, X, p. 190; Contra: Huc, XII, No. 275; Comp.: Laurent, XXVIII, No. 429).

7. Tranzacţia va trebui să fie făcută în dublu exemplar, fiind un contract sinalagmatic. (Pont, II. No. 489; Baudry et Wahl, No. 1206, 1217, 1225; Guillouard, No. 90; Alexandresco, X, p. 190, 191, 205).

8. Tranzacţia după o părere este un contract comutativ, deoarece concesiunile reciproce se compensează. (Troplong, No. 14; Pont, II, No. 462; Huc, XII, No. 279).

9. După altă părere, dacă echivalentul constă în plata unui lucru determinat cum ar fi o sumă de bani, tranzacţia este un contract comutativ, dacă însă constă în plata unei rente viagere, tranzacţia este un contract aleatoriu. (Pont. II, No. 462; Baudry et Wahl, No. 1206; Guillouard, No. 9; Alexandresco, X, p. 191).

10. Tranzacţia este un contract cu titlu oneros deoarece fiecare parte face o concesiune. (Huc, XII, No. 278; Baudry et Wahl, No. 1206; Alexandresco, X, p. 191).

11. Tranzacţia ale cărei clauze sunt indivizibile, este de asemenea indivizibilă în sensul că dacă ea este anulată sau menţinută faţă cu una din părţile care au luat parte la contractarea ei, ea trebueşte deasemenea să fie anulată sau menţinută în privinţa tuturor celorlalte părţi, afară de cazul când se stabileşte că părţile au înţeles s'o facă divizibilă, intenţie care trebueşte să rezulte în mod precis şi vădit. (Aubry et Rau, IV, § 421, p. 666; Dalloz, Rép., Transaction, No. 76, 111; Laurent, XXVIII, No. 400 urm.; Baudry et Wahl, No. 1280 urm.; Guillouard, No. 21; Alexandresco, X, p. 191, 211, 212).

12. Tranzacţia este declarativă iar nu transaltivă de drepturi; afară de cazul când

o parte dă celeilalte un lucru care nu face obiectul litigiului.. (Alexandresco, X, p. 191, 209, text şi nota 1, 210).

13. Tranzacţia nu poate fi invocată pentru prima oară înaintea instanţei de recurs. (Baudry et Wahl, No. 1292; Guillouard, No. 105).

14. Pentru existenţa tranzacţiei trebueşte să fie o concesiune reciprocă de drepturi şi pretenţiuni, căci dacă nu există nicio concesiune poate fi orice altă convenţie însă nu o tranzacţie. (Troplong, No. 19, 20, 21; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 277 bis, I; Pont, II, No. 457; Dalloz, Rép., Transaction, No. 15; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, text şi nota 1, p. 656; Laurent, XXVIII, No. 323; Baudry, et Wahl, No. 1205; Guillouard, No. 10; Alexandresco, X, p. 189).

15. Pentru existenţa tranzacţiei nu este necesar ca importanţa concesiunilor reciproce să fie aceeaşi adică să fie egale. (Pont, II, No. 473; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, text şi nota 8, p. 657; Dalloz, Rép., Transaction, No. 15; Laurent, XXVIII, No. 327, Baudry et Wahl, No. 1205; Guillouard, No. 10; Planiol, II, No. 2285; Alexandresco, X, p. 187, nota 2).

16. Pentru existenţa transacţiei se cere consimţimântul ambelor părţi contractate. (Alexandresco, X, p. 191, 192).

17. Transacţia trebue să aibă un obiect cert şi licit. (Alexandresco, X, p. 193 urm.).

18. Pentru existenţa tranzacţiei trebueşte ca ea să poarte asupra unor lucruri, contestate şi îndoelnice, căci dacă s'ar ceda un lucru cert, ar fi vânzare sau donaţie însă nu transacţie. (Troplong. No. 5; Pont, II, No. 569; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, text şi nota 2, p. 656; Dalloz, Rép., Transaction, No. 17; Suppl., Transaction, No. 5; Laurent, XXVIII, No. 324; Huc, XII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1201; Guillouard, No. 11; Alexandresco, X, p. 193).

19. Astfel actul constatând acordul părţilor după pronunţarea unei hotărîri definitive, nu e o adevărată transacţie. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 17).

20. Pentru valabilitatea transacţiei nu este necesar ca procesul să fie început, ci este de ajuns cu partea care face concesiunile să fi avut cea mai mică îndoială asupra rezultatului contestaţiei ce urma să se nască. (Pont, II, No. 573; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, p. 656; Dalloz, Rép., Transaction, No. 18; Baudry et Wahl, No. 1202; Guillouard, No. 12; Alexandresco, X, p. 187, text şi nota 3).

21. Este valabilă transacţia, chiar dacă chestiunea nu suferă nicio îndoială pentru jurisconsulţi dacă părţile au socotit-o îndoelnică cu bună credinţă sau dacă ele au voit cu orice chip să evite discuţiunea unui proces. (Troplong, No. 6; Demante et Colmet de Santerre. VIII, No. 277 bis, II; Laurent, XXVIII. No. 325; Baudry et Wahl, No. 1202; Guillouard, No. 12; Alexandresco, X, p. 193).

22. Tribunalele vor aprecia împrejurările care au determinat acordul părţilor, însă ele nu pot fără motive grave să declare că dreptul era atât de cert încât nu putea face obiectul unei tranzacţii. (Troplong, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 277 bis, II; Dalloz, Rép., Transaction, No. 19; Suppl., Transaction, No. 6; Laurent, XXVIII, No. 325; Baudry et Wahl, No. 1202; Guillouard, No. 12; Alexandresco, X, p. 193).

23. Pentru a se stabili dacă un act cuprinde sau nu o transacţie, nu trebueşte să se ia în consideraţie calificarea pe care părţile au dat-o actului. (Dalloz, Rép., Suppl., Transaction, No. 7. Guillouard, No. 14).

24. Transacţia se deosebeşte de dezistare sau achiesare care nu cere totdeauna consimţimântul celeilalte părţi. (Pont, II, No. 476; Dalloz, Rép., Transaction, No. 14; Suppl., Transaction, No. 4; Huc, XII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1205; Guillouard, No. 27).

25. Transacţia se deosebeşte de renunţare, de remiterea datoriei şi de donaţie, deoarece acestea nu au de scop să previe sau să stingă un proces şi nu cuprind concesiuni reciproce. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 418, text şi nota 7, p. 657; Huc, XII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1205; Guillouard, No. 27).

26. Transacţia se deosebeşte de ratificare care este un act unilateral. (Troplong, No. 23; Pont, II, No. 475; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 277 bis V; Huc, XII, No. 274; Baudry et Wahl, No. 1205; Guillouard, No. 28; Alexandresco, X, p. 189).

27. Transacţia se deosebeşte de compromis, deoarece în acest din urmă contract părţile supun diferendul lor arbitrilor, pe când la transacţie, ele singure îşi rezolvă conflictul. (Troplong, No. 25; Dalloz, Rép., Transaction, No. 23; Suppl., Transaction, No. 8; Laurent, XXVIII. No. 330; Baudry et Wahl, No. 1203; Guillouard, No. 28; Alexandresco, X, p. 189).

28. După părerea dominantă jurământul decizor constitue un fel de transacţie. (Demolombe, XXX, No. 580; Larombière, Obligations, Art. 1359, No. 5; Laurent, XX, No. 230; Huc, VIII, No. 357 bis; Baudry et Wahl, No. 1204; Alexandresco, X, p. 190; Contra: Guillouard, No. 26; Planiol, II, No. 2306).

29. In cazul când transacţia ascunde un alt contract în scopul de a frauda fiscul, convenţia nu este nulă, însă se vor plăti taxele de timbru aferente suplimentare. (Baudry et Wahl, No. 1200; Guillouard, No. 14).

30. Dacă însă transacţia simulată are de scop să ascundă o liberalitate în folosul unei persoane incapabile de a primi, ea este nulă. (Baudry et Wahl, No. 1200; Guillouard. No. 14).

Art. 1705. — Transacţiunea trebue să fie constatată prin act scris. (Civ. 1171 urm., 1176, 1179, 1191 urm., 1197 urm., 1597, 1704; Pr. civ. 260, 341, 722; L. Timbr. 18 § 21, 21 § 13; Civ. Fr. 2044 § 2).

Text. fr. Art. 2044 § 2. — Ce contrat doit être rédigé par écrit.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Dezistarea*", p. 259 urm.

Doctrină.

1. Faptul că articolul 1705 din codul civil român (2044 c. civil francez) prevede că tranzacţia trebueşte să fie constatată prin act scris, pentru a produce efecte juridice, a determinat o parte din doctrină şi jurisprudenţă să decidă că, dovedirea unei transacţii nu s'ar putea face decât prin act scris, înscrisul fiind cerut „ad solemnitatem" iar nu numai „ad probationem". (Troplong, Transaction, No. 35, 37).

2. Se decide însă în general că, dispoziţia din art. 1705 din codul civil român (2044 c. civil francez) nu prescrie forma scrisă a actului „ad solemnitatem", ci numai „ad probationem"; transacţia, ca orice contract nesolemn, putând fi dovedită prin mijloacele admise de lege la materia convenţiunilor, cum ar fi mărturisirea şi jurământul. (Demolombe, XXI, No. 598; Aubry et Rau, IV, § 420, p. 660; Laurent, XXVIII, No. 367, 378, 379; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 278 bis, I; Mourlon, Répétitions écrites, ed. 7-a, III, p. 1167; Huc, XII, No. 281, 282; Planiol, ed. 6-a, II, No. 2291; Baudry et Wahl, Transactions, No. 1219, 1220, 1221; Dalloz, Rép., Transaction, No. 30, 36, 37; Bioche Dictionnaire de procédure, Interr. sur faits et articles, No. 6; Alexandresco, X, p., 204, 205; Matei Cantacuzino, Elemente de drept civil, No. 668, pag., 667).

3. Dovada cu martori în materie de transacţie nu este admisibilă, chiar atunci când valoarea obiectului transacţiei este inferioară sumei de 150 lei vechi. (Mourlon, III, No. 1167, Aubry et Rau, IV, § 420, p. 661; Laurent, XXVIII, No. 375; Huc, XII, No. 281; Baudry et Wahl, Transactions, No. 1219; Planiol, II, No. 2292; Dalloz, Rép., Transaction, No. 31; Alexandresco, VII, p. 253, nota 2; X, p. 204; Matei Cantacuzino, No. 668, p. 667, 668).

4. In privinţa admisibilităţii dovezii cu martori, când există un început de probă scrisă, chestiunea este foarte controversată. După o părere această dovadă este admisibilă. (Huc, XII, No. 281; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 278 bis. IV; Baudry et Wahl, Transactions, No. 1222; Planiol, II, No. 2292).

5. După altă părere, această dovadă nu este admisibilă. (Mourlon, III, No. 1167; Demolombe XXX, No. 109; Aubry et Rau, IV, § 420, p. 661; Laurent XXVIII, No. 376; Dalloz, Rép., Transaction, No. 32; Matei Cantacuzino, No. 668, pag. 668).

6. In cazul când părţile au fost în imposibilitate ca să-şi procure act scris sau când actul scris întocmit, a fost pierdut sau furat, proba testimonială este admisibilă. (Mourlon, III, No. 1167; Aubry et Rau, IV, § 420, p. 661; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 278 bis, III; Laurent, XXVIII. No. 377; Baudry et Wahl, Transaction, No. 1222; Dalloz, Rép., Transaction, No. 33; Alexandresco, VII, pag. 256, nota; X, p. 207; Huc, XII, No. 282).

7. S'a mai decis ca în materie comercială, proba cu martori este inadmisibilă spre a se dovedi o transacţie, aplicându-se aci în totul dispoziţiile art. 1705 c. civil român (2044 c. civ. fr.). (Aubry et Rau, IV, § 420, p. 661; Laurent, XXVIII, No. 375; Dalloz, Rép., Transaction, No. 34).

8. Cu toate acestea, majoritatea doctrinei şi jurisprudenţei este de părere contrară. (Huc, XII, No. 282; Baudry et Wahl, Transactions, No. 1224; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, III, No. 52; Dalloz, Rép., Transaction, No. 34; Alexandresco, VII, p. 255, 256 nota; X, p. 206, nota 1; M. A. Dumitrescu, Codul de comerţ comentat, I, No. 1003).

Art. 1706. — Transacţiune pot face numai acei ce pot dispune de obiectul cuprins în ea.

Acei însă ce nu pot dispune de obiectul cuprins în transacţiune, nu pot transige decât în formele stabilite de legi speciale. (Civ. 5, 113, 199 urm., 413, 419, 427—430, 433, 445, 448, 454, 458, 726, 950, 963, 966, 968, 1084, 1248, 1285, 1307, 1537, 1707, 1711; Pr. Civ. 260, 339, 340; C. com. 810; Civ. Fr. 2045 [1]).

---

1) Textul art. 1706 Cod. civil Român, diferă de textul art. 2045 Cod. civil Francez, de unde s'a luat.

Text. fr. Art. 2045. — Pour transiger il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les communes et établissements publics ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse du Roi.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Pentru ca cineva să poată face o tranzacție, trebuește să aibă capacitatea de a dispune cu titlul oneros de obiectele cuprinse în ea. (Alexandresco, X, p. 198).

2. Tutorul nu poate să transigă în numele minorilor decât îndeplinind formalitățile prevăzute de codul civil la materia minorității și tutelei. (Alexandresco, X, p. 199).

3. Minorul emancipat poate să transigă, singur, fără asistența curatorului, numai în privința actelor de administrație iar nu și în privința lucrurilior de care nu poate dispune. (Alexandresco, X, p. 199).

4. Persoanele puse sub consiliu judiciar nu pot să transigă fără asistența consiliului. (Baudry et Wahl, No. 1228; Alexandresco, X, p. 199).

5. Soții nu poate face o transacție între ei, deoarece transacția e mai periculoasă decât vânzarea și poate ascunde o donațiune indirectă. (Troplong, No. 53; Pont, II, No. 527; Guillouard No. 51; Alexandresco, X, p. 200).

6. După altă părere, transacția între soți este valabilă în cazurile prevăzute de art. 1595 c. civ. fr. (1307 c. civ. rom.) când este permisă și vânzarea între soți. (Huc, XII, No. 292).

7. Interzisul legal nu poate face o tranzacție. (Pont, II, No. 537; Baulry et Wahl, No. 1232; Guillouard, No. 58; Alexandresco, X, p. 200).

8. Moștenitorul beneficiar nu poate transige decât asupra faptelor pe care le poate face. (Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1357 urm.; Alexandresco, X, p. 200).

9. Moștenitorul aparent nu poate face transacție. (Pont, II, No. 580; Laurent, XXVIII, No. 336; Huc, XII, No. 286; Alexandresco, X, p. 201; Contra: Aubry et Rau, IV, § 420, nota 1, p. 659; Baudry et Wahl, No. 1231; Guillouard No. 53).

10. Debitorul insolvabil poate face tranzacție. (Baudry et Wahl, No. 1233; Guillouard, No. 57; Alexandresco, X, p. 201).

11. Statul, județele, comunele și stabilimentele publice nu pot transige decât cu formele prevăzute de legile administrative. (Alexandresco, X, p. 202).

12. Mandatarii convenționali nu pot transige decât în baza unei procure speciale. (Alexandresco, X, p. 202).

13. Transacția făcută de un incapabil este atinsă de o nulitate relativă. (Pont, II, No. 532; Laurent, XXVIII, No. 341; Baudry et Wahl, No. 1240, 1282; Guillouard, No. 59; Alexandresco, X, p. 203).

Art. 1707. — Se poate transige asupra unei acțiuni civile ce derivă din o infracțiune[1]). (Civ. 5, 963; Pr. P. 1, 4, 9; Civ. Fr. 2046).

Text. fr. Art. 2046. — On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 2046 c. civ. fr. (1707 c. civ. rom.) se poate transige asupra acțiunii civile sau daunelor care rezultă dintr'o infracțiune penală, crimă, delict sau contravenție. (Alexandresco, X, p. 196).

2. Nu se poate renunța prin transacție, de mai înainte la alimentele datorite în virtutea legii sau în virtutea unei liberalități, deoarece datoria alimentară interesează or-

1) Textul art. francez 2046 corespunzător, continuă: „*La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public*".

dinea publică. (Pont, II, No. 613; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 18, p. 423, § 420, text și nota 21, p. 663; Huc, XII, No. 303; Guillouard, No. 79; Alexandresco, X, p. 197).

3. Se poate face transacție asupra alimentelor constituite cu titlu oneros, precum și a veniturilor pensiei alimentare ajunse la scadență. (Pont, II, No. 611; Baudry et Wahl, No. 1272; Guillouard, No. 79; Alexandresco, X, p. 198).

4. Se poate face transacție asupra modului de plată al alimentelor viitoare precum și a siguranțelor care garantează plata lor. (Baudry et Wahl, No. 1272; Guillouard, No. 79; Alexandresco, X, p. 198).

Art. 1708. — In transacțiune se poate stipula o penalitate contra celui ce nu se va ținea de dânsa. (Civ. 1020, 1021, 1066 urm.; Civ. Fr. 2047).

Text. fr. Art. 2047. — On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Doctrină.

1. Dispozițiile art. 2074 c. civ. fr. (1708 c. civ. rom.) erau inutile, deoarece transacția fiind un contract, ea poate cuprinde o clauză penală contra celuia ce nu-și execută obligația. (Laurent, XXVIII, No. 380; Huc, XII, No. 312; Baudry et Wahl, No. 1294; Guillouard, No. 124; Alexandresco, X, p. 218, 219).

2. In cazul când transacția este atacată, reclamantul nu poate fi obligat a plăti imediat clauza penală, ci soarta ei rămâne în suspensie, până la rezolvarea litigiului, așa încât dacă transacția este anulată, va cădea și clauza penală care este accesorul ei. (Pont II, No. 622, 623; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 421, text și nota 15, p. 667, 668; Dalloz, Rép., Transaction, No. 117; Suppl., Transaction, No. 81; Laurent, XXVIII, No. 382; Baudry et Wahl, No. 1296; Guillouard, No. 128; Comp.: Alexandresco, X, p. 219; Contra: Troplong, No. 103).

3. In cazul când partea care a atacat transacția plătește clauza penală, ea va avea dreptul de repetițiune dacă transacția este anulată. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 118).

4. Dacă clauza penală a fost prevăzută pentru cazul când una dintre părți va ataca în justiție transacția, ea va putea fi în genere, cerută odată cu principalul deoarece în acest caz, clauza penală constitue o despăgubire a prejudiciului cauzat prin acțiunea în anulare. (Pont, II, No. 621 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 421, text și nota 14, p. 667; Laurent, XXVIII, No. 281; Huc, XII, No. 312; Troplong, No. 103 urm.; Baudry et Wahl, No. 1294; Guillouard, No. 127; Alexandresco, X, p. 219).

5. Dacă o parte cere rectificarea unei erori de calcul, nu înseamnă că ea atacă transacția, afară de cazul când a fost de rea credință și cererea a fost respinsă. (Laurent, XXVII, No. 382; Huc, XII, No. 312; Alexandresco, X, p. 219).

6. A se vedea: art. 1069 din codul civil cu notele respective).

Art. 1709. — Transacțiunile se mărginesc numai la obiectul lor; renunțarea, făcută în[1]) toate pretențiile și acțiunile, cuprinde numai aceea ce se reportă la pricinele, asupra cărora a urmat transacțiune. (Civ. 977, 984, 1710, 1716; Civ. Fr. 2048).

Text. fr. Art. 2048. — Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est faite a tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 2048 c. civ. fr. (1709 c. civ. rom.), transacția trebuește să fie mărginită numai la obiectul pe care l-au avut în vedere părțile contractante. (Alexandresco, X, p. 213).

2. O transacție oricât de generală ar fi nu poate cuprinde decât punctele asupra cărora părțile au înțeles să transigă. (Alexandresco, X, p. 213).

3. Astfel, transacția făcută asupra capitalului unei dote, nu se întinde la dobânzile ei, afară dacă rezultă contrariul din voința părților. (Alexandresco, X, p. 213).

4. De asemenea, transacția făcută de

1) In textul francez se zice „*la*" în loc de „*în*".

un moștenitor cu privire la cauzele de nulitate ale unui testament, nu cuprinde și dreptul pentru acest moștenitor a cere mai târziu reducerea legatului pentru motivul că i-ar atinge rezerva. (Alexandresco, X, p. 213).

Art. 1710. — Transacțiunea nu se întinde decât asupra pricinilor de cari tratează, fie intențiunea părților manifestată prin expresiuni speciale sau generale, ori rezulte ea ca o consecință necesară din ceea ce s'a expres. (Civ. 977, 984, 1709, 1716; Civ. Fr. 2049).

Text. fr. Art. 2049. — Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui y est exprimé.

Doctrină.

1. Transacțiunile sunt generale sau particulare. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 127; Suppl., Transaction, No. 85).

2. In transacțiunile generale, renunțarea la toate drepturile, acțiunile și pretențiunile, cuprinde toate drepturile oricare ar fi, ale renunțătorului, deoarece în acest caz părțile au voit să termine orice diferend între ele. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 127; Suppl., Transaction, No. 85).

3. In transacțiunile particulare, renunțarea nu cuprinde decât ceea ce e privitor la diferendul lor, deoarece transacțiile se mărginesc numai la obiectul lor. (Dalloz, Rép., Transaction, No. 127; Suppl., Transaction, No. 85).

4. Principiul pus în art. 2049 c. civ. fr. (1710 c. civ. rom.), potrivit căruia transacțiunile nu se întind decât asupra pricinilor de care tratează, este o aplicațiune a art. 1163 c. civ. fr. (984 c. civ. rom.), după cre convențiunea nu cuprinde decât lucrurile asupra cărora părțile și-au propus a contracta și constitue mai ales aplicația regulei potrivit căreia renunțările trebuesc interpretate în mod restrictiv. (Pont, II, No. 654; Laurent, XXVIII, No. 788; Huc, XII, No. 314; Guillouard, No. 120; Comp.: Alexandresco, X, p. 213, 214).

5. Pentru a se putea aprecia intențiunea părților și deci întinderea transacției, va trebui a se lua în considerație împrejurările în care ea s'a încheiat. (Guillouard, No. 121).

Art. 1711. — Transacțiunile au între părțile contractante puterea unei sentințe neapelabile[1]). (Civ. 791, 954, 969, 1200, 1201, 1206, 1213, 1704, 1709; Pr. Civ. 115 urm., 288 urm., 291, 316 urm., 360; Civ. Fr. 2052).

Text. fr. Art. 2052. — Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Transacție*", p. 195.

Doctrină.

1. Transacția este asimilată cu o hotărîre judecătorească, deoarece are de scop terminarea unui proces sau preîntâmpinarea unui proces ce urmează să se nască și deci ea dă loc la o excepție analoagă cu aceea a lucrului judecat. (Alexandresco, X, p. 216, 217).

2. Pentru ca excepția opusă în contra unei noui contestații, în urma transacției să fie admisibilă, va trebui să întrunească condițiunile prevăzute de art. 1351 c. civ. fr. (1201 c. civ. rom.). (Huc, XII, No. 321; Guillouard, No. 96 urm; Alexandresco, X, p. 217).

3. Cu toate că există analogie între transacție și lucrul judecat, asimilarea însă

1) Art. francez corespunzător 2052, adaugă: „*Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion*".

nu este completă căci între una şi altul există mai multă deosebire. (Troplong, No. 130 urm.; Huc, XII, No. 321; Baudry et Walh, No. 1291; Guillouard, No. 106 urm.; Alexandresco, X, p. 217, 218).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Articolul 81 din legea judecătoriilor de ocoale, impune datoria judecătorului de ocol de a propune pacea, condiţiunile împăcării trebuesc constatate printr'un proces-verbal. Ca încheierea judecătorului de ocol să aibă putere de hotărîre definitivă, conform art. 124 pr. civ., declaraţiile părţilor trebuesc să fie semnate de către părţi sau împuterniciţii lor, sau dacă nu ştiu carte să se menţioneze despre aceasta în procesul-verbal al şedinţei. Neîndeplinirea acestor formalităţi, ridică hotărîrii caracterul de definitivă, şi deci apelul contra ei este admisibil. (Trib. Gorj, s. II, Jurnal 9175 din 25 Noemvrie 1925, Curier Jud. 14/1926).

2. A se vedea: art. 191, nota 1; art. 281, nota 4; art. 966, nota 6.

Art. 1712. — Este admisibilă acţiunea de nulitate contra unei transacţiuni, pentru eroare asupra persoanei sau obiectului în proces. (Civ. 954, 966, 1191, 1717; Civ. Fr. 2053).

Text. fr. Art. 2053. — Néanmoins une transaction peut être rescindée lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Cauzele de anulare ale transacţiei sunt prevăzute de art. 2053—2057 c. civ. fr. (1712—1716 c. civ. rom.), în mod limitativ. (Alexandresco, X, p. 219).

2. Transacţia poate fi anulată pentru vicii de consimţimânt. (Alexandresco, X, p. 220).

3. Transacţia va fi anulată conform dreptului comun, când se va constata în fapt că consimţimântul uneia dintre părţi a fost surprins prin dol sau smuls prin violenţă. (Troplong, No. 142; Baudry et Wahl, No. 1242 urm.; Guillouard, No. 141, 142; Alexandresco, X, p. 192, 220).

4. In drepul român, contrar ca în dreptul francez (art. 2052 § 2 c. civ. fr.), transacţia poate fi anulată, ca orice contract în genere, nu numai pentru eroare de fapt, ci şi pentru eroare de drept.. (Alexandresco, X, p. 221).

5. Eroarea asupra obiectului transacţiei face ca ea să fie inexistentă. (Alexandresco, X, p. 222).

6. Eroarea asupra persoanei constitue o cauză de anulare a transacţiei, deoarece ea este făcută mai întotdeauna intuitu personae. (Alexandresco, X, p. 221).

7. Dacă însă consideraţia persoanei nu a fost cauza determinantă a transacţiei, ea nu va fi anulată din această cauză. (Alexandresco, X, p. 221, nota 3).

8. Leziunea nu este o cauză de anulare a transacţiei încheiate între majori. (Alexandresco, X, p. 222).

9. Transacţia este inexistentă când lipseşte consimţimântul părţilor sau are un obiect ilicit sau imoral. (Alexandresco, X, p. 229).

10. Transacţia este numai anulabilă dacă este viciată numai, prin incapacitatea unei părţi, sau un viciu de consimţimânt. (Alexandresco, X, p. 230).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Hotărîrile de expedient sunt nişte convenţiuni judiciare, cari împrumută caracterul substanţial al oricărei convenţiuni, în special pe acel al viciilor ce le pot afecta şi cari nu pot fi acoperite tocmai cu respectul prezumpţiunii de adevăr trasă dintr'o hotărîre judecătorească, a cărei existenţă nu se poate despărţi de convenţiunea viciată.

Prin urmare, asemenea hotărîri pot fi discutate, din punct de vedere al valabilităţii lor, pe calea unei acţiuni în nulitate, ca orice convenţiune. (C. Apel Craiova, s. II, 179 din 4 Octomvrie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 260).

2. a) Dacă eroarea nu constitue o cauză de anulare a contractului când cade asupra motivelor convenţiunii, atunci însă când motivele au fost enunţate ca o condiţie a consimţimântului dat, eroarea în privinţa lor atrage nulitatea convenţiei, căci în acest caz, eroarea este relativă la însăşi substanţa obiectului convenţional, întru cât părţile au înţeles să transforme motivele personale într'o calitate substanţială.

b) Transacţia fiind tot o convenţie su-

pusă aceloraşi regule de formaţie şi validitate ca şi celelalte contracte, urmează că ea poate fi anulată pentru caz de eroare ca şi orice altă convenţie. (C. Apel Iaşi, s. II, 160 din 13 Noemvrie 1926, Dreptul 41/1926).

Art. 1713. — Asemenea, se poate ataca transacţiunea făcută spre executarea unui titlu nul, afară numai când părţile ar fi tratat expres despre nulitate. (Civ. 954, 966, 1167, 1190, 1711; Civ. Fr. 2054).

Text. fr. Art. 2054. — Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1713 c. civ. rom., o cauză de anulare a transaciei este când ea a fost încheiată spre executare unui titlu nul. (Alexandresco, X, p. 220).

2. Prin cuvântul titlu în art. 2054 c. civ. fr. (1713 c. civ. rom.), nu se înţelege actul scris, ci însăşi convenţia sau faptul generator al dreptului. (Pont, II, No. 703; Laurent, XXVIII, No. 412; Baudry et Wahl, No. 1247; Guillouard, No. 150; Alexandresco, X, p. 222, 223).

3. Cauza anulării prevăzută de art. 2054 c. civ. fr. (1713 c. civ. rom.), după o părere, este pentrucă titlul în executarea căruia a fost făcut fiind nul, nu există în specie un drept îndoelnic, deci transacţia nu are cauză. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 287 bis, IV; Laurent, XXVIII, No. 415).

4. După altă părere dominantă, nulitatea în specie este bazată pe eroare aşa încât transacţia este nulă deorece părţile sunt presupuse că au transigeat în necunoştinţa nulităţii titlului. Prin urmare, dacă părţile au cunoscut nulitatea titlului transacţia este valabilă, chiar dacă nu au transigeat asupra nulităţii. (Troplong, No. 145 urm.; Pont, II, No. 702 urm.; Aubry et Rau, IV, § 622, nota 25, p. 671; Huc, XII, No. 329; Baudry et Wahl, No. 1247; Guillouard, No. 149, 166; Planiol, II, No. 2301; Alexandresco, X, p. 223).

5. In această de o doua părere, nulitatea poate rezulta atât dintr'o eroare de fapt cât şi dintr'o eroare de drept, deoarece legea noastră nu face distincţiune între aceste două specii de erori. (Alexandresco, X, p. 224).

6. Când transacţia întemeiată pe un titlu nul a fost executată de bună voie, dispoziţiile art. 2054 c. civ. fr. (1713 c. civ. rom.), nu-şi mai găsesc aplicaţiunea. (Pont, No. 707; Alexandresco, X, p. 224).

Art. 1714. — Transacţiunea făcută pe documente dovedite în urmă de false, este nulă. (Civ. 966, 1712, 1716; Pr. civ. 290 urm., 366; Civ. Fr. 2055).

Text. fr. Art. 2055. — La transanction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

Doctrină.

1. Dacă în urma transacţiei o parte dovedeşte falsitatea actelor pe care s'a bazat la încheierea ei, transacţia va fi anulată pentru eroare iar nu pentru lipsă de cauză, deoarece dacă acea parte ar fi cunoscut că actele aduse de adversar erau false, sau ea nu încheia transacţia sau o încheia în alte condiţiuni. (Laurent, XXVIII, No. 418; Baudry et Wahl, No. 1249; Alexandresco, X, p. 224, 225).

2. In cazul când falsitatea actelor era necunoscută de ambele părţi, amândouă vor putea cere anularea. (Baudry et Wahl, No. 1249; Planiol, II, No. 2301; Alexandresco, X, p. 225).

3. Dacă partea când a contractat ştia că actele aduse de adversar erau false, ea nu va putea cere anularea transacţiei, deoarece a încheiat-o în cunoştinţă de cauză. (Alexandresco, X, p. 225).

4. Cu toată deosebirea de text între textul român şi cel francez, în dreptul român, de asemenea, transacţia va fi în totul nulă în privinţa tuturor punctelor ei, din cauza indivizibilităţii transacţiei. (Alexandresco, X, p. 225).

Art. 1715. — E asemenea nulă transacţiunea asupra unui proces finit prin sentinţă neapelabilă, despre care părţile sau una din ele, n'aveau cunoştinţă.

Când sentinţa necunoscută părţilor ar fi încă apelabilă, transacţiunea va[1]) fi validă. (Civ. 954, 966, 1202, 1712; Pr. civ. 316 urm., 344; Civ. Fr. 2056).

Text. fr. Art. 2056. — La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

Doctrină.

1. In cazul când se încheie, o transacţie asupra unui proces terminat prin o hotărîre definitivă, care nu era cunoscută de ambele părţi sau de partea câştigătoare, transacţia e anulabilă. (Alexandresco, X, p. 226).

2. In specie, nulitatea se bazează pe eroare iar nu pe lipsa de cauză sau pe o cauză falsă. (Pont. No. 701; Huc, XII, No. 332; Baudry et Wahl, No. 1251; Guillouard, No. 166; Alexandresco, X, p. 226; Contra: Larombière, Obligations, Art. 1131, No. 10; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 289 bis, II).

3. Dacă hotărîrea necunoscută de părţi sau de partea câştigătoare era supusă recursului în casaţie sau revizuirii, tranzacţia este anulabilă. (Troplong, No. 155; Mourlon, III, No. 1180; Laurent, XXVIII, No. 421; Huc, XII, No. 332; Baudry et Wahl, No. 1251; Guillouard, No. 157; Alexandresco, X, p. 226).

4. Dacă hotărîrea necunoscută de părţi sau de partea câştigătoare era supusă apelului sau opoziţiei, transacţia este valabilă. (Huc, XII, No. 332; Alexandresco, X, p. 226).

5. Se poate face transacţie asupra motivelor de recurs sau de revizuire. (Baudry et Wahl, No. 1251; Guillouard, No. 157; Alexandresco, X, p. 226).

6. Când părţile ştiu că hotărîrea este supusă recursului, ele pot face transacţie spre a înlătura recursul şi deci casarea hotărîrii. (Alexandresco, X, p. 226).

Art. 1716. — Când părţile au transigeat în genere asupra tuturor afacerilor ce ar putea să existe între dânsele, documentele ce le-ar fi fost necunoscute lor în timpul transacţiunii, şi cari s'ar fi descoperit în urmă, nu constituesc un titlu de anularea transacţiunii, afară numai atunci când ar fi fost ascunse prin fapta uneia din părţile contractante.

Insă transacţiunea va fi nulă, când ea nu ar cuprinde decât un singur obiect şi s'ar dovedi, din documentele în urmă descoperite, că una din părţi nu avea niciun drept asupra acelui obiect. (Civ. 953, 998, 1711, 1714; Pr. civ. 290 urm., 296; Civ. Fr. 2057).

Text. fr. Art. 2057. — Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties;

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

Doctrină.

1. Dacă în urma transacţiei se descopăr acte necunoscute părţilor care dovedesc că una din ele nu avea niciun drept şi dacă transacţia cuprindea un singur obiect, cum ar fi de exemplu o creanţă a cărei plată se dovedeşte prin o chitanţă descoperită după încheierea transacţiei, această transacţie este anulabilă pentru cauza de eroare. (Alexandresco, X, p. 227).

2. Dcă însă transacţia a avut de obiect,

1) In ediţiunea oficială din eroare se zice aci „*ar*" în loc de „*va*" cum este şi în textul francez.

în mod general, toate afacerile ce au avut părțile, actele descoperite după încheierea ei, nu constitue o cauză de anulare, decât atunci când au fost ascunse și reținute de una din părți, deoarece există dol și legea nu poate să presupue că victima dolului a renunțat la invocarea lui. (Alexandresco, X, p. 228).

3. Dacă însă părțile au înțeles să facă transacția asupra însăși dolului aceluia care a ascuns, a reținut actele, transacția e valabilă. (Pont, No. 728; Baudry et Wahl, No. 1252; Guillouard, No. 160; Alexandresco, X, p. 228; Comp.: Contra: Laurent, XXVIII, No. 425).

Art. 1717. — Invederata greșeală în socoteli, urmată la facerea transacțiunii, nu păgubește pe niciuna din părți, și trebue să se repareze. (Civ. 966, 1712; Pr. Civ. 292; Civ. Fr. 2058).

Text. fr. Art. 2058. — L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

Doctrină.

1. Eroarea de calcul într'o transacție, ca și într'o hotărîre, nu constitue o cauză de anulare a ei, însă trebuește să fie reparată. (Alexandresco, X, p. 228).

2. Dispozițiunile art. 2058 c. civ. fr. (1717 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea când este vorba de o eroare materială de cifre, iar nu de o eroare sau inexactitate în evaluarea făcută de una dintre părți a pretențiunilor sale. (Troplong, No. 167; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 291 bis, II; Huc, XII, No. 334; Baudry et Wahl, No. 1254; Guillouard, No. 163, 164; Alexandresco, X, p. 229).

3. Pentru ca erorile de calcul să poată fi îndreptate, trebuește a se dovedi că ele au servit de bază transacției. (Huc, XII, No. 334; Alexandresco, X, p. 229).

TITLUL XVIII.

Despre privilegii și ipoteci [1]).

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale.

Art. 1718. — Oricine este obligat personal este ținut de a îndeplini îndatoririle sale, cu toate bunurile sale, mobile și imobile, prezente și viitoare. (Civ. 1719, 1824 urm., 1826 urm., 1831; Pr. Civ. 379 urm., 406 urm., 492 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68 din 923), Art. 9, 10; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 56; Civ. Fr. 2092; L. ipotec. Belg. 7).

Text. fr. Art. 2092. — Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

Text. belg. Art. 7. — Quiconque est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers ou immobiliers, présents et à venir.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 54 din 13 Ianuarie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 236; *Notă* sub Cas. I, 2317 din 16 Dec. 1924, Curier Jud. 7/1926; *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166;

---

1) In această materie a privilegiilor și ipotecilor vom indica atât articolele corespunzătoare din Lege Belgiană dela 16 Dec. 1851, cât și articolele corespunzătoare ale codului civil francez. Căci, după cum am arătat în nota dela început, legiuitorul român, a avut în vedere la alcătuirea Codului nostru Civil, pe lângă Codul francez al lui Napoleon și Legea Belgiană din 1851, asupra regimului ipotecar, precum și proectul Codului Civil Italian al ministrului Pisanelli. Mai ales în această materie a regulamentării privilegiilor și ipotecilor, legiuitorul român s'a servit mult și in special de Legea Belgiană din 16 Decemvrie 1851, care i-a servit de model.
In vechiul drept român, Codul Caragea și Calimach, privilegiile erau cunoscute sub denumirea de „*protimisis*", iar ipotecile sub aceea de „*zălog*".

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 5 urm.;
IONESCU STELIAN *Notă* sub Cas. I, 1083 din 13 Ianuarie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 223; *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 216;
PAŞALEGA DEM., *Observaţie* sub Cas. req. 23 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 152.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. In principiu şi afară de unele excepţiuni, toate bunurile mobile şi imobile ale unui debitor, răspund, fără să fie nevoie de o afectaţie specială, de obligaţiile ce acesta trebue să le execute. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 2, 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 579, p. 248; Laurent, XXIX, No. 267; Huc, XIII, No. 1; Baudry et de Loynes, Des privilèges et hypothèques, I, No. 253; Guillouard, Traité des privilèges et hypothèques, I, No. 133; Martou, Privilèges et hypothèques, I, No. 241; Planiol, II, No. 193).

2. Textul art. 2092 c. civ. fr. nu este exact deoarece el pare să prevadă numai obligaţiile contractate în mod voluntar, pe când dispoziţiile acestui articol trebue să se aplice la toate obligaţiile personale ale debitorului rezultate din contracte, quasi-contracte, delicte şi quasi-delicte. (Pont, Commentaire-traité des privilèges et hypothèques, I, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 3 bis, II; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 112; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 26; Laurent, XXIX, No. 269; Huc, XIII, No. 1; Baudry et Loynes, I, No. 254, 255; Guillouard, I, No. 134; Planiol, II, No. 193).

3. Textul art. 1718 c. civ. rom., este mai bine redactat decât cel francez, căci reproduce art. 7 din legea ipotecară belgiană din 1851 şi se prevede dispoziţia că nu oricine se obligă şi oricine este obligat. (Alexandresco, X, p. 331, nota 1, 332).

4. Dreptul de gaj general este indivizibil şi creditorul are facultatea, afară de dispoziţie legală contrară sau de convenţie contrară, să-l exercite asupra tuturor bunurilor debitorului, sau numai asupra unui singur bun. (Pont, I, No. 10; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 579, p. 248; Baudry et Loynes, I, No. 140; Guillouard, I, No. 140; Alexandresco, X, p. 339, 340).

5. Acest drept de gaj general tacit, îşi are baza în dreptul natural iar nu în dreptul civil. (Troplong, I, No. 1; Pont, I, No. 4; Alexandresco, X, p. 332).

6. Dreptul de gaj tacit al creditorului se întinde nu numai asupra bunurilor ce posedă debitorul în momentul contractării obligaţiei ci şi asupra acelora care le-ar dobândi în urmă, masa tuturor bunurilor apreciindu-se după consistenţa ce o are în momentul urmăririi. (Alexandresco, X, p. 334).

7. Cu toate că art. 1718 c. civ. rom. cuprinde o dispoziţie generală, nu toate bunurile debitorului servesc drept gaj creditorilor. Astfel sunt sustrase dela urmărirea creditorilor bunurile prevăzute de art. 406—410 pr. civ. rom. şi art. 110 legea judecătoriilor de ocoale. (Alexandresco, X, p. 335, 338).

8. De asemenea, nu pot fi urmărite drepturile de uz şi de abitaţiune. (Huc, XIII, No. 7; Baudry et Loynes, I, No. 259; Planiol, II, No. 184; Alexandresco, X, p. 336).

9. De asemenea art. 1718 c. civ. rom., sufere restricţie din cauza art. 1248 din acelaşi cod, cu privire la obligaţiunile contractate de femeia dotală în timpul căsătoriei. (Alexandresco, X, p. 336).

10. Pentru ca să-şi găsească aplicaţiunea art. 2092 c. civ. fr. (1718 c. civ. rom.), trebueşte ca debitorul să fie obligat personal, căci dacă debitorul este obligat propter rem, cum este debitorul unui imobil ipotecat, fidejusorul, care nu s'a obligat personal, ci a constituit numai în folosul unui terţ o ipotecă asupra unui imobil al său, dispoziţiile acestui articol nu-şi mai găsesc aplicaţia şi debitorul nu poate fi urmărit decât în marginile bunului ce deţine şi obligaţia sa dispare odată cu posesiunea bunului. (Pont, I, No. 9; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 115; Laurent, XXIX, No. 269; Baudry et Loynes, I, No. 254; Guillouard, I, No. 143; Martou, I, No. 242; Planiol, II, No. 186 urm.; Alexandresco, X, p. 340).

11. Debitorul pentru a putea conferi creditorilor dreptul de gaj general, nu este nevoie să aibă capacitatea de a înstrăina ci este de ajuns dacă are capacitatea de a se obliga, adică de a contracta. (Pont, I, No. 16; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 116; Laurent, XXIX, No. 268; Baudry et Loynes, I, No. 256; Guillouard, I, No. 142; Planiol, II, No. 196; Alexandresco, X, p. 340, 341).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Nu se poate urmări, chiar pentru creanţe alimentare, decât salariul de bază al unui funcţionar public, iar nu şi sporul de scumpete şi indemnizaţia de chirie.

(Cas. II, 258 din 11 Mai 1925, Pand. Săpt. 11/1926).

2. Tribunalul nu poate dispune ca o creanţă garantată cu un privilegiu într'o moşie expropriată şi dată în gaj unei bănci să fie plătită în rentă, căci raţiunea şi interesul legii agrare a fost să opereze purga imobilelor expropriate, nu să reguleze conturile dintre creditori şi debitori, cari au a se regula după dreptul comun. In speţă deci, tribunalul a greşit când n'a consemnat suma spre a servi la garantarea privilegiului, ci a obligat pe recurentă să primească lichidarea forţată a contului. (Cas. I, 4520 din 4 Decemvrie 1925, Pand. Săpt, 21/1926).

3. A se vedea: art. 5, nota 5; art. 1694, nota 1.

Art. 1719. — Bunurile unui debitor servesc spre asigurarea comună a creditorilor săi, şi preţul lor se împarte între ei prin analogie, afară de cazul când există între creditori cauze legitime de preferinţă. (Civ. 974 urm., 1718, 1720, 1824 urm.; Pr. civ. 450 urm., 464, 477 urm., 578 urm.; C. com. 786 urm.; L. Agrară 73, 75, 76; Civ. Fr. 2093; L. Belg. 8).

Text. fr. Art. 2093. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Text. belg. Art. 8. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 54 din 13 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 236; *Notă* sub Cas. I, 2317 din 16 Dec. 1924, Curier Jud. 7/1926;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 5 urm.;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. I, 1083 din 13 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 223;
PAŞALEGA DEM., *Observaţie* sub Cas. req. 25 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 152.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 2093 c. civ. fr. (1719 c. civ. rom.), care nu este decât un corolar al art. 2092 c. civ. fr. (1718 c. civ. rom.), când sunt mai mulţi creditori cari au un drept egal, au gaj comun asupra tuturor bunurilor debitorului, oricare ar fi data creanţei lor, fiind de ajuns dacă ea este reală şi serioasă, aceste bunuri împărţindu-se între ei în proporţie cu creanţa fiecăruia. (Alexandresco, X, p. 341).

Art. 1720. — Cauzele legitime de preferinţă sunt privilegiile şi ipotecile. (Civ. 494, 771, 1377, 1574, 1619, 1685 urm., 1722 urm., 1746 urm.; Civ. Fr. 2094; L. Belg. 9).

Text. fr. Art. 2094. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

Text. belg. Art. 9. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 2094 c. civ. fr. (1720 c. civ. rom.), cauzele legitime de preferinţă sunt privilegiile şi ipotecile. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 121; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 29; Alexandresco, X, p. 342).

2. Creditorii sunt de trei specii: 1) creditori chirografari, cari nu au nicio siguranţă reală; 2) creditori privilegiaţi cari

au un privilegiu; 3) creditori ipotecari cari au o ipotecă. (Alexandresco, X, p. 342).

3. La aceste trei specii de creditori trebueşte adăugată o a patra specie, aceea a creditorilor având drept de retenţie care este o siguranţă reală, deoarece nu pot fi siliţi să se desesiseze de lucrul ce-l deţin, cât timp creanţa lor nu e plătită. (Alexandresco, X, p. 342).

4. La cauzele de preferinţă prevăzute de art. 2094 c. civ. fr. (1720 c. civ. rom.), trebueşte să se mai adauge amanetul şi antichreza. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 121; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 29; Baudry et Loynes, I, No. 278; Alexandresco, X, p. 343).

5. Dreptul de retenţie este dreptul în virtutea căruia un creditor reţine, până la plata creanţei sale, lucrul ce aparţine debitorului sau câteodată unui terţ şi pe care creditorul îl are în posesiunea sa. (Dalloz, Rép., Rétention, No. 1; Suppl., Rétention, No. 1; Baudry et Loynes, I, No. 220; Guillouard, Traité du droit de rétention, No. 18; Alexandresco, X, p. 343, 344).

6. Dreptul de retenţie se bazează pe echitate. (Alexandresco, X, p. 344).

7. Dreptul de retenţie este convenţional sau legal. Dreptul de retenţie convenţional rezultă din amanet, din antichreză, precum şi din orice altă convenţie care constată voinţa părţilor, deoarece debitorul are libertatea să confere un drept de retenţie asupra lucrului său mobil sau imobil. (Guillouard, Droit de rétention, No. 33; Alexandresco, X, p. 344, 345).

8. Dreptul de retenţie legal este acela pe care îl conferă legea în anumite cazuri. (Alexandresco, X, p. 345).

9. Dreptul de retenţie convenţional este opozabil terţilor când este vorba de un lucru mobil, fiind de ajuns dacă convenţia care îl stabileşte are dată certă. (Guillouard, Droit de rétention, No. 34; Alexandresco, X, p. 345).

10. Dreptul de retenţie convenţional chiar dacă are de obiect un imobil este opozabil terţilor care nu au dobândit înainte de convenţie vreun drept asupra acestui imobil, fiind de ajuns dacă convenţia are dată certă, fară să fie nevoie de transcripţie, deoarece legea nu cere aceste formalităţi pentru dreptul de retenţie. (Guillouard, Droit de rétention, No. 34, 35; Alexandresco, X, p. 345).

11. Dreptul de retenţie legal este un drept accesoriu care se stinge odată cu stingerea creanţei ce garantează. (Huc, VII, No. 171; Baudry et Loynes, I, No. 250; Alexandresco, X, p. 345).

12. Dreptul de retenţie nu poate fi cedat decât odată cu creanţa, căci nu poate să aibă o existenţă independentă de dânsa. (Huc, VII, No. 171; Guillouard, Droit de rétention, No. 32; Alexandresco, X, p. 346).

13. Dreptul de retenţie este indivizibil, creditorul neputând fi obligat să restitue lucrul până când creanţa sa nu este plătită în întregime. (Huc, VII, No. 171; Baudry et Loynes, I, No. 244; Guillouard, Droit de rétention, No. 26; Planiol, II, No. 2534; Alexandresco, X, p. 346).

14. In principiu, falimentul sau insolvabilitatea debitorului nu are nicio influenţă asupra exercitării dreptului de retenţie de către creditor. (Alexandresco, X, p. 346).

15. Dreptul de retenţie nu poate să existe fără un anume text de lege. (Mourlon, III, No. 1246; Laurent, VI, No. 181; XXIX, No. 284 urm., 293, 294, 298; Pont, Petits contrats, II, No. 1298; Baudry et Chauveau, No. 367; Alexandresco, X, p. 346, 347).

16. După altă părere, dreptul de retenţie este acordat în toate cazurile în care există o conexitate intimă între creanţă şi lucrul reţinut. (Demolombe, IX, No. 682; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 392 bis, VII; IX, No. 5 bis, IV, urm.; Aubry et Rau, II, § 204, p. 395; Baudry et Loynes, I, No. 232 urm.; Guillouard, Droit de rétention, No. 41, 47, 51 urm.; Loyn-Caen et Renault, Traité de droit commercial, III, No. 498).

Art. 1721. — Când un imobil, recolte, sau alte bunuri mobile vor fi fost asigurate în contra incendiului, sau în contra oricărui alt caz fortuit, suma, ce se va datora de către asigurător, va trebui, dacă nu va fi fost cheltuită în reparaţiunea obiectului asigurat, să fie afectată la plata creanţelor privilegiate şi ipotecare, după rangul fiecărei din ele.

Asemenea se va urma şi cu orice despăgubire va fi datorită de către o a treia persoană, pentru pierderea totală sau deterioraţiunea obiectului însărcinat de un privilegiu sau ipotecă. (Civ. 1606; C. com. 448, 679; L. din 1 Aprilie 1894 p. înfiinţarea unei Bănci agricole, art. 15 § 2; L. Belg. 10).

Text. belg. Art. 10. — Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la

somme qui, en cas de sinistre, se trouvera due par l'assureur devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au payement des créances privilégiées ou hypotécaires, selon le rang de chaque d'elles. Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 281, 282;
POLICHRON DEM. *Notă* sub Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 196.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Art. 1721 c. civ. rom., este traducerea art. 10 din legea ipotecară belgiană din 1851. (Alexandresco, X, p. 355).

2. Potrivit dispozițiunilor art. 1721 c. civ. rom., în caz de sinistru, companiile de asigurare vor trebui să plătească despăgubirea ce datoresc, creditorilor privilegiați și ipotecari conform rangului fiecăruia din ei. (Alexandresco, X, p. 355).

3. Această soluție are loc numai dacă despăgubirea datorită de compania de asigurare nu a fost întrebuințată la repararea lucrului asigurat. (Alexandresco, X, p. 355).

4. Dispozițiile art. 1721 c. civ. rom. își găsesc aplicațiunea fie că asigurarea imobilului s'a făcut de proprietar, fie de creditorul privilegiat sau ipotecar. (Alexandresco, X, p. 356).

5. De asemenea, dispozițiile acestui articol își găsesc aplicația indiferent dacă asigurarea s'a făcut înainte sau după nașterea privilegiului sau constituirea ipotecii. (Alexandresco, X, p. 357).

6. De asemenea, chiar dacă debitorul ar fi cedat despăgubirea datorită de compania de asigurare, unui terț, printr'un act anterior creditorilor înscriși, deoarece despăgubirea stă pe aceeași treaptă cu prețul ieșit din vânzarea imobilului. (Alexandresco, X, p. 357).

7. Art. 1721 c. civ. rom., prevede și cazul asigurării recoltelor și altor lucruri mobile. (Alexandresco, X, p. 357).

8. Prin art. 1721 § 2 c. civ. rom. se întinde beneficiul ce conferă creditorilor și asupra oricăror despăgubiri datorite de terț pentru pierderea totală sau deteriorarea lucrului afectat de un privilegiu sau ipotecă. (Alexandresco, X, p. 358).

9. Potrivit dispozițiunilor art. 1721 c. civ. rom., despăgubirea datorită de terți pentru pierderea totală sau deteriorarea lucrului afectat de un privilegiu sau ipotecă, servește la plata creanțelor privilegiate sau ipotecate după rangul fiecăreia dintre ele. (Alexandresco, X, p. 358, 359).

10. Sumele datorite din cauza exproprierii pentru utilitate publică, sunt de asemenea afectate la plata creanțelor privilegiate sau ipotecare. (Alexandresco, X, p. 359).

CAPITOLUL II.

Despre privilegii.

Art. 1722. — Privilegiul este un drept, ce dă unui creditor calitatea creanței sale de a fi preferit celorlalți creditori, fie chiar ipotecari. (Civ. 1686 urm., 1718, 1719, 1723 urm., 1730, 1737, 1738, 1741, 1790, 1800; C. com. 387, 405, 437, 480, 678 urm.; Civ. Fr. 2095; L. Belg. 12).

Text. fr. Art. 2095. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Text. belg. Art. 12. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier, d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 2095 c. civ. fr. (1722 c. civ. rom.), privilegiul este un drept pe care numai calitatea creanței adică favoarea ce are dela această creanță, îl conferă unui creditor de a fi preferat altora. (Alexandresco, X, p. 360).

2. In acest articol prin calitatea creanței se înțelege cauza sau faptul juridic care a dat naștere creanței, iar nu obiectul, modalitatea sau prioritatea datei, nici persoana creditorului. (Alexandresco, X, p. 360, 361).

3. Definiția dată de art. 2095 c. civ. fr. (1722 c. civ. rom..), nu este exactă decât în privința privilegiilor generale prevăzute de art. 2101 c. civ. fr. (1729 c. civ. rom.), iar nu și în privința privilegiilor speciale prevăzute de art. 2102 și 2103 c. civ. fr. (1730 și 1737 c. civ. rom.), pentru care privilegiul depinde de dată și de posesiune. (Planiol, II, No. 2547; Alexandresco, X, p. 360, nota 4).

4. De asemenea, această definiție nu poate fi aplicată privilegiului creditorului amanetar, care este independent de calitatea creanței. (Alexandresco, X, p. 360, nota 4).

5. Privilegiul, în afară de acel al creditorului amanetar, nu poate rezulta din convenție, ci numai din lege, spre deosebire de ipoteca care poate rezulta și din lege și din convenția părților. (Huc, XIII, No. 17; Planiol, II, No. 2544; Alexandresco, X, p. 361).

6. Privilegiile sunt de strictă interpretare și nu pot fi întinse prin analogie dela un caz la altul, deoarece ele constituesc o excepțiune dela regulile generale, după care toate bunurile debitorului formează gajul comun al creditorilor. (Paniol, II, No. 2544; Aexandesco, X, p. 361).

7. Se admite însă că cheltuielile făcute de creditorul privilegiat pentru a dobândi plata creanței sale sunt de asemenea privilegiate, deoarece sunt accesorii al creanței principale. (Pont, I, No. 67; Baudry et Loynes, I, No. 314; Guillouard, I, No. 174; Alexandresco, X, p. 362; Contra: Laurent, XXIX, No. 336; XXX, No. 14).

8. O altă deosebire între privilegiu și ipotecă este că privilegiile pot să greveze atât imobilul cât și lucruri mobile, pe când ipotecile nu pot greva decât imobile. (Alexandresco, X, p. 362).

9. O altă deosebire este că rangul creditorilor privilegiați se determină, în principiu, după gradul de favoare ce-l conferă legea creanțelor lor, fără a se lua în considerație data lor, pe când rangul creditorilor ipotecari se determină, în regulă generală, după data inscripției creanțelor lor. (Alexandresco, X, p. 362).

10. O altă deosebire este că privilegiul conferă creditorilor un drept de preferință față de creditorii chirografari sau ipotecari și chiar față de alți creditori neprivilegiați dacă cauza privilegiului acestora este mai puțin favorabilă și aceasta fără a se lua în considerație data creanței lor, pe când creditorii ipotecari nu au drept de preferință decât față de creditorii ipotecari posteriori și față de creditorii chirografari. (Alexandresco, X, p. 363, 364).

11. Privilegiile, ca și ipotecile, se transmit ca accesorii ale creanțelor, moștenitorilor și cesionarilor și ele pot fi exercitate în numele debitorilor de către creditori în virtutea acțiunii indirecte. (Guillouard, I, No. 154; Alexandresco, X, p. 366).

12. Privilegiul, ca și ipoteca, conferă un drept real, chiar când se exercită asupra unui lucru mobil. (Laurent, XXIX, No. 314; Baudry et Loynes, I, No. 302; Guillouard, I, No. 173; Martou, I, No. 294, 310; Alexandresco, X, p. 364).

13. După altă părere, privilegiul asupra lucrurilor mobile nu conferă un drept real. (Planiol, II, No. 2548).

14. Privilegiul este un drept indivizibil, ca și ipoteca. (Baudry et Loynes, I, No. 302 bis; Alexandresco, X, p. 365).

Art. 1723. — Intre creditorii privilegiați, preferința se regulează după diferitele calități ale privilegiilor. (Civ. 1718, 1719, 1724, 1729—1736; C. com. 678—682; Civ. Fr. 2096; L. Belg. 13).

Text. fr. Art. 2096. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Text. belg. Art. 13. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Doctrină.

1. In cazul când sunt mai mulţi creditori privilegiaţi şi bunurile debitorului nu ajung la îndestularea creanţelor lor, preferinţa nu se da după data creanţelor lor, ci după gradul mai mare de favoare cu care le priveşte legea. (Alexandresco, X, p. 365, 366).

Art. 1724.—Creditorii privilegiaţi, cari au acelaş rang, au deopotrivă drept la plată. (Civ. 1718, 1719, 1723, 1779; C. com. 681, 789; Civ. Fr. 2097; L. Belg. 14).

Text. fr. Art. 2097. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Text. belg. Art. 14. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Doctrină.

1. In cazul când mai mulţi creditori privilegiaţi au acelaşi rang, adică au creanţe de aceeaşi calitate, ei au toţi deopotrivă drept la plată în proporţie cu creanţa lor. (Alexandresco, X, p. 366).

Art. 1725. — Privilegiile tezaurului public şi ordinea în care se exercită ele, sunt regulate prin legi speciale[1]).

Tezaurul public nu poate obţine un privilegiu în contra drepturilor persoanelor al treilea, dobândite mai înainte. (Civ. 1, 1730 § 8, 1753; L. urmăr. 1877, art. 7, 8; L. comptab., art. 17; Civ. Fr. 2098; L. Belg. 15).

Text. fr. Art. 2098. — Le privilège, à raison des droits du trésor royal, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.

Le trésor royal ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

Text. belg. Art. 15. — Le privilège, à raison des droits du trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.

Le trésor public ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

Doctrină.

1. Privilegiile tezaurului public sunt de primă necesitate, deoarece fără dânsele creanţele Statului ar fi ramas de cele mai multe ori iluzorii. (Alexandresco, X, p. 368).

2. Pe lângă aceste privilegii, art. 1730, 8° c. civ. rom., mai conferă Statului un alt privilegiu, iar art. 1753, 3° şi art. 1768 din acelaşi cod, mai confera Statului, comunelor şi stabilimentelor publice, o ipotecă legală asupra imobilelor. (Alexandresco, X, p 368, 369).

3. Legile speciale la cari trimite art. 1725 c. civ. rom., sunt: legea pentru constatarea şi perceperea contribuţiilor directe, legea contabilităţii publice, legea pentru urmăriri. (Alexandresco, X, p. 369, 370, 371).

4. Alineatul al doilea al art. 1725 c. civ. fr., este o aplicare a principiului neretroactivităţii legilor, adică legile cari determină privilegiul fiscului nu pot atinge drepturile dobândite de terţi înaintea promulgării lor. (Alexandresco, X, p. 371).

Art. 1726. — Privilegiile pot fi atât asupra mobilelor, cât şi asupra imobilelor. (Civ. 1728 urm., 1737 urm.; Civ. Fr. 2099; L. Belg. 16).

---

1) A se vedea art. 27 din „*Legea contabilităţei generale a Statului*", din 21 Martie 1903, cu modificările din 1906, 1908, 1910 şi 1911, precum şi „*Legea de urmărire*", din 24 Martie 1877 (art. 7, 8).

Text. fr. Art. 2099. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Text. belg. Art. 16. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Doctrină.

1. Cu toate că art. 1726 c. civ. rom. prevede două categorii de privilegii, în realitate sunt trei categorii şi anume: 1) privilegiile generale care se întind asupra tuturor mobilelor şi imobilelor debitorului, 2) privilegiile cari se întind asupra mobilelor debitorului; 3) privilegiile asupra imobilelor. (Alexandresco, X, p. 367).

2. Privilegiile se exercită şi asupra imobilelor prin destinaţie. Astfel, vânzătorul unui imobil are privilegiu asupra animalelor afectate la cultura fondului. (Troplong, Privilèges et hipothèques, I, No. 107; Laurent, XXIX, No. 312; Alexandresco, X, p. 367, nota 1).

3. Privilegiile speciale asupra imobilelor sunt adevărate ipoteci privilegiate. (Baudry et Loynes, I, No. 302; Guillouard, II, No. 449; Planiol, II, No. 2343, 2886 urm.; Alexandresco, X, p. 367).

4. Intre privilegiile asupra imobilelor şi privilegiile asupra mobilelor, există deosebiri importante. (Alexandresco, X, p. 367, 368).

Secţiunea I. — *Despre privilegiile cari se întind asupra mobilelor şi imobilelor.*

Art. 1727. — Cheltuelile de judecată sunt privilegiate atât asupra mobilelor, cât şi asupra imobilelor, în privinţa tuturor creditorilor în interesul căror au fost făcute. (Civ. 723, 919, 1729, 1731, 1737; C. com. 683, 685, 687, 689; L. Belg. 17).

Text. belg. Art. 17. — Les frais de justice sont privilégiés sur les meubles et les immeubles, à l'égard de tous les créanciers dans l'intérêt desquels ils ont été faits.

Doctrină.

1. Privilegiile sunt stabilite de codul civil şi de procedura civilă, de codul de comerţ şi de unele legi speciale. (Alexandresco, X, p. 372).

2. Priviegiul prevăzut de art. 1727 c. civ. rom., se bazează pe echitate, deoarece este drept că cheltuielile de judecată făcute în interesul comun al creditorilor, pentru a conserva şi lichida averea debitorului lor, adică gajul lor comun, să fie plătit acelui care le-a făcut cu preferinţă din averea debitorului. (Alexandresco, X, p. 373).

3. Pentru existenţa acestui privilegiu trebue ca cheltuielile să fi fost făcute în interesul masei creditorilor iar nu numai în interesul unuia sau unora dintre dânşii. (Alexandresco, X, p. 373, 374).

4. Astfel, cheltuielile făcute de un custode numit de justiţie, după cererea tuturor creditorilor sunt privilegiate, când ele au avut de rezultat conservarea gajului comun al tuturor creditorilor; de asemenea şi salariul său. (Alexandresco, X, p. 372, nota 1, 373, 376).

5. Cheltuielile nu vor fi privilegiate decât faţă de creditorii în interesul cărora au fost făcute, privilegiul neputând fi opus creditorilor cărora cheltuielile nu le-au adus niciun folos. (Alexandresco, X, p. 375).

6. Prin cheltuieli de judecată făcute în interesul comun al creditorilor, se înţeleg, cheltuielile de pază, de sigilare, de inventariere, de timbru, de urmărire, vânzare şi administrarea bunurilor expropriate, etc. (Laurent, XXIX, No. 322 urm.; Baudry et Loynes, I, No. 311; Martou, II, No. 316; Alexandresco, X, p. 375).

7. Privilegiul cheltuielilor de judecată se va exercita în mod proporţional atât asupra imobilelor cât şi asupra mobilelor. (Laurent, XXIX, No. 352, 353; Alexandresco, X, p. 376).

Secţiunea II. — *Despre privilegii asupra mobilelor.*

Art. 1728. — Privilegiile sunt sau generale, sau speciale asupra unor mobile. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm., 786 urm.; Civ. Fr. 2100; L. Belg. 18).

Text. fr. Art. 2100. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Text. belg. Art. 18. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 2100 c. civ. fr. (1728 c. civ. rom.), privilegiile asupra mobilelor se împart în privilegii generale cari afectează universalitatea mobilelor debitorului și privilegii speciale cari se exercită numai asupra unor mobile determinate. (Alexandresco, X, p. 376).

§ 1. Despre privilegii generale asupra mobilelor.

Art. 1729. — Creanțele privilegiate asupra tuturor mobilelor sunt cele mai jos arătate, și se exercită în ordinea următoare:

1. Cheltuelile de judecată făcute în interesul comun al creditorilor;

2. Cheltuelile îngropării în raport cu condițiunea și starea defunctului;

3. Cheltuelile boalei celei după urmă făcute în curs de un an;

4. Salariile oamenilor de serviciu pentru un an trecut și restul datoriei din anul curent;

Salariul de șase luni al calfelor de prăvălie și salariul pe o lună al lucrătorilor cu ziua;

5. Prețul obiectelor de subzistență date debitorului și familiei sale, în curs de șase luni.

Când valoarea imobilelor n'a fost absorbită de creanțele privilegiate și ipotecare, partea din prețul lor ce mai rămâne, se va afecta cu preferință la plata creanțelor arătate prin prezentul articol[1]). (Civ. 98, 99, 339, 461, 472 urm., 570, 572, 723, 919, 1183, 1187, 1268, 1269, 1279, 1471, 1472 urm., 1723, 1725, 1727, 1730 urm., 1739, 1885, 1903, 1904 urm.; C. com. 678—683, 685 urm., 689, 783, 786; Pr. civ. 407 urm., 421, 490, 610, 611, 654—677, 702 urm.; Civ. Fr. 2101; L. Belg. 19).

Text. fr. Art. 2101. — Les créances privilegiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1⁰ Les frais de justice;

2⁰ Les frais funéraires;

3⁰ Les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus;

4⁰ Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante;

5⁰ Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

Text fr. 2101. (Modificat prin legile din 30 Noemvrie 1892 și din 9 Aprilie 1898).— Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1⁰ Les frais de justice;

2⁰ Les frais funéraires;

---

1) Acest ultim alineat, lipsește în textul art. francez corespunzător 2101. A se compara art. român 1729 cu art. francez 2101 și art. 19 al Legii Belgiene din 1851 asupra privilegiilor și ipotecilor, fiind multe diferențe.

3⁰ Les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus;

4⁰ Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante;

5⁰ Les furnitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres; et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros;

6⁰ La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'art. 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le no. 6.'

Text. Belg. Art. 19. — Les créances privilegiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1⁰ Le frais de justice faits dans l'intérêt commun de créanciers;

2⁰ Les frais funéraires en rapport avec la condition et la fortune du défunt;

3⁰ Les frais de dernière maladie pendant un an;

4⁰ Les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; le salaire des commis, pour six mois, et celui des ouvriers pour un mois;

5⁰ Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, pendant les six mois.

Les époques indiquées aux trois paragraphes précédents sont celles qui précédent la mort, le dessaisissement ou la saisie de mobiller.

Lorsque la valeur des immeubles n'a pas été absorbée par les créances privilégiées ou hypothécaires, la portion du prix, qui reste due est affectée de préférence au payement des créances énoncées au présent article.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub C. Apel Donai S. I, 15 Dec. 1925, Jur. Gen. 1926, No . 102.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Creanțele prevăzute în art. 1729 c. civ. rom., vor trebui plătite în ordinea de preferință indicată de acest articol. (Alexandresco, X, p. 378).

2. Privilegiul cheltuielilor de judecată prevăzut de art. 1729-1⁰ c. civ. rom., a fost deja prevăzut în art. 1727 c. civ. rom., așa încât s'a făcut o repetițiune inutilă. (Alexandresco, X, p. 378).

3. Potrivit dispozițiunilor art. 1729-2⁰ cod civ. rom., cheltuielile de înmormântare, în raport cu condiția socială și averea defunctului sunt privilegiate, deoarece dacă acela care împrumută bani pentru a se înmormânta pe altul, nu ar avea o garanție de plată, nu s'ar mai găsi nimeni să aducă asemenea servicii și morții nu s'ar îngropa cu înlesnire, ceea ce e contrar bunei cuviințe și sănătății publice. (Alexandresco, X, p. 378).

4. Prin cheltuieli de înmormântare se înțelege tot ce s'a cheltuit cu această ocazie, în raport cu condiția socială și averea defunctului. Astfel sunt privilegiate chel-

tuielile făcute cu paza, ridicarea şi transportarea cadavrului, cu serviciul religios şi rugăciunile obişnuite. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 16 bis, II; Baudry et Loynes, I No. 319; Guillouard, I, No. 204; Planiol, II, No. 2556; Alexandresco, X, p. 379; Comp., Contra: Laurent, XXIX, No. 357).

5. De asemenea, cheltuielile făcute pentru concesiunea terenului din cimitir şi ridicarea unui monument. (Pont, I, No. 73; Alexandresco, X, p. 379; Contra: Laurent, XXIX, No. 358; Baudry et Loynes, I, No. 319; Guillouard, I, No. 205; Planiol, II, No. 2556).

6. De asemenea, cheltuielile cu cremaţiunea cadavrului. (Alexandresco, X, p. 380).

7. Nu sunt privilegiate cheltuielie făcute cu autopsia cadavrului, pentru a afla cauza morţii, nici acele făcute cu îmbălsămarea cadavrului. (Alexandresco, X, p. 381).

8. De asemenea, nici cheltuielile făcute cu parastasuri şi praznice. (Baudry et Loynes, I, No. 319; Guillouard, I, No. 204; Alexandresco, X, p. 380, nota 2).

9. Nu sunt privilegiate cheltuielile pentru abitaţiune şi hainele de doliu datorite femeii din succesiunea bărbatului, deoarece nu fac parte din cheltuielile de înmormântare. (Troplong, I, No. 136; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 790, text şi nota 5, p. 132; Laurent, XXIX, No. 358; Huc, XIII, No. 30; Martou, II, No. 357; Baudry et Loynes, I, No. 321; Guillouard, I, No. 206; Planiol, II, No. 2256; Alexandersco, X, p. 380; Contra: Duranton, XIX, No. 48; Persil, Régime hipothécaire, I, p. 66 urm.; Pont, I, No. 73; Nacu, III, 592).

10. Privilegiul pentru cheltuielile de înmormântare aparţine nu numai acelora care au făcut actele privitoare la înmormântare, cum sunt antreprenorii de pompe funebre, etc., ci şi acelora care au comandat şi plătit acele cheltuieli cu intenţia de a le cere dela moştenitori. (Alexandresco, X, p. 381).

11. Creditorii cari au acest privilegiu, vin toţi în concurs fără nicio preferinţă între ei. (Alexandresco, X, p. 381).

12. După o părere, numai cheltuielile făcute pentru înmormântarea debitorului sunt privilegiate faţă de ceilalţi creditori ai defunctului iar nu şi cheltuielile ce le-ar face o persoană pentru înmormântarea cuiva, faţă de creditorii persoanei care face aceste cheltuieli. (Persil, Régime hypothécaire, I, p. 66; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 790; p. 132; Martou, II, No. 358; Laurent, XXIX, No. 329; Baudry et Loynes, I, No. 322; Alexandresco, X, p. 382).

13. După altă părere, deoarece art. 2101 c. civ. fr. (1729 c. civ. rom.), nu cuprinde nicio limitare, privilegiul se întinde şi la cheltuielile făcute de o persoană pentru înmormântarea altuia. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 16 bis, III; Guillouard, I, No. 202; Nacu, III, p. 591, 592).

14. Potrivit dispoziţiunilor art. 1729-3⁰ c. civ. rom., între creanţele privilegiate asupra tuturor mobilelor intră în al treilea loc, cheltuielile boalei celei din urmă făcute în curs de un an. (Aexandresco, X, p. 388).

15. Privilegiul prevăzut de art. 2101-3⁰ c. civ. fr. (1729-3⁰ c. civ. rom.), aparţine medicilor, chirurgilor, moaşelor, farmaciştilor, surorilor de caritate, etc., care au căutat şi îngrijit cu cele trebuitoare pe un bolnav la ultima sa boală. (Pont, I, No. 78; Martou, II, No. 364; Laurent, XXIX, No. 362; Huc, XIII, No. 31; Baudry et Loynes, I, No. 324; Planiol, II, No. 2560).

16. Tribunalele vor aprecia dacă onorariile cerute de medici nu sunt exagerate. (Planiol, II, p. 804, nota 1; Alexandresco, X, p. 389, nota 1; Contra: Guillouard, I, No. 217).

17. Nu sunt privilegiate cheltuielile care au de scop igiena generală a sănătăţii, mai cu seamă când nu există o boală propriu zisă. Astfel, nu sunt privilegiate cheltuielile făcute cu punerea unor dinţi falsi. (Alexandresco, X, p. 389).

18. Sunt privilegiate cheltuielile făcute cu ultima boală, oricât de mari ar fi ele, deoarece legea nu prevede că trebue să se ia pentru aceasta condiţia socială şi averea bolnavului. (Martou, II, No. 364; Guillouard, I, No. 217; Alexandresco, X, p. 390; Nacu, III, p. 594; Contra: Duranton, XIX, No. 54).

19. Privilegiul prevăzut de acest articol se întinde şi asupra cheltuielilor făcute de un terţ cu căutarea unui bolnav însă el nu e subrogat de drept în locul creditorilor privilegiaţi pe care i-a plătit. (Martou, II, No. 369; Baudry et Loynes, I, No. 329; Alexandresco, X, p. 390; Contra: Duranton, XIX, No. 51; Troplong, I, No. 141).

20. Creditorii cari au acest privilegiu vin toţi în concurs, fără nicio preferinţă între dânşii. (Alexandresco, X, p. 390).

21. Dacă debitorul a avut o boală cronică, care după mai mulţi ani i-a adus moartea, vor fi privilegiate numai cheltuielile făcute în ultimul an iar dacă în ultimul an el a avut mai multe boli, toate cheltuielile făcute cu toate aceste boli sunt privilegiate. (Alexandresco, X, p. 390).

22. Prin boala cea de pe urmă nu înseamnă numai boala de care a murit debitorul, ci şi acea care a precedat falimentul sau insovabilitatea lui, deaoarece medicul care a yindecat pe bolnav nu poate fi tratat mai rău decât acela sub a cărui îngrijire bolnavul a murit. (Alexandesco, X, p. 391, 392).

23. In cazul când falitul a murit în timpul falimentului de boala de care a fost atins înainte de declararea sa în faliment, cheltuielile făcute cu boala vor fi privilegiate. (Troplong, I, No. 137; Alexandresco, X, p. 392).

24. Privilegiul nu există dacă boala s'a ivit după declararea în stare de faliment, însă în acest caz, sindicul va putea plăti cheltuielile făcute cu boala sub titlul de ajutor acordat falitului, conform codului de comerț. (Pardessus, Traité de droit commercial, III, No. 1194; Martou, II, No. 368; Alexandresco, X, p. 392).

25. Privilegiul există numai pentru ultima boală a debitorului, iar nu și pentru aceea a persoanelor cari sunt în sarcina lui, cum sunt copiii săi. (Martou, II, No. 365; Huc, XIII, No. 35; Baudry et Loynes, I, No. 328 bis; Alexandresco, X, p. 392; Nacu, III, p. 593; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 17 bis, II; Guillouard, I, No. 216; Planiol, II, No. 2559).

26. Potrivit dispozițiunilor art. 1729-4⁰, din codul civil român, sunt privilegiate asupra generalității mobilelor, salariul oamenilor de serviciu, al calfelor de prăvălie și al lucrătorilor cu ziua. (Alexandresco, X, p. 393).

27. Prin oameni de serviciu se înțeleg servitorii popriu ziși conform legii servitorilor, între cari intră și argații, feciorii boierești, pristavi, chelari, isprăvnicei de moșii, păzitori de recolte, ciobani, etc. (Alexandresco. X, p. 393).

28. Nu sunt privilegiate salariile scriitorilor, grămăticilor, bibliotecarilor, institutorilor, guvernorilor, etc., deoarece nu sunt servitori. (Baudry et Loynes, I, No. 335; Guillouard, I, No. 226; Alexandresco, X, p. 394; Contra: Troplong, I, No. 142; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 18 bis, I).

29. De asemenea, nu sunt privilegiate salariile artiștilor dramatici, muzicanților, corectorilor de tipografie, reporterilor ziarelor, etc. (Alexandresco, X, p. 394).

30. Prin calfe de prăvălie se înțeleg persoanele care lucrează în prăvălii sau vând marfa, contabilii, scritorii, casierii, etc. (Alexandresco, X, p. 394).

31. Numai salariul servitorilor, calfelor de prăvălie și muncitorilor cu ziua sunt privilegiați, iar nu orice altă creanță ce aceștia ar avea contra stăpânului lor. (Alexandresco, X, p. 395).

32. Termenele din art. 1729-4⁰ c. civ. rom.. au fost calculate după modul obișnuit de plată al acestor creditori. (Alexandresco, X, p. 395).

33. Potrivit dispozițiunilor art. 1729-5⁰ c. civ. rom., este privilegiat asupra generalității mobilelor, pretul obiectelor de subsistență date debitorului și familiei sale în curs de șase luni. (Alexandresco, X, p. 395).

34. Prin subsistență, după o părere, se înțeleg numai lucrurile de ale mâncării. (Troplong, I, No. 146; Massé, Droit commercial, IV, No. 2943).

35. După altă părere dominantă, prin subsistență se înțeleg tot ce este necesar la traiul omului și al familiei sale, adică atât alimente cât și lemne, lumânări, săpun, etc. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 19 bis, I; Pont, I, No. 92; Baudry et Loynes, I, No. 343; Guillouard, I, No. 244; Planiol, II, No. 2571; Alexandresco, X, p. 396).

36. Nu intră în expresia subsistență: rachiul, vinurile fine, produsele farmaceutice, hainele, chiria locuinței. (Alexandresco, X, p. 396, 397).

37. Prin familia debitorului se înțeleg soția, copiii, servitorii și toți aceia cari trăiesc cu el sub același acoperământ. (Huc, XIII, No. 44; Planiol, II, No. 2572; Alexandresco, X, p. 397).

38. După altă părere, prin familie se înțeleg numai acei cărora debitorul le datorește alimente. (Laurent, XXIX, No. 372).

39. Prin familie nu se înțeleg prietenii debitorului, nici copiii săi cari au un domiciliu și gospodărie aparte. (Laurent, XXIX, No. 372; Alexandresco, X, p. 398).

40. Acest privilegiu este acordat nu numai comercianților ci oricăror persoane care au procurat lucruri de subsistență debitorului și familiei sale. (Alexandresco, X, p. 398).

41. Creditorii care au acest privilegiu vin în concurență în proporție cu creanța lor, fără nicio preferință între dânșii. (Alexandresco, X, p. 398).

42. Directorii de școli și pensionate nu au privilegiu pentru furniturile de hrană, cărți, etc., făcute elevilor lor. (Alexandresco, X, p. 398).

43. Termenul de șase luni prevăzut de art. 1729-5⁰ c. civ. rom., se calculează dela începerea urmăririi contra debitorului. (Alexandresco, X, p. 398; Nacu, III, p. 597).

44. Potrivit dispozițiunilor aliniatului utim al art. 1729 c. civ. rom., când valoarea imobilelor nu a fost absorbită de creanțele privilegiate și ipotecare, partea din prețul lor ce mai rămâne se va afecta cu preferință la plata creanțelor arătate la punctele 2-5 din acest articol, afară de cele dela numărul 1 care după art. 1727 c. civ. rom. se întind de drept asupra mobilelor și imobilelor debitorului. (Alexandresco, X, p. 399).

45. Privilegiile prevăzute de art. 1729 c. civ. rom., sunt singurele ce se pot exercita asupra tuturor mobilelor debitorului și nu pot exista altele deoarece privilegiile sunt de strictă interpretare și nu pot fi create decât prin lege. (Alexandresco, X, p. 399).

§ 2. Despre privilegii asupra oarecăror mobile.

Art. 1730.— Creanțele privilegiate asupra oarecăror mobile sunt:
1. Chiriile și arenzile. Când contractul este autentic, sau are

o dată certă, proprietarul are privilegiu pentru toată chiria sau arenda pe anul curent, precum și pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului.

Când contractul nu e autentic, sau nu are dată certă, proprietarul are privilegiu numai pentru chiria sau arenda pe anul curent și pe anul viitor.

In cazul dintâi, dacă prin contractul de arendare sau închiriere nu va fi fost expres prohibită subarendarea sau subînchirierea, ceilalți creditori ai debitorului pot reînchiria casa sau rearenda moşia pentru timpul ce mai rămâne a curge după contract; dar sunt obligați de a plăti proprietarului tot ce-i este datorit.

Obiectele asupra căror se exercită privilegiul sunt:

Pentru casă, toate mobilele din ea.

Pentru moşie, toată recolta anului curent, precum și tot ce serveşte la exploatarea moşiei.

Acelaş privilegiu are loc pentru reparațiunile locative și pentru tot ce priveşte execuțiunea contractului.

Proprietarul poate sequestra mobilele care se află în casa sa sau pe moşia sa, când ele au fost duse în alt loc, fără consimțimântul său, și proprietarul conservă privilegiul său pe aceste mobile, întru cât timp le-a revendicat; adecă, când sunt în chestiune mobilele unei moşii, dacă a făcut cererea sa în termen de patruzeci zile, și când sunt în chestiune mobilele unei case, în termen de cincisprezece zile.

2. Sumele datorite pentru semințe sau pentru cheltuiala recoltei anului curent, asupra prețului acestei recolte, și sumele datorite pentru instrumente de exploatațiune, pe prețul acestor instrumente; în ambe aceste cazuri, cu preferință chiar înaintea proprietarului moşiei pentru privilegiul arendei.

3. Creanța pe amanetul ce este în posesiunea creditorului.

4. Cheltuielile făcute pentru conservarea lucrului.

5. Prețul pentru lucruri mobile neplătite, dacă se află încă în posesiunea debitorului, chiar și în cazul când a cumpărat cu termen de plată.

Dacă vânzarea s'a făcut fără termen de plată, vânzătorul poate chiar să revendice obiectele vândute, pe cât timp se află în posesiunea cumpărătorului, și poate să împiedece revinderea acelor lucruri, dacă însă s'a făcut cererea sa în termen de opt zile după trădarea lucrurilor, și dacă lucrurile se află încă tot în starea în care se găseau la timpul trădării lor.

Pierderea acțiunii de revendicare aduce cu sine și pierderea acțiunii rezolutorie[1]) a contractului vânzării, în privința celorlalți creditori.

---

1) „*Acțiunea rezolutorie*" în specie este acțiunea ce se poate face spre a cere desființarea contractului de vânzare.

6. Creanțele ce are un hangiu, în această calitate, asupra efectelor voiajorilor ce se află în ospătăria sa.

7. Creanța cheltuelilor de transport și a cheltuelilor accesorii asupra lucrului transportat, întru cât timp acela ce l-a transportat îl are în posesiunea sa, și în cele douăzeci și patru ore ce vor urma trădării lucrului la destinatarul său, dacă acesta din urmă a conservat posesiunea lucrului.

8. Creanțele rezultând din abuzuri și prevaricațiuni ale funcționarilor publici, în exercițiul funcțiunii lor, asupra cauționamentului lor, precum și asupra dobândirilor[1]), ce ar fi produs acel cauționament. (Civ. 472 urm., 480, 484, 972, 974, 991, 997, 1020, 1021, 1025, 1171, 1176, 1182, 1198 § 2, 1294, 1365, 1370, 1416 urm., 1421, 1429 urm., 1446 urm., 1455 urm., 1470 urm., 1574, 1618, 1621, 1623 urm., 1685, 1686, 1688, 1691, 1725, 1733, 1734, 1737, 1742, 1751, 1816 urm., 1822, 1903, 1909, 1910; Pr. civ. 406, 407 urm., 468 urm., 478, 490, 610—620; C. com. 2, 387, 388, 405, 413, 433, 437, 480, 589, 675 urm., 683—687, 716, 720, 722, 783, 786, 815 urm.; L. asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 18, 22; Civ. Fr. 2102[2]); L. Belg. 20).

Text. fr. Art. 2102. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont:

1⁰. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante;

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail;

Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas;

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils on été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison;

2⁰. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

3⁰. Les frais faits pour la conservation de la chose;

4⁰. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme;

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces

---

1) Din eroare se zice aci *„dobândirilor"* în loc de *„dobânzilor"* cum este și în textul francez. A se vedea și art. 409 și 410 din procedura civilă.

2) A se face comparație între textul art. 1730 român și art. 2102 francez și art. 20 al Legii Belgiene din 1851, fiind multe diferențe de text.

effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire;

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication;

5⁰. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

6⁰. Le fraits de voiture et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée;

7⁰. Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leurs cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

Text. fr. Art. 2102. — (*Adăugat prin legea din 28 Mai 1913*). — 8⁰. Les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnait ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance.

Aucun payement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désinteressés.

Text. belg. Art. 20. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont:

1⁰. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, savoir pour deux années échues, s'il s'agit d'une maison; pour trois années échues, s'il s'agit d'une ferme, en outre pour l'année courante ainsi que pour celle qui suivra, et meme, si les baux sont authentiques ou si, étant sous signature privée, ils on une date certaine, pour tout ce qui est à échoir; dans ce dernier cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme, pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il en ait fait la revendication; savoir lorsqu'il s'agit d'un mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit de meubles garnissant une maison;

2⁰. Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles;

3⁰. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

4⁰. Les frais faits pour la conservation de la chose;

5⁰. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme où sans terme.

Le privilège établi par les numéros 4 et 5 cessera d'avoir effet si ces objets mobiliers sont devenus immeubles par destination, ou par incorporation, sauf s'il s'agit de machines et appareils employés dans les établissements industriels.

Dans ce cas et pour ces objets le privilège sera maintenu pendant deux ans à partir de la livraison; toutefois, il n'aura d'effet que pour autant que, dans la quinzaine de cette livraison, l'acte constatant la vente soit transcrit, dans un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura son domicile, et, à défaut de domicile, au greffe du tri-

bunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura sa résidence. Le greffier du tribunal sera tenu de donner connaissance de cette transcription à toutes les personnes qui en feront la demande. La livraison sera établie, sauf la preuve contraire, par les livres du vendeur.

En cas de saisie immobilière pratiquée sur les machines ou appareils ou de faillite du débiteur déclarée avant l'expiration des deux années, le privilège continuera à subsister jusqu'après la distribution des deniers ou la liquidation de la faillite.

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer les objets vendus, tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et qu'ils se trouvent dans le même état que lors de la livraison.

La déchéance de l'action revendicatoire emporte également celle de l'action en résolution à l'égard des autres créanciers.

Il n'est rien innové aux lois et usages de commerce sur la revendication.

6⁰. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui on été transportés dans son auberge;

7⁰. Les frais de voitures et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée, pendant que le voiturier en est saisi et pendant les vingt-quatre heures qui suivront la remise au propriétaire ou au destinataire, pourvu qu'ils en aient conservé la possession ;

8⁰. Les créances resultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être échus.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Orthez (Basses-Pyrénées) 15 Iulie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 11;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decemvrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 39;
POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 196.

INDEX ALBABETIC
(la doctrină).

Unelte, a se vedea cuvintele: „Exploatare" şi „Instrumente".
Urmărire 37, 39, 41, 44—50, 59.
Uzufruct 3.
Vânzare silită 89.
Vindere-cumpărare 5, 6, 29, 36, 59, 77—88, 90—102.

Doctrină.

1. Privilegiul locatorului aparţine oricărui locatar de imobile român sau străin fie imobilele urbane sau rurale, fie clădite, fie neclădite. (Laurent, XXIX, No. 381; Huc, XIII, No. 48; Baudry et Loynes, I, No. 356; Guillouard, I, No. 264; Planiol, II, No. 2469; Alexandresco, X, p. 405, 406).

2. După altă părere, privilegiul locatorului nu există decât pentru terenurile clădite, iar nu şi pentru cele neclădite. (Aubry et Rau, ed. 4-a, III, § 261, nota 12, p. 141).

3. Se foloseşte de acest privilegiu nu numai proprietarul, ci şi orice locator posesor, uzufructuar, locatar principal etc. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 791. p. 136; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, II; Martou, II, No. 388; Laurent, XXIX, No. 382; Baudry et Loynes, I, No. 356; Pont, I, No. 117; Planiol, II, No. 2467; Alexandresco, X, p. 405).

4. Acest privilegiu nu aparţine acelui care a concedat abitaţia gratuită a unui imobil sau cu titlu de comodat. (Alexandresco, X, p. 406).

5. Proprietarul care a vândut imobilul închiriat nu mai are privilegiul locatorului, nici chiar pentru chiriile datorite înainte de înstrăinare. (Baudry et Loynes, I, No. 358; Alexandresco, X, p. 406).

6. In ceea ce priveşte însă fructele recoltei anului curent, ele sunt presupuse că aparţin proprietarului moşiei până la plata arendei sale, aşa încât privilegiul asupra acestor recolte poate fi exercitat chiar de locatorul care a pierdut posesiunea imobilului. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, III; Pont, I, No. 123; Baudry et Loynes, I, No. 359; Guillouard, I, No. 297; Alexandresco, X, p. 406; 407; Contra: Laurent, XIX, No. 428 urm.; Huc, XIII, No. 63).

7. Locatorii de mobile nu au niciun privilegiu după lege. (Pont, I, No. 116; Laurent, XXIX, No. 380; Huc. XIII, No. 49; Baudry et Loynes I, No. 357; Guillouard, I, No. 263; Alexanddresco, X, p. 407).

8. Privilegiul prevăzut de art. 2102 c. civ. fr. (1730 c. civ. rom.) garantează chiriile şi arenzile, dobânda lor convenţională, care este un accesoriu al chiriei sau arenzii, reparaţiile locative şi toate obligaţiile care rezultă din clauzele contractului, prin urmare şi daunele aduse imobilului de arendaş sau chiriaş. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, XII; Pont, I, No. 124; Laurent, XXIX, No. 406; Baudry et Loynes, I, No. 394; Alexandresco, X, p. 407, 408).

9. Când contractul de locaţiune este autentic sau are o dată certă locatorul are privilegiul pe tot timpul până la expirarea contractului. (Alexandresco, X, p. 409).

10. In caz de faliment al locatarului, privilegiul locatorului nu poate fi pierdut, nici micşorat, chiar dacă nu ar fi intentat nicio acţiune sau nu s'ar fi prezentat la verificare cu creanţa chiriei sale. (Alexandresco, X, p. 409).

11. Când contractul de locaţiune este verbal sau scris însă fără dată certă, locatorul are privilegiu numai pentru chiria sau arenda pe anul curent, adică pe acela în care s'a produs insolvabilitatea locatarului, şi pe anul viitor, iar pentru rest rămânând un simplu creditor chirografar. (Baudry et Wahl, I, No. 400; Guillouard, I, No. 311; Alexandresco, X, p. 409, 410).

12. Locatorul poate invoca privilegiul său şi pentru anii trecuţi a căror chirie sau arendă nu a fost plătită, dacă chiriile sau arenzile nu au fost prescrise. (Alexandresco, X, p. 410).

13. Tacita relocaţie va fi garantată prin privilegiile locatorului, însă contractul nefiind nici anterior, nici măcar cu dată certă, privilegiul se exercită numai pentru chiria sau arenda pe anul în curs şi pe anul viitor, (Martou, II, No. 393; Alexandresco, X, p. 410, 411; Nacu, III, p. 604; Contra: Troplong, I, No. 157).

14. Când contractul de locaţiune este autentic sau cu dată certă şi locatorul primeşte anticipat chiria pe anii viitori, deoarece locatarul nu se poate folosi de imobilul închiriat sau arendat până la expirarea contractului, fiind falit sau insolvabil, creditorii săi au dreptul să reînchirieze sau să rearendeze imobilul şi de a se folosi de contract, sub obligaţia de a plăti locatorului tot ce-i este datorit, dacă subînchirierea sau subarendarea nu a fost oprită prin contract. (Alexandresco, X, p. 411).

15. Proprietarul care uzează de privilegiul ce-i conferă legea în contra sublocatarului sau subarendaşului, nu poate opri pe creditorii locatarului principal să subînchirieze sau să subarendeze, deoarece este presupus că a renunţat la clauza prohibitivă din contract de a subînchiria sau subarenda (Alexandresco, X, p. 412).

16. Locatorul îşi exercită privilegiul său pentru casă, asupra tuturor mobilelor din ea. iar pentru moşie, asupra întregii recolte a anului curent şi tot ce serveşte la exploatarea ei. (Alexandresco, X, p. 412, 413).

17. Privilegiul se exercită şi pentru plata locaţiunii mobilelor ce au fost închiriate odată cu casa sau moşia. (Alexandresco, X, p. 413).

18. Prin cuvântul casă se înţelege orice clădire de orice fel, casa de locuit, prăvălie, grajd, magazie, etc. (Troplong, I, No. 153; Alexandresco, X, p. 413).

19. Prin cuvântul moşie se înţelege orice fond rural fie că ar fi pe el sau nu ar fi clădiri. (Alexandresco, X, p. 413).

20. Prin mobilele casei se înţeleg toate acele care o garnisesc ca: paturi, scaune,

mese, oglinzi, tablouri, biblioteci, servicii de masă, lucruri depuse în pod, în pivniţe fie că servesc sau nu la consumaţie, haine, rufe, etc. (Planiol, II, No. 2468; Alexandresco, X, p. 413, 414).

21. Toate aceste lucruri, afară de acelea ce nu pot fi urmărite conform procedurii civile, intră în privilegiul locatoruluii (Alexandresco, X, p. 414).

22. Nu intră în privilegiul locatorului banii ce se găsesc în locuinţa locatarului sau sublocatarului. (Alexandresco, X, p. 414).

23. De asemenea nici bijuteriile ce se găsesc în locuinţa locatarului sau sublocatarului. (Persil. Régime hypothécaire, I, No. 5, p. 93; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, IV; Martou, II, No. 408; Laurent, XXIX, No. 413; Huc, XIII, No. 55; Baudry et Loynes, I, No. 366; Guillouard, I, No. 279, 280; Alexandresco, X, p. 414; Contra: Pont, I, No. 121; Planiol, II, No. 2468).

24. De asemenea nici creanţele sau titlurile la purtător. (Persil, I, No. 5, p. 93; Mourlon, III, No. 1277; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, IV; Martou, II. No. 408; Laurent. XXIX. No. 413; Huc, XIII. No. 55; Baudry et Loynes, I, No. 366; Guillouard, I, No. 279, 280; Alexandresco, X, p. 414).

25. Intră în privilegiul locatorului mărfurile aflate în prăvălie şi cele din fabrică (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, V; Laurent, XXIX. No. 416; Baudry et Loynes, I, No. 365; Guillouard, I, No. 274: Alexandresco, X, p. 415).

26. Locatorul îşi exercită privilegiul său şi asupra mobilelor sublocatarilor, însă numai până la concurenţa preţului sublocaţiunei. (Alexandresco, X, p. 415).

27. Privilegiul locatorului cuprinde şi mobilele aparţinând terţilor şi aflate în casa închiriată, dacă se stabileşte că în momentul contractului el credea că aceste mobile aparţineau locatarului său. (Guillouard. I, No. 282; Planiol, II, No. 2399, 2470: Alexandresco, X, p. 415, 416).

28. Astfel, mobilele dotale aduse în imobilul închiriat de bărbat sunt supuse privilegiului locatorului, dacă el nu a fost înştinţat că ele aparţin femeii. (Alexandresco, X, p. 416).

29. De asemenea, privilegiul locatorului primează privilegiul vânzătorului, dacă locatorul nu a ştiut că preţul lucrurilor aduse în casa închiriată nu era plătit. (Alexandresco, X, p. 416).

30. Terţii ar putea dovedi chiar cu martori că au făcut cunoscut locatorului că mobilele aduse în casa închiriată nu aparţineau locatarului. (Baudry et Loynes, I, No. 380: Alexandresco, X, p. 416).

31. Nu intră în privilegiul locatorului lucrurile unei persoane primite de locatar, care i-a dat ospitalitate în calitate de rudă sau prieten. (Duranton, XIX, No. 82; Alexandresco. X, p. 417).

32. In unele cazuri. locatorul poate să ştie că lucrurile aflate în casa închiriată nu sunt ale locatarilor, mai cu seamă când aceştia sunt mici profesionişti. Astfel ar fi când locatarul este ceasornicar sau spălătoreasă. (Duranton, XIX, No. 82; Planiol, II, No. 2399, 2470; Alexandresco, X, p. 417).

33. La moşii, locatorul are un privilegiu asupra tuturor mobilelor care servesc la exploatarea moşiei, cum sunt vitele, instrumentele de cultură etc. (Alexandresco, X, p. 418).

34. De asemenea asupra întregei recolte a anului curent iar nu şi a anilor precedenţi. (Alexandresco, X, p. 418).

35. Dacă recolta se pierde prin forţă majoră şi ea era asigurată, privilegiul locatorului se întinde asupra despăgubirii datorite arendaşului de către compania de asigurare. (Baudry et Loynes, I, No. 386 urm.; Alexandresco, X, p. 419).

36. Când arendaşul a vândut recolta, locatorul poate să-şi exercite privilegiul sau numai cât timp recolta cumpărată nu a fost ridicată de pe moşie. (Alexandresco, X, p. 419).

37. Art. 2102 c. civ. fr. (1730 c. civ. rom.) conferă locatorului un drept de urmărire a mobilelor aflate în casa închiriată sau pe moşia arendată asupra cărora are privilegiu. (Planiol, II, No. 2478; Alexandresco, X, p. 420).

38. Locatorul se poate opune la ridicarea mobilelor locatarului, având asupra lor un drept de retenţie. Darea acestor lucruri la reparat, nu se consideră ca o ridicare a lor. (Alexandresco, X, p. 420).

39. Dacă locatarul a pus aceste lucruri amanet, locatorul le poate revendica dela creditorul amanetar. (Baudry et Loynes I, No. 446: Alexandresco, X, p. 420).

40. Acel care a împrumutat bani pentru ca locatarul să-şi plătească arenda, nu are privilegiul prevăzut de lege în favoarea proprietarului. afară dacă se subrogă în dreptul acestuia. (Alexandresco, X, p. 443).

41. In cazul când mobilele care sunt privilegiul locatorului au fost ridicate fără consimţimântul său, el le poate revendica pentru a-şi exercita privilegiul, în termen de 40 zile pentru mobilele unei moşii şi în termen de 15 zile pentru mobilele unei case, sub pedeapsă de a-şi pierde privilegiul şi de a veni asupra acestor mobile în concurenţă cu ceilalţi creditori ai locatarului. (Huc, XIII, No. 77; Baudry et Loynes, I, No. 459; Guillouard, I. No. 354; Alexandresco, X, p. 420, 421, 423).

42. Consimţimântul locatorului la ridicarea mobilelor poate fi expres sau tacit şi tribunalele vor aprecia în mod suveran, după împrejurări, dacă el şi-a dat consimţimântul. (Martou, II, No. 433; Alexandresco, X, p. 421, nota 1. 423).

43. Consimţimântul locatorului este presupus câte odată. cum ar fi în privinţa recoltelor anilor precedenţi puse în magaziile de pe moşia arendată. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 28 bis, XXXI; Martou, II, No. 434; Laurent, XXIX, No.

445; Baudry et Loynes. I, No. 449: Guillouard, I, No. 343; Alexandresco, X, p. 421, nota 1).

44. Revendicarea prevăzută de art. 2102 c. civ. fr. (1730 c. civ. rom.) nu este acea obişnuită ci este una specială, care are de scop readucerea mobilelor în casă sau pe moşie pentru ca locatorul să-şi poată exercita privilegiul asupra preţului rezultat din vânzarea lor. (Duranton, XIX, No. 100 bis; Alexandresco, X, p. 421, nota 2).

45. Când lucrurile au fost ridicate pe faţă, termenul de revendicare curge dela data ridicării lor. (Laurent, XXIX, No. 444; Huc, XIII, No. 75: Baudry et Loynes, I, No. 453; Guillouard, I, No. 350; Planiol, II, No. 2479: Alexandresco, X, p. 422).

46. Când lucrurile au fost ridicate pe ascuns sau în mod fraudulos, termenul de revendicare, va curge dela data când locatorul a luat cunoştinţă de ridicare. (Duranton, XIX, No. 100; Laurent. XXIX, No. 444; Baudry et Loynes, I, No. 453; Guillouard, I, No. 352; Alexandresco, X, p. 422; Contra: Pont, I, No. 131; Huc, XIII, No. 76).

47. Locatorul va trebui să facă dovada că a introdus acţiunea în revendicare în termen. (Alexandresco, X, p. 422).

48. In cazul când se revendică mobile vândute într'un târg sau bâlciu unui cumpărător de bună credinţă, locatorul va trebui să restitue acestui cumpărător preţul ce l-a plătit. (Pont, I. No. 131: Aubry et Rau, ed. 4-a, III, § 261, p. 150; Alexandresco, X, p. 423, nota 1).

49. In alte cazuri cumpărătorul mobilelor locatarului nu poate opune la acţiunea în revendicare buna sa credinţă. (Pont, I, No. 132: Martou, II, No. 435: Laurent. XXIX, No. 438; Baudry et Loynes, I, No. 446; Guillouard, I, No. 340; Alexandresco. X, p. 423. nota 1: Contra: Grenier, Traité des hypothèques, II, No. 311).

50. Locatarul poate să scoată din casă unele lucruri dacă cele rămase ajung pentru plata creanţei locatorului. (Martou, II, No. 436; Baudry et Loynes. I, No. 451; Guillouard, I, No. 344, 345; Alexandresco. X, p. 423: Contra: Pont, I, No. 132).

51. Potrivit dispoziţiilor art. 2102-1° § penultim c. civ. fr. (1730-2° c. civ. rom.) creanţele celor ce au vândut seminţe sau instrumente pentru exploatarea moşiei şi a acelora care prin munca lor au contribuit la facerea recoltei sunt privilegiate şi trec înaintea privilegiului locatorului. (Demante et Colmet de Santerre. IX, No. 28 bis, XXXIII; Martou. II. No. 440; 536: Baudry et Loynes, I, No. 464; Alexandresco, X, p. 437, 438. 443).

52. Acest privilegiu îşi găseşte aplicaţia atât arendaşului cât şi contra proprietarului care îşi cultivă el însuşi moşia. (Pont, I, No. 134; Laurent. XXIX. No. 450: Alexandresco. X, p. 438: Comp.: Guillouard, I, No. 364).

53. Vânzătorii seminţelor trebuesc să fie plătiţi cu preferinţă din preţul recoltei, deoarece fără acestea debitorului nu ar fi avut nicio recoltă. (Alexandresco, X, p. 438, 439).

54. Acest privilegiu nu există pentru cei ce au vândut îngrăşăminte pentru pământ. (Laurent, XXIX, No. 451; Baudry et Loynes, I, No. 467; Guillouard, I. No. 360; Alexandresco. X, p. 439; Contra: Duranton, XIX, No. 99, nota 1; Pont, I, No. 134; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 791, nota 17. p. 141; Martou, II, No. 444).

55. Sunt privilegiate cheltuielile recoltei prin care se înţeleg acele făcute pentru producerea ei, cum sunt cheltuielile făcute pentru arătură, semănătură, grapare, treierare etc., precum şi acelea făcute pentru culegerea şi strângerea ei. (Alexandresco, X, p. 439, 440, text şi nota 1).

56. Acest privilegiu nu este conferit acelora cari au procurat hrana celor ce au lucrat pământul. (Guillouard, I, No. 363; Alexandresco, X, p. 440).

57. Servitorii casei şi ai curţii vor avea acest privilegiu numai dacă au luat parte la munca câmpului. (Martou. II, No. 445; Baudry et Loynes, I, No. 470; Alexandresco, X, p. 440. text şi nota 3; Contra: Laurent, XXIX, No. 449).

58. Cheltuielile pentru seminţe şi pentru recoltă sunt privilegiate numai pentru anul în care au fost făcute, privilegiu stingându-se odată cu anul ce a expirat. (Martou, II, No. 445; Alexandresco, X, p. 440).

59. De asemenea chiar pentru recolta anului curent, privilegiul se stinge prin vinderea şi scoaterea recoltei de pe moşie, fără fraudă, deoarece cei ce au făcut cheltuielile de seminţe şi recoltă nu au dreptul de urmărire în mâinile terţilor. (Baudry et Loynes. I, No. 471, 472; Alexandresco, X, p. 440).

60. Acest privilegiu nu se poate exercita decât asupra recoltelor deslipite de fond. (Pont, I, No. 136; Baudry et Loynes, I, No. 465; Guillouard, I, No. 359; Alexandresco, X, p. 441).

61. Sunt privilegiate sumele datorite de arendaş sau proprietar pentru uneltele ce au servit la exploatarea fondului. însă numai asupra preţului acestor unelte. (Troplong, I. No. 166; Pont, I, No. 136: Baudry et Loynes, I, No. 472; Guillouard, I, No. 358; Alexandresco, X. p. 441).

62. Sunt considerate ca unelte pentru exploatarea fondului agricol, plugurile, coasele, sapele, maşinile de semănat, maşinile de treierat, etc. (Alexandresco, X, p. 441).

63. Sumele dobândite pentru instrumentele necesare unei exploatări industriale nu sunt privilegiate. (Laurent, XXIX, No. 453; Huc, XIII, No. 81; Baudry et Loynes, I, No. 472; Guillouard. I, No. 368; Alexandresco, X, p. 442; Contra: Pont, I, No. 135; Martou, II. No. 447).

64. Au privilegiu nu numai acei cari au vândut uneltele de exploatare, ci şi acei cari le-au reparat. (Demante et Colmet de Santerre. IX. No. 28 bis. XXXII;

Pont, I, No. 135; Baudry et Loynes, I, No. 472; Guillouard, I, No. 369; Alexandresco, X, p. 442).

65. Nu au privilegiu acei cari au împrumutat arendaşului sau proprietarului, bani pentru a cumpăra seminţe sau unelte de exploatare, afară dacă se subrogă în drepturile creditorilor privilegiaţi, deoarece privilegiile sunt de drept strict. (Alexandresco, X, p. 442, 443).

66. Potrivit dispoziţiilor art. 1730-3° c. civ. rom. creditorul amanetar are, sub anumite condiţii, un privilegiu asupra lucrului amanetat, după cum se prevede la materia amanetului. (Alexandresco, X, p. 401).

67. Potrivit dispoziţiilor art. 2102-3°, c. civ. fr. (1730-4° c. c. rom.) sunt privilegiate cheltuielile făcute pentru conservarea unui lucru în patrimoniul debitorului şi deci creditorul acesta trebue să fie preferat celorlalţi creditori asupra preţului acestui lucru, deoarece fără el, lucrul ar fi pierit. (Alexandresco, X, p. 444).

68. Sunt privilegiate cheltuielile făcute pentru conservarea lucrurilor mobile neînsufleţite sau însufleţite. Astfel un veterinar are privilegiu pentru îngrijirile şi medicamentele date unui animal, asupra preţului acestui animal. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 30 bis, I; Pont, I, No. 139; Baudry et Loynes, I, No. 475; Alexandresco, X, p. 444, text şi nota 3).

69. Acest privilegiu există atât pentru conservarea lucrurilor corporale cât şi a lucrurilor necorporale. Astfel, are privilegiu acel care a făcut cheltuielile pentru conservarea şi încasarea unei creanţe. (Troplong, I, No. 175; Pont. I, No. 139; Martou. II, No. 475; Baudry et Loynes, I, No. 475; Guillouard, I, No. 374; Alexandresco, X. p. 445, text şi nota 1; Contra: Laurent, XXIX, No. 458 urm.).

70. Sunt considerate ca cheltuieli de conservare acele fără care lucrul ar fi pierit în totul sau în parte sau ar fi devenit impropriu la uzul său. (Pont, I, No. 140; Baudry et Loynes, I, No. 476; Alexandresco. X, p. 444, 445).

71. De asemenea, cheltuielile făcute pentru repararea lucrului. (Baudry et Loynes, I, No. 476; Alexandresco, X, p. 445).

72. Privilegiul se întinde numai la cheltuielile necesare făcute pentru conservarea lucrului iar nu şi la cele utile numai sau voluptuoare. (Alexandresco, X, p. 445).

73. Cheltuielile făcute pentru conservarea unui imobil nu sunt privilegiate, ci numai cele făcute pentru conservarea oricărui lucru mobil în genere. (Pont, I, No. 139; Baudry et Loynes, I, No. 475: Guillouard, I, No. 378; Alexandresco, X, p. 445).

74. Astfel privilegiul asupra unui lucru mobil dispare dacă el a devenit imobil prin destinaţie. (Pont, I, No. 139; Alexandresco, X. p. 445).

75. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă cheltuielile făcute au conservat lucrul. (Alexandresco, X, p. 445).

76. Nu sunt considerate ca cheltuieli de conservare, acele făcute pentru asigurarea lucrului. (Baudry et Loynes, I, No. 477; Alexandresco, X, p. 446).

77. Privilegiul se pierde prin înstrăinarea lucrului. (Troplong, I, No. 177; Martou, II, No. 456; Baudry et Loynes, I, No. 480; Alexandresco. X, p. 447).

78. Dacă preţul cumpărării nu a fost plătit vânzătorului sau nu a fost distribuit încă între creditori. acel care a făcut cheltuielile de conservaţie. va putea fi colocat cu preferinţă faţă de ceilalţi creditori. (Baudry et Loynes, I, No. 480; Alexandresco, X, p. 447; Contra: Martou, II, No. 456).

79. In art. 2102-4° c. civ. fr. (1730-5° c. civ. rom.) se prevăd pentru vânzătorul unui lucru mobil două garanţii, şi anume; 1) un privilegiu asupra lucrului vândut şi neplătit, în toate cazurile, fie că vânzarea este cu termen, fie că este fără termen de plată; 2) un drept de revendicare, sub anumite condiţii, însă numai atunci când vânzarea este fără termen de plată. (Alexandresco, X, p. 450).

80. Privilegiul vânzătorului de lucruri mobile se aplică oricare ar fi natura lor corporală sau necorporală. (Troplong. I, No. 187; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 31 bis, II; Pont, I, No. 147; Huc, XIII, No. 90; Baudry et Loynes, I, No. 489; Guillouard. I. No. 386; Planiol. II, No. 2610: Alexandresco, X, p. 451: Nacu, III, p. 623; Contra: Laurent. XXIX, No. 474).

81. Astfel, acest privilegiu există în caz de cesiune a unei creanţe. (Huc. XIII, No. 90: Alexandresco, X, p. 451, nota 1).

82. De asemenea, în caz de vânzarea unui fond de comerţ. (Alexandresco, X, p. 451 nota 1: Contra: Persil, Régime hypothécaire, I, p. 142).

83. Pentru existenţa acestui privilegiu trebueşte ca lucrul vândut să se afle încă în posesiunea juridică iar nu fizică a cumpărătorului. (Huc, XIII, No. 91: Alexandresco, X, p. 452, text şi nota 3).

84. Astfel, cumpărătorul are încă posesiunea juridică a lucrului şi privilegiul subsistă, dacă l-a împrumutat. depozitat, amanetat. etc. (Pont, I. No. 152; Martou, II, No. 478; Laurent, XXIX, No. 483; Huc, XIII, No. 91; Alexandresco, X, p. 452, nota 3, 454: Contra: Troplong, I, No. 151).

85. Dacă însă creditorul amanetar a fost de bună credinţă, el va fi preferat vânzătorului. (Alexandresco, X, p. 454).

86. Vânzătorul îşi va păstra privilegiul contra posesorului căruia cumpărătorul i-a înstrăinat lucrul, dacă el l-a dobândit cu rea credinţă, adică ştiind că preţul nu era încă plătit şi chiar contra posesorului de bună credinţă dacă cumpărătorul a pierdut lucrul sau i-a fost furat. (Alexandresco, X, p. 452, 453).

87. Vânzătorul îşi păstrează privilegiul dacă cumpărătorul vânzând lucrul nu l-a

predat încă. (Troplong, I, No. 184 bis; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 32 bis, II; Pont, I, No. 151; Martou, II, No. 474; Baudry et Loynes, I, No. 495; Guillouard, I, No. 390; Alexandresco, X, p. 453; Contra: Laurent, XXIX, No. 479; Planiol, II, No. 2619).

88. Când lucrul a fost revândut de bună voie şi predat de cumpărător iar preţul lui este încă datorit, privilegiul vânzătorului se va exercita asupra acestui preţ neplătit. (Troplong, I, No. 119; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 32 bis, III; Pont, I, No. 149; Laurent, XXIX, No. 480; Huc, XIII, No. 92; Baudry et Loynes, I, No. 497; Guillouard, I, No. 391; Alexandresco, X, p. 453; Contra: Persil, I, p. 140; Martou, II, No. 475).

89. Când lucrul a fost vândut nu benevol ci în mod silit după cererea unui creditor, privilegiul vânzătorului subsistă. (Huc, XIII, No. 92; Baudry et Loynes, I, No. 497; Alexandresco, X, p. 454).

90. In cazul când cumpărătorul depune lucrul într'un imobil ce-l are luat cu chirie, locatorul va fi preferit faţă de vânzător, dacă nu a avut cunoştinţă prin orice mod că preţul lucrului nu era încă plătit. (Alexandresco, X, p. 454, 455).

91. In cazul când lucrul vândut a fost transformat de cumpărător, privilegiul vânzătorului va subsista de câte ori lucrul vândut nu a fost alterat în natura sa esenţială şi de câte ori el se poate recunoaşte cu toate că a fost transformat. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 32 bis, V; Martou, II, No. 479; Pont, I, No. 153; Laurent, XXIX, No. 485; Baudry et Loynes, I, No. 501; Guillouard, I, No. 404, 405; Alexandresco, X, p. 455; Contra: Duranton, XIX, No. 124; Grenier, Traité des hypothèques, II, No. 316; Troplong, I, No. 109; Huc, XIII, No. 96; Planiol, II, No. 2614).

92. Când lucrul mobil a fost imobilizat de către cumpărător prin incorporaţie, cum ar fi de exemplu în cazul când materialul vândut a fost întrebuinţat la o construcţie, privilegiul vânzătorului se stinge. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 32 bis, V; Pont, I, No. 154; Huc, XIII, No. 95; Baudry et Loynes, I, No. 502; Guillouard, I, No. 407; Planiol, II, No. 2616; Alexandresco, X, p. 455, 456).

93. In caz de imobilizare prin destinaţie, privilegiul vânzătorului subsistă, cel puţin faţă de creditorii chirografari. (Pont, I, No. 154; Baudry et Loynes, I, No. 503; Guillouard, I, No. 405; Planiol, II, No. 2616; Alexandresco, X, p. 456, 457).

94. In ceea ce priveşte maşinile întrebuinţate într'o exploatare industrială, manufactură sau agricolă, în caz de faliment al cumpărătorului, art. 783 c. com. român, arată modul de conservare al privilegiului vânzătorului. (Alexandresco, X, p. 457).

95. Privilegiul vânzătorului de lucruri mobile garantează preţul vânzării lucrului vândut cu toate accesoriile sale cum sunt cheltuielile contractului şi dobânda preţului. (Troplong, I, No. 219; Laurent, XXIX, No. 475; Baudry et Loynes, I, No. 490; Alexandresco, X, p. 458).

96. Daunele însă acordate de justiţie sau acele prevăzute în o clauză penală nu sunt garantate prin acest privilegiu. (Martou, II, No. 472; Laurent, XXIX, No. 475, Baudry et Loynes, I, No. 490; Guillouard, I, No. 402; Alexandresco, X, p. 458).

97. Privilegiul vânzătorului nu are loc în materie de schimb. (Martou, II, No. 467; Baudry et Loynes, I, No. 487; Guillouard, I, No. 387; Alexandresco, X, p. 458; Nacu, III, p. 625).

98. Revendicarea prevăzută de art. 2102-4° c. civ. fr. (1730-5° c. civ. rom.) nu este o revendicare propriu zisă, ci o revendicare a posesiunii lucrului vândut, pentru a redobândi dreptul de retenţie pe care vânzătorul l-a pierdut prin pierderea lucrului şi pentru a împiedeca revendicarea lui de către cumpărător. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 33 bis, I, II, III; Martou, II, No. 489; Laurent, XXIX, No. 494 urm.; Pont, I, No. 155; Baudry et Loynes, I, No. 529, 530; Guillouard, I, No. 411, 412; Alexandresco, X, p. 460; Comp. contra: Duranton, XIX, No. 120; Troplong, I, No. 151; Huc, XIII, No. 102; Planiol, II, No. 1549).

99. Pentru ca să se poată exercita revendicarea, trebuesc mai multe condiţiuni: 1) vânzarea trebueşte să se fi făcut cu plata imediată, fără niciun termen de plată; 2) lucrul trebueşte să se afle în posesiunea juridică, iar nu de fapt, a cumpărătorului; 3) lucrul trebue să se afle în starea în care se găsea în momentul predării iar nu să fi fost transformat: 4) revendicarea trebueşte exercitată în cele opt zile care au urmat predarea lucrului. (Troplong, I, No. 196; Planiol, II, No. 1553; Alexandresco, X, p. 461).

100. Acţiunea în revendicare se va exercita pe cale de sechestru sau vânzătorul va cere ca lucrul revendicat să fie sustras dela urmărirea celorlalţi creditori, dacă există o urmărire. (Baudry et Loynes, I, No. 533; Alexandresco, X, p. 462).

101. Pierderea acţiunii în revendicare pentru vânzător, aduce pierderea acţiunii rezolutorie a contractului la vânzare în privinţa celorlalţi creditori, deoarece în privinţa acestora ambele acţiuni au acelaşi efect. de a sustrage dela urmărirea lor lucrul vândut. (Alexandresco, X, p. 462).

102. Această decădere din acţiunea rezolutorie nu poate fi invocată de însuşi cumpărătorul, ci numai de către creditorii săi. (Martou, II, No. 496; Alexandresco, X, p. 462).

103. Potrivit dispoziţiilor art. 2102-5° c. civ. fr. (1730-6° c. civ. rom.) hangiul sau ospătătorul are privilegiu asupra lucrurilor aduse de călători în han sau ospătărie. (Alexandresco, X, p. 424, 425).

104. Prin hangiu, ospătător sau hotelier, se înţelege acela care ţine un han sau un

hotel şi are profesiunea de a primi şi găsdui pe călători, adică a le da hrană, adăpost, lumină, încălzitul etc. (Alexandresco, X, p. 425).

105. Prin hangiu nu se înţeleg cârciumarii, cafegiii, restauratorii, birtaşii, nici acei cari ţin case de tolereanţă sau case de joc de cărţi. (Troplong, I, No. 202; Pont, I, No. 163; Martou, II, No. 499; Laurent, XXIX, No. 506; Baudry et Loynes, I, No. 541 urm.; Guillouard, I, No. 424; Alexandresco, X, p. 425).

106. De privilegiul hangiilor se bucură şi acei care închiriază odăi sau apartamente mobilate. (Duranton, XIX, No. 129; Laurent, XXIX, No. 506; Huc, XIII, No. 105; Baudry et Loynes, I, No. 543; Contra: Guillouard, I, No. 426; Alexandresco, X, p. 425).

107. Prin efecte se înţeleg toate lucrurile aduse de călător în han sau ospătărie, afară de acele care nu pot fi urmărite, cum ar fi de exemplu hainele necesare la îmbrăcămintea călătorului. (Alexandresco, X, p. 426 text şi nota 2; Nacu, III, p. 629).

108. Astfel se înţeleg prin cuvântul efecte: bagajele călătorilor, bijuteriile, caii, trăsurile şi chiar banii. (Duranton, XIX, No. 130: Troplong, I, No. 203; Martou, II, No. 503: Baudry et Loynes, I, No. 546; Guillouard, I, No. 428; Alexandresco, X, p. 426).

109. Privilejul hangiului se exercită şi asupra lucrurilor străine aduse în han de către călător, dacă hangiul nu cunoştea că aceste lucruri aparţineau altuia sau dacă acele lucruri nu erau pierdute sau furate. (Troplong, I, No. 204; Pont, I, No. 165; Martou, II, No. 503, 504; Laurent, XXIX, No. 508: Baudry et Loynes, I, No. 347: Guillouard, I, No. 428: Alexandresco, X, p. 426; Naiu, III, p. 629).

110. In cazul când călătorul n'a ridicat, chiar clandestin, lucrurile din han, privilegiul hangiului încetează. (Alexandresco, X, p. 427).

111. Dacă după aceasta călătorul vine la acelaşi han în urma altei călătorii, readucând lucrurile sale, nu renaşte privilegiul pentru vechea creanţă. (Troplong, I, No. 206; Pont, I. No. 166; Martou, II, No. 505; Laurent, XXIX, No. 509; Baudry et Loynes, I, No. 548; Alexandresco, X, p. 427).

112. In cazul când călătorul nu plăteşte datoria şi pleacă din hotel, lăsând acolo lucrurile sale şi mai târziu revine aducând alte lucruri, privilegiul vechei creanţe nu poate fi exercitat asupra acestor din urmă lucruri aduse în hotel. (Alexandresco, X, p. 427, nota 1; Nacu, III, p. 629).

113. Hangiul are drept de retenţie asupra lucrurilor călătorilor până la plata datoriei. (Pont, I, No. 167; Martou, II, No. 508; Huc, XIII, No. 105: Baudry et Loynes, I, No. 549: Planiol, II, No. 2521; Contra: Troplong, I, No. 258; Laurent, XXIX, No. 511; Comp.: Alexandresco, X, p. 427, 428).

114. Hangiul nu are drept să revendice lucrurile călătorului dacă ele au fost pierdute sau furate sau când călătorul le-a scos în mod clandestin din han. (Laureut, XXIX, No. 510; Huc, XIII, No. 105; Guillouard, I, No. 431; Alexandresco, X, p. 428, 429; Contra: Pont, I, No. 167; Martou, II, No. 507, 508; Baudry et Loynes, I, No. 549).

115. Textele franceze şi belgiene corespunzătoare, conferă un privilegiu hangiului şi pentru furniturile de hrană, nu numai pentru locuinţa călătorului. Deşi această dispoziţie nu există în legea română, totuşi ea îşi găseşte aplicaţia şi în dreptul român. (Alexandresco, X, p. 429).

116. Imprumuturile de bani pe care le face hangiul călătorului nu sunt supuse privilegiului, deoarece ele sunt creanţe ordinare supuse dreptului comun. (Pont, I, No. 164; Laurent, XXIX, No. 507; Baudry et Loynes, I, No. 544; Guillouard, I, No. 427; Alexandresco, X, p. 429; Nacu, III, p. 628).

117. In cazul când călătorul a murit în hanul în care a fost găzduit, privilegiul cheltuelilor necesare înmormântării sale vor fi preferite faţă de privilegiul hangiului. (Duranton, XIX, No. 132; Troplong, I, No. 206; Alexandresco, X, p. 430).

118. Potrivit dispoziţiilor art. 2102-6° c. civ. fr. (1730-7° c. civ. rom.) cărăuşul are un privilegiu asupra lucrului transportat, pentru cheltuielile de transport şi a celor accesorii. (Alexandresco, X, p. 431).

119. Acest privilegiu aparţine numai cărăuşului iar nu şi aceluia care a închiriat caii şi trăsurile necesare la trasportul lucrurilor. (Pont, I, No. 168; Laurent, XXIX, No. 513; Alexandresco, X, p. 431).

120. Cărăuşul îşi exercită privilegiul său numai întru cât are lucrul în posesiunea sa şi în cele 24 ore ce vor urma trădării lucrului la destinatarul său, dacă destinatarul a păstrat procesiunea lucrului. (Alexandresco, X, p. 432, 433).

121. Termenul de 24 ore se calculează dela oră la oră. (Alexandresco, X, p. 433).

122. Privilegiul cărăuşului încetează dacă în cele 24 ore dela predare, destinatarul a înstrăinat şi a predat lucrul unui terţ. (Alexandresco, X, p. 433).

123. Prin cheltuielili accesorii se înţeleg acele făcute cu ocazia lucrului, cum ar fi cele de reparare, de vamă etc. (Persil, I, p. 161; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 37 bis, I; Pont. I. No. 168; Martou, II, No. 510; Laurent, XXIX, No. 514; Baudry et Loynes, I, No. 553; Guillouard, I, No. 438: Alexandresco, X, p. 433).

124. Lucrul transportat nu garantează datoriile dela alte transporturi, ci numai transportul lui. (Troplong, I, No. 207 bis; Pont. I. No. 168; Martou, II, No. 513; Laurent, XXIX, No. 516; Baudry et Loynes, I, No. 554: Guillouard, I, No. 438: Alexandresco, X, p. 434).

125. Dacă însă cărăuşul s'a obligat a face un transport în bloc de mărfuri şi face transporturi succesive, privilegiul este garantat de toate mărfurile şi deci şi de fiecare transport în parte. (Pont, I, No. 168; Martou, II, No. 514; Laurent, XXIX, No. 516; Baudry et Loynes, I, No. 554; Guillouard, I, No. 441; Alexandresco, X, p. 434).

126. Potrivit dispoziţiilor art. 2102-7° c. civ. fr. (1730-8° c. civ. rom.) se conferă un privilegiu pentru asigurarea creanţelor rezultând din abuzurile şi prevaricaţiunile comise de către funcţionarii publici. (Alexandresco, X, p. 434, 435).

127. Prin acest articol s'a înfiinţat în favoarea cetăţenilor cari recurg la funcţionari însărcinaţi cu direcţia intereselor private o garanţie contra neglijenţei, erorilor sau relei lor credinţe. (Alexandresco, X, p. 435).

128. Garanţia constă din obligaţia pentru anumiţi funcţionari sau agenţi publici de a depune, înainte de intrarea lor în funcţiune o sumă de bani la casa de consemnaţii, asupa căreia particularii păgubiţi să-şi poată exercita recursul lor. (Alexandresco, X, p. 435).

129. Astfel sunt obligaţi a depune asemenea garanţii, grefierii şi portăreii, cari nu sunt titraţi, mijlocitori oficiali de schimb, cereale şi mărfuri, etc. (Alexandresco, X, p. 435).

130. Privilegiul prevăzut de acest articol garantează întâi pe Stat şi apoi pe particulari. (Alexandresco, X, p. 436).

131. La toate aceste privilegii speciale care se exercită asupra oricăror mobile se mai adaugă şi acele privilegii prevăzute de unele legi speciale, de codul de comerţ şi de alte articole din codul civil la materia succesiunilor. (Alexandresco, X, p. 463 464).

§ 3. Despre rangul privilegiilor asupra mobilelor, la caz de concurs între ele.

Art. 1731. — Cheltuelile de judecată vin înaintea tuturor creanţelor, în interesul cărora au fost făcute. (Civ. 1727, 1729 § 1; C. com. 387, 678 urm., 683, 685, 687, 689; L. Belg. 21).

Text. belg. Art. 21. — Les frais de justice priment toutes les créance dans l'intérêt desquelles ils ont été faits.

Doctrină.

1. Cheltuielile de judecată vin înaintea tuturor creanţelor în interesul cărora au fost făcute, prin urmare ele nu sunt preferite decât faţă de creditorii în interesul cărora au fost făcute. (Alexandresco, X, p. 467).

2. Cheltuielile de judecată primează, în principiu, privilegiile generale, prin legile speciale şi chiar privilegiile asupra imobilelor. (Laurent, XXIX, No. 523; Alexandresco, X, p. 467, nota 1).

3. Cheltuielile de judecată făcute cu urmărirea, sechestrarea şi vânzarea lucrurilor mobile ale debitorului primează privilegiul locatorului, deoarece acesta pentru a fi plătit trebueşte să urmărească şi să vândă lucrurile locatarului. (Alexandresco, X, p. 467).

4. Cheltuielile de judecată primează cheltuelile de conservare. (Alexandresco, X, p. 469).

Art. 1732. — Cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului trec înaintea privilegiilor anterioare.

Ele trec, în toate cazurile, chiar înaintea privilegiilor cuprinse la numerele 3, 4 şi 5 ale articolului 1729. (Civ. 1729, 1730—4°; L. Belg. 22).

Text. belg. Art. 22. — Les frais faits pour la conservation de la chose priment les privilèges antérieurs.

Ils priment même, dans tous les cas, le privilège compris dans les trois derniers numéros de l'art. 19.

Doctrină.

1. Cheltuielile făcute pentru conservarea lucrului primează toate creanţele privilegiate care au luat naştere înaintea lor, fie că aceste creanţe sunt garantate printr'un privilegiu general sau special, fie că creditorul anterior a avut sau nu cunoştinţă de cheltuielile de conservare. (Alexandresco, X, p. 467, 468, text şi nota 1; Comp. Martou, II, No. 522 urm.).

2. Cheltuielile de conservare primează

privilegiul special anterior al locatorului, al creditorului amanetar, al hangiului, al cărăuşului, etc. (Troplong, I, No. 62; Martou, II. No. 522, 523; Alexandresco, X, p. 467, nota 4).

3. In cazul când mai multe persoane au făcut cheltuieli pentru conservarea aceluiaşi lucru în mod succesiv, cel mai recent va prima pe acei mai vechi. (Martou, II, No. 524; Alexandresco, X, p. 468, nota).

4. Cheltuielile de conservare vor prima numai privilegiile anterioare iar nu şi pe cele posterioare. Astfel, dacă după facerea cheltuielilor de conservare, lucrul a fost amanetat, privilegiul creditorului amanetar va prima cheltuielile de conservare. (Alexandresco, X, p. 468).

5. Potrivit dispoziţiilor art. 1732 § 2 c. civ. rom. pentru a se determina preferinţa va trebui să se cerceteze calitatea privilegiilor care vin în concurenţă cu privilegiul conservării lucrului. (Alexandresco, X, p. 469).

6. Privilegiul cheltuielilor de conservare primează privilegiile generale fără a se distinge dacă acestea sunt anterioare sau posterioare cheltuielilor de conservare. (Martou, II, No. 527; Alexandresco, X, p. 469).

7. Cheltuielile de judecata primează cheltuielile de conservare potrivit condiţiilor din art. 1731 c. civ. (Alexandresco, X, p. 469).

8. Cheltuielile de înmormântare primează cheltuielile de conservare potrivit dispoziţiilor art. 1735 c. civ. rom. (Alexandresco, X, p. 469).

Art. 1733. — Creditorul amanetar, hangiul şi cărăuşul sunt preferiţi vânzătorului unui obiect mobiliar, care le serveşte de siguranţă, afară de cazul când ei, primind lucrul, au ştiut că preţul era încă datorit.

Privilegiul vânzătorului nu se exercită decât după acel al proprietarului casei sau moşiei, afară de cazul când vânzătorul, la transportarea lucrurilor în locurile închiriate, a făcut cunoscut proprietarului că preţul încă nu i s'a plătit. (Civ. 1685 urm., 1730; C. com. 387, 388, 678 urm.; L. Belg. 23).

Text. belg. Art. 23. — Le créancier gagiste, l'aubergiste et le voiturier sont préférés au vendeur de l'objet mobilier qui leur sert de gage, à moins qu'ils n'aient su, en le recevant, que le prix en était encore dû.

La privilège du vendeur ne s'exerce qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins que, lors du transport des meubles dans les lieux loués, le vendeur n'ait fait connaître au bailleur que le prix n'en avait pas été payé.

Doctrină.

1. Privilegiul creditorului amanetar, hangiului şi cărăuşului, primează privilegiul vânzătorului de lucruri mobile dacă acei dintâi nu au ştiut, atunci când au primit lucrul că preţul lui era datorit. (Alexandresco, X, p. 469, 470).

2. Cunoştinţa despre neplata preţului nu trebueşte să aibă loc în urma unei notificări, ci ea poate să aibă loc prin orice mod, fie că ei au aflat dela vânzător, fie din altă parte. (Alexandresco, X, p. 470, nota 1).

3. Privilegiul locatorului primează privilegiul vânzătorului de lucruri mobile, afară dacă acesta din urmă a făcut cunoscut, la transportarea lucrurilor în casa închiriată, locatorului că preţul lor era încă datorit. (Alexandresco, X, p. 469, 470).

4. Incunoştinţarea locatorului se poate face prin o notificare prin corpul de portărei, prin scrisoare recomandată şi chiar verbal. (Alexandresco, X, p. 471, nota 2).

5. Dacă vânzătorul lucrurilor neplătite va face dovada prin orice mijloace că locatorul avea cunoştinţă că lucrurile aduse de către locatar în imobil nu erau plătite, privilegiul vânzătorului va prima privilegiul locotorului, deoarece acesta din urmă este de rea credinţă. (Martou, II, No. 529; Laurent, XXIX, No. 532; Alexandresco, X, p. 471).

Art. 1734. — Sumele datorite pentru seminţe sau pentru cheltuelile recoltei de peste an se plătesc din preţul acestei recolte; şi sumele datorite pentru ustensile, cari servesc la exploatatţiunea moşiei, din preţul acestor ustensile, cu preferinţă, în ambele aceste

cazuri, înaintea privilegiului proprietarului moşiei. (Civ. 1730 § 2; C. com. 783—3⁰; L. Belg. 24).

Text. belg. Art. 24. — Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au bailleur dans l'un et l'autre cas.

Doctrină.

1. Articolul 1734 c. civ. rom., repetă dispoziţiunile din art. 1730-2⁰ din acelaşi cod. (Alexandresco, X, p. 472).

2. Creanţele pentru seminţe, pentru uneltele agricole şi pentru facerea recoltei, sunt preferite privilegiului arendatorului, fie că el a ştiut sau nu a ştiut că preţul era încă datorit, cu o condiţie numai ca acest privilegiu să fie posterior contractului de arendă, căci dacă ar fi anterior, s'ar aplica dispoziţiile art. 1733 c. civ. rom. (Duranton, XIX, No. 99; Pont, I, No. 135; Alexandresco, X, p. 472).

3. In cazul când există mai mulţi creditori pentru seminţe sau cheltuieli de recoltă şi activul nu ajunge la plata lor, fiecare din ei va lua o parte proporţională cu creanţa lor, fără nicio preferinţă între dânşii. (Martou, II, No. 537; Alexandresco, X, p. 472).

4. După altă părere, în acest caz, creditorii pentru cheltuielile recoltei vor fi preferaţi faţă de cei pentru seminţe, deoarece fără dânşii nu ar fi existat recoltă şi deci vânzătorii de seminţe nu ar fi putut să-şi exercite privilegiul lor. (Troplong, I, No. 63, 70).

Art. 1735. — Privilegiul cheltuelilor de îngropare trece înaintea tuturor celorlalte privilegii[1]). (Civ. 1729 § 2; L. Belg. 25).

Text. belg. Art. 25. — Le privilège des frais funéraires l'emporte sur tous les autres privilèges, à l'exception du privilège des frais de justice, du privilège des frais faits postérieurement pour la conservation de la chose, et du privilège de l'aubergiste, du voiturier et du créancier gagiste en tant que ceux-ci ne sont pas primés par le vendeur de l'objet donné en gage.

Doctrină.

1. Privilegiul cheltuielilor e înmormântare trec înaintea tuturor celorlate privilegii, deoarece cheltuielile de înmormântare au caracterul de ordine publică. (Alexandresco, X, p. 472, 473).

2. Aceste cheltueli însă, potrivit dispoziţiunilor art. 678 urm. c. com., sunt primate de privilegiile maritime. (Alexandresco, X, p. 473).

Art. 1736. — Celelalte privilegii generale sunt primate de către privilegiile speciale. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm.; L. Belg. 26).

Text. belg. Art. 26. — Les autres privilèges généraux sont primés par les privilèges spéciaux.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1736 c. civ. rom., privilegiile prevăzute de art. 1729-3⁰ până la 1729-5⁰ sunt primate de către privilegiile speciale. (Martou, II, No. 544; Laurent, XXIX, No. 541; Alexandresco, X, p. 473).

Secţiunea III. — *Despre privilegii asupra imobilelor.*

Art. 1737. — Creditorii privilegiaţi asupra imobilelor sunt:

1. Vânzătorul[2]) pe imobilul vândut, pentru plata preţului. Dacă s'au făcut mai multe vânzări succesive, pentru care a rămas datorit

---

1) Art. belgian corespunzător 25, prevede şi o serie de excepţiuni, cari trec înaintea acestor cheltueli ca: privilegiul cheltuelilor de justiţie pentru conservarea lucrurilor, etc., care de altfel sunt trecute şi în codul nostru civil înaintea acestora, în art. precedente 1721 şi următorii.

2) In ediţiunea oficială din eroare se zice, aci *„vânzătorului“*, în loc de *„vânzătorul“*, cum este şi în textul francez.

prețul în total, sau în parte, întâiul vânzător se preferește celui de al doilea, cel de al doilea celui de al treilea, și așa înainte.

2. Acei ce au dat banii cari au servit la achizițiunea unui imobil. Trebue însă să fie constatat într'un mod autentic, prin actul de împrumutare, că suma era destinată a fi întrebuințată la aceasta; asemenea trebue să fie constatat prin chitanța vânzătorului că plata prețului s'a făcut cu banii împrumutați.

3. Coerezii asupra imobilelor succesiunii, pentru garanția împărțelii făcute între ei, și a sumelor cu cari a rămas dator unul către altul[1]).

4. Arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui sau a repara edificii, canaluri sau alte opere, cu condițiune însă ca, prealabilmente, să se fi încheiat un proces-verbal de către un expert numit de tribunalul de prima instanță, în circumscripțiunea cărui sunt situate edificiile, constatator stărei și felului lucrărilor ce proprietarul va declara că are de gând a face, și numai în cazul când acele lucrări ar fi fost primite, cel mult în curs de șase luni, după terminarea lor, de către expert, asemenea numit de tribunal. Dar privilegiul acesta nu poate trece niciodată peste valorile constatate prin al doilea proces-verbal, ci se va reduce la adaosul de valoare ce va fi existând la epoca alienării imobilului, ca rezultat al lucrărilor executate.

5. Acei ce au împrumutat bani pentru a indemniza pe lucrători, se bucură de acelaș privilegiu, însă numai la cazul când întrebuințarea acelor bani va fi constatată într'un mod autentic prin actul de împrumutare, și prin chitanța lucrătorilor, în modul în care s'a vorbit mai sus, despre acei cari au împrumutat bani pentru achizițiunea unui imobil. (Civ. 728, 736, 742, 778, 787 urm., 972, 1020, 1021, 1107 § 2, 1109, 1171, 1294 urm., 1365, 1369, 1377, 1483 urm., 1488 urm., 1722, 1725, 1738 urm., 1740, 1741, 1742, 1745, 1785, 1790, 1902; C. com. 687 § 12, 785, 789; L. Timbr. 42 § 1; L. pentru autentificarea actelor din 1886; L. advocaților, 41, 42, 43; Civ. Fr. 2103; L. Belg. 27).

Text. fr. Art. 2103. — Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont: 1°. Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;

---

1) Intre paragrafele 3 și 4 ale art. 1737 cod civil se intercalează Art. 42 și Art. 43 din Legea pentru organizarea și unificarea corpului de advocați. (Mon. of. 251 923), în cuprinsul următor:

Art. 42. — Advocatul pentru onorarul cuvenit va avea dreptul de privilegiu asupra sumei sau averei mobile conservate sau intrate în patrimoniul clientului prin serviciile prestate de advocat, dacă creanța sa este constatată prin act scris.

Acest privilegiu va veni în rang imediat următor după privilegiul Statului, înaintea oricărei alte creanțe privilegiate.

Art. 43. — Convenția privitoare la onorarul stipulat între advocat și client va putea căpăta autenticitate prin depunerea de către client și advocat a unei declarații scrise către președinte sau locțiitorul său, în camera de consiliu a secțiunei la care e pendinte litigiul (pentru actele de notariat, la secțiunea respectivă).

Creanța de onorariu constatată prin sus menționata declarațiune sau prin alt act autentic, va avea drept de privilegiu asupra bunurilor aduse sau conservate in patrimoniul clientului prin serviciile prestate de advocat.

Acest privilegiu se va adăuga la art. 1737 din codul civil după alin. 3 formând un nou aliniat 3 bis și se va înscrie în registru de tribunal după simpla cerere a advocatului.

In privința bunurilor imobiliare, acest privilegiu se conservă prin inscripția creanței de onorar în registrul de mutațiuni sau în cărțile funduare locale.

Creanța de onorar se execută prin învestirea cu formulă executorie a actului autentic sau 'jurnalului încheiat conform sus menționatei declarațiuni. Executarea nu se va putea suspenda pe cale de contestație de cât după consemnarea sumei. Judecarea contestației se va face conform art. 41 al acestei legi.

S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite;

2°. Ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authéntiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

3°. Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soulte ou retour de lots;

4°. Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus tard de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office;

Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeur constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;

5°. Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I. 1813 din 24 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1926 I, 166;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 178, 179.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină)

Doctrină.

1. Privilegiile asupra imobilelor sunt generale, adică acele care lovesc toate imobilele în genere și speciale, adica acele care lovesc numai anumite imobile determinate. (Alexandresco, X, p. 474).

2. In dreptul român privilegii generale asupra imobilelor sunt acele ale Statului, județelor, comunelor și stabilimentelor publice, prevăzute de art. 1725 c. civ. și acel al chetuielilor de judecată prevăzut de art. 1727. (Alexandresco, X, p. 475).

3. Unii autori consideră privilegiile imobiliare ca niște ipoteci legale privilegiate, prezentând numai oarecare particularități, din cauză că aceste drepturi sunt de o natură aproape identică. (Guillouard, II, No. 449; Planiol, II, No. 2543, 2887).

4. Privilegiul imobiliar este, ca și ipoteca, un drept real asupra unor imobile afectate la plata unei datorii. (Aexandresco, X, p. 476).

5. Privilegiul conferă, ca și ipoteca un drept de preferință și un drept de urmă-

rire în mâna terților achizitori. (Alexandresco, X, p. 476).

6. Privilegiile imobiliare ca și ipotecile, sunt supuse publicității. (Alexandresco, X, p. 476).

7. In principiu, toți vânzătorii de imobile, pe lângă dreptul de rezoluțiune a vânzării pe care art. 1184 și 1654 c. civ. fr. (1021 și 1365 c. civ. rom.), îl conferă oricui vânzător în genere, se bucură de privilegiul prevăzut de art. 2103-1° c. civ. fr. (1737-1° c. civ. rom.), pe imobilul vândut pentru plata prețului. (Alexandresco, X, p. 478).

8. Acest privilegiu are loc fie că vânzarea s'a făcut prin act autentic, fie că s'a făcut prin act sub semnătură privată. (Baudry et Loynes, I, No. 574; Guillouard, II, No. 463; Alexandresco, X, p. 478).

9. De asemenea, acest privilegiu are loc fie că vânzarea a fost totală, fie că a fost parțială, în acest din urmă caz privilegiul exercitându-se numai asupra părții vândute. (Baudry et Loynes, I, No. 568; Alexandresco, X, p. 478, text și nota 3).

10. De asemenea, fie că vânzarea a fost de bună voie, fie că a fost silită. (Laurent, XXX, No. 16; Baudry et Loynes, I, No. 574; Guillonard, II, No. 489; Alexandresco, X, p. 478).

11. Acest privilegiu aparține și vânzătorului unui uzufruct imobiliar. (Baudry et Loynes, I, No. 568; Alexandresco, X, p. 478).

12. Acest privilegiu nu-și găsește aplicațiunea creanței care ar rezlta din constituirea cu titlu oneros a unei servituți. (Baudry et Loynes, I, No. 569; Guillouard, II, No. 476; Alexandresco, X, p. 479; Contra: Planiol, II, No. 2896).

13. De asemenea, nici drepturilor de uz și de abitațiune. (Baudry et Loynes, I, No. 569; Guillouard, II, No. 476; Alexandresco, X, p. 479).

14. Proprietarul zidului ce desparte două proprietăți are privilegiul vânzătorului pentru despăgubirea ce-i datorează vecinul care uzează de dreptul ce-i conferă art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.), spre a dobândi comunitatea zidului, sub condițiunea ca această despăgubire să fie fixată de părți sau de justiție. (Demolombe, XI, No. 367; Laurent, VII, No. 521; Baudry et Loynes, I, No. 570; Guillouard, II, No. 474 urm.; Planiol, II, No. 2897; Alexandresco, X, p. 479).

15. Pentru existența privilegiului vânzătorului, trebuește ca imobilul vândut să facă parte din acele imobile care pot fi grevate de privilegii și ipoteci, deoarece dreptul se realizează prin vânzarea silită. (Alexandresco, X, p. 480).

16. Coschimbătorul creditor al unei sulte are privilegiul vânzătorului, deoarece schimbul are analogie cu vânzarea. (Demante et Comet de Santerre, IX, No 51 bis, V: Huc, XIII, No. 109; Planiol, II, No. 1662, 1891; Alexandresco, X, p. 480; Nacu, III, 2891; Alexandrsco, X, p. 480; Nacu, III, p. 641, 642; Contra: Guillouard, II, No. 466).

17. Nu există privilegiu pentru cumpărătorul cu pact de răscumpărare, atunci când vânzătorul uzează de dreptul său de a-și lua lucrul înapoi. Cumpărătorul în acest caz are dreptul de retenție până la restituirea prețului, dar dacă el nu se folosește de acest drept, rămâne un simplu creditor chirografar. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 51 bis, VII; Pont, I, No. 189; Martou, II, No. 546; Planiol, II, No. 2894; Alexandresco, X, p. 481, 482).

18. Nu există privilegiu pentru donatorul cu sarcini, cum ar fi de exemplu când donatorul a stipulat o rentă viageră, deoarece el are la dispoziție calea revocării donațiunii pentru neîndeplinirea sarcinilor. (Demolombe, XX, No. 576; Troplong, I, No. 216; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 1, p. 147; Huc, XIII, No. 110; Guillouard, II, No. 468; Planiol, II, No. 2893; Alexandresco, X, p. 482, 483; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 56 bis, VI; Pont, I, No. 188; Baudry et Loynes, I, No. 581).

19. Nu există privilegiul vânzătorului de imobile pentru lucrurile care fiind imobile prin destinație în mâinile vânzătorului, au fost vândute altei persoane, chiar dacă cumpărătorul le-ar imobiliza la rândul lui, deoarece ele au fost vândute ca mobile. (Baudry et Loynes, I, No. 572; Alexandresco, X, p. 483).

20. De asemenea, nici pentru lucrurile mobile vândute și pe care cumpărătorul le-a destinat a fi imobilizate. (Alexandresco, X, p. 483, 484).

21. Privilegiul vânzătorului garantează plata prețului vândut. (Laurent, XXX, No. 3; Planiol, II, No. 1890; Alexandresco, X, p. 484).

22. Când prețul constă în o prestație oarecare, cum ar fi de exemplu o rentă viageră, plătibilă vânzătorului sau unui terț, privilegiul vânzătorului va garanta prestația veniturilor rentei. (Pont, I, No. 191; Laurent, XXX, No. 9; Alexandresco, X, p. 484).

23. Prețul garantat este acel arătat în actul de vânzare, iar nu acel stipulat printr'un act secret, în care s'ar fi arătat un preț mai mare, deoarece actul secret nu este opozabil creditorilor ipotecari ai cumpărătorului. (Pont, I, No. 190; Martou, II, No. 551; Laurent, XXX, No. 8; Baudry et Loynes, I, No. 584; Guillouard, II, No. 481; Alexandresco, X, p. 484).

24. Privilegiul vânzătorului garantează nu numai prețul, ci și dobânda, fie legală, fie convențională, accesoriile prețului, precum și cheltuielile contractului. (Laurent, XXX, No. 9; Planiol, II, No. 2902; Alexandresco, X, p. 485).

25. Privilegiul vânzătorului nu garantează însă plata daunelor ce pot fi datorite vânzătorului pentru rezilierea contractului, care constitue o creanță chirografară ca și aceea a dobânzilor dobânzilor.

(Troplong, I, No. 221; Martou, II, No. 555; Laurent, XXX, No. 14; Baudry et Loynes, I, No. 588; Planiol, II, No. 2903; Alexandresco, X, p. 486).

26. Privilegiul vânzătorului se exercită asupra imobilului vândut. (Alexandresco, X, p. 486).

27. Dacă s'a vândut o parte dintr'un imobil indiviz, privilegiul vânzătorului se va exercita numai asupra părţii vândute şi nu se va întinde asupra celorlalte părţi şi nici asupra achiziţiunilor vecine pe care cumpărătorul le-ar fi dobândit după vânzare. (Duranton, XIX, No. 158; Martou, II, No. 557; Alexandresco, X, p. 486).

28. In cazul când s'au făcut mai multe vânzări succesive, pentru care a rămas preţul datorit în total sau în parte, întâiul vânzător este preferit celui de al doilea, cel de al doilea celui de al treilea şi aşa mai departe. (Alexandresco, X, p. 486).

29. In caz de transformare a lucrului vândut, privilegiul vânzătorului se va exercita asupra imobilului transformat. Astfel dacă s'a vândut o casă care a fost distrusă, privilegiul vânzătorului se va exercita asupra terenului rămas sau asupra despăgubirii datorită de compania de asigurare. (Duranton, XIX, No. 158; Pont, I, No. 197; Alexandresco, X, p. 486, 487, 488).

30. In caz când pe imobilul vândut cumpărătorul a făcut îmbunătăţiri, după o părere, privilegiul vânzătorului se va restrânge numai la imobilul vândut, neputându-se exercita asupra îmbunătăţirilor. (Pont, I, No. 197; Planiol, II, No. 2898).

31. După altă părere dominantă, privilegiul vânzătorului se va exercita în acest caz şi asupra îmbunătăţirilor făcute de cumpărător, aplicându-se dispoziţiunile art. 2133 c. civ. fr. (1777 c. civ. rom.), dela ipoteci, deoarece privilegiile imobiliare sunt nişte ipoteci privilegiate. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 2, p. 148; Martou, II, No. 558; Laurent, XXX, No. 17; Baudry et Loynes, I, No. 593; Guillouard, III, No. 1520; Alexandresco, X, p. 487).

32. Privilegiul vânzătorului se întinde asupra mobilelor devenite imobile prin incorporaţie şi prin destinaţie. (Laurent, XXX, No. 18; Baudry et Loynes, I, No. 593; Guillouard, III, No. 1523; Alexandresco, X, p. 487).

33. Dacă imobilul vândut a fost expropriat pentru cauza de utilitate publică, privilegiul vânzătorului se exercită asupra despăgubirii. (Alexandresco, X, p. 488).

34. Vânzătorul care a pierdut privilegiul său, are dreptul de rezoluţiune a vânzării pentru neplata preţului, deoarece privilegiul vânzătorului şi dreptul de a cere rezoluţiunea vânzării sunt două drepturi deosebite unul de altul. (Troplong, I, No. 222; Marcadé, Art. 1654 urm., No. 2; Alexandresco, X, p. 488).

35. Privilegiul prevăzut de art. 2103-2° c. civ. fr. (1737-2° c. civ. rom.), în realitate nu este un privilegiu deosebit, ci este tot privilegiul vânzătorului, care se exercită pe cale de subrogaţie. (Alexandresco, X, p. 489).

36. Acest text este inutil, deoarece constitue o aplicare a art. 1250 c. civ. fr. (1107 c. civ. rom.). (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 53 bis; Alexandresco, X, p. 489).

37. In cazul când mai multe persoane au împrumutat baui succesiv cumpărătorului pentru a dobândi un imobil, îndeplinind fiecare formalităţile cerute de lege pentru dobândirea privilegiului, ele vor fi plătite din preţul imobilului, fiecare proporţional cu creanţa sa. (Troplong, I, No. 235, 379; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 11, p. 151; Alexandresco, X, p. 489).

38. Pentru ca împrumutătorul să se poată bucura de privilegiul vânzătorului, trebueşte ca atât actul de împrumutare cât şi chitanţa vânzătorului să fie autentice, iar nu sub semnătură privată, chiar având dată certă, pentru a se înlătura frauda. (Troplong, I, No. 231; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 11, p. 150; Alexandresco, X, p. 489, 490).

39. Actul de vânzare însă din care decurge privilegiul vânzătorului nu trebueşte să fie autentic. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 11, p. 150; Alexandresco, X, p. 490).

40. Imprumutul şi chitanţa pot fi făcute printr'un singur act sau prin acte deosebite. In cazul când s'au făcut prin acte deosebite la diferite epoci, numai atunci se va pierde privilegiul, când vor exista indicii de fraudă. (Troplong, I, No. 232; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 11, p. 150; Alexandresco, X, p. 490).

41. Subrogaţia din acest articol este guvernată de art. 1252 c. civ. fr. (1109 c. civ. rom.), deoarece ea produce efectele ordinare ale subrogaţiei în genere. (Baudry et Loynes, I, No. 639; Alexandresco, X, p. 490).

42. In cazul când împrumutătorul îşi împrumută banii săi cumpărătorului spre a plăti preţul cumpărării, nu se cere ca subrogaţia să fie expresă. Dacă vânzătorul primeşte banii dela un terţ, subrogaţia trebueşte să fie expresă. (Massé et Vergé sur Zacharie, V, § 793, nota 10, p. 150; Alexandresco, X, p. 490).

43. Subrogaţia poate avea loc fără concursul cumpărătorului însă trebue făcută odată cu plata. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 10, p. 150; Alexandresco, X, p. 491).

44. Scopul privilegiului prevăzut de art. 2103-3° c. civ. fr. (1737-3° c. civ. rom.), este de a menţine egalitatea între copărtaşi. (Planiol, II, No. 2905; Alexandresco, X, p. 492).

45. Cu toate că din textul legii pare că se conferă privilegiul numai comoşteni-

torilor, totuşi textul este necomplet şi neexact, deoarece acest priviligiu are loc în orice împărţeală oricare ar fi cauza indiviziunii: moştenire, comunitate, cumpărare în comun, societate, etc. (Mourlon, III, No. 1351; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 55 bis, I; Laurent, XXX, No. 28; Pont, I, No. 200; Baudry et Loynes, I, No. No. 604; Guillouard, II, No. 499; Planiol, II, No. 2906; Alexandresco, X, p. 492).

46. Prin împărţeală se înţelege orice act care face să înceteze indiviziunea fie a masei comune în total sau în parte, fie a unuia sau mai multor obiecte din această masă. (Huc, XIII, No. 116; Alexandresco, X, p. 493).

47. Privilegiul prevăzut de acest articol are de scop să asigure despăgubirea unui copărtaş, în cazul când el ar fi evins de toate sau parte din lucrurile ce formează lotul său, pentru o cauză anterioară împărţelii, precum şi să garanteze plata sumelor pe care copărtaşii şi le datoresc. (Alexandresco, X, p. 493).

48. Privilegiul prevăzut de acest articol are loc şi în împărţelile de ascendent făcute prin acte între vii sau prin testament. (Troplong, I, No. 315; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis, XIV; Pont, I, No. 206; Martou, II, No. 576; Laurent, XXX, No. 28; Huc, XIII, No. 416; Baudry et Loynes, I, No. 606; Guillouard, II, No. 501; Planiol, II, No. 2906; Alexandresco, X, p. 493).

49. Din dispoziţiunile art. 2103-3° şi 2109 c. civ. fr. (1737-3° şi 1741 c. civ. rom.), care se completează unele prin altele, rezultă că privilegiul copărtaşilor garantează trei creanţe şi anume: sulta, preţul licitaţiei şi recursul în garanţie, când cauza evicţiunii este anterioară împărţelii. (Planiol, II, No. 2907; Alexandresco, X, p. 493, 494, 495; Comp.: Baudry et Loynes, I, No. 612; Guillouard, II, No. 506).

50. Privilegiul copărtaşilor garantează şi dobânzile acestor creanţe ce le au unii contra altora. (Alexandresco, X, p. 495).

51. De asemenea, acest privilegiu se întinde şi la raporturile ce copărtaşii sunt obligaţi a-şi face între ei precum şi la restituirea fructelor şi dobânzilor lucrurilor supuse raportului. (Martou, II, No. 578; Huc, XIII, No. 117; Baudry et Loynes, I, No. 613; Guillouard, II, No. 507; Alexandresco, X, p. 495; Contra: Duranton, XIX, No. 187; Grenier, I, No. 159; Laurent, X, p. 642).

52. Privilegiul, în privinţa preţului licitaţiei, după o părere, se exercită numai asupra imobilului licitat. (Pont, I, No. 207 bis; Laurent, XXX, No. 33; Baudry et Loynes, I, No. 624; Guillouard, II, No. 518; Planiol, II, No. 2911; Alexandresco, X, p. 496).

53. După altă părere, în caz de licitaţie, ca şi în cazul când imobilul ar fi însărcinat cu o sultă, privilegiul copărtaşilor se exercită asupra tuturor imobilelor succesiunii. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 14, p. 151).

54. Privilegiul, în privinţa acţiunii în garanţie, se exercită asupra imobilelor succesiunii, adică asupra imobilelor cari aparţin copărtaşilor garanţi de evicţiune, însă se exercită divizat deoarece şi creanţa este tot divizată. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 12, p. 151; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 55 bis, V; Pont, I, No. 202; Laurent, XXX, No. 36; Baudry et Loynes, I, No. 622; Guillouard, II, No. 517; Planiol, II, No. 2911; Alexandresco, X, p. 496).

55. In acest caz dacă unul dintre copărtaşii garanţi este insolvabil, insolvabilitatea sa se împarte între toţi copărtaşii, între cari intră şi acel ce reclamă garanţia. (Laurent, XXX, No. 36; Baudry et Loynes, I, No. 622; Guillouard, II, No. 517; Planiol, II, No. 2911; Alexandresco, X, p. 497).

56. In ceea ce priveşte garanţia pentru o sultă, dacă sunt numai doi copărtaşi, privilegiul se va exercita asupra imobilelor căzute în lotul copărtaşului care datoreşte sulta. (Baudry et Loynes, I, No. 623).

57. Dacă există mai mulţi copărtaşi, după o părere, privilegiul se va exercita asupra tuturor imobilelor succesiunii, afară de acele ale copărtaşului creditor al sultei. (Duranton, XIX, No. 186; Troplong, I, No. 237; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 793, nota 14, p. 151; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 55 bis, III; Laurent, XXX, No. 36; Baudry et Loynes, I, No. 623; Guillouard, II, No. 515, 516).

58. După altă părere, în acest caz, privilegiul se va exercita numai asupra imobilelor copărtaşului care datoreşte sulta. (Planiol, II, No. 2912; Alexandresco, X, p. 497).

59. Potrivit dispoziţiunilor art. 2103-4° c. civ. fr. (1737-4° c. civ. rom.), arhitecţii, antreprenorii, pietrarii şi alţi lucrători întrebuinţaţi pentru a zidi, a reconstrui sau a repara edificii, canaluri sau alte opere, au un drept de privilegiu pentru valoarea pe care au introdus-o în patrimoniul debitorului comun. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 56; Laurent, XXX, No. 42; Planiol, II, No. 2914; Alexandresco, X, p. 498).

60. Pentru existenţa privilegiului se cere ca arhitecţii, antreprenorii, etc., să fi tratat direct cu proprietarul; prin urmare, acest privilegiu nu aparţine subantreprenorilor şi lucrătorilor cari au tratat cu anteprenorul, ci au contra proprietarului numai acţiunea prevăzută de art. 1798 c. civ. fr. (1488 c. civ. rom.). (Laurent, XXX, No. 45; Huc, XIII, No. 122; Baudry et Loynes, I, No. 630, 631; Pont, I, No. 210; Guillouad, II, No. 531; Planiol, II, No. 2916, 2917; Alexandresco, X, p. 499).

61. Privilegiul prevăzut de acest articol loveşte întreg imobilul, iar nu numai partea care a făcut obiectul lucrărilor. (Huc, XIII, No. 123; Baudry et Loynes,

I, No. 634; Planiol, II, No. 2920; Alexandresco, X, p. 500).

62. Arhitectul, antreprenorul, etc., au privilegiu asupra imobilului, numai pentru plus-valuta ce au adus lucrările făcute asupra imobilului, deoarece numai plus-valuta a fost adusă în patrimoniul debitorului. (Planiol, II, No. 2921; Alexandresco. X, p. 500).

63. Arhitectul, antreprenorul, etc., se foloseşte numai de plus-valuta dobândită de imobil prin lucrările sale, iar nu şi de aceea dobândită printr'un caz fortuit cum ar fi de exemplu, prin deschiderea unei strade lângă imobil. (Pont, I, No. 213; Baudry et Loynes, I, No. 635; Alexandresco, X, p. 500).

64. Dacă imobilul ar fi fost incendiat, arhitectul, antreprenorul, etc., îşi vor exercita privilegiul asupra despăgubirii datorite de compania de asigurare. (Baudry et Loynes, I, No. 635; Alexandresco, X, p. 501).

65. Pentru aprecierea plus-valutei se va lua în consideraţie momentul înstrăinării imobilului şi când creditorii îşi exercită privilegiul lor asupra preţului. (Planiol, II, No. 2922; Alexandresco, X, p. 501).

66. Pentru constatarea plus-valutei se vor încheia cu rigorozitate şi la termenele arătate, procesele-verbale prevăzute de art, 2103-4° c. civ. fr. (1737-4° c. civ. rom.), neputând exista privilegiu dacă nu se urmează întocmai. (Alexandresco, X, p. 501, 502, 503).

67. Regulile prevăzute la art. 2103-2° c. civ. fr. (1737-2° c. civ. rom.), se aplică prin analogie şi la privilegiul acelor care au împrumutat bani pentru a îndemniza pe lucrători. (Alexandresco, X, p. 504).

68. Acei cari au împrumutat bani spre a despăgubi pe lucrători, nu pot invoca privilegiul lor, dacă nu-şi conservă dreptul lor conform art. 2103-2° şi 2110 c. civ. fr. (1737-2° şi 1742 c. civ. rom.), aceste formalităţi neputând fi înlocuite prin cunoştinţa ce ar avea-o ceilalţi creditori despre acest privilegiu. (Alexndresco, X, p. 504).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1233, nota 2.

Secţiunea VI. — *Cum se conservă privilegiile.*

Art. 1738. — Intre creditori, privilegiile nu produc niciun efect, în privinţa imobilelor, decât atunci când ele s'au adus la cunoştinţa publică prin inscripţiune, şi numai dela data acelei inscripţiuni în registrele tribunalelor de prima instanţă, destinate pentru aceasta, după modul determinat de lege, afară de singurele excepţiuni ce urmează. (Civ. 1722 urm., 1739 urm., 1745, 1778, 1780 urm., 1790 urm., 1818; Com. 388, 405, 435, 437, 684, 689; Pr. civ. 725 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepţionale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2106; L. Belg. 29).

Text. fr. Art. 2106. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous les seules exceptions qui suivent.

Text. belg. Art. 29. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques à l'exception des privilèges des frais de justice.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 117;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30.

Doctrină.

1. Privilegiile asupra imobilelor sunt supuse publicităţii în interesul terţilor, deoarece sunt drepturi reale imobiliare. (Alexandresco, X, p. 516, 517).

2. Sunt supuse publicităţii creanţele care se execută în ţară, chiar dacă au

luat naştere în străinătate, indiferent dacă creditorii sunt români sau străini, deoarece publicitatea având de obiect interesul terţilor, este de ordine publică. (Alexandresco, X, p. 517).

3. Cu toată antinomia ce există între art. 2095 şi 2106 c. civ. fr. (1722 şi 1738 c. civ. rom.), trebueşte a se decide că fără inscripţie, privilegiul asupra imobilelor nu are nici putere faţă de terţi. (Pont, I, No. 251 urm.; Baudry et Loynes, I, No. 800; Alexandresco, X, p. 517; Comp.: Huc, XIII, No. 148).

4. Creditorul privilegiat asupra unui imobil, în lipsa unei inscripţii valide, nu poate urmări acest imobil în mâna terţilor achizitori nici să reclame vreun drept de preferinţă, asupra preţului imobilului, în detrimentul altor creditori, chiar chirografari. (Troplong, I, No. 268; II, No. 568; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 101 bis, II; Pont, II, No. 729; Laurent, XXX, No. 66, 551; Huc, XIII, No. 253; Baudry et Loynes, II, No. 1440; Guillouard, III, No. 1043, 1265; Alexandresco, X, p. 519).

5. Cunoştinţa personală a terţilor despre existenţa privilegiului înainte de a trata cu debitorul, nu poate înlocui inscripţia, care este singurul mijloc legal de publicitate admis de lege. (Troplong, II, No. 569; Pont, II, No. 728; Martou, III, No. 1029; Baudry et Loynes, II, No. 1441. 1539; Guillouard, II, No. 1045; Alexandresco, X, p. 519; Contra: Laurent, XXX, No. 552).

6. Acest principiu încetează a-şi mai găsi aplicaţia în cazurile când ar exista dol sau fraudă. (Martou, III, No. 1029; Alexandresco, X, p. 519).

7. Privilegiile asupra lucrurilor mobile nu sunt supuse niciunei publicităţi. (Troplong, I, No. 269; Mourlon, III, No. 1370; Alexandresco, X, p. 516).

Art. 1739. — Sunt scutite de formalitatea inscripţiunii, creanţele arătate la articolul 1729. (Civ. 388, 405, 433, 435, 480, 684, 689, 1729; Civ. Fr. 2107).

Text. fr. Art. 2107. — Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énoncées en l'article 2101.

Doctrină.

1. In art. 1739 c. civ. rom., legiuitorul a voit să spună că scuteşte de formalitatea inscripţiei creanţele arătate la art. 1729-1°, adică acele privitoare la cheltuielile de judecată, deoarece celelalte numere dela acest articol privesc privilegii generale asupra lucrurilor mobile care nu sunt supuse publicităţii. (Alexandresco, X, p. 520, 521).

Art. 1740. — Vânzătorul privilegiat conservă privelegiul său prin transcripţiunea titlului care a transferat proprietatea cumpărătorului, şi care titlu constată că i se datoreşte întregul preţ, sau parte din el; asemenea şi acela care a dat bani pentru cumpărarea unui imobil, conform alineatului 2 dela art. 1737, conservă privilegiul său prin transcripţiunea titlului care constată destinaţiunea împrumutării şi trecerea asupra sa a tuturor drepturilor vânzătorilor[1]). (Civ. 1020, 1021, 1365 urm., 1737, 1738, 1745, 1781, 1783, 1790, 1801 urm.; Pr. civ. 722, 723; Com. 689; Civ. Fr. 2108; L. Belg. 30, 34, 35).

Text. fr. Art. 2108. — Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat: sera néanmoins le conservateur des hypothèques

1) Din eroare se zice aci „*vânzătorilor*" în loc de „*vânzătorului*", cum este şi în textul francez. Textul român cuprinde numai prima parte a art. francez 2108, eliminând chiar din această primă parte cuvintele: „*à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur*".

tenu, sous peine de tous dommages et intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur son registre, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur du vendeur qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix.

Text. fr. Art. 2108 (Modificat prin Legea din 1 Martie 1918). — Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; a l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat; sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages-intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur un bordereau de même nature que ceux indiqués à l'article 2148 ci-après, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur des vendeurs qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est du sur le prix.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 177;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Dată certă*", p. 30.

Doctrină.

1. Privilegiul vânzătorului pentru preţul neplătit se conservă prin simpla transcriere a actului de vânzare în registrele tribunalului situaţiei imobilului vândut, chiar dacă contractul de vânzare a fost făcut printr'un act sub semnătură privată. (Alexandresco, X, p. 522).

2. Transcrierea actului de vânzare poate fi cerută fie de vânzător, fie de cumpărător. (Troplong, I, No. 258; Pont, I, No. 264; Martou, II, No. 637; Baudry et Loynes, I, No. 814; Guillouard, III, No. 1269; Planiol, II, No. 3007; Alexandresco, X, p. 522, nota 2).

3. Art. 2154 § 1 c. civ. fr. (1786 § 1 c. civ. rom.), nu-şi găseşte aplicaţiunea în această materie, ci transcripţia valorează treizeci ani. (Alexandresco, X, p. 522, 523).

4. Pentru ca transcrierea actului de vânzare să poată conserva privilegiul vânzătorului, trebueşte să se arate în contract că preţul nu a fost plătit în total sau în parte. (Martou, II, No. 640; Baudry et Loynes, I, No. 583, 814; Guillouard, III, No. 1276; Alexandresco, X, p. 523).

5. Legea face o favoare vânzătorului, prin întrebuinţarea formalităţii prevăzute de art. 2108 c. civ. fr. (1740 c. civ. rom.), însă el poate să nu transcrie actul, ci sa-şi conserve privilegiul său prin inscripţia lui. (Troplong, I, No. 285 bis; Martou, II, No. 638; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 69 bis, VII; Laurent, XXX, No. 76, 77; Mourlon, III, No. 1374; Baudry et Loynes, I, No. 813; Guillouard, III, No. 1272; Planiol, II, No. 3010; Alexandresco, X, p. 523; Contra: Pont, I, No. 263).

6. Transcrierea se poate face cât timp imobilul rămâne în patrimoniul cumpărătorului, sau dacă fiind înstrăinat de acesta până ce nu a fost transcrisă înstrăinarea, deoarece legea nu prevede niciun termen în care să se facă transcripţia. (Mourlon, III, No. 1373; Huc XIII, No. 152; Baudry et Loynes, I, No. 819; Alexandresco, X, p. 524).

7. Ipotecile constituite de cumpărător înainte de transcrierea contractului de vânzare sunt valabile însă nu pot jigni privilegiul vânzătorului, deoarece privilegiul primează, în principiu, celelalte creanţe, chiar ipotecare. (Troplong, I, No. 276; Martou, II, No. 641; Laurent, XXX, No. 87; Alexandresco, X, p. 524).

8. Acela care a dat bani pentru cumpărarea unui imobil îşi conservă privilegiul prin transcrierea titlului care constată destinaţia împrumutării şi subrogarea sa în drepturile cumpărătorului. (Baudry et Loynes, I, No. 824; Guillouard, III, No. 1289; Alexandresco, X, p. 524).

Art. 1741. — Coeredele sau copărtaşul la o împărţeală conservă privilegiul său asupra bunurilor cuprinse în fiecare lot, sau asupra lucrului pus în licitaţiune, pentru tot ce are drept a reclama în această calitate, prin inscripţiunea acestui privilegiu în termen de şasezeci zile, socotite dela data actului de împărţeală, sau dela

data adjudecațiunii prin licitațiune; în cursul acestui timp nicio ipotecă nu poate fi constituită în prejudiciul coeredelui sau copărtașului creditor asupra niciunui bun care se găsește cuprins în masa comună. (Civ. 728, 742, 748, 781, 787 urm., 1737 § 3, 1738, 1740, 1745, 1780 urm.; Pr. civ. 691 urm.; Civ. Fr. 2109; L. Belg. 33).

Text. fr. Art. 2109. — Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; durant lequel temps aucune hypothèque ne peut avoir lieu sur le bien chargé de soulte ou adjugé par licitation, au préjudice du créancier de la soulte ou du prix.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 177;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Privilegiul moștenitorului sau copărtașului se conservă numai prin inscripția directă, luată de însuși crediorul sau de un terț în numele acestuia, fără să fie nevoie să aibă mandat. (Alexandresco, X, p. 525).

2. Această inscripție trebuește luată atât în privința dreptului de urmărire, cât și a dreptului de preferință asupra imobilelor cuprinse în actul de împărțeală sau asupra imobilelor care au făcut obiectul licitației între copărtași în termen de șase zeci zile socotite dela data actului de împărțeală sau dela data adjudecării prin licitație. (Alexandresco, X, p. 525, 526).

3. Nu intră în calcul ziua de când începe termenul, ci numai ziua când se sfârșește termenul. (Mourlon, III, No. 1376; Huc, XIII, No. 154; Alexandresco, X, p. 526, nota 1).

4. Pentru ca înscrierea privilegiului să poată avea vreun efect, trebuește ca din actul de împărțeală să se constate că un copărtaș a rămas dator altui copărtaș sau în caz de licitare că copărtașul adjudecatar a rămas dator ceva din prețul adjudecării. (Alexandresco, X, p. 526).

5. Creditorul copărtaș este obligat să înscrie privilegiul său în termenul fixat de lege, chiar dacă copărtașul debitor a fost declarat în stare de faliment sau a încetat din vieață, iar succesiunea sa a fost acceptată sub beneficiul de inventar sau a fost declarată vacantă. (Pont, II, No. 899, 927; Baudry et Loynes, I, No. 836; II, No. 1594, 1595; Alexandresco, X, p. 526; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 120 bis, VIII, Boistel, Précis de droit commercial, No. 918; Guillouard, III, No. 1304, 1305; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, VII, No. 294).

6. Copărtașul care și-a înscris privilegiul în termenul fixat de lege are preferință față de toți creditorii ipotecari ai debitorului său înscriși, chiar înainte de împărțeală sau licitație. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 70 bis, I; Huc, XIII, No. 155; Baudry et Loynes, I, No. 839; Guillouard, III, No. 1307; Alexandresco, X, p. 526).

7. Acest copărtaș însă prin înscrierea privilegiului său nu va fi preferit față de creditorii către care copărtașul debitor a constituit o ipotecă în timpul indiviziunii asupra imobilului care a căzut apoi în lotul lui la împărțeală sau s'a adjudecat asupra lui prin licitație. (Laurent, XXX, No. 92 urm.; Alexandresco, X, p. 526, 527; Contra: Baudry et Loynes, I, No. 839).

8. Inscrierea privilegiului în termenul fixat de lege își produce efectul din ziua împărțelii sau licitației iar nu dela data înscrierii, așa încât ipotecile luate până la data acestei înscrieri nu au valoare față de copărtașul creditor, însă sunt valabile față de orice alte persoane. (Mourlon, III, No. 1377; Alexandresco, X, p. 527).

9. In cazul când copărtașul își înscrie privilegiul după cele șaizeci zile, el este valabil dela data inscripției, însă nu ca privilegiu, ci ca ipotecă legală, dreptul său fiind preferit numai față de creditorii chirografari și cei ipotecari înscriși în urma lui iar nu față de creditorii ipotecari înscriși înaintea lui. (Mourlon, III, No. 1377; Huc, XIII, No. 156; Baudry et Loynes, I, No. 841; Guillouard, III, No. 1307; Alexandresco, X, p. 527).

10. Dispozițiunile art. 2109 c. civ. fr. (1741 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și privilegiului conferit de art. 2103-3° c. civ. fr. (1737-3° c. civ. rom.), comoștenitorilor asupra imobilelor sucesiunii pentru garanția de evicțiune, bine înțeles cauza evicțiunii trebuind să fie anterioară împărțelii. (Mourlon, III, No. 1378; Huc, XIII. No. 154; Alexandresco, X, p. 528).

Art. 1742. — Arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui, sau a repara edificii, canaluri, sau alte opere, și acei cari au împrumutat pentru a indemniza pe persoanele de mai sus, cu bani, a căror întrebuințare se constată conform alineatului 5 dela articolul 1737, conservă privilegiul lor prin inscripțiunea proceselor-verbale ale experților, menționate la alineatul 4 al articolului 1737. (Civ. 1737, 1738, 1745; Civ. Fr. 2110; L. Belg. 38).

Text. fr. Art. 2110. — Les architectes, antrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription: 1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux, 2° du procès-verbal de reception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.

Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Dată certă*", p. 30.

Doctrină.

1. Arhitecții, antreprenorii de lucrări, pietrarii și lucrătorii precum și împrumutătorii cu bani pentru a plăti pe aceștia, își conservă privilegiul lor față de terți prin înscrierea proceselor-verbale ale experților prevăzute de art. 2103-4° și 5° c. civ. fr. (1737-4° și 5° c. civ. rom.). (Alexandresco, X, p. 528, 529).

2. Procesele-verbale nu trebuesc transcrise din cuvânt în cuvânt, ci numai înscrise, adică menționate în registrele respective. (Laurent, XXX, No. 106; Alexandresco, X, p. 529, nota 1; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 71 bis, I; Baudry et Loynes, I, No. 842).

3. Inscripția făcută de unul din creditorii privilegiați le folosește tuturor celorlalți creditori. (Baudry et Loynes, I, No. 842; Alexandresco, X, p. 529, nota 1).

4. Indeplinirea acestei formalități conservă privilegiul acelor subgrogați în drepturile constructorului, fără înscrierea subrogației. (Pont, I, No. 287; Baudry et Loynes, I, No. 842; Guillouard, III, No 320; Alexandresco, X, p. 529, nota 1).

5. Inscrierea acestui privilegiu poate fi luată oricând până la înstrăinarea imobilului, sau până la declararea debitorului în stare de faliment sau până la deschiderea succesiunii sale acceptată sub beneficiu de inventar, deoarece legea nu prevede niciun termen când să se facă înscrierea. (Huc, XIII, No. 159; Alexandresco, X, p. 529).

6. De asemenea, creditorii ipotecari înscriși înaintea constructorului vor fi preferați. (Pont, I, No. 281; Hoc, XIII, No. 160; Baudry et Loynes, I, No. 850; Guillouard, III, No. 1312; Alexandresco, X, p. 529, 530).

7. Cunoștința personală ce ar avea ceilalți codebitori despre privilegiul constructorului sau împrumutătorului cu bani, nu înlocuește înscrierea proceselor-verbale, cerută de lege. (Alexandresco, X, p. 530.)

8. Lipsa inscripției nu poate fi invocată de debitor ci numai de creditori. (Alexandresco, X, p. 530).

Art. 1743. — Creditorii și legatarii, cari cer separațiunea patrimoniului defunctului, conservă privilegiul lor asupra imobilelor succesiunii, în fața creditorilor[1]), erezilor sau reprezentanților de-

1) Credem că din eroare s'a intercalat aci această virgulă, care nu există în textul francez și a cărei existență schimbă senzul textului, dându-i o altă direcțiune, și făcând a se înțelege că ar fi vorba de creditorii defunctului, iar nu de creditorii erezilor sau reprezentanților defunctului, după cum în adevăr a înțeles legiuitorul și după cum se înțelege și din textul francez, unde lipsește această virgulă.

functului, prin inscripţiunea acestui privilegiu în termen de şase luni dela data deschiderii succesiunii.

Inaintea expirării acestui termen, nicio ipotecă stabilită de către erezii sau reprezentanţii defunctului asupra acelor bunuri, spre prejudiciul creditorilor sau legatarilor succesiunii, nu poate avea efect. (Civ. 781—783, 902, 1738, 1745, 1780 urm., 1790, 1801; Civ. Fr. 2111; L. Belg. 39).

Text. fr. Art. 2111. — Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine du défunt, conformément à l'article 878, au titre *des Successions* conservent, à l'égard des créanciers des héritiers ou représentants du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun des ces biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Oct. 1924, Curier Jud. 8/1926; *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 113 urm; *Despre succesiuni*, p. 48 urm; *Despre ipoteci*, p. 179 urm;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. După o părere, separaţia de patrimonii conferă creditorilor moştenirii sau legatarilor cari au luat inscripţia în termenul prevăzut de lege, un adevărat privilegiu, de a se îndestula din averea defunctului cu preferinţă înaintea creditorilor personali ai moştenitorilor şi dreptul de a urmări în mâna terţilor imobilul înstrăinat de moştenitori. (Duranton, VII, No. 490; Demolombe, XVII, No. 208, 209; Taulier, Théorie raisonée du code civil, VII, p. 213 urm.; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 59 bis, I urm.; Huc, XIII, No. 161; Baudry et Loynes, I, No. 872; Guillouard, III, No. 1343 urm.).

2. După altă părere, inscripţia separaţiei de patrimonii conferă creditorilor şi legatarilor numai dreptul de a se îndestula din averea defunctului cu preferinţă înaintea creditorilor moştenitorilor, însă nu pot exercita acest drept decât atâta timp cât imobilul moştenirii, asupra căruia s'a luat inscripţia, se găeşte în mâinile moştenitorilor. De îndată însă ce moştenitorii au înstrăinat imobilul, creditorii defunctului nu pot urmări acest imobil în mâinile terţilor achizitori. (Troplong, I, No. 323 urm; III; No. 6551; Mourlon, III, No. 1413; Marcadé, Art. 880, No. 4; Pont, I, No. 299 urm.; Martou, II, No. 666; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text şi nota 67, p. 551; Planiol, II, No. 2929; Alexandresco, X, p. 509 urm., 531).

3. Dreptul conferit de art. 2111 c. civ. fr. (1743 c. civ. rom.), se conservă în privinţa imobilelor, faţă de creditorii moştenitorilor sau de reprezentanţii defuntului printr'o inscripţie luată în registrele tribunalului situaţiei imobilului, în termenul de şase luni dela deschiderea succesiunii, fără să fie nevoie a se introduce o acţiune în separare de patrimonii pe cale principală. (Alexandresco, X, p. 531).

4. Inscripţia poate fi cerută de toţi acei cari au dreptul să ceară separaţia de patrimonii, adică de orice creditor al defunctului, chiar condiţional sau cu termen şi chiar înainte de îndeplinirea condiţiei sau scadenţei termenului. (Baudry et Loynes, I, No. 866 bis; Alexandresco, X, p. 531).

5. Inscripţia poate fi cerută şi de creditorii cari nu au un act scris. (Baudry et Loynes, I, No. 864; Alexandresco, X, p. 531).

6. Creditorii privilegiaţi sau ipotecari ai defunctului, dacă ipoteca sau privilegiul lor sunt conservate în mod regulat, nu au interes a lua inscripţia prevăzută de acest

articol, decât în cazul când privilegiul sau ipoteca lor ar fi restrânse numai la unele imobile ale defunctului. (Demolombe, XVII, No. 195; Pont, I, No. 300; Martou, II, No. 678; Baudry et Loynes, I, No. 863; Guillouard, III, No. 1340; Alexandresco, X, p. 531, 532).

7. Inscripţia prevăzută de art. 2111 c. civ. fr. (1743 c. civ. rom.), este supusă regulelor prevăzute de art. 2146 urm. c. civ. fr. (1780 urm. c. civ. rom.). (Baudry et Loynes, I, No. 864; Alexandresco, X, p. 532).

8. Inscripţia trebue să fie specială, adică să cuprindă arătarea speciei şi situaţiei bunurilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 484; Baudry et Loynes, I, No. 864; Alexandresco, X, p. 532).

9. Cu toate acestea, este suficient o inscripţie generală luată asupra tuturor imobilelor defunctului. (Alexandresco, X, p. 532).

10. Inscripţiunea trebueşte luată contra moştenitorului care este proprietarul imobilelor afectate de privilegiu, iar nu contra creditorilor săi. (Baudry et Loynes, I, No. 866; Alexandresco, X, p. 532).

11. Pentru calcularea termenului de şase luni în care trebueşte luată inscripţia, nu se va ţine seamă de ziua de când începe termenul, ci numai ziua când el sfârşeşte. (Baudry et Loynes, I, No. 867; Alexandresco, X, p. 532).

12. Inscripţiunea luată în termen asupra fiecărui din imobilele succesiunii, dă drept de preferinţă creditorilor defunctului faţă de toţi creditorii personali ai moştenitorilor, fie chirografari, privilegiaţi sau ipotecari, indiferent de data inscripţiei acestora din urmă. (Baudry et Loynes, I, No. 867).

13. Chiar în urma inscripţiei luată de creditorii ipotecari, moştenitorii pot să greveze de servituţi reale şi personale imobilele succesorale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 619, text şi notele 58, 59, p. 497, 498; Guillouard, III, No. 1338; Alexandresco, X, p. 533; Contra: Demolombe, XVII, No. 194; Huc, V, No. 417; Baudry et Loynes, I, No. 867).

14. In cazul când creditorii iau inscripţia după expirarea termenului de şase luni, însă înainte ca imobilele să fi fost înstrăinate de moştenitori prin înstrăinări transcrise, privilegiul se transformă în ipotecă cu rang dela data înscrierei lui şi neputând fi preferită decât creditorilor ipotecari ai moştenitorilor înscrişi după ei şi creditorilor chirografari ai moştenitorilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 484; Troplong, I, No. 325; Huc, V, No. 424; Baudry et Loynes, I, No. 967; Guillouard, III, No. 1329, 1333; Alexandresco, X, p. 533).

15. A se vedea: art. 781 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 781, nota 1.

Art. 1744. — Cesionarii acestor diverse creanţe privilegiate, exercită întru toate aceleaşi drepturi, care le aveau şi acei ce le-au cedat aceste creanţe. (Civ. 1106 urm., 1391 urm., 1396, 1833; Civ. Fr. 2112; L. Belg. 40).

Text. fr. Art. 2112. — Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous, les mêmes droits que les cédants, en leur lieu et place.

Doctrină.

1. Privilegiile şi ipotecile, cu toate drepturile în genere, trec la moştenitorii sau succesorii universali ai creditorului. (Alexandresco, X, p. 533).

2. Privilegiile şi ipotecile, ca accesorii ale creanţei, trec de drept la succesorii particulari ai creditorului, cum sunt cesionarii, donatarii sau legatarii. (Alexandresco, X, p. 533, 534, 536; Comp.: Huc, Cession, II, No. 437).

3. In caz de plată cu subrogare legală sau convenţională, privilegiul şi ipotecile care garantează creanţa plătită, trec odată cu drepturile şi acţiunile creditorului, la terţul care a plătit sau care a dat bani debitorului ca să plătească. (Alexandresco, X, p. 534).

4. Privilegiile şi ipotecile nu pot fi cedate în mod separat şi independent de cesiunea creanţelor garantate. (Laurent, XXXI, No. 324 urm.; Alexandresco, X, p. 534; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, VI urm.; Pont, I, No. 334, 459; Martou, I, No. 175; Troplong, Transcription, No. 323 urm.; Huc, XIII, No. 170; Baudry et Loynes, II, No. 905; Planiol, II, No. 3456).

5. Un creditor privilegiat sau ipotecar anterior poate ceda prioritatea rangului său unui creditor posterior. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, XVI; Baudry et Loynes, II, No. 906 urm.; Alexandresco, X, p. 534, 535).

6. Un creditor privilegiat sau ipotecar poate să confere altui creditor, chiar chirografar, dreptul de a exercita privilegiile şi ipotecile sale până la concurenţa creanţei sale ca şi cum acest din umă creditor

ar fi substituit celuilalt privilegiat. (Alexandresco, X, p. 536).

7. Din principiul art. 2112 c. civ. fr. (1744 c. civ. rom.), rezultă că în cazul când vânzătorul unui imobil ar fi cedat creanța sa asupra prețului care i-ar fi încă datorit, cesionarul va avea privilegiul vânzătorului și celelalte garanții stipulate de cedent, precum și acțiunea rezolutorie a vânzării care aparținea vânzătorului cedent. (Troplong, Vente, II, No. 643; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 138 bis, I; Huc, X, No. 228; Baudry et Saignat, Vente, No. 542; Baudry et Loynes, I, No. 888; Guillouard, Vente, II, No. 590, 819; Alexandresco, X, p. 536).

8. Dacă cesiunea a fost parțială, cedentul și cesionarul vor veni în concurs, ambii având privilegiul pentru partea creanței respective. (Pont, I, No. 239; Laurent, XXX, No. 118; Huc, XIII, No. 166; Baudry et Loynes, I, No. 889, 890; Alexandresco, X, p. 536; Contra: Troplong, I, No. 367).

9. Dacă s'au cesionat diferite părți ale creanței separat la diferiți cesionari, toți vor veni în concurs, având fiecare privilegiu pentru partea creanței ce-i aparține. (Huc, XIII, No. 166; Baudry et Loynes, I, No. 890; Alexandresco, X, p. 537).

Art. 1745. — Toate creanțele privilegiate supuse la formalitatea inscripțiunii, în privința căror nu s'ar fi îndeplinit condițiunile prescrise pentru conservarea privilegiului, nu încetează cu toate acestea de a fi creanțe ipotecare; însă ipoteca, în privința tuturor persoanelor al treilea, nu datează decât dela epoca inscripțiunilor care vor trebui făcute, după cum mai jos se va arăta. (Civ. 1725, 1738 urm., 1778, 1779, 1780 urm., 1786; Civ. Fr. 2113).

Text. fr. Art. 2113. — Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires; mais l'hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que de l'époque des inscriptions qui auront dû être faites ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166.

Doctrină.

1. In cazul când condițiunile la care sunt supuse privilegiile lipsesc, privilegiul dispare și rămâne numai ipoteca, care are rang dela data inscripției sale în registrele tribunalului situației imobilului. (Pont, I, No. 307; Alexandresco, X, p. 537).

2. Această regulă își găsește aplicațiunea numai la privilegiile supuse formalității inscripției. (Pont, I, No. 308; Alexandresco, X, p. 538).

3. De asemenea, pentru ca această regulă să-și găsească aplicație, trebuește ca, dacă privilegiul este supus inscripției, legea să prevadă un termen în care să fie luată inscripția și pe care creditorul nu l-a observat. (Huc, XIII, No. 167; Baudry et Loynes, I, No. 886; Planiol, II, No. 3149; Alexandresco, X, p. 538).

4. In cazul când există mai mulți creditori cari au toți același privilegiu și care a degenerat în ipotecă, deoarece nu au luat inscripția în termenul prevăzut de lege, și au luat unul după altul o inscripție tardivă, fiecare va avea rangul din ordinea înscrierii. (Planiol, II, No. 3151; Alexandresco, X, p. 538).

CAPITOLUL III.

Despre ipoteci [1]).

Art. 1746. — Ipoteca este un drept real asupra imobilelor afectate la plata unei obligațiuni.

Ipoteca este din natura ei nedivizibilă, și subzistă în între-

1) In vechiul drept român, (Codul Caragea și Calimach), ipotecile erau cunoscute sub denumirea de *„zălog"* iar privilegiile sub aceea de *„protimisis"*.

gimea ei asupra tuturor imobilelor afectate, asupra fiecărui, şi asupra fiecărei porţiuni din acele imobile.

Dreptul de ipotecă se conservă asupra imobilelor în orice mână va trece. (Civ. 717, 1062 urm., 1695, 1720, 1722, 1790 urm., 1800; C. com. 910; Civ. Fr. 2114; L. Belg. 41).

Text. fr. Art. 2114. — L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 8 urm., 20 urm., 43 urm;
GEORGESCU-OLENIN ST., *Notă* sub C. Apel Chişinău S. II, 7 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 269;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub Cas. III, 1223 din 1 Iulie 1923, Pand. Rom. 1926, I, 216.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Ipoteca este un drept real care conferă creditorului un drept de preferinţă şi un drept de urmărire asupra unui imobil afectat la plata unei obligaţii. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 721; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 412; Alexandresco, X, p. 543).

2. Ipoteca conferă creditorului un drept real asupra imobilului ipotecat. (Troplong, Privilèges et hypothèques, II, No. 386; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 721; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 412; Laurent, XXX, No. 174; Huc, XIII, No. 168; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 893; Guillouard, Traité des privilèges et hypothèques, I, No. 147; III, No. 1503; Alexandresco, X, p. 542; Contra: Marcadé, Art. 526, No. 4).

3. Ipoteca fiind un drept real este opozabilă tuturor creditorilor aceluiaşi debitor şi deţinătorilor imobilului ipotecat. Ea conferă un drept de preferinţă şi un drept de urmărire. (Martou, Privilèges et hypothèques, II, No. 689; Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 412; Huc, XIII, No. 168; Planiol, II, No. 2647, 3161; Alexandresco, X, p. 543, 545).

4. Ipoteca, fiind un drept real, dă dreptul creditorului ca, în caz de neplată a creanţei, să ceară vânzarea imobilului ipotecat, în orice mâini s'ar găsi, pentru ca din preţ să se despăgubească. (Martou, II, No. 689; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 747; Huc, XIII, No. 168; Alexandresco, X, p. 546).

5. Până când creditorul îşi exercită dreptul său ipotecar, proprietarul conservă, în principiu, asupra imobilului ipotecat, toate facultăţile inerente dreptului de proprietate. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 747; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 420; Baudry et Loynes, II, No. 894; Guillouard, III, No. 1583).

6. Cu toate acestea, proprietarul nu are dreptul să facă acte de natură a micşora valoarea imobilului ipotecat. Astfel, el nu poate distruge imobilul nici să exercite acte de folosinţă abuzivă în prejudiciul creditorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 412).

7. Ipoteca fiind un drept real, după o părere dominantă, constitue o desmembrare a proprietăţii. (Martou, II, No. 690; Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 412; Laurent, XXX, No. 174; Huc, XIII, No. 168; Baudry et Loynes II, No. 894; Comp.: Mourlon, III, No. 1431, 1432; Alexandresco, X, p. 546; Contra: Demolombe, IX, No. 471; Dalloz, Rép., Propriété, No. 63).

8. Pot fi garantate prin ipotecă obligaţiunile civile pure şi simple, condiţionale, precum şi obligaţiunile naturale. (Alexandresco, X, p. 547).

9. Ipoteca este un accesoriu al creanţei şi nu subsistă decât cu ea. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 727; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 413; Huc, XIII, No. 169; Baudry et Loynes, II, No. 902; Guillouard, II, No. 642; Planiol, II, No. 2650; Alexandresco, X, p. 546).

10. Astfel, dacă dispare obligaţia sau este afectată de un viciu radical, ipoteca dispare de asemenea. (Pont, Commentaire-

traité des privilèges et hypothèques, II, No. 721; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 727; Baudry et Loynes, II, No. 902; Guillouard, II, No. 642; Alexandresco, X, p. 546).

11. Stingerea sau nevalabilitatea ipotecii nu are nicio influenţă asupra obligaţiei principale. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 727; Alexandresco, X, p. 548).

12. Proprietarul poate constitui ipoteca asupra imobilului său pentru datoria unui terţ, fără a se obliga el însuşi. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 728).

13. Ipoteca, după o părere, nu poate fi cedată independent de creanţa pe care o garantează, deoarece este un drept accesoriu. (Larombière, Obligations, III, p. 226, 235 urm.; Laurent, XXXI, No. 324 urm.; Alexandresco, X, p. 321, 547).

14. După altă părere dominantă, ipoteca poate fi cedată independent de creanţa pe care o garantează. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, VI urm.; Pont, I, No. 334; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 949; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 414; Huc, XIII, No. 170; Baudry et Loynes, I, No. 905).

15. Ipoteca este indivizibilă prin natura sa, în sensul că fiecare parte din imobilul ipotecat garantează întreaga creanţă şi fiecare parte din creanţă este garantată cu întreg imobilul ipotecat. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, IV; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 732; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 415; Pont, I, No. 330 urm.; Laurent, XXX, No. 175 urm.; Huc, XIII, No. 169; Planiol, II, No. 2653; Alexandresco, X, p. 548).

16. In cazul când mai multe imobile sunt ipotecate pentru garantarea aceleiaşi datorii, fiecare imobil şi fiecare parte din ele garantează întreaga creanţă. (Troplong II, No. 388; Pont, I, No. 336; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 733; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 415; Baudry et Loynes, II, No. 898; Guillouard, II, No. 641; III, No. 1532, 1534; Alexandresco, X, p. 549).

17. In cazul când s'a plătit o parte din creanţa ipotecară, imobilul ipotecat rămâne în întregime afectat la plata restului creanţei. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, IV; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 733; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 415; Baudry et Loynes, II, No. 899; Guillouard, II, No. 636; III, No. 1532; Alexandresco, X, p. 549).

18. Pentru ca ipoteca să afecteze întregul şi fiecare parte a imobilului, trebueşte ca la constituirea ei să fi grevat întregul imobil, căci dacă ea a grevat numai o parte indiviză din imobil, ea se restrânge numai la această porţiune, restul rămânând liber. (Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 416).

19. Indivizibilitatea ipotecii nu face ca datoria pe care o garantează să fie indivizibilă, deoarece accesoriile nu pot influenţa principalul. (Demolombe, XXVI, No. 560; Pont, I, No. 333; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 741; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 417; Laurent, XXX, No. 176; Huc, XIII, No. 169; Baudry et Loynes, III, No. 1980; Guillouard, II, No. 638; III, No. 1549; Alexandresco, X, p. 549, nota 6).

20. Din acest principiu rezultă că dacă creditorul pune în întârziere pe unul din moştenitorii debitorului, care deţine imobilele afectate la creanţă, aceasta nu împiedecă pe ceilalţi moştenitori de a prescrie. (Troplong, Commentaire du titre des privilèges et hypothèques, II, No. 878 bis; Pont, I, No. 333; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 741; Baudry et Loynes, II, No. 901).

21. Părţile pot prin convenţiune să restrângă efectele indivizibilităţii ipotecii, deoarece indivizibilitatea este numai de natura iar nu de esenţa ipotecii. (Mourlon, III, No. 1430; Martou, II, No. 695; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, V; Pont, I, No. 331; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 743; Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 419; Laurent, XXX, No. 173, 179; Baudry et Loynes, II, No. 900; Planiol, II, No. 2655; Alexandresco, X, p. 548, 550).

22. Ipoteca după o părere, este un drept imobiliar, deoarece este un drept real asupra unui imobil. (Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 413; Laurent, XXX, No. 174; Huc, XIII, No. 168; Baudry et Loynes, II, No. 904; Planiol, II, No. 2648; Alexandresco, X, p. 545, 546).

23. După altă părere, ipoteca constitue în adevăr un drept imobiliar numai când este alipită la o obligaţie imobiliară, deoarece este un accesoriu al unei obligaţii dela care împrumută caracterul. (Duranton, XIX, No. 241; Demolombe, IX, No. 471, 472; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 75 bis, III; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 730).

24. Legile care guvernează ipotecile sunt de statut real. (Dalloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 421).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din dispoziţiile art. 4 cod comercial rezultă că toate actele făcute de un comerciant sunt prezumate comerciale, afară de acelea esenţialmente civile, su dacă contrariu nu rezultă din act. Această prezumpţie fiind „juris tantum" poate fi combătută prin probe contrarii şi această probă incumbă celui care alegă contrariul.

Imprumutul fiind o operaţiune foarte deasă în comerţ, şi întru cât în speţă nu s'a specificat în ce scop s'a făcut împrumutul, acesta cade sub prezumpţia de

comercialitate, astfel că, fiind stabilit că împrumutul are o cauză comercială, şi garanţia ipotecară, care e un accesoriu, va fi şi ea tot comercială. (C. Apel Chişinău, s. II, 7 Octomvrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 269).

Art. 1747. — Dreptul de ipotecă nu se poate constitui decât în cazurile şi cu formele prescrise de lege. (Civ. 1772; Com. 10, 16; Civ. Fr. 2115; L. Belg. 42).

Text. fr. Art. 2115. — L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

Doctrină.

1. Ipoteca este un act solemn, deoarece nu poate fi constituită decât în formă autentică. (Alexandresco, X, p. 551).

2. Ipoteca este supusă inscripţiei în privinţa terţilor, însă această inscripţie nu este o formalitate substanţială a existenţei ipotecii. (Alexandresco, X, p. 551).

3. In dreptul român, străinii pot fi creditori ipotecari asupra imobilelor urbane şi chiar asupra imobilelor rurale, însă nu pot cumpăra la licitaţie imobilele rurale. (Alexandresco, X, p. 551).

4. In materie de recunoaştere a existenţei unei ipoteci, legea interpretată în mod strict, existenţa ei neputând fi recunoscută în afară de dispoziţiile formale ale legii. (Pont, I, No. 322; Alexandresco, X, p. 551, 552).

Art. 1748. — Ipoteca este sau legală sau convenţională[1]). (Civ. 1749 urm., 1753 urm., 1760 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2116; L. Belg. 43).

Text. fr. Art. 2116. — Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionelle.
Text. belg. Art. 43. — Elle est légale, conventionnelle ou téstamentaire.

Doctrină.

1. Ipoteca este generală sau specială. Ipoteca este generală când ea afectează toate imobilele prezente şi viitoare ale debitorului şi este specială când afectează anumite imobile determinate. (Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 746).

2. In dreptul român nu există ipoteca judiciară, ci numai ipoteci legale şi convenţionale. (Alexandresco, X, p. 542, 552).

3. Ipoteca legală este generală. (Dalloz, Rép., Privilègcs et hypothèques, No. 747).

4. In dreptul român, ipotecile fie legale, fie convenţionale, sunt supuse regulei specializării. (Alexandresco, X, p. 542).

Art. 1749. — Ipoteca legală este aceea care ia naştere în virtutea unei dispoziţiuni speciale a legii.

Ipoteca convenţională este aceea care ia naştere din convenţiunea părţilor, cu formele prescrise de lege. (Civ. 902, 1738 urm., 1745, 1753 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2117; L. Belg. 44).

Text. fr. Art. 2117. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions, et de la forme extérieure des actes et des contrats.

Text. belg. Art. 44. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

L'hypothèque testamentaire est celle qui est établie par le testateur sur un ou plusieurs immeubles spécialement désignés dans le testament, pour garantie des legs par lui faits.

---

1) Art. francez corespunzător 2116, adaugă şi *„ipoteca judiciară"*.

Doctrină.

1. In dreptul român nu există decât ipoteci legale şi convenţionale. (Alexandresco, X, p. 552).

2. Ipoteca legală este aceea care ia naştere în virtutea unei dispoziţiuni speciale a legii, independent de orice conveţie. (Alexandresco, X, p. 553).

3. Ipoteca convenţională este aceea care rezultă din convenţia autentică a părţilor. (Alexandresco, X, p. 553).

Art. 1750. — Se pot ipoteca:

1. Imobilele cari sunt în comerţ, cu accesoriile lor, ce după lege se privesc ca imobile;

2. Uzufructul asupra acestor imobile şi accesorii. (Civ. 462 urm., 471, 488—492, 963, 1310, 1770, 1777, 1778, 1824; L. agrară, 123: Civ. Fr. 2118; L. Belg. 45).

Text. fr. Art. 2118. — Sont seuls susceptibles d'hypothèques:
1⁰. Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires;
2⁰. L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 28 urm., 41, 158 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Legea arată în mod limitativ bunurile cari pot fi ipotecate. (Alexandresco, X, p. 554).

2. Numai imobilele prezente, iar nu şi cele viitoare pot fi ipotecate. (Alexandresco, X, p. 554).

3. Numai imobilele care sunt în comerţ pot fi ipotecate, deoarece în caz de neplată imobilele se vând prin licitaţie şi imobilele care nu sunt în comerţ, nu pot fi vândute. (Mourlon, III, No. 1434; Alexandresco, X, p. 555; Comp.: Baudry et Loynes, II, No. 910 urm.).

4. Tot felul de imobile pot fi ipotecate. Astfel, pot fi ipotecate: imobilele prin natura lor, imobilele prin incorporaţie, imobilele prin destinaţie şi imobilele prin obiectul la care se aplică. (Alexandresco, X, p. 556; Comp.: Huc, XIII, No. 171).

5. Se poate ipoteca partea indiviză a unui imobil însă ipoteca va fi valabilă numai dacă imobilul ipotecat va cădea în lotul vânzătorului. (Mourlon, III, No. 1435; Alexandresco, X, p. 556, 557).

6. Pot fi ipotecate, în primul rând, fondurile de pământ cu accesoriile şi dependinţele lor. (Alexandresco, X, p. 557).

7. Fructele imobilelor sunt imobile prin incorporaţie cât timp sunt prinse de rădăcini, aşa încât în calitatea lor de accesorii, sunt ipotecate odată cu pământul din care fac parte. (Huc, XIII, No. 171; Baudry et Loynes, II, No. 914; Planiol, II, No. 2735, 2737; Alexandresco, X, p. 557).

8. Ipoteca nu împiedecă pe proprietar a culege şi vinde fructele, deoarece el se poate folosi de lucrul său. (Planiol, II, No. 2737, 3083; Alexandresco, X, p. 558).

9. Dreptul de farmacie fiind un bun mobil incorporal, nu poate fi ipotecat, ci numai amanetat. (Alexandresco, X, p. 559).

9 bis. Clădirile pot fi ipotecate deoarece sunt imobile prin incorporaţie. (Alexandresco, X, p. 559).

10. Locatarul, arendaşul sau uzufructuarul nu poate ipoteca construcţiile făcute de el pe terenul închiriat, arendat sau supus uzufructului. (Demolombe, IX, No. 168; Martou, III, No. 935; Laurent, XXX, No. 215 urm.; Guillouard, II, No. 651; Alexandresco, X, p. 559, 560; Contra: Pont, I, No. 359; II, No. 634; Huc, XIII, No. 173; Baudry et Loynes, II, No. 1298).

11. Pot fi ipotecate nu numai imobilele, ci şi accesoriile lor, adică imobilele prin destinaţie, care sunt lovite de ipotecă odată cu fondul din care fac parte, fără să fie necesară vreo stipulaţie expresă în privinţa lor. (Baudry et Loynes, II, No. 916; Alexandesco, X, p. 560).

12. Imobilele prin destinaţie nu pot fi ipotecate deosebit de imobilul din care fac parte. (Baudry et Loynes, II, No. 916; Alexandresco, X, p. 560, nota 3).

13. Proprietarul poate să facă să înceteze imobilizarea imobilelor prin desti-

nație și să înstrăineze aceste lucruri, iar terții dobânditori de bună credință, în acest caz, nu sunt supuși acțiunii creditorului ipotecar. (Alexandresco, X, p. 561; Comp.: Baudry et Loynes, II, No. 917; III, No. 2006).

14. Potrivit dispozițiunilor art. 2118 c. civ. fr. (1750 c. civ. rom.), uzufructul asupra imobilelor și accesoriilor lui, poate fi ipotecat, deoarece el este imobil prin obiectul la care se aplică. (Alexandresco, X, p. 561)

15. In caz de neplată, creditorul ipotecar al uzufructului va putea numai să vândă uzufructul iar nu să ia fructele. (Persil, Régime hypothécaire, I, No. 313, 314; Troplong, II, No. 400; Pont, I, No. 382; Alexandresco, X, p. 562).

16. Proprietarul, poate să constitue ipotecă numai asupra uzufructului rămânând liberă nuda proprietate. (Toplong, II, No. 400: Mourlon, III, No. 1437, nota 1; Pont, I, No. 381; Laurent, XXX, No. 211; Alexandresco, X, p. 562; Contra: Martou, II, No. 735; Baudry et Loynes, II, No. 920; Guillouard, II, No. 666).

17. De asemenea, proprietarul poate ipoteca numai nuda proprietate, rămânând liber uzufructul. (Baudry et Loynes, II, No. 920; Alexandresco, X, p. 562).

18. Drepturile de uz și de abitație nu pot fi ipotecate, deoarece ele nu pot fi cedate. (Mourlon, III, No. 1439; Baudry et Loynes, II, No. 927; Guillouard, II, No. 673; Planiol, II, No. 2728; Alexandresco, X, p. 563).

19. Servituțile vor fi ipotecate odată cu fondul, ele neputând fi ipotecate independent de acest fond. (Baudry et Loynes, 'II, No. 928; Guillouard, II, No. 673; Planiol, II, No. 2729, 2739; Alexandresco, X, p. 564).

20. Bezmanarul va putea să-și ipotecheze dreptul său de bezman. (Planiol, II, No. 2730; Alexandresco, X, p. 564).

Art. 1751. — Mobilele nu pot fi ipotecate. (Civ. 472 urm., 1909; Civ. Fr. 2119; L. Belg. 46).

Text. fr. Art. 2119. — Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Bibliografie (continuare).

Constantinescu Jac. N., *Despre ipoteci*, p. 39 urm.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 2119 c. civ. fr. (1751 c. civ. rom.), lucrurile mobile nu pot fi ipotecate, deoarece ele pot fi constituite amanet și deci ipotecarea lor devine inutilă. Apoi dreptul de urmărire în mâinile terților ar fi o piedecă pentru comerț și dreptul de preferință ar fi periculos, deoarece nu s'ar putea aduce la cunoștința terților. (Troplong, II, No. 395; Mourlon, III, No. 1446; Laurent, XXX, No. 193; Alexandresco, X, p. 565).

Art. 1752. — Nu se aduce nicio modificațiune prin acest codice dispozițiunilor legilor maritime, în privința navelor și bastimentelor de mare. (C. com. 490 urm., 678—694; Civ. Fr. 2120).

Text. fr. Art. 2120. — Il n'est rien innové par le présent Code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtiments de mer.

Doctrină.

1. Cu toate că lucrurile nu pot fi ipotecate, totuși prin excepție se pot ipoteca vasele sau corăbiile. (Alexandresco, X, p. 566).

Secțiunea I. — *Despre ipotecile legale.*

Art. 1753. — Drepturile și creanțele cari se asigură de lege prin o ipotecă sunt:

1. Ale femeilor măritate asupra bunurilor bărbatului [1];
2. Ale minorilor și interzișilor asupra bunurilor tutorelui;
3. Ale Statului, ale comunelor și stabilimentelor publice, asu-

1) A se vedea, în legătură cu aceste articole, notele de sub textul articolelor 1256, 1281 și 1283 Codul Civil.

pra bunurilor perceptorilor și administratorilor centrali[1]). (Civ. 343 urm., 348, 390, 415 urm., 435, 454, 1242 urm., 1272 urm., 1281, 1725, 1754 urm., 1762 urm., 1768, 1814; C. com. 799; L. Timb. 42 § 1; Civ. Fr. 2121).

Text. fr. Art. 2121. — Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée sont:

Ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari;

Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leurs tuteur;

Ceux de l'Etat, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 113; *Despre ipoteci*, p. 198 urm., 209; DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 63, 64.

Doctrină.

1. Art. 1753 c. civ. rom. care enumeră ipotecile legale, mărginindu-le numai la trei este necomplect, deoarece ipotecile legale consacrate de codul civil român sunt următoarele: 1) ipoteca legală a femeilor măritate pentru asigurarea dotei lor, alienabilă; 2) ipoteca legală a minorilor și interzișilor asupra imobilelor tutorului; 3) ipoteca legală a Statului, comunelor și stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor contabili; 4) ipoteca legală a legatarilor asupra imobilelor moștenirei pentru asigurarea plății legatelor lor; 5) ipoteca legală în care degenerează privilegiile care nu au fost înscrise în termenul fixat de lege. (Alexandresco, X, p. 553, 566, 567).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. O inscripție ipotecară asupra unei societăți în nume colectiv nu poate fi luată de către Stat pentru garantarea unor datorii a creditorilor personali ai asociaților, întru cât patrimoniul societății e distinct de acel al asociaților și nu poate forma gajul creditorilor personali ai asociaților decât în măsura în care codul de comerț o permite. (Cas. I, 3105 din 2 Noemvrie 1925, Pand. Săpt. 8/926, Curier Jud. 15 din 1926, Pand. Rom. 1926, III, 129).

§ 1. *Despre siguranțele femeilor măritate* [2]).

Art. 1754. — Femeia va avea o ipotecă specială asupra bunurilor ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei alienabile.

Ipoteca se va înscrie de bărbat înaintea celebrării căsătoriei și nu va avea efect decât dela data acelei inscripțiuni.

Inscripțiunea va putea fi cerută și de femeie. (Civ. 1242 urm., 1249, 1281, 1753, 1755 urm., 1778, 1779; C. com. 796; L. Timbr. 39 § 9, 42 § 1; L. Belg. 64).

Text. belg. Art. 64. — La femme aura une hypothèque spéciale sur les biens qui sont affectés par le contrat de mariage, pour sûreté de sa dot et de ses conventions matrimoniales.

Elle pourra également stipuler, dans son contrat de mariage, une hypothèque spéciale pour garantie des reprises de toute nature, même conditionnelles ou éventuelles, qu'elle pourra avoir à exercer contre son mari.

Ces hypothèques seront inscrites par le mari avant la célébration du mariage, et auront leur effet à dater de l'inscription.

L'inscription pourra aussi être requise par la femme.

1) Din eroare se zice aici *„centrali"* în loc de *„comptabili"*, cum este și în textul francez.
2) A se vedea în legătură cu aceste articole, notele de sub textele Art. 1256, 1281 și 1283 Cod. Civ.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 198 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Femeia are o ipotecă legală asupra imobilelor bărbatului, supusă specializării şi inscripţiunei pentru siguranţa dotei sale alienabile. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 660).

2. Ipoteca legală a femeii măritate a fost înfiinţată de legiuitor din cauza imposibilităţii morale în care se află adeseori femeia de a stipula o garanţie dela bărbatul său, atât înainte de căsătorie, cât şi în timpul căsătoriei. (Huc, XIII, No. 177; Baudry et Loynes, II, No. 973; Alexandresco, VIII, partea I, p. 661).

3. Ipoteca legală nu poate avea loc decât dacă căsătoria este valabilă. Ea poate însă rezultă din o căsătorie putativă, dacă femeia a fost de bună credinţă. (Pont, I, No. 427; Baudry et Loynes, II, No. 974; Guillouard, II, No. 753; Alexandresco, VIII, partea I, p. 662).

4. Ipoteca legală subsistă şi după separaţia de patrimonii, până la restituirea dotei. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 662).

5. In dreptul român, după o părere, sunt garantate prin ipoteca legală toate creanţele ei, precum: dota, clauza de întrebuinţare, câştigurile nupţiale, bunurile parafernale etc. (Nacu, III, p. 698).

6. După altă părere, prin ipoteca legală este garantată numai dota alienabilă a femeii şi a fructelor şi dobânzilor ei iar nu orice acţiune ar putea să aibă ea contra bărbatului. (Alexandresco, VIII, part. I, p. 667 urm.).

7. Dacă în momentul facerii contractului de căsătorie, bărbatul este coproprietarul unui imobil în indiviziune, partea sa în imobil este lovită de ipoteca legală. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 671).

8. Ipoteca legală loveşte şi imobilele supuse unei condiţiuni suspensive sau rezolutorii, caz în care dreptul femeii va fi în suspensie până la îndeplinirea condiţiei sau va fi desfiinţat prin îndeplinirea ei. (Laurent, XXX, No. 367; Colin et Capitant, II, p. 895; Alexandresco, VIII, partea, I, p. 672).

9. Ipoteca legală are rang din ziua luării inscripţiei. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 673).

10. Inscripţia ipotecară poate fi luată şi de viitorul bărbat înainte de celebrarea căsătoriei. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 677).

Art. 1755. — Prin contractul de căsătorie se vor specializa imobilele ipotecate, obiectele dotale garantate şi suma până în concurenţa căreia se va putea lua inscripţiunea ipotecară. (Civ. 1224 urm., 1281, 1756 urm.; L. Belg. 65).

Text. belg. Art. 65. — Le contrat désignera les immeubles grevés de l'hypothèque, l'objet de la garantie et la somme à concurrence de laquelle l'inscription pourra être prise.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 198 urm.

Doctrină.

1. Ipoteca femeii măritate este specială în sensul că trebueşte să fie specializată prin contractul de căsătorie. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 670, 673).

2. Specializarea ipotecii legale a femeii măritate are de scop să mărginească inscripţia numai asupra imobilelor necesare pentru a conferi o garanţie completă. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 670, 671).

Art. 1756. — In lipsă de stipulaţiuni exprese[1]) de ipotecă în contractul de căsătorie sau când garanţiile determinate prin acest

1) Art. belgian corespunzător 66, nu cuprinde expresiunea „*exprese*", care nu se găseşte nici în textul francez.

contract nu vor fi îndestulătoare, femeia va putea, în timpul căsătoriei, în virtutea autorizațiunii date de către președintele tribunalului domiciliului său, și până la concurența sumei dotei alienabile, să ceară inscripțiunea ipotecară asupra unuia sau mai multe imobile anume determinate ale bărbatului său. (Civ. 93, 1224, 1281, 1755, 1757 urm., 1778, 1779; C. com. 796; L. Belg. 66[1]).

Text. belg. Art. 66. — A défaut de stipulation d'hypothèque, ou en cas d'insuffisance des garanties déterminées par le contrat, la femme pourra, pendant le mariage, en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile et à concurrence de la somme qui sera fixée par lui, requérir des inscriptions hypothécaires sur les immeubles de son mari, pour sûreté des droits énumerés au § 1-er de l'article 65.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 198 urm.

Doctrină.

1. Femeia poate să stipuleze prin contractul său de căsătorie, o ipotecă asupra bunurilor bărbatului, însă, după o părere, această ipotecă nu mai este legală, ci convențională. (Martou, III, No. 894, 895; 939; Alexandresco, VIII, partea I, p. 661, 668).

2. După altă părere, chiar în acest caz ipoteca femeii este ca întotdeauna legală asupra imobilelor bărbatului său. (Laurent, XXX, No. 381 urm.).

3. Femeia are interes să stipuleze prin contractul său de căsătorie o ipotecă convențională, cu toate că ea are o ipotecă legală, pentru a-și garanta averea sa parafernală precum și orice alte drepturi eventuale ce ar putea să aibă mai târziu. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 668).

4. Ipoteca legală a femeii măritate poate fi specializată și în timpul căsătoriei, după cum rezultă din art. 1756, 1757 și 1758 din codul civil român. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 670, 673, 674).

5. Femeia poate să ceară o inscripție suplimentară sau chiar o primă inscripție asupra bunurilor dobândite de bărbat, după celebrarea căsătoriei. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 671, 673, 674).

6. Bărbatul nu poate cere ca inscripția să fie luată asupra unor bunuri ce vor urma să intre în patrimoniul său. (Laurent, XXX, No. 364; Alexandresco, VIII, partea I, p. 671).

7. Femeia va determina suma până la concurența căreia inscripția va fi luată. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 673, 674).

8. Femeia specializează ipoteca legală, iar nu președintele tribunalului. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 674).

9. Președintele tribunalului acordă sau refuză autorizația pe baza art. 66 bis pr. civ. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 674).

Art. 1757. — Femeia va putea încă, chiar în caz de convențiune contrarie, dară cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului său, să ceară, în timpul căsătoriei, inscripțiuni ipotecare asupra imobilelor bărbatului său, pentru orice pretențiuni ar putea avea în contra lui, în virtutea foaiei sale dotale. (Civ. 5, 93, 1281, 1756, 1758; C. com. 796; L. Belg. 67[2]).

Text. belg. Art. 67. — La femme pourra toujours nonobstant convention contraire, mais en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile, requérir, pendant le mariage, des inscriptions sur les immeubles de son époux pour toutes causes de recours qu'elle peut avoir contre lui, telles que celles qui résultent d'obligations par elle souscrites, d'aliénations de ses propres, de donations ou de successions auxquelles elle aurait été appelée.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 198 urm.

1) A se compara art. 1756 român, cu art. 66 din Legea belgiană dela 1851.
2) A se compara art. 1757 român cu art. 67 din legea belgiană din 1851.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1757 c. civ. rom. femeia are dreptul să ia, cu autorizația președintelui tribunalului, în timpul căsătorie, o inscripție ipotecară asupra bunurilor bărbatului, pentru orice pretențiuni ar avea în contra lui însă numai în privința dotei sale iar nu și în privința averii sale parafernale. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 667, 668).

2. Pentru dota pe care femeia măritată poate s'o dobândească în timpul căsătoriei, prin donațiuni sau succesiune ab intestat sau testamentară, ea nu va putea lua inscripția decât potrivit dispozițiilor art. 1757 c. civ. rom. cu autorizarea președintelui tribunalului. (Laurent, XXX, No. 378, 388; Alexandresco, VIII, partea I, p. 673).

3. Femeia nu poate lua inscripția ipotecară după desfacerea căsătoriei prin divorț, însă poate lua inscripția ipotecară, în baza art. 1780 c. civ. rom., la desfacerea căsătoriei prin deces, în termen de trei luni dela moartea bărbatului. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 675, 676).

4. Femeia poate lua inscripția ipotecară chiar în urma începerii urmăririi silite a imobilului bărbatului, până la adjudecarea lui definitivă. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 676, 677).

5. In timpul căsătoriei înscripția luată de femeie nu are nevoie să fie reînoită, chiar dacă căsătoria ar ține mai mult de cincisprezece ani. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 677).

Art. 1758. — Inscripțiunile luate în virtutea articolelor 1756, 1757, vor arăta special fiecare imobil, și vor determina sumele pentru care sunt cerute acele inscripțiuni. (Civ. 1281, 1754, 1759 urm., 1780; L. Belg. 68).

Text. belg. Art. 68. — Les inscriptions prises en vertu des articles 66 et 67 désigneront spécialement chaque immeuble et exprimeront les sommes pour lesquelles ces inscriptions sont requises.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 198 urm.

Doctrină.

1. In dreptul român există principiul publicității și specializării ipotecii legale a femeii măritate. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 672).

2. Inscripțiunile ipotecare legale vor trebui să determine suma creanțelor dotale și să indice imobilele asupra cărora se ia inscripția. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 673).

Art. 1759. — In toate cazurile determinate mai sus, în cari femeia măritată are drept de a cere inscripțiunea de ipotecă asupra bunurilor imobile ale bărbatului, dacă ea nu va exercita acest drept, îl va putea exercita, în numele ei, acel ce a constituit dota și, în lipsa acestuia, chiar procurorul[1]) tribunalului de prima instanță al domiciliului femeiei. (Civ. 1281, 1754 urm.; Pr. civ. 80 și urm.; Leg. 29 Oct. 1877; L. Belg. 69, 70[2]).

Text. belg. Art. 69. — Dans les cas prévus par les articles précédents, et en se conformant aux règles qui y sont prescrites, les parents et alliés des époux jusqu'au troisième degré inclusivement pourront requérir les inscriptions au nom de la femme.

Text. belg. Art. 70. — Le juge de paix du canton du domicile marital et le procureur du Roi près le tribunal de première instance pourront d'office requérir ces inscriptions au nom de la femme.

Le mari pourra toujours les prendre de son chef.

1) Este discutabilă chestiunea dacă exercițiul acestui drept îl mai are Procurorul, în urma legii din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuțiunilor Ministerului public. A se vedea și dispozițiunile art. 80 și urm. din noua procedură civilă.
2) A se compara art. 1759 român cu art. 69 și 70 din Legea belgiană din 1851.

Doctrină.

1. Când femeia nu ia măsurile prevăzute de art. 1756 şi 1757 c. civ. rom., fie din neglijenţă, fie pentru a nu compromite creditul bărbatului, art. 1759 din acelaşi cod dă dreptul de a lua inscripţia ipotecară constituitorului dotei, fără nicio autorizaţie dela preşedintele tribunalului. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 674, 675).

2. Cu toate că în art. 1759 c. civ. rom. se arată că inscripţia poate fi luată şi de procurorul tribunalului, acest drept nu-i mai aparţine astăzi în urma legii din 29 Octomvrie 1877, decât doar dacă femeia ar fi minoră. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 675).

3. Bărbatul poate lua inscripţia şi în timpul căsătoriei în calitate de mandatar legal al soţiei. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 677, 678).

Art. 1760. — Femeea nu va putea renunţa, nici într'un caz, în favoarea bărbatului său, la inscripţiunile luate în virtutea articolelor precedente. (Civ. 5, 1253, 1281, 1754—1759; L. Belg. 71).

Text. belg. Art. 71. — La femme ne pourra renoncer, directement au profit de son mari, aux inscriptions prises en vertu des dispositions précédentes.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 203 urm.

Doctrină.

1. Femeia nu poate renunţa nici la dreptul său de a lua o inscripţie ipotecară asupra imobilelor bărbatului, nici la inscripţiile ce ea le-a luat sau au fost luate de alţii în numele ei. (Alexandresco, VIII. partea I, p. 681).

2. Renunţarea nu o poate face nici în favoarea bărbatului, nici în favoarea unui terţ, chiar dacă s'a pronunţat separaţia da patrimonii. (Alexandresco, VIII. partea I, p. 681).

3. Clauza dintr'un contract de căsătorie, prin care femeia şi-ar rezerva dreptul de a renunţa la ipoteca sa legală sau la inscripţia luată, este nulă. (Colin et Capitant, II, p. 902; Alexandresco, VIII, partea I, p. 681).

4. Femeia nu poate renunţa la rangul ipotecii sale în favoarea unui terţ. (Martou, III, No. 930 urm.; Laurent, XXXI, No. 328 urm.; Alexandresco, VIII, partea I, p. 681, 682).

5. Femeia poate renunţa la ipoteca sa legală când este vorba de căpătuirea copiilor, de procurarea de alimente familiei, etc. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 682, 863).

6. A se vedea: art. 1281 din codul civil cu notele respective).

Art. 1761. — Bărbatul va putea contesta valoarea dotei alienabile, pentru care s'a luat inscripţiune de femeie după săvârşirea căsătoriei. In cazul acesta tribunalul va decide într'un mod sumar asupra contestaţiunii, numind experţi pentru estimaţiunea dotei alienabile, şi ascultând raportul lor, precum şi concluziunile procurorului [1]). (Civ. 1281, 1756 urm.; L. din 29 Oct. 1877; L. Belg. 72).

Text. belg. Art. 72. — Dans le cas des articles, 66, 67, 69 et 70, le mari pourra demander que l'hypothèque inscrite pour raison des reprises de la femme soit réduite aux sommes que la femme peut avoir à réclamer, et restreinte aux immeubles suffisants pour les garantir.

Le tribunal statuera comme en matière sommaire, le procureur du Roi entendu et contradictoirement avec lui après avoir pris l'avis des trois plus proches parents de la femme, et à défaut de parents dans la distance de deux myriamètres, l'avis de trois personnes connues pour avoir avec la femme ou sa famille des rélations d'amitié.

1) Conform legii din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuţiunilor Ministerului public, aceste concluziuni astăzi nu mai sunt necesare. A se compara art. 1761 român cu art. 72 din Legea belgiană dela 1851.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 201, urm.

Doctrină.

1. In cazul când ipoteca a fost stipulată prin contractul de căsătorie, deci este convențională iar nu legală, ea nu poate fi desființată nici în totul, nici în parte, prin voință unilaterală a bărbatului. (Martou, III, No. 939; Alexandresco, VIII, partea I, p. 661, 679).

2. Bărbatul poate cere reducerea ipotecii legale a femeii, când ea este excesivă, fie că inscripția a fost luată de femeie, fie de constitutorul dotei, fie de însăși bărbatul, dacă se dovedește că el s'a înșelat asupra valorii dreptului pe care a voit să-l garanteze. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 678).

3. Bărbatul va putea cere liberarea imobilelor de orice ipotecă dacă siguranța acordată femeii a devenit inutilă cum ar fi prin întrebuințarea banilor dotali, acceptați de femeie. (Martou, III, No. 938; Laurent, XXX, No. 406; Alexandresco, VIII, partea I, p. 678, 679).

4. Creditorii bărbatului vor putea deasemenea, să ceară reducerea ipotecii femeii. (Martou, III, No. 940).

5. Reducerea ipotecii se va cere dela tribunalul situațiunii imobilului, unde a fost înscrisă ipoteca. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 679).

6. Tribunalul judecă cererea de reducere făcută de bărbat, în mod suveran și de urgență, cu citarea soției și în urma unui raport de expertiză. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 679).

7. Concluziile procurorului nu mai sunt necesare în urma legii din 29 Octomvrie 1877, afară dacă femeia ar fi minoră. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 680).

8. După admiterea reducerii, se poate lua o nouă inscripție, dacă aceasta a devenit necesară pentru femeie. (Martou, III, No. 951; Laurent, XXX, No. 411; Alexandresco, VIII, partea I, p. 680).

§ 2. *Despre garanțiile ce sunt obligați a da tutorii în interesele minorilor și interzișilor.*

Art. 1762. — Inaintea intrării tutorilor în administrațiunea tutelei, consiliul de familie va defige suma pentru care se va lua inscripțiunea ipotecară, va arăta anume imobilele tutorelui asupra căror această inscripțiune se va cere.

La determinarea sumei inscripțiunii, consiliul de familie va avea în vedere starea minorului sau a interzișilor, natura valorilor de care se compune această stare și eventualitățile de responsabilitate la care poate fi supus tutorul.

Consiliul de familie, după împrejurări, poate decide ca suma inscripțiunii să nu fie mai mare decât venitul pe un an al stării minorului sau a interzisului. (Civ. 390, 454, 1763, 1774, 1776, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 49 [1]).

Text. belg. Art. 49. — Lors de la nomination des tuteurs ou avant l'entrée en exercice de toute tutelle, le conseil de famille fixera la somme pour laquelle il sera pris inscription hypothécaire; il désignera les immeubles sur lesquels cette inscription devra être requise, eu égard à la fortune des mineurs et des interdits, à la nature des valeurs dont elle se compose et aux éventualités de la responsabilité des tuteurs.

Le conseil de famille pourra d'après les circonstances, déclarer qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur. Cette déclaration n'aura d'effet que jusqu'à révocation.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) A se compara art. 1762 român cu art. 49 din legea belgiană dela 1851.

Doctrină.

1. Minorii şi interzişii atât legali cât şi cei judecătoreşti au o ipotecă legală asupra imobilelor tutorului lor. (Alexandresco, II, p. 669).

2. Această ipotecă este generală în sensul că poate fi înscrisă asupra tuturor imobilelor tutorului. (Alexandresco, II, p. 669).

3. Această ipotecă este specială, în sensul că inscripţia se ia numai asupra imobilelor care să ajungă pentru garantarea drepturilor minorilor şi interzişilor. (Alexandresco, II, p. 669 urm.).

4. Specializarea constă în fixarea sumei pentru care trebue să se ia inscripţia şi în arătarea imobilelor asupra cărora trebue să se ia inscripţia. (Alexandresco, II, p. 672, 673).

5. Specializarea şi inscripţia trebuesc să aibă loc înainte de intrarea tutorului în administraţie. (Alexandresco, II, p. 673).

6. Actele făcute de tutor înainte de luarea inscripţiei sunt valabile. (Laurent, XXX, No. 285; Alexandresco, II, p. 673).

7. La determinarea sumei pentru care trebue să se ia inscripţia, consiliul de familie va lua în consideraţie starea minorului, garanţia trebuind să fie proporţională cu averea ce va administra tutorul. (Alexandresco, II, p. 673).

8. Deoarece consiliul de familie nu cunoaşte exact averea minorului când se face specializarea ipotecii, nefiind făcut inventarul, printr'un vot ulterior se va putea mări sau micşora suma pentru care trebue să se ia inscripţia. (Laurent, XXX, No. 298; Alexandresco, II, p. 673, nota 4).

9. La determinarea sumei pentru care trebue să se ia inscripţia, consiliul de familie va lua în considerare, natura valorilor din care se compune averea minorului, pentru averea mobilă trebuind o garanţie mai mare. (Alexandresco, II, p. 674).

10. Dacă în timpul tutelei minorul dobândeşte altă avere, se va lua o inscripţie suplimentară. (Laurent, XXX, No. 300; Alexandresco, II, p. 674, nota 1, 681).

11. Consiliul de familie, luând în consideraţie eventualitatea răspunderii, la care poate fi supus tutorul, poate hotărî ca suma inscripţiei nu va fi mai mare ca venitul pe un an al averii minorului sau interzisului. (Alexandresco, II, p. 674).

12. In cazul când consiliul de familie, deşi legiuit chemat, nu se întruneşte, ipoteca va fi specializată şi inscripţia va fi ordonată de tribunal sau de judecătoria de ocol, în virtutea dispoziţiilor art. 367 c. civ. rom. (Alexandresco, II, p. 678).

13. Inscripţia ipotecei legale nu este supusă reînoirii în tot timpul tutelii sau *interdicţiei*. (Alexandresco, II, p. 678).

Art. 1763. — Deliberaţiunea consiliului de familie va fi motivată şi dată după ce tutorul va fi ascultat sau chemat. (Civ. 388, 1762; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 50).

Text. belg. Art. 50. — La délibération du conseil de famille sera motivée. Dans le cas énoncé au § I-er de l'article précédent, le tuteur devra être entendu ou appelé.

Doctrină.

1. La caz de tutelă dativă, consiliul de familie va specializa ipoteca, ascultându-se şi pe tutor. (Alexandresco, II, p. 673, nota 3).

2. Deliberarea consiliului de familie prin care se fixează suma pentru care trebue să se ia inscripţia şi se specializează imobilele asupra cărora se va lua inscripţia ipotecară, trebueşte să fie motivată, deoarece este supusă contestaţiei înaintea justiţiei, din partea tutorului. (Alexandresco, II, p. 675).

3. Părerile separate ale membrilor consiliului de familie vor fi arătate în procesul verbal încheiat de consiliul de familie. (Martou, II, No. 800; Laurent, XXX, No. 287; Alexandresco, II, p. 675, nota 3).

4. Când deliberarea consiliului este cu totul nemotivată sau motivată necomplet, ea va putea fi anulată în justiţie, numai după contestaţia tutorului sau a minorului. (Laurent. XXX, No. 286; Alexandresco, II, p. 675).

5. La deliberare, va fi chemat totdeauna tutorul pentru a da informaţii asupra averii minorului şi asupra imobilelor ce urmează a fi grevate de ipotecă. Dacă el fiind chemat nu vine, consiliul de familie va putea delibera şi în lipsa lui. (Alexandresco, II, p. 675, 676).

6. Deliberarea consiliului de familie nu este supusă omologării tribunalului, deoarece legea nu o cere. (Laurent, XXX, No. 289; Alexandresco, II, p. 676).

Art. 1764. — Tutorul va putea contesta valoarea venitului pentru care s'a cerut inscripţiune la tribunalul de prima instanţă,

la care caz, tribunalul va urma întocmai ca la articolul 1761. (Civ. 1761 urm., 1780; Pr. civ. 638 urm.; L. Belg. 51 [1]).

Text. belg. Art. 51. — Le tuteur, le subrogé tuteur, ainsi que tout membre du conseil de famille pourra, dans la huitaine, former opposition à la délibération.

Cette opposition, qui dans aucun cas ne sera suspensive, devra être formée contre le subrogé tuteur, si elle tend à faire réduire les garanties determinées par le cônseil de famille, au profit des mineurs et des interdits, et contre le tuteur, si elle a pour but de les faire augmenter.

Le tribunal statuera comme en matière urgente, après avoir entendu le procureur du roi et contradictoirement avec lui.

Doctrină.

1. Tutorul poate face contestaţie înaintea tribunalului sau judecătorului de ocol, asupra valorii venitului pentru care s'a hotărît luarea inscripţiei ipotecare, pentru ca instanţa judecătorească să reducă garanţia ipotecară. (Alexandresco, II, p. 676).

2. Dacă tutorul a aprobat expres sau tacit hotărîrea consiliului de familie, el nu mai poate introduce contestaţie. (Laurent, XXX, No. 291; Alexandresco, II, p. 676, nota 2, 677).

3. Instanţa de judecată va hotărî asupra contestaţiei, după citarea tuturor membrilor consiliului de familie, de urgenţă, cu apel la instanţa superioară. (Alexandresco, II, p. 676).

4. Concluziile ministerului public sunt necesare la judecarea contestaţiei. (Alexandresco, II. p. 676).

5. Membrii consiliului de familie, chiar cei cari au votat rezoluţia adoptată, vor avea şi ei dreptul de contestaţie, atunci când garanţia hotărîtă ar fi neîndestulătoare pentru garantarea minorului. (Alexandresco, II, p. 676, 677).

6. Membrii consiliului de familie vor putea face oricând contestaţie, deoarece legea nu cere un termen şi aceasta chiar dacă au aprobat rezoluţia, deoarece ei nu sunt legaţi de părerea lor, fiind în cauza interesele minorului. (Laurent, XXX, No. 292; Alexandresco, II, p. 677).

7. Când averea minorului ce ar fi avut-o în momentul deschiderii tutelei ar fi pierit cu desăvârşire sau numai în parte, consiliul de familie va putea ordona ştergerea sau reducerea inscripţiei. (Martou, II, p. 855 bis; Laurent, XXX, No. 317; Alexandresco, II, p. 684).

8. Dacă în timpul tutelei, tutorul dobândeşte şi alte imobile şi inscripţia luată fusese neîndestulătoare, consiliul de familie va putea ordona luarea inscripţiei şi asupra acestor noi imobile dobândite, cu drept pentru tutor de a face contestaţie. (Alexandresco, II, p. 684, 685).

Art. 1765. — Inscripţiunea va fi luată de tutor în virtutea deliberaţiunii consiliului de familie. (Civ. 1762 urm., 1766, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 52 [2]).

Text. belg. Art. 52. — L'inscription sera prise par le tuteur ou le subrogé tuteur, en vertu de la délibération du conseil de famille.

Si le tuteur s'ingère dans la gestion avant que cette formalité ait été remplie, le conseil de famille, convoqué, soit sur la réquisition des parents ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra lui retirer la tutelle.

Le subrogé tuteur est tenu, sous sa resposabilité personelle, de veiller à ce que l'inscription soit valablement prise sur les biens du tuteur ou de la prendre lui-même.

Doctrină.

1. Deliberarea consiliului de familie care hotărăşte suma pentru care trebue să se ia inscripţia şi care specifică imobilele asupra cărora trebue să se ia inscripţia, înlocueşte actul care dă naştere la ipotecă, fără ca tutorul să fie nevoit a constitui o ipotecă. (Alexandresco, II, p. 677).

2. Inscripţia ipotecii legale va fi luată de însăşi tutorul, deoarece el este obligat să apere drepturile incapabilului. (Alexandresco, II, p. 677).

---

1) A se compara art. 1764 român cu art. 51 din Legea belgiană din 1851.
2) A se compara art. 1765 român cu art. 52 din Legea belgiană din 1851.

Art. 1766. — Consiliul de familie va putea numi special pe unul din membrii săi, sau orice altă persoană, pentru luarea inscripțiunii. (Civ. 1765, 1780; L. Belg. 53).

Text. belg. Art. 53. — Le conseil de famille pourra spécialement commettre l'un de ses membres ou toute autre personne pour requérir l'inscription.

Doctrină.

1. Consiliul de familie va putea rândui pe unul din membrii săi sau o altă persoană pentru luarea inscripției ipotecare legale. (Alexandresco, II, p. 677, 678).

2. Persoana care a primit însărcinarea sa ia inscripția este răspunzătoare de modul cum și-a îndeplinit mandatul dat și acceptat. (Alexandresco, II, p. 678, nota 1).

3. Ipoteca legală garantează capitalurile datorite minorului precum și accesoriile creanței, cum sunt procentele care au ajuns la scadență în cursul tutelei. (Laurent, XXX, No. 277; Alexandresco, II, p. 680).

Art. 1767. — Când tutorele este tatăl sau mama rămasă în viață, ipoteca legală nu va avea loc. (Civ. 344 urm., 352 urm., 541, 1753 § 2[1]).

Doctrină.

1. Toți tutorii, chiar ascendenții, sunt supuși ipotecii legale, afară de tatăl și mama care sunt scutiți de această garanție, deoarece sunt presupuși a avea afecțiune pentru copiii lor. (Alexandresco, II, p. 681).

2. Mama, chiar căsătorită a doua oară și menținută în tutelă, nu este supusă ipotecii legale. (Alexandresco, II, p. 681, nota 1; Contra: Nacu, I, p. 84).

3. Ipoteca legală este de strictă interpretare și nu poate exista asupra bunurilor administratorilor cari nu sunt tutori. (Alexandresco, II, p. 682).

4. Cel de al doilea bărbat al mamei, menținută în tutelă, este supus ipotecii legale. (Alexandresco, II, p. 681).

5. Tutorul ad-hoc numit pentru o afacere specială, nu este supus ipotecii legale, deoarece nu administrează averea minorului. (Laurent, XXX, No. 268; Guillouard, II, No. 710; Alexandresco, II, p. 681, nota 2).

6. Tatăl administrator legal, nu este supus ipotecii legale. (Alexandresco, II, p. 682, nota 2).

7. Minorii emancipați și persoanele puse sub consiliu judiciar nu au ipotecă legală asupra imobilelor curatorului sau consiliului. (Laurent, XXX, No. 270: Baudry et Loynes, II, No. 1175: Alexandresco, II, p. 682, nota 2).

§ 3. *Despre garanțiile ce sunt obligați a da Statului, comunelor și stabilimentelor publice, perceptorii și administratorii contabili.*

Art. 1768. — Ipoteca legală a Statului, a comunelor și a stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor publici, nu se poate stabili decât asupra bunurilor prezente, iar nu și a celor viitoare. (Civ. 1725, 1753 § 3, 1775, 1778[2]).

Doctrină.

1. In afară de privilegiile stabilite de legiile speciale, după cum se arată în art. 1725 c. civ. rom. Statul, comunele și stabilimentele publice cum sunt spitalurile, azilurile, ospiciile etc., au o ipotecă legală asupra bunurilor prezente, iar nu și a celor viitoare, ale perceptorilor și administratorilor comptabili. (Alexandresco, X, p. 570).

2. Această ipotecă este specială. (Alexandresco, X, p. 570).

3. Această ipotecă are rang și-și produce efectele față de toată lumea din ziua inscripției sale în registrele respective. (Alexandresco, X, p. 571).

1) Acest art. 1767, nu-și are echivalentul său nici în Codul civil francez, nici în Legea belgiană din 1851. El este o inovație a legiuitorului român.

2) A se vedea art. 27 din „*Legea comptabilității generale a statului*“ din 21 Martie 1903 (cu mod. din 1906, 1910 și 1911), precum și „*Legea de urmărire*“ din 24 Martie 1877 (art. 8); de asemenea și art. 1275 Codul civil.

Secţiunea II. — *Despre ipotecile convenţionale.*

Art. 1769. — Cine are capacitatea de a înstrăina un imobil, poate a-l şi ipoteca. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 538, 834, 948, 950 urm., 1248, 1265, 1306, 1310, 1535, 1749, 1770 urm.; C. com. 12, 16, 724, 726; L. agrară 123; Civ. Fr. 2124; L. Belg. 73).

Text. fr. Art. 2124. — Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 184 urm., 226 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Ipoteca convenţională nu poate fi constituită decât de acei cari au capacitatea să înstrăineze imobilul supus ipotecii. (Alexandresco, X, p. 573).

2. Pentru ca cineva să poată constitui o ipotecă asupra unui imobil sau unui drept imobiliar, trebueşte să fie proprietarul acelui imobil sau să fie învestit cu acest drept imobiliar, neputându-se ipoteca un imobil sau un drept imobiliar aparţinând altuia. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 92 bis, III; Pont, II, No. 624, 625; Huc, XII, No. 202; Baudry et Loynes. II, No. 1304; Planiol, II, No. 2793; Alexandresco, X, p. 574).

3. Ipoteca lucrului altuia este nulă absolut şi nu poate fi validată prin întâmplarea unor evenimente ulterioare, deoarece art. 2129 c. civ. fr. (1775 c. civ. rom.) prevede că nu se pot ipoteca bunurile viitoare. (Martou, III, No. 953, 1002 urm.; Pont. II, No. 628 urm.; Laurent, XXX, No. 471; Baudry et Loynes, II, No. 1305 urm.; Planiol, II, No. 2794; Alexandresco, X, p. 574, 575).

4. Nulitatea ipotecii lucrului altiuia poate fi invocată de orice persoană interesată. (Planiol, II, No. 2795; Alexandresco, X, p. 575).

5. Astfel, nulitatea poate fi invocată de proprietarul imobilului şi de reprezentanţii săi, precum şi de terţii cărora constitutorul ipotecii le-ar fi vândut sau ipotecat din nou imobilul în chestiune, după ce el a devenit proprietarul lui. (Pont, II, No. 627; Laurent, XXX, No. 470; Baudry et Loynes, II, No. 1312; Alexandresco, X, p. 575; Comp. contra: Troplong, II, No. 522 urm.).

6. Nulitatea poate fi propusă de însăşi constituitorul ipotecii, după ce ar fi devenit proprietarul imobilului ipotecat. (Pont, II. No. 630; Martou, III, No. 1002; Laurent, XXX, No. 470; Baudry et Loynes, II, No. 1311; Alexandresco, X, p. 576; Contra: Troplong, II, No. 517 urm.; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 92 bis, III, urm.).

7. Se poate constitui o ipotecă de către un proprietar sub condiţiune suspensivă. (Planiol, II, No. 2796; Alexandresco, X, p. 576).

8. Proprietarul unui imobil în indiziune poate să ipotecheze partea sa indiviză şi chiar întreg imobilul, însă valabilitatea ipotecii va avea loc numai când prin împărţeală, imobilul ipotecat va cădea în lotul său sau va deveni adjudecatarul lui la licitaţie. (Baudry et Loynes, II, No. 1320; Guillouard, II, No. 949 urm.; Planiol, II, No. 2798; Alexandresco, X, p. 576, 577).

9. Ipotecile consimţite de către moştenitorul aparent sau putativ asupra imobilelor moştenirii după o jurisprudenţă constantă sunt valabile. dacă creditorul a fost de bună credinţă şi nu a fost peste măsură de imprudent, neluând cunoştinţă de viciile posesiunii constitutorului ipotecar, când acest viciu se putea uşor cunoaşte. (Alexandresco, X, p. 577, 578, 580).

10. Ipotecile constituite de proprietarul aparent moştenitor al unui imobil în virtutea unui titlu regulat şi ostensibil, sunt valabile, chiar dacă potrivit unui act secret el nu era adevăratul proprietar, dacă creditorul nu cunoştea actul secret. (Larombière, Obligations, Art. 1321, No. 10; Pont, II, No. 631; Laurent, XIX, No. 192; Contra: Alexandresco, X, p. 579, 580).

11. Ipoteca constituită de o persoană al cărei titlu de proprietate este viciat dela început şi care ulterior a fost anulat, va fi desfiinţată. (Alexandresco, X, p. 580).

12. Pentru ca cineva să poată constitui

o ipotecă, trebueşte să aibă capacitatea de a dispune de imobilul care face obiectul ipotecii. (Alexandresco, X, p. 581).

13. Minorul emancipat nu poate constitui o ipotecă decât cu îndeplinirea formelor cerute de lege pentru minorii neemancipaţi. (Alexandrsco, X, p. 581).

14. Persoanele care au numai capacitatea să se oblige, fără să aibă şi capacitatea de a înstrăina, nu pot constitui o ipotecă convenţională. (Alexandresco, X, p. 581).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 86 c. com., cât timp trăieşte Societatea, creditorii personali ai asociaţilor nu pot sechestra bunurile aduse în societate, fiindcă după principiul aşezat în art. 83, acele lucruri au ieşit din patrimoniul asociatului ce le-a vărsat.

Dreptul creditorilor particulari, se poate exercita în acest caz numai asupra beneficiilor ce debitorii lor ar avea în societate sau asupra părţii ce li se va cuveni eventual la disolvarea societăţii, fiindcă asociaţii înşişi n'au un drept de coproprietate, dar numai un drept eventual de creanţă. Numai în societăţile pe acţiuni sau în comandită pe acţiuni, unde părţile de asociat, figurate prin acţiuni, pot prin natura lor trece dela o persoană la alta, fără ca prin aceasta patrimoniul societăţii să se modifice întru nimic, numai în aceste societăţi creditorii pot sechestra şi chiar vinde părţile de acţiuni, dar şi în acest caz patrimoniul societăţii nu poate fi atins şi ceea ce se poate sechestra sau vinde, este numai acele acţiuni cari reprezintă ele însăşi numai un drept de creanţă asupra societăţii, iar nu un drept de coproprietate asupra bunurilor societăţii.

Prin urmare în speţă, Tribunalul a făcut o bună aplicare a legii când a respins cererea recurentului Ministerul de finanţe, de a i se admite o inscripţie ipotecară pe o moară, adusă într'o societate în nume colectiv, ca aport social, de unul din componenţii societăţii. (Cas. I. dec. 3105 din 2 Noemvrie, 1925, Pand. Săpt. 8 din 1926).

2. A se vedea art. 1253, nota 3).

Art. 1770. — Acei cari au asupra unui imobil un drept suspens prin o condiţiune, sau rezolubil[1]) în oarecari cazuri, sau supus la o acţiune de resciziune[2]), nu pot consimţi decât o ipotecă supusă aceloraşi condiţiuni sau aceloraşi resciziuni. (Civ. 117, 769, 830, 834, 1017, 1019, 1020, 1021, 1157 urm., 1365, 1377, 1380, 1770, 1776, 1781, 1803, 1900; Civ. Fr. 2125; L. Belg. 74).

Text. fr. Art. 2125. — Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 157 urm., 162 urm., 210 urm., 215 urm.;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Partaj. Diverse chestiuni*", p. 154.

Doctrină.

1. Acel care are un drept eventual, iar nu actual şi definitiv, la proprietatea unui imobil, poate să-l ipotecheze. (Alexandresco, X, p. 584, 585).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 2125 c. civ. fr. (1770 c. civ. rom.) ipoteca poate fi constituită de acela care are asupra unui imobil un drept supus unei condiţii suspensive sau rezolubil în oarecare cazuri sau supus unei acţiuni în anulare. (Alexandresco, X, p. 585).

3. In cazul constituirii unei ipoteci de către un proprietar sub condiţie suspensivă, ipoteca este condiţională ca şi dreptul constituitorului ei. (Alexandresco, X, p. 585).

4. Ipoteca constituită de către un proprietar sub condiţie rezolutorie, va cădea dacă se îndeplineşte condiţia. (Alexandresco, X, p. 585, 586).

5. Astfel, ipoteca va cădea dacă a fost constituită de un cumpărător a cărui contract de vânzare ar fi fost rezolvat mai târziu pentrucă nu a plătit preţul. (Baudry et Loynes. II, No. 1316; Alexandresco. X. p. 586).

---

1) „*Rezolubil*", drept care se poate desfiinţa.
2) „*Acţiunea de resciziune*", însemnează o acţiune în anulare.

Art. 1771. — Bunurile minorilor și ale interzișilor nu pot fi ipotecate decât pentru cauzele și cu formele prescrise de legi[1]). (Civ. 113, 199, 342, 343 urm., 401 urm., 430, 445, 454, 458; Com. 12, 16; Civ. Fr. 2126; L. Belg. 75).

Text. fr. Art. 2126. — Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

Doctrină.

1. Bunurile minorilor și ale interzișilor nu pot fi ipotecate decât cu autorizarea consiliului de familie, omologată de justiție. (Alexandresco, X, p. 583).

2. Acei trimiși în posesia provizorie a bunurilor unui absent nu pot ipoteca bunurile absentului. (Alexandresco, X, p. 583).

3. Acei trimiși în posesiune definitivă a bunurilor unui absent, pot ipoteca bunurile absentului și ipotecile constituite sunt valabile, chiar dacă absentul se reîntoarce. (Alexandresco, X, p. 583).

4. Ipoteca constituită de un incapabil este atinsă de o nulitate relativă care poate fi invocată numai de el și care poate fi confirmată după încetarea incapacității sale. (Planiol, II, No. 2773; Alexandresco, X, p. 584).

5. Acțiunea în anulare se prescrie prin trecere de zece ani din ziua încetării incapacității. (Planiol, II, No. 2773; Alexandresco, X, p. 584).

6. In caz de anulare a ipotecii, incapabilul va fi obligat să restitue creditorului suma care i-a folosit. (Alexandresco, X, p. 584).

7. Dispozițiile art. 1771 c. civ. fr. se aplică numai ipotecilor convenționale iar nu și celor legale care lovesc bunurile incapabililor. (Alexandresco, X, p. 583, 584).

Art. 1772. — Ipoteca convențională nu va putea fi constituită decât prin act autentic. (Civ. 778, 1171, 1533, 1747, 1774, 1775, 1776; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 42 § 1; L. p. autent. actelor din 1886; Civ. Fr. 2127; L. Belg. 76).

Text. fr. Art. 2127. — L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 112 urm., 237 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In dreptul român ipoteca este un act solemn, neputând fi constituită decât prin act autentic. (Alexandresco, X, p. 587 urm.).

2. Ipoteca nu trebuește să fie neapărat constituită prin actul care constată creanța pe care o garantează, ci poate fi constituită prin act separat, în care caz, numai constituirea ipotecii trebuește făcută prin act autentic, însă actul care constată creanța nu trebuește să fie autentic. (Alexandresco, X, p. 587).

3. Făgăduința de ipotecă nu trebuește să fie făcută prin act autentic. Ea este valabilă și în baza ei creditorul poate acționa pe debitor pentru a-l constrânge să-și execute promisiunea, iar în caz contrar să fie condamnat la plata de daune-interese. (Alexandresco, X, p. 588).

4. Creditorul în caz de neplată nu are nevoie să se adreseze justiției pentru a obține o hotărîre, ci învestește numai actul cu formula executorie și pune în vânzare imobilul ipotecat. (Alexandresco, X, p. 589).

5. Ipoteca poate fi constituită prin man-

1) A se compara art. 1771 român, cu art. francez corespunzător 2126.

datari, însă procura va trebui să fie autentică şi specială. (Pont, I, No. 470; II, No. 657; Baudry et Loynes, II, No. 1413; Planiol, II, No. 2243, 2776; Alexandresco, X, p. 590, 593; Nacu, III, p. 720, 721; Contra: Duranton, XIX, No. 357 bis; Persil, Régime hypothécaire, I, p. 434; Troplong, II, No. 510).

6. In procură nu este nevoie să se arate imobilele ce urmează să fie ipotecate. (Alexandresco, X, p. 591).

7. Ipoteca nu poate fi constituită de un gerant de afaceri deoarece se cere un mandat antentic. (Demolombe, XXI, No. 224; Alexandresco, X, p. 591, 592; Contra: Pont, I, No. 470; II, No. 657).

8. In cazul când creditorul consimte la constituirea ipotecii printr'un act posterior, actul de consimţimânt nu e nevoie să fie autentic. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 800, nota 4, p. 179; Huc, XIII, No. 212; Baudry et Loynes, II, No. 1416; Guillouard, II, No. 1001; Contra; Laurent, XXX, No. 438 urm.; Comp.: Alexandresco, X, p. 592).

9. Ipoteca convenţională constituită prin mandatari fără procură specială este nulă şi nulitatea poate fi invocată chiar de debitorul care a fost reprezentat prin procură neautentică. (Alexandresco, X, p. 593).

10. Dacă se anulează ipoteca, obligaţia subsistă ca creanţă chirografară. (Alexandresco, X, p. 593).

11. Acţiunea în anularea ipotecii trebueşte introdusă la tribunalul situaţiei imobilului, deoarece este reală ca şi ipoteca. (Alexandresco, X, p. 593).

12. De asemenea, tot la acest tribunal vor trebui introduse contestaţiile îndreptate contra actului autentic. (Alexandresco, X, p. 593).

Art. 1773. — Ipotecile consimţite în ţară străină, nu pot avea efect în România decât după ce actele prin care s'a consimţit ipoteca, se vor fi vizat de preşedintele tribunalului civil al situaţiunii bunurilor şi se va fi luat inscripţiune.

Acest magistrat va verifica dacă actele de constituţiunea ipotecii unesc toate condiţiunile cerute de legile locului unde s'au făcut spre a fi autentice[1]). (Civ. 2, 11, 1280 urm., 1789; Pr. Civ. 374, 721; Civ. Fr. 2128; L. Belg. 77).

Text. fr. Art. 2128. — Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

Text. belg. Art. 77. — A défaut de dispositions contraires dans les traités ou dans les lois politiques, les hypothèques consenties en pays étranger n'auront d'éffet, à l'égard des biens situés en Belgique, que lors que les actes qui en contiennent la stipulation auront été revêtus du visa du président du tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat est chargé de vérifier si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils on été reçus.

L'appel de la décision du président sera interjeté par requête adressée à la cour, qui statuera comme en matière d'appel de référé.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 242.

Doctrină.

1. Codul civil român aplică la ipotecile constituite în ţară străină regula: „locus regit actum". (Alexandresco, X, p. 594).

2. Ipoteca trebueşte neapărat să fie constituită prin act autentic, în orice ţară s'ar face, pentru a-şi produce efectele în România, însă formele autenticităţii vor fi acele ale locului unde s'a încheiat convenţia. (Alexandresco, I, p. 218).

3. Creditorul va fi obligat să facă dovada că actul întruneşte toate condiţiile cerute pentru a fi autentic după legea străină. (Laurent, XXX, No. 457; Alexandresco, I, p. 218).

4. Preşedintele tribunalului va trebui să vizeze şi procura ce s'ar fi dat în stră-

1) A se compara art. 1773 român cu art. 77 din legea belgiană dela 1851.

inătate pentru a constitui o ipotecă asupra unor imobile din România sau pentru a cere inscripţia ei. Această procură va trebui să fie autentică ca şi actul de ipotecă. (Martou, III, No. 990; Laurent, XXX, No. 458; Alexandresco, I, p. 219).

5. Vizarea de către preşedintele tribunalului nu conferă actului autentic făcut în străinătate puterea executorie. pentru care este necesar ca judecătorii competenţi români să-l fi declarat executoriu potrivit dispoziţiilor art. 374 pr. civ. (Alexandresco, I, p. 219).

6. Incheierea preşedintelui tribunalului care ar refuza vizarea actului este supusă apelului conform dispoziţiilor art. 66 bis pr. civ. (Alexandresco, I, p. 219).

Art. 1774. — Ipoteca convenţională nu este valabilă dacă, prin actul de constituţiune al ipotecii, nu se specifică anume natura şi situaţiunea fiecărui imobil al debitorului, asupra cărui se consimte ipoteca creanţei. (Civ. 1749, 1772, 1775, 1776; Civ. Fr. 2129 § 1; L. Belg. 78 § 1 [1]).

Text. fr. Art. 2129 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance. Chacun de tous ses biens présents peut être nominativement soumis à l'hypothèque.

Text. belg. Art. 78 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 13 urm.

Doctrină.

1. In dreptul român toate ipotecile trebuesc să fie specializate. (Alexandresco, X, p. 595).

2. Specializarea ipotecilor constă în arătarea naturii şi situaţii imobilelor ipotecate şi în arătarea sumei pentru care se constitue ipoteca. Prin natura imobilelor se înţelege arătarea speciei lor, adică o casă, o moşie, o pădure, o vie etc., iar prin situaţia imobilelor se înţelege arătarea judeţului, comunei, oraşului stradei, numărului, etc. (Alexandresco, X, p. 595).

3. Ipoteca constituită de un debitor asupra tuturor imobilelor ce le posedă în o comună, fără a se arăta natura lor, este nulă. (Alexandresco, X, p. 596).

4. Ipoteca nespecializată este nulă şi nulitatea ei poate fi invocată nu numai de terţii cari au interes să înlăture ipoteca, ci chiar şi de debitor sau moştenitorii săi, deoarece principiul specializării ocroteşte atât interesul debitorului cât şi al creditorului şi al terţilor. (Laurent, XXX, No. 512; Huc, XIII, No. 216; Baudry et Loynes, II, No. 1377; Alexandresco, X, p. 596).

5. In urma anulării ipotecii nespecializate, creditorul poate cere o nouă ipotecă specializată. (Laurent, XXX, No. 513; Contra: Martou, III, No. 1100; Alexandresco, X, p. 596).

Art. 1775. — Bunurile viitoare ale debitorului nu pot fi obiectul unei ipoteci. (Civ. 965, 1768, 1772; Civ. Fr. 2129 § 2; L. Belg. 78 § 2).

Text. fr. Art. 2129 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

Text. belg. Art. 78 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

---

1) A se compara art. 1774 român, cu art. 2129 Codul Civil francez şi art. 78 Legea belgiană din 1851.

Doctrină.

1. Ipotecarea bunurilor viitoare este oprită. (Alexandresco, X, p. 596).

2. Interzicerea ipotecării bunurilor viitoare este o consecință a specializării ipotecii, deoarece de cele mai multe ori nu s'ar putea arăta natura și situația bunurilor viitoare. (Alexandresco, X, p. 579).

3. Interzicerea legii este absolută și debitorul nu ar putea să ipotecheze un imobil ce-și propune să dobândească în viitor, sub condiția de a-l dobândi în realitate, chiar dacă l-ar specializa. (Martou III, No. 1004; Laurent, XXX, No. 472; Huc, XIII, No. 220; Baudry et Loynes, II, No. 1381; Alexandresco, X, p. 597, 598; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 96 bis, III; Guillouard, II, No. 957).

Art. 1776. — Ipoteca convențională nu poate fi valabilă decât atunci când suma pentru care ipoteca este constituită, va fi determinată prin act.

Dacă creanța este condițională, se va menționa condițiunea în inscripțiune[1]). (Civ. 948, 965, 1004, 1009, 1015, 1017, 1019, 1746 urm., 1770, 1774, 1781; C. com. 372; Civ. Fr. 2132; L. Belg. 80).

Text. fr. Art. 2132. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie, est certaine et déterminée par l'acte: si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle pour son existence, ou indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, si'l y a lieu,

Text. belg. Art. 80. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour lequelle elle est consentie est déterminée dans l'acte.

Si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle la condition sera mentionnée dans l'inscription dont il sera parlé ci-après.

L'hypothèque consentie pour sureté d'un crédit ouvert, à concurrence d'une somme déterminée, qu'on s'oblige à fournir est valable: elle prend rang à la date de son inscription, sans égard aux époques successives de la délivrance des fonds qui pourra être établie par tous moyens légaux.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci,* p. 17, 163.

Doctrină.

1. In actul constitutiv al ipotecii trebuește să se determine suma pentru care a fost constituită ipoteca pentru ca terții să cunoască în ce măsură sunt grevate imobilele debitorului. (Alexandresco, X, p. 598).

2. Ipoteca este nulă dacă nu se arată cu preciziune suma garantată. (Alexandresco, X, p. 598).

3. Pentru valabilitatea ipotecii trebuește ca obligația pe care o garantează să fie validă, deoarece ipoteca este un accesoriu al creanței garantate. (Alexandresco, X, p. 598).

4. Se poate garanta prin ipotecă o obligație anulabilă în virtutea unei excepțiuni personale debitorului, cum ar fi de exemplu obligația contractată de un minor. (Alexandresco, X, p. 598).

5. Se poate constitui o ipotecă pentru garantarea obligațiilor altei persoane. (Baudry et Loynes, II, No. 1292; Guillouard, II, No. 934; Alexandresco, X, p. 573, 598).

6. Se poate constitui o ipotecă pentru garantarea unei datorii viitoare, condițională și chiar eventuală. (Planiol, II, No. 2652; Alexandresco, X, p. 598).

7. Se poate constitui o ipotecă pentru garantarea unui credit deschis până la concurența unei sume determinate, ipoteca având rang din ziua înscrierii sale și producându-și efectele sale numai prin realizarea creanței. (Alexandresco, X, p. 599, 600).

Art. 1777. — Ipoteca se întinde asupra tuturor ameliorațiunilor survenite în urma constituirii[2]) imobilului ipotecat. (Civ. 462

1) A se compara art. 1776 român cu art. 2132 francez și art. 80 Legea belgiană din 1851.
2) In textul francez, lipsesc cuvintele: „*în urma constituirii*".

urm., 489, 490 urm., 494, 498, 904, 1737, 1742, 1750, 1774, 1775; Civ. Fr. 2133; Civ. Belg. 45-2).

Text. fr. Art. 2133. — L'hyqothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 36.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Ipoteca se întinde asupra tuturor îmbunătăţirilor aduse imobilului ipotecat, oricare ar fi natura îmbunătăţirilor, fie că ele constituesc imobile prin natură sau incorporaţie, fie imobile prin destinaţie, afară de convenţie contrară, care este permisă. (Baudry et Loynes, III, No. 1944; Planiol, II, No. 2746; Alexandresco, X, p. 600).

2. Dispoziţiunile art. 2133 c. civ. fr. (1777 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţia atât la ipotecile convenţionale, cât şi la ipotecile legale. (Pont, I, No. 404; Martou, II, No. 726; Alexandresco, X, p. 600).

3. Ipoteca se întinde asupra mobilelor care garnisesc un hotel şi sunt necesare exploatării lui. (Alexandresco, X, p. 601).

4. Ipoteca se întinde chiar asupra îmbunătăţirilor făcute de un terţ debitor, fără ca aceasta să aibă drept a pretinde vreo despăgubire dela creditorul ipotecar, în caz de urmărire şi adjudecarea imobilului. (Alexandresco, X, p. 601; Comp.: Baudry et Loynes, III, No. 1944; Planiol, II, No. 2743).

5. Ipoteca se întinde şi asupra construcţiilor noui făcute de debitor pe terenul ipotecat. (Pont, I, No. 410; Martou, II, No. 732; Laurent, XXX, No. 206; Baudry et Loynes, III, No. 1943; Guillouard, III, No. 1518; Planiol, II, No. 2742; Alexandresco, X, p. 601; Contra: Taulier, Théorie raisonnée du code civil, VII, p. 209).

6. Ipoteca se întinde şi asupra uzufructului atunci când se stinge şi se întruneşte la nuda proprietate care a fost ipotecată, deoarece uzufructul în acest caz este considerat ca o îmbunătăţire. (Pont, I, No. 407; Martou, II, No. 731; Baudry et Loynes, I. No. 594; III. No. 1941; Guillouard, III, No. 1522; Alexandresco, X, p. 602; Contra: Laurent, XXX, No. 208).

7. Ipoteca se întinde şi la măririle suprafeţei fondului ipotecat prin faptul naturii, cum ar fi de exemplu prin aluviune. (Pont, I, No. 406; Martou, II, No. 729; Huc, XIII, No. 232; Baudry et Loynes, III, No. 1939; Guillouard, III, No. 1515; Planiol, II, No. 2744; Alexandresco, X, p. 602; Nacu, III, p. 733, 734).

8. Ipoteca se întinde la toate lucrurile unite ca accesorii fondului ipotecat, potrivit dispoziţiunilor art. 552 urm. c. civ. fr. (489 urm. c. civ. rom.). (Alexandresco, X, p. 602, 603).

9. Ipoteca nu se întinde la achiziţiile vecine făcute de proprietar, cu titlu oneros sau gratuit, deoarece acestea nu sunt considerate ca accesorii ale fondului ipotecat, nici îmbunătăţiri, ci sunt imobile noui alipite imobilului ipotecat. (Pont, I, No. 411; Martou, II, No. 730; Mourlon, III, No. 1506; Huc, XIII, No. 232; Baudry et Loynes, III, No. 1947; Guillouard, III, No. 1531; Planiol, II, No. 2745; Alexandresco, X, p. 603; Nacu, III, p. 733).

10. De asemenea, ipoteca nu se întinde asupra locurilor părăsite de un râu sau fluviu, schimbându-şi vechea sa matcă pe fondul ipotecat, deoarece aceste locuri nu sunt nici accesorii, nici îmbunătăţiri, mai ales că ipoteca, din cauza specializării ei, nu se poate transporta pe alte imobile, decât acele pe care a fost constituită. (Martou, II, No. 728; Laurent, XXX, No. 205; Alexandresco, X, p. 603; Contra: Mourlon, III, No. 1505; Pont, I, No. 406; Huc, XIII, No. 332; Baudry et Loynes, III, No. 1939 bis; Guillouard, III, No. 1517).

11. De asemerea, ipoteca nu se întinde asupra insulelor formate lângă fondul ipotecat, care constituesc fonduri noui, deosebite de acel grevat. (Demolombe, X, No. 159; Persil, I, p. 466; Martou, II, No. 729; Alexandresco, X, p. 603, 604; Contra: Troplong, II, No. 553; Pont, I, No. 406; Laurent, XXX, No. 204; Huc, XIII, No. 232; Baudry et Loynes, III, No. 1939; Guillouard, III, No. 1516).

12. Creditorul ipotecar se foloseşte de stingerea sarcinilor ce existau asupra fondului ipotecat, cum ar fi de exemplu, de mărirea valorii fondului prin stingerea unei servituţi ce greva imobilul ipotecat. (Pont, I, No. 407; Baudry et Loynes, III, No. 1940; Alexandresco, X, p. 604).

13. Dispozițiunile art. 2133 c. civ. fr. (1777 c. civ. rom.), se aplică privilegiului vânzătorului de imobile și privilegiului copărtașilor. (Baudry et Loynes, I, No. 593; III, No. 1948; Alexandresco, X, p. 487, 604).

14. Preferința de care se bucură creditorii ipotecari asupra accesoriilor fondului fiind un drept real, primează privilegiul personal al vânzătorului de lucruri mobile, care au fost puse pe fondul ipotecat. (Pont, I, No. 154; Huc, XIII, No. 95; Baudry et Loynes, I, No. 504; Guillouard, III, No. 1524; Planiol, II, No. 2616; Alexandresco, X, p. 604, 605; Contra: Troplong, I, No. 113: Comp.: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 32 bis, VII, VIII).

15. Dacă însă în momentul constiturii ipotecii, creditorul avea cunoștință de drepturile vânzătorului de lucruri mobile, ipoteca nu se va întinde asupra acestor lucruri. (Alexandresco, X, p. 605).

Secțiunea III. — *Despre rangul ipotecilor între ele.*

Art. 1778. — Intre creditori, ipoteca, fie legală, fie convențională, nu are rang decât din ziua inscripțiunii sale în registre. (Civ. 1108, 1180, 1724, 1738, 1745, 1748, 1779 urm., 1790; L. agrară, 76; Legea specială autorizând lucrarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2134; L. Belg. 81 § 1).

Text. fr. Art. 2134. — Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrites par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

Text. belg. Art. 81 § 1. — Entre les créanciers, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription prise sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrites par la loi.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 105 urm., 124 urm.;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Inscripția privilegiilor și ipotecilor este declarația făcută pe registrele publice ale situațiunii imobilului despre privigiul sau ipoteca ce există asupra unuia sau mai multor imobile determinate ale debitorului. (Alexandresco, X, p. 606).

2. Inscripția constă în trecerea într'un anume registru special a întregei obligații ipotecare și a ordonanței de inscripție, afară de cazul când actul de ipotecă a fost autentificat de tribunalul situației imobilului ipotecat, în care caz se poate înscri numai ordonanța de inscripție. (Alexandresco, X, p. 606).

3. Privilegiile imobiliare și ipotecile fie legale, fie convenționale, sunt supuse inscripției în registrele speciale ale tribunalului situației imobilului și ipoteca nu are rang decât din ziua inscripției. (Alexandresco, X, p. 606).

4. Inscripția ipotecară nu poate fi înlocuită prin alte formalități, nici prin cunoștința ce ar avea terții despre privilegiu sau ipotecă. (Pont, II, No. 728; Martou, III, No. 1029; Baudry et Loynes, II, No. 1441; Guillouard, III, No. 1045; Alexandresco, X, p. 606, nota 2).

5. Terții nu pot invoca lipsa inscripției când există fraudă din partea lor. (Pont, II, No. 728; Baudry et Loynes II, No. 1441; Guillouard, III, No. 1045; Alexandresco, X, p. 607, nota).

6. Inscripția este necesară numai față de terți iar nu față de debitor și reprezentanții săi universali, față de cari ipoteca își produce efectele independent de orice inscripție. (Troplong, II, No. 567; Pont, II, No. 730; Laurent, XXX, No. 553; Baudry et Loynes, II, No. 1438, 1439; Guillouard, III, No. 1044; Planiol, II, No. 2981; Alexandresco, X, p. 607).

7. Prin terți se înțeleg toți acei cari au interes să cunoască existența ipotecii, cari sunt achizitorii imobilelor grevate, creditorii privilegiați sau ceilalți creditori ipotecari și chiar creditorii chirografari.

(Troplong, II, No. 568; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 101 bis, II; Pont, II, No. 729; Martou, III, No. 1028; Huc, XIII, No. 253; Baudry et Loynes, II, No. 1440; Guillouard, III, No. 1043; Planiol, II, No. 2980; Alexandresco, X, p. 607; Comp., Contra: Laurent, XXX, No. 551).

8. Intre doi creditori ipotecari ai aceluiaşi imobil, va fi preferit acel înscris mai înainte. (Baudry et Loynes, II, No. 1436; Planiol, II, No. 3096; Alexandresco, X, p. 608).

9. Creditorul privilegiat sau ipotecar capabil poate ceda rangul său unui alt creditor în rang inferior. (Baudry et Loynes, II, No. 907; Guillouard, IV, No. 1704 urm.; Planiol, II, No. 3457; Alexandresco, X, p. 608, 609).

10. Femeia măritată nu poate, în principiu, să cedeze rangul ipotecii sale legale. (Alexandresco, X, p. 609).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1788, nota 1.

Art. 1779. — Ipotecile înscrise în registre în aceeaşi zi, au acelaş rang. (Civ. 1778, 1790, 1820; Civ. Fr. 2147; L. Belg. 81 § 2).

Text. fr. Art. 2147. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Text. belg. Art. 81 § 2. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 124 urm.;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă“*, p. 31.

Doctrină.

1. In cazul când asupra aceluiaşi imobil au fost înscrise mai multe ipoteci în aceeaşi zi, fără ca ordinea în care s'au făcut inscripţiile să confere vreo preferinţă, toate vor avea acelaşi rang. (Alexandresco, X, p. 610).

2. Dispoziţiunile art. 2147 c. civ. fr. (1779 c. civ. rom.), nu-şi găsesc aplicaţiunea când au fost trecute în aceeaşi zi un act de vânzare şi o inscripţie ipotecară. (Huc, XIII, No. 318; Baudry et Loynes, III, No. 2073 urm.; Guillouard, IV, No. 1890 urm.; Alexandresco, X, p. 610).

3. De asemenea, dispoziţiunile acestui articol nu-şi găsesc aplicaţiunea când două mutaţiuni de proprietăţi ale aceluiaşi imobil au fost transcrise în aceeaşi zi, deoarece ambele acte se exclud unul pe altul şi ambii achizitori nu pot fi proprietari exclusivi ai aceluiaşi imobil, preferinţă dându-se în acest caz aceluia care a cerut mai întâi transcrierea şi anterioritatea rangului se va determina de ordinea în care cererea de transcriere a fost trecută de grefier în registrul special, conform art. 2200 c. civ. fr. (1820 c. civ. rom.). (Mourlon, II, No. 517; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 398; Guillouard, IV, No. 1890 urm.; Alexandresco, X, p. 610, 611).

4. După a doua părere, în acest caz. preferinţa se va da actului care a fost transcris înainte în registre. După a treia părere, preferinţa se va da acelui care a dobândit mai întâi data certă iar după a patra părere, tribunalele vor aprecia în mod suveran, care act să fie preferat. (Alexandresco, X, p. 611).

CAPITOLUL IV.

Despre modul inscripţiunii privilegiilor şi ipotecilor.

Art. 1780. — Inscripţiunile se fac la grefa tribunalului districtului, în care sunt situate bunurile ipotecate.

Drepturile de privilegii şi ipoteci, cari nu s'ar fi înscris înaintea morţii debitorului, nu vor mai putea fi înscrise decât după trei luni dela deschiderea succesiunii. Inscripţiunile nu vor produce

niciun efect, când vor fi fost luate în intervalul de timp, în cursul cărui actele făcute înaintea deschiderii falimentelor sunt declarate de lege nule. (Civ. 708, 945, 1738, 1778, 1779, 1784, 1790, 1816 urm.; Pr. Civ. 496 urm., 565, 702 urm., 721 urm., 725—728, 858; C. com. 720—723; Civ. Fr. 2146; L. Belg. 82).

Text. fr. Art. 2146. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypotèque. Elles ne produisent aucun effet, si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls.

Il en est de même entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire.

Text. Belg. Art. 82. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque.

Les droits de privilège ou d'hypothèque acquis et qui n'aurait pas été inscrit avant le décès du débiteur ne pourront plus l'être que dans les trois mois de l'ouverture de la succession sans préjudice aux disposition de l'article 112.

L'effet des inscriptions prises avant l'ouverture des faillites est reglé par les lois particulières sur les faillites.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 27, 105 urm., 233 urm., 287.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Privilegiile imobiliare şi ipotecile se înscriu la tribunalul situaţiunii imobilului grevat. (Alexandresco, X, p. 613).

2. In cazul când privilegiul sau ipoteca grevează mai multe imobile situate în diferite judeţe, inscripţia se va lua la fiecare tribunal pentru imobilul respectiv. (Alexandresco, X, p. 613).

3. In cazul când imobilul grevat se găseşte situat pe linia despărţitoare a două judeţe, inscripţia se va face la tribunalele ambelor judeţe. (Alexandresco, X, p. 613).

4. Inscripţia nu poate fi luată înainte de naşterea privilegiului sau ipotecii. (Pont, II, No. 870; Huc, XIII, No. 306; Baudry et Loynes, II, No. 1547; Guillouard, III, No. 1119; Alexandresco, X, p. 614).

5. Dacă legea nu prevede un termen pentru luarea inscripţiei. ea poate fi luată cât timp privilegiile şi ipotecile nu sunt stinse. (Alexandresco, X, p. 614).

6. Există împrejurări care opresc cursul inscripţiei, cum sunt: moartea sau falimentul debitorului şi transcrierea unui act de înstrăinare a bunurilor grevate de privilegiu sau ipotecă. (Alexandresco, X, p. 614, 616, 617, 619).

7. Dispoziţiunile art. 1780 § 2 c. civ. rom., îşi găsesc aplicaţia şi ipotecii legale a femeii măritate. (Alexandresco, X, p. 614).

8. Privilegiile şi ipotecile care nu au fost înscrise în timpul vieţii debitorului, vor putea fi înscrise în lăuntrul unui termen de trei luni dela deschiderea succesiunii, fie că succesiunea a fost acceptată pur şi simplu sau sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, X, p. 614, 615; Nacu, III, p. 740).

9. Creditorii defunctului vor mai putea să ceară separaţia de patrimonii şi să fie plătiţi asupra imobilului dacă au luat inscripţie asupra acestui imobil în termen de şase luni dela deschiderea succesiunii. (Martou, III, No. 1040; Alexandresco, X, p. 616).

10. Art. 1780 § 2 c. civ. rom. a fost modificat prin art. 727 c. com. rom. (Alexandresco, X, p. 613, nota 3, 616 urm.).

Art. 1781. — Spre a opera inscripțiunea, creditorul și debitorul, în persoană sau prin mandatari cu procuri autentice, vor prezenta președintelui tribunalului actul autentic al convențiunii prin care se constitue ipoteca. Totodată, creditorul va face și alegere de domiciliu la vreun loc din circumscripțiunea tribunalului. (Civ. 97, 196, 1132, 1740, 1746, 1772, 1773, 1774, 1782, 1784, 1788, 1804, 1819; Pr. civ. 509, 725; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 20 § 29. 24 § 4; Civ. Fr. 2148; L. Belg. 83).

Text. fr. Art. 2148. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet ou une expédition authentique du jugement où de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre: ils contiennent.

1° Les nom, prenom, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau;

2° Les nom, prenom, domicile du débiteur, sa profession s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle, que le conservateur. puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3° La date et la nature du titre;

4° Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminés, dans le cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux, et l'époque de l'exigibilité;

5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires: à défaut de convention, une seule inscription, pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

Text. fr. Art. 2148 (Modificat prin Legea din 1 Martie și 31 Mai 1918). — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque. Peuvent être requises toutefois, sans communication de titres, les inscriptions de séparations de patrimoines établies par l'article 2111 et les inscriptions d'hypothèques légales.

Il y joint deux bordereaux absolument conformes, dont un décret determinera l'aspect extérieur, ansi que le type et le coût du papier fourni par l'Administration aux frais des requérants sur lequel il seront soit manuscrits, soit imprimés, à peine de rejet obligatoire pour le conservateur. Les deux bordereaux sont également. a peine de rejet, signés par le requérant ou son représentant et certifiés exactement collationnés. Au cas où l'inscrivant ne se serais pas servi du modèle type, le conservateur sera néanmoins tenu de prendre l'inscription, qui sera valable. Mais il mettra l'inscrivant en demeure, par un simple avis recommandé, d'avoir à substituer aux bordereaux, irréguliers en la forme, des bordereaux reglementaires, dans la quinzaine de la date d'avis, sous peine d'une amende de cent francs (100 fr.) au profit du Trésor.

Chacun des bordereaux contient exclusivement:

1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession, s'il en a une; s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège, et l'élection d'un domicile dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens;

2° Tous les nom et prénoms du débiteur dans l'ordre de l'état civil, son domicile, la date et le lieu de naissance, sa profession, s'il en a une connue et s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège. L'indication des prénoms du débiteur, dans l'ordre de l'état civil, de la date et du lieu de naissance n'est pas applicable aux inscriptions d'hypothèque judiciaire;

3° La date et la nature du titre qui a donné naissance au privilège ou à l'hypothèque; et au cas où le requérant est légalement dispensé de la représentation d'un titre, les bordereaux énoncent la cause et la nature de la créance;

4° Le capital de la créance, ses accessoires et l'époque d'exigibilité. Sauf dispense légale, le requérant doit évaluer les rentes, prestations, droits indéterminés; et si les droits sont éventuels ou conditionnels, indiquer sommairement l'événement ou la condition dont dépend l'existence de la créance;

5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque et, en outre, l'indication des numéros et sections du cadastre. Lorsque des immeuble compris sous un même numéro cadastral feront l'objet d'un lotissement ou d'un partage ou licitation amiable ou judiciaire, il sera annexé au contrat ou au cahier des charges un plan de morcellement à l'échelle du plan cadastral, certifié par les parties, ainsi que, le cas échéant, le procès-verbal de bornage, ces pièces étant, dans tous les cas, affranchies des droits de timbre et dispensées d'enregistrement. L'inscription prise en vertu du titre devra énoncer les nouveaux numéros correspondant aux divisions du plan de morcellement.

La disposition du paragraphe précédent n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires; à défaut de convention, une simple inscription, pour ces hypothèques frappe tous les immeubles compris dans la circonscription du bureau.

L'omission dans les bordereaux d'une ou de plusieurs des énonciations prescrites tant par le present article que par l'article 2153 ci-après n'entrainera nullité de l'inscription que lorsqu'il en résultera un préjudice au détriment des tiers. La nullité ne pourra être demandée que par ceux auxquels l'omission ou l'irrégularité porterait préjudice, et les tribunaux pourront, selon la nature et l'étendue du préjudice, annuler l'inscription ou en réduire l'effet.

Text. belg. Art. 83. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'expédition authentique de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ces bordereaux contiennent:

1° Les noms, prenoms, domicile et profession du créancier;

2° Les nom, prenoms, profession et domicile du débiteur ou une désignation individuelle et spéciale telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer, dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3° L'indication spéciale de l'acte qui confère l'hypothèque ou le privilège et la date de cet acte;

4° Le montant du capital et des accessoires des créances pour lesquelles l'inscription est requise, et le terme assigné à leur payement;

5° L'indication spéciale de la nature et de la situation de chacun des immeubles sur lesquels l'inscrivant entend conserver son privilège ou son hypothèque.

L'inscrivant sera de plus tenu de faire élection du domicile dans un lieu quelqonque de l'arrondissement du bureau, et, à défaut d'élection de domicile, toutes significations et notifications relatives à l'inscription pourront être faites au procureur du Roi.

Le conservateur fait mention, sur son registre, du contenu aux bordereaux; il remet aux requérants l'expédition du titre et l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription dont il indique la date, le volume et le numéro d'ordre.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 110 urm., 121 urm., 241, 242.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 1781 c. civ. rom., cererea de inscripţie, pentru ipotecile convenţionale, se face de către creditor şi debitor, fie în persoană, fie prin mandatari cu procuri autentice şi speciale. (Alexandresco, X, p. 620, 623).

2. Deoarece inscripţia este prescrisă în interesul terţilor, şi nu face parte din solemnitatea actului, dacă debitorul refuză să ceară inscripţia ipotecii pe care a constituit-o, creditorul se poate adresa justiţiei care, citând şi pe debitor, poate ordona ca creditorul să facă inscripţia singur, când se constată că ipoteca îşi are existenţa sa legală. (Alexandresco, X, p. 591, 620 urm.).

3. Dacă ipoteca a fost înscrisă de mandatari cu procuri neautentice, ea este nulă şi nulitatea va putea fi invocată chiar de debitor. (Alexandresco, X, p. 623).

4. Lipsa alegerii de domiciliu prevăzută de art. 2148 c. civ. fr. (1781 c. civ. rom.), nu atrage nulitatea inscripţiei, deoarece nu este substanţială. (Troplong, III, No. 679; Pont, II, No. 970; Huc, XIII, No. 328; Baudry et Loynes, II, No. 1694; Alexandresco, X, p. 627; Nacu, III, p. 749; Contra: Duranton, XX, No. 107; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 814, nota 5, p. 216; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 130 bis, VI, VII; Laurent, XXXI, No. 48; Guillouard, III, No. 1204; Planiol, II, No. 2976).

Art. 1782. — Preşedintele, găsind actul învestit cu toate formele cerute de lege pentru inscripţiune, va ordona inscripţiunea sa, după care se va certifica pe actul original, data şi numărul de ordine sub care s'a înscris în registru[1]). (Civ. 1780 urm., 1789; Pr. Civ. 725, 726, 727).

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 110 urm.

Doctrină.

1. Preşedintele tribunalului găsind actul învestit cu formula autenticităţii, ordonă înscrierea, care se face în registrul respectiv al tribunalului situaţiei imobilului grevat, certificându-se pe actul de ipotecă data şi numărul inscripţiei. (Alexandresco, X, p. 624).

2. Se va transcrie pe actul original de ipotecă, conform art. 727 pr. civ. şi ordonanţa de înscriere, astfel cum este trecută în registrul de inscripţii. (Alexandresco, X, p. 624).

3. Potrivit art. 726 c. pr. civ. judecătorul comisar asistat de grefier va cerceta registrele de înscrieri, transcrieri şi urmăriri dacă mai există şi alte sarcini sau drepturi reale asupra imobilului, făcându-se menţiune despre această cercetare în actul de inscripţie, părţile putând să renunţe, la asemenea cercetări. (Alexandresco, X, p. 625).

4. In contra încheierii prin care preşedintele tribunalului refuză inscripţia, se poate face apel şi recurs conform art. 66 bis pr. civ. (Alexandresco, X, p. 625, 626).

5. Inscripţia va cuprinde: 1) imobilul grevat astfel cum a fost specializat; 2) suma datorită pentru care se ia inscripţia; 3) numele debitorului şi al creditorului, data exigibilităţii creanţei, etc. (Planiol, II, No. 2976; Alexandresco, XI, p. 626).

6. Lipsa acestor menţiuni atrage nulitatea inscripţiei. (Alexandresco, X, p. 627).

Art. 1783. — In toate cazurile de inscripţiune a unei ipoteci legale, sau a unui privilegiu, este destul ca creditorul sau mandatarul său singur, să se prezinte înaintea preşedintelui tribunalului şi să ceară inscripţiunea ipotecii sau a privilegiului său, în virtutea titlului din care decurge acea ipotecă sau acel privilegiu[2]). (Civ. 1753 urm., 1769 urm.; C. com. 851).

1) Textul acestui articol 1782 şi acel al art. 1783 şi 1789, nu au echivalentul lor nici în Codul Civil Francez, nici în Legea Belgiană din 16 Decemvrie 1851.

2) A se vedea nota de sub textul art. 1782 Cod. Civil. Şi acest art. 1783 lipseşte în Codul Civil Francez, ca şi în Legea belgiană din 1851. Această lipsă se explică prin excepţia introdusă de legiuitorul român în art. 1781 Codul Civil, spre diferenţă de textul francez asupra ipotecilor legale. A se vedea şi textul art. francez 2135, care înfiinţează ipotecile legale ale minorilor, interzişilor şi femeilor măritate, independent de orice inscripţie. La Francezi şi la Belgieni există şi un *conservator de ipoteci*, ceea ce face ca la noi, în lipsa unui asemenea conservator, Preşedintele Tribunalului să ordone conform art. 1782, inscripţiunile şi trecerea lor în registre.

Doctrină.

1. Pentru privilegii şi ipoteci legale, inscripţia se va cere şi lua de creditor în persoană sau de mandatarul său cu procură autentică. (Alexandresco, X, p. 623).

Art. 1784. — Inscripţiunile asupra bunurilor unei persoane moarte, pot fi cerute numai de creditor[1]). (Civ. 780, 1780, 1781; Pr. civ. 321; Civ. Fr. 2149; L. Belg. 86).

Text. fr. Art. 2149. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sous la simple désignation du défunt, ainsi qu'il est dit au n⁰ 2 de l'article précédent.

Text. belg. Art. 86. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sur la simple désignation du défunt.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 110 urm., 128 urm.

Doctrină.

1. Inscripţia asupra bunurilor unei persoane încetate din vieaţă se va lua de creditorul privilegiat sau ipotecar în termenul prevăzut de art. 1780 c. civ. rom., fără să fie nevoie a se menţiona în inscripţie faptul morţii. (Martou, III, No. 1112; Alexandresco, X, p. 623).

2. In cazul prevăzut de acest articol inscripţia se va lua în contra defunctului, chiar dacă moştenitorii ar fi recunoscut datoria şi ar fi dat creditorului un nou titlu. (Martou, III. No. 1113; Baudry et Loynes, II, No. 1623; Alexandresco X, p. 624; Contra: Persil, II, p. 66).

3. Creditorul însă va putea lua inscripţia contra moştenitorilor debitorului. (Martou, III, No. 1114; Baudry et Loynes, II. No. 1623; Guillouard, III, No. 1097; Alexandresco, X, p. 624).

4. In inscripţie se va trece numele defunctului sau al moştenitorilor. (Alexandresco, X, p. 627).

5. Lipsa acestei menţiuni va atrage nulitatea inscripţiei. (Alexandresco, X, p. 627),

Art. 1785. — Creditorul privilegiat sau ipotecar, înscris pentru un capital sau pentru o rendită care produce interese, are drept ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaş rang ca şi capitalul, fără prejudiciul inscripţiunilor ce poate lua pentru interese după trei ani, şi cari vor avea rang din ziua inscripţiunii lor. (Civ. 1587 urm., 1781, 1817, 1907; Lege p. modificarea legii Băncii Agricole, (Mon. Of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2151; L. Belg. 87).

Text. fr. Art. 2151. — Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt ou arrérage, a droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les intérêts et arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

Text. fr. Art. 2151 (Modificat prin L. din 17 Iunie 1893).—Le créancier privilégié dont le titre a été inscrit ou transcrit, ou le créancier hypothécaire inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a le droit d'être colloqué pour trois années seulement au même rang que le principal, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date pour les intérêts et arrérages autres que ceux conservés par la transcription ou l'inscription primitive.

Text. belg. Art. 87. — Le créancier privilégié ou hypothécaire, inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a droit d'être colloqué pour trois

1) In art. francez 2149 ca şi în cel belgian 86, în locul cuvintelor: *„pot fi cerute numai de creditor"* se zice, *„pouront être faites sur la simple désignation du défunt"*.

années seulement, au même rang que pour son capital, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les autres intérêts ou arrérages.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 58 urm., 128 urm.

Doctrină.

1. Termenul de trei ani pentru care sunt privilegiate dobânzile se socotește nu dela data inscripției ipotecii, ci din momentul când dobânzile au încetat să fie plătite. Prin urmare, dacă dobânzile au fost plătite regulat, creditorul nu are nevoie să ia inscripție la fiecare trei ani, ci el va lua inscripție numai atunci când debitorul va înceta plata și această inscripție va avea rang dela data luării ei, dacă dobânzile nu au fost prescrise. (Pont, II, No. 1016; Martou, III, No. 1119; Laurent, XXXI, No. 70; Baudry et Loynes, III, No. 1724; Guillouard, III, No. 1561; Planiol, II, No. 2967; Alexandresco, X, p. 638, nota 1).

2. Inscripția luată pentru capital garantează în acelaşi timp trei ani din dobânzile viitoare, fără a se distinge dacă dobânda este convențională sau legală, căci dacă ar fi vorba de dobânzi datorite în momentul luării inscripției, ele făcând parte din capital vor trebui menționate în inscripție. (Martou, III, No. 1116; Alexandresco, X, p. 638, nota 2).

3. In principiu, părțile nu pot deroga dela dispozițiunile art. 2151 c. civ. fr. (1785 c. civ. rom.), stipulând că dobânzile peste trei ani vor avea același rang cu capitalul fără o nouă inscripție pentru ele. (Pont, II, No. 1023; Alexandresco, X, p. 639, nota).

4. Dispozițiunile acestui articol se aplică nu numai la ipoteci, ci și la privilegiile imobiliare. (Alexandresco, X, p. 639, 640, 642).

4 bis. De asemenea, dispozițiunile acestui articol se aplică și la ipotecile legale ale minorului și femeii măritate. (Alexandresco, X, p. 640, 641, 642; Comp.: Martou, III, No. 1120; Laurent, XXXI, No. 75).

5. Restricția prevăzută de acest articol nu se aplică față de debitor și de moștenitorii lui, ci numai față de terți. (Alexandresco, X, p. 642).

6. Dispozițiunile acestui articol se aplică și veniturilor periodice ale rentelor. (Pont, II, No. 1029; Martou, III, No. 1122; Baudry et Loynes, III, No. 1738; Planiol, II, No. 2970; Alexandresco, X, p. 642).

7. Inscripția prevăzută de acest articol pentru garantarea dobânzilor poate fi luată în termen de trei luni dela decesul debitorului și chiar în urma declarării sale în stare de faliment. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 131 bis, X, XI; Pont, II, No. 889, 925, 1024; Martou, III, No. 1129, 1130; Laurent, XXXI, No. 78; Huc, XIII, No. 346; Baudry et Loynes, II, No. 1587, 1736; Guillouard, III, No. 1577, 1578; Planiol, II, No. 3036; Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, VII, No. 292; Alexandresco, X, p. 642).

Art. 1786. — Inscripțiunile conservă dreptul de privilegiu și de ipotecă în curs de cincisprezece ani[1]) din ziua în care s'au făcut inscripțiunile. Efectul lor încetează dacă inscripțiunile nu au fost reînnoite înaintea expirării acestui termen.

Cu toate acestea, inscripțiunile luate în favoarea minorilor, interzișilor, a femeilor măritate, a Statului, comunelor și celorlalte stabilimente publice, sunt dispensate de a fi reînnoite până după un an dela încetarea tutelei, disoluțiunea căsătoriei sau încetarea din funcțiune a funcționarului[2]). (Civ. 969, 1740, 1778, 1780, 1781, 1787, 1790 urm., 1800 urm., 1804, 1820; Pr. civ. 721, 725 urm.; L. Timbr. 20 § 29, 24 § 4; Legea specială autorizând luarea de măsuri exepționale (Mon. Of. 217/914), Art. 3—6; L. p. modificarea legii Băncii agricole (Mon. Of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2154; L. Belg. 90).

---

1) In art. francez corespunzător 2154 termenul acesta este numai pe *zece ani*.
2) A se compara textul art. român 1786 cu art. francez 2154 și belgian 90, fiind importante diferențe de text.

Text. fr. Art. 2154. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse, si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Text. belg. Art. 90. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant quinze années à compter du jour de leur date; leur effet cesse si les inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Néanmoins les inscriptions prises au profit des mineurs, des interdits, des personnes placées dans des établissements d'aliénés et des femmes mariées, conformément aux dispositions contenues aux §§ 1 et 2 de la section I du chapitre III, seront dispensées de tout renouvellement jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la cessation de la tutelle, de l'administration provisoire ou la dissolution du mariage.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 128 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Inscripţia luată îşi păstrează efectele ei timp de cincisprezece ani şi reînnoirea ei făcută înainte de expirarea acestui termen, păstrează rangul primitiv al privilegiului sau ipotecii. (Alexandresco, X, p. 629; Comp.: Planiol, II, No. 3050).

2. Dacă inscripţia nu a fost reînnoită în termenul prevăzut de lege, ipoteca este perimată şi creditorul nu mai are niciun drept de preferinţă, nici de urmărire în mâna terţilor. (Martou, III, No. 1147; Huc, XIII, No. 363; Baudry et Loynes, III, No. 1749, 1772; Guillouard, III, No. 1405; Planiol, II, No. 3051; Alexandresco, X, p. 629).

3. Perimarea ipotecii are loc de drept prin simpla expirare a termenului legal şi poate fi invocată de toţi acei cari pot opune lipsa inscripţiei, adică de toţi creditorii debitorului grevat, chiar de cei chirografari. (Martou, III, No. 1028; Alexandresco, X, p. 630; Comp., Contra: Laurent, XXXI, No. 551).

4. In cazul când inscripţia a fost perimată, numai tribunalul care a ordonat inscripţia este competent s'o constate şi să ordone radierea ei. (Alexandresco, X, p. 630).

5. Creditorul poate cere reînnoirea inscripţiei în termenul legal, chiar dacă debitorul a fost declarat în stare de faliment sau ar fi înstrăinat unui terţ imobilul ipotecat. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 120 bis, V; Pont, II, No. 1054; Martou, III, No. 1170; Baudry et Loynes, II, No. 1386; III, No. 1767; Guillouard, III, No. 1396; Planiol, II, No. 3054; Loyn-Caen et Renault, VII, No. 288; Alexandresco, X, p. 630; Comp., Contra: Persil, II, p. 108).

6. Creditorul poate lua o inscripţie după dreptul comun, după expirarea termenului legal de reînnoire, însă această inscripţie va avea rang dela data luării ei. (Pont, II, No. 1036; Martou, III, No. 1154; Planiol, II, No. 3051; Alexandresco, X, p. 631).

7. Perimarea inscripţiei foloseşte numai terţilor iar nu şi debitorului în contra căruia există un act autentic şi executor. (Alexandresco, X, p. 631, nota 4).

8. Dispoziţiunile arătate mai sus îşi găsesc aplicaţiunea tuturor privilegiilor imobiliare şi ipotecilor chiar legale, cu excepţia prevăzută de paragraful al doilea al acestui articol. (Alexandresco, X, p. 632).

9. Potrivit dispoziţiunilor art. 1786 § 2 c. civ. rom, inscripţia luată în favoarea minorilor, interzişilor, a femeilor măritate, a Statului şi celorlalte stabilimente publice, este scutită de reînnoire până după un an dela încetarea tutelei, ridicarea interdicţiei, desfacerea căsătoriei sau încetarea din funcţiune a funcţionarului. (Alexandresco, X, p. 632).

10. Când intervine între soţi numai o separaţie de patrimonii, nu este nevoie de reînnoirea inscripţiei ipotecii. (Alexandresco, X, p. 632, nota 3; Nacu, III, p. 753).

11. Creditorul este obligat să-şi reînnoiască inscripţia ipotecară, chiar în timpul urmăririi imobilului ipotecat, până când imobilul a ieşit definitiv din patrimoniul debitorului. (Alexandresco, X, p. 632, 633; Comp.: Planiol, II, No. 3053).

12. Dispoziţiunile art. 1786 c. civ., nu se aplică privilegiului vânzătorului de imobile, când acest privilegiu se conservă prin transcrierea actului de vânzare, iar

nu prin înscrierea lui. (Alexandresco, X, p. 634).

13. Dispoziţiunile art. 1786 c. civ rom., se aplică la toate privilegiile imobiliare care se conservă numai prin înscrierea lor. (Alexandresco, X, p. 634).

14. In termenul de cincisprezece ani (în Franţa zece ani) nu se socoteşte ziua când a fost luată inscripţia, nici ziua când se sfârşeşte, chiar atunci când acea zi ar fi o sărbătoare legală. (Troplong, III, No. 714; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 818, nota 1, p. 222; Pont, II, No. 1039, 1040; Martou, III, No. 1141; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 134 bis, V: Mourlon, III, No. 1586; Huc, XIII, No. 360; Baudry et Loynes, III, No. 1762; Guillouard, III, No. 1394; Planiol, II, No. 3048: Alexandresco, X, p. 635).

15. Astfel dacă inscripţia a fost luată la 2 Ianuarie 1920, ea va trebui reînnoită cel mai târziu în ziua de 2 Ianuarie 1935, iar dacă în acea zi va fi sărbătoare legală, inscripţia va trebui să fie reînnoită la 31 Decemvrie 1934. (Alexandresco, X, p. 635).

16. Reînnoirea inscripţiei se face la tribunalul situaţiei imobilului după cererea părţii interesate, fără să fie nevoie de prezenţa debitorului. (Alexandresco, X, p. 636).

Art. 1787. — Inscripţiunea reînnoită trebue să indice inscripţiunea primitivă ce se reînnoeşte. In lipsă de o asemenea indicaţiune, creanţa ipotecară va avea rang dela inscripţiunea din urmă. (Civ. 1786: Pr. civ. 721, 726 urm.; L. p. modificarea legii Băncii agricole (Mon. Of. 25/912), Art. 5; L. Belg. 90 § 3).

Text. belg. Art. 90 § 3. — L'inscription en renouvellement ne vaudra que comme inscription première, si elle ne contient pas l'indication précise de l'inscription renouvelée, mai il ne sera pas nécessaire d'y rappeler les inscriptions précédentes.

Doctrină.

1. Inscripţia reînnoită trebueşte să arate inscripţia ce se reînnoieşte şi între altele şi data ei. Dacă de exemplu inscripţia se reînnoeşte pentru a treia oară, nu este nevoie să se arate toate inscripţiile ce au urmat înainte, ci numai ultima inscripţie. (Alexandresco, X, p. 636).

2. Dacă reînnoirea inscripţiei nu arată inscripţia precedentă, creanţa privilegiată sau ipotecară va avea rangul numai dela ultima reînnoire, pierzând rangul precedent. (Alexandresco, X, p.. 636, 637).

3. In acest caz, dacă este vorba de o creanţă garantată printr'un privilegiu, ea îşi pierde caracterul său privilegiat, fiind garantată numai prin o ipotecă cu rang din ziua inscripţiei. (Martou, III, No. 1144; Alexandresco, X, p. 637).

CAPITOLUL V.

Despre ştergerea şi reducţiunea inscripţiunilor.

Art. 1788. — Inscripţiunile vor fi şterse sau reduse prin consimţimântul părţilor interesate, capabile de a consimţi la aceasta, sau în virtutea unei sentinţe date în ultimă instanţă, sau care a dobândit puterea lucrului judecat. Mandatul dat, spre a face o ştergere sau reducţiune trebue să fie expres şi autentic[1]). (Civ. 417, 948, urm., 953 urm., 1200, 1201, 1204, 1532 urm., 1740, 1778, 1781, 1789, 1800, 1817; Pr. Civ. 129, 583; C. com. 694; L. Timbr., 20 § 8, 29, 21 § 1-b, 22 § 3, 24 § 4; L. agrară, 73; Civ. Fr. 2157; L. Belg. 92).

Text. fr. Art. 2157. — Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Text. belg. Art. 92. — Les inscriptions sont rayées ou réduites du consen-

1) A se compara textul art. 1788 român, cu art. francez 2157 şi belgian 92, fiind importante diferenţe de text.

tement des parties interessées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Le cessionnaire d'une créance hypothécaire ne peut consentir de radiation ou de réduction, si la cession ne résulte d'actes énoncés dans l'art. 2.

Le mandat à l'effet de rayer ou de réduire, doit être exprès et authentique.

Bibliografie (continuare).

CNSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 241, 242, 283 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Ştergerea sau radierea unei inscripţii este un act unilateral, care constă în declaraţia făcută de cei interesaţi că inscripţia trebueşte considerată în viitor cu neavenită şi inexistentă, şi care se aduce la îndeplinire prin menţiunea ce se face pe marginea registrului respectiv. (Alexandresco, X, p. 643).

2. Reducerea inscripţiei este o ştergere sau radiere parţială. Ea se face prin restrângerea inscripţiei la imobilele sau suma suficientă pentru siguranţa creanţei garantată, iar ceea ce întrece este şters sau radiat. (Alexandresco, X, p. 643, 644).

3. Radierea şi reducerea inscripţiilor sunt voluntare sau judiciare. (Alexandresco, X, p. 644).

4. Când ştergerea sau radierea inscripţiei se face în urma plăţii datoriei, poate să consimtă la reducere sau ştergere oricine are capacitatea de a primi plata. (Alexandresco, X, p. 644).

5. Dacă ştergerea sau radierea inscripţiei se face înainte de plata datoriei, poate consimţi la radiere sau ştergere numai acel care are capacitatea de a dispune de creanţă şi chiar capacitatea de a dărui, dacă radierea se face cu titlu gratuit. (Alexandresco, X, p. 644).

6. Minorii şi interzişii nu pot consimţi ştergerea sau radierea ipotecii, afară de minorul autorizat să facă comerţ, pentru operaţiile sale comerciale. (Martou, III, No. 1186; Alexandresco, X, p. 644).

7. Tutorul unui minor sau interzis poate să consimtă la radierea unei ipoteci sau privilegiu, numai în urma plăţii încasate, iar nu cu titlu gratuit. (Planiol, II, No. 3063; Alexandresco, X, p. 645).

8. Minorul emancipat poate să consimtă la radierea unei inscripţii în urma plăţii, cu autorizaţia curatorului. (Alexandresco, X, p. 645).

9. Dacă ipoteca garanta un venit cum ar fi o arendare sau o închiriere, minorul poate consimţi singur. (Alexandresco, X, p. 645).

10. Persoana pusă sub consiliu judiciar va putea cu asistenţa consiliului să consimtă radierea unei ipoteci, chiar dacă nu a primit plata creanţei, deoarece poate face acte de înstrăinare cu asistenţa consiliului său. (Alexandresco, X, p. 645).

11. Moştenitorul aparent are capacitatea să radieze o ipotecă, dacă are capacitatea să primească plata. (Baudry et Loynes, III, No. 1831; Alexandresco, X, p. 646).

12. Sindicul falimentului care are capacitatea de a primi plata, poate radia o ipotecă. (Baudry et Loynes, III, No. 1832; Alexandresco, X, p. 646).

13. Moştenitorul major care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, poate radia o ipotecă fără a pierde beneficiul său. (Baudry et Loynes, III, No. 1831; Alexandresco, X, p. 647).

14. Potrivit dispoziţiunilor art. 1788 c. civ. rom., ştergerea sau reducerea inscripţiilor se face după cererea părţilor interesate. (Alexandresco, X, p. 648).

15. Prin părţi interesate se înţeleg acei în folosul cărora există inscripţia. Astfel sunt creditorul şi moştenitorii, legatarii sau donatarii săi. (Martou, III, No. 1182; Baudry et Loynes, III, No. 1822, 1825; Alexandresco, X, p. 648).

16. De asemenea, cesionarii creditorului, însă cesiunea trebueşte să fie autentică. (Martou, III, No. 1182; Alexandresco, X, p. 648, text şi nota 3).

17. De asemenea, executorul testamentar dacă i s'a dat de către testator sezina mobilelor. (Baudry et Loynes, III, No. 1831; Alexandresco, X, p. 648, 649).

18. De asemenea, geranţii sau lichidatorii unei societăţi comerciale. (Baudry et Loynes, III, No. 1834; Alexandresco, X, p. 649).

19. De asemenea, acei trimişi în pose-

siunea provizorie a bunurilor unui absent. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 138 bis, V; Baudry et Loynes, III, No. 1834; Alexandresco, X, p. 649).

20. La radierea sau reducerea inscripţiei nu este nevoie de prezenţa debitorului, deoarece este un act unilateral care nu trebueşte acceptat de debitor, nici de terţi. (Alexandresco, X, p. 649; Contra: Mourlon, III, No. 1594).

21. Acei cari au capacitatea să facă radierea inscripţiei unui privilegiu sau ipoteci vor adresa o cerere către preşedintele tribunalului, fie în persoană, fie prin reprezentant convenţional sau legal şi radierea se va face în urma jurnalului tribunalului. (Alexandresco, X, p. 650).

22. Când radierea se cere prin mandatar convenţional, procura va trebui să fie expresă şi autentică. (Alexandresco, X, p. 650).

23. Dacă procura este făcută în ţară străină, radierea nu se va putea cere decât după ce preşedintele tribunalului situaţiei bunurilor grevate, va constata că este autentificată după legea ţării unde a fost făcută. (Alexandresco, X, p. 650).

24. Efectele radierii se vor constata din cererea părţilor care constată voinţa lor, adică dacă părţile au înţeles să facă o renunţarea numai la inscripţie iar nu şi la însăşi creanţa ipotecară sau renunţarea a fost chiar şi la creanţă. (Pont, II, No. 1106; Laurent, XXXI, No. 223; Baudry et Loynes, III, No. 1887; Guillouard, III, No. 1458; Alexandresco, X, p. 651).

25. Radierea judiciară sau silită este aceea ordonată de justiţie prin hotărîre, în cazul când creditorul nu poate sau nu voieşte să consimtă radierea. (Alexandresco, X, p. 651).

26. Creditorul nu poate cere radierea inscripţiei pentru nulităţi de formă, deoarece formele sunt prevăzute de lege numai în interesul terţilor. (Pont, II, No. 1083; Laurent, XXXI, No. 180; Huc, XIII, No. 384; Baudry et Loynes, III, No. 1861; Guillouard, III, No. 1440; Planiol, II, No. 3067; Alexandresco, X, p. 651, 652).

27. Cererea de radiere poate fi făcută oricând. (Alexandresco, X, p. 652).

28. Cererea se va introduce contra creditorului, reprezentanţilor sau moştenitorilor lui sau contra cesionarilor lui. (Martou, III, No. 1219; Laurent, XXXI, No. 185; Huc, XIII, No. 384; Baudry et Loynes, III, No. 1862; Guillouard, III, No. 1442; Alexandresco, X, p. 652).

29. Cererea de radiere nu poate fi introdusă contra debitorului, deoarece acesta nu reprezintă pe creditor. (Baudry et Loynes, III, No. 1862; Alexandresco, X, p. 652).

30. Radierea nu se poate face decât atunci când hotărîrea care o ordonă a rămas definitivă. (Baudry et Loynes, III, No. 1878; Alexandresco, X, p. 653).

31. Cererea de radiere va fi introdusă la tribunalul domiciliului părţii, iar nu la tribunalul situaţiei imobilului grevat. (Alexandresco, X, p. 653).

32. In materie de radiere judiciară sau silită, tribunalele nu pot admite executarea provizorie a hotărîrilor lor. (Baudry et Loynes, III, No 1880; Guillouard, III, No. 1449; Alexandresco, X, p. 654; Contra: Pont, II, No. 1903).

33. Hotărîrea care a ordonat radierea va fi executată cu toate că este supusă recursului sau revizuirii. (Baudry et Loynes, III, No. 1881; Planiol, II, No. 3068; Alexandresco, X, p. 654).

34. Radierea va fi ordonată de justiţie în următoarele cazuri: 1) când ea a fost luată fără a fi bazată pe lege sau pe convenţia părţilor; 2) când actul constitutiv al ipotecii este nul; 3) când creanţa este stinsă prin plată, prin prescripţie sau orice alt mod de stingere al obligaţiilor; 4) când privilegiul sau ipoteca sunt stinse prin una din cauzele de stingere proprii acestor drepturi; 5) când inscripţia este nulă în privinţa formelor; 6) când ipoteca a fost simulată. (Alexandresco, X, p. 655).

35. Reducerea inscripţiilor este supusă regulelor privitoare la radiere, deoarece sunt radieri parţiale. (Alexandresco, X, p. 656).

36. Reducerea este voluntară sau judiciară. (Alexandresco, X, p. 656).

37. Reducerea silită sau judiciară se aplică ipotecilor legale ca şi celor convenţionale. (Alexandresco, X, p. 656, 657; Comp.: Martou, III, No. 1225; Laurent, XXXI, No. 202).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. O radiere a unei inscripţii ipotecare, făcută, prin eroare sau dol, fără consimţimântul tuturor creditorilor, fiind izbită de o nulitate absolută, poate fi atacată pe calea unei contestaţii la tabloul de ordinea creditorilor şi să se obţie înscierea ei în rangul respectiv. (Trib. Ilfov, s. notariat 23 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 11/1926).

2. Măsura prevăzută de art. 76 din legea agrară a vechiului Regat, că radierea ipotecilor se va ordona de preşedintele tribunalului situaţiunii imobilului, se referă numai la ipotecile ce grevează imobilele sau părţile de imobile „ce au fost expropriate" şi astfel, nu mai aparţin proprietarului.

De aceea, în specie, întru cât se urmăreşte liberarea de ipoteci a unei porţiuni dintr'un imobil, porţiune rămasă neexpropriată oferindu-se plată creanţelor ipotecare cu avere dotală, nu mai este cazul de a se aplica disp. art. 76 legea agrară şi ordonanţa de achitarea creanţelor şi radierea ipotecii se face de preşedintele tribunalului care administrează dota. (Cas. I, dec. 1980 din 17 Martie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1452).

3. A se vedea: art. 1191, nota 3.

Art. 1789. — Actele făcute în țară străină care constată consimțimântul pentru ștergerea sau reducțiunea unei inscripțiuni, nu sunt executorii în România, decât după ce s'au vizat de președintele tribunalului situațiunii bunurilor, care va verifica autenticitatea acelor acte[1]). (Civ. 2, 1773, 1788; Pr. Civ. 374; Leg. Belg. 93).

Text. belg. Art. 93. — Ceux qui requièrent la radiation ou la réduction déposent, au bureau du conservateur, soit l'expédition de l'acte authentique ou l'acte en brevet, portant consentement, soit l'expédition du jugement.

Un extrait littéral de l'acte authentique suffit, lorsqu'il y est déclaré, par le notaire qui l'a délivré, que l'acte ne contient ni conditions, ni réserves.

Les actes de consentement à radiation ou réduction, passées en pays étrangers, ne sont exécutoires en Belgique qu'après avoir été visés par le présiden- du tribunal de la situation des biens, qui vérifiera leur authenticité, ainsi qu'il est dit en l'art. 77.

Doctrină.

1. Actele făcute în țară străină, care constată consimțimântul părților pentru ștergerea sau reducerea inscripțiilor ipotecare, trebuesc autentificate ca și actul constitutiv de ipotecă. (Alexandresco, I, p. 220).

2. Aceste acte vor fi verificate și vizate de președintele tribunalului situației imobilelor, ca și actul de constituire al ipotecii. (Alexandresco, I, p. 220).

3. Dacă ștergerea, reducerea sau reînnoirea se face prin mandatari, mandatul va trebui să fie autentificat de funcționarii străini potrivit legilor străine și să fie vizat de președintele tribunalului situației imobilelor. (Alexandresco, I, p. 220).

CAPITOLUL VI.

Despre efectul privilegiilor și ipotecilor în contra persoanelor al treilea care dețin imobilul.

Art. 1790. — Creditorii cari au privilegiu sau ipotecă înscrise asupra unui imobil, îl urmăresc în orice mână ar trece[2]). (Civ. 1719, 1720, 1722 urm., 1738 urm., 1746, 1753, 1778, 1780 urm., 1786, 1791 urm., 1800, 1818; C. com. 910; L. agrară 72, 73, 75, 76; Civ. Fr. 2166; L. Belg. 96).

Text. fr. Art. 2166. — Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166; CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 23 urm., 43 urm., 134 urm.

Doctrină.

1. Efectele privilegiilor și ipotecilor se împart în patru secții: 1) efectele în privința imobilelor grevate; 2) efectele în privința creanței garantate; 3) efectele în privința raporturilor dintre proprietarul lucrului grevat și creditorul ipotecar; 4) efectele față de terții detentori. (Alexandresco, X, p. 657 urm.).

2. Privilegiile și ipotecile produc două efecte importante și anume dreptul de preferință de a fi plătit pe creditorul ipotecar sau privilegiat cu precădere înaintea celorlalți creditori și dreptul de suită sau de urmărire a imobilului grevat în mâna terților, pentru ca creditorul să-l vândă și să fie plătit din prețul lui. (Alexandresco, X, p. 667, 668).

3. Prin terț debitor se înțelege oricine

---

1) A se vedea notele de sub textul art. 1782 și 1783 Cod. Civil.

2) Art. francez corespunzător 2166, continuă: „*pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions*".

posedă imobilul grevat, care nu este personal obligat la plata datoriei, ci numai din cauza imobilului şi care deţine imobilul, fie cu titlu oneros, fie cu titlu gratuit. (Alexandresco, X, p. 668).

4. Creditorii chirografari pot urmări imobilul cât timp se află în mâna debitorului, dar nu-l mai pot urmări de îndată ce el a ieşit în mod regulat şi fără fraudă din patrimoniul debitorului, deoarece nu au un drept real asupra imobilului. (Planiol, II, No. 3161; Alexandresco, X, p. 667, nota 3).

5. Dreptul de suită sau de urmărire este o consecinţă a realităţii dreptului de ipotecă. (Martou, II. No. 689; Huc, XIII, No. 168; Planiol, II, No. 2647, 3161; Alexandresco, X, p. 543, 668).

Art. 1791. — Dacă persoana a treia, care deţine imobilul, nu îndeplineşte formalităţile mai jos stabilite pentru a purga[1]) proprietatea sa, ea rămâne îndatorată, prin singurul efect al inscripţiunilor, în calitatea sa de detentor a imobilului, la toate datoriile ipotecare, şi se bucură de toţi termenii de plată ce îi avea şi debitorul primitiv. (Civ. 1108, 1740, 1790, 1792, 1795, 1801 urm., 1804 urm.; Civ. Fr. 2167; L. Belg. 97).

Text. fr. Art. 2167. — Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 43 urm., 141 urm.

Doctrină.

1. Terţul debitor care este ameninţat să fie urmărit prin acţiunea ipotecară poate sau să se lase a fi urmărit sau se poate sustrage dela urmărire prin următoarele moduri: 1) poate să purgheze imobilul de privilegiile sau ipotecile ce-l grevează; 2) poate să plăteaecă datoriile ce grevează imobilul capital şi procente: 3) poate să abandoneze posesiunea de fapt sau detenţiunea imobilului, creditorilor ipotecari şi să fie scutit de a plăti datoriile ce-l grevează, bine înţeles dacă nu este obligat personal, ci numai în calitate de detentor. (Alexandresco, X, p. 668, 669; Comp.: Mourlon, III, No. 1626; Laurent, XXXI, No. 275; Baudry et Loynes, III, No. 2194; Planiol, II, No. 3228).

2. Prin terţ detentor se înţelege orice reprezentant cu titlu particular al debitorului şi care nu este obligat personal către creditor la plata datoriei, fie că a dobândit în totul sau parţial imobilul, cu titlu gratuit sau oneros, cum ar fi cumpărătorul, donatarul, etc. (Alexandresco, X, p. 668, nota 2).

3. Dacă terţul detentor a înstrăinat imobilul grevat, el nu mai e supus acţiunii ipotecare. (Baudry et Loynes, III, No. 2103; Guillouard, III, No. 1646; Alexandresco, X, p. 668, nota 2).

4. Reprezentanţii universali sau cu titlu universal ai debitorului nu sunt terţi detentori, deoarece ei sunt personal obligaţi la plată. (Huc, XIV, No. 19; Baudry et Loynes, III, No. 2103; Alexandresco, X, p. 668, nota 2).

5. Detentorul imobilului grevat trebueşte să plătească toate datoriile ce grevează imobilul, folosindu-se de toate termenele de plată acordate debitorului primitiv. (Alexandresco, X, p. 673).

Art. 1792. — Detentorul este ţinut în acelaş caz, sau de a plăti toate capitalurile şi interesele exigibile, la orice sumă s'ar urca, sau de a lăsa imobilul ipotecat fără nicio rezervă. (Civ. 1025, 1785, 1791, 1793, 1795; Civ. Fr. 2168; L. Belg. 98).

Text. fr. Art. 2168. — Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.

---

1) Cu privire la purgarea proprietăţilor ipotecate, a se vedea şi nota dela cap. VIII ce urmează, precum şi art. 1803 Cod. Civil.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 137.

Doctrină.

1. Detentorul care se vede urmărit în baza acțiunii ipotecare, pentru a înlătura urmărirea, poate plăti datoriile privilegiate și ipotecare care grevează imobilul. (Alexandresco, X, p. 673).

2. Detentorul trebuește să plătească, nu numai capitalul, ci și dobânzile exigibile, fără a se distinge cauza exigibilității lor. (Alexandresco, X, p. 673).

3. Creditorul privilegiat sau ipotecar, poate invoca în contra terților detentori decăderea din termen rezultată din una din cauzele prevăzute de art. 1188 c. civ. fr. (1025 c. civ. rom.). (Baudry et Loynes, III, No. 2175; Alexandresco, X, p. 673).

4. Terțul detentor va plăti numai acele dobânzi care au fost conservate prin înscriere conform legii. (Pont, II, No. 1132; Martou, III, No. 1256; Baudry et Loynes, III, No. 2175; Guillouard, III, No. 1562; Planiol, II, No. 3226; Alexandresco, X, p. 673, 674).

5. Terțul detentor nu poate fi urmărit decât asupra imobilului grevat iar nu asupra celorlalte bunuri ale sale. (Alexandresco, X, p. 674).

6. Interesul terțului detentor de a delăsa imobilul este de a înlătura neplăcerile provocate de urmărire și de a nu suferi atingere în creditul său prin facerea urmăririi ale cărei cauze nu sunt, poate, cunoscute de toți. (Mourlon, III, No. 1626; Laurent, XXXI, No. 275; Baudry et Loynes, III, No. 2181; Planiol, III, No. 3230; Alexandresco, X, p. 670).

7. Delăsarea imobilelor grevate trebuește să se facă fără nicio rezervă, în privința tuturor imobilelor grevate iar dacă detentorul a înstrăinat parte din ele. le va delăsa pe cele ce le deține. (Baudry et Loynes, III, No. 2181 bis; Alexandresco, X, p. 672).

Art. 1793. — Când detentorul nu îndeplinește una din aceste obligațiuni pe deplin, fiecare creditor ipotecar are dreptul de a cere vânzarea imobilului ipotecat pentru creanța sa[1]). (Civ. 1722, 1746, 1790, 1794, 1795, 1804, 1824, 1836; Civ. Fr. 2169; L. Belg. 99).

Text. fr. Art. 2169. — Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 136, 138.

Doctrină.

1. In cazul când terțul detentor nu uzează de mijloacele prevăzute de art. 1791 și 1792 c. civ. rom., fiecare creditor a cărui creanță este ajunsă la scadență poate urmări imobilul pentru ca din vânzarea lui pe calea exproprierii silite să-și realizeze creanța sa. (Alexandresco, X, p. 674).

2. Urmărirea și vânzarea imobilului grevat se vor face după regulele prevăzute de procedura civilă. (Alexandresco, X, p. 674, 675).

Art. 1794. — Cu toate acestea, detentorul care nu este personal obligat pentru creanța ipotecară a creditorului, poate să se opună la vânzarea imobilului ipotecat ce i-a fost transmis, dacă au mai rămas alte imobile ipotecate pentru această datorie, în posesiunea principalului sau principalilor debitori, și poate să ceară discuțiunea prealabilă după forma regulată la titlul *Despre cauți-*

---

1) Art. francez corespunzător 2169 continuă: *„trente jours après commandement fait au débiteur originaire et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage"*.

onament. In timpul acestei discuţiuni se va opri vânzarea imobilului ipotecat. (Civ. 1379, 1662 urm., 1753, 1793; Pr. Civ. 112; Civ. Fr. 2170).

Text. fr. Art. 2170. — Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'hèritage hypothéqué qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre *du Cautionnement;* pendant cette discussion il est sursis à la vente de l'héritage hypothéqué.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci,* p. 139, 140.

Doctrină.

1. Terţul detentor poate invoca beneficiul de discuţiune, cerând ca înainte de a se proceda la exproprierea imobilului pe care îl deţine, creditorul să urmărească vânzarea altor imobile ipotecate care se găsesc în mâna principalului debitor. (Alexandresco, X, p. 680, 681).

2. Pentru ca terţul detentor să poată invoca beneficiul de discuţiune, trebueşte ca el să nu fie obligat la plata datoriei ipotecare, fie ca debitor principal, fie ca fidejusor. (Troplong, III, No. 797: Pont, II, No. 1160; Baudry et Loynes, III, No. 2146; Guillouard, III, No. 1660; Alexandresco, X, p. 681).

3. Moştenitorul detentor al unuia din imobilele ipotecate de defunct, fiind obligat personal la plata datoriei, nu poate opune beneficiul de discuţiune, decât în cazul când creditorul a primit de bună voie plata părţii proporţionale a acestui moştenitor. (Huc, V, No. 399; Baudry et Loynes. III, No. 2149; Guillouard, III, No. 1661; Planiol, III, No. 3213; Alexandresco, X, p. 681; Contra: Troplong, III, No. 798; Pont, II, No. 1181; Laurent, XI, No. 70).

4. Această soluţiune îşi găseşte aplicaţiunea şi codebitorului conjunct sau solidar, care ar fi detentorul unui imobil ipotecat pentru garantarea datoriei comune. (Baudry et Loynes, III, No. 2151).

5. Pentru ca terţul detentor să poată invoca excepţia de discuţiune, trebueşte ca în posesiunea principalului sau principalilor debitori să mai existe alte imobile ipotecate pentru garantarea aceleiaşi datorii. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 151 bis, V; Baudry et Loynes, III, No. 2157; Planiol, II, No. 3215; Alexandresco, X, p. 681, 682, text şi nota 1).

6. Prin principal sau principali debitori se înţeleg debitorii sau codebitorii obligaţiei, iar nu fidejusorul care a dat o ipotecă pentru garantarea obligaţiei sale personale, nici terţul care a dat o ipotecă fără a se obliga personal, nici terţii cari deţin alte imobile afectate la aceeaşi datorie. (Baudry et Loynes, III, No. 2159, 2160, 2161; Planiol, II, No. 3215; Alexandresco, X, p. 682; Comp., Contra: Troplong, III, No. 800 bis; Pont, II, No. 1164).

7. Excepţia de discuţiune poate fi invocată nu numai de creditorii ipotecari, ci şi de către creditorii privilegiaţi. (Alexandresco, X, p. 682).

8. Terţul detentor care uzează de excepţiunea de discuţiune, trebueşte să se conforme regulelor prevăzute de codul civil la materia fidejusiunii. (Alexandresco, X, p. 682).

Art. 1795. — Cât pentru lăsarea imobilului ipotecat, ea poate să fie făcută de către orice detentor care nu este personal obligat la datorie şi care are capacitatea de a înstrăina. (Civ. 949 urm., 1769, 1796, 1799; Civ. Fr. 2172; L. Belg. 100).

Text. fr. Art. 2172. — Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci,* p. 137 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru ca terțul detentor să poată delăsa imobilul se cere ca el să nu fie obligat personal la plata datoriei, deoarece în acest caz, creditorul poate urmări întreaga sa avere. Astfel, un fidejusor al debitorului sau codebitor solidar, care ar fi dobândit imobilul grevat, nu pot să delase imobilul. (Demante et Comet de Santerre, IX, No. 152 bis, XIV; Baudry et Loynes, III, No. 2183; Guilouard, III, No. 1675; Alexandresco, X, p. 670, 671).

2. Pentru ca terțul detentor să poată delăsa imobilul grevat, trebuește să fie capabil de a înstrăina. (Alexandresco, X, p. 671).

3. Astfel, minorul și interzisul nu pot delăsa imobilul grevat. (Alexandresco, X, p. 671).

4. Tutorul, după o părere, pentru a putea delăsa imobilul grevat, are nevoie de autorizația consiliului de familie, omologată de tribunal. (Martou, III, No. 1128: Laurent, XXXI, No. 295; Huc, XIV, No. 35; Baudry et Loynes, III, No. 2189; Guillouard, III, No. 1681; Alexandresco, X, p. 671).

5. După a doua părere, tutorul are nevoie numai de autorizarea consiliului de familie, fără omologarea tribunalului. (Troplong, III, No. 820; Pont, II, No. 1172).

6. După a treia părere, tutorul nu poate delăsa imobilul grevat. (Grenier, Traité des hypothèques, II, No. 327).

7. Persoana pusă sub consiliu judiciar va putea delăsa imobilul grevat, numai cu asistența consiliului său. (Huc, XIV, No. 35; Baudry et Loynes, III, No. 2189; Alexandresco, X, p. 671).

8. Moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar nu poate delăsa imobilul grevat, deoarece este obligat personal pentru partea sa din succesiune. (Pont, II, No. 1181; Laurent, XXXI, No. 287; Huc, XIV, No. 35; Alexandresco, X, p. 671; Contra: Baudry et Loynes, III, No. 2189).

9. Acei trimiși în posesie provizorie asupra bunurilor unui absent, nu pot delăsa imobilul grevat. (Troplong, III, No. 819; Pont, II, No. 1174; Baudry et Loynes, III, No. 2189; Alexandresco, X, p. 671).

10. De asemenea, nici curatorul unei succesiuni vacante. (Baudry et Loynes, III, No. 2189; Alexandresco, X, p. 671).

11. De asemenea, nici un comerciant declarat în faliment. (Baudry et Loynes, III, No. 2189; Alexandresco, X, p. 671.)

Art. 1796. — Detentorul poate să lase imobilul, chiar după ce a recunoscut obligațiunea, sau după ce a fost condamnat în această calitate; lăsarea imobilelor nu împiedică nici pe detentor, până la adjudecațiune, de a lua imobilul înapoi, plătind toată datoria și cheltuelile. (Civ. 1791, 1795, 1797; Pr. Civ. 544, 549; Civ. Fr. 2173; L. Belg. 101).

Text. fr. Art. 2173. — Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

Doctrină.

1. Terțul detentor poate delăsa imobilul grevat, chiar dacă a recunoscut obligația ipotecară sau a fost condamnat în calitate de detentor deoarece el este obligat, în aceste cazuri, tot ipotecar, iar nu personal. (Alexandresco, X, p. 671).

2. Delăsarea poate fi făcută oricând, după urmărire până la adjudecare, cât timp terțul detentor nu a fost condamnat personal la plata creanței ipotecare. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 153 bis, II; Pont, II, No. 1186; Martou, II, No. 1304; Huc, XIV, No. 35; Baudry et Loynes, III, No. 2191; Guillouard, III, No. 1673; Alexandresco, X. p. 672; Comp., Contra: Laurent, XXXI, No. 278; Planiol, II, No. 3237).

3. Terțul detentor nu delasă decât detențiunea imobilului iar nu și proprietatea lui, așa încât prescripția curge în favoarea lui și o va putea invoca dacă uzează de facultatea de a relua înapoi imobilul înainte de ajudecare, plătind toată datoria și cheltuielile. (Baudry et Loynes, III, No. 2194; Alexandresco, X, p. 672, 673).

4. Din același principiu mai rezultă că dacă imobilul piere înainte de adjudecare, pierderea îl privește pe terțul detentor, precum și dacă după plata datoriilor rămâne un excedent, acesta i se cuvine lui. (Alexandresco, X, p. 673).

Art. 1797. — Lăsarea imobilului ipotecat se face prin declaraţiune la grefa tribunalului situaţiunii imobilului.

Tribunalul va încheia act despre aceasta.

După cererea celui mai diligent dintre cei interesaţi, se va numi un curator imobilului părăsit, şi se va urmări vânzarea sa, după formele prescrise pentru expropriaţiuni. (Civ. 725, 1780, 1824 urm.; Pr. Civ. 496 urm., 503 urm.; Civ. Fr. 2174; L. Belg. 102).

Text. fr. Art. 2174. — Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens; et il en est donné acte par ce tribunal.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé à l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 138.

Doctrină.

1. Delăsarea imobilului grevat se face prin o declaraţie la grefa tribunalului situaţiei imobilului iar tribunalul încheie un jurnal prin care ia act de această declaraţie. Tribunalul numeşte un curator imobilului delăsat, la stăruinţa unuia dintre creditorii ipotecari şi vânzarea se va face după formele exproprierii silite. Curatorul administrează imobilul în timpul urmăririi care se îndreaptă în contra lui. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 155 bis; Baudry et Loynes, III, No. 2181, 2193; Alexandresco, X, p. 672).

2. Hotărîrile pronunţate contra curatorului, au autoritatea de lucru judecat atât faţă de debitor cât şi faţă de ceilalţi creditori. (Pont, II, No. 1191; Martou, III, No. 1308; Baudry et Loynes, III, No. 2193; Alexandresco, X, p. 672).

Art. 1798. — Servituţile şi drepturile reale ce avea asupra imobilului detentorul înaintea posesiunii sale, renasc după părăsirea sau adjudecaţiunea imobilului[1]). (Civ. 576, 636 urm., 1091, 1795; Civ. Fr. 2177; L. Belg. 105).

Text. fr. Art. 2177. — Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjugé.

Doctrină.

1. Servituţile şi celelalte drepturi reale pe care le avea terţul detentor asupra imobilului, înainte de a-l dobândi se stinge prin confuziune. (Alexandresco, X, p. 677).

2. Prin adjudecarea imobilului în urma delăsării sau exproprierii imobilului grevat încetând dreptul de proprietate al terţului detentor, încetează şi confuziunea şi servituţiile şi celelalte drepturi reale renasc în folosul său. (Alexandresco, X, p. 678).

3. Dacă imobilul terţului detentor era nu fondul dominant, ci fondul şerbitor, servitutea pasivă va renaşte în sarcina detentorului şi în folosul adjudecatarului imobilului grevat. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 158 bis, I, II; Pont, II, No. 1215; Martou, III, No. 1328; Baudry et Loynes, III, No. 2212, Guillouard, III, No. 1689; Alexandresco, X, p. 678, 679).

4. Privilegiul şi ipotecile pe care terţul detentor le avea asupra imobilului înainte de a dobândi proprietatea lui, nu vor renaşte cu aceleaşi efecte ce le avea înainte, decât dacă ele au fost conservate prin inscripţii reînnoite, conform art. 1786 c. civ. rom. (Alexandresco, X, p. 679).

1) Art. francez corespunzător 2177 adaugă: „*Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjugé*".

Art. 1799. — Detentorul care a plătit datoria ipotecară, sau care a lăsat imobilul ipotecat, sau care a suferit expropriaţiunea acestui imobil, are recurs în garanţie, de drept, în contra debitorului principal. (Civ. 551, 905, 1108, 1336 urm., 1795 urm., 1812; Civ. Fr. 2178; L. Belg. 106).

Text. fr. Art. 2178. — Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué ou subi l'expropriation de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

Doctrină.

1. Când terţul detentor, care a dobândit imobilul cu titlu oneros este evins prin efectul delăsării sau exproprierii, are recurs în contra autorului său, dacă nu a renunţat la el prin convenţie. (Alexandresco, X, p. 677).

2. Cunoştinţa terţului de existenţa ipotecii nu înlătură dreptul său la recurs. (Alexandresco, X, p. 677).

3. Dacă evicţiunea a avut loc din culpa terţului detentor, cum ar fi de exemplu, când nu a invocat cauzele de anulare ale ipotecii ce existau în favoarea lui, el nu va avea drept de recurs contra autorului său. (Alexandresco, X, p. 677).

4. Terţul detentor care a plătit datorii ipotecare al căror debitor nu era, nu va avea recurs în garanţie, însă va fi subrogat de drept în drepturile acţiunile şi ipotecile creditorilor pe cari i-a plătit, aşa încât dacă datoriile ce le-a plătit erau garantate prin alte ipoteci, el se va folosi de ele contra detentorilor imobilelor supuse acestor ipoteci. (Martou, III, No. 1331; Huc, XIV, No. 50; Baudry et Loynes, III, No 2220; Guillouard, III, No. 1692; Alexandresco, X, p. 677).

CAPITOLUL VII.

Despre stingerea privilegiilor şi a ipotecilor.

Art. 1800. — Privilegiile şi ipotecile se sting:

1. Prin stingerea obligaţiunii principale;
2. Prin renunţarea creditorului la ipotecă;
3. Prin îndeplinirea formalităţilor şi condiţiunilor prescrise detentorilor pentru purgarea[1]) bunurilor dobândite de ei;
4. Prin prescripţiune.

Prescripţiunea este câştigată debitorului, pentru bunurile care se află în posesiunea sa, prin expirarea timpului defipt pentru prescripţiunea acţiunilor ce rezultă din ipotecă sau din privilegiu.

Cât pentru bunurile cari se găsesc în mânile unui al treilea detentor, prescripţiunea îi este câştigată prin expirarea timpului regulat pentru prescripţiunea proprietăţii în favoarea sa; în cazul când prescripţiunea presupune un titlu, ea nu începe a curge decât din ziua când detentorul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar.

Inscripţiunile luate de creditori nu întrerup cursul prescripţiunii stabilite prin lege în favoarea debitorului, sau în favoarea unei al treilea persoane detentoare a imobilului[2]). (Civ. 1091, 1107 urm., 1134—1136, 1683, 1780, 1786, 1788 urm., 1801 urm., 1837 urm., 1863, 1890, 1895; C. com. 690; Civ. Fr. 2180; L. Belg. 108).

---

1) A se vedea nota de sub textul art. 1791, şi cea dela Cap. VIII ce urmează, precum şi art. 1805 Cod. Civil.

2) A se compara art. 1800 Cod. Civil român cu art. 108 din Legea belgiană din 1851, fiind importante diferenţe de text între ele.

Text. fr. Art. 2180. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:
1°. Par l'extinction de l'obligation principale;
2°. Par la renonciation du créancier à l'hypothèque;
3°. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites au tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;
4°. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Quand aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans les cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur les registres du conservateur.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

Text. belg. Art. 108. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:
1°. Par l'extinction de l'obligation principale;
2°. Par la renonciation du créancier;
3°. Par l'effet des jugements, dans les cas prévus par les §§ 1 et 2 de la première section du chapitre III;
4°. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;
5°. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Elle n'est acquise au tiers détenteur que par le temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur, mais ce dernier peut être contraint de fournir, à ses frais, un titre récognitif de l'hypothèque, à dater de la transcription de son acquisition. Vingt-huit ans après la date de ce titre, il est tenu de le renouveler s'il possède encore l'immeuble hypothéqué;
6°. Par la cause énoncée au paragraphe 2 de l'art. 82.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N *Despre ipoteci*, p. 23 urm., 261 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Sunt două feluri de cauze de stingere a privilegiilor și ipotecilor: 1) Pe cale de consecință, adică prin stingerea a însăși creanței garantate; 2) pe cale principală și directă, când creanța subsistă. (Alexandresco, X, p. 684).

2. Prin stingerea obligației garantate se sting și privilegiile și ipotecile, deoarece nu sunt decât niște drepturi accesorii. (Alexandresco, X, p. 685).

3. Astfel, privilegiile și ipotecile se sting prin toate modurile care aduc stingerea obligației garantată, adică: prin plată, prin ofertă reală urmată de consemnație și acceptată de creditor, compensație, novație, remiterea datoriei, confuziune, prescripție, anulare, dare în plată etc. (Alexandresco, X, p. 685, 687 urm.).

4. Privilegiile și ipotecile se sting numai dacă stingerea obligație garantatė este totală, definitivă și absolută. Astfel, dacă stingerea obligației principale este parțială, ipoteca va subsista din cauza indivizibilității ei. (Taulier. Théorie raisonnée du code civil, VII, p. 390; Mourlon, III, No.

1665; Pont, II, No. 1229; Baudry et Loynes, III, No. 2245; Guillouard, IV, No. 1895; Planiol, II, No. 3388; Alexandresco, X, p. 685).

5. De asemenea dacă stingerea obligaţiei garantate nu este definitivă, ci ea a reînviat, privilegiul şi ipoteca vor continua să-şi producă efectul. (Alexandresco, X, p. 686).

6. Astfel dacă s'a dat în plată un alt lucru decât cel datorit şi dacă creditorul este evins de acest lucru, creanţa reînvie cu toate accesoriile ei. stingerea nefiind definitivă. (Troplong, IV, No. 847 urm.; Mourlon, III, No. 1666; Pont, II, No. 1230; Martou, IV, No. 1336; Guillouard, IV. No. 1896 bis; Planiol, II, No. 3391; Alexandresco, X, p. 686; Contra: Demolombe, XXVIII, No. 288 urm.; Larombière, Obligations, Art. 1278, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 162 bis, II; Laurent, XXXI, No. 363; Huc, XIV, No. 54; Baudry et Loynes, III, No. 2251).

7. Pentru ca privilegiile să fie stinse, trebueşte ca stingerea creanţei să fie absolută, adică să fie făcută fără nicio rezervă. Astfel plata stinge creanţa şi deci şi ipoteca, afară de cazul când a fost făcută cu subrogaţie. (Alexandresco, X, p. 687).

8. Modurile de stingere ale privilegiilor şi ipotecilor pe cale principală sunt: renunţarea creditorului, îndeplinirea formalităţilor de purgă şi prescripţia. (Alexandresco, X, p. 691 urm.).

9. Renunţarea creditorului la privilegiu sau ipotecă nu trebueşte confundată cu remiterea datoriei, deoarece prin cea din urmă se renunţă la creanţă, ceea ce aduce pe cale de consecinţă stingerea privilegiului sau ipotecii, pe când prin cea dintâiu se stinge numai privilegiul sau ipoteca subsistând creanţa. (Pont, II, No. 1231; Laurent, XXXI, No. 372; Baudry et Loynes, III, No. 2258: Alexandresco, X, p. 692).

10. De asemenea nu trebueşte să se confunde renunţarea la ipotecă cu renunţarea la inscripţia ipotecară, deoarece în acest din urmă caz creditorul renunţă numai la rangul său, putând lua o nouă inscripţie. (Pont. II, No. 1106; Martou, III, No. 1216; Laurent, XXXI, No. 223: Baudry et Loynes, III, No. 1887, 1889, 2262; Guillouard, III, No. 1458: Alexandresco. X. p. 692).

11. Renunţarea la ipotecă este un act unilateral şi deci nu trebueşte acceptată de acei cărora le foloseşte, aşa încât odată făcută creditorul nu mai poate reveni, chiar dacă nu au aderat la ea cei interesaţi. (Troplong, IV, No. 868; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 830, nota 2, p. 254; Pont, II, No. 1232; Planiol, II, No. 3400; Alexandresco, X, p. 692, text şi nota 4).

12. Creditorul renunţător trebueşte să aibă capacitatea de a dispune de creanţă, nefiind nevoie să aibă capacitatea de a înstrăina un imobil deoarece ipoteca, deşi un drept imobiliar, este însă accesorul creanţei a cărei soartă o urmează. (Pont, II. No. 1223; Huc, XIV, No. 58; Baudry et Loynes, III, No. 2260; Alexandresco, X, p. 692, 693; Contra: Laurent, XXXI, No. 373; Guillouard, III, No. 1419; IV, No. 1903; Planiol, II, No. 3397).

13. Renunţarea nu e supusă niciunei forme şi poate fi expresă sau tacită. (Pont, II, No. 1237; Martou, IV, No. 1340; Baudry et Loynes, III, No. 1262; Alexandresco, X, p. 693, 694).

14. Renunţările nu se presupun, aşa în cât renunţarea tacită nu poate fi dedusă decât din fapte cari nu pot fi altfel interpretate. (Baudry et Loynes, III, No. 2262; Alexandresco, X, p. 694).

15. La caz de îndoială, dacă există sau nu renunţare, se va da actului caracterul cel mai puţin oneros. (Troplong, IV, No. 871; Mourlon, III, No. 1669, nota 2; Pont, II, No. 1238; Huc, XIV, No. 60; Baudry et Loynes, III, No. 2262; Alexandresco, X, p. 694, 695).

16. Renunţarea la ipotecă este opozabilă terţilor independent de orice publicitate, deoarece legea nu o cere. (Huc, XIV, No. 59; Alexandresco, X, p. 695, 696).

17. Privilegiile şi ipotecile se sting pe cale principală şi directă prin îndeplinirea formelor şi condiţiilor prescrise terţilor detentori pentru purgarea imobilelor ce le-au dobândit. (Alexandresco, X, p. 696).

18. Purgarea nu este drept vorbind o stingere reală a privilegiilor şi ipotecilor, ci mai mult o îndrumare la liberarea imobilului, deoarece deşi stinge dreptul de suită sau de urmărire, însă dreptul de preferinţă subsistă asupra preţului până la plata creditorilor sau consemnarea preţului. (Pont, II, No. 1240; Alexandresco, X, p. 696).

19. O altă cale principală de stingere a privilegiilor şi ipotecilor este prescripţia ipotecii, iar nu a obligaţiei, deoarece prescripţia obligaţiei aduce stingerea privilegiilor şi ipoteciilor pe cale de consecinţă (Planiol, II, No. 3402; Alexandresco, X, p. 696, 697).

20. Pentru ca să fie prescrisă însăşi ipoteca trebueşte ca imobilul să fi ieşit din mâinile debitorului şi noul proprietar să fi prescris liberaţiunea lui. (Planiol, II, No. 3402; Alexandresco, X, p. 697).

21. Dacă imobilul a rămas în mâinile debitorului sau reprezentanţilor săi cu titlu universal, dreptul de ipotecă se prescrie odată cu creanţa al cărei accesor este în general, prin trecere de trei zeci ani. (Pont, II, No. 1243; Alexandresco, X, p. 697. 698).

22. Astfel, dacă creanţa se prescrie prin treizeci ani, un an, şase luni, etc., ipoteca se va stinge prin acelaşi termen. (Mourlon, III, No. 1671; Alexandresco, X, p. 698).

23. Acţiunea minorului prescriindu-se prin trecere de zece ani dela majoritate şi ipoteca sa legală se va prescrie prin acelaşi termen. (Baudry et Loynes, III, No. 2254: Alexandresco. X, p. 689).

24. Terţul care a constituit o ipotecă pentru garantarea datoriei altuia, fără a se obliga personal, după o părere, este asimilat în ceea ce priveşte prescripţia însăşi debitorului care a rămas în posesia imobilui grevat. (Baudry et Loynes, III, No. 2276; Comp.: Alexandresco, X, p. 699).

25. După altă părere contrară, acest terţ va prescrie prin treizeci ani, chiar dacă creditorul ar fi conservat acţiunea sa contra debitorului, el neputând fi asimilat debitorului care a rămas în posesia imobilului grevat. (Laurent, XXXI, No. 391).

26. Când imobilul grevat de privilegiu sau ipotecă a trecut în mâinile unui terţ detentor, care nu este obligat la plata datoriei, el va prescrie prin trecere de treizeci ani, din ziua începerii posesiunii, fără să aibă nevoe de vreun titlu. (Mourlon, III, No. 1672; Huc, XIV, No. 63; Baudry et Loynes, III, No. 2279; 2290; Planiol, II, No. 3403; Alexandresco, X, p. 700).

27. In cazul când terţul detentor a dobândit imobilul grevat de privilegiu sau ipotecă cu bună credinţă, şi cu un just titlu, ipoteca sau privilegiul se va prescrie prin trecere de zece până la două zeci ani, cu începere dela transcrierea actului de dobândire. (Mourlon, III, No. 1672; Huc, XIV, No. 63; Baudry et Loynes, III, No. 2282 urm.; Planiol, II, No. 3404; Alexandresco. X. p. 700).

28. Pentru calcularea termenului prescripţiei se va lua în consideraţie domiciliul creditorului ipotecar iar nu al proprietarului imobilului grevat, deoarece prescripţia se îndeplineşte contra creditorului ipotecar. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 831, nota 4, p. 256; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 164 bis, X; Pont, II, No. 1254; Baudry et Loynes, III, No. 2289; Guillouard, IV, No. 1929; Planiol, II, No. 3406; Alexandresco, X, p. 700, nota 2).

29. Terţul va fi considerat de rea credinţă când a cunoscut sau a avut posibilitatea să cunoască existenţa sarcinilor ipotecare, fie prin o declaraţie expresă prevăzută în titlul său, fie în alt mod, împrejurări cari vor fi apreciate în mod suveran de tribunale. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 831, nota 4, p. 256; Pont, II, No. 1250; Alexandresco, X, p. 701).

30. Existenţa unei inscripţii asupra imobilului dobândit de terţ, în momentul vânzării, nu face numaidecât ca terţul să fie considerat de rea credinţă, deoarece este posibil ca o inscripţie să figureze, deşi creanţa a fost plătită. (Troplong, IV, No. 881; Pont, II, No. 1250: Alexandresco, X, p. 701, nota 4; Comp.: Baudry et Loynes, III, No. 2284 urm.).

31. Terţul trebue să fie de bună credinţă nu numai în privinţa existenţii ipotecii, ci şi în privinţa proprietăţii, adică terţul detentor să fi crezut că a dobândit imobilul dela adevăratul proprietar. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 164 bis, VIII; Baudry et Loynes, III, No. 2287; Alexandresco, X, p. 701).

32. Prescripţiunea acţiunii ipotecare este supusă regulelor prescripţiei în genere, creditorul putând s'o întrerupă conform dreptului comun. (Baudry et Loynes, III, No. 2296 urm.; Alexandresco, X, p. 702).

33. Inscripţiile luate de creditor nu întrerup cursul prescripţiei care curge în favoarea debitorului sau unui terţ detentor al imobilului grevat. (Alexandresco, X, p. 702).

34. Suspendarea prescripţiei acţiunii ipotecare va fi de asemenea supusă regulelor dreptului comun. (Alexandresco, X, p. 702).

35. Prescripţia particulară prevăzută de art. 2180 c. civ. fr. (1800 c. civ. rom) în folosul terţului detentor, după părerea dominantă, este o prescripţie liberatorie, o prescripţie achizitivă a libertăţii fondului sau a desmembrării proprietăţii, iar nu o prescripţie achizitivă. (Demante, et Colmet de Santerre. IX, No. 164 bis, II; Pont, II, No. 1248; Martou, IV, No. 1351; Laurent, XXXI, No. 389 urm.; Huc, XIV, No. 62; Baudry et Loynes, III, No. 2274; Guillouard, IV, No. 1919; Contra: Planiol, II, No. 3408; Comp.: Alexandresco, X, p. 703).

36. In afară de cauzele de stingere ale privilegilor şi ipotecilor prevăzute de art. 2180 c. civ. fr. (1800 c. civ. rom.) mai există şi altele care rezultă din dreptul comun. Astfel o cauză de stingere, este pierderea totală, iar nu parţială, a imobilului grevat. (Huc, XIV, No. 69; Planiol, II. No. 2413; Alexandresco, X, p. 703, 704, 705).

37. De asemenea, scoaterea imobilului din comerţ, cum ar fi de exemplu, prin exproprierea pentru cauza de utilitate publică, când creditorii au recurs asupra preţului sau despăgubirii care înlocueşte imobilul. (Alexandresco, X, p. 705).

38. De asemenea, ipoteca constituită de un proprietar al cărui drept este supus rezoluţiunii, cade dacă se rezolvă dreptul său de proprietate. (Alexandresco, X, p. 705).

39. De asemenea, ipoteca constituită în timpul vânzării de către un copărtaş asupra unui imobil comun, cade dacă prin împărţeală, imobilul este cuprins în lotul altui copărtaş. (Laurent, XXXI, No. 403; Alexandresco, X, p. 705).

CAPITOLUL VIII.

Despre modul de a purga [1]) proprietăţile de privilegii şi ipoteci.

Art. 1801. — Toate actele translative de bunuri şi drepturi cari se pot ipoteca, se vor transcrie pe registre ce se vor ţinea

1) „*A purga*“ o proprietate, însemnează a o libera de privilegiile şi ipotecile ce o grevează.

spre acest sfârşit la grefa tribunalului, în ocolul căruia sunt bunurile situate[1]). (Civ. 818 urm., 1295, 1740, 1750, 1800, 1802, 1803, 1816; Pr. Civ. 721 urm.; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 19 § 41; Civ. Fr. 2181; L. Belg. 1).

Text. fr. Art. 2181. — Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers, que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront transcrits en entier par le conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant.

Text. belg. Art. 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et les hypothèques, seront transcrits en entier sur un registre à ce destiné au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, ils ne pourront être opposés au tiers qui auraient contracté sans fraude.

Il en sera de même des jugements passés en force de chose jugée, tenant lieu de conventions ou de titres, pour la transmission de ces droits, des actes de renonciation à ces droits et de baux excédant neuf années, ou contenant quittance d'au moins trois années de loyer.

Si ces baux n'ont pas été transcrits, la durée en sera réduite, conformément à l'art. 1429 du Code Civil.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU EMILIAN *„Transcripţia şi efectele sale în legea franceză şi română"*, Justiţia Dobrogei 6-7/1925;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270; *Notă* sub C. Apel Buc. S. I, 53 din 17 Febr. 1925, Pand. Rom. 1925, II, 257;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 152; *Despre ipoteci*, p. 144.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Materia transcripţiei face parte din procedura civilă. (Alexandresco, X, p. 735).

2. Transcrierea este copia literală şi uneori numai în extract a actelor de înstrăinare translativă de proprietate sau de drepturi reale imobiliare ce se pot ipoteca. într'un registru special şi public care poate fi consultat de oricine. (Alexandresco, X, p. 738).

3. Transcrierea se va face în registrele speciale ale tribunalului situaţiunii imobilului, iar dacă imobilul se află situat pe linia despărţitoare a două judeţe, transcrierea se va face la tribunalele ambelor judeţe. (Alexandresco, X, p. 739, text şi nota 2).

4. Sunt supuse transcripţiei actele autentice sau sub semnătură privată translative, iar nu declarative, de proprietate sau de drepturi reale imobiliare care pot fi ipotecate. (Alexandresco, X, p. 739, 740).

5. Astfel, sunt supuse transcrierii: vânzarea, schimburile imobiliare, darea în plată a unui imobil, convenţiunile matrimoniale care cuprind imobile, donaţiunile imobiliare, ordonanţele de adjudecare, transacţiile privitoare la proprietatea imobiliară sau la desmembrările ei, rezolvirile voluntare de vânzări imobiliare, actele prin care se constitue o antichreză, o servitute, un uzufruct, un drept de uz sau de abitaţiune, hotărîrile pronunţate în materie de expropriere pentru utilitate publică, ho-

[1]) A se compara art. 1801 Cod. Civil român cu art. 2181 francez şi art. 1 Legea belgiană din 1851, fiind diferenţe de text.

tarîrile care recunosc existenţa unei convenţii verbale translative de proprietate imobiliară, care nu a fost transcrisă, cesiunile sau chitanţele de chirie pe doi ani viitori, actele de amanet, cesiunile unei creanţe privilegiate sau ipotecare, contractele de închiriere sau arendare pe un termen mai lung de trei ani. (Alexandresco, X, p. 740, 741, 742; Nacu, III, p. 769).

6. Nu nunt supuse transcrierii: succesiunile ab intestat, renunţările la succesiuni, legatele de imobile etc. (Laurent, XXIX, No. 97; Alexandresco, X, p. 742; Nacu, III, p. 772).

7. Renunţările la moşteniri sau legate de imobile care fuseseră acceptate, sunt supuse transcrierii, deoarece în aceste cazuri există o transmitere a proprietăţii imobiliare în folosul acelor cari beneficiază de renunţări. (Laurent, XXIX, No. 97; Planiol, I, No. 2612: Alexandresco, X, p. 742; Nacu, III, p. 772).

8. Numai actele instrumentare care constată fapte juridice privitoare la imobile trebuesc transcrise, iar nu şi convenţiunile verbale sau faptele juridice neconstatate printr'un instrument de probaţiune. (Alexandresco, X, p. 743).

9. De asemenea, nu sunt supuse transcrierii: achiziţiile dobândite în virtutea legii, afară de acele prevăzute de art. 285 c. civ. rom. şi 722-7[0] pr. civ. rom., renunţarea la o prescripţie imobiliară dobândită, trimiterea în posesiune asupra imobilelor unui absent, reîntoarcerea la vânzător a imobilului vândut cu pact de răscumpărare, dacă vânzarea primitivă a fost transcrisă, retractul litigios privitor la un drept real imobiliar, etc. (Alexandresco, X, p. 743; Nacu, III, p. 773).

10. In unele cazuri, deşi contractul nu trebueşte transcris, însă există în contract o clauză care pentru a fi opozabilă terţilor trebueşte transcrisă. (Alexandresco, X, p. 743, 744).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 518, nota 1.

Art. 1802. — Orice act de înstrăinare a drepturilor menţionate în art. precedent, nu se va putea opune persoanelor al treilea, de nu se va fi făcut transcripţiunea cerută prin acel articol. (Civ. 969, 973, 1175 urm., 1182, 1295, 1801, 1803; Pr. Civ. 723; L. Belg. 1 § 1).

Text. belg. Art. 1 § 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers autres que les privilèges et les hypothèques seront transcrits en entier sur un régistre à ce destiné, au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, il ne pourront être opposés aux tiers qui auraient contracté sans fraude.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. civil Montauban, 9 Mai 1922, Pand. Rom. 1926, III, 46;

ALEXANDRESCU EMILIAN, *„Transcripţia şi efectele sale în legea franceză şi română“*, Justiţia Dobrogei 6-7/1925;

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270; *Notă* sub C. Apel Buc. S. I, 53 din 17 Febr. 1925, Pand. Rom. 1925, II, 257;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente* p. 152; *Despre ipoteci*, p. 170 urm;

SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Trib .Teleorman, 152/1925, Jur. Gen. 1926, No. 709.

Doctrină.

1. Proprietatea imobiliară se strămută faţă de terţi, prin transcrierea actului de achiziţie, în privinţa actelor translative, nu însă şi în privinţa actelor declarative, de proprietate sau de drepturi reale imobiliare care se pot ipoteca. (Alexandresco, X, p. 735, 738).

2. Actele transcrise în mod regulat sunt opozabile terţilor de bună credinţă, cari au drepturi asupra aceluiaşi imobil iar până la transcriere ele nu pot fi opuse acestor terţi, chiar dacă au avut cunoştinţă personală despre ele. (Alexandresco. X, p. 744, 745).

3. Legea nu prevede un termen când să se facă transcripţia, care nu este o formalitate obligatorie între părţi, ci lipsa ei făcând numai ca actele translative de drepturi reale imobiliare să nu fie opozabile terţilor. (Laurent, XXIX, No. 147; Alexandresco, X, p. 744, nota 2).

4. Intre doi dobânditori de bună credinţă ai aceluiaşi imobil, cu titlu oneros sau gratuit, care deţin dreptul lor dela ace-

iaşi persoană, va fi proprietar acel care a transcris mai întâi dreptul său, iar nu acel al cărui act a dobândit o dată certă anterioară şi chiar dacă acesta va fi fost pus în posesiunea imobilului. (Alexandresco, X, p. 745).

5. Pentru ca transcrierea să facă actul translativ de proprietate opozabil terţilor, trebueşte ca el să emane dela proprietarul imobilului. (Alexandresco, X, p. 745)

6. In caz când mai multe mutaţiuni de proprietate ale aceluiaşi imobil au fost transcrise în aceeaşi zi, va fi preferit acel care a cerut întâi transcrierea şi anterioritatea se va determina prin ordinea în care cererea de transcriere a fost trecută în registrul ţinut în acest scop de grefierul tribunalului. (Baudry et Barde, Obligations, I, No. 398; Guillouard, IV, No. 1890 urm.; Alexandresco, X, p. 610, 611, 745).

7. Lipsa transcrierii poate fi invocată numai de terţi iar nu şi de părţile contractante, nici de moştenitorii lor universali sau cu titlu universal, pur şi simplu sau beneficiari, nici de creditorii lor în baza dispoziţiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.). (Alexandresco, X, p. 745, 746).

8. Prin terţi se înţeleg nu numai acei cari au dobândit un drept real asupra imobilului, ci şi toţi acei cari, neluând parte la actul netranscris, au interes a-l îndepărta, deci şi creditorii chirografari. (Laurent, XXIX, No. 173 urm.; Alexandresco, X, p. 746; Contra: Martou, I, No. 66, 73, 190; Baudry et Bande Obligations, I, No. 403; Planiol, I, No. 2517).

9. Dobânditorul unui imobil care a transcris titlul său, va putea invoca lipsa transcrierii unei dobândiri anterioare, chiar dacă a avut cunoştinţă de dânsa, afară de frauda concetată între el şi vânzător contra primului dobânditor. (Alexandresco, X, p. 746).

10. A se vedea: art. 818, 1295 şi 1394 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudenţă.

Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din textul art. 723 pr. civ. rezultă că o transcripţie este opozabilă celui de al treilea, chiar dacă acel care face transcripţia a avut cunoştinţă de dreptul pe care un terţiu îl avea asupra imobilului, exceptându-se cazurile de viclenie.

Prin acte de viclenie, se înţeleg acele demersuri practicate pentru a face pe un terţiu, ce ar fi dobândit anterior drepturi de proprietate, de a nu-şi transcrie actul său, nu şi faptele dolosive ce ar fi întrebuinţat pe lângă vânzător, spre a-l determina să-i vândă lucrul. (Trib. Teleorman 152 din 1925, Monitorul Juridic Teleorman 10 din 1925).

2. Intr'o acţiune de partaj, când un comoştenitor opune drepturi exclusive bazate pe un contract de cumpărare transcris, în timp ce actul defunctului nu este transcris, lipsa acestei transcripţiuni nu poate fi ridicată de acest succesor dacă el a acceptat succesiunea, actul fiindu-i în acest caz opozabil. (Trib. Covurlui s. I, Jurnal 3919 din 30 Aprilie 1926, Justiţia Olteniei 8-10 din 1926).

3. A se vedea: art. 1173, nota 5; art. 1253, nota 2; art. 1295, notele 2 şi 4).

Art. 1803. — Transcripţiunea prescrisă prin articolul 1801, transmite dobânditorului drepturile ce înstrăinătorul avea asupra proprietăţii imobilului, dar cu privilegiile şi ipotecile cu cari imobilul era însărcinat. (Civ. 644, 971, 1295, 1740, 1746, 1770 urm., 1790, 1801, 1802, 1810; Pr. civ. 565; Civ. Fr. 2182; L. Belg. 109).

Text. fr. Art. 2182. — La simple transcription des titres translatifs de proprieté sur le registre du conservateur, ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé.

Doctrină.

1. Acel care transmite altuia un imobil grevat de privilegiu şi ipotecă, îl transmite cu sarcinile cu care acest imobil este grevat, deoarece nimeni nu poate transmite mai multe drepturi decât are el însuşi. (Alexandresco, X, p. 707).

2. Dreptul de suită sau de urmărire al creditorilor privilegiaţi sau ipotecari este o consecinţă a realităţii drepturilor lor. (Martou, II, No. 689; Huc, XII, No. 168; Planiol, II, No. 2647, 3161; Alexandresco, X. p. 543, 668).

Art. 1804. — Dacă noul proprietar voeşte a fi apărat de urmăririle autorizate prin Capitolul VI al prezentului titlu, este ţinut,

în cursul lunei dela transcripţiunea actului de transmisiunea proprietăţii, de a notifica creditorilor la domiciliile ce şi-au ales când au luat inscripţiunile ipotecare:

1. Contractul de dobândirea imobilului;
2. Un certificat de transcripţiunea lui;
3. O tabelă în trei coloane, din care cea dintâi va cuprinde data ipotecilor şi aceea a inscripţiunilor; cea de a doua, numele creditorilor, şi acea de a treia, sumele creanţelor înscrise. (Civ. 1115, 1769 urm., 1780 urm., 1790 urm., 1800, 1801, 1805 urm., 1813, 1816; C. com. 691; Civ. Fr. 2183; L. Belg. 110).

Text. fr. Art. 2183. — Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions:

1⁰. Extrait de son titre contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose vendue ou donnée; et s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle à été donnée;

2⁰. Extrait de la transcription de l'acte de vente;

3⁰. Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques est celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers; la troisième, le montant des créances inscrites.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 145 urm.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Purga este un beneficiu şi o facultate, acordată de lege dobânditorului unui imobil grevat de privilegii sau ipoteci, spre a se putea libera de sarcinile ce grevează acest imobil şi care constau în oferta făcută creditorilor de a plăti aceste sarcini până la concurenţa preţului său de dobândire sau până la valoarea la care este preţuit, dacă imobilul a fost dobândit cu titlu gratuit, fără a se face distincţiune între datoriile exigibile şi acele neexigibile. (Alexandresco, X, p. 708).

2. Purga are de rezultat consolidarea proprietăţii şi punerea ei la adăpot de pericolele evicţiunii la cart este expusă prin acţiunea ipotecară. (Baudry et Loynes, III, No. 2317; Alexandresco, X, p. 709).

3. Facultatea de a purga aparţine numai achizitorului cu titlu oneros sau cu titlu gratuit al imobilelor grevate de privilegiu sau ipotecă. (Mourlon, III, No. 1684; Baudry et Loynes, III, No. 2329, 2331; Guillouard, IV, No. 1978; Planiol, II, No. 3295; Alexandresco, X, p. 713, 714).

4. Purgarea acordată de legea terţului detentor este facultativă. (Huc, XIV, No. 96; Baudry et Loynes, III, No. 2328; Guillouard, IV, No. 1945; Alexandresco, X, p. 713).

5. Se poate conveni că dobânditorul nu se va folosi de purgă sau va purga într'un

termen anumit, deoarece purga nu interesează ordinea publică, ci apară interese private. (Martou, IV, No. 1383; Huc, XIV, No. 96; Baudry et Loynes, III, No. 2358; Guillouard, IV, No. 2995; Alexandresco, X, p. 714; Contra: Laurent, XXXI, No. 430).

6. Pentru ca terțul detentor să poată purga se cere ca el să fie achizitorul în totul sau în parte al unui imobil grevat de privilegiu sau ipoteci, sau al unui drept de nudă proprietate, sau de uzufruct. (Baudry et Loynes, III, No. 2332, 2334; Guillouard, IV, No. 1985; Planiol, II, No. 3287; Alexandresco, X, p. 714).

7. Achizitorul unui drept de uz, de abitație sau de servitute nu poate purga deoarece aceste drepturi nu pot fi ipotecate, nici urmărite. (Baudry et Loynes, III, No. 2335; Planiol, II, No. 3291; Alexandresco, X, p. 714, nota 5).

8. De asemenea, nici dobânditorul comunităţii unui zid, făcând parte din o clădire sau îngrădind un teren ipotecat. (Baudry et Loynes, III, No. 2336; Planiol, II, No. 2390; Alexandresco, X, p. 714, nota 5).

9. Pentru ca achizitorul să poată purga trebuește ca titlul său să fie transcris, afară dacă el este un testament. (Alexandresco, X, p. 715, text și nota 1).

10. Dobânditorul sub condițiune suspensivă nu poate purga, până la îndeplinirea condițiunii. (Laurent, XXXI, No. 428; Huc, XIV, No. 82; Baudry et Loynes, III, No. 2338; Guillouard, IV, No. 1983, 1984; Planiol, II, No. 3295; Alexandresco, X, p. 715; Contra: Pont, II, No. 1285).

11. Dobânditorul sub condițiune rezolutorie, fiind actualmente proprietar, are facultatea de a purga. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 169 bis, XXIV; Pont, II, No. 1285; Laurent, XXXI, No. 427; Huc, XIV, No. 83; Guillouard, IV, No. 1981; Alexandresco, X, p. 716).

12. Pentru ca achizitorul imobilului grevat să poată purga, trebuește ca el să nu fie obligat personal la plata datoriei garantate. (Huc, XIV, No. 88; Baudry et Loynes, III, No. 2349; Alexandresco, X, p. 716).

13. Astfel, nu pot purga: fidejusorul, codebitorul solidar sau numai conjuct. (Huc, XIV, No. 88, 89; Baudry et Loynes, III, No. 2350; Alexandresco, X, p. 716).

14. De asemenea nici acela care a ipotecat fondul său pentru datoria altuia, deoarece deși el nu este obligat personal însă s'a obligat să nu împiedece pe creditori de a-și realiza în mod normal plata asigurată prin ipotecă. (Laurent, XXXI, No. 424; Huc, XIV, No. 88; Baudry et Loynes, III, No. 2347; Guillouard, III, No. 1693; IV, No. 1987; Alexandresco, X, p. 716; Contra: Troplong, III, No. 816; IV, No. 903 bis; Martou, III, No. 1280; IV, No. 1379).

15. De asemenea nici moștenitorii universali sau cu titlu universal, chiar pentru o parte, ai acelor cari sunt obligați personal la plata datoriei și cari dețin imobilele ipotecate în calitate de moștenitori. (Pont, II, No. 1274; Baudry et Loynes, III, No. 2353; Guillouard, IV, No. 1990; Alexandresco, X, p. 717; Comp. contra: Laurent, XXXI, No. 422; Huc, XIV, No. 91).

16. Această soluție își găsește aplicațiunea chiar dacă moștenitorii au acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Pont, II, No. 1274; Baudry et Loynes, III, No. 2354; Guillouard, IV, No. 1990; Alexandresco, X, p. 717, nota 1).

17. Dacă un imobil cuprins în succesiune a fost vândut la licitație și adjudecat asupra moștenitorului beneficiar el va putea purga. (Baudry et Loynes, III, No. 2355; Planiol, II, No. 3297; Alexandresco, X, p. 717, nota 1; contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 169 bis).

18. Cedentul unei creanțe ipotecare, care a dobândit imobilul ipotecat după cesiune, va putea purga. (Huc, XIV, No. 90; Baudry et Loynes, III, No. 2351 bis; Alexandresco, X, p. 717).

19. Pentru ca dobânditorul unui imobil ipotecat să poată purga, se cere ca el să aibă capacitatea de a se obliga iar nu numai capacitatea de a face plata. (Laurent, XXXI, No. 476; Huc, XIV, No. 93; Baudry et Loynes, III, No. 2362; Alexandresco, X, p. 717; Contra: Martou, IV, No. 1438).

20. Minorul emancipat și acel pus sub consiliu judiciar nu pot purga fără asistența curatorului și consiliului judiciar. (Martou, IV, No. 1439; Laurent, XXXI, No. 478; Huc, XIV, No. 95; Baudry et Loynes, III, No. 2362; Alexandresco, X, p. 717, 718).

21. Tutorul poate purga fără autorizația consiliului de familie. (Huc, XIV, No. 94; Baudry et Loynes, III, No. 2362; Alexandresco, X, p. 718; Contra: Laurent, XXXI, No. 477).

22. Dobânditorul imobilului grevat care voiește a purga va trebui, în cursul unei luni dela transcrierea actului prin care a devenit proprietar, să facă notificările prevăzute de art. 2183 urm. c. civ. fr. (1804 c. civ. rom.), fiecărui creditor în parte, înscris înaintea titlului său, ori mandatarului său, la domiciliul ales prin actul de inscripție. (Alexandresco, X, p. 718, 719).

23. Dacă nu s'a făcut notificarea unuia dintre creditori, purga nu-i este opozabilă acestuia, însă își va produce efectele față de ceilalți creditori cărora li s'a făcut notificarea. (Pont, II, No. 1302; Baudry et Loynes, III, No. 2405; Planiol, II, No. 3314; Alexandresco, X, p. 718, nota 4).

24. Dobânditorul imobilului nu trebuește să facă notificarea creditorilor înscriși în urma transcrierii titlului său. (Troplong, IV, No. 919, 920; Huc, XIV, No. 102; Baudry et Loynes, III, No. 2404; Guillouard, IV, No. 2015; Alexandresco, X, p. 718, nota 5).

25. Dobânditorul poate face notificare nu numai la domiciliul ales prin actul de

inscripție ci și la domiciliul real al creditorilor. (Martou, IV, No. 1404: Laurent, XXXI, No. 459; Huc, XIV, No. 102; Baudry et Loynes, III, No. 2404; Guillouard, IV, No. 2019; Planiol, II, No. 3315; Alexandresco, X, p. 719, nota 2).

26. Formalitățile notificării nu pot fi înlocuite prin alte formalități, nici chiar prin cunoștința personală a creditorilor despre existența actului, deoarece ele sunt prevăzute sub pedeapsă de nulitate. (Alexandresco, X, p. 719.)

27. Notificarea se face prin corpul de portărei. (Alexandresco, X, p. 719).

28. Notificarea are de scop a înștiința pe creditori că terțul a dobândit imobilul grevat, pentru prețul arătat de el, modul cum l-a dobândit, valoarea reală a imobilului, dacă a fost dobândit cu titlu gratuit. (Alexandresco, X, p. 719, 720).

29. Comunicarea certificatului de transcripție are de scop să pue pe creditori în situația de a controla dacă terțul a devenit proprietarul imobilului grevat și dacă actul de dobândire le este opozabil. (Alexandresco, X, p. 720).

30. Comunicarea tabelelor are de scop să facă cunoscut creditorilor sarcinile ipotecare pentru a vedea dacă prețul imobilului ajunge pentru a fi plătiți în întregime sau dacă trebue să urce prețul. (Alexandresco, X, p. 720).

31. Notificarea este nulă numai atunci când neregularitatea ei o împiedecă să-și ajungă scopul ce-și propune legea. (Laurent, XXXI, No. 452; Huc, XIV, No. 117; Baudry et Loynes, III. No. 2417; Alexandresco, X, p. 720, nota).

32. Evaluarea imobilului este necesară nu numai atunci cât el a fost dobândit prin schimb, donațiune sau legat, ci și atunci când prețul vânzării constă din o rentă sau o prestație în natură. (Baudry et Loynes, III, No. 2410; Alexandresco, X, p. 720, nota 1).

Art. 1805. — Noul proprietar[1]) va declara prin acea notificațiune că este gata a plăti îndată datoriile și sarcinile ipotecare, numai până la concurența prețului stipulat prin actul de înstrăinare, sau până la valoarea dela care va prețui imobilul[2]), dacă este dăruit, fără distincțiune între datoriile exigibile sau neexigibile. (Civ. 813 urm., 1023, 1025, 1363, 1791 urm., 1804, 1806; Civ. Fr. 2184).

Text. fr. Art. 2184. — L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur le champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction de dettes exigibles ou non exigibles.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci* p. 145 urm.

Doctrină.

1. Prin notificare terțul dobânditor al imobilului grevat, va declara fără nicio rezervă, că este gata a plăti îndată datoriile și sarcinile ipotecare numai până la concurența prețului stipulat prin actul de înstrăinare, sau până la concurența valorii cu care el a prețuit imobilul, dacă l-a dobândit prin schimb, donațiune, testament, fără distincțiune între datoriile exigibile și acele neexigibile. (Pont, II, No. 1318; Alexandresco, X, p. 720).

2. După facerea declarației dobânditorul imobilului nu-și mai poate retrage oferta, ci este obligat a plăti prețul sau valoarea imobilului. (Alexandresco, X, p. 720, 721).

Art. 1806. — După ce noul proprietar a făcut notificațiunea prescrisă în termenul defipt prin articolul 1804, și dacă prețul stipulat nu poate acoperi toate datoriile privilegiate și ipotecare, orice creditor al cărui titlu este înscris, poate cere punerea imobilului în vânzare prin licitațiune publică, cu îndatorirea:

---

1) In articolul francez corespunzător 2184, se zice: *„l'acquéreur ou le donataire"* în loc de expresiunea *„noul proprietar"*.

2) In textul art. francez corespunzător 2184 lipsesc cuvintele: *„stipulat prin actul de înstrăinare sau până la valoarea la care va prețui imobilul"*, cari au fost intercalate de legiuitorul român.

1. De a comunica astă cerere noului proprietar în curs de patruzeci zile dela notificațiunea ce acesta i-a făcut;

2. De a se supune a sui prețul imobilului cu a zecea parte mai mult peste prețul stipulat în actul de înstrăinare.

Toate acestea se vor comunica, după cererea în scris a creditorului, atât noului proprietar cât și înstrăinătorului imobilului, prin tribunalul unde s'a făcut transcripțiunea actului de înstrăinarea imobilului.

Toate acestea sub pedeapsă de nulitate. (Civ. 1781, 1804 urm., 1808 urm., 1813; Pr. Civ. 496 urm., 547 urm., 722; Com. 692; Civ. Fr. 2185; L. Belg. 115).

Text. fr. Art. 2185. — Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le delai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques; à la charge,

1°. Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque requérant;

2°. Qu'elle contiendra soummission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipule dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;

3°. Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal;

4°. Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;

5°. Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges. Le tout à peine de nullité.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 147 urm., 177.

Doctrină.

1. Dacă creditorii vor socoti că prețul sau valoarea oferită este inferioară valorii reale a imobilului, ei vor refuza oferta făcută de terțul detentor și imobilul va fi scos la licitație, iar prețul cu care adjudecatarul îl va cumpăra, se va distribui creditorilor și imobilul adjudecat va fi purgat de sarcinile sale. după transcrierea ordonanței de adjudecare. (Alexandresco, X, p. 709, 721, 726).

2. Punerea imobilului în vânzare prin licitație publică va putea fi cerută de orice creditor înscris asupra imobilului, a cărui inscripție nu a fost perimată. (Alexandresco, X, p. 721).

3. Pentru ca cererea de punere în vânzare să fie valabilă, trebuește ca cererea să fie comunicată prin portărei dobânditorului imobilului grevat, în termen de 40 zile dela notificarea ce acesta a făcut creditorului și că prin această cerere creditorul se va supune a urca prețul imobilului cu a zecea parte mai mult peste prețul stipulat în actul de înstrăinare. (Alexandresco, X, p. 721).

4. Creditorul va comunica acestea, atât dobânditorului imobilului grevat cât și aceluia care a transmis imobilul grevat, prin portăreii tribunalului unde s'a transcris actul de înstrăinare. (Alexandresco, X, p. 721).

5. Formalitățile arătate mai sus sunt prevăzute de lege sub pedeapsă de nulitate, creditorul care nu le-a îndeplinit în mod legal fiind presupus că a acceptat tacit oferta dobânditorului imobilului grevat. (Alexandresco, X, p. 721).

Art. 1807. — Dacă creditorii nu vor cere punerea în licitațiune în termenul și cu formele prescrise în articolele precedente,

valoarea imobilului va rămânea definitiv defiptă la preţul stipulat prin contract, sau la suma estimaţiunii, în caz de donaţiune, şi noul proprietar va rămânea liberat de orice privelegiu şi ipotecă, plătind preţul creditorilor după ordinea inscripţiunii lor, sau depunându-l la casa de depozite şi consemnaţiuni. (Civ. 1114 urm., 1311, 1800, 1806; Pr. Civ. 604 urm.; Com. 693; Civ. Fr. 2186; L. Belg. 116).

Text. fr. Art. 2186. — A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes préscrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant.

Doctrină.

1. Dacă preţul sau valoarea oferită de terţul detentor este acceptată de creditori, el va face plata în mâinile lor după rangul fiecăruia, sau va depune suma la casa de consemnaţii şi imobilul va fi purgat de toate sarcinile sale. (Alexandresco, X, p. 708, 721).

2. Dacă creditorii înscrişi lasă să treacă termenul de 40 zile dela notificarea ce li s'a făcut, fără a cere punerea în licitaţie a imobilului, ei sunt decăzuţi din dreptul lor şi valoarea imobilului rămâne definitiv fixată la preţul stipulat prin contract sau la valoarea declarată de terţul detentor şi din acest preţ sau valoare vor fi plătiţi creditorii privilegiaţi sau ipotecari, fiecare după rang sau dacă ei refuză plata, terţul detentor va consemna suma şi imobilul rămâne liberat de orice privilegiu sau ipotecă. (Alexandresco, X, p. 726).

Art. 1808. — In caz de vânzare, ea se va face cu formele prescrise pentru expropriaţiunile forţate, după stăruinţa sau a creditorului care a cerut vânzarea, sau a noului proprietar.

Acela din aceştia care va stărui pentru vânzare, va îngriji a se pune în afiptele de publicaţiune preţul stipulat prin contract sau declarat după estimaţiune, şi suma cu care creditorele s'a obligat a sui acest preţ. (Civ. 1806; Pr. Civ. 540 urm., 544, 549; Com. 693; Civ. Fr. 2187; L. Belg. 117).

Text. fr. Art. 2187. — En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la dilligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 147 urm.

Doctrină.

1. In caz de vânzarea imobilului grevat, ea se va face după formele prevăzute de lege pentru exproprierea silită la stăruinţa creditorului care a cerut-o sau a dobânditorului. (Alexandresco, X, p. 722).

2. Până la ordonanţa de adjudecare, dobânditorul imobilului grevat rămâne proprietarul acestui imobil. (Baudry et Loynes, III, No. 2493; Alexandresco, X, p. 722, nota 1).

Art. 1809. — Adjudecatarul este dator, peste preţul adjudecaţiunii, a restitui dobânditorului imobilului sau donatorelui[1]) de-

1) Din eroare se zice aici „*donatorelui*", în loc de „*donatarului*", cum este şi în textul francez.

posedat, toate cheltuelile ce acesta a făcut cu formarea contractului său, pentru transcripţiunea lui, acelea ale notificaţiunii şi cele făcute de el la vânzarea prin licitaţiune. (Civ. 1019, 1341, 1363, 1402, 1798, 1809; Civ. Fr. 2188; L. Belg. 118).

Text. fr. Art. 2188. — L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

Doctrină.

1. Adjudecatarul este obligat, peste preţul adjudecat, să restitue terţului deposedat cheltuielile făcute cu formarea contractului şi transcrierea lui, acele ale notificării şi ale licitării imobilului. (Alexandresco, X, p. 772).

2. Adjudecarea imobilului grevat produce o evicţiune particulară, analoagă cu aceea care, dacă nu s'ar fi purgat imobilul, ar fi rezultat din exproprierea urmărită contra terţului sau contra curatorului instituit în caz de delăsare. (Pont, II, No. 1395; Laurent, XXXI, No. 544; Huc, XIV, No. 153; Baudry et Loynes, III, No. 2515; Guillouard, IV, No. No. 2122; Planiol, II, No. 3366; Alexandresco, X, p. 722; Contra: Troplong, IV, No. 963 urm.; Martou, IV, No. 1569).

3. Prin urmare, dacă din preţul adjudecării, după plata creditorilor înscrişi, mai rămân sume disponibile, ele se cuvin terţului deposedat, iar nu creditorilor chirografari ai autorului său. (Troplong, IV, No. 971; Laurent, XXXI, No. 545; Baudry et Loynes, III, No. 2505, 2516; Alexandresco, X, p. 722, 723; Contra: Martou, IV, No. 1562).

4. De asemenea, după îndestularea creditorilor înscrişi înainte de înstrăinarea către terţul deposedat, sumele rămase disponibie din preţul adjudecării se vor atribui creditorilor ipotecari ai terţului deposedat, înscrişi pe când acesta era proprietar, iar ipotecile constituite de înstrăinătorul primitiv, după ce dreptul achizitorului a devenit opozabil terţilor, nu vor produce niciun efect. (Baudry et Loynes, III. No. 2507, 2516; Alexandresco, X, p. 723).

5. Fructele produse de imobil dela intrarea sa în folosinţă şi până la adjudecare, aparţin terţului deposedat deoarece până la această dată el a fost proprietar. (Baudry et Loynes, III, No. 2507, 2516; Alexandresco, X, p. 723).

6. Terţul deposedat are dreptul să fie despăgubit de îmbunătăţirile aduse imobilului până la concurenţa plus-valutei, deoarece este de principiu că nimeni nu se poate îmbogăţi în paguba altuia. (Troplong, IV, No. 962; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 177 bis, II; Pont, II, No. 1397; Baudry et Loynes, III, No. 2519; Alexandresco, X, p. 724).

Art. 1810. — Dacă imobilele, în urmarea licitaţiunii, s'au adjudecat asupra dobânditorului imobilului sau a donatorului [1]), acesta nu este obligat de a transcrie jurnalul de adjudecaţiune. (Pr. civ. 722; Civ. Fr. 2189; L. Belg. 119).

Text. fr. Art. 2189. — L'acquéreur ou le donnataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.

Doctrină.

1. In cazul când imobilul grevat s'a adjudecat în mod definitiv asupra terţului achizitor, el nu este obligat a transcrie ordonanţa de adjudecare, deoarece tot el a fost proprietarul imobilului şi înainte de adjudecare şi dreptul de proprietate nu s'a transmis altuia. (Alexandresco, X, p. 724).

Art. 1811. — Retragerea creditorului, care va fi cerut punerea în licitaţiune, nu va putea stavili sub nici un cuvânt adjudecaţiunea

1) Din eroare se zice aici *„donatorului"*, în loc de *„donatarului"*, cum este şi în textul francez.

publică, dacă nu vor consimți toți ceilalți creditori privilegiați [1]) sau ipotecari. (Civ. 1336 urm.; Civ. Fr. 2190; L. Belg. 120).

Text. fr. Art. 2190. — Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N, *Despre ipoteci*, p. 148.

Doctrină.

1. Retragerea creditorului care a provocat licitația publică, nu poate, sub niciun cuvânt, stăvili adjudecarea, dacă nu vor consimți toți creditorii privilegiați și ipotecari. (Alexandresco, X, p. 724).

2. Motivul acestei dispozițiuni, care constitue o derogare dela regula după care orice reclamant se poate dezista dela cererea sa, este ca ceilalți creditori să nu fie supuși la noui cheltuieli prin formarea unei alte cereri de licitare. (Alexandresco, X, p. 724).

Art. 1812. — Dacă adjudecațiunea se va face asupra aceluia care cumpărase imobilul, atunci va avea recurs în contra vânzătorului spre a fi desdaunat de suma care excede prețul stipulat prin actul de vânzare, și pentru dobânda acestui excedent [2]). (Civ. 1336 urm., 1798 urm., 1813; Civ. Fr. 2191; L. Belg. 121).

Text. fr. Art. 2191. — L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'interêt de cet excédent à compter du jour de chaque paiement.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC N., *Despre ipoteci*, p. 147, 148.

Doctrină.

1. In cazul când adjudecarea se va face asupra terțului achizitor, acesta va avea recurs contra vânzătorului pentru a fi despăgubit de suma care întrece prețul ce a fost stipulat în actul de vânzare și de dobânda acestui excedent. (Alexandresco, X, p. 724).

Art. 1813. — In cazul când titlul noului proprietar ar cuprinde imobile și mobile, sau mai multe imobile din cari unele ipotecate și altele neipotecate, situate în aceeaș sau în diferite circumscripțiuni de tribunale, toate înstrăinate cu un singur preț sau pentru prețuri deosebite și separate, sau că aceste imobile sunt cuprinse, sau că nu sunt cuprinse în aceeaș exploatațiune, în acest caz prețul imobilului asupra căruia sunt luate inscripțiuni, se va determina cu analogie după prețul total, și va fi declarat în notificațiunea ce noul proprietar este obligat a face conform cu art. 1804.

Creditorele, care a cerut punerea în licitațiune, nu este dator,

1) In textul francez de unde este luat acest art. lipsește cuvântul „*privilegiați*", care nu se găsește nici în Legea belgiană din 16 Decemvrie 1851.

2) Art. francez corespunzător 2191 continuă: „*à compter du jour de chaque paiement*".

în niciun caz, a face suirea preţului cerut prin articolul 1806, pentru mobile, sau pentru alte imobile decât cele ipotecate creanţei sale[1]).

Noului proprietar îi rămâne totdeauna recurs în contra autorului său, spre a fi desdaunat de vătămarea ce ar suferi, sau din cauza diviziunii achiziţiunii sale, sau din cauza diviziunii exploataţiunilor. (Civ. 1790 urm., 1804, 1806, 1830; Civ. Fr. 2192; L. Belg. 122).

Text. fr. Art. 2192. — Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, situés dans le même ou dans divers arrondissements du bureaux, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 148.

Doctrină.

1. Cererea de punere în licitaţie nu poate avea de obiect decât imobilele grevate. Când noul achizitor a dobândi fie mobile şi imobile, fie mai multe imobile, din care unele sunt ipotecate iar altele neipotecate, situate în aceleaşi sau în diferite circumscripţii de tribunale, toate înstrăinate pe un singur preţ sau pentru preţuri deosebite şi separate, fie că aceste imobile sunt sau nu cuprinse în aceeaşi exploatare, în toate aceste cazuri, terţul detentor în notificarea pe care o va face potrivit ar. 2183 c. civ. fr. (1804 c. civ. rom.), va trebui să determine valoarea imobilelor grevate, cu analogie după preţul total. (Alexandresco, X, p. 724, 725).

2. Neîndeplinirea acestei dispoziţiuni de către terţul detentor, aduce anularea notificării. (Alexandresco, X, p. 725).

3. Această nulitate poate fi invocată de toţi creditorii ipotecari ai tuturor imobilelor înstrăinate. (Alexandresco, X, p. 725).

4. Dacă din cauza diviziunii achiziţiunii sale sau a diviziunii exploatărilor întreprinse, terţul detentor, în urma evicţiunii parţiale, a încercat o daună, el va avea recurs contra autorului său. (Alexandresco, X, p. 725).

Art. 1814. — Niciun imobil nu poate fi liberat de ipotecile legale, decât supunându-se ipotecii un alt imobil de aceeaş valoare, sau depunându-se, la casa de depozite şi consemnaţiuni, o sumă egală cu valoarea creanţei asigurate prin ipotecă.

Formele ce urmează a se observa la mutarea ipotecii de pe un imobil pe altul, se vor determina prin legea de procedură[2]). (Civ. 1753, 1754 urm., 1762 urm., 1800; Pr. civ. 725—728).

---

1) Art. francez corespunzător 2192 adaugă imediat după acest alineat: *„et situés dans le même arrondissement"*.

2) Acest art. lipseşte în Codul Civil francez ca şi în Legea belgiană, în special alineatul din urmă. A se vedea art. 725—728 din procedura civilă relative la înscrierea ipotecilor şi privilegiilor. A se vedea şi notele desub textul art. 1782 şi 1783 din Codul civil cu privire la lipsa acestui articol din Codul civil francez şi belgian.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 209 urm.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 1814 c. civ. rom., niciun imobil nu poate fi liberat de ipotecile legale, decât supunându-se ipotecii un alt imobil de aceeaşi valoare sau depunându-se lá casa de consemnații o sumă egală cu valoarea asigurată prin ipoteca legală. (Alexandresco, X, p. 731).

2. In cazul când se face o asemenea mutare de ipotecă, inscripția se va şterge de pe imobilul degrevat şi se va lua asupra imobilului nou, care va rămâne afectat de garanția ipotecii. (Alexandresco, X, p. 731).

3. In cazul când se depune valoarea asigurată la casa de consemnații, recepisa se va depune în conservare la autoritatea judecătorească. (Alexandresco, X, p. 731).

Dispozițiune transitorie.

Art. 1815. — Femeile căsătorite până la promulgarea acestei legi, vor fi datoare în curs de un an dela această epocă, a cere inscripțiune asupra imobilelor bărbaților, pentru asigurarea dotei lor, conform regulelor prescrise prin acest codice[1]). (Civ. 1754—1761, 1778, 1779, 1780 urm.).

Doctrină.

1. Art. 1815 din codul civil român prevede o dispoziție tranzitorie care este necompletă şi foarte rău redactată, încât nu se poate şti care a fost intenția legiuitorului. (Alexandresco, VIII, partea I, p. 683, 686).

CAPITOLUL IX.

Despre publicitatea registrelor şi despre responsabilitatea grefierilor de tribunale însărcinați cu ținerea registrelor.

Art. 1816. — Grefierii tribunalelor sunt ținuti de a elibera tuturor acelor ce cer, copie de pe actele transcrise în registrele lor, şi de pe inscripțiunile existente, sau certificat că nu există nicio inscripțiune. (Civ. 1778, 1791, 1796, 1804, 1817 urm., 1822; C. com. 694; Civ. Fr. 2196).

Text. fr. Art. 2196. — Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent, copie des actes transcrits sur leurs registres et celle des inscriptions subsistantes, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 115.

Doctrină.

1. Transcrierea este copia literală şi uneori în extract numai, a actelor de înstrăinare translative de proprietate sau de drepturi reale imobiliare ce pot fi ipotecate, într'un registru special şi public, pe care fiecare poate să-l consulte. (Alexandresco, X, p. 738).

2. Ținerea registrelor de inscripție şi transcripție a fost încredințată grefierilor tribunalelor. La tribunalele cu o singură secție, grefierul acelei secțiuni este însărcinat cu ținerea acelor registre iar la tribunalele cu mai multe secțiuni, este însărcinat cu ținerea registrelor grefierul uneia din aceste secțiuni. (Alexandresco, X, p. 748).

3. Grefierii sunt obligați a elibera tuturor acelor ce vor cere, còpii de pe actele transcrise în registrele lor şi certificate de pe inscripțiunile existente sau certificat că nu există nicio inscripțiune. (Alexandresco, X, p. 749).

1) Acest art. 1815 Cod civil român, lipseşte atât în codul civil francez cât şi în Legea belgiană din 1851.

Art. 1817. — Ei sunt responsabili pentru orice prejudiciu ar rezulta:

1. Din omisiunea pe registrele lor a transcripțiunilor actelor de mutațiune ale proprietății, și a inscripțiunilor luate în birourile tribunalului;

2. Din lipsa de mențiune în certificatele lor a unei sau mai multor inscripțiuni existente, afară de cazul când eroarea provine din arătări nesuficiente, cari nu pot să le fie imputate. (Civ. 998, 999, 1084, 1105, 1730, 1780 urm., 1788, 1801, 1816, 1818, 1819, 1822; Civ. Fr. 2197).

Text. fr. Art. 2197. — Ils sont responsables du préjudice résultant,

1°. De l'omission sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux;

2°. Du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

Doctrină.

1. Grefierii sunt personal răspunzători de orice pagubă ar rezulta pentru părți din neglijența sau reaua lor credință, fie că ei ar omite de a înscrie și transcrie un act, fie că în certificatul ce ar libera, nu ar face mențiune despre sarcinile care există asupra imobilului, fie că ar menționa o inscripție ca fiind ștearsă sau redusă, ceea ce nu ar exista în realitate. (Alexandresco, X, p. 749).

Art. 1818. — Imobilul în privința cărui grefierul ar fi omis în certificatele sale una sau mai multe sarcine înscrise, rămâne cu toate acestea încărcat cu toate sarcinile înscrise, rămânând însă noului cumpărător, care a fost indus în eroare, recurs în contra grefierului pentru daunele ce i s'au cauzat prin omisiune, precum și recurs contra vânzătorului pentru întoarcerea prețului și daunelor interese [1]). (Civ. 1746, 1778 urm., 1790, 1804, 1816, 1822; Civ. Fr. 2198).

Text. fr. Art. 2198. — L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice néanmoins du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 116.

Doctrină.

1. In cazul când o parte, fiind indusă în eroare de grefier, ar fi cumpărat un imobil asupra căruia ar exista sarcini, care nu au fost arătate de grefier, cumpărătorul va avea recurs contra grefierului pentru daune iar contra vânzătorului pentru restituirea prețului, putând cere deci din această cauză rezilierea vânzării. (Alexandresco, X, p. 749).

1) Textul acestui articol nu-și are echivalentul său nici în codul Napoleon, nici în Legea belgiană din 16 Dec. 1851 asupra ipotecilor; a se compara cu textul art. 2198 Cod. civil francez.

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Ordonanța de adjudecare definitivă și executată, purghează toate sarcinile ce grevează imobilul vândut, afară de cei ce nu au fost încunoștiințați. (Trib. Ilfov, s. notariat, 39 din 3 Februarie 1925, Curier Jud. 42/1925).

Art. 1819. — In niciun caz, grefierii tribunalelor nu pot refuza, nici întârzia transcripțiunea actelor de mutațiune ale proprietăților, inscripțiunea privilegiilor și drepturilor ipotecare, nici eliberarea de certificate ce se cer de părți, nici prezentarea registrelor originale, când se cer de părți, sub pedeapsă de răspundere de daune-interese către părți; drept care, la caz de refuz sau întârziere nemotivată, se va încheia îndată, asupra cererii părților, proces-verbal despre aceasta de către procurorul tribunalului respectiv. (Civ. 998, 1080, 1780, 1801, 1816, 1817, 1822; Civ. Fr. 2199).

Text. fr. Art. 2199. — Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 113.

Doctrină.

1. Grefierii nu pot refuza nici întârzia transcrierea actelor de mutațiune ale proprietății imobiliare, nici înscrierea privilegiilor și ipotecilor, nici liberarea de certificate, nici prezentarea registrelor, când părțile le cer, sub pedeapsă de a fi condamnați la daune față de părțile păgubite. Refuzul sau întârzierea nemotivată, se constată de procurorul tribunalului, după cererea părților. (Alexandresco, X, p. 749).

Art. 1820. — Grefierii tribunalelor vor fi ținuți de a avea un registru pe care vor înscrie zi cu zi și în ordine numerică, depunerile ce li se vor fi făcut de actele de mutațiune ale proprietăților destinate de a fi transcrise; ei vor elibera deponentului un bilet de recunoaștere care va purta numărul de ordine sub care s'a înscris depunerea în registru și ei nu vor putea transcrie, în registrele destinate pentru aceasta, actele de mutațiune ale proprietăților decât cu data și după ordinea în care s'a făcut depunerea acelor acte la grefă. (Civ. 818, 1740, 1781 urm., 1801, 1822; Pr. civ. 513, 721; Civ. Fr. 2200).

Text. fr. Art. 2200. — Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et il ne pourront transcrire les actes de mutation ni inscrire les bordereaux sur les registres à ce destinés, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur en auront été faites.

Text. fr. Art. 2200 (*Modificat prin L. din 5 Ianuarie 1875 și 10 Martie 1922*). — Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel il inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation et de saisie immobilière, pour être transcrits, de bordereaux, pour être inscrits, d'actes, expéditions ou extraits d'actes contenant subrogation ou antériorité et de jugements prononçant la résolution, la nullité ou la rescision d'actes transcrits, pour être mentionnés.

Ils donneront aux requérants, par chaque acte ou par chaque bordereau à transcrire, à inscrire ou à mentionner, une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront transcrire les actes de mutation et de saisie immobilière, ni inscrire les bordereaux ou mentionner les actes contenant subrogation ou antériorité, et les jugements portant résolution, nullité ou rescision d'actes transcrits sur les registres à ce destinés, qu'à la date ou dans l'ordre des remises qui leur auront été faites.

Le registre prescrit par le présent article sera tenu double, et l'un des doubles sera déposé sans frais, et dans les trente jours qui suivront sa clôture, au greffe du tribunal civil d'un arrondissement autre que celui ou réside le conservateur.

Le tribunal au greffe duquel sera déposé le double du registre de dépôts sera désigné par un arrêté du ministre de la justice.

Doctrină.

1. Grefierii, pe lângă registrele de transcripții și inscripții, sunt obligați a ține un registru în care vor trece, în fiecare zi, actele ce li se depun pentru a fi înscrise și transcrise, eliberând părților o chitanță, care va purta numărul de ordine a actului ce urmează a fi înscris sau transcris și ei nu vor putea înscrie sau transcrie actele părților, în registrele anume destinate pentru aceasta, decât cu data și în ordinea în care s'a făcut depunerea la grefă, așa încât actele depuse în aceeași zi vor fi trecute în registre, fiecare la rândul lui. (Alexandresco, X, p. 748, 749).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1295, nota 2.

Art. 1821. — Toate registrele de transcripțiune și inscripțiune vor fi șnuruite, numerotate și parafate pe fiecare pagină de către președintele tribunalului. (Civ. Fr. 2201).

Text. fr. Art. 2201. — Tous les registres des conservateurs sont en papier timbré, cotés et paraphés à chaque page par première et dernière, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi. Les registres seront arrêtés chaque jour comme ceux d'enregistrement des actes.

Doctrină.

1. Registrele de inscripții și transcripții vor fi șnuruite, numerotate și parafate pe fiecare pagină de către președintele tribunalului, pentru a nu se sustrage sau adăuga vreo filă. (Alexandresco, X, p. 749)

Art. 1822. — Grefierii sunt ținuți de a se conforma în exercițiul funcțiunii lor, tuturor dispozițiunilor capitolului prezent, sub pedeapsă de amendă dela 500 până la 3000 lei[1]) pentru întâia contravențiune, și de destituire pentru a doua contravențiune, fără prejudițiul daunelor-interese către părți, cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1730, 1816, 1817, 1823; Civ. Fr. 2202).

1) E vorba de „*lei vechi*“ deoarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legii pentru înființarea noului sistem monetar, care a fost promulgată la 22 Aprilie 1867.

Text. fr. Art. 2202. — Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

Doctrină.

1. Grefierii cari nu se vor conforma dispozițiunilor capitolului privitor la publicitatea registrelor, vor putea fi condamnați la amendă iar în caz de recidivă destituiți, ei fiind răspunzăori și de daune-interese către părți. (Alexandresco, X, p. 750).

2. Daunele către părți vor fi plătite înaintea amenzilor, contrar dreptului comun după care Statul trece înaintea particularilor. (Alexandresco, X, p. 750).

Art. 1823. — Mențiunile de depozit, inscripțiunile și transcripțiunile se vor face în registre, în șir, fără niciun loc alb, nici interlinii, sub pedeapsă în contra grefierului de o amendă dela 1500 până la 5000[1]) lei și de daune-interese către părți cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1729, 1822; Civ. Fr. 2203).

Text. fr. Art. 2203. — Les mentions de dépôt, les inscriptions et transcriptions, sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de mille à deux mille francs d'amende et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende.

Doctrină.

1. Inscrierile și transcrierile se fac în registre în șir, fără loc gol sau intercalări, sub pedeapsă de amendă pentru grefier și daune-interese către părțile păgubite. (Alexandresco, X, p. 749, 750).

TITLUL XIX.

Despre expropriațiunea silită.

Art. 1824. — Creditorele poate urmări expropriațiunea:

1. A bunurilor imobile și a accesoriilor reputate imobile cari sunt proprietatea debitorului său;

2. A uzufructului ce are debitorul asupra bunurilor de aceeaș natură. (Civ. 462 urm., 489—492, 517 urm., 1718 urm., 1750, 1825; C. com. 813, 830, 837; Pr. Civ. 371 urm., 378, 379, 492, 503 urm.; L. jud. oc. 110; L. Timbr. 44 § 2; L. agrară 121; Legea pentru urmăriri, Art. 14; Civ. Fr. 2204).

Text. fr. Art. 2204. — Le créancier peut poursuivre l'expropriation: 1° des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles appartenant en propriété à son débiteur; 2° de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 250 din 18 Dec. 1924, Pand. Rom. 1926, II, 25; *Despre ipoteci*, p. 29;
TERNĂVEANU P. ORESTE, *Dreptul și procedura execuțiunei silite*, Ed. Curierul Judiciar, 1930.

1) E vorba de „*lei vechi*" deoarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legii pentru înființarea noului sistem monetar care a fost promulgată la 22 Aprilie 1867.

Doctrină.

1. In titlul XIX din codul civil, legiuitorul se ocupă numai de urmărirea imobilelor, mărginindu-se a pune câteva regule generale, iar în privinţa formalităţilor urmăririi, referindu-se la codul de procedură civilă. (Alexandresco, X, p. 751).

2. Orice creditor, privilegiat, ipotecar sau chirografar, poate urmări imobilele debitorului sau drepturile considerate ca atare, cum este uzufructul imobiliar, creditorii ipotecari şi privilegiaţi, spre deosebire de cei chirografari, putând urmări imobilele debitorului, chiar dacă acesta le-a înstrăinat. (Alexandresco, X, p. 751, 752, 753).

3. Nu pot fi urmărite drepturile de uz şi de abitaţiune. (Alexandresco, X, p. 762).

4. De asemenea, servituţile active, deoarece nu au o existenţă proprie şi independentă de fondul la care sunt alipite. (Mourlon, III, No. 1734; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 460; Baudry et Loynes, III, No. 2632; Alexandresco, X, p. 762).

5. De asemenea, acţiunile imobiliare cum ar fi acţiunea în revendicare a unui imobil. (Mourlon, III, No. 1734; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 199 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 460; Huc, XIV, No. 239; Baudry et Loynes, III, No. 2633; Guillouard, IV, No. 2169; Alexandresco, X, p. 762).

6. Urmărirea se va putea face şi printr'un mandatar cu procură specială. (Alexandresco, X, p. 753, text şi nota 1).

7. Urmărirea imobilelor debitorului nu se poate face decât în virtutea unei hotărîri rămase definitive sau a unei titlu autentic executor în baza unei creanţe certe, lichide şi exigibile. (Alexandresco, X, p. 753).

8. Când creditorul urmăreşte imobilele debitorului pe baza unei creanţe cesionate, trebueşte ca cesiunea să fie opozabilă debitorului. (Alexandresco, X, p. 753).

9. Urmărirea imobiliară trebueşte să fie precedată de un comandament. (Alexandresco, X, p. 753).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1008, nota 1.

Art. 1825. — Cu toate acestea, partea nediviză [1]) a unui coerede în imobilele unei succesiuni nu poate fi pusă în vânzare de către creditorii săi personali, înaintea împărţelii sau a licitaţiunii ce pot provoca creditorii, dacă vor găsi de cuviinţă, sau în care au dreptul de a interveni. (Civ. 728, 785, 786, 974, 1718 urm., 1746, 1793, 1824; Pr. Civ. 494; Civ. Fr. 2205).

Text. fr. Art. 2205. — Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément à l'article 882, au titre *des Successions.*

Bibliografie (continuare).

BACIU C., *Notă* sub Trib. Buzău S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă sub* C. Apel *Galaţi S. I,* 230 *din* 18 *Dec.* 1924, Pand. Rom. 1926, II, 23; *Despre succesiuni,* p. 59; *Despre ipoteci,* p. 65;
GEORGEAN N. *Studii Juridice,* vol. I, *„Partaj. Diverse chestiuni"*, p. 125;
IOANID D. C., *„Teoria partajului-lichidare"*, Pand. Rom. 1926, IV, 41.

Doctrină.

1. Art. 1825 c. civ. rom., se complectează cu dispoziţiunile art. 494 c. pr. civ. rom. (Alexandresco, X, p. 763 urm.).

2. Partea indiviză a unui comoştenitor, a unui asociat şi a oricărui comunist în general, nu poate fi urmărită, înaintea împărţelii sau licitării imobilului, când nu este certă sau determinată, de către creditorii săi personali. (Alexandresco, X, p. 763, 764).

3. Cuvintele: „pusă în vânzare" din art. 2205 c. civ. fr. (1825 c. civ. rom.), trebuesc înţelese în sensul că nu poate fi urmărită. (Pont, II, No. 7; Mourlon, III, No. 1736; Baudry et Loynes, III, No. 2637; Alexandresco, X, p. 763, nota 1).

4. Numai creditorii personali ai comoştenitorilor nu pot vinde partea indiviză

1) In vechile legiuiri se zicea: *„partea în devălmăşie"*.

a unui imobil, însă creditorii defunctului, cari sunt creditorii tuturor moştenitorilor, o pot urmări. (Pont, II, No. 10; Huc, XIV, No. 241; Baudry et Loynes, III, No. 2640; Alexandresco, X, p. 763, nota 2).

5. In cazul când debitorul nu cere împărţeala sau licitaţia, creditorii săi o vor putea provoca în baza acţiunii indirecte, putând chiar interveni la împărţeala cerută de debitorul lor. (Mourlon, III, No. 1736; Planiol, II, No. 197; Alexandresco, X, p. 764).

6. Motivul pentru care legiuitorul nu permite urmărirea părţii indivize a unui copărtaş este din cauza efectului declarativ al partajului, căci se poate întâmpla ca partea urmărită, după împărţeală să nu cadă în lotul debitorului urmărit şi deci vânzarea în aceste condiţiuni, s'ar fi făcut foarte desavantajos, din pricina acestui risc. (Huc, XIV, No. 241; Baudry et Loynes, III, No. 2636; Planiol, II, No. 197; Alexandresco, X, p. 764; Comp.: Mourlon, III, No. 1736).

7. Dispoziţiunile art. 1825 c. civ. rom. se aplică numai când există o masă de bunuri comune, iar nu şi în cazul când există de împărţit un singur imobil, când potrivit dispoziţiunilor art. 494 pr. civ. rom., dacă partea indiviză a fiecărui copărtaş în acel imobil este determinată, creditorul poate urmări partea indiviză a debitorului său copărtaş, fără a cere mai întâi împărţeala. (Alexandresco, X, p. 765).

8. Dispoziţiunile art. 1825 c. civ. rom. şi 494 pr. civ. rom., nu se aplică la obiectele mobile care fac parte din o masă indiviză, deoarece aceste articole vorbesc numai de imobile. (Alexandresco, X, p. 766).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din interpretarea art. 1825 c. civil, combinat cu art. 494 pr. civ., rezultă că, atunci când în succesiune se află mai multe imobile şi parte din moştenitori au înstrăinat o parte indiviză dintr'un imobil anume determinat, cesionarul va trebui să provoace partajul întregei succesiuni, pentru motivul că înaintea partajului, nu se poate şti dacă partea înstrăinată va cădea în lotul cedentului. (C. Apel Constanţa, 117 din 6 Martie 1925, Justiţia Dobrogei 6-7/1925).

2. Faţă de dispoziţiunile art. 1825 din codul civil, creditorii personali ai unui comoştenitor (sau coindivizor) nu pot urmări sau vinde bunul comun (partea indiviză), până nu se va determina această parte prin licitaţiune sau împărţeală, cu dreptul pentru fiecare comoştenitor de a se opune la urmărirea sau vinderea părţii indivize a unuia dintre comoştenitorii pentru raţiunea că nu se va şti în lotul cui va cădea, partea ce se va urmări sau vinde. (Trib. Dolj, s. III, No. 288 din 22 Septemvrie 1925, Justiţia Olteniei 14-16 din 1925).

3. A se vedea: art. 974, numerele 1 şi 3.

Art. 1826. — Imobilele unui minor, chiar emancipat, sau unui interzis nu pot fi puse în vânzare înaintea vânzării mobilelor sale. (Civ. 342, 401, 421 urm., 454, 462 urm., 472 urm., 1794, 1827; Civ. Fr. 2206).

Text. fr. Art. 2206. — Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 64 urm.

Doctrină.

1. Potrivit dispoziţiunilor art. 2206 c. civ. fr. (1826 c. civ. rom.), creditorul va trebui să urmărească mai întâi mobilele debitorilor minori emancipaţi sau neemancipaţi şi interzişi şi numai în cazul când ele nu ajung pentru îndestularea creanţei, vor urmări imobilele lor. (Alexandresco, X, p. 767).

2. Dispoziţiunile acestui articol se aplică nu numai interzişilor judecătoreşti, ci şi interzişilor legali, deoarece legea nu face nicio distincţiune. (Huc, XIV, No. 247; Baudry et Loynes, III, No. 2647; Guillouard, IV, No. 2191; Alexandresco, X, p. 767).

3. Dispoziţiunile acestui articol nu se aplică altor incapabili în afară de minori şi interzişi, deoarece ele constitueşc o derogare dela dreptul comun şi derogările sunt de strictă interpretare. (Baudry et Loynes, III, No. 2647; Alexandresco, X, p. 767, 768).

4. Mobilele a căror discuţie prealabilă trebueşte făcută la urmăririle contra minorilor şi interzişilor, cuprind toate mobilele, afară de cele apărate de lege şi care nu pot fi urmărite. (Alexandresco, X, p. 768).

5. De asemenea, se cuprind în urmărire şi creanţele care sunt mobile prin determinarea legii. (Alexandresco, X, p. 768).

Art. 1827. — Discuţiunea prealabilă a mobilelor nu este cerută la expropriaţiunea imobilelor posedate în nedivis de către un majore şi un minore sau interzis, dacă datoria le este comună; asemenea, discuţiunea nu se cere nici în cazul când urmăririle au fost începute în contra unui majore sau înaintea pronunţării interdicţiunii. (Civ. 1826; Civ. Fr. 2207).

Text. fr. Art. 2207. — La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

Doctrină.

1. Creditorul nu este obligat a discuta mai întâi mobilele, când imobilul ce-l urmăreşte este indiviz între un major şi un minor sau interzis şi când datoria le este comună. (Alexandresco, X, p. 768).

2. De asemenea, când urmărirea imobiliară începută în contra unui major este continuată în contra moştenitorilor săi minori sau când urmărirea imobiliară începută în contra unui major, aceasta a fost ulterior interzis judecătoreşte sau legal. (Alexandresco, X, p. 768).

3. De asemenea, când se va dovedi că mobilele minorilor sau interzişilor sunt insuficiente pentru satisfacerea creanţei creditorului urmăritor. (Duranton, XXI, No. 19; Pont, II, No. 16; Huc, XIV, No. 247; Budry et Loynes, III, No. 2651; Guillouard, IV, No. 2191; Alexandresco, X, p. 768).

Art. 1828. — Creditorul nu poate urmări vânzarea imobilelor cari nu-i sunt ipotecate, decât la cazul când bunurile ce-i sunt ipotecate nu ajung spre plata creanţei sale. (Civ. 1718; Civ. Fr. 2209).

Text. fr. Art. 2209. — Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 63 urm., 150.

Doctrină.

1. Creditorul nu poate urmări imobilele debitorului care nu-i sunt ipotecate, decât în cazul când acele care îi sunt ipotecate nu ajung la plata creanţei sale. Această dispoziţie este criticată de autori, deoarece pune pe creditorul ipotecar în o situaţiune inferioară creditorului chirografar care poate urmări toate imobilele debitorului său. (Pont, II, No. 19; Huc, XIV, No. 255; Baudry et Loynes, III, No. 2654; Alexandresco, X, p. 769, 770; Comp.: Mourlon, III, No. 1739; Guillouard, IV, No. 2183; Planiol, II, No. 199).

2. Dispoziţiunile art. 2209 c. civ. fr. (1828 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea şi la creditorii privilegiaţi. (Pont, II, No. 20; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 464; Huc, XIV, No. 255; Baudry et Loynes, III, No. 2658; Guillouard, IV, No. 2184; Alexandresco, X, p. 770, text şi nota 2).

3. In cazul când creditorul ipotecar sau privilegiat renunţă la ipotecă sau privilegiul său, rămânând un simplu creditor chirografar, el poate urmări orice avere a debitorului său. (Duranton, XXI, No. 24; Pont, II, No. 21; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 464; Huc, XIV, No. 257; Baudry et Loynes, III, No. 2659; Guillouard, IV, No. 2186; Alexandresco, X, p. 770).

4. Creditorul ipotecar sau privilegiat va putea urmări mai întâi imobilele negrevate dacă se va dovedi că acele grevate nu ajung la plata creanţei, tribunalele apreciind în mod suveran dacă imobilele grevate sunt sau nu suficiente pentru plata datoriei. (Pont, II, No. 19; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 465; Baudry et Loynes III, No. 2655; Guillouard, IV, No. 2186; Alexandresco X, p. 770).

5. După o părere, creditorul va trebui să facă dovada că imobilul grevat nu ajunge la plata datoriei. (Massé et Vergé, sur Zachariae, V, § 841, nota 14, p. 279; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 464; Guillouard, IV, No. 2185).

6. După altă părere, debitorul va trebui să facă dovada că imobilul grevat a-

junge la plata datoriei, deorece el invoacă o situaţie excepţională, în care libertatea creditorului este restrânsă. (Duranton, XXI, No. 24; Huc, XIV, No. 257; Baudry et Loynes, III, No. 2655; Alexandresco, X, p. 771).

7. Dovada că imobilele ipotecate sau supuse privilegiului nu ajung pentru plata datoriei, se va face prin orice mijloc de probă, precum: mărturisirea debitorului, contracte de închiriere, expertiză, matricula rolului de contribuţii directe, certificate dela grefă constatând sarcinile anterioare, etc. (Pont, II, No. 19; Baudry et Loynes, III, No. 2655; Guillouard, IV, No. 2186; Alexandresco, X, p. 771).

8. Părţile pot conveni că creditorul ipotecar sau privilegiat va putea urmări orice altă avere a debitorului mobilă sau imobilă, înainte de a se îndestula din imobilele grevate. (Alexandresco, X, p. 771).

9. Creditorul ipotecar sau privilegiat poate urmări averea mobilă a debitorului, înainte de urmărirea imobilului grevat, deoarece dispoziţiunile art. 2209 c. civ. fr. (1828 c. civ. rom.), sunt excepţionale numai la cazul expres arătat în el. (Alexandresco, X, p. 333, 772).

Art. 1829. — Vânzarea silită a bunurilor situate în diferite districte, nu poate fi provocată decât succesiv, afară de cazul când acele bunuri fac parte din una şi aceeaş exploataţiune.

Vânzarea se urmăreşte înaintea tribunalului în circumscripţiunea cărui se găseşte centrul exploataţiunii, sau, în lipsa unui asemenea centru, partea bunurilor ce prezintă cel mai mare venit. (Civ. 1830; Pr. civ. 495, 523; Civ. Fr. 2210).

Text. fr. Art. 2210. — La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation.

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou à défaut de chef-lieu, la partie des biens qui présente le plus grand revenu, d'après la matrice du rôle.

Doctrină.

1. Creditorul care are dreptul să urmărească toate imobilele debitorului său sau mai multe dintre ele, poate, în principiu, să le urmărească împreună sau separat, deoarece legea nu-i impune o anumită ordine de urmărire. (Pont, II, No. 22; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 465; Baudry et Loynes, III, No. 2661; Alexandresco, X, p. 772).

2. Pentru a nu se dăuna pe debitor, creditorul trebuind a se adresa la mai multe tribunale, art. 2210 c. civ. fr. (1829 c. civ. rom.), prevede că urmărirea imobilelor situate în diferite judeţe se va face în mod succesiv, afară de cazul când ele fac parte din una şi aceeaşi exploatare. (Adresco, X, p. 772, 773).

3. Când diferitele imobile situate în mai multe judeţe fac parte din aceeaşi exploatare, urmărirea se va face la tribunalul în circumscripţia căruia se găseşte principala exploatare, sau dacă nu există principală exploatare, acolo unde se găseşte partea bunurilor care este cea mai productivă în venit. (Alexandresco, X, p. 773).

4. In cazul când creditorul este obligat să-şi dividă urmăririle sale, el poate să-şi aleagă tribunalul unde voieşte să facă aceste urmăriri. (Alexandresco, X, p. 773).

Art. 1830. — Dacă bunurile ipotecate creditorelui şi bunurile ce nu-i sunt ipotecate, sau bunurile situate în diferite districte fac parte din una şi aceeaş exploataţiune, vânzarea unuia şi altora se va urmări la un loc, dacă o cere debitorul[1]). (Civ. 1311, 1790, 1813, 1829; Civ. Fr. 2211).

Text. fr. Art. 2211. — Si les biens hypothéqués au créancier, et les biens non hypothéqués, ou les biens situés dans divers arrondissements, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

---

1) Art. francez corespunzător 2211 continuă: *„et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu"*.

Doctrină.

1. In cazul când creditorul nu urmărește toate imobilele debitorului său, deoarece numai unele din ele îi sunt ipotecate sau sunt situate în diferite județe, debitorul are dreptul să ceară ca ele să fie cuprinse în aceeași urmărire, când ele fac parte din aceeași exploatare. (Alexandresco, X, p. 773).

2. Motivul acestei dispozițiuni este că dacă se vinde întreaga exploatare se poate obține un preț mai bun, căci valoarea fondurilor este mărită când sunt exploatate împreună. (Alexandresco, X, p. 773).

Art. 1831. — Dacă debitorele justifică prin contracte de arendă autentice, că venitul curat al imobilelor sale pe timp de un an este de ajuns pentru plata capitalului datoriei, dobânzilor și cheltuelilor, și dacă el dă delegațiune creditorelui de a percepe acel venit, tribunalul poate suspenda urmăririle, cari urmăriri pot fi însă continuate dacă se prezintă vreun obstacol sau vreo opozițiune la plata datoriei. (Civ. 1101, 1132 urm., 1171, 1413; Pr. civ. 502; Civ. Fr. 2212).

Text. fr. Art. 2212. — Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier la poursuite peut être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

Doctrină.

1. Tribunalele pot suspenda urmărirea când debitorul justifică prin contracte de închiriere sau de arendare autentice că venitul net al imobilelor sale urmărite sau neurmărite pe timp de un an ajunge la plata datoriei, capital, procente și cheltuieli, sub condiția de a delega pe creditor să culeagă acest venit. (Mourlon, III, No. 1741; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 208 bis; Alexandresco, X, p. 774).

2. Tribunalele au facultatea să admită sau nu suspendarea urmăririi, după aprecierea lor suverană, fiind însă obligate a-și motiva hotărîrile. (Pont, II, No. 29; Baudry et Loynes, III, No. 2665; Guillouard, IV, No. 2195; Alexandresco, X, p. 774, notele 2, 4).

3. Pentru ca tribunalele să poată admite suspendarea, se cere ca creditorul să facă dovada veniturilor cu contracte autentice de locațiune, nefiind suficient contracte sub semnătură privată, chiar dacă ar avea dată certă, deoarece legea este categorică. (Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 208 bis, II; Pont, II, No. 20; Huc, XIV, No. 260; Baudry et Loynes, III, No. 2666; Guillouard, IV, No. 2194; Alexandresco, X, p. 774).

4. Justificarea debitorului că venitul său pe un an ajunge la plata datoriei sale, trebue s'o facă înainte de adjudecarea provizorie. (Alexandresco, X, p. 775).

5. Suspendarea urmăririi poate fi retrasă dacă se ivește o piedecă la plată cum ar fi de exemplu, o chitanță de plata chiriilor cu anticipație dată locatarului, poprire anterioară, falimentul sau insolvabilitatea notorie a debitorului, etc. (Alexandresco, X, p. 775).

Art. 1832. — Vânzarea silită a imobilelor nu poate fi provocată și urmărită decât în virtutea unui titlu autentic și executoriu, pentru o datorie certă și lichidă.

Dacă datoria consistă în sume nelichidate, urmăririle sunt valabile, dar adjudecațiunea nu se va putea face decât după lichidațiune. (Civ. 1171, 1173, 1834; Pr. civ. 371, 373, 378, 387; Civ. Fr. 2213).

Text. fr. Art. 2213. — Le vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Doctrină.

1. O urmărire imobiliară nu se poate face decât în baza unui titlu autentic și executor sau în baza unei hotărîri judecătorești rămasă definitivă, având puterea lucrului judecat. (Alexandresco, X, p. 754, 755).

2. Pentru a se putea face o urmărire pe baza unei creanțe se cere ca ea să fie certă, adică să existe actualmente, neputându-se face o urmărire imobiliară și nici chiar mobiliară pe baza unei creanțe eventuale sau supuse unei condițiuni suspensive. (Baudry et Loynes, III, No. 2677; Alexandresco, X, p. 754).

3. Se poate însă face o urmărire imobiliară sau mobiliară pe baza unei creanțe supusă unei condițiuni rezolutorii. (Baudry et Loynes, III, No. 2677; Alexandresco, X, p. 754).

4. O altă condițiune pentru facerea unei urmăriri este ca creanța să fie lichidă, adică să fie fixată în privința cuantumului ei. (Alexandresco, X, p. 754).

5. A treia condițiune este ca creanța să fie exigibilă în momentul când se face urmărirea. (Baudry et Loynes, III, No. 2677; Alexandresco, X, p. 755).

6. A patra condițiune este ca creanța să fie necontestată. (Alexandresco, X, p. 755).

7. Urmărirea făcută pe baza unei creanțe certă în existența ei și determinată în privința obiectului ei însă nelichidată adică nu este evaluată în bani, este valabilă, însă adjudecarea nu se va putea face decât după lichidarea sau evaluarea ei. (Baudry et Loynes, III, No. 2678; Alexandresco, X, p. 755).

8. Actele autentice pot fi învestite cu formula executorie, deoarece sunt executorii. (Alexandresco, X, p. 756).

Art. 1833. — Cesionarul unui titlu executoriu nu poate urmări expropriațiunea decât după significațiunea făcută debitorului despre cesiunea titlului. (Civ. 780, 1391 urm., 1744, 1832; Civ. Fr. 2214).

Text. fr. Art. 2214. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

Doctrină.

1. Cesionarul poate să urmărească imobilele debitorului cedat, când cedentul i-a transmis un titlu autentic și executor, chiar dacă actul de cesiune nu este autentic, deoarece el se folosește, în principiu, de toate drepturile cedentului. (Pont, II, No. 59; Huc, XIV, No. 264; Baudry et Loynes, III, No. 2694; Guillouard, IV, No. 2203; Alexandresco, X, p. 757; Comp., Contra: Grenier, II, No. 483; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 210).

2. Cesionarul nu poate urmări exproprierea debitorului decât după ce a notificat debitorului cesiunea sau acesta a acceptat cesiunea printr'un act autentic. (Duranton, XXI, No. 48; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, nota 48, p. 468; Huc, XIV, No. 264; Baudry et Loynes, III, No. 2695; Guillouard, IV, No. 2204; Alexandresco, X, p. 757; Comp.: Grenier, II, No. 483; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 210; Pont, II, No. 58).

3. Notificarea cesiunii se poate face odată cu comandamentul. (Duranton, XXI, No. 49; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, nota 47, p. 468; Baudry et Loynes, III, No. 3696; Guillouard, IV, No. 2204; Alexandresco, X, p. 757).

Art. 1834. — Adjudecațiunea nu se poate face decât după o sentință definitivă în ultimă instanță, sau trecută în putere de lucru judecat. (Civ. 1201, 1832; Pr. civ. 129, 371, 373, 376, 378, 387 urm., 558; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 2; Civ. Fr. 2215).

Text. fr. Art. 2215. — La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision nonobstant appel; mais l'adjudication ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

Doctrină.

1. O urmărire imobiliară nu se poate face decât în virtutea unui titlu autentic și executor sau în virtutea unei hotărîri judecătorești rămasă definitivă, având puterea lucrului judecat. (Alexandresco, X, p. 754).

2. Actele sub semnătură privată nu au putere executorie şi creditorul pentru a putea face o urmărire pe baza unui asemenea act, va trebui să obţie mai întâi o hotărîre de condamnare, care după ce va rămâne definitivă să fie învestită cu formula executorie. (Alexandresco, X, p. 756).

3. O urmărire mobiliară sau imobiliară se poate face şi pe baza unei hotărîri dată cu execuţie provizorie, însă potrivit dispoziţiunilor art. 2215 c. civ. fr. (1834 c. civ. rom.), adjudecarea nu se va putea face decât după ce hotărîrea a devenit definitivă şi a dobândit autoritate de lucru judecat. (Pont, II, No. 54; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, p. 467, 468; Baudry et Loynes, III, No. 2688; Guillouard, IV, No. 2201; Alexandresco, X, p. 756, 757).

Art. 1835. — Urmăririle nu pot fi anulate sub pretext că creditorele ar fi început a cere urmărire pentru o sumă mai mare decât ceea ce este datorită. (Civ. Fr. 2216).

Text. fr. Art. 2216. — La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

Doctrină.

1. O urmărire nu poate fi anulată sub pretextul că creditorul a început-o pentru o sumă mai mare decât aceea datorită, ci în acest caz este locul numai a se reduce creanţa la suma datorită. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 778, text şi nota 53, p. 469; Dalloz, Rép., Vente publique d'immeubles, No. 209; Suppl., Vente publique d'immeubles, No. 44; Huc, XIV, No. 267; Baudry et Loynes, III, No. 2698).

Art. 1836. — Orice urmărire de expropriaţiune trebue să fie precedată de o somaţiune de plată, făcută din partea creditorului, debitorului în persoană, sau mandatarului său. (Pr. civ. 378, 387 496 urm.; Civ. Fr. 2217).

Text. fr. Art. 2217. — Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation son réglées par les lois sur la procédure.

Doctrină.

1. Orice urmărire trebueşte să fie precedată de un comandament făcut din partea creditorului, debitorului în persoană sau la domiciliu prin mijlocirea unui agent judecătoresc, după procedura dreptului comun. (Alexandresco, X, p. 760).

2. Debitorul nu poate să renunţe la comandamentul ce trebueşte să preceadă orice urmărire imobiliară. (Alexandresco, X, p. 760).

TITLUL XX.

Despre prescripţiune[1]).

CAPITOLUL I

Dispoziţiuni preliminare.

Art. 1837. — Prescripţiunea este un mijloc de a dobândi proprietatea, sau de a se libera de o obligaţiune, sub condiţiunile determinate prin această lege. (Civ. 557, 565, 645, 1091, 1800 § 4, 1846 urm.; Pr. civ. 568; L. jud. oc. 111; C. com. 937, 948; L.

1) In vechile legiuiri, Codul Calimach şi Caragea, prescripţiunea era cunoscută sub numele de: „*paragrafie*".

Timb. 95; L. propr. liter. (Mon. Of. 68/923), 45; Legea asupra drept. propriet. (Mon. Of. 324/903), Art. 19; Civ. Fr. 2219).

Text. fr. Art. 2219. — La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Cu toate că cele două specii de prescripţie, achizitivă şi liberatorie se bazează pe principii deosebite, codul civil le cuprinde în aceeaşi definiţie. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 1; Alexandresco, X, p. 41).

2. Prescripţiunea achizitivă poate fi definită: dobândirea proprietăţii prin o posesiune paşnică şi neîntreruptă pe un timp determinat de lege. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 1; Baudry et Tissier, De la prescription, No. 25; Comp.: Alexandresco, XI, p. 42, 44).

3. Prescripţiunea liberatorie este o fine de neprimire pe care un debitor o poate opune contra acţiunii creditorului care a neglijat s'o exercite pe un timp determinat de lege. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 1; Baudry et Tissier, Prescription, No. 25; Comp.: Alexandresco, XI, p. 42, 44).

4. Prescripţiunea nu este numai o dovadă legală a unei achiziţiuni sau a unei liberaţiuni anterioare, ci şi un mijloc de a dobândi proprietatea sau de a se libera de datorii cari nu au fost plătite. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 41, 71; Baudry et Tissier, Prescription, No. 26).

5. Intre prescripţia achizitivă şi prescripţia liberatorie există mai multe deosebiri. Astfel, prima se bazează pe posesiunea detentorului unui bun aparţinând altuia, pe când cealaltă se bazează pe neglijenţa creditorului de a-şi valorifica dreptul său; prescripţiunea achizitivă dă dreptul aceluia în folosul căruia s'a îndeplinit, la o acţiune pentru ca să reia bunul din mâna terţilor, pe când prescripţia liberatorie dă dreptul aceluia care poate s'o invoace la o excepţiune pentru a opri acţiunea îndreptată în contra lui; prescripţiunea achizitivă se aplică numai imobilelor corporale şi unelor drepturi reale imobiliare, pe când prescripţia liberatorie se aplică, în principiu, la orice fel de acţiuni reale sau personale, mobiliare sau imobiliare. (Laurent, XXXII, No. 8, 9; Guillouard, Traité de la prescription, I, No. 41; Comp.: Alexandresco, XI, p. 41, 43, 44).

6. Decăderea, care este pierderea fie a unei facultăţi, fie a unui drept limitat la o anumită durată, fie a unei acţiuni a cărei durată este determinată de lege, cu toate că se aseamănă cu priscripţia, se deosebeşte însă de ea sub mai multe raporturi şi în special că decăderea poate servi de bază unei acţiuni iar nu numai unei excepţiuni şi apoi ea operează de plin drept, afară de o dispoziţie contrară expresă, pe când prescripţia nu operează de plin drept, ci trebueşte invocată şi se poate renunţa la dânsa. (Troplong, Commentaire du titre de la prescription, I, No. 27; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 40; Laurent, XXXII, No. 10; Guillouard, Prescription, I, No. 44, 45, 46; Baudry et Tissier, Prescription, No. 36 urm.; Huc, XIV, No. 316 urm.; Planiol, II, No. 704; urm.; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 353 bis; Alexandresco, XI, p. 45, urm.).

7. Prescripţia achizitivă are efect retroactiv, considerând pe dobânditor că a fost proprietarul imobilului prescris, în tot timpul cât a durat posesiunea sa. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 42; Guillouard, Prescription, I, No. 51; Alexandresc, XI, p. 42).

8. Prescripţiunea liberatorie stinge numai obligaţiunea civilă şi lasă să subsiste în sarcina debitorului o obligaţie naturală. (Duranton, X, No. 41; Delvincourt, II, No. 452; Larombière, Obligations, Art. 1376, No. 22; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 174 bis, IV; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 43, 44; Suppl., Prescription civile, No. 9; Laurent, XXXII, No. 205; Comp.: Alexandresco, XI, p. 39, 40).

9. Debitorul va avea drept la repetiţiune dacă se va dovedi din chitanţă sau din alt act scris, că a plătit, deoarece credea că nu a existat prescripţie liberatorie, el fiind în eroare de fapt. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 61).

10. Nu se poate compensa o datorie prescrisă cu o datorie contractată după dobândirea prescripţiei. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 45).

11. Obligaţia prescrisă poate să reînvie prin ajutorul unei novaţiuni. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 46).

12. Părţile nu pot conveni ca prescripţia să se îndeplinească printr'un termen mai lung decât cel prevăzut de lege, deoarece nu se poate renunţa de mai înainte la beneficiul unei prescripţii viitoare. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 13; Huc, XIV, No. 322; Baudry et Tissier, Prescription, No. 62; Guillouard, Prescription, I, No. 321; Planiol, II, No. 649; Alexandresco, XI, p. 54).

13. O prescripţie în curs poate fi prelungită pe un termen care să nu exceadă durata prescripţiei fixată de lege. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 65; Guillouard, Prescription, I, No. 321).

14. Temenul legal al unei prescripţii sau decăderi poate fi prelungit, când a fost fixat în interesul părţii în contra căreia curge prescripţia, iar nu pentru un interes de ordine publică, cum ar fi în cazul responsabilităţii arhitecţilor şi antreprenorilor. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 66; Guillouard, Prescription, I, No. 322).

15. Părţile pot conveni să micşoreze termenul legal al unei prescripţii. (Dalloz. Rép., Prescription civile, No. 53; Suppl., Prescription civile, No. 12; Baudry et Tissier, N. 96; Guillouard, I, No. 323; Alexandresco, XI, p. 54, 55; Contra: Laurent, XXXII, No. 437; Huc, XIV, No. 323; Planiol, II, No. 648).

16. Prescripţia ca orice decădere trebueşte strict mărginită în limitele ei. Ea nu poate fi întinsă dela o persoană la alta, nici dela un drept la altul. (Guillouard, Prescription, I, No. 56; Alexandresco, XI, p. 49).

Art. 1838. — Nu se poate renunţa la prescripţiune decât după împlinirea ei. (Civ. 5, 965, 968, 969, 1839, 1842; Civ. Fr. 2220).

Text. fr. Art. 2220. — On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription; on peut renoncer à la prescription acquise.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. III, 1076 din 1 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 108;
SCRIBAN ROMULUS TRAIAN, *Observaţie* sub C. Apel Iaşi, 11 Octomvrei 1924, Pand. Rom. 1926, III, 113.

Doctrină.

1. Motivul pentru care legiuitorul a prevăzut că nu se poate renunţa la prescripţie decât după împlinirea ei, este că dacă s'ar admite renunţarea de mai înaite, fiecare creditor ar cere dela debitor ca în momentul când se obligă să convie că nu se va prevala niciodată de prescripţie. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 47; Guillouard, Prescription I, No. 316; Alexandresco, XI, p. 50, 51).

2. Dispoziţiunile art. 2220 c. civ. fr. (1838 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea atât la prescripţia achizitivă cât şi la prescripţia liberatorie sau extinctivă. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 11; Laurent, XXXII, No. 186; Huc, XIV, No. 320; Baudry et Tissier, Prescription, No. 53; Guillouard, Prescription, I, No. 318; Planiol, I, No. 2712; Alexandresco, XI, p. 52).

3. De asemenea, dispoziţiunile acestui articol se aplică şi la decăderi, cum ar fi de exemplu la perimare. (Dalloz, Rép., Péremption, No. 31; Prescription civile, No. 51; Baudry et Tissier, Prescription, No. 61; Guillouard, Prescription, I, No. 319; Alexandresco, XI, p. 52).

4. Dispoziţiunile art. 2220 c. civ. fr. (1838 c. civ. rom.), nu-şi găsesc aplicaţiunea decât la prescripţiunile prevăzute de lege, iar nu şi la cele prevăzute de părţi în convenţiunile lor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 52).

5. Chiar în prescripţiunile prevăzute de lege, părţile pot conveni ca să suspende cursul prescripţiei pe un anumit timp. (Troplong, Prescription, I, No. 45; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 50; Suppl., Prescription civile, No. 14; Laurent, XXXII, No. 185; Baudry et Tissier, Prescription, No. 63; Guillouard, Prescription, I, No. 170, 322; Alexandresco, XI, p. 53).

6. Partea în folosul căreia a fost câştigată o prescripţie, poate renunţa la beneficiile ei. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 67; Guillouard, Prescription, I, No. 316; Alexandresco, XI, p. 52).

7. In cazul când se renunţă la o prescripţie în curs, renunţarea este valabilă pentru timpul trecut, însă este nulă pentru timpul viitor. (Mourlon, III, No. 1776; Baudry et Tissier, Prescription, No. 93; Alexandresco, XI, p. 54).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din cuprinsul articolului 1841 cod. civil, rezultă că prescripţia este de ordine privată, iar nu de ordine publică, căci acest text prevede că judecătorii sunt opriţi de a aplica din oficiu prescripţiunea, când cel interesat nu o invoacă.

Acesta fiind principiul aflat la baza prescripţiei, părţile pot contracta şi stabili între ele un alt termen de prescripţie a acţiunilor derivate din contractele de tran-

sport, decât cel prevăzut în art. 956 cod. com., aşa că Direcţiunea C. F. R. are facultatea de a edicta în regulamentul său altă prescripţie decât cea edictată de dreptul comun. (Cas. III, 1076 din 1 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 108; Cas. III, No. 1433 din 21 Octomvrie 1925, Dreptul 11/1926).

2. In ultimă analiză Regulamentul de transport pe C. F. R. este un contract încare se specifică toate condiţiunile cerute de Direcţia C. F. R. pentru transporturile ce se fac pe reţelele sale, astfel că din acest punct de vedere el este obligator pentru părţile ce se servesc de acest mijloc de transport, având caracterul unei convenţiuni, care are putere de lege între părţile contractante. Că acest regulament având deci caracterul şi efectele unei convenţiuni, soluţionarea litigiului, depinde de rezolvarea chestiunii dacă prescripţia de 6 luni prevăzută de art. 956 c. comercial este sau nu de ordine publică, adică dacă părţile pot prin voinţa lor să deroge sau nu dela ea.

Atunci când este vorba de a se prescurta prin convenţiune un termen de prescripţie, atât doctrina cât şi jurisprudenţa au decis aproape unanim în sensul că prescurtarea este permisă, întemeiată fiind pe scopul urmărit de prescripţie de a nu se lăsa depturile particularilor prea multă vreme în suspensie, ori o prescurtare a termenului de prescripţie este de natură tocmai să contribue cât mai mult la atingerea acestui scop, prin crearea unei stări de certitudine.

Insă atunci când este vorba de o prelungire a termenului de prescripţie prin convenţiunea părţilor, se admite că se poate prelungi acest termen, ţinându-se însă seamă de împrejurarea dacă prescripţia respectivă se întemeiază pe motive de ordine publică, sau nu are nicio legătură cu interesul social, fiind considerate de ordine publică prescripţiile achizitive, întemeiate pe posesiune, iar nu şi acele liberatorii, şi în niciun caz acele de scurtă durată, care nu au nimic de comun cu ordinea publică.

Aşa dar, dacă în adevăr nu se pot prelungi mai dinainte termenele de prescripţiune atunci când este vorba de un interes social, cum e prescripţia de 30 ani, în schimb în acele unde ordinea publică nu este în joc, cum este în contractul de transport al C. F. R., unde prescripţia are un caracter particular, se poate conveni prin acordul comun al părţilor, la o prelungire a prescripţiei. (Trib. Iaşi, s. III, Jurnal 2140 din 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2201).

3. Dispoziţiunea art. 956 c. com. privitoare la termenul de prescripţie al acţiunilor, care derivă din neexecutarea contractelor de transport, este o dispziţiune cu caracter supletoriu, de ordin pur privat, ea neavând alt scop decât de a fixa un termen general de prescripţie aplicabil ori de câte ori părţile nu au stipulat în contractul lor un alt termen.

Prin urmare, odată ce regulamentul de transport pe C. F. R., prevede un alt termen de prescripţie decât cel prevăzut în codul de comerţ, iar acest regulament are caracterul unui contract-tip de transport, nu acela al unui regulament de aplicaţiune a unei legi, dispoziţiunile acestui regulament sunt aplicabile şi obligatorii atât pentru particular, cât şi pentru C. F., independent de faptul că acest regulament nu a fost promulgat, prin decret-regal, deoarece dânşii l-au adoptat în convenţia lor de transport, şi în executarea acestei convenţiuni, nu pot invoca deci alte nulităţi decât cele prevăzute de lege, în materie contractuală. (Cas. III, 1578 din 21 Noemvrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 474).

4. In materie de transporturi pe C. F. R., prescripţia a fost ridicată dela 6 luni la un an. (Cas. III, 249 din 2 Martie 1926, Pand. Săpt. 18/1926).

Art. 1839. — Renunţarea la prescripţiune este sau expresă sau tacită.

Renunţarea tacită rezultă dintr'un fapt care presupune delăsarea dreptului câştigat. (Civ. 689, 1838, 1840; Civ. Fr. 2221).

Text. fr. Art. 2221. — La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Renunţarea la prescripţie poate fi expresă sau tacită. Renunţarea expresă poate rezulta din orice declaraţie scrisă sau verbală. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 55; Suppl., Prescription civile, No. 15; Laurent, XXXII, No. 189; Baudry et Tissier, Prescription. No. 68; Guillouard, Prescription, No. 332; Alexandresco, XI, p. 52, 59).

2. Părţile interesate pot supune îndeplinirea renunţării exprese la prescripţie, la anumite condiţiuni. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 16; Laurent, XXXII, No. 190; Huc, XIV, No. 324; Baudry et Tissier, Prescription, No. 68; Alexandresco, XI, p. 59, nota 4).

3. Dovada renunţării la prescripţie se va face potrivit regulelor de drept comun. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 55; Laurent, XXXII, No. 189; Baudry et Tissier, Prescription, No. 68; Guillouard, Prescription, I, No. 332; Alexandresco, XI, p. 59, nota 5; Contra: Duranton, XXI, No. 119; Troplong, Prescription, I, No. 52).

4. Renunţarea tacită la prescripţie nu poate să rezulte decât din acte şi fapte care să arate în mod vădit intenţiunea debitorului de a renunţa la prescripţia dobândită. (Merlin, Répertoire, Renonciation; Troplong, Prescription, I, No. 56 urm., 63 urm.; Marcadé, Art. 2220-2222, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 328 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 776, p. 452; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 58; Suppl., Prescription civile, No. 17; Laurent, XXXII, No. 191 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 69; Alexandresco, XI, p. 59, 60, 61).

5. Renunţarea tacită la prescripţie poate rezulta nu numai din mărturisire, ci poate fi stabilită încă prin inducţie. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 58; Baudry et Tissier, Prescription, No. 69).

6. Constitue o puternică prezumpţiune de renunţare la prescripţie, plata unei datorii precrise. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 61; Baudry et Tissier, Prescription, No. 71; Guilllouard, Prescription, I, No. 335; Alexandresco, XI, p. 61).

7. Când debitorul plăteşte o parte din datoria prescrisă, înseamnă că renunţă la prescripţie şi pentru restul datoriei, afară de cazul când el declară că recunoaşte datoria numai la ceea ce a plătit. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 62; Baudry et Tissier, Prescription, No. 72; Alexandresco, XI, p. 62).

8. Când debitorul plăteşte dobânzile sau ratele unei datorii sau rente stinse prin prescripţie, înseamnă că renunţă la prescripţie pentru capital sau rentă. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 62; Guillouard, Prescription, I, No. 336).

9. Constitue o renunţare virtuală la prescripţie acceptarea compensaţiei unei datorii prescrise. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 63; Guillouard, Prescription, I, No. 336).

10. De asemenea, constitue o renunţare la prescripţie, novaţiunea unei creanţe prescrise. (Dalloz, Rép., Prescription civile. No. 65; Guillouard, Prescription, I, No. 336).

11. De asemenea, faptul debitorului de a da o garanţie pentru plata datoriei sale prescrise. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 65; Guillouard, Prescription, I, No. 336; Alexandresco, XI, p. 62).

12. Renunţarea tacită la prescripţie poate rezulta şi din acte de procedură făcute de partea care poate invoca prescripţia. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 776, p. 452; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 66; Suppl., Prescription civile, No. 22).

13. De asemenea, poate rezulta renunţare tacită la prescripţie din oferte reale făcute de debitor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 66, 114; Baudry et Tissier, Prescription, No. 73; Alexandresco, XI, p. 62).

14. Prescripţia îşi produce efectul achizitiv sau liberator, din momentul îndeplinirii ei, cu toate că dreptul care a fost prescris ar fi fost executat ulterior fără ca partea care a dobândit prescripţia să se fi prevalat de ea, dacă nu se constată că a renunţat la prescripţie în mod expres sau tacit. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 75).

15. Nu se poate induce renunţarea la prescripţie din o simplă nebăgare de seamă comisă de creditor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 69; Comp.: Alexandresco, XI, p. 57, 61).

16. Renunţarea la prescripţie nu poate rezulta dintr'un fapt pasiv. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 71).

17. Renunţările la prescripţie nu pot fi întinse dela un caz la altul. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 68).

18. Pentru ca să nu se conchidă dintr'un act al părţii că ea a renunţat la prescripţie, ea poate face rezervă expresă, cu condiţie ca această rezervă să nu fie inconciliabilă cu actul făcut. (Troplong, I, No. 61; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 60; Guillouard, Prescription, I, No. 339; Huc, XIV, No. 324; Baudry et Tissier, No. 71; Alexandresco, XI, p. 61; Comp.: Laurent, XXXII, No. 193).

19. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, fără controlul instanţei de recurs, dacă în fapt, din anumite ipoteze, a rezultat sau nu o renunţare tacită la prescripţie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 776, text şi nota 12, p. 453; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 83; Suppl., Prescription, civile, No. 36; Planiol, I, No. 2713; Baudry et Tissier, Prescription, No. 69; Guilloaurd, Prescription, I, No. 334; Alexandresco, XI, p. 60).

20. Dacă însă tribunalele au denaturat caracterul actelor din care au dedus renunţarea la prescripţie, instanţa de recurs va avea dreptul să-şi exercite controlul său. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 776, text şi nota 12, p. 453; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 37; Baudry et Tissier, Prescription, No. 69; Alexandresco, XI, p. 60; Comp., Contra: Troplong, I, No. 56; Laurent, XXXII, No. 192).

21. Renunţarea la o prescripţie îndeplinită nu constitue o adevărată înstrăinare. (Duranton, XXI, No. 144; Mourlon, III, No. 1767 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 41; Laurent, XXXII, No. 195 urm.; Planiol, I, No. 2714).

22. Renunţarea la o prescripţie îndeplinită constitue un act unilateral, care nu trebue acceptat de cealaltă parte. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 41; Guilloaurd, Prescription, I, No. 331; Planiol, I, No. 2713; Alexandresco, XI, p. 62).

23. Renunţarea la o prescripţie îndeplinită nu trebueşte transcrisă. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 41; Huc, XIV, No. 325; Baudry et Tissier, Prescription, No. 83; Planiol, I, No. 2714; Alexandresco, XI, p. 63).

24. Renunţarea la prescripţie are efect numai faţă de acel care o face şi faţă de moştenitorii sau reprezentanţii săi; ea nu-şi produce efectul faţă de creditorii solidari, fidejusori sau terţii detentori. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 91; Baudry et Tissier, Prescription, No. 91).

25. Renunţarea la prescripţie nu poate fi considerată ca un avantaj supus reducţiunii sau raportului. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 327 bis, VI, 329 bis, I; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 93; Huc, XIV, No. 325; Baudry et Tissier, Prescription, No. 82, 83; Planiol, I, No. 2714; Alexandresco, XI, No. 63; Contra: Laurent, XXXII, No. 195, 204).

26. Se poate însă decide în fapt şi în mod excepţional, că renunţarea prezintă caracterul unei liberalităţi, în care caz vor avea loc reducţiunea şi raportul. (Guillouard, Prescription, I, No. 341 bis; Alexandresco, XI, p. 63, nota 2).

Art. 1840. — Cel ce nu poate înstrăina nu poate renunţa la prescripţiune. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 950 urm., 1155 urm., 1248 urm., 1265, 1306, 1310, 1536 urm., 1838, 1839; Civ. Fr. 2222).

Text. fr. Art. 2222. — Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Persoanele care nu au capacitatea de a înstrăina, nu pot renunţa la prescripţia dobândită. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 85; Suppl., Prescription civile, No. 38; Alexandresco, XI, p. 56, 57).

2. Minorul sau interzisul nu pot renunţa la prescripţia dobândită. chiar cu autorizaţia sau asistenţa tutorului lor. (Troplong, Prescription, I, No. 80, 81; Mourlon, III, No. 1785; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 86; Suppl., Prescription civile, No. 39; Laurent, XXXII, No. 202; Baudry et Tissier, Prescription, No. 87; Planiol, I, No. 2715; Alexandresco, XI, p. 57).

3. Minorul emancipat poate renunţa la prescripţia dobânzilor sau ratelor unei rente. (Duranton, XXI, No. 128; Baudry et Tissier, Prescription, No. 89; Contra: Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 90; Laurent, XXXII, No. 201; Huc, XIV, No. 327; Guillouard, Prescription, I, No. 330; Planiol, I, No. 2715; Alexandresco, XI, p. 57).

4. Minorul comerciant poate renunţa la prescripţia privitoare la actele comerţului său. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 86).

5. Persoana pusă sub consiliu judiciar poate renunţa la prescripţie, cu asistenţa consiliului său. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 86; Baudry et Tissier, Prescription, No. 88; Comp. contra: Alexandrsco, XI, p. 57).

6. Reprezentantul unui incapabil după o părere, poate renunţa la prescripţia dobândită, cu îndeplinirea formelor prevăzute de lege pentru înstrăinarea dreptului care a fost dobândit prin prescripţie. (Marcadé, Art. 2222, No. 8; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 39; Baudry et Tissier, Prescription, No. 88).

7. După altă părere, reprezentantul şi administratorul averii unui incapabil, nu poate renunţa la prescripţie. (Duranton, XXI, No. 133; Troplong, Prescription, I, No. 83; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 86; Laurent, XXXII, No. 202, 203; Alexandresco, XI, p. 58).

8. După a treia părere, trebueşte de fă-

cut o distincţiune, reprezentanţii unui incapabil nu pot renunţa gratuit la o prescripţie îndeplinită, însă pot renunţa oneros îndeplinind formalităţile cerute pentru înstrăinare, constituirea unei obligaţiuni sau transacţie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 776, text şi nota 2, p. 452; Guillouard, Prescription, I, No. 327).

9. Tutorul poate renunţa la prescripţiunile speciale, pentru care art. 2275 c. civ. fr. (1906 c. civ. rom.) permite deferirea jurământului. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 89; Baudry et Tissier, Prescription, No. 87; Guillouard, Prescription, I, No. 328; Alexandresco, XI, p. 58; nota 1).

10. Mandatarul general, cum ar fi administratorul unei societăţi, nu poate renunţa la prescripţia îndeplinită. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 40; Laurent, XXXII, No. 203; Alexandresco, XI, p. 58; 59: Contra: Baudry et Tissier, Prescription, No. 90).

11. In art. 2222 c. civ. fr. (1840 c. civ. rom.) nu se prevede nicio dispoziţiune cu privire la renunţarea la prescripţia liberatorie, ci numai la renunţarea la prescripţia achizitivă. Pentru a putea renunţa la prescripţia liberatorie, se cere capacitatea de a se obliga. (Aubry et Rau, ed. 4-a. VIII, § 776; p. 452; Guillouard, Prescription, I, No. 324).

Art. 1841. — In materie civilă, judecătorii nu pot aplica prescripţiunea, dacă cel interesat nu va fi invocat acest mijloc. (Civ. Fr. 2223).

Text. fr. Art. 2223. — Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. III, 1076 din 1 Iunie 1925, Pand. Rom., 1926, I, 108.

Doctrină.

1. Tribunalele nu pot invoca din oficiu prescripţia, ci ea se invoacă numai de partea interesată. (Dalloz, Rép., Prescription, No. 97; Alexandresco, XI, p. 65 urm.).

2. Această soluţie are loc chiar dacă prescripţia a fost îndeplinită în folosul minorilor sau interzişilor. (Troplong, Prescription, I, No. 89; Marcadé, Art. 2223, No. 17; Laurent, XXXII, No. 174; Baudry et Tissier, Prescription, No. 46; Guillouard, Prescription, I, No. 301, 302; Alexandresco, XI, p. 66, 67).

3. De asemenea, nici ministerul public nu are dreptul să invoace prescripţia în folosul incapabililor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 99; Guillouard, Prescription, I, No. 302; Alexandresco, XI, p. 67. nota 1).

4. Dispoziţiunile art. 2223 c. civ. fr. (1841 c. civ. rom.) sunt aplicabile nu numai prescripţiei de treizeci ani, ci la tot felul de prescripţii civile şi comerciale deoarece sunt absolute. (Merlin, Répertoire, Prescription, section 1, § 3, No. 2; Dalloz, Rép. Prescription civile, No. 98; Suppl., Prescription civile, No. 43; Laurent XXXII, No. 174; Baudry et Tissier, Prescription, No. 47; Guillouard, Prescription, I, No. 302; Alexandresco, XI, p. 67, 68).

5. De asemenea dispoziţiile acestui articol se aplică şi la prescripţia prevăzută de legi speciale, cum ar fi legea timbrului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 47; Guillouard, Prescription, I, No. 303; Alexandresco, XI, p. 67, 68).

6. Prescripţia va fi invocată de cele mai multe ori în termen expreşi, însă ea va putea fi invocată şi în termeni impliciţi sau virtuali, find de ajuns ca aceşti termeni să nu fie echivoci. (Troplong, Prescription, I, No. 91: Marcadé, Art. 2223. No. 19; Aubry et Rau, VIII, § 776, text şi nota 8, p. 450; Laurent, XXXII, No. 181 urm.; Huc, XIV, No. 332; Baudry et Tissier, Prescription, No. 42, 43; Guillouard, Prescription, I, No. 304; Alexandresco, XI, p. 69).

7. Când o parte invoacă prescripţia capitalului, implicit invoacă şi prescripţia dobânzilor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 101).

8. Dispoziţiile acestui articol nu se aplică la decăderi, deoarece judecătorii trebuesc ca să aplice din oficiu decăderile care interesează ordinea publică. (Troplong, I, No. 27; II, No. 1038; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 771, text şi nota 10, p. 427, text şi nota 20, p. 428; Laurent, XXXII, No. 10; Huc, XIV, No. 318; Baudry et Tissier, Prescription, No. 39; Guillouard, Prescription, I, No. 45, 46; Alexandresco, XI, p. 46).

9. Astfel, judecătorii vor invoca din oficiu tardivitatea apelului sau recursului, atât în materie civilă şi comercială, cât şi în materie penală. (Troplong, I, No. 51; Alexandresco, XI, p. 46, text şi nota 3, 47).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1838, notele 1 şi 4.

Art. 1842. — Prescripțiunea poate fi opusă în cursul unei instanțe până în momentul când curtea de apel va pronunța definitiva sa deciziune, asupra căreia nu mai poate reveni după lege, afară numai de cazul când cel în drept a o opune ar trebui să se prezume, după împrejurări, că a renunțat la dânsa. (Civ. 1094, 1839; Pr. civ. 327; Civ. Fr. 2224).

Text. fr. Art. 2224. — La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour royale, à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

Doctrină.

1. Prescripțiunea poate fi invocată în orice stare a procesului până la pronunțarea unei hotărîri definitive, și înainte de închiderea desbaterilor. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 111, 112; Suppl., Prescription, No. 50; Baudry et Tissier, Prescription, No. 49; Guillouard, Prescription, I, No. 310; Alexandresco, XI, p. 71).

2. Apărarea în fond a procesului nu poate fi considerată ca o renunțare la invocarea prescripției, deoarece ea poate fi invocată în orice stare a cauzei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 775, text și nota 9, p. 451; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription, No. 28, 52; Laurent, XXXII, No. 177; Baudry et Tissier, Prescription, No. 49).

3. Partea interesată nu va mai putea invoca prescripția, când din împrejurări va rezulta că partea trebuește presupusă că a renunțat la invocarea prescripției. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 113; Suppl., Prescription civile, No. 51; Planiol, I, No. 2710).

4. Prescripția poate fi invocată pentru prima oară în apel. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 50; Baudry et Tissier, Prescription, No. 51; Alexandresco, XI, p. 71).

5. Prescripția nu mai poate fi invocată după ce s'au închis desbaterile și instanța de judecată deliberează. (Duranton, XXI No. 135; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 127; Suppl., Prescription civile, No. 53; Laurent, XXXII, No. 178; Baudry et Tissier, Prescription, No. 49; Guillouard, Prescription, I, No. 312; Alexandresco, XI, p. 71; Contra: Troplong, Prescription, I, No. 95; Marcadé, Art. 2225, No. 1).

6. Partea care nu a invocat prescripția nici expres nici tacit, nu o poate invoca în concluziile scrise după închiderea desbaterilor. (Alexandresco, XI, p. 70).

7. Prescripția nu poate fi invocată pentru prima oară înaintea instanței de recurs. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 331 bis, I; Laurent, XXXII, No. 179; Baudry et Tissier, Prescription. No. 52; Guillouard, Prescription, I, No. 313; Huc, XIV, No. 332; Planiol, II, No. 687; Colin et Capitant, I, p. 899; Alexandresco, XI, p. 72).

8. In caz de casare se poate invoca prescripția înaintea instanței de trimitere, dacă nu s'a renunțat la ea. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 331 bis, I; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 129; Suppl., Prescription civile, No. 54; Baudry et Tissier, Prescription, No. 52; Guillouard, Prescription, I, No. 314; Laurent, XXXII, No. 179; Alexandresco, XI, p. 72).

9. Dispozițiunile art. 2224 c. civ. fr. (1842 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar la prescripțiunile de scurtă durată cum ar fi prescripția de cinci ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 50; Guillouard, Prescription, I, No. 311).

Art. 1843. — Creditorii și verice altă persoană interesată pot să opună prescripțiunea câștigată debitorului sau codebitorului lor, ori proprietarului, chiar și dacă acel debitor, codebitor sau proprietar renunță la dânsa. (Civ. 562, 699, 974 urm., 1019, 1408, 1670; Civ. Fr. 2225).

Text. fr. Art. 2225. — Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripțiunea nu este un drept alipit exclusiv la persoana aceluia în folosul căruia s'a îndeplinit, așa încât poate fi invocată în numele acesteia de orice persoană interesată. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 130; Baudry et Tissier, Prescription, No. 107; Planiol, I, No. 2711; Alexandresco, XI, p. 73).

2. Creditorii pot invoca prescripția în numele debitorului lor, când acesta neglijează a o invoca. (Dalloz, Rép.., Prescription civile, No. 130; Suppl., Prescription civile, No. 61; Baudry et Tissier, Prescription, No. 111; Guillouard. Prescription, I, No. 342, 343; Alexandresco, XI, p. 73).

3. Creditorii vor putea invoca în numele debitorului lor prescripția, chiar dacă acesta a renunțat la invocarea ei. (Duranton, XXI, No. 150; Taulier, Théorie raisonnée du code civile. VII, p. 747; Marcadé, Art. 2225, No. 2; Mourlon, III, p. 740, nota; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 775, p. 449; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 137; Suppl., Prescription civile, No. 62; Troplong, Prescription, I, No. 101 urm.; Laurent, XXXII, No. 210, 219; Baudry et Tissier, Prescription, No. 117; Guillouard, Prescription, I, No. 343; Alexandresco, XI, p. 73, 74).

4. Dispozițiile art. 2225 c. civ. fr. (1843 c. civ. rom.) își găsesc aplicația când acei cari au un drept distinct și independent, voiesc să invoace prescripția în profitul lor. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 106; Alexandresco, XI, p. 73).

5. De asemenea, dispozițiile acestui articol își găsesc aplicațiunea și în cazul când persoane care au interes și au, de altfel, un drept personal de salvat, pot să invoace prescripția îndeplinită în folosul debitorului lor sau posesorului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 107).

6. Un cumpărător poate invoca prescripția îndeplinită pentru vânzător, la care acesta a renunțat după vânzare, chiar dacă renunțarea s'a făcut înainte de transcrierea actului de vânzare. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 67; Laurent, XXXII, No. 213; Guillouard, Prescription, I, No. 346).

7. Renunțarea nu poate păgubi pe garant care poate invoca prescripția îndeplinită. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 135).

8. Fiecare din debitorii solidari poate invoca prescripția liberatorie, deși unii din ei au renunțat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 775, text și nota 4, p. 449; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 66; Laurent, XXXII, No. 214; Baudry et Tissier, Prescription, No. 107 urm.; Guillouard, Prescription, I, No. 109, 346; Alexandresco, XI, p. 64, 73, nota 2).

9. Fidejusorul poate invoca prescripția liberatorie, deși debitorul principal a renunțat la invocarea ei. (Dalloz, Rép., Prescription civile No. 135; Suppl., Prescription civile, No. 66; Baudry et Tissier, Prescription, I, No. 107 urm.; Guillouard, Prescription, I, No. 346; Alexandresco, XI, p. 64, 73, nota 2).

10. Dispozițiunile art. 2225 c. civ. fr. (1843 c. civ. rom.) nu sunt aplicabile moștenitorilor aceluia care a renunțat la prescripție, deoarece nu sunt terți. (Dalloz, Rep., Prescription civile, No. 131: Guillouard, Prescription, I, No. 346; Alexandresco, XI, p. 64).

11. Donatorul nu mai poate renunța la prescripție după ce donația a fost transcrisă. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 134).

12. Dispozițiile art. 2225 c. civ. fr. (1843 c. civ. rom.) după părerea dominantă își găsesc aplicațiunea nu numai la prescripția de lungă durată ci și la cele de scurtă durată. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 140; Suppl., Prescription civile, No. 63; Laurent, XXXII, No. 218; Baudry et Tissier. Prescription. No. 121; Guillouard, Prescription, I, No. 345; Alexandresco, XI. p. 75).

13. După altă părere, dispozițiile acestui articol nu-și găsesc aplicația la prescripțiile de scurtă durată. (Duranton, XXI, No. 151).

Art. 1844. — Nu se poate prescrie domeniul lucrurilor care, din natura lor proprie, sau printr'o declarațiune a legii, nu pot fi obiecte de proprietate privată, ci sunt scoase afară din comerț. (Civ. 301 urm., 476, 478, 581, 624, 647, 963, 1310, 1845, 1847, 1854, 1878 urm., 1890; Legea din 10 Iunie 1884, Art. 5; Civ. Fr. 2226).

Text. fr. Art. 2226. — On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Dispoziţiile art. 2226 c. civ. fr. (1844 c. civ. rom.) se aplică nu numai la prescripţia achizitivă, ci şi la prescripţia extinctivă sau liberatorie, deoarece după cum nu se pot dobândi drepturi care sunt afară din comerţ, tot astfel nu se pot pierde prin prescripţie asemenea drepturi. (Laurent, XXXII, No. 221; Huc, XIV, No. 339; Baudry et Tissier, Prescription, No. 124; Alexandresco, XI, p. 77, nota 7).

2. Lucrurile care pot fi prescrise sunt: imobilele corporale, servituţiile personale cum sunt uzufructul, uzul şi abitaţia, servituţile prediale continue şi aparente, etc. (Alexandresco, XI, p. 78).

3. Pentru ca aceste lucruri să poată fi prescrise, trebue să se afle în comerţ, adică să poată face obiectul unei vânzări, schimb, transacţii etc. (Alexandresco, XI, p. 78).

4. Se poate prescrie proprietatea unor arbori, independent de pământul în care sunt plantaţi, fie că acest pământ ar fi un drum public, fie o proprietate privată. (Laurent, XXXII, No. 349; Baudry et Tissier, Prescription, No. 126; Guillouard, Prescription, I, No. 406; Alexandresco, XI, p. 78).

5. Când legea declară un lucru inalienabil, acest lucru este imprescriptibil, deoarece în principiu, există o corelaţie între alienabilitate şi prescriptibilitate. (Alexandresco, XI, p. 78).

6. Nu pot fi înstrăinate nici prescrise, deoarece sunt afară din comerţ, bunurile care fac parte din domeniul public al Statului, comunelor şi al judeţelor. (Alexandresco, XI, p. 80).

7. Aceste bunuri sunt arătate în art. 538 şi 540 c. civ. fr. (476 şi 478 c. civ. rom.) în mod enunciativ iar nu limitativ. (Alexandresco, XI, p. 80).

8. Fac parte din domeniul public al Statului şi comunelor edificiile consacrate unui serviciu public, precum: căzărmile, închisorile, arsenalele, bibliotecile, muzeele, teatrele, abatoarele, cimitirele, podurile, căile ferate grădinile publice, şcoalele, universităţile, palatele de justiţie şi de administraţie, Camera deputaţilor, Senatul bisericile, mănăstirile etc. (Alexandresco, XI, p. 80).

9. Bunurile din domeniul public devin alienabile şi prescriptibile îndată ce au încetat de a fi afectate uzului public, fie în mod expres, fie în mod tacit, adică îndată ce legea le-a redat comerţului. (Laurent, XXXII, No. 224, 259; Huc, XIV, No. 339, 340; Alexandresco, XI, p. 82, text şi nota 4).

10. Aparţin domeniului public şi deci sunt inalienabile şi neprescriptibile, toate acele bunuri, care, fie prin natura lor, fie printr'o declaraţie a legii, nu pot face obiectul unei proprietăţi private şi sunt afară din comerţ. (Alexandresco, XI, p. 83).

11. Tribunalele vor stabili în fapt în mod suveran, dacă un lucru face sau nu parte din domeniul public. (Alexandresco, XI, p. 83).

12. Sunt de asemenea imprescriptibile, toate acele lucruri care nu aparţin nimănui şi al căror uz este comun tuturor, precum: aerul, lumina, marea, apa curgătoare, etc. (Troplong, I, No. 142; Guillouard, Prescription, I, No. 368; Alexandresco, XI, p. 83).

13. De asemenea, servituţile continue neaparente şi cele necontinue aparente sau neaparente. (Alexandresco, XI, p. 83).

14. De asemenea, pământurile clăcăeşti însă numai pentru cei cari nu pot dobândi asemenea pământuri. (Alexandresco, XI, p. 83, 84).

15. De asemenea, bunurile care constituesc domeniul coroanei. (Alexandresco, XI, p. 83).

16. De asemenea, apele care servesc la alimentarea unui oraş sau unei comuni, ori la curăţirea străzilor, împreună cu conductele lor, deoarece fac parte din domeniul public. (Guillouard, Prescription, I, No. 387; Alexandresco, XI, p. 84, 85).

17. De asemenea, imobilele rurale însă numai pentru străini. (Alexandresco, XI, p. 85).

18. De asemenea, starea civilă a persoanelor. (Laurent, XXXII, No. 237, 238; Baudry et Tissier, Prescription, No. 131 urm.; Guillouard, Prescription, I, No. 397; II, No. 607; Alexandresco, XI, p. 85, 86).

19. De asemenea numele patronimic care serveşte a stabili individualitatea şi filiaţiunea persoanelor. (Alexandresco, XI, p. 86).

20. De asemenea, dreptul unui proprietar înfundat de a cere o servitute de trecere pe locurile vecinilor. (Alexandresco, XI, p. 87).

21. Toate acţiunile, afară de cele pe care legea le-a declarat neprescriptibile, se sting prin prescripţie. (Alexandresco, XI, p. 87, 88).

22. Actele pur facultative care emană dela lege şi pe care omul poate să nu le facă, sunt imprescriptibile. (Mourlon, III, No. 1830 urm.; Laurent, XXXII, No. 228 urm.; 296; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 227 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 161 urm.; Guillouard, Prescrip-

tion. I, No. 493 urm.; Alexandresco, XI, p. 88 urm.).

23. A se vedea: art. 476, 478, 963 și 1310 din codul civil cu notele respective.

Art. 1845. — Statul, stabilimentele publice și comunele, în ceea ce privește domeniul lor privat, sunt supuse la aceleași prescripțiuni ca particularii și, ca și aceștia, le pot opune. (Civ. 301, 478, 647, 652, 963, 1310, 1875, 1895; Civ. Fr. 2227).

Text. fr. Art. 2227. — L'Etat, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

Doctrină.

1. Se poate prescrie nu numai contra particularilor, ci și contra persoanelor morale cum sunt: Statul, județele, comunele, stabilimentele publice etc., însă numai în ceea ce privește imobilele aflate în comerț. (Alexandresco, XI, p. 75, 76).

2. De asemenea, Statul poate să prescrie în contra particularilor. (Alexandresco, XI, p. 76).

3. Prescripția achizitivă este aceiași pentru Stat și comună ca și pentru particulari. (Alexandresco, XI, p. 77).

CAPITOLUL II.

Despre posesiunea cerută pentru a prescrie.

Art. 1846. — Verice prescripțiune este fondată pe faptul posesiunii [1]).

Posesiunea este deținerea unui lucru sau folosirea de un drept, exercitată, una sau alta, de noi înșine sau de altul în numele nostru. (Civ. 554, 1778, 1800, 1847 urm., 1854, 1890; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2228).

Text. fr. Art. 2228. — La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270; *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921. Curier Jud. 33/1925;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol, I, *„Partaj. Diverse chestiuni“*, p. 161.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Paragraful întâi al art. 1846 c. civ. este adăugat de legiuitorul român, el nefigurând nici în art. 2228 c. civ. fr., nici în art. 685 c. civ. italian corespunzătoare textului român. (Alexandresco, XI, p. 92, nota 1).

2. Cu toate că posesiunea nu are nimic comun cu proprietatea, totuși acel care are posesiunea unui lucru este presupus că

1) Primul alineat art. 1846 Cod. civ. lipsește în textul art. francez corespunzător.

este proprietarul lui până la dovada contrară. (Laurent, XXXII, No. 264; Baudry et Tissier, Prescription, No. 233; Planiol, I, No. 2285, 2286; Alexandresco, XI, p. 93. 99, 100).

3. Posesiunea este baza prescripției achizitive sau uzucapiunei. (Alexandresco, XI. p. 94).

4. Posesiunea joacă rol numai în prescripția achizitivă iar nu și în prescripția liberatorie sau extinctivă în care stingerea dreptului asupra lucrului posedat este datorită inacțiunei proprietarului. (Laurent, XXXII, No. 261; Alexandresco, XI, p. 94).

5. Posesiunea este detențiunea sau folosința unui lucru sau a unui drept, pe care o ținem în puterea noastră exclusivă sau pe care o exercităm într'un mod exclusiv prin noi înșine sau prin altul, care o ține sau o exercită în numele nostru. (Guillouard, Prescription, I, No. 410; Alexandresco, XI, p. 94).

6. Pot face obiectul unei adevărate posesiuni nu nu numai lucrurile corporale, ci și cele incorporale, cum ar fi de exemplu, servituțiile. (Laurent, XXXII, No. 262; Huc, XIV, No. 343; Baudry et Tissier, Prescription, No. 193; Guillouard, Prescription, I, No. 410; Planiol, I, No. 2264).

7. Dreptul incorporal poate fi exercitat de asemenea, de noi înșine sau de altul în numele nostru. (Alexandresco, XI, p. 95).

8. Posesiunea nu se aplică la creanțe, afară de titlurile la purtător. (Alexandresco, XI, p. 95).

9. De asemenea, posesiunea nu se aplică la succesiuni. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 201. 202; Alexandresco, XI, p. 95).

10. Posesiunea poate fi dovedită prin martori și prezumpțiuni, deoarece. spre deosebire de proprietate care e un drept, posesiunea este un fapt. (Alexandresco, XI, p. 96).

11. Dovada existenței posesiunii va trebui să fie făcută de acel care o invoacă. (Laurent, XXXII, No. 336; Guillouard. Prescription, I. No. 433; Alexandresco XI p. 96).

12. Posesiunea se dobândește prin concursul celor două elemente care o constituesc: corpus și animus. Prin corpus se înțelege detențiunea materială a lucrului, iar prin animus se înțelege intenția de a păstra lucrul ca al său. (Alexandresco, XI. p. 97).

13. Detențiunea materială a lucrului se poate exercita de însăși persoana care voește să dobândească posesiunea sau printr'un mandatar sau un gestionar de afaceri. pe când intenția de a păstra lucrul ca al său. trebuește să existe, în genere, la însăși persoana posesorului și să rezulte dintr'un fapt exterior. (Guillouard, Prescription, I, No. 412; Alexandresco, XI, p. 97).

14. Minorii și nebunii, nu pot poseda prin ei înșiși. ci numai prin reprezentanții lor legali. deoarece ei nu au voință, însă minorul emancipat și persoana pusă sub consiliu judiciar, pot poseda și prescrie fără asistența curatorului și consiliului. (Alexandresco, XI, p. 97, text și nota 3).

15. Intenția de a poseda la persoanele morale trebue să se manifeste în persoana reprezentanților lor legali. (Alexandresco, XI, p. 97).

16. Comunele dobândesc și păstrează posesiunea nu numai prin reprezentantul lor legal, ci și prin locuitorii cari o compun. (Huc, XIV, No. 346; Guillouard, Prescription, I, No. 428; Alexandresco, XI, p. 97).

17. Când un terțiu are detențiunea materială a lucrului fără animus, proprietarul păstrează posesiunea dacă a conservat animus de a-l poseda, deoarece posesiunea se păstrează prin simpla intenție de a avea lucrul ca al său. adică mai ușor decât se dobândește și pentru care trebuesc și detențiunea și intențiunea. Astfel, proprietarul nu pierde dreptul de proprietate și acțiunea de revendicare ce-i aparține prin trecere de treizeci ani, dacă nimeni nu a dobândit acest drept prin prescripție, deoarece proprietatea nu se pierde prin neuz. (Duranton, XXI, No. 344; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 369 bis, IV, urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 772, p. 429; Laurent, XXXII, No. 383; Huc, XIV, No. 434; Bufnoir. Propriété et Contrat, p. 179 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 592 urm.; Guillouard, Prescription, II, No. 612, 633; Planiol, I, No 2246; Alexandresco, XI, p. 98, text și nota 1).

18. Servituțile și uzufructul însă se sting prin neuz timp de treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 98, nota 1).

19. Posesiunea unui lucru se păstrează nu numai prin noi înșine, ci și prin alții cari dețin lucrul în numele nostru. (Alexandresco, XI, p. 99).

20. Printre efectele numeroase ale posesiunii, cele mai importante sunt: Posesiunea cu titlu de proprietar face a se presupune proprietatea până la dovada contrară. (Laurent, XXXII, No. 264; Baudry et Tissier, Prescription, No. 233; Planiol, I, No. 2285; 2286; Alexandresco, XI, p. 99, 100).

21. Alt efect, este că lucrurile mobile, afară de vasele plutitoare, se prescriu prin însăși faptul posesiunii, dacă odată cu detențiunea lor, posesorul are un just titlu și bună credință. (Alexandresco, XI, p. 100, 101).

22. Alt efect este că posesiunea dă dreptul posesorului să fie menținut sau reintegrat în posesiunea imobilelor prin ajutorul acțiunilor posesorii. (Alexandresco, XI, p. 101).

23. Alt efect este că posesiunea exercitată în condițiunile prevăzute de lege, conduce la proprietatea imobilelor prin ajutorul prescripției achizitive de 30 ani și chiar 10—20 ani. (Alexandresco, XI, p. 102).

24. Alt efect este că posesiunea exerci-

tată cu bună credinţă face ca posesorul să dobândească şi să câştige proprietatea fructelor chiar necheltuite ci numai culese (Alexandresco, XI, p. 102).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 786, nota 9.

Art. 1847. — Ca să se poată prescrie, se cere o posesiune continuă, neîntreruptă, neturburată, publică[1]) şi sub nume de proprietar, după cum se explică în următoarele articole. (Civ. 622, 623 urm., 1848 urm., 1854 urm., 1863 urm.; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2229).

Text. fr. Art. 2229. — Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique non équivoque, et à titre de propriétaire.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU CONST., *Notă* sub Judec. ocol Ocnele-Mari (Valcea) 36/1925, Jur. Gen. 1926, No. 516;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270; *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Jud. 33/1925;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I; *„Partaj. Diverse chestiuni“*, p. 161;
SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. ocol Herţa-Doroi, 271/1925, Jur. Gen. 1926, No. 413;

Doctrină.

1. Pentru prescripţia achizitivă sau uzucapiune, este necesar un fapt pozitiv din partea acelui care voieşte a o îndeplini, adică posesiunea lucrului corporal sau a dreptului. (Alexandresco, XI, p. 104).

2. Acel care pretinde că a uzucapat, trebueşte să facă dovada faptelor posesiunii sale, fapte care trebuesc să cuprindă folosinţa întreagă a dreptului ce pretinde că a dobândit prin prescripţie, din punctul de vedere al foloaselor pe care poate să le confere dreptul dobândit. (Alexandresco, XI, p. 105).

3. Pentru ca posesiunea să poată duce la dobândirea proprietăţii prin prescripţie, se cere ca ea să fie continuă, neîntreruptă, paşnică, publică şi sub nume de proprietar. Dacă una din aceste condiţiuni lipseşte, posesiunea este viciată şi posesorul nu poate uzucapa. (Alexandresco, XI, p. 105, 106).

4. Art. 2229 c. civ. fr. corespunzător mai cere o condiţie şi anume ca posesiunea să nu fie echivocă, pe care legiuitorul român a înlăturat-o, deoarece este inutilă nefiind o calitate nouă, ci numai confirmarea şi perfecţionarea celorlalte calităţi. (Alexandresco, XI, p. 106, 125; Comp: Troplong, Prescription, I, No. 359; Marcadé, Art. 2229, No. 104; Demante et Colmet de Santerre. VIII, No. 326 bis, IX).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Posesiunea este o stare de fapt care constă în deţinerea în mod exclusiv a unui lucru şi exercitarea asupra lui a aceloraşi fapte materiale de întrebuinţare şi folosinţă, asemănător acelor îndeplinite de proprietar, — iar elementele sale constitutive fiind pe lângă actele materiale sau juridice — care în ansamblul lor constituesc primul element „corpus“ şi mobilul intenţional al aceluia care posedă, de a poseda pentru sine însuşi „animus rem sibi habendi“. Pentru dobândirea posesiunii se cere ca aceste două elemente să fie întrunite în mod simultan şi de îndată ce acestea sunt îndeplinite, posesiunea este câştigată; — iar dacă ulterior actele care constituesc elementul material al posesiunii încetează de a fi exercitate lucrul rămânând mai departe la dispoziţia posesorului — şi deci elementul intenţional de a avea mai departe lucrul ca al său „anino tantum“ se păstrează, — prin acest efect al intenţiunii de a poseda unit cu faptul posibilităţii de a exercita şi elementul de fapt, posesiunea se consideră că nu s'a pierdut şi continuă a fi dobândită aceleeaşi persoane.

Elementul material al posesiunii are a fi cercetat — în afară de criteriul obiceiului local, — dar şi după natura sau destinaţia lucrului — astfel că un teren în suprafaţă aproximativă de 1000 m. p. situat în centrul unui târg — datorită acestui fapt — are destinaţia de a servi ca teren pentru construcţii; — iar faptul că un interval de timp — până când terenul va fi clădit — el serveşte ca livadă sau teren de cultură, prin această vremelnică întrebuinţare destinaţia imobilului nu s'a putut schimba — şi din punct de vedere al faptelor materiale ale posesiunii — acestea nu vor fi cercetate ca pentru posesiunea unui teren arabil, ci ca pentru aceea a unui teren destinat pentru construcţie; astfel, dacă un posesor al

1) In art. francez corespunzător 2229 se zice: *„non équivoque“*.

unui teren destinat pentru a fi clădit plătește taxele către fisc, oferă amatorilor terenul spre vânzare, se interesează ca vecinii să nu-și constitue servituți în detrimentul terenului său, și le oprește pe acelea începute, sau se opune să nu i se cotropească din teren prin construcția unui gard nou, — când este cunoscut de vecinii terenului ca singurul posesor, — prin toate aceste fapte dânsul îndeplinește condițiunile materiale ale posesiunii unui teren destinat pentru a fi clădit. (Trib. Fălticeni, 167 din 1925, Juris. Gen. 1926 No. 249).

2. Exercițiul unei posesiuni întru cât intră în cadrul unei acțiuni posesorii întru cât el se întemeiază pe o posesiune sub nume de proprietar, continuă, neîntreruptă și publică, căci numai aceste condițiuni pot servi de bază prescripțiunii. Prin urmare, valabilitatea unei acțiuni posesorii este a se judeca existența acestor condițiuni esențiale, cari constituesc principiile sigure ale unei posesiuni utile. (Jud. Oc. Rural Ocnele Mari, Vâlcea, Carte de jud. civ. No. 36-925, Jur. Gen. 1926 No. 516).

3. Când instanța de fond deduce din depozițiile martorilor și arătările lor, că reclamantul stăpânește de peste 30 de ani terenul în litigiu și că a locuit în permanență în localitate, constatările instantei sunt suverane. (Cas. I, Complet Dobrogea-Nouă, 2654 din 20 Octomvrie 1925, Pand. Săpt. 8 din 1926).

4. A se vedea: art. 786, nota 9; art. 1851, nota 1; art. 1853, nota 1).

Art. 1848. — Posesiunea este discontinuă când posesorul o exercitează în mod neregulat, adecă cu intermitențe anormale[1]). (Civ. 1847, 1850).

Doctrină.

1. Textul art. 1848 c. civ. rom., nu există în codul civil francez, ci este adăugat de legiuitorul român, după observațiunile lui Marcadé. (Prescription, Art. 2229 urm., No. 80). (Alexandresco, XI, p. 106).

2. Pentru ca posesiunea să poată conduce la prescripțiune, se cere ca ea să fie continuă, adică să fie exercitata în mod regulat fără intermitențe anormale. (Alexandresco, XI, p. 106).

3. Iată un exemplu dat de Marcadé și citat și de Alexandresco: Dacă după ce o persoană s'a folosit regulat de o vie în anii 1900, 1901 și 1902, ea nu a pregătit nici cules recolta ei în anul 1903 și apoi a cultivat-o din nou în anul 1904, posesiunea nu a fost continuă în acești cinci ani, deoarece nu a continuat și în anul al patrulea, așa încât ea nu este utilă pentru prescripție deși această persoană a posedat animo domini, această vie în cursul celor cinci ani. (Alexandresco, XI, p. 106).

4. Pentru ca posesiunea să fie continuă este de ajuns dacă ea se exercită într'un mod rațional după natura lucrului posedat, sau după destinația fondului, dacă este vorba de o servitute, nefiind necesar ca posesiunea să se exercite în mod permanent, în fiecare moment al zilei și al nopții, căci aceasta este imposibil. (Alexandresco, XI, p. 106, 107).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, după natura bunului supus posesiunii, dacă posesiunea a fost sau nu continuă. (Alexandresco, XI, p. 107).

6. Posesiunea este continuă de câte ori ea a fost exercitată în toate cazurile și în toate momentele când ea trebuia exercitată, acea posesie fiind continuă care constitue folosința regulată și normală a lucrului. (Troplong, Prescription, I, No. 338; Marcadé, Art. 2229 urm., No. 90; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 336 bis, II; Laurent, XXXII, No. 275, 276; Baudry et Tissier, No. 239, 240; Guillouard, Prescription, I, No. 442; Planiol, I, No. 2277; Alexandresco, XI, p. 107).

7. Posesiunea nu încetează a fi continuă dacă exercițiul ei a fost împiedecat un oarecare timp printr'un obstacol al naturii. (Troplong, Prescription, I, No. 345; Guillouard, Prescription, I, No. 443; Alexandresco, XI, p. 107).

Art. 1849. — Posesiunea este întreruptă prin modurile și după regulele prescrise în articolele 1863—1873[2]). (Civ. Fr. 1847, 1850, 1863 urm.).

Doctrină.

1. Posesiunea pentru a conduce la dobândirea proprietății prin prescripție, trebuește să fie neîntreruptă, adică să nu fie împiedecată prin faptul unui terț. (Alexandresco, XI, p. 107, 108).

2. Există deosebire între discontinuitate și întrerupere. Discontinuitatea posesiunii constă în intermitențele pe care posesorul

1) Textul art. 1848 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.
2) Textul art. 1849 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

le aduce folosinţei regulate a lucrului, pe când întreruperea posesiunii este faptul unui terţ care desfiinţează pesesiunea. (Alexandresco, XI, p. 108).

3. Posesiunea este întreruptă prin modurile şi după regulele prevăzute în art. 1863—1873 c. civ. rom. (Alexandresco, XI, p. 108).

4. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesiunea a fost sau nu întreruptă. (Alexandresco, XI, p. 108).

Art. 1850. — Continuitatea şi neîntreruperea posesiunii sunt dispensate de probă din partea celui ce invoacă prescripţiunea, în acest sens, că posesorul actual care probează că a posedat într'un moment dat mai înainte, este presupus că a posedat în tot timpul intermediar, fără însă ca aceasta să împiedece proba contrarie[1]). (Civ. 1847—1849; Civ. Fr. 2234).

Text. fr. Art. 2234. — Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

Doctrină.

1. Deoarece este imposibil a se stabili continuitatea posesiunii pe tot timpul fixat de lege, posesorul actual trebueşte să facă dovada că a posedat într'un moment dat mai înainte şi este presupus că a posedat în tot timpul intermediar, până la dovada contrară, care trebueşte făcută de acel care invoacă faptul necontinuităţii şi întreruperei posesiunii. (Guillouard, Prescription, I, No. 447; Alexandresco, XI, p. 108).

2. Dacă posesiunea actuală şi posesiunea veche fac a se presupune, până la dovada contrară, posesiunea intermediară, însă posesiunea veche nu mai face a se presupune posesiunea actuală după cum era în dreptul vechiu francez. (Troplong, Prescription, I, No. 243; Marcadé, Art. 2229 urm., No. 93; Baudry et Tissier, Prescription, No. 248; Guillouard, Prescription, I, N. 448; Alexandresco, XI, p. 108, 109).

3. De asemenea, nu este admisibilă prezumpţia din vechiul drept francez, după care posesorul care făcea dovada posesiunii actuale, producând un titlu în baza căruia îşi exercita posesiunea, era presupus că posedă dela data acestui titlu, însă această împrejurare ar putea fi astăzi invocată de tribunale ca o prezumpţiune simplă, în cazul când este admisă proba testimonială. (Guillouard, Prescription, I, No. 449; Alexandresco, XI, p. 109).

Art. 1851. — Posesiunea este turburată când este fundată sau conservată prin acte de violenţă în contra sau din partea adversarului. (Civ. 1847; Civ. Fr. 2233).

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină.

1. Posesiunea pentru a conduce la dobândirea proprietăţii prin prescripţie, trebueşte să fie neturburată sau paşnică, adică să nu fie întemeiată sau conservată prin acte de violenţă în contra sau din partea adversarului şi să nu fie în cursul ei adeseori turburată prin întreprinderile terţilor, care ar împiedeca liniştea posesorului. (Alexandresco, XI, p. 109, text şi nota 4).

2. Nu numai violenţa fizică, ci şi violenţa morală viciază posesiunea. (Laurent, XXXII, No. 283; Alexandresco, XI, p. 110).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Prin posesiune turburată legiuitorul nu a putut înţelege decât acele posesiuni care încep a fi exercitate printr'o turburare sau violenţă iniţială, sau care în cursul exercitării lor nu s'au putut menţine decât fie prin turburări şi violenţe comise de posesor, fie prin suportarea de către acesta a unor turburări şi violenţe de aşa natură încât ele să constitue o evidentă contestare a însăşi legitimităţii posesiunii, iar nici de cum nu a înţeles să se refere la acele sim-

1) Textul art. 1850 Cod. civ. diferă în redacţiunea sa de art. corespunzător francez, 2234.

ple şi obişnuite turburări de fapt frequente şi inerente oricărei posesiuni, pentrucă o atare interpretare a art. 1847 ar implica consecinţa neadmisibilă ca îndeplinirea condiţiunii în discuţiune impusă posesiunii să depindă de faptele şi atitudinea oricărei terţe persoane şi să fie lăsată la arbitrarul lor.

Sub acest raport, aprecierea de distincţiune a faptelor cari pot constitui sau nu o turburare a posesiunii în sensul legii şi de natură a împiedeca operarea prescripţiunii este de suveranul atribut al instanţelor de fond.

Prin urmare, atunci când în speţă Tribunalul pentru o mai completă cercetare a cauzei arată că posesiunea ce se exercitase de către intimaţi mai mult de 30 ani, a fost expusă în cursul ei după cum califică însăşi instanţa numai unei încercări de turburare de fapt pe care intimaţii însă au înlăturat-o, tot pe cale de fapt, fără nicio consecinţă, prin aceasta ea nu a făcut altceva decât să aprecieze acel fapt ca nefiind de natură să constitue o turburare a posesiunii în sensul art. 1847. (Cas. I, dec. 4523 din 4 Decemvrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1088).

Art. 1852. — Posesiunea este clandestină când posesorul o exercitează în ascuns de adversarul său, încât acesta nu este în stare de a putea să o cunoască[1]). (Civ. 1847).

Doctrină.

1. Posesiunea pentru a conduce la dobândirea proprietăţii prin prescripţie, trebueşte să fie publică sau neclandestină. (Alexandresco, XI, p. 110).

2. Posesiunea este clandestină atunci când posesorul o exercită în ascuns de adversarul său, aşa încât acesta nu este în stare s'o poată cunoaşte, cum ar fi de exemplu când o persoană sapă o pivniţă sub pământul vecinului, fără ca acesta să ştie. (Alexandresco, XI, p. 110, 111).

3. Posesiunea nu este clandestină când acel în drept a putut s'o cunoască, deşi nu a cunoscut-o în realitate. (Laurent, XXXII, No. 286; Alexandresco, XI, p. 111).

4. Posesiunea care era publică la început nu devine clandestină prin faptul că ar înceta să fie aparentă, când natura particulară a lucrului nu comportă o folosinţă publică. (Guillouard, Prescription, I, No. 459; Alexandresco, XI, p. 111; Contra: Troplong, Prescription, I, No. 357).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesiunea a fost publică sau clandestină. (Guillouard, Prescription, I, No. 461; Alexandresco, XI, p. 112).

6. Condiţiunea publicităţii posesiunii este cerută numai pentru imobile iar nu şi pentru lucruri mobile. (Guillouard, Prescription, I, No. 463; Alexandresco, XI, p. 112).

Art. 1853. — Actele ce exercităm sau asupra unui lucru al altuia, sub nume precariu, adecă în calitate de locatari, depozitari, uzufructuari, etc., sau asupra unui lucru comun, în puterea destinaţiunii legale a aceluia, nu constituesc o posesiune sub nume de proprietar.

Tot asemenea este posesiunea ce am exercita asupra unui lucru al altuia, prin simpla îngăduinţă a proprietarului său. (Civ. 116, 117, 517, 622, 624, 728 urm., 1411, 1591, 1847 urm., 1855, 1890; Civ. Fr. 2232, 2236).

Text. fr. Art. 2232. — Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

Text. fr. Art. 2236. — Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

Bibliografie (continuare).

SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Herţa-Dorohoi, 271/1925, Jur. Gen. 1926, No. 413.

1) Art. 1852 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Doctrină.

1. Posesiunea pentru a conduce la dobândirea proprietăţii prin prescripţiune trebueşte să nu fie precară, ci să fie exercitată sub nume de proprietar. (Alexandresco, XI, p. 112).

2. Posesorii cu titlul precar sunt toţi acei care posedă un lucru însă sunt obligaţi să-l restitue, ei neavând o posesiune adevărată ci o simplă detenţiune a lucrului, aşa încât adevăraţii posesori sunt acei pentru cari ei deţin lucrul. (Alexandresco, XI, p. 112).

3. Art. 2236 c. civ. fr. (1853 § 1 c. civ. rom), citează cu titlu de exemplu, ca precarişti, pe locatari sau arendaşi, depozitari şi uzufructuari. (Troplong, Prescription, I, No. 364; Laurent, XXXII, No. 306; Baudry et Tissier, Prescription, No. 304; Alexandresco, XI, p. 113).

4. Uzufructuarul nu este precarist în privinţa dreptului său de uzufruct, ci numai în privinţa dreptului de nudă proprietate (Troplong, Prescription, I, No. 364; Laurent, XXXII, No. 306; Baudry et Tissier, Prescription, No. 304; Alexandresco, XI, p. 113, nota 1).

5. Aceeaşi soluţiune este admisibilă şi în privinţa uzuarului, a beneficiarului unei servituţi, a embaticarului, a superficiarului, etc. (Troplong, Prescription, I, No. 364; Baudry et Tissier, Prescription, No. 304; Alexandesco, XI, p. 113, nota 1).

6. La exemplele de precarişti date de art. 2236 c. civ. fr. (1853 § 1 c. civ. rom.), se mai adaugă următoarele: mandatarii convenţionali şi cei legali; bărbatul administrator al bunurilor dotale ale femeii; sechestrul; creditorul antichrezist; creditorul amanetar; embaticarul; uzuarul şi abitatorul; comodatarul, etc. (Troplong, Prescription, II, No. 477; Guillouard, I, No. 465 urm.; Alexandresco, XI, p. 113).

7. Art. 1853 § 2 c. civ. rom., prevede că posesiunea exercitată asupra lucrului altuia prin simpla îngăduinţă sau toleranţă a proprietarului acelui lucru, nu poate conduce pe posesorul lucrului la prescripţie, deoarece posesiunea nu este exercitată sub nume de proprietar. (Alexandresco, XI, p. 123, 124).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Pe lângă faptul că — posesiunea dobândită se menţine numai prin continuarea existenţei elementului intenţional, că elementul material trebue cercetat în raport cu destinaţia imobilului, — în conformitate cu dispoziţia art. 1853 codul civil actele de îngăduinţă sau de toleranţă nu pot fi valabile pentru începerea unei posesiuni sau a unei prescripţii; — prin asemeni acte se înţeleg acelea, care fiind puţin incomode, proprietarul unui teren le îngădue vecinilor săi, ca o consecinţă a relaţiilor de bună vecinătate, ca de ex.: de a trece pe teren, de a adăpa vitele, de a scoate apă, — aceste acte trebue însă să înceteze de îndată ce proprietarul nu le mai permite; şi chiar dacă le-ar îngădui un timp cât de îndelungat — din această îngăduinţă nu poate rezulta o servitute sau o prescripţie, întru cât aceasta o decide legea pe motivul că în caz contrar fiecare proprietar ar trebui să vegheze mereu şi să nu lase să se îndeplinească niciun act de asemenea natură din partea vecinilor săi, ceea ce ar duce la o continuă bănuială şi la o cauză în plus de stricare a raporturilor în societate. (Trib. Fălticeni, sent. No. 167 din 1925, Jur. Gen. 1926, No. 249).

2. Coproprietarii ca şi moştenitorii, nu pot intenta acţiunea posesorie în complângere sau reintegrare, întru cât nu posedă sub nume de proprietar. (Trib. Romanaţi, s. I, 891 din 14 Iulie 1925, Curier Jud. 43/1925).

3. Este necontestat în drept că, atât antichrezistul, cât şi arendaşul, exercită o simplă detenţiune asupra lucrului primit în folosinţă, iar posesiunea juridică persistă în persoana proprietarului, dela care derivă antichreza sau arendarea. De aceea, acest proprietar continuă să posedă prin precaristul deţinător al lucrului, neputând să i se opună, ca întrerupere de prescripţiuni, detenţiunea precară a arendaşului, sau antichrezistului. (Cas, I, dec. 221 din 13 Ianuarie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1466).

4. Afară de cazurile exceptate de lege, acţiunea posesorie nu poate fi intentată decât de acel care exercită o posesiune în condiţiunile determinate de art. 1846 şi 1847 cod. civ. deci, în primul rând, o posesiune în numele său propriu.

Deci calea acestei acţiuni nu este deschisă şi aceluia care din cauza unui raport contractual, precum e cazul chiriaşului, exercită o posesiune în numele altuia, deci o simplă detenţiune precară (art. 1853 cod. civ.).

Intru cât în speţă, recurenta invoacă în favoarea sa numai calitatea de chiriaşă a chioşcului în litigiu, calitate care nu conferă decât o simplă detenţiune precară, posesiunea exercitând-o proprietarul prin chiriaş, urmează că, pentru valorificarea pretenţiunilor deduse din pretinsul ei contract de închiriere, recurenta nu putea să aibă execiţiul unei acţiuni posesorii nici faţă de chiriaşa actuală a chioşcului şi nici faţă de Prefectura intimată, care este proprietara chioşcului şi în numele căreia posedă chiriaşa actuală şi ar fi posedat şi recurenta dacă ar fi dovedit calitatea ei de chiriaşă. (Cas. I, dec. 2291 din 27 Aprilie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1386).

5. A se vedea: art. 1418, nota 4.

Art. 1854. — Posesorul este presupus că posedă pentru sine, sub nume de[1]) proprietar, dacă nu este probat că a început a poseda pentru altul. (Civ. 1169, 1200, 1202, 1263 urm., 1847, 1850; Civ. Fr. 2230).

Text. fr. Art. 2230. — On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Doctrină.

1. Art. 2230 c. civ. fr. (1854 c. civ rom.), pune principiul că viciul care rezultă din precaritate nu se prezumă. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 280; Laurent, XXXII, No. 341; Baudry et Tissier, Prescription, No. 270, 271; Guillouard, Prescription, I, No. 484; Alexandresco, XI, p. 115).

2. Posesorul care invoacă prescripția nu este obligat să facă dovada că folosința sa nu este sub nume precar, ci cealaltă parte trebuește să facă dovada că posesiunea este precară. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription, civile, No. 280; Laurent, XXXII, No. 341; Baudry et Tissier, Prescription, No. 270, 271; Guillouard, Prescription, I, No. 484; Alexandresco, XI, p. 115).

3. Prezumpțiunea de neprecaritate stabilită de lege în profitul posesorului poate fi combătută prin dovada contrară. (Laurent, XXXII, No. 341; Baudry et Tissier, Prescription, No. 270, 271; Guillouard, Prescription, I, No. 484).

4. Dovada contrară poate rezulta din existența unui titlu din care să se constate caracterul precarității posesiunii. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 271).

5. La caz de îndoială legea presupune că posesorul posedă pentru sine cu titlu de proprietar, afară de cazul când s'ar stabili contrariul. (Alexandresco, XI, p. 115).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Când cineva posedă un imobil, fie în baza unei hotărîri judecătorești, fie a unor acte autentice, este presupus ca proprietar al lui și ca atare garantat în liniștita posesiune; de aceea oricine ar pretinde vreun drept asupra acelui imobil, trebue să-și valorifice pretențiile sale pe calea principală a unei acțiuni în revendicare, neputând pe căi lăturalnice, cum ar fi aceea a punerii în posesie pentru executarea unui act de transacție, la care posesorul nu a luat parte, să scoată din folosința bunului pe acela care-l stăpânește. (Trib. Dolj, s. I, 818 din 23 Decemvrie 1924, Curier Jud. 40/1926).

Art. 1855. — Când posesorul a început a poseda pentru altul, se presupune că a conservat aceeaș calitate, dacă nu este probă contrarie. (Civ. 1169, 1200, 1202, 1847; Civ. Fr. 2231).

Text. fr. Art. 2231. — Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 2231 c. civ. fr. (1855 c. civ. rom.), când posesorul a început a poseda pentru altul, se presupune că a conservat aceeași calitate, posedând cu același titlu. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 351; Suppl., Prescription civile, No. 282; Baudry et Tissier, Prescription, No. 272; Guillouard, Prescription, I, No. 484; Alexandresco, XI, p. 115).

2. Această prezumpțiune poate fi înlăturată prin dovada contrară. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 282; Baudry et Tissier, Prescription, No. 273; Guillouard, Prescription, I, No. 484; Alexandresco, XI, p. 115).

3. Dovada contrară va rezulta din intervertirea titlului. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 282; Baudry et Tissier, Prescription, No. 273).

Art. 1856. — Posesiunea vițiată prin vreuna din cauzele arătate în art. 1847, devine posesiune utilă, îndată ce acel vițiu încetează în vreun mod oarecare. (Civ. 1848 urm.; Civ. Fr. 2233).

1) Din eroare cuvântul „*de*" lipsește în textul oficial. In textul francez el există.

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.
La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină.

1. Art. 1856 c. civ. rom., spre deosebire de art. 2233 c. civ. fr. corespunzător care nu se ocupă decât de violență, prevede orice viciu al posesiunii și dispune că posesiunea viciată prin vreuna din cauzele arătate de lege, devine posesiune utilă pentru uzucapiune, de îndată ce acel viciu a încetat într'un mod oarecare. (Alexandresco, XI, p. 110).

2. Astfel, dacă posesiunea se întemeiază pe acte de violență, viciul ei originar dispare îndată ce violența a încetat. (Alexandresco, XI, p. 110).

3. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă violența a încetat. (Alexandresco, XI, p. 110).

4. Posesiunea care era clandestină la început, devine utilă pentru uzucapiune, de îndată ce ea se manifestă prin acte externe și publice, căci dispare viciul clandestinității. (Alexandresco, XI, p. 111).

Art. 1857. — Posesorul care posedă nu sub nume de proprietar, nu poate să schimbe el însuș, fie prin sine singur, fie prin alte persoane interpuse, calitatea unei asemenea posesiuni. (Civ. 1853, 1856, 1858; Civ. Fr. 2240).

Text. fr. Art. 2240. — On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

Doctrină.

1. Textul art. 1857 c. civ. rom., nu a mai reprodus partea întâi a textului art. 2240 c. civ. fr., care prevede că nu se poate ca cineva să prescrie contra titlului său, deoarece Marcadé, (Prescription, Art. 2240, No. 136) critică această formulă, găsind-o prea absolută. (Alexandresco, XI, p. 116, nota 2).

Art. 1858. — Posesiunea care se exercitează nu sub nume de proprietar, nu se poate schimba în posesiune utilă, decât prin vreunul din următoarele patru moduri:

1. Când deținătorul lucrului primește cu bună credință dela o a treia persoană, alta decât adevăratul proprietar, un titlu translativ de proprietate în privința lucrului ce deține;
2. Când deținătorul lucrului neagă dreptul celui dela care ține posesiunea, prin acte de rezistență la exercițiul dreptului său;
3. Când deținătorul strămută posesiunea lucrului printr'un act cu titlu particular translativ de proprietate, la altul care este de bună credință;
4. Când transmisiunea posesiunii din partea deținătorului la altul se face printr'un act cu titlu universal, dacă acest succesor universal este de bună credință[1]). (Civ. 1855, 1857, 1859, 1861; Civ. Fr. 2238, 2239).

Text. fr. Art. 2238. — Néanmoins les personnes, énoncées dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire. si le titre de leur pessession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

Text. fr. Art. 2239. — Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

1) Alineatul al 4-lea din textul art. 1858, nu există în Codul civil francez.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Art. 1858 c. civ. rom., prevede modurile prin care posesiunea care se exercită nu sub numele de proprietar se poate schimba în posesiune utilă. Prima împrejurare este prin faptul unui terţ, cum ar fi de exemplu, când posesorul precar cumpără lucrul pe care îl deţine dela un terţ pe care îl crede proprietar. In cazul când acel terţ nu este proprietar, posesorul va putea prescrie lucrul, dacă este de bună credinţă şi dacă îl posedă în condiţiunile prevăzute de lege. (Alexandresco, XI, p. 117, 118).

2. Faptul terţului consistă în orice act translativ de proprietate, cum sunt: vânzarea, donaţiunea, legatul, etc. (Alexandresco, XI, p. 118, 119).

3. Impărţeala nu conferă copărtaşului în lotul căruia a căzut bunul, un titlu nou care să facă să dispară precaritatea titlului vechiu, deoarece ea este declarativă iar nu translativă de drepturi. (Troplong, Prescription, II, No. 516; Guillouard, Prescription, I, No. 179; Alexandresco, XI, p. 119).

4. Cumpărătorul nu trebueşte să notifice actul său de cumpărare vechiului proprietar, fiind de ajuns dacă acesta a putut cunoaşte intervertirea titlului posesorului precar. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 851, nota 12, p. 313; Laurent, XXXII, No. 316; Guillouard, Prescription, I, No. 476; Alexandresco, XI, p. 119).

5. Acel care invoacă reaua credinţă a posesorului, va trebui s'o dovedească, deoarece buna credinţă este presupusă. (Alexandreco, XI, p. 119).

6. Cu toate acestea. când arendaşul cumpără lucrul dela altul decât acel dela care l-a luat în arendă, reaua sa credinţă este evidentă, deoarece dacă era diligent şi de bună credinţă trebuia să întrebe pe arendator dacă a încetat a fi proprietar, făcându-i cunoscut propunerea terţului de vânzare. (Alexandresco, XI, p. 119).

7. Un al doilea mod de intervertire a titlului posesorului precar este contradicţia făcută de el dreptului proprietarului dela care deţine lucrul. Astfel, ar fi de exemplu, când arendaşul urmărit pentru plata arendei, refuză a o plăti, pretinzând că este proprietar şi adevăratul proprietar tace timp de treizeci ani, uzucapând astfel fondul. (Troplong, Prescription, II, No. 513; Guillouard, Prescription, I, No. 480; Alexandresco, XI, p. 119, 120).

8. Numai faptele materiale din care rezultă contradicţia, cum ar fi de exemplu isgonirea cu forţa a proprietarului de pe locul arendat, pot fi dovedite cu martori. însă actele juridice din care rezultă contradicţia nu pot fi dovedite decât potrivit dreptului comun. (Troplong, Prescription, II, No. 514; Laurent, XXXII, No. 326; Baudry et Tissier, Prescription, No. 337; Guillouard, Prescription, I, No. 481; Alexandresco, XI, p. 120).

9. Intervertirea titlului posesorului odată stabilită are efect faţă de toată lumea, aşa încât dacă adevăratul proprietar este un altul decât acela dela care emană titlul precar, intervertirea posesiunii va face să curgă prescripţia şi în contra lui. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 344 bis, IV; Laurent, XXXII, No. 322; Baudry et Tissier, Prescription, No. 327; Guillouard, Prescription, I, No. 482; Alexandresco, XI, p. 120, 121).

10. Tribunalele nu pot invoca din oficiu mijlocul tras din intervertirea titlului posesorului. (Baudry et Tissier, Prescription. No. 337; Contra: Guillouard, Prescription, I, No. 483; Comp.: Alexandresco, XI, p. 121).

11. Un al treilea mod de intervertire a titlului posesorului precar, care nu există în dreptul francez, ci este adăugat de legiuitorul român este când posesorul precar strămută proprietatea lucrului posedat, printr'un act cu titlu particular, unui terţ care este de bună credinţă, cum ar fi de exemplu, prin vânzare, donaţiune, legat, etc. In acest caz terţul dobânditor va putea prescrie lucrul prin trecere de 10 sau 20 ani dacă este de bună credinţă. (Alexandresco, XI, p. 121, 122).

12. Un al patrulea mod de intervertire a titlului posesorului, care de asemenea nu există în dreptul francez, este când transmiterea posesiunii se face posesorul precar, printr'un act cu titlu universal şi moştenitorul este de bună credinţă. (Alexandresco, XI, p. 122, 123).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1890, nota 1.

Art. 1859. — In toate cazurile când posesiunea aceluiaş lucru trece pe rând în mai multe mâni, fiecare posesor începe în per-

soana sa o nouă posesiune, fără a distinge dacă strămutarea posesiunii s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros. (Civ. 1858, 4⁰, 1860, 1861).

Doctrină.

1. Orice moştenitor, universal, cu titlu universal sau particular, cum e cumpărătorul, donatarul sau legatarul, nu continuă posesiunea autorului, ci începe în persoana sa o posesiune nouă, putând însă dacă voieşte să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său. (Alexandresco, XI, p. 132).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Art. 315 din codul civil, dispune că adoptatul nu va dobândi niciun drept de moştenire asupra bunurilor rudelor adoptatorului, dar va avea asupra moştenirii adoptatorului aceleaşi drepturi ca şi copiii născuţi din căsătorie, chiar dacă în urma căsătoriei s'ar naşte asemenea copii din căsătorie. Din acest text de lege rezultă că legiuitorul a voit să acorde adoptatului aceleaşi drepturi asupra succesiunii adoptatorului, ca şi ale unui copil născut din căsătorie.

Voinţa exprimată de legiuitor în mod formal prin art. 315 codul civil, ar rămâne fără efect, dacă predecedând adoptatul nu ar putea transmite descendenţilor săi drepturile lui de moştenitor prezumtiv. Deci din interpretarea raţională şi logică a art. 315 rezultă că descendenţii adoptatului au dreptul să moştenească pe adoptator.

Această soluţiune rezultă şi din intenţiunea părţilor şi din însuşi spiritul şi scopul adopţiunii. In adevăr, intenţiunea comună a părţilor şi scopul contractului de adopţiune fiind ca adoptatul să-şi creeze o familie, iar adoptatorul să devie civilmente fiul adoptatorului, nu se poate tăgădui că copiii adoptatului devin şi dânşii, din punctul de vedere al dreptului civil, nepoţi de fiu ai adoptatorului, fără a se nesocoti acea dorinţă şi acel scop esenţial care prezidează la facerea oricărei adopţiuni.

Legătura creată prin adopţiune între adoptator şi copiii adoptatului rezultă şi din dispoziţiunile art. 312—317 codul civil.

In fine, în legislaţiile cari au precedat codului civil, copiii adoptatului intrau în familia adoptatorului şi, în special, în codul Calimach, art. 257 dispune că „între înfiitori şi înfiiţi, cum şi între urmaşii acestora, se păzesc drepturile întocmai ca între cei din naştere legiuiţi părinţi şi fii".

Legiuitorul codului civil nu a abrogat prin art. 1912 codul Calimach decât în părţile în cari el nu este conform regulelor prescrise în noul cod, ori nimic nu dovedeşte că această tradiţiune, în materie de adopţiune, atât de conformă cu obiceiul ţării ar fi întru câtva contrară dispoziţiunilor codului civil. Dimpotrivă această soluţiune este în armonie cu spiritul care a călăuzit pe legiuitorul din 1864 în materie de adopţiune, când a interzis prin art. 146 şi 147 căsătoria între adoptat, adoptatori şi rudele lor.

Aşa fiind şi întru cât, în speţă, Curtea de apel a hotărît că copilul adoptatului n'are drept la succesiunea adoptatorului său şi că, deci, nu a putut continua prescripţia achizitivă începută de tatăl său adoptiv, el a nesocotit dispoziţiunile art. 312-317 şi 359 şi urm., şi 1859 şi urm., codul civil. (Cas. II, dec. civilă No. 359 din 23 Iunie 1925, Jur. Rom. 16 din 1925).

Art. 1860. — Verice posesor posterior are facultatea, spre a putea opune prescripţiunea, să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său. (Civ. 653, 1858, 1859, 1861; Civ. Fr. 2235).

Text. fr. Art. 2235. — Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit a titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Doctrină.

1. Nu este necesar ca aceeaşi persoană să fi posedat imobilul în tot timpul necesar pentru a prescrie, deoarece posesorul actual poate uni posesiunea sa cu aceea a autorului său, indiferent de modul cum i-a succedat, cu titlu oneros sau cu titlu gratuit. (Alexandresco, XI, p. 128).

2. Acest beneficiu este foarte util căci ar fi fost foarte greu ca o persoană să fi posedat ea însăşi, tot timpul cerut pentru a prescrie. (Planiol, I, No. 2673; Alexandresco, XI, p. 128).

3. Dispoziţiunile art. 1860 din cod. civil care arată că orice posesor posterior are facultatea, spre a putea opune prescripţia, să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său, îşi găsesc aplicaţiunea şi în acţiunile posesorii pentru a se putea completa termenul de un an de posesiune cerut de art. 31 din legea judecătoriilor de ocoale, pentru a se putea intenta o acţiune posesorie când turburarea s'a făcut fără

violenţă sau forţă, deoarece acţiunea posesorie are de scop conservarea posesiunii pentru a putea duce la prescripţiunea imobilului posedat. (Dalloz, Rép., Actions possessoires, No. 248; Laurent, XXXII, No. 364; Baudry et Tissier, ed. 3-a, Prescription, No. 356; D. Alexandresco, XI, p. 101, 102, nota 3, în fine; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 135).

4. Prin autorul posesorului se înţelege numai acel care a transmis cu titlu universal sau cu titlu particular, cu titlu oneros sau cu titlu gratuit, un drept asupra imobilului, celui care a obţinut dreptul dela el şi care posedă imobilul; nu se poate înţelege un posesor anterior de la care posesorul actual a uzurpat imobilul, nici cel care a pierdut posesiunea imobilului în urma unei hotărîri prin care s'a admis acţiunea de revendicare a posesorului actual. (Merlin, Répertoire, Prescription, section 1, par. 55, art. 3; Troplong, Prescription, I, No. 448; Marcadé, Art. 2235, No. 3; Dalloz, Rép., Actions possessoires, No. 246; Prescription civile, No. 382 urm..; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, par. 181, p. 134 urm.; Laurent, XXXII, No. 364 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 341 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 891, 892; Alexandresco, XI, p. 128 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 136).

5. Pentru a se putea uni posesiunea posesorului cu aceea a autorului său, trebueşte ca ambele posesiuni să fie una continuarea celeilalte, fără întrerupere civilă sau naturală. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 386; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, par. 181, text şi nota 10, p. 137; Guillouard, Prescription, I, No. 516; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 136).

6. Pentru ca un posesor să aibă dreptul să unească posesiunea sa cu aceea a autorului său şi astfel să poată ajunge la prescripţia achizitivă, nu este de ajuns ca posesiunea sa şi a autorului său să fie de bună credinţă, ci mai este necesar ca această posesiune să fie exercitată în baza unui just titlu; prin urmare, când autorul posesorului, care invoacă prescripţia, nu a posedat în baza unui just titlu sau a posedat pe baza unui titlu care a fost anulat de justiţie, posesorul actual nu are dreptul să unească posesiunea sa cu aceea a autorului său. (Planiol, I, No. 2675; Alexandresco, XI, p. 132 urm.).

Art. 1861. — Dispoziţiunile celor două articole precedente nu deroagă la cele prescrise prin articolul 1858, în ultimul său alineat[1]). (Civ. 1858, 1859, 1860).

Doctrină.

1. Pentru ca posesorul actual să poată uni posesiunea sa actuală cu aceea a autorului său, trebueşte ca acesta din urmă să fi exercitat o posesiune utilă care să conducă la uzucapiune, căci dacă vânzătorul era posesor precar, cumpărătorul nu va putea adăuga la posesiunea sa, posesiunea vânzătorului. Din această cauză art. 1861 c. civ. rom. prevede că dispoziţiile art. 1859 şi 1860 nu derogă dela cele prescrise de art. 1858. (Alexandresco, XI, p. 132).

Art. 1862. — Dacă viţiul posesiunii conzistă în discontinuitatea, în interupţiunea sau în precaritatea sa, vericine are interes ca să nu fie prescripţiunea împlinită, îl poate opune.

Dară clandestinitatea şi turburarea posesiunii sunt viţii numai relative, şi nu pot fi, prin urmare, opuse decât numai de cei în privinţa căror posesiunea a avut asemenea caracter[2]). (Civ. 1847 urm., 1853 urm.).

Doctrină.

1. Textul art. 1862 c. civ. rom., nu există în codul francez, ci este adăugat de legiuitorul român după observaţiile lui Marcadé (Prescription, Art. 2234, No. 101). (Alexandresco, XI, p. 103, nota 1, 114 , nota 5).

2. Viciile precarităţii, discontinuităţii şi întreruperii posesiunii sunt vicii reale şi perpetui, care există faţă de ori cine şi deci împiedecă pe posesor a şi opune posesiunea sa nu numai aceluia pentru care el posedă, ci oricărei alte persoane: de aceea oricine are interes ca prescripţia să nu fie îndeplinită poate opune aceste vicii. (Guillouard, Prescription, I, No. 470; Alexandresco, XI, p. 114, 115).

1) Art. 1861 nu are echivalentul său în Codul civil francez.
2) Art. 1862 nu are echivalentul său în Codul civil francez.

3. Clandestinitatea și turburarea posesiunii sunt vicii pur relative și nu pot deci fi opuse decât numai de acei în privința cărora posesiunea a avut asemenea caractere. (Alexandresco, XI, p. 110, 112, 114, 115).

CAPITOLUL III.

Despre cauzele cari întrerup sau cari suspend cursul prescripțiunii.

Secțiunea I. — *Despre cauzele cari întrerup prescripțiunea.*

Art. 1863. — Prescripțiunea poate fi întreruptă sau în mod natural sau în mod civil. (Civ. 1847, 1849, 1864 urm,; C. com. 946; L. propr. liter. (Mon. Of. 68/923) art. 45; Civ. Fr. 2242).

Text. fr. Art. 2242. — La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Doctrină.

1. Intre întreruperea prescripției și suspendarea prescripției există deosebiri, deoarece întreruperea șterge cu totul trecutul și face să se piardă beneficiul timpului trecut înainte de actul întrerupător iar prescripția achizitivă sau liberatorie, ce va putea să se îndeplinească pe urmă, va fi o prescripție nouă, începând dela actul de întrerupere, pe când suspendarea nu face decât să oprească cursul prescripției până la încetarea cauzei de suspendare iar după trecerea ei, va reîncepe să curgă vechea prescripție. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 465, 684; Laurent, XXXII, No. 77; Baudry et Tissier, Prescription, No. 365; Guillouard, Prescription, I, No. 89, 178; Planiol, I, No. 2697, 2698; Alexandresco, XI, p. 142).

2. O altă diferență este că întreruperea are câteodată de efect să schimbe condițiunile și termenele prescripției, pe când suspendarea nu schimbă nici condițiile nici termenele, ci după încetarea cauzei de suspendare, reîncepe a curge vechea prescripție. (Guillouard, Prescription, I, No. 89, 178).

3. Interuperea naturală este aceea care rezultă din pierderea posesiunii de către detentor care era în curs de a prescrie. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 465; Guillouard, Prescription, I, No. 183; Alexandresco, XI, p. 143).

4. Intreruperea civilă este acea care rezultă dintr'un fapt juridic care constă fie din o înterpelare adresată de către creditor sau proprietar, în formele prevăzute de lege, fie din recunoașterea din partea debitorului sau posesorului, a drepturilor celui în contra căruia începuse a curge prescripția. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 465; Alexandresco, XI, p. 143).

5. Intre aceste două feluri de întreruperi există deosebiri, deoarece întreruperea naturală a prescripției profită tuturor celor interesați, pe când întreruperea civilă nu profită, în general, decât acelui care a făcut-o, după cum nici nu păgubește decât pe acel în contra căruia este făcută. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 349 bis; Huc, XIV, No. 382; Guillouard, Prescription, I, No. 180; Planiol, I, No. 2682; Alexandresco, XI, p. 144, 145).

6. O altă deosebire este că întreruperea naturală nu se aplică decât la prescripția achizitivă, pe când întreruperea civilă se aplică atât prescripției achizitive cât și prescripției liberatoare sau extinctive. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 310; Baudry et Tissier, Prescription, No. 468; Guillouard, Prescription, I, No. 181; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 349 bis; Laurent, XXXII, No. 78, 84; Alexandresco, XI, p. 144).

7. Cu toate acestea în materie de servituți personale sau reale, prescripția liberatorie care rezultă din neuz poate fi întreruptă prin faptul material al exercițiului acestor servituți. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 468, 475; Guillouard, Prescription, I, No. 181; Alexandresco, XI, p. 144, nota 3, 145).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. *In fapt:* La acțiunea în revendicare intentată de intimat în calitate de cumpărător al unui imobil dela Primăria Constanța, recurentul a spus că, dânsul stăpânind acel imobil încă de pe vremea turcilor, prescripția extinctivă, începută de atunci, dar care nu s'a îndeplinit până la data când Dobrogea veche a trecut la țara românească, ar fi continuat și sub imperiul dominațiunii române și s'ar fi îndeplinit în acest timp. Respingere.

In drept: Potrivit art. 1 legea din 1882 pentru regularea proprietății imobiliare în Dobrogea, dela data promulgării acestei legi, proprietatea de orice natură din acea parte a țării se dobândește, conservă, transmite și pierde conform legilor din țara românească.

Din aceste dispozițiuni, rezultă că dela arătata dată prescripția extinctivă ce s'ar fi început contra comunii sub stăpânirea turcă, pe lângă că a fost întreruptă, nu mai

putea avea niciun efect pentru viitor şi recurentul şi autorul său nu putea dobândi prin prescripţie bunul în discuţiune decât începând o nouă posesiune în condiţiunile cerute de condica civilă pentru a putea duce la dobândirea proprietăţii lui, ceea ce constată instanţa de fond că nu a putut avea loc din cauza precarităţii posesiunii autorului, recurentului. (Cas. I, dec. 2842 din 31 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1331).

Art. 1864. — Este întrerupere naturală:

1. Când posesorul este şi rămâne lipsit, în curs mai mult de un an, de folosinţa lucrului, sau de către vechiul proprietar, sau de către o a treia persoană;

2. Când lucrul este declarat neprescriptibil în urmarea unei transformări legale a naturei sau destinaţiunii sale. (Civ. 1863; Civ. Fr. 2243).

Text. fr. Art. 2243. — Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Doctrină.

1. Este întrerupere naturală a prescripţiei când posesorul este şi rămâne lipsit în curs mai mult de un an de detenţiunea lucrului, fie de către vechiul proprietar, fie de un terţ care nu are niciun drept. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 466; Baudry et Tissier, Prescription, No. 469; Guillouard, Prescription, I, No. 183; Planiol, I, No. 2680; Alexandresco, XI, p. 145).

2. Deposedarea în curs de un an aduce întreruperea naturală a posesiei, indiferent dacă ea s'a făcut cu ştinţa sau fără ştiinţa posesorului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 471 bis; Guillouard, Prescription, I, No. 189).

3. Pentru ca să existe întreruperea naturală a prescripţiei, trebueşte ca posesorul să fie lipsit în mod absolut de tot lucrul, ea neputând rezulta din simple întreprinderi asupra acestui lucru. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 471).

4. Intreruperea naturală nu poate avea loc dacă posesorul este împiedecat chiar mai mult de un an să se folosească de lucru, printr'un caz de forţă majoră, cum ar fi de exemplu o inundaţie. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 350 bis, VI; Laurent, XXXII, No. 83; Baudry et Tissier, Prescripition, No. 427; Guillouard, Prescription, I, No. 190; Alexandresco, XI, p. 146; Contra: Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 471).

5. Simpla încetare voluntară a folosinţei detentorului, nu constitue o întrerupere naturală a prescripţiei, ci are de rezultat numai să facă posesiunea discontinuă şi deci viciată pentru prescripţie. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 350 bis; IV; Laurent, XXXII, No. 79; Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 469, 473; Suppl., Prescription civile, No. 308; Baudry et Tissier, Prescription, No. 471; Guillouard, Prescription, I, No. 184, 186; Comp.: Alexandresco, XI, p. 145, 146).

6. Când posesorul abdică în mod voluntar posesiunea sa, după o părere dominantă există întrerupere naturală, deoarece posesiunea nu poate să existe când lipseşte animus domini. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 466; Suppl., Prescription civile, No. 308; Baudry et Tissier, Prescription, No. 473; Guillouard, Prescription, I, No. 185; Planiol, I, No. 2680; 2681; Alexandresco, XI, p. 146, nota 1; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 350; bis, III, V: Laurent, XXXII, No. 80; Huc, XIV, No. 384).

7. Pentru ca să existe întrerupere naturală a prescripţiunei, trebueşte ca posesorul să fie lipsit de posesiune cel puţin un an îndeplinit. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 467; Guillouard, Prescription, I, No. 188).

8. Prescripţiunea este întreruptă şi chiar pierdută printr'un eveniment de forţă majoră, atunci când acest eveniment face să intre lucrul în domeniul public şi să devie neprescriptibil. (Troplong, Prescription, II. No. 551; Guillouard, Prescription, I, No. 190; Alexandresco, XI, p. 147).

9. Intreruperea naturală a unei servituţi are loc atunci când proprietarul servituţii. în curs de a prescrie, face acte din care rezultă că el exercită această servitute. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 466).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Prin turburare de posesie, care să poată întrerupe prescripţia achizitivă, trebue înţeles o turburare şi violenţă de aşa natură, încât să constitue o evidentă contestare a însăşi legitimităţii posesiunii. (Cas. I. 4523 din 4 Decemvrie 1925. Pand. Săpt. 21 din 1926, Pand. Rom. 1926, III, 130).

Art. 1865. — Intreruperea civilă se operă:

1. Printr'o cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanţă, sau numai incidentă într'o instanţă deja începută;

2. Printr'un act începător de executare, precum sechestrul *(saisie)*, sau cererea execuţiunii unui titlu, cărui legea recunoaşte puterea executorie;

3. Prin recunoaşterea de către debitor sau posesor a dreptului celui în contra cărui prescrie. (Civ. 1189 urm., 1204 urm., 1863, 1867, 1905; Civ. Fr. 2244, 2248).

Text. fr. Art. 2244. — Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

Text. fr. Art. 2248. — La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Intreruperea civilă este aceea care rezultă din acte speciale comunicate acelui care prescrie. (Alexandresco, XI, p. 149).

2. Intreruperea civilă se aplică nu numai prescripţiei în materie civilă ci şi celei în materie comercială. (Alexandresco, XI, p. 149).

3. Intreruperea civilă se aplică atât prescripţiei achizitive cât şi prescripţiei liberatorii. (Alexandresco, XI, p. 149).

4. Intreruperea civilă se aplică şi prescripţiilor scurte de şase luni şi de un an, intervertindu-le şi înlocuindu-le prin prescripţia de treizeci ani. (Mourlon, III, No. 1972; Laurent, XXXII, No. 531; Huc, XIV, No. 478; Aubry et Rau, VIII, § 774, p. 446; Baudry et Tissier, Prescription, No. 755; Guillouard, Prescription, II, No. 768; Planiol, II, No. 675; Alexandresco, XI, p. 149, 308, 309).

5. Cazurile când prescripţia poate fi întreruptă sunt arătate de lege în mod limitativ. (Alexandresco, XI, p. 149).

6. Asfel, nu constituesc acte întrerupătoare de prescripţiune, somaţiile judiciare făcute prin portărei. (Alexandresco, XI, p. 149).

7. De asemenea, nici îndeplinirea unor măsuri pur conservatorii cum ar fi de exemplu, o cerere de punere a peceţilor. (Huc, XIV, No. 385; Baudry et Tissier, Prescription, No. 477 urm.; Alexandresco, XI, p. 149).

8. De asemenea, nici notificarea cesiunii unei creanţe făcute debitorului de către cesionarul ei. (Laurent, XXXII, No. 111; Huc, Cession, II, No. 375; Baudry et Tissier, Prescription, No. 480; Guillouard, Prescription, I, No. 207; Alexandresco, XI, p. 150).

9. Intreruperea civilă se îndeplineşte. în primul rând, prin o acţiune introductivă de instaţă, fie principală, fie incidentală într'o instanţă începută, cum ar fi o cerere reconvenţională, o cerere de intervenţie sau o cerere de chemare în judecată, care sunt adevărate cereri în judecată. (Alexandresco, XI, p. 150, 151).

10. O simplă petiţie, prin care nu se formulează nicio pretenţie şi care nu cuprinde decât o simplă declaraţie nu poate întrerupe prescripţia, deoarece nu constitue o cerere în judecată nici principală. nici incidentă. (Alexandresco, XI, p. 151).

11. De asemenea, o cerere de anchetă in futurum nu întrerupere prescripţia deoarece nu are caracter contencios. (Alexandresco, XI, p. 152).

12. Intrerupe precripţia o cerere de declarare în stare de faliment şi chiar o cerere de a se admite o creanţă la pasivul falimentului. (Troplong. Prescription, II,

No. 719; Baudry et Tissier,, Prescription, No. 487; Alexandresco, XI, p. 153).

13. De asemenea, intervenţia creditorului la împărţeala unei succesiuni în care figurează debitorul său. (Alexandresco, XI, p. 153).

14. Intreruperea civilă a prescripţiei are loc în al doilea rând, potrivit art. 1865-2° c. civ. rom. şi prin sechestru sau orice urmărire şi chiar prin o simplă cerere de executare a unui titlu executor, comunicată debitorului. (Alexandresco, XI, p. 160).

15. Poprirea, fiind un mijloc de executare, când se face în baza unui titlu executor, întrerupe prescripţia. (Troplong, Prescription, II, No. 570; Laurent, XXXII, No. 115; Baudry et Tissier, Prescription, No. 520; Guillouard, Prescription, I, No. 240; Alexandresco, XI, p. 160).

16. Comandamentul, fiind un început de executare, întrerupe prescripţia. (Alexandresco, XI, p. 160, 161).

17. Intreruperea prescripţiei prin acte de executare, are loc mai ales în materie de prescripţie liberatorie sau extinctivă. (Alexandresco, XI, p. 161).

18. Intreruperea civilă a prescripţiei are loc în al treilea rând, potrivit art. 1865-3° c. civ. rom., prin recunoaşterea din partea acelui care prescrie, posesorul sau debitorul, a dreptului aceluia în contra căruia se prescrie. (Alexandresco, XI, p. 161, 162).

19. Această recunoaştere poate fi expresă sau tacită întru cât nu e supusă unei formalităţi speciale. (Huc, XIV, No. 402; Guillouard, Prescription, I, No. 247; Planiol, II, No. 665; Alexandresco, XI, p. 162).

20. Recunoaşterea expresă nu este supusă unei forme speciale. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 529; Alexandresco, XI, p. 162).

21. Recunoaşterea poate rezulta din o scrisoare şi poate fi chiar verbală. (Alexandresco, XI, p. 162, 163).

22. Dovada recunoaşterii se va face potrivit dreptului comun. (Guillouard, Prescription, I, No. 247; Alexandresco, XI, p. 163).

23. Acel care invoacă recunoaşterea, adică proprietarul sau creditorul, va trebui să facă dovada ei. (Alexandresco, XI, p. 163, 166; Comp.: Baudry et Tissier, Prescription, No. 538).

24. Admiterea unei creanţe la pasivul falimentul, operează recunoaşterea, ca şi înscrierea ei în bilanţul depus de falit. (Troplong, Prescription, II, No. 719; Alexandresco, XI, p. 163).

25. Recunoaşterea este tacită când debitorul plăteşte o parte din datorie sau procentele fără nicio discuţiune de protestare, (Huc, XIV, No. 402; Baudry et Tissier, Prescription, No. 530; Guillouard, Prescription, I, No. 335; II, No. 778; Alexandresco, XI, p. 163).

26. De asemenea, există recunoaştere tacită când debitorul asigură plata datoriei sale prin darea unui amanet sau unei fidejusiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 434, p. 714; Baudry et Tissier, Prescription, No. 530; Troplong, Prescription, II, No. 618; Laurent, XXXII, No. 129; Planiol, II, No. 2462; Alexandresco, XI, p. 164).

27. Oferta reală făcută de debitor, chiar fără consemnarea datoriei, constitue o recunoaştere a datoriei care întrerupe prescripţia. (Guillouard, Prescription, I, No. 249; Alexandresco, XI, p. 164).

28. Declaraţia unei datorii făcută de debitor într'un inventar, faţă de creditor, operează întreruperea. (Alexandesco, XI, p. 164, 165).

29. Recunoaşterea dreptului aceluia în contra căruia se prescrie, este un act unilateral, care nu are nevoie să fie acceptată de creditor, fiind suficient dacă el nu o respinge. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 847, nota 20, p. 302; Laurent, XXXII, No. 126, 128; Huc, XIV, No. 401; Baudry et Tissier, Prescription, No. 528; Alexandresco, XI, p. 165).

30. Pentru a putea face recunoaşterea, se cere ca debitorul sau posesorul să aibă capacitatea de a dispune de dreptul ce se recunoaşte. Aceasta însă numai în privinţa prescripţiei achizitive şi a prescripţiei liberatorii de drepturi reale, iar nu şi în privinţa prescripţiei liberatorii de drepturi personale pentru care poate face o recunoaştere valabilă oricine are administraţia bunurilor sale şi oricine are administraţia bunurilor altuia. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 355 bis, III;' Huc, XIV, No. 403; Baudry et Tissier, Prescription, No. 536, 537; Guillouard, Prescription, II, No. 252; Alexandresco, XI, p. 165, 166; Comp.: Laurent, XXXII, No. 124 urm.).

31. Actul sub semnătură privată cuprinzând recunoaşterea, pentru a fi opozabil terţilor, trebueşte să aibă data certa. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 538; Guillouard, Prescription, I, No. 255; Alexandresco, XI, p. 166).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. a) Faptul că soţul unui comoştenitor, obţinând autorizaţia Primăriei, face reparaţiuni la un imobil succesoral, fără ca ceilalţi comoştenitori să se împotrivească, trebueşte privit ca un act de posesiune care întrerupe prescripţia de 30 ani, pentru a se reclama drepturile de moştenire prevăzute de art. 700 c. c.;

b) Faptul arătat mai sus, neîmpotrivirea la facerea reparaţiilor, mai constituind o recunoaştere a dreptului de proprietate, în sensul art. 1863 şi 1865 c. civil, este o întrerupere civilă de prescripţie. (C. Apel Bucureşti, s. IV, 31 din 30 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel 6/1926).

2. Deşi obiectul acţiunii principale era

numai partajul și numai acel al acțiunii modificatoare era anularea actului, totuși prima acțiune întrerupe prescripția. (C. Apel București, s. II, 34 din 13 Februarie 1926, Bul. C. Apel, 10/1926).

3. A se vedea: art. 700, nota 2.

Art. 1866. — Efectele întreruperii prescripțiunii prin vreunul din modurile naturale sunt absolute; întreruperea civilă, afară de excepțiunile cuprinse în articolele 1872 și 1873 și altele asemenea, nu folosește decât celuia ce o face și nu vatămă decât celui contra cărui se face[1]). (Civ. 1864 urm., 1867 urm.).

Doctrină.

1. Intreruperea naturală a prescripției își produce efectele față de toată lumea, adică ea profită tuturor celor interesați. (Demante et Colmet, de Santerre, VIII, No. 349 bis; Huc, XIV, No. 382, 384; Guillouard, Prescription, I, No. 180; Laurent, XXXII, No. 144; Baudry et Tissier. Prescription, No. 555, 556; Planiol, I, No. 2682; Alexandresco, XI, p. 144, 145, 168).

2. Intreruperea civilă a prescripției nu profită, în general, decât acelui care a făcut-o, după cum nici nu păgubește decât pe acel în contra căruia este făcută. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 349 bis; Huc, XIV, No. 382; Guillouard, Prescription, I, No. 180; Planiol, I, No. 2682; Alexandresco, XI, p. 144, 145, 168).

3. Astfel, întreruperea civilă a prescripției făcută unui codebitor proprietar indiviz al ipotecii, de către creditorul ipotecar, nu are efect față de ceilalți codebitori și coproprietari. (Alexandresco, XI, p. 168).

4. De asemenea, acțiunea în revendicare introdusă de un moștenitor numai pentru partea sa personală, nu întrerupe prescripția față de terțul posesor, decât pentru partea revendicată. (Baudry et Tissier, Precription, No. 556; Alexandresco, XI, p. 168, 169).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 700, nota 2.

Art. 1867. — Intreruperea, fie civilă fie naturală, șterge cu totul verice prescripțiune începută înaintea sa; în nici un caz acea prescripțiune nu mai poate fi continuată. Posesorul sau debitorul pot începe o nouă prescripțiune după ce actele constitutive de întreruptiune încetează, conform naturii lor și regulilor aci mai jos stabilite[2]). (Civ. 1864, 1966, 1868).

Doctrină.

1. Intreruperea prescripției are de efect că timpul posesiunii anterior întreruperii este complet șters și nu se socotește pentru prescripție. (Dalloz Rép., Prescription civile, No. 465; Guillouard, Prescription, I, No. 178).

2. Prescripția întreruptă reîncepe din ziua când detentorul a reluat lucrul în posesiune. (Dalloz, Rép., Prescription, civile, No. 472).

3. Această nouă prescripție este supusă acelorași regule și condițiuni ca și vechea prescripție. (Dalloz, Rép., Prescription, civile, No. 472).

4. Cu toate acestea, dacă este vorba de o prescripție care se îndeplinea prin zece sau douăzeci ani, cu just titlu și bună credință, dacă în timpul întreruperii a survenit o împrejurare care înlătură buna credință, prescripția nouă nu se poate îndeplini decât prin treizeci ani. (Dalloz, Rép., Prescription civile, No. 472).

5. In cazul când posesiunea a fost uzurpată de un terț, detentorul în curs de prescripție poate face acțiune posesorie și dacă câștigă în această acțiune, el va fi considerat că nu a pierdut niciodată posesiunea și întreruperea va fi ștearsă. (Báudry et Tissier, Prescription, No. 469; Planiol, I, No. 2681).

Art. 1868. — Cererea făcută în judecată nu va putea întrerupe prescripțiunea decât dacă va fi încuviințată de judecătorie prin hotărîre de nerevocabilă autoritate.

1) Textul art. 1866 nu există în Codul civil francez.
2) Textul art. 1867 nu există în Codul civil francez.

In cazul acesta, nicio prescripţiune nu poate curge dela formarea cererii în judecată şi până la pronunţarea unei asemenea hotărîri[1]). (Civ. 1200, 1201, 1865, 1869, 1870, 1871; Pr. civ. 376; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme,
Si le demandeur se désiste de sa demande,
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée,
L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină.

1. Intreruperea prescripţiei durează cât ţine procesul. (Alexandresco, XI, p. 153).

2. Cererea în judecată nu-şi va produce efectul întrerupător de prescripţie decât dacă a fost admisă printr'o hotărîre definitivă, căci dacă cererea este respinsă ea nu produce acest efect. (Alexandresco, XI, p. 153, 154).

Art. 1869. — Dacă cel ce a format cererea în judecată lasă să se perimeze acea acţiune a sa prin nelucrare; dacă se dezistă de acea cerere pentru vericare alt motiv, afară de nulităţi de formă sau de necompetinţa instanţii către care o a fost făcut, nicio întrerupere de prescripţiune nu poate fi. (Civ. 1865, 1868, 1870; Pr. civ. 257, 258, 260; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme,
Si le demandeur se désiste de sa demande,
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée,
L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină.

1. Cererea în judecată nu produce efect întrerupător de prescripţie, dacă a fost perimată. (Alexandresco, XI, p. 154, 155).

2. De asemenea, cererea în judecată nu produce efect întrerupător dacă reclamantul s'a dezistat dela ea. (Alexandresco, XI, p. 155).

Art. 1870. — Cererea în judecată întrerupe prescripţiunea, după regulile cuprinse în articolul 1868 şi 1869, chiar în cazul când este adresată la o instanţă judecătorească necompetinte, şi chiar dacă este nulă pentru lipsă de forme. (Civ. 1868, 1869, 1871; Pr. civ. 108, 109, 111; Civ. Fr. 2246).

Text. fr. Art. 2246. — La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent interrompt la prescription.

Bibliografie (continuare).

VÂRGOLICI CEZAR, *Notă* sub C. Apel Iaşi S. I, 16 Octomvrie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 15.

Doctrină.

1. Cererea în judecată, când nu este perimată sau prescrisă şi nici reclamantul nu s'a dezistat dela ea, întrerupe prescripţia, chiar dacă a fost adresată unei instanţe incompetentă, oricare ar fi natura incompetenţei, ratione materiae sau

[1]) Textul art. 1868 diferă în redacţiunea sa de art. corespunzător Francez 2247.

ratione personae, şi când este nulă pentru lipsă de forme, sub condiţia de a fi urmată de o hotărîre definitivă favorabilă reclamantului, ceea ce nu poate avea loc decât în urma unei alte cereri făcută înainte de perimare în buna şi cuvenita formă. (Alexandresco, XI, p. 159).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Prin nulităţi de formă în sensul art. 1870 c. civ., se înţeleg nu numai nulităţile de procedură care trebuesc propuse in limine litis şi se acopăr dacă sunt propuse după apărarea în fond (art. 111 pr. civ.), ci orice nulităţi de formă, oricare ar fi efectele lor şi din orice lege ar decurge, căci textul este general şi nu face nicio deosebire; aşa fiind, dispoziţiunea art. 1870 c. civ. este aplicabilă şi nulităţilor prevăzute în legea timbrului ca sancţiune pentru neîndeplinirea formalităţilor relative la regulata timbrare a actelor de procedură (art. 50).

Prin urmare, în speţă, prima acţiune fiind anulată ca netimbrată iar cea de a doua acţiune fiind introdusă imediat după anularea primei acţiuni, prescripţiunea stabilită de art. 956 c. com. a fost întreruptă conform art. 1870 şi 1871 c. civ. (C. Apel Iaşi, s. II, Jurnal 16 Octomvrie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 15).

Art. 1871. — In cazurile prevăzute în articolul precedent, prescripţiunea nu va fi întreruptă decât dacă cel interesat va fi făcut, mai înainte de hotărîrea de peremţiune ce ar putea fi pronunţată în contra sa, o nouă cerere în bună şi cuvenită formă şi dacă aceasta după urmă cerere se va fi încuviinţat, după cum se arată la articolul 1868[1]). (Civ. 1868, 1870; Pr. civ. 257, 376).

Bibliografie (continuare).

VÂRGOLICI CEZAR, *Notă* sub C. Apel Iaşi S. II, 16 Octomvrie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 15.

Doctrină.

1. Cererea în judecată când nu este perimată sau prescrisă şi nici reclamantul nu s'a dezistat dela acţiunea sa, întrerupe prescripţia chiar dacă a fost adresată unei instanţe incompetente, oricare ar fi natura incompetenţei, ratione personae sau ratione materiae, şi când este nulă pentru lipsă de forme, sub condiţia de a fi urmată de o hotărîre definitivă favorabilă reclamantului, ceea ce nu poate avea loc decât în urma unei alte cereri făcută înainte de perimare, în bună şi cuvenita formă. (Alexandresco, XI, p. 159).

2. Cererea nouă poate fi făcută chiar în urma hotărîrii de declinare de competenţă sau de anulare pentru lipsă de forme. (Alexandresco, XI, p. 160).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1870, nota 1.

Art. 1872. — Intreruperea civilă a prescripţiunii, făcută în contra unui din debitorii solidari, are efect în contra tuturor celorlalţi codebitori ai săi.

Intreruperea civilă făcută în contra unui din moştenitorii unui debitor solidar[2]), nu are efect în contra celorlalţi comoştenitori, chiar dacă creanţa ar fi ipotecară, dacă obligaţiunea nu este nedivizibilă. Asemenea întrerupere nu are efect în contra codebitorilor debitorului defunct, decât în măsura părţii de obligaţiune a moştenitorului contra cărui s'a făcut întreruperea.

Spre a întrerupe prescripţiunea în contra acelor codebitori, trebue o întrerupţiune făcută în contra tuturor moştenitorilor de-

---

1) Textul art. 1871 nu există în Codul civil francez.
2) Art. francez corespunzător 2249 al. II adaugă: *„ou la reconnaissance de cet héritier"*

bitorului defunct[1]). (Civ. 112, 642, 973, 1039, 1045, 1052, 1062: C. com. 946; Civ. Fr. 2249).

Text. fr. Art. 2249. — L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Doctrină.

1. Principiul că întreruperea civilă a prescripţiei nu se întinde dela o persoană la altă persoană suferă trei excepţii cu privire la solidaritate, indivizibilitate şi fidejusiune. (Alexandresco, XI, p. 169).

2. Astfel, întreruperea civilă făcută în privinţa unuia dintre debitorii solidari, întrerupe prescripţia în privinţa celorlalţi debitori. (Alexandresco, XI, p. 169).

3. Interuperea civilă a prescripţiei făcută în privinţa unuia dintre moştenitori, nu întrerupe prescripţia în privinţa celorlalţi moştenitori. (Alexandresco, XI, p. 169).

4. Intreruperea civilă a prescripţiei făcută în privinţa unuia din moştenitorii unui codebitor solidar defunct, va întrerupe prescripţia în privinţa celorlalţi codebitori solidari, însă numai pentru partea acelui moştenitor. (Alexandresco, XI, p. 170).

5. Astfel, pentru a lua un exemplu citat de Alexandresco, după Thiry (IV, No. 604, p. 529): Dacă presupunem trei codebitori solidari ai unei datorii de 9000 lei şi că unul din ei a murit lăsând trei moştenitori, datoria se împarte între aceştia, fiecare fiind obligat a plăti câte 3000 lei. In asemenea caz, întreruperea civilă adresată unuia din moştenitori îşi produce efectele sale în privinţa debitorilor supravieţuitori pentru 3000 lei. (Alexandresco, XI, p. 170).

6. Cele ce s'au spus în privinţa solidarităţii pasive din partea debitorilor se aplică şi solidarităţii active din partea creditorilor, după cum rezultă din art. 1199 şi 1056 c. civ. fr. (1036 şi 1038 c. civ. rom.). (Alexandresco, XI, p. 170).

7. Dacă datoria este indivizibilă, fiecare debitor sau chiar fiecare moştenitor al debitorului, fiind obligat pentru tot, întreruperea civilă a prescripţiei făcută în privinţa unuia din debitori sau în privinţa unuia din moştenitorii debitorului, întrerupe prescripţia pentru tot, faţă de ceilalţi codebitori sau comoştenitori. (Alexandresco, XI, p. 170).

8. A se vedea: art. 1036 şi 1045 din codul civil cu notele respective.

Art. 1873. — Intreruptiunea civilă a prescripţiunii făcută în contra debitorului principal[2]), are efecte şi în contra cauţiunii.

Intreruperea făcută în contra cauţiunii nu poate opri cursul prescripţiunii datoriei principale[3]). (Civ. 1652, 1679; C. com. 946; Civ. Fr. 2250).

Text. fr. Art. 2250. — L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

Doctrină.

1. Intreruperea civilă a prescripţiei în contra debitorului principal îşi produce efect şi în contra fidejusorului, prin aplicarea principiului că accesoriul urmează principalul. (Alexandresco, XI, p. 170, 171).

2. Dispoziţiunile art. 1873 § 1 c. civ. rom. nu se aplică unui terţ detentor. (Alexandresco, XI, p. 171).

---

1) Art. francez corespunzător 2249 al IV adaugă: „*ou la reconnaissance de tous ces héritiers*".
2) Art. francez corespunzător 2250 adaugă: „*ou sa reconnaissance*".
3) Textul ultimului alineat al art. 1873 lipseşte în Codul civil francez.

3. Intreruperea civilă a prescripţiei făcută în contra fidejusorului, nu are efect faţă de debitorul principal, chiar dacă fidejusorul ar fi obligat solidar.. (Alexandresco, XI, p. 171).

4. Intreruperea civilă a prescripţiei făcută în contra unuia dintre cofidejusori, nu are efect faţă de ceilalţi cofidejusori. (Alexandresco, XI, p. 171, 172).

Secţiunea II. — *Despre cauzele care suspendă cursul prescripţiunii.*

Art. 1874. — Suspensiunea opreşte cursul prescripţiunii pe timpul cât durează, fără însă a o şterge pentru timpul trecut [1]). (Civ. 1875 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepţionale (Mon. Of. 217/1914), Art. 3—6).

Doctrină.

1. Efectul suspendării este de a opri cursul prescripţiei din momentul întâmplării evenimentului care a produs-o, prescripţia reîncepând a curge de câte ori cauza suspendării a încetat şi timpul cât prescripţia a curs înaintea producerii cauzei suspendării se uneşte cu timpul ce curge după încetarea acestei cauze. (Laurent, XXXII, No. 77; Baudry et Tissier, Prescription, No. 415; Guillouard, Prescription, I, No. 172; Planiol, I, No. 2679; Alexandresco, XI, p. 142, 143, 172, 202, 203).

2. In principiu, beneficiul suspendării nu poate fi invocat decât de acei în folosul cărora a fost stabilit şi numai contra persoanelor faţă de care suspendarea a avut loc. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 463; Guillouard, Prescription, I, No. 173; Alexandresco, XI, p. 203).

3. Astfel, dacă între mai mulţi coproprietari ai unui bun, unul este minor, prescripţia va curge contra coproprietarilor majori. (Laurent, XXXII, No. 74 bis; Baudry et Tissier, Prescription, No. 463; Guillouard, Prescription, I, No. 173; Alexandresco, XI, p. 203).

4. De asemenea, dacă o creanţă aparţine la mai mulţi creditori, chiar solidari, şi unul dintre creditori este minor, prescripţia va curge contra creditorilor majori. (Laurent, XXXII, No. 74 bis; Baudry et Tissier, Prescription, No. 463; Guillouard, Prescription, I, No. 173; Alexandresco, XI, p. 203).

5. De asemenea, suspendarea în folosul nudului proprietar nu foloseşte uzufructuarului şi invers. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 463; Guillouard, Prescription, I, No. 174; Alexandresco, XI, p. 203).

6. Regulele privitoare la efectul relativ al suspendării prescripţiei nu-şi găsesc aplicaţiunea în cazul indivizibilităţii dreptului care face obiectul prescripţiei. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 464; Alexandresco, XI, p. 179, 204).

Art. 1875. — Prescripţiunea curge în contra vericărei persoane care n'ar putea invoca o excepţiune anume stabilită prin lege. (Civ. 1874, 1876 urm.; Civ. Fr. 2251).

Text. fr. Art. 2251. — La prescription court contre toutes personnes, moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripţia nu poate fi suspendată decât în cazurile limitativ arătate de lege. (Duranton, XXI, No. 285, 286; Mourlon, III, No. 1893; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 358 bis, II; Laurent, XXXII, No. 14, 38 urm.; Huc, XIV, No. 415, 416; Baudry et Tissier, Prescription, No. 367 urm.; Planiol, I, No. 2699; Alexandresco, XI, p. 172, 173, 176).

2. Astfel, starea de războiu nu constitue o cauză de suspendarea prescripţiei, nici chiar în privinţa militarilor aflaţi în activitate de serviciu, afară dacă există o lege specială de suspendare. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 358 bis, II; Baudry et Tissier, Prescription, No. 370; Alexandresco, XI, p. 173; Contra: Troplong. Prescription, II, No. 727).

3. De asemenea, nicio boală contagioasă, cum ar fi ciuma. holera, etc., nicio altă

1) Textul art. 1874 cod. civil Român nu există in Codul civil francez.

nenorocire, cum ar fi o inundaţie etc. (Laurent, XXXII, No. 42; Alexandresco, XI, p. 174).

4. De asemenea, prescripţia curge contra militarilor aflaţi în activitate de serviciu. (Troplong, Prescription, II, No. 706; Guillouard, Prescription, I, No. 67; Alexandresco, XI, p. 174).

5. De asemenea, contra agenţilor diplomatici în timpul exerciţiului funcţiunii lor în străinătate. (Alexandresco, XI, p. 174).

6. De asemenea, contra uzufructuarului universal sau cu titlu universal. (Laurent, XXXII, No. 72; Alexandresco, XI, p. 174).

7. De asemenea, în contra absenţilor. (Duranton, XXI, No. 285; Laurent, XXXII, No. 14; Alexandresco, XI, p. 174).

8. De asemenea, în contra Statului, comunelor, judeţelor şi stabilimentelor publice, în privinţa domeniului lor privat. (Alexandresco, XI, p. 174).

9. De asemenea, nu constituesc cauze de suspendarea prescripţiei, starea de indiviziune, infirmităţile, sărăcia creditorului. (Alexandresco, XI, p. 175).

10. De asemenea, falimentul nu suspendă prescripţia care curge în favoarea codebitorilor falitului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 377, 461; Alexandresco, XI, p. 175).

11. Prescripţia nu curge în favarea celui trimis în posesie provizorie a bunurilor unui absent, în favoarea curatorului unei succeesiuni vacante, în favoarea sindicului unui faliment, în favoarea primarului unei comune, şi în contra absentului succesiunii vacante, falimentului sau comunei. (Guillouard, Prescription, I, No. 171; Alexandresco, XI, p. 174, nota 5).

12. Toate chestiunile prevăzute în notele precedente sunt controversate şi după o părere se decide că prescripţia nu curge contra acelora a căror acţiune este oprită prin o împiedecare izvorîtă din lege, din convenţie sau dintr'un caz de forţă majoră, adică o imposibilitate străină de persoane. (Troplong, Prescription, II, No. 700, 701).

13. După altă părere, se aplică vechea maximă: „contra non valentem agere non currit praescriptio" însă numai în cazul când există împiedecări juridice sau de drept iar nu şi în cazurile când există numai împiedecări de fapt. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 848, nota 1, p. 305; Guillouard, Prescription, I, No. 165).

14. De asemenea, s'a decis că prescripţia se suspendă în caz când creditorul este pus în imposibilitate de a lucra prin faptul doloziv al debitorului, cum ar fi de exemplu când el ar fi ascuns, în mod fraudulos titlul ce-l constituia debitor. (Guillouard, Prescription, I, No. 168).

Art. 1876. — Prescripţiunea nu curge în contra minorilor şi interdicţilor, afară de cazurile determinate prin lege[1]). (Civ. 342, 454, 642 urm., 1376, 1900, 1901, 1903 urm., 1908; Pr. civ. 257, 322, 568; C. com. 946; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2252).

Text. fr. Art. 2252. — La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'artiele 2278, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

Bibliografie (continuare).

VERMEULEN H. JEAN, *Observaţie* sub C. Apel Gand, 29 Iulie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 140.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripţia de 30 ani şi aceea de 10-20 ani nu curge, în principiu, contra minorilor şi interzişilor în tot timpul minorităţii şi interdicţiei, indiferent dacă prescripţia a început a curge contra minorilor sau interzişilor sau a început a curge contra unui major pe care l-au moştenit minorii sau interzişii. (Laurent, XXXII, No. 47; Baudry et Tissier, Prescription, No. 421; Alexandresco, XI, p. 177).

---

1) In art. francez corespunzător 2252 se zice: *„sauf ce qui est dit à l'art. 2278"* (1908 Cod. civ. român) *„et à l'exception des autres cas déterminés par la loi"*, în loc de: *„afară de cazurile determinate prin lege"*, cum este în textul român.

2. Acel care invoacă minoritatea va trebui s'o dovedească printr'un extract al actelor de stare civilă. (Alexandresco, XI, p. 177).

3. Motivul pentru care legiuitorul a prevăzut că prescripția nu curge contra minorilor și interzișilor, chiar atunci când au un tutor, este că acești incapabili nu pot lucra prin ei înșiși și ar putea să fie victimele neglijenței tutorului, care nu au totdeauna avere destulă pentru a despăgubi pe incapabili. (Huc, XIV, No. 418; Laurent, XXXII, No. 45; Baudry et Tissier, Prescription, No. 418 urm.; Guillouard, Prescription, I, No. 97; Planiol, I, No. 2702; Alexandresco, XI, p. 177, 178).

4. Prin minori se înțeleg atât pe cei neemancipați cât și pe cei emancipați. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 421; Planiol, I, No. 2702; Alexandresco, XI, p. 178).

5. Astfel, nu curge prescripția contra: minorului supus sub administrația legală, minorului pus sub tutelă, femeia măritată emancipată, etc. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 431; Planiol, I, No. 2702; Alexandresco, XI, p. 179).

6. Suspendarea prescripției nu folosește majorilor cari au interese comune cu acele ale minorilor, decât dacă dreptul ce le este comun este indivizibil, cum ar fi de exemplu o servitute. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 463, 464; Alexandresco, XI, p. 179).

7. Aceeași soluțiune își găsește aplicația și în privința obligațiunilor indivizibile. (Guillouard, Prescription, I, No. 177; Alexandresco, XI, p. 179).

8. Suspendarea pentru cauză de minoritate nu folosește majorilor chiar în cazul obligațiilor solidare. (Alexandresco, XI, p. 180).

9. Prin interziși se înțeleg nu numai interzișii judecătorești ci și cei interziși legal. (Duranton, XXI, No. 296; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 359 bis, II; Huc, XIV, No. 418; Baudry et Tissier, Prescription, No. 421; Guillouard, Prescription, I, No. 99; Contra: Laurent, XXXII, No. 52; Planiol, I, No. 2702; Comp.: Alexandresco, XI, p. 180).

10. Nu beneficiază de suspendare dementii chiar așezați într'un stabiliment de alienați. (Alexandresco, XI, p. 180).

11. De asemenea, nu beneficiază de suspendare persoanele puse sub consiliu judiciar. (Laurent, XXXII, No. 52, 53; Huc, XIV, No. 419; Baudry et Tissier, Prescription, No. 423; Planiol, I, No. 2702; Alexandresco, XI, p. 180).

12. Prescripția acțiunii civile născută dintr'un delict, curge în contra minorilor și interzișilor. (Duranton, XXI, No. 390; Sourdat, Traité de la responsabilité, I, No. 403; Guillouard, Prescription, I, No. 103; Alexandresco, XI, p. 181).

13. Nu numai termenele scurte de prescripție, ci și simplele decăderi curg în contra minorilor și interzișilor. (Duranton, XXI, No. 290; Troplong, Prescription, II, No. 1038; Aubry et Rau, VIII, § 771, p. 427; Laurent, XXXII, No. 10; Baudry et Tissier, Prescription, I, No. 39; Alexandresco, XI, p. 183).

14. Termenul de reînnoirea inscripțiilor ipotecare curge contra minorilor și interzișilor. (Duranton, XXI, No. 291; Laurent, XXXII, No. 48; Alexandresco, XI, p. 183, 184).

15. Prescripția acțiunii în anulare, prevăzută de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), nu curge contra minorilor și interzișilor. (Duranton, XXI, No. 292; Planiol, II, No. 1290; Alexandresco, XI, p. 185; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 584, p. 180).

16. De asemenea, prescripția prevăzută de art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.), nu curge contra minorilor și interzișilor. (Alexandresco, XI, p. 184, 185).

17. A se vedea: art. 643 din codul civil cu notele respective.

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 700, nota 1.

Art. 1877. — Prescripțiunea curge în contra femeii măritate, în privința averii sale parafernale, chiar și dacă aceea se află sub administrațiunea bărbatului, cu rezerva însă, pentru cazul acesta, de acțiune recursorie a femeii în contra bărbatului. (Civ. 554, 1242, 1243, 1256, 1258, 1283 urm., 1878 urm.; C. com. 946; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2254).

Text. fr. Art. 2254. — La prescription court contre la femme mariée encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage ou en justice, a l'égard des biens dont le mari a l'administration, sauf son recours contre le mari.

Doctrină.

1. Prescripția curge în contra femeii măritate, în privința bunurilor sale parafernale, chiar dacă administrația lor ar aparține bărbatului, cu rezerva, în acest caz, a recursului femeii contra bărbatului. dacă prescripția s'a îndeplinit din culpa lui. (Alexandresco, XI, p. 187).

Art. 1878. — Prescripțiunea nu curge pe cât timp ține căsătoria, în contra femeii măritate, în privința imobilelor dotale cari n'au fost declarate alienabile prin contractul de căsătorie, decât dacă va fi început a curge mai înainte de căsătorie, sau din momentul separațiunii patrimoniilor, conform articolului 1256—1270, vericare ar fi epoca în care a început posesiunea. (Civ. 1256 urm., 1877, 1879 urm., 1900; Civ. Fr. 1561, 2255).

Text. fr. Art. 1561. — Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

Text. fr. Art. 2255. — Néanmoins elle ne court point, pendant le mariage, à l'égard de l'aliénation d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561, au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Epoux.*

Doctrină.

1. Imobilele dotale sunt imprescriptibile, imprescriptibilitatea fiind o consecință a inalienabilității, deoarece și prescripția este tot un mod de înstrănare. (Alexandresco, XI, p. 188, 189).

2. Când imobilul dotal poate fi înstrăinat potrivit contractului de căsătorie, el e prescriptibil. (Alexandresco, XI, p. 188, 189).

3. Când prescripția fondului dotal începuse înainte de căsătorie, prescripția continuă și după constituirea lui ca dotă. (Alexandresco, XI, p. 188, 189).

4. Imprescriptibilitatea fondului dotal încetează prin pronunțarea de justiție a separației de bunuri. (Alexandresco, XI, p. 188, 189).

Art. 1879 (*Abrogat*[1]). — Nu este supusă prescripțiunii, pe cât timp ține căsătoria, acțiunea de nulitate a femeii contra actelor făcute de dânsa fără autorizațiunea bărbatului sau a judecății, în cazurile în care legea declară obligatorie acea autorizare[2]). (Civ. 199, 201, 1878, 1880, 1900).

Art. 1880. — Nu este asemenea supusă prescripțiunii, pe cât timp ține căsătoria, nicio acțiune a femeii care ar putea să se răsfrângă cumva în contra bărbatului, de ar fi exercitată de femeie contra unei a treia persoană. (Civ. 1248 urm., 1285, 1337, 1878 urm.; Civ. Fr. 2256).

Text. fr. Art. 2256. — La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage:

1° Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être excercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté;

2° Dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

Doctrină.

1. Nu este supusă prescripției, pe cât timp ține căsătoria, oricare ar fi regimul matrimonial al soților, nicio acțiune a femeii care ar putea să se resfrângă asupra bărbatului, de ar fi exercitată de femeie contra terțului. (Alexandresco, XI, p. 190).

---

1) *Lege privitoare la ridicarea incapacității civile a femeii măritate. Art. unic al. 1.* — Se abrogă din legiuirile în vigoare în vechiul Regat: art. 197—208 inclusiv, al. I din art. 687, punctul 3 din art. 950 și art. 1879 din Codul civil; art. 15 și 16 din Codul comercial și art. 624—626 incluziv din procedura civilă.

2) Textul art. 1879 Cod. civil Român, nu există în Codul civil Francez.

2. Astfel, dacă bărbatul a înstrăinat imobilul parafernal al femeii ea are dreptul să atace vânzarea însă acţiunea sa s'ar resfrânge în contra bărbatului, deoarece cumpărătoul l-ar chema în garanţie, aşa încât prescripţia acestei acţiuni este suspendată în cursul căsătoriei. (Alexandresco, XI, p. 190).

3. Dispoziţiunile acestui articol se aplică chiar femeii separată de bunuri. (Alexandresco, XI, p. 190).

4. Dacă însă bărbatul a dăruit imobilul parafernal al femeii, acţiunea femeii în contra donatarului nu este supusă suspendării prescripţiei, deoarece ea nu se răsfrânge asupra bărbatului, el nefiind supus obligaţiei de garanţie. (Alexandresco, XI, p. 190, 191).

Art. 1881. — Prescripţiunea nu curge între soţi, pe cât timp ţine căsătoria. (Civ. 937, 940, 1877 urm.; Civ. Fr. 2253).

Text. fr. Art. 2253. — Elle ne court point entre époux.

Doctrină.

1. Prescripţia nu curge între soţi cât timp ţine căsătoria, chiar dacă ea ar fi început a curge înainte de căsătorie. (Alexandresco, XI, p. 191).

2. Această suspendare îşi găseşte aplicaţiunea la orice acţiune în genere a unui soţ contra celuilalt. (Alexandresco, XI, p. 191).

3. Astfel, în timpul căsătoriei nu curg între soţi: prescripţia acţiunii în anulare a contractului de căsătorie, prescripţia de cinci ani a dobânzilor unei sume de bani şi nici chiar prescripţiile mai scurte, deoarece legea nu face nicio distincţiune sau excepţie din cauza consideraţiunilor de ordine morală. (Laurent, XXXII, No. 62; Alexandresco, XI, p. 191).

4. Dispoziţiunile art. 2253 c. civ. fr. (1881 c. civ. rom.), îşi găsesc aplicaţiunea şi la acţiunea de divorţ. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 445, 595; Alexandresco, XI. p. 192).

5. Suspendarea între soţi în timpul căsătoriei nu se aplică decăderilor de drepturi. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 771, p. 427; Alexandresco, XI, p. 192).

6. Astfel, termenul de a cere revocarea unei donaţiuni pentru ingratitudine curge între soţi. (Demolombe, XX, No. 666; Aubry et Rau, VIII, § 708, text şi nota 26, p. 422; Baudry et Tissier, Prescription, No. 39; Guillouard, Prescription, I, No. 126; Planiol, III, No. 2650; Alexandresco, XI, p. 192).

7. Prescripţia este suspendată între soţi, chiar după pronunţarea separaţiei de bunuri. (Laurent, XXXII, No. 63; Huc, XIV, No. 421; Baudry et Tissier, Prescription, No. 446; Guillouard, Prescription, I, No. 127; Alexandresco, XI, p. 192).

8. Suspendarea prescripţiei încetează odată cu încetarea căsătoriei. (Alexandresco, XI, p. 192).

9. In caz de anularea căsătoriei, suspendarea prescripţiei pe tot timpul căsătoriei până la pronunţarea căsătoriei, va fi menţinută, deoarece ea nu poate fi desfiinţată pentru trecut. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 446 bis; Alexandresco, XI, p. 192).

Art. 1882. — Prescripţiunea nu curge în contra moştenitorului beneficiar în respectul creanţelor sale asupra succesiunii.

Ea nu curge în contra succesiunii nici în privinţa creanţelor nici în privinţa drepturilor reale[1]). (Civ. 653, 713, 1883; Civ. Fr. 2258 § 1).

Text. fr. Art. 2258. — La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Doctrină.

1. Prescripţia creanţei moştenitorului, beneficiar în contra defunctului este suspendată. (Alexandresco, XI, p. 193).

2. Această suspendare se produce fie că există un singur moştenitor sau mai mulţi moştenitori. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 448; Guillouard, Prescription, I, No. 150; Alexandresco, XI, p. 193).

3. Dacă însă există şi alţi moştenitori fie pur şi simplu, fie sub beneficiu de inventar, moştenitorul beneficiar nu va putea invoca suspendarea prescripţiei contra comoştenitorilor săi care au acceptat succesiunea pur şi simplu, spre a-i sili să plătească din bunurile lor personale partea lor din datorie, deoarece prescrip-

[1]) Ultimul alineat al art. 1882, nu există în textul art. francez corespunzător.

ţia este suspendată numai contra succesiunii. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 448; Guillouard, Prescription, I, No. 151; Alexandresco, XI, p. 193; Contra: Laurent, XXXII, No. 66; Huc, XIV, No. 428).

4. Din art. 1882 § 2 c. civ. rom., poate rezulta că prescripţia nu curge nici în contra moştenitorului în privinţa drepturilor sale ce ar avea contra succesiunii. (Alexandresco, XI, p. 194).

5. Suspendarea prescripţiei prevăzută de art. 2258 § 1 c. civ. fr. (1882 § 1 c. civ. rom.), încetează odată cu încetarea administraţiei moştenitorului beneficiar, la darea socotelilor sale. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 365 bis, V; Baudry et Tissier. Prescription, No. 452; Guillouard, Prescription, I, No. 152; Alexandresco, XI, p. 194).

6. In art. 1882 § 2 c. civ rom., se prevede că prescripţia nu curge în contra succesiunii şi în folosul moştenitorului, nici în privinţa creanţelor, nici în privinţa drepturilor reale ce ar putea să aibă succesiunea contra moştenitorilor. (Alexandresco, XI, p. 194, 195).

Art. 1883. — Regulile prescrise prin articolul precedent se aplică şi la prescripţiunea dintre administratorul legal al averii unei persoane şi acea persoană, precum dintre o succesiune vacantă şi persoana numită curator al ei. (Civ. 701, 724 urm., 1882, 1884; Civ. Fr. 2258 § 2).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

Doctrină.

1. Prescripţia nu curge în folosul administratorilor legali şi chiar convenţionali, în contra acelor a căror avere ei administrează, deoarece ei având obligaţia să întrerupă prescripţia, nu pot tocmai ei să invoace propria lor culpă pentru a se îmbogăţi în paguba averii ce o administrează. (Guillouard, Prescription, I, No. 171; Alexandresco, XI, p. 196).

2. Astfel, prescripţia nu curge în folosul tutorului sau tatălui administrator legal, în privinţa bunurilor minorului, administrate de ei. (Alexandresco, XI, p. 196).

3. De asemenea, prescripţia nu curge în folosul celui trimis în posesiunea provizorie a bunurilor unui absent, nici în folosul curatorului unei succesiuni vacante, nici în folosul sindicului unui faliment, nici a primarului unei comune, etc. (Alexandresco, XI, p. 196).

4. De asemenea, prescripţia nu curge nici în folosul mandatarului convenţional, în privinţa bunurilor ce este însărcinat să administreze. (Guillouard, Prescription, I, No. 62, 171; Alexandresco, XI, p. 196).

Art. 1884. — Prescripţiunea curge atât în folosul cât şi în contra unei succesiuni vacante, chiar şi dacă n'are curator, şi chiar în timpul termenelor de trei luni pentru facerea inventarului şi de patruzeci zile pentru deliberare. (Civ. 690, 706 urm., 724 urm., 1883; Civ. Fr. 2258 § 2, 2259).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante quoique non pourvue de curateur.

Text. fr. Art. 2259. — Elle court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

Doctrină.

1. Prescripţia curge atât în folosul, cât şi în contra unei succesiuni vacante, chiar dacă ea nu ar avea curator şi aceasta chiar înăuntrul termenului dat de lege pentru deliberare şi facerea inventarului. (Huc, XIV, No. 428; Baudry et Tissier, Prescription, No. 456; Guillouard, Prescription, I, No. 157; Alexandresco, XI, p. 196, 197).

2. Această soluţiune are loc chiar atunci când succesiunea, mai întâi vacantă, ar fi fost în urmă acceptată de un moştenitor minor, deoarece efectul retroactiv al acestei acceptări nu împiedecă prescripţia de a fi curs în timpul vacanţei ei. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 456; Guillouard, Prescription, I, No. 158; Alexandresco, XI, p. 196, 197; Contra: Duranton, XXI, No. 321).

Art. 1885. — Prescripţiunea unei creanţe condiţionale sau cu termen nu poate începe decât din momentul când s'a împlinit condiţiunea sau a expirat termenul.

Acţiunile reale ale creditorului sau proprietarului sunt, prin excepţiune, supuse prescripţiunii în folosul celui ce deţine lucrul, chiar şi mai înainte de realizarea condiţiunilor sau de expirarea termenelor la care acele acţiuni pot fi subordonate. (Civ. 1004 urm., 1017 urm., 1022 urm., 1077 urm., 1337 urm., 1408, 1800, 1890, 1895; Civ. Fr. 2257).

Text. fr. Art. 2257. — La prescription ne court point:

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Doctrină.

1. Art. 2257 c. civ. fr. (1885 c. civ. rom.), nu prevede un caz de suspendare a prescripţiei, ci determină numai punctul ei de plecare, deoarece condiţia suspensivă şi termenul suspensiv nu au de efect suspendarea cursului prescripţiei, ci o împiedecă numai de a curge. (Laurent, XXXII, No. 22; Baudry et Tissier, Prescription, No. 391; Guillouard, Prescription, I, No. 132; Alexandresco, XI, p. 197, 198).

2. Termenul prescripţiei creanţelor condiţionale curge dela îndeplinirea condiţiei. (Alexandresco, XI, p. 198).

3. Această dispoziţiune nu se aplică creanţei supusă condiţiunii pur potestative din partea creditorului, deoarece el nu poate prin inacţiunea sa să întârzie momentul de când prescripţia va începe a curge în folosul debitorului său. (Guillouard, Prescription, I, No. 133; Alexandresco, XI, p. 198).

4. La creanţele cu termen cert sau incert, prescripţia va începe a curge de a doua zi după expirarea termenului. (Laurent, XXXII, No. 24; Guillouard, Prescription, I, No. 137; Alexandresco, XI, p. 198).

5. In cazul când creanţa e exigibilă la mai multe termene, prescripţia va curge pentru fiecare fracţiune a datoriei, din ziua scadenţei acestei fracţiuni. (Laurent, XXXII, No. 24: Alexandresco, XI, p. 198).

6. Acţiunile reale ale creditorului sau proprietarului sunt, prin excepţie, prescriptibile în folosul celui ce deţine lucrul, chiar şi înainte de îndeplinirea condiţiei sau de expirarea termenului, la care pot fi supuse acele acţiuni. Din această dispoziţie care este prevăzută în art. 1885 § 2 c. civ. rom. rezultă că regula prevăzută de art. 1885 § 1 c. civ. rom., nu se aplică drepturilor reale adică proprietăţii şi desmembrărilor ei, ci numai prescripţiei liberatorii. (Alexandresco, XI, p. 200).

7. O aplicare a acestui principiu este că terţul achizitor al unor imobile înstrăinate în folosul lui de către un uzufructuar, va prescrie proprietatea acestor imobile înaintea stingerii uzufructului. (Laurent, XXXII, No. 28; Guillouard, Prescription, I, No. 145; Alexandresco, XI, p. 202).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Din articolul 1885 al. 2 din codul civil, rezultă că deţinătorul unui imobil poate prescrie în mod valabil, chiar înainte de încetarea uzufructului unei terţe persoane asupra acelui imobil. (C. Apel Bucureşti, s. I, 104 din 15 Aprilie 1925, Buletinul C. Apel 13/1925).

CAPITOLUL IV.

Despre timpul cerut pentru a prescrie.

Secţiunea I. — *Dispoziţiuni generale.*

Art. 1886. — Nicio prescripţiune nu poate începe a curge mai înainte de a se naşte acţiunea supusă acestui mod de stingere [1]).

1) Textul art. 1886, Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 1886 c. civ. rom., care nu există în codul francez nicio prescripție nu începe a curge decât din momentul nașterii acțiunii supusă acestui mod de stingere. (Alexandresco, XI, p. 205).

2. Acest articol se exprimă în termeni prea generali, deoarece această regulă este privitoare numai la prescripția liberatorie a dreptului de creanță. (Alexandresco, XI, p. 205).

3. In principiu, cursul prescripției pentru creanțe, începe odată cu nașterea obligației. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 364, 380, 381; Guillouard, Prescription, I. No. 71; Alexandresco, XI, p. 205).

4. Prescripția liberatorie curge contra cesionarului unei creanțe din ziua cesiunii, cu toate că ea nu a fost notificată debitorului, deoarece dreptul cesionarului se naște în ziua cesiunii. (Alexandresco. XI, p. 205).

5. In cazul când creanța produce dobânzi, prescripția liberatorie contra creditorului, curge din ziua nașterii obligației iar nu exigibilității primelor dobânzi. (Laurent, XXXII, No. 17; Baudry et Tissier, Prescription, No. 381; Guillouard, Prescription, I, No. 73; Alexandresco, XI, p. 205).

6. Dacă însă creanța este cu termen, se vor aplica dispozițiile art. 2257 c. civ. fr. (1885 c. civ. rom.). (Baudry et Tissier, Prescription, No. 381; Alexandresco, XI, p. 205, 206).

7. Dreptul de a cere veniturile rentelor perpetui și viagere se prescrie conform art. 1892 c. civ. rom. prin treizeci ani cu începere dela data titlului constitutiv, iar nu din ziua scadenței primului termen al veniturilor rentei. (Alexandresco, XI, p. 206, 207).

8. Când s'au plătit venituri de ale rentei, prescripția începe a curge din ziua ultimei plăți de venituri. (Alexandresco, XI, p. 207).

9. Când creanțele se plătesc în părți parțiale la diferite termene, prescripția fiecărei fracțiuni va începe din ziua exigibilității ei. (Laurent, XXXII, No. 19; Baudry et Tissier, Prescription, No. 382; Guillouard, Prescription, I, No. 76; Alexandresco, XI, p. 207).

10. Acțiunea de despăgubire, întemeiată pe un fapt dăunător, începe a se prescrie din momentul comiterii faptului. (Alexandresco, XI, p. 207).

11. Regula prevăzută de art. 1886 c. civ. rom. suferă excepție în cazurile prevăzute de art. 1885 § 1 și 2, 1900 și 1800-4° c. civ. rom. (Alexandresco, XI, p. 207, 208, 209; Comp.: Guillouard, Prescription, I, No. 77, 80).

Art. 1887. — Termenul prescripțiunii se calculă pe zile, și nu pe ore. Prin urmare ziua în cursul cărei prescripțiunea începe nu intră în acel calcul [1]). (Civ. 1888, 1889; Pr. civ. 729; Civ. Fr. 2260).

Text. fr. Art. 2260. — La prescription se compte par jours, et non par heures.

Doctrină.

1. Termenul prescripției se calculează pe zile, iar nu pe ore, adecă dela zi la zi, iar nu dela oră la oră. (Alexandresco, XI, p. 209).

2. Ziua în care a început prescripția nu se socotește în calcul. (Alexandresco, XI, p. 210).

Art. 1888. — Ziua se împarte în 24 ore. Ea începe la miezul nopții și se finește la miezul nopții următoare[2]). (Civ. 1887).

Doctrină.

1. Ziua are 24 ore și începe la miezul nopții și se sfârșește la miezul nopții următoare. (Alexandresco, XI, p. 210).

Art. 1889. — Prescripțiunea nu se socotește câștigată, decât după împlinirea celei după urmă zile a termenului defipt prin lege. (Pr. civ. 730; Civ Fr. 2261).

1) In art. francez corespunzător 2260, lipsește ultima frază, împreună cu întreg textul art. 1888 Cod. civil român.
2) Textul art. 1888 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Text. fr. Art. 2261. — Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Doctrină.

1. Ziua în care prescripţia s'a împlinit se socoteşte toată, chiar dacă ar fi o sărbătoare legală. (Alexandresco, XI, p. 210).

2. Astfel, de exemplu dacă prescripţia a început în ziua de 1 Ianuarie, ea va fi îndeplinită când ziua de 1 Ianuarie a ultimului an va fi terminată, iar acţiunea creditorului sau proprietarului introdusă la 2 Ianuarie, va fi declarată prescrisă. (Alexandresco, XI, p. 211).

3. Termenele prescripţiei însemnate cu lunile sau săptămânele se sfârşesc în ziua lunii sau a săptămânii corespunzătoare cu ziua punctului de plecare. (Alexandresco, XI, p. 211).

4. Astfel, de exemplu, dacă prescripţia de şase luni a început în ziua de 1 Ianuarie, ea va fi îndeplinită la sfârşitul zilei de 1 Iulie următor, iar acţiunea creditorului sau proprietarului introdusă la 2 Iulie va fi declarată prescrisă. (Alexandresco, XI, p. 211).

5. Dacă termenul prescripţiei începe la 29, 30 sau 31 ale lunii şi se împlineşte într'o zi în care luna nu are acea zi corespunzătoare, el va fi îndeplinit în ziua cea din urmă a lunii. (Alexandresco, XI, p. 211).

6. Dispoziţiile art. 1889 c. civ. rom. îşi găsesc aplicaţiunea atât la prescripţia achizitivă cât şi la cea liberatorie. (Alexandresco, XI, p. 212).

7. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, fără controlul instanţei de recurs, timpul posesiunii invocat în vederea prescripţiei achizitive. (Alexandresco, XI, p. 212).

Secţiunea II. — *Despre prescripţiunea de 30 ani.*

Art. 1890. — Toate acţiunile atât reale cât şi personale, pe care legea nu le-a declarat neprescriptibile şi pentru cari n'a defipt un termen de prescripţiune[1]), se vor prescrie prin treizeci ani, fără ca cel ce invoacă această prescripţiune să fie obligat a produce vreun titlu, şi fără să i se poată opune reaua credinţă. (Civ. 118, 557, 559, 565, 639 urm., 645, 700, 729, 840, 1091, 1800, 1846, urm., 1863 urm., 1875 urm., 1891, 1892, 1905, 1911; Pr. civ. 404; Pr. pen. 599; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2262).

Text. fr. Art. 2262. — Toutes les actions, tant réeles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1923, I, 270;
BARNOSCHI V. D., *Notă* sub Cas. I, 3315 din 9 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 122;
BUZDUGAN V. GH, *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;
CERBAN AL., *Notă* sub Cas. I, 3315 din 9 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 122;
CETĂŢEANU I. ION, *Observaţie* sub C. Apel Tg. Mureş. 389 din 16 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 148;
DENDRINO EMIL, *Notă* sub Cas, I, 3315 din 9 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 122;
PETIT EUGEN, *Notă* sub C. Apel Iaşi S. II, Jurnal 28 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 370.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

1) In art. francez corespunzător 2262, lipseşte fraza: „*pe care legea nu le-a declarat neprescriptibile şi pentru care n'a defipt un termen, de prescripţie*", care a fost intercalată de legiuitorul nostru în art. 1890 Cod. civil român.

Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 2262 c. civ francez (1890 codul civil român) toate drepturile — cuvântul acțiune din text, trebue înțeles în sensul de drept — se prescriu prin trecere de treizeci ani, dacă legea nu a prevăzut o prescripție mai scurtă sau nu le-a declarat imprescriptibile. (Mourlon, III, No. 1927; Baudry et Tissier, Prescription, No. 584; Alexandresco, XI. p. 213, nota 3).

2. Ca exemple de drepturi și acțiuni imprescriptibile se citează: acțiunea pentru reclamarea stării civile în privința copilului, acțiunea în împărțeală, cât timp ține indiviziunea, creanțele condiționale sau cu termen, cât timp condiția nu s'a îndeplinit și termenul nu a expirat, etc. (Mourlon, III, No. 1927; Planiol, II, No 635; III, No. 2048; Alexandresco, XI, p. 213, nota 3).

3. Dispozițiunile art. 2262 c. civ. fr. își găsesc aplicațiunea atât la prescripția liberatorie cât și la prescripția achizitivă. (Laurent, XXXII, No. 367, Baudry et Tissier, Prescription, No. 587; Guillouard, Prescription, I, No. 529; Planiol, I, No. 2706; Alexandresco, XI, p. 215).

4. Prescripția achizitivă de treizeci ani se îndeplinește, chiar dacă posesorul este de rea credință. (Alexandresco, XI, p. 215).

5. De asemenea, această prescripție se îndeplinește, fără să fie nevoie ca posesorul să producă vreun titlu care să sprijine posesiunea sa. (Alexandresco, XI, p. 216).

6. In cazul când posesorul produce un titlu din care rezultă că posesiunea sa a fost precară, el nu va putea să prescrie niciodată. (Guillouard, Prescription, I, No. 532; Alexandresco, XI, p. 216).

7. Pentru ca posesiunea de treizeci ani să poată conduce la prescripție, trebuește ca ea să îndeplinească condițiunile prevăzute de art. 2229 urm. c. civ. fr. (1847 urm., c. civ. rom.), deoarece aceste condiții se cer pentru toate prescrpițiile achizitive în genere. (Guillouard, Prescription, I, No. 533; Alexandresco, XI, p. 216).

8. Dispozițiile art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.) se aplică atât drepturilor reale, cât și drepturilor personale, afară de drepturile de familie și alte drepturi și acțiuni declarate de lege imprescriptibile. (Alexandresco, XI, p. 217).

9. Astfel, în privința acțiunilor sau drepturilor reale, acțiunea în petiție de ereditate se prescriere prin trecere de treizeci de ani dela data deschiderii succesiunii. (Planiol, III, No. 2048; Alexandresco, XI, p. 217, nota 1).

10. In privința drepturilor personale, se prescriu prin trecere de treizeci ani: acțiunile care derivă din o obligație de a face, acțiunile întemeiate pe o condictio indebiti, acțiunile în despăgubiri pentru daune rezultate din delicte sau cuasi-delicte, acțiunea pauliană. (Planiol, II, No. 1287; Alexandresco, XI, p. 217, nota 1).

11. De asemenea, acțiunea în anularea unui testament, acțiunea în revocarea unei donațiuni pentru naștere de copil, acțiunea în reducțiune a unei donațiuni sau a unui testament. (Planiol, III, No. 3132; Alexandresco, XI, p. 217, nota 1).

12. Se prescriu prin trecere de treizeci ani de asemenea, acțiunile care au de obiect drepturi facultative rezultate din convenția părților, cum ar fi de exemplu, dreptul concedat unei persoane de a clădi pe un teren ce nu-i aparține. (Alexandresco, XI, p. 217).

13. Facultățile legale conferite prin lege și care decurg din libertatea sa firească sunt imprescriptibile. Astfel ar fi de exemplu, facultatea ce are proprietarul de a clădi pe terenul său. (Alexandresco, XI, p. 217, nota 2).

14. Pentru drepturile personale, dacă creditorul a stat în inacțiune timp de treizeci ani, debitorul poate să înlăture acțiunea prin prescripția liberatorie sau extinctivă. (Alexandresco, XI, p. 218).

15. Drepturile reale: uzufructul, servitutile și ipoteca se prescriu prin neîntrebuințare timp de treizeci ani, prin prescripție liberatorie. (Huc, XIV, No. 63 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 697: Alexandresco, XI, p. 218).

16. Dreptul de proprietate nu se stinge prin neîntrebuințare oricât timp ar trece, ci acțiunea de revendicare se prescrie numai dacă un terț a dobândit proprietatea imobilului prin uzucapiune. (Duranton, XXI, No. 344; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 369 bis, IV, urm.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 772, p. 429; Laurent, XXXII, No. 383; Huc, XIV, No. 434; Bufnoir, Proprieté et contrat, p. 179 urm.: Baudry et Tissier, Prescription, No. 592 urm.; Guillouard, Prescription, II, No. 612, 633; Planiol, I, No. 2246; Alexandresco, XI, p. 87, nota 6, 98, nota 1, 218, 219).

17. Dacă proprietarul a predat imobilul în baza unui act inexistent, dreptul lui de a cere reîntoarcerea imobilului nu se pierde oricât timp ar trece, deoarece dreptul de a invoca inexistența actului, ca și o nulitate de ordine publică, nu se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Huc, XIV, No. 434; Baudry et Tissier, Prescription, No. 589, 590; Alexandresco, XI, p. 219).

18. Dreptul de a cere anularea actelor, când nulitatea nu interesează ordinea publică și afară de cazurile speciale, când legea derogă, cum ar fi în cele prevăzute de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.),

se prescrie prin trecere de treizeci ani.. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 591. Alexandresco, XI, p. 219).

19. Faptele petrecute cu treizeci ani înainte şi care formează motive de divorţ nu mai pot fi invocate, deoarece s'a prescris dreptul de a le mai invoca. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 595; Alexandresco, XI, p. 219).

20. Codul civil şi codul de procedură civilă cuprinzând numeroase aplicaţiuni ale art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.) (Alexandresco, XI, p. 222 urm.).

21. Prin trecere de treizeci ani se sting nu numai acţiunile reale şi personale, ci şi dreptul de a invoca excepţiile, deoarece un drept stins prin prescripţie nu poate servi de bază unei excepţii. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 612; Alexandresco, XI, p. 226; Contra: Guillouard, Prescription, I, No. 54; Planiol, II, No. 1291).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Proprietatea nu se poate pierde prin neuz, deci acţiunea în revendicare se poate oricând exercita, iar art. 1890 codul civil nu-i aplicabil, în speţă, afară de cazul când un altul justifică că a prescris imobilul revendicat.

Deşi în alte cazuri nimic nu s'ar fi opus ca apelanţii-pârîţi să fi dobândit prin prescripţie proprietatea terenului în litigiu. intervertind posesiunea de precară în utilă, în speţă însă raportul între părţi fiind dela cumpărător la vânzător, acest mijloc de apărare e imposibil de susţinut din. cauza obligţiunii de garanţie ce vânzătorul datorează cumpărătorului (art. 1337 codul civ.), aşa că proba cu martori cerută apare ca inutilă.

Chiar în cazul când s'ar susţine că obligaţia de garanţie se găseşte azi stinsă prin trecere de 30 ani, şi în acest caz proba cu martori este inutilă pentrucă pe tot timpul durata posesiunii exercitată de apelanţi neputând fi decât precară din cauza principiului că: cine trebue să garanteze nu poate să evingă, deci apelanţii nu puteau începe o posesiune utilă decât după stingerea acestor obligaţiuni, adică, în speţă, dela 1 Februarie 1915 înainte.

In afară de aceste consideraţiuni din chiar cetirea textului art. 1858 al. 2 cod. civ., se vede că intervertirea posesiunii este cu neputinţă când procesul se poartă între cumpărător şi vânzător, căci nu se poate înţelege cum vânzătorul ar deţine posesiunea dela cumpărător şi cum ar putea tăgădui dreptul acestuia asupra lucrului. (Trib. Romanaţi S. I, 634 din 20 Mai 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1637).

2. Dreptul de proprietate, ca şi acţiunea în revendicare, nu se sting prin neîntrebuinţare. cât timp bunul n'a fost uzucapat de altcineva.

In speţă, pârîtul şi antecesorii săi fiind detentori precari, posesiunea lor nu putea conduce la uzucapiune, încât cu toată neposedarea şi inerţia reclamanţilor de peste 30 ani, ei n'au încetat de a fi proprietarii imobilului, aşa că în atari împrejurări trebue respinsă invocarea prescrierii acţiunii, pentrucă nu se poate concepe drept fără acţiune. (C. Apel Tg. Mureş, 389 din 16 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 148).

3. Proba prescripţiei şi respingerea probei cu martori în dovedire, sunt chestii de fapt, lăsate la aprecierea instanţelor de fond. (Cas. I, 1767 din 30 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 33, Pand. Săpt. 26 din 1925).

4. *a)* Dacă este adevărat că prohibiţiunile legale, edictate într'un interes de ordine publică, sunt sancţionate prin nulităţi virtuale şi de drept, totuşi, atunci când convenţia atinsă de o astfel de nulitate a fost executată în fapt prin remiteri voluntare de prestaţiuni reciproce şi ulterior survin neînţelegeri, cu privire la eficacitatea ei, intervenţiunea Justiţiei este indispensabilă, pentru a se constata judecătoreşte nulitatea pretinsă, pentru ca apoi partea interesată să poată cere restabilirea situaţiei juridice anterioare convenţiunii.

b) Potrivit art. 1890 c. civ., toate acţiunile atât reale cât şi personale, pe care legea nu le-a declarat imprescriptibile şi pentru cari n'a fixat un termen de prescripţiune, se vor prescrie prin 30 ani.

Rânduelile acestui text se aplică şi atunci când e vorba de o convenţiune declarată nulă de lege, cum ar fi în speţă vânzarea unui teren rural către un străin împotriva prohibiţiunii formale a Constituţiunii, întru cât scopul prescripţiei nu este de a valida o convenţiune ilegală, ci de a se închide, după trecerea timpului fixat de lege pentru exerciţiul acţiunilor orice acces în Justiţie, pentru a nu se prelungi la infinit incertitudinea dreptului şi a se turba situaţiuni dobândite, lucru ce ar fi cu mult mai dăunător ordinei publice. (Cas. I, 3315 din 9 Noemvrie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 122, Pand. Săpt. 29 din 1925, Curier Jud. 32 din 1926).

5. Din moment ce tribunalul constatase că intimaţii au în favoarea lor prescripţiunea achizitivă prin o posesiune de 30 ani şi că deci nu se poate ţine seama de actele de proprietate ale recurentului, adăugarea unor acte de proprietate de către aceeaşi parte nu putea întru nimic să înfluenţeze asupra situaţiei, aşa că omisiunea instanţei de a se pronunţa asupra cererii de amânare pentru producerea unor atari acte, nu poate fi esenţială. (Cas. I, dec. 4523 din 4 Decemvrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1082).

6. Art. 1900 cod. civil, scurtează, prin excepţie, la zece ani timpul cerut pentru prescrierea acţiunii în nulitate sau stricarea convenţiunii.

Testamentul, fiind un act de voinţă u-

nilaterală, deci nu o convenție care presupune coexistența a cel puțin două voințe ce se întâlnesc în perfect acord, acțiunile prin care se atacă un partaj făcut prin acest mod, pentru motivul că testatorul nu a respectat rezerva, se prescriu prin 30 ani, conform art. 1890 cod. civ. (C. Ap. Iași s., II, jurnal din 28 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 370).

7. Creanțele contra Statului se prescriu prin trecerea unui termen de 5 ani, indiferent de natura creanței. (Cas. s. I, 1904 din 12 Martie 1926, Pand. Săpt. 27 din 1926).

8. In acțiunile de revendicare dovada prin excelență a dreptului de proprietate pretins este titlul constituit de autor. Când acest titlu este lovit de o cauză de nulitate absolută (relativ) atunci cauza dreptului-acțiune dispărând, acțiunea devine nefondată.

In speță, fiind vorba de o acțiune în revendicare întemeiată pe titlu translativ lovit de nulitate absolută, pârîtul s'a putut apăra ușor și cu succes invocând nulitatea titlului pe cale de excepție, revendicantul cumpărând un bun dela împroprietărire cu eludarea formalităților impuse de legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărirea din 13 Martie 1925.

Pe acțiunea reală a reclamantului s'a altoit acțiunea personală a pârîtului, având de obiect anularea actului, nulitate de ordine publică impusă de legiuitor ca o măsură de conservare națională, dictată de interese superioare de ordin economic și social, nulitate ce poate fi invocată de oricine are interes și de Ministerul public; nulitate care nu se acopere prin confirmare și nici prescrie decât după 30 ani. (Jud. Ghergani-Dâmbovița, cart. de jud. civilă No. 250 din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1035).

9. A se vedea: art. 700, nota 1; art. 786, nota 5; art. 1306, nota 1; art. 1847, nota 3.

Art. 1891. — Instanțele începute și delăsate se vor prescrie, în lipsă de cerere de peremțiune, prin treizeci ani socotiți dela cel după urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripțiune al acțiunilor în urma căror se vor fi început acele instanțe [1]. (Civ. 1869 urm.; Pr. civ. 257 urm., 404; L. jud. ocoale 111).

Doctrină.

1. Textul art. 1891 c. civ. rom. nu există în dreptul francez, ci este împrumutat de legiuitorul român dela dreptul român anterior. (Alexandresco, XI, p. 156, text și nota 1, 221).

2. Art. 1891 c. civ. rom. prevede cazul în care o instanță începută și neperimată a stat pendinte timp de treizeci ani, cu începere dela ultimul act de procedură și când ea se prescrie. In asemenea caz, prescripția începută înainte de introducerea acțiunii este întreruptă, însă începe o nouă prescripție a instanței neperimate și lăsată în părăsire, dela ultimul act de procedură, și aceasta oricare ar fi termenul de prescripție al acțiunilor în baza cărora instanța ar fi deschisă. (Alexandresco, XI, p. 156, 157, 221).

3. Prescripția instanței se deosebește de perimare, deoarece dacă instanța a fost perimată, reclamantul poate face o nouă acțiune, ceea ce nu poate avea loc dacă instanța a fost prescrisă. (Alexandresco. XI, p. 221).

Art. 1892. — Renditele sau creanțele ale căror capete nu sunt niciodată exigibile și cari produc în folosul creditorului interese periodice sau în perpetuu sau pe viață, se prescriu prin treizeci ani începând dela data titlului lor constitutiv [2]. (Civ. 1639 urm., 1893).

Doctrină.

1. In art. 1892 c. civ. rom. se face aplicația art. 1890 c. civ. la rentele perpetui sau viagere, care produc în folosul creditorului venituri periodice în perpetuu sau pe vieață, prevăzându-se că renta, adică dreptul în sine, se prescrie prin trecere de treizeci ani,, cari curg dela data titlului constitutiv al rentei. (Alexandresco, XI, p. 206, 227).

2. Veniturile rentei ajunse la scadență, se prescriu conform art. 1907 c. civ. rom. prin trecere de cinci ani. (Alexandresco, XI, p. 227).

---

1) Textul art. 1891 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.
2) Textul art. 1829 Cod. civil Român nu există în Codul civil Francez.

Art. 1893. — După 28 ani dela data titlului constitutiv sau a celui de pe urmă titlu, debitorul poate fi constrâns să procure un nou titlu creditorului sau reprezentanților săi. (Civ. 1105, 1189, 1865 § 3, 1885, 1890; Civ. Fr. 2263).

Text. fr. Art. 2263. — Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayants-cause.

Doctrină.

1. Creditorul rentei poate face dovada că dreptul său nu s'a prescris prin inacțiune timp de treizeci ani. Această dovadă se va face potrivit regulelor de drept comun, prin chitanțe de plata veniturilor, prin scrisori emanate dela debitorul rentei, prin mărturisire, jurământ, etc. (Huc, XIV, No. 439; Baudry et Tissier, Prescription, No. 622; Guillouard, Prescription, I, No. 262; Alexandresco, XI, p. 227).

2. Deoarece cea mai bună dovadă că dreptul la rentă nu este prescris se face prin chitanțele de primirea veniturilor, care fiind în mâinile debitorului, el le poate ascunde pentru a pretinde că creditorul nu și-a exercitat dreptul său timp de treizeci ani, art. 2263 c. civ. fr. (1893 c. civ. rom.), dă facultatea creditorului sau reprezentanților săi să constrângă pe debitorul rentei a le procura un nou titlu de rentă după 28 ani dela data titlului constitutiv al rentei sau în termeni mai generali dela data ultimului act care constată obligația debitorului. (Alexandresco, XI, p. 227).

3. Această facultate poate fi exercitată de creditorul rentei sau de reprezentanții săi, la fiecare expirare a termenului de 28 ani, chiar dacă ei au dobândit o hotărîre care condamnă pe debitorul rentei să plătească oarecari venituri. (Huc, XIV, No. 439; Alexandresco, XI, p. 227, 228).

4. In cazul când se constată că veniturile rentei au fost plătite și prescripția a fost întreruptă, un titlu mai vechiu de treizeci ani va rămâne valabil, fără să fie necesar un titlu nou. (Alexandresco, XI, p. 228).

5. Creditorul își poate procura un titlu nou prin bună înțelegere sau prin justiție, în care caz hotărîrea obținută ține loc de titlu. (Mourlon, III, No. 1982; Huc, XIV, No. 439; Alexandresco, XI, p. 228).

6. Dispozițiunile art. 2263 c. civ. fr. (1893 c. civ. rom.), își găsesc aplicația la tot felul de rente, fie perpetue, fie viagere. (Alexandresco, XI, p. 228).

7. Acest articol nu se aplică detentorului unui fond ipotecat pentru garantarea rentei, nici debitorului unei servituți, deoarece el este înființat numai în folosul rentelor și nu poate fi întins la alte cazuri neprevăzute de lege. (Troplong, Prescription, II, No. 844; Laurent, XXXII, No. 381; Baudry et Tissier, Prescription, No. 625; Alexandresco, XI, p. 228).

8. De asemenea, nu se aplică la datoriile unui capital exigibil după treizeci ani, deoarece în acest caz, prescripția începe a curge după expirarea termenului. (Troplong, Prescription, II, No. 844; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 370 bis, II; Laurent, XXXII, No. 381; Baudry et Tissier, Prescription, No. 625; Guillouard, Prescription, I, No. 261; Alexandresco, XI, p. 228).

Art. 1894. — Regulele prescripțiunii relative la alte obiecte decât cele cuprinse în acest titlu și cari sunt expuse la locurile respective din acest Codice, exclud aplicarea dispozițiunilor acestui titlu în toate cazurile când sunt contrarii lor. (Civ. 118, 122, 163, 165, 167, 290 urm., 301—303, 489, 490, 498, 557, 559, 579, 580, 619, 623 urm., 628, 639 urm., 700, 720, 722, 783, 789, 833, 840, 931, 1334, 1359, 1375, 1512, 1800 § 4, 1901; C. com. 945 urm; Civ, Fr. 2264).

Text. fr. Art. 2264. — Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

Doctrină.

1. Art. 2264 c. civ. fr. (1894 c. civ. rom.). este inutil și putea fi eliminat. (Alexandresco, XI, p. 228, 229).

2. Prescripția de treizeci ani, care este

cea mai lungă, este regula generală, iar prescripţiile mai scurte sunt excepţiuni, cari nu pot fi întinse prin analogie. (Alexandresco, XI, p. 229).

3. Titlul prescripţiei cuprinde regulele dreptului comun asupra materiei şi se aplică şi celorlalte prescripţii cuprinse în alte titluri ale codului, oricare ar fi durata lor, afară de derogările care rezultă din dispoziţii speciale. (Laurent, XXXII. No. 374; Huc, XIV, No. 374, 440; Baudry et Tissier, Prescription, No. 588: Alexandresco, XI, p. 229).

Secţiunea III. — *Despre prescripţiunile de 10 până la 20 ani.*

Art. 1895. — Cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un nemişcător determinat, va prescrie proprietatea aceluia prin zece ani, dacă adevăratul proprietar locueşte în circumscripţiunea curţii de apel unde se află nemişcătorul, şi prin douăzeci ani dacă locueşte afară din acea circumscripţiune. (Civ. 87 urm., 462 urm., 462 urm., 471, 486, 557, 639 urm., 644, 818, 840, 1800, 1896 urm., 1902; C. com. 947, 948; Civ. Fr. 2265).

Text. fr. Art. 2265. — Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour royale dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé; et par vignt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 10, 11; *Despre ipoteci*, p. 255 urm;
IONAŞCU R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 199.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripţia de zece până la douăzeci ani, fiind o excepţie dela dreptul comun, după care prescripţia este în genere de treizeci ani, este de strictă interpretare. (Alexandresco, XI, p. 232).

2. Prescripţia de zece până la douăzeci ani prevăzută de art. 1895 şi 1897 c. civ. rom., nu se aplică universalităţii de bunuri, nici lucrurilor mobile, ci numai la unul sau mai multe imobile determinate. (Marcadé, Art. 2260; Huc, XIV, No. 441; Baudry et Tissier, Prescription, No. 651; Guillouard, Prescription, I, No. 538; Planiol, I, No. 2658; Colin et Capitant, I, p. 899; Alexandresco, XI, p. 231, nota 1, 232, 233, 237).

3. Uzufructul unui imobil poate fi dobândit prin prescripţie de 10—20 ani, deoarece este un imobil prin obiectul la care se aplică. (Laurent, VI, No. 338; Baudry et Tissier, Prescription, No. 696; Colin et Capitant, I, p. 809; Alexandresco, XI, p. 233).

4. De asemenea şi uzul şi abitaţia care au de obiect imobile. (Alexandresco, XI, p. 233).

5. Servituţiile prediale însă, nu pot fi dobândite prin prescripţie de 10-20 ani. (Huc, XIV, No. 441; Baudry et Tissier, Prescription, No. 696; Colin et Capitant, I, p. 900; Alexandresco, XI, p. 233; Contra: Planiol, I, No. 2932).

6. Dispoziţiunile art. 2265 c. civ. fr. (1895 c. civ. rom.), nu se aplică dreptului ipotecar. (Alexandresco, XI, p. 233).

7. De asemenea, nici acţiunii pauliene. (Alexandresco, XI, p. 234).

8. Efectul prescripţiei de 10-20 ani este de a fare ca posesorul să dobândească proprietatea imobilului posedat, faţă de toată lumea, el putând să invoace prescripţia într'o acţiune în revendicare ce ar introduce-o contra unui terţ posesor. (Huc, XIV, No. 461; Baudry et Tissier, Prescription, No. 26, 101, 695; Alexandresco, XI, p. 235).

9. Prescripţia de 10-20 ani nu scuteşte pe dobânditor de obligaţiile sale personale faţă de acela cu care a tratat achiziţia imobilului, cum ar fi plata preţului datorit care poate fi cerută de vânzător timp de treizeci ani dela data achiziţiei. (Troplong, II. No. 850: Guillouard, Prescrip-

tion, II, No. 593: Alexandresco, XI, p. 234, 235).

10. Prescripţia de 10-20 ani nu liberează imobilul de viciile care pot atrage nulitatea sau rezolvarea titlului în baza căruia imobilul a fost dobândit de posesorul care a prescris. In acest caz, deşi adevăratul proprietar nu mai poate revendica imobilul, deoarece a fost dobândit prin prescripţie, însă el va putea exercita în numele vânzătorului, al cărui creditor este, acţiunea în anulare sau rezoluţiune. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 699; Alexandresco, XI, p. 235).

11. Posesorul dobândeşte prin prescripţie imobilul cu servituţile ce-l grevau şi care se prescriu numai prin neîntrebuinţare timp de treizeci ani. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 696; Alexandresco, XI. p. 235).

12. Posesorul nu dobândeşte prin uzucapiunea de 10-20 ani servituţile active continue şi aparente ce se exercitau de către fondul dobândit asupra altui fond, deoarece aceste servituţi nu pot fi dobândite prin prescripţia de 10-20 ani, ci numai prin prescripţia de treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 235).

13. Dacă imobilul dobândit prin prescripţie de 10-20 ani era grevat de un drept de uzufruct, el se va stinge prin efectul prescripţiei, deoarece posesorul a dobândit deplina proprietate. (Demolombe, X, No. 742; Troplong, Prescription, II, No. 854; Guillouard, Prescription, II, No. 595; Alexandresco, XI, p. 235).

14. Prescripţia de 10-20 ani liberează imobilul de riscurile evicţiunii, care ar putea rezulta din acţiunile în anulare, sau resciziune sau în rezoluţiune existente în persoana precedentului vânzător sau de existenţa unei condiţii la care era supusă rezolvirea titlului vânzătorului. (Demolombe, XXV, No. 565; Larombière, Obligations, Art. 1184, No. 109; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 105 bis, VI; Laurent, XXXII, No. 396, 425; Huc, XIV, No. 461; Baudry et Tissier, Prescription, No. 698; Alexandresco, XI, p. 236).

15. Termenul prescripţiei este de zece ani când proprietarul contra căruia se prescrie este prezent, adică dacă locueşte în circumscripţia curţii de apel unde se află situat imobilul şi de douăzeci ani dacă e absent, adică dacă locueşte în circumscripţia altor curţi de apel. (Planiol, I, No. 2670; Alexandresco, XI, p. 266).

16. Legea s'a referit la locuinţa de fapt, adică la reşedinţa proprietarului, iar nu la domiciliul său. (Alexandresco, XI, p. 266).

17. Termenul prescripţiei în privinţa Statului se va îndeplini totdeauna prin trecere de zece ani, deoarece el este considerat prezent în toate părţile, el având pretutindeni agenţi însărcinaţi să vegheze la interesele sale. (Laurent, XXXII, No. 419; Huc, XIV, No. 573; Baudry et Tissier, Prescription, No. 694; Guillouard, Prescription, II, No. 579; Alexandresco, XI, p. 266, 267).

18. In caz când prescripţia se exercită contra a doi proprietari indivizi, din care numai unul locueşte în circumscripţia curţii unde este situat imobilul, numai partea indiviză a acestui proprietar se va dobândi prin prescripţie de zece ani, iar a celuilalt se va îndeplini prin douăzeci ani. (Laurent, XXXII, No. 422; Huc, XIV, No. 455; Baudry et Tissier, Prescription, No. 693; Guillouard, Prescription, II, No. 590; Planiol, I, No. 2672; Alexandresco, XI, p. 267).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Faptul că o comoştenitoare a cumpărat cu un act drepturile în succesiune şi a altor comoştenitori, nu-i conferă un *just titlu* pentru a prescrie prin 10 ani contra celorlalţi comoştenitori, deoarece având buna ştiinţă că aceştia din urmă trăiesc şi au şi ei dreptul, n'a putut cumpăra valabil şi deci prescrie. (C. Apel Bucureşti, s. IV, 31 din 30 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel. 6/1926).

2. A se vedea: art. 729, nota 9; art. 1167, nota 2; art. 1169, nota 2.

Art. 1896. — Dacă adevăratul proprietar a locuit, în diferite timpuri, în circumscripţiunea curţii de apel unde se află nemişcătorul, şi afară dintr'însa, prescripţiunea se va completa adăugându-se la anii de prezenţă, un număr de ani de absenţă îndoit decât cel ce lipseşte la anii de prezenţă pentru ca să fie zece. (Civ. 87 urm., 1895; Civ. Fr. 2266).

Text. fr. Art. 2266. — Si le veritable propriétaire a eu son domicile en différents temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence.

Doctrină.

1. Când proprietarul adevărat în contra căruia se exercită prescripţia a locuit o parte din timp în circumscripţia curţii unde este situat imobilul ce se prescrie, iar cealaltă parte de timp în circumscripţia altei curţi, pentru acest din urmă timp va trebui un timp îndoit cât ar fi fost necesar, dacă ar fi locuit în circumpscripţia curţii unde este situat imobilul. (Mourlon, III, No. 1492; Laurent, XXXII, No. 420; Baudry et Tissier, Prescription, No. 692; Guillouard, Prescription, II, No. 584 urm.; Planiol, I, No. 2671; Alexandresco, XI, p. 268).

2. Pentru ca să-şi găsească aplicaţiunea dispoziţiunile art. 2266 c. civ. fr. (1896 c. civ. rom.), trebueşte ca lipsa proprietarului din circumscripţia curţii de apel unde este situat imobilul, să fie continuă iar nu numai o simplă plecare sau o absenţă trecătoare. (Alexandresco, XI, p. 268).

Art. 1897. — Justa cauză este verice titlu translativ de proprietate, precum: vinderea, schimbul, etc.

Un titlu nul nu poate servi de bază prescripţiunii de zece până la douzeci ani.

Un titlu anulabil nu poate fi opus posesorului care a invocat prescripţiunea de zece până la douăzeci ani, decât de cel ce ar fi avut dreptul de-a cere anularea sa, sau de reprezentanţii dreptului său, dacă posesorul n'a cunoscut cauza anulabilităţii[1]). (Civ. 207, 486, 487, 644, 952, 1858, 1895, 1899; Civ. Fr. 2267).

Text. fr. Art. 2267. — Le titre nul par défaut de forme, ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre succesiuni*, p. 10, 11; *Despre ipoteci*, p. 255 urm.;
IONAŞCU R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 199.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Pentru a putea dobândi prin uzucapiune de 10-20 ani proprietatea unui imobil, posesorul trebue să aibă un titlu just, care să justifice posesiunea şi să motiveze buna credinţă. (Alexandresco, XI, p. 246).

2. Prin titlu just sau justa cauză se înţelege un act juridic care ar fi transmis proprietatea dacă ar fi emanat dela adevăratul proprietar, precum de exemplu, vânzarea, schimbul, donaţiunea, legatul particular, adjudecarea în urma unei urmăriri imobiliare, darea în plată a unui imobil, transacţiunea când este translativă de proprietate, actul dotal făcut în formele legale şi în general toate actele juridice care strămută proprietatea dela început. (Troplong, Prescription, II, No. 882; Pont, Commentaire-traité des petits contrats, II, No. 639; Laurent XXXII, No. 403; Huc, XIV, No. 442; Baudry et Tissier, Prescription, No. 664; Guillouard, Prescription, II, No. 547, 550; Planiol, I, No. 2291, 2660; Colin et Capitant, I, p. 896; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 296; Alexandresco, XI, p. 248, 249, 250).

3. Astfel, titlul posesiunii pentru un cumpărător nu este înscrisul care constată vânzarea, ci însăşi vânzarea. (Mourlon, I, No. 1149; Planiol, I, No. 2291; Alexandresco, XI, p. 250).

4. Din cuprinsul dispoziţiunilor art. 1858 al. 3 şi 4 c. civ. român (2237—2239

1) Art. 1897 Codul civil român, nu are echivalentul său în Codul civil francez. Singur alineatul II este tradus după art. 2267 Codul francez.

c. civ. fr.), rezultă că atât succesorul particular cât şi cel universal, în principiu, nu continuă posesiuea începută de autorul lor, ci începe o posesiune nouă în persoana lor, având numai facultatea ca potrivit dispoziţiilor art. 1860 c. civ. rom. (2235 c. civ. fr), să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său; prin urmare atât achizitorul cu titlu particular cât şi achizitorul cu titlu universal, nereprezentând persoana şi necontinuând posesiunea autorului lor, pot începe în persoana lor o nouă posesiune utilă, spre a duce la prescripţiune, în cazul când ei sunt de bună credinţă. Achiziţiunea cu titlu particular poate avea loc prin: vânzare, donaţiune, legat, etc., iar achiziţiunea cu titlu universal are loc prin succesiune. Aceste două cazuri de intervertire a posesiunii, nu sunt prevăzute în codul civil francez. (Aubry et Rau II, § 180, p. 127 urm.; Troplong, Prescription, II, No. 507 urm.; Marcadé, Art. 2239; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 851, p. 513 urm.; Laurent, XXII, No. 316 urm.; Huc, XIV, No. 376 urm.; Baudry et Tissier, Prescription, No. 330 urm.; Guillouard, Prescription, I, No. 475 urm.; Alexandresco, XI, p. 118 urm., 121 urm., 131 urm.),

5. O aplicaţiune a principiilor expuse în art. 1858 şi 1859 c. civ. rom., o întâlnim la materia prescripţiunei de 10 până la 20 ani. Potrivit dispoziţiilor art. 1895 din codul civil român (2265 c. civ. fr.), cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un nemişcător determinat, va prescrie proprietatea acestui nemişcător prin trecere de zece ani, dacă adevăratul proprietar locuieşte în circumscripţia curţii de apel unde se află nemişcătorul şi prin trecere de douăzeci ani dacă locuieşte afară din acea circumscripţie, iar potrivit dispoziţiilor art. 1897 c. civ. rom. (2267 c. civ. fr.) justa cauză este orice titlu translativ de proprietate, cum este vinderea, schimbul, etc. In baza dispoziţiunilor acestor articole şi a articolului 644 din codul civil român, care arată că proprietatea bunurilor se dobândeşte şi se transmite şi prin succesiune, se admite în dreptul civil român, după părerea dominantă că titlul pro haerede constitue un just titlu care unit cu buna credinţă a moştenitorului duce la prescripţie, prin o posesiune de zece până la douăzeci ani, chiar dacă posesiunea autorului ar fi fost precară şi fără just titlu. De asemenea şi testamentul constitue un just titlu de natură a duce la prescripţie. (Alexandresco, XI, p. 132 urm., 230 urm., 250).

6. In dreptul francez titlul pro haerede nu constitue un just titlu care unit cu buna credinţă să ducă la prescripţiunea imobilului moştenit prin posesiune de zece până la douăzeci ani. (Marcadé, Art. 2265 urm.; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 293; Laurent, XXXII, No. 300; Huc, XIV, No. 482; Baudy et Tissier. Prescription, No. 658; Planiol, I, No. 2661; Colin et Capitant, I, p. 895; Alexandresco, XI, p. 139, 140).

7. Pentru ca dinpoziţiile art. 1895 şi 1897 din codul civ. rom., să-şi găsească aplicaţiunea se cere ca cel care a transmis imobilul, a cărui dobândire prin prescripţie se invoacă, să nu fi fost proprietarul acestui imobil, deoarece principiul potrivit căruia nimeni nu poate transmite altuia mai multe drepturi decât are el însuşi, nu-şi găseşte aplicaţiunea în această materie şi prescripţiunea bazată pe just titlu şi o posesiune de zece până la douăzeci ani are tocmai de efect ca să se recunoască celui care invoacă prescripţiunea un drept de proprietate pe care autorul său nu-l avea sau al cărui titlu de proprietate era atins de nulitate; prin urmare, prin aplicaţiunea acestor principii, un comoştenitor nu poate prescrie un imobil succesoral comun prin trecere de 10 până la 20 ani; de asemenea un moştenitor mai îndepărtat nu poate opune unui moştenitor mai apropiat, care îl exclude dela succesiune, prescripţia de zece până la douăzeci ani. (Alexandresco, XI, p. 138, 139, 140, 141, 233).

8. Un comoştenitor care stăpâneşte un imobil succesoral ca proprietar exclusiv, nu poate invoca faţă de comoştenitorul său decât prescripţiunea achizitivă de treizeci ani şi aceasta în baza dispoziţiilor art. 700 şi 729 din codul civil român; când însă imobilul astfel posedat de către comoştenitor este transmis unui moştenitor al său cu titlu universal, acest moştenitor al său cu titlu universal, începând în persoana sa o nouă posesiune deosebită de aceea a autorului său, calitatea sa de moştenitor poate constitui un just titlu care unit cu buna sa credinţă să ducă la prescripţiunea acelui imobil prin o posesiune de zece până la douăzeci ani, prescripţiune care poate fi opusă comoştenitorilor autorului său. (Alexandresco, XI, p. 139).

9. Un titlu sub condiţiune suspensivă nu este un just titlu pentru uzucapiune, însă va putea fi invocat pentru prescripţia de 10-20 ani, după îndeplinirea condiţiunii, deoarece titlul trebueşte să fie actualmente translativ de proprietate. (Laurent, XXXII, No. 398; Huc, XIV, No. 448; Baudry et Tissier, Prescription, No. 673; Guillouard, Prescription, II, No. 562: Alexandresco, XI, p. 251; Contra: Duranton, XXI, No. 376).

10. Un titlu supus unei condiţii rezolutorii este un just titlu şi dacă se îndeplineşte condiţiunea el pierde acest caracter, deoarece el nu a avut niciodată fiinţă. (Troplong, Prescription, II, No. 910; Lauret, XXXII, No. 398; Huc, XIV, No. 448; Baudry et Tissier, Prescription, No. 672; Guillouard, Prescription, II, No. 563; Alexandesco, XI, p. 251).

11. Titlurile netranslative de proprietate cum sunt, locaţiunea, amanetul, etc.,

nu pot servi de bază unei prescripţii de 10-20 ani. (Planiol, I, No. 2660; Alexandresco, XI, p. 251).

12. De asemenea, nicio împărţeală şi nicio hotărîre judecătorească, deoarece aceste acte nu sunt translative de proprietate, ci declarative de drepturi. (Laurent, XXXII, No. 404; Huc, XIV, No. 447; Planiol, I, No. 2660; Colin et Capitant, I, p. 896; Alexandresco, XI, p. 252).

13. Hotărîrile judecătoreşti care constată un contract verbal translativ de proprietate, poate fi privit ca un just titlu, deoarece în acest caz proprietatea nu e transferată prin hotărîre, ci prin contractul constatat. (Alexandresco, XI, p. 253).

14. O hotărnicie nu poate fi considerată ca un just titlu pentru prescripţie. (Alexandresco, XI, p. 253).

15. Un titlu nul, adică lipsit de formele legale, nu poate servi de bază prescripţiei de 10-20 ani, chiar dacă posesorul nu cunoaşte nulitatea titlului. (Alexandresco, XI, p. 256).

16. Astfel, ar fi de exemplu, o donaţiune sau o convenţiune care nu au fost făcute în forma autentică sau au fost făcute pe baza unei procuri neautentice, un testament olograf nedatat sau nescris sau nesemnat de testator, o convenţie lipsită de consimţimânt, de cauză sau de obiect, sau are o cauză falşă, etc. (Laurent, XXXII, No. 391 urm.; Huc, XIV, No. 458; Planiol, I, No. 2662; Alexandresco, XI, p. 248, nota 4, 257).

17. De asemenea, nu pot servi de bază prescripţiei de 10-20 ani actele pe care legea le opreşte, cum ar fi o donaţiune sau un testament care cuprinde o substituţie fideicomisară, o vânzare a unei succesiuni nedeschise încă, etc. (Laurent, XXXII, No. 396; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 302; Baudry et Tissier, Prescription, No. 668; Guillouard, Prescription, II, No. 558; Alexandresco, XI, p. 257).

18. O donaţiune nulă pentru vicii de formă, confirmată şi executată de moştenitorii sau reprezentanţii donatorului, după moatea sa, devine un just titlu, care poate servi de bază prescripţiei de 10-20 ani. (Troplong, Prescription, II, No. 901; Laurent, XXXII, No. 392; Baudry et Tissier, Prescription, No. 669; Guillouard, Prescription, II, No. 557; Alexandresco, XI, p. 258: Contra: Duranton, XXI, No. 379; Huc, XIV, No. 457).

19. O vânzare sau o donaţiune netranscrisă constitue un just titlu, deoarece transcripţia nu a fost organizată pentru a apăra pe adevăratul proprietar contra uzurpărilor emanate dela terţi. (Bufnoir, Propriété et contrat, p. 329 urm.; Huc, XIV, No. 450; Baudry et Tissier, Prescription, No. 674, 675; Guillouard, Prescription, II, No. 568, 569: Alexandresco, XI, p. 258. 259; Contra: Massé et Vergé, sur Zachariae, V, § 854, nota 15, p. 320; Laurent, XXXII. No. 395; Troplong, Transcription. No. 177).

20. In părerea acelora care admit că vânzarea lucrului altuia este nulă în sens de inexistentă, ea nu poate constitui un titlu just care să servească de bază prescripţiei de 10-20 ani iar în părerea acelora care admit anularea sau rezolvirea vânzării lucrului altuia, ea poate constitui un titlu just. (Alexandresco, XI, p. 259, 260).

21. Un titlu atins de o nulitate relativă, care face ca titlul să fie anulabil, poate servi de bază prescripţiei de 10—20 ani, faţă de orice altă persoană, afară de aceea care ar fi avut dreptul să ceară anularea lui, deoarece nulitatea fiind relativă numai acel care are drept să ceară anularea titlului, se pote opune prescripţiei întemeiată pe un asemenea titlu. (Troplong, Prescription, II, No. 905, 906; Alexandresco, XI, p. 260 261).

22. Posesorul însă, nu va pute opune această prescripţie, dacă în momentul contractării cunoştea cauza anulabilităţii titlului, deoarece este de rea credinţă. (Alexandresco, XI, p. 261, 262).

23. Un titlu putativ nu poate servi de bază uzucapiunei de 10-20 ani, deoarece legea cere un titlu real, ca o condiţie deosebită a bunei credinţe. (Mourlon. III, No. 1940; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 372 bis, XII; Laurent, XXXII, No. 399; Huc, XIV, No. 442; Baudry et Tissier, Prescription, No. 677 bis, 688 urm.; Guillouard, Prescription, II, No. 570; Planiol, I, No. 2664; Colin et Capitant, I, p. 897, 898; Alexandresco, XI, p. 240, 241, 262).

24. Titlul putativ este acela pe care posesorul îl crede că există dar nu există în realitate. Astfel vor fi de exemplu, un testament revocat prin alt testament posterior, care se descopere mai târziu, când posesorul crede că imobilul a fost cumpărat de mandatarul său, care însă nu l-a cumpărat, când posesorul crede că este moştenitor al unui defunct, ceea ce nu are loc în realitate, etc. (Alexandresco, XI, p. 240, 241, 262).

25. Când titlul posesorului este constatat printr'un act sub semnătură privată, prescripţia nu va începe a curge decât dela data când acest titlu a dobândit dată certă, deoarece numai dela această dată el este opozabil terţilor şi adevăratul proprietar este un terţ întru cât nu el este acel care a înstrăinat imobilul către posesor. (Troplong, Prescription, II, No. 913; Huc, XIV, No. 451; Baudry et Tissier, Prescription, No. 667: Guillouard, Prescription, II, No. 567; Planiol, I, No. 2666: Alexandresco, XI, p. 264, 265).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 644 c. civ. succesiunea constituind un mod de dobândire a proprietăţii, titlul de erede constitue un just

titlu, în sensul disp. art. 1897, care unit cu buna credință poate conduce la prescriere prin posesiunea de 10 ani.

Prin urmare, în speță, instanța de fond constatând că intimata în recurs posedase terenul în litigiu mai bine de 10 ani cu titlu de succesoare a tatălui său, a putut să decidă, fără a viola dispozițiunile art. 1897 c. civ., că ea a dobândit un drept de proprietate asupra acelui teren. (Cas. I, dec. 1898 din 12 Martie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1467).

2. A se vedea: art. 1167, nota 2.

Art. 1898. — Buna credință este credința posesorului că cel dela care a dobândit imobilul avea toate însușirile cerute de lege spre a-i putea transmite proprietatea [1]).

Este destul ca buna credință să fi existat în momentul câștigării imobilului [2]). (Civ. 486, 487, 960, 1855, 1899; Civ. Fr. 2269).

Text. fr. Art. 2269. — Il sufit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

Doctrină.

1. Art. 1898 al. 1 din codul civil român, care nu are echivalent în codul civil francez, definește ce înseamnă buna credință în materie de prescripțiune de zece până la douăzeci ani: Buna credință este credința posesorului că cel dela care a dobândit imobilul avea toate însușirile cerute de lege spre a-i putea transmite proprietatea; prin urmare dacă achizitorul avea cunoștința viciului titlului autorului său el nu poate fi considerat de bună credință însă reaua credință a autorului nu poate să aducă prejudiciu dacă el este de bună credință. (Alexandresco, XI, p. 238 urm.).

2. Posesorul este de rea credință de câte ori cunoaște viciile titlului autorului său, cum ar fi de exemplu, el știa că imobilul dobândit de el este dotal, că imobilul este supus embaticului, etc. (Alexandresco, XI, p. 240).

3. Se poate ca cineva să aibă un titlu și să fie de rea credință, după cum se poate ca cineva să fie de bună credință fără a avea titlu, ceea ce se întâmplă în cazul unui titlu putativ, care nu poate servi de bază uzucapiunii de 10-12 ani. (Alexandresco, XI, p. 240, 241).

4. In cazul când titlul autorului este anulabil sau rezolubil, achizitorul este de rea credință dacă avea cunoștință de aceste vicii, indiferent dacă titlul este supus unei nulități relative sau absolute. (Troplong, Prescription, II, No. 917; Baudry et Tissier. Prescription, No. 679; Alexandresco, XI, p. 241).

5. Deoarece legea nu face nicio distincțiune, buna credință poate fi întemeiată atât pe o eroare de drept cât și pe o eroare de fapt. (Aubry et Rau, II, § 218, p. 551, 552; Laurent, XV, No. 505 urm.; XXXII, No. 413; Huc, XIV, No. 454; Guillouard, Prescription, II, No. 575; Baudry et Tissier, Prescription, No. 680; Alexandresco, XI, p. 242, 243; Contra: Duranton, XXI, No. 388; Troplong, Prescription, II, No. 926).

6. Chestiunea de a se ști dacă acel ce invoacă prescripția de zece până la douăzeci ani era sau nu de bună credință, este o chestiune de fapt, lăsată cu totul la aprecierea judecătorilor de fond și nu este supusă cenzurii instanței de recurs. (Laurent, XXXII, No. 408; Huc, XIV, No. 459; Baudry et Tissier, Prescription, No. 683; Alexandresco, XI, p. 244).

7. Buna credință în materie de prescripție de 10-20 ani este suficient ca să fi existat în momentul dobândirii imobilului. Astfel dacă este vorba de dobândirea unui imobil prin acte între vii cu titlu oneros sau gratuit, buna credință va trebui să existe în momentul perfectării contractului iar dacă este vorba de transmiterea unui imobil prin legat pur și simplu, buna credință va trebui să existe în momentul decesului testatorului, iar nu a acceptării legatului. (Laurent, XXXII. No. 417, Huc, XIV, No. 460; Baudry et Tissier, Prescription, No. 686; Guillouard, Prescription, II, No. 579; Alexandresco, XI, p. 245; Comp. contra: Planiol, I, No. 2669).

Art. 1899. — Justa cauză trebue să fie totdeauna probată de cel ce invoacă prescripțiunea de zece până la douăzeci ani [3]).

---

1) Primul alineat al art. 1898 Codul civil român nu are echivalentul său în Codul civil francez. Alineatul II numai este inspirat de art. 2269 francez.

2) Acest al II-lea alineat al art. 1898, român este asemănător art. 2269 francez.

3) Primul alineat al art. 1899 nu-și are echivalentul său în Codul civil francez. Singur alineatul II este luat din art. 2268 Codul civil francez.

Buna credinţă se presupune totdeauna şi sarcina probei cade asupra celui ce aleagă rea credinţă [1]). (Civ. 960, 1169, 1199, 1200, 1897, 1898; Civ. Fr. 2268).

Text. fr. Art. 2268. — La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Doctrină.

1. Dovada justului titlu sau justei cauze trebueşte făcută totdeauna de acel care invoacă prescripţia de 10-20 ani. (Alexandresco, XI, p. 264, 265).

2. In cazurile când legea nu cere o formă solemnă pentru valabilitatea titlului ce se invoacă, cum ar fi în materie de donaţiuni, convenţii matrimoniale, testamente, etc., titlul poate rezulta dintr'un act sub semnătură privată. (Laurent, XXXII, No. 394; Baudry et Tissier, Prescription, No. 677; Guillouard, Prescription, II, No. 566; Alexandresco, XI, p. 265).

3. Actul sub semnătură privată nu poate fi opus proprietarului adevărat, decât din ziua de când a dobândit dată certă. (Troplong, Prescription, II, No. 913; Huc, XIV, No. 451; Baudry et Tissier, Prescription, No. 667; Guillouard, Prescription, II, No. 567; Planiol, I, Noo. 2666; Alexandresco, XI, p. 264, 265).

4. Dovada titlului se va face potrivit regulelor de drept comun. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 677; Alexandresco, XI, p. 265).

5. Chestiunea dacă posesorul are sau nu un just titlu este o chestie de drept iar nu de fapt. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 677; Alexandresco, XI, p. 265).

6. Dovada relei credinţe poate fi făcută prin orice mijloace de probă, chiar prin marturi şi simple prezumpţiuni. (Alexandresco, XI, p. 244).

7. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dovada care rezultă din depunerile martorilor. (Alexandresco, XI, p. 244).

8. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesorul a fost sau nu de rea credinţă, fără controlul instanţei de recurs. (Laurent, XXXII, No. 408; Huc, XIV, No. 459; Baudry et Tissier, Prescription, No. 683; Alexandresco, XI, p. 244).

Art. 1900. — Acţiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convenţiuni, se prescrie prin zece ani, în toate cazurile când legea nu dispune altfel.

Această prescripţiune nu începe a curge, în caz de violenţă, decât din ziua când violenţa a încetat; în caz de eroare sau de dol din ziua când eroarea sau dolul s'a descoperit; pentru actele făcute de femei măritate neautorizate, din ziua desfacerii căsătoriei; în contra minorilor, din ziua majorităţii, iar în respectul interdicţilor din ziua când s'a ridicat interdicţiunea. (Civ. 163, 167, 197 urm., 207, 342, 421 urm., 434 urm., 454, 950, 953 urm., 959, 961, 1167, 1190, 1255, 1512, 1876, 1878, 1879, 1880; C. com. 946; Civ. Fr. 1304).

Text. fr. Art. 1304. — Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité.

1) Acest al II-lea alineat al art. 1899 este asemănător art. 2268 Codul civil francez.

Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 250 urm.;
PETIT EUGEN, *Notă* sub C. Apel Iaşi S. II, Jurnalul 28 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 370.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. In toate cazurile când legea nu a dispus altfel, acţiunea pentru anularea sau resciziunea unei convenţiuni se prescrie prin zece ani. Motivul care a determinat pe legiuitor să prescrie acest termen mai mic decât cel ordinar, a fost ca dreptul părţilor contractante şi ale terţilor să nu rămână în incertitudine un timp prea îndelungat. (Demolombe, XXIX, No. 130; Laurent, XIX, No. 1; Alexandresco, VII, p. 69).

2. Termenul prevăzut de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) este o adevărată prescripţie, iar nu o decădere. (Merlin, Répertoire, Rescision, No. 5 bis; Questions de droit, § 5; Demolombe, XXIX, No. 134; Mourlon, II, No. 1492; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 265 bis, III urm.; VIII, No. 359 bis, VI; Marcadé, Art. 2252-2256, No. 1; Larombière. Obligations, Art. 1304, No. 32; Bufnoir, Propriété et Contrat, p. 735 urm.; Laurent, XIX, No. 4; Huc, VIII, No. 189; Alexandresco, VII, p. 71, 72; XI, p. 269; Contra: Duranton, XII, p. 548; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 584, p. 479).

3. Dispoziţia art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) se bazează pe o prezumpţie de renunţare sau de confirmare. (Duranton, XII, No. 538; Demolombe, XXIX, No. 50; Larombières, Obligations, Art. 1304, No. 25; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 265 bis, I; Bufnoir, Propriété et Contrat, p. 650, 657, 738 urm.; Laurent, XIX, No. 1; Huc, VIII, No. 188; Alexandresco, VII, p. 70, 71; XI, p. 209).

4. Numai actele supuse anulării sau resciziunii pot fi prescrise iar nu şi actele inexstente, deoarece dispoziţiile excepţionale ale art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ rom.), întemeindu-se pe o prezumpţie de renunţare sau confirmare, numai actele arătate mai sus pot fi confirmate iar nu şi actele inexistente. (Demolombe, XXIX, No. 50, 51; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 584, notele 4, 5, p. 477; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 262 bis, I, II; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 650; Laurent, XIX, No. 8; Planiol, II, No. 1343; Alexandresco, VII, p. 72, 73; XI, p. 269, 270).

5. Viciile care dau loc la acţiunea în anulare şi care se prescriu prin zece ani sunt: eroarea, dolul, leziunea în privinţa minorilor şi incapacitatea. (Alexandresco, VII, p. 73; XI, p. 271).

6. Orice acţiune în anulare întemeiată pe altă cauză este supusă prescripţiei ordinare de treizeci ani. (Alexandresco, VII, p. 73; XI, p. 271; Comp.: Domolombe, XXIX, No. 59; Troplong, Vente, I, No. 249; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 584, p. 478; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 56; 59: Laurent. XIX, No. 11, 12; Guillouard, Vente, I, No. 168).

7. Dispoziţiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) nu-şi găsesc aplicaţia decât la convenţiile care prevăd un interes bănesc iar nu şi la acele privitoare la familie, cum sunt căsătoria, adopţiunea, recunoaşterea unui copil natural, etc, pentru care există reguli speciale. (Laurent, II, No. 454; Huc, II, No. 129; Planiol, II, No. 1344; Alexandresco, VII, p. 75; XI, p. 270, 271).

8. De asemenea, nu se aplică la cererile privitoare la rectificarea unei erori de calcul, de nume, de dată etc. (Demolombe, XXIX, No. 127; Laurent, XIX, No. 31; Planiol, II, No. 1344; Alexandresco, VII, p. 75).

9. Acţiunea în anulare conferită minorilor emancipaţi din cauza neobservării formelor prevăzute pentru unele acte juridice, se prescrie prin zece ani. (Alexandresco, VII, p. 77).

10. Actele neregulate făcute de tutorul unui minor sau interzis se prescriu prin zece ani iar nu prin treizeci ani. (Demolombe, XXIX, No. 99; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 587, nota 7, p. 478; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 46; Laurent, XIX, No. 20, 21; Alexandresco, VII, p. 78, 79; Contra: Duranton, III, No. 598; X, No. 282; XII. No. 545).

11. Dispoziţiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) îşi găsesc aplicaţia la acţiunea în anulare a înstrăinării imobilului dotal, făcută de ambii soţi împreună, sau numai de femeie autorizată sau neautorizată. (Laurent, XXIII, No. 503; Guillouard, Contrat de mariage, IV, No. 1910; Alexandresco, VII, p. 79, 80).

12. Când imobilul dotal a fost înstrăinat numai de bărbat, acţiunea în anulare a femeii se va prescrie prin trecere de zece ani, iar nu treizeci ani. (Troplong, Contrat de mariage, IV, No. 3583; Marcadé, Art. 1560, No. 5; Guillouard, Contrat de mariage, IV, No. 1913; Alexandresco, VII, p. 80; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VI, No. 232 bis, VIII, urm.; Laurent, XXIII, No. 504).

13. Prescripţia de zece ani se aplică şi Statului, judeţelor, comunelor şi stabilimentelor publice în genere. (Demolombe, XXIX, No. 82; Troplong, Prescription, I, No. 196; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 49: Laurent, XIX, No. 17; Huc, VIII, No. 193; Planiol, II, No. 1341; Alexandresco, VII, p. 81; XI, p. 271).

14. Această prescripţie se aplică şi străinilor, deoarece constitue un statut real. (Huc, VIII, No. 188; Alexandresco, VII, p. 81; XI, p. 272).

15. Dispoziţiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), se aplică numai la anularea sau stricarea unei convenţiuni iar nu şi la anularea testamentelor sau a partajelor de ascendent făcute prin testament, care se prescriu prin trecere de treizeci ani. (Demolombe, XXIX, No. 79 bis; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 60; Laurent, XIX, No. 26; Huc, VIII, No. 191; Planiol, II, No. 1344; Alexandresco, VII, p. 81, 82; XI, p. 270).

16. Dispoziţiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), nu se aplică la anularea sau resciziunea actelor unilaterale cum ar fi de exemplu, acceptarea sau renunţarea la o succesiune. (Laurent, XIX, No. 23, 25; Huc, VIII, No. 191; Planiol, II, No. 1344; Alexandresco, VII, p. 82; XI, p. 268, nota 3, 270; Contra: Demolombe, XXIX, No. 48; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 61; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 265 bis, IX).

17. Acţiunea pauliană se prescrie prin trecere de treizeci ani iar nu zece ani, deoarece această prescripţie se aplică numai părţilor contractante iar nu terţilor. (Demolombe, XXV, No. 239 urm.; XXIX, No. 118, 119; Laurent, XVI, No. 467 urm.; XIX, No. 27; Huc, VII, No. 229; VIII, No. 191; Planiol, II, No. 1345; Alexandresco, VII, p. 82, 83; XI, p. 271).

18. De asemenea, acţiunea în simulaţie poate fi anulată timp de treizeci ani. (Demolombe, XXIX, No. 128; Huc, VIII, No. 191; Alexandresco, VII, p. 83; XI, p. 271).

19. După o părere, prescripţia prevăzută de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) se aplică numai când nulitatea sau resciziunea este propusă pe cale de acţiune iar nu şi atunci când este propusă de pârît pe cale de excepţiune, pârîtul putând să opue excepţiunea în tot timpul cât acţiunea va putea fi exercitată de creditor, adică treizeci ani. (Demolombe, XXIX, No. 137; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 855, p. 323; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 34 urm.; Troplong, Prescription, II, No. 827 urm.; Huc, VIII, No. 190; Planiol, II, No. 827).

20. După altă părere, atât acţiunea în anulare cât şi excepţia se prescriu prin zece ani. (Duranton, XII, No. 549; Taulier, Théorie raissonnée du code civil, IV, p. 457, 458; Mourlon, II, No. 1493; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 265 bis, VI, VII; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 739 urm.; Laurent XIX, No. 57, 59; Alexandresco, VII, p. 85 urm.).

21. Prescripţia de zece ani prevăzută de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) începe a curge, în genere, din ziua formării convenţiunii, deoarece din acest moment partea interesată poate exercita acţiunea în anulare sau în resciziune. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, IV, p. 454; Demolombe, XXIX, No. 142, 163; Laurent, XIX, No. 34; Huc, VIII, No. 193; Planiol, II, No. 1339; Alexandresco, VII, p. 89; XI, p. 272).

22. Această regulă suferă mai multe excepţii. Astfel, prima excepţie este privitoare la nulităţile care nu pot fi imediat acoperite prin confirmare şi deci prescripţia nu poate curge decât din ziua în care confirmarea a devenit legalmente posibilă. (Laurent, XIX, No. 38; Alexandresco, VII, p. 91; XI, p. 272 urm.).

23. Astfel, când imobilul dotal a fost înstrăinat fie de bărbat, fie de femeie, fie de amândoi împreună, acţiunea în anulare se poate exercita, potrivit art. 1255 c. civ. rom. de femeie sau de moştenitorii săi timp de zece ani, dela desfacerea căsătoriei sau dela separaţia de patrimonii. (Alexandresco, VII, p. 90, 91; XI, p. 272, 273).

24. A doua excepţie la regula că prescripţia curge din ziua convenţiunii este privitoare la acţiunea în anulare sau în resciziune conferită de lege persoanelor incapabile de a se obliga, caz în care prescripţia curge din ziua încetării incapacităţii, art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) făcând aplicaţia principiului la femeile măritate, minori şi interzişi. (Demolombe, XXIX, No. 150 urm.; Alexandresco, VII, p. 91 urm.; XI, p. 274).

25. Dacă minorul a fost victima unui dol sau fraude pe care a descoperit-o după ajungerea la majoritate, termenul prescripţiei în anulare nu va curge dela majoritate, ci dela descoperirea dolului sau fraudei. (Huc, VIII, No. 201; Alexandresco, VII, p. 94; XI, p. 275).

26. In cazul când acţiunea în anulare sau în resciziune aparţine la mai mulţi minori, ale căror bunuri ar fi fost înstrăinate fără formele legale, termenul pre-

scripţiei, acţiunii va curge pentru fiecare din minori dela ajungerea sa la majoritate. (Troplong, Prescription, II, No. 739; Alexandresco, VII, p. 94).

27. Prescripţia acţiunii în anulare de zece ani care aparţine interzisului va începe a curge dela ridicarea interdicţiunii. (Alexandresco, VII, p. 94; XI, p. 275).

28. Dacă minorul sau interzisul încetează din vieaţă în timpul incapacităţii lor, termenul de zece ani, va curge în privinţa moştenitorilor dela data decesului. (Alexandresco, VII, p. 94; XI, p. 275).

29. Acţiunea în anulare aparţinând persoanei puse sub consiliu judiciar se va prescrie prin trecere de zece ani, dela data ridicării incapacităţii sau dacă încetează din vieaţă în timpul incapacităţii, moştenitorii săi vor putea cere anularea în termen de zece ani dela data decesului. (Demolombe, XXIX, No. 157; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 25; Laurent, XIX, No. 49; Huc, VIII, No. 200; Planiol, II. No. 1340; Alexandresco, VII, p. 95; XI, p. 275).

30. In ceea ce priveşte alienaţii neinterzişi sau internaţi într'un stabiliment de sănătate, actele făcute în timpul smintirii lor fiind inexistente pentru lipsă de consimţimânt, acţiunea în anularea lor se va prescrie prin trecere de treizeci ani care va curge dela încheierea actului. (Demolombe, VIII, No. 660, 661; XXIX, No. 161; Laurent, XIX, No. 48; Alexandresco, VII, p. 95, 96; XI, p. 276).

31. A treia excepţie la regula că prescripţia acţiunii în anulare curge dela data încheierii convenţiunii, este privitoare la nulitatea care rezultă din viciul de consimţimânt al uneia din părţile contractate, cazuri în care prescripţia de zece ani începe a curge, în caz de violenţă din ziua când violenţa a încetat, în caz de eroare sau dol, din ziua când eroarea sau dolul s'a descoperit. (Alexandresco, VII, p. 96; XI, p. 276).

32. In aceste cazuri, reclamantul în acţiunea în anulare sau în resciziune va trebui să facă dovada cauzei care a prelungit termenul în care acţiunea putea fi introdusă, deoarece pârîtul nu are de făcut decât o singură dovadă aceea că a trecut zece ani dela încheierea convenţiei. (Demolombe, XXIX, No. 146; Larombière. Obligations, Art. 1304, No. 30; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 735; Laurent, XIX, No. 55; Huc, VIII, No. 202; Planiol, II, No. 1340; Alexandresco, VII, p. 96; XI, p. 276).

33. Reclamantul va putea face dovada prin orice mijloace de probă, fiind vorba de un fapt material despre care el nu şi-a putut procura o dovadă scrisă. (Demolombe, XXIX, No. 147; Huc, VIII, No. 202; Planiol, II, No. 1340; Alexandresco, VII, p. 97; XI, p. 276, 277).

34. Art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) a stabilit pentru o categorie de acte un sistem special al prescripţiei şi cauzele care întârzie cursul prescripţiei de zece ani, se consideră drept cauza de suspendare, aplicabile în acest timp şi prescripţiei ordinare de treizeci ani, aşa încât acţiunea în anulare sau în resciziune nu este admisibilă oricare ar fi data actului, dacă nu au trecut încă zece ani dela ridicarea obstacolului, care se opunea la exerciţiul ei. (Demolombe, XXIX, No. 165; Larombière, Obligations, Art. 1304, No. 29; Planiol. II, No. 1348; Alexandresco, VII, p. 98; XI, p. 277, 278).

35. Regula generală după care prescripţia acţiunii în anulare curge dela încheierea convenţiunii, se aplică nu numai la obligaţiile pure şi simple, ci şi la cele cu termen sau condiţionale. (Duranton, XII, No. 533, 534; Demolombe, XXIX, No. 163; Taulier, Théorie raisonnnée du code civil, IV, p. 454, 455; Alexandresco, VII, p. 98).

36. In cazul când prescripţiunea începuse a curge contra autorului ea va continua a curge contra moştenitorilor. (Alexandresco, VII, p. 99; XI, p. 279).

37. Dacă prescripţia nu începuse a curge contra autorului, prescripţia va curge în ceea ce priveşte nulităţile bazate pe eroare sau dol, din ziua descoperirii viciului de către moştenitori, iar în ceea ce priveşte violenţa, din ziua morţii autorului lor. (Laurent, XIX, No. 54; Alexandresco, VII, p. 99; XI, p. 279).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1167, nota 2; art. 1890, nota 6.

Art. 1901. — Verice acţiune a minorului contra tutorelui, relativă la faptele tutelei se prescrie prin zece ani, începând dela majoritatea sa. (Civ. 419, 434, 1876, 1890, 1894, 1900; L. p. epitropii din 1840, Art. 75; Civ. Fr. 475).

Text. fr. Art. 475. — Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Orice acţiune a minorului cu privire la responsabilitatea tutorului pentru un fapt relativ la gestiunea sa sau la omisiunea de a gera se prescrie prin zece ani cu începere dela majoritatea copilului. (Colin et Capitant, I, p. 509; Alexandresco, II, p. 807, 808, 810; XI, p. 280).

2. Acţiunea minorului poate dura uneori mai mult de zece ani, cum ar fi de exemplu, când tutorul a fost scutit, îndepărtat sau destituit în cursul tutelei, cazuri în care prescripţia va fi suspendată până la majoritatea copilului. (Demolombe, VIII, No. 151; Laurent, V, No. 183; Alexandresco, II, p. 808).

3. Prescripţia prevăzută de art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.) îşi găseşte aplicaţiunea la orice fel de tutelă, chiar şi tutelei legale. (Demolombe, VIII, No. 150; Alexandresco, II, p. 807, nota 3; XI, p. 281).

4. Deşi art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.) vorbeşte numai de minori, această prescripţie se aplică tutelei interzişilor. (Alexandresco. XI, p. 281).

5. Această prescripţie se aplică numai acţiunilor personale ale minorului care rezultă din faptele tutelei iar nu şi la acţiunile reale în revendicare privitoare la bunurile minorului care s'ar deţine de tutor şi care se prescriu prin treizeci ani dela majoritate. (Demolombe, VIII, No. 174; Troplong, Prescription, II, No. 488; Planiol, I, No. 1981; Alexandresco, II, p. 807, nota 3; XI, p. 281).

6. De asemenea, tot prin treizeci ani dela majoritate se vor prescrie acţiunile minorului pentru creanţele ce le-ar avea contra tutorului din cauză străină de tutelă. (Alexandresco, II, p. 807, nota 3, 810, nota 1).

7. Art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.) stabileşte o adevărată prescripţie supusă cauzelor de suspendare şi întrerupere, prevăzute de dreptul comun. (Laurent, V, No. 183; Baudry et Chéneaux, IV, No. 645; Alexandresco, II, p. 808, nota 1).

8. Dacă tutela încetează prin decesul minorului, acţiunea moştenitorilor, când sunt majori, va începe a se prescrie cu începere dela deces, iar dacă sunt minori, prescripţia este suspendată până la majoritatea lor. (Demolombe, VIII, No. 153, 154; Mourlon, I, No. 1124; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 239 bis, IV; Laurent, V, No. 183; Colin et Capitant, I, p. 510, 511, Alexandresco, II, p. 808; XI, p. 281).

9. Dacă tutela încetează prin emanciparea minorului, prescripţia de zece ani va curge tot dela majoritate iar nu dela emanciparea lui. (Demolombe, VIII, No. 152; Laurent, V, No. 183; Alexandresco, II, p. 808; XI, p. 281).

10. Dacă tutela interzisului încetează prin ridicarea interdicţiei, prescripţia de zece ani va curge dela data publicării hotărîrii de desfinţarea interdicţiei, deoarece numai dela această dată interzisul încetează a fi sub tutelă. (Alexandresco, II, p. 808, 809).

11. Numai acţiunea minorului contra tutorului se prescrie prin trecere de zece ani, iar nu şi a tutorului contra minorului, care se va prescrie prin trecere de trei zeci ani. (Duranton, III, No. 647; Demolombe, VIII, No. 175, 176; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 230, nota 15, p. 460; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 239 bis, V; Laurent, V, No. 184; Baudry et Chéneaux, IV, No. 646; Planiol, I, No. 1981; Alexandresco, II, p. 809; XI, p. 284).

12. Prescripţia de zece ani prevăzută de art. 475 c. civ. fr. (1901 c. c. rom.) nu se aplică contra acelora cari au gerat provizoriu tutela numai de fapt. (Laurent, V, No. 185; Huc, III, No. 464; Baudry et Chéneaux, IV, No. 646; Alexandresco, II, p. 809; XI, p. 281).

13. De asemenea, nici contra tatălui administrator legal. (Demolombe, VI, No. 457; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 137 bis, III; Laurent, IV, No. 319; Huc, III; No. 251: Baudry et Chéneaux, IV, No. 191; Planiol, I, No. 1724; Alexandresco, II, p. 505, 809; XI, p. 281).

14. De asemenea, nici contra curatorilor, consiliilor judiciari sau administratorilor provizorii ai celor în contra cărora s'a cerut punerea sub interdicţie. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 230, p. 461; Alexandresco, II, p. 809; XI, p. 281).

15. Datoria tutorului către minor rezultată în urma încheierii socotelilor de tutelă, se va prescrie prin treizeci ani dela predarea socotelilor, deoarece ea a luat naştere din predarea socotelilor, adică dintr'un fapt posterior tutelei. (Demolombe, VIII, No. 158; Mourlon, I, No. 1221; Demante et Colmet de Santerre. II, No. 239 bis, II; Laurent, V, No. 187; Huc, III, No. 464; Baudry et Chéneaux, IV, No. 646; Planiol, I, No. 1981; Alexandresco, II, p. 810, nota 1).

16. Prescripţia prevăzută de acest articol se aplică, fără nicio excepţie, la toate acţiunile pe care le-ar avea minorul contra tutorului cu privire la gestiunea tutelei, fie că faptele tutelei s'ar opune tutorului pe cale de excepţie, sau pe cale de acţiune principală. (Laurent, V, No. 188; Alexandrsco, II, p. 810).

17. Astfel, se prescrie prin zece ani, acţiunea pe care o are minorul pentru a cere socoteala dela fostul său tutor. (Demolombe, VIII, No. 156; Laurent, V, No. 189; Huc, III, No. 462; Planiol, I, No. 1981; Alexandresco, II, p. 811; XI, p. 281).

Art. 1902. — După zece ani, arhitecții și întreprinzătorii de lucrări, sunt desărcinați de răspunderea la care sunt supuși pentru stricăciunea în tot sau în parte a construcțiunii, prin vițiile de construire sau prin vițiile pământului. (Civ. 998, 999, 1483; Civ. Fr. 2270).

Text. fr. Art. 2270. — Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

Doctrină.

1. Dispoziiţiile art. 2270 c. civ. fr. (1902 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică şi părţile pot stipula o garanţie mai lungă sau mai scurtă. (Alexandresco, XI, p. 285).

2. Acţiunea arhitecţilor pentru plata serviciilor lor se prescrie prin treizeci ani, deoarece dispoziţiile art. 2270 c. civ. fr. (1902 c. civ. rom.) se aplică numai la responsabilitatea arhitecţilor şi antreprenorilor pentru lucrările făcute. (Alexandresco, XI, p. 285).

3. A se vedea: art. 1483 din codul civil cu notele respective).

Secţiunea IV. — **Despre câteva prescripţiuni particulare.**

Art. 1903. — Acțiunea maestrilor și institutorilor de științe sau de arte, pentru lecțiunile ce dau cu luna;

A ospătătorilor și găzduitorilor, pentru nutrirea și locuirea ce procură, și a oamenilor cu ziua, pentru plata zilelor, a materiilor de dânșii procurate și a simbriilor.

Se prescriu prin șase luni. (Civ. 1412, 1451, 1472, 1489, 1729, 1730 § 6, 1887 urm., 1905 urm., 1908 urm.; Civ. Fr. 2271).

Text. fr. Art. 2271. — L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois;

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

Se prescrivent par six mois.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripţiunile de care se ocupă secţiunea IV care se numesc prescripţii scurte, constituesc excepţiuni la dreptul comun, după care, potrivit dispoziţiilor art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.) prescripţia se îndeplineşte prin treizeci ani, aşa încât textele care prevăd aceste prescripţii speciale trebuesc interpretate în mod restrictiv. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 712; Alexandresco, XI, p. 287, 290).

2. In afară de prescripţiile prevăzute în secţiunea IV, mai există prescripţii scurte prevăzute de legi speciale sau de texte particulare din codul civil. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 712; Alexandresco, XI, p. 287 urm.).

3. Se prescrie prin şase luni, acţiunea maeştrilor şi institutorilor de ştiinţe sau de arte, contra posesorilor copiilor ce instruesc, pentru lecţiile ce dau cu luna. (Alexandresco, XI, p. 291).

4. Aceeaşi prescripţie de şase luni se

aplică după părerea dominantă şi în cazul când aceşti maeştri sau institutori se plătesc cu lecţia. (Troplong, Prescription, II, No. 947; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 379 bis, I; Huc, XIV, No. 463; Baudry et Tissier, Prescription, No. 714; Guillouard, Prescription, II, No. 745; Alexandresco, XI, p. 291).

5. După altă părere, în acest caz prescripţia va fi de cinci ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 567; Laurent, XXXII, No. 504; Planiol, II, No. 644).

6. In cazul când maeştrii şi institutorii sunt plătiţi cu trimestrul, cu semestrul sau cu anul, după o părere, acţiunea lor se prescrie prin cinci ani. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 859, nota 37, p. 335; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 444; Huc, XIV, No. 463; Baudry et Tissier, Prescription, No. 714; Guillouard, Prescription, II, No. 745; Planiol, II, No. 644; Alexandresco, XI, p. 291, 292).

7. După altă părere, în acest caz se va aplica prescripţia de un an. (Duranton, XXI, No. 404; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 379 bis, I).

8. In cazul când maeştrii sau institutorii se angajează a da lecţii pe mai mulţi ani sau pe un timp nedeterminat, prescripţia acţiunii va fi de treizeci ani. (Troplong, Prescription, II, No. 946; Mourlon, III, No. 1959; Laurent, XXXII, No. 503; Huc, XIV, No. 463; Baudry et Tissier, Prescription, No. 714; Guillouard, Prescription, II, No. 745; Alexandresco, XI, p. 292).

9. Se prescrie prin şase luni acţiunea ospătătorilor şi găzduitorilor şi restauratorilor pentru nutrirea şi locuirea ce procură pasagerilor, fie cu luna, fie cu anul, fără a se distinge dacă clientul debitor este sau nu comerciant sau dacă acesta a luat masa în otel sau în han, sau a fost servit la domiciliul său. (Mourlon, III, No. 1960; Alexandresco, XI, p. 292).

10. Această prescripţie nu se aplică însă cârciumarilor sau cafegiilor. (Laurent, XXXII, No. 506; Huc, XIV, No. 463; Baudry et Tissier, Prescription, No. 715; Planiol II, No. 644; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, text şi nota 69, p. 445; Guillouard, Prescription, II, No. 748; Comp.: Alexandresco, XI, p. 292).

11. Prescripţia începe a curge contra ospătătorilor şi găzduitorilor, dacă nu este convenţie, din ziua ultimei furnituri ce au făcut debitorilor. (Laurent, XXXII, No. 523; Huc, XIV, No. 463; Alexandresco, XI, p. 292).

12. Această prescripţie nu se aplică proprietarului unui stabiliment comercial sau industrial, care nu exercită profesiunea de găzduitor sau otelier şi care procură impiegaţilor săi hrană şi locuinţă. (Huc, XIV, No. 463; Alexandresco, XI, p. 293).

13. De asemenea, această prescripţie nu se aplică nici directorilor caselor de sănătate care au găzduit şi îngrijit pe un bolnav. (Alexandresco, XI, p. 293, 304, nota 8).

14. De asemenea nici măcelarilor, băcanilor, brutarilor, cofetarilor şi alţi comercianţi, ale căror acţiuni se prescriu printr'un an. (Troplong, Prescription, II, No. 951; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 445; Guillouard, Prescription, II, No. 749; Alexandresco, XI, p. 293).

15. De asemenea, nici acelora care fără spirit de speculă, în mod excepţional şi din prietenie, au primit o persoană la masă şi au găzduit-o, chiar pentru un timp mai lung, pentru un preţ determinat. (Troplong. Prescription, II, No. 970: Baudry et Tissier, Prescription, No. 715; Guillouard, Prescription, II, No. 751; Alexandresco, XI, p. 293).

16. Această prescripţie nu se aplică acelor cari ar fi garantat datoria făcută contra unui hangiu sau ospătător sau ar fi plătit-o ca mandatar sau ca gerant de afaceri al debitorului. (Laurent, XXXII, No. 505; Alexandresco, XI, p. 293).

17. Acţiunea particularilor care nu exercită profesiunea de hangii, otelieri, găsduitori, ci primesc pensionari pentru un preţ determinat, care plătesc preţul pensiunii lor cu anul, cu luna, etc. se prescrie prin cinci ani, iar în lipsa unei convenţii precise asupra acestui punct, se va prescrie prin treizeci ani. (Huc, XIV, No. 463; Alexandresco, XI, p. 293, 294).

18. Prescripţia de şase luni încetează să curgă pentru ospătători, hangii, otelieri, în cazul când s'a dat o chitanţă în baza căreia se reclamă suma datorită. (Alexandresco, XI, p. 294).

19. Se prescrie prin şase luni acţiunea lucrătorilor şi oamenilor tocmiţi cu ziua, pentru plata zilelor de muncă, a salariilor lor şi a furniturilor făcute de ei. (Alexandresco, XI, p. 294).

20. Această prescripţie se aplică lucrătorilor cari îşi închiriază munca sau serviciile lor cu ziua ori cu bucata, oricare ar fi natura serviciilor sau lucrărilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 445; Alexandresco, XI, p. 294).

21. Astfel se prescrie prin şase luni acţiunea unui şef de atelier plătit cu ziua. (Mourlon, III, No. 1961; Huc, XIV, No. 464; Baudry et Tissier, Prescription, No. 716; Guillouard, Prescription, II, No. 753; Alexandresco, XI, p. 294, nota 5; Contra: Laurent, XXXII, No. 508).

22. Intră în categoria lucrătorilor a căror acţiune se prescrie prin şase luni: lucrătorii câmpului, vierii, servitorii cu luna, meşterii cari lucrează pe socoteala stăpânului, cu materialul acestuia sau cu materialul lor, precum: zidarii, lemnarii, tâmplarii. stolerii, fierarii, tinichigii' etc. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 716; Guillouard, Prescription, II, No. 753; Alexandresco, XI, p. 294, 295).

23. Nu intră în această categorie de lucrători, şi deci acţiunea lor se prescrie

prin cinci ani, împiegaţii comerciali ai comercianţilor plătiţi cu luna, deoarece ei nu fac munci manuale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774. p. 444; Laurent, XXXII, No. 509; Huc, XIV, No. 585; Baudry et Tissier, Prescription, No. 716; Guillouard, Prescription, No. 754; Alexandresco, XI, p. 295).

24. De asemenea, se va prescrie prin treizeci ani, iar nu prin şase luni, acţiunea antreprenorilor, cari se obligă a face o lucrare, chiar cu ziua, prin oamenii ce lucrează sub direcţia şi răspunderea lor, chiar dacă ei înşişi ar lua parte activă la lucrare. (Mourlon, III, No. 1961; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 445; Huc, XIV, No. 464; Baudry et Tissier, Prescription, No. 717; Guillouard, Prescription, II, No. 756; Planiol,. II, No. 644; Alexandresco, XI, p. 295).

25. Acţiunea arhitecţilor de asemenea nu se prescrie prin şase luni. (Mourlon, III, No. 1961; Alexandresco, XI, p. 295, 296).

26. Acţiunea tipografilor cari ţin ateliere nu se prescrie prin şase luni, ci printr'un an. (Alexandresco, XI, p. 296).

Art. 1904. — Acţiunea medicilor, a chirurgilor şi a apotecarilor, pentru vizite, operaţiuni şi medicamente;

A neguţătorilor, pentru marfele ce vând la particularii cari nu sunt neguţători;

A directorilor de pensionate, pentru preţul pensiunii şcolarilor lor, şi altor maeştri, pentru preţul uceniciei;

A servitorilor cari se tocmesc cu anul, pentru plata simbriei lor.

Se prescriu printr'un an. (Civ, 810, 1183, 1472, 1729, § 3, 4 şi 5, 1887 urm., 1903, 1905 urm., 1908; C. com. 65, 945, 946, 947; L. p. servitori; Civ. Fr. 2272).

Text. fr. Art. 2272. — L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments;

Celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent;

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire,

Se prescrivent par un an.

Text. fr. Art. 2272. — (Modificat prin L. din 30 Noemvrie 1892 şi 26 Februarie 1911). — L'action des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves ; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le payement de leur salaire,

Se prescrivent par un an.

L'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens, pour leurs visites, opérations, et médicaments, se prescrit par deux ans.

L'action des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands se prescrit par deux ans.

Bibliografie (continuare).

SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. ocol Herţa-Dorohoi, 11 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 466.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Se prescrie printr'un an acțiunea medicilor umani, medicilor veterinari, chirurgilor și farmaciștilor, pentru vizite, operații și furnituri de medicamente. (Huc, XIV, No. 472; Baudry et Tissier, Prescription, No. 730; Guillouard, Prescription, II, No. 720; Planiol, II, No. 642; Alexandresco, XI, p. 297).

2. Prescripția începe a curge după o părere, după fiecare vizită a medicului și după fiecare furnitură de medicamente a farmacistului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, text și nota 58, p. 442; Laurent, XXXII, No. 524; Huc, XIV, No. 473).

3. După a doua părere, prescripția va începe a curge dela 1 Ianuarie care a urmat vizitele medicale sau furniturile de medicamente. (Comp.: Alexandresco, XI, p. 298, nota 2).

4. După a treia părere, prescripția va începe a curge, chiar în caz de boală cronică, dela vindecarea bolnavului, dela decesul lui sau dela încetarea vizitelor sau a furniturilor de medicamente. (Troplong, Prescription, II, No. 959; Baudry et Tissier, Pescription, No. 733; Comp.: Guillouard, Prescription, II, No. 720; Planiol, II, No. 656).

5. Moartea debitorului nu constitue o cauză de întrerupere a prescripției de un an. (Laurent, XXXII, No, 530; Baudry et Tissier, Prescription, No. 733; Guillouard, Prescription, II, No. 720; Alexandresco, XI, p. 299 nota, 308).

6. Se prescrie printr'un an acțiunea comercianților pentru mărfurile ce vând particularilor care nu sunt comercianți. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 722; Guillouard, Prescription, II, No. 725; Alexandresco, XI, p. 300).

7. Acțiunea comercianților pentru mărfuri ce vând la comercianți, se prescrie conform codului de comerț. (Mourlon, III, No. 1963; Laurent, XXXII. No. 501; Huc, XIV, No. 467; Planiol, II, No. 643; Alexandresco, XI, p. 300).

8. Vânzările între necomercianți sau cele făcute de un comerciant care nu se referă la comerțul său, se prescriu prin treizeci ani. (Planiol, II, No. 643; Alexandresco, XI, p. 301).

9. Acțiunea privitoare la un contract de furnitură făcut de un comerciant, se prescrie conform codului de comerț. (Alexandresco, XI, p. 301).

10. Prin comerciant se înțelege acel care cumpără mărfuri en gros pentru a le vinde particularilor cu de-a-mănuntul. (Alexandresco, XI, p. 301).

11. Prescripția de un an se aplică indiferent dacă mărfurile s'au vândut en gros sau în detaliu. (Mourlon, III, No. 1964; Baudry et Tissier, Prescription, No. 725; Alexandresco, XI, p. 303, 304).

12. Astfel, se prescriu printr'un an acțiunile brutarilor, băcanilor, măcelarilor, cofetarilor și altor mici comercianți cari își vând mărfurile lor consumatorilor. (Alexandresco, XI, p. 302).

13. De asemenea, acțiunile acelor cari lucrează pe socoteala lor și fabrică obiectele ce vând la necomercianți, cum sunt: croitorii, ceasornicarii, fierarii, lăcătușii, teslarii, stolerii, etc., afară de cazul când ei se vor mărgini a face reparații, când prescripția va fi de șase luni. (Troplong, Prescription, II, No. 956; Baudry et Tissier, Prescription, No. 718; Guilouard, Prescription, II, No. 723; Alexandresco, XI, p. 302; Comp.: Huc, XIV, No. 468).

14. De asemenea, acțiunile librarilor și vânzătorilor de ziare pentru cărțile și ziarele ce vând. (Alexandresco, XI, p. 302).

15. De asemenea, după o părere, acțiunea tipografului, chiar în privința operelor ce le editează. (Troplong, Prescription, II, No. 963; Laurent, XXXII, No. 512; Guillouard, Prescription, II, No. 735; Alexandresco, XI, p. 302, 303).

16. După altă părere, acțiunea tipografului-editor se va prescrie prin treizeci ani deoarece este un antreprenor. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 718).

17. Prescripția de un an nu se aplică artiștilor cari își vând tablourile sau sculpturile lor, ci se aplică prescripția de treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 301, 302).

18. De asemenea, nici poprietarului care își vinde mobilele sau recoltele sale, chiar unui comerciant, ci se aplică prescripția de treizeci ani. (Mourlon, III, No. 1963; Laurent, XXXII, No. 501; Baudry et Tissier, Prescription, No. 723; Alexandresco, XI, p. 301, 302).

19. De asemenea, nici antreprenorilor de lucrări, ci se aplică prescripția de treizeci ani. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 724; Alexandresco, XI, p. 301, 302; Contra: Huc, XIV, No. 469).

20. De asemenea, nici aparatelor vândute de un dentist, deoarece el le lucrează și le adaptează la gura clienților. (Alexandresco, XI, p. 302).

21. De asemenea, nu se aplică la prețul abonamentelor ziarelor. (Alexandresco, XI, p. 302).

22. De asemenea, nici fotografului pentru plata fotografiilor lucrate și predate. (Huc, XIV, No. 470; Alexandresco, XI, p. 303).

23. Prescripția de un an nu se aplică atunci când debitorul se pretinde liberat nu prin o plată reală, ci prin remiterea datoriei, prin novație, compensație, etc., sau când recunoaște că a plătit o parte din datorie, ci se va aplica prescripția de treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 304).

24. De asemenea, prescripția de un an nu se aplică atunci când datoria este constatată prin un titlu. (Alexandresco, XI, p. 304).

25. Se prescrie printr'un an acțiunea directorilor de pensionate sau școli private sau publice, pentru pensiunea elevilor, precum și acțiunea altor meșteri sau patroni pentru prețul uceniciei. (Alexandresco, XI, p. 304).

26. Prin pensionate se înțeleg casele particulare de instrucțiune unde elevii primesc instrucție, locuință și hrană. (Alexandresco, XI, p. 304).

27. Directorii caselor de sănătate nu sunt asimilați directorilor de pensionate. (Alexandresco, XI, p. 304, nota 8).

28. Prescripția de un an se aplică nu numai la datoria părinților pentru instrucțiunea, hrana și locuința elevului, ci și pentru furniturile școlare. (Guillouard, Prescription, II, No. 736; Alexandresco, XI, p. 305).

29. Prescripția de un an se aplică numai la prețul pensiunii propriu zise, iar nu și pentru alte cheltuieli sau îngrijiri, cum ar fi căutarea unei boli sau procurare de haine, care se presciu prin treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 305).

30. Acțiunea acelor cari dau numai hrană și locuință elevilor fără instrucțiune, se prescrie prin șase luni potrivit dispozițiunilor art. 2271 c. civ. fr. (1903 c. civ. rom.), iar nu printr'un an. (Laurent, XXXII, No. 502; Baudry et Tissier, Prescription, No. 726; Guillouard, Prescription, II, No. 736; Alexandresco, XI, p. 305).

31. Cu toate că art. 2272 c. civ. fr. (1904 c. civ. rom.), prevede numai prescripția creanței pentru prețul uceniciei, însă dacă stăpânul sau meșterul va găzdui și hrăni pe ucenici, el va fi asimilat directorului de pensionat. (Troplong, Prescription, II, No. 966; Laurent, XXXII, No. 502; Guillouard, Prescription, II, No. 737; Alexandresco, XI, p. 305).

32. Se prescrie printr'un an acțiunea servitorilor care se tocmesc cu anul, pentru plata simbriei lor. (Alexandresco, XI, p. 306).

33. Dacă servitorul se tocmește cu luna, cu săptămâna sau cu ziua, acțiunea sa se va prescrie prin șase luni. (Laurent, XXXII, No. 503; Alexandresco' XI, p. 306; Comp.: Baudry et Tissier, Prescription, No. 727).

34. Servitori sunt toți acei prevazuți în legea servitorilor. (Alexandesco, XI, p. 306).

35. Nu intă în categoria servitorilor și acțiunea lor se prescrie prin cinci ani, dacă salariul lor este plătit cu anul sau la termene periodice mai scurte, acei care nu sunt însărcinați cu lucrări manuale, ci exercită în casă o profesiune liberală, precum: intendenții, secretarii, gramăticii, bibliotecarii, guvernantele, etc. (Troplong, Prescription, II, No. 975; Laurent, XXXII, No. 503; Baudry et Tissier, Prescription, No. 727; Guillouard, Prescription, II, No. 740; Alexandresco, XI, p. 307).

36. De asemenea, nici funcționarul care conduce o uzină sau alt stabiliment industrial sau comercial. (Laurent, XXXII, No. 503; Alexandresco, XI, p. 307).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Prescripția de 1 an prevăzută de art. 1904 al. 2 c. c., este bazată pe o prezumpție de plată, susceptibilă de a fi răsturnată prin jurământ de credulitate, iar dacă s'a redactat act scris în cursul anului, prescripția e de 30 ani. (Jud. Oc. Herța, jurnal din 11 Mai 1925, Jur. Gen. 1926. No. 466).

2. In fapt: Pârîtul se apără arătând că nu el a primit marfa dela reclamantul comerciant, ci soția sa și independent, de ceasta, el arată că a trecut un an dela data când a primit marfa opunând excepțiunea peremptorie de fond prescripția anuală stabilită de art. 1904, al. 2 codul civ.

In drept: Chiar dacă faptul primirii mărfii și neplății costului, adică a creanței creditorului comerciant, contra debitorului necomerciant ar fi deplin dovedită, totuși, în speță, acțiunea și deci creanța a cărei realizare o cere creditorul, se opune o prezumpțiune legală de liberațiune: prescripția specială regulamentată de art. 1904 al. 2 codul civil.

Considerând că această cale de excepție opusă pretenției creditorului constitue un mijloc de liberațiune, adică de stingere a raportului de obligațiune sau chiar mai mult o dispensă de dovadă din partea debitorului acționat și aceasta după părerea unei mari majorități din doctrină.

Că, motivul de ordine publică și de stabilitate socială a făcut pe legiuitor ca prin un text, ca acel al cărui aplicație am făcut-o — art. 1904 al. 2 cod. civ. — să consolideze și să transforme într'o stare de drept irefragabilă, prin stingerea juridică a dreptului neexercitat, situația de fapt creată prin neexercițiul unui drept mai mult încă, prin o prescripție specială și de scurtă durată legiuitorul a voit aproape

sub forma unei decăderi a interzice comerciantului de a mai putea exercita dreptul său de creanţă pentru datorii curente şi care se achită în practică treptat cu naşterea lor de către particulari. (Jud. oc. Ghergani-Dâmboviţa, Carte de jud. civ. No. 308 din 1921, Jur. Gen. 1926, No. 649).

Art. 1905. — Prescripţiunea, în cazurile mai sus arătate, se va împlini, chiar dacă ar urma serviciile, lucrările şi predările acolo menţionate.

Ea nu încetează de a curge decât când s'a încheiat socoteala, s'a dat un bilet sau adeverinţă, ori s'a format cerere în judecată. (Civ. 1202, 1865 urm., 1903, 1904 urm., 1908; Civ. Fr. 2274).

Text. fr. Art. 2274. — La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fofurnitures, livraisons, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée.

Doctrină.

1. Prescripţiunile de şase luni şi un an se întemeiază pe o prezumpţie de plată. (Mourlon, III, No. 1967; Planiol, II, No. 673; Alexandresco, XI, p. 311).

2. Prescripţiunile de şase luni şi de un an se vor întrerupe potrivit regulelor generale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 445, 446; Laurent, XXXII, No. 530; Guillouard, Prescription, II, No. 690; Alexandresco, XI, p. 149, 307, 308).

3. Aceste prescripţii vor curge chiar dacă ar urma serviciile, lucrările şi predările, deoarece continuarea lor poate să aibă loc atât în caz de neplată, cât şi în caz de plată. (Mourlon, III, No. 1968; Alexandresco, XI, p. 308).

4. Aceste prescripţii încetează a curge numai când s'a încheiat o socoteală, adică atunci când s'a recunoscut datoria de debitor, sau când el a dat un bilet, cum ar fi o scrisoare sau adeverinţă prin care el recunoaşte datoria, sau când creditorul a făcut o cerere în judecată. (Alexandresco, XI, p. 308).

5. Actele enumerate de acest articol în mod limitativ nu numai că întrerup prescripţiile scurte, dar încă le interverteşte în prescripţia lungă de treizeci ani. (Mourlon, III, No. 1972; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 774, p. 446; Laurent, XXXII, No. 531; Huc, XIV, No. 478; Baudry et Tissier, Prescription, No. 755; Guillouard, Prescription, II, No. 768; Planiol, II, No. 675; Alexandresco, XI, p. 309).

6. Intervertirea prescripţiei are loc nu numai prin încheierea socotelilor şi recunoaşterea datoriei, ci şi prin cererea în judecată, deşi nu a fost urmată de o hotărîre definitivă. (Laurent, XXXII, No. 531; Huc, XIV, No. 478; Baudry et Tissier, Prescription, No. 756; Guillouard, Prescription, II, No. 769; Alexandresco, XI, p. 309, 310; Contra: Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 382 bis, II, III).

7. Când la încheierea convenţiunii, părţile au încheiat un act constatator, nu se aplică prescripţia scurtă. (Laurent, XXXII, No. 532; Huc, XIV, No. 477; Baudry et Tissier, Prescription, No. 760; Guillouard, Prescription, II, No. 774; Alexandresco, XI, p. 310).

8. Regula privitoare la intervertirea prescripţiei este o chestie de drept, supusă censurii instanţei de recurs. (Laurent, XXXII, No. 537; Baudry et Tissier, Prescription, No. 761; Alexandresco, XI, p. 310).

Art. 1906. — Cu toate acestea, cei căror vor fi opuse aceste prescripţiuni pot deferi celor ce li se opun, jurământ asupra cestiunii de a se şti dacă lucrul s'a plătit în adevăr. Jurământul va putea fi deferit văduvelor şi moştenitorilor sau tutorilor acestor după urmă, când sunt minori, pentru ca să aibă a declara dacă nu ştiu că lucrul este încă datorit. (Civ. 1202, 1208 urm., 1903 urm., 1908; Civ. Fr. 2275).

Text. fr. Art. 2275. — Néanmoins ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripțiunile de șase luni și un an fiind întemeiate pe o prezumpțiune de plată, când debitorul invoacă prescripția, creditorul poate să-i defere jurământul dacă a plătit în realitate. (Alexandresco, XI, p. 311).

2. Jurământul nu se va mai deferi când debitorul acționat recunoaște prin mărturisirea sa că nu a plătit datoria. deoarece în acest caz el va fi condamnat în baza acestei mărturisiri. (Laurent, XXXII, No. 517; Huc, XIV, No. 480; Planiol, II, No. 695; Alexandresco, XI, p. 311).

3. Mărturisirea debitorului poate fi nu numai expresă, ci și tacită cum ar fi de exemplu, când el ar invoca compensația și în urmă s'ar dovedi că creditorul nu-i datora nimic. (Huc, XIV, No. 480; Baudry et Tissier. Prescription, No. 748; Planiol, II, No. 695; Alexandresco, XI, p. 311).

4. In afară de mărturisire și de jurământ, creditorul nu poate combate prescripția prin alt mijloc de probă. (Huc, XIV, No. 482; Baudry et Tissier, Prescription, No. 749; Planiol, II, No. 696; Alexandresco, XI, p. 311, 312).

5. Numai prescripțiile de șase luni și de un an se pot combate prin jurământ, iar nu și celelalte prescripții care nu pot fi combătute nici prin jurământ, nici prin alte dovezi. (Laurent, XXXII, No. 514; Huc, XIV, No. 480; Baudry et Tissier, Prescription, No. 751; Guillouard, Prescripiton, II, No. 786; Planiol, II, No. 698; Alexandresco, XI, p. 312, 313).

6. In caz de moartea debitorului, jurământul, denumit în acest caz de credulitate sau de credibilitate, poate fi deferit văduvei și moștenitorilor săi, iar în caz de minoritate a moștenitorilor, el poate fi deferit tutorilor lor, pentru ca aceștia să declare dacă nu știu că lucrul este încă datorit. (Alexandresco, XI, p. 313).

7. Dacă aceștia vor jura că nu știu dacă lucrul se datorește, acțiunea creditorului va fi respinsă. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 744; Alexandresco, XI, p. 314).

8. Jurământul de credulitate nu poate fi aplicat prin analogie la alte cazuri neprevăzute de lege, nici la alte persoane decât acele arătate de lege. (Alexandresco, XI, p. 314).

9. Jurământul de credulitate va putea fi deferit nu numai femeii văduve, ci și bărbatului văduv, care s'ar găsi în o situație analoagă, motivul fiind acelaș în ambele cazuri. (Alexandresco, XI, p. 314, nota 2).

10. Jurământul de credulitate trebuește deferit și prestat în termenii ceruți de lege. (Huc, XIV, No. 482; Baudry et Tissier, Prescription, No. 747; Alexandresco, XI, p. 314).

11. Dacă mama tutoare este căsătorită de al doilea, jurământul de credulitate va trebui deferit atât tutoarei cât și cotutorului, iar refuzul unuia din ei de a jura expune pe minor la pierderea procesului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 745; Alexandresco, XI, p. 314).

Art. 1907. — Veniturile renditelor perpetue sau pe viață;

Prestațiunile periodice ale pensiunilor alimentare, chiriile caselor și arenzile bunurilor rurale;

Dobânzile sumelor împrumutate și, în genere, tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte.

Se prescriu prin cinci ani. (Civ. 474, 523, 900, 1429, 1587 urm., 1639 urm., 1908; C. com. 949; Civ. Fr. 2277).

Text fr. Art. 2277. — Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères;
Ceux des pensions alimentaires;
Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;
Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts;
Se prescrivent par cinq ans.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. Vouziers (Ardennes) 14 Ian. 1920, Pand. Rom. 1925, III, 154; *Observaţie* sub Trib. Bordeaux, 14 Martie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 43.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Prescripţia prevăzută de art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.), se întemeiază nu numai pe o prezumpţie de plată ci mai mult pe consideraţia de ordine publică şi de interes general de a împiedeca ruina debitorului, prin acumularea prestaţiilor periodice ce datoreşte, provenită din cauza neglijenţei creditorilor de a reclama la exigibilitatea lor. (Mourlon, III, No. 1978, 1979; Troplong, Prescription, II, No. 1066; Baudry et Tissier, Prescription, No. 768; Guillouard, Prescription, II, No. 654; Planiol, II, No. 638; Alexandresco, XI, p. 318, 319).

2. Din acest caracter al prescripţiei rezultă că debitorul poate s'o opue deşi ar recunoaşte că nu şi-a plătit datoria. (Troplong, Prescription, II, No. 1036; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, text şi nota 16, p. 433; Laurent, XXXII, No. 433; Huc, XIV, No. 487; Baudry et Tissier, Prescription, No. 769; Guillouard, Prescription, II, No. 655; Alexandresco, XI, p. 319).

3. O altă consecinţă care decurge din acest caracter al prescripţiei este că creditorul căruia i se opune prescripţia de cinci ani, nu poate deferi debitorului jurământ pentru a declara dacă a plătit datoria. (Troplong, Prescription, II, No. 1035; Laurent, XXXII, No. 432; Huc, XIV, No. 487; Baudry et Tissier, Prescription, No. 770; Guillouard, Prescription, II, No. 656; Alexandresco, XI, p. 320).

4. Prescripţia de cinci ani poate fi opusă în orice stare a procesului, chiar pentru prima oară în apel, dacă debitorul nu a renunţat la ea. (Alexandresco, XI, p. 321).

5. Nu constitue o renunţare la invocarea prescripţiei, faptul debitorului de a contesta datoria, de a invoca plata şi de a pretinde că chitanţa a fost pierdută. (Laurent, XXXII, No. 434; Baudry et Tissier, Prescription, No. 771; Alexandresco, XI, p. 321).

6. Prescripţia de cinci ani nu poate fi invocată din oficiu, chiar dacă lipseşte debitorul la judecată. (Laurent, XXXII, No. 174; Huc, XIV, No. 487; Baudry et Tissier, Prescription, No. 772; Guillouard, Prescription, I, No. 303; II, No. 693; Alexandresco, XI, p. 321).

7. Prescripţia de cinci ani nu poate fi propusă de debitor pentru prima oară înainte instanţei de recurs. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 772; Alexadresco, XI, p. 321).

8. Prescripţia de cinci ani este supusă întreruperii şi suspendării potrivit dreptului comun şi după întreruperea ei, va începe o nouă prescripţie de cinci ani, afară dacă datoria a fost novată. (Huc, XIV, No. 501; Baudry et Tissier, Prescription, No. 803; Guillouard, Prescription, II, No. 792; Alexandresco, XI, p. 321, 336, 337).

9. In art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.), se enumeră în mod enunciativ, iar nu limitativ, câteva creanţe la care se aplică prescripţia de cinci ani, făcându-se menţiune că această prescripţie se aplică, în genere, la tot ce se plăteşte cu anul sau la termene mai scurte, adică la toate creanţele care nu au de obiect capitaluri, ci numai produse sau venituri periodice. (Troplong, Prescription, II, No. 1011; Laurent, XXXII, No. 435; Huc, XIV, No. 486; Baudry et Tissier, Prescription, No. 773; Alexandresco, XI, p. 322, 334).

10. Astfel, salariul lunar se prescrie prin cinci ani, deoarece este o plată periodică. (Alexandresco, XI, p. 322).

11. Tribunalele constată în mod suveran periodicitatea prestaţiilor de natură a fi prescrise prin cinci ani. (Alexandresco, XI, p. 322).

12. Părţile cari sunt capabile pot scurta termenul legal de cinci ani al prescripţiei. (Aexandresco, XI, p. 322).

13. Se prescriu prin cinci ani toate ve-

niturile rentelor perpetue sau viagere, chiar legate prin testament, constituite asupra particularilor sau asupra Statului. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 382, 621, 774; Alexandresco, XI, p. 322, 323).

14. Se prescriu prin cinci ani prestaţiunile periodice ale pensiunilor alimentare, legate prin testament, stabilite prin o convenţie sau prin hotărîre judecătorească. (Laurent, XXXII, No. 438; Alexandresco, XI, p. 323, 324).

15. Se prescriu prin cinci ani chiriile caselor şi arenzile bunurilor rurale. (Alexandresco, XI, p. 326).

16. Chiriile apartamentelor închiriate de ospătători şi găzduitori, se prescriu însă prin şase luni. (Huc, XIV, No. 489; Guillouard, Prescription, II, No. 666; Alexandresco, XI, p. 326).

17. In denumirea de chirii şi arenzi intră şi prestaţiunile în natură impuse chiriaşului sau aredaşului, cu titlu de sarcine accesorii cum sunt: impozitele cari privesc pe proprietar, prestaţii în natură, despăgubirea datorită de locatar în urma rezilierii contractului, pe timpul necesar reînchiririi, prima de asigurare, etc. (Huc, XIV, No. 491; Baudry et Tissier, Prescription, No. 777; Planiol, II, No. 639; Alexandresco, XI, p. 326).

18. Nu sunt cuprinse în denumirea de chirii şi arenzi, despăgubirile datorite de locatar, care rămâne în folosinţa lucrului, după expirarea contractului sau care sunt datorite pentru despăgubiri sau reparaţii locative. (Huc, XIV, No. 491; Baudry et Tissier, Prescription, No. 779; Guillouard, Prescription, II, No. 660; Alexandresco, XI, p. 326, 327; Contra: Laurent, XXXII, No. 443).

19. Dacă datoriile din chirii şi arenzi au fost recunoscute de debitor prin un deosebit act scris, ele se vor prescrie prin treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 327).

20. Acţiunea în repetiţie exercitată de un terţ care a plătit chiria datorită de locatar, se prescrie prin treizeci ani. (Alexandresco, XI, p. 327).

21. Se prescriu prin cinci ani dobânzile sumelor împrumutate. (Alexandresco, XI, p. 327).

22. Cu toate că art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.), vorbeşte numai de dobânzile sumelor împrumutate, adică de dobânzile convenţionale, totuşi se prescriu prin cinci ani toate dobânzile, adică cele convenţionale, legale judiciare sau moratorii şi chiar dobânzile preţului vânzării unui lucru producător de venit. (Mourlon, III, No. 1981; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 385 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 434 urm.; Laurent, XXXII, No. 448 urm.; Huc, XIV, No. 494; Baudry et Tissier. Prescription, No. 781 urm., 784 urm.; Guillouard, Prescription, II, No. 668; Planiol, II. No. 639: Alexandresco, XI, p. 327, 328; Contra: Duranton, XVI, No. 342; XXI, No. 433, 434; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 859, p. 331).

23. Dobânzile sumelor datorite de uzufructuar nudului proprietar în baza art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), se prescriu prin cinci ani. (Laurent, XXXII, No. 446; Huc, XIV, No. 496; Guillouard, Prescription, II, No. 682; Alexandresco, XI, p. 329).

24. Dobânzile unor datorii al căror cuantum nu este determinat, nu se prescriu prin cinci ani, deoarece creditorul nu are acţiune pentru a cere aceste dobânzi. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 793; Guillouard, Prescription, II, No. 669; Alexandresco, XI, p. 329).

25. Prescripţia de cinci ani nu se aplică dobânzilor care sunt exigibile odată cu capitalul. (Laurent, XXXII, No. 460; Huc, XIV, No. 492; Baudry et Tissier, Prescription, No. 690; Guillouard, Prescription, II, No. 689; Alexandresco, XI, p. 231).

26. De asemenea, nici dobânzilor unui cont curent existent între comercianţi, până ce contul curent nu a fost lichidat. (Troplong, Prescription, II, No. 1029; Aubry et Rau, ed. 4-a VIII, § 774, p. 437; Huc, XIV, No. 492; Baudry et Tissier, Prescription, No. 793; Guillouard, Prescription, II, No. 670; Alexandresco, XI, p. 331).

27. De asemenea, nici dobânzilor datorite de o societate unuia din asociaţi până ce această sumă nu a fost determinată. (Huc, XIV, No. 492; Alexandresco, XI, p. 331).

28. Nici dobânzilor care curg în timpul unei instanţe judecătoreşti, deoarece operează întreruperea în orice moment. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 859, text şi nota 19, p. 332; Laurent, XXXII, No. 476; Baudry et Tissier, Prescription, No. 801; Guillouard, Prescription, II, No. 680; Alexandresco, XI, p. 232, 337).

29. Nici dobânzilor sumelor cu care tutorul a rămas dator minorului sau interzisului, cât timp el nu a predat socotelile definitive şi cât timp aceste socoteli nu au fost aprobate. (Troplong, Prescription, II, No. 1027; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 437; Laurent, XXXII, No. 471; Baudry et Tissier, Prescription, No. 793; Guillouard, Prescription, II, No. 671; Alexandresco, IX, p. 233).

30. Nici dobânzilor sumelor plătite în contul debitorului de către un creditor, fidejusor, mandatar sau un gestionar de afaceri, în privinţa recursului ce aceştia au contra debitorului pentru plata făcută. (Mourlon, III, No. 3980; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII § 774, p. 437; Laurent, XXXII, No. 461; Alexandresco, XI, p. 233).

31. Dispoziţiunile art. 2277 c. civ. fr. (1907 v. civ. rom.), nu-şi găsesc aplicaţia în cazul când creditorul a fost împiedecat să ceară dobânda din o cauză legitimă, cum ar fi de exemplu în cazul când el a fost împiedecat să introducă acţiunea de către debitor. (Troplong, Prescription, II, No. 1010; Dalloz. Rép., Suppl.,

Prescription civile, No. 636; Laurent, XXXII, No. 473, 474; Guillouard, Prescription, II, No. 674; Alexandresco, XI, p. 233; Contra: Huc, XIV, No. 500; Baudry et Tissier, Prescription, No. 804).

32. De asemenea, dispoziţiile acestui articol nu se aplică datoriei unui capital plătibil cu anul sau la termene periodice mai scurte. (Mourlon, III, No. 1980; Laurent, XXXII, No. 435, 459; Huc, XIV, No. 499; Baudry et Tissier, Prescription, No. 789; Alexandresco, XI, p. 233).

33. Se prescriu prin cinci ani toate prestaţiunile cari se plătesc cu anul sau la termene periodice mai scurte, adică toate acele creanţe care au de obiect produse sau venituri periodice, iar nu capitaluri. (Alexandresco, XI, p. 334).

34. Astfel, se prescriu prin cinci ani salariile funcţionarilor publici. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 776; Alexandresco, XI, p. 334; Contra: Laurent, XXXII, No. 441).

35. Calcularea celor cinci ani de prescripţie se va face dela cererea în judecată a actului întrerupător de prescripţie. (Troplong, Prescription, II, No. 1003; Aubry et Rau, ed. 4-a VIII, § 774, p. 438; Dalloz, Rép., Suppl., Prescription civile, No. 639; Laurent, XXXII, No. 475; Huc, XIV, No. 487; Baudry et Tissier, Prescription, No. 799; Guillouard, Prescription, II, No. 689; Alexandresco. XI, p. 335; Contra: Duranton, XXI, No. 429).

36. Această soluţie îşi găseşte aplicaţiunea chiar atunci când dobânzile sau veniturile au încetat de a fi datorate. (Troplong, Prescription, II, No. 1003; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 774, p. 438; Laurent, XXXII, No. 475; Huc, XIV, No. 487; Baudry et Tissier, Prescription, II, No. 799; Guillouard, Prescription, II, No. 689; Alexandresco, XI, p. 336).

Art. 1908. — Prescripţiunile prezentei secţiuni curg în contra minorilor şi interdicţilor, rămânând acestora recurs în contra tutorilor lor. (Civ. 342, 390, 421, 454, 998, 1160, 1376, 1876, 1903, 1904; Civ. Fr. 2278).

Text. fr. Art. 2278. — Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits; sauf leur recours, contre leurs tuteurs.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1909 din 4 Nov. 1924, Curier Jud, 14/1926.

Doctrină.

1. Prescripţiile de şase luni, de un an şi de cinci ani, curg contra minorilor şi interzişilor, rămânându-le recurs în contra tutorilor lor. (Alexandresco, XI, p. 338).

2. Motivele care au determinat pe legiuitor să prevadă această excepţiune dela dreptul comun este că după intenţiunea legiuitorului, aceste prescripţiuni au un termen scurt şi deci dacă s'ar prelungi termenul cât timp ţine minoritatea sau interdicţiunea, s'ar contraveni acestei intenţiuni; apoi creanţele prevăzute în această secţiune sunt relativ puţin importante, şi dacă ele ar fi pierdute, recursul ce minorii şi interzişii au în contra tutorului lor, va fi de ordinar suficient pentru a garanta interesele incapabililor. (Laurent, XXXII, No. 538; Huc, XIV, No. 501; Baudry et Tissier, Prescription, No. 813; Guillouard, Prescription, II, No. 682; Planiol. II, No. 683; Alexandresco, XI. p. 338).

Art. 1909. — Lucrurile mişcătoare se prescriu prin faptul posesiunii lor, fără să fie trebuinţă de vreo curgere de timp.

Cu toate acestea, cel ce a pierdut sau cel cărui s'a furat un lucru, poate să-l revendice în curs de trei ani din ziua când l-a pierdut sau când i s'a furat, dela cel la care-l găseşte, rămânând acestuia recurs în contra celui dela care-l are. (Civ. 472 urm., 485 urm., 972, 998, 1156, 1200, 1446, 1598, 1607, 1696, 1730, 1751, 1800, 1910; C. pen. 306 urm ; C. com. 58; Lege p. titlurile la purtător pierdute, distruse, furate, etc. din 21 Ian. 1883; Decretul-lege 3380 din 13 Nov. 1918; Lege privitoare la duplicate pentru titlurile evacuate la Moscova din 15 Sept. 1920; Civ. Fr. 2279).

Text. fr. Art. 2279. — En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Montauban, 9 Mai 1922, Pand. Rom. 1926, III, 46;
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, *„Dată certă"*, p. 30;
MERLESCU V. I., *Notă* sub Cas. III, 2390 din 8 Decemvrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 224.

INDEX ALFABETIC
(la doctrină).

Doctrină.

1. Lucrurile mobile corporale se prescriu prin faptul posesiunii lor, fără să fie nevoie de vreo curgere de timp. (Alexandresco, XI, p. 348, 349; Comp.: Demolombe, IX, No. 622; Mourlon, III, No. 1985; Baudry et Tissier, Prescription. No. 831; Planiol, I, No. 2494; Colin et Capitant, I, p. 909).

2. Pentru ca dispozițiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), să poată fi invocate, trebuește condiția ca posesiunea lucrului mobil să fie cu titlu de proprietar, căci dispozițiile acestui articol nu mai sunt aplicabile, dacă posesorul este acționat în baza unei acțiuni personale, cum ar fi de exemplu un contract, cuasi-contract, delict sau cuasi-delict, care îl obligă la restituirea lucrului. (Laurent. XXXII. No. 551: Baudry et Tissier, Prescription, No. 837; Alexandresco, XI, p. 350, 360).

3. Astfel, nu pot invoca dispozițiile acestui articol, toți acei cari dețin lucrul cu titlu precar, precum: locatarul, depozitarul, comodatarul, etc., deoarece ei nu pot prescrie lucrul nici chiar printr'un termen mai lung. (Mourlon, III, No. 1995, 1996; Laurent, XXXII, No. 544; Huc, XIV, No. 509; Baudry et Tissier, Prescription, No. 837, 851 urm.; Guillouard, Prescription, II, No. 863 urm.; Colin et Capitant, I, p. 910: Alexandresco, XI, p. 350, 360).

4. Uzufructuarul unui lucru mobil poate să invoace dispozițiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), față de terți, dacă a primit lucrul cu bună credință, deoarece el este detentor cu titlu precar numai față de acel care i-a constituit dreptul de uzufruct. (Laurent, XXXII, No. 575; Baudry et Tissier, Prescription, No. 867; Guillouard. Prescription, II, No. 869; Alexandresco, XI, p. 350, nota 4).

5. Nu poate invoca prescripția instantanee acel care a găsit un lucru. deoarece el este obligat să restitue lucrul în baza acțiunii din delict și nu-l poate prescrie decât prin trecere de treizeci ani. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 837; Planiol, I, No. 2586; Alexandresco, XI, p. 350).

6. Creditorul care a primit în amanet cu bună credință un lucru mobil dela un detentor precar, poate invoca dispozițiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), opunându-se la restituirea lucrului până la plata cranței sale. (Laurent, XXXII, No. 575; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 387; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 31; Guillouard, Prescription, II, No. 878; Alexandresco, XI, p. 351; Contra: Baudry et Tissier, Prescription, No. 870).

7. Toleranța proprietarului lucrului constitue un titlu precar care nu poate duce la prescripția instantanee. Astfel, acel care ocupă un apartament în casa unui proprietar, prin simplă toleranță, fără a plăti o chirie, trebue să facă dovada că lucrurile aflate în apartament au fost aduse de el. (Laurent, XXXII, No. 549; Alexandresco, XI, p. 352).

8. Servitorii pot invoca beneficiul dispozițiilor art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), dacă rezultă din împrejurările cauzei că au posesiunea exclusivă și cu titlu

de proprietar a lucrurilor mobile care se află în casa stăpânului lor, care este domiciliul lor. (Laurent, XXXII, No. 549; Alexandresco, XI, p. 352).

9. Posesorul unor valori pe care pretinde că le-a dobândit prin dar manual, le prescrie instantaneu şi poate dovedi darul manual prin orice mijloc de probă. (Alexandresco, XI, p. 352).

10. In acest caz acei cari revendică lucrul pretins ca dobândit prin dar manual, pot dovedi că posesiunea este echivocă şi clandestină. (Alexandresco, XI, p. 352).

11. Acel care posedă un lucru mobil nu are de făcut nicio dovadă, ci acel care îl revendică este obligat să facă dovada că posesorul este de rea credinţă sau că posedă lucrul în baza unui titlu care îl obligă la restituire sau cu titlu precar. (Demante, et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, VI; Huc, XIV, No. 509; Alexandresco, XI, p. 353).

12. Dovada precarităţii se va face potrivit regulelor de drept comun. (Alexandresco, XI, p. 353, 354).

13. O altă condiţiune pentru ca să-şi găsească aplicaţiunea dispoziţiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), este buna credinţă a posesorului lucrului mobil. (Demolombe, IX, No. 622; Troplong, Prescription, II, No. 1061; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 849, nota 3, p. 306; Mourlon, III, No. 1993; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, VII; Laurent, XXXII, No. 559; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 365; Baudry et Tissier, Prescription, No. 871; Guillouard, Prescription, II, No. 874; Planiol, I, No. 2479, 2743; Colin et Capitant, I, p. 911; Alexandresco, XI, p. 354, 355; Contra: Huc, XIV, No. 514).

14. Dacă posesorul a dobândit un lucru dela un terţ care îl dobândise la rândul său cu buna credinţă dela un detentor precar, posesorul chiar dacă ar fi de rea credinţă, poate invoca prescripţia instantanee nu în numele său propriu, ci în numele autorului său. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, XIII; Alexandresco, XI, p. 355).

15. Buna credinţă trebue să existe în momentul când începe posesiunea iar nu în momentul contractului, căci posesorul este de bună credinţă, chiar dacă puţin după începerea posesiunii, ar afla că lucrul aparţine altuia. (Laurent, XXXII, No. 561; Baudry et Tissier, Prescription, No. 874; Guillouard, Prescription, II, No. 875; Alexandresco, XI, p. 355; Contra: Larombière, Obligations, Art. 1141, No. 6, 16; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, XII).

16. Buna credinţă este presupusă până la dovada contrară. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 875; Alexandresco, XI, p. 355).

17. Triunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesorul este sau nu de bună credinţă. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 873; Guillouard, Prescription, II, No. 583; Alexandresco, XI, p. 356).

18. Posesorul care invoacă dispoziţiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), nu are nimic de dovedit în afară de posesiune, el fiind prezumat de bună credinţă şi nefiind obligat să facă dovada justului titlu, adică o cauză legală de achiziţie precum: vânzarea, schimbul, donaţiunea, etc. (Laurent, XXXII, No. 553; Huc, XIV, No. 516; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 365; Baudry et Tissier, Prescription, No. 877; Alexandresco, XI, p. 356; Contra: Demolombe, IX, No. 622; XXIV, No. 469).

19. Prescripţia instantanee se aplică numai lucrurilor mobile corporale, care singure pot face obiectul unei detenţiuni materiale, iar nu şi lucrurilor mobile incorporale, cum sunt de exemplu creanţele. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 849, text şi nota 6, p. 307; Larombière, Obligations, Art. 1141, No. 2; Troplong, Prescription, II, No. 1065; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 388 bis, III; Huc, XIV, No. 506; Baudry et Tissier, Prescription, No. 840; Guillouard, Prescription, II, No. 824; Laurent, XXXII, No. 566; Planiol, I, No. 2488; Colin et Capitant, I, p. 905; Alexandresco, XI, p. 356, 357).

20. Cu toate acestea dintre lucrurile mobile incorporale pot fi prescrise instantaneu titlurile la purtător şi cupoanele lor. (Laurent, XXXII, No. 598; Guillouard, Prescription, II, No. 846; Alexandresco, XI, p. 357).

21. De asemenea şi biletele sau obligaţiunile la înfăţişător care se transmit din mână în mână, dacă se admite că astfel de titluri pot fi constituite sub codul actual. (Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 849, nota 6, p. 307; Troplong, Prescription, II, No. 1065; Laurent, XXXII, No. 568 urm.; Huc, XIV, No. 506; Baudry et Tissier, Prescription, No. 840, 841; Guillouard, Prescription, II, No. 825; Planiol, I, No. 2489; Colin et Capitant, I, p. 905; Alexandresco, XI, p. 357, 358).

22. Universalitatea juridică, cum ar fi o succesiune compusă numai din lucruri mobile, nu poate fi dobândită prin prescripţie instantanee, ea putând fi reclamată prin acţiunea în petiţie de ereditate. (Troplong, Prescription, II, No. 1066; Laurent, XXXII, No. 565; Huc, XIV, No. 506; Baudry et Tissier, Prescription, No. 839; Guillouard, II, No. 821; Planiol, I, No. 2488; Colin et Capitant, I, p. 906; Alexandresco, XI, p. 358, 359).

23. Universalităţile de fapt, cum sunt o bibliotecă, un cârd de boi, etc., pot fi dobândite prin prescripţie instantanee. (Alexandresco, XI, p. 359).

24. Vasele sau corăbiile nu pot fi dobândite prin prescripţie instantanee, deoarece înstrăiarea lor se face numai prin act scris. (Laurent, XXXII, No. 573; Huc,

XIV, No. 508; Baudry et Tissier, Prescription, No. 845; Guillouard, Prescription, II, No. 831; Colin et Capitant, I, p. 906; Alexandresco, XI, p. 359).

25. Nu pot face obiectul unei prescripțiuni instantanee, lucrurile mobile care fac parte din domeniul public, cum ar fi de exemplu, cărțile sau manuscrisele din biblioteci publice, obiectele de artă din muzeele publice, etc. (Huc, XIV, No. 508; Planiol, I, No. 2490; Alexandresco, XI, p. 360).

26. De asemenea, nu pot face obiectul unei prescripții instantanee, mobilele care și-au pierdut individualitatea lor prin incorporare la un imobil; dacă însă ele au fost în urmă deslipite de imobil, vor putea fi prescrise instantaneu. (Laurent, XXXII, No. 564; Huc, XIV, No. 508; Baudry et Tissier, Prescription, No. 846; Guillouard, Prescription, II, No. 827; Alexandresco, XI, p. 360).

27. Manuscrisele pot face obiectul unei prescripțiuni instantanee, însă posesiunea lor nu conferă dreptul de a le publica. (Laurent, XXXII, No. 570; Huc, XIV, No. 507; Baudry et Tissier, Prescription, No. 843; Guillouard, Prescription, II, No. 826; Alexandresco, XI, p. 361).

28. Mobilele corporale care compun dota mobiliară pot forma obiectul unei prescripții instantanee, deoarece acest fel de dotă este alienabil. (Alexandresco, XI, p. 361, 362).

29. Dispozițiile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), nu sunt opozabile adevăratului proprietar al unei case, care a fost vândute de un neproprietar unui terț de bună credință, spre a fi dărâmată. (Alexandresco, XI, p. 362, 363).

30. Prescripția instantanee are de efect de a exclude, în principiu, revendicarea lucrurilor prescrise, exercitată de terți contra posesorului de bună credință, care se va apăra invocând numai posesiunea. (Laurent, XXXII, No. 540; Baudry et Tissier, Prescription, No. 836, 879; Guillouard, Prescription, II, No. 879; Alexandresco, XI, p. 349, 363, 364).

31. Tribunalele nu pot invoca din oficiu prescripțiunea instantanee. (Baudry et Tissier, Prescription, No. 836; Alexandresco, XI, p. 361).

32. La regula că revendicarea nu este admisă contra posesorului de bună credință al unui lucru corporal, legea aduce două excepțiuni, care sunt de strictă interpretare. (Alexondresco, XI, p. 364).

33. Prima excepțiune la principiul prescripției instantanee este aceea când lucrul a fost pierdut. Prin lucruri pierdute se înțeleg nu numai lucrurile rătăcite prin neglijența proprietarului, ci și acele de care proprietarul a fost lipsit printr'un eveniment de forță majoră, cum ar fi de exemplu o inundație, războiu, etc.; precum și acele rătăcite din cauza trimiterii lor sub o adresă greșită indiferent dacă eroarea provine dela comisionar sau expeditor. (Laurent, XXXII. No. 581; Baudry et Tissier, Prescription, No. 896; Guillouard, Prescription, II, No. 833; Alexandresco, XI, p. 365, 366).

34. A doua excepțiune la principiul prescripției înstantanee, este când lucrul a fost furat și când proprietarul poate să-l revendice în timp de trei ani dela terții posesori, chiar de bună credință, deoarece victima furtului nu are nicio culpă, și furtul nu trebue încurajat. (Alexandresco, XI, p. 366).

35. Excepțiunea introdusă de lege în privința furtului nu poate fi întinsă la alte delicte, chiar dacă ele ar prezenta analogie cu furtul. Astfel, proprietarul deposedat de lucrul său printr'un abuz de încredere, excrocherie, fals, nu poate revendica lucrul dela posesor, deoarece el s'a desezisat cu voința de lucrul său. (Troplong, Presciption, II, No. 1070; Massé et Vergé sur Zachariae, V, § 849, nota 10, p. 508; Mourlon, III, No. 2001, 2002; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, XV; Laurent, XXXII, No. 594, 595; Huc, XIV, No. 517; Baudry et Tissier, Prescription, No. 897, 898; Guillouard, Prescription, II, No. 835; Planiol, I, No. 2469; Colin et Capitant, I. p. 915; Alexandresco, XI, p. 368 urm.).

36. Dacă posesorul este de rea credință, proprietarul lucrului are totdeauna acțiune personală contra lui. (Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, XVII; Baudry et Tissier, Prescription, No. 893; Alexandresco, XI, p. 371).

37. In contra autorului furtului proprietarul va avea acțiune personală în restituire, timp de treizeci ani, iar nu cinci ani. (Bufnoir, Propriété et contrat, p. 389; Baudry et Tissier, Prescription, No. 638, 885; Planiol, I, No. 2483, 2484; Alexandresco, XI, p. 371, 372).

38. Aceeași soluție își găsește aplicația și aceluia care a găsit lucrul pierdut. (Baudry et Tissier. Prescription, No. 885; Alexandresco, XI, p. 372; Contra: Planiol, I, No. 2484).

39. Revendicarea pentru cauza de furt este admisibilă, chiar dacă autorul furtului nu ar fi pedepsit de lege din cauza rudeniei sale cu proprietarul lucrului. (Laurent, XXXII, No. 581; Huc, XIV, No. 517; Baudry et Tissier, Prescription, No. 900; Guillouard, Prescription, II, No. 837; Alexandresco, XI, p. 372).

40. Prada și rechizițiile luate de inamic în timp de războiu nu pot fi considerate ca lucru de furat ci ca o proprietate legitimă. (Laurent, XXXII, No. 596; Alexandresco, XI, p. 373: Comp. contra: Guillouard, Prescription, II, No. 838).

41. Acțiunea în revendicarea lucrului pierdut sau furat va trebui să fie exercitată contra posesorului în timp de trei ani, din ziua pierderii sau furtului, iar nu din ziua când a început posesiunea terțului. (Alexandresco, XI, p. 374; Comp: Mourlon, III, No. 1999).

42. Termenul de trei ani curge contra

minorilor și interzișilor. (Mourlon, III, No. 1909; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 387 bis, XVII; Laurent, XXXII, No. 583; Huc, XIV, No. 517; Baudry et Tissier, Prescription, No. 891; Guillouard, Prescription, II, No. 844; Planiol, I, No. 2485; Colin et Capitant, I, p. 915; Alexandresco, XI, p. 374, text și nota 1).

43. Reclamantul în revendicare nu trebuește să dovedească proprietatea lucrului, ci numai pierderea sau furtul lucrului revendicat, ceea ce implică dovedirea posesiunii pe care a pierdut-o. (Alexandresco XI, p. 375; Comp.: Troplong, Prescription, II, No. 1068).

44. Dovada posesiunii revendicantului se va putea face prin martori și prezumpțiuni. (Laurent, XXXII, No. 584; Huc, XIV, No. 517; Baudry et Tissier, Prescription. No. 887; Guillouard, Prescription, II, No. 839; Alexandresco, XI, p. 375).

45. Reclamantul în revendicare nu este obligat să dovedească cine este autorul furtului. (Huc, XIV, No. 517; Alexandresco. XI, p. 375).

46. In cazul când acel care a cumpărat lucrul pierdut sau furat l-a vândut la rândul lui altuia, revendicarea se va face contra acestuia, actualul posesor. (Laurent, XXXII, No. 585; Huc, XIV, No. 517; Guillouard, Prescription, II, No. 845; Alexandresco, XI, p. 376).

47. In cazul când acel care a cumpărat lucrul pierdut sau furat l-a consumat cu rea credință, el va plăti revendicantului valoarea lucrului, iar dacă l-a consumat cu bună credință, va fi obligat a despăgubi pe revendicant numai în limita îmbogățirii sale. (Laurent, XXXII, No. 585; Alexandresco, XI, p. 376).

48. Posesorul are acțiunea recursorie în contra celuia dela care deține lucrul, în cazul când proprietarul revendică lucrul pierdut sau furat. (Laurent, XXXII, No. 589; Alexandresco, XI, p. 376).

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. In cazul anulării unui proces-verbal de contrabandă, al cărui obiect au fost niște mărfuri prohibite la import, acestea nu se mai pot restitui proprietarului, chiar dacă el ar fi de bună credință.

Principiul prescripțiunii înstantanee stabilit de art. 1909 din codul civil, nu are efect în privința mărfurilor prohibite la import, care sunt lovite de indisponibilitate. (Cas. III, 2390 din 8 Decemvrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 223).

2. Lucrurile mobile se prescriu prin simpla posesiune, iar cel pus în posesiunea acestor lucruri este preferit și rămâne proprietar, chiar când titlul său este cu dată posterioară, sub singura rezervă ca posesiunea să fie, conform art. 972 cod. civ., de bună credință. (Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 145, Curier Jud. 34 din 1925).

3. Prescripția instantanee a lucrurilor mobile are loc numai atunci când posesia se face de bună credință și lucrul e dobândit prin just titlu. (Cas. II, 410 din 17 August 1925, Pand. Săpt. 13 din 1926).

Art. 1910. — Dacă posesorul actual al lucrului furat sau pierdut l-a cumpărat la bâlciu sau la târg, sau la o vindere publică, sau dela un neguțător care vinde asemenea lucruri, proprietarul originar nu poate să ia lucrul înapoi decât întorcând posesorului prețul ce l-a costat. (Civ. 1909; C. com. 58; Leg. 21 Ian. 1883, art. 20; Civ. Fr. 2280).

Text. fr. Art. 2280. — Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

Text. fr. Art. 2280. — (*Adăugat prin legea din 11 Iulie 1892*). — Le bailleur qui revendique, en vertu de d'art. 2102, les meubles déplacés sans son consentement et qui ont été achetés dans les mêmes conditions, doit également rembourser à l'acheteur le prix qu'ils lui ont coûté.

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decemvrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17.

Doctrină.

1. Dacă posesorul actual al lucrului pierdut sau furat l-a cumpărat de bună credință la un bâlciu sau la un târg, sau la vinderea publică sau la un comerciant care vinde asemenea lucruri, proprietarul primitiv nu poate să ia lucrul înapoi decât

întorcând posesorului preţul ce l-a costat. (Alexandresco, XI, p. 376, 377, 378, 379, 380; Comp: Baudry et Tissier, Prescription, No. 903; Colin et Capitant, I, p. 915, 916).

2. In acest caz, proprietarul primitiv are recurs contra aceluia care a găsit lucrul sau l-a furat. (Alexandresco, XI, p. 378, 380, 381; Comp: Laurent, XXXII, No. 589; Huc, XIV, No. 520; Baudry et Tissier, Prescription, No. 907; Guillouard, Prescription, II, No. 854).

3. Bursele de comerţ, trebuesc asimilate cu târgurile publice în privinţa titlurilor la purtător ce se negociază în ele, însă nu şi prăvălia unui zaraf care este dator să se informeze de moralitatea acelor ce-i propun vânzarea şi de provenienţa titlurilor. (Laurent. XXXII, No. 590; Huc, XIV, No. 519; Baudry et Tissier, Prescription. No. 905; Guillouard, Prescription, II, No. 851; Colin et Capitant, I, p. 916; Alexandresco, XI, p. 378, 379).

4. Pentru cumpărăturile făcute de terţi în prăvălia unui zaraf, această prăvălie va fi însă considerată ca prăvălia unui comerciant în care se vând asemenea lucruri. (Laurent, XXXII, No. 591; Huc, XIV, No. 519; Guillouard, Prescription, II, No. 852; Contra: Baudry et Tissier, Prescription, No. 905).

5. Posesorul evins va fi obligat să facă dovada că vânzătorul dela care a cumpărat lucrul era comerciant de asemenea lucruri. (Huc, XIV, No. 419; Alexandresco, XI, p. 380).

6. Restituirea către posesorul evins va cuprinde preţul cumpărării, cheltuielile necesare şi chiar cele utile în limita plus valutei. (Huc, XIV, No. 419; Alexandresco, XI, p. 380).

Art. 1911. — Prescripţiunile începute la epoca publicării acestui codice, se vor regula după legile cele vechi[1]). (Civ. 1, 642, 1772, 1890 urm.; Pr. civ. 568; C. com. 966; Civ. Fr. 2281).

Text. fr. Art. 2281. — Les prescriptions commencées à l'époque de la publication du présent titre seront réglées conformément aux lois anciennes.

Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

Doctrină.

1. Prescripţia când este îndeplinită constitue un drept câştigat. (Alexandresco, I, p. 118, 119).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1911 c. civ. rom. prescripţiile începute înainte de publicarea actualului cod civil se regulează după legile cele vechi, chiar dacă legea nouă ar hotărî un alt termen fie şi mai scurt. Alexandresco, I, p. 118, 119).

3. Art. 1911 c. civ. rom. se aplică atât la prescripţia achizitivă, cât şi la prescripţia liberatorie. (Alexandresco, I, p. 120).

4. Principiul prevăzut în acest articol se aplică şi la cauzele de suspendare şi de întrerupere a prescripţiei. (Alexandresco, I, p. 121).

5. Prescripţia întreruptă sub legea veche şi care ar reîncepe sub legea nouă, va fi regulată de legea nouă. (Alexandresco, I, p. 121).

6. Dacă legea nouă permite prescripţia unui lucru sau unui drept care după legea veche era imprescriptibilă, posesiunea începută sub legea veche nu poate conduce la prescripţie, deoarece legea nouă nu are efect retroactiv. (Alexandresco, I, p. 121).

7. Dacă legea nouă declară imprescriptibil un drept sau o acţiune care sub legea veche erau prescriptibile, se va aplica legea nouă, posesiunea începută sub legea veche rămâne fără niciun efect, neputându-se prescrie ceea ce este imprescriptibil. (Alexandresco, I, p. 121).

Dispoziţiuni generale.

Art. 1912. — Codicii Domnilor Calimach şi Caragea şi orice alte legi civile anterioare, ordonanţele Domneşti şi instrucţiunile ministeriale din ambe Principatele-Unite, sunt abrogate în tot ce nu este conform regulelor prescrise în prezentul Codice. (Pr. civ. 740; Pr. pen. 603; C. pen. 398).

Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observaţie* sub Trib. Tarascon (Bouches du Rhône), 9 Ian. 1920, Pand. Rom. 1926, III, 69.

1) Art. francez corespunzător 2281, adaugă: *„Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans".*

Doctrină.

1. Dispoziţiile codurilor Calimach şi Caragea au rămas în vigoare, în tot ce nu sunt contrare regulelor codului actual. (Alexandresco, XI, p. 391, 394).

Jurisprudenţă.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Din textul art. 315 c. civ. rezultă că legiuitorul a voit să acorde adoptatului aceleaşi drepturi asupra succesiunii adoptatorului ca şi ale unui copil născut din căsătorie.

Voinţa exprimată de legiuitor în mod formal prin art. 315 c. civ. ar rămâne fără efect dacă, procreând, adoptatul nu ar putea transmite descendenţilor săi drepturile lui de moştenitor prezumtiv.

Această soluţiune rezultă şi din intenţiunea prezumată a părţilor şi din însuşi scopul adopţiunii.

Legiuitorul codului civil nu a abrogat, prin art. 1912, codul Calimach decât în părţile neconforme noului cod. Nimic nu dovedeşte însă că dispoziţiunile codului Calimach în materie de adopţiune, atât de conforme cu obiceiurile ţării, ar fi întru câtva contrarii dispoziţiunilor codului civil. (Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40, Pand. Săpt. 7 din 1926).

Art. 1913. — Acest Codice civil se va pune în lucrare la 1 Iulie, anul 1865 [1]).

Doctrină.

1. Prin decretul lui Cuza Vodă din 30 Iunie 1865 s'a prorogat punerea în aplicare a codului civil pe cinci luni, adică dela 1 Iulie până la 1 Decemvrie 1865. (Alexandresco, IV, partea II, p. 14, nota 3).

Art. 1914. — Fiica dotată înaintea promulgării acestei legi, de voieşte a veni la o ereditate deschisă în urma promulgării acestei legi, va fi obligată a raporta dota [2]). (Civ. 751 urm).

Doctrină.

1. Fetele înzestrate sub legea veche nu pot să vie la succesiunea înzestratorului, deschisă sub codul actual, decât raportând la masa succesiunii dota primită sub legea veche, chiar dacă succesiunea a fost primită sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, III, partea II, p. 599).

2. Fiica înzestrată sub legea veche dacă renunţă la succesiunea înzestrătorului, nu va face raportul. (Alexandresco, III, partea II, p. 599).

3. Dispoziţiile art. 1914 c. civ. rom. se aplică şi celorlalte donaţiuni făcute sub legea veche, care au de scop înzestrarea unui copil. (Alexandresco, III, part. II, p. 600).

---

1) Decret *pentru amânarea punerii în lucrare a Codicelui civil* (publ. 2 Iulie 1865); *Art. 1.*—„Punerea în lucrare a noului Codice Civil Alexandru Ion I, este amânată până la 1 Decemvrie viitor" (1865).

2) Codul Caragea, în Muntenia ca şi Codul Calimach în Moldova, cari au precedat Codului civil actual cuprindeau dispoziţiuni contra echităţii, în ceea ce priveau succesiunile. Astfel Codul Caragea îndepărta pe fete dela moştenire, atribuind-o numai băieţilor. Codul Calimach, avantaja pe fetele deja măritate pe care le dispensă de raportul dotelor primite. Iată principalele dispoziţiuni ale Codului Caragea şi Calimach, în această privinţă.

Codul Caragea, partea IV, Cap. 3, art. 17: „a) Când mortului nu-i trăieşte muierea, sau moartei bărbatul şi au numai un copil, atunci moşteneşte copilul; b) când au numai feciori, moştenesc numai feciorii deopotrivă fiecare; c) când *au feciori şi fete, numai feciorii moştenesc deopotrivă*, şi pe fete, de vor fi neînzestrate, datori sunt să le înzestreze şi să le căsătorească; d) când au fete neînzestrate şi înzestrate, numai cele neînzestrate moştenesc deopotrivă fiecare; e) când au numai fete înzestrate, atunci moştenesc ele deopotrivă una cu alta; f) când, afară de copiii lor cei vii, au şi nepoţi de fiu, se chiamă şi aceştia la moştenire, şi moştenesc dimpreună cu unchii lor, partea ce se cădea să moştenească tatăl lor de trăia; g) când neavând feciori în vieaţă, au nepoţi din feciori şi din fete, atunci nepoţii cei din feciori, depărtează pe nepoţii cei din fete (precum se cădea să depărteze şi feciorii de trăia, pe fete de trăia) şi moştenesc pe obrazul părinţilor lor, luând adică fiecare familie partea ce se cuvenea să ia tatăl lor de trăia; h) când au nepoţi din fete numai, aceia numai moştenesc de casă".—Pentru cazul când defunctului îi trăieşte soţia, a se vedea nota de sub textul art. 684 C. civil.

Cod. Caragea part. IV, Cap. 3, art. 17 lit. K.

„Când mortului îi trăieşte muierea şi are copii cu dânsa, sau moartei îi trăieşte bărbatul şi are copii cu dânsul, atunci copiii, sufletul mortului sau al moartei, şi soţia cea vie, moştenesc deopotrivă averea, după cum mai jos se arată:

„Adică copiii îşi iau părţile lor, pe care sunt stăpâni desăvârşiţi, luând asupra lor şi partea sufletului pentru cheltuielile îngropării şi a pomenirilor mortului sau moartei; iar soţia cea vie are numai hrisis adică folosul părţii sale.

Iar de se va întâmpla, în urma morţii unuia din părinţi peste 3 ani, să trăiască copiii, şi după aceea vreme să moară copilul, însă partea bărbătească mai înainte de al 14-lea an al vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de al 12-lea an al vârstei sale, atunci părintele ce va fi viu să ia a treia parte a sufletului în bani gata; iar de vor muri copiii înaintea împlinirii a 3 ani, după moartea unuia din obrazele părinţilor, atunci obrazul dintre părinţi ce este viu, de va fi făcut cheltuieli pentru îngropare şi pomeniri, să arate socoteala către clironomi şi clironomii să-i plătească cât va fi cheltuit".

Codul Caragea, art. 18, litera C: „Când va muri copil, parte bărbătească mai înainte de al 14-lea an al

vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de 12 ani ai vârstei sale, ori înaintea morţii unuia din părinţii săi, ori după moartea acelui părinte, şi alt copil nu va mai rămânea, atunci periusia acelui părinte, să se facă trei părţi, din care o parte să o moştenească obrazul cel viu dintre părinţi, cu desăvârşită stăpânire, însă în bani gata, altă parte să o moştenească rudele cele de sus ale părintelui celui mort sau fraţii numai (de vor lipsi rudele de sus) iar cealaltă a treia parte să o moştenească sufletul copilului celui mort, care parte să ia tot acele rude ale părintelui celui mort pentru cheltuiala îngropării şi a pomenirilor.

Iar când nu vor trăi nici rude de sus, nici fraţi ai părintelui celui mort, atunci obrazul dintre părinţii care trăieşte, să moştenească pe părintele cel mort al copilului şi rudele de alăturea ale părintelui celui mort până la a patra spiţă, să aibă pronomion a răscumpăra, de vor voi numai căminul neamului lor, de va fi".

Codul Caragea art. 23: „Când bărbatul cu muierea trăind 10 ani şi nefăcând copii, va muri unul din obraze şi nu va avea copii din altă căsătorie mai dinainte, atunci obrazul cel viu moşteneşte fără de diată a şasea parte din avutul lui, iar cealaltă avere, rudele lui.

Când bărbatul cel mort n'are rude, nici de sus, nici de jos nici de alăturea, îl moşteneşte fără de diată soţia sa, şi pe soţie, de nu va avea rude de sus, de jos şi de alăturea, o moşteneşte fără diată soţul ei".

Codul Calimach, în § 916: „Când mortul va lăsa fii, adică pogorîtori din spiţa întâi, născuţi din legiuită însoţire, atunci li se cuvine lor întreaga averea lui, ***fără deosebire de parte bărbătească şi femeiească*** ori că trăind el, sau când după moartea lui s'au născut".

§ 917: „Dacă vor fi doi sau mai mulţi fii, împărţesc ei moştenirea în părţi deopotrivă după numărul lor, şi aceasta se zice în legi împărţeală pe capete".

§ 1013: „Fiicele cele înzestrate de către părinţi nu pot cere sinisfora, dară nici sunt silite să pună la mijloc zestrurile".

Codul Calimach § 941: „Dacă murind unul din însoţiţi va lăsa copil nevârstnic, şi pe urmă va muri şi acesta, mai înainte de împlinirea vârstei de 14 ani, partea bărbătească şi de 12 ani partea femeiască: se împarte deopotrivă moştenirea rămasă dela mortul părinte între părintele ce trăieşte şi între suitorii mortului părinte, scoţându-se cheltuielile îngropării şi cele pentru suflet după starea mortului şi câtimea averii. Iară murind copilul după zisa vârstă, îl moşteneşte singur părintele său ce a rămas în vieaţă".

Codul Calimach § 957: „Văduva care având copii nu se va mai căsători, va lua din averea mortului ei bărbat parte cât un copil spre întrebuinţare numai; asemenea şi bărbatul care având copii nu se va mai însura, va lua din averea moartei sale soţii parte cât un copil spre întrebuinţare, şi orişicare din suitori având copii şi ne mai însoţindu-se va lua din averea mortului său soţ parte cât un copil".

Codul Calimach § 958: „Însă dacă o femeie fiind bogată n'a adus zestre în casa bărbatului ei, nu va lua partea aceasta; asemenea şi bărbatul care fiind bogat n'a dat darul nuntesc femeii sale".

Codul Calimach § 959: „Femeia săracă având până la trei copii dela mortul ei bărbat, va lua o a patra parte din curată averea lui spre întrebuinţare; iar de va avea mai mulţi copii, va lua parte cât un copil după analogie spre întrebuinţare".

Codul Calimach § 960: Dacă murind bărbatul a lăsat în urma lui copii dela femeia lui dintâi, atunci văduva săracă va lua din averea lui ori a patra parte sau după numărul copiilor analogistă parte cu deplină proprietate; iar dacă n'au rămas copii ci alte rudenii, va lua ea a patra parte de-a-pururea cu deplină proprietate, asemenea va lua parte şi bărbatul sărac din averea moartei sale soţii".

Codul Calimach § 961: „Dacă nu vor fi copii nici alte rudenii, nici vreun moştenitor din cei arătaţi în §§ 942—956, atuncea moşteneşte bărbatul pe femeie şi femeia pe bărbat, dacă au vieţuit nedespărţiţi până la moartea unuia din ei".

ANEXE

(Legi şi Regulamente cuprinzând dispoziţiuni de drept civil)

CONSTITUȚIUNE

(Promulgată cu decretul No. 1360 din 28 Martie 1923, Monitorul Oficial No. 282 din 29 Martie 1923).

TITLUL I

Despre drepturile României

Art. 1. — Regatul României este un Stat național unitar și indivizibil.

Art. 2. — Teritoriul României este nealienabil.

Hotarele Statului nu pot fi schimbate sau rectificate decât în virtutea unei legi.

Art. 3. — Teritoriul României nu se poate coloniza cu populațiuni de gintă străină.

Art. 4. — Teritoriul României din punct de vedere administrativ se împarte în județe, județele în comune.

Numărul, întinderea și subdiviziunile lor teritoriale se vor stabili după formele prevăzute în legile de organizare administrativă.

TITLUL II

Despre teritoriul României

Art. 5. — Românii, fără deosebire de origină etnică, de limbă sau de religie, se bucură de libertatea conștiinței, de libertatea învățământului, de libertatea presei, de libertatea întrunirilor, de libertatea de asociație și de toate libertățile și drepturile stabilite prin legi.

Art. 6. — Constituțiunea de față și celelalte legi relative la drepturile politice determină cari sunt, osebit de calitatea de Român, condițiunile necesare pentru exercitarea acestor drepturi.

Legi speciale, votate cu majoritate de două treimi, vor determina condițiunile sub cari femeile pot avea exercițiul drepturilor politice.

Drepturile civile ale femeilor se vor stabili pe baza deplinei egalități a celor două sexe.

Art. 7. — Deosebirea de credințe religioase și confesiuni, de origină etnică și de limbă, nu constitue în România o piedică spre a dobândi drepturile civile și politice și a le exercita.

Numai naturalizarea aseamănă pe străin cu Românul pentru exercitarea drepturilor politice.

Naturalizarea se acordă în mod individual de consiliul de Miniștri, în urma constatării unei comisiuni, compusă din: primul-președinte și președinții Curții de apel din Capitala Țării, că solicitantul îndeplinește condițiunile legale.

O lege specială va determina condiţiunile şi procedura prin care străinii dobândesc naturalizarea.

Naturalizarea nu are efect retroactiv. Soţia şi copiii minori profită, în condiţiunile prevăzute de lege, de naturalizarea soţului sau tatălui.

Art. 8. — Nu se admite în Stat nicio deosebire de naştere sau de clase sociale.

Toţi Românii, fără deosebire de origină etnică, de limbă sau de religie, sunt egali înaintea legii şi datori a contribui fără deosebire la dările şi sarcinile publice.

Numai ei sunt admisibili în funcţiunile şi demnităţile publice, civile şi militare.

Legi speciale vor determina Statutul funcţionarilor publici.

Străinii nu pot fi admişi în funcţiunile publice decât în cazuri excepţionale şi anume statornicite de legi.

Art. 9. — Toţi străinii aflători pe pământul României se bucură de protecţiunea dată de legi persoanelor şi averilor în genere.

Art. 10 .— Toate privilegiile de orice natură, scutirile şi monopolurile de clasă sunt oprite pentru totdeauna în Statul Român.

Titlurile de nobleţe sunt şi rămân neadmise în Statul Român.

Decoraţiunile străine se vor purta de Români numai cu autorizarea Regelui.

Art. 11. — Libertatea individuală este garantată.

Nimeni nu poate fi urmărit sau percheziţionat, decât în cazurile şi după formele prevăzute în legi.

Nimeni nu poate fi deţinut sau arestat, decât în puterea unui mandat judecătoresc motivat, care trebue să-i fie comunicat în momentul arestării sau cel mai târziu în 24 ore după deţinere sau arestare.

In caz de vină vădită, deţinerea sau arestarea se poate face imediat, iar mandatul se va emite în 24 ore şi i se va comunica conform aliniatului precedent.

Art. 12. — Nimeni nu poate fi sustras în contra voinţei sale dela judecătorii ce-i dă legea.

Art. 13. — Domiciliul este neviolabil.

Nicio vizitare a domiciliului nu se poate face decât de autorităţile competinte, în cazurile anume prevăzute de lege şi potrivit formulelor de ea prescrise.

Art. 14. — Nicio pedeapsă nu poate fi înfiinţată, nici aplicată decât în puterea unei legi.

Art. 15. — Nicio lege nu poate înfiinţa pedeapsa confiscării averilor.

Art. 16. — Pedeapsa cu moarte nu se va putea reînfiinţa afară de cazurile prevăzute în codul penal militar în timp de războiu.

Art. 17. — Proprietatea de orice natură precum şi creanţele asupra Statului sunt garantate.

Autoritatea publică, pe baza unei legi, este în drept a se folosi, în scop de lucrări de interes obştesc, de subsolul oricărei proprietăţi imobiliare, cu obligaţiunea de a desdăuna pagubele aduse suprafeţei, clădirilor şi lucrărilor existente. In lipsă de învoială despăgubirea se va fixa de justiţie.

Nimeni nu poate fi expropriat decât pentru cauză de utilitate publică şi după o dreaptă şi prealabilă despăgubire stabilită de justiţie.

O lege specială va determina cazurile de utilitate publică, procedura şi modul exproprierii.

In afară de expropriere pentru căile de comunicaţie, salubritate

publică, apărarea ţării şi lucrări de interes militar, cultural şi acele impuse de interesele generale directe ale Statului şi administraţiilor publice, celelalte cazuri de utilitate publică vor trebui să fie stabilite prin legi votate cu majoritate de două treimi.

Legile existente privitoare la alinierea şi lărgirea stradelor de prin comune, precum şi la malurile apelor ce curg prin sau pe lângă ele, rămân în vigoare în tot cuprinsul Regatului.

Art. 18. — Numai Românii şi cei naturalizaţi români pot dobândi cu orice titlu şi deţine imobile rurale în România. Străinii vor avea drept numai la valoarea acestor imobile.

Art. 19. — Zăcămintele miniere, precum şi bogăţiile de orice natură, ale subsolului, sunt proprietatea Statului. Se exceptează masele de roci comune, carierele de materiale de construcţie şi depozitele de turbă, fără prejudiciul drepturilor dobândite de Stat pe baza legilor anterioare.

O lege specială a minelor va determina normele şi condiţiunile de punere în valoare a acestor bunuri, va fixa redevenţa proprietarului suprafeţei şi va arăta totdeodată putinţa şi măsura în care aceştia vor participa la exploatarea acestor bogăţii.

Se va ţine seamă de drepturile câştigate, întru cât ele corespund unei valorificări a subsolului şi după distincţiunile ce se vor face în legea specială.

Concesiunile miniere de exploatare, instituite sau date, conform legilor azi în vigoare, se vor respecta pe durata pentru care s'au acordat, iar exploatările miniere existente făcute de proprietari numai cât timp le vor exploata. Nu se vor putea face concesiuni perpetue.

Toate concesiunile şi exploatările prevăzute în aliniatul precedent vor trebui însă să se conformeze regulelor ce se vor stabili prin lege, care va prevedea şi maximum de durată al acelor concesiuni şi exploatări şi care nu va trece de cincizeci ani dela promulgarea acestei Constituţiuni.

Art. 20. — Căile de comunicaţie, spaţiul atmosferic şi apele navigabile şi flotabile sunt de domeniul public.

Sunt bunuri publice apele ce pot produce forţă motrice şi acele ce pot fi folosite în interes obştesc.

Drepturile câştigate se vor respecta sau se vor răscumpăra prin expropriere pentru caz de utilitate publică, după o dreaptă şi prealabilă despăgubire.

Legi speciale vor determina limita în care toate drepturile de mai sus vor putea fi lăsate în folosinţa proprietarilor, modalităţile exploatării precum şi despăgubirile cuvenite pentru utilizarea suprafeţei şi pentru instalaţiile în fiinţă.

Art. 21. — Toţi factorii producţiunii se bucură de o egală ocrotire.

Statul poate interveni, prin legi, în raporturile dintre aceşti factori pentru a preveni conflicte economice sau sociale.

Libertatea muncii va fi apărată.

Legea va regula asigurarea socială a muncitorilor, în caz de boală, accidente şi altele.

Art. 22. — Libertatea conştiinţei este absolută.

Statul garantează tuturor cultelor o deopotrivă libertate şi protecţiune, întru cât exerciţiul lor nu aduce atingere ordinei publice, bunelor moravuri şi legilor de organizare ale Statului.

Biserica creştină ortodoxă şi cea greco-catolică sunt biserici româneşti.

Biserica ortodoxă română fiind religia marei majorităţi a Ro-

mânilor este biserica dominantă în Statul român; iar cea greco-catolică are întîietatea faţă de celelalte culte.

Biserica ortodoxă română este şi rămâne neatârnată de orice chiriarchie străină, păstrându-şi însă unitatea cu Biserica ecumenică a Răsăritului în privinţa dogmelor.

In tot regatul României, Biserica creştină ortodoxă va avea o organizaţie unitară cu participarea tuturor elementelor ei constitutive, clerici şi mireni.

O lege specială va statornici principiile fundamentale ale acestei organizaţii unitare, precum şi modalitatea după care Biserica îşi va regulamenta, conduce şi administra, prin organele sale proprii şi sub controlul Statului, chestiunile sale religioase, culturale, fundaţionale şi epitropeşti.

Chestiunile spirituale şi canonice ale Bisericei ortodoxe române se vor regula de o singură autoritate sinodală centrală.

Mitropoliţii şi episcopii Bisericei ortodoxe române se vor alege potrivit unei singure legi speciale.

Raporturile dintre diferitele culte şi Stat se vor stabili prin lege.

Art. 23. — Actele stării civile sunt de atribuţia legii civile.

Intocmirea acestor acte va trebui să preceadă totdeauna binecuvântarea religioasă.

Art. 24. — Invăţământul este liber în condiţiunile stabilite prin legile speciale şi întru cât nu va fi contrar bunelor moravuri şi ordinei publice.

Invăţământul primar este obligatoriu. In şcolile Statului acest învăţământ se va da gratuit.

Statul, judeţele şi comunele vor da ajutoare şi înlesniri elevilor lipsiţi de mijloace, în toate gradele învăţământului, în măsura şi modalităţile prevăzute de lege.

Art. 25. — Constituţiunea garantează tuturor libertatea de a comunica şi publica ideile şi opiniunile lor prin grai, prin scris şi prin presă, fiecare fiind răspunzător de abuzul acestor libertăţi în cazurile determinate prin codicele penal, care nici într'un caz nu va putea restrânge dreptul în sine.

Nicio lege excepţională nu se va putea înfiinţa în această materie.

Nici cenzura, nici o altă măsură preventivă pentru apariţiunea, vinderea sau distribuţiunea oricărei publicaţiuni nu se va putea înfiinţa.

Nu este nevoie de autorizaţiunea prealabilă a niciunei autorităţi pentru apariţiunea oricărei publicaţiuni.

Nicio cauţiune nu se va cere dela ziarişti, scriitori, editori, tipografi şi litografi.

Presa nu va fi pusă niciodată sub regimul avertismentelor.

Niciun ziar sau publicaţiune nu va putea fi suspendat sau suprimat.

Orice publicaţiune periodică de orice natură va trebui să aibă un director răspunzător, iar în absenţa acestuia, un redactor răspunzător. Directorul sau redactorul vor trebui să se bucure de drepturile civile şi politice. Numele directorului şi numele redactorului vor figura vizibil şi permanent în fruntea publicaţiunii.

Inainte de apariţiunea publicaţiunii periodice, proprietarul ei e obligat a declara şi înscrie numele său la tribunalul de comerţ.

Sancţiunile acestor dispoziţiuni se vor prevedea prin legi speciale.

Art. 26. — In ce priveşte publicaţiunile neperiodice, răspunzător de scrierile sale este autorul, în lipsa acestuia editorul; patronul tipografiei răspunde când autorul şi editorul nu au fost descoperiţi.

La publicaţiunile periodice responsabilitatea o au: autorul, directorul sau redactorul în ordinea enumerării.

Proprietarul în toate cazurile este solidar răspunzător de plata despăgubirilor civile.

Delictele de presă se judecă de juraţi, afară de cazurile aci statornicite, cari se vor judeca de tribunalele ordinare, potrivit dreptului comun:

a) Delictele ce s'ar comite împotriva Suveranilor ţării, Principelui Moştenitor, membrilor Familiei Regale şi Dinastiei, Şefilor Statelor Străine şi reprezentanţilor lor;

b) Indemnurile directe la omor şi rebeliune, în cazurile când nu au fost urmate de execuţiune;

c) Calomniile, injuriile, difamaţiile aduse particularilor sau funcţionarilor publici oricare ar fi, atinşi în vieaţa lor particulară sau în cinstea lor personală.

Arestul preventiv în materie de presă este interzis.

Art. 27. — Secretul scrisorilor, telegramelor şi al convorbirilor telefonice este neviolabil.

O lege specială va stabili cazurile în cari justiţia, în interesul instrucţiunii penale, va putea face excepţiune, la dispoziţiunea de faţă.

Aceiaşi lege va determina responsabilitatea agenţilor Statului şi a particularilor pentru violarea secretului scrisorilor, telegramelor şi convorbirilor telefonice.

Art. 28. — Românii, fără deosebire de origine etnică, de limbă sau de religie, au dreptul de a se aduna paşnici şi fără arme, conformându-se legilor cari regulează exercitarea acestui drept, pentru a trata tot felul de chestiuni: întru aceasta nu este trebuinţă de autorizare prealabilă.

Intrunirile sub cerul liber sunt permise, afară de pieţele şi căile publice.

Intrunirile, procesiunile şi manifestaţiile pe căile şi pieţele publice, sunt supuse legilor poliţieneşti.

Art. 29. — Românii, fără deosebire de origină etnică, de limbă sau de religie, au dreptul a se asocia, conformându-se legilor cari regulează exerciţiul acestui drept.

Dreptul de liberă asociaţiune nu implică în sine dreptul de a crea persoane juridice.

Condiţiunile în cari se acordă personalitatea juridică se vor stabili prin o lege specială.

Art. 30. — Fiecare are dreptul de a se adresa la autorităţile publice prin petiţiuni subscrise de către una sau mai multe persoane, neputând însă petiţiona decât în numele subscrişilor.

Numai autorităţile constituite au dreptul de a adresa petiţiuni în nume colectiv.

Art. 31. — Nicio autorizare prealabilă nu este necesară pentru a se exercita urmăriri contra funcţionarilor publici pentru faptele administraţiunii lor de părţile vătămate, rămânând însă neatinse regulile speciale statornicite în privinţa miniştrilor.

Cazurile şi modul urmăririi se vor regula prin anume lege.

Dispoziţiuni speciale în codicele penal vor determina penalităţile prepuitorilor.

Art. 32. — Niciun Român, fără autorizarea guvernului, nu poate intra în seviciul unui Stat străin, fără ca însuş prin aceasta să-şi piardă cetăţenia.

Extrădarea refugiaţilor politici este oprită.

TITLUL III

Despre puterile Statului

Art. 33. — Toate puterile Statului emană dela naţiune, care nu le poate exercita decât numai prin delegaţiune şi după principiile şi regulile aşezate în Constituţiunea de faţă.

Art. 34. — Puterea legislativă se exercită colectiv de către Rege şi Reprezentaţiunea naţională.

Reprezentaţunea naţională se împarte în două Adunări:

Senatul şi Adunarea deputaţilor.

Orice lege cere învoirea a câtor trele ramuri ale puterii legiuitoare.

Nicio lege nu poate fi supusă sancţiunii regale decât după ce se va fi discutat şi votat liber de majoritatea ambelor Adunări.

Art. 35. — Iniţiativa legilor este dată fiecăreia din cele trei ramuri ale puterii legislative.

Totuşi orice lege relativă la veniturile şi cheltuielile Statului sau la contingentul armatei trebue să fie votată mai întâiu de Adunarea deputaţilor.

Art. 36. — Interpretaţiunea legilor cu drept de autoritate se face numai de puterea legiuitoare.

Art. 37. — Promulgarea legilor, votate de ambele Adunări, se va face prin îngrijirea ministerului justiţiei, care va păstra unul din originalele legilor votate, iar al doilea original se păstrează de Arhivele Statului.

Ministrul justiţiei este şi păstrătorul marelui Sigiliu al Statului.

In fiecare an Ministerul justiţiei va publica colecţiunea legilor şi regulamentelor, în care legile vor fi inserate purtând numărul de ordine după data promulgării.

Art. 38. — Nicio lege, niciun regulament de administraţiune generală, judeţeană sau comunală nu pot fi îndatoritoare decât după ce se publică în chipul hotărît de lege.

Art. 39. — Puterea executivă este încredinţată Regelui, care o exercită în modul regulat prin Constituţiune.

Art. 40. — Puterea judecătorească se exercită de organele ei.

Hotărîrile ei se pronunţă în virtutea legii şi se execută în numele Regelui.

Art. 41. — Interesele exclusiv judeţene sau comunale se regulează de către consiliile judeţene sau comunale după principiile aşezate prin Constituţiune şi prin legi speciale.

CAPITOLUL I

Despre reprezentarea naţională

Art. 42. — Membrii Adunărilor reprezintă naţiunea.

Art. 43. — Şedinţele Adunărilor sunt publice.

Regulamentele lor fixează cazurile şi modul în cari aceste şedinţe pot fi declarate secrete.

Art. 44. — Fiecare din Adunări verifică titlurile membrilor săi şi judecă contestaţiunile ce se ridic în această privinţă.

Nicio alegere nu poate fi invalidată decât cu două treimi din numărul membrilor prezenţi.

Art. 45. — Nimeni nu poate fi totodată membru al uneia şi al celeilalte Adunări.

Art. 46. — Deputaţii şi senatorii numiţi de puterea executivă într'o funcţiune salariată pe care o primesc, pierd de plin drept mandatul lor de reprezentanţi ai naţiunii.

Această dispoziţiune nu se aplică miniştrilor şi subsecretarilor de Stat.

Legea electorală determină incompatibilităţile.

Art. 47. — La începutul fiecărei legislaturi şi a fiecărei sesiuni ordinare, Adunarea deputaţilor şi Senatul aleg din sânul lor pe preşedintele, vice-preşedinţii şi membrii biurourilor, potrivit regulamentelor interioare.

Art. 48. — Orice hotărîre se ia cu majoritate absolută a voturilor, afară de cazurile când prin Constituţiune, legi sau regulamentele Corpurilor legiuitoare se cere un număr superior de voturi.

In caz de paritate a voturilor, propunerea în deliberare este respinsă.

Adunările ţin şedinţe cu jumătate plus unul din numărul membrilor înscrişi în apelul nominal.

Art. 49. — Voturile se dau prin ridicare şi şedere, prin viu grai sau prin scrutin secret.

Un proect de lege nu poate fi adoptat decât după ce s'a votat articol cu articol.

Art. 50. — Fiecare din Adunări are dreptul de anchetă.

Art. 51. — Adunările au dreptul de a amenda şi de a despărţi în mai multe părţi articolele şi amendamentele propuse.

Art. 52. — Fiecare membru al Adunărilor are dreptul a adresa miniştrilor interpelări, la care aceştia sunt obligaţi a răspunde în termenul prevăzut de regulament.

Art. 53. — Oricine are dreptul a adresa petiţiuni Adunărilor prin mijlocirea biuroului sau a unuia din membrii săi.

Fiecare din Adunări are dreptul de a trimite miniştrilor petiţiunile ce-i sunt adresate. Miniştrii sunt datori a da explicaţiuni asupra cuprinderii lor ori de câte ori Adunarea o cere.

Art. 54. — Niciunul din membrii uneia sau celeilalte Adunări nu poate fi urmărit sau prigonit pentru opiniunile şi voturile emise de dânsul în cursul exerciţiului mandatului său.

Art. 55. — Niciun membru al uneia sau celeilalte Adunări nu poate, în timpul sesiunii, să fie nici urmărit, nici arestat în materie de represiune, decât cu autorizarea Adunării din care face parte, afară de cazul de flagrant delict.

Dacă a fost arestat preventiv sau urmărit în timpul când sesiunea era închisă, urmărirea sau arestarea trebuesc supuse aprobării Adunării din care face parte, îndată după deschiderea sesiunii Corpurilor legiuitoare.

Detenţiunea sau urmărirea unui membru al uneia sau celeilalte Adunări este suspendată în tot timpul sesiunii, dacă Adunarea o cere.

Art. 56 — Fiecare Adunare determină, prin regulamentul său, modul după care ea îşi exercită atribuţiunile.

Art. 57. — Fiecare din Adunări deliberează şi ia hotărîri separate, afară de cazurile anume specificate în Constituţiunea de faţă.

Art. 58. — Orice întrunire a unuia din Corpurile legiuitoare în afară de timpul sesiunii celuilalt este nulă de drept.

Art. 59. — Fiecare din ambele Adunări are dreptul exclusiv de a exercita propria sa poliţie prin preşedintele ei, care singur, după încuviinţarea Adunării, poate da ordin gardei de serviciu.

Art. 60. — Nicio putere armată nu se poate pune la uşile sau în jurul uneia sau alteia din Adunări fără învoirea ei.

Art. 61. — Legea electorală stabileşte toate condiţiunile cerute pentru a fi alegător la Adunarea deputaţilor şi la Senat, incapacităţile şi nedemnităţile precum şi procedura electorală.

Art. 62. — Membrii ambelor Corpuri legiuitoare sunt aleşi pentru patru ani.

Art. 63. — Diurnele deputaţilor şi senatorilor se stabilesc prin lege.

SECŢIUNEA I

Despre Adunarea deputaţilor

Art. 64. — Adunarea deputaţilor se compune din deputaţi aleşi de cetăţenii Români majori, prin vot universal, egal, direct, obligator şi secret pe baza reprezentării minorităţii.

Art. 65. — Alegerea deputaţilor se face pe circumscripţii electorale. Circumscripţia electorală nu poate fi mai mare decât un judeţ.

Legea electorală stabileşte numărul deputaţilor de ales în fiecare circumscripţie proporţional cu populaţia.

Art. 66. — Spre a fi eligibil în Adunarea deputaţilor se cere:

a) A fi cetăţean român;

b) A avea exerciţiul drepturilor civile şi politice;

c) A avea vârsta de douăzeci şi cinci ani împliniţi;

d) A avea domiciliul în România.

Legea electorală va determina incapacităţile.

SECŢIUNEA II

Despre Senat

Art. 67. — Senatul se compune din senatori aleşi şi din senatori de drept.

Art. 68. — Toţi cetăţenii României dela vârsta de 40 ani împliniţi aleg, pe circumscripţii electorale cari nu pot fi mai mari decât judeţul, prin vot obligator, egal, direct şi secret, un număr de senatori.

Numărul senatorilor de ales în fiecare circumscripţie, care nu poate fi mai mare decât un judeţ, se stabileşte de legea electorală, proporţional cu populaţia.

Art. 69. — Membrii aleşi în consiliile judeţene şi membrii aleşi în consiliile comunale urbane şi rurale, întruniţi într'un singur colegiu, aleg, prin vot obligator egal, direct şi secret, câte un senator de fiecare judeţ.

Art. 70. — Membrii camerelor de comerţ, de industrie, de muncă şi de agricultură, întruniţi în colegii separate aleg din sânul lor câte un senator de fiecare categorie şi pentru fiecare circumscripţie electorală. Aceste circumscripţii electorale speciale se fixează de legea electorală, numărul lor neputând fi mai mare de şase.

Art. 71. — Fiecare universitate alege din sânul său, prin votul profesorilor săi, câte un senator

Art. 72. — Sunt de drept membri ai Senatului, în virtutea Inaltei lor situaţiuni în Stat şi Biserică:

a) Moştenitorul Tronului dela vârsta de 18 ani împliniţi; el însă nu va avea vot deliberativ decât la vârsta de 25 ani împliniţi;

b) Mitropoliţii ţării;

c) Episcopii eparhioţi ai Bisericilor ortodoxe-române şi greco-catolice, întru cât vor fi aleşi conform legilor ţării;

d) Capii confesiunilor recunoscute de Stat, câte unul de fiecare confesiune, întru cât sunt aleşi sau numiţi conform legilor ţării şi reprezintă un număr de peste 200.000 credincioşi, precum şi reprezentantul superior religios al musulmanilor din Regat;

e) Preşedintele Academiei Române;

Mandatul acestor senatori încetează odată cu calitatea sau demnitatea care le atribue dreptul.

Art. 73. — Devin senatori de drept:

a) Foştii Preşedinţi ai Consiliului, întru cât vor avea o vechime de patru ani ca Preşedinţi de Consiliu titulari, şi foştii Miniştri având o vechime de cel puţin şase ani într'una sau mai multe guvernări;

b) Foştii Preşedinţi ai Corpurilor Legiuitoare cari vor fi exercitat această demnitate cel puţin în cursul a opt sesiuni ordinare;

c) Foştii Senatori şi Deputaţi aleşi în cel puţin zece legislaturi, independent de durata lor;

d) Foştii Primi-Preşedinţi ai Inaltei Curţi de Casaţie şi Justiţie cari au ocupat această funcţiune sau pe aceea de Preşedinte la Casaţie cinci ani;

e) Generalii de rezervă şi în retragere:

1. Cari vor fi exercitat comanda unei armate în faţa inamicului, ca titulari, cel puţin 3 luni.

2. Cari au îndeplinit funcţiunea de Şef al Marelui Stat Major, sau de inspector general de armată (comandant de armată), în timp de pace, cel puţin patru ani.

Numărul celor din categoria a doua nu va fi mai mare de patru, luaţi în ordinea vechimei, la vacanţe existente;

f) Foştii Preşedinţi ai Adunărilor Naţionale din Chişinău, Cernăuţi şi Alba-Iulia, cari au declarat Unirea.

Art. 74. — Verificarea împlinirii condiţiunilor senatorilor de drept se face de o comisiune compusă din Preşedinţii secţiunilor Inaltei Curţi de Casaţie şi Justiţie, sub preşedinţia Primului-Preşedinte al acestei Inalte Curţi.

Constatarea se face din oficiu, la cererea Preşedintelui Senatului sau a acelora cari au dreptul.

Preşedintele Senatului înscrie senatorii de drept pe baza încheierii Comisiunii.

Senatul poate discuta şi semnala Comisiunii, spre rectificare, erorile constatate în stabilirea drepturilor.

Art. 75. — Spre a fi eligibil la Senat se cere:

a) A fi cetăţean român;

b) A avea exerciţiul drepturilor civile şi politice;

c) A avea vârsta de 40 ani împliniţi;

d) A avea domiciliul în România.

Aceste condiţiuni, afară de vârstă, se cer şi senatorilor de drept.

SECŢIUNEA III

Despre Consiliul legislativ

Art. 76. — Se înfiinţează un Consiliu legislativ, a cărui menire este să ajute în mod consultativ la facerea şi coordonarea legilor, emanând fie dela puterea executivă, fie din iniţiativă parlamentară, cât şi la întocmirea regulamentelor generale de aplicarea legilor.

Consultarea Consiliului legislativ este obligatorie pentru toate proectele de legi, afară de cele cari privesc creditele bugetare; dacă însă, într'un termen fixat de lege, Consiliul legislativ nu-şi dă avizul său, Adunările pot proceda la discutarea şi aprobarea proectelor.

O lege specială va determina organizarea şi modul de funcţionare al Consiliului legislativ.

CAPITOLUL II

Despre Rege şi miniştri

SECŢIUNEA I

Despre Rege

Art. 77. — Puterile constituţionale ale Regelui sunt ereditare în linie coborîtoare directă şi legitimă a Maiestăţii Sale Regelui Carol I de Hohenzollern Sigmaringen, din bărbat în bărbat prin ordinul de primogenitură şi cu exclusiunea perpetuă a femeilor şi coborîtorilor lor.

Coborîtorii Maiestăţii Sale vor fi crescuţi în religiunea ortodoxă a Răsăritului.

Art. 78. — In lipsă de coborîtori în linie bărbătească ai Maiestăţii Sale Regelui Carol I de Hohenzollern Sigmaringen, succesiunea Tronului se va cuveni celui mai în vârstă dintre fraţii săi sau coborîtorilor acestora, după regulele statornicite în articolul precedent.

Dacă niciunul dintre fraţii sau coborîtorii lor nu s'ar ma găsi în viaţă sau ar declara mai dinainte că nu primesc Tronul, atunci Regele va putea indica succesorul său dintr'o dinastie suverană din Europa cu primirea Reprezentanţiunii naţionale, dată în forma prescrisă de art. 79.

Dacă niciuna, nici alta nu va avea loc, Tronul este vacant.

Art. 79. — La caz de vacanţă a Tronului, ambele Adunări se întrunesc de îndată într'o singură Adunare, chiar fără convocare, şi cel mai târziu până în opt zile dela întrunirea lor aleg un Rege dintr'o dinastie suverană din Europa occidentală.

Prezenţa a trei pătrimi din membrii cari compun fiecare din ambele Adunări şi majoritatea de două treimi a membrilor prezenţi sunt necesare pentru a se putea procede la această alegere.

La caz când Adunarea nu se va fi făcut în termenul mai sus prescris, atunci în a noua zi, la amiazi, Adunările întrunite vor păşi la alegere oricare ar fi numărul membrilor prezenţi şi cu majoritatea absolută a voturilor.

Dacă Adunările s'ar afla dizolvate în momentul vacanţei Tronului, se va urma după modul prescris la articolul următor.

In timpul vacanţei Tronului, Adunările întrunite vor numi o locotenenţă regală, compusă din trei persoane, care va exercita puterile regale până la suirea Regelui pe Tron.

In toate cazurile mai sus arătate votul va fi secret.

Art. 80. — La moartea Regelui, Adunările se întrunesc chiar fără convocare cel mai târziu zece zile după declararea morţii.

Dacă din întâmplare ele au fost dizolvate mai înainte şi convocarea lor a fost hotărîtă în actul de dizolvare pentru o epocă în urma celor zece zile, atunci Adunările cele vechi se adună până la întrunirea acelora cari au a le înlocui.

Art. 81. — Dela data morţii Regelui şi până la depunerea jurământului a succesorului său la Tron puterile constituţionale ale Regelui, sunt exercitate, în numele poporului român, de miniştri, întruniţi în consiliu şi sub a lor responsabilitate.

Art. 82. — Regele este major la vârsta de optsprezece ani împliniţi.

La suirea sa pe Tron, el va depune mai întâiu în sânul Adunărilor întrunite, următorul jurământ:

„Jur a păzi Constituţiunea şi legile poporului român, a menţine drepturile lui naţionale şi integritatea teritoriului".

Art. 83. — Regele, în viaţă fiind, poate numi o Regenţă, compusă din trei persoane, care, după moartea Regelui, să exercite puterile regale în timpul minorităţii succesorului Tronului. Această numire se va face cu primirea Reprezentaţiunii naţionale, dată în forma prescrisă la art. 79 din Constituţiunea de faţă.

Regenţa va exercita totdeodată şi tutela succesorului Tronului în timpul minorităţii lui.

Dacă, la moartea Regelui, Regenţa nu s'ar găsi numită şi succesorul Tronului ar fi minor, ambele Adunări întrunite vor numi o Regenţă, procedând după formele prescrise la art. 79 din Constituţiunea de faţă.

Membrii Regenţei nu intră în funcţiune decât după ce vor fi depus solemn înaintea ambelor Adunări întrunite jurământul prescris prin art. 82 din Constituţiunea de faţă.

Art. 84. — Dacă Regele se află în imposibilitate de a domni, miniştrii, după ce au constatat legalmente această imposibilitate, convoacă îndată Adunările.

Acestea aleg Regenţa, care va forma şi tutela.

Art. 85. — Nicio modificare nu se poate face Constituţiunii în timpul Regenţei.

Art. 86. — Regele nu va putea fi totdeodată şi Şeful unui alt Stat fără consimţimântul Adunărilor.

Niciuna din Adunări nu poate delibera asupra acestui obiect dacă nu vor fi prezenţi cel puţin două treimi din membrii cari le compun, şi hotărîrea nu se poate lua decât cu două treimi din voturile membrilor de faţă.

Art. 87. — Persoana Regelui este inviolabilă. Miniştrii lui sunt răspunzători.

Niciun act al Regelui nu poate avea tărie dacă nu va fi contrasemnat de un ministru, care prin aceasta chiar devine răspunzător de acel act.

Art. 88. — Regele numeşte şi revoacă pe miniştrii săi.

El sancţionează şi promulgă legile.

El poate refuza sancţiunea sa.

El are dreptul de amnistie în materie politică.

Are dreptul de a ierta sau micşora pedepsele în materii criminale, afară de ceea ce se statorniceşte în privinţa miniştrilor.

El nu poate suspenda cursul urmăririi sau al judecăţii, nici a interveni prin niciun mod în administraţia justiţiei.

El numeşte sau confirmă în funcţiunile publice potrivit legilor.

El nu poate crea o nouă funcţiune fără o lege specială.

El face regulamente necesare pentru executarea legilor, fără să poată vreodată modifica sau suspenda legile şi nu poate scuti pe nimeni de executarea lor.

El este capul puterii armate.

El conferă gradele militare în conformitate cu legea.

El va conferi decorațiunile române conform unei anume legi.

El are dreptul de a bate monetă conform unei legi speciale.

El încheie cu Statele străine convențiunile necesare pentru comerț, navigațiune și alte asemenea; însă pentru ca aceste acte să aibă autoritate îndatoritoare, trebue mai întâiu a fi supuse Puterii legislative și aprobate de ea.

Art. 89. — Legea fixează lista civilă pentru durata fiecăreia Domnii.

Art. 90. — La 15 Octomvrie a fiecărui an, Adunarea deputaților și Senatul se întrunesc fără convocare, dacă Regele nu le-a convocat mai înainte.

Durata fiecărei sesiuni este de cinci luni.

Regele deschide sesiunea prin un Mesaj, la care Adunările fac răspunsurile lor.

Regele pronunță închiderea sesiunii.

El are dreptul de a convoca în sesiune extraordinară Adunările.

El are dreptul de a dizolva ambele Adunări deodată sau numai una din ele.

Actul de dizolvare trebue să conțină convocarea alegătorilor până în două luni de zile și a Adunărilor până în trei luni.

Regele poate amâna Adunările; oricum, amânarea nu poate depăși termenul de o lună, nici a fi reînnoită în aceeași sesiune fără consimțimântul Adunărilor.

Art. 91. — Regele nu are alte puteri decât acele date lui prin Constituțiune.

CAPITOLUL III

Despre miniștri

Art. 92. — Guvernul exercită puterea executivă în numele Regelui, în modul stabilit prin Constituțiune.

Art. 93. — Miniștrii întruniți alcătuiesc Consiliul de Miniștrii, care este prezidat, cu titlul de Președinte al Consiliului de Miniștri, de acela care a fost însărcinat de Rege cu formarea guvernului.

Departamentele ministeriale și subsecretariatele de Stat nu se pot înființa și desființa decât prin lege.

Art. 94. — Nu poate fi ministru decât cel care este român sau cel care a dobândit naturalizarea.

Art. 95. — Niciun membru al Familiei Regale nu poate fi ministru.

Art. 96. — Dacă miniștrii nu ar fi membri ai Adunărilor ei pot lua parte la desbaterea legilor, fără a avea însă și dreptul de a vota.

La desbaterile Adunărilor prezența cel puțin a unui ministru e necesară.

Adunările pot exige prezența miniștrilor la deliberațiunile lor.

Art. 97. — In niciun caz ordinul verbal sau în scris al Regelui nu poate apăra pe ministru de răspundere.

Art. 98. — Fiecare din ambele Adunări, precum și Regele au dreptul de a cere urmărirea miniștrilor și a-i trimite înaintea înaltei Curți de casație și justiție, care singură, în secțiuni-unite, este în drept a-i judeca, afară de cele ce se vor statornici prin legi în ceea ce privește exercițiul acțiunii civile a părții vătămate și în ceea ce privește crimele și delictele comise de miniștri afară de exercițiul funcțiunii lor.

Punerea sub urmărire a miniștrilor de către Corpurile legiuitoare nu se poate rosti decât prin majoritate de două treimi a membrilor de față.

Instrucţiunea se va face de o comisiune a înaltei Curţi de Casaţie, compusă din cinci membri traşi la sorţi în secţiuni unite. Această comisiune are şi puterea de a califică faptele şi de a decide sau nu urmărirea.

Acuzarea, înaintea înaltei Curţi de casaţie şi justiţie, se va susţine prin ministerul public.

Legea responsabilităţii ministeriale determină cazurile de răspundere şi pedepsele aplicabile miniştrilor.

Art. 99. — Orice parte vătămată de un decret sau o dispoziţiune semnată sau contrasemnată de un ministru care violează un text expres al Constituţiunii sau al unei legi, poate cere Statului, în conformitate cu dreptul comun, despăgubiri băneşti pentru prejudiciul cauzat.

Fie în cursul judecăţii, fie după pronunţarea hotărîrii ministrul poate fi chemat, după cererea Statului, în urma votului unuia din Corpurile legiuitoare, înaintea instanţelor ordinare, la răspundere civilă pentru dauna pretinsă sau suferită de Stat.

Actul ilegal al ministrului nu descarcă de răspundere solidară pe funcţionarul care a contrasemnat, decât în cazul când acesta a atras atenţia Ministrului, în scris.

Art. 100. — Se vor putea înfiinţa subsecretariate de Stat.

Subsecretarii de Stat vor putea lua parte la desbaterile Corpurilor legiuitoare sub responsabilitatea miniştrilor.

CAPITOLUL IV

Despre puterea judecătorească

Art. 101. — Nicio jurisdicţiune nu se poate înfiinţa decât numai în puterea unei anume legi.

Comisiuni şi tribunale extraordinare nu se pot crea sub niciun fel de numire şi sub niciun fel de cuvânt în vederea unor anume procese, fie civile, fie penale, sau în vederea judecării unor anume persoane.

Art. 102. — Pentru întregul Stat român este o singură Curte de casaţie şi justiţie.

Art. 103. — Numai Curtea de casaţie în secţiuni unite are dreptul de a judeca constituţionalitatea legilor şi a declara inaplicabile pe acelea cari sunt contrarii Constituţiunii. Judecata asupra inconstituţionalităţii legilor se mărgineşte numai la cazul judecat.

Curtea de casaţie se va rosti ca şi în trecut asupra conflictelor de atribuţiuni.

Dreptul de recurs în casare este de ordin constituţional.

Art. 104. — Judecătorii sunt inamovibili în condiţiunile speciale pe cari legea le va fixa.

Art. 105. — Juriul este statornicit în toate materiile criminale şi pentru delictele politice şi de presă, afară de cazurile statornicite prin Constituţiunea de faţă.

Acţiunea pentru daune-interese rezultând din fapte şi delicte de presă nu se poate intenta decât înaintea aceleiaş jurisdicţiuni de competinţa căreia este delictul.

Art. 106. — Justiţia militară se organizează prin osebită lege.

Art. 107. — Autorităţi speciale de orice fel, cu atribuţiuni de contencios administrativ, nu se pot înfiinţa.

Contenciosul administrativ este în căderea puterii judecătoreşti, potrivit legii speciale.

Cel vătămat în drepturile sale, fie printr'un act administrativ de autoritate, fie printr'un act de gestiune făcut cu călcarea legilor şi a regulamentelor, fie prin rea voinţă a autorităţilor administrative de a rezolva cererea privitoare la un drept, poate face cerere la instanţele judecătoreşti pentru recunoaşterea dreptului său.

Organele puterii judiciare judecă dacă actul este ilegal, îl pot anula sau pot pronunţa daune civile până la data restabilirii dreptului vătămat, având şi căderea de a judeca şi cererea de despăgubire, fie contra autorităţi administrative chemate în judecată, fie contra funcţionarului vinovat.

Puterea judecătorească nu are cădere de a judeca actele de guvernământ, precum şi acele de comandament cu caracter militar.

CAPITOLUL V

Despre instituţiunile judeţene şi comunale

Art. 108. — Instituţiunile judeţene şi comunale sunt regulate de legi.

Aceste legi vor avea de bază descentralizarea administrativă.

Membrii Consiliilor judeţene şi consiliilor comunale sunt aleşi de către cetăţenii români prin votul universal, egal, direct, secret, obligatoriu şi cu reprezentarea minorităţii, după formele prevăzute de lege. La aceştia se vor putea adăoga prin lege şi membri de drept şi membri cooptaţi. Intre membrii cooptaţi pot fi şi femei majore.

TITLUL IV

Despre Finanţe

Art. 109. — Niciun impozit de orice natură nu se poate stabili şi percepe decât pe baza unei legi.

Art. 110. — Prin lege se pot crea impozite numai în folosul Statului, judeţelor, comunelor şi instituţiunilor publice cari îndeplinesc servicii de Stat.

Art. 111. — Orice sarcină sau impozit judeţean sau comunal nu se poate aşeza decât cu învoirea consiliilor judeţene sau comunale în limitele stabilite de lege.

Art. 112. — Nu se poate statornici privilegiuri în materii de impozite.

Nicio excepţiune sau micşorare de impozit nu se poate statornici decât prin o lege.

Monopoluri nu se pot constitui decât numai prin lege şi exclusiv în folosul Statului, judeţelor şi comunelor.

Art. 113. — Niciun fond pentru pensiuni sau gratificaţiuni în sarcina tezaurului public nu se poate acorda decât în virtutea unei legi.

Art. 114. — In fiecare an Adunarea deputaţilor încheie socotelile şi votează bugetul.

Toate veniturile sau cheltuielile Statului trebuesc trecute în buget şi în socoteli.

Dacă bugetul nu se votează în timp util, puterea executivă va îndestula serviciile publice după bugetul anului precedent, fără a putea merge cu acel buget mai mult de un an peste anul pentru care a fost votat.

Art. 115. — Controlul preventiv și cel de gestiune a tuturor veniturilor și cheltuelilor Statului se va exercita de Curtea de conturi, care supune în fiecare an Adunării deputaților raportul general rezumând conturile de gestiune al bugetului trecut, semnalând totdeodată neregulile săvârșite de miniștri în aplicarea bugetului.

Regularea definitivă a socotelilor trebue să fie prezintată Adunării deputaților cel mai târzu în termen de doi ani dela încheierea fiecărui exercițiu.

Art. 116. — Pentru toată România este o singură Curte de conturi.

Art. 117. — Toate fondurile provenite din Case speciale, și de cari guvernul dispune sub diferite titluri, trebue să fie cuprinse în bugetul general al veniturilor Statului.

Art. 118. —Legile financiare se publică în *Monitorul Oficial* ca și celelalte legi și regulamente de administrațiune publică.

TITLUL V

Despre puterea armată

Art. 119. — Tot Românul, fără deosebire de origină etnică, de limbă sau de religie, face parte din unul din elementele puterii armate, conform legilor speciale.

Puterea armată se compune din: armata activă cu cadrele ei permanente, rezerva ei și milițiile.

Art. 120. — Gradele, decorațiunile și pensiunile militarilor nu se pot lua decât numai în virtutea unei sentințe judecătorești și în cazurile determinate de legi.

Art. 121. — Contingentul armatei se votează pentru fiecare an de ambele Corpuri legiuitoare.

Art. 122. —Se va înființa un Consiliu superior al apărării țării, care va îngriji, în mod permanent, de măsurile necesare pentru organizarea apărării naționale.

Art. 123. — Nicio trupă armată străină nu poate fi admisă în serviciul Statului, nici nu poate intra sau trece pe teritoriul României, decât în puterea unei anume legi.

TITLUL VI

Dispozițiuni Generale

Art. 124. — Culorile drapelului României sunt: Albastru, Galben și Roșu, așezate vertical.

Art. 125. — Reședința guvernului este în Capitala țării.

Art. 126. —Limba românească este limba oficială a Statului român.

Art. 127. — Niciun jurământ nu se poate impune cuiva decât în puterea unei legi, care hotărăște și formula lui.

Art. 128. — Constituțiunea de față nu poate fi suspendată nici în total, nici în parte.

In caz de pericol de Stat se poate prin lege institui starea de asediu generală sau parțială.

TITLUL VII

Despre Revizuirea Constituţiunii

Art. 129. — Constituţiunea poate fi revizuită în total sau în parte din iniţiativa Regelui sau oricăreia din Adunările legiuitoare.

In urma acestei iniţiative ambele Adunări, întrunite separat, se vor rosti cu majoritate absolută, dacă este locul ca dispoziţiunile constituţionale să fie revizuite.

Indată ce necesitatea revizuirii a fost admisă, ambele Corpuri legiuitoare aleg din sânul lor o comisiune mixtă, care va propune textele vor fi supuse revizuirii.

După ce raportul acestei comisiuni va fi citit în fiecare Adunare, de două ori în interval de cincisprezece zile, ambele Adunări întrunite la un loc, sub preşedinţia celui mai în vârstă dintre Preşedinţi, în prezenţa a cel puţin două treimi din totalitatea membrilor ce le compun, cu majoritate de două treimi, stabilesc în mod definitiv cari anume articole vor fi supuse revizuirii.

In urma acestui vot Adunările sunt de drept dizolvate şi se va convoca corpul electoral în termenul prescris de Constituţiune.

Art. 130. — Adunările cele noui proced în acord cu Regele la modivor fi supuse revizuirii.

In acest caz Adunările nu pot delibera dacă cel puţin două treimi a membrilor din cari se compun nu sunt prezenţi şi nicio schimbare nu se poate adopta dacă nu va întruni cel puţin două treimi ale voturilor.

Adunările alese pentru revizuirea Constituţiunii au o durată constituţională obişnuită şi, în afară de modificarea constituţiunii, ele funcţionează şi ca Adunări legiuitoare ordinare.

Dacă Adunările de revizuire nu-şi pot îndeplini misiunea, nouile Adunări vor avea acelaş caracter.

TITLUL VIII

Dispoziţiuni Transitorii şi Suplimentare

Art. 131. — Sunt şi rămân cu caracter constituţional dispoziţiunile din legile agrare privitoare la pământurile cultivabile, pădurile şi bălţile expropriabile în total sau în parte, la starea lor juridică, la subsol, la preţuire, la modul de plată, etc., aşa precum sunt formulate în articolele de mai jos ale fiecăreia din legile agrare şi cari articole, în întregul lor, fac parte integrantă din prezenta Constituţiune şi ca atare nu se pot modifica decât cu formele prevăzute pentru revizuirea Constituţiunii şi anume:

a) Art. 1 (unu) alin. II, art. 2 (doi), 3 (trei) alin. I, art. 4 (patru), 6 (şase), 7 (şapte), 8 (opt), 9 (nouă), 10 (zece), 13 (treisprezece), 14 (patrusprezece), 16 (şasesprezece), 18 (optesprezece), 21 (douăzeci şi unu), 23 (douăzeci şi trei), 32 (treizeci şi doi), 36 (treizeci şi şase) şi 69 (şasezeci şi nouă) din legea pentru reforma agrară din Oltenia, Muntenia, Moldova şi Dobrogea (vechiul Regat) din 17 Iulie 1921;

b) Art. 2 (doi), 4 (patru), 5 (cinci), 6 (şase), 7 (şapte), 8 (opt), 9 (nouă), 10 (zece), 11 (unsprezece), 12 (douăsprezece), 13 (treisprezece), 16 (şasesprezece), 45 patruzeci şi cinci), 46 (patruzeci şi şase), 47 (patruzeci şi şapte), 48 (patruzeci şi opt), 49 (patruzeci şi nouă), 50 (cincizeci),

şi 53 (cincizeci şi trei), din legea pentru reforma agrară din Basarabia din 13 Martie 1920;

c) Art. 3 (trei), 4 (patru), 5 (cinci), 6 (şase), 7 (şapte), 8 (opt), 9 (nouă), 10 (zece), 11 (unsprezece, 12 (douăsprezece), 13 (treisprezece), 14 (patrusprezece), 16 (şasesprezece) ,18 (optesprezece), 22 (douăzeci şi doi), 24 (douăzeci şi patru), 32 (treizeci şi doi), 50 (cincizeci) şi 85 (optzeci şi cinci), din legea pentru reforma agrară din Transilvania, Banat, Crişana şi Maramureş din 30 Iulie 1921;

d) Art. 2 (doi), 3 (trei), 4 (patru), 5 (cinci) punctul *a* alin. I, art. 6 (şase), 7 (şapte), 9 (nouă), 10 (zece), 12 (douăsprezece), 13 (treisprezece), 29 (douăzeci şi nouă), 31 (treizeci şi unu) şi 55 (cincizeci şi cinci) din legea pentru reforma agrară din Bucovina din 30 Iulie 1921.

Art. 132. — In scop de a se satisface trebuinţele normale de lemne de foc şi de construcţie ale populaţiei rurale din vechiul Regat, Basarabia şi Bucovina, Statul e dator ca din pădurile sale din câmpie, deal sau munte. să destine suprafeţele necesare în acest scop.

In vechiul Regat şi în Bucovina, acolo unde Statul nu ar avea păduri, într'o rază de douăzeci kilometri de centrul comunei, pentru satisfacerea trebuinţelor mai sus arătate, el prin derogare dela art. 7 lit. *c* şi art. 8 lit. *a, b* şi *c* din legea pentru reforma agrară din Oltenia, Muntenia, Moldova şi Dobrogea din 17 Iulie 1921 şi dela art. 5, punctul *a,* alin. IV şi dela art. 6 şi 7 din legea pentru reforma agrară din Bucovina din 30 Iulie 1921, va putea expropria din pădurile persoanelor juridice fie publice, fie private, cari s'ar afla în această rază şi numai în lipsa acestora, va expropria proporţional din pădurile tuturor proprietarilor particulari, aflate în această rază, însă numai în limita acestor trebuinţe şi în toate cazurile cu respectul unei suprafeţe intangibile de una sută hectare de fiecare proprietate.

Nu sunt expropriabile, oricare ar fi proprietarul, pădurile replantate sau în curs de replantare.

Contractele de vânzare spre exploatare a pădurilor expropriabile cari vor fi în vigoare în momentul exproprierii, se vor respecta.

Pădurile astfel expropriate rămân în proprietatea Statului şi se vor administra şi exploata de dânsul spre a satisface potrivit legii şi în prima linie nevoile de mai sus.

Exproprierea acestor păduri se va face cu dreaptă şi prealabilă despăgubire fixată de justiţie.

Modul de expropriere va fi regulat prin lege specială.

Art. 133. — Se ratifică decretele-legi: No. 3.902 din 29 Decemvrie 1918, publicat în *Monitorul Oficial* No. 223 din 30 Decemvrie 1918, privitor la acordarea drepturilor cetăţeneşti; No. 2.085 din 22 Mai 1919, publicat în *Monitorul Oficial* No. 33 din 28 Mai 1919, şi No. 3.464 din 12 August 1919, publicat în *Monitorul Oficial* No. 93 din 13 August 1919, privitoare la încetăţenirea evreilor cari locuiau în vechiul Regat.

De asemenea se ratifică şi toate decretele-legi de încetăţenire individuală, cari s'au făcut înaintea decretelor specificate mai sus.

Evreii, locuitori din vechiul Regat, cari nu-şi vor fi regulat încetăţenirea în termenul prevăzut de decretul-lege No. 3.464 din 12 August 1919, vor putea face declaraţiunile de încetăţenire conform decretului-lege No. 2.085 din 22 Mai 1919, în termen de trei luni dela promulgarea acestei Constituţiuni.

Art. 134. — Până la facerea unei legi de organizarea Consiliului legislativ prevăzut în această Constituţiune, prezentarea proectelor de legi înaintea Corpurilor legiuitoare va continua să se facă în conformitate cu legile şi regulamentele azi în vigoare.

Art. 135. — Până la promulgarea legii speciale bazată pe princi-

piile din prezenta Constituţiune, legile relative la organizarea şi judecarea contenciosului administrativ rămân în vigoare.

Art. 136. — O lege specială va fixa lista civilă a Intâiului Rege al României Intregite.

Art. 137. — Se vor revizui toate codicele şi legile existente în diferitele părţi ale Statului român spre a se pune în armonie cu Constituţiunea de faţă şi asigura unitatea legislativă.

Până atunci ele rămân în vigoare.

Din ziua promulgării Constituţiunii, sunt însă desfiinţate acele dispoziţiuni din legi, decrete, regulamente şi orice alte acte contrarii celor înscrise în prezenta Constituţiune.

Art. 138. — Actualele Adunări naţionale după promulgarea prezentei Constituţiuni pot funcţiona până la expirarea mandatului lor legal.

In acest timp ele vor trebui să facă, pe baza principiilor din această Constituţiune, legea electorală.

Până la facerea acestei legi, decretele-legi electorale rămân în vigoare.

LEGE
DE
EXPROPRIAŢIUNE PENTRU CAUZA DE UTILITATE PUBLICĂ

din 22 Octomvrie 1864.

Cu modificările din 1900, 1913 şi 1923

TITLUL I

Dispoziţiuni preliminare

Art. 1. — Utilitatea publică pentru toate lucrările de interes general se declară de Puterea Legiuitoare; pentru acelea de interes comun al mai multor judeţe, de către Consiliile judeţene, şi, la neunirea lor, de către guvern, luând avizul consiliului de Stat; pentru acelea de interes local al unui judeţ sau al mai multor comune, de către consiliul judeţean; iar pentru lucrările de interes local în comună, utilitatea publică se declară de consiliul comunal.

Se va proceda întru aceasta conform art. 61 şi 64 din Legea consiliilor judeţene.

Art. 2. — Declaraţiunea de utilitate publică se face în urma unei cercetări.

Această cercetare se face, în caz de interes general, de administraţiune; în caz de interes judeţean, de consiliul judeţean; în caz de interes comunal, de consiliul comunal.

Cercetarea nu se va întinde decât asupra consideraţiunilor de interes general, asupra avantajelor ce înfăţişează o lucrare publică oarecare, a consecinţelor ce poate să aibă sub raporturile economice. Ea se face după formele ce se vor statornici prin un regulament de administraţiune publică.

TITLUL II

Măsuri pregătitoare relative la expropriaţiune

Art. 3. — Inginerii sau agenţii tehnici însărcinaţi cu executarea lucrărilor vor ridica planurile pământurilor sau ale edificiilor asupra cărora se propune a se aplica expropriaţiunea, arătându-se şi numele proprietarului.

Un plan nu va cuprinde decât fondurile ce cad într'o comună.

Art. 4. — Aceste planuri se depun spre cunoştinţa obştească, pe timp de 10 zile întregi, în cancelaria comunei unde se află situate proprietăţile în chestiune.

Art. 5. — Termenul de 10 zile se va număra din ziua notificării ce se va face prin adresă colectivă părţilor interesate, sau reprezentanţilor lor, spre a lua cunoştinţă de planul depus la comună.

Totdeodată notificarea se va publica în comună, conform art. 105 din legea comunală, şi se va afişa în copie legalizată pe uşa primăriei, despre care primarul va încheia proces-verbal.

Art. 6. — Primarul va încheia proces-verbal, în care va cuprinde lămuririle sau reclamaţiunile ce i se vor fi făcut verbal; dătătorii unor asemenea vor subscrie procesul-verbal.

Lămuririle şi reclamaţiunile date în scris se vor alătura; a doua zi după expirarea termenului de zece zile se vor trimite aceste lucrări la subprefectură, iar fiind comuna în reşedinţa prefecturii. se vor trimite prefectului.

Art. 7. — Indată după primirea lucrărilor sus zise, după invitarea subprefectului respectiv a prefectului, o comisiune se va aduna la reşedinţa subprefecturii sau, în cazul prevăzut de aliniatul al doilea al art. precedent, la reşedinţa prefecturii. Această comisiune se va compune din opt persoane trase la sorţi de către comitetul permanent din o listă de 16 proprietari ai plăşii cari plătesc impozitul cel mai mare, din primarul comunei şi din inginerul însărcinat cu executarea lucrărilor.

Proprietarii ce sunt a se expropria nu pot face parte din comisiune.

Asemenea nu pot lua parte la comisiune miniştrii, directorii de ministere, membrii consiliului de Stat, prefecţii, subprefecţii, membrii consiliilor judeţene şi comunale — aceştia din judeţul, plasa sau comuna unde este a se face expropriaţiunea — membrii Curţii de casaţiune, membrii tribunalelor şi procurorii lor din judeţul unde urmează expropriaţiunea.

Sunt scutiţi de a face parte din comisiune membrii corpurilor legiuitoare în cursul sesiunii şi toţi funcţionarii administrativi şi judiciari.

La reşedinţa subprefecturii, comisiunea se va prezida de subprefect; iar la reşedinţa prefecturii, de un delegat numit de prefect.

Ea nu va putea delibera decât fiind faţă cinci din membrii ei.

Intâmplându-se să fie faţă şase membri şi opiniunile să fie împărţite, votul preşedintelui va fi preponderant.

Art. 8. — Intâmplându-se ca lucrările să se întindă peste teritoriul mai multor comune, atunci primarii lor vor face parte din comisiunea citată la art. 7.

Art. 9. — Comisiunea primeşte, în curs de zece zile întregi, observaţiunile şi reclamaţiunile interesaţilor, îi cheamă de câte ori găseşte de cuviinţă.

După expirarea termenului, ea formulează părerea sa.

Ea trebue să-şi termine lucrările în timp de 15 zile dela adunarea sa. Preşedintele comisiunii le va comunica fără întârziere prefectului, pe lângă procesul-verbal cuprinzător opiniunii comisiunii. Intâmplându-se ca membrii comisiunii să nu se întrunească, sau întrunindu-se să nu-şi termine lucrările în termenul statornicit, atunci se va trage la sorţi o altă comisiune.

Aceia cari au motivat numirea unei alte comisiuni neputând justifica absenţa sau neterminarea lucrărilor, se vor supune la o amendă dela 100 până la 500 lei. Asupra acestui caz statuează consiliul permanent al judeţului, cu dreptul de recurs la consiliul de Stat.

La caz de a nu întruni sau de a nu sfârşi lucrările nici această a doua comisiune, atunci subprefectul în trei zile va constata aceasta printr'un proces-verbal şi va trimite prefecturii procesul-verbal şi toate actele relative şi va decide comitetul permanent.

Art. 10. — Dacă comisiunea propune vreo schimbare la traseul făcut de inginer, subprefectul este dator să înştiinţeze prin forma prescrisă prin art. 5 pe proprietarii interesaţi.

Procesul-verbal şi toate actele relative vor sta depuse la prefecturi în timp de 10 zile dela data înştiinţării prevăzute prin art. 10. Părţile interesate sunt în drept a face reclamaţiunile şi observaţiunile lor până în cinci zile, numărate dela expirarea acelui termen. Toate actele se vor trimite la prefectură.

Art. 11. — După consultarea procesului-verbal şi a actelor relative, în caz când lucrările publice vor privi interese judeţene sau interese ale mai multor comune dintr'un judeţ, consiliul judeţean, iar în lipsă comitetul permanent, va hotărî proprietăţile ce vor fi a se cumpăra şi epoca în care se vor lua în posesiune.

Pentru lucrările privitoare pe mai multe judeţe şi la caz de neunire a consiliilor respective, va decide guvernul, conform art. 61 din legea consiliilor judeţene.

Pentru lucrările de interes general, prefectul va lua o deciziune motivată în comitetul permanent. Urmând însă ca părerea comisiunii să fie pentru schimbarea traseului, prefectul va raporta administraţiunii superioare.

Art. 12. — Dispoziţiunile art. 7, 8, 9 şi 10 nu se aplică la caz când expropriaţiunea se va cere de o comună şi în interesul ei comunal, şi la caz de lucrări pentru deschiderea sau îndreptarea drumurilor vicinale.

La aceste cazuri, consiliul comunal, pe puterea procesului-verbal arătat la art. 6, va hotărî proprietăţile ce vor fi a se cumpăra şi epoca în care se vor lua în posesiune.

TITLUL III

Despre expropriaţiune şi urmările ei în privinţa privilegiilor şi altor drepturi reale

Art. 13. — Expropriaţiunea pentru cauză de utilitate publică se face numai prin hotărîre judecătorească.

Sub niciun cuvânt şi sub niciun titlu tribunalele ordinare nu vor putea fi înlocuite prin administraţiune sau prin tribunale administrative, afară de cazurile prevăzute prin legi.

Art. 14. — Tribunalele nu pot hotărî expropriaţunea decât numai după ce utilitatea publică s'a constatat şi s'a declarat după formele prescrise în legea de faţă.

Art. 15. — Dispoziţiunile art. 13 şi 14 nu vor avea aplicaţune la alcătuirile de bunăvoie.

Aceste alcătuiri se vor legaliza de tribunal.

Când preţul va fi contestat de persoana a treia interesată, atunci estimaţiunea se face de comisia arbitrală, conform Titlului V, Cap .II.

Art. 16. — Intâmplându-se ca măsura de expropriaţiune să aibă a se întinde asupra averilor Statului, ale aşezămintelor publice, ale consiliilor districtuale şi consiliilor comunale, ale nevârstnicilor, ale interdicţilor, ale absenţilor, asupra averilor dotale şi altele asemenea, tribunalul, ascultând pe reprezentanţii acestor averi şi concluziunile ministerului public, va hotărî asupra expropriaţiunii.

Totdeodată va regula şi măsurile de conservaţiune prescrise de dreptul comun în privinţa transacţiunilor de acest fel de averi.

Art. 17. — In cazul articolului precedent, preţul nu se va putea statornici decât prin forma comisiei arbitrale arătată de Titlul V, Cap. II.

Art. 18. — După îndeplinirea celor de mai sus, autorităţile îndrituite cu determinarea proprietăţilor de expropriat sunt datoare a cere dobândirea prin alcătuiri de bunăvoie.

Art. 19. — Dacă încercarea de dobândire prin alcătuire de bunăvoie va rămânea fără rezultat, primarul, ori prefectul. trimite procurorului tribunalului în a cărei jurisdicţiune sunt situate bunurile, titlul ce autoriză executarea lucrărilor şi deciziunea menţionată la art. 11.

Art. 20. — După trei zile, procurorul tribunalului, înfăţişând actele doveditoare îndeplinirii formalităţilor prescrise la titlul I, art. 2 şi titlul II, va cere, şi tribunalul, fără a chema pe părţi, care însă totdeauna vor putea fi ascultate, va hotărî expropriaţiunea pentru cauză de utilitate publică a pământurilor sau edificiilor cuprinse în deciziunea autorităţilor arătate la art. 11 şi 12.

Hotărîrea expropriaţiunii lipseşte pe proprietar de dreptul de proprietate asupra fondului, lăsându-i numai posesiunea până la plata indemnităţii.

Dacă administraţiunea n'a urmărit exproprierea în timp de 6 luni, numărate dela deciziunea autorităţilor arătate la art. 11 şi 12, oricare proprietar lovit prin ea va putea reclama la tribunal.

Procurorul tribunalului va comunica această reclamaţiune prefectului ori primarului şi aceştia vor fi datori a trimite de îndată toate actele în chestiune. Tribunalul va hotărî în trei zile.

Prin acea hotărîre se va numi un membru în funcţiune de judecător, director al comisiei arbitrale prevăzute la Titlul V. Cap. II.

La caz de împiedicare legală, preşedintele tribunalului va orândui un alt judecător în locu-i, după o simplă petiţiune a părţii interesate.

Art. 21. — La caz când proprietarii cari sunt a se expropria învoesc cesionarea fondului, însă nu se mulţumesc cu preţul oferit, tribunalul, prin încheiere, va constata învoirea şi va orândui pe membrul, director al comisiei arbitrale, preţuitor, fără să mai fie trebuinţă de a da hotărîrea de expropriaţiune, nici de a constata că s'au îndeplinit formalităţile prescrise de titlul I, art. 2 şi titlul II.

Art. 22. — Hotărîrea se publică şi se afişează în prescurtare prin comunele unde sunt situate fondurile, după modul arătat la art. 5.

Totdeodată se va publica şi în unul din jurnalele oficiale.

Această prescurtare va cuprinde numele proprietarilor, motivele şi dispozitivul hotărîrei şi se va notifica la domiciliul ce-şi vor fi ales proprietarii în plasa unde se află fondurile, printr'o declaraţie făcută la consiliul comunei unde sunt fondurile; iar când alegerea domiciliului

nu va fi avut loc, notificarea prescurtării se face în copie îndoită, una către consiliul comunei şi alta către arendaşul, locatarul, îngrijitorul proprietăţii.

Toate celelalte notificări prescrise prin legea de faţă se vor face în forma sus semnată.

Art. 23. — Administraţiunea, ca să desfacă proprietăţile de privilegii, ipoteci sau alte drepturi ale unei a treia persoane, este datoare a cere transcripţiunea hotărîrii prin care se expropriază fondul în condicele respective ale tribunalului unde sunt situate aceste fonduri.

Art. 24. — In curs de 15 zile după împlinirea formalităţilor prescrise la art. precedent, îndrituiţii vor cere şi tribunalul va face înscrierea privilegiilor, ipotecilor sau altor drepturi.

Dacă îndrituiţii nu vor fi cerut înscrierea în termenul prescris mai sus, atunci imobilul expropriat va fi liberat de orice privilegiu, ipotecă sau alte drepturi, fără prejudiţiul drepturilor femeilor, nevârstnicilor şi altor interzişi asupra sumei de indemnizare cuvenită proprietarului expropriat.

Creditorii cari nu vor fi îndeplinit formalităţile prescrise mai sus vor avea dreptul de reclamaţie în contra proprietarului expropriat.

Creditorii înscrişi nu vor avea la niciun caz facultatea de a propune preţul mai mare, dar ei vor putea cere ca indemnizarea să se fixeze după titlul V.

Art. 25. — Acţiunile de revendicare de protimisis, şi orice alte acţiuni reale, nu vor putea opri exproprierea, nici împiedeca efectul ei. Dreptul reclamanţilor se va transporta asupra preţului şi imobilul va rămânea scutit.

Art. 26. — Regulile aşezate la art. 22, 23 şi 24 sunt aplicabile pentru cazurile de alcătuire de bunăvoie între administraţiune şi proprietar.

Neîmplinirea formalităţilor pentru a desărcina imobilul de ipotecă, privilegii sau drepturi nu împiedică cursul expropriaţiunii, însă părţile interesate îşi vor putea urmări drepturile lor, după formele prescrise la Titlul V, Cap. II.

TITLUL IV

Despre recurs

Art. 27. — Hotărîrea tribunalului declaratoare de expropriaţiune este fără opoziţiune, fără apel şi supusă numai recursului în casaţiune pentru următoarele cazuri:

a) Incompetenţă;
b) Exces de putere şi
c) Viţiuri de formă prin hotărîre.

Art. 28. — Recursul în casaţiune se va depune la grefa tribunalului în termen d eopt zile, numărate dela data notificării hotărîrii conform art. 22.

Grefierul va fi dator a libera îndată adeverinţa înregistrată.

Art. 29. — Tribunalul va împărtăşi recursul până în opt zile proprietarului la domiciliul semnat la art. 22, sau prefectului, ori primarului, după firea lucrărilor, cu deşteptare că până în treizeci zile să se înfăţişeze la Curtea de casaţiune însuşi sau prin mandatar.

Art. 30. — In termenul de 15 zile ale notificării recursului, tribunalul este dator a expedia recursul cu dosarul cauzei la Curtea de casaţiune.

Art. 31. — In materii de expropriaţiune pentru cauză de utilitate

publică, Curtea de casaţiune judecă recursul după împlinirea a treizeci zile, numărate din ziua dărei recursului, fără a chema pe părţi.

Art. 32. — Recursul nu se poate face decât de părţile drept interesate, adică sau de expropriat, sau de expropriator.

Creditorii şi ceilalţi interesaţi nu pot face recurs. In această materie recursul în casaţiune se declară de urgenţă. Curtea îl va judeca şi în sesiune de vacanţă.

TITLUL V

Despre regularea îndemnizării

CAPITOLUL I

Măsuri pregătitoare

Art. 33. — In zece zile dela data notificării hotărîrii prescrise prin art. 22, proprietarul fondului ce se expropriază este dator a face cunoscut administraţiunii persoanele ce au dreptul de arenzi, de chirii, de uzufruct, de uz sau locuinţă şi pe acelea cu drepturi de şerbire în puterea unui titlu dat de proprietar sau la care el a participat. La din contra, proprietarul va rămâne singur răspunzător cu indemnizare către aceştia.

Ceilalţi interesaţi vor fi datori a se arăta la administraţiune în termenul de mai sus, de 10 zile; la din contra, ei nu vor mai fi ascultaţi la fixarea indemnităţii.

Art. 34. — Dispoziţiunile legii de faţă atingătoare de proprietari şi de creditorii lor se vor aplica la uzufructuari şi la creditorii lor.

Art. 35. — Administraţiunea notifică proprietarilor şi tuturor interesaţilor cari au fost declaraţi, sau cari s'au arătat în termenul statornicit prin art. 33, sumele ce oferă drept indemnitate. Ofertele se vor afişa conform art. 5 din legea de faţă; ele se vor face în deosebi, pentru ca fiecare interesat să cunoască suma ce i se oferă pentru privaţiunea dreptului său.

Art. 36. — Până în zece zile dela notificarea prescrisă prin art. 33, proprietarii şi ceilalţi interesaţi vor fi datori să declare în scris primirea lor sau, dacă nu se mulţumesc cu ofertele ce au făcut, să arate suma pretenţiunii lor.

Tăcerea proprietarilor sau a interesaţilor va fi considerată ca o declaraţiune de mulţumire cu preţul oferit de administraţiune.

Art. 37. **(Mod. L. 27 Iunie 1923).** — 1. Indemnizaţiunile oferite de către administraţia exproprianţă potrivit dispoziţiunilor art. 35 şi ofertele făcute de către expropriaţi, potrivit dispoziţiunilor art. 36, sunt valabile dacă exproprierea se operează şi plata se efectuează în termen de doi ani dela data comunicării sau înregistrării lor.

2. După acest termen, atât autorităţile cât şi expropriaţii au dreptul să revină asupra ofertelor făcute privind preţul.

3. Dacă lucrările de expropriere se menţin, administraţia va notifica expropriaţilor în termen de 10 zile dela împlinirea celor doi ani, indemnitatea ce oferă, iar expropriaţii vor fi obligaţi să răspundă în 20 zile dela primirea notificării, arătând pretenţiile lor.

4. In caz de tăcere din partea expropriaţilor, preţul oferit de administraţiune va fi preţul exproprierii, neputând să fie sporit sub nicio formă, fie de autoritate, fie de instanţele judecătoreşti prevăzute în legea de expropriere.

5. Autorităţile au facultatea să renunţe la lucrările de expropriere,

chiar dacă a intervenit o hotărîre definitivă privind preţul, în cazul când plata nu s'a efectuat.

Renunţarea se va notifica expropriaţilor, potrivit art. 5, în termenele următoare:

a) 4 luni dela data promulgării prezentei legi, pentru exproprierile în curs;

b) 30 zile pentru exproprierile ce se vor efectua conform art. 37 alin. III şi IV;

c) Cel mai târziu la împlinirea celor doi ani, în cazurile prevăzute de art. 67 alin. VI.

6. Plata preţului pentru exproprierile rămase definitive, se va face cel mai târziu în termen de doi ani dela promulgarea legii, pentru cele desăvârşite şi de doi ani dela notificarea titlului pentru cele în curs sau viitoare.

7. Pentru expropriaţiunea de averi, de natura celor cuprinse la art. 18 se va urma în conformitate cu dispoziţiunile art. 17.

Art. 38. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Dacă ofertele administraţiunii nu sunt primite în termenul prescris de art. 36, sau dacă va fi vorba de averi din cele arătate la art. 16 şi 17, cifra indemnităţii va fi hotărîtă după regulile arătate în capitolul următor.

CAPITOLUL II

Despre comisia de arbitri însărcinată cu fixarea indemnizărei

Art. 39. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — In cazul când indemnitatea nu va putea fi regulată prin bună înţelegere, cifra ce se cuvine a se plăti se va fixa de către o comisie de arbitri.

Art. 40. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Această comisie se va alcătui din trei arbitri, numiţi: unul de către partea expropriată, altul de către partea care urmăreşte exproprierea, şi cel de al treilea, care va prezida comisiunea arbitrală, va fi primul prezident al tribunalului cu mai multe secţiuni, prezidentul tribunalului cu o singură secţiune, şi în caz de împiedecare, prezidentul sau judecătorul care îi ţine locul.

Art. 41. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — In cazul când vor fi mai multe părţi interesate în aceeaş proprietate, ele se vor înţelege între dânsele pentru numirea arbitrilor lor; la caz de neînţelegere, fiecare parte interesată îşi va numi un arbitru şi prezidentul tribunalului va trage la sorţi, cu trei zile înainte de scoaterea citaţiilor, care din aceşti arbitri va face parte din comisia arbitrală şi va cita numai pe acele ieşite la sorţi.

Art. 42. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Prezidentul tribunalului va notifica părţilor interesate ca, în termen de 10 zile dela primirea notificării, să i se comunice numele, pronumele, profesia şi domiciliul arbitrilor aleşi de dânsele, precum şi declaraţia scrisă a arbitrilor aleşi că primesc însărcinarea ce li s'a dat.

Această notificare se va face după cum se arată la art. 22.

Alegerea domiciliului arbitrilor nu va putea fi altundeva decât în oraşul de reşedinţă al tribunalului situaţiei imobilului expropriat.

Când vreuna din părţi nu va fi notificat în termenul prescris de articolul de mai sus, numele şi consimţimântul arbitrului ales de dânsa, preşedintele tribunalului va trage la sorţi dintre magistraţii tribunalului pe arbitrul sau pe arbitrii cari n'ar fi fost aleşi de părţi.

In caz când vor fi fixate a se judeca în aceeaşi zi mai multe pricini în care să nu fie arbitri desemnaţi de părţi, se va face o singură tra-

gere la sorţi, şi magistratul sau magistraţii ieşiţi pentru o afacere vor judeca la toate exproprierile din acea zi.

Menţiune despre tragerea la sorţi se va face în procesul-verbal al fiecărei judecăţi.

Art. 43. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Comisia de arbitri va funcţiona la tribunalul situaţiiunei imobilului.

După pronunţarea sentinţei de expropriere, administraţia va cere prezidentului tribunalului trimiterea afacerei înaintea comisiunii de arbitri.

Prezidentul tribunalului va fixa termenul de judecată.

In timpul cât funcţionează Curtea cu juraţi nu se va soroci niciun termen pentru judecata exproprierilor.

Art. 44. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Prezidentul tribunalului trimite convocarea arbitrilor aleşi şi părţilor la domiciliul ales şi, în caz de nealegere, în modul arătat la art. 22, cu cel puţin 10 zile libere înainte, arătându-le ziua, ora şi locul întrunirii.

Art. 45. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Arbitrul care, după ce a primit însărcinarea ce i se încredinţase, va lipsi fără motiv legal, se va supune la o amendă dela 100 până la 500 lei, care se va pronunţa de către arbitrul prezident.

Arbitrul condamnat are dreptul să facă opoziţie în termen de 8 zile dela notificarea condamnării.

Această opoziţie se judecă definitiv de arbitrul prezident.

In caz de lipsa unui arbitru, se va procede conform art. 42, alin. IV, putându-se, în asemenea caz, amâna judecata pentru a doua zi de lucru, fără alte citaţii.

Art. 46. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Arbitrul prezident va lua pe lângă sine pe un grefier sau un ajutor. Acesta va supune pricinile de cercetat după rândul lor şi va încheia procesele-verbale.

Art. 47. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Constituindu-se comisia arbitrală, arbitrii cari nu fac parte din magistratură vor depune în şedinţă publică, cu mâna pe cruce, următorul jurământ:

„Jur pe Sfânta cruce şi în frica lui Dumnezeu că voiu judeca cu „nepărtinire, cu dreptate şi în cuget curat“.

Formula jurământului se va putea schimba după religia arbitrului.

Art. 48. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — După depunerea jurământului, arbitrul prezident supune comisiei tabloul ofertelor şi al cererilor, planurile, etc. ale fondurilor ce se expropriază, precum şi dovezile aduse de părţi.

Părţile sau împuterniciţii lor îşi arată observaţiile.

Comisia poate asculta toate persoanele dela care s'ar putea lumina. Ea poate merge la faţa locului sau delega pe unul din membrii săi. Discuţia e publică; ea se poate continua şi în alte şedinţe.

Art. 49. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — După cercetarea pricinei, arbitrul prezident ridică şedinţa şi comisia se retrage cu grefierul sau ajutorul lui în camera de chibzuire. Acolo, fără a putea ieşi, arbitrii hotărăsc în majoritate de voturi cifra indemnizării.

La caz când fiecare din cei trei arbitri ar fixa o cifră deosebită, cifra intermediară, adică nici cea mai mică, nici cea mai mare, se va considera ca votată de majoritate. Spre exemplu, arbitrul A fixează cifra zece, arbitrul B cifra 50, arbitrul C cifra 20; indemnizarea va fi de 20. Hotărîrea va fi motivată. Dacă unul din arbitri rămâne în minoritate şi el va fi dator a-şi motiva opinia, refuzul de a o motiva va fi pedepsit cu amendă de 500 lei, pronunţată de arbitrul prezident, fără

ca lipsa de motivare a minorității să poată atinge nulitatea deciziei majorității.

Art. 50. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Comisia arbitrală hotărăște indemnități deosebite pentru fiecare reclamant, după titlul lui.

Dacă este proces sau pretențiune de orice fel asupra însuș fondului ce se expropriază, comisia arbitrală, fără a se împiedeca de aceasta, hotărăște numai indemnizarea, rămânând ca reclamanții să-și urmărească dreptul lor numai asupra prețului de indemnizare la instanța competentă.

Uzuarul sau uzufructuarul este obligat a da cauțiune că, la finele uzului sau uzufructului, va restitui suma ce înfățișează valoarea imobilului expropriat.

Art. 51. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Comisia arbitrală, în niciun caz, nu poate hotărî un preț mai mic decât cel oferit sau mai mare decât cel cerut.

Dacă indemnizarea regulată de comisia arbitrală nu trece peste oferta administrației, părțile care vor fi refuzat-o se vor condamna la plata cheltuelilor.

Dacă indemnizarea este egală cu cererea părților, administrația va fi supusă la plata cheltuelilor.

Dacă indemnizarea este totdeodată superioară ofertei administrației și inferioară cererii părților, cheltuielile se vor compensa în mod a fi purtate de către părți și administrație în proporție cu oferta sau cererea lor și cu deciziunea comisiei arbitrale.

Orice individ care va fi cerut indemnizația se va condamna la cheltueli, oricare ar fi estimația comisiei arbitrale, dacă nu se va fi conformat dispozițiilor art. 36.

Art. 52. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Decizia comisiei se va semna îndată. Dacă unul din arbitri ar refuza să iscălească decizia sau părerea sa osebită, acest refuz se va constata de arbitrul prezident în josul hotărîrii: constatarea va ține loc de iscălitură.

Arbitrul prezident va hotărî asupra cheltuielilor și va ordona punerea administrației în stăpânirea lucrului expropriat, cu îndatorire de a consemna prețul; va putea ordona ca să se libereze, cu execuție provizorie, părții expropriate o parte din preț.

Arbitrul-prezident va taxa cheltuielile al căror tarif est determinat printr'un regulament de administrație publică. In taxă nu va cuprinde decât actele făcute în urma ofertei administrației; cheltuiala actelor anterioare rămâne în tot cazul în sarcina administrației.

Tot dânsul va fixa definitiv plata arbitrilor cari nu fac parte din magistratură și cari au funcționat. Această plată nu va putea trece peste 300 lei de arbitru, în fiecare zi de ședință, în fiecare afacere judecată.

Această indemnitate va fi totdeauna în sarcina administrației ce expropriază.

Art. 53. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Hotărîrea comisiunii arbitrale este supusă apelului în termen de 10 zile dela pronunțare.

Apelul se va face prin simplă declarațiune la grefa tribunalului.

Președintele tribunalului va fi obligat ca, în termen de trei zile dela declararea apelului, să trimită dosarul și cu toate actele la Curtea de apel respectivă.

Apelul se va judeca de Curtea de apel de urgență și cu precădere, în termen de 15 zile dela primirea dosarului și fără citații.

Deciziunea Curții de apel, ca și a comisiunii de arbitri, se dă fără drept de opoziție.

In caz de divergență, Curtea se va completa cu cinci membri, chiar în acea zi sau cel mult în ziua următoare.

Art. 54. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Deciziunea Curții de apel se va putea ataca cu recurs în casație, în termen de 10 zile dela pronunțare, pentru violarea art. 50 și 51 din această lege și pentru toate cazurile prevăzute în legea organică a Curții de casație.

Prezidentul Curții de apel va trimite dosarul la Curtea de casație în termen de trei zile dela primirea recursului. Curtea de casație va judeca recursul de urgență și cu precădere, în termen de 10 zile dela primirea dosarului, fără citații și fără opoziție.

Art. 55. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Dacă o deciziune a Curții se va casa, afacerea se va trimite la o altă Curte de apel, care va judeca după aceeaș procedură.

Art. 56. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Deciziile comisiei de arbitri și ale Curților de apel se vor trece într'un registru special ce se va ține la fiecare tribunal și Curte de apel.

CAPITOLUL III

Despre regulele după care urmează a se fixa despăgubirea

Art. 57. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Comisia de arbitri va fixa în bani, pentru fondul cuprins în hotărîrea de expropriere a tribunalului, câtimea indemnității cuvenită proprietarului, după valoarea fondului pentru proprietari în momentul exproprierii.

Comisia de arbitri judecă sinceritatea titlurilor și efectul actelor care ar fi de natură a modifica evaluarea indemnizării.

Art. 58. **(Mod. L. 9 Februarie 1900).** — Arbitrii se vor baza, pentru fixarea indemnității, pe toate elementele de natură a forma convingerea lor, cum: venitul imobilului astfel cum rezultă din rolurile contribuțiunilor directe și din contractele de închiriere sau arendare cu dată certă anterioară, îndeplinirea formalităților prevăzute la art. 5, prețul cu care a fost cumpărat rezultând din actele de cumpărare cu dată certă, prețul cu care se vând obișnuit imobilele de acelaș fel în localitate și alte asemenea: vor fi în drept să țină socoteală și de cheltuielile de lux sau de plăcere, chiar când dânsele n'ar fi sporit valoarea venală a imobilelor; vor ține în socoteală și toate daunele rezultând pentru expropriat din faptul deposedării lui.

Art. 59. — Intâmplându-se ca însăși administrațiunea să contesteze proprietarului expropriat dreptul la o indemnitate, comisia arbitrală totuși va fixa câtimea indemnității așa ca și când i s'ar cuveni.

Arbitrul-prezident însă va regula ca banii indemnității să stea în depozit până la terminarea procesului pe calea judecății sau învoelii.

Art. 60. — Dacă din cauză de utilitate publică urmează a se cumpăra parte din edificii, iar proprietarii lor, prin o declarațiune formală adresată arbitrului-prezident în termenul prevăzut la art. 36, ar cere cumpărarea în total, atunci acelea se vor cumpăra în întregime.

Asemenea vor avea proprietarii dreptul a cere cumpărarea pământului întreg, în caz când prin expropriațiune s'ar reduce partea rămasă la o a patra parte și dacă această parte va fi mai mică de 10 arii și proprietarul nu va poseda niciun alt loc alături.

Art. 61. — Dacă partea de imobil ce rămâne proprietarului prin însăși executarea lucrărilor urmează a căpăta o sporire imediată, și specială, atunci juriul, la evaluarea câtimei indemnității, va ținea în seamă această sporire până la compensațiune.

Art. 62. — Nu se va da nicio despăgubire pentru acele îmbunătă-

ţiri, zidiri şi construcţiuni despre care, după epoca înfiinţării lor şi după alte împrejurări, juriul va dobândi convicţiunea că s'au făcut cu scop de a spori câtimea indemnităţii.

CAPITOLUL IV

Despre plata indemnităţii

Art. 63. — Indemnizările regulate de comisia arbitrală se vor achita în mâna celor în drept, înaintea luării în posesiune. Dacă aceştia refuză de a le primi, luarea în stăpânire va avea loc după oferta reală prin depunerea preţului la Casa de depozite şi consemnaţiuni.

Dacă este a se executa lucrări de Stat sau de district, ofertele reale se pot efectua prin mijlocirea unui mandat egal cu suma de indemnizare regulată de comisia arbitrală; acest mandat, emis de către ordonatorul competent, se va plăti la casa publică la care este îndreptat.

Nu se vor face oferte reale dacă vor exista inscripţiuni asupra imobilului expropriat sau alte piedici asupra vărsărei banilor în mâna celor în drept. In acest caz va fi îndestul ca sumele ce datorează administraţiunea să se consemneze, spre a se împărţi în urmă după regulile dreptului comun.

Art. 64. — Dacă, în curs de 6 luni dela hotărîrea de expropriere, administraţiunea nu cere dela tribunal fixarea indemnizaţiunii, atunci părţile sunt în drept a o reclama.

Spre fixarea indemnităţii, dacă valoarea ei în timp de trei luni se va depune la Casa de depozite şi consemnaţiuni, spre a se slobozi celor în drept după expirarea acestui termen, părţile expropriate vor putea cere dobânzi relative, conform codului civil.

Dispoziţiunea precedentă nu se va aplica la vânzările făcute de bunăvoie, deşi din cauză de interes public. Acestea rămân sub imperiul dreptului comun.

TITLUL VI

Dispoziţiuni diferite

Art. 65. — Toate contractele de vânzări, chitanţe şi altele relative la cumpărarea de fonduri se vor face prin tribunal; còpii legalizate după dânsele se vor trimite la administraţiunea domeniilor sau la consiliile respective.

Toate cumpărările de imobile cu bani proveniţi din vânzarea fondurilor dotale ale minorilor, etc., cu un cuvânt, toate cazurile unde tribunalul va fi în drept şi va şi hotărî chipul întrebuinţării indemnităţii, aceste transacţiuni vor fi scutite de orice taxe relative cerute de lege.

Art. 66. — Dacă un proprietar va fi primit ofertele administraţiunii, suma indemnizării va trebui, dacă el o va cere şi dacă n'a fost nicio contestare din partea vreunei a treia părţi în termenul prescris la art. 36, a se vărsa la Casa de depozit şi ca să se dea sau să se împartă celor în drept după regulile dreptului comun.

Art. 67. **(Mod. L. 27 Iunie 1923).** — Dacă pământurile expropriate pentru lucrările de utilitate publică, nu se vor mai întrebuinţa spre acest finit, atunci foştii proprietari sau urmaşii lor vor fi în drept a reclama înapoierea lor.

Autoritatea expropriantă nu va putea pretinde expropriaţilor un preţ mai mare ca îndemnizaţia plătită în cazul când nu au trecut doi ani dela efectuarea plăţii.

După acest interval preţul se va hotărî prin bună învoială, iar la caz de neînţelegere, prin comisia arbitrală, după formele stabilite la titlul V, cap. 2.

(Adaus L. 7 Iunie 1913). — Numai în cazul când autoritatea expropriantă ar renunţa a mai face lucrarea de utilitate publică pentru care s'a făcut exproprierea, foştii proprietari vor avea dreptul să se folosească de dispoziţiunile art. 67 din legea de expropriere.

In cazul în care însă lucrarea de utilitate publică a fost efectuată, în parte sau în total, foştii proprietari nu vor mai putea revendica resturile de terenuri rămase autorităţii expropriante din exproprieri.

Art. 68. — Administraţiunea, în privirea pământurilor arătate la art. precedent va trebui să anunţe vânzarea lor în forma prescrisă la art. 5. In trei luni dela publicaţiune, foştii proprietari ce vor voi a face întrebuinţarea de drepturi rezervate prin art. 67 vor trebui să facă formal cunoscut intenţiunea lor şi, în o lună dela fixarea pretenţiunii, vor fi datori de a depune la tribunal banii, după care administraţiunea va fi datoare a le slobozi actul de răscumpărare; la prin contra, vor pierde dreptul rezervat prin art. 67.

TITLUL VII

Măsuri excepţionale

Art. 69. — Urmând necesitatea de a se lua în stăpânire de urgenţă pământuri fără clădiri, dar supuse expropriaţiunii, urgenţă se va declara special prin însuşi actul declarator utilităţii publice, sau prin Ordonanţa Domnească, la caz de interes general.

Art. 70. — In acest caz, după hotărîrea de expropriaţiune, se vor trimite la tribunalul judeţului atât această hotărîre, cât şi actele relative şi suma oferită de administraţiune.

Preşedintele tribunalului va împărtăşi acestea atât proprietarului, cât şi ţiitorului fondului şi îi va cita cu termen cel puţin de trei zile.

Art. 71. — La termenul fixat, îndrituiţii asupra fondului sunt datori a se înfăţişa şi a declara suma ce pretind. Neînfăţişându-se, tribunalul procedează în lipsă.

Art. 72. — Tribunalul fixează la termenul arătat la art. 70, în puterea dovezilor înfăţişate de administraţiune, sau cel mult în cinci zile dela acel termen, după o prealabilă cercetare la faţa locului prin un delegat al său, câtimea indemnităţii provizorie.

Art. 73. — Câtimea indemnităţii hotărîtă de tribunal se va primi de dânsul, împreună cu o sumă corespunzătoare la dobânda relativă pe timp de un an.

Art. 74. — După depunerea indemnităţii şi după o citaţiune a părţilor interesate cu termen de cinci zile, tribunalul hotărăşte punerea în stăpânire a administraţiunii.

Art. 75. — Ambele hotărîri ale tribunalului, atât cea relativă la indemnitate, cât şi cea relativă la punerea în stăpânire, nu vor fi supuse nici opoziţiei, nici apelului.

Art. 76. — După intrarea în posesiune a administraţiunii, se va păşi, după cererea părţilor, la fixarea definitivă a indemnităţii, conform titlului V din prezenta lege.

Art. 77. — Dacă câtimea indemnităţii ce se va hotărî va fi mai mare decât cea statornicită de tribunal, atunci diferenţa se va depune de administraţiune în depozitul tribunalului, în cincisprezece zile dela înştiinţarea ce îi va face tribunalul.

Art. 78. — Formalităţile prescrise prin titlul I şi II din această lege nu sunt aplicabile la lucrările militare.

Pentru aceste lucrări o Ordonanţă Domnească va determina pământurile care sunt supuse la expropriere.

Art. 79. — Drumurile mari astăzi existente, afară de raza oraşului, trebue să aibă o lărgime de 26 metri.

Ele constituie o şerbie asupra fondurilor unde se află.

L E G E

PENTRU AUTENTIFICAREA ACTELOR

din 1 Septemvrie 1886

Cu modificările din 1 Ian. 1887, 11 Febr. 1904 şi 26 Iul. 1921

CAPITOLUL I

Funcţionarii publici competenţi

Art. 1. — Autorităţile competente pentru a legaliza actele sub semnătură privată şi autentifica actele pentru care legea cere forma autentică sunt:

a) Tribunalele de judeţ, în mod general şi fără restricţiune;

b) Judecătoriile de ocol;

c) Judecătoriile comunale şi

d) Poliţaii şi comisarii de poliţie, numai în mod excepţional şi după distincţiunile prescrise la vale.

Art. 2. — Tribunalele de judeţ sunt competente a legaliza sau investi cu formă autentică orice acte de orice natură şi valoare, şi între orice persoane domiciliate sau nu în cuprinsul circumscripţiunii lor.

Art. 3. — Judecătoriile de ocoale nu pot legaliza sau investi cu formă autentică decât actele următoare, şi numai când părţile sau una din ele cel puţin îşi are domiciliul sau reşedinţa în cuprinsul acelei judecătorii:

a) Toate actele a căror legalizare sau autentificare le este deferită prin legea lor organică sau prin o lege specială;

b) Contractele constatând obligaţiuni personale sau convenţiuni asupra bunurilor mobiliare până la valoarea de lei 3000 inclusiv;

c) Orice alte acte de asemenea natură a căror valoare s'a determinat de părţi, sau al căror obiect intră în competenţa ziselor judecătorii pentru a fi judecate în prima sau ultima instanţă;

d) Procurile pentru a reprezenta şi a sta în justiţie, oricare ar fi valoarea şi natura litigiului, când partea care dă procura locueşte în cuprinsul acelui ocol;

e) Tocmelile sau contractele încheiate în târguri şi bâlciuri, independent de orice condiţiuni de domiciliu sau reşedinţă a părţilor contractante.

Art. 4. — Judecătoriile comunale sunt asemenea competente a legaliza sau autentifica actele următoare, dacă părţile sau una din ele îşi are domiciliul sau reşedinţa în acea comună:

a) Toate actele locuitorilor săteni a căror legalizare le este deferită prin legi speciale;

b) Orice alte acte constatând obligaţiuni personale sau convenţii asupra bunurilor mobiliare până la valoarea de lei 300 inclusiv;

c) Procurile pentru a se înfăţişa şi sta în judecată înaintea oricăror instanţe judecătoreşti, când partea care dă procură îşi are domiciliul sau reşedinţa în acea comună;

d) Tocmelile sau contractele încheiate în târguri şi bâlciuri, dacă valoarea lucrului nu trece peste lei 300, independent de orice condiţiune de domiciliu sau reşedinţă.

Art. 5. — Se exceptează din competenţa judecătoriilor comunale şi de ocoale testamentele şi actele translative de proprietate imobilară sau constitutive de drepturi reale asupra imobilelor, care rămân exclusiv de competenţa tribunalelor de judeţ, chiar când valoarea obiectului ar intra în competenţa acelor judecătorii.

Art. 6. — Faptul domiciliului sau reşedinţei într'o comună, sau în cuprinsul unei judecătorii de ocol, se constată prin cunoştinţa personală a judecătorului sau primarului care autentifică actul, atestată în procesul-verbal de autentificare, sau în caz de a nu fi partea cunoscută, prin certificatul primăriei unde partea îşi are domiciliul sau reşedinţa.

Acest certificat se va menţiona prin numărul şi data sa şi arătarea autorităţii dela care emană în procesul-verbal de legalizare şi se va păstra la dosar.

Art. 7. **(Mod. L. 1 Ianuarie 1887).** — Competenţa poliţailor şi comisarilor de a legaliza acte, în oraşele unde sunt asemenea autorităţi poliţieneşti, se menţine numai în cât se atinge de următoarele acte:

a) Procurile de orice natură pentru a reprezenta înaintea autorităţilor administrative şi judecătoreşti, afară de cazurile în care legea cere o procură autentică;

b) Procurile pentru a primi pensii sau lefuri şi chitanţele constatând aceste primiri, precum şi biletele pentru vânzări de vite;

c) Conturile şi facturile pentru furnituri de orice natură şi până la orice sumă;

d) Certificatele medicale.

In aceste cazuri, autoritatea poliţienească, încredinţându-se de identitatea părţii, certifică în josul actului că semnătura este a persoanei subscrise în act.

CAPITOLUL II

Forma actelor

§ 1. Actele autentice propriu zise

Art. 8. — Când părţile vor să investească cu forma autentică un act al lor pentru care legea cere această formă sub pedeapsă de nulitate, ele trebue să se prezinte în persoană dinaintea funcţionarului public competent, în pretoriul tribunalului, judecătoriei de ocol sau al judecătoriei comunale şi să alăture în dublu exemplar actul ce vor să autentifice, pe lângă o cerere de autentificare subscrisă de părţi.

Unul din cele două exemplare poate să fie pe hârtie liberă şi se va prezenta nesubscris de părţi.

Preşedintele, judecătorul de ocol sau primarul, primind petiţiunea, vizează amândouă exemplarele actului pentru neschimbare, pune pe părţi să subscrie în prezenţa sa exemplarul nesubscris şi ordonă înregistrarea cererii.

Dacă părţile se prezintă prin procuratori, aceştia trebue să aibă procură autentică şi specială, dacă legea cere asemenea procură pentru acel fel de act.

Procura se va menţiona în procesul-verbal de autentificare prin numărul şi data ei şi prin arătarea autorităţii dela care emană, şi copie după ea, scoasă cu cheltuiala părţii şi certificată conform cu originalul de chiar funcţionarul care dă autenticitatea, se va păstra la dosar, iar originalul procurei se va încredinţa părţii interesate, dimpreună cu actul autentificat.

Art. 9. — Părţile pot să-şi redacteze singure actul ce are a se legaliza sau a se învesti cu autenticitatea legală. Când însă ele vor recurge la luminile altei persoane pentru confecţionarea actului, acest act va trebui, când se va prezenta la legalizare sau autentificare, să poarte pe lângă semnăturile părţilor şi semnătura persoanei care i l-a redactat.

Art. 10. — Ori de câte ori este a se autentifica un act, funcţionarul care instrumentează şi dă autenticitatea, se încredinţează de identitatea părţilor, le citeşte actul în auzul lor, le întreabă dacă cele cuprinse în act sunt cu consimţimântul lor şi dacă unul din cele două exemplare este subscris de dânsele; pune pe părţi să subscrie pe cel de al doilea exemplar în prezenţa sa; ia act de declaraţiunile părţilor şi constată toate acestea într'un proces-verbal pe care-l transcrie din josul actului pe ambele exemplare şi îl subscrie atât el, cât şi grefierul sau acela care îi ţine locul.

Art. 11. — Indeplinirea formalităţilor pentru autentificarea actelor la tribunalele de judeţ se va putea face şi de un singur judecător; el va trebui însă neapărat să fie asistat de grefier, care va contrasemna procesul-verbal de autentificare atât pe minută (conceptă), cât şi pe ambele exemplare ale actului.

La tribunalele care au o secţiune specială de notariat, autentificările nu se pot face decât la acea secţiune.

La judecătoriile de ocoale, autentificarea se face de judecător sau de ajutorul său, asistat de scriitorul care ţine loc de grefier; iar la judecătoriile comunale, de primar, asistat de notar.

Contrasemnarea scriitorului sau a notarului în act este cerută, ca şi aceea a grefierului, sub pedeapsă de nulitate.

Dacă în vreo comună rurală se întâmplă ca primarul să nu ştie carte, atunci legalizarea actului nu se poate face la primărie. Părţile se vor adresa în asemenea caz la judecătoria de ocol respectivă.

Art. 12. — Formalităţile autentificării fiind îndeplinite, unul din cele două exemplare ale actului şi anume cel pe hârtie timbrată, se remite părţilor, care subscriu pe petiţiune de primirea lui, iar celălalt exemplar se păstrează la dosarul tribunalului şi se trece în substanţă într'un repertoriu alfabetic, spre a se putea găsi dosarul cu înlesnire la trebuinţă.

Părţile interesate pot obţine còpii legalizate de pe acest act, cu cheltuiala lor.

Certificarea conformităţii copiei cu originalul păstrat la dosar se face de judecător sau primar, dimpreună cu grefierul sau acela ce-i ţine locul.

Art. 13. **(Mod. L. 1 Ianuarie 1887).** — Identitatea, fie a părţilor sau procuratorilor lor, fie a martorilor, se constată prin unul din următoarele mijloace:

a) Prin cunoştinţa personală a funcţionarului public chemat a adeveri şi care o declară în act;

b) Prin declaraţia a doi martori cunoscuţi acelui funcţionar;

c) Printr'un certificat de identitate liberat de autoritatea comunală sau poliţienească în resortul căreia partea îşi are domiciliul sau reşedinţa de fapt;

d) Prin cartea de alegător coroborată cu chitanţele de contribuţiuni pe anul curent;

e) Prin pasport sau orice alt act ţinând loc de pasport, când este vorba de străini.

Acelaşi mod de probaţiune se poate întrebuinţa şi de Românii aflători în străinătate, înaintea consulatelor sau legaţiunilor noastre în acea ţară;

f) In fine, pentru persoanele fără ştiinţă de carte, identitatea se mai poate constata printr'o adresă a autorităţii comunale sau poliţieneşti a domiciliului sau a reşedinţii părţii, către judecătoria chemată a adeveri, şi în care se va arăta trebuinţa pentru care acea parte vine înaintea acelei judecătorii.

Această adresă, care va ţine loc de bilet de identitate, se va da chiar în mâna părţii şi se va opri la dosarul adeveririi.

La caz când judecătorul ar avea îndoială asupra sincerităţii actului din care rezultă identitatea, sau asupra persoanei că ar fi cea arătată în act, el se poate încredinţa de adevăr prin orice alt mod legal de probaţiune.

Art. 14. **(Mod. L. 1 Ianuarie 1887).** — Certificatul de identitate sau actul care îi ţine locul va arăta cu preciziune:

a) Numele, pronumele şi profesiunea părţii la mâna căreia s'a dat;

b) Locul unde locueşte, adică satul sau cătunul, dacă este vorba de o comună rurală; suburbia, strada şi numărul casei, dacă este vorba de o comună urbană;

c) Orice alte semne caracteristice ale părţii, dacă are;

d) Numele autorităţii care a liberat acel act, data liberării şi numărul lui de ordine;

e) Subscrierea funcţionarului public care l-a eliberat şi sigiliul acelei autorităţi;

f) Semnătura părţii, dacă ea ştie să subscrie, sau atestarea că nu ştie subscri, dacă ea nu ştie.

Procesul-verbal de adeverire trebue să menţioneze actul pe temeiul căruia s'a constatat identitatea şi să arate autoritatea dela care emană, data lui şi numărul de ordine ce poartă.

Art. 15. **(Ad. L. 1 Ianuarie 1887).** — Funcţionarul public care ar libera un act de identitate fals, sau acela care s'ar servi cu asemenea certificate sau cu un certificat care nu este al său, se va pedepsi conform art. 135 din Codul penal.

Art. 16. — Autentificarea actelor acelor ce nu ştiu carte şi care sunt subscrise prin punere de deget sau prin aplicarea unui sigiliu (pecete) se face întocmai după regulele prescrise mai sus, cu deosebire numai că actul trebue să fie prescris de acela care a servit de scriitor şi, pe lângă părţi, să compară şi el înaintea judecătoriei.

Procesul-verbal de autentificare trebue în acest caz să constate atât declaraţiunea părţilor că nu ştiu sau nu pot subscrie, cât şi pe acea a scriitorului, că el a redactat acel act după cererea părţilor.

Scriitorul actului poate servi în acest caz şi drept martor pentru dovedirea identităţii.

Art. 17. — Scriitorul sau martorii cari se vor dovedi că au făcut o declarare falsă se vor pedepsi ca martori mincinoşi, conform art.

288 din Codul penal, fără prejudiţiul altor daune-interese către părţi şi chiar altor pedepse mai grave, în caz când faptul lor ar însuşi şi elementele delictului de fals în acte publice.

Art. 18. — Constatarea identităţii părţilor, a martorilor şi a scriitorului actului, a prezentării lor înaintea funcţionarului care a dat autenticitatea, a cetirii actului în auzul tuturor şi a declaraţiei părţilor că actul este făcut cu consimţimântul lor şi subscris de dânsele, sau că ele nu ştiu subscrie, în caz când actul se află subscris prin punere de deget sau sigiliu, toate acestea sunt cerute sub pedeapsă de nulitate a actului.

Procesul-verbal de autentificare va constata asemenea, sub pedeapsă de nulitate, că exemplarul păstrat la dosar s'a subscris de părţi în chiar prezenţa judecătorului sau funcţionarului public care a instrumentat.

Art. 19. — In caz de boală constatată, care ar împiedeca pe vreuna din părţi a veni înaintea autorităţii publice competente, judecătorul poate fi delegat şi este ţinut să intrumenteze la domiciliu, dacă acea parte se găseşte chiar în oraşul sau comuna de reşedinţă a tribunalului sau judecătoriei. Dacă nu se află în acest oraş sau comună, se va putea delega judecătorul de ocol respectiv.

In acest caz, procesul-verbal de autentificare trebue să constate atât cazul de boală cât şi locuinţa unde s'a instrumentat.

(Ad. L. 11 Febr. 1904). — Cu toate acestea, când mai mulţi locuitori săteni vor voi a cumpăra, ipoteca sau lua în arendă un imobil rural, pentru autentificarea tuturor acestor acte sau a procurilor ce dânşii ar voi să dea în acest scop, ei pot cere tribunalului respectiv, fără arătarea vreunui motiv, ca autentificarea să se facă la domiciliu. Preşedintele sau locţiitorul său poate delega în acest scop pe judele de ocol respectiv, care va instrumenta la primăria comunei indicată în cererea de autentificare.

Art. 20. — Actele autentificate conform dispoziţiunilor legii de faţă sunt executorii din momentul exigibilităţii lor.

Formula executorie se va pune pe dânsele de aceeaş autoritate care le-a învestit cu formula autentică şi în acelaşi mod ca şi pentru hotărîrile judecătoreşti.

(Abrogat). Asupra actelor autentificate de vreo judecătorie comunală formula executorie nu se va putea pune decât de judecătoria de ocol respectivă sau de tribunalul de judeţ.

Art. 21. — Omisiunea vreuneia din aceste formalităţi substanţiale supune pe funcţionarul public din vina căruia s'a anulat actul la pedeapsa destituirii, fără prejudiţiul altor despăgubiri către părţi, dacă este loc.

Art. 22. — Actul nul ca act autentic, pentru vreun viţiu sau lipsă de formă, poate valora ca act sub semnătură privată legalizat, sau ca act cu dată certă, sau ca început de dovadă scrisă, dacă însuşeşte condiţiunile cerute pentru unul sau altul din aceste acte.

Art. 23. — Instrucţiuni ministeriale vor determina modul conservării actelor autentice în arhivele tribunalelor sau judecătoriilor.

§ 2. Legalizarea actelor sub semnătura privată

Art. 24. — Funcţionarii publici competenţi sunt datori, dacă părţile o cer, să învestească cu forma autentică nu numai actele pentru care această formă este cerută sub pedeapsă de nulitate, dar şi orice alte acte pentru validitatea cărora legea nu cere asemenea forme.

In acest caz însă, părţile pot cere ca actul să fie adeverit sau legalizat numai întru cât se atinge de veracitatea semnăturilor.

Art. 25. — In caz de simplă legalizare a semnăturilor, procesul-verbal trebue să constate, în acelaş mod ca şi pentru actele autentice propriu zise, cele următoare:

1. Prezentarea părţilor în persoană sau prin procuratori înaintea judecătoriei şi identitatea lor;
2. Declaraţiunea lor că actul e subscris cu propria lor semnătură;
3. Subscrierea în faţa funcţionarului public a exemplarului pastrat la dosar.

Art. 26. — Pentru cei ce nu ştiu carte sau nu pot subscrie, procesul-verbal de legalizare trebue să constate în acest caz:

1. Prezentarea părţilor şi a scriitorului actului înaintea judecătoriei sau primăriei şi identitatea lor;
2. Cetirea actului din cuvânt în cuvânt în auzul tuturor;
3. Declaraţiunea părţilor sau uneia din ele că nu ştie sau nu poate subscrie;
4. Declaraţiunea părţii care nu ştie subscrie că actul ce i s'a cetit este făcut cu consimţimântul său şi că voeşte să se legalizeze.

Art. 27. — Actele sub semnătură privată sau subscrise prin punere de deget, astfel legalizate, au aceeaşi forţă probantă ca şi actele autentice, pentru tot ce funcţionarul public competent constată că i s'a declarat de părţi, sau că s'a petrecut înaintea sa.

Art. 28. — Cei ce nu ştiu carte şi cari subscriu prin punere de deget sau prin aplicarea unui sigiliu nu se pot obliga sub semnătură privată decât până la concurenţa de 150 lei.

In acest caz, pentru ca înscrisul să fie valabil, el trebue să fie subscris de scriitorul lui şi să se arate într'însul numele, profesiunea şi domiciliul a doi martori cari au fost faţă la încheierea convenţiunii şi facerea înscrisului.

Art. 29. — Dacă legalizarea actelor celor ce nu ştiu carte este viţioasă sau incompletă, existenţa sau validitatea obligaţiunii se poate combate de dânşii pe toate căile de drept.

CAPITOLUL III

Despre darea datei certe şi certificarea còpiilor după acte şi registre

Art. 30. — Tribunalele de judeţ, judecătoriile de ocoale şi comunele sunt datoare, când li se va face asemenea cerere, să dea dată certă actelor sub semnătură privată.

Aceasta se face înregistrându-se petiţiunea în registrul de intrare şi certificându-se în josul actului de judecător sau de primar că acel act s'a prezentat judecătoriei sau primăriei la data cutare şi că s'a înregistrat la numărul cutare al registrului din acea zi, lună şi an. Această certificare pe act se va contrasemna de grefier sau notar, după natura autorităţii dela care emană.

Nu se deroagă prin aceasta la dispoziţiunile art. 1182 şi 1188 din Codul civil şi nici la regulele speciale prescrise în materie de drept comercial.

Art. 31. — Tribunalele de judeţ vor avea şi competenţa de a libera còpii legalizate de pe actele ce se vor prezenta de părţi, fie sub semnătură privată, fie legalizate sau emanate dela vreo altă autoritate română.

Tribunalul trebue, în asemenea caz, pe de o parte, să vizeze în acest

scop actul după care eliberează copie şi, pe de alta, să păstreze la dosarul cauzei o copie identică legalizată, scoasă cu cheltuiala părţii.

Art. 32. — Tribunalul de comerţ şi, în oraşele unde nu sunt asemenea tribunale, tribunalele civile vor avea căderea a certifica exactitatea còpiilor extrase din registrele comerciale, menţionându-se în certificare dacă aceste registre sunt sau nu ţinute în conformitate cu prescripţiunile legii comerciale.

CAPITOLUL IV

Dispoziţiuni interpretative privitoare la forma unor testamente

Art. 33. — Dispoziţiunile prescrise în art. 859 şi următoarele din Codul civil, în privinţa formei testamentelor, nu se ating în nimic prin prezenta lege.

Pentru curmarea însă a îndoelilor ce s'au ivit în practica judecătorească asupra unor din acele formalităţi, se dispun pentru viitor cele ce urmează:

1. Delegaţiunea pentru a instrumenta la locuinţa testatorului se poate da prin simplă rezoluţiune a preşedintelui sau a judecătorului care-i ţine locul, pusă pe petiţiunea prin care s'a cerut delegaţiunea;
2. Judecătorul delegat trebue să constate în procesul-verbal cazul de boală şi să indice cu preciziune locuinţa unde a instrumentat;
3. Formele autentificării se pot îndeplini de un singur judecător, fie la locuinţa testatorului, fie la tribunal. Şi într'un caz şi într'altul însă, el trebue să fie asistat de grefier, care va contrasemna în act;
4. Judecătorul va trebui neapărat să constate identitatea testatorului în procesul-verbal de autentificare;
5. Regulele prescrise la art. 13 din prezenta lege pentru constatarea identităţii se vor aplica şi la testamente.

Toate cele ce preced se vor observa sub pedeapsă de nulitate a procesului-verbal de autentificare.

Dispoziţiuni finale

Art. 34. — Consulatele şi legaţiunile române în străinătate vor continua a exercita atribuţiunile ce le sunt date prin legile şi regulamentele astăzi în fiinţă în ce priveşte autentificarea sau legalizarea actelor ce li s'ar prezenta.

Ele vor observa însă pe viitor formele prescrise prin prezenta lege pentru ambele categorii de acte.

L E G E

PENTRU

AUTENTIFICAREA ACTELOR „PRIN PUNERE DE DEGET"

din 26 Iulie 1921

Art. unic. — Constatarea judecătorului făcută în procesul-verbal de autentificarea unui act prezentat de părţi cari nu ştiu carte sau nu pot să semneze cum că acestea au semnat „prin punere de deget" este suficientă pentru validitatea actului întru cât ea presupune implicit neştiinţa de carte sau împiedecarea legitimă de a semna.

LEGE

ASUPRA DREPTURILOR PROPRIETARILOR REZULTÂND DIN CONTRACTELE DE INCHIRIERE ŞI DE ARENDARE

din 30 Martie 1903

Art. 1. — Proprietarul, pentru plata chiriei sau arenzii datorite, precum şi pentru realizarea tuturor drepturilor care izvorăsc din contractele de închiriere şi de arendare, va putea face o cerere de executare, adresată către preşedintele tribunalului, conform regulelor de procedură civilă, sau către judecătorul de ocol competent, conform art. 55 şi 57 ale legii judecătoriilor de pace. (C. Civ. 1416; J. Oc. 27, 30; Pr. civ. 68; L. Propr. 3, 4, 24).

Art. 2. — Dacă cererea are de obiect plata chiriei sau arenzii exigibile, sau evacuarea imobilului închiriat sau arendat pentru neplata de chirie sau arendă şi dacă contractul, în virtutea căruia se cere aceasta, este autentic şi învestit cu titlu executoriu, preşedintele sau judecătorul care-i ţine locul, ori judecătorul de ocol, va emite ordonanţa de executare sau de evacuare, fără a cita părţile, după simpla petiţiune a proprietarului, însoţită de contractul autentic şi învestit cu formula executorie. (L. Propr. 1, 24; L. Aut. 5, 12, 19).

Art. 3. — In celelalte cazuri, cererea va fi făcută în dublu şi va cuprinde menţiunile prevăzute de art. 69 codul de procedură civilă; se va alătura copie, declarată conform cu originalul, după contractul înscris de locaţiune, sau se va declara că nu există un contract înscris. (C. Civ. 87, urm.; Pr. civ. 69).

Art. 4. — In toate cazurile, cel ce face cererea este dator a alege domiciliul în oraşul sau comuna de reşedinţă a tribunalului ori a judecătoriei către care îndreptează cererea.

Cel de al treilea contestator, ori intervenientul, este dator să facă alegerea de domiciliu ca şi reclamantul.

Aceasta sub pedeapsă de nulitate.

Locatarul, sublocatarul, cesionarul contractului, sunt consideraţi ca având domiciliul lor obligator la imobilul închiriat sau arendat. (C. Civ. 87, urm.; L. Propr. 1, 2).

Art. 5. — Preşedintele de tribunal, sau judecătorul de ocol, căruia cererea a fost adresată, va ordona citarea părţilor, spre a se înfăţişa în termen cel mult de 8 zile libere dela primirea cererii.

Se va notifica pârîtului, împreună cu citaţiunile, şi copia de pe cerere.

Cererile adresate unui tribunal cu mai multe secţiuni civile se repartizează conform legii de organizare judecătorească. (Pr. civ. 565).

Art. 6. — La ziua fixată, preşedintele tribunalului, sau judecătorul care îi ţine locul, asistat de grefier înainte de a începe judecarea proceselor, va primi pe părţi în camera de consiliu, în persoană sau prin procuratori, va asculta observaţiunile lor sumare, va cerceta actele depuse de fiecare din ele, după care neapărat vor rămâne în dosar còpii certificate de cel ce le-a depus conforme cu originalul şi vizate de preşedintele tribunalului. Preşedintele sau judecătorul va hotărî asupra cererii cel mult în 24 ore dela înfăţişarea părţilor înaintea sa. Hotărîrea va fi motivată.

Dacă, dela primirea citaţiunii până la ziua înfăţişării, nu este un interval de 3 zile libere, preşedintele va acorda un nou termen de 24 ore.

Art. 7. — Dacă cererea cuprinde mai multe capete, din care unul relativ la despăgubiri pentru degradaţiuni ale imobilului sau pentru re-

parațiuni și dacă, pentru constatarea acestora, este necesitate de descindere locală, de ascultare de martori sau de facerea unei expertize, se va statua asupra acestor puncte după chemarea, conform art. 5, a părților și se va dispune ca, în termen de 5 zile libere, să se facă constatarea locală, ascultarea de martori sau expertiza. (L. Propr. 1, 2, 5).

Art. 8. — Ordonanța președintelui sau judecătorului de ocol, care dispune o asemenea măsură, nu este susceptibilă de nicio cale de reformare, fiind pronunțată fără drept de opozițiune, apel, recurs sau revizuire. (L. Propr. 7).

Art. 9. — Descinderea locală, ascultarea de martori, expertiza se vor face în mod contradictoriu sau fiind părțile citate. Ele au puterea dată de art. 66 bis procedura civilă.

Raportul expertului va trebui depus cel mult în 48 ore dela descinderea locală sau ascultarea martorilor, dacă acestea au fost ordonate; dela depunerea jurământului în celelalte cazuri. (Pr. Civ. 66 bis).

Art. 10. — In urma descinderii locale, a cercetării cu martori, sau a expertizei, dacă partea reclamantă a conchis în cererea sa la condamnarea locatarului pentru despăgubiri președintele sau judecătorul de ocol, în urma unei citări a părților în termenul fixat de art. 5, va hotărî, conform art. 6, suma pentru care trebue să fie executat locatarul pentru daunele cauzate. (L. Propr. 5, 6).

Art. 11. — Ordonanța președintelui, dată conform art. 2, și hotărîrea președintelui sau judecătorului de ocol, dată în virtutea prezentei legi, va fi executorie. Executarea nu poate fi suspendată nici prin apel nici prin contestarea făcută, fie de locatari, fie de o terță persoană, decât dacă se depune în numerar chiria sau arenda contestată ca neplătită, suma fixată pentru stricăciuni sau lipsă de reparațiuni; iar în caz de expulzare ori reîntoarcerea lucrurilor, prin depunerea sumei fixate de președinte sau judecător și care să asigure chiria pe semestrul curent și cel viitor. (C. Civ. 1730; L. Propr. 22).

Art. 12. — Hotărîrea președintelui sau a judecătorului de ocol, pronunțată astfel, va putea fi atacată în apel în termen de trei zile dela pronunțare. Instanța de apel se va pronunta în camera de consiliu după citarea părților și după desbateri sumare, fără drept de opoziție.

Recursul se va judeca de Curtea de Casație, în camera de consiliu, după citarea părților și desbateri sumare.

Apelul sau recursul va fi nul dacă cel ce uzează de dânsul nu face alegere de domiciliu în orașul de reședință al Curții sau tribunalului înaintea căruia și-a îndreptat apelul sau recursul.

Partea care va uza de dreptul de apel și recurs, potrivit regulelor stabilite în acest articol, nu va mai putea face contestațiune, conf. art. 13 din prezenta lege, nici a intenta acțiunea prevăzută la art. 19 și 20. (J. Oc. 30).

Art. 13. — Contestațiunea la executarea hotărîrilor se va judeca după regulele fixate pentru contestațiunile făcute la executarea silită a hotărîrilor, însă în termen cel mult de 8 zile, cu urgență și cu precădere asupra celorlalte procese.

Cel ce a uzat de calea contestațiunii nu poate face apel, conform art. 12, nici a intenta o nouă acțiune, conform art. 19 și 20.

Art. 14. — Dacă în cursul judecării contestațiunii o nouă chirie sau arendă devine exigibilă, se va putea conchide și la condamnarea ei în prima instanță, sau chiar înaintea instanței de apel, conform regulelor stabilite prin art. 327 din procedura civilă. (Pr. civ. 327).

Art. 15. — Proprietarul poate exercita drepturile sale direct contra sublocatarilor sau cesionarilor pentru orice pretențiune ar avea contra

locatarului său, fără să fie nevoit a ţine în seamă descreşterile sau descărcările făcute de acesta.

Art. 16. — Drepturile, pe cari le are proprietarul faţă cu locatarul principal şi sublocatarii, sau cesionarii, le are şi orice locatar faţă cu sublocatarii sau cesionarii cari vin în urmă.

Art. 17. — Dacă proprietarul a primit sublocaţiunea sau cesiunea contractului, locatarul principal este considerat ca descărcat faţă de locatarul său; el păstrează însă toate drepturile sale faţă cu sublocatarii sau cesionarii săi.

Art. 18. — Lucrurile ieşite din casă sau de pe moşie, a căror cerere de readucere s'a făcut în termenii prevăzuţi de art. 1730 din codul civil, sau se vor sechestra şi depune în casă sau pe moşie, ori se vor păstra în alt loc fixat de preşedinte.

Aceeaşi măsură va fi luată şi pentru lucrurile locatarului, sau arendaşului în caz de expulzare a lui, când el nu ar voi să le ridice, sau când vor fi sechestrate pentru neîndeplinirea obligaţiunilor sale.

Art. 19. — Locatarul şi orice persoană s'ar găsi păgubită prin o executare cerută, sau expulzare nefundată şi obţinută de proprietar, dacă nu a uzat de calea apelului, conform art. 12, sau de a contestaţiunii, conform art. 13, este în drept a reclama dela acesta, pe cale principală, despăgubirile ce i se cuvin

Acţiunea de daune-interese se prescrie în termen de 6 luni dela ultimul act de executare. (L. Propr. 13, 20, 23).

Art. 20. — Asemenea şi proprietarul sau locatarul care n'a cerut executarea confom legii de faţă, sau a cărui cerere de executare a fost respinsă, poate să reclame drepturile sale pe cale ordinară, întrucât el nu a apelat hotărîrea preşedintelui sau a judecătorului de ocol şi nu a uzat de dreptul de contestaţiune. (L. Propr. 13, 19, 23).

Art. 21. — In amândouă cazurile prevăzute de art. 19 şi 20, judecata se va cerceta de urgenţă. Hotărîrea tribunalului va fi fără opoziţie şi executorie provizoriu. Asemenea apelul va fi pentru cărţile de judecată de 15 zile, iar pentru sentinţele tribunalului, de o lună, socotit din ziua pronunţării.

Deciziunea Curţii se dă fără opoziţiune.

Art. 22. — Se pot urmări pentru plata chiriei, ca creanţă privilegiată, în rangul stabilit de codul civil, lefurile funcţionarilor civili, militari şi ecleziastici ai Statului, judeţelor, comunelor şi oricăror altor instituţiuni publice sau private, pensiunile şi recompensele naţionale precum şi orice altă creanţă alimentară, până la a treia parte. (Pr. Civ. 400).

Art. 23. — Domiciliile determinate prin această lege nu se pot schimba şi sunt obligatorii atât pentru judecarea contestaţiunilor, cât şi pentru judecăţile prevăzute de art. 19 şi 20.

Art. 24. — Cererile de executare făcute în virtutea articolelor 1 şi 2 din prezenta lege vor fi făcute pe timbrul prevăzut la art. 19, aliniatul 2 din legea timbrului, când sunt adresate judecătorilor de ocoale; pe cel prevăzut de art. 23, aliniatul 2, pentru cele adresate preşedintelui tribunalului.

Pentru toate celelalte acte se aplică legea timbrului. (L. Timbrului 19, al. 2 şi 23, al. 2).

Art. 25. — Celelalte dispoziţiuni ale codului civil, codului de procedură civilă, codului comercial şi altor legi privitoare la drepturile locatorului, nemodificate prin legea de faţă, rămân în fiinţă. (C. Civ. 1420, urm.; Com. 721).

LEGE ASUPRA NUMELUI

din 18 Martie 1895

SECŢIUNEA I

Principii generale

Art. 1. — Numele patronimic (de familie) constitue un drept imprescriptibil şi inalienabil şi nu se poate schimba, modifica sau adăugi decât conform prescripţiunilor legii de faţă.

Dela promulgarea legii de faţă nu este permis nimănui de a purta alt nume patronimic decât acel sub care este înscris în actele stărei civile, sau sub care este îndeobşte azi cunoscut, aceasta sub rezervele prevăzute în această lege.

Locuitorii români săteni, cari nu au nume patronimic conform cu paragraful precedent, îşi vor putea forma unul cu numele de botez al tatălui lor, adăugându-i una din terminaţiunile cari sunt în datina ţării, şi aceasta prin simplă declaraţie înregistrată la primăria locului de origină şi trecută în marginea actului stării civile.

Numele astfel formate nu vor putea fi acele ale familiilor cunoscute din istoria naţională.

Art. 2. — Nu se va putea lua ca prenume nume patronimice de familie.

Art. 3. — Numele patronimic conform prescripţiunilor legii de faţă, se dobândeşte numai prin efectul legii sau prin autorizaţiunea guverului.

SECŢIUNEA II

Dobândirea numelui prin efectul legii

Art. 4. — Copiii legitimi şi copiii legitimaţi prin căsătorie vor purta numele patronimic al tatălui lor.

Art. 5. — Copilul adoptat va adăuga la numele lui patronimic numele adoptătorului conform dispoziţiunilor art. 312 cod. civ.

Art. 6. — Copiii născuţi din părinţi necunoscuţi se vor înscrie de ofiţerul stării civile sub două prenume, din cari cel din urmă va servi de nume patronimic.

Art. 7. — Femeia măritată va lua numele patronimic al soţului ei. Ea îl va pierde prin divorţ.

SECŢIUNEA III

Dobândirea numelui prin autorizaţiunea guvernului

Art. 8. — Orice persoană care, pentru o cauză binecuvântată, doreşte să-şi schimbe numele patronimic sau să-i adauge un altul, va adresa o cerere motivată Ministerului justiţiei.

Ministerul, din oficiu, va proceda la o cercetare asupra temeiurilor cererii.

Art. 9. — Cererea se va publica în extract, şi fără arătare de motive de şase ori, la o lună din interval în *Monitorul Oficial* şi în trei din ziarele cele mai răspândite din Capitală.

Dela data primei publicaţiuni în *Monitor* şi până la trecerea a

nume, precum publicaţiuni în *Monitor* sau cereri la tribunal, cari în lipsa legei de faţă, nu puteau avea nici un efect legal.
treizeci zile, după cea de a şasea publicaţiune, curge termenul înăuntrul căruia toţi cei interesaţi pot face opoziţiune.

Art. 10. — Toate opoziţiunile se trimet în cercetarea Curţii de apel din Bucureşti care, pe simplă citaţie şi de urgenţă, va statua definitiv asupra lor. Curtea va judeca cu completul de cinci membri; decizia ei este fără opoziţie şi recurs. Oponenţii şi reclamanţii pot compara în persoană sau prin mandatar, sau pot depune simple memorii în scris pentru a justifica temeiul opoziţiunii.

Art. 11. — Dacă una din opoziţiuni a fost găsită valabilă, cererea de schimbare sau de adaos de nume este respinsă de drept.

Dacă opoziţiunile au fost găsite fără interes sau neîntemeiate, cererea se înapoiază Ministerului de justiţie spre a se statua asupra ei.

Art. 12. — După expirarea termenului de şase luni, prevăzut la art. 9, pentru cererile contra cărora nu s'a făcut opoziţiune, şi în termen de o lună dela primirea dosarului înapoiat de Curte conform art. 11, pentru cererile contra cărora s'a făcut opoziţiune, Ministerul de justiţie va supune afacerea Consiliului de miniştri care, în termen de 15 zile, va decide dacă admite sau respinge schimbarea sau adaosul de nume.

Art. 13. — Hotărîrea consiliului de miniştri va fi nemotivată. Ea se publică prin *Monitorul Oficial.* Ea este definitivă.

Art. 14. — Hotărîrea de respingere îşi produce efectul ei timp de 10 ani în decursul cărora reclamantul nu va putea face o nouă cerere de schimbare sau de adaogire de nume.

Art. 15. — Hotărîrea de admitere dă celui care a obţinut autorizaţia de a schimba sau adăugi numele, dreptul de a cere ofiţerului stărei civile rectificarea actelor sale de stare civilă, rectificare pe care ofiţerul este ţinut să o facă.

Din acel moment reclamantul va purta noul său nume şi nu va mai putea purta pe cel vechi.

Art. 16. — Autorizaţiunea de a schimba numele său patronimic, sau de a-i adăoga un altul, obţinută de părintele familiei, nu profită decât soţiei şi copiilor minori.

Art. 17. — Ministerul justiţiei va ţine un registru conţinând în ordin alfabetic, toate cererele ce i s'au adresat pentru schimbarea sau adăogarea de nume patronimice.

Lista numelor cuprinse în acest registru va fi publicată, odată pe fiecare lună, în *Monitorul Oficial* şi Ministrul justiţiei o va ţine la dispoziţiunea tuturor acelora cari ar voi să o consulte.

SECŢIUNEA IV

Dispoziţii tranzitorii

Art. 18. — Acela care după punerea în aplicaţiune a codicelui civil în ţară, îşi va fi schimbat sau modificat numele său patronimic, îi va fi adăogat un altul sau o terminaţinue, va fi luat un nume pe care nu avea dreptul să-l poarte, chiar dacă acest nume este acela al unei localităţi unde s'a născut sau a trăit, sau va fi purtat un nume în condiţiile prevăzute la art. 6 al acestei legi, fără autorizaţiunea persoanelor în drept de a purta acest nume, va putea fi acţionat dinaintea Curţii de apel din Bucureşti de persoanele al căror nume îl poartă, pentru a fi obligat a delasa acest nume, şi nu va putea invoca în favoarea sa nici posesiunea de stat, nici prescripţiunea, nici formalităţile făcute de dânsul pentru a da un seamăn de legalitate schimbărei sale de

nume, precum publicaţiuni în Monitor sau cereri la tribunal care în lipsa legii de faţă, nu puteau avea niciun efect legal.

O asemenea acţiune nu se poate intenta decât în termen de doi ani dela promulgarea acestei legi.

Se exceptează numele compuse dintr'un nume de botez şi o terminaţiune, afară de cazul unor nume cunoscute în istoria naţională.

In caz când uzurpatorul nu va putea proba că dânsul sau autorii lui purtau acelaş nume, fără nicio modificare, înainte de punerea în aplicaţiune a codului civil în ţară, şi că l-au purtat mereu de atunci, Curtea va ordona rectificarea actelor sale de stare civilă şi va putea să-l condamne şi la daune-interese, după cererea părţii interesate.

Art. 19. — In cazul prevăzut la art. 18, actele iscălite de o persoană, sub un nume pe care nu avea dreptul să-l poarte, sunt valabile, dacă ele poartă o dată anterioară deciziunii judiciare rămase definitive, care va condamna pe această persoană să-şi reia adevăratul ei nume.

Art. 20. — Dacă uzurpatorul va fi luat un nume, la care nu are drept, după promulgarea prezentei legi, sau va cotinua a purta un nume care, conform art. 18, s'a hotărît că nu este al său, va putea fi urmărit, după o somaţiune rămasă fără efect, de acei al căror nume l-a uzurpat, dinaintea instanţelor represive, şi va putea fi condamnat la o amendă dela 500 la 2000 lei. In caz de recidivă, uzurpatorul va putea fi osândit şi la închisoare până la şase luni.

Art. 21. — Tribunalul va ordona după cererea celor interesaţi, rectificarea actelor stării civile ale persoanelor care au fost înscrise, la naşterea lor, sub un nume pe care părinţii lor nu aveau dreptul să-l poarte şi aceasta înainte sau după promulgarea legii de faţă, dacă această înscriere nu a fost făcută însă înaintea punerii în aplicaţiune a codicelui civil.

Art. 22. — Ministerul public va avea şi dânsul dreptul de a urmări pe cei ce vor contraveni dispoziţiunilor legii de faţă.

Acţiunea prevăzută în art. 18 nu aparţine şi ministerului public.

Art. 23. — Hotărîrea tribunalelor, rămasă definitivă, care va ordona rectificarea actelor stării civile unei persoane, se va publica în *Monitorul Oficial* şi în trei gazete din cele mai răspândite din Capitală.

Art. 24. — Legea de faţă nu deroagă la dispoziţiile art. 84, 85 şi 86 din cod. civil.

Art. 25. — Prescripţiunile legii de faţă se aplică şi străinilor stabiliţi în ţară.

Art. 26. — Toate dispoziţiile legilor contrarii legii de faţă, sunt şi rămân abrogate.

L E G E

PENTRU SCHIMBĂRILE DE NUME IN TERITORIILE ALIPITE

(Promulgată cu decretul No. 4630/922, Monitorul Oficial No. 173 din 8 Noemvrie 1922)

Art. unic. — Se trec asupra Ministerului justiţiei atribuţiunile date Ministerului de interne în privinţa cererilor de schimbare de nume, în Bucovina, prin decretul Cancelariei aulice No. 16.255 din 5 Iulie 1826 şi ordinele ministeriale ulterioare în Ardeal, Banat şi părţile ungurene, prin ordonanţa Ministerului de interne No. 54.017 din 1881 şi ordinelor ministeriale ulterioare.

De asemenea se trec Ministerului de justiţie atribuţiunile date pentru Basarabia, guvernatorului sau Cancelariei ţarului, prin art. 770, volumul 9 şi prin celelalte dispoziţiuni relative la schimbarea numelui.

L E G E

ASUPRA PROPRIETĂŢII LITERARE ŞI ARTISTICE

(Promulgată cu decretul No. 1165/923, Monitorul Oficial No. 68 din 28 Iunie 1923)

CAPITOLUL I

Dispoziţiuni generale

Art. 1. — Dreptul de proprietate literară şi artistică, adică proprietatea creaţiunilor intelectuale, este respectat şi garantat în România, fără îndeplinirea nici unei formalităţi sau înregistrări şi fără efectuarea niciunui depozit, atât românilor cât şi străinilor, în mod egal.

Proprietatea industrială rămâne în afară de dispoziţiunile acestei legi. Ea urmează a fi guvernată şi garantată de legea ei specială.

Art. 2. — Autorii de tot felul de scrieri literare sau ştiinţifice, compozitorii de muzică, pictorii, desenatorii, sculptorii, arhitecţii, gravorii, în fine toţi creatorii de opere intelectuale, sub orice formă şi alcătuire s'ar manifesta ele, se vor bucura în tot timpul vieţii, ca de o proprietate a lor, de dreptul exclusiv de a publica, reprezenta sau executa, a autoriza traducerile, adaptările şi reproducerile în orice mod, a exploata singuri sau a vinde operele lor, în total sau în parte, a le dărui sau a le transmite altora prin testament.

Art. 3. — In caz de cesiune sau vânzare, autorii sau moştenitorii lor păstrează dreptul de control asupra operei publicate, a traducerilor, reproducerilor sau a adaptărilor făcute după ea, având facultatea de a retrage cesiunea sau autorizaţia dată, pe cale de somaţie judiciară, cu dreptul ca autorul să se adreseze justiţiei, în cazul când editorul sau réproducătorul modifică opera cedată, o denaturează, o publică sau o reproduce contrar condiţiunilor din contract sau într'un mod prejudiciabil reputaţiei autorului, putând cere şi daune.

Dreptul moral de control nu se poate cesiona. El nu poate forma obiectul niciunei tranzacţii. Orice clauze contrare sunt nule de drept,

Art. 4. După moartea autorului, moştenitorii săi în gradul prevăzut de prezenta lege, precum şi cesionarii lor, se vor bucura timp de 30 ani de aceleaşi drepturi de cari s'a bucurat autorul.

Dispoziţiunile art. 650 şi următorii din codul civil relative la succesiuni, sunt aplicabile şi în această materie, cu următoarele derogări:

1. Soţul supravieţuitor se va bucura de aceleaşi drepturi ca şi copiii legitimi;
2. In linie ascendentă şi descendentă, nu pot veni la succesiune decât numai tatăl şi mama, copiii autorului şi nepoţii de fii ai acestuia;
3. In linie colaterală, nu au drept la succesiune decât numai fraţii şi surorile autorului.

Cesionarii şi moştenitorii autorilor străini [1] se vor bucura de aceleaşi drepturi ca şi moştenitorii autorilor români, dar sub condiţia reprocităţii, durata acestor drepturi neputând depăşi durata fixată de legea română.

Totuşi dacă ele expiră mai curând în ţara lor ele vor înceta în acelaşi timp şi în România.

---

1) In textul publicat in „*Monitor*“ lipsesc cuvintele „*autorilor străini*“, cari au fost în urmă adăugate prin o „*rectificare*“ făcută în foaia oficială.

Art. 5. — In cazul când după moartea autorului, moștenitorii sau cesionarii lor nu editează operele acestora timp de 3 ani, Ministerul artelor are facultatea să facă aceasta, beneficiile împărțindu-se după scoaterea cheltuelilor în mod egal, între moștenitori sau cesionari de o parte și ministerul artelor de alta.

Art. 6. — După trecerea celor 30 ani dela moartea autorului, opera sa cade în domeniul public, oricine fiind liber a o reproduce și exploata.

Când nu există moștenitori, legatari, cesionari, sau creditori ai autorului, opera sa cade în domeniul public imediat după moarte.

După moartea autorului, nici moștenitorii, nici editorii nu pot face operei vreo modificare, fără ca aceasta să fie adusă în mod aparent la cunoștința publicului.

Ministerul artelor va putea cere tribunalelor să ordone distrugerea exemplarelor reproduse fără respectarea obligațiunii de mai sus, pe lângă amenda prevăzută la art. 48.

Dreptul de control prevăzut de art. 3 îl va avea în acest caz numai Academia română. Acest drept este perpetuu. Oricine poate aduce la cunoștința Academiei asemenea cazuri.

Art. 7. — Dreptul de proprietate al autorilor este mobiliar, cesibil, cu titlul gratuit sau oneros și transmisibil prin succesiune *ab intestat* sau testamentară, în total sau în parte, pe tot timpul duratei lui sau numai pe un anume timp, dispozițiunile din codul civil asupra succesiunilor fiindu-i aplicabile întocmai, cu restricția stabilită la art. 4 din prezenta lege. Regulele absenței din codul civil sunt de asemenea aplicabile dreptului de proprietate al autorilor.

Art. 8. — In ceea ce privește operele cari nu au fost publicate în timpul vieții autorului, acesta poate, prin testament, să interzică ca ele să fie publicate un anume timp, care totuși nu poate fi mai mare de 30 ani dela moartea sa, putând indica și persoana sau instituția însărcinată cu executarea voinței sale.

Dispozițiunile art. 4 relative la drepturile moștenitorilor și cesionarilor se aplică și în acest caz. Ele nu vor putea începe însă decât după expirarea timpului în care opera a fost interzisă de a fi publicată.

Dispozițiunile art. 3 și 6, alin. II, sunt aplicabile și în acest caz.

Art. 9. — Cât timp opera unui autor se află în stare de manuscris, în formă de note, schiță, planuri, opere plastice neexpuse în public, etc., ea este insezisabilă, așa că nici creditorii autorului, nici acei ai moștenitorilor, nu pot obține prin o acțiune judiciară dreptul de sechestrare, urmărire sau dreptul de a o publica, traduce, reprezenta, executa, reproduce și expune în public.

Art. 10. — De asemenea creditorii autorului nu vor putea în timpul vieții acestuia să dobândească dreptul de a tipări sau reproduce o nouă edițiune a unei opere deja publicată. Acest drept aparține exclusiv numai autorului.

După moarte, însă, drepturile de proprietate asupra operelor deja publicate, lăsate în urma sa, intră în massa succesorală, putându-se urmări de creditori împreună cu celelalte valori rămase în succesiune, garantându-se soției și minorilor o jumătate din această valoare, care devine astfel insezisabilă.

Art. 11. — In materie de lucrări dramatice, muzicale și coregrafice, dreptul de publicare este independent de dreptul de reprezentare sau executare. Fiecare din aceste două drepturi pot forma obiectul unui contract separat de cesiune în condițiunile speciale fiecărui drept.

Art. 12. — In materie artistică: pictură, sculptură, desemn, gravură, litografie, medalii, hărți geografice, topografice, opere de arhi-

tectură, etc., dreptul de reproducere este de asemenea independent de dreptul de proprietate asupra operei vândute sau comandate. El rămâne artistului dacă nu l-a cedat și pe acesta în mod expres. Aceste două drepturi: de proprietate asupra operei originale și de reproducerea ei prin mijloace manuale, mecanice sau chimice, formând drepturi absolut distincte, cesiunea unuia nu presupune și cesiunea celuilalt. In caz de tăcere a contractului, dreptul de reproducere se presupune a fi rezervat autorului.

Art. 13. — Cesionarul sau editorul unei opere literare, științifice, muzicale sau artistice, punând opera în vânzare, nu poate sub niciun motiv să schimbe titlul lucrării nici a-i modifica sau completa conținutul sau forma, fără învoirea autorului sau a celor în drept.

Art. 14. — Cesionarul sau editorul, primind spre publicare opera unui autor, este obligat a o tipări conform condițiunilor din contract. El nu o poate ceda altui editor fără învoirea autorului, afară de cazul când această cesiune e cuprinsă în vânzarea întregului fond de comerț al unei case de editură.

Dacă cesionarul sau editorul unei lucrări, întru cât nu s'a stipulat un termen, nu o publică în timp de trei ani dela data contractului și predarea manuscrisului, autorul are dreptul de a cere rezilierea contractului precum și daune-interese pentru prejudiciul moral și material cauzat prin această întârziere.

Atr. 15. — Dreptul de proprietate al autorului unei compozițiuni muzicale cuprinde în mod implicit și dreptul de a face sau autoriza alcătuirea de aranjamente, prelucrări, transcripțiuni, etc., după opera originală.

Art. 16. — Când autorul unei opere de artă autoriză reproducerea ei prin mijlocirea unei arte deosebite de aceea a originalului, reproducătorul se bucură asupra acestui nou produs artistic de toate drepturile de proprietate prevăzute de această lege.

Art. 17. — O operă literară sau științifică este considerată ca publicată din momentul ce a fost tipărită și pusă în vânzare.

In ceea ce privește operele dramatice, muzicale și coregrafice, din momentul în care ele au fost tipărite și puse la dispoziția publicului, iar dacă sunt în stare de manuscris, din ziua primei lor reprezentațiuni sau execuțiuni publice făcute cu învoirea autorului sau a celor în drept.

De asemenea operele artistice, din momentul expunerii lor în public sau a reproducerii lor prin mijloacele arătate la art. 12 și 16.

CAPITOLUL II

Opere literare

Art. 18. — Dreptul de proprietate literară asupra operelor de literatură și de știință (poezii, nuvele, romane, studii critice, de drept, sociologie, filozofie, etc.) cuprinde dreptul exclusiv de publicare, de reproducere, de vânzare și exploatarea operei precum și dreptul de **a** autoriza traducerea ei în orice alte limbi.

Art. 19. — *Constitue o atingere a dreptului de proprietate literară:*

1. Publicarea prin orice mijloace de reproducere a lucrărilor arătate în art. 18, fără învoirea expresă a autorului, tot astfel și traducerea lor;

2. Publicarea unei lucrări aflate în stare de manuscris, în contra voinței autorului;

3. Retipărirea unei lucrări sau a unei noui ediții pe care autorul

sau editorul o publică contra condiţiunilor contractului încheiat între dânşii şi înainte de epuizarea primei ediţii.

Aceste dispoziţiuni nu se aplică editorului în cazul unei cesiuni totale;

4. Punerea în vânzare, fără ştirea şi încuviinţarea autorului, a unui număr mai mare de exemplare decât cel stabilit în contract;

5. Publicarea unei colecţii de scrisori, corespondenţe literare sau particulare fără consimţământul autorilor, scriitorilor sau a celor în drept;

6. Reproducerea totală sau parţială a unei lucrări literare prin mijlocirea filmelor cinematografice sau prin orice mijloace mecanice de reproducere optică sau fonetică.

Art. 20. — Din contra, nu constitue o atingere a dreptului de proprietate literară:

1. Citaţiunile textuale a unor pasaje izolate din o scriere deja publicată, în dările de seamă sau studiile critice şi polemice ce se fac asupra acestei lucrări;

2. Indicarea şi rezumatul cuprinsului unei scrieri apărute, a unui discurs sau conferinţe ţinute în public;

3. Reproducerea articolelor nesemnate din ziare şi reviste, a informaţiunilor şi telegramelor în condiţiunile arătate în art. 46 şi 47;

4. Reproducerea în cărţile didactice: antologii, crestomaţii, publicaţii pentru cultura şcolarilor, cărţi de citire, compoziţii, gramatici, dicţionare, etc., de pasaje izolate, poezii şi mici bucăţi literare sau ştiinţifice, în întregime sau rezumate, cu obligaţia arătării numelui autorului şi titlului lucrării din care s'a făcut reproducerea sau rezumarea;

5. Recitarea în public de poezii sau bucăţi literare, la serbări şcolare, reprezentaţii oficiale sau lecturi publice, alcătuite de societăţi de cultură populară sau în scopuri de binefacere, cu sau fără plată.

CAPITOLUL III

Opere dramatice şi muzicale

Art. 21. — Dreptul de proprietate asupra unei opere dramatice, muzicale şi coregrafice (balet, pantomine, etc.), cuprinde dreptul de a exploata prin tipărire, punerea ei în vânzare, precum şi reprezentarea sau executarea ei în public.

Art. 22. — Constitue o atingere a acestui drept de proprietate:

1. Editarea, reprezentarea sau executarea în public a unei opere dramatice, muzicale sau coregrafice, fără autorizarea autorului;

2. Tipărirea sau reprezentarea în public, în mod parţial, de acte sau scene separate după operele dramatice, sau tipărirea sau executarea în public de aranjamente, transcripţiuni sau extrase de pe operele muzicale sau coregrafice;

3. Reproducerea neautorizată a operelor muzicale pe plăci de gramofoane, suluri şi orice ale piese destinate instrumentelor de reproducere mecanică a sunetelor;

4. Reproducerea în total sau în rezumat a unei opere dramatice sau a libretului unei opere muzicale sau coregrafice prin mijlocirea filmelor de cinematograf sau prin orice alte procedee şi mijloace mecanice de reproducere.

Art. 23. — Din contra, nu constitue o atingere a dreptului de proprietate artistică:

1. Citarea de pasaje izolate, de scene sau mici extrase luate din operele dramatice sau muzicale, făcute în dările de seamă, sau criticele dramatice sau muzicale, precum şi publicarea în culegeri destinate special şcolilor, de mici bucăţi sau compoziţii dramatice sau muzicale deja publicate, cu obligaţiunea de a se indica numele autorului şi titlul lucrării din cari au fost extrase;

2. Reproducerea în mod izolat a scenelor, a rolurilor sau a partiţiunilor muzicale, pentru uzul exclusiv al artiştilor sau al executanţilor orali sau instrumentali, reproduceri cari însă nu sunt destinate de a fi puse în comerţ;

3. Reprezentarea sau executarea în public de acte separate, bucăţi de muzică sau scene coregrafice la serbări şcolare sau reprezentaţii oficiale, organizate de societăţi populare, corale sau instrumentale, sau în scopuri de binefacere, cu sau fără plată.

CAPITOLUL IV

Opere artistice

Art. 24. — Dreptul de proprietate artistică asupra operelor de artă: pictură, desen, litografie, gravură, medalii, sculptură, hărţi geografice şi topografice, terestre sau marine, lucrări de arhitectură, etc., cuprinde dreptul exclusiv pentru autorul lor de a publica, vinde sau expune opera respectivă, de a autoriza reproducerea ei prin orice procedeu plastic, mecanic sau chimic şi de a ceda sau a pune în vânzare aceste reproduceri.

Art. 25. — Reproducătorul unei opere de artă prin mijlocirea unui procedeu deosebit de acela al originalului, când /reproducerea este făcută cu autorizaţiunea autorului, se va bucura şi el la rându-i de dreptul de proprietate şi derivatele lui asupra nouei sale creaţiuni artistice.

Art. 26. — Constitue o atingere a dreptului de proprietate artistică:

1. Orice reproducere neautorizată de autor a operei sale artistice prin orice mijloace s'ar realiza ea;

2. Punerea în vânzare de opere de pictură, sculptură sau orice alte producţiuni artistice, semnate în mod fraudulos cu numele vreunui artist reputat, imitându-i semnătura sau semnul special adoptat de el, în scopul de a înşela pe cumpărător.

Art. 27. — Din contra, nu constitue o atingere a dreptului de proprietate artistică:

1. Reproducerea picturilor, sculpturilor şi oricărui alt obiect de artă, aflate în muzeele şi pinacotecele publice sau ale Statului, precum şi a statuelor şi monumentelor aşezate în grădinele, pieţele sau drumurile publice afară de cazul când artiştii-autori şi-au rezervat în mod expres şi exclusiv dreptul de reproducere asupra acestor opere publice de artă;

2. Reproducerile izolate de opere deja publicate sau expuse, precum şi grupe sau porţiuni din acele opere făcute în scopul explicării textului unei lucrări de critică sau analiză artistică, a unei istorii sau dicţionar al artelor, în cărţile didactice sau publicaţiuni pentru cultura şcolarilor, atunci când aceste din urmă lucrări constitue partea principală a publicaţiei, iar reproducerile partea accesorie, cu obligaţiunea indicării numelui autorului şi a operei după care se face reproducerea;

3. Reproducerea prin ziare, reviste, anuare, almanahuri sau ca

lendare, a operelor artistice expuse în public, în dările de seamă sau criticile de artă ce se fac în aceste publicaţii periodice, cu obligaţia pentru reproducător de a indica numele autorului artist;

4. Reproducerile prin orice mijloace tehnice a serbărilor naţionale, oficiale sau populare, cortegii etc.

Art. 28. — Când e vorba de portrete, busturi sau statui făcute după comenzi particulare, în cazul acesta, nici artistul pictor sau desenator, sculptor sau gravor, nici chiar proprietarul tabloului bustului sau statuei nu au dreptul de a-l reproduce sau expune în public fără autorizaţiunea persoanei reprezentate sau a celor ce l-au comandat.

CAPITOLUL V

Opere anonime, pseudonime şi postume

Art. 29. — Dreptul de proprietate asupra operelor literare sau artistice anonime sau pseudonime aparţine persoanei care a contractat cu editorul şi a autorizat publicarea sau a editorului care a imprimat lucrarea.

Când e vorba de opere artistice, proprietatea aparţine expunătorului sau reproducătorului.

Durata acestui drept este aceea arătată la art. 2 şi 4, în condiţiunile prevăzute de aceste articole.

In cazul când autorul adevărat se face cunoscut, acest drept trece implicit asupra sa, afară de cazul unei cesiuni parţiale sau totale făcute editorului, în care situaţie se vor respecta termenele prevăzute în contract. In acest caz, dacă autorul o cere, anonimatul sau pseudonimul întrebuinţat poate fi înlocuit cu numele său.

Art. 30. — Când e vorba de opere postume, proprietarul lor sau acela care prin mijloace licite le va fi descoperit şi dat la lumină mai întâi, se bucură de acelaş drept exclusiv de proprietate ca şi autorul lor, în condiţiunile prevăzute de art. 2 şi 4 din prezenta lege.

CAPITOLUL VI

Traduceri şi reproduceri

Art. 31. — Traducătorul unei opere literare sau reproducătorul prin orice mijloace a unei opere de artă, când aceste traduceri sau reproduceri sunt făcute cu autorizaţia autorilor, se bucură de aceleaşi drepturi de proprietate asupra lor ca şi autorul operei originale.

Art. 32. — Autorii însă pot condiţiona acest drept ce acordă traducătorilor sau reproducătorilor operelor lor. Contractul încheiat între dânşii va preciza dacă autorizarea este dată unei singure persoane sau la mai multe, dacă este dată pentru o singură ediţiune sau pentru mai multe şi în cari anume limbi autoriză aceste traduceri. Când e vorba de reproducerea operelor de artă se vor preciza mijloacele mecanice sau chimice şi natura materialului din care autorul încuviinţează a se face reproducerea.

Art. 33. — Pentru lucrările cari apar în mai multe volume sau în mai multe părţi, autorizaţia dată de autor trebue să precizeze dacă priveşte opera întreagă sau numai un singur volum sau parte.

Art. 34. — Traducerile operelor clasice, precum şi a celor moderne căzute în domeniul public, sunt proprietatea acelora cari le-au tradus. Acest drept însă nu poate constitui un obstacol pentru alţii de a face alte traduceri după aceleaşi opere.

CAPITOLUL VII

Drepturile colaboratorilor

Art. 35. — Colaboratorii unei opere literare sau artistice au drepturi egale asupra operei comune care este indivizibilă, afară de convenţii contrare.

Dacă lucrarea se compune din muzică şi cuvinte (libret), ea nu este considerată ca indivizibilă. Compozitorul muzical sau autorul libretului au dreptul de a exploata lucrarea lor în comun sau separat, fiecare în felul său, după natura producţiunii fiecăruia, prin publicaţii, traduceri sau execuţiuni publice. Nu au dreptul însă în caz de neînţelegere să-şi aleagă un alt colaborator pentru partea respectivă fiecăruia.

Art. 36. — Când o lucrare este alcătuită de mai mulţi autori, fără ca colaborarea fiecăruia să constitue o parte distinctă, pentru a putea fi publicată sau cesionată, este necesară autorizaţia tuturor.

Tot astfel şi în cazul când dreptul de proprietate al unei asemenea lucrări este transmis prin succesiune în mod egal la mai mulţi moştenitori sau în concurenţă o parte din colaboratori cu parte din moştenitorii celorlalţi.

In caz de neînţelegere între dânşii, tribunalul va decide, ajutat de va fi nevoie de luminile unor experţi speciali fiecărei lucrări, având ca criteriu interesul general al culturii.

Art. 37. — Când e vorba de o enciclopedie, de un dicţionar, sau de o altă lucrare de acest gen, care este alcătuită de diferiţi autori, pe temeiul specialităţii lor literare, ştiinţifice, artistice, filosofice, etc., şi al căror nume figurează în fruntea lucrării, fără însă a se putea determina partea de lucrare a fiecăruia, proprietatea le aparţine în comun şi în mod egal.

Regulele cuprinse în articolul precedent le sunt aplicabile şi acestora.

Art. 38. — In cazul când articolele sau partea de lucru a fiecărui din colaboratorii unor astfel de lucrări este semnată sau este notoriu cunoscută ca fiind scrisă de anume autor, fiecare din aceştia se bucură în mod exclusiv de dreptul de proprietate prevăzut de prezenta lege asupra articolelor semnate sau a părţii speciale din lucrarea ce-i aparţine personal.

El are drepul de a publica această parte şi separat.

Art. 39. — Colaboratorul unei lucrări literare, dramatice, muzicale sau artistice, care nu voieşte să participe la exploatarea ei, poate cere ca numele său să nu figureze pe lucrare şi să refuze de a fi părtaş la cheltuelile de exploatare, renunţând şi la beneficiile ce eventual ar produce lucrarea respectivă. In orice caz refuzul său nu poate împiedica publicarea sau exploatarea operei.

Renunţările nu se presupun, ele trebuesc expres manifestate.

Art. 40. — Dreptul de proprietate, în caz de colaborare, durează în mod egal în folosul tuturor colaboratorilor tot timpul vieţii lor. Moştenitorii, legatarii sau cesionarii fiecărui colaborator se vor bucura de acest drept până la trecerea a 30 ani dela moartea colaboratorului supravieţuitor.

In lipsă de moştenitori sau cesionari ai unuia din colaboratori, partea sa trece de drept în folosul celorlalţi colaboratori sau succesorilor acestora.

Art. 41. — In caz de colaborare, cesiunea unei lucrări nu poate fi acordată decât unui singur editor. Excepţiune se face numai în cazul prevăzut de art. 35, relativ la operele muzicale, însoţite de cuvinte (libret), când colaboratorul sau colaboratorii muzicii sau ai libretului pot, în caz de neînţelegere, să-şi cesioneze lucrarea lor la diferiţi editori.

CAPITOLUL VIII

Acte şi publicaţii oficiale; producţiuni orale

Art. 42. — Nu pot alcătui un drept exclusiv de proprietate literară: actele şi publicaţiunile oficiale (afară de acele declarate secrete), proiectele de legi, legile votate de Parlamente, decretele, deciziunile sau circulările ministeriale sau ale altor autorităţi, precum şi jurisprudenţele instanţelor judecătoreşti; de asemenea pledoariile orale şi concluziile scrise sau orice alte acte depuse la tribunale şi Curţi; discursurile parlamentare şi politice, conferinţele publice şi orice alte producţiuni orale cari cad în domeniul public imediat ce au fost publicate în *Monitorul Oficial* sau au fost pronunţate în public.

Ziarele, revistele şi orice alte publicaţiuni periodice au absolută libertate de a le reproduce şi publica în rezumat sau în întregime.

Art. 43. — Pentru colecţionarea lor însă, în broşuri sau volume trebuiesc observate următoarele reguli şi condiţiuni:

1. Pentru colecţionarea legilor sau a jurisprudenţelor, este obligator ca acel care le publică să fie doctor sau licenţiat în drept sau în ştiinţele economice, financiare, comerciale, sociologice, etc., şi să aibă cel puţin 3 ani de practică sau stagiu ca: magistrat, advocat, profesor sau funcţionar într'un minister sau orice altă instituţie publică;

2. Pentru colecţionarea discursurilor parlamentare, politice, juridice, a conferinţelor sau a altor lucrări pronunţate în public, trebueşte obţinută autorizarea în scris a autorilor lor.

Art. 44. Academia Română, Arhivele Statului, Societatea Regală de geografie şi orice alte societăţi sau instituţiuni asemănătoare: literare, ştiinţifice sau artistice, recunoscute ca persoane morale, de asemenea Statul, judeţele sau comunele, au dreptul exclusiv de proprietate şi deci de exploatare şi de reproducere a operelor comandate şi publicate prin îngrijirea, conducerea şi cheltuiala lor.

Durata acestui drept însă nu este mai mare de 20 ani, care începe a curge din anul publicării.

După trecerea acestei durate de timp opera cade în domeniul public, cu rezerva prevăzută în art. 6, alin. II al prezentei legi.

Dispoziţiunile art. 20 şi 27 sunt aplicabile în cazurile cuprinse în prezentul articol.

CAPITOLUL IX

Ziare, reviste, publicaţii periodice

Art. 45. — Ziarele, revistele şi orice alte publicaţiuni periodice sunt proprietatea exclusivă a persoanelor sau societăţilor cari le publică.

Titlul lor de asemenea constitue un drept de proprietate care este garantat aceluia care l-a creat sau întrebuinţat cel dintâi.

Un titlu de ziar sau revistă încetează de a mai forma un drept exclusiv de proprietate, în înțelesul aliniatului precedent, dacă au trecut 10 ani consecutivi din ziua când ziarul sau revista a încetat de a mai apare.

Această prescripție poate fi însă întreruptă prin reaparițiunea chiar neregulată a ziarului sau revistei în intervalul acestor 10 ani.

Art. 46. — Articolele sau notele cu caracter literar, științific, artistic sau juridic, ce se publică în ziare, reviste sau alte publicații periodice, sunt proprietatea acelora cari le-au scris, dacă ele sunt semnate de autorii lor. Ele nu se pot reproduce fără autorizația acestora. In cazul când nu sunt semnate, ele se pot reproduce în rezumat sau în întregime, fără să fie nevoie de nicio autorizațiune, însă cu obligațiunea de a se cita locul de unde sunt reproduse.

Art. 47. — Articolele precum și polemicele cu caracter politic sau interes obștesc, chiar când sunt semnate, faptele diverse, informațiunile, telegramele sau corespondențele, nu constituesc un drept de proprietate în înțelesul prezentei legi.

Ele se pot reproduce fără autorizare, cu obligația de a se indica ziarul sau revista din care au fost reproduse.

CAPITOLUL X

Delicte, contravențiuni, pedepse

Art. 48. — Orice atingere a dreptului de proprietate literară și artistică constitue delictul de contrafacere pedepsit de art. 339 și următorii din codul penal.

Pedepsele edictate în art. 341 din codul penal se modifică precum urmează:

Pedeapsa contrafăcătorului sau a introducătorului va fi amenda dela 2.000—10.000 lei, iar pentru vânzător amenda dela 1.000—5.000 lei. In cazul deosebit de grave, tribunalul va putea pronunța și pedeapsa cu închisoarea până la o lună.

Art. 49. — In afară de delictele de contrafacere, orice călcare a dispozițiunilor edictate prin prezenta lege constitue o contravențiune și se pedepsește cu o amendă de 100 lei până la 2.000 lei.

Amenzile în caz de insolvabilitate a condamnatului se transformă în închisoare.

Durata închisorii se va determina de justiție socotindu-se drept 50 lei amendă o zi de închisoare; durata închisorii nu va putea fi în asemenea cazuri mai mare de șase luni.

Art. 50. — In caz de recidivă, tribunalul are dreptul de a dubla amenzile atât când e vorba de delictele de contrafacere cât și atunci când e vorba de contravențiuni.

Art. 51. — Sunt de asemenea culpabili pentru delictul de contrafacere și pedepsiți conform art. 341 și 342 din codul penal:

1. Acei cari, în scop de a induce în eroare și a înșela pe cumpărători, publică o lucrare a unui autor reputat, pe propriul său nume, ori pe un nume împrumutat, sau publică o lucrare a sa personală pe numele unui autor reputat, precum și acei cari cu bună știință o pun în vânzare, o reproduc sau o reprezintă; tot astfel și acei cari comit faptele prevăzute în art. 26, alin. II din prezenta lege.

In cazul când opera este căzută în domeniul public, reprezentanții autorului sau Academia Română, conform art. 6, alin. II, au dreptul de

a intenta acțiune în daune interese, conform art. 998 din codul civil, în contra autorului acestor contrafaceri;

2. Introducătorii în țară a oricărei lucrări contrafăcute în străinătate, precum și punerea ei în vânzare, cu bună știință asupra provenienței delictoase a acestei lucrări.

Art. 52. — Delictele de contrafaceri, ca și contravențiunile prevăzute de această lege, se vor judeca în primă instanță de tribunalele de județ, cu drept de apel la Curtea respectivă, în termen de 15 zile dela pronunțarea sentinței când este pronunțată contradictor sau 15 zile dela comunicare când este pronunțată în lipsă, și fără drept de opoziție la nicio instanță.

Partea civilă are drept de apel în acelaş termen însă numai în ceea ce priveşte cuantumul despăgubirilor acordate.

Art. 53. — Pronunțând condamnarea, tribunalul, după cererea părții lezate, va declara confiscate toate reproducerile sau exemplarele puse sau destinate a fi puse în vânzare, ordonând în acelaşi timp distrugerea formelor de tipar, clişeelor, planşelor, pietrelor, mulajelor sau a compozițiunilor ce au servit la contrafacere.

Aceleaşi măsuri se vor lua de tribunal şi în cazul prevăzut de art. 26 alin. II şi art. 51 alin. I din prezenta lege.

Art. 54. — In caz de reprezentare ilicită a operelor dramatice, muzicale, coregrafice, etc., tribunalul, poate ordona confiscarea manuscriselor, libretelor, notelor muzicale, partițiunile sau rolurile împărțite artiştilor.

In caz de flagrant delict de reprezentare sau de execuție a unor asemenea opere, procurorul sau delegatul său, care face ancheta, va confisca toți banii proveniți din încasările făcute, spre a servi pentru despăgubiri.

Art. 55. — Autorul, moştenitorii sau cesionarii lor, au dreptul de a cere tribunalului, chiar înainte de a se pronunța condamnarea, de a ordona pe cale de ordonanțe preşedintele, conform art. 66 bis din procedura civilă măsuri conservatorii, urmărind sau sechestrând obiectele enumărate la art. 53 şi de a lua în acelaşi timp măsurile necesare de a împiedica continuarea sau reînceperea faptului delictos.

Tribunalul este dator a se pronunța imediat asupra acestor cereri având facultatea de a condiționa admiterea lor prin depunerea unei cauțiuni din partea acelora cari pretind asemenea măsuri.

Art. 56. — La necesitate, tribunalul poate recurge la luminile unor experți de specialitate, pentru a se lămuri asupra chestiunilor în legătură cu prejudiciile cauzate autorilor sau celor în drept, cu ocazia comiterii delictelor de contrafacere sau a contravențiunilor.

Art. 57. — Tribunalul competent de a judeca este acela al domiciliului autorului lezat, al moştenitorului sau al cesionarului. Când sunt mai mulți autori, moştenitori sau cesionari cu domiciliul deosebit, atunci tribunalul competent este cel din Bucureşti.

Art. 58. — Acțiunea penală, ca şi acțiunea civilă în despăgubiri, rezultată din delictul de contrafacere sau din contravențiunea comisă se prescrie după trecere de 3 ani din ziua publicării, reprezentării, reproducerii, executării sau punerii în vânzare a lucrării contrafăcute sau a contravențiunii făptuite. Pedeapsa se prescrie prin trecerea a 5 ani dela pronunțarea ei în mod definitiv. Deciziunea codamnatoare rămasă definitivă se va publica în două ziare din cele mai răspândite, pe spesele celui condamnat.

CAPITOLUL XI

Dispozițiuni finale

Art. 59. — Prezenta lege va intra în vigoare în tot cuprinsul țării dela data promulgării și publicării ei prin *Monitorul Oficial.*

Art. 60. — Când opera unui autor a fost cesionată unui editor de însuș autorul sau de moștenitorii lui, înaintea promulgării acestei legi, cesionarul nu va putea beneficia decât de termenul de 10 ani după moartea autorului, conform art. 2 din legea presei dela 1862, întru cât convenția părților dintre autor și editor, sau dintre moștenitori și editor, a avut de bază acest număr de ani prevăzut de vechea lege.

Prezenta lege prelungind însă dreptul moștenitorilor la 30 ani, pentru restul de timp ce mai rămâne până la completarea acestui număr de ani, dreptul de exploatare al operei revine moștenitorilor, afară de o nouă convenție ce ar interveni între moștenitori și editori pentru restul de timp până la completarea celor 30 ani.

Art. 61. — Pentru operele deja căzute în domeniul public, prezenta lege nu are efect retroactiv, drepturile moștenitorilor ca și ale cesionarilor fiind definitiv stinse prin expirarea celor 10 ani dela moartea autorului, prevăzuți de legea dela 1862.

Prezenta lege nu modifică raporturile juridice stabilite deja în virtutea vechei legi.

Art. 62. — Soția-autor, sub orice regim matrimonial ar fi căsătorită, este dispensată de orice autorizațiune maritală sau judecătorească pentru toate actele ce le va face în exercitarea drepturilor sale de proprietate literară și artistică.

Art. 63. — Legea presei din 1 Aprilie 1862, în partea ei referitoare la „proprietatea literară și artistică“ (art. 1—11), precum și toate legile asupra proprietății literare în vigoare până azi în teritoriile desrobite, sunt abrogate. Legea din 24 Martie 1904, modificată prin legea din 19 Decemvrie 1922 [1]), rămâne în vigoare și se va aplica în tot cuprinsul țării.

L E G E

PRIVITOARE LA COMPLETAREA ART. 19 DIN LEGEA ASUPRA PROPRIETĂȚII LITERARE ȘI ARTISTICE

(Promulgată cu decretul No. 439|932, Monitorul Oficial No. 40 din 17 Fevruarie 1932).

Art. unic. — Alineatul 4 de sub art. 19 al legii asupra proprietății literare și artistice din Iunie 1923, se completează pentru a avea următorul cuprins:

4. Punerea în vânzare fără știrea și încuviințarea autorului a unui număr mai mare de exemplare decât cel stabilit în contract, precum și imprimarea sau punerea în vânzare de către tipografi, editori, librari sau orice persoană, a vreunui exemplar din aceste lucrări, care nu poartă numărul său de ordine în ediția respectivă.

---

[1]) Legea din 24 Martie 1904 și acea modificatoare din 19 Decemvr. 1922, se referă la obligația autorilor sau tipografilor de a trimite lucrările lor, bibliotecei Academiei și a celorlalte instituțiuni specificate în aceste legi.

LEGE

PRIVITOARE LA CONSTATAREA MORŢII PREZUMATE A CELOR DISPĂRUŢI IN TIMPUL RĂZBOIULUI, PRECUM ŞI LA REGULAREA SITUAŢIEI JURIDICE A PATRIMONIILOR ŞI A URMAŞILOR LOR

(Decret No. 5876 din 11 Decemvrie 1923, „Monitorul Oficial" No. 204 din 12 Decemvrie 1923)

Art. 1. — Cei dispăruţi în intervalul dela 13 pe 26 Iulie 1914 şi până la 1 Aprilie 1921, data trecerii armatei pe picior de pace, vor putea fi prezumaţi încetaţi din vieaţă dacă dispariţiunea va fi durat cel puţin un an dela această din urmă dată.

Aceste dispoziţiuni se aplică şi persoanelor cari n'au aparţinut armatei.

Art. 2. — Cererea pentru constatarea morţii prezumate a unei persoane dispărute va putea fi făcută de orice parte interesată sau din oficiu de ministerul public. Cererea se va adresa judecătorului de ocol în circumscripţia căruia dispărutul şi-a avut ultimul domiciliu şi va cuprinde: numele, pronumele, meseria acestuia, cum şi arătarea dovezilor pentru stabilirea temeiniciei cererii. Cererea şi întreaga procedură pentru constatarea morţii prezumate sunt scutite de orice taxe de timbru.

Art. 3. — Judecătorul, primind cererea, va dispune afişarea ei în extract la uşa judecătoriei, a primăriei şi la ultimul domiciliu, constatându-se toate acestea prin procesele-verbale de agenţii respectivi. Dacă pe lângă probe scrise partea invoacă şi martori, judecătorul va dispune chemarea şi ascultarea lor după regulele dreptului comun.

Deosebit de acestea judecătorul, din oficiu, va cere relaţiuni despre persoana dispărută dela autorităţile publice, cari, după cazuri, ar putea procura informaţiuni necesare în cauză. După o lună dela afişarea cererii la locurile indicate, judecătorul va judeca în camera de consiliu şi va pronunţa în şedinţă publică cartea de judecată, fără drept de opoziţie şi cu drept de apel la tribunal în termen de 10 zile dela pronunţare. Tribunalul va judeca cu aceeaş procedură şi hotărîrea sa va fi supusă numai recursului în casaţie, în termen de 10 zile dela pronunţare. Decizia Curţii va fi fără drept de opoziţie.

Art. 4. — Prin hotărîrea care declară moartea prezumată se va stabili data morţii, care în lipsă de dovezi va fi data hotărîrii primei instanţe.

Dacă acel dispărut lipseşte din momentul în care a avut lor o luptă, o explozie, un naufragiu sau un alt fapt de războiu, momentul acelui fapt se va considera ca dată a decesului, afară dacă s'a stabilit prin cercetări că dispărutul a supravieţuit acelui fapt.

Art. 5. — Hotărîrea definitivă pentru constatarea morţii prezumate ţine loc de act de moarte şi va fi înscrisă după cererea părţii interesate sau din oficiu în registrul de morţi. In acest scop grefierul judecătoriei, dacă cartea de judecată a rămas definitivă, ori grefierul tribunalului, este dator a trimite extract de pe hotărîre ofiţerului stării civile al ultimului domiciliu al mortului în termen de 10 zile dela data când hotărîrea a rămas definitivă.

Grefierii cari nu se vor fi conformat acestei îndatoriri, ori ofiţerii stării civile cari nu vor fi făcut de îndată înscrierea vor fi pedepsiţi de instanţa care a dispus înscrierea din oficiu, ori după cerera procurorului, la o amendă civilă dela 500 la 2000 lei, printr'o hotărîre nesupusă la nicio cale de atac, afară de aceea a opoziţiei în termen de 5 zile dela comunicare.

Art. 6. — Pe baza hotărîrii care declară decesul prezumat al dispărutului se deschide succesiunea la data când hotărîrea a rămas definitivă.

Moştenitorii nu vor face acte de dispoziţiune decât după trecerea de un an dela deschiderea succesiunii.

Se exceptează averea mobiliară supusă stricăciunii, care poate fi înstrăinată îndată după punerea în posesiune. De asemenea va putea fi înstrăinată chiar şi averea imobiliară dacă autoritatea judecătorească unde s'a deschis succesiunea ar găsi aceasta de un vădit folos pentru succesiune.

Vânzarea se va face prin licitaţie publică şi preţul se va consemna la Casa de depuneri, moştenitorii prezumptivi neavând dreptul decât la venit.

Art. 7 — Dacă dispărutul se reîntoarce sau dacă se dovedeşte existenţa lui, efectele hotărîrii prin care s'a declarat moartea prezumată vor înceta şi hotărîrea definitivă va fi revizuită, după cererea celor interesaţi sau a procurorului, cu aceeaş procedură şi aceleaşi căi de atac cu cari a fost dată.

Pe temeiul acestei hotărîri de revizuire definitivă dispărutul îşi va primi averea în starea în care s'ar găsi, precum şi preţul consemnat al lucrurilor înstrăinate din ea, sau cele cumpărate cu preţul averii vândute, fără a putea urmări acea avere dacă va fi trecută la o a treia persoană.

Veniturile averii rămân definitiv câştigate de către cei trimişi în posesia moştenirii.

Art. 8.—Soţul dispărutului, al cărui deces prezumat a fost declarat, se poate recăsători imediat după ce hotărîrea a rămas definitivă.

Căsătoria din urmă va putea fi anulată din cauză că soţul prezumat mort mai trăieşte, numai după cererea primului soţ sau după cererea soţului, care n'a avut cunoştinţă de existenţa acestuia.

Acţiunea în nulitate se va intenta în termen de 6 luni dela constatarea oficială a existenţii soţului presupus mort.

Căsătoria anulată va produce faţă de soţul de bună credinţă şi de copii efectele căsătoriei putative.

Art. 9. — Dacă sentinţa prin care unul din soţi a fost declarat prezumat mort a fost atacată prin o cerere de revizuire, celălalt soţ nu poate contracta o nouă căsătorie înainte de terminarea definitivă a litigiului, afară numai dacă cererea de revizuire a fost făcută după împlinirea a 3 ani dela înscrierea sentinţei la oficiul stării civile.

Art. 10. — Până la darea unei hotărîri definitive de declararea morţii prezumate a unui dispărut, judecătorul competinte, după cererea părţii interesate ori a ministerului public, sau chiar din oficiu va putea numi un curator care să facă toate actele conservatoare, cum şi pe acele de administraţiune anume determinate privitoare la averea dispărutului. Curatorul va fi numit de preferinţă dintre moştenitorii prezumptivi ai dispărutului, cari ar înfăţişa mai multă încredere pentru o bună administraţie.

Judecătorul numind pe curator va dispune totdeodată ca veniturile să se împartă între moştenitorii prezumptivi ai dispărutului până la jumătate din valoarea lor şi chiar în întregime dacă necesităţi imperioase familiare impun această dispoziţiune.

Art. 11. — Hotărîrea prin care s'a respins cererea de declarare a morţii rămâne fără efect dacă în urmă s'ar dovedi cu acte de stare civilă decesul.

Art. 12. — Dispoziţiunile din art. 7 se vor aplica şi hotărîrilor pronunţate de instanţele judecătoreşti după dreptul comun înainte de promulgarea acestei legi când dispărutul s'a reîntors.

Art. 13. — Cererile pentru declararea decesului prezumat pe temeiul legii de faţă vor putea fi introduse timp de 5 ani socotiţi dela punerea în aplicare a legii de faţă.

LEGE

PENTRU MODIFICAREA ART. 13 DIN LEGEA PRIVITOARE LA CONSTATAREA MORŢII PREZUMATE IN TIMPUL RĂZBOIULUI, DIN 16 MARTIE 1929

Art. unic. — Art. 13 se modifică precum urmează:

Cererile pentru declararea decesului prezumat — pe temeiul legii privitoare la constatarea morţii prezumate a celor dispăruţi în timpul războiului şi la regularea situaţiunii juridice a patrimoniilor şi a urmaşilor lor — vor putea fi introduse timp de 10 ani socotit dela 12 Decemvrie 1923, data publicării legii în chestiune în *Monitorul Oficial.*

LEGE

PRIVITOARE LA DOBÂNDIREA ŞI PIERDEREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE

(Promulgată cu decretul No. 724 din 23 Fevruarie 1924, Monitorul Oficial No. 41 din 24 Fevruarie 1924)

DISPOZIŢIUNI GENERALE

ŞI

mijloacele prin cari se dobândeşte naţionalitatea română

CAPITOLUL I

Art. 1. — Naţionalitatea română se dobândeşte în condiţiunile acestei legi, prin:

1. Filiaţiune.
2. Faptul naşterii pe teritoriul României prevăzut la art. 3 din prezenta lege.
3. Căsătorie şi
4. Naturalizare.

Art. 2. — Sunt români prin filiaţiune:

a) Copiii născuţi din căsătoria unui român, indiferent de locul naşterii lor;

b) Copiii naturali ai unei romănce născuţi chiar în ţară străină.

Copiii legitimaţi de către un român se socotesc că au fost totdeauna români.

Adopţiunea nu produce efecte asupra naţionalităţii.

Art. 3. — Sunt socotiţi ca români copiii găsiţi pe teritoriul României fără tată şi mamă cunoscuţi.

Art. 4. — Străina căsătorită cu un român devină romăncă.

Art. 5. — Străinii cari au dobândit naturalizarea devin români.

Art. 6. — Străinii se bucură în deobşte în România de aceleaşi drepturi civile de cari se bucură şi românii, afară de cazurile unde legea ar fi hotărît altfel.

Ei nu pot dobândi cetăţenia română şi prin efectul acesteia drepturile politice decât prin vreunul din mijloacele prevăzute sub titlul de faţă.

CAPITOLUL II

Naturalizarea

§ 1. *Condiţiunile naturalizării*

Art. 7. — Naturalizarea este individuală şi niciun străin nu o poate dobândi decât întrunind condiţiunile următoare:

1. Să aibă vârsta de cel puţin 21 ani împliniţi;
2. Să-şi manifeste voinţa de a deveni român şi să declare că se leapădă de cetăţenia străină după formele prevăzute la art. 21;
3. Să fi locuit, în urma acestei manifestări de voinţă, neîntrerupt pe teritoriul României timp de zece ani;
4. Să fi avut şi să aibă bune purtări;
5. Să aibă mijloace suficiente pentru întreţinerea sa şi a familiei sale, sau posibilitatea de a le câştiga;
6. Să fi pierdut naţionalitatea străină sau să o piardă, potrivit legilor ţării sale, prin efectul dobândirii naţionalităţii române.

Art. 8. — Comisiunea de constatare a condiţiunilor naturalizării poate aviza la reducerea sau la dispensa de stagiu:

a) Pentru străinii cari dovedesc că sunt utili naţiunii române;

b) Pentru străinii căsătoriţi cu romånce.

Art. 9. — Sunt dispensaţi de stagiu:

a) Străinii născuţi şi crescuţi în România până la vârsta de 21 ani, dacă cer naturalizarea în cursul unui an dela împlinirea acestei vârste;

b) Copiii cari aveau 21 ani împliniţi în momentul când tatăl lor a dobândit naturalizarea.

Art. 10. — Românii de origină supuşi unui Stat străin, indiferent de locul naşterii lor, lepădându-se de supuşenia străină, pot dobândi naţionalitatea română fără a mai îndeplini condiţiunile cerute la No. 3, 5 şi 6 din art. 7.

In acest caz declaraţiunea de manifestare de voinţă prevăzută la art. 7 No. 2 şi art. 21 va cuprinde în mod expres renunţarea la supuşenia străină.

§ 2. *Organele şi procedura naturalizării*

Art. 11. — Naturalizarea se acordă de consiliul de miniştri în urma constatării comisiunii, compusă din prim-preşedintele şi preşedinţii Curţii de apel din Capitala ţării, că străinul solicitant întruneşte condiţiunile de sub art. 7 din legea de faţă.

Art. 12. — Comisiunea pentru constatarea condiţiunilor naturalizării funcţionează pe lângă Ministerul de justiţie şi este prezidată de prim-preşedintele Curţii de apel din Capitală.

In lipsa acestuia funcţiunile sale se vor îndeplini de cel mai vechiu dintre preşedinţii cari compun comisiunea.

Directorul afacerilor judiciare din ministerul de justiţie îndeplineşte funcţiunea de secretar al comisiunii.

Art. 13. — In caz de vacanţă a vreunuia din locurile de prim-preşedinte sau preşedinte, comisiunea va fi completată cu preşedintele sau consilierul care, după legea de organizare judecătorească, îndeplineşte de drept funcţiunile de prim-preşedinte sau preşedinte.

Această dispoziţiune se aplică şi în cazul când preşedintele sau unul din membrii comisiunii este împiedecat de a lua parte la lucrările ei.

Art. 14. — Comisiunea se convoacă de preşedintele ei. Ea nu va putea lucra, nici lua deciziuni, decât cu majoritate absolută a membrilor cari o compun.

Paritatea se interpretează în favoarea cererii.

Art. 15. — Incheierile comisiunii se vor da întotdeauna în scris şi motivat.

Art. 16. — Incheierea comisiunii constatând că străinul întruneşte condiţiunile cerute pentru naturalizare se înaintează, împreună cu dosarul respectiv, consiliului de miniştri prin mijlocirea ministerului de justiţie.

Art. 17. — Consiliul de miniştiri acordă sau refuză naturalizarea.

In cazul art. 8 el se pronunţă şi asupra reducerii sau dispensei de stagiu.

Cererile de reducere şi de dispensă de stagiu respinse nu mai pot fi repetate, afară de cazul când cei cari au făcut cerere ar dovedi că au adus ţării servicii excepţionale după respingerea cererii.

Art. 18. — Jurnalul consiliului de miniştri prin care se refuză naturalizarea nu va fi motivat.

Jurnalul de admitere a naturalizării se va publica în *Monitorul Oficial.*

Art. 19. — Cererile de naturalizare constatate prin încheiere de comisiune că nu întrunesc condiţiunile legii nu se vor mai înainta consiliului de miniştri.

Art. 20. — Cererea de naturalizare însoţită de declaraţia prevăzută la art. 7 No. 2 şi de toate actele privitoare la naturalizare se adresează preşedintelui comisiunii prevăzută la art. 11 şi se înregistrează la secretariatul acestei comisiuni.

Stagiul prevăzut la art. 7 No. 3 va începe să curgă dela data înregistrării cererii de naturalizare.

Art. 21. — Declaraţiunea de manifestare a voinţii de naturalizare şi de lepădare de cetăţenia străină se va face în forma autentică.

Tot astfel se va face şi declararea de opţiune privitoare la naţionalitate.

Art. 22. — Indată după înregistrarea cererii de naturalizare preşedintele comisiunii va dispune, la stăruinţa şi în contul petiţionarului, publicarea ei în *Monitorul Oficial,* într'una din publicaţiunile periodice mai răspândite din ţară de preferinţă într'unul din ziarele dela domiciliul petiţionarului.

Preşedintele va supune comisiunii cererea de naturalizare numai după ce petiţionarul va fi prezentat *Monitorul Oficial* şi ziarul în care s'a făcut publicaţia şi va fi constatat că au trecut 30 zile libere dela data ultimei publicaţii.

Cererile românilor de origină se vor publica numai în *Monitorul Oficial,* din oficiu şi aceasta în mod gratuit; de asemenea şi jurnalul consilului de miniştri pentru acordarea naturalizării.

Art. 23. — In termenul prevăzut la art. 22 ministerul public, autorităţile administrative, centrale şi locale, precum şi orice persoană în măsură de a dovedi cu acte că solicitantul nu întruneşte condiţiunile cerute de lege, vor putea să adreseze întâmpinările lor scrise înaintea comisiunii.

Asemenea întâmpinări se pot adresa şi consiliului de miniştri înainte ca acesta să se fi pronunţat asupra naturalizării.

Art. 24. — Comisiunea poate dispune:

a) Ca petiţionarul să completeze actele sau să dea explicaţiuni orale sau scrise;

b) Ca prin unul din membrii săi, sau prin delegațiuni date membrilor parchetelor de orice grad, sau autorităților adminstrative, să culeagă informațiuni sau să facă cercetările ce va crede necesar;

c) Să cheme înaintea sa pe orice alte persoane ce ar crede că pot da informațiuni utile.

Art. 25. — Cererile de naturalizare respinse de comisiune pentru neîndeplinirea vârstei sau stagiului vor putea fi reintroduse după împlinirea vârstei de 21 ani sau a stagiului cerut, fără a mai fi nevoie de o nouă declarație de manifestare a voinței.

Cererile respinse pentru neîndeplinirea condițiunilor prevăzute la art. 7 No. 4 nu mai pot fi reînnoite.

Cererea respinsă pentru neîndeplinirea condițiunii dela art. 7 No. 5 se poate reînnoi când prin acte noui se poate dovedi neîndoios că solicitantul îndeplinește și această condițiune.

Art. 26. — Jurnalul consiliului de miniștri pentru acordarea naturalizării se comunică Ministerului de justiție, care îl va publica în *Monitorul Oficial* pe cheltuiala celui naturalizat, după ce acesta va presta jurământul de credință.

Art. 27. — Sub sancțiunea pierderii beneficiului jurnalului de naturalizare, solicitantul este obligat ca, în termen de 30 zile libere dela invitațiunea ministerului de justiție și după plata taxelor legale, să presteze înaintea delegatului Ministerului de justiție jurământul de credință, în formula următoare:

„Pe onoare și conștiință, jur credință M. S. Regelui României și „Dinastiei, Constituției și legilor țării, drepturilor și intereselor națio-„nale ale poporului român".

Art. 28. — Naturalizarea se constată prin jurnalul de naturalizare publicat în *Monitor* și prin diploma de încetățenire ce se eliberează celui în drept de Ministerul justiției.

Art. 29. — In afară de condițiunile statornicite la art. 7, cetățenia română, sub titlul de cetățenie de onoare, pentru servicii excepționale aduse țării și națiunii, se poate acorda, la propunerea guvernului sau a inițiativei parlamentare, de Adunările legiuitoare cu majoritate de două treimi din numărul votanților.

Art. 30. — Exercițiul drepturilor politice pe temeiul cetățeniei de onoare nu se poate dobândi decât cu autorizarea consiliului de miniștri, după ce beneficiarul dovedește că nu mai ocupă în țară străină nicio funcție publică și că s'a lepădat de supușenia Statului al cărui național era.

Art. 31. — Cetățenia de onoare acordată străinilor de consiliile județene sau comunale n'are niciun efect asupra naționalității. Nici într'un caz ea nu poate fi acordată decât în condițiunile stabilite de lgea administrativă și pentru servicii excepționale aduse județelor sau comunelor.

§ 3. *Efectele naturalizării*

Art. 32. — Naturalizarea nu are efect retroactiv.

Efectele ei se produc numai dela data publicării în *Monitorul Oficial* a jurnalului consiliului de miniștri prin care s'a acordat.

Art. 33. — Naturalizarea aseamănă pe străini cu românul atât în ce privește drepturile civile cât și în ceea ce privește drepturile politice.

Art. 34. — Soția profită de naturalizarea soțului, afară numai dacă dânsa printr'o declarațiune autentică renunță la naționalitatea română,

pentru a-şi conserva naţionalitatea dobândită prin căsătorie sau aceea care şi-a rezervat-o cu ocazia căsătoriei, în forma arătată la art. 40.

De asemenea şi copiii mai mici de 21 ani profită de naturalizarea tatălui lor.

Art. 35. — Copiii deveniţi români în condiţiunile art. 34, pot în termen de un an dela împlinirea vârstei de 21 ani să renunţe la naţionalitatea română printr'o declaraţiune făcută în formă autentică şi adresată în ţară Ministerului de justiţie, iar în străinătate legaţiunilor sau consulatelor române.

TITLUL II

Despre pierderea şi redobândirea naţionalităţii române

Art. 36. — Naţionalitatea română se pierde:

a) Prin naturalizare dobândită în ţară străină;

b) prin legitimarea copilului natural de naţionalitate română de către un străin;

c) prin căsătorie, în cazul art. 38;

d) prin primirea fără autorizaţia guvernului român a vreunei funcţiuni publice dela un guvern străin;

e) prin supunerea pentru oricât de puţin timp la vreo protecţiune străină, ori din care fapt ar rezulta aceasta;

f) prin retragerea naturalizării, în cazurile art. 41 şi 42;

g) în cazul prevăzut la art. 37.

Art. 37. — Românul care, fără autorizarea guvernului, va intra în serviciul militar la străini sau se va alătura pe lângă vreo corporaţiune militară străină va pierde calitatea de român.

El nu va putea redobândi calitatea de român decât conform art. 7.

Toate acestea fără a fi scutit de sancţiunile prevăzute de codul penal în contra românilor cari au purtat sau vor purta arme în contra patriei lor.

Art. 38. — Romànca devine străină prin căsătoria sa cu un străin, exceptându-se cazul când, după legea soţului, ea nu dobândeşte naţionalitatea acestuia, sau când şi-a rezervat naţionalitatea română prin contractul matrimonial sau, în lipsa acestuia, printr'o declaraţiune expresă făcută în formă autentică înainte sau cu prilejul contractării căsătoriei.

Art. 39. — Romànca devenită străină prin căsătorie, redobândeşte calitatea de romàncă prin încetarea căsătoriei, prin divorţ sau decesul soţului, dacă îşi manifestă dorinţa printr'o declaraţiune dată în formă autentică şi adresată în ţară Ministerului de justiţie, iar în străinătate legaţiunilor sau consulatelor române.

Acelaş drept îl are si femeia în caz de separaţiune de corp.

Art. 40. — Străina care a dobândit calitatea de romàncă prin căsătorie, îşi menţine această calitate şi după desfacerea căsătoriei prin despărţenie, *sau separaţie de corp,* sau prin decesul soţului, afară numai dacă nu şi-a manifestat dorinţa contrarie printr'o declaraţiune făcută în formă autentică şi adresată în ţară Ministerului de justiţie, iar în străinătate legaţiunilor sau consulatelor române.

Art. 41. — Naţionalitatea română poate fi retrasă oricărui naturalizat român originar al unui Stat cu care România s'ar găsi în stare de războiu:

a) Când se va constata că a săvârşit acte contrarii ordinei publice şi siguranţei interioare sau exterioare a Statului român;

b) Când se va constata că a părăsit țara pentru a se sustrage serviciului militar sau oricărui alt serviciu public obligator pentru români;

c) Când se va constata că în serviciul țării lui de origină sau al oricărei alte țări ar fi săvârșit acte de spionaj și ar fi ajutat acțiuni potrivnice drepturilor și intereselor naționale ale Statului și poporului român.

In toate aceste cazuri, retragerea naturalizării se va face prin decret regal publicat în *Monitorul Oficial,* dat după propunerea Ministerului de justiție și pe baza unui jurnal al consiliului de miniștri.

Sub niciun cuvânt aceștia nu vor mai putea redobândi calitatea de români.

Art. 42. — Retragerea naturalizării are efect individual. Ea nu se poate restrânge asupra femeiei și copiilor celui naturalizat, afară dacă aceasta se prevede expres în decretul de retragere a naturalizării.

Art. 43. — Retragerea naturalizării se face independent de sancțiunile prevăzute în codul justiției militare sau alte legi pentru crimele și delictele săvârșite de cel naturalizat.

Art. 44. — Românul care și-a pierdut această calitate, în cazurile prevăzute sub lit. *a* și *b* dela art. 36, nu o va putea redobândi decât prin naturalizare.

Art. 45. — Românul care și-a pierdut această calitate prin acceptarea unei funcțiuni publice în țară străină sau prin supușenia temporară la o protecțiune străină, o va putea redobândi dacă, renunțând formal la aceasta, va obține autorizațiunea consiliului de miniștri de a-și stabili domiciliul în România.

Art. 46. — Copilul născut dintr'un român care ar fi pierdut calitatea de român, va redobândi totdeauna această calitate îndeplinind formalitățile prescrise la art. 45.

TITLUL III

Despre opțiuni și renunțări la naționalitate

Art. 47. — Declarațiunile de opțiune sau de renunțare la naționalitate, în cazurile și în termenele îngăduite de legi sau de convențiunile internaționale ratificate de Corpurile legiuitoare, se vor face, dela data promulgării legii de față, în forma prevăzută la art. 21 și înaintea autorităților prevăzute la art. 48, afară de cazul când acele legi și convențiuni statornicesc alte forme și alte autorități.

Art. 48. — Declarațiunile de opțiune sau renunțare la naționalitate se pot face pe teritoriul român, în orice comună rurală sau urbană, înaintea autorităților împuternicite după lege de a constata consimțimântul și a autentifica actul.

Declarațiunea se va face în 6 exemplare, din cari numai 3 vor fi eliberate declarantului.

Sub sancțiunea prevăzută la art. 53, atât autoritatea care a autentificat declarațiunea, cât și persoana care a făcut opțiunea sau renunțarea sunt obligate fiecare din ele să trimită câte un exemplar autentificat primăriei comunei unde domiciliază declarantul și prefecturii județului respectiv.

In străinătate declarațiunea de opțiune pentru naționalitatea română sau de renunțare la această naționalitate se vor face tot în forma autentică, înaintea legațiunilor sau consulatelor române.

Art. 49. — Autoritatea care primește declarațiunea de opțiune sau renunțare va verifica identitatea declarantului, menționând pe declarațiune actele de identitate prezentate.

Art. 50. — Opţiunea sau renunţarea soţului atrage după sine pe aceea a soţiei, iar renunţarea părinţilor atrage după sine pe aceea a copiilor mai mici de 21 ani.

Opţiunea şi renunţarea pentru minorul fără părinţi se va face de tutor.

Art. 51. — Declaraţiunea de optare sau renunţare este definitivă. Ea nu mai poate fi retrasă.

Se exceptează opţiunea sau renunţarea pentru persoanele prevăzute în art. 50, dacă au dreptul, după lege sau după convenţiuni, de a opta sau renunţa în numele lor propriu.

Art. 52. — Prefecturile judeţelor sunt obligate să comunice ministerului de interne toate declaraţiunile de opţiune sau renunţare, care făcând cuvenitele tablouri le va înainta, prin Ministerul de afaceri străine, guvernelor Statelor în favoarea cărora s'a optat.

Art. 53. — Autorităţile şi declaranţii cari nu se vor conforma art. 48 şi 49, se vor pedepsi cu amendă dela 5.000 la 20.000 lei.

TITLUL IV

Dispoziţii finale şi tranzitorii

Art. 54. — Se abrogă dispoziţiunile art. 6—20 inclusiv de sub cartea I, titlul I, cap. I şi II din codul civil român; paragrafele 18—38 inclusiv din codul civil în vigoare în Bucovina; art. 50 al colecţiei legilor din 1879 aplicabile în Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş; art. 819, 820, 824, 825, 826, 827, 836—857 inclusiv din tomul IX, cartea I, partea VI, cap. III din 1899 cu modificările ulterioare aplicabile în Basarabia precum şi orice alte dispoziţiuni privitoare la aceleaşi materii cuprinse în legi, regulamente, ordonanţe, decrete şi deciziuni ce s'ar găsi la data promulgării legii de faţă în vigoare în deosebite părţi ale Statului român.

Art. 55. — Cererile de naturalizare sau de recunoaştere adresate Ministerului de justiţie sau Corpurilor legiuitoare înainte de promulgarea legii de faţă, cu toate lucrările referitoare, se vor înainta comisiunii dela art. 11, care le va examina dacă întrunesc condiţiunile legii de faţă, fără ca pentru aceasta să mai fie necesară declaraţiunea de manifestare de voinţă prevăzută la art. 7 No. 2.

In aceste cazuri stagiul se calculează dela data introducerii cererii de naturalizare.

Consiliul de miniştri se pronunţă asupra încheierii comisunii în condiţiunile arătate la cap. II de sub § II al legii de faţă.

Cererile de naturalizare sau de recunoaştere, votate de unul din Corpurile legiuitoare înainte de promulgarea prezentei legi, se vor trimite cu toate lucrările referitoare direct consiliului de miniştrii cari va decide asupra lor fără a mai fi nevoie de constatarea comisiunii prevăzută de art. 11.

Art. 56. — Sunt şi rămân cetăţeni români, fără a fi obligaţi să îndeplinească vreo formalitate, locuitorii de mai jos cari, până la data promulgării legii de faţă, nu vor fi optat pentru o altă naţionalitate:

1. Toţi locuitorii din Bucovina, Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş cari aveau indigenatul (apartenenţa) la (18 Noemvrie) 1 Decemvrie 1918;

2. Locuitorii din Basarabia cari la data de (27 Martie) 9 Aprilie 1918 aveau domiciliul adminstrativ după legile în vigoare în Basarabia;

3. Locuitorii din vechiul regat cari au dobândit naționalitatea română în condițiunile decretelor-legi ratificate prin art. 133 din Constituție;

4. Locuitorii din județele Caliacra și Durostor, cărora li s'a recunoscut naționalitatea română prin hotărîrile definitive ale comisiunilor prevăzute în art. 6 din legea dela 1 Aprilie 1914 și în art. 10 și următorii din legea dela 26 Iulie 1921 pentru organizarea Dobrogei-Noui;

5. Persoanele originare din Bucovina, Transilvania, Banat, Sătmar, Crișana și Maramureș, domiciliate la data unirii în vechiul regat, întru cât posedau indigenatul (apartinerea, apartenența sau competența) într'una din comunele din teritoriile menționate;

6. Persoanele cari la data unirii deși nedomiciliate în vreuna din comunele din Bucovina, Basarabia, Transilvania, Banat, Crișana, Sătmar și Maramureș, erau însă născute în cele comune din părinți domiciliați acolo;

7. Românii de origină din teritoriile fostului imperiu rus și din cele atribuite Statelor Serbo-Croato-Sloven, Ceho-Slovacia, Polonia, Italia, Austria și Ungaria, cari vor fi optat pentru naționalitatea română înaintea autorităților locale din aceste State sau a oricărei autorități române;

8. Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau rectificarea fruntarilor trec de sub suveranitatea unui alt Stat sub suveranitatea Statului român, întrucât întrunesc condițiunile cerute pentru categoriile de locuitori de sub No. 1 și 2.

Art. 57. — Dobândirea naționalității române în condițiunile prevăzute mai sus de către soț și părinte atrage după sine obținerea acelei naționalități pentru soția și copiii aflați sub puterea părintească.

Art. 58. — Vor putea fi dispensați de stagiu în condițiunile art. 7 și 8 streinii majori născuți, crescuți și domiciliați în România, nesupuși niciunei protecțiuni străine, dacă cer naturalizarea în cursul unui an dela promulgarea legii de față.

Art. 59. — Copiii născuți în Basarabia, Bucovina, Transilvania, Banat, Sătmar, Crișana și Maramureș, cari la data unirii nu se vor fi putut prevala de o altă naționalitate, dobândesc naționalitatea română.

Art. 60. — Sunt considerate a fi pierdut de drept naționalitatea română persoanele din categoriile de sub art. 56, cari se vor constata că înainte de data promulgării legii de față au optat pentru o altă naționalitate.

Ministerul de interne și autoritățile administrative și polițienești vor fi în drept de a lua măsurile necesare față de persoanele cari, optând pentru o altă naționalitate, nu vor fi părăsit țara în cele 12 luni acordate dela data opțiunii.

Aceste persoane vor putea să-și ridice bunurile lor mobile de orice natură fără a fi impuse pentru aceasta la o taxă de ieșire.

Dela data autentificării declarațiunii, ele sunt obligate pentru tot timpul cât vor mai petrece în țară să se conformeze legilor și regulamentelor relative la străini.

Art. 61. — Opțiunile sau renunțările făcute înainte de promulgarea legii de față, fie că au rezultat dintr'o declarațiune autentică, fie că au rezultat din declarații sau acte sub semnătură privată, sau numai din fapte din cari se poate deduce neîndoelnic voința și hotărîrea de a opta, sunt și rămân valabile și au de efect pierderea naționalității române.

Art. 62. — Autoritățile cari, până la data promulgării legii de față, au primit declarațiuni de opțiune pentru o naționalitate străină, precum și de renunțări la naționalitatea română, de persoane născute

pe teritoriul Statului român, sunt obligate să le înainteze primăriilor, comunelor unde s'au născut acele persoane.

Art. 63. — Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau rectificarea fruntariilor ar trece sub suveranitatea unui alt Stat, pierd naţionalitatea română din momentul retrocedării, afară dacă ei îşi strămută de fapt domiciliul pe teritoriul Statului român sau optează pentru naţionalitatea română.

Art. 64. — Situaţia tuturor persoanelor de sub No. 1, 2, 4, 5, 6 şi 7 ale art. 56 şi art. 57, 59, 60, 61 si 63 se va constata din oficiu de autorităţile administrative, prevăzute în regulamentul pentru constatarea naţionalităţii, cu drept de apel pentru cei interesaţi, la comisiunile ce vor funcţiona în acest scop pe lângă fiecare Curte de apel.

Fiecare comisiune de apel va fi compusă:

a) Dintr'un consilier al Curţii de apel respective, numit de ministerul de justiţie cu aprobarea consiliului de miniştri, cu titlu de preşedinte al comisiunii;

b) Din doi delegaţi, numiţi de Ministerul de interne de asemenea cu aprobarea consiliului de miniştri.

Apelul se declară la primăria locală în termen de 40 zile libere dela data afişării listelor prevăzute la art. 64 şi se va judeca fără opoziţie.

Acelaş drept îl are atât ministerul de interne cât şi ministerul public.

Art. 65. — Autorităţile administrative însărcinate cu operaţiunea constatării sunt obligate să întocmească pe comune liste de cetăţenie în cari vor cuprinde pe toţi acei cari se găsesc în vreuna din categoriile prevăzute la art. 56.

Aceste liste se vor afişa după terminarea operaţiunilor în fiecare comună la localurile autorităţilor comunale.

Actele rămân definitive faţă de toţi aceia cari în termenul prescris la art. 64 n'au declarat apel.

Recursul împotriva hotărîrilor comisiunilor de apel se va declara la grefa acestor comisiuni în termen de 20 zile libere dela pronunţare.

Curtea de casaţie va judeca aceste recursuri de urgenţă, în camera de consiliu, după memorii scrise fără citarea părţilor.

Art. 66. — Se acordă pentru această singură dată un termen de 3 luni dela data promulgării legii de faţă, locuitorilor din judeţele Durostor şi Caliacra, cari nu au făcut declaraţii la comunele prevăzute în art. 10 şi următoarele din legea dela 26 Iulie 1921, pentru organizarea Dobrogei-Noui, sau ale căror cereri pentru recunoaşterea cetăţeniei române au fost respinse pe motivul că declaraţiile au fost făcute după expirarea termenului prevăzut în art. 13 din acea lege.

In acelaş termen îşi vor stabili cetăţenia română şi locuitorii cari nu pot face dovada cetăţeniei prin hotărîrile definitive ale comisiunilor de încetăţenire prevăzute în legea din 1 Aprilie 1914. Diplomele de încetăţenire eliberate potrivit dispoziţiunilor acelei legi sunt valabile.

Se prelungeşte în acest scop funcţionarea comisiunilor prevăzute în art. 10 din sus citata lege.

Aceste comisiuni îşi vor termina lucrările cel mult în 3 luni dela data expirării termenului de mai sus.

Art. 67. — Toţi locuitorii cari nu vor fi cuprinşi în aceste liste, sau nu vor fi obţinut hotărîrea judecătorească potrivit art. 64, dela data promulgării legii de faţă, nu pot dobândi naţionalitatea română decât prin unul din mijloacele arătate la art. 7 şi următorii.

Se exceptează locuitorii absenţi dela domiciliu, cari având dobân-

dită de drept naţionalitatea română, potrivit art. 56, vor putea oricând cere dela autoritatea comunală competentă, certificatul de naţionalitate, cu drept de apel la tribunal şi recurs la Curtea de casaţie, în termenele prevăzute de art. 64 şi 65, împotriva deciziunii acestei autorităţi.

Art. 68. — Pe temeiul listelor şi hotărîrilor definitive prevăzute la art. 65 şi 66 Ministerul de interne va elibera celor în drept, prin primării, certificate de naţionalitate.

Orice alte acte sau certificate de naţionalitate sunt nule.

Decretele-legi de naturalizare individuală, hotărîrile judecătoreşti sau certificatele grefei instanţelor judecătoreşti constatând declaraţiunile prevăzute de decretele-legi, ratificate prin art. 133 din Constituţiune, fac dovada naţionalităţii pentru evreii din vechiul regat.

Art. 69. — Românca de origină din Basarabia sau Bucovina care prin căsătorie constatată înainte de unirea acestor provincii a devenit străină, poate beneficia de dispoziţiunile art. 40 din prezenta lege dacă căsătoria este desfăcută.

Art. 70. — Un regulament special pentru constatarea naţionalităţii va stabili amănunţit condiţiunile de aplicare a dispoziţiunilor de sub art. 56 şi următorii din legea de faţă.

L E G E

PENTRU MODIFICAREA ART. 67 DIN LEGEA PRIVITOARE LA DOBÂNDIREA ŞI PIERDEREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE DIN 1924

(Decret de promulgare No. 1521 din 29 Mai 1928, Monitorul Oficial No. 119 din 2 Iunie 1928)

Art. 67. — Toţi locuitorii cari nu vor fi cuprinşi în aceste liste sau nu vor fi obţinut hotărîrea judecătorească potrivit art. 64 dela data promulgării legii de faţă, nu pot dobândi naţionalitatea română decât prin unul din mijloacele arătate la art. 7 şi următorii.

Se exceptează locuitorii absenţi dela domiciliu, cari având dobândită de drept naţionalitatea română, potrivit art. 56 vor putea cere până la 21 Decemvrie 1928, primarului comunei respective, înscrierea în registrul de naţionalitate.

Primarul va hotărî asupra cererii numai pe baza avizului conform al Ministerului justiţiei, căruia îi va înainta cererea şi actele ce o însoţesc.

Deciziunea primarului se dă cu drept de apel la tribunal şi recurs în casaţie, în termenul prevăzut la art. 64 şi 65.

Indeplinirea lucrărilor de constatarea naţionalităţii române este pusă sub supravegherea şi autoritatea Ministerului justiţiei.

L E G E

PENTRU PRELUNGIREA TERMENULUI DE INSCRIERE ULTERIOARĂ IN LISTELE DE NAŢIONALITATE ROMÂNĂ

(Decret de promulgare No. 3014|932, Monitorul Oficial No. 244 din 18 Oct. 1932)

Art. unic. — Termenul 31 Decemvrie 1928, fixat de art. 67 al legii pentru dobândirea şi pierderea naţionalităţii române, se prelungeşte până la 1 Septemvrie 1933.

REGULAMENT

PRIVITOR LA CONSTATAREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE

(Publicat în Monitorul Oficial No. 85 din 17 Aprilie 1924)

CAPITOLUL I

Dobândirea de drept şi pierderea naţionalităţii române

§ I. Dispoziţiuni generale

Art. 1. — Constatarea condiţiunilor cerute prin art. 56 şi următorii din legea promulgată prin *Monitorul Oficial* No. 41 din 24 Februarie 1924, pentru dobândirea de plin drept a naţionalităţii române, se va face în conformitate cu dispoziţiunile prezentului regulament.

§ II. Dobândirea de drept a naţionalităţii române

Art. 2. — Sunt şi rămân cetăţeni români, fără a fi obligaţi să îndeplinească vreo formalitate, locuitorii de mai jos, cari până la data de 24 Februarie 1924 exclusiv nu vor fi optat pentru o altă naţionalitate:

1. Toţi locuitorii din Bucovina, Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş, cari aveau indigenatul (apartenenţa) la (18 Noemvrie) 1 Decemvrie 1918;
2. Locuitorii din Basarabia supuşi ruşi, cari la data de (27 Martie) 9 Aprilie 1918, aveau domiciliul administrativ după legile în vigoare în Basarabia;
3. Persoanele originare din Bucovina, Transilvania, Banat, Sătmar, Crişana şi Maramureş, domiciliate la data Unirii în Vechiul Regat, întru cât posedau indigenatul (aparţinerea, apartenenţa sau competenţa), într'una din comunele din teritoriile menţionate;
4. Persoanele cari la data Unirii deşi nedomiciliate în vreuna din comunele din Bucovina, Basarabia, Transilvania, Crişana, Sătmar şi Maramureş, erau însă născute în acele comune din părinţi domiciliaţi acolo.

Domiciliul părinţilor se constată pentru Bucovina, Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş prin indigenatul comunal, iar pentru Basarabia prin domiciliul administrativ;

5. Românii de origină din teritoriile fostului imperiu rus şi din cele atribuite Statelor Sârbo-Croato-Sloven, Cehoslovacia, Polonia, Italia, Austria şi Ungaria, cari vor fi optat pentru naţionalitatea română înaintea autorităţilor locale din aceste State sau a oricărei autorităţi române;
6. Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau rectificarea frontariilor trec de sub suveranitatea unui alt Stat sub suveranitatea Statului român, întru cât întrunesc condiţiunile cerute pentru categoriile de locuitori de sub No. 1 şi 2.

Art. 3. — Dobândirea naţionalităţii române în condiţiunile prevăzute mai sus de către soţ şi părinte atrage după sine obţinerea acelei naţionalităţi pentru soţie şi copiii aflaţi sub puterea părintească.

§ III. Pierderea naţionalităţii române

Art. 4. — Sunt considerate a fi pierdut de drept naţionalitatea română persoanele din categoriile de sub art. 2 cari înainte de 24 Februarie 1924 au optat pentru o altă naţionalitate sau au renunţat la naţionalitatea română.

Ministerul de interne este în drept de a lua măsurile necesare faţă de persoanele cari, optând pentru o altă naţionalitate, nu vor fi părăsit ţara în cele 12 luni acordate dela data opţiunii.

Aceste persoane vor putea să ridice bunurile lor mobile de orice natură, fără a fi impuse pentru aceasta la o taxă de ieşire.

Dela data opţiunii sau renunţării ele sunt obligate, pentru tot timpul cât vor mai petrece în ţară, să se conformeze legilor şi regulamentelor privitoare la străini.

Art. 5. — Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau rectificarea fruntariilor ar trece sub suveranitatea unui alt Stat, pierd naţionalitatea română din momentul retrocedării, afară dacă ei îşi strămută de fapt domiciliul pe teritoriul Statului român sau optează pentru naţionalitatea română.

Art. 6. — Opţiunea sau renunţarea soţului atrage după sine pe aceea a soţiei, iar opţiunea şi renunţarea părinţilor atrage după sine pe aceea a copiilor mai mici de 21 ani.

Opţiunea şi renunţarea pentru minorii fără părinţi aflaţi sub tutelă se va face de tutor.

§ IV. Despre opţiuni şi renunţări la naţionalitate

Art. 7. — Cu începere dela 24 Februarie 1924, declaraţiunile de opţiune pentru o naţionalitate străină sau de renunţare la naţionalitate, în cazurile şi în termenele îngăduite de legi sau de convenţiunile internaţionale ratificate de Corpurile legiuitoare, se vor face numai în forma autentică şi înaintea autorităţilor împuternicite după lege a constata consimţimântul şi a autentifica actul.

Art. 8. — Autorităţile competente a constata consimţimântul şi a autentifica actele de opţiune sau renunţare sunt:

1. *In Vechiul Regat,* conform legii din 1886 pentru autentificarea actelor:

a) Tribunalele de judeţ;

b) Judecătoriile de ocol.

2. *In Ardeal, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş,* conform cu § 53 din art. de lege XXXV din 1874, modificat prin § 7 al art. VII din 1886, notarii publici.

3. *In Bucovina:*

a) In conformitate cu dispoziţiunile § 121 din norme de jurisdicţie austriacă (legea din 1 August 1895 f. l, i. No. 111), judecătoriile de ocol;

b) In conformitate cu dispoziţiunile § 1 şi 2 din regulamentul notarilor publici (legea din 25 Iulie 1871 f. l. i. No. 75), notarii publici.

4. *In Basarabia:*

a) De notarii publici, conform legii notariale ruse din 1866 şi menţinută prin art. 47 şi următorii din decretul-lege din 6 Octomvrie 1918;

b) Judecătorii de ocol, în localităţile unde nu sunt notari publici.

Art. 9. — Autoritatea care autentifică declaraţiunea de opţiune sau renunţare, după ce va verifica identitatea declarantului, va menţiona pe declaraţiune actele cari au servit la stabilirea identităţii.

Art. 10. — Declaraţiunea se va face în 6 exemplare, din cari numai 3 vor fi liberate declarantului.

Atât autoritatea care a autentificat declaraţiunea cât şi persoana care a făcut opţiunea sau renunţarea, sunt obligate fiecare din ele să trimită câte un exemplar autentificat primăriei comunei unde domiciliază declarantul şi prefecturii judeţului respectiv.

Art. 11. — Prefecturile judeţelor sunt obligate să comunice mini-

sterului de interne toate declaraţiunile de opţiune sau renunţare. Acesta făcând cuvenitele tablouri, le va înainta, prin Ministerul afacerilor străine, guvernelor Statelor în favoarea cărora s'a optat.

Art. 12. — Autorităţile şi declaranţii cari nu se vor conforma art. 10 şi 11 de mai sus, se vor pedepsi cu amendă dela 5.000 lei la 20.000 lei.

Amenda se pronunţă de tribunal, după cererea ministerului public.

Art. 13. — Declaraţiunea de optare sau renunţare este definitivă. Odată făcută ea nu mai poate fi retrasă.

Se exceptează opţiunea sau renunţarea pentru persoanele prevăzute la art. 6, dacă au dreptul după lege sau după convenţiuni de a opta sau renunţa în numele lor propriu.

Art. 14. — Opţiunile sau renunţările făcute înainte de 24 Februarie 1924, fie că au rezultat dintr'o declaraţiune autentică, fi că au rezultat din declaraţii sau acte sub semnătură privată, sau numai din fapte din cari se poate deduce neîndoelnic voinţa şi hotărîrea de a opta, sunt şi rămân valabile şi au de efect pierderea naţionalităţii române.

Art. 15. — Sunt considerate ca asemenea fapte de opţiune:

a) Inscrierea în listele electorale pentru Parlament, comună, judeţ sau alte asemenea dintr'un Stat străin, urmată de exercitarea dreptului la vot;

b) Primirea unei funcţiuni publice sau intrarea în armata unui alt Stat fără învoirea guvernului român;

c) Orice declaraţiune făcută pentru a obţine repatrierea din România în altă ţară.

Art. 16. — Autorităţile cari până la data de 24 Februarie 1924 au primit declaraţiuni de opţiune pentru o naţionalitate străină, precum şi de renunţare la naţionalitatea română, făcută de persoane născute pe teritoriul Statului român, sunt obligate să le înainteze primăriilor comunale unde s'au născut acele persoane, spre a se face menţiune pe actul lor de naştere.

In acest scop, Ministerul de interne, prin prefecturile de judeţe şi poliţie, va da o largă publicitate acestei dispoziţiuni.

Primăriile, prin prefecturile de judeţ respective, vor aduce la cunoştinţa Ministerului de interne toate declaraţiunile de opţiune ce posedă.

Art. 17. — In străinătate declaraţiunile de opţiune pentru naţionalitatea română sau de renunţare la această naţionalitate se va face, tot în forma autentică, înaintea legaţiunilor sau consulatelor române, cari le vor comunica ministerului de afaceri străine pentru Ministerul de interne

Art. 18. — Declaraţiunea de manifestarea voinţei de a deveni cetăţean român şi de lepădarea cetăţeniei străine prevăzute de art. 7 din lege nu este supusă dispozitunilor din acest paragraf.

CAPITOLUL II

Constatarea naţionalităţii

§ I. Organele de constatare

Art. 19. — Organele administrative însărcinate cu constatarea naţionalităţii sunt:

a) *In Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş:* **Primarii** municipiilor, primarii oraşelor cu consiliu de primi-pretorii, fiecare în circumscripţia lor;

b) *In Bucovina:* Primarul în oraşul Cernăuţi şi prefecţii de judeţe în comunele din circumscripţia lor;

c) *In Basarabia:* Comisiuni compuse în oraşele reşedinţe de judeţ din primarul oraşului ca preşedinte, şeful poliţiei locale şi un cetaţean localnic desemnat de Ministerul de interne, iar în celelalte comune din subprefect ca preşedinte, comandantul companiei de jandarmi şi un cetăţean localnic desemnat de Ministerul de interne.

Lucrările de biurou se vor face da către funcţionarii primăriei sau şi autorităţii administrative.

Art. 20. — Instanţa de apel contra încheierilor organelor administrative prevăzute la art. precedent va fi o comisiune care va funcţiona pe lângă Curtea de apel respectivă.

Comisiunea se compune dintr'un consilier al Curţii de apel, numit de Ministerul de justiţie cu aprobarea consiliului de miniştri cu titlul de preşedinte şi din 2 delegaţi numiţi de Ministerul de intrne de asemenea cu aprobarea consiliului de mìniştri.

Art. 21. — In caz de împiedecare a preşedintelui sau a asesorilor de a lua parte la lucrările comisiunii de apel, se va desemna alţii în locul lor, în modul arătat mai sus.

§ II. Constatarea naţionalităţii române în comunele urbane nereşedinţe (târguri) şi comunele rurale din teritoriile alipite

Art. 22. — Pentru pregătirea şi facilitatea lucrărilor de constatare a cetăţeniei române, primarii comunelor urbane nereşedinţe (târguri) şi comunelor rurale din teritoriile alipite vor întocmi, în termen de 30 zile dela publicarea în *Monitorul Oficial* a prezentului regulament, liste în cari vor înscrie pe toate persoanele cari locuesc în comună la data formării acestor liste şi cari întrunesc condiţiunile prescrise de art. 2 din prezentul regulament şi nu vor fi optat pentru vreo altă naţionalitate.

Listele vor fi întocmite în trei exemplare, de pe modelul alăturat la acest regulament.

Art. 23. — Un exemplar din liste va fi afişat la primărie îndată după încheierea lor.

Operaţiunea afişării se va constata printr'un proces-verbal dresat de primarul comunei. Listele vor sta afişate cel puţin 30 zile.

Art. 24. — Orice persoană şi autoritate publică, în termenul dela art. 23, vor putea cere noui înscrieri, ştergeri sau rectificări în aceste liste, adresând în scris reclamaţiunile lor primarului comunei. Acesta le va prezenta spre rezolvare organelor administrative prevăzute la art. 25.

Art. 25. — După expirarea termenului fixat la art. 23, prim-pretorii în Ardeal, prefecţii de judeţe în Bucovina şi comisiunile prevăzute la alin. *c* de sub art. 19 pentru Basarabia, se vor transporta, după un itinerariu de mai înainte stabilit în fiecare comună şi vor îndeplini acolo lucrările prevăzute la art. 27, în zilele, orele şi ordinea pe cari mai de înainte le vor aduce la cunoştinţă locuitorilor prin publicaţiuni afişate la primăriile respective precum şi orice alte mijloace consacrate de obiceiurile locale.

Art. 26. — Primarii comunelor vor pune la dispoziţiunea organelor mai sus arătate celelalte 2 exemplare de liste pregătitoare precum şi toate cererile şi reclamaţiunile primite.

Ei vor putea prezenta în scris în acelaş timp, sub formă de note,

referate sau memorii, orice observaţiune ar avea de făcut asupra cererilor sau reclamaţiilor primite.

Art. 27. — Organele administrative dela art. 25 vor examina mai întâiu toate cererile şi reclamaţiunile ivite, pronunţându-se asupra lor prin încheieri motivate, scrise pe fiecare reclamaţiune şi trecând în liste pe cei noui admişi.

Vor proceda apoi la verificarea listelor întocmite de primar, ştergând pe acei pentru cari vor constata că nu au dreptul de a figura în liste

In acest scop vor cerceta registrele şi actele aflate în arhiva primăriei şi acelea cari se vor obţine dela alte autorităţi, stabilind astfel situaţia fiecărei persoane care a putut dobândi de drept naţionalitatea română.

Pentru îndeplinirea acestor operaţiuni nu este nevoie de citarea şi ascultarea părţilor interesate.

Cu toatea acestea însă numai în cererile de înscriere, rectificări sau ştergeri atunci, când autoritatea administrativă ar simţi trebuinţă de unele lămuriri, va putea chema şi asculta pe părţile interesate, va lua note scurte de arătările lor, putând chiar opri la dosar actele originale prezentate sau còpii certificate de parte şi vizate de autoritate.

In toate cazurile organele administrative sunt în drept de a chema pentru orice informaţiune pe foştii sau actualii funcţionari comunali şi administrativi în măsură de a cunoaşte statul personal al locuitorilor.

Art. 28. — După terminarea lucrărilor în fiecare comună, se va menţiona rectificările făcute precum şi numele celor noui înscrişi şi al celor şterşi. La acest proces-verbal se va alătura un exemplar din listele provizoriu rectificate şi certificate de autoritatea care le-a verificat.

Procesul-verbal va arăta apoi numărul total al persoanelor înscrise în liste, cari au întrunit condiţiunile de dobândire a naţionalităţii române. Tot în procesul-verbal se va face menţiune şi de numele persoanelor ale căror cereri sau reclamaţiuni au fost respinse.

Procesul-verbal va fi semnat de autoritatea administrativă care a făcut verificarea şi contrasemnat de primar.

Art. 29. — Al treilea exemplar din liste, rectificat şi certificat de organul administrativ, se va afişa la locul autorităţii comunale prin îngrijirea primarului, care va constata operaţiunea prin proces-verbal.

§ III. Constatarea naţionalităţii române în oraşele din teritoriile alipite

Art. 30. — In oraşele cu municipii şi în oraşele cu consiliu din Transilvania, Banat, Crişana, Sătmar şi Maramureş, în oraşele reşedinţe de judeţ din Basarabia şi în oraşul Cernăuţi din Bucovina constatarea naţionalităţii române se va face de către organele prevăzute la art. 19, lit. *a, b* şi *c*.

In Ardeal şi în Bucovina primarul va putea da delegaţiune expresă pentru efectuarea totală sau parţială a lucrărilor unuia din membrii comisiunii interimare sau consiliului comunal.

In comisiunile pentru Basarabia primarul nu poate da o asemenea delegaţiune. In caz de împiedicare lucrările vor fi îndeplinite de cel în drept a-l înlocui, potrivit legii comunale.

Art. 31. — In termen de 30 de zile dela publicarea acestui regulament se vor forma liste în trei exemplare de toate persoanele cari locuesc în comună, întrunesc condiţiunile prescrise de art. 2 din prezentul regulament şi nu vor fi optat pentru o altă naţionalitate.

Art. 32. — Un exemplar din aceste liste va fi afişat la localul primăriei timp de 30 de zile. Operaţiunea afişării se va constata printr'un proces-verbal.

Art. 33. — Inăuntrul termenului de mai sus, orice persoană sau autoritatea publică va putea cere noui înscrieri, ştergeri sau rectificări în aceste liste, adresând în scris reclamaţiunile lor primarului comunei.

După expirarea termenului de o lună organele administrative dela art. 30 vor examina toate cererile şi reclamaţiunile ivite, pronunţându-se asupra lor, prin încheieri motivate, scrise pe fiecare reclamaţiune.

Pe măsura rezolvării reclamaţiunilor, se va face şi în celelalte 2 exemplare de liste rectificările cuvenite, înscriind pe nouii admişi şi ştergând pe acei cari nu au dreptul să figureze în liste.

Art. 34. — După terminarea lucrărilor, primarul va încheia un proces-verbal prin care va constata numărul celor rămaşi buni înscrişi în liste precum şi numele persoanelor ale căror cereri sau reclamaţiuni au fost respinse.

La acest proces-verbal se va alătura un exemplar din listele provizorii cu rectificările introduse, certificate şi semnate de el.

Art. 35. — Un exemplar identic cu acesta se va afişa la localul primăriei.

Operaţiunea afişării va fi constatată prin proces-verbal încheiat de primar, care va îngriji ca lista să rămână afişată timp de 30 zile.

Art. 36. — Procesele-verbale prevăzute de art. 28 şi 34 din acest regulament se vor păstra în arhiva primăriei împreună cu listele alăturate lor.

Art. 37. — Listele alăturate la procesele-verbale rămân definitive în privinţa persoanelor pentru cari nu s'a făcut apel în termnul legal.

§ IV. Constatarea naţionalităţii persoanelor domiciliate în Vechiul Regat

Art. 38. — Persoanele prevăzute în art. 2, No. 1, 2, 3 şi 4 din prezentul regulament, domiciliate în Vechiul Regat, sunt obligate pentru constatarea naţionalităţii, ca în termen de 40 zile dela publicarea lui în *Monitorul Oficial* să aducă la cunoştinţa primarului în comunele rurale, a prefectului de poliţie sau a poliţaiului în comunele urbane, denumirea comunei şi a judeţului unde au avut indigenatul sau domiciliul administrativ la data unirii sau unde au fost născute, spre a fi înscrise în listele de naţionalitate ale acelei comune.

Cererea va fi însoţită de toate actele doveditoare.

Prefecţii de poliţie şi poliţaii, iar primarii comunelor rurale prin intermediul prefecturii judeţului vor înainta de urgenţă aceste cereri primăriei comunei indicate de petiţionar.

Art. 39. — Autorităţile comunelor respective vor rezolva aceste cereri după distincţiunile din art. 26, 27 şi 33 din regulament.

Art. 40. — Incheierile organelor administrative asupra cererilor prevăzute în articolele precedente se vor comunica de îndată petiţionarilor prin intermediul prefecturii dela care s'a primit cererea, sub luare de dovadă.

Dovada se va trimite primăriei respective. Odată cu rezultatul cererii, se va indica şi data când expiră termenul de 40 zile în care au dreptul să facă apel.

§ V. Căile de atac în contra încheierilor de constatarea naţionalităţii române

Art. 41. — Orice persoană nemulţumită pentru admiterea, omiterea sau respingerea înscrierii sale sau a altuia în liste, va putea face apel la comisiunea de apel.

Acelaş drept îl are atât Ministerul de interne cât şi Ministerul public.

Apelul este scutit de orice taxe de timbru.

Art. 42. — Apelul se declară la primăria locală în termen de 40 zile libere dela data afişării listelor de care se vorbeşte în art. 29 şi 35 din acest regulament sau dela data comunicării în cazul art. 39.

Art. 43. — Primăria va înainta comisiunii de apel, în termen de 5 zile dela înregistrare, petiţiunea de apel însoţită de cererea sau reclamaţiunea apelantului adresată organelor de constatare, precum şi orice alte acte din arhiva primăriei în legătură cu cererea.

Art. 44. — Atât primarul cât şi orice autoritate pot face observaţiuni odată cu transmiterea dosarului, sub formă de note, referat sau memorii.

Art. 45. — Comisiunile de apel sunt obligate a cerceta şi rezolva apelurile în termen de cel mult 30 zile, socotite dela data înregistrării la comisiunea de apel.

Această cercetare se va face fără citarea părţilor, numai pe temeiul actelor din dosar, a motivelor arătate în cererea de apel sau în memoriile cari i se vor prezenta.

La nevoie părţile reclamante vor putea fi chemate spre a fi ascultate sau li se va putea cere să producă şi alte acte.

Art. 46. — Comisiunea de apel va putea cere dela orice autoritate să facă cercetările ce le-ar socoti necesare sau să-i comunice şi actele de cari va avea nevoie, cum şi de a asculta sau a face să fie ascultate, în cazuri importante, orice persoană i-ar putea da informaţiuni utile.

Art. 47. — Deciziunile comisiunii de apel se dau cu majoritate de două voturi.

Art. 48. — Hotărîrile comisiunilor de apel se pronunţă cu drept de recurs în casaţie.

Recursul se va declara la grefa comisiunii în termen de 20 zile libere dela pronunţare.

Art. 49. — Preşedintele comisiunii va înainta înaltei Curţi de casaţie recursul împreună cu dosarul cauzei.

Art. 50. — Curtea de casaţie va judeca aceste recursuri de urgenţă, în camera de consiliu, după actele dela dosar şi memoriile scrise ce i se va prezenta.

Părţile nu vor fi citate.

In caz de casare, Curtea de casaţie va judeca şi fondul.

Art. 51. — Deciziunile înaltei Curţi de casaţie vor fi trimise comisiunii de apel dela care s'a primit recursul, împreună cu dosarul.

Art. 52. — Hotărîrile comisiunii de apel în contra cărora nu s'a făcut recurs, precum şi deciziunile înaltei Curţi de casaţie vor fi comunicate de către preşedintele comisiunii de apel primăriilor dela care s'a primit apelul, spre a le trece în registrul de constatarea naţionalităţii române.

CAPITOLUL III

Despre registre şi certificate de naţionalitate

Art. 53. — In fiecare comună primarul va întocmi un registru de naţionalitate în care se vor trece în ordine alfabetică, după listele ataşate la procesul-verbal, numele tuturor persoanelor a căror naţionalitate română a fost constatată.

In registre se va înscrie numele capilor de familie, soţia trecându-se în rubrica soţului şi copiii minori în aceea a părinţilor.

Art. 54. — Acest registru se va întocmi în timpul celor 30 zile de afişare a listelor pentru scurgerea termenului de apel.

Art. 55. — Prefecţii în Bucovina, subprefecţii în Basarabia şi prim-pretorii în Transilvania, Crişana, Banat şi Maramureş vor verifica registrele din comunele circumscripţiunii, certificând identitatea lor cu listele.

Art. 56. — In registre se vor face ulterior toate modificările impuse de hotărîrile comisiunilor de apel, deciziunile Curţii de casaţie şi cele rezultate din aplicarea art. 62 dn acest regulament.

Ştergerile din registru se vor opera tăindu-se numele printr'o linie, astfel ca el să se poată încă ceti, notându-se în drept numărul hotărîrii care a dispus ştergerea şi numărul sub care ea a fost înregistrată la arhiva primăriei.

Adăugirile de persoane se vor face la finele registrului, notând în dreptul fiecărei adăugiri temeiurile, ca şi pentru ştergeri.

Art. 57. — Autorităţile comunale sunt datoare să libereze certificate de pe registrul de naţionalitate întocmit conform art. 53 şi următoarele.

Art. 58. — Certificatele de naţionalitate vor fi întocmite conform modelului anexat la acest regulament.

Ele vor putea servi înaintea tuturor autorităţilor pentru dovedirea naţionalităţii române.

Art. 59. — Nicio altă autoritate administrativă sau poliţienească nu este îndrituită a libera acte sau certificate de naţionalitate, afară de Ministerul de interne, în cazurile anume prevăzute la art. 61 din acest regulament.

Toate actele sau certificatele de naţionalitate liberate înaintea publicării acestui regulament sunt nule, afară de acele liberate de autorităţile judecătoreşti în temeiul decretelor-legi ratificate prin art. 133 din Constituţiune.

Dispoziţiuni finale

Art. 60. — Persoanele cari întrunind condiţiunile prevăzute de art. 2, No. 3 şi 4 ar avea domiciliul în altă comună din teritoriile alipite decât aceea în care a avut indigenatul sau domiciliul administrativ ori în care au fost născute, pentru constatarea naţionalităţii lor vor urma procedura prevăzută la art. 38 şi următorii din acest regulament.

Art. 61. — Persoanele prevăzute de art. 2, alin. IV şi V din regulament, cari n'au domiciliul în ţară, vor putea cere constatarea naţionalităţii române adresând cereri Ministerului de interne şi alăturând toate actele pentru dovedirea condiţiunilor cerute de lege.

Ministerul constatând temeinicia cererii va libera un certificat de naţionalitate petiţionarului.

Art. 62. — Numele persoanelor a căror naţionalitate a fost con-

statată în modul prevăzut la art. precedent vor fi trecute într'un registru alfabetic, care se va ţine de Ministerul de interne.

In registru se va nota şi domiciliul fiecăreia din aceste persoane.

Art. 63. — Locuitorii cari nu vor fi cuprinşi în registrele comunale de naţionalitate întocmite conform rânduelilor acestui regulament nu vor mai putea dobândi naţionalitatea română decât prin unul din mijloacele arătate la art. 7 şi urm. din legea privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române.

Se exceptează locuitorii cari, având dobândită de drept naţionalitatea română potrivit art. 2 din prezentul regulament, nu au fost cuprinşi în registrul de naţionalitate din cauză că erau absenţi dela domiciliu.

Aceştia vor putea cere oricând dela autoritatea comunală competentă un certificat de naţionalitate cu drept de apel la tribunal, în termen de 40 zile libere dela refuzarea certificatului, şi de recurs la casaţie, în termen de 20 zile libere dela pronunţarea sentinţei tribunalului.

Autoritatea comunală, cu autorizaţiunea prealabilă a ministerului de interne, va libera asemenea certificate numai celor cari având domiciliul în comună vor proba că au fost absenţi în timpul întocmirii listelor.

Toate persoanele cărora li s'a constatat naţionalitatea în condiţiunile alineatelor precedente vor fi înscrise în registrul de naţionalitate.

Art. 64. — Ministerul de interne de acord cu cel de justiţie va da instrucţiuni pentru lămurirea dispoziţiunilor regulamentului de faţă, indicând şi normele ce va mai crede necesare pentru a asigura aplicaţiunea lor.

De asemenea Ministerul de interne va fixa datele când se vor desfiinţa comisiunile de apel pe măsură ce acestea îşi termină lucrările.

Art. 65. — Imprimatele necesare comunelor pentru aplicarea regulamentului vor fi procurate de către autorităţile comunale.

Cheltuelile de personal şi material şi alte cheltueli ocazionate de aplicarea prezentului regulament, precum indemnităţile zilnice pentru organele administrative şi membrii comisiunilor de apel, etc., vor fi suportate de Ministerul de interne.

REGULAMENT

PENTRU INTERPRETAREA ART. 61 DIN REGULAMENTUL LEGII PENTRU DOBÂNDIREA ŞI PIERDEREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE

(Decret No. 3586 din 2 Noemvr. 1926, Monitorul Oficial No. 246 din 3 Noemvr. 1926)

Se aprobă jurnalul consiliului de miniştri No. 2350 din şedinţa dela 6 Iulie 1926 prin care se dă următoarea interpretare art. 61 din regulamentul legii pentru dobândirea şi pierderea naţionalităţii române:

Art. 61 din regulamentul legii pentru dobândirea naţionalităţii române, publicat în *Monitorul Oficial* No. 85 din 17 Aprilie 1924, se lămureşte că el nu-şi poate avea aplicaţiunea în sensul legii decât numai la categoria cetăţeni români, locuind în străinătate în momentul alipirii şi cari sunt originari din teritoriile fostului imperiu rus şi austro-ungar cari nu s'au alipit României şi deci nu au comune la cari să se adreseze pentru constatarea naţionalităţii române.

Toate celelalte categorii de persoane, cari invoacă dobândirea de

drept a naţionalităţii române, pe baza art. 56 din legea pentru dobândirea şi pierderea naţionalităţii române, urmează să se adreseze comunelor respective în cari îşi au locul de naştere potrivit legii.

Prezenta lămurire a art. 61 din regulamentul legii are caracter interpretativ.

REGULAMENT

PRIVITOR LA DOBÂNDIREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE PRIN NATURALIZARE ŞI LA REDOBÂNDIREA ACESTEI NAŢIONALITĂŢI

(Jurnalul Consiliului de Miniştri No. 1131 din 14 Mai 1924, dat sub rezerva aprobării regale, Monit. Of. No. 104 din 16 Mai 1924)

CAPITOLUL I

Dispoziţiuni generale

Art. 1. — Naţionalitatea română se dobândeşte în afară de celelalte moduri prevăzute de lege şi prin naturalizare.

Naturalizarea este individuală şi niciun străin nu o poate dobândi decât întrunind următoarele condiţiuni:

1. Să aibă vârsta de cel puţin 21 ani împliniţi.
2. Să-şi manifeste voinţa de a deveni român şi să declare că se leapădă de cetăţenia străină.
3. Să fi locuit, în urma acestei manifestări de voinţă, neîntrerupt pe teritoriul României timp de 10 ani împliniţi.
4. Să fi avut şi să aibă bune purtări.
5. Să aibă mijloace suficiente pentru întreţinerea sa şi a familiei sale, sau posibilitatea de a le câştiga.
6. Să fi pierdut naţionalitatea străină sau să o piardă, potrivit legilor ţării sale, prin efectul dobândirii naţionalităţii române.

CAPITOLUL II

Organele pentru acordarea naturalizării

Art. 2. — Naturalizarea se acordă de consiliul de miniştri în urma constatării comisiunii compusă din prim-preşedintele şi preşedinţii Curţii de apel din Capitala ţării, că străinul solicitant întruneşte condiţiunile prevăzute mai sus.

Art. 3. — Comisiunea de naturalizare funcţionează pe lângă Ministerul de justiţie şi este prezidată de primul-preşedinte al Curţii de apel.

In lipsa acestuia funcţiunile sale se vor îndeplini de cel mai vechiu dintre preşedinţii cari compun comisiunea.

Directorul general al afacerilor judiciare din Ministerul de justiţie îndeplineşte funcţiunea de secretar al comisiunii.

Art. 4. — In caz de vacanţă a vreunuia din locurile de prim-preşedinte sau preşedinte, comisiunea va fi completată cu preşedintele sau consilierul care după legea de organizare judecătorească îndeplineşte de drept funcţiunile de prim-preşedinte sau preşedinte.

Această dispoziţiune se aplică şi în cazul când preşedintele sau unul din membrii comisiunii este împiedecat de a lua parte la lucrările ei.

Art. 5. — Comisiunea se convoacă în scris de preşedintele ei. Ea nu va putea lucra şi lua deciziuni decât cu majoritatea absolută a membrilor cari o compun.

In caz de paritate avizul se consideră favorabil cererii.

CAPITOLUL III

Procedura naturalizării

§ I. La comisiunea de naturalizare

Art. 6. — Cererea de naturalizare însoţită de toate actele necesare se adresează preşedintelui comisiunii de naturalizare şi se înregistrează la secretariatul acestei comisiuni.

Stagiul prevăzut la art. I No. 3 din acest regulament va începe să curgă dela data înregistrării cererii de naturalizare.

Art. 7. — Cererile de naturalizare pot fi: *a)* cereri făcute în vederea curgerii stagiului, şi *b)* cereri cu dispensă sau reducere de stagiu.

Art. 8. — Cererile de naturalizare făcute în vederea curgerii stagiului trebue a fi însoţite de următoarele acte:

1. Extractul actului de naştere, sau alte acte cari după lege pot avea forţa probantă că suplicantul are vârsta de 21 ani.

2. Declaraţiunea autentică prin care petiţionarul îşi manifestă voinţa de a deveni român şi că se leapădă de supuşenia străină.

3. Dovada că petiţionarul a avut bune purtări până în momentul introducerii cererii de naturalizare.

Această dovadă va rezulta:

a) Dintr'un certificat liberat de grefa judecătoriei şi altul de grefa tribunalului domiciliul petiţionarului că el nu e supus niciunei urmăriri şi că nu a suferit nicio condamnaţiune penală;

b) Un certificat de bună purtare liberat în comunele urbane de poliţie, iar în comunele rurale de primărie sau şeful secţiunii locale de jandarmi şi certificate cu acelaşi cuprins, liberate de autorităţile similare străine în caz când petiţionarul a domiciliat în străinătate înainte de a fi stabilit în ţară.

In acest din urmă caz se va prezenta şi certificatul dela Ministerul român de afaceri străine că nu există nicio cerere pentru extrădarea petiţionarului.

Art. 9. — Autorităţile competente de a da autenticitate declaraţiunilor prevăzute de art. 8, punctul 2 de mai sus, sunt:

1. In vechiul regat conform legii din 1886 pentru autentificarea actelor.

a) Tribunalele de judeţ;

b) Judecătoriile de ocol.

2. In Ardeal, Banat, Crişana, Satmar şi Maramureş conform cu § 53 din art. de lege 35 din 1874, modificat prin § 7 al art. 7 din 1886, notarii publici.

3. In Bucovina:

a) In conformitate cu dispoziţiunile §-ul 121 din norma de jurisdicţie austriacă (legea din 1 August 1895 f. l. i. No. 111) judecătoriile de ocoale;

b) In conformitate cu dispoziţiunile § 1 şi 2 din regulamentul notarilor publici (legea din 2 Iunie 1871 f. l. i. No. 75) notarii publici.

4. In Basarabia:

a) De notarii publici conform legii notariale ruse din 1866 şi

menţinută prin art. 47 şi următorii din decretul-lege din 6 Octomvrie 1918;

b) Judecătorii de ocol în localităţile unde nu sunt notari publici.

Art. 10. — După împlinirea stagiului cerut de art. 1, alin. III din acest regulament, petiţionarul va depune comisiunii, pentru ca cererea să fie luată în cercetare, următoarele acte:

a) Acte din cari să rezulte că a locuit, în urma introducerii cererii, timp de 10 ani neîntrerupt pe teritoriul României.

Această dovadă poate fi făcută cu următoarele acte: cu recipisele anuale de plata impozitelor către Stat, judeţ şi comună, cu certificatul de înscriere la biroul populaţiunii, cu certificatul, liberat în comunele urbane de poliţie, iar în cele rurale de primărie, constatator că a locuit neîntrerupt în comună, şi orice alte acte din cari ar putea rezulta aceasta;

b) Acte constatând că în tot cursul stagiului a avut o bună purtare.

Actele din cari poate rezulta aceasta sunt cele prevăzute la art. 8 No. 3, lit. *b;*

c) Acte din cari să rezulte că petiţionarul posedă mijloace suficiente pentru întreţinerea sa şi a familiei sale, sau că are posibilitatea de a le câştiga.

Dovada aceasta poate rezulta din:

Acte sau titluri de proprietate mobiliară sau imobiliară.

Acte doveditoare ale exerciţiului unei profesiuni.

Recepisele de plata impozitelor şi orice ale acte, titluri ori certificate de studii cari ar putea face dovada condiţiunii de mai sus;

d) Acte din cari să rezulte că petiţionarul a pierdut naţionalitatea străină sau să o piardă potrivit legilor ţării sale, prin efectul dobândirii naţionalităţii române.

Dovada aceasta se va face producând textul legii în vigoare în ţara de origină relativ la modul pierderii naţionalităţii, însoţit de traducere în limba română, ambele legalizate pentru conformitate de Legaţiunea sau unde nu există Legaţiune, de consulatul ţării respective şi de ministerul român de afaceri străine.

Când legea de origină a străinului nu ar considera ca o cauză de pierdere a naţionalităţii faptul dobândirii unei cetăţenii străine decât cu îndeplinirea unor anume formalităţi, el este obligat a face dovada îndeplinirii acestor formalităţi.

Art. 11. — Odată cu cererea de naturalizare făcută în scopul obţinerii şi a dispensii de stagiu, petiţionarul va trebui să prezinte odată cu cererea, pe lângă actele prevăzute de art. 8 şi 10, şi acte din cari să rezulte că este util naţiunii române sau că este căsătorit cu o româncă, ori că fiind născut, crescut şi domiciliat în România, n'a fost supus niciunei protecţiuni străine.

Proba acestor situaţiuni se poate face cu următoarele acte:

1. In ce priveşte utilitatea pentru naţiunea română:

a) Prin certificatele ministerului, instituţiunii sau autorităţii publice sub autoritatea sau controlul căruia în mod firesc şi-a desfăşurat activitate şi care este în măsură a cunoaşte serviciul adus ţării şi orice alte acte doveditoare de serviciile aduse ţării;

b) Certificatul Ministerului de războiu în cazul când a făcut serviciul militar ca voluntar sau prin recrutare legală şi modul cum şi-a îndeplinit serviciul către ţară.

2. Căsătoria cu româncă:

a) Cu extractul actului de căsătorie;

b) Cu extractul actului de naştere al soţiei şi acte cu cari să probeze că tatăl soţiei a fost naturalizat român, că şi-a exercitat drepturile

politice figurând înscris în listele electorale sau ocupând o funcţiune publică.

Proba calităţii de româncă a mamei naturale se va face în modul arătat mai sus, că tatăl acesteia era român şi că ea nu şi-a pierdut calitatea de româncă până în momentul naşterii fiicei căsătorite cu străinul solicitant.

3. Pentru străinii născuţi, crescuţi şi domicilaţi în România şi cari n'au fost supuşi vreunei protecţiuni străine, cererea de naturalizare va trebui făcută în termen de un an socotit dela 24 Februarie 1924, data promulgării legii privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române şi să fie însoţită deosebit de actele enumărate la art. 8 şi de următoarele:

a) Extractul actului de naştere al petiţionarului;

b) Acte din cari să rezulte că a locuit neîntrerupt pe teritoriul României.

Această dovadă poate fi făcută cu următoarele acte: certificatele de studii ale solicitantului sau de învăţarea unei meserii în ţară, recepisele de plata impozitelor către Stat, judeţ şi comună, certificatul de înscriere la biuroul populaţiei, certificatul liberat în comunele urbane de poliţie, iar în cele rurale de primărie, constatator că a locuit neîntrerupt în comună şi orice alte acte din cari ar putea rezulta aceasta;

c) Certificatul prefectului de judeţ pentru cei domiciliaţi în comune rurale şi al poliţiei pentru cei din comunele urbane că nu au figurat şi nu figurează în registrul privitor la controlul străinilor.

Art. 12. — In cazul când petiţionarul ar cere numai reducerea stagiului, odată cu cererea de naturalizare, va produce pe lângă actele prevăzute la art. 8 şi pe cele arătate la art. 11 No. 1 şi urm. de mai sus, rămânând ca restul actelor să fie depuse după împlinirea stagiului.

Art. 13. — Cererile de naturalizare a celor cari invoacă dispensa legală de stagiu vor fi însoţite, deosebit de actele arătate la art. 8, şi de următoarele pentru cei menţionaţi sub punctele *a* şi *b* de mai jos:

a) Pentru străinul născut şi crescut în România până la vârsta de 21 ani.

Extractul actului său de naştere şi certificate din cari să rezulte că s'a născut, a crescut şi a locuit în ţară.

Actele din cari poate rezulta aceasta pot fi: dovadă dela autorităţi că părinţii săi au locuit neîntrerupt în ţară, recepisele de plata contribuţiunilor anuale către Stat, judeţ şi comună ale părinţilor şi certificatele de studii ale solicitantului sau de învăţarea unei meserii în ţară.

Petiţionarul în acest caz trebue să introducă cererea de naturalizare în cursul anului ce urmează după împlinirea vârstei de 21 ani;

b) Pentru copiii cari aveau 21 ani împliniţi în momentul când tatăl lor a dobândit naturalizarea:

Extractul actului de naştere al solicitantului şi diploma de naturalizare a tatălui;

c) Cererile de naturalizare ale românilor de origină supuşi unui Stat străin, indiferent de locul naşterii lor, vor trebui să fie însoţite numai de următoarele acte:

1. Extractul actului de naştere doveditor că are vârsta de 21 ani;

2. Extractul actului de căsătorie al părinţilor sau extractul de naştere al mamei naturale;

3. Dovadă că petiţionarul a avut bune purtări până în momentul introducerii cererii de naturalizare.

Această dovadă va rezulta:

Dintr'un certificat liberat de grefa judecătoriei și altul de grefa tribunalului domiciliului petiționarului că el nu e supus niciunei urmăriri și că nu a suferit nicio condamnațiune penala.

Un certificat de buna purtare liberat în comunele urbane de poliție, iar în comunele rurale de primar sau de șeful secțiunii de jandarmi locali și certificat cu acelaș cuprins liberat de autoritațile similare străine, în caz când petiționarul a domiciliat în strainătate înainte de a fi stabilit în țară.

4. O declarație autentică de renunțare la supușenia straina.

Art. 14. — Declarațiunea de manifestare a voinței de naturalizare și de lepădare de cetățenie straină se va face în forma autentică.

Art. 15. — O copie identica după cererea de naturalizare se va publica la stăruința și în contul solicitantului în *Monitorul Oficial*, într'unul din ziarele mai răspândite în țară și într'unul din ziarele dela domiciliul lui de va fi.

Art. 16. — Președintele va supune comisiunii cererea de naturalizare numai după ce petiționarul va prezenta exemplarele din *Monitorul Oficial* și din ziarele în cari s'a inserat publicațiunea și după ce va fi trecut cel puțin 30 de zile libere dela data ultimei publicațiuni.

Art. 17. — Cererile de naturalizare ale românilor de origină se vor publica numai în *Monitorul Oficial* din oficiu și gratuit.

Art. 18. — In termenul de 30 zile libere prevazute la art. precedent, Ministerul public, autoritățile administrative centrale și locale și orice persoană în măsură de a dovedi cu acte că solicitantul nu întrunește condițiunile prescrise în lege, vor putea să adreseze cererile lor scrise președintelui comisiunii de naturalizare.

Toate aceste întâmpinări se vor alătura la dosarul respectiv spre a se avea în vedere de comisiune cu ocaziunea rezolvării cererii de naturalizare.

Asemenea întâmpinări pot fi adresate și consiliului de miniștri mai înainte de a se fi pronunțat asupra naturalizării.

Art. 19. — Mai înainte de a aviza asupra cererii de naturalizare, comisiunea poate dispune în mod preparator:

a) Ca petiționarul să completeze actele sau să dea explicațiuni orale sau scrise;

b) Ca prin unul din membrii săi, sau prin delegațiuni date membrilor parchetelor de orice grad, sau autorităților administrative, să culeagă informațiuni sau să faca cercetările ce va crede necesare;

c) Să cheme înaintea sa pe orice alte persoane ce ar crede că pot da informațiuni utile.

Art. 20. — Cererile de naturalizare respinse de comisiune pentru neîndeplinirea vârstei sau a stagiului, vor putea fi reîntroduse după împlinirea vârstei de 21 de ani sau a stagiului, fără ca petiționarul să fie obligat a face o nouă declarațiune de manifestare de voință.

Vor putea fi reînnoite și cererile respinse pe motivul că solicitantul nu are mijloace suficiente pentru întreținerea sa și a familiei sau posibilitatea de a le câștiga, când prin acte nu ar putea dovedi neîndoios că el îndeplinește și această condițiune.

Cererile respinse pe motivul că petiționarul n'a avut sau nu are bună conduită, nu vor mai putea fi reînnoite.

Cererile de reducere și de dispensă de stagiu respinse nu mai pot fi repetate, afară de cazul când cei cari au făcut cerere ar dovedi că au adus țării servicii excepționale după respingerea cererii.

Art. 21. — Incheierile comisiunii se vor da întotdeauna în scris și motivat.

Art. 22. — Cererile de naturalizare constatate prin încheiere de

comisiune că nu întrunesc condițiunile legii, nu se vor mai înainta consiliului de miniștri.

Art. 23. — Incheierea comisiunii constatând că străinul întrunește condițiunile cerute pentru naturalizare se înaintează împreună cu dosarul respectiv, consiliului de miniștri prin mijlocirea Ministerului de justiție.

§ 2. *La consiliul de miniștri*

Art. 24. — Consiliul de miniștri examinând actele din dosar și încheierea comisiunii, pe temeiul referatului președintelui consiliului de miniștri va acorda sau va refuza printr'un jurnal naturalizarea.

In cazul art. 12 și 13 de mai sus consiliul se pronunță și asupra reducerii sau dispensei de stagiu.

Art. 25. — Jurnalul consiliului de miniștri prin care se refuză naturalizarea nu va fi motivat.

Art. 26. — Jurnalul pentru acordarea naturalizării se comunică Ministerului de justiție în copie legalizată de către secretariatul general al prezidenției consiliului de miniștri.

§ 3. *La Ministerul de justiție*

Art. 27. — După primirea copiei jurnalului de admiterea naturalizării, Ministerul justiției va invita formal pe beneficient ca în termen de 30 zile libere dela încunoștiințare să depună recepisa constatând vărsarea la Stat a taxei cuvenită pentru diploma de încetățenire și să se prezinte la localul ministerului spre a presta jurământul de credință.

Art. 28. — Străinul care nu îndeplinește această îndatorire înăuntrul termenului arătat la art. precedent, va pierde beneficiul jurnalului de naturalizare.

Art. 29. — După săvârșirea jurământului, jurnalul de admiterea naturalizării se publică în *Monitorul Oficial* la stăruința și în contul celui interesat.

Jurnalele de admiterea naturalizării românilor de origină, se publică din oficiu și gratuit în *Monitorul Oficial.*

Art. 30. — Naturalizarea se constată prin exemplarul din *Monitorul Oficial* în care s'a publicat jurnalul de naturalizare și cu diploma de încetățenire ce se liberează de Ministerul justiției.

Art. 31. — Diplomele se vor libera dintr'un registru à-souche și vor fi semnate de Ministrul justiției și contrasemnate de directorul general al serviciului judiciar.

Ele vor purta un număr de ordine și vor fi învestite cu sigiliul Ministerului justiției.

§ 4. *Procedura de urmat în caz de redobândire și pierdere a naționalității prin opțiune sau renunțare*

Art. 32. — Romànca căsătorită cu un străin care voește a-și păstra totuși naționalitatea sa, va face o declarațiune autentică înainte de căsătorie sau cu ocaziunea contractării căsătoriei.

Art. 33. — O declarațiune identică va trebui să facă și romànca devenită străină prin căsătorie, precum și romànca de origină din Basarabia sau Bucovina căsătorită cu un străin, înainte de alipirea acestor provincii la Vechiul Regat, pentru redobândirea calității de romàncă, în urma încetării căsătoriei.

Art. 34. — Soţia străinului naturalizat român, pentru a-şi putea păstra naţionalitatea dobândită prin căsătorie, sau aceea pe care şi-a rezervat-o cu ocazia căsătoriei, va face o declaraţiune autentică de renunţare la naţionalitatea română.

Art. 35. — Străina care a dobândit calitatea de româncă prin căsătorie, în caz că voieşte, în urma încetării căsătoriei a-şi redobândi naţionalitatea de origină, va face o declaraţiune autentică.

Art. 36. — Copiii deveniţi români prin naturalizarea tatălui şi cari vor să-şi păstreze naţionalitatea de origină, urmează a face o declaraţiune autentică de renunţare la naţionalitatea română în termen de un an dela împlinirea vârstei de 21 ani.

Art. 37. — Declaraţiunile de cari se vorbeşte în art. 32—36 de mai sus, vor fi înaintate de îndată Ministerului de justiţie, iar în străinătate legaţiunilor sau consulatelor, cari prin mijlocirea Ministerului de externe le vor trimite Ministerului de justiţie.

Art. 38. — La Ministerul justiţiei se vor întocmi dosare speciale pentru păstrarea acestor declaraţiuni cum şi registre separate de renunţări şi opţiuni în cari vor fi trecute în ordinea alfabetică numele persoanelor cari vor fi făcut asemenea declaraţiuni.

Art. 39. — Românul care şi-a pierdut această calitate, prin acceptarea unei funcţiuni publice în ţară străină sau prin supuşenie temporară la o protecţiune străină, precum şi cel născut din părinţi români cari şi-au pierdut această calitate pentru a-şi putea redobândi calitatea de român, urmează să renunţe formal la protecţiunea străină printr'o declaraţiune scrisă.

Declaraţiunea de renunţare o vor depune consiliului de miniştri, cerând autorizarea de a-şi stabili domiciliul în România.

Consiliul de miniştri va aviza printr'un jurnal asupra cererii.

Jurnalul de aprobare se va publica din oficiu şi gratuit în *Monitorul Oficial.*

CAPITOLUL IV

Dispoziţiuni finale

Art. 40. — Personalul de cancelarie al comisiunii se compune dintr'un registrator-arhivar şi unul sau mai mulţi scriitori, după trebuinţă, desemnaţi prin delegaţiune, dintre funcţionarii direcţiunii generale a serviciului judiciar.

Art. 41. — Secretariatul comisiunii va ţine următoarele registre:

a) Un registru de intrare în care se vor trece în ordinea primirii lor cererile de naturalizare;

b) Un opis alfabetic în care se va trece numele tuturor persoanelor cari au făcut cereri de naturalizare.

L E G E

PENTRU UNIFICAREA MAJORITĂŢII CIVILE

(Promulgată cu decretul No. 1343/924, Monitorul Oficial No. 80 din 11 Aprilie 1924)

Art. 1. — Dispoziţiunile art. 342 şi 343 din codul civil român prin care se arată vârsta la care încetează minoritatea şi se fixează începerea majorităţii civile la 21 ani împliniţi, atât pentru bărbaţi cât şi pentru femei, se întind pe întreg teritoriul ţării.

Art. 2. — Se abrogă dispoziţiunile din legile XXIII din 1874 şi

XX din 1877, în vigoare în Ardeal relative la fixarea majorității civile la 24 ani pentru bărbați și femei.

Se abrogă de asemenea și dispozițiunile art. 21 din codul civil în vigoare în Bucovina numai în ceea ce privește fixarea majorității civile la aceeaș vârstă.

Art. 3. — Tinerii din Ardeal și Bucovina care la promulgarea legii de față împlinesc 21 ani, dar nu ajunsese încă vârsta de 24 ani, vor deveni majori pe ziua publicării acestei legi.

L E G E[1])

PENTRU MODIFICAREA UNOR DISPOZIȚIUNI DIN LEGEA PERSOANELOR JURIDICE, PRIVIND ASOCIAȚIILOR PROFESIONALE

(Decret de promulgare No. 1108 din 20 Aprilie 1927, Monit. Of. No. 90 din 22 Aprilie 1927)

Art. 1. — Asociațiile profesionale ce se vor constitui în baza legii sindicatelor profesionale și a legii persoanelor juridice, în comunele unde nu există judecătorii de ocoale sau tribunale, își vor putea autentifica actele prescrise de art. 13, alin. 2 și art. 33, alin. 1 din legea persoanelor juridice în fața primarului, asistat de notar, după normele prevăzute de legea autentificării.

Art. 2. — Asociațiile profesionale, ce se vor constitui în baza legii sindicatelor profesionale și a legii persoanelor juridice sunt dispensate de publicațiunea prescrisă de art. 92 din legea persoanelor juridice; ele rămân însă obligate a trimite còpii de pe actele supuse formalității prevăzută de articolul citat, Ministerului muncii, care le va publica gratuit în buletinul său.

Art. 3. — Pentru acordarea personalității juridice asociațiilor profesionale, ce se vor institui în baza legii sindicatelor profesionale și a legii pentru persoanele juridice, tribunalul civil va cere numai avizul Ministerului muncii, cooperației și asigurărilor sociale.

Art. *4.* — Orice dispoziții contrarii acestei legi sunt și rămân abrogate.

REGULAMENT

DE APLICAREA DISPOZIȚIUNILOR LEGII PENTRU PERSOANELE JURIDICE

(Jurnalul Consiliului de miniștri No, 772 din 16 Aprilie 1924 dat sub rezerva aprobării regale, Monit. Of. No. 87 din 18 Aprilie 1924)

CAPITOLUL I

Dispozițiuni generale

Art. 1. — Asociațiunile și fundațiunile, fără scop lucrativ sau patrimonial, create și organizate de particulari, vor dobândi personalitatea juridică pe baza legii promulgată prin decretul regal No. 452 din 3 Februarie 1924 și în condițiunile stabilite de prezentul regulament. (Lege art. 1).

Art. 2. — Persoanele juridice existente la promulgarea legii vor

---

[1]) A se vedea Legea persoanelor juridice, la sfârșitul volumului III Codul civ. adnotat.

continua să funcţioneze potrivit dispoziţiunilor legilor, hotăririlor sau actelor cari le-au constituit, întru cât nu vor fi contrarii dispoziţiunilor de ordine publică, prevăzute de legea persoanelor juridice. (Lege art. 2).

Art. 3. — Dela data promulgării legii pentru persoanele juridice orice modificare de statute ori acte constitutive sau transformare a caracterului asociaţiunii sau aşezământului, orice modificare a organelor de administraţie şi de control, de încetarea sau disolvarea persoanei juridice, de lichidare şi de atribuire de bunuri atât ale persoanelor juridice de drept privat, existente, cât şi ale celor ce se vor forma în viitor, nu se vor putea face decât în conformitate cu dispoziţiunile acelei legi. (Lege art. 8).

Art. 4. — Persoanele juridice de drept privat nu pot primi liberalităţi decât dacă vor fi autorizate în acest scop prin decret regal, dat pe baza unui jurnal al consiliului de miniştri, în urma raportului ministrului sub controlul căruia cade scopul instituţiei. (Lege art. 10).

Art. 5. — Sunt scutite de autorizare contribuţiunile sau donaţiunile, iniţiale, cotizaţiunile periodice şi subvenţiunile Statului român, ale judeţelor, comunelor şi în genere a tuturor persoanelor de drept public, precum şi darurile manuale în bani s'au obiecte.

In aceste din urmă cazuri direcţiunea persoanei juridice va fi obligată să facă să se emite chitanţe individuale dintr'un registru cu matcă. (Lege art. 32).

Art. 6. — In ce priveşte contribuţiile primite în bani, efecte sau articole de orice natură, pe calea apelului la caritatea publică, se va proceda în conformitate cu dispoziţiunile prevăzute în legea pentru reglementarea şi controlul apelurilor la contribuţia benevolă a publicului, promulgată în *Monitorul Oficial* No. 51 din 8 Iunie 1923. (Lege art. 32).

CAPITOLUL II

Dobândirea personalităţii juridice şi înscrierea persoanelor juridice

Art. 7. — Personalitatea juridică se acordă asociaţiunilor şi aşezămintelor fără scop lucrativ sau patrimonial de către tribunalul civil în circumscripţia căruia s'a constituit, pe baza cererii celor direct interesaţi. (Lege art. 86).

Art. 8. — Cererea pentru dobândirea personalităţii juridice va fi semnată:

a) Pentru asociaţiuni de către membrii fondatori, de către direcţie sau de 7 asociaţi;

b) Pentru fondaţiuni, numai de fondator, când fondaţiunea este făcută prin acte între vii, iar după moartea sa şi pentru fondaţiunile testamentare, de organele de direcţie şi administraţie, sau de ministerul în competenţa căruia cade scopul asociaţiunii sau aşezământului.

Cererea se va prezenta tribunalului de toţi semnatarii sau de unul din ei. (Lege art. 86 şi 87).

Art. 9. — Cererea de dobândirea personalităţii juridice va trebui să cuprindă:

1. Titlul sau denumirea persoanei juridice;
2. Obiectul şi scopul;
3. Sediul său principal şi sucursalele (filialele), de vor fi;
4. Numele, profesiunea şi domiciliul persoanelor cari sub orice titlu sunt însărcinate cu direcţiunea sau administraţiunea;

5. Data actelor de constituire a fondației sau asociației. (Lege art. 85).

Art. 10. — La cererea de dobândire a personalității juridice se vor alătura:

a) Còpii legalizate în 3 exemplare de pe actul autentic de constituire și de pe statute, iar dacă scopul persoanei juridice cade în competința a două sau mai multe ministere, se vor alătura încă un număr suficient de exemplare din aceste acte;

b) Còpie de pe actele de numirea sau de alegerea organelor de direcțiune și administrație, când acestea au fost desemnate după constituire;

c) Còpie certificată de pe procesul-verbal al ședinței, când adoptarea statutelor sau numirea organelor de administrație s'a făcut într'o adunarea generală. (Lege art. 87).

Art. 11. — Tribunalul constatând că formele și cerințele articolelor de mai sus sunt îndeplinite, va cere prin adresă avizul ministerului în competența căruia cade scopul asociațiunii sau așezământului, înaintându-i totodată și un exemplar de statute și act constitutiv.

In cazul când scopul persoanei juridice cade în competința a două sau mai multe ministere se va cere și avizul acestora. (Lege art. 3 și 89).

Art. 12. — Ministerul respectiv odată sezisat va proceda la cercetările necesare, dându-și avizul său în termen de 15 zile libere dela primirea adresei tribunalului.

Avizul ministerului va cuprinde informațiile necesare asupra utilității asociației sau așezământului, cât și dacă actul constitutiv și statutele conțin toate dispozițiunile necesare pentru a asigura realizarea scopului și o bună administrație a fondurilor.

Dacă asociația sau așezământul în momentul când se cere dobândirea personalității juridice este deja în activitate, se va arăta și felul activității ei în raport cu scopul și cu dispozițiunile statutelor sau regulamentelor, în baza cărora a funcționat.

Odată cu avizul, ministerul va restitui tribunalului exemplarul de statut și act constitutiv ce i s'a trimis. (Lege art. 3 și 89).

Art. 13. — După primirea avizului ministerului competent sau după expirarea termenului prevăzut la articolul precedent, tribunalul fixează ziua de judecată, citând pe ministerul competent și pe persoanele ce au semnat cererea, la sediul declarat al asociației sau așezământului. (Lege art. 3 și 89).

Art. 14. — La termen tribunalul va cerceta în camera de consiliu dacă actele depuse pentru dobândirea personalității juridice îndeplinesc condițiunile prevăzute de legea și regulamentul persoanelor juridice și după ascultarea părților și a concluziunilor delegatului ministerului competent și ale ministerului public, va pronunța sentința în ședință publică.

In caz de admiterea cererii, va ordona și înscrierea persoanei juridice în registru respectiv.

Neprezentarea concluziunilor scrise sau orale ale ministerului competent se consideră în favoarea constituirii persoanei juridice. (Lege art. 3 și 89).

Art. 15. — Sentința se dă fără drept de opoziție și cu apel în termen de 10 zile libere dela pronunțare.

Apelul se declară de părțile interesate, de ministerul public sau de ministerul respectiv la grefa tribunalului și se judecă cu aceeaș procedură ca și la tribunal în termen de cel mult 15 zile dela declararea lui.

Deciziunea Curţii nu este supusă opoziţiei, ci numai recursului în termen de 15 zile dela pronunţare. (Lege art. 90).

Art. 16. — Hotărîrea judecătorească de admitere rămasă definitivă va fi înscrisă în registrul special al persoanelor juridice, prin îngrijirea grefierului.

Numai după îndeplinirea acestei formalităţi persoana juridică va avea fiinţă legală. (Lege art. 4 şi 90).

Art. 17. — Inscrierea în registru va cuprinde, după actele din dosar, toate datele prevăzute la art. 9 şi 10 din regulament, cum şi data şi numărul hotărîrii cari i-au dat fiinţă şi ordonat înscrierea.

Menţiune despre această înscriere se va face pe toate cele 3 exemplare de statute şi acte constitutive prevăzute la art. 10 litera *a*. (Lege art. 91).

Art. 18. — După înscrierea deciziunii definitive în registrul persoanei juridice, grefa este obligată:

a) A face să se publice fără întârziere textul acestei înscrieri în *Monitorul Oficial* şi în 2—3 ziare mai răspândite la stăruinţa şi pe contul celor interesaţi;

b) Să se comunice ministerului competent o còpie de pe deciziunea de înscriere, însoţită de un exemplar din statute şi din actul constitutiv, cu menţiunea prevăzută de ultimul aliniat al art. precedent.

Un al doilea exemplar după Statut şi după actul constitutiv se va libera direcţiunii persoanei juridice, iar cel de al treilea exemplar se va păstra la dosarul respectiv. (Lege art. 92).

Art. 19. — Organele de direcţiune sau lichidatorii persoanei juridice şi orice persoană interesată vor declara imediat grefei spre înscriere în registrul pesoanelor juridice şi spre publicare:

1. Orice modificare a statutelor şi în general a organizării sau scopului persoanei juridice, precum şi încetarea, disolvarea sau lichidarea ei;

2. Orice modificare privind compunerea, atribuţiunile, schimbarea de domiciliu, numirea şi înlocuirea organelor de direcţie, administraţie şi lichidare.

Persoanele desemnate mai sus se vor îngriji totdeodată şi de publicările necesare.

Odată cu declaraţiile de înscriere se vor remite grefierului şi toate actele justificative necesare în sprijinirea cererii. (Lege art. 93).

Art. 20. — In caz de schimbare de domiciliu, toate înscrierile şi înregistrările ulterioare cerute de lege se vor face la grefa tribunalului noului domiciliu.

In acest caz direcţiunea persoanei juridice va cere tribunalului vechiului sediu ca pe baza actului care hotărăşte schimbarea domiciliului, să radieze înscrierea în registrul său şi în acelaş timp să se comunice tribunalului noului sediu spre înscrierea din nou, copie certificată după toate notele înscrise în registrul dela tribunalul vechiului sediu până la data mutării domiciliului asociaţiei sau aşezământului. (Lege art. 93).

Art. 21. — Un aşezământ creat de o persoană juridică nu poate avea o personalitate distinctă de aceea a persoanei juridice care l-a creat decât dacă i se recunoaşte formal aceasta în condiţiunile statornicite de lege.

Nu se poate recunoaşte personalitatea juridică asociaţiunilor şi fundaţiunilor cari au un obiect ilicit, contra ordinei publice sau bunelor moravuri sau cari sunt formate în vederea unui asemenea scop. (Lege art. 5 şi 6).

CAPITOLUL III

Constituirea, organizarea, funcţionarea şi încetarea persoanelor juridice

Art. 22. — Organizaţiile cari pot dobândi personalitate juridică în baza legii, se deosebesc în asociaţiuni şi fundaţiuni. (Lege art. 31).

Art. 23. — Asociaţiunea este convenţiunea prin care mai multe persoane pun în comun, în mod permanent, contribuţiunea lor materială, cunoştinţele şi activitatea lor pentru realizarea unui scop care nu urmăreşte foloase pecuniare sau patrimoniale.

Scopul acestor fel de asociaţiuni poate fi pur ideal, să corespundă intereselor generale ale colectivităţii sau numai unei categorii sociale din cari asociaţii fac parte sau în fine să corespundă intereselor personale nepatrimoniale ale asociaţiilor. (Lege art. 31).

Art. 24. — Fundaţiunea este actul prin care o persoană fizică sau juridică constitue un patrimoniu distinct şi autonom de patrimoniul său propriu şi-l destină, în genere, în mod permanent realizării unui scop ideal, de interes obştesc. (Lege art. 66).

A. *Constituirea*

Art. 25. — Constituirea asociaţiunilor şi fundaţiunilor între vii, în vederea dobândirii personalităţii juridice, se va face numai pe bază de acte autentice.

De asemenea vor fi făcute în formă autentică: statutele ce vor trebui să însoţească actul de constituire al asociaţiei, ca şi actele sau orice alte alcătuiri ar putea însoţi actul de fundaţiune, precum şi orice modificări ulterioare aduse acestor acte. (Lege art. 33 şi 67).

Art. 26. — Fundaţiunea testamentară se va constitui printr'una din formele prevăzute pentru testamente. (Lege art. 67).

Art. 27. — Actele constitutive vor cuprinde în mod obligator:

Pentru asociaţiuni:

a) Denumirea asociaţiei;

b) Sediul principal;

c) Numele şi contribuţiile materiale ale fondatorilor în numerar, în efecte sau în orice fel de bunuri, cu evaluarea pe preţul curent, constituind patrimoniul iniţial al asociaţiei;

d) Numărul şi numele persoanelor cari compun asociaţiunea, precum şi a acelor cari formează consiliul de administraţie şi comisia de control, cu menţionarea profesiunii, domiciliului şi naţionalităţii lor.

Pentru fondaţiuni:

1. Scopul.

2. Constituirea patrimoniului. (Lege art. 34 şi 72).

Art. 28. — Statutele asociaţiuni sau fondaţiunii, vor cuprinde în mod obligator:

a) Denumirea asociaţiunii sau fondaţiunii;

b) Scopul şi obiectul;

c) Durata;

d) Sediul principal şi al filialelor, dacă sunt;

e) Modul de alcătuire şi de funcţionare a organelor de administraţie, direcţie şi de control.

In ce priveşte asociaţiunile, statutele vor specifica şi modul de completare a patrimoniului iniţial, precum şi modalitatea stabilirii cotizaţiunilor periodice. (Lege art. 33, 34 şi 73).

Art. 29. — Asociaţiunea pentru a putea dobândi personalitatea juridică, trebue să fie compusă din cel puţin 20 de membri şi să prezinte în statute o organizare din care să rezulte voinţa cooperativă independentă de voinţa asociaţilor ca indivizi şi constituirea unui patrimoniu distinct şi autonom de patrimoniul individual al fiecărui asociat.

Patrimoniul social de fundare trebue să fie în măsură de a realiza cel puţin parţial scopul pentru care se constitue asociaţia.

Statutele asociaţiunii vor prevedea formalităţile şi condiţiunile de admitere pentru membri ca: etate, sex, profesiune, etc.

De asemenea cazurile de excludere, procedura de urmat şi organele în drept a o pronunţa. In lipsa unor asemenea dispoziţiuni statutare excluderea nu se poate pronunţa decât de adunarea generală cu o majoritate de 2/3 a membrilor prezenţi.

Asociatul se poate retrage oricând din asociaţie cu condiţiunea de a-şi comunica cererea direcţiunii cu cel puţin 6 luni înainte de finele anului social. (Lege art. 32).

Art. 30. — Se specifică că în ce priveşte condiţiunile de admitere ale membrilor în asociaţiunile cu caracter profesional, statutele vor trebui să respecte în totul dispoziţiunile speciale ale art. 2, al. I, art. 4 şi art. 60 din legea asupra sindicatelor profesionale, publicată în Monitorul Oficial No. 41 din 26 Mai 1921. (Lege art. 106).

B. *Organizarea*

Art. 31. — Asociaţiunile şi fundaţiunile sunt conduse de organe de direcţiune şi de administraţie şi controlate de organe proprii de verificare, în afară de controlul exercitat conform legii de către ministerele respective. (Lege art. 35).

Art. 32. — Statutele asociaţiunii sau actele cari vor regula organizarea fundaţiei vor trebui să specifice în mod precis alcătuirea şi atribuţiunile consiliului de administraţie, a direcţiei şi a organelor de control. (Lege art. 37 şi 72).

Art. 33. — Consiliul de administraţie va lucra în marginea drepturilor conferite de statute sau a puterilor delegate lui de adunarea generală.

Privitor la funcţionarea consiliului de administraţie, statutele vor specifica:

a) Numărul membrilor ce urmează să-l compună, durata numirii sau alegerii lui, modalitatea şi epoca reînnoirii;

b) Data când urmează să aibă loc şedinţele şi majoritatea cu care se iau hotărîrile;

c) Persoana sau persoanele din sânul consiliului cari vor reprezenta instituţia, în toate actele vieţii sale juridice, dacă acest drept nu este special rezervat prin statute direcţiunii;

d) Modul cum se va completa locurile devenite vacante în sânul consiliului până la ţinerea adunării generale. (Lege art. 35).

Art. 34. — Direcţia persoanei juridice va putea fi încredinţată uneia sau mai multor persoane, cari vor lucra în conformitate cu dispoziţiunile statutare, sau în lipsa acestora pe baza hotărîrii adunării generale. (Lege art. 35).

Art. 35. — Organele de control vor funcţiona numai pe baza dispoziţiunilor statuare sau a actelor cari organizează funcţionarea fundaţiunii, autoritatea ei nefiind subordonată decât adunării generale, sau altor organe superioare anume specificate în aceste acte. (Lege art. 35).

Art. 36. — Când vreunul din organele de administraţie şi de control ale asociaţiei nu pot funcţiona din cauza absenţei, vacanţei, boalei sau oricărei alte cauze de împiedecare a vreunuia din membrii lor şi când statutele nu dispun în consecinţă, locurile se vor completa de preşedintele tribunalului dela sediul asociaţiei, din oficiu sau la cererea celor interesaţi, dând delegaţiune provizorie în condiţiunile statutelor, actului constitutiv şi legii asociaţiunilor ce personal va crede că ar putea răspunde mai bine acestor chemări şi cari vor funcţiona până la convocarea adunării generale în condiţiunile stabilite de statut şi lege. (Lege art. 46).

Art. 37. — Când organele de administraţie şi de control ale fundaţiunilor n'au fost determinate prin actul de constituire sau când ele nu mai pot fi completate din orice cauză, atunci numirea lor se va face de Curtea de apel la cererea Ministerului public, a ministerului competent sau la stăruinţa uneia din părţile interesate. (Lege art. 74).

Art. 38. — Când organizarea fundaţiunii se constată insuficientă pentru a asigura conservarea bunurilor sau realizarea scopului urmărit, ea se poate modifica prin deciziunea Curţii de apel.

Deciziunea Curţii se va da pe baza cererii organelor de administraţie a fundaţiunii sau a ministerului competent, după ce se va fi luat şi avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice.

Deciziunea Curţii de apel va stabili şi bazele nouei organizări cari vor servi fie la modificarea regulamentului de organizare şi funcţionare a fundaţiunii, fie la întocmirea unui nou regulament.

Regulamentul se modifică sau se întocmeşte de organele de direcţie şi administraţie ale fundaţiei, se aprobă de ministerul care reprezintă interesele generale servite de fundaţiune şi se transcrie în extras în registrul de persoane juridice, îndeplinindu-se formalităţile prevăzute de regulamentul de faţă.

Atât organele de direcţie şi de administraţie cât şi ministerul şi autoritatea judecătorească vor da în totdeauna dispoziţiunilor nelămurite din actul de fundaţiune interpretarea care poate asigura scopul fundaţiunii.

După aceeaş procedură, Curtea de apel luând şi avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, va putea modifica scopul fundaţiunii în parte realizabil, atunci când se constată că el nu mai are caracterul lui primitiv şi fundaţiunea nu mai corespunde nevoilor sociale şi intenţiunilor ce fondatorul ar manifesta în mod normal dacă i-ar sta în putinţă.

La modificarea sau întocmirea regulamentului fundaţiei, se va avea în vedere dispoziţiunile din prezentul regulament privitoare la organizarea şi funcţionarea persoanelor juridice. (Lege art. 78 şi 79).

Art. 39. — Dacă patrmoniul fundaţiunii nu este suficient sau dacă din orice alte cauze fundaţiunea nu poate fi astfel organizată încât să asigure realizarea scopului pentru care a fost creată, Curtea de apel, cu avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice poate dispune dacă actul de fundaţiune nu se opune, ca patrimoniul ei să fie trecut la o altă fundaţiune de drept privat în ţară sau instituţie de drept public, având acelaş scop sau un scop cât mai asemănător posibil.

Se vor respecta pe cât posibil dispoziţiunile fondatorului conciliabile cu noua situaţie.

Hotărîrea Curţii se va da pe baza cererii fie a organelor de direcţie sau administraţie ale fondaţiei, fie a ministerului sub controlul căruia cade fundaţiunea.

In asemenea cazuri se va face şi radierea din registrul persoane-

lor juridice a fundaţiunii dizolvate prin deciziunea Curţii de apel. (Lege art. 76).

Art. 40. — Asociaţia în afară de organele de administraţie şi de control prevăzute la art. 73 din lege, va avea ca organ superior o adunare generală formată din asociaţii cari întrunesc condiţiunile prevăzute de statute.

Toţi asociaţii au drept de vot egal. (Lege art. 36 şi 39).

Art. 41. — Statutele vor stabili:

1. Data ţinerii adunării generale ordinare;

2. Cazurile când se poate convoca adunarea generală extraordinară;

3. Formalităţile convocării şi organele în drept a le convoca.

Când statutele nu dispun, convocarea se va face de direcţia sau consiliul de administraţie, din oficiu sau după cererea scrisă sau motivată a cel puţin o cincime din numărul asociaţilor, de asemenea se va putea face de tribunal în cazurile prevăzute la art. 37 din lege.

Convocarea va trebui să cuprindă ziua, ora şi locul unde urmează a se ţine adunarea, precum şi ordinea de zi; în afară de cazurile urgente, constatate de direcţie, convocarea va fi comunicată cu cel puţin 3 zile libere tuturor părţilor interesate;

4. Modul constituirii biroului adunării;

5. Numărul de membri ce trebue să fie prezenţi la prima şi a doua convocare pentru ca adunările să fie considerate valabil constituite, cât şi majorităţile cu cari se pot lua hotărîrile.

Dacă statutele nu dispun, şedinţele adunării nu vor putea fi considerate ca valabil constituite decât dacă la invitaţiile făcute a răspuns un număr de membri cari după prima convocare să reprezinte majoritatea absolută din totalul asociaţilor.

In caz contrar, adunarea se amână pentru o altă dată stabilită de mai înainte prin ordinea de zi a primei convocări, când adunarea va putea avea loc cu oricari va fi numărul asociaţilor prezenţi.

Hotărîrile adunărilor generale se iau cu majoritatea absolută a membrilor prezenţi, în afară de cazurile mai jos specificate:

a) Excluderea asociaţilor, când hotărîrea se va lua cu o majoritate de 2/3 din numărul membrilor prezenţi:

b) Deciziunile privitoare la disolvarea asociaţiunii sau la schimbarea scopului social se iau cu majoritate de 2/3 din numărul total al asociaţilor prezenţi şi absenţi.

6. Modul de votare;

7. Atribuţiunile adunării generale. (Lege art. 36, 39 şi 49).

Art. 42. — Cad în competinţa adunării generale toate actele cari nu sunt rezervate în mod special prin statutele organelor de administraţie şi de control.

In mod special însă rămân adunării generale următoarele atribuţiuni:

1. Verificarea şi aprobarea bilanţului şi a contului de gestiune;

2. Descărcarea de gestiune a consiliului de administraţie;

3. Stabilirea prestaţiilor şi a cotizaţiunilor la cari vor fi supuşi asociaţii;

5. Aprobarea şi modificarea bugetului. (Lege art. 38).

4. Alegerea şi revocarea organelor de administraţie şi de control;

Art. 43. — Statutele vor stabili cărui organ al asociaţiei îi aparţine dreptul de a hotărî întemeierea de noui filiale, de asemenea asupra modului de funcţionare al acestor filiale şi raporturile dintre filiale şi centrala lor. (Lege art. 34).

Art. 44. — Statutele asociaţiei sau actele cari dispun organizarea fondaţiilor vor determina data încheierii anului financiar, când se vor întocmi bilanţul şi contul de gestiune (veniturile şi cheltuelile).

Când statutele nu fixează data încheierii bilanţului acesta va fi întocmit pe data de 31 Decemvrie. (Lege, art. 45).

Art. 45. — Bilanţul se va încheia pe baza următoarelor acte:

a) Inventarul amănunţit al bunurilor mobile şi imobile, cuprinzând felul şi valoarea lor ce se va înocmi la finele fiecărui an social. Se va nota în inventare şi toate datoriile ce instituţia ar avea de plată la această epocă;

b) Registrul-jurnal în care se va fi notat în cursul anului pe măsura efectuării lor, toate intrările şi ieşirile de bunuri mobile sau imobile cari contribuesc la sporirea sau micşorarea patrimoniului persoanei juridice. (Lege art. 45).

Art. 46. — Bilanţul în cele două părţi distincte ale sale (activul şi pasivul) va cuprinde:

I. Elementele constituind activul persoanei juridice şi anume:

a) Numerariul aflat în casă sau depus la diferite instituţiuni financiare;

b) Valoarea efectelor publice aflate în casă sau depuse spre păstrare la alte instituţiuni;

c) Valoarea mobilelor şi diverselor instalaţiuni proprii;

d) Valoarea diverselor articole şi materiale ce s'ar afla în depozitele instituţiei la facerea inventarului, de asemenea valoarea mobilierului, instrumentelor, vehiculelor şi altor bunuri asemănătoare, etc., cari ajută la atingerea scopului persoanei juridice, etc.

II. Elementele constituind pasivul persoanei juridice şi anume:

1. Datoriile ce instituţia a contractat;

2. Restul formând patrimoniul net al persoanei juridice va figura în bilanţ:

a) Sub forma unui fond global sau diverse fonduri speciale prevăzute de statute sau actul de fondaţie, şi

b) Excedentul eventual al anului. (Lege, art. 45).

Art. 47. — Contul de gestiune (venituri şi cheltuieli) întocmit pe baza dispoziţiunilor speciale prevăzute de statute va cuprinde:

I. *La venituri*

a) Excedentul raportat din anul precedent;

b) Veniturile proprii ale persoanei juridice şi anume: cotizaţiile membrilor, taxele cu cari contribuesc cei ce se folosesc de pe urma operei întreprinsă de instituţie, dobânzile şi cupoanele rezultate din plasarea sumelor disponibile, veniturile imobilelor precum şi ale tuturor întreprinderilor economice proprii;

c) Valoarea subvenţiilor periodice acordate de diferite instituţiuni publice sau private;

d) Sumele provenite din diverse (venituri întâmplătoare: donaţiuni, contribuţiuni, produsul serbărilor şi al apelurilor adresate carităţii publice, etc.;

e) Deficitul eventual al anului.

II. *La cheltueli*

1. Deficitul eventual reportat din anul precedent;

2. Sumele ce s'au cheltuit în special pentru realizarea scopului persoanei juridice;

3. Sumele cheltuite cu administrația în general (salarii, luminat, încălzit, chirii, etc.) și cu întreținerea sau amortizarea mobilelor și imobilelor instituției;

4. Excedentul eventual al anului. (Lege art. 45).

Art. 48. — Direcția sau administrația persoanei juridice, concomitent cu încheierea bilanțului și a contului de gestiune pe anul expirat, va procea la întocmirea bugetului de cheltuieli și venituri pentru anul ce urmează. (Lege art. 45).

Art. 49. — Bugetul se va întocmi pe capitole și articole, deosebindu-se sumele după criteriile prevăzute la art. 44 din lege și art. 47 din regulament, privitoare la întocmirea contului de gestiune.

La înregistrarea încasărilor și plăților în general și la aprobarea și ordonanțarea cheltuielilor în special, se va ține seamă de alocațiunile bugetare. (Lege art. 45).

Art. 50. — Bilanțul, contul de gestiune și bugetul, după ce au fost verificate de organele de control prevăzute de statutele persoanei juridice, se vor supune aprobării adunării generale sau altor organe speciale prevăzute prin actul de fondație sau prin legi speciale. (Lege art. 38).

Art. 51. — In termen de trei luni după închiderea bilanțului, o copie în două exemplare după conturile prevăzute la articolul precedent se va înainta ministerului sub controlul și autoritatea căruia se găsește persoana juridică.

Ministerul, după ce va verifica conturile primite va înapoia direcției persoanei juridice un exemplar vizat, iar celălalt exemplar se va păstra în arhiva ministerului. (Lege art. 45).

Art. 52. — De asemenea după ținerea adunării generale în care s'a aprobat bilanțul și bugetul asociației, se va înainta ministerului respectiv și o copie certificată după procesul-verbal al ședinței. (Lege art. 45).

C. *Incetarea personalității*

Art. 53. — Asociațiunile și fundațiunile își pierd personalitatea juridică în următoarele cazuri:

I. *De plin drept:*

a) Când scopul social este îndeplinit;

b) Când scopul social nu mai poate fi realizat;

c) Când asociațiunea sau fundațiunea fiind insolvabilă este nevoită să lichideze.

Pentru persoanele juridice sub formă de asociațiune se mai adaogă următoarele cazuri:

1. Când a expirat termenul pentru care asociațiunea a fost constituită;

2. Când organele de administrație și control nu mai pot fi constituite în conformitate cu statutele;

3. Când numărul asociaților va fi scăzut sub limita fixată de statute sau de lege.

II. *Prin judecată:*

a) Când mijloacele ce se întrebuințează pentru realizarea scopului sau însuși scopul au devenit ilicite, contrare bunelor moravuri sau ordinei publice;

b) Când asociațiunea sau fundațiunea, fără a fi îndeplinit formalitățile legale necesare pentru transformarea scopului social, urmărește un alt scop decât acel pentru care s'a constituit și pe care l-a declarat;

c) Când patrimoniul fundaţiunii este insuficient şi Curtea de apel va fi hotărît trecerea la o altă fundaţiune;

d) Pentru asociaţiuni şi când adunarea generală ia hotărîri contrare dispoziţiunilor statutare sau legii.

III. Prin hotărîrea puterii executive, în cazurile prevăzute de art. 25 şi 26 din lege.

IV. Prin voinţa părţilor, în cazul când adunarea generală a asociaţiei va fi hotărît disolvarea în modul şi condiţiunile prevăzute de lege. (Lege art. 53).

D. *Lichidarea*

Art. 54. — Lichidarea patrimoniului persoanelor juridice de drept privat se va face în conformitate cu dispoziţiunile art. 55—65 din lege. (Lege art. 54 —65).

Art. 55. — In caz de disolvare a persoanei juridice, lichidatorii se vor numi după cum urmează:

a) Prin sentinţa care hotărăşte disolvarea, în caz când aceasta a avut loc prin judecată;

b) De tribunalul civil dela sediul social, în camera de consiliu, la stăruinţele Ministerului public, sau a oricărui interesat, în cazurile când disolvarea a avut loc de drept sau pe baza hotărîrii puterii executive;

c) De adunarea generală a asociaţiei când disolvarea s'a făcut pe baza hotărîrii acestui organ. In caz când adunarea generală de lichidare n'a numit lichidatorii, lichidarea patrimoniului se face de chiar organele de direcţie sau administraţie. (Lege art. 54).

E. *Radierea înscrierii şi destinaţiunea bunurilor*

Art. 56. — Radierea persoanei juridice din registrul de persoane juridice se face pe baza actului care a constatat, declarat sau hotărît disolvarea sau în urma mutării sediului persoanei juridice. (Lege art. 30).

Art. 57. — Oricare ar fi cauza încetării personalităţii juridice patrimoniul persoanei juridice rezultat pe urma lichidării, va primi destinaţiunea indicată în actul de fundaţiune sau în statute. (Lege art. 27).

Art. 58. — La asociaţiuni, în caz de tăcere a statutelor, destinaţiunea o va hotărî adunarea generală care a avut loc înaintea disolvării.

In lipsa unei dispoziţiuni statutare sau a unei hotărîri a adunării generale sau în faţa unei hotărîri luate în contra dispoziţiunilor statutare sau a legii, destinaţiunea patrimoniului o va hotărî comisiunea superioară a persoanelor juridice după ce va lua şi avizul ministerului sub autoritatea şi controlul căruia cădea persoana juridică desfiinţată.

In toate aceste cazuri bunurile rămase nu vor putea fi atribuite decât unei persoane juridice de drept privat din ţară cu scop identic sau similar, sau persoanei juridice de drept public reprezentând în Stat interesele servite de persoana juridică desfiinţată. (Lege art. 27).

Art. 59. — In cazul când persoana juridică a fost disolvată prin judecată sau prin hotărîrea puterii executive, potrivit art. 53 (§ II alin. *a* şi *b* şi § III) din regulament, atunci patrimoniul ei va trece la fondul de asistenţă socială. (Lege art. 28).

CAPITOLUL IV

Uniunile şi federaţiile de persoane juridice

Art. 60. — Două sau mai multe persoane juridice se pot constitui de scopul social al fiecărei persoane juridice în parte.
în uniuni sau federaţiuni, spre realizarea unui scop unitar şi apropiat

Aceste asociaţiuni de persoane juridice nu pot dobândi personalitatea juridică decât dela Curtea de apel în circumscripţia căreia urmează ca uniunea sau federaţiunea să-şi aibă sediul principal.

Personalitatea juridică nu se poate acorda decât dacă se constată, din punctul de vedere al realizării scopului general urmărit, necesitatea uniunii sau federaţiunii.

Nu se poate recunoaşte personalitatea juridică unei colectivităţi de asociaţiuni sau aşezăminte nerecunoscute ca persoane juridice. (Lege art. 5 şi 102).

Art. 61. — Procedura de urmat pentru dobândirea personalităţii juridice şi înscrierea acestor asociaţiuni de persoane juridice este cea prevăzută la cap. II din prezentul regulament pentru asociaţiuni.

Se specifică că pentru dobândirea personalităţii juridice în afară de avizul ministerului competent, se va cere în toate cazurile în mod obligator şi avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice. (Lege art. 102 şi 103).

Art. 62. — Reprezentanţii uniunii sau federaţiei sunt obligaţi ca în cererea de recunoaştere şi înscriere, în afară de stipulaţiunile prevăzute pentru asociaţiuni, să indice numărul, numele şi sediul persoanelor juridice cari o formează, alăturând şi còpii după deciziunile prin care s'a recunoscut fiecăreia personalitatea juridică. (Lege art. 103).

Art. 63. — Uniunile şi federaţiunile se vor constitui printr'un act constitutiv în forma autentică, însoţit de statutele respective, conformându-se dispoziţiunilor prevăzute în prezentul regulament pentru constituirea, organizarea şi încetarea funcţionării persoanelor juridice sub forma de asociaţiuni. (Lege art. 3 şi 103).

Art. 64. — Statutele acestor uniuni sau federaţii vor cuprinde între altele:

a) Regulele după cari persoanele juridice aderente vor fi reprezentate în consiliul de administraţie şi în adunările generale, cât şi modalitatea numirii sau alegerii organelor de control;

b) Condiţiunile sub cari se pot primi adeziunile persoanelor juridice, stabilite astfel încât să contribue la unificarea conducerii şi activităţii instituţiunilor asociate. (Lege art. 104).

CAPITOLUL V

Supraveghere şi control

Art. 65. — In afară de controlul instituit prin statute sau actul constitutiv, Statul are un drept general şi permanent de supraveghere şi control asupra tuturor persoanelor juridice de drept privat fără scop lucrativ, asociaţiuni, fundaţiuni, uniuni sau federaţiuni.

Acest control are de scop pe de o parte ca persoanele juridice să funcţioneze şi să se administreze potrivit cu scopul şi dispoziţiunile statutelor, actelor constitutive şi regulamentelor, iar pe de altă parte ca ele să nu lucreze împotriva bunelor moravuri, ordinei publice şi siguranţei Statului. (Lege art. 15).

Art. 66. — Acţiunea generală de supraveghere şi control se va exercita de:

1. Ministerul sub autoritatea şi controlul căruia cade persoana juridică după distincţiunea dela art. 16 din lege, prin delegaţii şi inspectorii săi, precum şi prin comisiunea superioară a persoanelor juridice;
2. Ministerul public;
3. Delegaţii autorităţilor judeţene şi comunale, însă numai pentru persoanele juridice pe cari le subvenţionează. (Lege art. 15).

Art. 67. — Când scopul persoanei juridice cade în competenţa a două sau mai multe ministere, fiecare din ele au exerciţiul acţiunii de control şi supraveghere.

Când scopul nu este suficient caracterizat din punctul de vedere al competinţei organelor de control, atunci persoanele juridice cad sub supravegherea Ministerului de interne. (Lege art. 21).

Art. 68. — Cu ocazia exercitării controlului, delegaţii şi inspectorii ministerelor vor avea să se informeze şi să cerceteze dacă activitatea persoanei juridice şi administrarea fondurilor ei se face în conformitate cu statutele şi actele de fundaţie şi în marginea hotărîrilor şi aprobărilor date de organele superioare instituite prin aceste acte sau prin legi speciale.

De asemenea dacă instituţiunile create corespund şi-şi desfăşoară acţiunea potrivit condiţunilor statornicite prin actele lor de bază şi dacă această activitate nu este contrară condiţiunilor generale de ordine publică din Constituţie şi din legile ţării. (Lege art. 15 şi 18).

Art. 69. — Delegaţii ministerelor, judeţelor, sau comunelor sau inspectorii ministerelor vor face cel puţin de două ori pe an o inspecţie amănunţită a activităţii persoanelor juridice subvenţionate, consemnând cele constatate într'un raport, pe care îl vor înainta ministerului competent.

Pentru persoanele juridice nesubvenţionate această inspecţie se va face cel puţin odată pe an, prin delegaţi speciali ai ministerului competent, din oficiu, sau după cererea organelor de direcţie sau administraţie a persoanelor juridice. (Lege art. 16 şi urm.).

Art. 70. — Fiecare minister va face să se ţie un registru special pe întregul minister sau pe direcţii, în care se vor înscrie toate persoanele juridice recunoscute şi subordonate controlului şi supravegherii lor.

In acelaşi registru se va înscrie:

1. Toate modificările aduse actelor după cari se conduc persoanele juridice;
2. Data şi totalul bilanţului şi contului de gestiune ce persoanele juridice sunt datoare să le încheie şi să le înainteze anual ministerului;
3. Datele la cari s'au făcut diversele inspecţii. (Lege art. 92).

Numirea delegaţilor, drepturile şi indatoririle lor

Art. 71. — Autorităţile de Stat, judeţ sau comună de câte ori subvenţionează o persoană juridică vor avea dreptul de a-şi numi delegatul lor permanent pe lângă organele de direcţie sau administraţie a acestei instituţii.

Cu ocazia acordării subvenţiunilor, autorităţile respective vor putea cere persoanelor juridice, pe cale de convenţiuni, adoptarea unui anumit program de activitate şi introducerea în statutele sau regulamentele lor a modificărilor necesare, pentru a asigura aducerea la îndeplinire a programului convenit, în marginea scopului social stabilit

prin actul de constituire al persoanei juridice subvenţionate. (Lege art. 16).

Art. 72. — Autorităţile interesate nu vor putea numi pe lângă fiecare din persoanele juridice ce subvenţionează decât un delegat.

Aceeaş persoană poate fi delegată de mai multe autorităţi şi în acelaş timp ea poate să îndeplinească această funcţiune pe lângă mai multe persoane juridice.

Delegaţii vor putea fi numiţi dintre funcţionarii superiori ai autorităţii care exercită controlul sau membrii comitetelor ori ai comisiunilor cari funcţionează pe lângă minister. (Lege art. 17).

Art. 73. — Delegaţii autorităţilor vor colabora cu organele de direcţie şi administraţie a persoanelor juridice pe baza instrucţiunilor primite dela autoritatea sau autorităţile cari i-au numit.

In acest scop, delegaţii vor participa cu vot consultativ, la hotărîrile luate de comitetele de direcţie sau administraţie, opiniile lor contrarii înscriindu-se în procesul-verbal de şedinţă.

Directorii sau administratorii sunt obligaţi să convoace pe delegaţi la şedinţe, înaintându-le totdeodată şi ordinea de zi, iar în caz de lipsa lor dela şedinţe să le comunice deciziunile luate. (Lege art. 18).

Art. 74. — In afară de îndatoririle prevăzute în prezentul regulament delegaţii autorităţilor de Stat, judeţ sau comună au îndatorirea specială de a supraveghea ca activitatea persoanelor juridice să se desfăşoare potrivit programului convenit.

La trebuinţe şi pentru aducerea la îndeplinire a îndatoririlor lor, delegaţii vor putea face uz de drepturile conferite lor prin art. 18 şi 19 din lege. (Lege art. 18 şi 19).

Despre inspectori

Art. 75. — La toate persoanele juridice nesubvenţionate controlul se va exercita de inspectori sau alţi funcţionari superiori delegaţi de ministerul competent, din oficiu sau la cererea organelor de administraţie a instituţiilor respective. (Lege art. 21).

Art. 76. — Inspectorii nu fac observaţiuni şi nici nu dau indicaţiuni directe organelor de direcţie şi administraţie a persoanelor juridice controlate. Ei numai constată faptele pe cari le consemnează, în rapoarte scrise, însoţite după cazuri şi de procesele-verbale respective încheiate la faţa locului.

Rapoartele se vor înainta ministerului competent spre a decide sau a deferi cazul celorlalte organe administrative sau organelor judecătoreşti prevăzute de lege. (Lege art. 21).

CAPITOLUL VI

Competenţa şi procedura

I. *Pentru tribunale*

Art. 77. — Sunt de competinţa tribunalului civil în circumscripţiunea căruia funcţionează asociaţiunea sau fundaţiunea:

a) Cererile asociaţiunilor şi fundaţiunilor de a li se acorda personalitatea juridică;

b) Cererile de disolvarea asociaţiunilor sau fundaţiunilor făcute de ministerul public sau ministerul competent în cazurile următoare:

1. Când scopul sau acțiunea asociațiunii, a devenit ilicit, contrar bunelor moravuri sau ordinei publice;

2. Când scopul se urmărește prin mijloace ilicite contrarii bunelor moravuri și ordinii publice;

3. Când fundațiunea fără a fi autorizată după cum se arată în art. 38 din acest regulament, relativ la transformarea scopului, urmărește un alt scop decât acel pentru care s'a constituit și pe care l-a declarat;

4. Când deciziunile adunării generale sunt luate cu violarea dispozițiunilor statutare, actelor constitutive sau legii;

c) Cererea ministerului respectiv de a pronunța disolvarea în caz când persoana juridică pierzându-și personalitatea de plin drept, nu poate consimți să înceteze activitatea sa.

In cazurile prevăzute sub punctele *a* și *b*, tribunalul hotărînd disolvarea va numi prin aceeaș hotărîre și pe lichidatori;

d) Cererile ministerului public sau a oricărui interesat de a se numi lichidatori în cazurile de disolvare de drept a persoanei juridice;

e) Cererile privitoare la autorizarea convocării adunării generale și la prezidarea ei;

f) Cererile privitoare la completarea locurilor prin delegațiune în cazul când organele de direcție, de administrație sau de control nu pot funcționa din cauza vacanței, absenței, boalei sau oricărei alte cauze de împiedicarea vreunuia din membrii lor;

g) Cererile privitoare la litigiile dintre asociați și asociațiune în cazurile prevăzute de art. 47 și următorii din lege;

h) Cererile pentru orice alt diferend s'ar ivi în timpul funcționării sau lichidării, afară de cele prevăzute mai sus;

i) Autorizarea lichidatorilor de a remite celor în drept bunurile și sumele de bani rămase dela lichidarea activului asociațiunilor, împreună cu registrele și actele aparținând acestora. (Lege art. 3, 37, 46, 47, 53, 54, 64, 74 și următorii, 83, 84 și următorii, 96).

Art. 78. — Judecata cererilor prevăzute sub litera *a*, din art. precedent, se va face conform rânduelilor cuprinse în cap. II din acest regulament.

In cazurile prevăzute la punctele *b, c, g* și *h* de sub acelaș articol, se face de urgență și cu precădere, termenul primei înfățișări neputând fi mai lung de 15 zile libere dela primirea citației.

Hotărîrea tribunalului se va pronunța fără opozițiune însă cu drept de apel.

Termenul de apel va fi de 20 zile dela pronunțare.

Celelalte cereri se vor rezolvi în camera de consiliu. (Lege art. 84 și următorii, 96).

Art. 79. — In cazurile prevăzute la litera *h* de sub art. 77 procedura va fi acea a dreptului comun însă pentru toate instanțele termenele vor fi cele prevăzute de art. 901—905 din actualul cod comercial, din vechiu regat, care în privința acestor termene se va aplica pe întreg teritoriul Statului român. (Lege art. 97).

Art. 80. — Tribunalul va fi compus cu ministerul public, care va pune concluziuni ca parte alăturată, în toate chestiunile ce interesează persoanele juridice, iar ca parte principală, în cazurile când legea îi atribue acest rol. (Lege art. 98).

Art. 81. — Tribunalul este competent a judeca în prima instanță, cu apel la Curte, contravențiile prevăzute de art. 2, 7, 23 și 94 din lege.

Termenul de apel e de 20 zile libere, socotite dela pronunțare sau comunicare. (Lege art. 2, 7, 23, 94).

Art. 82. — Tribunalul este de asemenea competinte a judeca în primă şi ultimă instanţă contestaţiunile făcute de orice interesat contra bilanţului întocmit şi publicat de lichidatori. (Lege art. 65).

Art. 83. — La tribunalele cu mai multe secţiuni sau complete, rezolvarea tuturor cererilor şi afacerilor prevăzute în acest paragraf vor fi de competinţa secţiuni I civilo-corecţională sau a completului prezidat de preşedintele tribunalului. (Lege art. 3, 88 urm.).

II. *Pentru Curţi*

Art. 84. — Sunt de competinţa Curţii de apel în circumscripţiunea căreia funcţionează asociaţiunea sau fundaţiunea:

a) Cererile făcute de ministerul competent pentru numirea administratorilor necesari, în caz când actul de fondaţiune n'a determinat organele de direcţie şi administraţie ale persoanei juridice.

In caz când domiciliul fondatorului nu ar fi în circumscripţia Curţii unde funcţionează persoana juridică, cererea va putea fi adresată şi Curţii în circumscripţia căreia domiciliază fondatorul;

b) Cererile făcute de ministerul public, de ministerul competent sau de una din părţile interesate pentru numirea de administratori, în caz când direcţiunea sau administraţiunea instituită de fondatori nu mai poate fi din orice cauză înlocuită, completată sau continuată;

c) Cererile făcute de ministerul public sau de ministerul sub autoritatea şi controlul căruia cade fundaţiunea sau asociaţiunea pentru revocarea organelor de direcţiune şi administraţiune, în caz când s'ar constata că ele nu se conformă legilor ţării, actelor de fundaţiune sau de constituire sau dacă se constată că averile ce le sunt încredinţate se risipesc, se deteriorează sau se întrebuinţează la alte scopuri decât acelea prevăzute prin actele de fundaţiune sau constituire;

d) Cererile organelor de direcţiune şi administraţiune pentru modificarea organizaţiunii statornicită de fondatori, dacă aceasta se constată indispensabil pentru conservarea bunurilor şi realizarea scopului fundaţiunii;

e) Cererile pentru modificarea scopului devenit numai în, parte realizabil a condiţiunilor şi sarcinilor fundaţiunilor.

In aceste cazuri, judecata se va face cu citarea fondatorului sau erezilor în linie directă, iar deciziunea va arăta şi modificările de introdus;

f) Cererile făcute de ministerul public, ministerul competent sau de organele de direcţiune şi administraţiune spre a desemna o altă asociaţiune sau fondaţiune către care urmează a trece patrimoniul persoanei juridice a cărei fiinţă a încetat în cazurile când fundaţiunea nu poate fi organizată aşa încât să corespundă scopului său, sau dacă, patrimoniul ei este insuficient. (Lege art. 22, 74—76, 78 şi 79).

Art. 85. — In toate cazurile de mai sus, judecata se va face în camera de consiliu sau cu un complet separat de cel de şedinţă, la stăruinţa organelor de direcţie şi administraţie, a ministerului public sau a ministerului interesat.

Curtea va putea dispune ascultarea şi a oricărei persoane va crede necesar şi va uza de mijloacele de probă şi informaţiune prevăzute de procedura civilă.

Hotărîrea Curţii va fi motivată şi fără opoziţiune; ea se pronunţa în şedinţă pubică, în prezenţa ministerului public. (Lege art. 95).

Art. 86. — Apelurile făcute contra sentinţelor tribunalelor în cazurile prevăzute de art. 15 din acest regulament şi art. 90 din lege, vor

fi judecate de Curte de urgenţă, cu precădere, înaintea oricărei afaceri şi fără drept de opoziţiune. (Lege art. 90).

Art. 87. — Cererile pentru dobândirea personalităţii juridice a uniunilor, sau federaţiunilor de persoane juridice, sunt de asemenea de competinţa Curţii de apel. (Lege art. 102).

Art. 88. — Pentru uniunile sau federaţiunile cărora Curtea le-a acordat personalitatea juridică, grefa Curţii e datoare a ţine un registru special de persoane juridice, în care se vor înscrie toate aceste uniuni sau federaţiuni.

Acest registru va conţine aceleaşi indicaţiuni ca şi registrele prevăzute pentru persoanele juridice la tribunal. (Lege art. 103).

Art. 89. — La Curţile cu mai multe secţiuni sau complete. rezolvarea tuturor cererilor şi afacerilor va fi de competinţa secţiunii I sau a completului prezidat de preşedintele Curţii. (Lege art. 3 şi 88 urm.).

CAPITOLUL VII

Comisiunea superioară a persoanelor juridice

Art. 90. — Pe lângă Ministerul justiţiei, funcţionează o comisiune superioară a persoanelor juridice, compusă din:

1. I. P. S. S. Mitropolitul Primat, ca preşedinte;
2. Ministrul justiţiei care prezidează în caz de lipsă sau împiedicarea I. P. S. S. Mitropolitului Primat;
3. Ministrul departamentului sau miniştrii departamentelor în competinţa cărora cade scopul asociaţiunii sau fundaţiunii interesate în chestiunea depusă înaintea comisiunii;
4. Prim-preşedintele Inaltei Curţi de casaţie şi justiţie sau în caz de împiedecare de cel mai vechiu preşedinte de secţiune al acelei Inalte curţi;
5. Preşedintele Inaltei Curţi de conturi şi, în caz de împiedicare un consilier delegat de preşedinte;
6. Directorul general sau administratorul instituţiei de Stat care serveşte interesul similar celui servit de asociaţia sau fundaţia adusă înaintea comisiunii;
7. Preşedintele Academiei Române şi în caz de împiedicare un membru delegat de preşedinte;
8. Un efor al Eforiei spitalelor civile;
9. Doi efori epitropi sau administratori ai uneia din cele mai importante persoane juridice din ţară numiţi de Ministerul justiţiei şi prin decret regal;
10. Un rector de universitate numit de ministru;
11. Doi dintre cei mai reputaţi jurişti din ţară;
12. Directorul general al serviciului judiciar din ministerul justiţiei, care va îndeplini şi funcţiunea de secretar al comisiunii.

Procurorul general al Curţii de casaţie face parte din comisiune numai cu vot consultativ. In caz de împiedecare, el va fi înlocuit în comisiune de magistratul desemnat de legea organizării judecătoreşti.

Mandatul membrilor numiţi de Ministerul justiţiei se dă pe o perioadă de cinci ani. (Lege art. 99 şi 100).

Art. 91. — Comisiunea se convoacă de Ministrul justiţiei ori de câte ori va fi trebuinţă.

Şedinţele ei se ţin în localul Ministerului justiţiei.

Convocarea se face prin invitaţiuni scrise.

Comisiunea nu poate lucra decât cu cel puţin 7 membri.

Hotărîrile ei se iau numai cu majoritate de 5 voturi.

Ele se dau în scris şi motivat. (Lege art. 101).

Art. 92. — Procurorul general al Inaltei Curţi de casaţie face parte din comisiune ca reprezentant al Ministerului public.

In această calitate el pune concluziuni înaintea comisiunii ca parte alăturată, în toate chestiunile ce interesează o persoană juridică. (Lege art. 98).

Art. 93. — Atribuţiunile comisiunii superioare a persoanelor juridice sunt următoarele:

1. Judecă apelurile pe cari organele de direcţie şi administraţie ale persoanelor juridice le pot face în caz de nemulţumire contra hotărîrii delegatului ministerului respectiv de a suspenda executarea unei deciziuni luate de acele organe.

Termenul de apel este de trei zile libere şi curge dela comunicarea procesului-verbal de suspendare.

Hotărîrea comisiunii superioare e definitivă.

Ea va fi comunicată organelor persoanei juridice, care va fi datoare a o executa în cel mult 15 zile dela primire.

2. Se pronunţă asupra diferendului dintre delegatul ministerului respectiv şi organele de direcţiune şi administraţiune ale persoanelor juridice, în caz când delegatul ministerului a luat măsura suspendarii unei deciziuni a organelor de conducere şi ele refuza a repune în discuţiune chestiunile cari fac obiectul deciziunii suspendate pentru a primi soluţiunea conformă cu actele de fundaţiune, regulamentelor, convenţiunilor, Constituţiei şi legilor ţării sau în caz când suspendarea se menţine, şi trebue executată.

In acest caz, comisiunea superioară poate da o deciziune care să oblige persoana juridică.

3. A-şi da avizul după cererea consiliului de miniştri sau Ministerului de justiţie dacă o persoană juridică desfăşoară o activitate împotriva bunelor moravuri, a ordinei publice sau a siguranţei Statului şi dacă trebue a se interzice funcţionarea până la intrarea ei în legalitate sau dacă trebue să se hotărască disolvarea ei.

Tot comisiunea la cererea consiliului de miniştri sau a Ministrului justiţiei va aprecia şi-şi va da avizul asupra urgenţei acestor măsuri.

4. In caz de încetare a personalităţii juridice sau a retragerii autorizaţiunei şi în caz că nici statutele, nici adunarea generală nu au dat indicaţiuni asupra destinaţiunii patrimoniului rămas sau când acele indicaţiuni sau hotărîri ar fi contrarii dispoziţiunilor legii, comisiunea e chemată a-şi da avizul de modul întrebuinţării acelui patrimoniu, hotărînd cărei persoane juridice de drept privat sau public cu scop analog, trebue atribuit.

Aceleaşi atribuţiuni revin comisiunii şi în caz când fundaţiunea nu poate fi organizată aşa încât să corespundă scopului său sau dacă patrimoniul ei este insuficient.

5. A-şi da avizul său după cererea Curţii de apel când aceasta e chemată a se pronunţa după stăruinţa organelor de direcţiune şi administraţiune ale fundaţiunilor, dacă pentru conservarea bunurilor şi realizarea scopului este necesară modificarea organizaţiunii statornicite de fondator.

6. A-şi da avizul la propunerea Curţii de apel, asupra cererii de modificare a scopului unei fundaţiuni devenit numai în parte realizabil atunci când se constată că nu mai are caracterul lui primitiv şi fundaţiunea nu mai corespunde nevoilor sociale şi intenţiunilor ce fondatorul ar manifesta în mod normal dacă i-ar sta în putinţă.

7. A-şi da avizul la cererea Curţii de apel dacă poate fi admisibilă cererea de dobândirea personalităţii juridice a uniunilor sau federaţiilor formate din două sau mai multe persoane juridice.

8. A-şi da avizul asupra cererilor adresate Curţilor de apel pentru modificarea sau suprimarea din actul de fundaţiune a condiţiilor şi sarcinilor cari ar putea compromite realizarea scopului fundaţiunii.

9. A-şi da avizul asupra oricăror altor chestiuni ce-i vor fi supuse de Ministerul justiţiei. (Lege art. 99).

Art. 94. — Comisiunea este ţinută să cheme pe reprezentantul autorizat al persoanei juridice interesate spre a o asculta.

Invitaţiunea se va face în scris. Neprezentarea persoanei juridice nu dă dreptul la o a doua chemare. (Lege art. 101).

Art. 95. — Delegaţiunea permanentă ce comisiunea poate să aleagă din sânul său, conform art. 101 din lege, este competinte a culege toate informaţiunile şi elementele ce ar fi necesare comisiunii pentru pregătirea deciziunilor sale, a face orice cercetări şi anchete şi a priveghia executarea acestor deciziuni.

Membrii delegaţiunii pot fi însărcinaţi de asemenea de a studia în prealabil chestiunile aduse înaintea comisiunii şi a face eventual cuvenitul raport.

Comisiunea superioară a persoanelor juridice ţine următoarele registre:

1. Un registru de intrare în care se trec toate chestiunile primite dela Ministerul justiţiei spre a fi cercetate de comisiune;

2. Un registru în care se trec în ordinea numerică toate deciziunile pronunţate de comisiunea superioară;

3. Un registru general în care după tablourile primite dela departamentele respective, secretarul comisiunii va înscri separat asociaţiunile şi fundaţiunile, căzând sub prevederile legii pentru persoanele juridice.

Acest registru va cuprinde în rubrici deosebite:

1. Titlul sau denumirea persoanelor juridice;
2. Obiectul şi scopul;
3. Sediul şi sucursalele;
4. Data constituirii;
5. Actul pe temeiul căruia s'a obţinut personalitatea juridică;
6. Numele, profesiunea şi naţionalitatea persoanelor cari compun organele de direcţiune şi de administraţiune;
7. Averea mobilă şi imobilă ce posedă, şi
8. Modificări ulterioare. (Lege art. 101).

CAPITOLUL VIII

Dispoziţiuni finale şi transitorii

Art. 96. — In ce priveşte asociaţiunile sau sindicatele profesionale, se vor aplica legile speciale în dispoziţiunile ce nu sunt contrarii dispoziţiunilor de ordine publică din legea de faţă. (Lege art. 106).

Art. 97. — Din momentul promulgării legii pentru persoanele juridice, încetează competenţa tuturor autorităţilor cari acordau până în prezent personalitatea juridică, acest drept fiind exclusiv rezervat tribunalelor civile. (Lege art. 106).

Art. 98. — Persoanele juridice de drept privat, existente la data promulgării legii de faţă, sunt obligate ca în termen de 6 luni dela

această dată, să comunice grefei tribunalului în circumscripţia căruia funcţionează administraţia lor principală, următoarele acte:

a) Titlurile pe temeiul cărora au dobândit personalitate juridică;

b) Copie certificată de pe actul constituirii asociaţiei, fundaţiei sau uniuni;

c) Copie de pe statutele sau regulamentele după care se administrează aceste persoane juridice;

d) Copie de pe bilanţul şi darea de seamă a ultimului an;

e) Un memoriu cuprinzând informaţiunile specificate la art. următor.

Copiile actelor prevăzute la alin. *b* şi *c* şi memoriul vor fi semnate de organele de direcţie sau administraţie. (Lege art. 2).

Art. 99. — Memoriul înaintat va cuprinde următoarele indicaţii:

1. Denumirea şi scopul persoanei juridice constituite.
2. Data întemeierii de fapt a asociaţiei sau fundaţiunii.
3. Data şi autoritatea dela care a dobândit personalitatea juridică cu specificarea titlului respectiv.
4. Sediul principal precum şi sediile diverselor filiale cari erau în fiinţă la finele anului social expirat.
5. Data când se încheie anual conturile persoanei juridice.
6. Numărul persoanelor cari alcătuiau asociaţia la finele anului social expirat.
7. Averea persoanei juridice, specificându-se valoarea şi felul bunurilor din cari e formată.
8. Totalul veniturilor şi cheltuielilor pe anul expirat.
9. Numele persoanelor cari compun consiliul de administraţie şi comisia de control cu menţionarea profesiunii, domiciliului şi naţionalităţii lor.
10. Un scurt istoric al activităţii persoanei juridice dela înfinţare şi până la finele anului expirat. (Lege art. 2).

Art. 100. — Persoanele juridice de drept privat cari mai înainte de publicarea acestui regulament vor fi făcut deja grefei tribunalului comunicarea cerută de art. 2, din lege şi în conformitate cu publicaţiunea Ministerului justiţiei dată cu ocaziunea promulgării legii sunt scutite de a face o nouă comunicare, afară, de acelea pentru care tribunalul va fi găsit că actele şi datele comunicate nu au fost complete, în care caz vor fi obligate a se conforma dispoziţiunilor regulamentului de faţă. (Lege art. 2).

Art. 101. — Administraţiile sindicatelor profesionale existente la promulgarea legii, sunt scutite de formalităţile prevăzute la articolele precedente urmând ca înscrierea lor în registrul de persoane juridice de pe lângă tribunale să se facă pe baza comunicărilor judecătoriilor de ocol respective. (Lege art. 2).

Art. 102. — In acelaş termen de şase luni prevăzut la art. 98, organele de direcţie sau administraţie ale persoanelor juridice existente, sunt datoare să înainteze ministerului sub autoritatea şi controlul căruia funcţionează şi după instrucţiunile acestuia, următoarele acte:

1. Copie certificată de direcţie de pe actul constitutiv şi de pe statute sau regulament.
2. Un inventar de averea mobilă şi imobilă ce posedă.
3. Bilanţul şi contul de gestiune (venituri şi cheltuieli) ale anului social precedent. (Lege art. 2).

LEGE

PENTRU INCURAJAREA CONSTRUIREI DE LOCUINŢE [1])

(Decret de promulgare No. 1156 din 30 Aprilie 1927, Monit. Of. No. 95 din 3 Mai 1927)

CAPITOLUL I

Inlesniri pentru construirea de locuinţe de orice fel

Art. 1. — In scopul de a stimula şi încuraja construirea de locuinţe, precum şi de a reface pe cele existente, se acordă, prin legea de faţă, diferite înlesniri: societăţilor pentru construirea de locuinţe, cooperativelor de construcţie, asociaţiunilor de cetăţeni, constituite în vedere de a procura locuinţe membrilor lor, precum şi comunelor şi persoanelor particulare, cari construesc locuinţe, fie pentru ele înseşi, fie pentru alţii, indiferent dacă imobilul urmează a fi locuit chiar de proprietar, sau este destinat a fi dat cu chirie în total sau în parte.

Art. 2. — Veniturile imobilelor noui, construite atât în baza legii de faţă, cât şi ale celor construite după 23 Iulie 1921 până la punerea în aplicare a prezentei legi, nu vor intra în calculul venitului supus impozitului global. Imobilele în chestiune vor fi scutite, pe timp de 10 ani, de acest impozit şi de toate impozitele către Stat, judeţ şi comună; pe alţi cinci ani vor fi scutite de 75% din aceste impozite; şi, în fine, pe alţi cinci ani, de 50% din aceste impozite.

Taxele comunale pentru apă, gunoi şi pompieri nu intră în prevederile acestui articol.

Art. 3. — Toate imobilele destinate a servi ca locuinţe, cari se vor clădi după promulgarea legii de faţă, precum şi acele cari au fost clădite în baza legii de încurajare a construcţiilor din 23 Iulie 1921, nu vor fi supuse legii asupra chiriilor; ele vor urma regimul liberei transacţiuni după dreptul comun.

Art. 4. — Pentru mărirea imobilelor, care are de scop sporirea capacităţii locative, cum şi pentru dependinţe, scutirile vor fi acordate pentru porţiunea clădită din nou.

Dacă însă mărimea imobilului îi sporeşte de două ori sau mai mult capacitatea locativă anterioară, atunci întregul imobil se va bucura de scutirile prevăzute în această lege.

Art. 5. — Imobilele cari se vor construi cu destinaţiune de a servi şi pentru locuinţă şi pentru afaceri comerciale, intră în prevederile art. 2.

Art. 6. —Ministerul Muncii, Cooperaţiei şi Asigurărilor Sociale, cu avizul conform al consiliului de administraţie al Casei construcţiilor, va elibera celor în drept certificate, pe cari aceştia le vor prezenta organelor Ministerului de finanţe pentru a li se face scutirea de impozite potrivit dispoziţiunilor prevăzute la art. 2.

Art. 7. — Funcţionarii cari vor fi dovediţi că, intenţionat sau cu ştiinţă, au căutat, fie prin referate sau adrese scrise, fie pe orice altă cale, să inducă în eroare Ministerul muncii (Casa construcţiilor), cu scopul de a face să se elibereze certificate pentru a folosi la acordarea înlesnirilor şi scutirilor prevăzute de lege, vor fi destituiţi, daţi în judecată şi pedepsiţi cu închisoare dela un an la cinci ani.

---

[1]) Rectificată conform eratei Monit. Of. No. 108 din 19 Mai 1927).

CAPITOLUL II

Despre construirea de locuințe economice

Art. 8. — Construcțiile de locuințe economice pentru funcționarii și pensionarii publici, civili și militari, pentru ostașii cari au participat la războiul de întregirea neamului, cum și pentru persoanele cu mijloace restrânse de traiu, se vor bucura, pe lângă înlesnirile acordate la articolele precedente, și de alte înlesniri, dacă persoanele, pentru cari se construesc, se vor găsi în următoarele două condițiuni:

1. Să nu aibă un venit mai mare de 200.000 de lei anual, stabilit după rolurile fiscului;

2. Să nu posede în localitate niciun imobil putând servi ca locuință.

Art. 9. — *a)* Asociațiunile formate din categoriile de cetățeni români, enumerate în articolul precedent, cari se vor constitui în vederea dobândirii de locuințe pentru membrii lor, vor fi scutite de orice taxe de timbru și de înregistrare pentru constituire, disolvare sau lichidare;

b) Aceste asociațiuni vor fi scutite de taxele comunale pentru construcțiuni;

c) Statul, județele și comunele au obligațiunea de a vinde asociațiunilor mai sus arătate parcele din terenurile lor virane, în scopul de a se construi pe ele locuințe economice.

Se exceptează terenurile virane rezervate pentru construcțiunile necesare serviciilor publice, precum și terenurile situate în cartierele comerciale sau pe arterele principale ale orașelor.

Prețul vânzării terenurilor pentru construirea de locuințe economice va fi stabilit, după actele de vânzare, din acea epocă, a terenurilor de acelaș fel din vecinătate, de către o comisiune compusă din: președintele tribunalului, desemnat de Ministerul justiției, și care va prezida comisiunea; președintele Camerei de comerț și industrie, sau a secției din localitate a acestei Camere; un delegat al consiliului de administrație al Casei construcțiilor și un reprezentant al proprietarului terenului viran (Stat, județ sau comună), delegat de autoritatea respectivă.

Art. 10. — Pentru ca construcțiile prevăzute la acest articol să poată fi într'adevăr economice, trebue ca, pe lângă înlesnirile ce li se acordă prin articolul precedent (alin. *a, b, c*), ele să fie executate după anumite regule și norme:

a) Eventual, să întrebuințeze, în locul materialelor obișnuite, cari ar fi prea costisitoare, alte materiale mai ieftine, dovedite, prin experiențe sau prin studiile specialiștilor, că îndeplinesc condițiunile de trăinicie, rezistență și igienă, ca și materialele obișnuite;

b) Casele să fie construite în grupe sau serii, după tipuri stabilite prealabil de Casa construcțiilor, de acord cu societățile constructoare;

c) Planurile și devizele caselor economice vor fi supuse pentru cercetare, verificare și aprobare la Casa construcțiilor, și numai după aprobarea acesteia va putea începe construcția.

Art. 11. — Consiliul de administrație al Casei construcțiilor va stabili condițiunile pe cari trebue să le îndeplinească o locuință, pentru a avea caracterul de economică și igienică.

CAPITOLUL III

Despre societăţile de construcţie

Art. 12. — Societăţile de orice fel pentru construirea de locuinţe, existente sau cari se vor mai construi după promulgarea prezentei legi, precum şi comunele şi antreprenorii particulari, când vor construi locuinţe cari urmează a fi achitate prin plată de anuităţi, vor avea asupra acelor imobile şi asupra terenului, până la completa achitare, privilegiu, dacă terenul a aparţinut proprietarului locuinţei.

Art. 13. — Pentru plata anuităţilor şi accesoriilor datorite, societăţile constructoare beneficiază şi de un privilegiu asupra veniturilor şi produselor de orice natură ale imobilului ipotecat.

Acest privilegiu are rang după acel al tezaurului public pentru impozitele datorite de imobil.

Art. 14. — Inscripţiunile ipotecare şi cele privilegiate, luate în favoarea societăţilor constructoare, sunt scutite de reînnoirea cerută de art. 1.786 din codul civil.

Prescripţiunile nu curg contra lor.

Ipoteca garantează anuităţile cu dobânzile, precum şi cheltuelile până la plata integrală a datoriei, fără să fie nevoie de a se lua vreo nouă inscripţiune la expirarea celor trei ani prevăzuţi la art. 1.785 din codul civil.

Art. 15. — Prin derogare dela dispoziţiile cuprinse în actele dotale şi ale codului civil, imobilele dotale vor putea fi ipotecate, cu autorizarea justiţiei, în primul rang, în favorul antreprenorului sau societăţilor constructoare, în scopul de a plăti costul îmbunătăţirilor, adăogirilor sau construcţiunilor noui, echivalente cu suma garantată prin actul de ipotecă.

Art. 16. — Pentru locuinţele economice, cheltuielile de administraţie, cuprinse în calculul anuităţilor, nu vor depăşi cota de 2%.

Art. 17. — Poliţele de asigurare contra incendiului, precum şi poliţele de asigurare asupra vieţii sau caz de moarte a proprietarului imobilului ce urmează a se construi, vor fi date în gaj în favoarea societăţii sau antreprenorului constructor, până la plata ultimei anuităţi, şi se va face notificare de către aceştia societăţii de asigurare.

CAPITOLUL IV

Despre fondul pentru construire de locuinţe

Art. 18. — Fondul pentru construire de locuinţe poate fi alimentat prin următoarele mijloace:

a) Sume înscrise în bugetul general al Statului;

b) Subvenţiile municipiilor, comunelor şi judeţelor;

c) Imprumuturi contractate, eventual, de către Stat în scopul construirii de locuinţe;

d) Donaţiuni şi legate.

Art. 19. — Veniturile arătate în articolul precedent, precum şi orice alte venituri, cari s'ar mai crea în acelaş scop, formează un singur fond, denumit: *„Fondul pentru construire de locuinţe“*.

Destinaţiunea exclusivă a acestui fond este de a înlesni, prin acordare de credite de către Casa construcţiilor, construirea de locuinţe.

Art. 20. — Sub niciun motiv nu se va putea întrebuinţa vreo sumă, cât de mică, din acest fond în alt scop decât direct pentru construire de locuinţe precum şi reparări radicale.

CAPITOLUL V

Despre îndatorirea de a construi. Sindicatele patronale pentru construire de locuințe în folosul salariaților lor

Art. 21. — Proprietarii cari posedă mai mult de două terenuri virane, cu o întindere totală mai mare de 1.000 m. p., în orașele cu o populație de peste 50.000 locuitori, și mai mare de 2.500 m. p., în orașele cu o populație sub 50.000 locuitori, sunt obligați să înceapă lucrările de construcție până la 1 Ianuarie 1930, sau să parceleze terenurile și să le pună în vânzare până la acea dată.

Dacă până la această dată nu vor fi început lucrările de construcție, sau nu vor face dovadă că au vândut terenurile acumulate, ele vor fi supuse la un impozit de 10% peste impozitul prevăzut în legile existente pentru terenurile virane.

Acest impozit va fi în favoarea Casei construcțiilor.

Pentru terenurile cari actualmente sunt ocupate cu depozite comerciale sau industriale, consiliul de administrație al Casei construcțiilor va aprecia și hotărî, dela caz la caz, îndatorirea de a construi, fixând și un termen pentru construire.

Prin loc viran, în sensul acestei legi, se înțelege:

a) Orice teren, îngrădit sau nu, închiriat sau neînchiriat, fără construcție pe el, aflat în perimetrul unei comune urbane reședințe, cu cel puțin 20.000 locuitori, exceptându-se suburbiile orașelor ale căror locuitori se ocupă cu agricultura;

b) Orice teren cuprins în perimetrul zonei comerciale, care are o construcție pe loc ce nu acoperă ⅓ din suprafața totală a terenului, iar în celelalte zone până la ¼; aceasta în orașele cu populațiune dela 20.000 locuitori în sus; în celelalte orașe cu populațiune mai mică, pentru zona comercială se reduce porțiunea construită la $^1/_5$, iar pentru celelalte zone la $^1/_8$ din totalul suprafeței;

c) Orice teren pe care se află o construcție veche sau insalubră și care în planurile de edilizare a orașului e destinată a fi dărâmată.

Se socotește și se tratează ca loc viran numai plusul peste cotele prevăzute în acest articol la punctul *b.*

Nu se va socoti teren viran decât partea de teren care nu este acoperită de construcțiuni; de asemenea se exceptează acele locuri cari prin situația lor topografică nu pot servi la construcție.

Bărăcile sau instalațiunile provizorii, ce nu sunt destinate a fi utilizate pentru locuință nu se vor socoti construcțiuni.

Locurile virane, despre cari vorbește acest articol și asupra cărora urmează a se înființa impozite, sunt numai acele ce se găsesc în comunele urbane reședințe de județ și cari au o populație mai mare de 20.000 locuitori.

Art. 22. — Societățile anonime, cari au un capital social mai mare de 50 milioane lei în numerar, imobile, mărfuri sau instalațiuni, și cari, pentru serviciile lor de administrație, ocupă localuri cu chirie, sunt obligate ca, până la 31 Decemvrie 1935, să-și construiască imobile proprii pentru biurouri și pentru personal

Pentru întreprinderile cari au biurourile lor în cartiere pur comerciale, consiliul de administrație al Casei construcțiilor va aprecia și hotărî, dela caz la caz, asupra acestei obligațiuni.

Dacă societățile menționate vor voi să beneficieze și mai departe de localurile ce ocupă cu chirie, vor fi obligate, după aprecierea consiliului Casei construcțiunilor, să construiască una sau mai multe case de locuit.

Art. 23. — Dacă întreprinderile mai sus arătate nu vor construi până la data sus menționata, Ministerul muncii, cooperației și asigurărilor sociale va hotarî, cu avizul conform al consiliului de administrație al Casei construcțiilor, ca contravenienții să plătească, anual, până ce vor cladi, o suma egală cu de cinci ori chiria anuală ce platesc pentru imobilele ocupate.

Această amendă va fi în favoarea Casei construcțiilor.

Urmarirea și încasarea amenzilor se vor face în baza legii de urmărire a veniturilor Statului.

Art. 24. — In contra hotarîrii Ministerului, contravenientul urmărit are drept de apel la tribunal, în termen de 15 zile dela data comunicarii hotărîrii Ministerului. Apelul se va declara la tribunal.

Apelurile se vor judeca de urgență.

Termenul de recurs în contra sentințelor date în apel va fi de zece zile dela data comunicării sentinței. Recursul va fi suspensiv.

Art. 25. — Patronii întreprinderilor industriale, comerciale și financiare, cari întrebuințeaza, în mod obișnuit, un număr de peste 50 de salariați, au îndatorirea de a lua masuri și de a contribui pentru construirea de locuințe destinate salariaților lor și familiilor acestora, și anume:

Cei cari ocupă, în mod obișnuit, peste 100 lucrători vor construi din fondurile proprii aceste locuințe.

Ceilalți se vor asocia, în mod obligator, în sindicate patronale de construcție, pe județe, contribuind cu 5% din profitul lor anual pentru construcția locuințelor de lucrători din județul lor.

Art. 26. — Mai multe sindicate patronale pot forma o federală. Se pot federaliza chiar toate sindicatele patronale pe țara întreagă.

Art. 27. — Sindicatul patronal va stabili statistica locuințelor de cari au nevoie întreprinderile ce-l compun. Aceasta statistică va fi revizuită la fiecare trei ani.

Art. 28. — Fiecare sindicat patronal își va întocmi statutele și va funcționa în conformitate cu aceste statute.

Statutele vor trebui să fie aprobate de consiliul de administrație al Casei construcțiilor.

Art. 29. — Sindicatele patronale, ca și federalele lor, sunt autonome. Afacerile lor sunt conduse și administrate de un consiliu de administrație, ales de patronii întreprinderilor cari compun sindicatul sau federala, pe timp de trei ani.

Ministerul muncii va avea în acest consiliu un delegat al său, prin mijlocirea căruia va controla aplicarea legii.

Art. 30. — Sindicatele patronale, ca și federalele lor sunt persoane juridice. Ele pot primi donațiuni și legate în scopul construirii de locuințe pentru salariații întreprinderilor sindicalizate.

Art. 31. — Sindicatele patronale, ca și federalele lor, pot contracta împrumuturi în țară sau în străinătate.

Art. 32. — Toate actele de constituire și de lichidare a sindicatelor patronale și a federalelor sunt scutite de taxele de timbru și înregistrare; sindicatele formate în acest scop ne mai având nevoie și de autorizarea Ministerului muncii, pentru constituire.

Art. 33. — Incasarea cotizațiilor întârziate, cum și a oricăror sume pe cari patronii le-ar datora sindicatului, pentru construcțiunile de locuințe destinate personalului, vor fi urmărite în conformitate cu Legea de urmărire a veniturilor Statului.

Art. 34. — Sindicatele patronale sau federalele pot emite obligațiuni purtătoare de dobânzi.

Art. 35. — Aceste obligaţiuni vor fi garantate prin clădirile ce se vor construi, cât şi prin capitalul sindicatului patronal.

Art. 36. — Intreaga valoare a obligaţiunilor emise, sau numai o parte din ea, poate fi data pentru acoperirea membrilor sindicatului patronal.

Repartiţiunea obligaţiunilor între membrii sindicatului patronal se va face de consiliul de administraţie.

Art. 37. — Amortizarea obligaţiunilor se va face prin tragere la sorţi, pentru valoarea sumelor provenind din plata anuităţilor; şi prin retragerea directă din circulaţie, pentru valoarea sumelor provenind din plaţile facute cu anticipaţie.

Art. 38. — Sumele adunate din cotizaţiuni şi cele provenind din împrumuturi sau din plasamentul obligaţiunilor vor forma fondul de construcţie al sindicatului patronal.

Din acest fond, consiliul de administraţie al sindicatului patronal va acorda credite membrilor sindicatului pentru construirea de case în scopul arătat de această lege.

Statutele vor prevedea norme pentru garantarea acestor împrumuturi. De asemenea, ele vor prevede modalitatea de plată a anuităţilor, pentru cazul când o întreprindere împrumutată a trecut sub alta firmă sau a încetat cu totul.

Art. 39. — Sindicatul patronal va avea asupra construcţiilor, executate de întreprinderile sindicalizate cu sprijinul sindicatului, un drept de privilegiu până la completa lor achitare.

Art. 40. — Pentru realizarea creanţelor sale, provenite din împrumuturile acordate întreprinderilor în scopul construirii de locuinţe, sindicatul patronal va avea aceleaşi drepturi, prevăzute de aceasta lege pentru societăţile constructoare.

Art. 41. — Casa construcţiilor este datoare a ţine la dispoziţia sindicatelor patronale, sau a întreprinderilor sindicalizate, cari vor să construiască locuinţe pentru personalul lor, datele informaţiunile, studiile, planurile, de cari ele ar avea nevoie.

Ministerul muncii, prin Casa construcţiilor, este în drept de a supraveghia, controla şi interveni, pentru ca locuinţele, cari urmează a fi construite, să întrunească condiţiile de salubritate şi de igienă.

Art. 42. — Sindicatele patronale au obligaţiunea de a supraveghea ca locuinţelor, construite cu sprijinul lor, să li se dea destinaţiunea prevăzută de lege.

Orice schimbare de destinaţiune a imobilului, totală sau parţială, va trebui să aibă aprobarea Sindicatului patronal.

Art. 43. — Intreprinderile vizate de această lege sunt datoare să înlesnească organelor Ministerului muncii cercetările privitoare la locuinţele salariaţilor, dând acestor organe informaţiunile şi lămuririle ce ar cere.

Art. 44. — Ruperea contractului de muncă, din orice cauze ar proveni, nu atrage imediata evacuare a lucrătorului din imobilul construit de întreprinderea unde lucrează. Contractul de închiriere se prelungeşte, prin efectul legii de faţă, cu o lună după desfacerea contractului de muncă.

CAPITOLUL VI

Despre creditele acordate de Casa construcţiilor pentru construire de locuinţe

Art. 45. — In măsura fondurilor ce-i vor sta la dispoziţie, Casa construcţiilor va acorda credite în scopul construirii de locuinţe, în următoarea ordine de preferinţă:

A. Funcționarii publici definitivi și pensionarilor publici, de orice categorie, invalizilor și văduvelor de războiu, cari îndeplinesc următoarele condițiuni:

1. Sa nu fie impuși la un venit global mai mare de 200.000 lei.
2. Sa nu posede, ei sau soțiile lor, în aceeași localitate, un imobil în care ar putea locui.
3. Să nu fi vândut, ei sau soțiile lor, după promulgarea acestei legi, oricare ar fi fost motivul, afară de ieșirea din indiviziune, un imobil în care au locuit sau ar fi putut locui.

B) Cooperativelor constituite cu aprobarea Casei centrale a cooperației, în vederea de a procura locuințe membrilor lor.

Prin derogare dela dispozițiile art. 7 din legea băncilor populare, un societar al unei cooperative de locuințe va putea avea o parte socială nelimitată în cooperativă.

C) Comunelor cari construiesc locuințe, precum și societăților pentru construire de locuințe economice, cari vor garanta împrumutul prin capitalul lor social și prin creanțele ipotecare de rangul întâi asupra imobilelor ce vor construi.

Sunt cuprinși în categoria acestui articol și acei funcționari și pensionari publici, cari posedă terenuri în coproprietate cu soțiile lor.

Art. 46. — Pentru a obține creditul de construcție, împrumutatul trebue să posede terenuri și cel puțin 10% din costul clădirii — aceasta pentru funcționarii publici definitivi și pentru pensionarii publici; 20% celelalte categorii de împrumutați.

Suma aprobată ca împrumut va fi eliberată în rate, treptat cu executarea lucrărilor de construcție.

Prima rată va fi proporțională cu valoarea terenului. Această proporție nu va depăși 75% din valoarea terenului.

Evaluarea terenului cade în sarcna consiliului de administrație al Casei construcțiilor.

Art. 47. — Sumele împrumutate de Casa construcțiilor vor fi amortizate către această Casă prin anuități. Amortizarea va fi în termen de cel mult 30 ani pentru funcționarii publici definitivi, pentru pensionarii publici, pentru comune, pentru cooperativele și societățile pentru construire de locuințe economice; și de 20 ani pentru celelalte categorii de împrumutați.

Art. 48. — Anuitatea va cuprinde: *a)* amortizarea cu dobândă a capitalului împrumutat; și *b)* prima în caz de incendiu.

Art. 49. — Pentru funcționarii publici definitivi și pentru pensionarii publici dobânda capitaului împrumutat va fi cu 1%, iar pentru celelalte categorii de împrumutați va fi cu 2% mai mult peste scontul Băncii Naționale.

Art. 50. — Urmărirea sumelor datorite Casei construcțiilor se va face în conformitate cu legea de urmărire a veniturilor Statului.

Pentru anuitățile întârziate se va percepe în plus dobânda legală.

De asemenea, se va percepe în plus remiza perceptorilor, în caz când încasarea anuităților întârziate se va face prin aceștia.

Art. 51. — Achitarea anuităților se va face semestrial, sau și mai des, dacă împrumutatul preferă aceasta.

In caz de plată anticipată a restului sumelor ce mai datorește un împrumutat, consiliul de administrație al Casei construcțiilor va acorda o scădere, proporțională cu timpul anticipat. Amănuntele se vor determina prin regulament.

Art. 52. — Dacă împrumutatul nu a achitat trei anuități consecutive, Casa construcțiilor este în drept ca, în urma a două somațiuni făcute la interval de câte 30 zile, fără punere în întârziere sau che-

mare în judecată, să evacueze pe ocupant și să dispună închirierea imobilului și încasarea chiriilor, până la completa achitare a anuităților.

Art. 53. — In caz de vânzare sau închiriere totală sau parțială a imobilelor construite cu creditele acordate de Casa construcțiilor, proprietarul este obligat să anunțe această vânzare sau închiriere Casei construcțiilor în termen de 3 luni de zile, sub sancțiunea exigibilității imediate a tuturor ratelor ce se mai datorează din împrumut.

Art. 54. — Toate amenzile prevăzute de Legea chiriilor vor fi pronunțate în favoarea Casei construcțiilor, care le va încasa pe baza Legii de urmărire a veniturilor Statului.

Art. 55. — Pentru cazurile neprevăzute în articolele precedente, atât în privința acordării creditelor, cât și în ce privește garantarea lor, va hotărî consiliul de administrație al Casei construcțiilor, pentru fiecare caz în parte.

CAPITOLUL VII

Despre proprietatea pe etaje sau pe apartamente

Art. 56. — Imobilele cuprinzând mai multe etaje sau apartamente pot face obiectul dreptului de proprietate individuală, divizată pe etaje sau pe apartamente, având toate artibutele recunoscute de legi, acestui drept.

Art. 57. — Dreptul de proprietate individuală asupra unui etaj sau apartament cuprinde, ca accesoriu, și dreptul de copropietate forțată asupra tuturor porțiunilor din imobil, aflătoare, prin natura lor, în folosința comună a tuturor celor ce locuesc imobilul, precum: terenul, fațada, fundațiile, acoperișul, intrările, instalațiile comune.

Dreptul accesoriu nu se poate transmite, ipoteca sau valorifica în niciun mod, decât împreună și implicit cu dreptul principal de proprietate individuală asupra etajelor sau apartamentelor.

Art. 58. — Starea de indiviziune forțată, definită prin articolul precedent, fiind un atribut necesar al acestei forme de proprietate, art. 728 și următorii din codul civil din Vechiul Regat, art. 830 și următorii din codul civil în vigoare în Ardeal și Bucovina, precum și art. 550 și următorii din codul civil în vigoare în Basarabia, nu-i sunt aplicabile.

Art. 59. — Pentru administrarea, întreținerea și folosința părților comune, supuse stării de indiviziune forțată, proprietarii de etaje sau apartamente constitue, de drept și fără alte formalități, o asociațiune civilă.

Calitatea de asociat este indisolubil legată de dreptul de proprietate asupra etajelor sau apartamentelor; ea se dobândește prin simplul fapt al achiziției unui asemenea drept și trece, odată cu dânsul, la toți dobânditorii sau subdobânditorii eventuali.

Art. 60. — In lipsa unor convențiuni speciale, aceste asociațiuni se vor guverna după următoarele norme:

a) Organul care ia deciziuni în numele asociațiunii este adunarea generală a proprietarilor de apartamente din imobil.

Adunarea deleagă drepturile sale, în fiecare an, unui administrator gerant, ales dintre proprietarii cari conduc de fapt gospodăria părților comune din imobil, sub controlul unui număr de proprietari, desemnați, de asemeni, de către adunarea generală.

Această adunare se întrunește de drept și fără convocare specială, la începutul fiecărui an de gestiune, pentru a descărca de gestiunea sa pe gerantul în exercițiu și pentru a aproba repartiția cheltuielilor între proprietari, pentru a stabili bugetul cheltuielilor comune pe anul

viitor și cota de participare a fiecarui proprietar în raport cu valoarea apartamentului sau, pentu a hotărî măsurile de interes general privind gospodaria părților comune din imobil, cum și pentru a desemna pe gerant și pe proprietarii delegați; atât însarcinarea administratorului gerant cât și a proprietarilor deegați este gratuită;

b) Proprietarii pot fi convocați în adunare extraordinară, când nevoia cere;

c) In aceste adunari generale ordinare sau extraordinare deciziunile se iau, la prima zi de întrunire, cu participarea a două treimi din numarul proprietarilor și din valoarea apartamentelor, cu majoritatea absoluta a numărului proprietarilor prezenți și a valorii apartamentelor ce ei reprezintă. Dacă la prima adunare nu au participat două treimi din numărul proprietarilor sau din valoarea apartamentelor, adunarea se va ține după o săptămâna, fara alta convocare, cu oricâți membri prezenți, decizând în același mod;

d) Deciziunile adunărilor generale se vor semna de președinte, de secretarul adunării și de membrii prezenți, trecându-se într'un registru special;

e) Oricare asociat se poate opune la deciziunile cari ar fi contrarii regulamentului, legii sau actului constitutiv. Președintele tribunalului situațiunii imobilului, dupa ce va asculta pe administratorul gerant și pe proprietarii delegați, poate să suspende executarea deciziunilor printr'o ordonanță provizorie, care se va aduce la cunoștința administratorului gerant.

Art. 66 bis din procedura civilă este aplicabil în orice cerere ar face vreunul din asociați, în legătură cu exercițiul posesiunii sale.

Aceste ordonanțe prezidențiale se dau fără drept de opoziție, cu drept de apel la tribunalul din care face parte președintele, în termen de cinci zile dela data comunicării ordonanței și cu drept de recurs în casație în termen tot de cinci zile dela data comunicării ordonanței dată de tribunal. Judecata se va face în termen scurt;

f) Sumele rezultând din ordonanța rămasă definitivă vor constitui o creanță privilegiată, după fisc, în favoarea asociației proprietarilor din imobil, cu rang imediat următor privilegiului pentru restul de preț datorat vânzătorului dela care proprietarul debitor a cumpărat apartamentul.

Art. 61. — Participarea la cheltuielile pentru întreținerea părților comune din imobil și pentru funcționarea instalațiilor comune este obligatorie pentru toți asociații, și nu se poate refuza sub cuvânt că nu s'a uzat decât parțial sau de loc, din orișice motive, de serviciile comune.

Art. 62. — Neplata la termen a contribuțiunii prevăzute în articolul precedent dă dreptul administratorului gerant în exercițiu să urmărească, concomitent sau succesiv, la a sa alegere, orice avere mobilă sau imobilă a proprietarului debitor, pentru acoperirea sumei datorite.

Urmărirea se va începe în puterea unei simple ordonanțe, care se va emite de urgență, cu citarea părților, de președintele tribunalului de notariat, sau, în lipsa unui asemenea tribunal, de președintele tribunalului civil al situațiunii imobilului, cu drept de apel, în termen de trei zile dela comunicarea ordonanței, la completul aceluiași tribunal; și cu dreptul de recurs la înalta Curte de casație, în termen de trei zile dela data comunicării hotărîrii date de tribunal în apel.

Art. 63. — Imobilul va fi întotdeauna asigurat contra incendiului, prin grija administratorului gerant în exercițiu, pentru valoarea globală care se va stabili de adunarea generală a proprietarilor.

Primele se vor plăti de gerant din fondul comun.

In caz de incendiu, suma realizată prin asigurare se va întrebuința

exclusiv la refacerea imobilului și nu se va putea distribui sub niciu formă proprietarilor, nici chiar acelora în deosebi atinși de sinistru.

Pentru mobilier și pentru toate cele cuprinse în apartamente, proprietarii vor putea contracta asigurări individuale.

Art. 64. — Impozitele cuvenite asupra întregului imobil se vor repartiza direct de comisiunile de recensământ pe numele fiecărui proprietar de apartamente, proporțional cu valoarea apartametelor.

Art. 65. — Ca o consecință a principiilor stabilite prin art. 56 și 57 de mai sus, urmăririle individuale, îndreptate împotriva proprietarilor pentru datorii particulare, nu pot avea de obiect decât apartamentul sau apartamentele aparținând acestor proprietari, cari se vor putea urmări și vinde ca orice bun imobiliar, dobânditorul intrând, prin faptul achiziției sale, în toate drepturile ce decurg din această formă de proprietate.

Acțiunile privind asociațiunea proprietarilor, cum și urmăririle îndreptate asupra imobilului în întregime, vor trebui îndreptate asupra tuturor proprietarilor imobilului. Prin excepție dela această regulă, se vor îndrepta asupra gerantului în exercițiu, ca reprezentant legal al asociațiunii proprietarilor, numai acțiunile decurgând din angajamentele contractate de gerant în calitatea sa de administrator al părților comune din imobil.

Art. 66 — Dispozițiunile de sub acest capitol se aplică, în lipsă de convențiuni contrare, tuturor imobilelor stăpânite pe etaje sau pe apartamente, construite sub imperiul Legii pentru încurajarea construcțiilor din 23 Iulie 1921.

CAPITOLUL VIII

Despre realizarea creanțelor ipotecare ale societăților pentru construire de locuințe

Art. 67. — Pentru încasarea anuităților contractuale, societatea care a construit locuințe ce urmează a fi achitate prin plată de anuități, are facultatea ca, în caz de întârziere din partea debitorului, sau să ia în posesiune imobilul ipotecat, sau să procedeze la vânzarea lui, sau să uzeze concomitent de ambele acestei măsuri, conformându-se dispozițiunilor de mai sus.

Art. 68. — Societatea poate cere președintelui tribunalului situațiunii imobilului, sau judecătorului care îi ține locul, punerea în posesiune a imobilului ipotecat; aceasta, pe cheltuiala și riscul debitorului în întârziere.

Președintele, sau cel care îi ține locul, este obligat ca, în trei zile dela cererea societății, să someze pe debitor, prin oficiul portăreilor, conform art. 74 din codul de procedură civilă, a-și plăti datoria, făcându-i cunoscut că, în caz de neplată, societatea va fi pusă în posesiunea imobilului ipotecat. Dacă debitorul nu-și plătește datoria în zece zile dela notificare, președintele, fără altă formalitate, va pune societatea în posesiunea imobilului ipotecat, pe cheltuiala și riscul debitorului.

Societatea, pusă în posesiune, nu este datoare să respecte contractele cari au de obiect folosința imobilului, decât numai când ele vor fi fost acceptate în scris de către Societate.

Pe tot timpul cât va dura posesiunea, Societatea va încasa veniturile imobilului, oricare ar fi opozițiunea.

Din produsul acestor venituri se vor scădea mai întâi drepturile tezaurului privind imobilul, cheltuielile de punere în posesiune, cheltuielile făcute pentru administrațiunea fondului și anuităților întârziate.

iar restul va fi ținut, fără nicio dobândă, la dispozițiunea debitorului.

Toate riscurile și pericolele ce pot rezulta din punerea în posesiune a Societății constructoare vor fi în sarcina debitorului.

Art. 69. — Dacă, după clauzele contractuale, creanța Societății constructoare ar deveni exigibilă în întregime, Societatea va putea urmări vânzarea imobilului ipotecat.

Nicio opozițiune nu este primită în contra acestei urmăriri.

Pentru vânzarea imobilului ipotecat, Societatea va face debitorului său, la domiciliul ales prin contract, o somațiune de urmărire pentru plata anuităților întârziate, cu procente și cheltuieli, și a capitalului integral.

Notificarea somațiunii se va face conform art. 74 din procedura civilă.

Indată după notificare, Societatea va putea cere tribunalului situațiuni imobilului transcrierea somațiunii în registrul pentru trecerea comandamentelor.

Din momentul transcrierii somațiunii de urmărire, imobilul este lovit de indisponibilitate; și oricari ar fi transacțiunile ce ar urma transcrierii, ele nu vor fi opozabile Societății constructoare, și urmărirea se va continua tot în persoana debitorului somat.

Somațiunea își produce efectul până în momentul când debitorul a achitat integral Societății constructoare toate ratele, cu dobânzile și cheltuielile de orice natură, datorate până în momentul plății.

Dacă, în interval de o lună dela notificarea somațiunii de urmărire, debitorul nu plătește Societății toate ratele, cu dobânzi și cheltuieli, datorate până în momentul somațiunii, Societatea este în drept a cere tribunalului situațiunii imobilului ipotecat vânzara lui.

In acest scop, pe lângă cerere, Societatea va alătura, în original, somațiunea de urmărire, prevăzută la alin. 3 din acest articol, precum și dovada sau procesul-verbal de predarea ei. Tribunalul va da Societății còpii legalizate de pe toate aceste acte; și, în caz de disparițiune a originalelor, acele còpii vor ține loc de originale.

Tribunalul în cel mult trei zile dela primirea cererii Societății constructoare, va ordona punerea în vânzare a imobilului.

Vânzarea se va face după trei luni din ziua publicațunii în *Monitorul Oficial.*

Publicațiunea vânzării în *Monitorul Oficial* va cuprinde:

a) Mențiunea că vânzarea se face după cererea Societății constructoare;

b) Comuna, strada și numărul unde se găsește situat imobilul;

c) Numele și pronumele debitorului urmărit;

d) Locul, anul, ziua și ora, când are să se facă vânzarea imobilului ce se urmărește.

Afară de formalitățile de vânzare, prevăzute prin prezenta lege, nu se pot aplica Societăților, cari construesc locuințe ce urmează a fi achitate prin plată de anuități, alte dispozițiuni de procedură civilă privitoare la vânzările silite.

Dacă în ajunul zilei fixate pentru vânzarea imobilului, proprietarul va plăti Societății ratele întârziate, cu procentele și cheltuielile datorite până în momentul plății, vânzarea nu va avea loc și dosarul se va închide.

Dacă ziua hotărîtă pentru vânzare cade într'o Duminică, sau într'o zi de sărbătoare legală, sau într'o zi de vacanță, vânzarea se va face, fără altă publicațiune, în cea dintâi zi lucrătoare ce va urma.

In caz de amânare, vânzarea se va putea face după 20 zile din ziua publicării în *Monitorul Oficial.*

Ziua fixată pentru vânzarea cerută de Societatea constructoare nu va putea fi amânată prin conexările ce s'ar face cu alte urmăriri.

Dacă, din cauza unei alte urmăriri decât a Societății, chiar după conexare s'ar provoca amânare, vânzarea cerută de Societate se va continua.

Strigarea va începe dela prețul oferit de Societatea constructoare și menționată în caietul de sarcini, care va fi depus la dosarul vânzării cu cel puțin opt zile înainte.

Dacă după trei strigări, cari se vor repeta din cinci în cinci minute, nimeni nu va da un preț mai mare decât cel oferit de Societatea constructoare, imobilul se va adjudeca asupra ei.

Societatea va avea dreptul de a licita numai până la concurența prețului trebuitor pentru acoperirea creanțelor și a cheltuielilor ei.

Prețul odată oferit de Societate, vânzarea se va putea continua și în lipsa ei.

Dacă sunt mai mulți concurenți, imobilul se va adjudeca asupra aceluia care, la cea din urmă strigare, va da cel mai mare preț.

Adjudecatarul va subscrie procesul-verbal de adjudecațiune; și, de nu va voi sau nu va putea subscrie, se va face mențiune despre aceasta în procesul-verbal al ședinței.

Nu vor fi primiți la licitațiunea imobilelor urmărite după cererea Societăților constructoare de locuințe decât aceia cari vor fi depus la Casa de depuneri și consemnațiuni sau la tribunal, fie chiar și în ziua vânzării, a douăsprezecea parte a prețului oferit de către Societate; depozitul va fi sau în numerar, sau în efecte ale Statului, socotite după cursul zilei.

Acest depozit se va păstra la tribunal până la liberarea ordonanței de adjudecare.

Societatea constructoare este scutită de un asemenea depozit.

După adjudecațiune, tribunalul va face cunoscut verbal celor de față că supralicitarea va avea loc în opt zile; ziua supralicitării se va putea anunța și printr'un afipt în auditorul tribunalului.

In timpul acestor opt zile și în ziua de supralicitare, orice persoană capabilă va putea să supraliciteze, dacă va oferi cel puțin 10% peste prețul dela prima licitațiune.

Supralicitatorul va declara voința de a supralicita printr'o cerere către tribunal, semnată de el, și în care va arăta și adausul de 10%. Tribunalul nu va primi oferta de supralicitare dacă nu va fi însoțită de un depozit de 20% din prețul primei adjudecări, în numerar sau în efecte ale Statului, socotite după cursul zilei.

Societatea este scutită de un asemenea depozit.

Dacă vor fi mai mulți supralicitatori, imobilul se va adjudeca definitiv asupra celui ce va da preț mai mare la cea de a treia strigare.

Procesul-verbal al adjudecațiunii definitive se va subscrie de adjudecatar, de președintele tribunalului, sau de cel care îi ține locul.

De nu va fi nicio ofertă de supralicitare în condițiunile prevăzute în acest articol, imobilul se va adjudeca definitiv asupra primului adjudecatar.

Recepisa depozitului făcut de persoana căreia se va adjudeca definitiv imobilul se va păstra la tribunal până la liberarea ordonanței de adjudecare.

In termen de opt zile dela adjudecarea definitivă, fie că vânzarea se face după cererea Societății, fie după cererea altor creditori, cumpărătorul este dator, oricare ar fi contestațiunile ce s'ar ridica, să plătească

provizoriu Societăţii, în numerar, anuităţile datorite, cum şi alte sume ce ar mai avea să primească Societatea constructoare sub orice titlu.

Art. 70. — Vânzarea publică, efectuată fie după cererea Societăţii constructoare de locuinţe, fie după cererea altor creditori, nu stinge ipoteca constituită Societăţii constructoare, dacă preţul rezultat la licitaţie nu acoperă întreaga creanţă a Societăţii.

Capitalul ce mai rămâne datorit Societăţii constructoare se transferă la cumpărătorul proprietăţii.

Când cumpărătorul ar voi să achite imediat şi acest capital, el trebue să verse Societăţii, tot în termen de opt zile, în numerar, preţul cumpărării, până la acoperirea în întregime a creanţei Societăţii, pentru care Societatea are precădere înaintea oricărei alte reclamaţiuni şi oricare ar fi opoziţiunile, contestaţiunile şi inscripţiunile creditorilor, rămânând acestora numai acţiunea în repetiţiune, pentru ceea ce Societatea va fi primit pe nedrept.

In acelaş termen se va vărsa la Casa de depuneri şi consemnaţiuni diferenţa până la completarea preţului adjudecării.

Taxa de înregistrare către Stat şi taxa corpului de portărei, pentru emiterea ordonanţei de adjudecare, sunt în sarcina adjudecatarului şi se vor achita în acelaş termen ca şi preţul adjudecării.

In caz când cumpărătorul nu ar face aceste vărsăminte, el va pierde depozitul făcut conform articolului precedent.

Acest depozit se va da Societăţii constructoare şi se va ţine în seamă asupra cheltuielilor făcute cu vânzarea şi asupra datoriei.

Imobilul va fi din nou pus în vânzare în termen de 20 zile şi vânzarea se va face conform art. precedent.

La această nouă vânzare nu va fi decât o singură licitaţiune, fără supralicitare, şi imobilul se va adjudeca asupra celui ce va da mai mult la a treia strigare.

După plata preţului sau după acceptarea de către Societate a declaraţiunii cumpărătorului că se substitue în obligaţiunile vechiului proprietar, tribunalul va da adjudecatarului ordonanţa de adjudecaţiune.

Dacă Societatea devine adjuecatara imobilului, ea va depune drept preţ creanţa sa, constatată prin contractul de împrumut şi prin conturile vizate de direcţiunea Societăţii.

Art. 71. — Instituţiunile creditoare pentru construire de locuinţe, precum: Casa construcţiilor şi Sindicatele patronale sau Federalele lor, se vor bucura de aceleaşi privilegii şi înlesniri de procedură civilă prevăzute în acest capitol, pentru realizarea creanţelor lor ipotecare, ca şi Societăţile constructoare de locuinţe.

CAPITOLUL IX

Despre Casa construcţiilor

Art. 72. — Pentru controlul, supravegherea şi aducerea la îndeplinire a dispoziţiunilor prevăzute în această Lege, cum şi pentru studierea şi rezolvarea tuturor chestiunilor în legătură cu problema construirii de case, se înfiinţează pe lângă Ministerul muncii, cooperaţiei şi asigurărilor sociale o Instituţiune specială, sub denumirea de: *Casa construcţiilor.*

Art. 73. — Această Casă este persoană juridică, putând sta în justiţie şi a primi donaţiuni sau legate.

Art. 74. — Casa construcţiilor va fi administrată de un consiliu de administraţie numit de Ministerul muncii, cooperaţiei şi asigurărilor

sociale, prin Decret Regal, pe timp de cinci ani. Vor face parte din consiliu:

Foştii miniştri ai muncii, cu o vechime de cel puţin doi ani în această calitate;

Primarul Municipiului Bucureşti şi primarii sectoarelor;

Doi reprezentanţi ai Adunării deputaţilor, desemnaţi de aceasta Adunare;

Doi reprezentanţi ai Senatului, desemnaţi de Senat;

Preşedintele Uniunii Camerelor de comerţ şi industrie;

Un delegat al Ministerului muncii, cooperaţiei şi asigurarilor sociale;

Un delegat al Ministerului finanţelor;

Directorul şcoalei de arhitectură;

Un membru al societăţii arhitecţilor români;

Un profesor al şcoalei politehnice;

Un delegat al societăţii comunale de locuinţe ieftine;

Un delegat al societăţii de credit funciar urban din Bucureşti;

Un delegat al centralei cooperativelor de producţie şi consum;

Un membru al Curţii de casaţie, desemnat de Ministerul de justiţie;

Un medic igienist, recomandat de Ministerul Sănataţii publice;

Directorul general al Casei construcţiilor va lua parte la consiliu cu vot consultativ.

Art. 75. — Atribuţiunile acestui consiliu sunt:

1. Işi dă avizul asupra cererilor pentru acordarea înlesnirilor prevăzute de lege în vederea încurajării construirii de case.

2. Stabileşte condiţiunile pe cari trebue să le îndeplinească o locuinţă, pentru a avea caracterul de „economică“ şi igienică.

3. Aprobă statutele sindicatelor şi a federalelor lor.

4. Hotărăşte asupra cererilor de credite pentru construirea de locuinţe.

5. Hotărăşte cu privire la plasamentul şi fructificarea sumelor disponibile din fondul pentru construire de locuinţe.

6. Hotărăşte cu privire la executarea măsurilor pentru încasarea sumelor datorite Casei construcţiilor.

7. Stabileşte scăzământul ce ar urma să se acorde împrumutaţilor cari vor achita cu anticipaţie sumele datorite Casei construcţiilor.

8. Işi dă avizul asupra proceselor-verbale de contravenţie la dispoziţiunile prezentei legi, cum şi asupra chestiunilor ce-i vor fi trimise de Ministerul muncii, cooperaţiei şi asigurărilor sociale, pentru aviz sau rezolvare.

9. Hotărăşte în toate cazurile neprevăzute de lege în privinţa acordării împrumuturilor şi garantării lor, cum şi asupra tuturor chestiunilor în legătură cu problema construirii de locuinţe, cari îi vor fi supuse de Direcţiunea generală.

Art. 76. — Controlul gestiunii Casei construcţiilor se va face de Curtea de conturi în conformitate cu Legea contabilităţii Statului.

Art. 77. — Consiliul îşi alege din sânul său un preşedinte şi un vice-preşedinte.

Când ministrul muncii, cooperaţiei şi asigurăriolr sociale asistă însuşi la şedinţă, el prezidează de drept consiliul.

Art. 78. — Consiliul este convocat de Directorul general ori de câte ori este nevoie.

Consiliul îşi va ţine şedinţele în localul Casei construcţiilor.

Pentru a putea ţine şedinţă trebue să fie prezenţi cel puţin o jumătate plus unul din numărul membrilor consiliului.

Hotărîrile se iau cu majoritatea voturilor celor prezenţi.

In caz de paritate, votul preşedintelui decide.

Art. 79. — Consiliul poate da delegațiune unuia sau mai multor membri din sânul sau, pentru a îndeplini anumite atribuțiuni speciale în locul consiliului.

Consiliul va alege din sânul sau un comitet de direcție, căruia, îi va putea delega toate sau parte din atribuțiunile sale. Comitetul de direcție se va compune din 5 persoane şi anume:

1. Membrul Curții de casație, care va fi de drept preşedintele comitetului.
2. Directorul general al Casei construcțiilor.
3. Unul din arhitecții din consiliu.
4. Delegatul Ministerului muncii.
5. Delegatul Ministerului finanțelor. Deciziunile comitetului se vor lua în majoritate.

Art. 80. — Membrii consiliului vor avea o indemnizație de fiecare şedință. Suma necesară se va înscrie anual în bugetul Miniterului muncii, cooperației şi asigurarilor sociale.

Art. 81. — In fiecare an, până cel mai târziu la 31 Ianuarie, consiliul întocmeşte darea de seama a situațiunii fondului pentru construire de locuințe pe anul expirat şi o înaintează Ministerului muncii.

Art. 82. — Casa construcțiilor este pusă sub conducerea unui Director general, care o va reprezenta în justiție şi față de terți. El va fi ajutat de un personal, al carui număr şi atribuțiuni se vor fixa printr'un Regulament.

Cheltuielile pentru funcționarea Casei construcțiilor vor fi înscrise anual în bugetul Ministerului muncii, cooperației şi asigurărilor sociale.

Pentru acest an, cheltuielile necesare punerii în aplicare şi funcționarii Casei construcțiilor se vor efectua dintr'un credit pe care Ministerul finanțelor este autorizat a-l pune la dispozițiunea Ministerului muncii, cooperației şi asigurărilor sociale din fondul de deschidere de credite prevăzut în bugetul general al Statului.

Art. 83. — Directorul general este ordonanțatorul tuturor cheltuielilor din fondul pentru construire de locuințe, potrivit cu aprobările consiliului de administrație.

Iar pentru cheltuielile de administrație (personal şi material), înscrise în bugetul Ministerului muncii, cooperației şi asigurărilor sociale, se va urma conform cu Legea de organizare a acestui minister.

CAPITOLUL X.

Dispozițiuni finale

Art. 84. — Scutirea de impozit global a caselor construite după 1921 va opera, dela începutul anului 1927.

In acest sens, proprietarii cari, conform obligațiunilor ce au avut, au trecut în declarațiile către fisc veniturile acestor imobile, vor putea, prin simplă cerere adresată instanțelor competinte, să obțină deducerea din totalul cifrei globalului a sumelor care reprezintă scutirea prevăzută la art. 2.

Art. 85. — Pentru societățile de construcțiuni scutirea se aplică în condițiunile art. 3, chiar când veniturile imobilelor, civile prin natura lor, figurează în bilanțul anual.

Ele se vor deduce deci din totalul venitului comercial impozabil, fiind scutite, pe timpul şi în măsura arătată la art. 2, atât de impozitele elementare, cât şi de cota complimentară cu adiționalele respective.

Art. 86. — Imobilele dotale, prevăzute în art. 15, ca şi loturile cumparate dela Stat, judeţ şi comună, conform art. 2 al Legii de împroprietărire cu loturi de casă a invalizilor, văduvelor şi funcţionarilor, vor putea fi ipotecate la Creditele funciare urbane pe termen lung, dela 20—40 ani, chiar şi pentru alte trebuinţe decât acelea prescrise în articolele precedente, cu autorizaţia speciala a autoritaţii vânzătoare. Imprumuturile societăţilor de credit urban vor putea servi la achitarea totală sau parţială a privilegiului autorităţii vânzătoare, care, după împrejurări, va putea ceda, pentru tot sau pentru restul ce ar avea de primit, rangul privilegiului său.

In caz de executarea creanţelor creditelor urbane, prin neplata ratelor şi accesoriilor, vânzarea prin licitaţie publica se va putea face către orice adjudecatar.

Art. 87. — Proprietarii imobilelor cari au curţi mai mari decât suprafaţa terenului clădit, chiar când acele curţi au fost închiriate odată cu casa, pot construi sau înstrăina, în scop de construire, porţiunea de teren neclădită, lăsând chiriaşului porţiunea de teren necesară trecerii cu un vehicul, în caz când intrarea nu e în stradă, fără niciun fel de formalitate judiciară sau administrativă şi fara niciun drept din partea chiriaşului de a se opune sau de a cere vreo desdăunare.

Art. 88. — Toate dispoziţiunile din legile în vigoare, contrarii Legii de faţă, sunt şi rămân abrogate.

LEGE

PENTRU INCURAJAREA ŞI ACTIVAREA CONSTRUCŢIILOR

(Decret de promulgare No. 2.896 din 8 August 1931, Monitorul Oficial No. 184 din 10 August 1931)

Art. 1. — In scopul de a stimula şi încuraja construirea de noui locuinţe, precum şi refacerea şi îmbunătăţirea celor existente, se acordă prin legea de faţă, în afara scutirilor acordate prin legea contribuţiunilor directe. o scutire de 50 la sută asupra tuturor taxelor de construcţiuni către comună, tuturor clădirilor construite sau refăcute dela publicarea prezentei legi în *Monitorul Oficial*, până la 1 Ianuarie 1936, precum şi o scutire de taxă comunală asupra valorilor locative, pe termenul şi în condiţiunile scutirilor acordate prin legea contribuţiunilor directe.

Toate clădirile construite dela 1921 şi până la aplicarea prezentei legi vor beneficia de aceeaş scutire de taxa comunală asupra valorilor locative, prevăzută în aliniatul precedent, pentru timpul ce mai rămâne să curgă dela publicarea în *Monitorul Oficial* a acestei legi şi până la împlinirea termenelor prevăzute în legea contribuţiunilor directe.

Taxele comunale pentru apă, gunoi şi pompieri, nu intră în prevederile acestui articol.

Art. 2. — Pentru a se activa construirea de locuinţe, compuse din apartamente mici (două până la trei camere de locuit), Statul, judeţele şi comunele pot vinde terenuri virane pe care le posedă şi care sunt proprii pentru asemenea lucrări.

Aceste terenuri se vor vinde prin licitaţie publică, luându-se ca bază de preţ, dela care se va începe licitaţia, preţurile existente la acea epocă pentru terenuri similare din vecinătate.

Un regulament de administraţiune publică va stabili condiţiunile

dupa care se va face licitaţia şi obligaţia la care vor fi supuşi adjudecatarii.

Art. 3. — Proprietarii particulari cari posed terenuri virane, în sectoarele din centrele oraşelor determinate de primării, cu o întindere totala mai mare de 1.000 m. p. în oraşele cu o populaţie de peste 50.000 locuitori şi mai mare de 2.500 m. p. în oraşele cu o populaţiune sub 50.000 locuitori, sunt obligaţi ca până la 1 Ianuarie 1936 să înceapă lucrările de construcţie pe acele terenuri sau să le parceleze şi să le pună în vânzare.

Daca până la această data nu vor fi început lucrările de construcţie sau nu vor fi facut parcelarea şi vânzarea terenurilor, ele vor fi supuse la un impozit suplimentar, egal cu 50 la sută din impozitul prevăzut în legile existente, pentru terenurile virane.

Art. 4. — Proprietarii imobilelor cari au curţi mai mari decât cele prevăzute în regulamentele de construcţii, pot construi sau înstraina, în scop de construire, porţiunea de teren neclădită, dacă ele nu au făcut obiectul principal al contractului de închiriere. Ei vor lăsa chiriaşului porţiunea de teren necesară trecerii cu vehicul, în caz când intrarea nu este prin stradă. Aceasta se va face fără nicio formalitate juridică sau administrativă şi fără niciun drept din partea chiriaşului de a se opune sau a cere vreo despăgubire.

Art. 5. — Dispoziţiunile art. 1, alin I, din legea de împroprietărire cu loturi de casă a invalizilor, văduvelor, funcţionarilor de stat, judeţ şi comună, ai tuturor demobilizaţilor, publicată în *Monitorul Oficial* din 18 Octomvrie 1921, precum şi modificarea acestui text, prin legea din 28 Aprilie 1927, referitoare la inalienabilitatea acelor loturi, se abroga, ele putând fi înstrăinate din momentul publicării prezentei legi în *Monitorul Oficial*, cu obligaţiunea din partea cumpărătorului de a construi pe ele în termen de trei ani dela facerea actului de vinderecumpărare.

De asemenea se acordă tuturor împroprietăriţilor un termen de trei ani pentru a construi pe acele terenuri.

Dacă în termenul prevăzut mai sus, împroprietăritul sau acel care a achiziţionat lotul, nu va construi, terenul va fi supus impozitului prevăzut la art. 3 din prezenta lege.

Art. 6. — Toate clădirile ce se vor construi în baza legilor în vigoare şi care se bucura de avantajele acordate prin legea contribuţiunilor directe, nu vor fi supuse niciunui regim de restricţiuni în ce priveşte libera folosinţă şi libera transacţie pe toată durata acordării avantajelor de mai sus.

Art. 7. — Toate dispoziţiunile legilor în vigoare, contrarii legii de faţă, sunt şi rămân abrogate.

LEGE

PENTRU EXTINDEREA IN BASARABIA A UNOR DISPOZIŢIUNI DIN LEGISLAŢIA VECHIULUI REGAT

(Decret de promulgare No. 876 din 29 Martie 1928, Monitorul Oficial No. 77 din 4 Aprilie 1928)

Art. 1. — Pe lângă dispoziţiunile introduse până acum în vederea unificării, se extinde, cu începere dela 1 Iunie 1928, în tot cuprinsul Basarabiei, aplicarea în întregime a următoarelor legi, astfel cum vor fi în vigoare în Vechiul Regat la punerea în aplicare a legii de faţă:

a) Codul civil;
b) Codul de procedura civilă şi regulamentul pentru facerea şi executarea hotărniciilor;
c) Toate rânduielile de procedură cuprinse în codul comercial, precum şi regulamentul lui;
d) Legea asupra drepturilor proprietarilor rezultând din contractele de închiriere şi de arendare;
e) Legea pentru judecătoriile de ocoale şi regulamentul ei;
f) Legea pentru autentificarea actelor.

Art. 2. — Până la noi dispoziţiuni, afară de registrele cerute de legile române pentru publicitatea drepturilor imobiliare, se vor ţine şi registrele prevăzute de legile din Basarabia.

Dela 1 Iunie 1928 aceste din urmă registre vor fi ţinute tot de grefierii tribunalelor, cari vor face trecerile şi menţiunile potrivit normelor de până acum, după ce se va fi îndeplinit publicitatea cerută de legile române.

Valoarea drepturilor constituite, modificate sau născute după punerea în aplicare a prezentei legi, va fi stabilita numai în conformitate cu legile române şi după registrele prevăzute în aceste legi.

Art. 3. — Prescripţiunile începute înainte de punerea în aplicare a acestei legi vor fi reglementate după legile locale anterioare celei de faţă.

Art. 4. — Nu vor fi aplicate în Basarabia dispoziţiunile din legile române referitoare la capacitatea femeii măritate, căutarea paternităţii, dreptul de moştenire al soţului supravieţuitor, precum şi drepturile copiilor naturali şi ale părinţilor lor.

Pentru aceste materii rămân în vigoare normele de drept din Basarabia.

Art. 5. — Până la punerea în aplicare a legii de unificare privitoare la actele de stare civilă se menţin dispoziţiile acutalmente în vigoare în Basarabia, relative la aceste acte, la condiţiunile de fond ale căsătoriei şi opoziţiunii de căsătorie.

Se menţin de asemenea până la aceeaşi dată, art. 246 din codul civil, astfel cum este modificat prin art. 2 al decretului-lege No. 4.794 din 12 Noemvrie 1919, precum şi art. 3 din decretul-lege No. 2.743 din 2 Iulie 1919.

Rămân de asemenea în vigoare dispoziţiunile art. 1.460^1—1.460^7 din codul de procedură civilă basarabean.

Actele întărite potrivit legii notariale se vor învesti cu formula executorie de judecătoria circumscripţiei unde bunul imobiliar se află, iar cele notariale de judecatoria circumscripţiei domiciliului celui ce s'a obligat.

Acţiunile şi toate cererile introduse până la intrarea în vigoare a prezentei legi vor fi judecate potrivit normelor procedurale astăzi în vigoare, iar executările începute vor continua potrivit aceloraşi norme.

Art. 6. — Primii notari din Basarabia, aflători în funcţiune la promulgarea prezentei legi cari au licenţă sau doctoratul în drept, şi o vechime în această funcţiune de cel puţin 2 ani, vor fi numiţi judecători la tribunalele pe lângă cari funcţionează.

Ei devin inamovibili.

Notarii publici din Basarabia vor putea fi numiţi în funcţiuni judecătoreşti, care vor fi determinate de Consiliul superior al magistraturii.

Aceia dintre notari, cari au licenţa sau doctoratul în drept, vor

putea fi numiţi şi în magistratura după normele prevăzute de legea de organizare judecătorească.

Funcţionarii din cancelariile primilor notari vor fi numiţi în funcţiuni publice echivalente.

Art. 7. — Primii notari şi notarii publici sunt obligaţi ca în termen de cel mult o lună dela punerea în vigoare a acestei legi să depună la tribunalele respective toate registrele, stampilele, documentele şi actele de orice fel, privitoare la funcţiunile lor.

Garanţiile notarilor nu vor putea fi restituite decât după ce aceştia vor capăta descărcarea cuvenită.

Art. 8. — Toate actele notariale cari sunt în termen să fie întărite de catre primii notari, fie că n'au fost prezentate spre întărire, fie că primul notar nu s'a pronunţat asupra lor până la punerea în aplicare a legii de faţă, sunt scutite de această formalitate.

De această dispoziţiune vor beneficia şi actele referitoare la imobilele situate în comunele cari prin legea pentru unificarea administrativă din 1925 au fost trecute în judeţele de dincoace de Prut, dacă la punerea în aplicarea a acelei legi erau încă în termen de a fi întărite sau dacă au fost făcute posterior arătatei legi.

Pentru actele prevăzute în alineatele precedente, se va îndeplini însă publicitatea prevăzută în art. 2 al prezentei legi.

Art. 9. — Procesele pendinte la aplicarea acestei legi vor continua a fi judecate de către instanţa înaintea căreia ele se găsesc.

Art. 10. — Notarii publici cari vor avea această calitate la data depunerii în Parlament a prezentei legi şi cari nu vor fi intrat în magistratură sau funcţiuni publice, vor păstra dreptul de a redacta şi autentifica sau legaliza acte, a da dată certă şi a libera còpii, conformându-se legii pentru autentificarea actelor.

Ei vor continua să funcţioneze în localitatea în care la data de mai sus îşi au biroul, cu competinţa prevăzută de art. 2 din legea pentru autentificarea actelor.

La caz de vacanţă notarii publici vor putea fi transferaţi, după cerere de minister, în locul devenit vacant.

Contrasemnarea scriitorului nu este cerută la actele redactate de notarul public.

Notarul public se va conforma dispoziţiunilor art. 46 din legea judecătoriilor de ocoale şi va trimite còpii de pe actele de trecere proprietăţii, precum şi pentru orice constituire de drept real asupra pământului la judecătoria situaţiunii bunului.

Atribuţiunea de grefier va fi îndeplinită de persoana desemnată de Ministerul justiţiei, după propunerea notarului şi avizul preşedintelui tribunalului circumscripţiei.

In caz de lipsă sau împiedecare a notarului, preşedintele tribunalului va desemna, după propunerea acestuia, persoana care să-l înlocuiască; tot astfel se va urma în caz de lipsă, sau împiedecare a grefierului.

Inlocuitorul notarului public va trebui să fie major şi licenţiat în drept; iar în caz de lipsă de licenţiaţi, va putea fi un alt notar public sau o persoană din biuroul său, aprobată de către preşedintele tribunalului.

Insărcinarea de notar public este incompatibilă cu profesiunea de advocat; el poate fi ales la comună, judeţ şi în Adunările legiuitoare.

Notarul public şi grefierul nu vor putea instrumenta în actele în care ar figura persoanele arătate de art. 274 din procedura civilă şi 131 din legea de organizare judecătorească.

Dosarele şi registrele notarului public vor fi depuse judecătoriei circumscripţiei în care îşi are sediul, la sfârşitul fiecărui an.

Actele autentificate de notarul public vor fi învestite cu formula executorie de judecatoria în care notarul îşi are sediul.

Preşedintele tribunalului va avea asupra notarilor publici din circumscripţiunea sa dreptul de priveghere.

In caz de abateri dela îndatoriri, tribunalul, ca instanţa disciplinară, sezisat de Minister, va putea să suspende pe notarul public din exercitarea drepturilor sale pe un termen de 15 zile până la 6 luni.

In caz de abateri grave, va putea să retragă notarului public dreptul de a funcţiona.

Impotriva hotărîrilor pronunţate de tribunale ca instanţă disciplinară, se poate face apel în termen de 15 zile dela comunicare la Curtea de apel.

Afacerea se va cerceta, atât în primă instanţă, cât şi în apel, în camera de consiliu cu citarea notarului şi ascultarea Ministerului public.

La intrarea în vigoare a legii de faţă, tribunalele vor alcătui lista de notarii ce continuă a-şi exercita drepturile şi o vor trimite Curţii de apel respective, care va întocmi lista generală a notarilor publici şi o va comunica instanţelor judecătoreşti şi barourilor.

Taxele ce se pot percepe de notarii publici se vor fixa prin regulament întocmit de Ministerul justiţiei.

Art. 11. — Toate dispoziţiunile, de orice natură, cari ar fi contrarii legilor şi regulamentelor române arătate mai sus şi extinse în Basarabia, precum şi acestei legi, sunt şi rămân abrogate.

Art. 12. — Ministerul justiţiei este autorizat a întocmi un regulament pentru punerea în aplicare a acestei legi.

REGULAMENTUL

LEGII PRIVITOARE LA ACTELE STĂRII CIVILE [1]

(Decret No. 2339 din 28 Septemvrie 1928, Monitorul Oficial No. 229 din 14 Octomvrie 1928)

Dispoziţiuni generale

Despre ofiţerii stării civile.

Art. 1. —Sunt ofiţeri ai stării civile:

a) Primarii municipiilor, sectoarelor, comunelor urbane, sub-urbane şi rurale.

Primarii pot delega artibuţiunile de ofiţer al stării civile unui membru al delegaţiunii permanente.

In municipii delegaţiunea poate fi dată directorului sau şefului serviciului actelor stării civile iar în comunele suburbane şi rurale notarului. Directorul, şeful serviciului sau notarul căruia i s'a delegat atribuţiunea de ofiţer al stării civile nu va putea celebra însă căsătoriile, cari rămân de atributul exclusiv al primarului sau al unui membru al delegaţiunii permanente, delegat de acesta.

Când consiliul comunal este disolvat, atribuţiunile de ofiţer al stării civile sunt îndeplinite de preşedintele comisiunii interimare sau, cu delegaţiunea sa, de un membru al comisiunii ori de persoanele arătate în alineatul precedent;

---

[1]) A se vedea legea privitoare la actele stării civile la sfârşitul vol. V, Codul civil adnotat.

b) Agenţii diplomatici sau consulari în ţările unde sunt acreditaţi sau unde îşi îndeplinesc oficiul lor;

c) Capitanii, patronii vaselor maritime româneşti fie ale Statului, fie ale particularilor, însă numai pentru cazuri de naştere, de moarte şi de recunoaşterea copilului nelegitim;

d) Ofiţerii stării civile militari, determinaţi prin decret regal, în caz de mobilizare.

Competenţă şi îndatoriri.

Art. 2. — Competinţa ofiţerului stării civile este teritorială şi ca atare el nu poate exercita funcţiunile sale în afară de teritoriul comunei sau a parţii din comună determinată prin lege.

Art. 3. — Ofiţerul stării civile este competent să primească declaraţiuni şi să întocmească acte în care rudele sau afinii săi se găsesc interesaţi.

El nu poate însă instrumenta, ca ofiţer al stării civile, într'un act în care el însuşi ar figura ca parte, declarant sau martor. In asemenea cazuri se va delega în mod special după cererea sa, o altă persoană ca ofiţer al stării civile, potrivit normelor indicate la art. 1, lit. *a,* când actul urmează a se săvârşi în municipii, sectoare, comune urbane, suburbane sau rurale, iar pentru ceilalţi ofiţeri ai stării civile însărcinarea este de drept pentru funcţionarii chemaţi a-i înlocui în atribuţiunile funcţiunii lor, după normele administraţiunii de care depind.

Art. 4. — Ofiţerii stării civile sunt îndatoraţi să îndeplinească următoarele atribuţiuni:

a) De a constata naşterile şi morţile întâmplate în circumscripţia lor;

b) De a întocmi, înregistra şi conserva toate actele ce privesc starea civilă;

c) De a primi declaraţiuni de căsătorie, a face publicaţiunile şi celebra căsătoriile;

d) De a înscrie în registre actele stării civile după ordinul justiţiei;

e) De a înscrie rectificările aduse actelor stării civile prin hotărîrile judecătoreşti rămase definitive;

f) De a face în actele anterior înscrise menţiunile prevăzute de lege;

g) De a libera extracte din registre;

h) De a supraveghia ţinerea în regulă a registrelor şi dosarelor aflate în păstrarea oficiului şi înaintarea registrelor la grefa tribunalului;

i) De a lua act de declaraţiunea de schimbarea religiunii.

Despre registrele stării civile.

Art. 5. — Registrele şi imprimatele ce urmează a fi întrebuinţate de oficiile stării civile, se vor efectua numai de imprimeriile Statului, potrivit formularelor şi prescripţiunilor acestui regulament.

Hârtia ce va servi la confecţionarea registrelor va trebui să fie astfel fabricată, încât să aibă rezistenţă cât mai mare.

Fondul va trebui să fie colorat prin tipar.

Art. 6. — Distribuirea registrelor se va face de imprimeriile Statului cel mai târziu la începutul lunii Noemvrie a fiecărui an, pentru trebuinţele anului următor.

In acest scop direcţia Imprimeriilor Statului va cere din vreme

Ministerului afacerilor străine, prefecturilor de judeţ şi muncipiilor, să-i trimită lista de registrele necesare.

Lista întocmita de Ministerul afacerilor străine va cuprinde registrele necesare oficiilor diplomatice şi consulare, cele întocmite de prefecturi: registrele necesare comunelor urbane reşedinţe şi nereşedinţe şi comunelor rurale, cele întocmite de municipii: registrele necesare sectoarelor şi comunelor suburbane respective.

Art. 7. — Registrele pentru nascuţi, casatoriţi şi morţi, se vor ţine în câte două exemplare, iar cele pentru publicaţiunile casătoriilor în un singur exemplar.

Registrele speciale pentru înscrierea hotărîrilor de despărţenie şi adopţiune (art. 144, 145, 152 şi 189) vor fi ţinute în dublu exemplar.

Art. 8. — Registrele pentru născuţi, căsătoriţi şi morţi, câţi şi cele speciale, nu vor putea fi întrebuinţate înainte de a fi vizate de preşedintele tribunalului.

In acest scop, pefecturile de judeţ şi municipiile vor trimite registrele tribunalului circumscripţiei, iar Ministerul afacerilor străine tribunalului Ilfov.

Pe prima pagină a fiecărui registru va fi tipărită următoarea formulă:

Tribunalul . . . .

Acest registru cuprinzator de . . . . pagini, formând volumul . . . ., destinat pentru înscrierea actelor de . . . . . . pe anul . . . . în . . . . plasa . . . ., s'a numerotat, şnuruit şi parafat de noi.

Preşedintele tribunalului,

Grefier,

Anul . . . luna . . . . . ziua . . .

Preşedintele tribunalului va face să se numeroteze, şnuruiască şi sigileze registrele şi va constata îndeplinirea acestei operaţiuni, completând formula înscrisă pe prima pagină a registrului.

Art. 9. — Dacă unele din registrele prevăzute de art. precedent nu vor fi de ajuns până la sfârşitul anului, ofiţerul stării civile va cere din vreme un nou registru în dublu exemplar. Acest registru va fi vizat de preşedintele tribunalului în modul arătat de art. 4.

Art. 10. — Registrele şi toate actele stării civile vor fi păstrate cu îngrijire, în ordinea cronologica şi sub cheie în localul oficiului.

Ele nu vor putea fi scoase din casa comunală, decât pentru celebrarea unei căsătorii în cazul prevăzut de art. 90, alin. ultim din I. a. st. c.

Art. 11. — Registrele se vor încheia în seara de 31 Decemvrie a fiecărui an, facându-se îndată după ultimul act din fiecare volum de registru, un proces-verbal constatator al numărului de acte înscrise (naşteri, căsatorii, morţii, publicaţiuni de căsătorii). El va fi subscris de ofiţerul stării civile (form. No. 8).

Tot astfel se va proceda şi la închiderea registrelor terminate în cursul anului (formular No. 9).

Dacă în cursul anului nu s'a înregistrat niciun act, ofiţerul stării civile va constata aceasta prin procesul-verbal ce se va încheia chiar pe prima pagină a registrului (form. No. 10).

Liste alfabetice

Art. 12. — După încheierea registrelor, ofiţerul stării civile va îngriji să se întocmească o listă alfabetică de toţi născuţii, căsătoriţii şi morţii cari au fost înscrişi în toate volumele în cursul anului.

Aceasta listă se va face după numele de familie a celor înscrişi şi va indica numărul volumului în care se găseşte actul, precum şi numărul de ordine al actului. Ea va fi întocmită în dublu exemplar şi certificată de ofiţerul stării civile (form. No. 11, 12 şi 13).

Dacă faptul stării civile, ce actul constată, urma a fi înscris în registrelei unui alt an decât unde se găseşte înscris, va fi trecut şi în listele alfabetice anuale ale anului, când actul ar fi urmat a fi înscris.

Art. 13. — In municipiile al căror teritoriu e împărţit între mai mulţi ofiţeri ai stării civile, aceştia vor trimite la începutul fiecărei luni oficiului central, tablouri cu datele din registre, de naşterile, căsătoriile şi morţile înscrise în luna precedentă.

La sfârşitul anului oficiul central va întocmi în un singur exemplar lista alfabetică generala de născuţi, căsătoriţii şi morţi, listă care în afara de datele aratate în art. precedent, va indica şi sectorul unde actul se găseşte înscris. (Form. No. 14, 15 şi 16).

Depunerea registrelor.

Art. 14. — Unul din cele două exemplare ale registrelor de născuţi, căsătoriţi şi morţi, ale registrelor speciale, cum şi un exemplar din listele alfabetice, se vor trimite în cursul lunii Ianuarie, tribunalului circumscripţiei.

Agenţii diplomatici sau consulari, chiar în cazul când în cursul anului nu s'a înscris niciun act vor trimite în acelaş termen registrele Ministerului afacerilor străine, care le va depune tribunalului Ilfov.

Celălalt exemplar al aceloraşi registre şi liste va fi păstrat în arhiva oficiului.

Buletine.

Art. 15. — Buletinele ce ofiţerul stării civile e obligat a libera declarantului sau părţilor se vor scoate din un registru cu cotor. Din acelaş registru se va mai scoate un buletin statistic. care se va completa cu datele culese dela declarant sau părţi, datei identice cu cele din cotorul registrului. Forma şi datele ce buletinul statistic va trebui să cuprindă sunt arătate la anexa B (form. No. 17, 18, 19, 20).

Art. 16. — Costul registrelor şi tuturor imprimatelor privitoare la actele stării civile este în sarcina comunei. Preţul lor va fi stabilit anual de R. M. S. (direcţiunea imprimeriilor Statului), printr'un tarif ce se va comunica Ministerului de interne cu două luni înainte de începutul anului, spre a fi pus în vedere comunelor.

Sumele datorite de comune pentru aceste registre şi imprimate se vor vărsa prin ordonanţe de plată emise pe numele administraţiunilor financiare cu observaţiunea că sumele cuprinse se fac venit al imprimeriilor Statului; recepisele de încasare se vor trimite depozitului R. M. S. judeţean pentru descărcarea partidelor.

Inscrierea în registre.

Art. 17. — Inscrierile în registre se fac potrivit formularelor prevăzute de acest regulament (anexa B).

Art. 18. — Actele se vor trece în şir, în ordine numerică, fără a se putea da acelaş număr la două acte, nici numere bis.

Dacă într'un an se vor întrebuinţa mai multe volume de registre, numerotarea va continua astfel că numărul actului cu care registrul următor începe, să fie urmarea numărului actului dela finele volumului precedent.

Art. 19. — Inscrierea în registre nu poate fi făcută în prescurtare, datele se vor înscrie în cifre, prenumele va trebui întotdeauna sa preceadă numele de familie.

Prenumele şi numele se vor scrie cu ortografia ce părţile obişnuesc a le scrie.

Rubricile în cari nu s'a făcut vreo înscriere, se vor umplea prin o linie.

Art. 20 — Inscrierile trebuieisc scrise cu griiă, fără răsături, ştersături, îndreptări sau scrieri peste rânduri sau între rubrici.

Erorile de scriere cari s'ar constata înainte de semnarea actului, vor fi rectificate prin adnotare în rubrica specială a registrului.

Art. 21. — După ce actul a fost semnat de ofiţerul stării civile nu se va mai putea face nicio rectificare decât în temeiul unei hotărîri judecătoreşti.

Art. 22. — Ofiţerii stării civile nu vor trece în actele ce încheie, decât numai aceea ce trebue a fi declarat de persoanele ce sunt îndatorate a face declaraţiuni.

Art. 23. — Inscrierile în registre se fac în limba română. Actul înscris se va ceti înfăţişătorilor, iar în cazul când aceştia nu ar cunoaşte limba română, se va explica în limba ce cunosc.

Art. 24. — Dacă unul din cei ce se prezintă înaintea ofiţerului stării civile pentru a face declaraţiuni este surdo-mut, care nu ştie carte, ofiţerul stării civile va chema un interpret dintre rudele sau persoanele familiei lui, care să comunice întrebările şi răspunsurile trebuitoare.

Art. 25. — Inscrierile ordonate de justiţie se vor face în registrele anului în curs, chiar dacă sunt referitoare la acte ce urmau a fi înscrise în alt an. Datele din hotarîrea judecătorească se vor trece în rubricile corespunzătoare ale registrului; în rubrica observaţiunilor, înainte de semnare se va face menţiunile de faptul că înscrieeea s'a făcut în baza hotărîri judecătoreşti arătându-se numărul şi data ei.

Art. 26. — In rubrica specială (10) a actului de naştere trecut în registre, ofiţerul stării civile va face menţiune de adopţiunea intervenită, de schimbarea numelui încuviinţată.

Dacă cel adoptat sau cel căruia i s'a încuviinţat schimbarea de nume este căsătorit, menţinuea se va face şi pe actul său de căsatorie (9), iar dacă are copii legitimi minori, menţiunea se va face şi pe actele de naştere ale acestora. (Form. No. 21 22).

Menţiunea de adoptaţiune se va face fie din oficiu, în urma intervenirii instanţei care a încuviinţat-o, fie la cererea celor interesaţi. (Vezi şi art. 190).

Art. 27. — Recunoaşterea unui copil nelegitim se va menţiona în rubrica specială (10) a actului sau de naştere, trecut în registre, fie din oficiu după intervenţia instanţei judecătoreşti, fie după cererea celui interesat.

Recunoaşterea are loc prin act autentic. In Ardeal ofiţerul stării civile e competinte să ia act de recunoaşterea copilului nelegitim de către tatăl său. (Form. No. 23).

Menţiunea va cuprinde numele celui ce face recunoaşterea şi arătarea actului pe care se întemeiază. (Form. No. 24).

Art. 28. — Rectificarea unui act al stării civile, ordonată de justiţie, se va menţiona în rubrica specială a actului ce se rectifică, trecut în registre. In corpul actului nu se va face nicio îndreptare sau ştersătură. (Form. No. 25),

Art. 29. — Orice menţiune ce se face pe un act de stare civilă an-

terior înscris, va arata actul pe temeiul căruia a fost făcută, va fi datată şi semnată de ofiţerul stării civile.

Art. 30. — Menţiunea se va face în amândouă exemplarele registrului, dacă unul din exemplare nu a fost trimis încă grefei tribunalului; dacă însă trimiterea a fost făcută, ofiţerul stării civile va trimite în termen de 30 zile grefei tribunalului sau autorităţii care păstrează al doilea exemplar al registrelor, còpie de pe menţiunile făcute. (Form. No. 26).

Grefierul tribunalului sau autoritatea ce păstrează registrele va face pe actul trecut în exemplarul păstrat, menţiune indentică; menţiunea va fi semnată de cel ce o face.

Art. 31. — Agenţii diplomatici sau consulari, ofiţeri ai stării civile, vor trimite îndată după înscrierea unui act de stare civilă, un extract al actului înscris, ofiţerului stării civile în ţară, astfel cum urmează:

a) Cele de naştere, oficiului stării civile al ultimului domiciliu în ţară al tatălui, iar dacă tatăl e necunoscut, al mamei;

b) Cele de căsătorie, oficiului stării civile al ultimului domiciliu în ţară al soţului;

c) Cele de moarte, oficiului stării civile al ultimului domiciliu în ţară al defunctului.

Dacă aceste domicilii sunt necunoscute sau în străinătate, trimiterea se va face oficiului stării civile al sectorului I din Capitală. Ofiţerul stării civile primind extractul, va înscrie actul în registrele respective ale anului în curs, la numărul curent al registrului, sub care se va pune şi numărul ce actul poartă la oficiul stării civile diplomatic sau consular

In rubrica observaţiunilor, înainte de semnare, după ce s'a trecut toate menţiunile şi semnăturile din extract, se va menţiona numărul şi data adresei de trimitere, autoritatea dela care emană, oficiul stării civile care a încheiat actul.

Art. 32. — Actele stării civile privind pe români, săvârşite în străinătate înaintea ofiţerului stării civile al locului, se vor înscrie în registrele stării civile din ţară, după cererea părţii intersate, care va prezenta un extract sau copie de pe acel act, certificat pentru conformitate de ofiţerul stării civile a locului unde s'a efectuat, tradus în româneşte şi legalizat de autorităţile române conform legii pentru organizarea Ministerului afacerilor străine, în care se va certifca că actul este întocmit conform legilor locului.

Inscrierea se va face şi din oficiu atunci când actul stării civile este trimis pe cale diplomatică.

Inscrierea va fi făcută de ofiţerul stării civile prevăzut de art. precedent, în rubricile registrelor respective ale anului în curs, la numărul curent al registrului sub care se va pune şi numărul ce actul poartă la oficiul stării civile care a încheiat actul.

In rubrica observaţiunilor înainte de semnare, după ce s'a trecut toate menţiunile şi semnăturile din extract, se va menţiona numărul de înregistrare al cererii sau adresei, pronumele şi numele celui ce a cerut înscrierea actului pe temeiul căruia înscrierea s'a făcut.

Art. 33. — Se vor înscrie în registrele stării civile actele încheiate în timp de mobilizare, de ofiţerii stării civile militare.

Actele de naştere vor fi înscrise de ofiţerul stării civile al domiciliului tatălui, iar de este necunoscut, al mamei; cele de căsătorie, de ofiţerul stării civile al domiciliului soţului, cele de moarte, de ofiţerul stării civile ultimului domiciliu al defunctului. Când domiciliul este în

străinatate înscrierea se va face de ofiţerul stării civile al primului sector al Capitalei.

Inscrierea se va face în registrele anului în curs, la numărul curent al registrului sub care se va pune numărul ce actul poartă. In rubrica observaţiunilor înainte de semnare, dupa ce s'au trecut menţiunile şi semnăturile din extract, se va face menţiune de actul pe temeiul caruia înscrierea s'a făcut.

Art. 34. — Actele de stare civilă înscrise de un ofiţer al stării civile român în ţară, privitoare la un străin aparţinând uneia din ţările cu care s'au încheiat convenţiuni referitoare la comunicarea actelor stării civile vor fi trimise în extract [1]), de ofiţerul starii civile, îndată după încheiere, Ministerului de interne pentru a fi trimise Ministerului afacerilor străine. (Form. No. 27).

Art. 35. — In comunele rurale, notarul îngrijeşte ca actele stării civile sa se întocmeasca potrivit legii şi le contrasemnează. Daca notarul are delegaţiune de ofiţer al stării civile, va semna singur.

Dosare.

Art. 36. — Procurile şi orice acte prezentate ofiţerului stării civile în sprijinul declaraţiunii sau cererii făcute, se vor reţine de ofiţerul stării civile, formându-se un dosar pentru fiecare act.

Fiecare dosar va fi şnuruit şi sigilat de ofiţerul stării civile, iar pe copertă se va indica:

1. Prenumele şi numele acelora la care actul se referă;

2. Registrul în care actul este cuprins, cum şi numărul de ordine din registre.

Dosarele se vor păstra în arhiva oficiului. (Form. No. 28).

Controlul.

Art. 37. — Intocmirea actelor stării civile, ţinerea în mod regulat a registrelor, precum şi respectarea dispoziţiunilor cuprinse în legi şi regulamente, sunt supuse controlului primarului, când acesta a delegat altei persoane sarcina de ofiţer al starii civile.

Art. 38. — Procurorii tribunalelor, judecătorii dela judecătorii, vor controla registrele stării civile; ei vor constata neregularitaţile observate într'un proces-verbal care se va pastra în arhiva comunei sau va fi scris în condica de inspecţiuni a primăriei şi vor lua măsuri de îndreptare. In caz de vor constata abateri dela lege, în ce priveşte întocmirea actelor stării civile, vor lua măsuri legale pentru darea în judecată a celor vinovaţi.

Dacă în circumscripţia de stare civilă sunt mai multe judecătorii, preşedintele tribunalului va desemna judecătoria a cărei magistraţi vor face controlul actelor stării civile. Desemnarea se va face la începutul fiecărui an.

In comunele rurale, controlul actelor stării civile se va face şi de pretori.

Extracte.

Art. 39. — Registrele stării civile sunt publice.

Orice persoană poate să cerceteze registrele stării civile, sub supravegherea ofiţerului stării civile.

---

[1]) Sunt încheiate convenţiuni cu Belgia (decl. 4 Martie 1881), Italia (tratat cons. 5 Aug. 1880), iar în ce priveşte actele de căsătorie: Franţa, Germania, Luxenburg, Ţarile-de-jos (conv. Haga, 3 Iunie 1910).

Orice persoană va putea cere ofiţerului stării civile extracte din registrele aflate în păstrarea sa, sau certificate constatând neînscrierea actului cerut.

Art. 40. — Extractele nu pot fi liberate decât de ofiţerul stării civile.

Daca însa exemplarul de registru păstrat de acesta este pierdut şi nu a fost refăcut, sau actul lipseşte, ori nu poate fi cetit, ofiţerul stării civile va libera petiţionarului un certificat constatând împiedecarea de a libera actul cerut. In baza acestui certificat, autoritatea care păstrează al doilea exemplar al registrului, va libera extractul din registre.

Art. 41. — Extractele din registrele stării civile confesionale vor fi liberate:

I. In Basarabia:

a) Pentru ortodoxi, de consistoriul ortodox sau de parohii, însă confirmate de consistoriu;

b) Pentru evrei, de rabini şi certificate de primăria unde se află depus al doilea exemplar al registrului;

c) Pentru celelalte confesiuni, de pastrătorii registrelor.

II. In Bucovina şi Ardeal, de cei în păstrarea cărora se găsesc registrele.

Extractele care au nevoe de confirmare sau certificare, vor fi trimise de păstrătorii registrelor, autorităţii îndrituită să le confirme sau certifice, care le va restitui apoi spre a fi liberate celui ce le-a cerut.

Art. 42. — Extractul va cuprinde cuvânt cu cuvânt textul actului trecut în registru, cu toate menţiunile ulterior facute; el va arăta în litere data liberării lui, va fi certificat de ofiţerul stării civile şi învestit cu sigiliul oficiului. (Form. No. 29, 30 şi 31).

In comunele rurale, dacă notarul nu are delegaţie de ofiţer al stării civile, extractul va fi contrasemnat şi de acesta.

Reconstituirea registrelor.

Art. 43. — Dacă unul din registrele ce urmează a fi în păstrarea sa, s'a pierdut sau distrus în întregime, ori a ajuns de neîntrebuinţat, ofiţerul stării civile va face cunoscut aceasta procurorului tribunalului, cerând a se interveni pentru ca, potrivit art. 42 din legea privitoare la actele stării civile, să i se trimită o copie de pe al doilea exemplar aflat în păstrarea altor autorităţi.

Schimbarea de confesiune.

Art. 44. — Majorul, sau minorul care a împlinit vârsta de 18 ani, poate trece dela un cult la altul.

Femeile măritate pot să-şi schimbe religiunea şi înainte de a fi împlinit vârsta de 18 ani.

Declaraţiunea de trecere se va face înaintea ofiţerului stării civile al domiciliului declarantului.

Declarantul se va înfăţişa ofiţerului stării civile în persoană însoţit de doi martori. Ofiţerul stării civile va lua act de declaraţiune, încheind procesul-verbal semnat de declarant, de martori şi de ofiţerul stării civile.

Dacă declarantul sau martorii nu ştiu, nu pot sau nu voiesc să semneze actul, se va face menţiune de aceasta.

Declaraţiunea se va putea face şi prin act autentificat de judecă-

torie sau notar public; în vechiul Regat şi în Basarabia autentificarea va putea fi facută şi de tribunal; declaraţiunea va fi depusa de cel ce trece la alt cult, ofiţerului stării civile, prevazut de alin. 3 de mai sus.

Declaraţiunea va cuprinde locul şi data actului de naştere şi, de va fi locul, de căsătorie; dacă declaraţiunea se face de o persoană căsătorită, ea va cuprinde încă arătarea copiilor mai mici de 18 ani, de acelaşi sex cu declarantul, cari au religiunea, ce se părăseşte, indicându-se prenumele, numele, locul şi data naşterii lor; în acelaşi mod se va indica şi copiii de aceeaş religiune cu soţul ce schimbă religiunea, indiferent de sex, în cazul când trecerea se face la cultul celuilalt soţ; în cazul când femeia care schimbă religiunea ar avea copii nelegitimi mai mici de 18 ani, se va indica în acelaşi mod copiii ce au aceeaşi religiune cu declarantul. (Form. No. 32).

Art. 45. — In cel mult opt zile dela primirea declaraţiunii (verbale sau autentice), ofiţerul stării civile va trimite o copie reprezentantului cultului (preot, pastor, rabin, etc.), dela domiciliul declarantului căruia acesta aparţine. Predarea se va face pe cale administrativă sub luare de dovadă.

Ofiţerul stării civile va nota declaraţiunea făcuta în un registru de evidenţă (form. 33) şi la primirea dovezii de predare va face menţiune de data predării.

Art. 46. — După trecerea a 30 zile libere dela data predarii înştiinţarii reprezentantului cultului, dacă declarantul nu a revenit în modul arătat de art. 49 asupra declaraţiunii făcute, ofiţerul stării civile va face menţiune în rubrica specială (10) a actului de naştere al declarantului trecut în registre, despre schimbarea cultului.

Menţiunea va cuprinde data când declaraţiunea s'a făcut şi cultul la care s'a trecut.

Aceeaşi menţiune, fără arătare însă a cultului, se va face şi în cazul când se părăseşte un cult fără a se trece la altul.

Dacă persoana care a trecut la alt cult este căsătorită, menţiune se va face şi pe actul de căsătorie.

Dacă persoana care a trecut la alt cult are copii legitimi sub 18 ani, menţiunea de trecere se va face şi pe actul de naştere al copiilor de acelaşi sex cu ea.

Dacă unul din soţi trece la religiunea celuilalt, menţiune de schimbarea cultului se va face pe actul de naştere al copiilor mai mici de 18 ani, indiferent de sex, dacă ei aparţin cultului dela care trecerea se face.

Dacă femeia care a trecut la alt cult are copii nelegitimi, menţiune se va face pe actele de naştere ale copiilor nelegitimi sub 18 ani, indiferent de sex.

Dacă actele de naştere sau de căsătorie unde menţiunea urmează a fi făcută sunt înregistrate de un alt ofiţer al stării civile, ofiţerul stării civile care a primit declaraţiunea, va încunoştiinţa pe ofiţerul stării civile unde actul se găseşte înscris spre a face menţiunea prevăzută de alineatele precedente. (Form. 34 şi 35):

In registrul de evidenţă se va nota terminarea lucrării. (Form. No. 33).

Art. 47. — Ofiţerul stării civile va înştiinţa în scris pe reprezentantului cultului căruia persoana a aparţinut cât şi pe reprezentantul cultului la care ea a trecut. Predarea încunoştiinţării se va face pe cale administrativă sub dovadă. (Form. No. 36).

Art. 48. — Ofiţerul stării civile va libera, la cererea celui ce a trecut la alt cult, dovada constatând aceasta. (Form. No. 37).

Art. 49. — Inainte de expirarea a 30 zile libere, socotite dela data primirii de către reprezentantul cultului a copiei declaraţiunii de trecere, cel care a facut declaraţiunea poate reveni asupra ei.

Declaraţiunea de revenire se va face înaintea ofiţerului stării civile care a primit declaraţiunea de trecere.

Declarantul se va înfăţişa în persoană, însoţit de doi martori. Ofiţerul stării civile va lua act de declaraţiune, încheind proces-verbal semnat de declarant şi martori.

Daca declarantul sau martorii nu ştiu, nu pot sau nu voiesc să semneze actul, se va face menţiune de aceasta.

Declaraţiunea se va putea face şi prin act autentic; ea va fi depusă de cel ce face declaraţiunea de revenire, ofiţerului stării civile, în termenul prevăzut de alin. prim. (Form. Nr. 38).

Art. 50. — Daca comunicarea prevăzută de art. 45 a fost făcută, ofiţerul stării civile va trimite reprezentantului cultului ce declarantul voia să părăsească, copia declaraţiunii de revenire. Predarea se va face pe calea administrativă sub luare de dovadă.

Daca comunicarea prevăzută de art. 45 nu a fost făcută, nu se va face nicio trimitere.

Menţiune de revenire se va face în registrul de evidenţă. (Form. Nr. 33).

Despre actele de naştere

Art. 51. — Orice naştere a unui copil trebue să fie declarată ofiţerului stării civile al comunei sau sectorului în cuprinsul căreia naşterea a avut loc, fără deosebire de naţionalitatea sau religiunea părinţilor.

Art. 52. — Ofiţerul stării civile nu va putea înregistra o naştere înainte de a i se face declaraţiunea de către vreuna din persoanele indicate de lege. El va putea însă pune în vedere celor obligaţi să declare naşterea, să se înfăţişeze în termen înaintea sa spre a face declaraţiunea, atrăgându-le atenţiunea asupra pedepselor cu care legea sancţioneaza nefacerea declaraţiunii.

Art. 53. — Declaraţiunea naşterii va trebui făcută în termen de trei zile dela naştere.

Ziua naşterii şi ziua când declaraţiunea se face nu intră în socotirea celor trei zile.

Dacă a treia zi liberă (a cincea zi dela naştere) este o duminecă sau sărbătoare legală prevăzută de ar.t 9 din statutul funcţionarilor pubici, declaraţiunea se va face în ziua lucrătoare ce urmează acesteia.

Art. 54. — Persoanele datoare să declare naşterea sunt:

1. Tatăl;

2. Moaşa medicul, orice persoană care a fost faţă la naştere, cum şi persoana în a cărei locuinţă a avut loc naşterea, chiar dacă nu a fost faţă la naştere;

3. Mama, de-i va fi cu putinţă.

Persoanele arătate la punctul 2 nu sunt ţinute să declare decât daca femeia ce a născut este necăsătorită, văduvă, sau tatăl legitim al copilului este bolnav ori lipsă dela domiciliu.

Tatăl nelegitim poate declara naşterea copilului său nelegitim.

Art. 55. — Declaraţiunile pot fi făcute fie în persoană, fie prin împuterniciţi cu procură specială şi autentică.

Art. 56. — Declarantul va înfăţişa certificatul de verificarea naşterii, liberat de medicul sau moaşa ce a asistat la facere, de medicul,

moaşa, sau agentul sanitar al circumscripţiei, sau va aduce doi martori majori, rude sau straini cari sa confirme naşterea. (Form. Nr. 39).

Art. 57. — Ofiţerul stării civile se va asigura de identitatea persoanelor ce se prezintă înaintea sa.

Art. 58. — Când declaraţiunile ce i se fac nu-i par vrednice de credinţă, ofiţerul starii civile face cercetariile necesare şi nu înscrie faptul decât după ce a fost stabilit.

Art. 59. — Actul de naştere va cuprinde:

a) Data înregistrării (anul, luna şi ziua);

b) Anul, luna, ziua şi ora naşterii;

c) Sexul copilului;

d) Prenumele ce se da copilului;

e) Confesiunea careia copilul va aparţine;

f) Prenumele, numele, vârsta, profesiunea şi domiciliul părinţilor;

g) Locul naşterii copilului, când este deosebit de locuinţa părinţilor;

h) Menţiune de verificarea naşterii. (Form. Nr. 3).

Art. 60. — Nu se vor putea înscrie ca pronume al noului născut, nume de familie sau cuvinte cari ar constitui o manifestare politică.

Art. 61. — Numele şi prenumele mamei va fi întotdeauna declarat şi înscris.

Numele tatălui nelegitim nu va fi înscris, afară dacă declaraţiunea este făcută de el însuşi sau de împuternicitul său.

Art. 62. — Confesiunea ce se va înscrie va fi confesiunea parinţilor, daca ei sunt de aceeaşi religiune.

Dacă părinţii sunt de confesiuni deosebite, tatăl va determina căreia din cele două confesiuni — a tatălui său a mamei — va aparţine noul născut.

Dacă tatăl legitim al noului nascut este mort, mama va determina căreia din cele două religiuni — a tatălui sau a mamei — va aparţine copilul.

Copiii nelegitimi vor avea religiunea mamei.

Pentru determinarea confesiunii căreia părinţii aparţin va servi actul de căsătorie sau în lipsa lui, ori în cazul când nu va cuprinde atari menţiuni, alte acte dovedind religiunea acestora.

Art. 63. — Daca naşterea a avut loc la domiciliul parinţilor, nu se va face nicio menţiune în rubrica destinată pentru arătarea locului naşterii (7). Locul naşterii va fi indicat prin arătarea comunei, stradei şi numărului sau în lipsa lor prin alte indicaţiuni.

Art. 64. — In rubrica destinată menţiunii de verificarea naşterii (8), se va indica actul de verificare cu arătarea autorităţii sau numelui persoanei care l-a liberat, iar în lipsa acestui act, prenumele, numele, profesiunea şi domiciliul martorilor cari au confirmat naşterea. (Form. Nr. 40 A şi B).

Art. 65. — Inscrierea gemenilor se va face deosebit pentru fiecare din ei, în ordinea în care s'au născut.

Art. 66. — Inscrierea se va face de îndată în amândouă exemplarele registrului.

Ofiţerul stării civile, după săvârşirea înscrierii, o va ceti declarantului.

Art. 67. — Declarantul va semna în amândouă exemplarele, în rubrica anume destinată.

Dacă faptul naşterii a fost întărit de martori, aceştia vor semna şi ei.

Daca declarantul sau martorii nu ştiu, nu pot sau nu voiesc să semneze actul, ofiţerul stării civile va face menţiune de aceasta, în locul destinat semnăturii lor.

Art. 68. — După îndeplinirea acestor formalităţii, ofiţerul stării civile va semna actul, în amândouă exemplarele registrului.

Născuţi morţi.

Art. 69. — Declaraţiunea despre naşterea unui copil născut mort — daca copilul are forma unei fiinţe omeneşti — se va face în termen de 24 ore dela naştere, de către aceleaşi persoane şi cu aceleaşi forme cerute declaraţunii copilului născut viu.

Inscrierea se va face numai în registrul de născuţi, făcându-se menţiune în rubrica observaţiunilor înainte de semnare (9): „Născut mort“. (Form. Nr. 40 C).

Copilul născut viu dar care a murit înainte de a se face declaraţiunea, va fi înscris atât în registrul de născuţi cât şi în registrul de morţi.

Declaraţiuni scrise.

Art. 70. — Când un copil se naşte într'un spital, penitenciar, casă de sănătate, azil sau alte instituţiuni asemănătoare, directorii sau administratorii sunt obligaţi sa declare în scris naşterea, ofiţerului stării civile.

Declaraţiunea scrisă va trebui să cuprindă toate datele necesare înscrierii, cum şi datele necesare completării buletinului statistic şi va fi întovărăşită de cerificatul de verificarea naşterii. (Form. Nr. 41).

Art. 71. — In baza declaraţunii scrise, ofiţerul stării civile va face înscrierea în registre. In rubrica observaţunilor înainte de semnare (9), ofiţerul stării civile va face menţiune de actul în baza căruia s'a făcut înscrierea, arătând instituţiunea dela care emană, numărul şi data lui. (Form. Nr. 40 C.)

Copil găsit.

Art. 72. — Când cineva găseşte un copil de curând născut, este dator a-l înfăţişa de îndată autorităţii poliţieneşti (poliţie, comisariat, jandarmerie) a locului unde copilul a fost găsit cu toate hainele şi obiectele aflate asupra lui şi a arăta toate împrejurările aflării, de asemeni ora şi locul unde îl va fi găsit.

Art. 73. — Autoritatea poliţienească, căreia copilul a fost înfăţişat, va încheia proces-verbal de găsirea copiluui, indicând sexul, vârsta după aparenţă, arătând toate împrejurările aflării lui, rufele cu care era îmbrăcat, marca rufelor şi orice alte semne.

In procesul-verbal se va mai arăta încă instituţiunea sau persoana căreia s'a încredinţat copilul. O copie a procesului verbal va fi lăsată autorităţii sau persoanei căreia copilul a fost încredinţat.

Procesul-verbal va fi trimis ofiţerului stării civile în termen de cel mult două zile dela găsirea copilului.

Art. 74. — Ofiţerul stării civile primind procesul-verbal, va da copilului un prenume şi nume şi-l va înscrie în registre.

Rubricile referitoare la anul, luna, ziua şi ora naşterii, prenumele, numele, vârsta, profesiunea şi domiciliul părinţilor, nu se vor completa, iar în rubricile destinate pentru înscrierea locului naşterii copilului când este deosebit de locuinţa părinţilor şi pentru menţiune de

verificarea naşterii, se va înscrie pe scurt toate datele din procesul-verbal al autoritaţii poliţieneşti.

Drept nume patronimic se va da copilului un prenume, care se va înscrie în rubrica 4, dupa prenume.

Confesiunea ce se va da copilului găsit, va fi aceea ce rezultă în lucrurile ce se vor găsi asupra sa, dacă atari indicaţiuni ar rezulta; în lipsa acestei indicaţiuni confesiunea va fi aceea a persoanei care l-a primit spre creştere. Dacă copilul a fost încredinţat unui azil (casa de creştere), stabilirea confesiunii se va face astfel:

a) Dacă azilul e întreţinut de o instituţiune confesională, confesiunea instituţiei respective;

b) Dacă azilul e întreţinut de comună, confesiunea majoritaţii locuitorilor din comună;

c) Dacă azilul e întreţinut de judeţ, confesiunea majorităţii locuitorilor din judeţ;

d) Dacă azilul e întreţinut de Stat, confesiunea ortodoxă.

In rubrica observaţiunilor înainte de semnare, se va indica prin număr şi dată, procesul-verbal cum şi autoritatea care l-a încheiat. (Form. Nr. 40 D).

Art. 75. — In termen de trei zile dela înscriere, un extract al actului va fi trimis instituţiunii sau persoanei căreia copilul a fost încredinţat.

Art. 76. — Dacă identitatea copilului este ulterior stabilită, ofiţerul stării civile va trimite actele încheiate parchetului tribunalului circumscripţiei.

Buletinul de naştere.

Art. 77. — Indată după înscrierea naşterii, ofiţerul stării civile va completa după indicaţiunile date de declarant buletinul statistic şi va înmâna acestuia buletinul de naştere ce va servi la săvârşirea ceremoniei religioase. (Form. Nr. 17).

In cazul unei declaraţiuni scrise, buletinul va fi trimis instituţiunii declarante pe aceeaş cale prin care i s'a trimis declaraţiunea.

Naşterea pe un vas maritim.

Art. 78. — Dacă naşterea are loc pe un vas maritim, chiar dacă în acel timp vasul călătorea pe un fluviu, actul de naştere se va încheia în termen de 24 ore după declaraţiunea persoanelor ce au fost faţă, pe vasele marinei militare, de comandant, iar pe vasele marinei comerciale de căpitan, de patron sau de cei cari îi înlocuiesc.

Procesul-verbal constatând naşterea, va cuprinde datele prevăzute de art. 59 cât şi cele necesare întocmirii buletinului statistic şi va fi înscris la sfârşitul listei echipajului.

Art. 79. — Dacă naşterea are loc în timpul opririi în port, dar debarcarea e cu neputinţă, sau portul fiind străin, nu se află acolo agent diplomatic sau consular român, actul de naştere va fi încheiat în condiţiunile articolului precedent, făcându-se menţiune în procesul verbal fie de imposibilitatea debarcării, fie de lipsa agentului diplomatic sau consular.

Dacă naşterea are loc în timpul opririi în port şi debarcarea se poate face, sau dacă portul fiind străin se află acolo agent diplomatic sau consular român, declaraţiunea de naştere se va face la ofiţerul stării civile român al locului sau la agentul diplomatic sau consular român.

Art. 80. — In cel dintâi port unde vasul se opreşte şi debarcarea se poate face, comandantul, căpitanul sau patronul, ori cel care îl înlocueşte, va depune două copii legalizate dupa actul de naştere încheiat autorităţii portului, daca portul este român, agentului diplomatic sau consular din localitate, daca portul este străin.

Daca în portul strain nu se află agent diplomatic sau consular român, depunerea se va face în cel mai apropiat port român unde vasul se va opri, sau în cel mai apropiat port străin unde se găseşte agent diplomatic sau consular român.

Menţiune de depunere se va face de autoritatea primitoare, pe marginea originalului ce râmâne în păstrarea celui ce l-a încheiat.

Art. 81. — Autoritatea căreia exemplarele actului de naştere au fost depuse, va trimite unul din exemplare ofiţerului stării civile al ultimului domiciliu în ţară al tatalui, iar dacă tatăl nu e cunoscut, al ultimului domiciliu în ţară al mamei; dacă acest ultim domiciliu este în străinătate, trimiterea se va face oficiului stării civile al primului sector al Capitalei.

Al doilea exemplar al actului se va păstra în arhiva autorităţii la care depunerea a fost făcută, făcându-se menţiune pe act de trimiterea celuilalt exemplar.

Art. 82. — Ofiţerul stării civile primind un exemplar al actului, va înscrie naşterea în registre după datele arătate în act, făcând menţiune în rubrica „locul naşterii, când este deosebit de locuinţa părinţilor" (7), de faptul că naşterea a avut loc pe un vas maritim, arătându-se numele vasului, iar în rubrica destinată observaţiunilor înainte de semnare (9), de faptul că înscrierea s'a făcut pe baza actului încheiat de ofiţerul stării civile maritim, cu arătarea autorităţii care a trimis actul, cât şi numărul şi data adresei de trimitere.

Art. 83. — Dacă naşterea a avut loc în timpul unei călătorii cu trenul, cu un vapor fluvial sau cu o aeronavă, declaraţiunea naşterii va fi făcuta de persoanele arătate la art. 54, ofiţerul stării civile al locului unde mama se va opri.

Declaraţiuni tardive.

Art. 84.— Dacă naşterea este declarată ofiţerului stării civile, după trecerea termenului prevăzut de art. 53, ofiţerul stării civile nu o va înscrie în registre, ci va face cercetări pentru stabilirea exactităţii faptului declarat, cum şi a tuturor datelor necesare înscrierii, şi încheind proces-verbal, îl va trimite parchetului tribunalului circumscripţiei.

In acelaşi mod va proceda ofiţerul stării civile, în cazul când naşterea nu a fost de loc declarată şi de faptul naşterii a luat cunoştinţă pe altă cale decât declaraţia.

Despre actele de căsătorie

Declaraţiune de căsătorie.

Art. 85. — Viitorii soţi vor face ofiţerului stării civile, declaraţiunea proectului de căsătorie.

Declaraţiunea va putea fi făcută verbal în persoană sau prin împuternicit cu procură specială şi autentică, ori în scris prin act autentic sau legalizat.

Art. 86. — Declaraţiunea de căsătorie va cuprinde pentru fiecare din viitorii soţi:

a) Prenumele şi numele;
b) Vârsta cu aratarea datei naşterii;
c) Profesiunea;
d) Confesiunea căreia aparţine;
e) Domiciliul;
f) Reşedinţa, dacă este deosebita de domiciliu;
g) Naţionalitatea;
h) Locul naşterii;
i) Calitatea de necăsătorit, văduv sau divorţat;
j) Arătarea gradului de înrudire cu celălalt soţ;
k) Prenumele, numele, profesiunea şi domiciliul parinţilor;
l) Prenumele, numele, profesiunea şi domiciliul persoanelor chemate sa-şi dea consimţimântul, dacă aceştia sunt alţii decât părinţii şi numai dacă amândoi sau unul din viitori soţi sunt incapabili.

Dacă din legătura lor anterioară căsătoriei, viitorii soţi au copii recunoscuţi, cari prin efectul căsătoriei ar deveni legitimi, sau dacă voiesc a-i recunoaşte prin actul de căsătorie, declaraţiunea va mai cuprinde încă, pe categorii, prenumele şi numele copiilor cu arătarea datei şi locului naşterii.

Dacă o româncă voieşte a se căsători cu un străin şi dacă românca voieşte a-şi păstra naţionalitatea română, declaraţiunea de căsătorie va trebui încă să menţioneze aceasta (Form. No. 42, 43).

Art. 87. — Odată cu declaraţiunea de căsătorie, vor trebui să fie prezentate ofiţerului stării civile următoarele acte:

a) Dovada domiciliului sau reşedinţei viitorilor soţi; această dovadă poate rezulta din orice acte precum: buletinul de înscriere la biuroul populaţiei, recepisa de plata impozitelor; ea poate fi înlocuită prin cunoştinţa personală a ofiţerului stării civile;

b) Dovada domiciliului lor anterior, dacă viitorii soţi sau unul din ei nu au o locuinţă continuă de cel puţin trei luni, în circumscripţiunea ofiţerului stării civile, căruia declaraţiunea de căsătorie se face.

Art. 88. — Este competinte să primească declaraţiunea proiectului de căsătorie, ofiţerul stării civile al domiciliului sau reşedinţei unuia din viitorii soţi.

Art. 89. — Dacă ofiţerul stării civile va constata că nu s'a făcut dovada domiciliului sau reşedinţei viitorilor soţi sau când cel puţin unul din viitorii soţi nu-şi are domiciliul sau reşedinţa în circumscripţia sa. va refuza prin încheiere facerea publicaţiunilor.

Tot astfel va proceda ofiţerul stării civile dacă va constata că nu s'a făcut dovada domiciliului anterior al viitorilor soţi, în cazul când locuinţa lor actuală este de o durată mai mică de trei luni.

La cererea unuia din declaranţi, ofiţerul stării civile va trimite de îndată întreg dosarul judecătoriei respective.

Hotărîrea judecătorească este obligatorie pentru ofiţerul stării civile.

Art. 90. — Ofiţerul stării civile va dispune facerea publicaţiunilor dacă din actele depuse rezultă că cel puţin unul din viitorii soţi are domiciliul sau reşedinţa în circumscripţie.

Dacă însă viitori soţi nu locuiesc în localitate la data declaraţiunii de cel puţin trei luni, publicaţiunea nu va fi ordonată decât dacă dovada domiciliului lor anterior este făcută.

Ofiţerul stării civile va încheia un act, care în afară de datele trecute în declaraţiune, va mai indica locul unde publicaţiunea urmează a fi afişată. (Form. No. 44). Declaraţiunea va fi trecută şi în registrul de publicaţiuni. (Form. No. 45).

Art. 91. — Actul de publicaţiunea casătoriei va cuprinde pe lângă datele arătate în declaraţiune, invitaţiunea ca toţi cei îndreptăţiţi cari au cunoştinţă de lipsa oricareia din condiţiunile de fond ale casatoriei, să facă opoziţiune în termen de zece zile dela data afişării. (Form. 46).

Art. 92. — Actul de publicaţiune se afişeaza şi rămâne afişat timp de opt (8) zile libere la uşa Casei comunale (zece zile, numărându-se ziua când afişarea s'a făcut şi cea când publicaţiunea se ridică).

Ofiţerul stării civile va încheia proces-verbal constatând operaţiunea afişării. (Form. No. 47).

Art. 93. — Dacă domiciliul sau reşedinţa unuia din soţi este în altă comună (sector) decât în care ofiţerul stării civile funcţionează, acesta va trimite un exemplar al actului de publicaţiuné ofiţerului stării civile al domiciliului sau reşedinţei soţului.

Dacă viitorii soţi sau unul din ei locuiesc în comuna (sectorul) unde declaraţiunea căsătoriei s'a făcut, de mai puţin de trei luni, un exemplar al actului de publicaţiune se va trimite ofiţerului stării civile al domiciliului lor anterior.

Dacă viitorii soţi sau numai unul din ei sunt minori, un exemplar al actului de publicaţiune se va trimite ofiţerului stării civile al locului unde domiciliaza cei chemaţi să-şi dea consimţimântul la căsătorie. (Form. No. 48).

Art. 94. — Ofiţerul stării civile căruia publicaţiunile de căsătorie i s'au trimis, va proceda la afişare potrivit art. 92. (Form. No. 47).

Art. 95. — După expirarea a zece zile libere (douăsprezece zile pline), ofiţerul stării civile, căruia actul de publicaţiune i-a fost trimis spre afişare, va trimite ofiţerului stării civile care a ordonat publicaţiunile, procesul-verbal constatând afişarea, împreună cu toate opoziţiile făcute. (Form. No. 49).

Art. 96. — Procurorul tribunalului locului unde viitorii soţi se găsesc, poate acorda în cazuri grave dispensă de publicaţiune.

Menţiune de această dispensă se va face în actul trecut în registrul de publicaţiune.

Art. 97. — Ofiţerul stării civile care a emis publicaţiunile va încheia în registrul de publicaţiuni proces-verbal constatând data şi locul când afişarea a fost efectuată, faptul că termenele legale de afişare au fost respectate, de constatarea ivirii sau nu a opoziţiunilor cum şi a modului rezolvării lor. (Form. No. 45).

Opoziţiuni la căsătorie.

Art. 98. — In termen de zece zile libere dela data afişării, persoanele arătate la art. 101, pot face opoziţiune la căsătorie.

In socotirea termenului de zece zile nu intră ziua când termenul a început (ziua afişării), nici ziua când termenul se sfârşeşte.

Art. 99. — Opoziţia se poate prezenta fie ofiţerului stării civile care a dispus publicaţiunea, fie celui care numai a făcut afişarea.

Cel ce face opoziţia va trebui să o prezinte personal sau prin împuternicit cu procură specială şi autentică ofiţerului stării civile.

Ofiţerul stării civile va constata prin rezoluţie modul cum opoziţia i-a fost predată.

Dacă opoziţia a fost prezentată prin împuternicit, procura va rămâne alăturată.

Art. 100. — Actul de opoziţie va fi făcut în patru exemplare, va fi semnat de oponent şi va cuprinde:

a) Insuşirea celui ce face opoziţia adică gradul de rudenie sau

legatura rezultând din casătorie, ce există între oponent și unul dintre viitorii soți, sau calitatea de tutor al unuia din viitorii soți;

b) Motivele opoziției;

c) Alegerea de domiciliu a oponentului la reședința judecătoriei circumscripției, de care depinde ofițerul starii civile care a dispus publicațiunile de casătorie, cu indicarea persoanei, a stradei, și numărului unde procedura urmează a fi îndeplinită.

Art. 101. — Pot face opoziție la căsătorie:

a) Tatal sau mama, bunii sau bunele, frații sau surorile dacă sunt majori.

Mama poate face opoziție la căsătorie chiar dacă tatăl este în vieață, iar bunii chiar dacă bunul este în vieață; bunii sau bunele nu pot face opoziție decât dacă tatăl și mama lipsesc, sau sunt în imposibilitate de a-și manifesta voința, iar frații și surorile numai în lipsa ascendenților (tata, mamă, buni, bune);

b) Tutorul unuia din viitorii soți, minor sau interzis;

c) Soțul nedespartit al unuia din cei ce au făcut declarațiunea de căsătorie;

d) Ministerul public (procurorul).

Art. 102. — Ofițerul stării civile căruia declarațiunea de casătorie a fost făcută, primind opozițiile fie că i-au fost predate lui, fie ca au fost depuse ofițerilor stării civile care au efectuat publicațiunile, va cerceta dacă sunt introduse în termen.

Se socotește introdusă în termen, opoziția făcută în zece zile libere (12 zile pline) dela data procesului-verbal constatând afișarea publicațiunii, iar dacă au fost făcute publicațiuni și în alt loc decât în comuna (sectorul) de reședință a ofițerului stării civile care a emis publicațiunea, dela data procesului-verbal constatând ultima afișare.

Va cerceta apoi, dacă cel ce a făcut opoziția este una din persoanele arătate de art. 101, dacă astfel cum rezultă din actele prezentate, oponentul fiind una din persoanele arătate de art. 101, alin. *a*, nu este împiedecat în exercițiul dreptului de opoziție, de prezența unei alte persoane.

Art. 103. — Când opoziția este făcută peste termen sau oponentul nu are calitatea de a o face, ofițerul stării civile căruia declarațiunea de căsătorie a fost făcută, va da o încheiere prin care va înlătura opoziția. Copia încheierii, se va comunica de îndată oponentului pe cale administrativă.

Impotriva încheierii ofițerului stării civile nu există nicio cale de atac.

Art. 104. — Când opoziția este făcută în termen și oponentul are calitatea a o face, ofițerul stării civile va trimite de îndată judecătoriei circumscripției, un exemplar al opoziției împreună cu toate anexele și va comunica câte un exemplar viitorilor soți, păstrând exemplarul rămas la dosarul căsătoriei.

Comunicarea se va face pe cale administrativă și dovada de primire se va atașa la dosarul căsătoriei.

Dacă opoziția nu este făcută în 4 exemplare, ofițerul stării civile va completa numărul exemplarelor prin còpii ce le va certifica, originalul trimițindu-l judecătoriei.

Art. 105. — Opoziția poate fi retrasă de cel ce a făcut-o. Retragerea poate fi făcută, fie prin declarațiune în persoană sau prin împuternicit cu procură specială și autentică, înaintea ofițerului stării civile care a emis publicațiunile, fie prin act autentic, prezentat ofițerului stării civile. (Form. No. 50).

Art. 106. — Ofiţerul starii civile caruia declaraţiunea de căsarie a fost făcuta, va face menţiune în registrul de publicaţiuni de opoziţiunile făcute, de înlaturarea, retragerea sau respingerea lor. (Form. No. 45).

Celebrarea căsătoriei.

Art. 107. — Este competinte sa celebreze casătoria unul din ofiţerii starii civile arataţi la art. 88.

Art. 108. — Viitorii soţi vor prezenta ofiţerului stării civile care va celebra căsătoria, următoarele acte:

1. Extracte după actele lor de naştere;

2. Extracte de moarte ale părinţilor, sau bunilor viitorilor soţi; aceasta însa numai în cazul când viitorii soţi sau unul din ei nu au vârsta de 21 ani deplini;

3. Dispensele obţinute (vâısta, rudenie, publicaţiuni);

4. Daca viitorul soţ este militar în activitate, autorizaţiunea autorităţii militare dată în conformitate cu legea din 12 Martie 1900 şi regulamentul de punere în aplicare a acestei legi;

5. Dacă unul sau ambii viitori soţi, au fost anterior căsătoriţi:

a) Actul de deces al soţului decedat, dacă căsătoria s'a desfăcut prin moarte (declaraţiune de moarte);

b) Actul constatând desfacerea căsătoriei, dacă căsătoria s'a desfăcut prin divorţ. Acest act va fi pentru căsătoriile desfăcute în Vechiul Regat certificatul ofiţerului starii civile constatând înscrierea hotărîrii de divorţ; pentru Basarabia acelaş act dacă căsătoria a fost desfacuta după 1 Ianuarie 1929, iar pentru cele celebrate anterior acestei date, certificatul grefei tribunalului constatând înscrierea în registru special; pentru Ardeal şi Bucovina copie după hotărîrea de desfacerea căsătoriei.

In toate cazurile, extractul de căsătorie purtând menţiunea desfacerii ei face de asemeni dovadă;

c) Copie dupa hotărîrea judecătoreasca învestită cu formula executorie dacă căsătoria s'a desfiinţat în justiţie, sau extractul actului de căsătorie cu menţiunea desfiinţării ei;

6. Dacă femeia a fost anterior căsătorită şi dela data desfacerii căsătoriei prin moarte ori divorţ, sau dela desfiinţarea ei prin judecată nu au trecut 10 luni în Vechiul Regat, Ardeal şi Basarabia sau 180 zile în Bucovina, va trebui să prezinte:

a) Extractul de naştere al copilului, dacă o naştere a avut loc după desfacerea ori desfiinţarea căsătoriei, sau:

b) Copie după hotărîrea tribunalului încuviinţând un domiciliu separat femeii în Vechiul Regat şi Basarabia, sau:

c) Dispensa obţinută pentru Ardeal dela Ministerul justiţiei, pentru Bucovina dela prefectura judeţului;

7. Incuviinţarea instanţei tutelare în cazul când legea cere această încuviinţare (aplicabil numai în Ardeal şi Bucovina).

8. Permisiunea autorităţii eclesiastice, atunci când o atare permisiune este cerută celor intraţi în ordine (hirotonisiţi) sau călugărie (aplicabil numai în Ardeal);

9. Copie dupa convenţiunea matrimonială încheiată (act dotal).

Dacă unul din viitorii soţi este comerciant se va depune în Vechiul-Regat şi în Basarabia, încă o copie a convenţiunii matrimoniale. împreună cu recepisa, constatând plata inserării publicaţiunii în foaia anunţurilor judiciare a locului unde soţul îşi exercită comerţul.

10. Copie după procesul-verbal încheiat în registrul de publicaţiuni de ofiţerul stării civile căruia declaraţiunea de căsătorie a fost

facută. Aceasta copie se va preznta numai în cazul când căsatoria urmează a fi celebrată de alt ofiţer al starii civile, decât cel. căruia declaraţiunea de casatorie a fost facută.

Art. 109. — Dacă viitorii soţi sunt născuţi în comuna (sectorul) unde casătoria urmează a fi celebrata, sau moartea ascendenţilor ori desfacerea sau desfiinţarea căsatoriei anterioare este înscrisă în registrul acelei comune (sector), ofiţerul stării civile va scoate din oficiu extracte din registru şi le va alătura la dosarul căsătoriei.

Art. 110. — Dacă viitorii soţi sau unul din ei, nu posedă extracte de naştere sau extracte de moarte ale ascendenţilor şi daca se dovedeşte imposibilitatea de a le aduce, lipsa lor se va împlini prin declaraţiunea a doi martori. Această declaraţiune se va face, fie înaintea ofiţerului stării civile ce urmează a celebra casătoria, fie înaintea ofiţerului stării civile al domiciliului soţului al cărui act de naştere sau decesul ascendenţilor lipseşte, fie înaintea ofiţerului stării civile al domiciliului martorului, sau înaintea judecătoriei.

Inainte de a face declaraţiunea, martorul va face un jurământ precum urmează: va pune mâna pe cruce, ofiţerul starii civile va zice, iar martorul va spune după dânsul următoarele:

„Mă leg pe cinste şi în cuget curat, jur înaintea lui Dumnezeu care ştie toate, că voi mărturisi adevărul, nimic alt decât adevărul".

Jurământul se va modifica potrivit religiunii martorilor.

Declaraţiunea va cuprinde locul şi data naşterii sau decesului persoanei al carei act de stare civilă înlocuieşte.

Procesul-verbal constatând aceste declaraţiuni va fi semnat de martori, sau dacă martorii nu ştiu, nu pot, sau nu voiesc sa semneze, se va face menţiune de aceasta, cum şi de ofiţerul stării civile; în comunele rurale el va fi contrasemnat de notar.

Actul va arăta încă, că va servi numai la căsătorie. (Form. No. 51 şi 52).

Art. 111. — Căsătoria nu se va putea celebra decât după 10 zile libere (12 zile pline) dela data afişării publicaţiunii prevăzuta în art. 91; dacă afişările s'au făcut în mai multe comune (sectoare)), termenul de 10 zile se va socoti dela data ultimei afişări.

Dacă s'au făcut opoziţiuni şi ele nu au fost înlăturate sau retrase, ofiţerul stării civile nu va putea celebra căsătoria, până ce nu se va face dovada prin hotărîre definitivă a instanţelor judecătoreşti, că opoziţiunea a fost respinsă.

Art. 112. — Căsătoria se va putea celebra însă şi înaintea trecerii termenului de 10 zile dela data afişării publicaţiunii de căsătorie, dacă viitori soţi vor prezenta dispensa acordată în acest scop, de procurorul tribunalului locului unde viitorii soţi se gasesc.

In acest caz căsătoria urmează a fi celebrată în termen de 15 zile libere (17 zile) dela data dispensei.

Art. 113. — Căsătoria nu se va celebra dacă dela data declaraţiunii căsătoriei (art. 85) şi până la data când casătoria urmează a se celebra, a trecut mai mult de un an. In acest caz se va face o nouă declaraţiune de căsătorie, urmată de publicaţiuni potrivit art. 85 şi urm.

Art. 114. — Căsătoria se va celebra la Casa comunală.

Dacă însă se dovedeşte prin certificat medical că unul din viitorii soţi, este împiedecat din cauza de boală de a părăsi casa, căsătoria se va putea celebra şi în alt loc.

Art. 115. — Căsătoria se va celebra în public.

Dacă căsătoria se celebreaza în alt loc decât în Casa comunală, intrarea publicului în acest local va fi lăsată liberă.

Art. 116. — Viitorii soţi se vor prezenta înaintea ofiţerului stării civile împreună şi în persoană şi vor fi întovărăşiţi de doi martori majori, rude sau straini.

Dacă unul sau ambii viitori soţi sunt minori, se vor prezenta ofiţerului starii civile şi persoanele cărora legea le dă dreptul de a consimţi la casătoria minorului.

In Ardeal şi Bucovina se va prezenta ofiţerului stării civile şi curatorul majorului pus sub curatelă ca slab de minte, sau al surdo-mutului care nu se poate înţelege prin semne.

Art. 117. — Ofiţerul starii civile se va asigura de identitatea persoanelor ce se prezintă înaintea sa.

Art. 118. — Prezenţa persoanelor arătate în alin. 2 şi 3 al art. 116, nu este necesara, dacă ele şi-au dat în scris consimţimântul la căsătorie.

Actiul scris al consimţimântului, va cuprinde prenumele, numele. profesiunea şi domiciliul viitorilor soţi, cum şi prenumele, numele, profesiunea şi domiciliul celor ce dau consimţimântul, cu arătarea calităţii ce au faţă de cel la căsătoria căruia consimt. (Tată, mamă, bun, bună, tutor, curator).

Actul de consimţimânt trebue dat, sau în forma autentică (notarială), sau cuprins în o declaraţiune făcută înaintea ofiţerului stării civile. E competinte să ia act de această declaraţiune ofiţerul stării civile căruia declaraţiunea de căsătorie a fost făcută, sau cel al domiciliului sau reşedinţei persoanei care consimte la căsătorie. (Form. No. 53).

Consimţimântul dat în scris, nu mai poate fi retras. Dacă însă în intervalul ce s'a scurs dela darea consimţimântului şi până la celebrarea casătoriei, persoana ce a consimţit la căsatorie a murit, sau a pierdut calitatea de a consimţi la casătorie, va trebui adus consimţimântul persoanei in drept sa consimtă în momentul celebrării căsătoriei.

Art. 119. — Ofiţerul stării civile, va întreba pe martori dacă viitorii soţi nu sunt legaţi în o căsătorie anterioară, dacă aceştia sunt rude şi în caz afirmativ gradul lor de rudenie; va întreba pe viitorii soţi, dacă au încheiat sau nu vreo convenţiune matrimonială; va lua consimţimântul persoanelor chemate să autorizeze căsătoria, dacă el nu a fost dat în scris, în cazul când unul sau ambii viitori soţi sunt incapabili.

Art. 120. — Dacă astfel cum rezultă din declaraţiunea de căsătorie, viitorii soţi din legătura lor anterioară căsătoriei, au copii pe care nu i-au recunoscut nici prin actul lor de naştere şi nici prin act autentic anterior, ofiţerul stării civile va întreba pe amândoi viitorii soţi dacă îi recunosc drept ai lor.

Pot fi recunoscuţi chiar copiii numai concepuţi.

Art. 121. — Dacă romănca căsătorindu-se cu un străin voieşte a-şi păstra naţionalitatea română şi nu a facut în acest scop, anterior declaraţiune autentica, ofiţerul starii civile va lua act de declaraţiunea acesteia.

Art. 122. — Ofiţerul stării civile va întreba pe rând pe viitorii soţi, dacă voiesc să se căsătorească unul cu celălalt şi la răspunsul lor afirmativ va pronunţa în numele legii unirea lor prin căsătorie.

Art. 123. — Ofiţerul stării civile va înscrie de îndată în amândouă exemplarele registrului actul de căsătorie care va cuprinde:

a) Locul unde căsătoria se celebrează (Casa comunală sau alt loc);

b) Anul, luna şi ziua celebrării căsătoriei;

c) Prenumele, numele, vârsta, confesiunea, domiciliul, profesiunea, locul şi data naşterii nouilor căsătoriţi;

d) Prenumele şi numele părinţilor căsătoriţilor;

e) Prenumele, numele, profesiunea şi domiciliul martorilor;
f) Data convenţiunii matrimoniale când o atare convenţiune s'a încheiat cum şi arătarea autorităţii care a autentificat-o;
g) Consimţimântul persoanelor chemate să autorizeze căsătoria incapabilului şi arătarea prenumelui, numele şi domiciliul celui ce a consimţit cum şi actul de consimţimânt în cazul când s'a dat în scris;
h) Consimţimântul la căsatorie al viitorilor soţi;
i) Constatarea că, ofiţerul starii civile a declarat în numele legii unirea viitorilor soţi prin căsătorie. (Form. No. 4 şi 54).

Art. 124. — Dacă prin declaraţiunea făcută înaintea ofiţerului stării civile, soţii au recunoscut copiii, născuţi anterior din legătura lor, sau dacă femeia şi-a păstrat naţionalitatea română, actul de căsătorie va cuprinde şi aceste declaraţiuni. (Form. No. 54).

Art. 125. — Ofiţerul stării civile, după săvârşirea înscrierii o va citi părţilor.

Soţii, martorii şi cei cari au dat consimţimântul la casătorie, vor semna în amândouă exemplarele registrului, la locul destinat semnăturilor.

Dacă unul din ei nu ştie, nu poate sau nu voieşte să semneze actul, ofiţerul stării civile va face menţiune de aceasta în locul destinat semnăturii.

Art. 126. — După îndeplinirea acestor formalităţi ofiţerul stării civile va semna actul în amândouă exemplarele registrului.

Art. 127. — Indată după înscrierea căsătoriei, ofiţerul stării civile va completa buletinul statistic şi va înmâna soţilor buletinul de căsătorie ce va servi la săvârşirea ceremoniei religioase. (Form. No. 8).

Menţiuni.

Art. 128. — Dacă naşterea nouilor căsătoriţi, este înscrisă în registrele aflate în păstrarea ofiţerului stării civile care a celebrat căsatoria, acesta va face menţiune de căsătorie pe actele de naştere ale nouilor căsătoriţi.

Menţiunea se va face în rubrica specială destinată menţiunilor ulterioare şi va cuprinde numele celuilalt soţ cum şi No. şi data actului de căsătorie. (Form. No. 55).

Art. 129. — Dacă persoana căsătorită este născută în altă comună, (sector), decât cea unde căsătoria s'a celebrat, sau registrele de naştere nu sunt în păstrarea ofiţerului stării civile, acesta va trimite de îndată un extract legalizat după actul de căsătorie ofiţerului stării civile al comunei unde naşterea se găseşte înscrisă, sau păstrătorului registrelor, pentru a face menţiune pe actul de naştere potrivit articolului precedent. (Form. No. 56).

In cazul când naşterea unuia din viitorii soţi a fost constatată în modul prevăzut de art. 110, nu se va face nicio trimitere.

Art. 130. — Menţiunea de celebrarea căsătoriei, se va face în registrul de publicaţiuni pe marginea actului trecut în registru; ea va cuprinde comuna (sectorul) unde căsătoria s'a celebrat, data şi numărul actului de căsătorie. (Form. No. 44).

Dacă căsătoria a fost celebrată de un alt ofiţer al stării civile decât cel care a primit declaraţiunea de căsătorie, ofiţerul stării civile va trimite în termen de 5 zile ofiţerului stării civile unde declaraţiunea de căsătorie s'a făcut un extract legalizat al actului de căsătorie, care va face menţiunea prevăzuăt de aliniatul precedent. (Form. No. 57).

Art. 131. — Dacă viitorii soţi au recunoscut prin actul de căsătorie copiii născuţi anterior din legătura lor ofiţerul stării civile va face

menţiune în rubrica speciala a actelor de naştere (10) trecut în registre, de legitimarea lor.

De asemeni menţiunea de legitimare se va face pe actele de naşterea copiilor recunoscuţi anterior căsătoriei, fie prin însăşi actul de naştere, fie prin act deosebit.

Dacă actele de naştere nu sunt înscrise în registrele păstrate de ofiţerul stării civile, acesta va trimite de îndată un extract legalizat al actului de căsatorie ofiţerului stării civile al comunei unde naşterea se gaseşte înscrisă, sau păstrătorului registrelor, spre a face menţiunea. (Form. No. 58).

Menţiunea va cuprinde prenumele şi numele căsătoriţilor, numărul, data actului de casatorie cum şi oficiul care a celebrat-o. (Form. No. 59).

Art. 132. — Daca unul din soţi este comerciant, ofiţerul stării civile va trimite în Vechiul-Regat şi Basarabia, tribunalului locului unde se găseşte stabilimentul comerciantului, o copie certificată după convenţiunea matrimonială intervenită între soţi, împreună cu recepisa constatând plata înserării publicaţiunii în foaia anunţurilor judiciare, ambele depuse ofiţerului stării civile în conformitate cu dispoziţiunile art. 108, punctul 9.

Trimiterea se va face în termen de o lună dela celebrarea căsătoriei. (Form. No. 60).

Refuzul celebrării.

Art. 133. — Ofiţerul stării civile va refuza să celebreze căsătoria dacă condiţiunile de formă nu sunt îndeplinite sau dacă există vreo piedică la căsatorie (condiţiunile de fond ale căsătoriei sunt trecute în anexa A).

In acest caz, ofiţerul stării civile va da o încheiere motivată şi o va aduce verbal la cunoştinţa viitorilor soţi; dacă aceştia sau unul din ei sunt nemulţumiţi şi cer, fie chiar verbal, trimiterea lucrărilor judecătoriei, ofiţerul stării civile va înainta întreg dosarul judecătoriei circumscripţiei.

Hotărîrea judecătorească este obligatorie pentru ofiţerul stării civile.

Căsătoria străinilor.

Art. 134. — Dacă unul sau amândoi viitorii soţi sunt de altă naţionalitate decât cea română, căsătoria nu se va putea celebra de ofiţerul stării civile, decât dacă se găsesc îndeplinite condiţiunile de fond cerute pentru căsătorie de legea naţională.

Condiţiunile cerute pentru căsătorie, se vor dovedi cu un certificat ce va trebui prezentat ofiţerului stării civile, certificat liberat de legaţiunea sau consulatul ţării căruia străinul aparţine, sau de Ministerul afacerilor străine române.

Căsătorii celebrate de agenţii diplomatici sau consulari.

Art. 135. — Căsătoriile ce urmează a fi celebrate de agenţii diplomatici sau consulari ai ţării, sunt supuse aceloraşi reguli ca şi căsătoriile celebrate în ţară.

Publicaţiunile se vor afişa însă la uşa legaţiunii sau consulatului.

In cazul prevăzut de art. 112 dispensa se va acorda de agentul diplomatic sau consular, ce urmează a celebra căsătoria.

Opoziţiunile vor fi trimise spre judecare, judecătoriei domiciliului

soţului căruia i se face opunerea la căsătorie, dacă acest domiciliu este în ţară; în cazul când acest domiciliu este în strainătate, trimiterea se va face judecătoriei I Bucureşti.

Livret de familie

Art. 136. — La cererea soţului, ofiţerul stării civile va libera acestuia un livret de familie, în care se va înscrie căsătoria celebrată. (Form. No. 61).

Ori de câte ori se va ivi o schimbare în starea civilă a persoanelor ce alcătuiesc familia titularului livretului, ofiţerul stării civile care înregistrează actul, va face menţiune la prezentarea livretului de schimbarea intervenită.

Toate menţiunile vor fi datate şi semnate de ofiţerul stării civile.

Inscrierea hotărîrilor de despărţenie sau desfiinţarea căsătoriei

Art. 137. — Soţul care a dobândit despărţenia va prezenta copie după hotărîre învestită cu formula executorie cerând să se facă menţiune pe actul de căsătorie:

a) Ofiţerului stării civile unde actul de căsătorie a fost înscris, pentru căsătoriile celebrate şi desfăcute în Vechiul-Regat;

b) Ofiţerului stării civile unde actul de căsătorie a fost înscris, pentru căsătoriile celebrate în Ardeal, dar desfăcute în Vechiul-Regat sau Basarabia;

c) Ofiţerului stării civile unde actul de căsătorie a fost înscris, pentru căsătoriile celebrate în Basarabia după 1 Ianuarie 1929 şi desfăcute în Vechiul-Regat sau Basarabia;

d) Ofiţerului stării civile în circumscripţia căruia îşi avea sediul ofiţerul stării civile confesional care a celebrat căsătoria, pentru căsătoriile celebrate în Basarabia înainte de 1 Ianuarie 1929 şi desfăcute în Vechiu-Regat sau Basarabia;

e) Ofiţerului stăriii civile unde actul de căsătorie a fost înscris, pentru căsătoriile celebrate în Bucovina după 1 Ianuarie 1929 şi desfăcute în Vechiul-Regat sau Basarabia;

f) Ofiţerului stării civile, în circumscripţia căruia îşi avea sediul ofiţerul stării civile confesional, care a celebrat căsătoria, pentru căsatoriile celebrate în Bucovina înainte de 1 Ianuarie 1929 şi desfăcute în Vechiul-Regat sau Basarabia.

Cererea se poate face de soţul care a dobândit despărţenia în persoană sau prin împuternicit cu procură specială şi autentică.

Art. 138. — Soţul împotriva căruia s'a pronunţat despărţenia, nu poate cere înscrierea hotărîrii.

Dacă despartenia a fost pronunţată în favoarea ambilor soţi, fiecare din ei are drept de a cere înscrierea.

Art. 139. — Ofiţerul stării civile, căruia cererea de înscriere a unei hotărîri de divorţ este adresată, va verifica dacă nu au trecut mai mult de două luni de când hotărîrea a rămas definitivă.

Se socoteşte că rămâne definitivă o asemenea hotărîre:

a) Când au trecut trei luni dela comunicarea deciziunii instanţei de apel, fără ca niciuna din părţi să fi declarat recurs, dacă hotărîrea s'a pronunţat contradictor;

b) Când a trecut acelaş termen dela expirarea termenului de opoziţie împotriva deciziunii instanţei de apel, deci când dela comunicarea deciziunii pronunţate în lipsă au trecut trei luni şi opt zile libere;

c) Când au trecut trei luni dela comunicarea deciziunii instanței de apel, prin care s'a respins opoziția facută;

d) Când Curtea de casație a respins recursul făcut de una din părți;

e) Când au trecut două luni dela comunicarea făcută ambelor parți a sentinței tribunalului făra ca una din ele să fi declarat apel, indiferent daca s'a dat contradictoriu sau în lipsă;

f) Când parțile au renunțat la apel ori la recurs, ori s'au desistat dela cele făcute.

Daca data rămânerii definitive nu rezultă din însăşi hotărîre, partea care cere înscrierea va prezenta un certificat al grefei instanței judecatoreşti, care a învestit hotărîrea cu formula executorie, din care sa reiasa datele necesare calculului termenului de două luni pentru înscrierea hotărîrii.

Art. 140. — In caz de despărțenie prin consimțimântul mutual, hotărîrea de despărțenie şi cererea de înscriere se vor înfăţişa de amândoi soții împreuna şi în persoană, ofițerului stării civile după distincțiunile facute la art. 137[1]).

Art. 141. — Când cererea ar fi făcută numai de unul din soți, sau aceştia nu se vor prezenta împreună şi în persoană, ofițerul stării civile, nu va putea da curs cererii.

Art. 142. — Ofițerul stării civile primind cererea de înscriere a unei hotărîri de despărțenie prin consimțimântul mutual, va verifica dacă nu a trecut mai mult de două luni de când hotărîrea a rămas definitivă.

Termenul de două luni se socoteşte dela pronunțarea hotărîrii tribunalului, dacă desfacerea căsătoriei s'a pronunțat de această instanță, sau dela pronunțarea hotărîrii Curții de apel, daca desfacerea căsătoriei s'a pronunțat de Curte.

Art. 143. — Dacă condițiunile cerute de art. 137 şi 139 sau art. 140 şi 142 se găsesc îndeplinite, ofițerul stării civile va dispune a se face mențiune de desfacerea căsătoriei în rubrica specială a actului de căsatorie trecut în registre.

Mențiune de desfacerea căsătoriei se va face şi pe actele de naştere ale soțului; dacă actele de naştere sunt înscrise în registrele altui oficiu, ofițerul stării civile va interveni pentru facerea mențiunii.

Mențiunea va cuprinde instanța care a pronunțat desfacerea, numărul şi data hotărîrii de desfacere. (Form. No. 62 şi 63).

Art. 144. — In cazul art. 137, punctul *d*, ofițerul stării civile va transcrie în întregime sentința care a pronunțat desfacerea în registrul special (form. No. 6 şi 65) şi va interveni de îndată la păstrătorul registrelor pentru facerea mențiunilor prevăzute de art. 143. (Form. No. 66).

Mențiunea va cuprinde datele arătate în alin. 3 al articolului precedent şi va fi semnată de păstrătorul registrelor.

In acelaş mod se va proceda şi în teritoriile ce au făcut parte din Basarabia, dar care prin legea de unificare administrativă au fost alipite Vechiului-Regat sau Bucovinei.

Art. 145. — In cazul art. 137, punctul *f*, ofițerul stării civile va transcrie în întregime sentința care a pronunțat desfacerea în registrul special (form. No. 6 şi 65) şi va interveni de îndată la păstrătorul registrelor pentru facerea mențiunilor prevăzute de art. 143. (Form. No. 66).

[1]) Rectificat conform eratei Monit. Of. No. 249/1928.

Art. 146. — Daca dela data ramânerii definitive şi până la data cererii, au trecut mai mult de doua luni, înscrierea nu mai poate fi făcuta.

Termenele se înţeleg pe zile libere, adică nu se socoteşte nici ziua când a început, nici ziua cand se sfârşeşte termenul.

Termenul se sfârşeşte în ziua lunei corespunzătoare cu ziua punctului de plecare.

Termenul care plecând la 29, 30 sau 31 ale lunei se împlineşte într'o luna care nu are acea zi corespunzătoare, se va socoti ca sfârşit în ziua cea din urma a lunei.

Termenul ce se va sfârşi într'o Dumineca sau altă zi de sarbătoare legală prevăzuta de art. 9 din legea statutului funcţionarilor publici, se va prelungi pentru cea dintâi zi de lucru următoare.

Art. 147. — Când ofiţerul starii civile gaseşte că înscrierea nu poate fi făcută, va da o încheiere motivată şi o va aduce verbal la cunoştinţa celor ce cer înscrierea; dacă aceştia sunt nemulţumiţi şi cer chiar verbal trimiterea lucrărilor judecătoriei, ofiţerul stării civile va înainta întreg dosarul judecătoriei circumscripţiei.

Hotărîrea judecătoreasca este obligatorie pentru ofiţerul stării civile.

Art. 148. — Ofiţerii stării civile din Ardeal şi Bucovina, vor face menţiune de desfacerea căsătoriei pronunţate de instanţele judecătoreşti din aceste ţinuturi, în rubrica specială (9) a actului de căsătorie trecut în registre, în urma intervenţiunii instanţelor judecătoreşti cari îi vor trimite copia hotarîrii pronunţând desfacerea cu menţiunea ramânerii ei definitive (ridicată la valoarea de drept).

In acelaş mod se va proceda şi în teritoriile ce au făcut parte din Ardeal sau Bucovina dar care prin legea de unificare administrativa s'au alpit Vechiului-Regat.

Dacă registrele în care actul de căsătorie se găseşte trecut nu sunt în păstrarea ofiţerului stării civile, acesta va trimite păstrătorului registrelor întreaga corespondenţă.

Menţiunea va fi făcută potrivit alin. ultim al art. 143.

Art. 149. — Menţiune de desfacerea căsătoriilor pronunţate de instanţele judecătoreşti din Ardeal şi Bucovina, căsătorii celebrate în Vechiul Regat şi Basarabia, se vor face în condiţiunile articolului precedent.

Art. 150. — Menţiune de desfacerea căsătoriilor dintre locuitorii mahomedani din Dobrogea, se va face de ofiţerul stării civile unde căsătoria se găseşte înscrisă.

Cadiul care a pronunţat despărţenia va comunica în termen de trei zile dela rămânerea definitivă a hotărîrii ofiţerului stării civile extract după hotărîre.

Art. 151. — In cazul când căsătoria celebrată de un ofiţer al stării civile al unei ţari străine a fost desfăcută în România, înscrierea hotărîrii de despărţenie se va face:

a) Dacă căsătoria priveşte pe un român şi actul de căsătorie a fost înscris în registre, potrivit art. 38 din legea actelor stării civile, de ofirul stării civile din ţară, unde actul a fost înscris;

b) Dacă căsătoria este între străini, sau actul nu a fost înscris în ţară, de ofiţerul stării civile al comunei din ţara unde bărbatul a domiciliat la intentarea acţiunii.

Art. 152. — In cazul alin. *b* al articolului precedent, soţul sau soţii cari cer înscrierea vor prezenta încă ofiţerului stării civile extractul actului de căsătorie.

Ofiţerul starii civile va păstra extractul depus, făcând pe el menţiunea de desfacerea căsatoriei, potrivit art. 143, alin. 3, iar hotărîrea de despărţenie o va înscrie în un registru special. (Form. No. 65).

Art. 153. — Dacă casătoria s'a celebrat de un agent diplomatic sau consular român şi actul este înscris în ţara, potrivit art. 38 din legea actelor starii civile, înscrierea desfacerii se va face de ofiţerul stării civile din ţara, care a înscris actul de căsătorie; dacă însă actul nu a fost înscris, înscrierea despărţeniei se va face de agentul diplomatic sau consular care a celebrat căsatoria.

Art. 154. — Inscrierea hotărîrilor de despărţenie pronunţate în ţară străină, referitoare la casătorii celebrate în România, se va putea face numai în baza încuviinţarii dată de tribunalul român al locului unde înscrierea urmeaza a fi făcută.

Art. 155. — Dacă înscrierea hotărîrii de despărţenie se face în urma intervenţiunii personale a soţilor sau a unuia din ei, ofiţerul stării civile va libera acestora, îndată după înscriere, un buletin din registrul special, completând după indicaţiunile lor buletinul statistic. (Form. No. 20).

Art. 156. — Pe actul de căsatorie trecut în registru se va face menţiune de desfiinţarea (nulitatea, anularea) căsătoriei.

Aceasta menţiune se va face fie după intervenţiunea instanţelor judecatoreşti, fie după cererea uneia din părţi, care va prezenta copie după hotărîrea învestită cu formula executorie.

Inscrierea în registre nu e subordonată niciunui termen.

Menţiunea va fi facută potrivit art. 138. (Form. No. 62, 63).

Tot astfel se va urma şi în cazul unei hotărîri care anulează divorţul înscris.

Despre actele de moarte

A.t. 157. — Incetarea din viaţă va fi adusă de îndată la cunoştinţa medicului circumscripţiei, iar în lipsa lui, agentului sanitar al circumscripţiei, daca aceştia au reşedinţa în comuna în care a avut loc decesul.

Aceşti funcţionari sunt îndatoraţi a se transporta de îndată acolo unde cadavrul se află, pentru a verifica moartea şi a libera certificatul de verificarea morţii. (Form. No. 74).

Nu se va percepe nicio taxă sau timbru pentru liberarea certificatului.

Art. 158. — Incetarea din viaţă trebue să fie declarată verbal ofiţerului starii civile al comunei sau sectorului în cuprinsul căruia a avut loc, chiar dacă domiciliul defunctului era în altă comună şi indiferent de naţionalitatea sau religiunea defunctului.

Art. 159. — Declaraţiunea va trebui sa fie făcută în termen de 24 ore dela încetarea din viaţă.

Art. 160. — Persoanele datoare să facă decaraţiune sunt: membrii familiei, cei ce au fost faţă la încetarea din viaţă şi vecinii.

Art. 161. — Declaraţiunea poate fi făcută fie în persoană, fie prin împuternicit cu procură specială şi autentică.

Art. 162. — Persoana ce face declaraţiunea, va prezenta ofiţerului stării civile certificatul de verificarea morţii, cerut de art. 157.

Dacă acest certificat nu poate fi adus, fie din cauză că reşedinţa medicului sau agentului sanitar al circumscripţiei nu este în localitate, fie că aceştia lipsesc, ofiţerul stării civile se va transporta la locul unde cadavrul e depus, spre a verfica moartea.

Inainte de verificare actul nu va fi înscris în registre.

Art. 163. — Actul de moarte va cuprinde:

a) Data înregistrarii (anul, luna, ziua);

b) Data morţii (anul, luna, ziua şi ora);

c) Prenumele, numele, vârsta, confesiunea, profesiunea, locul naşterii şi domiciliul decedatului;

d) Prenumele şi numele părinţilor decedatului;

e) Prenumele şi numele soţului decedatului, cu menţiune daca acesta trăieşte, a murit sau a divorţat;

f) Locul morţii (strada şi numarul), dacă decesul nu s'a întâmplat în locuinţa decedatului;

g) Menţiunile de verificarea morţii. (Form. No. 5 şi 67).

Art. 164. — In rubrica destinata menţiunii de verificarea morţii, se va indica actul de verificare cu arătarea autorităţii care l-a liberat, iar în lipsa acestui act se va menţiona verificarea morţii de însuşi ofiţerul stării civile. (Form. No. 67 A şi B).

Art. 165. — Inscrierea se va face de îndată în ambele exemplare ale registrului.

Ofiţerul stării civile, după efectuarea înscrierii, o va citi declarantului.

Art. 166. — Declarantul va semna în ambele exemplare în rubrica anume destinată.

Dacă declarantul nu ştie carte, nu poate sau nu voieşte să semneze actul, ofiţerul stării civile va face menţiune de aceasta în locul destinat semnaturilor.

Art. 167. — Dupa îndeplinirea acestora, ofiţerul stării civile va semna actul în ambele exemplare ale registrului.

Declaraţiuni scrise.

Art. 168. — Când moartea a avut loc într'un spital, penitenciar, casă de sănătate, azil sau alte instituţiuni similare, directorii sau administratorii sunt obligaţi să declare în scris moartea, ofiţerului stării civile.

Declaraţiunea scrisă va trebui sa cuprindă toate datele necesare înscrierii, cum şi cele necesare completări buletinului statistic (form. No. 68) şi va fi întovărăşită de certificatul de verificarea morţii liberat de medicul instituţiei.

Art. 169. — In baza declaraţiunii scrise, ofiţerul stării civile va face înscrierea în registre.

In rubrica „Observaţiuni înainte de semnare", ofiţerul stării civile va face menţiune de actul în baza căruia s'a făcut înscrierea, arătând instituţia dela care emana, numarul şi data lui. (Form. No. 67 C).

Găsirea unui cadavru

Art. 170. — Când cineva găseşte un cadavru este dator sa încunoştiinţeze de îndată autoritatea poliţienească a locului, care procede la cercetări pentru stabilirea identităţii, a timpului şi cauzei morţii.

Dacă identificarea s'a putut face, procesul-verbal va cuprinde, pe cât cu putinţă, indicaţiunile necesare înscrierii, cum şi datele necesare întocmirii buletinului statistic şi se va trimite în cel mult 24 ore ofiţerului stări civile al locului unde cadavrul a fost găsit, care va înscrie actul în registre. In rubrica „Observaţiuni înainte de semnare" se va face menţiune de actul în baza căruia s'a facut înscrierea.

Daca identificarea nu s'a putut face, procesul-verbal va cuprinde descrierea cât mai amănunţita a semnalmentelor cadavrului, a hainelor şi rufelor ce s'au gasit asupra lui şi va fi trimis ofiţerului stării civile în cel mult 24 ore dela gasirea cadavrului, care va înscrie moartea în registre. Rubricile referitoare la data morţii, la prenumele, numele, vârsta, confesiunea, profesiunea, locul naşterii şi domiciliul decedatului, la prenumele şi numele părinţilor decedatului nu se vor completa; iar în rubricile destinate înscrierii, prenumele şi numele soţului decedatului, locul morţii şi menţiunii de verificarea morţii, se va înscrie pe scurt datele din procesul-verbal al autorităţii poliţieneşti.

In rubrica destinată observaţiunilor, înainte de semnare, se va indica prin număr şi dată procesul-verbal cum şi autoritatea care l-a încheiat. (Form. No. 67 D).

Autorizaţiuni de înmormântare

Art. 171. — Indată dupa înscrierea morţii, ofiţerul stării civile va completa, după indicaţiunile date de declarant, buletinul statistic şi va libera declarantului autorizaţiunea de înmormântare sau încinerare care va arăta ziua şi ora de când înmormântarea sau încinerarea se va putea face. (Form. No. 19).

Aceste date trebuesc astfel fixate încât dela încetarea din viaţă şi până la înmormântare sau incinerare să fie un interval de timp de cel puţin 36 ore. Dacă însă moartea a fost provocată de o boală infecţioasă, acest termen va putea fi scurtat în urma unei dispoziţiuni cu caracter general a serviciului sanitar sau în urma avizului dat pentru acel caz de acelaş serviciu.

Autorizaţiunea de înmormântare se va libera şi în cazul când un copil se naşte mort.

Dacă sunt bănuieli asupra cauzei morţii, autorizaţiunea de înmormântare sau încinerare nu se va putea libera decât în urma încuviinţării parchetului. Ofiţerii de poliţie judiciară, cari fac cercetări pentru stabilirea cauzei morţii, vor încunoştiinţa oficiul stării civile de acest fapt, pentru ca autorizaţiunea să nu fie liberată.

Art. 172. — Autorizaţiunea de înmormântare sau încinerare se va libera şi în cazul când înmormântarea sau încinerarea urmează a se face în alt loc decât comuna unde actul a fost înscris.

Transportul cadavrului se va face în acest caz potrivit regulamentului sanitar respectiv.

Menţiuni

Art. 173. — Dacă persoana moartă era născută în aceeaşi comună în care decesul a avut loc şi registrele se găsesc în păstrarea ofiţerului stării civile, acesta va face menţiune despre moarte pe actul de naştere. Menţiunea se va face în rubrica specială destinată menţiunilor ulterioare (10) şi va cuprinde data când ea se face, cum şi numărul şi data actului de moarte. (Form. No. 69).

Art. 174. — Dacă persoana moartă era căsătorită şi căsătoria nu fusese desfacută prin divorţ sau desfiinţată prin moartea celuilalt soţ ori anularea căsătoriei, menţiune de moarte se va face în modul prescris de art. 173 [1]) şi pe actul de căsătorie cum şi pe actul de naştere al soţului supravieţuitor. (Form. No. 69).

Art. 175. — Menţiunile prevăzute de art. 173 şi 174, se vor face

[1]) Rectificat conform eratei Monitorul Oficial No. 38, din 16 Fevruarie 1929.

numai în cazul când din datele actului de moarte rezultă neîndoelnic identitatea între persoana trecuta în actul de moarte şi cea trecuta în actul anterior înscris.

In caz de îndoiala, nu se va face nicio menţiune pe actul de naştere sau de căsătorie.

Art. 176. — Dacă persoana moarta este născuta în altă comună decât cea în care decesul a avut loc, sau registrele de naştere nu sunt în păstrarea ofiţerului stării civile, acesta va trimite de îndata un extract legalizat ofiţerului stării civile al comunei unde naşterea se gaseşte înscrisă, sau păstrătorului registrelor pentru a face menţiune pe actul de naştere.

Tot astfel se va urma şi în cazul când căsătoria sau naşterea soţului supravieţuitor se găseşte înscrisă de alt ofiţer al stării civile. (Form. No. 70).

Art. 177. — Dacă persoana încetată din viaţa a avut o decoraţiune ofiţerul stării civile va trimite un extract de pe actul de moarte Cancelariei Ordinelor.

Trimiterea se va face de către ofiţerii starii civile din municipii şi comune urbane direct, de către ofţerii stării civile din comunele rurale prin intermediul prefecturii, conformându-se regulamentelor pentru punerea în aplicare a legilor relative la instituirea Ordinelor.

Art. 178. — Daca persoana încetata din viaţă primea o pensiune dela „Casa generală de pensiuni a funcţionarilor publici", ofiţerul starii civile va încunoştiinţa de îndată administraţia financiară dela care defunctul primea pensiunea.

Art. 179. — Pentru cei încetaţi din viaţă bărbaţi în vârstă mai mare de 21 de ani, se va întocmi un tablou cuprinzând numele, pronumele, vârsta şi domiciliul defuncţilor cum şi numărul actului de moarte înscris în registru.

La sfârşitul lunii Noemvrie, tabloul va fi trimis primăriei respective pentru a se face ştergerile din listele electorale, în conformitate cu art. 15 din legea electorală. Dacă domiciliul celor trecuţi în tablou va fi fost altul decât al ofiţerului starii civile care a înscris actul, încetarea din viaţă va fi adusă în acelaş scop la cunoştinţa primăriei ultimului domiciliu al defunctului.

Art. 180. — Ofiţerul stării civile va înştiinţa, în primele zece zile ale fiecărei luni, administraţiile financiare respective de morţile înscrise în luna precedentă. (Form. No. 71).

Moarte pe un vas maritim

Art. 181. — Dacă moartea are loc pe un vas maritim — chiar dacă în acel timp vasul călătorea pe un fluviu — actul de moarte se va încheia în termen de 24 ore, după declaraţiunea persoanelor ce au fost faţă, pe vasele marinei militare de către comandant, iar pe vasele marinei comerciale, de către căpitan, de către patron, sau de cei cari îi înlocuiesc.

Procesul-verbal constatând moartea, va cuprinde toate datele prevăzute de art. 163 şi va fi înscris la sfârşitul listei echipajului.

Art. 182. — Dacă moartea are loc în timpul opririi în un port, dar debarcarea e cu neputinţă, sau portul fiind străin, nu se află acolo agent diplomatic sau consular român, actul de moarte va fi încheiat în condiţiunile articolului precedent, făcându-se menţiune în procesul-verbal, fie de imposibilitatea debarcării, fie de lipsa agentului diplomatic sau consular.

Dacă moartea are loc în timpul opririi în un port şi debarcarea se

poate face, sau dacă portul fiind strain se află acolo agent diplomatic sau consular român, declaraţiunea de moarte se va face la ofiţerul starii civile român al locului sau la agentul diplomatic ori consular român.

Art. 183. — In cel dintâiu port unde vasul se opreşte şi debarcarea se poate face, comandantul, capitanul sau patronul, ori cel care îl înlocuieşte, va depune două còpii legalizate de pe actul de moarte încheiat, autorităţii portului dacă portul este român, agentului diplomatic sau consular din localitate dacă portul este străin.

Dacă în portul străin nu se afla agent diplomatic sau consular român, depunerea se va face în cel mai apropiat port străin unde se găseşte agent diplomatic sau consular român.

Menţiune de depunere se va face de autoritatea primitoare, pe marginea originalului ce rămâne în păstrarea celui ce l-a încheiat.

Art. 184. — Autoritatea căreia exemplarele actului de moarte au fost depuse, va trimite unul din exemplare ofiţerului stării civile al ultimului domiciliu în ţara al defunctului; dacă acest ultim domiciliu nu este cunoscut, sau este în străinătate, trimiterea se va face oficiului stării civile al primului sector al Capitalei.

Al doilea exemplar al actului se va păstra în arhiva autorităţii la care depunerea a fost făcută, făcându-se menţiune pe act de trimiterea celuilalt exemplar.

Art. 185. — Ofiţerul starii civile primind un exemplar al actului, va înscrie moartea [1]) în registre, după datele arătate în act, făcând menţiune în rubrica „observaţiunilor înainte de semnare" de faptul că moartea a avut loc pe un vas maritim, arătându-se numele vasului, indicându-se că înscrierea s'a făcut pe baza actului încheiat de ofiţerul stării civile maritim şi aratându-se autoritatea care a trimis actul cât şi numărul şi data adresei de trimitere.

Art. 186. — Dacă moartea a avut loc în timpul unei călătorii cu trenul, cu un vapor fluvial, sau cu o aeronavă, declaraţiunea morţii va fi făcută de persoanele arătate la art. 160 ofiţerului starii civile al locului unde cadavrul va fi depus.

Declaraţiuni tardive

Art. 187. — Dacă încetarea din viaţa este declarată după înmormântare, ofiţerul stării civile nu o va înscrie în registre, ci va încheia proces-verbal care va cuprinde toate datele necesare înscrierii şi îl va trimite parchetului tribunalului circumscripţiei.

In acelaş mod va proceda ofiţerul stării civile în cazul când moartea nu a fost de loc declarată şi de faptul morţii a luat cunoştinţă pe altă cale decât declaraţia.

Dispoziţiuni tranzitorii

Art. 188. — Ori de câte ori regulamentul prevede facerea menţiunilor în rubrica specială a actului trecut în registru, pentru actele înscrise anterior lui 1 Ianuarie 1929, menţiunea se va face pe marginea actului înscris, dacă actul nu are rubrică specială destinată menţiunilor.

Art. 189. — Daca registrul de căsătorie în care se găseşte înscris un act, pe care menţiunea de desfacerea căsătoriei urmează a fi făcută, este pierdut şi nu a fost reconstituit, ofiţerul stării civile căruia cererea de înscriere a fost făcută, va înscrie în întregime hotărîrea, pronunţând desfacerea, în un registru special. (Form. No. 6 şi 65).

[1] Rectificat conform eratei Monit. Of. No. 246/1928.

Când registrele se vor reconstitui, se va face menţiune de desfacere pe actul reconstituit.

Art. 190. — Până la unificarea materiei adopţiunii, oficiile starii civile din Vechiul-Regat şi Basarabia vor avea un registru special, ţinut în dublu exemplar, pentru înscrierea adopţiunilor. (Form. No. 7 şi 64).

Inscrierea se va face de ofiţerul stării civile al domiciliului adoptatorului, fie din oficiu în urma intervenţiei grefei instanţei judecatoreşti care a încuviinţat adopţiunea, fie la cererea celui interesat.

După efectuarea înscrierii, ofiţerul stării civile va face menţiunile sau intervenirile pentru facerea lor, potrivit art. 26. (Form. No. 21).

ANEXA A.

CONDIŢIUNILE DE FOND ALE CĂSĂTORIEI

Pentru Vechiul Regat şi Basarabia

Codul civil

Art. 127. — Nu este iertat bărbatului înainte de 18 ani şi femeii înainte de 15 ani sa se căsătorească.

Art. 128. — Numai Domnul poate da dispensa de vârstă pentru motive grave.

Art. 129. — Nu este căsătorie când nu este consimţimânt.

Art. 130. — Nu este iertat a trece în a doua casătorie fara ca cea dintâi sa fie desfăcuta.

Art. 131. — Baiatul precum şi fata cari nu au vârsta încă de 21 ani împliniţi, nu se pot casători fără consimţimântul tatălui şi al mamei.

In caz de desbinare între tată şi mama, consimţimântul tatălui este de ajuns.

Art. 132. — Dacă tatăl sau mama a murit, sau dacă unul din ei se găseşte în neputinţă de a manifestă voinţa sa, sau dacă reşedinţa sa este necunoscută, consimţimântului celuilalt, este de ajuns pentru savârşirea căsătoriei.

Art. 133. — Dacă tatal şi mama sunt morţi, sau dacă se găsesc în neputinţă de a manifesta voinţa lor, atunci bunul şi buna despre tată şi în lipsa lor bunul şi buna despre mamă, ţin locul acestora.

Dacă este desbinare, aceasta va fi considerată ca consimţimânt.

In lipsă şi de buni, minorii nu se pot căsători decât cu consimţimântul tutorelui.

Art. 141. — Copilul natural care va fi pierdut pe mama sa, sau a cărui mamă se va afla în neputinţă de a manifesta dorinţa sa, nu se va putea casători înainte de vârsta de 21 ani împliniţi, fără consimţimântul tutorelui său.

Art. 143. — In linie directă, este oprita căsătoria cu desavârşire între ascendenţi şi descendenţi şi între afinii (cuscrii) de aceeaşi linie, fără deosebirea înrudirii de legiuită sau nelegiuită însoţire.

Art. 144. — In linie colaterală, căsătoria este oprită pâna la a patra spiţă inclusiv, fără osebirea înrudirii de legiuită sau nelegiuita însoţire şi între afinii (cuscrii) de aceeaş spiţă.

Art. 145. — La rudenie din Sf. botez se opreşte căsătoria între naş şi fină, precum şi între naşe şi fin.

Art. 146. — Tatal adoptiv nu poate sa se căsatoreasca cu adoptata sa, nici cu fiica acesteia, nici cu femeia fiului său adoptiv.

Art. 147. — Adoptatul fiu nu se poate căsători cu aceea ce a fost femeia înfiitorului tata, nici cu fiica lui, nici cu mama lui, nici cu sora lui, sau a tatălui său.

Art. 148. — Nu este slobod a se căsători cineva cu adoptata soră a tatălui său, a mamei, a bunului sau a bunei sale.

Art. 149. — Tutorele sau curatorele nu se poate căsători cu nevârstnica ce se află sub tutela sa.

Asemenea nici tatăl tutorelui, nici fratele acestuia care încă se află sub părintească putere, nici fiul tutorelui nu poate lua în căsătorie pe pupila fără de primirea și înscrisa adeverință a tribunalului, cuprinzătoare că acest tutore a dat pentru toate socoteală lămurită și că însoțirea minorei cu el sau cu altul din numitele persoane va fi spre folosul ei.

Art. 150. — Cu toate acestea, Domnul, pentru motive grave, va putea acorda dispensă din prohibițiunile cuprinse în art. 144 din acest cod, adică pentru căsătoriile dintre cumnați și cumnate și pentru acele dintre veri și vere.

Art. 313. — Cel adoptat va rămâne în familia sa firească, în care își va păstra și toate drepturile sale; cu toate acestea căsătoria este proprită:

Intre adoptatorii și cel adoptat și descendenții acestuia;

Intre copiii adoptivi ai aceluiaș individ;

Intre cel adoptat și copiii ce ar putea avea mai în urmă adoptatorul;

Intre cel adoptat și soțul adoptatorului, precum și între adoptator și soțul celui adoptat.

Pentru Ardeal

Legea XXX 1894

Despre dreptul matrimonial.

Art. 6. — O persoană incapabilă nu poate contracta căsătoria.

Art. 7. — Un impuber nu poate contracta căsătorie.

Bărbatul e puber la 18 ani împliniți, femeia la împlinirea anului al șasesprezecelea.

Ministrul de justiție poate să acorde dispense.

Art. 8. — Minorul nu poate să contracteze o căsătorie fără de consimțimântul reprezentantului său legal.

La căsătoria minorului sub 20 ani [1]), dacă reprezentantul său legal nu este tatăl sau mama îndreptățiți să dea consimțimântul la căsătorie, pe lângă consimțimântul reprezentantului legal se cere încă și consimțimântul acestora; iar dacă nu există părinți, e necesară la căsătorie aprobarea autorității tutelare. Dacă reprezentantul legal e bunul minorului, nu este nevoie de această aprobare.

Dacă reprezentantul legal sau părintele nu-și dă consimțământul, îl va înlocui învoirea autorității tutelare.

Art. 9. — Părintele îndreptățit să consimtă la căsătorie, e tatăl și dacă nu este tata, sau dacă copilul e nelegitim, e mama.

Dacă părinții sunt despărțiți de pat și masă sau divorțați, dreptul de a consimți la căsătorie aparține mamei pentru copiii cari stau sub

[1] Rectificat conform eratei Monitorul Oficial No. 38 din 16 Fevruarie 1929.

îngrijirea ei şi dacă mama trebue sa fie considerata ca inexistenta, aparţine tatălui.

Trebue sa fie privit ca inexistent tatăl sau mama împiedecat pentru oarecare durata prin neputinţă fizica sau intelectuală, sau prin absenţă, sau lipsit de puterea părintească, sau de tutelă, afara numai dacă această decădere nu rezultă numai din cauza administrarii averii.

Autoritatea tutelară va stabili daca este împiedecat tatăl sau mama.

Cât timp adopţiunea nu este desfăcută, parintele de sânge nu este îndreptăţit a consimţi la căsatoria copilului adoptat.

Art. 10. — Autoritatea tutelara nu decide fără de ascultarea minorului şi va ţine în seamă numai de interesul acestuia.

Art. 11. — Nu pot să încheie căsătoria între dânşii:

a) Ascendenţii şi descendenţii în linie directă;

b) Fraţii şi surorile;

c) Fraţii şi surorile cu descendenţii de sânge ai fraţilor sau a surorilor lor;

d) Fiecare dintre soţi cu consângeanul din linia directă a celuilalt soţ, chiar după desfacerea sau anularea căsătoriei sale.

Nu se face nicio deosebire, fie că filiaţiunea e legitimă sau nelegitimă, sau fie că fraţii sau surorile au în comun tatăl şi mama sau numai pe unul dintre dânşii.

In cazul prevăzut la punctul *c,* Regele poate acorda dispensa, în urma propunerii ministrului de justiţie.

Art. 12. — Nu poate contracta o nouă căsătorie acela a cărui căsătorie precedentă nu a încetat sau nu e declarată nevalabilă.

Dacă căsătoria precedentă e nulă, se va aplica dispoziţiunea § 21, iar în cazul de declaraţiune de moarte, dispoziţiunea §§ 73 şi 74.

Art. 13. — Nu pot să contracteze căsătorie împreuna persoanele din cari una, în înţelegere cu cealaltă, a atentat la vieaţa soţului său sau a soţului a celeilalte părţi.

Art. 14. — Se opreşte contractarea căsătoriei a aceluia în contra căruia e pornită procedura de punere sub curatelă din cauza alienaţiunii mintale sau din cauza surdo-muţiei ce împiedecă înţelegerea chiar şi prin semne, dacă:

a) Pe seama aceluia autoritatea tutelară a ordonat un curator provizor;

b) Sau a ordonat contra acestuia sechestrul;

c) Sau că punerea sub curatelă a fost pronunţată printr'o sentinţă încă neajunsă definitivă.

Art. 15. — Fără de consimţimântul curatorului e oprită contractarea căsătoriei aceluia care e pus sub curatela ca persoană cu mintea slabă, sau ca surdo-mut, care se poate înţelege prin semne.

Dispoziţiunea ultimului alineat a § 8 şi aceea a § 10 se vor aplica în mod analog.

Art. 16. — Se opreşte contractarea căsătoriei, fără de consimţimântul părintelui, minorului care a depăşit vârsta de 20 ani şi atunci când a consimţit reprezentantul său legal.

In acest caz se vor aplica în mod analog dispoziţiunile ultimului § 8 şi acelea ale §§ 9 şi 10.

Art. 17. — Se opreşte căsătoria între veri primari.

Inrudirea se apreciază potrivit § 11.

Ministrul justiţiei poate să acorde dispense.

Art. 18. — Contractarea căsătoriei este oprită până când nu s'a desfăcut adopţiunea:

a) Intre adoptator și adoptat, sau fostul soț al adoptatului precum și între adoptat și fostul soț al adoptatorului;

b) Intre adoptator și descendentele de sânge al adoptatului sau fostului sau soț, precum și între descendentul de sânge al adoptatului și fostul sau soț al adoptatorului.

Nu se face nicio deosebire între filiațiunea legitimă și nelegitimă.

Nu se va lua în considerație căsatoria încetată sau declarată nevalabilă înainte de adopțiune.

In cazul prevăzut de litera *b*, ministrul de justiție poate acorda dispense.

Art. 19. — Cât timp dureaza tutela, se oprește contractarea căsătoriei între tutor sau descendenții sai și între pupil.

Nu se face nicio deosebire între filiațiunea legitimă sau nelegitimă.

Art. 20. — Este oprita contractarea casătoriei între aceia ce sunt opriți de a se căsatori împreună prin o sentință de divorț pentru cauza de adulter.

Regele poate să acorde dispense în urma propunerii ministrului de justiție

Art. 21. — Se oprește contractarea căsatoriei atâta timp cât o căsătorie nula precedentă nu a încetat, sau nu e declarată nevalidă.

Art. 22. — Se oprește contractarea căsătoriei pe temeiul declarațiunii de moarte, dacă soțul acelui decretat mort sau acela cu care voiește sa contracteze noua casatorie știe, sau dacă e adeverit că acel declarat de mort a supraviețuit zilei decesului sau prezumat.

Art. 23. — Este oprita contractarea casatoriei între un soț (parte conj gala) și persoana care a fost condamnată ca autor sau ca complice de asasinat, omucidere voluntara sau de tentativă a acestor crime asupra persoanei celuilalt soț, chiar când sentința încă n'a rămas definitivă.

Regele poate acorda dispensa în urma propunerii Ministrului de justiție.

Art. 24. — Se oprește contractarea unei noui căsătorii femeii înainte de expirarea celor zece luni socotite dela încetarea casătoriei sau dela declararea ei de nevalidă.

Impiedecarea încetază dacă femeia a născut în intervalul acestui timp.

Aceasta oprire nu se întinde la cazul în care căsătoria e declarată nevalabilă pe baza punctului *c* din § 54.

Ministrul de justiție poate acorda dispense.

Art. 25. — Se oprește contractarea căsătoriei fără de permisiunea autorității ecleziastice, acelui care după regulile bisericii căreia aparține, nu poate contracta căsatorie din cauza intrării într'o ordine sau din cauza votului bisericesc (promisiunii solemne).

Art. 127. — In aplicarea legii de față se vor considera ca incapabili:

a) Acei ce sunt sub 12 ani;

b) Cei cari din cauza alienațiunii sau din alte cauze sunt lipsiți de întrebuințarea minții lor, atâta timp cât durează această stare;

c) Acei ce sunt sub curatelă, în baza § 28, litera *a* a legii XX din 1877;

d) Persoanele a căror punere sub curatelă s'a ordonat prealabil, conform § 1 din legea VI din 1885;

e) Persoanele a căror minoritate e prelungită pentru cauzele arătate în § 28, litera *a* a legii XX din anul 1877.

Art. 128. — Sunt consideraţi ca având o capacitate restrânsa în înţelesul legii de faţa:

a) Minorii cari nu sunt incapabili în sensul § precedent;

b) Cei a caror minoritate a fost prelungită pentru o cauza legală cu punctul *b*, § 28 al legii XX din anul 1877;

c) Majorii puşi sub curatelă în executarea § 28, punctul *b* al legii XX din anul 1877.

Art. 130. — Etatea deplina (majoritatea) rezultând din aplicarea § 5 a legii XX din anul 1877 [1]), precum şi prelungirea minorităţii pentru alte cauze decât cele exprimate în punctele *a* şi *b*, § 28 a aceleiaşi legi, nu se vor lua în consideraţiune la aplicarea legii prezente.

Art. 131. — In aplicarea legii prezente nu se va lua în consideraţiune o adopţiune la care tatăl, de dupa sânge, şi-a rezervat puterea parintească, sau mama de după sânge, şi-a rezervat tutela.

Pentru Bucovina

Codicele civil general

Art. 47. — Oricine poate sa contracteze o căsatorie întru cât nu-i stă în cale vreo împiedecare legala.

Art. 48. — Furioşii, nebunii, imbecilii şi impuberii nu pot sa contracteze valid o căsătorie.

Art. 49. — Minorii şi chiar majorii, cari pentru orice motive ar fi, nu pot singuri să contracteze o oblgaţiune valabila, sunt de asemenea incapabili sa se căsatoescă valabil fara consimţimântul părinţilor lor legitimi. Dacă tatăl nu mai este în vieaţă, sau dacă este incapabil de a reprezenta, se cere pentru validitatea căsătoriei, în afară de declaraţia tutorelui sau a curatorului cuvenit, încă şi consimţimântul judecătorului.

Art. 21. — Stau sub specială protecţiune a legii: acei cari din cauza lipsei de etate, a slabirii minţii sau din alte împrejurări, sunt incapabili să-şi ocârmuiască singuri cum se cuvine interesele lor. La aceştia aparţin: copiii cari nu au împlinit 7 ani, impuberii care nu au împlinit [2]) 14 ani şi minorii cari nu au 24 ani deplini [3]) apoi: furioşii nebunii, imbecilii, cari sunt lipsiţi cu totul de uzul raţiunii, sau cari sunt cel puţin incapabili să prevadă urmările faptelor lor şi încă aceia, cărora judecătorul le-a interzis administraţiunea ulterioară a averii lor proprii, fiind vădit risipitori; în sfârşit, absenţii, precum şi comunitaţile.

Art. 50. — Minorului nelegitim pentru validarea casătoriei sale îi trebue, pe lângă declaraţiunea tutorelui său şi consimţimântul judecătorului.

Art. 51. — Dacă un străin minor voieşte să contracteze o căsătorie în aceste state şi nu poate să producă consimţimântul necesar, trebue ca judecătorul acestui Stat, sub jurisdicţiunea căruia s'ar găsi prin condiţiunea sau prin reşedinţa sa, să-i numească un curator care sa declare înaintea acestui judecător consimţimântul sau refuzul la căsătorie.

Art. 52. — Dacă unui minor sau unei persoane pusă sub curatelă i s'a refuzat consimţimântul la căsătorie şi prin aceasta se crede lezat; acei ce doresc să se căsătorească au dreptul să invoace sprijinul judecătorului competent.

Art. 53. — Lipsa mijloacelor necesare pentru existenţă, relele moravuri probate sau notorii, maladiile contagioase, sau infirmitaţi po-

[1]) Fixată la 21 ani prin legea din 5 Aprilie 1924.
[2]) Rectificat conform eratei Monit. Of. No. 236/1928.
[3]) 21 ani, prin legea din 5 Aprilie 1924.

trivnice scopului casătoriei în persoana acelui cu care voieşte a se contracta, sunt motive temeinice pentru a refuza consimţimântul la căsătorie.

Art. 54. — Legile militare indică militarii sau persoanele ce aparţin corpului militar, cari nu pot să contracteze o căsătorie valabila fără de consimţimântul scris al regimentului lor, a corpului şi în general a superiorilor lor.

Art. 60. — Impotenţă permanentă, de a satisface datoriile conjugale, este o împiedecare la căsătorie, dacă există chiar în timpul încheierii contractului. O impotenţă timporară numai, sau ivită în timpul duratei căsătorei, chiar dacă ar fi incurabilă, nu poate să desfacă legătura căsătoriei.

Art. 61. — Criminalul condamnat la carcera cea mai grea sau mai grea, nu poate sa contracteze valid o căsătorie, din ziua în care i s'a comunicat deciziunea şi în tot timpul cât durează pedeapsa.

Art. 62. — In acelaş timp, un bărbat nu poate fi unit prin căsătorie decât cu o singură femeie şi o femeie nu poate fi căsătorită decât cu un singur bărbat. Acel care a fost mai înainte căsătorit şi voieşte să se recăsătorească, trebue să dovedească legalmente separaţiunea urmată, adica desfacerea completă a legăturii căsătoriei.

Art. 63. — Clericii, după ce au primit ordinele superioare, precum şi persoanele de ambele sexe cari au intrat în cinul călugăresc, după ce au facut de bună voie jurământul solemn de celibat, nu pot să contracteze o căsătorie validă.

Art. 65. — Intre rudele în linie ascendentă şi descendentă, între fraţi şi surori consanguini sau uterni; între copiii fraţilor şi surorilor, precum şi cu fraţii şi surorile părinţilor, adică cu unchiul sau mătuşe de pe tată sau de pe mamă, nu poate să fie contractată o căsătorie valabilă fie că înrudirea provine din naştere legitimă, fie din naştere nelegitimă.

Art. 66. — Din afinitate naşte împiedecarea, pe urma căreia soţul nu poate să contracteze căsătorie cu rudele menţionate în § 65, nici soţia cu rudele bărbatului menţionate în acelaş articol.

Art. 67. — Căsătoria între două persoane ce au săvârşit împreună un adulter este nulă, totuşi este necesar ca adulterul să fi fost dovedit înainte de celebrarea casătoriei.

Art. 68. — Dacă două persoane, chiar fără de un adulter precedent, au promis să se unească prin căsătorie şi dacă pentru acest scop una dintre dânsele a atentat la viaţa soţului care forma o piedecă unirii lor, nici între aceştia nu poate să se încheie o căsătorie valabilă, chiar dacă omorul nu ar fi fost efectiv izbutit.

Art. 83. — Pentru motive grave, se poate cere dela Guvern, dispensa pentru împiedecările la căsătorie, care potrivit naturii împrejurărilor poate să proceada la o instrucţiune ulterioară.

Art. 84. — Inainte de celebrarea căsătoriei, cererea pentru dispensa împiedicărilor la căsătorie, se va face chiar de către părţi şi în numele lor propriu. Dar dacă după celebrarea căsătoriei se iveşte o împiedicare nedirimantă, necunoscută până atunci, părţile vor putea solicita încă dispensarea dela guvern prin mijlocirea preotului lor şi fără a arăta numele lor.

Art. 118. — Dacă soţii divorţaţi voiesc să se unească din nou, această uniune trebue să fie considerată ca o nouă căsătorie şi să se celebreze cu toate solemnităţile cerute de lege pentru căsătorie.

Art. 119. — In general, este permis soţilor divorţaţi să se recăsătorească, totuşi nu se poate contracta o căsătorie valabilă între acei, cari potrivit probelor produse cu ocaziunea cererii de divorţ, au dat loc pronunţării divorţului, pentru cauze de adulter, de atentat sau pentru orice fapt pedepsit de legea penală.

Art. 125. — Impiedicările la căsătorie pentru cauză de înrudire între evrei nu se întind în linie colaterală mai departe, decât la căsătoria dintre frate şi sora şi între soră cu fiul sau nepotul fratelui sau a surorilor. Impiedecările pentru afinitate sunt restrânse la următoarele persoane: după desfacerea căsătoriei nu este permis bărbatului, să se căsătorească cu o rudă a femeii sale în linie ascendentă sau descendenta, nici cu o rudă a femeii sale şi nu este permis femeii, să se căsătorească cu o rudă a bărbatului său în linie ascendentă sau descendentă, nici cu un frate a bărbatului său, nici cu un fiu sau un nepot al fratelui sau a surorii bărbatului său.

ANEXE B

Formulare

(A se vedea Monitorul Oficial No. 229/1928 şi rectificarea Monitorul Oficial No. 235/1928 şi 38/929)

REGULAMENT

PENTRU MODIFICAREA ART. 1, ALIN. a, ART. 35 ŞI ART. 42 AL. 2 DIN REGULAMENTUL LEGII PRIVITOARE LA ACTELE STĂRII CIVILE, PUBLICAT IN MONITORUL OFICIAL No. 229 DIN 14 OCTOMVRIE 1928

(Decret No. 3528 din 23 Octomvrie 1930, Monit. Of. No. 246 din 31 Octomvrie 1930).

Art. 1. — Sunt ofiţeri ai stării civile:

a) Primarii comunelor urbane şi rurale (municipii, oraşe, suburbane, rurale).

Primarul poate delega atribuţiunea de ofiţer al stării civile ajutorului de primar sau, în lipsa acestuia, unui membru al delegaţiunii consiliului comunal (consiliului general al municipiului).

Delegaţiunea consiliului comunal poate însărcina pe primarul unui sat mic să îndeplinească funcţiunea de ofiţer al stării civile pentru mai multe sate vecine.

Când consiliul comunal este disolvat, atribuţiunile de ofiţer al stării civile sunt îndeplinite de preşedintele comisiunii interimare, sau, cu delegaţiunea sa, de un membru al comisiunii.

Art. 35. — Actele stării civile vor fi întocmite şi contrasemnate de şeful serviciului comunal, delegat de secretarul general în comunele urbane şi de către notar în comunele rurale, sau de secretarul sătesc în sate.

Art. 42, al. II. — Extractele vor fi contrasemnate de şeful serviciului comunal, delegat de secretarul general, în comunele urbane şi de către notar în comunele rurale, sau de secretarul sătesc în sate.

REGULAMENT

PENTRU MODIFICAREA UNOR DISPOZIŢIUNI DIN REGULAMENTUL LEGII PRIVITOARE LA ACTELE STĂRII CIVILE, PUBLICATĂ ÎN MONITORUL OFICIAL No. 229 DIN 14 OCTOMVRIE 1928, CU MODIFICĂRILE ADUSE PRIN I. D. R. No. 3.528 DIN 1930, PUBLICAT ÎN MONITORUL OFICIAL No. 243 DIN 1930 ŞI I. D. R. No. 3.263 DIN 1931, PUBLICAT ÎN MONITORUL OFICIAL No. 237 DIN 1931

(Decret No. 3.491 din 14 Decemvrie 1932, Monitorul Oficial No. 296 din 17 Decemvrie 1932)

Art. I. — Se modifica cum urmeaza art. 1, litera *a*, 35, 42, alin. II şi 171, alin. III din regulamentul legii privitoare la actele starii civile.

Art. 1. — Sunt ofiţeri ai starii civile:

a) Primarii comunelor urbane şi rurale (municipii, oraşe, suburbane, rurale).

Primarul poate delega atribuţiunile de ofiţer al stării civile ajutorului de primar sau, în lipsa acestuia, unui membru al delegaţiunii consiliului comunal (consiliului general al municipiului).

Când consiliul comunal este disolvat, atribuţiunile de ofiţer al stării civile sunt îndeplinite de preşedintele comisiunii interimare sau, cu delegaţiunea sa, de un membru al comisiunii.

Art. 35. — Actele stării civile vor fi întocmite şi contrasemnate de şeful serviciului comunal, delegat de secretarul general în comunele urbane şi de catre notar în comunele rurale.

Art. 42, alin. II. — Extractele vor fi contrasemnate de şeful serviciului comunal, delegat de secretarul general în comunele urbane şi de către notar în comunele rurale.

Art. 171, alin. III. — Pentru cei născuţi morţi, autorizaţiunea de înmormântare se va elibera din registrul special al buletinelor celor nascuţi morţi (formular No. 17 *a*).

Art. II. — La art. 15 din regulamentul legii privitoare la actele stării civile, se adauga ca alineat 2, următorul alineat:

Registrele de buletine nu vor fi anuale, ci se vor întrebuinţa până la completa epuizare.

Art. III. — Formularele No. 17, 17 *a*, 18, 19, 20, 41 şi 68 din anexa B a regulamentului legii privitoare la actele stării civile, publicată în *Monitorul Oficial* No. 229 din 14 Octomvrie 1928 şi modificată prin decretul No. 3.263 din 1931, publicat în *Monitorul Oficial* No. 237 din 10 Octomvrie 1931 se modifica alăturat se arată [1]).

Art. IV. — Formularele No. 18 *a*, 19 *a* şi 20 *a*, din acelaşi regulament, se suprimă.

Art. V. — Nouile formu'are se vor întrebuinţa începând dela 1 Ianuarie 1933 [2]).

LEGE CONTRA CAMETEI

(PUBLICATĂ ÎN MONITORUL OFICIAL No. 77 DIN 2 APRILIE 1931)

Art. 1. — Dobânda legala anuală se fixează la: 1% în afaceri civile şi 2% în afaceri comerciale, socotite peste scontul Băncii naţionale a României.

Art. 2. — Dobânda convenţională anuală nu poate întrece 6% peste scontul Băncii Naţionale a României.

---

[1]) A se vedea formularele în Monitorul Oficial No. 296 din 17 Decemvrie 1932.
[2]) Rectificat potrivit eratei din Monitorul Oficial No. 302 din 24 Decemvrie 1932.

Pretenţiunea privitoare la dobânda convenţionala nu poate fi valorificata în justiţie decât în cazul când ea este stipulată prin act scris.

Când debitorul este ţinut sa plătească o dobânda fără ca aceasta să fie fixata prin act, el va plati dobânda legală.

Art. 3. — Prin dobânda se înţelege nu numai sumele plătibile în bani, dar şi orice alte prestaţiuni sub orice titlu sau denumire, drept echivalent al folosirii capitalului, la care debitorul se obliga pentru folosinţa capitalului socotit în numerar.

Art. 4. — Daca s'au stipulat dobânzi care întrec maximum arătat de art. 2, pentru excedent obligaţiunea este nula de drept.

Actele cuprinzând stipulaţiuni de dobânzi superioare maximului fixat, nu vor putea fi autentificate.

Actele cuprinzând stipulaţiuni de dobânzi superioare maximului prevazut de art. 2, vor fi intabulate, prenotate sau înscrise, cu adăugirea, ca dobânzile se înscriu la maximum arătat.

Contractele de vânzare cu pact de rescumpărare şi antichreză, ce se vor încheia între părţi, dupa data promulgării legii de faţă, sunt nule de drept, iar dispoziţiunile art. 1371—1387, inclusiv cod. civ., art. 1697—1703, inclusiv cod civ. şi articolele corespunzatoare din codurile civile în vigoare în teritoriile unite, se abrogă.

Art. 5. — Plata anticipată a dobânzilor nu poate avea loc decât pe maximum 6 luni.

Art. 6. — Dobânzile de orice fel se prescriu daca nu au fost cerute sau urmărite timp de 3 ani.

Art. 7. — Dispoziţiunile acestei legi se aplică cu efect retroactiv:

a) Dobânzilor de orice fel prevăzute în orice acte scrise existente pentru timpul ce curge dela promulgarea acestei legi;

b) Dobânzilor de orice fel neîncasate efectiv, derivând din orice titluri sau convenţiuni cu exigibilitate anterioară promulgării acestei legi, care se reduc de plin drept prin efectul acestei legi la 18% pe an, cu începere dela data de 7 Februarie 1929 (legea stabilizării monetare). Se exceptează dobânzile consacrate prin hotărâri judecătoreşti definitive.

Art. 8. Creditorul care va primi sau va stipula prin însuşi actul de împrumut, prin act separat, prin act deghizat sau în orice alt mod, o dobândă convenţională superioară celei fixate prin această lege, se va pedepsi cu închisoare dela 2 luni până la un an şi cu amendă dela 5000—20.000 lei.

In caz de circumstanţe atenuante, instanţa de judecată nu va putea reduce pedeapsa sub 5000 lei amendă.

Aceeaşi pedeapsă se va aplica şi acelui care cu ştiinţă serveşte ca mijlocitor la comiterea delictului.

Art. 9. — Daca infracţiunea prevăzută de art. 8, s'a săvârşit de un împrumutător profesionist sau de o persoană care anterior a fost condamnată pentru acelaşi delict, se pedepseşte cu închisoare dela 6 luni până la 3 ani şi cu amendă dela 20.000 lei până la 100.000 lei, atrăgând după sine şi pierderea drepturilor politice.

In caz de circumstanţe atenuante, instanţa de judecată nu se va putea coborî în aplicarea pedepsei mai jos de 20.000 lei, minimum ul amendei.

Art. 10. — Când infracţiunea prevăzută de art. 8 şi 9 s'a săvârşit în numele unei societăţi comerciale, pedeapsa se va aplica celor ce au aprobat încheierea afacerii.

Dacă delictul s'a săvârşit de un procurist sau un mandatar, pedeapsa se va aplica acestuia cât şi celor în numele cărora delictul a fost săvârşit.

Art. 11. — Acţiunea publică pe temeiul acestei legi se pune în mişcare numai după cererea parţii vătămate, care îşi va putea formula prin aceeaşi acţiune pretenţia sa pentru exces de dobândă.

Reclamaţiunea penală a debitorului nu suspendă în această materie cursul niciunei acţiuni civile sau comerciale.

Acţiunea civilă sau comercială a debitorului pentru reducerea dobânzii stipulate ilegal ori pentru restituirea celor ilegal percepute, nu va putea fi conexată cu acţiunea creditorului, ci ele vor fi judecate separat.

Orice mijloace de probaţiune sunt admisibile pentru a dovedi cuantumul dobanzilor deja plătite, sau acelor ce s'au stipulat a fi plătite.

Instanţa competenta a judeca acţiunea penală introdusă pe temeiul acestei legi, este judecatoria locului unde s'a săvârşit infracţiunea.

Orice act de procedură privitor la judecarea reclamaţiunii penale introdusă pe temeiul acestei legi, este scutit de timbru.

Hotărîrea definitivă de condamnaţiune se va publica într'un ziar răspândit pe cheltuiala celui condamnat.

Art. 12. — Toate dispoziţiunile contrare din legile în vigoare se abroga.

L E G E

ASUPRA CĂSĂTORIEI MILITARILOR

(Decret de promulgare No. 1.210 din 4 Aprilie 1931, Monitorul Oficial No. 83 din 9 Aprilie 1931)

Art. 1. — Ofiţerii şi asimilaţii de orice grad, din activitate şi disponibilitate, precum şi cei chemaţi temporar, în vederea trecerii în activitate, se pot căsători numai în urma unei autorizaţiuni dată în scris de catre auoritatea militară superioară, după cum se va arăta prin regulamentul legii de faţă.

Art. 2. — Ofiţerii nu se pot căsători înainte de a avea vârsta de 25 ani împliniţi.

Art. 3. — Un ofiţer inferior sau asimilat, pentru a obţine autorizarea de a se căsători, va trebui să justifice:

a) Vârsta ce are;

b) Onorabilitatea viitoarei soţii şi a familiei sale;

c) Dota ce ia sau averea personală ce posedă ofiţerul.

Art. 4. — Dota ce trebue să aibă soţia unui ofiţer inferior sau asimilat, va trebui să producă un venit anual de cel putn 40.000 lei.

Ofiţerilor superiori şi generalilor, precum şi asimilaţilor acestora, nu li se cere condiţia de dotă.

Art. 5. — Dacă ofiţerul inferior sau asimilat este văduv cu copii, poate lua în căsătorie o soţie care ar avea numai o dotă de cel puţin 30.000 lei venit anual.

Art. 6. — Ofiţerii se pot căsători cu fiicele ofiţerilor şi asimilaţilor din activitate, rezervă şi retragere, proveniţi din activitate, dacă se constitue pentru căsătoria cu ofiţerii inferiori şi asimilaţi, un venit de cel puţin 25.000 lei anual.

Beneficiază de acelaşi avantaj şi fiicele ofiţerilor de rezervă, decoraţi cu ordinul „Mihai Viteazul" sau „Virtutea Militară", clasa I.

Art. 7. — Ofiţerii se pot căsători cu profesoare titulare, învăţă-

toare definitive la şcoli urbane, funcţionare de stat, stabile sau titrate, care exercită o profesiune din categoriile stabilite prin regulamentul acestei legi şi care ar avea un salar sau venit anual, dovedit cu impunerea fiscală, cel puţin egal celui prevazut la art. 4, 5 şi 6, de mai sus.

Art. 8. — Ofiţerii, cari în afara de soldă, posedă o avere personală cu un venit cel puţin egal celui prevăzut la art. 4, 5 şi 6, se pot căsători fără dotă.

Aprobările căsătoriilor din această categorie se dau numai de Ministerul armatei, pe baza actelor ce se prevăd în regulamentul legii.

Art. 9. — Dota se admite numai sub urmatoarele forme:

a) In numerar sau în efecte de stat, ori garantate de stat, producând venitul anual cerut mai sus, şi depus la Casa de depuneri şi consemnaţiuni, ca fond dotal inalienabil. Recepisa se păstrează la tribunal, soţul având dreptul a primi numai venitul acestui capital;

b) In imobil urban sau rural, producând venitul cerut de articolele de mai sus; acesta se va constata prin unul din mijloacele următoare: prin contractele de arendare sau închiriere anterioare, cel puţin pe trei ani, vizate de administraţia financiară, prin expertizele creditelor funciare, rural sau urban, prin recepisele de plata impozitului respectiv, prin actele de cumpărarea imobilului sau prin erpertize făcute de serviciile domeniilor militare.

Capitalul dotal, oricare i-ar fi forma, nu poate fi considerat că produce mai mult de 6 la sută;

c) Venitul cerut ca dotă să fie asigurat într'o ipotecă, de primul rang asupra unui imobil, dacă are o valoare îndoită decât a ipotecii.

Se vor cere însă certificate autentice dela instanţa locală prin care să se constate că imobilul este liber de orice sarcină.

Art. 10. — Trusoul sau obiectele mobile ce ar primi viitoarea soţie a ofiţerului nu vor intra în fondul dotal fixat prin această lege.

Art. 11. — Ofiţerii superiori, generali şi asimilaţii lor vor putea dobândi autorizaţiunea de a se căsători, îndeplinind numai condiţiunea dela art. 3, alin. *a* şi *b* a acestei legi.

Art. 12. — Ofiţerul şi asimilatul de orice grad, care se va căsători fără autorizaţiunea prescrisă la art. 1, va fi considerat ca demisionat şi trecut în elementul rezervei.

Căsătoria gradelor inferioare

Art. 13. — Gradele inferioare, pentru a se pueea căsători trebue să aibă autorizaţiunea în scris a şefului corpului sau serviciului, sub ale cărui ordin se găsesc.

Această autorizaţiune nu se va da decât în următoarele condiţiuni:

a) Reangajatul să aibă vârsta de 25 ani împlinţi;

b) Viitoarea soţie să se bucure de o moralitate deplină. Actele respective se vor cerceta de şeful corpului sau serviciului. Ea va trebui să aibă un venit anual de cel puţin 6.000 lei, fie dintr'o profesiune onorabilă, fie din oricare /altfel de avere.

Art. 14. — Reangajatul care se va căsători fără a fi obţinut mai întâi autorizarea prevăzută la articolul precedent, se va îndepărta din serviciu, trecându-se în elementul corespunzător vârstei.

Art. 15. — Gradele inferioare aflate în completare, rezervă, precum şi cei lăsaţi la vatră, se pot căsători fără autorizarea autorităţilor militare.

Art. 16. — Gradele inferioare în termen, nu se pot căsători decât cu aprobarea scrisă a comandantului de regiment, sau a şefului serviciului din care fac parte.

Dispoziţiuni generale

Art. 17. — Ofiţerii stării civile sunt opriţi, sub pedeapsa amenzii dela 2.000 până la 10.000 lei, a proceda la căsatoria unui ofiţer sau a oricarui militar care nu produce autorizaţiunea data de şeful superior de care depinde militarul, sub forma prevăzută de regulamentul acestei legi.

Amenda se va pronunţa de instanţa competinte.

Art. 18. — Prescripţiunile acestei legi se vor observa fără prejudiciul formalităţilor şi regulelor impuse de codul civil pentru săvârşirea casatoriei.

Art. 19. — Un regulament special va determina modul de aplicaţiune al legii de faţa şi formele de împlinit, spre a asigura executarea ei.

Art. 20. — Cei cari la data promulgarii acestei legi se gasesc cu actele înaintate pentru aprobare, se vor putea căsători în condiţiile vechei legi.

Art. 21. — Orice dispoziţiuni de legi sau regulamente contrare prevederilor prezentei legi, sunt şi rămân abrogate.

LEGE

PRIVITOARE LA MODIFICAREA ART. 2 ŞI 13 ALIN. a, DIN LEGEA CĂSĂTORIEI MILITARILOR, PROMULGATĂ LA 4 APRILIE 1931

(Publicată în Monitorul Oficial No. 108 din 12 Mai 1932)

Art. unic. — Art. 2 şi 13, alin *a,* din legea căsătoriei militarilor, promulgata la 4 Aprilie 1931, se modifică precum urmează:

Art. 2. — Ofiţerii nu se pot căsători înainte de a avea vârsta de 23 ani împliniţi.

Art. 13, alin. *a.* — Reangajatul să aibă vârsta de 23 ani împliniţi.

LEGE

PRIVITOARE LA RIDICAREA INCAPACITĂŢII CIVILE A FEMEII MĂRITATE

(Decret de promulgare No, 1.412 din 19 Aprilie 1932, Monitorul Oficial No. 94 din 20 Aprilie 1932)

Art. unic. — Se abrogă din legiuirile în vigoare, în Vechiul Regat: art. 197—208 inclusiv, alin. 1 din art. 687, punctul 3, din art. 950 şi art. 1.879 din codul civil; art. 15 şi 16 din codul comercial şi art. 624—626 inclusiv din procedura civilă.

Articolele: 194 952 şi 1.285 din codul civil, în vigoare în Vechiul Regat, se modifică, precum urmează:

Art. 194 din codul civil:

„Soţii îşi datoresc unul altuia credinţă, sprijin şi ajutor.

Căsătoria nu restrânge capacitatea femeii de a exercita drepturile civile.

Fiecare din soţi, nu răspunde faţă de terţi, decât pentru obligaţiunile ce a contractat, afara numai dacă a împuternicit expres pe celalalt soţ să-l reprezinte".

Art. 952 din codul civil:

„Persoanele capabile de a se obliga, nu pot opune minorului şi interzisului incapacitatea lor".

Art. 1.285 din codul civil:

„Femeia are administrarea, folosinţa şi libera dispoziţie asupra averii sale parafernale".

Sfârşitul volumului IX şi ultimul din Codul civil adnotat

TABLA MATERIILOR
CUPRINSE IN VOLUMUL IX.

Pag.